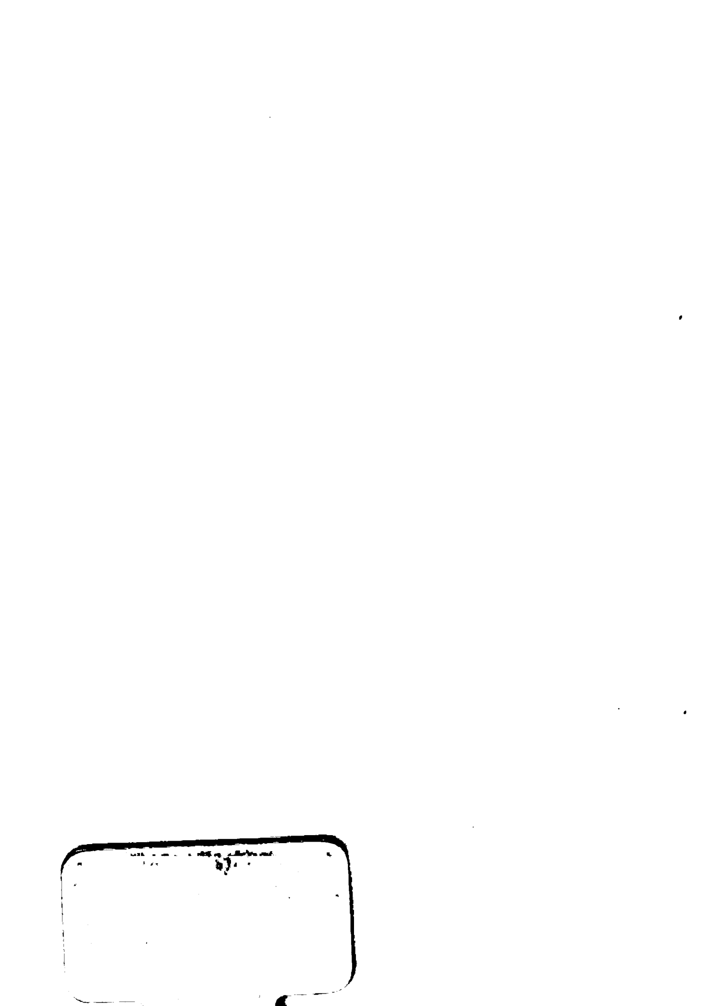





l'Univers
PITTORESQUE
HISTOIRE et DESCRIPTION
DE TOUS LES PEUPLES
De leurs
Religions
Moeurs
COUTUMES
INDUSTRIE &c.
PUBLIÉ PAR FIRMIN DIDOT FRÈRES
Rue Jacob 56

# L'UNIVERS.

## HISTOIRE ET DESCRIPTION

## DE TOUS LES PEUPLES.

## INDE.

PARIS.
TYPOGRAPHIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
RUE JACOB, N° 56.

# INDE,

PAR

(Adolphe-Philibert)

M. DUBOIS DE JANCIGNY,

AIDE DE CAMP DU ROI D'OUDE,

ET PAR

M. XAVIER RAYMOND,

ATTACHÉ A L'AMBASSADE DE CHINE.





PARIS,

FIRMIN DIDOT FRÈRES, ÉDITEURS,

IMPRIMEURS-LIBRAIRES DE L'INSTITUT DE FRANCE,

RUE JACOB, N° 56.

M DCCC XLV.

D O N



KABOUL
BELOUTCHISTAN
PENDJAB
Lahore
Moultan
SEYKHS
Dehli
Bakker
Djessalmir
Bikanir
Haïderabad
Koratchi
Tatta
Amarkote
Tropique
HIND
Odeypour
Mandissor
Ahmedabad
Indour
Cambaye
Baroche
Surate
G. de Cambaye
Aurungabad
Bombay
Ahmednagar
Poona
Bider
Golconde
Haïderabad
Sattarah
Gheriah
Goa
Bellary
Cuddapah
MYSORE
Mangalore
Bangalore
Seringapatam
Mysore
Arcot
Salem
Iles Lakedives
Trichinapoli
Tandjaour
Madoura
Tinnevelly
Tuticorin
Travancore
Cap Comorin
G. de Manaar
Colombo
MER DE
Roy.me des Maldives

# L'UNIVERS,

OU

# HISTOIRE ET DESCRIPTION

## DE TOUS LES PEUPLES,

### DE LEURS RELIGIONS, MOEURS, INDUSTRIE, COUTUMES, ETC.

# INDE.

## PAR M. A. D. DE JANCIGNY.

### PREMIÈRE PARTIE.

### INTRODUCTION A L'ÉTUDE DE L'INDE ANCIENNE ET MODERNE.

### I.

#### CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

L'Inde! Il y a dans ce mot quelque chose de grand et de vénérable, de vague et de mystérieux, même après tant de siècles! L'Inde, la plus ancienne portion civilisée de l'ancien monde, le berceau des croyances religieuses, qui, dans leur unité, leur simplicité et leur grandeur primitives, semblent avoir embrassé, comme une vaste formule, tous les cultes, qui depuis se sont partagé les peuples : l'Inde, le théâtre des événements historiques les plus inattendus, les plus grands, les plus merveilleux : l'Inde, qu'ont visitée tour à tour les dieux, les héros, les philosophes, les hommes avides de science et les spéculateurs les plus hardis dans tous les siècles : l'Inde, dont Sésostris, Darius, Alexandre, Tchinguiz Khan, Timour, Baber, Nader-Shâh, Napoléon, ont tenté ou achevé en partie la conquête : l'Inde, enfin, dont la Providence, un instant indécise en notre faveur, semble avoir confié désormais les destinées à l'Angleterre! Voilà le pays dont nous devons essayer de tracer l'histoire, et de faire connaître surtout l'état actuel; mais dont le passé et l'avenir intéressent au plus haut degré l'humanité tout entière, car le passé de l'Inde recèle dans ses profondeurs quelques-uns des principaux traits de l'histoire du monde, et son avenir se lie d'une manière de plus en plus intime au sort des grandes nations européennes. D'ailleurs, sous le point de vue scientifique, et sous celui du perfectionnement intellectuel de l'espèce humaine, l'étude des temps anciens de l'Inde, ou du monde brahmanique, fait essentiellement partie du progrès général de l'humanité, et ainsi, comme révélation encore attendue, nous pouvons dire que ce passé des premiers âges de l'Inde appartient à l'avenir!

On peut conclure de ce peu de mots, et nous n'hésitons pas à déclarer qu'en effet nos connaissances sur l'*Inde ancienne* sont encore très-bornées; que nous n'avons que des données imparfaites sur l'origine, l'organisation primitive et l'histoire des peuples qui l'habitent; que tout est à faire pour la construction de ce vaste édifice historique, et qu'on s'occupe d'hier seulement à en rassembler les matériaux; mais nous n'hésitons pas davantage à affirmer que l'étude de la

littérature et des antiquités indiennes est l'une des plus importantes et des plus utiles qu'il soit donné à l'esprit humain d'aborder désormais. Dès les premiers pas de cette étude nouvelle, des découvertes d'une grande valeur historique ont justifié le zèle et la persévérante intelligence des explorateurs, et permettent de prévoir des résultats d'un immense intérêt. On devait, en effet, s'y attendre, et ce n'est pas en vain que l'éducation des sociétés progresse, que les moyens d'investigation se multiplient, que les instruments de recherche se perfectionnent. Les monuments sont interrogés par toutes les sciences à la fois. Tout est examiné, mesuré, analysé, reproduit au besoin, tout au moins peut l'être et le sera un jour, car nous sommes désormais en possession de méthodes ou de procédés qui assurent la conservation de tous les éléments de nos recherches, sans exception. Le zèle aveugle et destructeur des premiers chrétiens qui ont visité l'Inde, des musulmans, qui, non moins fanatiques, ont détruit plus encore, parce qu'ils avaient imposé au pays une domination plus durable; ce zèle à jamais déplorable a fait place au véritable esprit de civilisation et de progrès, esprit éminemment conservateur et prévoyant, qui se garde bien de séparer l'avenir du passé, et qui, convaincu que l'Être suprême n'a rien fait en vain, interroge sa volonté dans l'histoire des peuples, et cherche un enseignement dans les monuments que ces peuples ont laissés de leur passage. L'Inde est riche encore en monuments de cette mystérieuse antiquité, dont le fanatisme a en vain cherché à effacer les traces. L'etude du sanscrit et des langues qui se rapportent à cette langue mère est un puissant moyen de découvertes dont l'importance grandit de jour en jour. C'est le flambeau qui éclairera d'une vive et durable lumière les ruines de ce monde brahmanique, où les voyageurs de la science vont moissonner pour elle de si riches collections. Le soin religieux de recueillir et d'éterniser pour l'étude ces vénérables débris des temps antehistoriques occupera peut-être bien des générations! Puis viendra une main puissante qui, à l'aide, pour ainsi dire, de ces ossements épars, reconstruira le peuple perdu, et, sur la forme de ce magnifique squelette, indiquera le caractère, les habitudes, la mission et la vie de l'un des grands ancêtres de l'humanité!

Nos lecteurs peuvent entrevoir, dès à présent, ce que l'Inde appelle de recherches et de veilles! La tâche de l'avenir est immense : celle que le présent nous impose est assez vaste encore pour ébranler plus d'un courage; et si nous ne reculons pas devant l'accomplissement de nos promesses, si nous nous résignons à soumettre au public le résultat très-imparfait de nos observations et de nos humbles études, c'est que notre travail, tout incomplet qu'il est, témoigne au moins d'un désir, qui sera compris, de populariser parmi nous des notions utiles; c'est qu'il nous a fallu céder à la conviction qu'il était honorable de contribuer, sans retard, à donner une impulsion vigoureuse aux études dont l'Inde est l'objet. Nous avons parcouru nous-même quelques recoins de ce champ immense ouvert aux recherches du philosophe, du naturaliste, de l'homme d'État. Nous sommes encore sur la route, mais c'est pour l'indiquer aux plus entreprenants et aux plus dignes; semblable aux sentinelles placées sur ces voies merveilleuses où la science triomphe des distances à l'aide du feu qu'elle a soumis, et qui montrent du doigt le but vers lequel le char peut glisser sans crainte, nous restons en arrière, mais le char avance, et le but sera atteint!

---

Envisageant l'Inde comme un tout que la pensée peut isoler et soumettre à un examen attentif, on conçoit que, pour apprécier convenablement son état actuel, il soit indispensable de se faire au moins une idée approximative de son état antérieur, et nous devrons en conséquence nous efforcer de présenter un résumé complet des recherches faites par la science européenne sur l'*Inde ancienne* et l'*Inde*

*au moyen âge;* mais il importe avant tout de reconnaître et de définir le champ de nos observations, et de tracer les principaux caractères physiques et ethnographiques de cette vaste portion de l'Asie, que le mot *Inde* paraît représenter.

Depuis que la science géographique a pris le caractère et l'extension que réclamait pour elle l'esprit philosophique, elle a étudié le globe d'un point de vue plus élevé, et soumis la classification des grandes divisions de la surface terrestre à des considérations d'ensemble qui s'appuient sur les données les plus intéressantes de la géologie, de la climatologie, et de l'histoire naturelle. Certaines de ces *divisions*, cependant, et les dénominations qui leur sont appliquées, maintiennent leur individualité, pour ainsi dire, et leur indépendance primitives, parce qu'elles ont leur base à la fois dans la configuration plastique des pays et dans l'histoire des peuples. Ainsi, ce n'a pas été le hasard ou le caprice qui, dans cette immense moitié de l'écorce terrestre, qui s'étend du Kamschatka aux Iles Britanniques, a reconnu de tout temps deux parties distinctes, l'Europe et l'Asie. L'individualité de chacune d'elles est garantie par une nature intime, des harmonies spéciales, un ordre distinct de productions et de besoins, toutes circonstances d'une valeur immense, et qui mènent à des séparations plus réelles et plus durables que l'interposition des mers (*). Ce qui est vrai de ces grands corps ne l'est pas moins de leurs membres principaux, et c'est ainsi que l'Irân, le Tourân, l'Inde, la Chine, réclament aussi leur individualité géographique et ethnographique. — L'Inde, en particulier, paraît avoir attiré, dès les temps les plus anciens, l'attention des peuples occidentaux. Nous chercherons bientôt à apprécier la valeur des renseignements que l'antiquité grecque et romaine nous a transmis à cet égard, et nous serons forcé de reconnaître que les mots *Inde, Indiens*, n'ont longtemps exprimé pour les historiens, ou même les géographes de la Grèce et de Rome, que des idées vagues et incomplètes. Quelles limites assignaient-ils à ces vastes et merveilleuses contrées, même après l'expédition d'Alexandre et l'extension des relations commerciales? C'est ce qu'il est difficile de déterminer. Cependant, il faut remarquer que les principaux caractères physiques du pays, ses productions, ses habitants, les traits distinctifs de sa civilisation avaient été étudiés et compris jusqu'à un certain point, et la *moyenne*, pour ainsi dire, des déterminations dues aux autorités que nous venons d'indiquer, concourt d'une manière assez remarquable, sous le point de vue géographique, avec les autorités sanscrites, et avec les résultats des observations modernes. Au reste, les géographes modernes eux-mêmes commencent à peine à s'accorder sur la délimitation précise de l'Inde, et les philosophes sont encore loin de s'entendre sur le rang qu'il convient d'assigner à ses peuples dans l'histoire de l'humanité. La poésie aimerait peut-être à laisser cette grande idée au milieu de cette confusion d'océans, de montagnes, de plaines, de frais ombrages et de déserts brûlants, avec son cortége de traditions et de légendes, dans son antique et mystérieuse splendeur. Mais il y a assez de grandeur et

(*) On peut envisager l'Europe et l'Asie comme deux parties, l'une orientale, l'autre occidentale, d'un même continent; mais il existe des traces d'une séparation profonde entre ces deux parties, dans un état antérieur du globe. Aujourd'hui, la limite (voy. Ritter, Asie, vol. I, p. 100) paraît être clairement indiquée par la ligne du cours inférieur des fleuves le Don, le Wolga, l'Oural et la chaîne des monts Oural. L'exhaussement général des terrains vers l'ouest, leur nature plus fertile, plus propice à la grande végétation et en même temps à l'exploitation agricole, les destine à être une terre de céréales, de campagnes, de villes, tandis que la partie adjacente de l'Asie n'est qu'une continuité de steppes, de lacs salés et de terrains propres à la vie nomade.

d'intérêt dans la réalité, le champ des vérités indiennes est assez vaste et assez fertile pour qu'on puisse abandonner sans regret le luxe vague et stérile des conjectures ; et si le pain de la science, comme celui qui soutient la vie matérielle, doit être arrosé des sueurs de l'humanité, au moins l'avenir promet à l'observation persévérante et impartiale d'abondantes moissons.

Ce n'est pas sans dessein que nous appelons dès à présent l'attention de nos lecteurs sur l'importance des résultats qu'on est en droit d'attendre d'une observation *impartiale*. Rien n'a retardé davantage les progrès des sciences morales, rien n'a plus nui au développement de la philosophie de l'histoire, et à la vraie connaissance de l'Inde, en particulier, que les idées préconçues, les systèmes arrêtés, les explications prématurées, les admirations ou les espérances exagérées, et surtout les convictions défavorables et les préjugés dédaigneux. Nous citerons, sans plus tarder, un exemple remarquable de l'influence de ces derniers. Deux hommes fort honorables et fort habiles ont, dans ces derniers temps, écrit sur l'Inde : leurs noms appartiennent aux nations les plus civilisées de l'Europe. L'un de ces écrivains, l'historien de l'Inde anglaise, l'illustre Mill, a eu accès aux documents les plus authentiques et les plus multipliés, et les a discutés avec une érudition et une sagacité peu ordinaires ; l'autre, courageux et intrépide observateur, notre spirituel et infortuné Jacquemont, a vu de ses yeux, beaucoup et bien vu à de certains égards. Tous deux ont dû penser que l'influence qu'ils exerceraient sur l'opinion serait proportionnée à l'autorité de leur parole : ils ont, chacun de son point de vue, examiné le pays et les habitants, et porté un jugement définitif sur des questions qu'ils croyaient avoir suffisamment étudiées. Mais l'un était décidé à ne rien trouver de recommandable ou de respectable chez les Hindous, et à faire bon marché de leur antique civilisation, comme à méconnaître les traits les plus aimables de leur caractère; l'autre, non moins fermement résolu à ne rien admirer d'indien (pas même le sublime aspect de l'Himalaya et la vallée de Kashmir), s'est exclusivement préoccupé du présent, et de la contemplation du vaste empire que l'Angleterre a construit dans l'Inde avec les ruines du passé; il a à peine jeté un coup d'œil sur ces ruines vénérables, et n'a pas hésité à déclarer que l'étude du sanscrit et de l'Inde ancienne ne mènerait à aucun résultat. Selon eux, les Hindous n'ont jamais eu ni géographie ni annales, et il faut renoncer à l'espoir de combler au moins les lacunes que l'histoire a constatées entre l'expédition d'Alexandre et les premières invasions des mahométans. Nous aurons plus d'une occasion de nous convaincre que ces conclusions sont erronées, et que ces préjugés sur des questions d'ensemble ont conduit à de nombreuses erreurs de détail. Loin de désespérer ainsi de la cause de l'avenir, on a tout droit d'espérer, au contraire (et c'est ce que nous nous engageons à établir), que les monuments, les chroniques, les livres sacrés, l'immense littérature de l'Inde, fourniront à l'histoire d'amples matériaux. Plusieurs publications récentes ont déjà révélé l'importance des autorités sanscrites, et dès le début de nos recherches, nous éprouvons le besoin de consulter ces autorités, et de nous appuyer sur les traditions enregistrées par la science brahmanique.

## II.

ASPECT GÉOGRAPHIQUE, LIMITES. — POINT DE VUE BRAHMANIQUE : POINT DE VUE EUROPÉEN. — ESQUISSE DES PRINCIPAUX CARACTÈRES PHYSIQUES ET ETHNOGRAPHIQUES.

Les peuples désignés par les Grecs sous le nom d'Ἰνδοί, par les Latins sous celui d'*Indi*, étaient bien certainement ceux qui professent encore la religion brahmanique ou ses dérivées, et que l'Europe actuelle connaît sous le nom d'*Hindous*. Le pays que les Hindous sont supposés avoir occupé,

comme corps de nation, de temps immémorial, a été nommé, par les Persans, *Hindou s'thân* (pays des Hindous). Le mot *Hindoustan* a passé dans notre langue (*). *Inde* et *Hindoustan* ont donc à peu près la même signification : cependant, l'idée exprimée par le mot *Inde* n'est pas précisément la même que celle que représente le mot *Hindoustan*. Ce dernier mot a une signification plus restreinte que le premier. Quelques géographes modernes, confondant toutefois ces idées, ont voulu considérer les limites de l'Hindoustan comme déterminées par les points extrêmes où la religion hindoue a pénétré; et Hamilton, dans sa description de l'Hindoustan, observe que ce mode de démarcation a l'avantage de coïncider admirablement de trois côtés avec les barrières naturelles que présentent l'immense chaîne de l'Himalaya, l'Indus et l'Océan; mais cette observation semble peu exacte, puisque au delà de ces barrières la religion hindoue a laissé des traces évidentes, comme au nord-ouest des monts Soliman (où se trouve peut-être le berceau de la race hindoue), à l'est du Brahmapouttra, dans les îles de la Sonde, etc. D'un autre côté, on peut observer que le cours de l'Indus et celui du Gange n'ont, à aucune époque, circonscrit de fait la religion ou l'influence politique de l'Inde, ou ne l'ont mise à l'abri de l'invasion. Les rivières peuvent servir de lignes de démarcation entre des subdivisions territoriales ou de petites principautés, mais elles sont peu propres à constituer les barrières permanentes d'un grand empire. Le Gange en particulier n'a jamais constitué une barrière de cette espèce, et c'est pourquoi la dénomination d'Inde ultra-gangétique ou trans-gangétique (ou Inde *au delà du Gange*, par opposition à l'Inde *en deçà du Gange*) présente une idée plus incomplète et plus vague encore que celle d'Inde cis-gangétique. Sous la dénomination d'Inde ultra-gangétique, quelques écrivains ont rangé tous les pays compris entre la baie du Bengale et la mer de Chine. C'est ce qu'on paraît disposé assez généralement aujourd'hui à appeler *Indo-Chine*. C'est la *petite Inde* de Marco-Polo, qu'il distingue de la *grande Inde*, qui s'étend du cap Comorin au Sinde. Outre ces deux Indes, il en mentionne une troisième, qu'il appelle *Inde moyenne* et *seconde Inde*, et qui comprend l'Abyssinie et la côte Arabique jusqu'au golfe Persique. Selon une autre version qui divise aussi les Indes en trois parties, la première s'étendait de la Perse à l'Indus, la seconde de l'Indus au Gange, tandis que la troisième comprenait les contrées ultra-gangétiques. Sous la dénomination familière d'*Indes orientales*, empruntée aux Portugais, on comprend généralement les îles de l'archipel Indien, et il est singulier que le nom d'*Indes occidentales*, qui a conduit à cette distinction, ne désigne maintenant qu'un groupe d'îles, colonisées par des blancs et peuplées d'Africains. L'erreur de Colomb, qui croyait dans l'origine être arrivé à l'Inde par la route trans-atlantique, a été perpétuée assez singulièrement lorsqu'on a nommé *Indiens*, c'est-à-dire Éthiopiens ou noirs, la population aborigène, cuivrée, des Amériques. Il serait inutile, néanmoins, d'essayer de corriger une nomenclature établie depuis si longtemps. Le mot Inde a fort heureusement retenu un sens spécifique, nonobstant la difficulté de déterminer sa signification géographique d'une manière précise. *Hindoustan* pourrait être, sous quelques rapports, une dénomination préférable, comme correspondant à *Hindou* et à *Hindoustani*, les termes par lesquels nous désignons les indigènes et la langue vulgaire du pays. Le nom plus commode et plus classique,

(*) On a souvent écrit *Indostan*, et on trouve encore ce mot dans plusieurs publications récentes, mais nous pensons qu'*Hindoustan* doit prévaloir. Les Arabes et les Persans désignent par le mot *Sind* (prononcé *Sinnd*) les contrées voisines de l'Indus. Ils appellent *Hind* l'Inde gangétique. Nous reviendrons sur ces désignations, leur signification et leur origine.

*Inde*, semble devoir l'emporter, et avec d'autant plus de raison, que l'expression Inde anglaise (ou Indes anglaises), qui désigne l'immense territoire possédé par les Anglais dans ces contrées lointaines, territoire qui s'accroît chaque jour, est passée dans le domaine de la politique et de l'histoire. Nous adopterons donc le mot le plus populaire, le regardant comme à peu près synonyme d'*Hindoustan*, mais, cependant, avec une acception plus étendue. En résumé, il ne faut chercher, nous le pensons, ni chez les Grecs, ni chez les Romains, ni chez les Persans, les limites de l'Inde ancienne. Il nous semble plus naturel de consulter à cet égard les Hindous eux-mêmes, qui paraissent avoir étudié les grandes formes de la nature dans l'Asie centrale, bien plus sérieusement qu'on ne l'avait imaginé.

D'après les enseignements de la cosmographie brahmanique, le continent est représenté symboliquement sous la la forme d'une fleur de lotus (*Padma*, en sanscrit) (*) qui surnage à la surface de l'Océan. Du centre de cette fleur s'élève le pistil, type de la plus grande élévation de l'écorce terrestre: le *Mérou* ou *Soumérou*, le *mont Sacré*. Autour de lui se pressent les organes de la fécondation, les filaments, les anthères, les nectaires, comme les crêtes des montagnes et les pics principaux des chaînes d'où découlent les grands fleuves de la terre. Les divisions de la corolle désignent les principaux pays. Les quatre divisions du calice indiquent quatre péninsules primitives ou *dwipas* (pays baignés à moitié ou en grande partie par la mer (**)), dirigées vers les quatre points cardinaux. Le segment du sud ou l'Inde antérieure, l'Inde proprement dite, est le *Djambou Dwipa* (***). Ainsi donc, *sous le point de vue de sa déduction cosmographique*, l'Inde est désignée par les brahmanes sous le nom de Djambou Dwipa (prononcé *Djambou Dip*). Sous le point de vue historique et politique, c'est le *Bhârat-Khand*, ou *Bhârat-Varsha* (prononcé *Bharate-Varshe*), contrée ou pays de Bhârat, du nom d'un prince issu de la race lunaire (*), fils de Danshmanta et de Sacontala. Suivant les brahmanes, le Bhârat-Varsha est borné au nord par l'*Himalaya*, au sud par la mer, à l'est en partie par la mer et en partie par les chaînes de montagnes qui le séparent des pays connus aujourd'hui sous les noms d'*Assam*, *Cassay*, *Arracân*; à l'ouest, enfin, par l'Océan et par les chaînes de montagnes qui séparent ces contrées de l'ancienne Perse et s'étendent jusqu'aux bouches de l'Indus; montagnes que les géographes modernes désignent par le nom de *monts Soliman*, et que les plus anciens auteurs hindous considéraient comme une continuation de l'Himalaya, mais qui sont, par le fait, dépendantes de l'Iran, dont elles constituent le bord oriental. D'après ces données, traduites en géographie mathématique, l'Inde continentale des anciens, envisagée sous le point de vue de ses limites extrêmes, s'étendait du huitième au trente-cinquième degré de latitude nord, et du soixante-cinquième au quatre-vingt-onzième degré de longitude orientale (méridien de Paris) (**).

Essayons maintenant de vérifier si la détermination de ces limites, indiquée par les grandes formes de la nature, coïncide avec des différences générales et suffisamment tranchées, observées dans ses productions en deçà et au delà de ces mêmes limites.

Remarquons que le bord oriental du plateau de l'Iran qui termine le bassin de l'Indus, est désigné comme la limite de l'Inde à l'occident. C'est la chaîne

(*) *Nymphæa nelumbo, L.; nelumbium speciosum*, Wild. κύαμος αἰγυπτιακός.

(**) *Dwipa*, prononcé Dvîp, Dip, Dib, presqu'île (le *Djezira* des Arabes) et par extension *île*.

(***) Nous nous occuperons plus tard de la signification de ces mots.

(*) Les deux dynasties principales des anciens souverains de l'Inde gangétique sont désignées sous les noms d'*Enfants du soleil* et *Enfants de la lune*.

(**) Voyez planche I, carte de l'Inde ancienne.

frontière *hindo-persique*. Toute la contrée à l'ouest de cette chaîne forme, depuis Kaboul jusqu'à la côte de Mékrân (l'ancienne *Gedrosia*), un haut pays non interrompu de plateaux et de montagnes; c'est l'Afghanistan proprement dit, qui a pour rempart au nord l'*Hindou-Koush*, ou *Hindou-Kôh*, continuation occidentale de l'Himalaya, la triple chaîne Soliman pour boulevard frontière vers l'Indus, et le plateau de Beloutchistan pour limite au sud. Au nord-ouest, sur le prolongement de l'Hindou-Koush, s'élève le *Paropamise*, pays des Hazarchs, semblable par son isolement à une forteresse de montagnes inaccessibles entre le Kaboul, le Kandahar, Balkh et le Khorassan. A l'ouest, enfin, s'étend jusque vers le lac Zarah et le Seistân un pays montueux, de forme quadrangulaire, dont les déserts sablonneux et salins de la Perse centrale forment la limite. Telles sont les frontières naturelles du plateau de l'Afghanistan; quant aux frontières politiques, elles n'ont jamais été nettement déterminées à aucune époque, dans un pays où aucune domination n'a réussi à former d'unité monarchique de longue durée. Plaçons-nous par la pensée sur la haute terrasse du Kaboul qui fait partie de ce vaste plateau, et observons.

Sous le point de vue physique comme sous le point de vue politique, la position de Kaboul dans le monde asiatique attire sur cette ville l'attention de tout l'Orient (*). Kaboul est le carrefour où se croisent les grandes routes de communication de la Perse et de l'Inde, de l'Irân et du Tourân, ou, en d'autres termes, du nord et du sud, de l'est et de l'ouest de l'Asie centrale. Sous le rapport du climat, Kaboul est aussi un point de transition d'une importance caractéristique, offrant une réunion singulière des influences diverses du ciel et de ses dons variés, en un mot le climat accidenté qui, dans les pays de *terrasses*, rapproche toujours les contrastes dans le moindre espace et le temps le plus court, mais aussi dans le style le plus grandiose. A Kaboul règne déjà en partie le climat sec de la Perse; mais les derniers nuages de la mousson, suivant l'éternel rempart de l'Himalaya et de l'Hindou-Kôh, arrivent encore jusqu'ici, et y déposent les pluies fertilisantes dont ils sont gonflés. La neige, inconnue aux plaines de l'Hindoustan, se montre dans le haut pays de Kaboul; mais, en hiver, elle ne fait que couronner les hauteurs qui environnent de toutes parts sa délicieuse vallée. Au mois de mai, de nouvelles pluies viennent féconder le sol, et le printemps se montre, comme en Europe, avec son nouveau feuillage et ses boutons de fleurs. Il n'y a point ici de chaleurs étouffantes comme sur les bords du Gange; mais l'air est pur et vif, les rayons du soleil pénètrent aisément l'atmosphère. L'été, comme l'hiver, arrive subitement et s'en va de même. Le changement des saisons est brusque, mais régulier. A une journée de marche de Kaboul, vous trouverez des endroits où il ne tombe jamais de neige, et en deux heures vous pouvez vous transporter dans des lieux où elle couvre le sol pendant presque toute l'année.

Tous les observateurs constatent que c'est ici que finit, pour ainsi dire, l'Asie orientale, et que commence l'Asie occidentale avec ses tendances européennes. De ce point critique, regardez à l'est, et vous y voyez une race d'hommes recueillis en eux-mêmes, séparés par leur civilisation et leurs mœurs du reste du continent asiatique et du monde entier. A l'ouest, aux yeux de ces peuples spectateurs immobiles et impassibles du mouvement des autres peuples, commence l'*Europe*, même en Asie, tant est frappant le contraste que présentent ces deux moitiés d'une même masse terrestre (*).

(*) La ville de Kaboul est située, d'après les observations les plus récentes, par 34° 24′ 5″ de latitude nord, et 69° 7′ 15″ de longitude est (méridien de Greenwich), sur une plaine élevée de plus de deux mille mètres au-dessus du niveau de la mer.

(*) Les mots *Vilaèt* et *Vilaèti*, dans l'Hin-

Sous le point de vue historique, l'une de ces moitiés semble exercer une force attractive, l'autre une force répulsive, sur les races humaines, phénomène qu'aucune autre partie du monde ne présente avec le même caractère de grandeur. D'un côté, habitudes calmes et contemplatives, indifférence de ce qui se passe à l'extérieur, obstacles physiques, répugnance naturelle et empêchements religieux à l'émigration ; de l'autre, agitation perpétuelle des hommes et des intérêts, besoin de changement, recherche d'un équilibre inconnu : natures différentes, en un mot, et non moins dans le sens physique que dans le sens moral.

Kaboul étant le point principal parmi tous les points de cette double ligne de séparation que la nature physique et la nature morale ont tracée entre les deux mondes asiatiques, et en même temps le point d'intersection le plus remarquable des routes qui viennent de l'Asie centrale ou qui se dirigent vers elle, les différences ou les contrastes que nous avons signalés s'y résument, pour ainsi dire, aux yeux de l'observateur attentif; mais ils se manifestent dans leur plus grande généralité, aussitôt que l'on a franchi l'Indus.

Les peuples à l'ouest de ce grand fleuve se distinguent par un sentiment profond de liberté et d'indépendance, sentiment complétement étranger à la plupart des nations de l'extrême orient. Ils possèdent, en outre, un grand fonds de courage, relevé et soutenu par la barbarie relative de leurs mœurs. Leur pays est généralement peu cultivé; on n'y voit point, comme dans l'Hindoustan, de grandes routes ni de grandes plantations. La colonisation n'y est qu'un fait sporadique; les points qui lui sont acquis se trouvent séparés les uns des autres par de vastes pâturages, où se heurtent et se croisent en tous sens les pâtres avec leurs bestiaux. Leurs physionomies sont dures, leur peau velue et brunie au soleil; ils vivent sous l'influence des traditions patriarcales. Gouvernement, tribunaux, magistrature, lois, police et civilisation, tels que l'Hindou les a conçus, créés ou acceptés, sont autant d'idées ou de faits qui leur sont entièrement inconnus, et cependant il y a une certaine organisation et un ordre relatif dans cette étrange agglomération d'hommes à demi barbares.

Le ciel de ces pays est, comparativement à celui de l'Hindoustan, plus frais et plus pur; la nature s'y montre sous des formes plus pittoresques. La coupe des figures humaines et leur carnation se rapprochent autant des nôtres qu'elles diffèrent de celles des Hindous ; la forme et surtout la nature des vêtements s'éloignent de celles qui sont généralement adoptées dans l'Hindoustan. Les tissus blancs et légers cèdent ici la place aux cotonnades de couleurs foncées et aux habillements en cuir ou en peau de mouton. L'activité du corps et de l'esprit est, chez ces peuples, poussée aussi loin que l'indolence et l'apathie chez les Hindous qui habitent le bassin du Gange. Ceux-ci trahissent à chaque instant, et dans toute leur manière d'être, les habitudes de soumission servile à la domination d'un maître ; ceux-là sont libres et ne reconnaissent d'autre frein à ce sentiment de liberté qui les anime, que la force et la volonté de la masse.

La physionomie des pays n'est pas moins différente que celle de leurs habitants. A l'est de l'Indus, le terrain est égal et fertile, tandis que du côté opposé, il est plein de contrastes les plus frappants; les changements subits de température, l'impétuosité des vents d'hiver et de printemps, sont autant de phénomènes très-communs du côté de l'Afghanistan, et complétement inconnus dans l'Hindoustan. Les terrasses qui constituent la surface de l'Afghanistan sont remplies de sinuosités, de plaines et de

doustan et les contrées voisines, désignent également *notre* Europe et l'Europe *asiatique*, c'est-à-dire, les pays au delà de l'Indus, et les habitants ou les productions de l'une ou de l'autre.

jardins qu'on ne trouve point dans les domaines de l'Indus et du Gange.

Cette différence se fait remarquer jusque dans les plantes des deux régions; celles de l'Afghanistan se rapprochent beaucoup plus des plantes européennes que des plantes de l'Hindoustan; le dattier, si commun dans l'Hindoustan, ne se rencontre que par bouquets clair-semés entre les monts Soliman et l'Indus, et a disparu au delà. Le dernier dattier observé par les voyageurs qui se dirigent du Sindh sur Kandahar, s'élève solitaire à l'entrée de la célèbre passe du Bolan. Vers le haut Indus, quand on s'avance dans l'Afghanistan, le dattier ne dépasse pas Peshaver; cet arbre est entièrement inconnu dans l'Irân; mais, en revanche, on y rencontre une foule d'arbres européens. Les jardins de Kaboul, de Kandahar, d'Hérat, en sont remplis; les forêts de la Perse ne diffèrent en rien de celles de l'Europe. Le platane, qui orne les environs de Kashmir et tout l'Afghanistan, disparaît complétement près d'Attock sur l'Indus : c'est surtout à partir de ce point que la physionomie de l'Inde se dessine d'une manière plus prononcée ; c'est à partir de là qu'on ne rencontre, à mesure qu'on s'avance vers l'est, que des plaines ensemencées avec du riz et du froment. Le panorama prend, au delà du Djélôm, un aspect plus monotone; il embrasse un pays sillonné par une multitude de rivières, et s'inclinant par une pente douce, mais continue, du côté du Bengale et de la mer. Les Afghans égarés dans ce pays ne ressemblent point à ceux de leurs compatriotes d'en deçà de l'Indus.

Ritter fait observer que dans l'Hindoustan même, et plus particulièrement dans le Dekkan, les peuples qui habitent la partie orientale ne ressemblent en rien à ceux qui occupent la partie occidentale. Dans le Malabar, l'air, les saisons, les vents, rien n'est comme dans le Coromandel. Les habitants du premier pays sont pleins d'énergie et d'activité; ceux du second vivent, au contraire, dans la mollesse et la nullité la plus complète.

Les animaux semblent suivre aussi cette ligne de démarcation que nous avons indiquée entre l'est et l'ouest dans les rapports tant ethnographiques qu'orographiques. L'éléphant ne se trouve nulle part dans l'Asie antérieure, tandis que dans l'Inde il abonde. Du temps d'Alexandre, il paraissait parfois sur les bords de l'Indus, où on ne le trouve plus du tout. A l'est, au contraire, il pénètre jusqu'à la Chine. Le chameau est rare et s'acclimate difficilement dans l'Inde; il fait l'une des richesses et des principales ressources du pays à l'ouest de l'Indus.

Ces rapprochements sont d'un haut intérêt, parce que leur étude, quand elle repose sur des données exactes, peut conduire à des déductions importantes pour le progrès de l'agriculture, du commerce, de la civilisation en général; mais nous devons nous borner à ces indications sommaires, qui suffisent pour apprécier le caractère spécial des pays qui forment la transition de l'Asie antérieure à l'Inde gangétique, et dont le contact immédiat intéresse à un si haut degré l'avenir de l'empire hindo-britannique.

Au nord et à l'est, au nord surtout, les séparations physiques ne correspondent point à des différences ethnographiques moins remarquables que celles que nous venons de signaler; mais les différences sont d'un autre ordre, et la transition de l'Inde à la Chine, par l'Indo-Chine et le Thibet, nous semble moins brusque et moins tranchée sous le point de vue de la civilisation, des croyances, des habitudes, que celle que nous avons esquissée entre l'Asie antérieure et l'Hindoustan. C'est un point à examiner, et sur lequel l'étude des littératures chinoise, thibétaine et birmane est destinée à jeter un grand jour. Toutefois, il est certain que les populations à l'est des premières chaînes de l'Himalaya et du cours inférieur du Brahmapouttra présentent plus d'affinités avec la race mongole qu'avec la race hindoue, et nous pouvons considérer les limites

désignées par les autorités sanscrites comme les plus rationnelles qu'il soit possible d'assigner à l'Inde ancienne.

Les pays compris entre ces limites ont-ils, à aucune époque, été soumis à une domination unique, à une même forme de gouvernement, au moins aux mêmes institutions religieuses? Ces questions ne sont pas encore susceptibles de solution complète. On a tout lieu de croire cependant que la plupart des peuples de l'Inde ont, pendant plusieurs siècles, professé les mêmes principes religieux, et observé les rites et cérémonies prescrits par les Védas. Quant à l'organisation politique de l'Inde ancienne, et aux changements que la conquête a introduits à diverses époques, voici en quelques mots le résultat des recherches, et le résumé des grands événements historiques dont nous présenterons plus tard l'ensemble à nos lecteurs.

Selon les Brahmanes, l'Inde se divisait originairement en dix grands royaumes, et l'existence de ces divisions générales paraît être confirmée par celle de dix dialectes principaux, correspondant à chacune de ces divisions. Environ deux mille ans avant l'ère chrétienne, selon les Pouranas, le Bharat-Khand aurait compris quatre riches et puissants royaumes. Tous les autres États secondaires de l'Inde auraient été tributaires de l'un ou l'autre de ces grands empires, et ceux-ci auraient, à leur tour, formé, à de certaines époques, une confédération soumise à un seul chef ou empereur. Cette organisation politique et l'indépendance des races hindoues furent détruites par les invasions successives des mahométans, de l'an 1001 à l'an 1193 de l'ère chrétienne. A dater du onzième siècle, la domination plus ou moins absolue d'une grande partie de l'Hindoustan (*) passa d'une dynastie de conquérants à l'autre, jusqu'à Baber, descendant de Timour, qui, envahissant ce malheureux pays pour la cinquième fois, en 1525, détrôna l'empereur patân, Soultân Ibrahim, et commença la dynastie moghole, qui a régné sans compétiteur sur ce vaste empire (si l'on en excepte l'usurpateur Sheer-Khan et les princes de sa famille) pendant près de deux siècles (*). Sous le règne d'Akbar, petit-fils de Baber, l'empire fut divisé en *Soubahs* ou gouvernements, ceux-ci en *Sircars* ou provinces, et les provinces en *Pargannahs* ou districts. Le nombre des soubahs a varié sous le règne d'Akbar et les règnes suivants; mais on peut en compter vingt sous Aurengzeb, savoir : Kaboul, Kandahar, Lahore, Kashmir, Adjmir, Moultân, Dehli, Agra, Aoudh, Allahabad, Béhar, Bengale, Orissa, Malwa, Goudjrât, Khandeish, Bérar, Aurangabad, Golconde et Bidjapour. C'est là l'époque la plus brillante de la domination moghole, et celle où l'administration musulmane a eu le plus d'unité et de vigueur. La période de décadence a commencé avec le dix-huitième siècle, sous le règne de Shah-Allum, fils d'Aurengzeb, et la désorganisation qui suivit l'invasion de Nader-Shah laissa vacant par le fait le trône de l'Hindoustan, où l'Angleterre est venue s'asseoir. Elle a ra-

(*) L'étendue précise et le véritable caractère de cette domination, à diverses époques, ne sauraient être appréciés qu'en suivant, pour ainsi dire, pas à pas l'histoire des principaux princes musulmans qui ont formé des établissements durables dans l'Inde, et nous devons renvoyer cet examen important à la troisième partie où nous étudierons plus spécialement l'Inde au moyen âge.

(*) Sheer-Khan, son fils, son petit-fils et les autres prétendants de cette famille ont occupé le trône de Delhi de 1541 à 1555. Pendant cette période de 14 à 15 ans, l'empereur Houmayoun, fils de Baber, attendait de l'autre côté de l'Indus où son autorité était encore reconnue, une occasion favorable pour rentrer dans l'Hindoustan, dont il n'avait cessé d'être considéré comme le légitime souverain, et profitant des dissensions qui s'étaient élevées entre les princes patâns à la mort de Sélim, fils de Sheer-Khan, réussit enfin à remonter en 1555 sur ce trône, où deux ans après devait s'asseoir son fils, le grand Akbar.

massé les débris et reconstruit l'édifice impérial sur des bases plus durables.

L'empire moghol, sous Aurengzeb, avait dépassé en longitude les limites que nous avons spécifiées plus haut; mais plusieurs États du sud n'étaient pas soumis au joug musulman.

L'empire hindo-britannique, au contraire, embrasse tous ces États, ainsi que l'Inde centrale (dont quelques districts ne reconnaissent qu'imparfaitement la domination des empereurs moghols); mais il ne s'étend au nord que vers le trente et unième, et à l'ouest que vers le soixante-huitième degré; à l'est, il atteint le quatre-vingt-onzième degré de longitude; et plusieurs provinces réunies dans ces *dernières années* aux territoires de la *Compagnie*, comme Assam, Arracân, Tavoy, Tannasserim, Singapour, Malacca, etc., sont situées bien au delà de ce méridien. Avant de nous occuper de la description politique de cet empire nouveau, résumons en peu de mots ce que l'on sait aujourd'hui sur l'aspect géologique et hydrographique de l'Hindoustan.

La grande presqu'île hindoustanique, par sa position intermédiaire à l'égard des peuples de l'Asie postérieure d'un côté, et des Arabes de l'autre, se trouve dans des conditions analogues à celles où se trouve l'Italie entre la Grèce dans l'est, et la péninsule ibérique dans l'ouest. On ne l'approche que par de vastes surfaces de mer, ou en traversant des chaînes de montagnes d'un passage difficile (*). Envisagée dans son ensemble, cette vaste contrée offre la figure d'un quadrilatère qui se divise en deux immenses triangles, dont la base commune est la ligne de jonction des bouches de l'Indus à celles du Gange et du Brahmapouttra. Cette ligne, comprenant toute la largeur de l'Hindoustan de l'est à l'ouest, n'a pas moins de seize cent cinquante milles anglais d'étendue (environ six cent quatre-vingts lieues de poste); c'est la distance qui, en Europe, sépare Bayonne de Constantinople. Le triangle septentrional a son sommet à *Léh*, sur l'Indus supérieur; le triangle méridional a le sien au cap Comorin. La ligne qui joint les deux sommets n'a pas moins de dix-neuf cent soixante-quinze milles (ou environ huit cent quinze lieues de poste, c'est-à-dire, que la distance entre ces deux points est à peu près la même que celle qui sépare Bordeaux de Moscou, ou Naples d'Arkhangel). La surface totale des deux triangles est à peu près égale à la moitié de la superficie de l'Europe continentale, moins la péninsule scandinave. Le triangle du nord contient trois fois la superficie de l'empire d'Autriche, celui du sud trois fois celle de la France. Les côtés du triangle du nord sont formés par de hautes chaînes de montagnes; le centre est occupé par de basses vallées ou des plaines immenses. Dans le triangle du sud, au contraire, les côtés sont des terres basses, étroites, tandis que le milieu est rempli de montagnes ou de hauts plateaux. Le contraste est complet sous le point de vue astronomique, comme sous celui de la configuration plastique des surfaces. La base commune à ces triangles est formée en grande partie par la vallée de la Narbaddah, au pied des monts Vindhya; aussi ces montagnes et la rivière de Narbaddah ont-elles une grande importance absolue et traditionnelle, comme partageant l'Hindoustan en deux parties qui se distinguent l'une de l'autre non moins par leur aspect physique que par le caractère, le langage et les mœurs des peuples qui les habitent, et par les souvenirs religieux ou historiques qui se rattachent à chacune d'elles. La partie septentrionale, ou *Hindoustan propre*, portait chez les anciens brahmes le nom de *terre civilisée et sacrée*, parce que la tradition voulait qu'elle eût été fréquentée par les dieux. La partie méridionale, ou le Dekkan (Dakkann), était seulement appelée *terre civili-*

(*) Voyez, pour le développement des formes de transition de la haute Asie aux basses terres de l'Inde antérieure, Ritter, t. V, p. 424 et suiv.

sée (*). Le Dekkan a aussi ses contrastes qu'il faut désigner à l'étude, et dont l'influence ne saurait être méconnue. Ses côtes de l'est et de l'ouest étant tournées vers des mers animées par des courants et des systèmes de vent très-différents, les courants d'air, les eaux, les productions, les peuples eux-mêmes, diffèrent sur l'une et l'autre plage, et à ces différences correspondent des besoins et des échanges, en un mot, des relations commerciales d'un caractère distinct.

Un pays dont l'étendue égale celle de la moitié de l'Europe doit nécessairement présenter une grande diversité de surfaces; aussi depuis des siècles les voyageurs qui ont visité différentes parties de ce pays ont décrit ou indiqué, chacun de son point de vue exclusif, ce labyrinthe de montagnes et de vallées, de plaines fertiles, de déserts, de provinces peuplées, de forêts, de bassins fluviaux et de côtes. Il était à peu près impossible de se former, d'après ces données éparses, toujours incomplètes, souvent inexactes, une idée de l'ensemble des caractères physiques de ces contrées. C'est aux déterminations rigoureuses fournies, dans ces derniers temps, par la géodésie, la géognosie, la botanique, la climatologie, que nous devons la connaissance du vrai relief du pays, et c'est par le judicieux emploi des éléments qu'elles ont rassemblés qu'on a pu arriver enfin à la construction d'une carte tant soit peu exacte de l'Hindoustan. Le gouvernement anglais a fait exécuter dans ce but une série de travaux que l'on peut sans hésiter ranger au nombre des entreprises qui honorent le plus le monde civilisé (*). Les énormes chaînes de l'Himalaya au nord et à l'est, avec leurs pics élevés de sept à huit mille mètres au-dessus du niveau de la mer; les monts Soliman qui terminent le bassin de l'Indus à l'occident; le grand désert de sable qui sépare le Sindh du Rajpoutana; les chaînes qui traversent le Rajpoutana; le plateau central de Malwa, les monts Vindhya qui se lient à ce plateau et à ses dépendances; puis, au sud de cette chaîne, les groupes connus sous le nom de *Gâths* orientaux et occidentaux, et enfin les *Gâths* méridionaux, ou la chaîne qui se termine au cap Comorin : tels sont les traits géologiques les plus saillants de cette vaste contrée. Les terrains élevés y sont à l'ensemble des terres basses, d'après nos calculs, dans le rapport approximatif de dix-neuf à quatorze. Toutes ces grandes formes de la nature sont traversées d'une multitude innombrable de courants d'eaux, depuis les cimes les plus hautes jusqu'aux plages de l'Océan. Dans l'Inde du nord, toutes les sources et leurs ramifications infinies se partagent en deux systèmes gigantesques, celui de l'Indus et le système combiné du Gange et du Brahmapouttra. Le Dekkan ou l'Inde du sud, au contraire, est arrosé par une multitude de rivières bien plus petites, mais se jetant isolément dans la mer. La longueur de ces rivières et leur profondeur vont en s'amoindrissant du nord au sud, à mesure que la presqu'île se rétrécit. Les deux rivières situées le plus au nord, la *Narbaddah* et le *Tapti*, ont cela de particulier que, contrairement à la pente générale, elles courent de l'est à l'ouest, en ligne presque directe, se jeter dans la mer à la côte de Malabar, tandis que le *Godavery*, le *Kistnah*, le *Pânar*, le *Cavery*, qui ont leurs sources près de

(*) Nous reviendrons, en traitant de l'Inde ancienne, sur ces points remarquables de la géographie sacrée des Hindous, et sur les phénomènes ethnographiques auxquels ils se lient. L'ouvrage de Rammohun-Roy, intitulé : *Exposition of the practical operation of the judicial and revenue systems of India, etc.* (London, 1832, in-8°), contient un sommaire très-intéressant des notions fondamentales qui se rapportent à ce sujet. Nous aurons occasion d'en parler avec quelque détail.

(*) Le grand Atlas de l'Inde, résultat principal de ces immenses travaux, et qui se publie par ordre de la cour des directeurs, est arrivé à sa trentième feuille. L'échelle en est d'un pouce par quatre milles anglais.

la côte de Malabar, dans les montagnes marginales du plateau du Dekkan, c'est-à-dire, dans la pente orientale des *Gâths*, vont traverser les plaines du plateau de l'ouest à l'est, et se jeter dans la mer du Bengale à la côte de Coromandel. En résumé, trois des plus grands fleuves du monde, plusieurs autres fleuves ou rivières considérables, égaux par le volume de leurs eaux et la longueur de leur cours aux principaux fleuves de l'Europe, et un grand nombre de rivières secondaires, arrosent et fertilisent plusieurs parties de l'Hindoustan; mais l'Hindoustan n'est pas aussi favorisé, sous ce rapport, que l'Inde transgangétique, surtout cette portion de l'Inde qui appartient au cours du Gange et du Brahmapouttra.

La fertilité de l'Hindoustan, la beauté de son climat, sont presque proverbiales; c'est là une de ces notions vagues, incomplètes, inexactes, dues à des observations superficielles, qu'on s'est hâté de généraliser. On a appliqué au pays entier ce qui n'est vrai que de quelques-unes de ses parties; à l'année, ce qui n'est vrai que d'une saison. Nous chercherons à caractériser d'une manière plus précise et plus complète (selon les diverses régions de l'Inde) les qualités du sol et la nature du climat. Nous signalerons, dès à présent, un fait curieux, qui prouve combien, sous le point de vue historique, la question avait été mal jugée par l'opinion générale. Il est certain que les conquérants musulmans n'avaient pas une très-haute opinion des avantages que pouvait offrir un établissement durable dans ces contrées, et ce n'est qu'une longue habitude qui a vaincu leurs répugnances. Ce n'est pas la richesse du sol, mais les richesses minérales et les produits précieux de l'Inde; ce n'est pas la beauté du climat, mais la soif et l'espoir du butin qui paraissent avoir tenté ces hordes envahissantes. Le fanatisme religieux, agissant comme prétexte et comme excitant à la fois, a fait le reste, et livré l'Hindoustan à toutes les horreurs de la dévastation et du pillage.

## III.

### COUP D'OEIL SUR L'ÉTAT ACTUEL DES INDES ANGLAISES.

**Divisions principales. — Formes du gouvernement. — Administration.**

L'Inde britannique est divisée aujourd'hui en quatre grands gouvernements, savoir : la présidence du Bengale ou fort William, celle de Madras ou fort Saint-George, celle de Bombay, et le gouvernement d'Agra ou des provinces de l'ouest (*Western-Provinces*). Ces quatre gouvernements forment l'Inde *continentale* anglaise, régie par la *Compagnie des Indes orientales*, en vertu d'une charte particulière dont nous parlerons bientôt; mais il faut leur ajouter, comme partie intégrante de l'empire hindo-britannique, le gouvernement de Ceylan, quoique cette grande île soit administrée directement par la couronne. Avant d'entrer dans l'examen de l'organisation politique, civile, militaire, et des ressources de cet empire, il convient de donner une idée de la forme du gouvernement qui le régit.

L'origine première de ce gouvernement est remarquable par le règne auquel elle se rattache, celui d'Élisabeth; par la date de la charte d'incorporation de la première *Compagnie des Indes*, le 31 décembre 1600, et surtout par le contraste entre le point de départ, le commerce, et le point d'arrivée, l'empire!

Montesquieu a dit : « Le monde se met de temps en temps dans des situations qui changent le commerce. » Quand on pense à quel degré et à quelle nature de pouvoir la Compagnie anglaise des Indes orientales est arrivée de nos jours, et qu'elle tient en ses mains la destinée de la moitié des peuples de l'Asie, il semble qu'on puisse dire à juste titre : « Le commerce se met de temps en temps dans des situations qui changent le monde. » La constitution actuelle et la nature du gouvernement de la Compagnie nous montreront jusqu'à quel point, à cet égard, cette conclusion est fondée.

Ce n'est pas ici le lieu de suivre dans toutes ses phases le développement de ce pouvoir colossal; cependant, il importe de bien constater un fait important que nous venons d'indiquer, fait déguisé, il est vrai, sous l'appareil des formes commerciales, mais qui perce au travers des chiffres, et se révèle par les hésitations et les précautions affectées d'une ambition que les honneurs vulgaires et les profits du négoce ne pouvaient satisfaire. Depuis un siècle et demi, le commerce a cessé d'être exclusif ou même le but principal de la Compagnie. Le pouvoir, les possessions territoriales, l'empire, voilà ce qu'elle a convoité sans presque oser le vouloir, voilà le résultat vers lequel elle a été fatalement entraînée, et qu'elle n'a complétement atteint que depuis quelques années.

Nous envisageons ici la question sous le point de vue le plus général; nous admettons que, dans l'origine, les diverses associations qui se sont formées en Angleterre pour envoyer des flottes marchandes aux Indes orientales, ne songeaient qu'aux profits que pourraient réaliser les cargaisons de retour; mais, à dater de 1689, et surtout depuis la fusion des deux grandes compagnies rivales en une seule, et la constitution définitive de la compagnie actuelle, en 1702-1708, la tendance à l'agrandissement, l'esprit de conquête, la volonté de devenir puissance dans l'Inde, se sont montrés en toute occasion, et ont dominé toute question commerciale. Les archives de la Compagnie fournissent à cet égard un document d'autant plus curieux, qu'il révèle, à une époque si reculée, la pensée tout entière de ce gouvernement, pensée ambitieuse et cupide à la fois. Les directeurs, dans les instructions envoyées à leurs principaux agents dans l'Inde, en 1689, s'exprimaient ainsi :

« L'augmentation de nos revenus est un sujet qui nous intéresse autant que la prospérité de notre commerce : c'est cela qui nous rendra forts, tandis que vingt accidents peuvent interrompre notre commerce; c'est avec cela *que nous deviendrons une nation dans l'Inde;* sans cela, nous ne sommes qu'une réunion d'aventuriers sous la protection de la charte royale, faisant le commerce là seulement où il n'est pas de l'intérêt de quelqu'un de puissant de s'y opposer; et c'est pour cela que les sages Hollandais, dans toutes leurs instructions générales, instructions que nous avons lues, écrivent dix paragraphes concernant leur gouvernement, l'administration civile et militaire, *la guerre et l'augmentation de leurs revenus*, pour un paragraphe concernant leur commerce. »

L'historien des Indes anglaises, l'illustre Mill, avait signalé cette tendance précoce à la souveraineté; toutefois, il s'était borné à en conclure qu'un commerce dédaigné est un commerce négligé, et conséquemment un commerce sans profit; vérité que la discussion publique des ressources et de la situation financière de la Compagnie, dans ces derniers temps, a pleinement établie, comme résultat de sa longue existence commerciale. Ce n'était pas là toute la vérité, ce n'était pas le résultat le plus important d'un siècle de combats, de monopole et d'intrigues. Un acte du parlement a formulé d'une manière officielle, il y a sept ans, ce résultat définitif, résultat politique et non commercial, conséquence forcée d'un développement monstrueux et d'une complication d'intérêts dont le ministère anglais n'avait ni la volonté ni le loisir d'accepter la responsabilité. Par cet acte, qui reçut l'assentiment du roi, le 28 août 1833, la Compagnie a renoncé au monopole de Chine, suspendu indéfiniment tout négoce, et a été investie du gouvernement immédiat de l'empire hindo-britannique jusqu'au 30 avril 1854. La couronne a delégué à la Compagnie le gouvernement suprême des Indes, à la condition acceptée par elle de soumettre ses actes au contrôle d'un conseil spécial. La désignation ordinaire de ce conseil est celle de *conseil* ou *bureau de contrôle* (*board of control*), et ses membres ont le titre de « com-

missaires de sa majesté pour les affaires de l'Inde. » Le président de ce conseil siége parmi les ministres. La première formation du bureau de contrôle remonte à l'année 1784. Avant d'en définir les attributions, il convient de se rendre compte de l'organisation actuelle de la Compagnie des Indes orientales et des fonctions de la *cour des directeurs*.

Le capital de la Compagnie est de six millions sterling, ou plus de cent cinquante millions de France. L'intérêt de ce capital, au taux de douze et demi pour cent, est réparti, d'après les renseignements les plus récents, entre trois mille cinq cent soixante-dix-neuf propriétaires. Les affaires générales de la Compagnie sont réglées par la *cour des propriétaires*. Ceux des propriétaires qui possèdent pour cinq cents livres sterling d'actions de la Compagnie, depuis au moins un an, ont droit de siéger et de prendre part aux débats, mais ils ne peuvent pas voter; mille livres sterling donnent droit à un vote, trois mille livres sterling à deux votes, six mille livres à trois votes, et enfin dix mille livres et au-dessus à quatre votes, nombre de votes le plus élevé auquel un seul propriétaire puisse prétendre. Les femmes peuvent posséder des actions de la Compagnie. Les étrangers, à quelque nation, à quelque religion qu'ils appartiennent, peuvent également devenir propriétaires. Les uns et les autres ont droit de prendre part aux debats et de voter aux conditions que nous venons de mentionner. Le nombre total des votants est estimé à deux mille. En 1832, deux mille deux cent onze votes appartenaient à des hommes, trois cent soixante-douze à des femmes. La cour des propriétaires s'assemble régulièrement tous les trois mois. Elle nomme des *directeurs* tirés de son sein pour administrer les affaires politiques, financières, etc., de la Compagnie. La *cour des directeurs*, émanée de la *cour des propriétaires*, se compose de trente membres, qui doivent satisfaire aux conditions suivantes : être né sujet anglais ou avoir été naturalisé, posséder des actions de la Compagnie pour au moins deux mille livres sterling, n'être ni directeur de la Banque d'Angleterre ni directeur de la Compagnie de la mer du Sud. De ces trente membres, vingt-quatre seulement siégent à la direction, six sortant à tour de rôle, tous les ans, de la direction active, et n'étant rééligibles qu'à l'expiration de l'année. La cour des directeurs se choisit chaque année un président et un vice-président. Cette cour s'assemble une fois par semaine. Il faut que treize membres au moins soient présents pour constituer la cour. Toutes les questions sont décidées au scrutin secret. La cour des directeurs se partage, pour l'expédition des affaires ordinaires, en trois comités : 1° de l'intérieur et de la comptabilité, composé de huit directeurs; 2° des affaires politiques et militaires, composé de sept directeurs; 3° comité législatif, des revenus et de la justice, sept directeurs. Les affaires secrètes sont confiées exclusivement à un comité qui se compose du président, du vice-président et du plus ancien directeur. Les membres de ce *conseil des trois* prêtent entre les mains l'un de l'autre, avant d'entrer en fonction, le serment dont voici la teneur : « Je jure d'exécuter fidèlement le mandat qui m'est confié comme membre du comité secret nommé par la cour des directeurs de la Compagnie des Indes, et de me servir des pouvoirs qui me sont attribués en cette qualité avec toute l'habileté et tout le jugement dont je suis capable. Je ne confierai ou ne ferai connaître à qui que ce soit les ordres secrets, instructions, dépêches, lettres officielles ou communications qui pourront m'être donnés ou envoyés par les commissaires pour les affaires de l'Inde, si ce n'est aux autres membres dudit comité secret, ou à la personne ou aux personnes dûment nommées et désignées pour transcrire ou préparer ces documents, à moins que je n'y sois autorisé par lesdits commissaires. Qu'ainsi Dieu me soit en aide (*). »

(*) Charte de 1833, art. 35.

Le gouvernement suprême des Indes reçoit directement ses instructions de la cour des directeurs. Une importante prérogative de ce corps est la nomination à peu près exclusive aux grades ou emplois par lesquels se recrutent les différentes branches du service dans l'Inde : patronage immense, et qui suffirait pour donner une influence considérable à la cour des directeurs, en Angleterre même, où les plus grandes familles sont souvent désireuses de voir leurs plus jeunes membres entrer dans la carrière à la fois honorable et lucrative que peut leur ouvrir la protection d'un directeur. Ce patronage est réglé sur les bases suivantes. Le nombre des commis (*), cadets et chirurgiens aides-majors à nommer dans le cours de l'année étant connu, ce nombre est divisé en trente parts. Le président de la cour des directeurs a *deux* nominations, le vice-président *deux*, le président du conseil de l'Inde *deux* également, et chacun des directeurs *une*. Une partie du patronage est entre les mains des ministres par l'intermédiaire du conseil de l'Inde, la nomination des juges, des évêques et des officiers de l'armée de la reine qui sont appelés à servir dans l'Inde leur étant dévolue. La couronne s'est aussi réservé le droit d'accorder ou de refuser sa sanction à la nomination du gouverneur général, des gouverneurs et des généraux commandant en chef les armées de l'Inde (*).

Dans l'état actuel des relations que la nouvelle charte a établies entre le conseil ou bureau de l'Inde (*board of control*) et la cour des directeurs, les grandes mesures administratives et surtout politiques émanent du bureau, qui, en outre, exerce un droit de contrôle absolu sur toute la correspondance de la cour des directeurs. Quant à la correspondance générale, ce droit est mitigé par le droit de remontrance, que la charte reconnaît à la cour des directeurs; et en ce qui concerne la correspondance secrète, les ordres du bureau, étant alors sans appel, doivent être transmis par l'intermédiaire du comité secret, et revêtus des signatures des membres de ce comité, en sorte que les agents de la Compagnie au dehors ne reconnaissent que l'autorité de la cour des directeurs, et ne correspondent qu'avec elle, quoique l'autorité souveraine et l'initiative des grandes mesures appartiennent, comme nous l'avons dit, au conseil suprême des affaires de l'Inde, ou bureau de contrôle. Cette organisation manque, jusqu'à un certain point, d'unité, et conséquemment de force; mais elle était peut-être la seule pos-

(*) Les jeunes gens admis à concourir pour les emplois civils (le service civil, aux Indes anglaises, embrasse l'administration, la justice et les finances) portent le titre de *writers*, écrivains. Cette dénomination fait partie de l'ancienne classification des employés civils de la Compagnie en *writers*, écrivains; *factors*, facteurs, après cinq ans de grade d'écrivain; *junior merchants* (mot à mot : *cadets négociants*), après trois ans d'emploi comme facteurs; *senior merchants* enfin (mot à mot : *négociants vétérans*), après trois ans d'emploi comme *junior*, c'est-à-dire après onze ans de service.

Cette singulière classification n'est plus en rapport avec les formes et le but de l'administration actuelle.

(*) Le patronage qui s'attache au titre de directeur de la Compagnie est le plus important avantage de cette position. Le traitement d'un directeur n'est que de 300 liv. sterl. (environ 7,600 francs). Le président du bureau de contrôle reçoit 3,500 liv. sterl. par an (à peu près 90,000 francs). Le département des affaires de l'Inde est compris au budget de la Compagnie pour environ 800,000 francs par an. La somme exacte telle que nous la trouvons mentionnée dans les comptes soumis au parlement au mois de juin dernier, est de 29,580 liv. 11 sh. ou à peu près 754,290 francs. Les traitements des directeurs y sont portés pour 7,581 liv. 1 s. 10 d. environ 193,315 francs. Enfin l'ensemble des traitements payés, en outre de ceux que nous venons de mentionner, à l'hôtel de la Compagnie des Indes, s'élevait, au 1er mai 1840, à 109,410 liv. sterl. ou 2,789,955 francs répartis entre 404 employés.

sible au milieu des circonstances tout à fait anomales où se trouvaient en 1833, d'un côté la Compagnie, de l'autre le gouvernement royal. C'est une forme de transition par laquelle il était sage de passer, et qui ne nous semble pas devoir compromettre l'avenir de la domination anglaise dans l'Hindoustan. Sur quelques points de détail seulement, il y a eu et il y aura désaccord entre ces deux pouvoirs; mais les bases de la transaction sont larges, rationnelles, simples et durables, et suffiront à maintenir le système actuel de gouvernement jusqu'au 30 avril 1854 (terme auquel expire la charte accordée à la Compagnie), et au delà, s'il le faut. La Compagnie a fait *au total une belle* affaire en acceptant *les conditions* que le gouvernement lui avait offertes; elle a abandonné, il est vrai, ses priviléges commerciaux, mais son commerce l'avait appauvrie, loin de l'enrichir. Toutes les propriétés mobilières et immobilières qui lui appartenaient au 22 avril 1834, ont été transférées à la couronne, mais elle en conserve l'administration. L'exploitation des immenses ressources de l'Hindoustan lui est concédée pour vingt ans au moins; le dividende de ses actionnaires est payé sur les revenus de l'Inde, et garanti, en outre, sur un fonds de deux millions sterling mis à part sur le montant de la réalisation de ses valeurs commerciales (estimées à vingt et un millions sterling). Enfin, si le gouvernement juge à propos d'user de la faculté qu'il s'est réservée de racheter les actions qui donnent droit à ce dividende, ce remboursement ne pourra se faire que dans quarante ans, à dater du renouvellement de la charte (c'est-à-dire, au plus tôt en 1874), au taux de deux cents pour cent, à moins que la Compagnie cesse, en 1854, d'être chargée du gouvernement immédiat de l'Inde, auquel cas elle pourra exiger le remboursement, sous trois ans, à ce même taux de deux cents pour cent.

Les détails dans lesquels nous sommes entré, quoique très-succincts, suffisent, nous l'espérons du moins, pour donner, dès à présent, une idée exacte des formes et de l'action du gouvernement suprême des affaires de l'Inde, en Angleterre. Il nous reste à examiner quels sont la forme et le mode d'action du gouvernement local chargé de l'administration immédiate des Indes anglaises.

En 1831, d'après les documents officiels imprimés par ordre du parlement, les territoires anglais dans l'Inde occupaient une superficie de cinq cent quatorze mille cent quatre-vingt-dix milles carrés (*), peuplée d'environ cent millions d'âmes. La totalité des territoires soit possédés directement par l'Angleterre, soit protégés par elle, était évaluée à un million cent vingt-huit mille huit cents milles carrés, habités par environ deux cents millions d'âmes. C'est à cette prodigieuse multitude, répandue sur un espace immense, que l'Angleterre envoie tous les cinq à six ans, par l'intermédiaire de cette Compagnie de prétendus négociants retirés du commerce, un roi sous le titre de gouverneur général.

Les présidences que nous avons déjà indiquées, savoir : la présidence du Bengale, celle de Madras, celle de Bombay, le gouvernement d'Agra ou des provinces de l'Ouest, et le petit gouvernement de Penang, Malacca et Singapour, sont soumises à l'autorité suprême d'un *gouverneur général en conseil*, désigné par le titre de gouverneur général de l'Inde (**). Le conseil de l'Inde se compose de quatre membres ordinaires, et du général commandant en chef les armées des trois présidences (le gouvernement d'Agra étant plus particulièrement, sous le point de vue militaire, une dépendance de la présidence du Bengale) qui y siége comme membre extraordinaire. L'un des membres du conseil ne siége et ne vote que lors de la proposition et de la discussion des lois ou ordonnances nouvelles que le gouvernement peut juger convenable d'in-

(*) C'est-à-dire dix fois la superficie de l'Angleterre.

(**) Art. 39 de la charte.

rectes avec le gouvernement suprême.

Considérés sous le rapport des sectes religieuses auxquelles ils appartiennent, ou sous celui de leur origine, les princes ou chefs dépendants de quelque importance, se rangent sous les dénominations suivantes :

Princes musulmans, d'origine *moghole*. — L'empereur de Delhi, auquel le gouvernement anglais n'accorde cependant que le titre de roi ; le roi d'Aoudh ; le nizam, ou ancien soubehdar du Dekkan, etc.

Princes musulmans, *afghans* d'origine. — Nawab de Bhopâl ; nawab de Tonk, Serondje, etc. ; nawab de Karnoul, etc.

Princes musulmans, d'origine *abyssinienne*. Le nawab de Sutchîn ; le sidie de Djindjiera, etc.

Princes hindous, *brahmanes*. Le peshwa, ancien chef de la confédération mahratte, aujourd'hui pensionné, sans territoire ; le soubehdar de Djansi, le rânâ de Djalone, etc. *Radjpouts*. Le radjah d'Oudeipour, le radjah de Djeypour et autres chefs puissants du Radjpoutana, du Bondèlkund, de Malwâ, de Goudjrât, etc. *Mahrattes*. Le souverain de Baroda ou le gaékwar, le radjah de Satara, le maharadjah-scindhia, etc. *Hindous de diverses castes*. Le radjah de Mysore, le radjah de Cochin, le radjah de Bhartpour, etc.

Princes ou chefs *sikhs* indépendants du maharadjah de Lahore, et sous la protection de la Compagnie. Le radjah de Djeend, le radjah de Patiala, le radjah de Sirmour, etc. (*).

A la tête de ce troupeau de rois déchus, marche, courbé sous le poids des souvenirs de sa race, le descendant de Timour, l'héritier des titres pompeux que justifiaient la conquête de l'Hindoustan et la splendeur des règnes d'Akbar et d'Aurengzeb, le *shâh-hun-shâh* (roi des rois), qui aurait pu commander, comme ses ancêtres, à tous ces tributaires, et qui, tombé plus bas qu'aucun d'eux, tend aujourd'hui à l'aumône de la Compagnie sa main impériale. Par respect pour le souverain nominal, dont la Compagnie tient ses droits aux yeux des peuples de l'Hindoustan, par une sollicitude étudiée pour les priviléges du rang et les exigences de l'étiquette, le résident à la cour de Dehli est encore astreint, dans ses relations avec le *darbar*, aux formes humblement cérémonieuses que l'usage prescrit à un inférieur. Toutes les prières de l'empereur sont des ordres en apparence, tous les ordres du résident sont des prières ; mais à mesure que le pouvoir du gouvernement anglais se consolide, ce vain étalage de soumission respectueuse se resserre dans de plus étroites limites, et le nom du souverain anglais a succédé à celui de l'empereur sur les monnaies frappées par ordre du gouvernement suprême.

Un domaine considérable avait été affecté à la subsistance et à l'entretien de la famille impériale ; ce domaine est aujourd'hui administré par les officiers de la Compagnie, et une portion des revenus réalisés constitue la dotation garantie à l'empereur. Cette pension, par suite de la mission en Angleterre du célèbre Ram-Mohun-Roy, chargé, en 1830, des réclamations des illustres mendiants, a été portée à quinze lacks de roupies ou environ trois millions sept cent mille francs.

Il est quelques autres princes, autrefois sujets des empereurs moghols ou grands vassaux de leur couronne, mais plus tard souverains indépendants, et qui conservent encore aujourd'hui, sous la protection de la Compagnie, quelques attributs du pouvoir suprême. L'étendue et la population de leurs États, l'importance de

(*) Pour donner une idée de la complication des relations politiques du gouvernement suprême avec cette multitude de chefs d'origine hindoue ou musulmane, il suffira de dire que le nombre des serdars et petits chefs ayant des agents accrédités auprès du résident anglais à Ambalah (ville principale des *États sikhs protégés*, sur la rive gauche du Sutledje), est d'environ cent cinquante ; que les radjâbs ou serdars principaux du Bondèlkund sont au nombre de trente-sept, ceux du Radjpoutana de vingt-deux, etc.

leurs revenus, méritent d'arrêter un instant nos regards.

Le roi d'Aoudh, dont les États occupent une superficie d'environ vingt-six *mille* milles carrés, avec une population d'à peu près six millions d'habitants; un revenu de cinquante millions, et une armée de vingt à trente mille hommes, dont une partie commandée par des officiers de la Compagnie. Le roi d'Aoudh passait, il y a quelques années, pour le souverain le plus riche de l'Hindoustan; le père du roi actuel avait laissé un trésor évalué à plus de trois cent cinquante millions.

Le nizâm, dont le territoire n'occupe pas une superficie moindre de cent *mille milles* carrés; ses revenus sont *au moins* égaux aux revenus actuels du roi d'Aoudh. La population est probablement au-dessus de dix millions d'âmes. L'armée régulière, commandée par des officiers anglais, s'élève à environ douze mille hommes. Les forces locales proprement dites ne vont pas au delà de vingt mille hommes de troupes irrégulières.

Le maharadjah-scindiah, roi de Gwalior; on évalue l'étendue de ses États à quarante-deux mille milles carrés, la population à cinq millions d'âmes, les revenus nets de vingt-cinq à trente millions. L'armée s'élevait, il y a quelques années, à plus de vingt-cinq mille hommes. Le *contingent*, commandé par des officiers anglais, atteint à peine le chiffre de deux mille hommes.

Le gaékwar ou roi de Baroda, dont l'importance politique est inférieure à celle des princes déjà cités, et qui entretient un corps d'armée d'environ dix mille hommes.

Les radjâhs ou ranâs d'Oudeipour, Djeypour et Djodpour, qui sont les trois souverains principaux du Radjpoutana, et qui peuvent mettre sur pied plus de soixante mille hommes, infanterie et cavalerie, dont la valeur intrépide est proverbiale dans tout l'Hindoustan.

Les relations du gouvernement suprême avec le souverain actuel de Djodpour, Radjah Mân-Singh, paraissent devoir prendre le caractère d'une intervention permanente qui enlèverait à ce prince l'administration directe de ses États (*).

Il est très-probable qu'avant longtemps les États hindous ou musulmans qui ont conservé quelque indépendance subiront cette intervention souveraine, et nous n'hésitons pas à penser que les populations aujourd'hui soumises à l'administration immédiate de ces princes, gagneront en général à passer sous la domination directe du gouvernement anglais, qui prendra soin, toutefois, de donner par degrés une part active dans l'exercice du pouvoir à des agents subalternes choisis parmi les indigènes. Si quelque cause extérieure ou quelque haute imprudence politique ne vient pas troubler les habitudes de soumission auxquelles l'Inde est façonnée envers sa superbe protectrice, ces grands changements s'opéreront sans secousse, et donneront, dans un quart de siècle, un demi-siècle peut-être, à l'empire hindo-britannique le caractère d'unité ou de force politique qui lui manque encore. Mais en même temps le flambeau de la civilisation européenne aura éclairé jusqu'aux plus humbles vallons, jusqu'aux derniers hameaux de l'Hindoustan; la race née du mélange des conquérants européens avec les races indigènes aura crû en nombre, en intelligence de ses besoins et de ses droits, en influence politique, en force en un mot; les Indiens eux-mêmes, soit musulmans, soit hindous, se seront familiarisés avec les armes puissantes qui les ont vaincus et réduits à l'obéissance; ils auront compris ce qu'il y a de merveilleux dans l'organisation, la subor-

(*) Nous ferons observer en passant que la race radjpout présente un caractère d'indépendance, de dignité chevaleresque et de force qu'on chercherait vainement parmi les autres nations ou tribus qui peuplent la vaste étendue de l'empire hindo-britannique. Malgré le contact des Européens, les mœurs des Radjpouts ont conservé leur âpre originalité et leur poésie primitive. — Nous aurons soin d'en offrir à nos lecteurs le tableau complet et fidèle.

dination, le concours, ce que l'homme peut faire avec l'intelligence, la connaissance, la volonté. Alors, si l'amour du changement si naturel au cœur humain, comprimé pendant tant de siècles par des institutions fortes et sages à plusieurs égards, se fait jour au travers des castes et se communique des hautes classes à la masse de la population; si la vie civile et politique leur apparaît tout à coup avec ses grandeurs européennes et son avenir illimité, si l'ambition et l'habileté de quelques hommes donnent à ces émotions nouvelles le caractère d'un sentiment national; alors, disons-nous, les Hindoustanis oublieront peut-être qu'ils sont redevables à l'Angleterre des bienfaits de la civilisation; alors se trouveront en présence quelques étrangers dominateurs et des millions d'hommes exaltés par le désir d'une vague indépendance, et qui n'ont qu'à se lever non-seulement pour dominer à leur tour, mais pour anéantir en un instant toute résistance! Voilà ce qui *peut* arriver; voilà très-certainement quelles sont les tendances que le gouvernement anglais aura à combattre, et dont les germes déposés par la civilisation dans le sol politique de l'Inde percent déjà de toutes parts. D'autres puissances européennes, dans le but de faire prévaloir des prétentions plus ou moins fondées à la participation des avantages dont l'Angleterre jouit exclusivement aujourd'hui, pourront exciter à dessein l'esprit de certains peuples de l'Inde occidentale et du Dekkan, encourageant en même temps les projets d'envahissement des nations à demi sauvages de l'est, qui déjà plus d'une fois ont obligé les Anglais à des expéditions coûteuses pour les refouler au delà des grands fleuves ou des montagnes qui les séparent du territoire de la Compagnie. Cependant ce sont là des éventualités qui ne nous paraissent pas devoir se présenter avant un assez long temps; et comme la conduite du gouvernement anglais n'a manqué, à aucune époque décisive, ni de fermeté ni de prévoyance, il est naturel de penser qu'elle continuera à s'adapter à la marche des événements, et à lutter avec son habileté ordinaire contre les causes de destruction qui ne cesseront de menacer la domination anglaise dans l'Hindoustan. Nous persistons donc à regarder le système de politique intérieure que nous venons de développer comme le plus applicable aux circonstances dans lesquelles le gouvernement de l'Inde anglaise s'est trouvé placé jusqu'à ces derniers temps à l'égard des princes du pays. L'administration civile, judiciaire et financière du territoire anglais proprement dit ne nous semble pas en somme avoir été dirigée d'après des principes aussi sages et des vues aussi saines et aussi libérales. Néanmoins, cette administration a eu de tout temps le mérite d'une organisation simple et concentrée, en harmonie avec la forme même du gouvernement et les habitudes du pays. Le reproche le plus grave qu'on puisse lui adresser, c'est précisément l'excès de cette concentration, qui place fréquemment encore aujourd'hui dans la même main, des pouvoirs qui devraient, en bonne justice, être totalement distincts, et qui fait passer sous les yeux d'un seul juge ou d'un seul collecteur (*) les innombrables affaires créées par les conflits d'intérêts d'une population trop considérable pour que l'activité et le dévouement d'un seul homme (fût-il aussi éclairé qu'actif et dévoué) puissent satisfaire même imparfaitement aux prétentions légitimes de chacun à un examen attentif de ses droits. Voici en peu de mots quelle est l'organisation administrative et judiciaire du pays :

La correspondance relative aux différentes branches du service est dirigée par un petit nombre de *secrétaires du gouvernement*, assistés chacun d'un ou deux secrétaires-adjoints. Le pouvoir exécutif est, dans tout ce qui concerne les mesures générales, réglé par des commissions spéciales ou plutôt des conseils ou bureaux permanents (*boards*), dont on compte six dans la présidence du Bengale, savoir : 1° le

(*) *Collector*, receveur général.

bureau des finances (*board of revenue*), 2° le bureau des douanes, du sel et de l'opium (*board of customs, salt and opium*), 3° le bureau du commerce (*board of trade*), 4° le bureau militaire (*military board*), 5° le bureau de la marine (*marine board*), 6° le bureau médical ou bureau de santé (*medical board*). La présidence de Madras ne compte que trois de ces bureaux directeurs. Bombay n'en a qu'un seul. Il y a en outre, au siége du gouvernement suprême, une direction générale des postes, un bureau général des comptes (*accountant general's office*), un comité des monnaies (*mint committee*), un comité d'instruction publique, etc.

L'organisation judiciaire dans l'Inde, et en particulier dans la présidence du Bengale et dans les provinces de l'Ouest, ne présente pas encore un ensemble régulier, et ses limites ne sauraient être nettement définies, attendu que les fonctions administratives, fiscales et judiciaires, sont quelquefois exercées toutes trois ensemble, et souvent deux d'entre elles par le même fonctionnaire. Nous ne pouvons donc qu'indiquer les principaux éléments d'un système qui a reçu des modifications continuelles, et qu'on ne peut regarder encore comme définitivement arrêté.

L'application de la loi anglaise aux Européens, aux serviteurs de la Compagnie et aux sujets anglais dans l'Inde, est réservée à des cours suprêmes de judicature établies aux chefs-lieux des différents gouvernements. La cour suprême de Calcutta est composée d'un grand juge et de deux juges ordinaires, dont le traitement annuel s'élève, pour le grand juge, à deux cent mille francs, et, pour les juges ordinaires, à cent cinquante mille francs par an environ.

D'autres cours suprêmes d'appel et de police judiciaire, connues sous le nom de *sadder-diwany* et *nizamat-adâlat* (cours suprêmes civile et criminelle), dirigent l'application des lois indigènes, c'est-à-dire, des codes musulman et hindou. Ces cours se composent d'un nombre variable de juges : ceux de la cour suprême indigène de Calcutta, au nombre de quatre, reçoivent un traitement moyen de cent trente mille francs environ.

Viennent ensuite les cours d'appel et de circuit, ou cours provinciales, présidées par des juges qui ont un traitement d'environ cent mille francs, puis des cours de *zillahs* ou cours de districts, dont les membres reçoivent en général de trente à soixante-quinze mille francs par an, et enfin des tribunaux secondaires où siégent des magistrats choisis surtout parmi des indigènes, et qui sont désignés par le titre d'*amines* (divisés en principaux [*sadder amines*] et ordinaires) et de *mounsiffs*. Ces magistrats décident les causes de cinq cents roupies (douze cent cinquante francs) et au-dessous. Leur traitement varie de trois mille à quinze mille francs, selon l'importance de leurs fonctions.

Ces détails se rapportent plus particulièrement à la présidence du Bengale. Les autres gouvernements ont également leurs cours de judicature anglaise et des cours indigènes analogues à celles dont nous venons de parler, mais qui, dans leur constitution et dans la manière dont elles administrent la justice, sont modifiées par des considérations particulières et des habitudes locales qu'on a sagement respectées.

Ce système judiciaire, qui semble, au premier coup d'œil, devoir satisfaire aux besoins de la population, a été, nous le répétons, et est encore, à beaucoup d'égards, fort imparfait dans son application ; ce qu'il faut attribuer surtout à deux causes : l'une était l'emploi exclusif, dans tous les tribunaux, de la langue persane, qui n'était ni la langue des juges ni celle des parties ; cette cause de confusion et d'injustice, reste d'un système imposé par la conquête, va disparaître dans toute l'Inde et a déjà disparu complétement au Bengale. La langue la plus généralement parlée dans les divers gouvernements a été substituée au persan dans toutes les procédures. Une autre cause de la maladministration de la justice (et nous y avons

déjà fait allusion) est la grande étendue des juridictions dans un pays où beaucoup de provinces sont très-peuplées et où la population est naturellement très-processive. Le gouvernement suprême s'est occupé avec une louable sollicitude de remédier aux imperfections du système judiciaire et du système administratif. Sous l'administration philanthropique de lord W. Bentinck, et, plus récemment encore, sous celle de lord Auckland, de grands efforts ont été faits dans ce but. Un des résultats les plus importants déjà obtenus est, sans contredit, la révision des codes mahométan et hindou, et leur refonte en un seul code où l'humanité éclairée de l'Europe chrétienne vient en aide, autant que les temps le permettent, aux populations de l'Hindoustan, si longtemps opprimées par le despotisme, le fanatisme et la superstition.

Le nouveau *Code pénal* de l'Inde, rédigé par une commission spéciale et soumis à la sanction du gouvernement suprême, est un pas immense fait dans la carrière des améliorations que réclame l'administration de la justice. Pour donner une idée de l'esprit de libéralité, d'impartialité et de saine politique qui a présidé à la rédaction de ce beau travail, nous citerons l'exposé des motifs qui précède le chapitre quinze du nouveau code, chapitre qui traite des *délits relatifs à la religion et aux castes*.

Voici comment s'exprime la commission, et nous appelons d'autant plus volontiers l'attention de nos lecteurs sur ce court et lumineux exposé, qu'il suffit pour donner, sous le point de vue religieux, une idée très-nette de la position du gouvernement anglais à l'égard des populations de l'Inde :

« Le principe sur lequel ce chapitre « a été établi est un principe auquel il « serait à désirer que tous les gouver- « nements se conformassent, et du- « quel le gouvernement anglais dans « l'Inde ne peut s'écarter sans risquer « la dissolution de la société. Ce prin- « cipe est que chaque homme doit être « libre de suivre sa propre religion, et « qu'aucun homme ne peut insulter à « la croyance d'un autre.

« La question de savoir si les insul- « tes faites à une religion doivent être « punies, nous semble tout à fait in- « dépendante de la vérité ou de la « fausseté de la religion attaquée. La « religion peut être fausse, mais le « mal que ces insultes causent à ceux « qui professent cette religion est réel. « C'est souvent, et l'observation la « plus superficielle peut nous en con- « vaincre, une peine aussi réelle, « aussi poignante qu'aucunes de celles « qui puissent être causées par des dé- « lits contre la personne, la propriété « ou la réputation, et il n'existe rien « qu'on puisse offrir en compensation. « La discussion peut, il est vrai, faire « jaillir la vérité, mais les outrages « n'ont point cette tendance. Ils peu- « vent être dirigés aussi aisément con- « tre la foi la plus pure que con- « tre la plus grossière superstition. Il « est plus facile de combattre le men- « songe que la vérité, mais il est tout « aussi facile de détruire ou de souil- « ler les temples de la vérité que ceux « du mensonge; il est aussi facile de « troubler par des paroles déshonnê- « tes et des clameurs injurieuses des « hommes rassemblés dans des vues « d'adoration rationnelle et pieuse, « que des hommes occupés de l'accom- « plissement des plus absurdes céré- « monies. De telles insultes, quand « elles sont dirigées contre des opinions « erronées, ont rarement d'autre effet « que celui de fixer ces opinions plus « profondément dans l'esprit, et de « donner un caractère particulier de « férocité aux discussions théologi- « ques. Au lieu de faire ressortir la « vérité, elles ne font qu'enflammer le « fanatisme.

« Toutes ces considérations s'appli- « quent avec une force particulière à « l'Inde. Il n'est peut-être pas de « pays où le gouvernement ait autant « à craindre de l'excitation religieuse « parmi le peuple. Les chrétiens sont « en très-petite minorité dans la po- « pulation, et en possession des em- « plois les plus élevés dans le gouver-

« nement, dans les tribunaux et dans « l'armée. Sous leur domination se « trouvent placés des millions de ma« hométans de différentes sectes, mais « tous fortement attachés aux articles « fondamentaux de la foi mahométane, « et des dizaines de millions d'Hin« dous, non moins fortement attachés « à des doctrines et à des rites que « chrétiens et mahométans réprouvent « également. Un tel état de choses est « rempli de dangers qui ne peuvent « être évités que par une ferme adhé« sion aux vrais principes de tolérance « et de modération. Le gouvernement « anglais, dont les sages mesures ont « été couronnées d'un plein succès, a « agi jusqu'à présent d'après ces prin« *cipes, que nous proposons* d'adopter « *comme bases* de cette partie du code « pénal. »

**Revenus. — Armée. — Marine. — Ethnographie.**

Depuis un temps immémorial, l'impôt foncier a été la principale source des revenus du gouvernement dans l'Inde. Le revenu territorial, dans ce pays, est une sorte de redevance basée sur ce principe, qu'une certaine portion du produit de la terre appartient au souverain. La terre est affermée par le gouvernement au cultivateur, *rayot*, soit directement, soit par l'intermédiaire du *zamindar* (*); mais la nature du bail varie suivant les provinces, et les conditions générales de la transaction n'ont pas encore revêtu un caractère de permanence, de rationalité et de justice qui protége également les intérêts du cultivateur et ceux du gouvernement.

D'après les comptes soumis au parlement pour l'année 1838-39, l'impôt territorial (*land revenue*) s'élevait à cent vingt-trois millions cent dix mille deux cent quatorze roupies *Compagnie*, environ deux cent quatre-vingt-quatorze millions de francs (**). Les plus importantes des autres branches de revenus, dans ces dernières années, ont été : la vente de l'opium, qui, en 1838-39, n'a pas rapporté moins de trente-neuf millions de francs (*); le monopole du sel qui, dans la même année, a réalisé la somme énorme de soixante-quatre millions cinq cent mille francs (réduite par les frais de perception à cinquante-trois millions cinq cent mille francs environ); les droits perçus par la douane ou les octrois, qui paraissent s'être élevés à la même époque à trente-cinq millions sept cent mille francs, à peu près (plus de trente millions *net*), etc. (**).

(*) Propriétaire foncier, soit par droit héréditaire, soit par cession à perpétuité, soit enfin par délégation.

(**) Nous ne donnons ici que les principaux éléments du revenu *brut*, nous réservant d'entrer dans les détails de la situation financière du gouvernement des Indes anglaises quand nous traiterons de l'état présent de ce vaste empire. La roupie de la Compagnie ou roupie Compagnie, qui a remplacé par toute l'Inde anglaise les roupies locales, représente environ 2 fr. 40 c. de notre monnaie. Les derniers comptes fournis par la Compagnie donneraient pour chiffre exact de cette évaluation 2 fr. 39 c. La valeur intrinsèque légale est de quinze-seizièmes de l'ancienne roupie sicca de Calcutta. L'ancienne roupie sicca de Calcutta valait terme moyen 2 fr. 50 c. La valeur réelle de la roupie Compagnie ne serait donc que 2 fr. 34 c. Il faut cependant observer que la valeur de la roupie Compagnie déduite du taux moyen auquel la Compagnie a négocié ses traites sur l'Inde pendant les cinq dernières années, atteint le chiffre de 2 fr. 50 c. ou même 2 fr. 55 c. en évaluant la livre sterling à 25 fr. 50 c. En résumé, 2 fr. 40 c. nous semblent représenter assez exactement la valeur moyenne de la roupie Compagnie.

(*) Les frais de perception ont réduit cette somme à vingt-trois millions environ. En 1837-38, le produit *net* avait excédé trente-huit millions.

(**) Dans les présidences du Bengale et de Madras, et particulièrement dans le gouvernement des provinces de l'Ouest, les revenus ont, jusque dans ces derniers temps, excédé de beaucoup les dépenses. Bombay a été toujours, au contraire, en déficit. Ce déficit s'élevait en 1836-37 à 2,940,157 roupies ou 7,056,376 fr.; 1837-38 à 3,262,928 roup. ou 7,831,027 fr.; 1838-39 à 5,570,832 roupies ou 13,369,968 fr.

Le total des recettes, dans les quatre gouvernements, ou, pour compte de l'Inde, en Angleterre, s'est élevé, en 1838-39, à quinze millions huit cent quatre-vingt-deux mille trois cent soixante et onze liv. st., ou environ quatre cent cinq millions de francs. Les dépenses, tant dans l'Inde qu'en Europe, ont atteint le chiffre de quinze millions huit cent quatre-vingt-onze mille trois cent soixante-quatorze liv., ou quatre cent cinq millions deux cent trente mille francs, somme qui excède de deux cent trente mille fr. les revenus. Cette balance paraît bien insignifiante, considérée isolément, mais, comparée aux résultats des exercices antérieurs, elle montre un accroissement rapide des dépenses, dont les causes, en partie politiques et extérieures, en partie intérieures, et se rattachant à l'état de l'agriculture et du commerce, méritent dès à présent notre attention. En 1836-37, les comptes de la Compagnie annonçaient un excédant des recettes sur les dépenses d'environ soixante-trois millions. En 1837-38, l'excédant annoncé n'est plus que de trente-huit millions à peu près. En 1838-39, il y a déficit. Les principales causes de cette absorption rapide des revenus sont : l'expédition anglaise au delà de l'Indus, dans le but de rétablir le royaume de Kaboul, et de replacer par suite sur le trône d'Afghanistan un prince exclusivement dévoué au gouvernement suprême des Indes anglaises ; les augmentations considérables dans le personnel et le matériel de l'armée anglo-indienne, auxquelles le gouvernement suprême s'est décidé postérieurement à cette expédition; les entraves mises par les événements politiques au commerce de l'opium; les immenses préparatifs qu'a entraînés la rupture entre l'Angleterre et la Chine, au sujet de cette drogue, et dont le gouvernement de l'Inde a certainement à payer sa part. Ces diverses causes, disons-nous, ont une tendance manifeste à compromettre gravement et pour longtemps peut-être la position financière de l'empire hindo-britannique. Enfin, les derniers documents recueillis sur le commerce de l'Inde semblent indiquer une diminution considérable dans les produits de ce commerce depuis quelques années. De 1816 à 1825, la somme des importations et des exportations s'était élevée à un milliard neuf cent neuf millions quatre cent douze mille deux cent huit roupies. De 1826 à 1835, le total n'a été que de un milliard huit cent quatre-vingt-dix-sept millions trois cent mille huit cent quatre-vingt-six roupies, donnant une différence de douze millions cent onze mille trois cent trente-deux roupies, ou environ trente millions de francs en moins pendant les dix dernières années. De 1802 à 1818, il était entré dans le port de Calcutta un nombre de navires jaugeant en tout deux millions six cent trente-deux mille six cent cinquante-trois tonneaux ; de 1819 à 1835, deux millions quatre cent quarante mille quatre cent soixante-onze, montrant une diminution d'environ deux cent mille tonneaux en 17 ans.

Cependant, à dater de 1835, il y a eu amélioration, car les relevés les plus récents nous donnent pour chiffre de la moyenne des entrées dans le port de Calcutta, pendant les années 1834-35, 35-36 et 36-37, cent soixante-huit mille trois cent quarante tonneaux, moyenne supérieure à celle des années précédentes (*).

(*) La part prise par la France dans ce mouvement commercial a été :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| En 1834-35... | 22 navires, jaugeant | | 6,200 | tonn. |
| En 1835-36... | 36 | — — | 10,330 | — |
| En 1836-37... | 53 | — — | 17,236 | — |

De ces navires, il n'y en a guère que dix ou douze, année commune, qui fassent leur retour directement en France. Les autres sont employés au transport des riz et blés pour l'approvisionnement de Bourbon, et utilisent ainsi le temps qui s'écoule jusqu'à l'époque favorable pour un chargement de retour.

« Pendant les trois années relevées, la moyenne des importations au Bengale a été de 32,091,606 r.
et celle des exportations de....... 61,679,784

« Ce qui élève le mouvement général et annuel des affaires à........ 93,771,990 r.

Le gouvernement anglais est occupé en ce moment de mesures importantes pour la protection et le développement des ressources commerciales de l'Inde. Nous y reviendrons avant de terminer cet aperçu sur l'état actuel de l'empire hindo-britannique. Les renseignements généraux que nous venons de présenter suffisent pour montrer que le gouvernement de l'Inde doit chercher à augmenter ses revenus territoriaux par les encouragements qu'il donnera à l'agriculture, par l'accroissement et le perfectionnement des voies de communication intérieures, par l'extension générale du commerce, et enfin par l'appropriation définitive de certains États tributaires dont les richesses naturelles ou les ressources sont méconnues par les gouvernements indigènes ou imparfaitement réalisées et dissipées dans l'intérêt d'un despotisme égoïste.

La police générale de l'empire (divisé à cet égard en plusieurs grands arrondissements) est confiée à des hommes éminents par leur instruction, leurs connaissances locales, l'activité et l'énergie de leur caractère, et dont les efforts dans ces dernières années ont été surtout dirigés vers la suppression du *t'huggisme* (*), cette association monstrueuse qui couvre l'Inde entière de ses réseaux, et qui depuis des siècles fait du meurtre et du vol une profession placée sous

« Soit, au change moyen de 2 fr. 50 c., une valeur de deux cent trente-quatre millions de francs.

« Réduite qu'elle a été encore par l'effet des modifications apportées au tarif en 1836 et 1837, la participation de la France a bien rarement atteint, par ses *exportations* en valeur réelle, un chiffre de deux millions de francs, et encore une notable partie de cette somme a-t-elle été introduite par navires anglais. Ses *achats* ou *importations* en produits indiens présentent une valeur réelle d'environ seize à dix-huit millions de francs.

« C'est donc un tribut annuel de quinze à seize millions que la France paye à la Compagnie des Indes, soit à l'empire britannique, pour le Bengale seulement ; tribut compté en numéraire pour acheter des traites au commerce anglais, ou des matières d'or et d'argent, qui vont se fondre et se convertir en roupies à l'hôtel des monnaies de Calcutta.

« Sans doute l'équilibre entre ces rapports ne sera jamais possible. L'Inde sera toujours pour la France ce qu'elle est, ce qu'elle a toujours été depuis les temps les plus reculés pour l'Europe entière, un pays de production agricole et non point de consommation industrielle, un gouffre où va s'engloutir l'or du continent européen ; mais notre participation à ce mouvement immense est trop infime, la disproportion qui existe entre son actif et son passif est trop considérable, pour tenir à des causes également équitables. Si l'on accorde quelque attention à leur recherche, on ne peut s'empêcher de reconnaître que les unes dépendent de nous-mêmes, de notre propre volonté, du système économique qui nous régit, système aussi vicieux en soi que fâcheux dans ses conséquences, et que les autres tiennent à un vouloir étranger qui nous sera toujours contraire, mais qu'une sollicitude plus active pourrait nous rendre moins défavorable. »

Nous empruntons ces détails à une brochure publiée à Bordeaux, sous ce titre : *Notes analytiques sur le commerce français au Bengale*, par J.-A. Walker, de la maison J.-A. Walker et comp., de Calcutta, petit in-4° de 100 pages. Sans partager l'opinion de M. Walker sur certains points, que nous aurons occasion d'examiner quand nous traiterons du commerce de l'Inde moderne, nous pensons avec lui que notre infériorité commerciale dans l'Inde tient à des causes dont on peut dès à présent diminuer l'influence et que nous pourrions espérer voir disparaître, au moins en partie, si les principaux armateurs d'un côté, le gouvernement de l'autre, ne semblaient pas d'année en année en différer l'examen approfondi. L'auteur du petit ouvrage que nous venons de citer a indiqué avec netteté ces causes d'insuccès ; il ne se borne pas à signaler le mal, il désigne aussi le remède. Ses vues à cet égard nous paraissent mériter toute l'attention du haut commerce et du gouvernement.

(*) *T'hugs* (prononcez *theuggs*) dans l'Hindoustan proprement dit, et *p'hansigars* dans le Dekkan, voleurs et assassins, surtout *étrangleurs* par profession. Les T'hugs admettent des hommes de toute caste, mais surtout des Brahmanes.

la protection de certaines pratiques superstitieuses. Pour maintenir l'ordre et la sécurité dans les divers districts, on a formé des corps de milice et une sorte de gendarmerie à pied et à cheval qui accélère la correspondance entre les chefs de service, magistrats, collecteurs, etc., presse la rentrée des contributions, surveille les malfaiteurs employés aux travaux publics, etc. Les relevés de la statistique criminelle indiquent depuis quelques années une diminution remarquable dans le nombre des délits.

Le gouvernement s'efforce de donner une impulsion salutaire à l'immense population aux destinées de laquelle il préside, en multipliant autant que possible les établissements d'instruction publique. L'instruction primaire, dans toute l'étendue de l'Inde, paraît avoir été de tout temps dans un état plus florissant qu'en aucune partie de notre Europe, et des calculs récents donnent, pour la proportion du nombre des enfants fréquentant les écoles, au nombre total des habitants, le rapport de *un* à *cinq*.

La presse est libre dans l'Inde anglaise. Le nombre des journaux et des publications périodiques qui s'impriment à Calcutta, Madras, Bombay et autres villes considérables des provinces, tant en anglais qu'en persan, bengali, etc., s'élève à plus de quatre-vingts.

Malgré les habitudes généralement tranquilles et paisiblement industrieuses de la masse de la population, la stabilité de l'ordre de choses introduit par la domination anglaise doit être attribuée surtout à la présence d'une armée dont l'organisation actuelle, parfaite à beaucoup d'égards, est le résultat d'une longue expérience et d'études approfondies sur le caractère des indigènes et les exigences du service. Ce serait une tâche curieuse et utile à la fois (par les nombreux points de comparaison qu'elle offrirait) que de tracer l'histoire de cette armée et d'entrer dans le détail de cette organisation si merveilleusement adaptée aux circonstances locales; mais, sur ce point comme sur ceux qui précèdent, nous devons ici nous borner à des indications sommaires, quoique précises et suffisantes pour les appréciations de la politique. Nous ferons cependant quelques observations qui nous sont suggérées par les immenses résultats que l'Angleterre a obtenus de la formation de corps indigènes disciplinés plus ou moins complétement à l'européenne, et commandés par des officiers anglais. Il est permis d'espérer que nous réussirons à tirer parti des populations de l'Algérie de la même manière, et en passant par des modifications analogues à celles qui, dans l'Hindoustan, ont fait par degrés un cavalier ou un fantassin accompli, un soldat brave, discipliné et dévoué à ses chefs, de celui qui n'était jadis qu'un maraudeur ou un pillard hardi. Le cypahi est bien payé; il reçoit sept roupies par mois (environ dix-sept francs) en garnison, et en marche une augmentation ou *batta* de une roupie huit *annas*, ce qui porte sa solde à vingt et un francs à peu près. Il se nourrit lui-même; mais on a soin que le bazar (marché) du camp soit toujours bien fourni en grains, farine de bonne qualité, etc. En santé, le cypahi est l'objet des soins, des égards, et (après de longs services, ou par suite de quelque action d'éclat) des distinctions les plus flatteuses (*), accompa-

(*) Le gouvernement anglais a institué deux ordres du mérite militaire, destinés à récompenser les longs et fidèles services et les actions d'éclat des officiers, sous-officiers et soldats des troupes indigènes. Ces ordres portent les noms d'*Ordre de Mérite* et *Ordre de l'Inde anglaise* (*Order of British India*). Les premières décorations de l'ordre de l'Inde anglaise ont été accordées en 1838.

Le souverain de Kaboul, Shâh-Shoudjâ-oul-Moulk, a, de son côté, comme nous le verrons plus tard, institué un ordre de chevalerie qu'il a appelé *Ordre de l'empire Douranie*, et dont les principaux officiers anglais faisant partie de l'expédition d'Afghanistan ont été décorés, il y a quelques mois.

Le maharadjâh sikh, Randjit-Singh, avait

gnées d'une augmentation de solde ou de pension ; malade, il trouve dans les hôpitaux régimentaires des secours prompts et efficaces. En un mot, rien ne manque au *comfort* et au bien-être moral du cypahi pendant la période active de sa vie militaire ; et quand l'âge, les infirmités ou les blessures le décident à prendre sa retraite, cette retraite est entourée d'aisance, de considération et de respect.

Les classes principales de la population indigène contribuent toutes à la formation de l'armée. L'élément hindou domine dans l'armée du Bengale, et en général dans l'infanterie des trois armées. L'infanterie compte au moins trente mille Radjpouts. La cavalerie se recrute en général de mahométans dans les trois présidences, et plus particulièrement dans celle de Madras. Chacune de ces présidences a son armée, complétement organisée et commandée par un général en chef (*). Les trois armées forment ensemble l'armée de l'Inde, commandée en chef, en ce moment, par sir Jasper Nicolls, qui a succédé à sir Henry Fane.

L'armée régulière se compose d'Européens et d'indigènes commandés par des officiers européens. Les Européens se divisent en troupes de la reine à la solde de la Compagnie, et troupes levées et organisées par la Compagnie elle-même.

Voici le relevé, par armes, des forces actuelles dans les trois présidences, comprenant vingt régiments européens de la reine, infanterie, six de la Compagnie, et quatre régiments de cavalerie européenne de la reine ; cent cinquante-deux régiments d'infanterie indigène, et vingt et un régiments de cavalerie, etc. (*).

TROUPES EUROPÉENNES.

| | | Hommes |
|---|---|---|
| Présidence du Bengale et provinces de l'ouest. — Infanterie et cavalerie........ ......... | 11,000 | |
| Présidence de Madras. — Infanterie et cavalerie............ | 10,400 | 34,200 |
| Présidence de Bombay. — Infanterie et cavalerie............ | 6,400 | |
| Artillerie et génie (pour les trois présidences)................ | 6,400 | |

TROUPES INDIGÈNES COMMANDÉES PAR DES OFFICIERS EUROPÉENS.

| | | |
|---|---|---|
| Présidence du Bengale et provinces de l'ouest. — Infanterie et cavalerie................ | 72,600 | |
| Présidence de Madras. — Infanterie et cavalerie........... | 53,100 | 162,600 |
| Présidence de Bombay. — Infanterie et cavalerie............ | 25,200 | |
| Artillerie et génie (pour les trois présidences)................ | 11,700 | |
| Donnant un total (au grand complet) de. | | 196,800 |
| Auxquels il faut ajouter environ....... officiers européens. | | 5,000 |
| Grand total de l'armée régulière anglo-indienne........................ | | 201,800 |

Les corps provinciaux, milices, gendarmerie, cavalerie irrégulière, etc., forment ensemble environ 18,000 hommes de toutes armes, auxquels il convient d'ajouter les troupes régulières et irrégulières employées dans la grande île

devancé Shâh-Shoudjâ dans la création de distinctions honorifiques à l'instar de celles d'Europe. L'*Ordre du Pandjâb* avait été conféré déjà, du vivant de Randjit-Singh, à plusieurs officiers de l'armée anglaise et à nos braves compatriotes au service du maharadjâh.

(*) L'armée du Bengale est distribuée dans la présidence de ce nom et dans les provinces de l'Ouest. Le gouvernement des provinces de l'Ouest n'a point d'armée qui lui soit propre.

(*) L'idée exprimée en français par le mot régiment diffère beaucoup de celle qu'exprime ce même mot dans l'Inde anglaise. Les régiments dans l'Inde n'ont, en général, qu'*un* bataillon ; ces bataillons ne comptaient pas 650 hommes l'un dans l'autre, il y a un an. A la revue passée par Randjit-Singh le 3 décembre 1838, le gouverneur général avait rassemblé 10,500 hommes de troupes de toutes armes, dont quinze régiments d'infanterie : ces quinze régiments présentaient un effectif de 8,500 hommes sous les armes, ou environ 566 hommes par régiment : six régiments de cavalerie, un corps de cavalerie irrégulière et l'artillerie formaient les 2,000 hommes restants.

Des dispositions récentes ont porté l'effectif des régiments d'infanterie de la reine (servant dans l'Inde) à 1,000 hommes, et des régiments d'infanterie de la Compagnie à 900. Les régiments de cavalerie sont de 600 hommes.

| | |
|---|---|
| de Ceylan, c'est-à-dire à peu près 6,000 hommes, ce qui augmente de........ | 24,000 |
| les forces totales de l'Angleterre dans l'Inde, et les porte en conséquence à.. | 225,000* |

* Les corps d'armée formés dans les États du Nizam, dans le royaume d'Aoudh, dans le Gwalior, dans l'Afghanistan, etc., et commandés par des officiers anglais, ne sont point compris dans ce relevé.

En supposant une population de cent millions aux territoires anglais dans l'Inde, et estimant l'armée indigène en nombres ronds à cent quatre-vingt mille hommes, il paraîtrait que le gouvernement anglais ne lève qu'un soldat sur cinq cent cinquante-cinq habitants (*). Le chiffre de l'effectif de l'armée a atteint près de trois cent mille en 1826. Le budget de la guerre, dans l'Inde anglaise, doit s'élever maintenant à environ deux cent cinquante millions de francs. En 1830, le chiffre dépassait deux cent trente-neuf millions, et l'armée, forte d'environ deux cent vingt-trois mille hommes, comptait plusieurs milliers d'Européens de moins qu'aujourd'hui. En résumé, l'armée indienne, avec son organisation et son effectif actuels, est une des armées les plus belles, les mieux équipées et les mieux disciplinées du monde entier.

La marine de l'Inde est loin d'être sur un pied aussi respectable. La présidence de Bombay, la mieux pourvue sous ce rapport, et dont la marine militaire a été assez imposante autrefois, ne comptait dans ces derniers temps qu'une frégate, une dizaine de corvettes et de bricks, deux *steamers* armés en guerre, et quelques autres bâtiments de transport, etc. Le port de Calcutta compte douze gros bricks pilotes, qui font un service très-actif à l'embouchure de l'Hougly et entre cette embouchure et Calcutta. La présidence du Bengale entretient aussi quelques steamers. Madras n'a rien qui ressemble à une marine militaire. Le gouvernement suprême s'attachera, sans aucun doute, à multiplier les steamers, surtout en vue de l'exploitation complète de la navigation de l'Indus.

Quelque préoccupé qu'il puisse être de la protection et du développement des intérêts matériels, ce gouvernement donne une attention toute particulière aux besoins de la population chrétienne et aux moyens de propager avec une sage lenteur les doctrines évangéliques parmi les indigènes. Nous devons nous borner à quelques indications. L'Inde anglaise compte aujourd'hui trois évêchés, dont l'un métropolitain, celui de Calcutta, et deux suffragants, ceux de Madras et de Bombay. L'évêque métropolitain de l'Inde relève de l'archevêque de Cantorbéry; son traitement annuel est d'environ cinquante mille roupies, ou cent vingt-cinq mille francs; il est logé dans un magnifique palais; les frais de ses tournées épiscopales sont supportés par l'État. Les évêques suffragants jouissent des mêmes avantages, mais leur traitement n'est que de vingt-quatre mille roupies, environ soixante mille francs.

L'ensemble des hauts traitements civils, judiciaires et ecclésiastiques, dans les trois présidences (les provinces de l'Ouest comprises), s'élevait, en 1827-28, à plus de cinquante millions de francs, et cette somme était répartie sur mille trois cent six individus, donnant un traitement moyen d'environ quarante mille francs par tête. Le chiffre actuel de cette dépense n'est probablement pas tout à fait aussi élevé, mais la différence ne saurait être considérable, et s'il est une vérité établie en statistique gouvernementale, c'est que la Compagnie paye les fonctionnaires qu'elle emploie plus libéralement que ne l'a jamais fait aucune des puissances européennes. Si l'on considère les circonstances particulières et difficiles dans les-

(*) Les données approximatives que nous avons recueillies fourniraient le tableau comparatif suivant :

| | | | |
|---|---|---|---|
| La Russie | compte | 1 soldat pour | 57 habitants. |
| Prusse | — | — | 80 |
| Autriche | — | — | 118 |
| France | — | — | 122 |
| Hollande | — | — | 142 |
| Angleterre | — | — | 320 |
| Inde anglaise | | — | 555 |
| États-Unis | — | — | 1,077 |

quelles ce gouvernement a été placé, et son caractère mixte, commercial et politique, on jugera qu'il a sagement agi en payant mieux qu'aucun autre, et c'est surtout à cause de cela qu'il a été mieux servi.

Pour compléter ces indications générales, nous dirons quelques mots des traitements alloués aux officiers généraux, supérieurs et autres de l'armée. Le général commandant en chef dans l'Inde reçoit, indépendamment de la solde de son grade et à titre de traitement extraordinaire, environ cent quatre-vingt mille francs par an; les officiers généraux reçoivent de trente-six à quarante mille roupies, ou de quatre-vingt-dix à cent mille francs par an; les brigadiers environ soixante mille francs, les colonels de trente-six à quarante-cinq mille francs (selon les armes et la différence entre la solde de garnison et la solde de marche ou sur pied de guerre, différence désignée sous le nom de *batta*); les lieutenants-colonels de vingt-deux à trente-quatre mille francs; les majors de dix-sept à vingt-sept mille, les capitaines de dix à seize mille, les lieutenants de six à dix mille, et les sous-lieutenants, enseignes ou cornettes, de quatre à neuf mille francs environ.

Les Hindous et les Musulmans forment les deux éléments principaux de la population de l'Hindoustan, et il semble au premier coup d'œil qu'il soit possible de grouper autour de l'une ou l'autre de ces deux grandes divisions toutes les races ou tribus secondaires; mais il n'en est pas ainsi : plusieurs de ces races se refusent à de semblables rapprochements, et vivent isolées par leurs mœurs, leur langage et leurs caractères physiques. D'ailleurs, les Hindous et les Musulmans se subdivisent eux-mêmes en un grand nombre de populations qui ne diffèrent pas moins les unes des autres que bien des nations de l'Europe entre elles. Il serait difficile de dire quelle est dans l'Hindoustan la proportion des Hindous aux Musulmans, les relevés étant fort incomplets jusqu'à ce jour; mais nous pensons qu'on peut évaluer à une vingtaine de millions la population musulmane répandue dans toute l'Inde anglaise, y compris le Pandjâb et l'Afghanistan. Les Hindous proprement dits, appartenant à diverses sectes de la religion brahmanique, peuvent s'élever à cinquante millions, dont trente millions au moins habitant la présidence du Bengale. Le bouddhisme compte peut-être dans toute l'Inde anglaise deux à trois millions de prosélytes, dont la population de Ceylan forme la moitié; les autres croyances, dont quelques-unes participent à la fois de l'islamisme et du brahmanisme, et dont d'autres ne paraissent avoir aucun point de contact avec ces religions, se répartissent entre une quantité prodigieuse de tribus. Pour donner une idée de l'immensité du champ que l'ethnographie aura à parcourir pour rassembler seulement les matériaux des importantes recherches qu'elle est appelée à faire dans l'Hindoustan, nous remarquerons, avec l'historien du Radjpoutana (*), qu'en suivant le cours de la rivière Tchamboul, sur un développement d'environ cinq cents milles, on traverse des royaumes, principautés, petites républiques, etc., peuplés des races suivantes : *Soundies*, *Tchanderawats*, *Siesoudias*, *Aaras*, *Gore*, *Djadoune*, *Sikerwal*, *Goudjeur*, *Djât*, *Touar*, *Tchohâne*, *Bhadoria*, *Katchwaha*, *Sengar*, *Bondéla*, etc. Toutes ces races diffèrent plus ou moins par leurs caractères physiques, leurs mœurs, leurs coutumes, leurs occupations ordinaires et leurs langages (**). La taille,

(*) James Tod, *Annals and antiquities of Rajast'han*. London, 1832, 2 vol. in-4°.

(**) Les deux langues mères de l'Inde paraissent être le *sanscrit* et le *tamoul*, l'une d'où semblent dériver tous les principaux dialectes de l'Inde septentrionale (principalement au nord de la rivière Krishna), tels que le *bengali*, le *mahratta*, le *hindi*, le *pandjabi*, etc.; l'autre, qui aurait donné naissance au *tamil*, *malayalam*, *telenga*, *canarais*, *talava*, etc. Le bengali est parlé par trente millions d'hommes qui peuplent le système inférieur du Gange; l'hindou-

le teint et la physionomie des Hindous et même des Musulmans de l'Inde sont si variés, qu'aucune description ne peut suffire à faire connaître les diverses races qui composent la masse de la population. Parmi cette diversité infinie de types que présente cette population bigarrée de l'Hindoustan, il en est quelques-uns qui ont déjà été étudiés avec soin, et, avant de quitter ce sujet, nous essayerons de donner une idée de la race hindoue proprement dite, observée dans ses castes supérieures. En général, les habitants des plaines sont plus petits et plus sveltes, les montagnards, ou au moins les habitants des plateaux, d'une plus haute taille et d'un système musculaire plus développé; mais les uns et les autres sont agiles, de formes élégantes, et capables de supporter de grandes fatigues; tous ou presque tous sont éminemment propres à la vie militaire. On voit peu de personnes contrefaites, mais par différentes causes la cécité est assez commune. Le teint du peuple varie, selon le climat et les circonstances, d'un olivâtre foncé tirant sur le noir, à une riche teinte brune légèrement olivâtre ressemblant assez à celle des Italiens du Nord ou des Provençaux; mais chez les Hindous, l'esprit est si bien discipliné, que le dehors trahit rarement les émotions du dedans. Le contour de la figure est ovale, le front élevé, mais légèrement comprimé, les yeux et les cheveux noirs, les sourcils arqués, le nez et la bouche de forme européenne, le regard calme, tranquille et prévenant, également éloigné de l'aspect sombre et farouche du Malais et de l'expression passionnée du Persan ou de l'Arabe. Le buste est en général dans de belles proportions; la poitrine est large et profonde, la taille fine, les bras parfaitement attachés, les mains petites, mais nerveuses; les extrémités inférieures comparativement grêles, et le pied plat, les orteils courts, mais bien détachés et très-souples.

On trouve fréquemment parmi les Radjpouts et les montagnards du Nord des hommes d'une stature gigantesque, qui seraient remarqués dans tous les pays de l'Europe par leurs proportions et leur force herculéennes. « Gokul-Dass, dit le colonel Tod, le dernier chef de Déoghar, était, de figure et de taille, un des plus beaux hommes que j'aie jamais vus : il avait environ six pieds six pouces mesure anglaise (équivalant à un mètre quatre-vingt-dix-huit centimètres ou six pieds un pouce ancienne mesure française); il avait la corpulence d'un Hercule et se tenait parfaitement droit; son père, à vingt ans, était beaucoup plus gros et devait avoir eu près de sept pieds. » Les femmes, lorsqu'elles ne sont pas hâlées et flétries par le soleil et par un travail excessif, sont presque toujours d'une beauté remarquable; elles ont les membres petits et arrondis, les articulations d'une grande souplesse, des traits pleins de douceur, des yeux noirs et languissants, les cheveux longs et soyeux, et la peau d'une finesse et d'un poli merveilleux. Les femmes hindoues de la caste brahmanique se font remarquer entre toutes. Le cou, les épaules et la poitrine sont ravissants, les membres en général d'une rare délicatesse et d'un moule exquis, les mouvements aisés, nobles et gracieux à la fois; le contour de la face du plus bel ovale grec, le nez long et droit, la lèvre supérieure admirablement modelée, la bouche petite, le menton rond. Les yeux, ombragés de longs cils noirs et surmontés de sourcils élégamment arqués, sont grands, noirs, humides et étincelants d'expression. Il est difficile, en un mot, de rien voir de plus gracieux qu'une femme hindoue de haute caste, et il n'est pas jusqu'à la teinte dorée de cette peau si douce, si unie, si lustrée, dont le ton riche, chaleureux et diaphane, n'appelle le regard et n'excite l'admiration.

L'opinion paraît hésiter, quant à la

stani avec ses dialectes est parlé par environ vingt millions et compris par les hautes classes indigènes, depuis le Dekkan jusqu'au Kachemyr, et depuis Calcutta jusqu'à Bombay.

supériorité morale et intellectuelle, entre la race hindoue et la race musulmane. Nous croyons que, sous le rapport de l'aptitude, de la pénétration et de l'intelligence, les Hindous sont au moins égaux aux Musulmans, et sous le rapport des qualités morales, des habitudes et surtout des penchants de l'une et l'autre nature, nous n'hésitons pas à donner la préférence aux sectateurs de Brahma. Nous considérons la population hindoue comme la plus propre à concourir au grand œuvre de la civilisation de l'Asie centrale. L'empire anglais dans l'Inde lui doit ses richesses agricoles, ses commerçants les plus actifs et les plus habiles, *ses meilleurs soldats* (fait remarquable, et qui suffit à lui seul pour prouver combien on s'était formé une idée fausse du caractère hindou); elle lui devra ses meilleurs administrateurs, ses agents les plus dévoués, et peut-être, aux jours d'épreuve, ses alliés les plus fidèles et ses plus intrépides défenseurs. Mais il manque encore à cette masse intelligente et soumise ce qui manque, hélas! à plus d'un peuple aujourd'hui : la confiance dans l'avenir.

Tel est, esquissé à grands traits, le tableau général des divisions politiques, militaires, administratives, de la population, de l'organisation et des ressources de l'empire hindo-britannique. Jamais, à aucune époque de l'histoire et dans aucune partie du globe, si l'on en excepte l'empire chinois, une si vaste étendue de pays, une population aussi considérable, des éléments aussi variés d'industrie, de commerce, de civilisation, n'ont été soumis à un pouvoir unique et dirigé immédiatement par une seule volonté. Jamais un aussi grand ensemble, un système aussi compliqué de gouvernement, une domination aussi immense et offrant cependant quelques chances d'avenir, n'avaient été le résultat de la conquête. Les causes qui ont amené ce merveilleux résultat sont dignes d'être étudiées et méditées à loisir. Nous devons essayer de les résumer.

## IV.

### RÉSUMÉ POLITIQUE. — EXPÉDITIONS RÉCENTES D'AFGHANISTAN ET DE CHINE. — AVENIR DE L'EMPIRE HINDO-BRITANNIQUE.

Quand Nader-Shah, après avoir envahi l'Hindoustan, se retirait, il y a un siècle, avec un butin estimé à plusieurs milliards de notre monnaie, l'empire moghol croulait de toutes parts, et le champ qu'abandonnait la domination musulmane était ouvert à l'ambition des chrétiens. La France et l'Angleterre s'y trouvèrent en présence. La suzeraineté de l'Inde devait tôt ou tard échoir à l'une de ces rivales. La plus riche, la plus persévérante et, il faut le dire, la plus habile, a triomphé. Certes, toute nation grande et généreuse doit apprécier l'influence qu'une position politique et commerciale à laquelle elle aurait pu prétendre, lui aurait permis d'exercer sur une vaste portion du globe; elle doit regretter que cette haute position, cette noble influence, lui aient été enlevées par sa faute. Sous ce point de vue, la France peut se repentir de s'être si mal acquittée du rôle qu'elle avait été appelée à jouer dans l'Inde, et se trouver humiliée du rôle qu'elle y joue aujourd'hui (*). Mais, à dire vrai, la lutte dans laquelle nous avons succombé n'avait pas ce caractère élevé, ce but honorable qui justifient aux yeux de la postérité le vainqueur comme le vaincu, l'orgueil de la victoire et la douleur de la défaite. Les droits et les besoins de l'humanité n'étaient comptés pour rien dans le résultat an-

(*) Les traités de paix de 1814 et 1815 ont restitué à la France quelques établissements, dont les principaux sont situés sur la côte de Coromandel. La population totale de ces établissements s'élève à environ 168,000 âmes; la superficie des territoires réunis peut avoir de vingt-cinq à vingt-six lieues carrées. Tels sont les débris de notre grandeur passée, débris recouvrés à des conditions humiliantes, débris précieux cependant à plus d'un titre, et dont la valeur s'accroîtrait, si des échanges projetés depuis plusieurs années pouvaient s'effectuer.

ticipé de tant d'efforts; cependant, et c'est là notre consolation et notre enseignement à la fois, l'humanité a triomphé. Elle a recueilli les fruits de tant d'agitations et de misères. Les peuples de l'Hindoustan jouissent aujourd'hui de plus d'indépendance relative, de repos, d'aisance et de bonheur qu'ils n'en avaient eu en partage pendant dix siècles. Le gouvernement sur qui pèse la responsabilité de leur avenir n'a cependant pas fait pour eux tout ce qu'il aurait pu, tout ce qu'il aurai dû faire; mais, entraîné par le mouvement irrésistible de la civilisation et par les exigences de sa position, il comprendra peut-être que le temps est venu de *substituer à une exploitation égoïste une administration prévoyante et paternelle*. Il n'a su commander jusqu'à présent que l'étonnement et la crainte; il lui faut conquérir la confiance et l'affection de ses sujets, et c'est une carrière toute nouvelle où les premiers pas ont à peine été faits depuis une dizaine d'années.

La domination anglaise dans l'Inde s'est établie par des moyens compliqués, et développée par des causes souvent imprévues. La Compagnie aspirait sans doute à étendre ses possessions territoriales, d'abord pour la protection et l'affermissement de son monopole, ensuite pour l'accroissement de ses revenus et de son influence politique; mais elle n'avait pas le pressentiment d'une aussi haute destinée que celle que lui réservait la fin du dix-huitième siècle, et elle a voulu souvent, mais en vain, s'arrêter dans la route où l'entraînaient sa propre ambition et la force irrésistible des événements. L'agrandissement de son pouvoir a été au delà de toutes ses prévisions; il a dépassé tous les calculs humains.

Parmi les causes immédiates de cet agrandissement, il en est deux très-remarquables: l'une est la distance qui séparait les établissements de la Compagnie de la métropole européenne, où résidait le gouvernement suprême, distance de plusieurs milliers de lieues, qui a rendu jusque dans ces derniers temps les communications lentes et difficiles, et, par suite, placé les gouvernements délégués dans une position comparativement indépendante (*); l'autre est le nombre considérable d'hommes d'un mérite éminent qui se sont succédé dans l'administration des affaires civiles, politiques et militaires de la Compagnie, depuis près d'un siècle. Parmi ces hommes, il faut distinguer surtout lord Clive, Warren Hastings, lord Wellesley et lord Hastings. Par eux, les relations du gouvernement anglais avec les differents princes de l'Hindoustan ont acquis le caractère de suprématie et de dignité qui convenait à une grande nation:

(*) Aujourd'hui, cet état de choses subit des modifications importantes. L'échange des courriers a lieu en moitié moins de temps que par le passé; le système de communications régulières établi entre l'Europe et l'Hindoustan par la Méditerranée et la mer Rouge au moyen de *steamers*, bien qu'il n'ait pas encore atteint le degré de perfection dont il est susceptible, a déjà exercé une grande influence sur les relations de la Grande-Bretagne avec l'empire indien, et l'un des avantages capitaux que le gouvernement anglais en a retiré, a été de pouvoir s'entendre avec lord Auckland sur le plan et les moyens d'exécution des grandes mesures qui doivent assurer la prépondérance de l'influence anglaise au delà de l'Indus d'un côté et dans les mers de Chine de l'autre. Il paraîtrait, au reste, que les idées du président du bureau de contrôle (sir John Hobhouse) et celles de lord Auckland sur la marche politique à suivre à l'égard de la Perse et de l'Afghanistan, dans les conjonctures où l'on se trouvait en 1838-39, s'étaient formulées presque en même temps, et que leurs dépêches respectives à ce sujet se sont croisées. La part du libre arbitre était néanmoins large encore à cette distance et avec deux à trois mois d'incertitude inévitable, malgré la vapeur. Lord Auckland a su en faire un noble usage et conduire à fin son aventureuse entreprise. Les nouvelles de Bombay arrivent maintenant en trente-six ou trente-huit jours à Londres. Nos dernières lettres de Calcutta et de Benarès ont mis un peu moins de cinquante-deux jours à franchir la distance qui sépare la capitale de la France des métropoles politique et religieuse de l'Hindoustan.

sous leur administration, et plus particulièrement sous l'administration de lord Hastings, le système de politique intérieure a pris la forme et la consistance qu'on lui reconnaît aujourd'hui, et dont nous avons essayé de donner une idée.

Depuis quelques années, des améliorations importantes ont été introduites dans l'administration des provinces anglaises de l'Hindoustan. Ces améliorations datent principalement de l'avénement de lord W. Bentinck au pouvoir, et se distinguent par un caractère d'humaine sollicitude, de libéralité et de justice envers les peuples de l'Inde, qu'il est de notre devoir de signaler. Sous ce rapport, lord Bentinck *a bien mérité*, non-seulement *de son pays*, mais de l'Inde britannique et de l'humanité tout entière. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner dans quel but spécial d'économie et de réforme cet homme d'État avait été investi du gouvernement suprême, et quels moyens il a employés pour atteindre ce but. Nous n'avons non plus ni le temps ni l'intention d'apprécier en ce moment les principaux actes de son administration, nous nous bornerons à dire que sa politique en général nous a paru manquer de dignité, d'habileté et de force; mais le nom de lord W. Bentinck a mérité de vivre et vivra dans la postérité par le souvenir d'un acte qui suffisait à lui seul pour honorer tout un gouvernement : l'abolition du *Satti* (*).

L'administration de lord Auckland paraît s'être moins adressée aux sympathies de la masse des populations indigènes que celle de lord Bentinck. On l'accuse surtout d'avoir adopté des mesures financières dont le principe et le mode d'exécution blessent la justice, et ne remplissent les coffres de l'État qu'aux dépens de l'affection des contribuables et souvent au mépris de leurs droits. Les réclamants, dit-on, ont été livrés à la merci des secrétaires, et ont vainement sollicité la permission de faire un appel direct à la commisération et à l'équité du gouverneur général. Des propriétaires ruinés, des princes dépossédés, auraient suivi sa seigneurie dans ses dernières tournées sans pouvoir obtenir d'audience. Deux fois lord Auckland aurait visité la ville impériale de Dehli, et deux fois il l'aurait quittée sans l'échange ordinaire de compliments officiels avec le chef de la plus noble race et de la plus ancienne peut-être du monde asiatique. Entouré de ses gardes, enivré des victoires que la vigueur et la prévoyance de sa politique avaient préparées, lord Auckland aurait ignoré toutes les misères infligées à la population par les mesures financières auxquelles nous avons fait allusion, et qui fournissent aux collecteurs des revenus de dangereux prétextes pour contester la validité des titres et ébranler des droits de propriété longtemps respectés; en un mot, lord Auckland aurait été, sans le savoir, l'instrument d'une accablante oppression, et le gouvernement s'apercevra trop tard que l'estime et la confiance des peuples ont fait place à une haine implacable qui saisira avidement toutes les occasions de vengeance.

Il y a, nous n'en doutons pas, une grande partialité dans ce jugement porté sur l'administration intérieure de lord Auckland; mais il nous paraît extrêmement probable que les préoccupations continuelles de haute politique n'ont pas permis à ce gouverneur général de donner son attention à des détails dont les parties intéressées se sont aisément exagéré l'importance, et on ne saurait nier que l'aspect général des affaires n'ait présenté dans ces dernières années des symptômes assez alarmants pour appeler toute la sollicitude, toute l'activité et toutes les ressources du gouvernement suprême. Les intrigues de la Perse et

(*) *Satti*, veuve hindoue qui se brûle sur le bûcher avec le corps de son mari. On donne le même nom à la cérémonie religieuse dont cet acte fanatique est le complément indispensable. Le *satti* a été aboli dans les territoires de la Compagnie par lord William Bentinck, en 1829.

de la Russie d'un côté, l'attitude hostile du Napâl et de l'empire Birman de l'autre, les dispositions douteuses de certains États tributaires dans le nord-ouest et dans le Dekkan; enfin, les complications que pouvaient amener d'un instant à l'autre la mort de Randjît-Singh et l'incapacité reconnue de l'héritier présomptif du trône du Pandjab; toutes ces causes réunies faisaient une loi à lord Auckland de s'occuper, avant tout, du renversement de toute opposition intérieure à l'influence de son gouvernement, et de faire avorter toute tentative extérieure contre le maintien de cette influence. Plusieurs démonstrations importantes, plusieurs expéditions décisives devaient avoir lieu dans ce but, et la chaîne de ces entreprises hardies, après avoir fixé son premier anneau sur le plateau de l'Afghanistan, vient de traverser les mers pour aller trouver en Chine un nouveau point d'appui. Les opinions de quelques publicistes ont été partagées sur la question de savoir si la puissance anglaise doit perdre ou gagner, en dernier résultat, à l'expédition d'Afghanistan, et l'on a été jusqu'à soutenir que c'était une grande imprudence ou même une faute immense à lord Auckland que d'avoir passé l'Indus, et d'avoir ainsi attiré l'attention et les forces de la Russie de ce côté (comme si l'attention de la Russie avait cessé, depuis Pierre le Grand, d'être dirigée vers la Perse et l'Asie centrale!) Selon nous, la véritable question, au moins la question préalable, est de savoir si l'Angleterre pouvait éviter de *passer l'Indus*, et nous ne craignons pas d'affirmer qu'elle se trouvait, depuis plusieurs années, dans la nécessité fatale de franchir cette barrière, pour en fortifier les approches, et la rendre inexpugnable, autant au moins qu'il était au pouvoir de la politique et de la stratégie de le faire. Nous pensons que l'Angleterre a fait preuve de sagesse et d'habileté à la fois en rétablissant Shâh-Shoudjah sur le trône de ses pères, et qu'il était d'une bonne et saine politique de songer à reconstruire avec les débris épars de la monarchie douranie un État qui eût intérêt à défendre cet empire contre les tentatives envahissantes de l'Occident. Nous croyons même qu'il eût été sage de faire, il y a six ans, ce qu'on a fait l'année dernière, et que lord W. Bentinck aurait pu recueillir, à moins de frais, pour la nation et pour lui-même, la moisson de gloire que son successeur a été conquérir dans l'Afghanistan.

Cette expédition que le ministère anglais, dans la séance du parlement du 6 février dernier, a qualifiée à juste titre de *miracle moral*, cette expédition qui a employé vingt-deux mille hommes, un matériel immense, vingt-sept mille chameaux, qui a parcouru une distance de mille trois cent cinquante milles jusqu'à Caboul, se liait à un vaste système d'opérations dont l'accomplissement a exigé un surcroît de quarante mille hommes de toutes armes dans les forces anglo-indiennes. Ces précautions étaient nécessaires, et le ministère l'a déclaré dans cette même séance; on avait su de la manière la plus positive que quelques-uns des chefs mahrattes, le radjah de Népal, le souverain de Djodpour, le nawâb de Karnoul, etc., méditaient des projets hostiles (*).

(*) Le 18 octobre 1839, le nawâb de Karnoul fut fait prisonnier après une résistance courte, mais furieuse. Les troupes du nawâb, composées principalement d'Arabes, d'Afghans et de quelques Beloutchis, paraissent avoir fait preuve d'un courage désespéré, d'un dévouement chevaleresque, « dignes d'une meilleure cause, » disent les relations anglaises. La variété infinie et la profusion d'armes et de munitions découvertes dans les caves du Zénana témoignent de la monomanie vraiment étrange du nawâb, qui n'avait pas dû dépenser moins de six lacs de roupies (1,500,000 fr.) à l'achat seul du métal qu'on a trouvé en nature ou sous forme d'instruments de guerre de toute espèce. Le secret et l'intelligence avec lesquels ces opérations avaient été conduites ont donné lieu de penser que cette affaire de Karnoul n'était peut-être qu'une ramification d'un complot plus étendu pour le renversement

L'issue de la campagne d'Afghanistan doit avoir une influence salutaire sur la stabilité du pouvoir anglais dans l'Inde. L'effet moral de la prise de Ghizni et de Kelât a été immense; il ne fallait rien moins que ces éclatants triomphes pour couper court aux intrigues ourdies par les chefs du Sindh, du Radjpoutana et du Dekkan, et arrêter les combinaisons hostiles du souverain d'Ava et des Népalais. Aussi, dans les remercîments votés par le parlement à lord Auckland (séance du 6 février 1840), est-il rendu hommage *au jugement et à l'habileté avec lesquels les ressources de l'empire anglais dans l'Inde ont été appliquées, sous sa direction, aux opérations militaires à l'ouest de l'Indus.*

Comme ces événements joueront nécessairement un grand rôle dans les destinées de l'Orient, et que ce qui s'est passé, depuis un an environ, près des rives de l'Indus, commence, selon toute probabilité, une ère nouvelle pour l'empire hindo-britannique, nous croyons utile de résumer ici et d'examiner sommairement ce que l'on sait de positif, tant sur les causes prochaines et éloignées de l'expédition d'Afghanistan que sur les circonstances mêmes de cette expédition et sur ses résultats.

L'Afghanistan proprement dit s'étend du soixante-et-unième au soixante-dixième degré de longitude est, et du trentième au trente-cinquième degré de latitude nord environ. Il est borné à l'est par la Perse, à l'ouest par l'Indus, au nord par l'Hindou-Koh (prolongement de l'Himalaya), au sud du Béloutchistan. Les deux principaux États de l'Afghanistan sont les royaumes de *Kaboul* et de *Kandahar*. Les capitales qui donnent leurs noms à ces royaumes sont les points de communication de l'Inde avec la Perse et la haute Asie. « Depuis l'antiquité la plus reculée, disait l'historien du règne d'Akbar, Aboulfazel (en 1602), Kaboul et Kandahar sont regardées comme les portes de l'Hindoustan; l'une y donne entrée du Tourân, l'autre de l'Irân, et, *si ces places sont bien gardées, le vaste empire de l'Hindoustan est à l'abri des invasions étrangères* (*). »

Dans ce peu de mots révélés à l'Europe pour la première fois en 1783, sous l'administration de Warren Hastings (**), a été l'enseignement de l'Angleterre; elle vient de prouver, quoique un peu tard, qu'il n'avait pas été perdu pour elle.

L'Afghanistan fit partie de l'empire moghol jusqu'à l'invasion de Nader Shah (1738-39). « Kandahar, qui tire son nom de la ville capitale ou qui lui donne le sien, dit un vieux voyageur, est la province la plus occidentale des Indes et a pour voisin le roi de Perse, qui en a souvent été le maître : *aussi est-ce pour cette province que les rois de Perse sont presque toujours en guerre avec le Grand-Mogol*, comme ils le sont du côté de la Turquie pour Bagdad et Erivan. » Ainsi, il y a deux cents ans, des rivalités semblables à celles qui nous occupent aujourd'hui étaient déjà depuis longtemps en présence.

Nader Shah exigea la cession des provinces à l'ouest de l'Indus, avant de rendre à l'empereur Mohammed Shah le sceptre qu'il avait arraché à sa main débile. Privé de cette base et miné intérieurement par une organisation vicieuse, l'empire moghol croula

du pouvoir anglais dans l'Inde. Le nawâb avait été conduit au fort de Tritchinopoli, où il a été assassiné le 11 juillet dernier par une des personnes de sa suite. Le nawâb avait, à ce qu'il paraît, témoigné l'intention d'abjurer le mahométisme et d'entrer dans le sein de l'église chrétienne; mais le zèle fanatique des vrais croyants n'a pas voulu permettre l'accomplissement de ce scandale, et le nawâb a été frappé du coup mortel dans l'église même du fort où il venait d'assister au service célébré par le missionnaire anglais.

(*) *Aïn-Akbery*, vol. II, pag. 165.

(**) Warren Hastings était gouverneur général des Indes anglaises quand F. Gladwin entreprit la traduction de l'Aïn-Akbery. Ce fut sous le patronage de ce grand homme que l'ouvrage fut publié, et il lui fut dédié à Calcutta, le 1er septembre 1783.

de toutes parts. La Perse, cependant, ne jouit pas longtemps des avantages qu'elle devait moins à sa force réelle et à ses propres ressources qu'au génie et à la fortune d'un homme.

A la mort du conquérant persan, en 1747, *Ahmed Khan*, l'un de ses généraux, et chef de la tribu des *Abdalis* (connus depuis sous le nom de *Dourauls*), devint maître de l'Afghanistan, et se fit couronner roi à Kandahar sous le titre de *Ahmed Shah Dour-é-Dourân* (la perle du siècle). Actif et habile autant que brave, Ahmeh Shah porta la terreur de ses armes de Delhi à Asterabad; et, à sa mort, en 1773, il laissa à son fils *Timour* un empire dont les limites extrêmes avaient été naguère l'Oxus au nord, la mer et les embouchures de l'Indus au midi, le Kashmir et les monts Himalaya à l'est, la Perse au delà de Meshed à l'ouest. *Timour Shah*, loin de continuer la vie belliqueuse de son père, ne fit aucun effort pour rétablir l'autorité royale, compromise dans le Pandjab et les provinces voisines, et se contenta de régner à peu près paisiblement, pendant vingt ans, sur les provinces à l'ouest de l'Indus. Il mourut en 1793. Les intrigues du *Zénana*, appuyées de l'influence de la tribu des *Barekzaïs*, placèrent d'abord sur le trône l'un des plus jeunes fils de Timour, *Zéman Shah*, qui, pendant un règne agité de quelques années, essaya de reconquérir le Pandjab, et annonça même la folle intention d'envahir l'Hindoustan. Si ce projet eût pu avoir un commencement d'exécution, les intérêts anglais dans l'Inde auraient été sérieusement, quoique momentanément, compromis. Le gouverneur général des Indes anglaises à cette époque (homme si justement célèbre, et auquel la postérité rendra encore un plus éclatant hommage que celui qu'il obtient de ses contemporains), le marquis de Wellesley (*), ne crut pas inutile de se prémunir contre le danger qui semblait menacer l'influence anglaise dans le nord de l'Hindoustan. La mission du capitaine J. Malcolm (depuis sir John Malcolm) à la cour de Perse, en 1799-1800, eut pour objet principal de déterminer la Perse à donner *tant d'occupations à Zéman Shah chez lui*, qu'il ne pût songer sérieusement, *de trois ans au moins*, à troubler la tranquillité de l'Hindoustan. Le gouverneur général assignait ce terme de trois ans aux arrangements politiques et financiers qu'il avait en vue pour mettre les possessions de la Compagnie et de ses alliés en état de défier toute agression étrangère. Comme encouragement à l'adoption de ces mesures, Malcolm était autorisé à offrir à la Perse un subside annuel de trois à quatre *lacs de roupies* (environ un million de francs), garanti pour trois ans. Il lui était recommandé en outre de tirer parti, autant que faire se pourrait, de l'inimitié qui depuis la mort de Timour régnait entre ses fils, et qui avait déjà amené des luttes sanglantes à la suite desquelles deux de ces princes s'étaient réfugiés à la cour de Perse (*). Admettant que le shah de Perse s'engageât à suivre le plan d'opérations tracé par le gouvernement anglais, celui-ci *déclarait ne prétendre à aucune part des conquêtes ou du butin qui pourraient être acquis par la Perse, en cas de guerre avec Zéman Shah. A cette époque*, l'Angleterre trouvait convenable de jouer précisément le rôle qu'elle accuse la Russie d'avoir joué dernièrement devant Hérat. Lord Wellesley armait *la Perse contre l'Afghanistan;* aujourd'hui, au contraire, lord Auckland arme *l'Afghanistan contre la Perse*. Les faits curieux que nous venons de rapporter sont constatés par la correspondance de lord Wellesley, récemment publiée en Angleterre, et qui

(*) Frère aîné du duc de Wellington. Le marquis de Wellesley était capitaine général en même temps que gouverneur général. Le duc de Wellington, alors seulement l'*honorable* Arthur Wellesley, servait dans l'Inde à cette époque en qualité de major général.

(*) Shah Mahmoud et le prince Kamrân son fils.

forme un recueil du plus haut intérêt (*). Shah Zéman eut bientôt en effet *trop d'occupations chez lui* pour songer à inquiéter l'Inde anglaise (**). Les prétentions rivales de ses frères (Mahmoud et Shoudjâ) trouvèrent de nouveaux et de plus actifs soutiens. Leurs intrigues et l'imprudence du shah armèrent contre lui la tribu des *Barekzaïs*, dont l'influence l'avait porté au trône. Une conspiration fut découverte : le shah fit mettre à mort six des principaux seigneurs qui s'y trouvaient compromis, et parmi eux, le chef de cette puissante tribu, *Sarferaze Khan*. Le fils de ce dernier, le célèbre *Fatteh Khan*, avec tous les *Barekzaïs*, épousa immédiatement les intérêts de *Shah-Mahmoud*, cet autre fils de Timour, que la Perse, de concert avec l'Angleterre, avait pris sous sa protection.

Le royaume, après quelques mois de tranquillité, fut livré de nouveau aux horreurs de la guerre acharnée que se livraient depuis six ans ces malheureux frères. Dans le cours de cette campagne, *Shah Zéman*, trahi par un des siens, fut livré à *Mahmoud*, qui lui fit arracher les yeux. Plus tard (en 1803), *Mahmoud* était à son tour détrôné par *Shâh Shoudjâ*, et *Shah Zéman* délivré par le nouveau roi (son frère par la même mère), dont il devait suivre désormais la fortune et partager les humiliations et l'exil. Ainsi le gouvernement de la Compagnie fut délivré d'un ennemi qu'il avait un instant redouté, mais dont il avait si activement contribué à amener la ruine. Réfugié d'abord dans le *Pandjab* (où Randjît-Singh, le sachant sans ressources, lui avait accordé à regret un asile), et quand il eut expié par quinze années d'infortunes les alarmes que son ambition avait causées, le monarque aveugle et mendiant, depuis longtemps à charge à son hôte, trouva enfin un exil paisible et du pain à Loudiana (*), où *Shâh Shoudjâ* lui-même l'avait précédé.

De 1803 à 1809, *Shâh Shoudjâ* avait occupé un trône mal affermi. Il conclut à *Peshâver*, en 1809, un traité d'alliance avec le gouvernement suprême des Indes anglaises. Les alarmes que l'ambassade française envoyée en Perse par l'empereur Napoléon, venait de créer, déterminèrent le gouverneur général, alors lord Minto, à fortifier par de nouvelles alliances l'attitude politique de l'Angleterre dans l'Inde. Sous ce rapport, l'année 1809 eut des résultats remarquables, surtout en ce qu'elle établit des relations, d'une importance plus réelle et plus durable qu'on n'avait dû le prévoir, entre le chef sikh, Randjît-Singh, et le gouvernement anglais, et en ce qu'elle initia ce gouvernement, par l'intermédiaire de l'honorable Mountstuart Elphinstone (homme d'une si haute distinction sous tous les rapports), au véritable caractère des peuples de l'Afghanistan, aux formes singulières de la monarchie dourani, à la nature et aux ressources du pays.—

(*) *Wellesley Despatches*, vol. V, p. 82 et suiv.

(**) Il n'est pas sans intérêt de voir comment sir John Malcolm lui-même rend compte des résultats généraux de cette première mission, dans son *Histoire politique de l'Inde* : « Cette mission, dit-il, eut le succès le plus complet. L'envoyé anglais non-seulement réussit à décider le roi de Perse à attaquer de nouveau le Khorassan, ce qui eut pour effet d'obliger Zéman Shah à abandonner ses desseins sur l'Inde, mais encore il détermina ce prince à conclure avec le gouvernement anglais des traités d'alliance et de commerce excluant complétement les Français de la Perse, et assurant aux Anglais tous les avantages qui pouvaient résulter de ces nouvelles relations. Il n'y a aucun doute, ajoute Malcolm, que si l'on eût cultivé cette alliance avec le même esprit de prévoyance et la même pénétration qui l'avaient commencée, l'influence du gouvernement anglais, dans cette partie de l'Orient, aurait été à l'abri de la plupart des dangers auxquels elle a été subséquemment exposée. » (*Political History of India*, 1826, vol. I, pag. 272).

(*) Ville et station importantes sur le territoire anglais et sur la rive gauche du Sutledge.

Le traité conclu avec Shâh Shoudjâ-oul-Moulk, en 1809, a porté ses fruits trente ans après, en désignant le royal pensionnaire au choix du gouvernement suprême pour opérer, sous les inspirations soudaines de la politique anglaise, la régénération de l'Afghanistan. — Il est curieux et instructif de comparer les deux époques, et, pour atteindre sûrement ce but, nous allons d'abord faire connaître les traités signés, en 1809, avec le roi de Perse, le roi de Kaboul, le radjâh de Lahore et les amîrs de Sindh.

*Traité préliminaire avec la Perse, conclu par sir Harford Jones, le 12 mars* 1809 (*).

Au nom de celui qui est toujours nécessaire, qui suffit à tout et à tous, qui est éternel, et qui est le seul protecteur véritable, etc., etc., etc.

Art. 1er. Comme il faut quelque temps pour discuter et rédiger un traité définitif d'alliance et d'amitié entre les deux grands États, et attendu que, dans les circonstances actuelles, il est urgent que quelque chose soit fait sans retard, il est convenu que ces articles, qui doivent être regardés comme préliminaires, deviendront la base d'un traité définitif d'étroite et sincère amitié et d'éternelle union; et il est également convenu que ledit traité définitif, déclarant d'une manière précise les désirs et les obligations de chaque partie, sera signé et scellé par les mêmes plénipotentiaires, et deviendra obligatoire pour les hautes parties contractantes.

Art. 2. Il est convenu que les articles préliminaires, formés par la main de la vérité et de la sincérité, ne seront ni changés, ni altérés; mais qu'il doit en résulter une augmentation journalière d'amitié, qui durera éternellement entre les deux Majestés sérénissimes, leurs héritiers, successeurs, leurs sujets, états, provinces et pays.

Art. 3. S. M. le roi de Perse juge nécessaire de déclarer qu'à dater du jour de la signature de ces articles préliminaires, tout traité ou arrangement qu'il peut avoir conclu avec aucune autre puissance européenne, est considéré comme nul et non avenu, et qu'il ne permettra à aucune force européenne de traverser la Perse pour se diriger, soit vers l'Inde, soit vers les ports de ce pays.

Art. 4. En cas qu'aucune force européenne ait envahi ou doive envahir le territoire de Sa Majesté le roi de Perse, S. M. Britannique devra fournir à S. M. le roi de Perse un corps de troupes, ou, en son lieu, un subside avec des munitions de guerre, telles que canons, fusils, etc., et des officiers en nombre qui sera, de part et d'autre, reconnu suffisant pour expulser l'ennemi; le nombre des troupes qui devront former le corps auxiliaire, ou le montant du subside, aussi bien que la quantité de munitions, etc., seront, plus tard, réglés par le traité définitif. Dans le cas où S. M. le roi d'Angleterre ferait la paix avec la puissance européenne en question, S. M. Britannique fera tout ce qui dépendra d'elle pour négocier et conclure la paix entre S. M. Persane et cette puissance. Mais si (ce qu'à Dieu ne plaise) les efforts de S. M. Britannnique ne réussissaient pas a atteindre ce but, alors le corps d'armée auxiliaire ou le subside, selon ce qui sera mentionné dans le traité définitif, devra rester à la disposition du roi de Perse, tant que durera la présence desdites forces européennes dans les territoires de S. M. Persane, ou jusqu'à ce que la paix soit conclue entre S. M. Persane et la puissance européenne en question; et il est de

(*) Ce traité fut conclu sans le concours du gouverneur général, qui protesta énergiquement contre une mesure qui tendait évidemment à rabaisser le gouvernement suprême de l'Inde dans l'opinion des Persans. Il fit repartir Malcolm pour la cour de Téhrân en qualité d'envoyé extraordinaire. C'était la troisième mission dont cet officier était chargé à cette cour depuis 1800. (Voyez quatrième partie, *Inde moderne*, et pour de plus amples détails, *Malcolm's political History of India*, vol. I, pag. 414 et suiv.)

plus convenu qu'en cas que les possessions de S. M. Britannique dans l'Inde soient attaquées ou envahies par les Afghans ou toute autre puissance, S. M. le roi de Perse fournira un corps d'armée pour la protection desdites possessions, selon les stipulations contenues dans le traité définitif.

Art. 5. Si un détachement de troupes anglaises arrive de l'Inde dans le golfe Persique, et, par le consentement de S. M. Persane, débarque dans l'île de Karrak, ou dans aucun des ports persans, il ne devra, en aucune façon, prendre possession de ces îles ou ports, et, à compter de la date de ces articles préliminaires, ledit détachement, dont la force sera fixée dans le *traité définitif*, sera à la disposition de S. M. le roi de Perse.

Art. 6. Mais si lesdites troupes restent, par le désir de S. M. le roi de Perse, soit à Karrak, soit dans un autre port du golfe Persique, elles seront traitées par le gouverneur de l'endroit de la manière la plus amicale, et des ordres seront donnés à tous les gouverneurs du Farsistan pour que les provisions nécessaires, en telles quantités que ce puisse être, soient fournies à ces troupes au comptant et au prix du jour.

Art. 7. En cas de guerre entre S. M. Persane et les Afghans, S. M. le roi de la Grande-Bretagne ne devra y prendre aucune part, à moins que ce ne soit d'après le désir exprès des deux parties, et comme médiateur pour négocier la paix entre elles.

Art. 8. Il est reconnu que ces articles préliminaires sont conclus dans un but purement défensif, et doivent être compris comme tels. Il est aussi convenu que, tant que ces articles préliminaires resteront en force, S. M. le roi de Perse ne devra entrer dans aucun engagement hostile à S. M. Britannique, ou qui puisse avoir des résultats préjudiciables ou désavantageux pour les territoires anglais dans l'Inde.

Ce traité est conclu par les deux parties dans l'espoir qu'il sera éternel, et qu'il engendrera les plus beaux fruits d'amitié entre les deux rois sérénissimes (*).

(*) Le traité définitif conclu le 25 novembre 1814 a été regardé depuis cette époque comme la base des relations politiques des deux États; mais il n'a pas amené les résultats que l'Angleterre s'en était promis. En voici les dispositions principales :

Par l'article 1, dans le cas où l'une quelconque des puissances européennes voudrait envahir l'Inde par la route de Kharism, Tartaristân, Bokharâ, Samarcand ou autres routes, S. M. Persane s'engage à déterminer, autant que cela sera en son pouvoir, soit par la terreur de ses armes, soit par des négociations, les rois ou gouverneurs de ces pays à s'opposer à une telle invasion.

L'art. 2 porte que.... S. M. Britannique s'engage à n'intervenir dans aucune dispute qui pourrait s'élever par la suite entre les princes, seigneurs et chefs principaux de la Perse, et s'il arrivait jamais que l'un d'eux proposât de livrer une province de Perse au gouvernement anglais, dans le but d'obtenir l'assistance de ce gouvernement, celui-ci ne consentira pas à une semblable proposition, ni ne se mettra en possession, par ce moyen, d'une partie du territoire de la Perse.

L'art. 3 stipule que les limites des États de la Russie et de la Perse seront déterminées sur les bases admises par la Grande-Bretagne, la Perse et la Russie.

L'art. 4 fixe à deux cent mille tomâns le montant du subside annuel dont mention a été faite dans le traité préliminaire, et spécifie les conditions du payement. (Cet article et l'article 3 ont été annulés par une convention particulière en 1828.)

Par l'art. 8 la Perse s'engage, en cas de guerre entre les Afghans et les Anglais, à envoyer une armée contre les Afghans; l'Angleterre se chargeant de pourvoir à l'entretien de ces troupes.

L'art. 9 est la reproduction à peu près littérale de l'art. 7 du traité préliminaire qui interdit toute intervention de la part de l'Angleterre entre les Persans et les Afghans, en cas de guerre, à moins que sa médiation ne soit sollicitée.

L'art. 11 et dernier prévoit le cas où la Perse pourrait demander à l'Angleterre de lui envoyer des vaisseaux et des troupes (la Perse payant les frais de l'expédition), et, dans ce cas, le secours demandé serait, si les circonstances le permettaient, mis à la

*Traité avec les Amirs de* Sinde (*), *daté* 22 *août* 1809.

Art. 1er. Il y aura amitié éternelle entre le gouvernement anglais et celui de Sinde, c'est-à-dire (ou représenté par) Mîr-Gholam-Aly, Mîr-Kurrîm-Aly et Mîr-Mourad-Aly.

Art. 2. L'inimitié ne paraîtra jamais entre les deux États.

Art. 3. L'envoi mutuel des vakils continuera toujours entre les deux gouvernements, savoir : le gouvernement anglais et le gouvernement sindien.

Art. 4. Le gouvernement de Sinde ne permettra pas l'établissement de la tribu des Français dans le Sinde.

Écrit le 10 du mois de rudjûb-oul-mourudjûb, dans l'an 1224 de l'hégire, correspondant au 22 août 1809.

*Traité avec* Randjît-Singh, *le radjah de* Lahore, *daté* 25 *avril* 1809.

Attendu que certains différends qui s'étaient élevés entre le gouvernement anglais et le radjah de Lahore ont été heureusement et amicalement réglés, et que les deux parties ont le vif désir de maintenir les relations de bonne amitié et de concorde, les articles de traité suivants, qui lieront également les héritiers et successeurs des deux parties, ont été conclus entre le radjah Randjît-Singh, d'une part, et le gouvernement anglais, par l'entremise de M. Charles-Théophilus Metcalfe, d'autre part.

Art. 1er. Il y aura amitié perpétuelle entre le gouvernement anglais et l'État de Lahore. Celui-ci sera traité par le premier sur le même pied que les puissances les plus favorisées, et le gouvernement anglais n'aura à s'occuper en rien des territoires et sujets du radjah au nord de la rivière Sutledge.

Art. 2. Le radjah n'entretiendra jamais sur le territoire occupé par lui ou ses dépendants sur la rive gauche de la rivière Sutledge que le nombre de troupes nécessaire pour la police intérieure de ce territoire ; il n'empiétera, ni ne souffrira aucun empiétement sur les possessions ou droits des chefs du voisinage.

Art. 3. En cas d'infraction d'aucun des articles précédents, ou d'une déviation des règles de l'amitié de la part de l'un quelconque des deux États, ce traité sera considéré comme nul et non avenu.

Art. 4. Ce traité consistant en quatre articles, ayant été arrêté et conclu à Umritsir, le 25e jour d'avril 1809, M. C. T. Metcalfe a remis au radjah de Lahore une copie du traité, en anglais et en persan, après y avoir apposé son cachet et sa signature ; et ledit radjah a remis, de son côté, une copie dudit traité, revêtue de son cachet et de sa signature ; M. C. T. Metcalfe s'engage à fournir au radjah, dans le délai de deux mois, une copie du même document, ratifiée par le très-honorable gouverneur général, en conseil, et, à la réception par le radjah de ladite copie ratifiée, le présent traité sera considéré comme définitif et obligatoire des deux côtés, et la copie qui vient d'être remise au radjah sera rendue.

*Traité avec le roi de* Caboul, *daté* 17 *juin* 1809.

Attendu qu'en conséquence de la confédération projetée entre les Français et le gouvernement persan, dans le but d'envahir les possessions de S. M. le roi des Douranîs, et ultérieurement celles du gouvernement anglais dans l'Inde, l'honorable Mountstuart Elphinstone a été expédié à la cour de S. M., en qualité d'envoyé plénipotentiaire, de la part du très-honorable lord Minto, gouverneur géné-

disposition de S. M. Persane, mais les vaisseaux anglais ne pourraient, sans permission expresse ou à moins de nécessité absolue, jeter l'ancre que dans certains ports désignés par le gouvernement persan.

Il est curieux de mettre en regard les dispositions de ces traités avec les événements de 1838-39.

(*) Nous écrivons ici le nom de cette principauté comme nous le trouvons dans le document officiel soumis au parlement, mais l'orthographe véritable du mot (sanscrit d'origine) est *Sindh*, et les Persans l'écrivent ainsi : سند

ral, exerçant une autorité suprême sur toutes les affaires civiles, politiques et militaires dans les possessions anglaises dans l'Inde, dans le but de concerter, avec les ministres de S. M., les moyens de défense mutuelle contre l'invasion probable des Français et des Persans; et attendu que ledit ambassadeur ayant eu l'honneur d'être présenté à S. M., et de lui expliquer le but amical et avantageux de sa mission, S. M., sensible aux avantages d'une alliance et d'une coopération entre les deux États, dans le but exprimé ci-dessus, a ordonné à ses ministres de conférer avec l'honorable Mountstuart Elphinstone, et, consultant le bien-être des deux États, de conclure *une alliance* amicale; et certains articles *de traité* ayant été, en conséquence, convenus entre les ministres de S. M. et l'ambassadeur anglais, et confirmés par l'apposition du sceau royal, une copie du traité ainsi conçu a été transmise par l'ambassadeur pour la ratification du gouverneur général, qui, consentant aux stipulations contenues dans cet acte, sans aucune modification, a renvoyé, pour être remise à S. M., une copie de ces articles, ainsi qu'ils sont ci-dessous trancrits, dûment ratifiée par le cachet et la signature du gouverneur général, et les signatures des membres du gouvernement anglais dans l'Inde. Et les obligations des deux gouvernements, maintenant et pour toujours, seront réglées exclusivement et déterminées par la teneur de ces articles, qui sont comme suit :

Art. 1er. Comme les Français et les Persans se sont ligués contre l'État de Caboul, s'ils voulaient passer à travers les possessions du roi, les serviteurs du trône céleste s'y opposeront, et feront tout ce qui dépendra d'eux, en les combattant et les repoussant pour ne pas leur permettre de pénétrer dans l'Inde anglaise.

Art. 2. Si les Français et les Persans, par suite de la ligue formée entre eux, s'avançaient vers le pays du roi de Caboul avec des intentions hostiles, le gouvernement anglais, voulant sincèrement contribuer à les repousser, se regarderait comme engagé à subvenir aux dépenses nécessitées par ce qui est mentionné dans l'article précédent, autant que cela sera en son pouvoir. Tant que la ligue entre les Français et les Persans subsistera, ces articles seront considérés comme étant en vigueur, et les deux parties seront tenues de s'y conformer.

Art. 3. L'amitié et l'union sont établies à jamais entre les deux États. Le rideau de la séparation sera levé entre eux : mais aucun des deux pays ne se mêlera en rien des affaires de l'autre; et le roi de Caboul ne permettra à aucun individu français l'entrée de ses territoires.

Les fidèles serviteurs des deux États étant d'accord sur ce traité, les conditions de confirmation et de ratification ayant été remplies, ce document a été scellé et signé par le très-honorable gouverneur général et les honorables membres du gouvernement suprême de l'Inde, ce 17e jour de juin 1809, correspondant à l'année 1224 de l'hégire.

Cette même année, Shoudjâ-oul-Moulk, qui n'avait pu réussir à rallier les Barekzaïs à sa cause, fut obligé de fuir devant le vizir *Fatteh Khan*, qui, déjà une fois, avait placé la couronne sur la tête de *Shâh Mahmoud*, et qui de nouveau exerça le pouvoir suprême au nom de ce prince, de 1810 à 1818. *Shâh Shoudjâ* avait trouvé dans le *Pandjab* un asile qui devait, trois ans plus tard, lui coûter si cher. Il fit de courageux mais vains efforts pour rétablir son autorité, d'abord dans la province de *Peshâver*, puis dans le *Moultân*, et enfin dans le *Kashmir*. Il fut forcé de repasser l'Indus en 1810, et une seconde tentative, en 1811, eut pour résultat de le faire tomber entre les mains du gouverneur d'*Attock*, sur l'Indus. Celui-ci le livra bientôt à son frère, gouverneur de Kashmir, d'où, après des dangers et des souffances inouïs, il parvint à s'échapper en 1812, et vint de nouveau demander l'hospitalité à Randjît-Singh. S'il ne restait plus au roi fugitif ni armée, ni res-

sources politiques, il lui restait encore, et Randjît-Singh le savait, des pierres précieuses d'une immense valeur, et une, entre autres, le *koh-é-nour* (montagne de lumière), ce diamant merveilleux qu'aucun souverain n'était assez riche pour acheter, et que la conquête ou le pillage pouvaient seuls faire changer de maître. Du trésor de Golconde, il était passé au palais des empereurs moghols, du palais de Delhi à la tente de *Nader Shâh*, où, quand ce conquérant fut assassiné, en 1747, Ahmed saisit le *koh-é-nour* d'une main, et la couronne de l'Afghanistan de l'autre. Randjît-Singh aspirait depuis longtemps à la possession du *koh-é-nour;* après avoir offert sans succès un *djaghir* (fief) avec place forte pour la cession du trésor qu'il convoitait, il eut recours aux menaces, puis aux traitements les plus insultants et aux persécutions les plus incessantes. Les tourments de la captivité, de la faim, de la soif, tout fut mis en usage, et le shâh, vaincu par la persévérance de son bourreau, craignant, non-seulement pour sa vie, mais encore pour l'honneur et la vie des *bégoms* (*), consentit enfin à remettre aux mains cupides du *maharadja* le joyau si ardemment désiré. Mais Randjît-Singh n'était pas encore satisfait : il fit, peu de temps après, saisir par des femmes, dans l'intérieur des appartements des *bégoms,* tous les objets précieux sur lesquels on put mettre la main, et examinant les paquets qui en furent faits et qui lui furent apportés, il s'appropria un grand nombre de bijoux, d'armes de prix, de tapis, etc. *Shâh Shoudjâ* et sa famille furent ensuite relégués par ses ordres dans un obscur réduit, où il leur fit éprouver toute sorte d'indignités, les accusant de menées hostiles à ses intérêts. En novembre 1814, les bégoms, sous le costume de femmes hindoues, parvinrent à s'échapper et se réfugièrent à Loudiana, sur le territoire anglais. *Shâh Shoudjâ* réussit à son tour à se soustraire, comme par miracle, à la surveillance de Randjît-Singh, et après avoir tenté, mais en vain, de pénétrer dans le Kashmir, à la tête d'un corps de troupes qu'il était parvenu à lever dans les montagnes, vint rejoindre sa famille à Loudiana, en septembre 1816, et reçut une pension annuelle de quarante-huit mille roupies du gouvernement anglais. *Shâh Zéman* fut admis, plus tard, à partager la retraite de son frère, et il lui fut alloué vingt-quatre mille roupies par an.

Cependant le gouvernement de l'Afghanistan reprenait quelque unité et quelque force sous l'administration vigoureuse de *Fatteh Khan;* mais ce ministre, dont les hautes qualités et l'influence portaient ombrage à *Shah Kamrân*, fils de *Mahmoud*, ne jouit pas longtemps de sa fortune. Il fut égorgé, en 1818, en présence des deux princes et par leurs ordres, de la manière la plus barbare. *Shâh Kamrân* lui avait fait arracher les yeux peu de temps auparavant. La mort de ce chef fut le signal d'une insurrection générale des *Barekzaïs,* et bientôt les frères de *Fatteh Khan* se disputèrent les dépouilles des fils de *Timour*. *Azim Khan*, l'aîné des frères, et gouverneur de Kashmir, s'était hâté de se rendre à Kaboul, et de se mettre à la tête de ce mouvement, son frère *Dost-Mohammed*, déjà en possession de Kaboul, lui ayant déféré le commandement dans ce moment de crise. *Azim Khan*, blessé par quelques paroles offensantes ou quelque acte impolitique de *Shâh Shoudjâ,* qu'il voulait d'abord replacer sur le trône, accepta les propositions du jeune prince *Ayoub* (un autre fils de Timour), qui se contentait du titre de roi, et s'engageait à lui en laisser la puissance. Mais dans ces temps difficiles, où des ambitions rivales éclataient de toutes parts, ce sceptre de parade était encore trop lourd pour la main d'*Ayoub*, qui, effrayé des scènes de violence dont il était témoin chaque jour, prit la fuite et alla demander à son tour

(*) *Bégom* ou *bégam*, princesse ou femme d'un haut rang chez les musulmans. Femme de *Bég*, chef ou seigneur, en moghol.

un refuge à la cour de Lahore. Les différentes provinces de la monarchie passèrent sous la domination des chefs *barekzaïs*, qui finirent, de guerre lasse, par s'entendre sur le partage. La seule province d'Hérât, où *Shâh Mahmoud* s'était réfugié avec son fils deux jours après le meurtre de *Fatteh Khan*, pour échapper aux ressentiments des *Barekzaïs*, resta en possession d'un prince de la dynastie des *Douranis*. *Mahmoud*, qui s'était replacé sous la protection de la Perse, mourut en 1829. *Shâh Kamrân* lui succéda comme souverain d'Hérât, mais la Perse continua à se considérer comme suzeraine de ce petit État (qui, par sa position géographique et ses antécédents historiques, appartient au *Khorassân*), et à en exiger le tribut. Le détail des luttes sanglantes dont l'Afghanistan et le haut Indus ont été le théâtre, à dater de cette époque jusqu'en 1828, serait ici superflu; deux faits importants dominent les autres : l'affermissement du pouvoir de *Dost Mohammed Khan* à *Kaboul*, l'affermissement et l'agrandissement du pouvoir de Randjît-Singh dans le Pandjab. Randjît-Singh avait su de bonne heure profiter des troubles de l'Afghanistan pour s'emparer successivement des diverses provinces sur la rive gauche de l'Indus ; et ayant soumis, de 1819 à 1823, la principauté de *Peshaver* sur la rive droite, et le Kashmir, il s'ouvrait ainsi la route de Kaboul. Dès 1809, comme nous l'avons vu, il avait eu soin de fortifier sa puissance de fraîche date par un traité d'alliance avec le gouvernement anglais, intéressé à la consolidation et à la durée de cette puissance. Mais à mesure que les empiétements progressifs de Randjît-Singh le rapprochaient des territoires de Kaboul, la haine politique et religieuse des deux chefs ne pouvait qu'enfanter de nouveaux troubles et compromettre sans cesse l'avenir.

Examinons maintenant quelle était la situation politique de l'Afghanistan de 1823 à 1838.

*Dost Mohammed Khan*, Barekzaï, régnait à *Kaboul*. Trois autres frères de Fatteh Khan étaient conjointement souverains de Kandahar, et en mauvaise intelligence avec Dost Mohammed. Un quatrième frère était gouverneur de Peshaver, mais tributaire de Randjît-Singh. D'autres chefs de cette famille avaient établi leur autorité à *Ghizni* et à *Djellalâbâd*, dans une dépendance plus ou moins contestée de Dost Mohammed. Les *Amîrs de Sindh*, anciens vassaux de la couronne de Kaboul, avaient secoué le joug, sans rompre entièrement toutefois leurs relations avec *Shâh Shoudjâ*, dont ils avaient même secondé les tentatives malheureuses pour remonter sur le trône de ses pères. Les Amîrs avaient conclu, à diverses époques, à dater de 1809, des traités d'alliance ou de commerce avec le gouvernement anglais. Le traité de 1832 stipulait qu'il serait ouvert un libre passage aux marchands et aux marchandises de l'Hindoustan par les territoires de Sindh, moyennant certaines conditions politiques et la fixation d'un tarif pour la perception des droits de transit. Le traité de 1834 avait pour but de régler ce dernier point (nous y reviendrons en traitant du commerce de l'Inde), et, en attendant que ces conventions solennelles si plausibles en théorie fissent place à des mesures *praticables*, parce qu'elles seraient appuyées par une force intelligente et prévoyante, ces traités, hérissés de conditions et de réserves, stipulaient, de la part de chacune des parties contractantes, le respect le plus inviolable pour les possessions de l'autre, de *génération en génération* (article 2 des traités)! — *Balk* était tombé dans la dépendance de *Bokhara*.— Le *Moultân* et le *Kashmir* étaient, ainsi que *Peshaver*, au pouvoir de Randjît-Singh. — Hérât, enfin, était, comme nous l'avons vu, le seul débris de la grande monarchie douranie que possédât encore un prince de la famille royale des *Suddozaïs*, *Shâh Kamrân*.

De tous les chefs de la tribu des *Barekzaïs*, depuis la mort des deux

aînés de cette famille (*Fatteh Khan* et *Azim Khan*), *Dost Mohammed Khan* paraît avoir été le seul homme de tête, au moins le seul propre aux affaires du gouvernement; le seul surtout qui fût en état de résister aux envahissements de Randjît-Singh. Il est probable qu'il aurait fini par ranger la plus grande partie de l'Afghanistan sous sa loi et fondé peut-être une monarchie durable, si les Anglais, par une inspiration de leur politique, n'eussent songé à faire prévaloir les droits si longtemps oubliés ou méconnus de leur hôte Shâh Shoudjâ au trône de Kaboul. Les frères de Dost Mohammed n'avaient, au contraire, réussi à se faire remarquer, dans leur gouvernement de Kandahar, que par la persistance infatigable de leur cupidité et de leur tyrannie. Ils avaient ruiné le commerce et l'industrie, et réduit les populations à désirer le retour de leurs anciens maîtres, les *Saddozaïs*, originaires, comme tous les *Douranis*, de cette portion du pays où leur antique race est en grande vénération. Hérât n'était guère plus heureux sous la domination de *Shâh Kamrân*: mais ce prince était le seul rejeton de la race royale autour duquel on pût se rallier sans intervention étrangère. Il manifestait, d'année en année, l'intention de marcher contre les Barekzaïs, et l'espoir de rentrer en possession de Kandahar, siége primitif du pouvoir de ses ancêtres. Hérât appelait de ses vœux le jour où l'ancienne capitale lui succéderait dans l'onéreuse distinction de servir de résidence habituelle au souverain. Les chefs de Kandahar, de leur côté, menaçaient sans cesse Hérât d'une invasion prochaine.

Il est nécessaire d'ajouter un dernier trait à ce tableau. L'infortuné Shâh Shoudjâ, avec plus de persévérance que de jugement, au travers de mille dangers, d'humiliations, de fatigues et de misères de toute espèce, s'était efforcé, à diverses reprises, de ressaisir, aux mains des usurpateurs, les tronçons d'un sceptre brisé. Le gouvernement suprême des Indes anglaises avait assisté, avec son humanité impassible, au triste spectacle de cette longue agonie. La dernière tentative du royal exilé eut lieu, avec l'assentiment du gouverneur général, en 1833-34; elle faisait le sujet de toutes les conversations dans le haut Hindoustan, où nous nous trouvions à cette époque. Comme précédemment, le gouvernement anglais resta spectateur de la lutte, qui fut, cette fois, assez sérieuse et d'assez longue durée, mais qui se termina d'une manière aussi désastreuse que les expéditions antérieures. Il en eût été autrement sans doute, si les Anglais eussent pensé dès lors avoir un intérêt réel ou immédiat au rétablissement de Shâh Shoudjâ sur le trône de l'Afghanistan. Un secours modéré en hommes (surtout en officiers) et en argent eût suffi, selon toute apparence, pour assurer son triomphe. Il est permis de penser, en voyant ce qui se passe aujourd'hui, qu'il eût été à la fois plus honorable pour le gouvernement anglais, et plus conforme à ses véritables intérêts, de soutenir franchement et activement, en 1834, la cause qu'il a épousée avec une sympathie si inattendue en 1838. Il en eût coûté peut-être bien des millions de moins à l'Angleterre, et son attitude politique eût été, selon nous, plus forte encore et surtout plus digne qu'elle ne l'est aujourd'hui. Cette occasion fut manquée. Shâh Shoudjâ rentra à Loudiana, au mois de mars 1835, avec une centaine d'hommes, débris de l'armée qu'il avait conduite jusque sous les murs de Kandahar. Les Amîrs de Sindh, après bien des hésitations et des négociations, avaient essayé de s'opposer de vive force au passage du shâh: complétement battus dans la rencontre qui avait eu lieu entre leurs troupes et celles de leur ancien suzerain, ils s'étaient résignés à l'aider dans son expédition aventureuse; ils le traitèrent avec respect quand il traversa de nouveau leur territoire dans sa retraite précipitée, et lui facilitèrent les moyens de regagner le territoire de la Compagnie, où il fut accueilli par le reproche que

lui fit la presse anglaise d'avoir survécu à sa défaite (*).

Tel était donc l'état des choses, quand le roi de Perse résolut de châtier un vassal insolent qui, depuis plusieurs années, pillait et ravageait les territoires du Khorassân et du Seistan avec impunité, marcha en personne contre Shâh Kamrân, et mit le siége devant Hérât. Les motifs ne manquaient pas sans doute pour entreprendre cette expédition; les deux ministres anglais qui se sont succédé à la cour de Perse, M. Ellis et M. Mac-Neill (depuis sir John Mac-Neill), avaient été forcés d'admettre la légitimité de ces motifs. M. Ellis, dans son rapport du 17 avril 1836, s'exprimait ainsi: « J'ai eu une audience du shâh aujourd'hui; Sa Majesté m'a fait observer que, comme roi et musulman, les plus fortes raisons lui faisaient un devoir de marcher sur le Khorassân; que Kamrân Mirza (c'est ainsi que les autorités persanes affectaient de le désigner) et les Afghans sous ses ordres avaient enlevé douze mille sujets persans qu'ils avaient vendus comme esclaves, et avaient forcé le chef de Khaïn, également sujet de Sa Majesté, de payer tribut à Kamrân, etc. » M. Ellis avait déjà reconnu auparavant que le prince Kamrân avait manqué aux engagements pris envers la Perse, et dont les principales stipulations étaient de raser le fort de Ghorian, de renvoyer certaines familles en Perse, et de payer dix mille tomans au roi. « Le shâh, disait M. Ellis, est conséquemment en droit d'exiger satisfaction par la force des armes, et, dans ces circonstances, quand bien même le gouvernement anglais ne serait pas lié par l'article 9 du traité existant (**), qui lui interdit toute intervention entre les Persans et les Afghans, il paraîtrait difficile de s'opposer à une attaque contre Hérât, ou de définir la limite exacte où devrait s'arrêter cette opposition. » M. Mac-Neill, qui succède à M. Ellis, reconnaît plus clairement encore, dans sa dépêche à lord Palmerston du 24 février 1837, les justes motifs qu'a la Perse de déclarer la guerre au prince Kamrân:

« Mettant de côté les prétentions de la Perse à la souveraineté d'Hérât, et considérant la question comme élevée entre deux souverains indépendants, *je suis porté à croire qu'on trouverait que c'est le gouvernement d'Hérât qui a été l'agresseur.* A la mort d'Abbas Mirza, quand le shâh actuel revint de son expédition infructueuse contre Hérât, des négociations s'ouvrirent, et le résultat fut la conclusion d'une convention qui fit cesser les hostilités et marqua les limites des territoires respectifs. De cette époque jusqu'au moment actuel, la Perse n'a commis aucun acte d'hostilité contre les Afghans; mais, à la mort du dernier shâh, le gouvernement d'Hérât fit des incursions sur le territoire persan de concert avec les Turkomans et les Hazarehs, pilla et captura les sujets de la Perse pour les vendre en esclavage. Les Afghans d'Hérât ont continué ce système de guerre et de rapine sans intermission depuis cette époque, et la Perse n'a répondu à ces actes d'agression par aucune mesure hostile, à moins qu'on ne considère comme telle la déclaration publique de son intention d'attaquer Hérât. Dans ces circonstances, *il ne saurait, je pense, exister de doute quant à la justice de la guerre que le shâh veut entreprendre;* et, bien que la prise d'Hérât par la Perse fût certainement *un grand mal,* nous ne devrons pas nous étonner que le shâh, sans égards pour nos remontrances, maintienne le droit qu'il a sans doute de faire la guerre à un ennemi qui l'a poussé à bout, et qu'il peut se regarder comme obligé, par son devoir envers ses sujets, de punir ou même de déposséder entièrement. »

Rien ne saurait être plus concluant, ce nous semble, que les aveux de M. Mac-Neill. Mais nous ne sommes pas au bout. A tous les sujets de plaintes

(*) *Gazette de Delhi,* 1er avril 1835.

(**) L'article 9 du traité du 25 novembre 1814, cité plus haut, p. 41 note.

énumérés par la cour de Perse, vinrent s'ajouter les réponses hautaines de Kamrân aux propositions qui lui furent faites à la fin de 1836, d'après le désir et par l'intermédiaire de l'ambassadeur anglais. Enfin, et comme dernière insulte, Kamrân, se dégageant ouvertement de toute dépendance envers la Perse (dont la suzeraineté sur cette partie de l'Afghanistan était établie et *reconnue depuis longtemps par les chefs eux-mêmes* (*)), prit le titre de *shâh* (**) et la haute désignation de *kéblé alem* (père du monde). Des négociations furent renouvelées l'année suivante sans succès, et, en juillet 1837, le shâh se mit à la tête d'une nouvelle expédition contre Hérât. Le siége traîna en longueur. Un officier d'artillerie anglais, le lieutenant Pottinger, « voyageant dans l'Afghanistan par ordre du gouverneur général de l'Inde (***), » et arrivé à Hérât en octobre, dirigeait la défense de la place. M. Mac-Neill offrit de nouveau sa médiation pour la conclusion d'un traité, et, pour donner plus de poids à ses démarches, il se rendit au camp en mars 1838. L'ambassadeur russe l'y suivit. Les dépêches du gouverneur général de l'Inde et les instructions du cabinet de Saint-James faisaient un devoir à M. Mac-Neill de s'opposer par tous les moyens possibles à ce que la Perse donnât suite à ses projets de vengeance contre le souverain d'Hérât. La question d'Hérât devenait, aux yeux du gouvernement anglais, la question d'Afghanistan; et depuis que la réception favorable, faite à un envoyé russe par le chef de Kaboul (*), était connue, et que la mission russe à la cour de Perse avait rejoint le camp royal devant Hérât, et donné ses conseils pour la direction des opérations du siége, il fallait, à tout prix, empêcher que la ruine de Kamrân ne se consommât. Aussi M. Mac-Neill assiégeait-il régulièrement à son tour de ses demandes, de ses plaintes, de ses menaces, le monarque persan et son conseil, et il n'eut de repos ni de cesse qu'il ne les eût poussés à bout et forcés, pour ainsi dire, à se jeter entièrement dans les bras de la Russie. M. Mac-Neill avait pénétré lui-même dans Hérât, le 19 avril, pendant un armistice, avec le consentement du shâh; et après une longue conférence avec le vizir du prince Kamrân, Yar Mohammed Khan, qu'il appelle « l'un des hommes les plus remarquables de son temps et de son pays, » il avait rapporté le projet d'un traité qui contenait toutes les concessions demandées par la Perse, sauf le point de la suzeraineté. Le shâh n'a pas voulu, cette fois plus que les autres, céder sur un point qu'il considérait comme la base de tous ses droits. De là nouvelles persécutions de la part de M. Mac-Neill, nouvelles résistances, pleines d'égards et de mesure, du cabinet persan. Nous croyons inutile de nous arrêter sur les détails de ces négociations, et de suivre les négociateurs anglais ou russes sous leurs tentes. La correspondance publiée des cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg a fait connaître le résultat de la lutte diplomatique qui s'était engagée entre les représentants des deux grandes puissances dans l'extrême Orient. Des explications données, il semblerait résulter que la Russie n'a songé qu'à établir des relations avantageuses pour

(*) Les chefs de Kandahar et celui de Kaboul. Bien plus, le ministre persan, dans sa réponse à l'une des lettres de M. Mac-Neill, affirme que le prince Kamrân avait reçu l'investiture de la principauté d'Hérât à Tehran même, où il était venu faire sa soumission au feu roi, et que le fait est de notoriété publique, ce qui n'est en aucune manière démenti par M. Mac-Neill.

(**) C'est-à-dire qu'il se fit appeler Kamrân *Shâh* au lieu de Shah-Kamrân.

(***) Correspondance de M. Mac-Neill.

(*) Il s'agit ici du capitaine Vickovitch, chargé d'une mission du gouvernement russe auprès des serdars de Kandahar et de l'amèr de Kaboul. Cet agent avait passé par Kandahar au mois de novembre 1837, et était arrivé le 8 décembre à Kaboul. Nous verrons plus tard quel a été le sort du capitaine Vickovitch.

son commerce. L'Angleterre, de son côté, ne demandait qu'à placer des sentinelles de *son choix* sur la rive droite de l'Indus, afin que les intérêts de *son* commerce et la sûreté de ses frontières fussent respectés. Nous n'examinerons pas, en ce moment, quel a été le *caractère* des moyens employés; nous admettons que tel était, en effet, le but qu'on se proposait d'atteindre de part et d'autre. Nous acceptons en conséquence les déclarations de l'Angleterre et de la Russie comme l'expression provisoire de leurs intentions, mais (surtout en ce qui concerne la Russie) comme *réservant l'avenir*. Nous aurons d'ailleurs occasion de traiter plus tard des intérêts réels et des vues de la Russie dans la *haute Asie*. Nous nous bornerons, pour terminer cette partie de notre exposé historique, à résumer en peu de mots les faits de quelque importance relatifs au siége d'Hérât depuis le mois d'avril 1838

Au mois de mai, M. Mac-Neill spécifie, par ordre de son gouvernement, les motifs de plainte que le cabinet anglais croit avoir contre le gouvernement persan; et, au commencement du mois de juin, les concessions faites par ce dernier gouvernement ne paraissant pas suffisantes, M. Mac-Neill annonce sa détermination de quitter la Perse, et se met presque immédiatement en marche vers les frontières de la Turquie. De Tehran, il envoie, le 20 juillet, sur de nouvelles instructions, son *dernier* ultimatum au shâh de Perse, par le colonel Stoddart. Dans l'intervalle (20 juin), une expédition anglaise débarque à l'île de Karrak, dans le golfe Persique, et s'en empare. Le shâh donne l'assaut à la ville d'Hérât le 23 juin, et est repoussé avec une perte immense. Il n'en est pas moins résolu de continuer le siége; mais la nouvelle de la prise de Karrak et la réception de la lettre menaçante de sir J. Mac-Neill le déterminent enfin, le 9 septembre, à abandonner ses projets et à lever le siége. Dans une proclamation à son peuple, le shâh n'hésite pas à assigner pour cause de cette détermination soudaine la conduite de l'Angleterre, qui, *méconnaissant les traités encore en vigueur, le menace d'une guerre immédiate, et, comme manifestation de ces sentiments hostiles, a déjà envoyé une expédition armée dans le golfe Persique* (*)! Cette expédition n'était, en effet, que le prélude d'opérations plus importantes et plus décisives. Le gouverneur général de l'Inde avait résolu d'assurer par la voie des armes le triomphe de l'influence anglaise dans l'Afghanistan (**).

Comme la déclaration du gouverneur général, au moment où l'armée se préparait à entrer en campagne, contient

(*) L'idée d'occuper militairement un point de quelque importance dans le golfe Persique, pour appuyer les négociations de M. Mac-Neill, appartient à lord Auckland (voyez pièces soumises au Parlement, le 27 mars 1839). Le gouvernement de Bombay, chargé par le gouverneur général des préparatifs et du détail de l'expédition, se décida pour l'occupation de l'île de Karrak.

(**) Lord Auckland, après avoir rendu compte au *comité secret* de la cour des directeurs, dans ses dépêches des 22 mai et 13 août 1838, des motifs généraux qui l'avaient déterminé à tout préparer (sans attendre les ordres et instructions du comité) pour replacer Shâh Shoudjâ-oul-Moulk sur le trône de Kaboul, s'exprime ainsi (*): « Je n'ai pas besoin d'insister sur les nouvelles preuves que nous avons acquises, « depuis la date de mes dernières dépêches, « que l'intention manifeste des agents russes « était d'étendre l'intervention et l'autorité « de la Russie jusqu'aux frontières de l'Inde. « La manière dont l'ambassadeur russe devant Hérât s'est opposé aux efforts de « M. Mac-Neill pour arriver à la conclusion « d'une paix durable entre le Shâh et les « assiégés, et a neutralisé ces efforts au moment où on devait se flatter du succès; « les avances d'argent faites aux assiégeants « par ce même ambassadeur; et plus que « tout le reste, le fait d'un officier attaché « à la légation russe dirigeant les travaux « du siége, sont des circonstances qui ne « sauraient manquer d'attirer toute l'attention de votre comité. »

(*) Pièces relatives aux affaires de l'Inde (*Indian Papers*), publiées par ordre du Parlement. N° 4, p. 8.

une exposition, faite de main de maître, de l'état des relations de son gouvernement avec les princes du nord-ouest de l'Inde, et comme, d'ailleurs, elle récapitule avec beaucoup de force et de clarté les motifs politiques qui ont, selon lord Auckland, *nécessité* l'expédition de l'Afghanistan, nous ne pouvons mieux faire que de donner une traduction complète de ce manifeste et de la déclaration non moins remarquable dont il fut suivi, lorsque le gouverneur général apprit la retraite des troupes persanes devant Hérât. Nous ferons connaître également les traités conclus, dans le cours de l'année 1838, avec le shâh de Kaboul, le maharadjah Randjît Singh, les amîrs de Sindh, et le navâb de Bahawalpour. Le premier de ces documents (la déclaration du gouverneur général) porte la date du 1er octobre 1838.

DÉCLARATION DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL.

« Le très-honorable gouverneur général de l'Inde ayant, avec le concours du conseil suprême, ordonné le rassemblement d'un corps de troupes destiné à servir au delà de l'Indus, Sa Seigneurie juge à propos de publier l'exposé suivant des motifs qui ont conduit à l'adoption de cette mesure importante.

« Il est de notoriété publique que les traités conclus par le gouvernement britannique en l'année 1832 avec les Amîrs de Sindh, le navâb de Bahawalpour et le maharadjah Randjît Singh, *avaient pour objet*, *en ouvrant la navigation de l'Indus*, *de faciliter l'extension du commerce, et d'assurer à la nation anglaise, dans l'Asie centrale, cette influence légitime qu'un échange d'avantages devait naturellement produire* (*).

« Dans l'intention d'inviter les gouvernements DE FAIT de l'Afghanistan à adopter les mesures nécessaires pour donner un entier effet à ces traités, le capitaine Burnes fut député, vers la fin de l'année 1836, en mission près de Dost-Mohammed-Khan, chef de Kaboul (*). L'objet de la mission de

(*) Le gouverneur général fait ici allusion aux traités avec les Amîrs de Sindh, dont nous avons parlé plus haut, et aux traités conclus avec Randjit-Singh, le 26 décembre 1832, et avec le navâb de Bahawalpour, le 22 février 1833. Ces derniers traités avaient pour objet la libre navigation de l'Indus et du Sutledge dans toute l'étendue des territoires respectifs de ces chefs. Nous passerons ces traités en revue quand nous nous occuperons spécialement du commerce dans le domaine fluvial de l'Indus.

(*) L'importance de cette mission nous engage à faire connaître les instructions données par le gouvernement suprême au capitaine (depuis sir Alexander) Burnes. Voici ce que le secrétaire du gouvernement de l'Inde écrivait à cet agent sous la date du 5 septembre 1836 :

« J'ai reçu l'ordre de vous informer que le très-honorable gouverneur général de l'Inde en conseil a jugé convenable de vous choisir pour remplir une mission commerciale dans les contrées voisines de l'Indus, dans le but d'assurer la réouverture de la navigation de cette rivière, sur les bases des traités conclus dans ces derniers temps avec les puissances possédant des territoires sur ses rives.

« Vous vous rendrez d'abord à la cour des Amirs de Sindh, pour le chef desquels vous trouverez vos lettres de créance ci-incluses, avec une copie desdites lettres pour votre gouverne. Pendant votre séjour dans les limites de Sindh, vous vous tiendrez en communication avec le colonel Pottinger, et vous considérerez comme son subordonné. Cet officier vous accompagnera à Hyderabad, s'il pense, en le faisant, pouvoir hâter la réussite des projets que le gouvernement suprême a en vue.

« Les mesures qui exigent votre attention immédiate sont : la continuation de l'exploration hydrographique des embouchures de la rivière, l'établissement des bouées, et l'érection de marques provisoires qui serviront de guides pour la navigation dans l'embouchure qui sera choisie comme offrant le plus de facilités au commerce dans l'état actuel de la rivière. Il peut être nécessaire d'avoir des explorations fréquentes et même annuelles, des diverses entrées de la rivière, et de donner avis officiel aux principaux ports de la présidence de Bombay, du passage

cet officier était, dans l'origine, d'une nature purement commerciale; toute-fois, tandis que le capitaine Burnes était en route pour Caboul, le gouver-

qui peut, dans chaque saison, être le plus convenablement adopté. Votre premier soin, après votre arrivée à Hyderabad, sera donc d'obtenir l'autorisation d'adopter ces mesures; et lorsque ce but sera atteint, le gouvernement de Bombay devra en être immédiatement informé par le colonel Pottinger, afin qu'on ne perde pas de temps pour prendre les arrangements nécessaires.

« Le point le plus important, ensuite, sera d'assurer l'exécution actuelle du traité relativement à la communication entre le fleuve et la mer. Le traité stipule qu'un droit fixe sera perçu une fois pour toutes, à l'embouchure de la rivière, sans qu'il puisse être élevé aucune autre prétention aussi longtemps que la marchandise ne quitte pas la ligne fluviale, et qu'un agent non Européen (*native agent*) sera stationné, de la part du gouvernement anglais, à un endroit convenable pour veiller à ce qu'aucune exaction n'ait lieu. Les droits excessifs prélevés jusqu'à ce jour excluent tout espoir que le commerce puisse renaître si ces arrangements ne sont pas mis à exécution.

« Il paraît désirable à Sa Seigneurie en conseil, qu'avant de quitter Bhoudj, vous décidiez, de concert avec le colonel Pottinger, sur quel point l'agent que le gouvernement anglais doit entretenir peut, pour le moment, être le plus convenablement établi; vous pourrez ensuite conduire cet agent avec vous à Hyderabad, le présenter aux Amirs, et enfin l'envoyer à son poste à l'embouchure du fleuve, après avoir fait donner les ordres nécessaires aux autorités locales, leur défendant de lever aucun autre droit, soit sur les navires venant du fleuve, soit sur ceux qui viennent du large, que les droits stipulés par le traité, et leur prescrivant de s'entendre avec l'agent sur tout point qui pourrait donner lieu à contestation. La conclusion de cet arrangement devra être immédiatement communiquée au gouvernement de Bombay, afin qu'avis public en soit donné à Bombay et autres ports de la présidence de Bombay. On pourra dans la suite changer le lieu de résidence de l'agent selon les indications que fournira l'expérience.

« Vous n'ignorez pas que la navigation entre la mer et Tatta a, dans tous les siècles, présenté de grandes difficultés, et qu'à de certaines époques, les obstacles ont été tels qu'ils ont conduit à l'abandon partiel ou complet de cette portion de la route par eau. Il sera conséquemment nécessaire d'être préparé pour le cas possible où la route par terre, dans l'étendue ci-dessus mentionnée, deviendrait seule praticable pour le transport des marchandises; l'occasion actuelle semble favorable pour obtenir qu'on en écarte tout obstacle inutile. Vous représenterez donc aux Amirs combien sont excessifs les droits de transit actuels entre la mer et Tatta, et ceux qui, contre l'esprit du traité, sont extorqués sur le transport par eau de Vikhur (*Vikker*) en remontant le Buggaur, et vous tâcherez d'obtenir la réduction de ces droits à des taux assez modérés pour ne pas entraver le commerce. Le plan le plus équitable et le plus convenable serait peut-être de prélever le même droit et au même endroit, que les marchandises parcourussent cette portion de leur trajet par terre ou par eau; on n'a cependant pas l'intention que cet arrangement change rien à ce qui est établi pour la perception des droits sur l'opium que l'on sait être très-productifs. Sa Seigneurie en conseil croit que les Amirs ne seront pas insensibles, dans les circonstances actuelles, aux avantages d'une parfaite intelligence avec le gouvernement anglais, et ils doivent savoir que, bien que tout ce qu'on leur demande soit de se conformer strictement aux traités existants, cependant un accord complet et sincère entre les deux gouvernements ne peut résulter que d'un concours cordial pour atteindre le but unique dans lequel ces traités ont été conclus, et qui est l'encouragement réel et solide des entreprises commerciales. Pour donner le développement convenable au plan tendant à rouvrir la navigation de l'Indus, il serait nécessaire de choisir quelques lieux d'entrepôt et de rendez-vous général, à l'abri de toute oppression et exaction, à l'établissement desquels on donnerait toute la publicité possible et où les marchands pussent se rendre en toute sécurité. On pourrait peut-être indiquer comme les points les plus convenables pour cet objet, Tatta vers l'embouchure du fleuve, et Mitthun-Kote vers la jonction de ses branches supérieures; mais on pourra mieux juger sur les lieux mêmes du parti à prendre à cet égard. Vous avez aussi suggéré, comme un moyen de succès qui pourrait n'être pas sans importance dans ces

neur général reçut avis que les troupes de Dost-Mohammed-Khan avaient soudainement, et sans provocation, attaqué celles de notre ancien allié, le

contrées, de proclamer l'établissement d'une foire où se rassembleraient des marchands de tous pays depuis Bombay jusqu'à Bokhara, et depuis Tabriz jusqu'à Calcutta. Sa Seigneurie en conseil croit devoir s'en rapporter plus au temps, à la continuation de la paix et à l'accroissement graduel de la confiance, qu'à des mesures de cette nature; mais, comme moyen secondaire de réussite, elles ne doivent pas être négligées.

« Ce serait un grand point de gagné que d'obtenir des Amirs le rétablissement de Tatta sur son ancien pied d'entrepôt commercial; et on ne manquera pas d'arguments pour leur prouver tout ce que leurs intérêts et leur réputation auraient à gagner à l'adoption d'une telle mesure. La proclamation d'une foire annuelle à cet endroit, dans la saison convenable, avec des droits peu élevés, et la présence d'un officier anglais pour régler les différends, pourrait aussi contribuer à attirer des marchands de Bombay d'un côté, et des divers pays de l'intérieur de l'autre; toutefois, quant à la suggestion de cette mesure ou d'autres analogues, vous serez guidé par vos propres connaissances locales et par les avis du colonel Pottinger, avec lequel il est bien entendu que vous conférerez amplement, avant de quitter Bhoodj, sur les différents points que vous aurez à négocier.

« L'attention du gouvernement a été dernièrement appelée par un rapport de Mohun Lal (*Mohan Läll*) sur la tribu des Mazaris, qui occupe, comme vous le savez, une contrée d'environ soixante milles d'étendue au-dessus de Shikarpaur, et dont les habitudes de brigandage causeront un tort considérable au commerce sur cette portion de la route, si elles ne sont efficacement réprimées. Le pays des Mazaris (ou *Mouzaris*) dépend nominalement du Sinde, et avait été compris pour sa part dans le calcul des droits à percevoir. Mais on dit que cette tribu met au défi l'autorité des Amirs. C'est aux Amirs cependant que nous devons nous adresser d'abord pour réprimer toute violence de ce côté, et on doit espérer que lorsqu'il sera connu que le gouvernement du Sinde agit par notre désir et pour l'accomplissement d'un objet auquel nous attachons une grande importance, les efforts de ce gouvernement réussiront à assurer au commerce, sur tout le cours du fleuve, le respect et la protection qui lui sont dus. Un des buts de votre visite à Hyderabad sera donc d'amener les Amirs à adopter des mesures efficaces pour empêcher les Mazaris de molester en aucune façon les bateaux remontant ou descendant le fleuve. Les Amirs détermineront eux-mêmes quelles doivent être ces mesures, mais vous serez libre de leur soumettre tel avis que vous jugerez convenable.

« Après avoir quitté Hyderabad, vous vous rendrez par la rivière à Khayrpour; mais dans l'état actuel des relations politiques entre le chef de Khayrpour et les Amirs de Hyderabad, il ne paraît pas qu'il y ait de motif de négocier séparément avec lui. Cependant vous renouerez vos rapports d'amitié avec ce chef; vous lui expliquerez le but de votre mission, et vous demanderez sa coopération pour tous les points sur lesquels elle pourra être nécessaire.

« De Khayrpour, vous vous rendrez par la même voie à Mitthun-Kote, où vous rencontrerez le capitaine Wade et le lieutenant Mackeson; le maharadjah Randjit Singh sera aussi invité à y avoir un agent présent. Vous discuterez alors, avec les officiers anglais plus haut mentionnés, la question de savoir quel est l'endroit le plus convenable pour l'établissement d'une foire ou entrepôt pour toutes les branches de commerce descendant ou traversant l'Indus, et quels sont les moyens le mieux adaptés à l'établissement d'une foire annuelle; vous aurez à soumettre un rapport collectif sur ces points au gouvernement suprême. Vous remarquerez particulièrement, cependant, que toutes négociations avec le maharadjah Randjit Singh, qui pourront être nécessaires à l'accomplissement du plan projeté, pour la sécurité des marchands, pour la fixation de droits modérés, peut-être pour la résidence d'un officier anglais dans la ville choisie pour entrepôt, seront conduites d'après les instructions qui pourront être fournies au capitaine Wade. Vous devez vous considérer comme n'étant investi d'aucune autorité comme agent politique, hors des limites de Sindh.

« Il sera nécessaire que vous teniez le capitaine Wade et le lieutenant Mackeson exactement informés de vos mouvements, afin qu'ils puissent se trouver avec vous à l'époque convenable à Mitthun-Kote.

maharadjah Randjit Singh. Il était naturel d'appréhender que Son Altesse le maharadjah ne tarderait pas à se venger de cette agression, et on devait craindre que, la guerre une fois allumée dans les pays où nous cherchions à étendre notre commerce, *les intentions pacifiques et bienfaisantes du gouvernement anglais ne fussent entièrement paralysées. Dans le but de détourner une telle calamité*, le gouverneur général résolut d'autoriser le capitaine Burnes à intimer à Dost-Mohammed-Khan que, dans le cas où il se montrerait disposé à un arrangement juste et raisonnable avec le maharadjah, Sa Seigneurie emploierait ses bons offices auprès de Son Altesse pour le rétablissement de la bonne harmonie entre les deux États. Le maharadjah, avec cette confiance caractéristique qu'il n'a cessé de placer dans la bonne foi et l'amitié de la nation anglaise, consentit immédiatement aux propositions du gouverneur général, et à suspendre provisoirement toute hostilité de son côté.

« Il vint subséquemment à la connaissance du gouverneur général qu'une armée persane assiégeait Hérât, *que d'actives intrigues se poursuivaient dans l'Afghanistan, dans le but d'étendre l'influence et l'autorité de la Perse jusqu'aux bords de l'Indus et même au delà*, et que la cour de Perse avait non-seulement commencé une série d'injures et d'insultes envers les officiers de la mission de Sa Majesté Britannique à la cour de Perse, mais encore donné des preuves de ses desseins, entièrement opposés aux principes et à l'objet de son alliance avec la Grande-Bretagne.

« Vous savez que les arrangements qui ont été établis par le traité, pour rouvrir la navigation de l'Indus, ne s'étendent pas plus haut que Mitthun-Kote, quant au cours principal de ce fleuve. Il sera donc nécessaire de demander la permission du maharadjah Randjit Singh pour remonter l'Indus jusqu'à Attock, d'où vous vous rendrez à Peshawar et Kaboul.

« En vous rendant à Peshawar et Kaboul, vous vous informerez de l'état actuel du commerce dans ces pays; vous préviendrez les marchands que telles mesures ont été concertées, et tels officiers employés dans le but d'assurer la libre navigation de l'Indus; vous les encouragerez par tous les moyens en votre pouvoir à conduire leur commerce par la nouvelle route, et vous les inviterez, quand ce plan sera suffisamment mûri, à se rendre à l'entrepôt et à la foire qu'on a l'intention d'établir. Vous serez muni, en temps utile, d'une lettre pour Dost-Mohammed-Khan, établissant d'une manière générale les objets pour lesquels vous êtes envoyé, et sollicitant pour vous sa protection amicale.

« De Kaboul vous vous rendrez à Kandahar, où vous prendrez les mêmes informations, et où vous solliciterez la même coopération pour les plans en progrès pour la restauration du commerce. On pense qu'il existait autrefois un commerce florissant entre l'Indus et Kandahar, et qui s'opérait par plusieurs routes dans les montagnes, qui sont maintenant fermées; vous prendrez des informations sur ces routes et sur la possibilité de les rouvrir, pendant votre voyage sur l'Indus et sur votre chemin de Kaboul à Kandahar. La route directe de Kandahar à la mer, par Kelat et Soumianie, occupera aussi votre attention.

« Vous retournerez de Kandahar à Hyderabad par la passe du Bolan et Shikarpour.

« Votre traitement est fixé à quinze cents roupies par mois; vous êtes autorisé à porter en outre au compte du gouvernement toutes les dépenses qu'il pourra être nécessaire d'encourir au sujet de la mission. Il sera peut-être à désirer que vous vous procuriez immédiatement à Bombay les objets qui pourront être offerts en présents aux différents chefs sur votre route. Ils ne devront pas être d'une nature coûteuse, mais doivent être choisis particulièrement dans le but de montrer la supériorité des manufactures anglaises.

« Vous aurez strictement égard à l'économie dans tous vos arrangements, ce que vous pourrez faire aisément, le faste ne convenant pas au caractère d'une mission commerciale.

« En conclusion, je suis chargé de vous assurer que Sa Seigneurie, le très-honorable gouverneur général en conseil, se repose avec confiance sur votre habileté et votre intelligence bien connues. »

« Après un long temps passé par le capitaine Burnes en vaines négociations à Kaboul, il devint évident que Dost-Mohammed-Khan, comptant surtout sur les encouragements et l'assistance de la Perse, persistait à avancer les prétentions les plus déraisonnables par rapport à ses différends avec les Sikhs, prétentions telles que le gouverneur général ne pouvait, sans déroger à la justice et à ce qu'il devait à l'amitié de Randjît Singh, consentir à les soumettre à la considération de Son Altesse (*). Il fallait reconnaître également que Dost-Mohammed-Khan affichait des plans d'agrandissement et d'ambition nuisibles à la sécurité et à la paix de nos frontières, et qu'il menaçait ouvertement de faire concourir à l'exécution de ces plans toute assistance étrangère dont il pourrait disposer. Enfin, il donnait hautement son appui aux desseins de la Perse sur l'Afghanistan, quoique parfaitement instruit du caractère hostile de ces desseins en ce qui touchait à la puissance anglaise dans l'Inde; et, par son mépris absolu pour les vues et les intérêts du gouvernement anglais, il obligea le capitaine Burnes à quitter Caboul sans avoir rempli aucun des objets de sa mission (**).

« Il devenait évident dès lors que le gouvernement anglais ne pouvait exercer aucune influence ultérieure pour rétablir la bonne intelligence entre le souverain sikh et Dost-Mohammed-Khan, et la politique hostile de ce dernier chef montrait trop clairement qu'aussi longtemps que Caboul resterait sous sa loi, nous ne pourrions espérer de maintenir aucune tranquillité dans notre voisinage, ou que les intérêts de notre empire dans l'Inde pussent se conserver intacts.

« Le gouverneur général juge nécessaire de revenir ici sur le siége d'Hérât et la conduite de la nation persane. Le siége de cette ville par l'armée persane continuait depuis plusieurs mois. *Cette attaque sur Hérât avait un caractère de cruauté que rien ne pouvait justifier;* elle avait été commencée

(*) L'Amîr de Kaboul demandait avant tout que Randjît Singh consentît à lui abandonner la province de Peshawar, province que le maharadjah avait conquise et que de plus il avait eu la précaution de se faire céder par un traité conclu avec le souverain légitime, Shâh Shoudjâh, dès le mois de mars 1833.

(**) Voici un extrait de la lettre écrite par le capitaine Burnes au secrétaire du gouvernement suprême, immédiatement après avoir quitté Kaboul :

« Dans la nuit du 25 avril, j'ai eu l'hon« neur de rendre compte, par votre intermé« diaire, au très-honorable gouverneur gé« néral que j'avais eu mon audience de congé « de l'Amîr de Kaboul; je quittai la ville le « jour suivant (26), accompagné jusqu'à deux « milles environ des portes par trois des fils « de l'Amîr, et jusqu'à la première halte, « Boûtkhak, par Mirza Sami-Khan. Je me « propose maintenant de soumettre à Sa « Seigneurie quelques détails additionnels « qui me semblent propres à jeter du jour « sur les motifs et les projets de Dost-Mo« hammed Khan, qu'il me paraît être de « notre intérêt de contre-carrer, maintenant « que nous ne pouvons plus agir de concert « avec lui. »

Après être entré dans les détails qu'il avait annoncés, le capitaine Burnes termine ainsi sa lettre :

« Au moment d'expédier cette dépêche « de Djellalabad, à mi-chemin de Peshawar, « j'apprends de bonne source que l'Amîr a « été constamment avec le capitaine Vicko« vitch depuis mon départ; que cet officier « a positivement insisté pour qu'il lui fût « permis de se rendre sans délai à Hérât « par l'Hazarehdjât, s'engageant solennelle« ment à satisfaire l'Amîr sur tous les points « avant un mois. Il s'est aussi engagé à de« mander au maharadjah Randjît Singh de « renoncer à Peshawar, et sur ce que Dost« Mohammed s'enquérait s'il y était auto« risé, il a répondu qu'il était porteur d'une « lettre de l'empereur à ce potentat, qui « mettrait promptement ordre à cette affaire. « Que tout ceci ait été promis et que la « conversation que je rapporte maintenant « ait eu lieu, je n'en doute pas; il reste à voir « quelle sera l'exécution de ces belles pro« messes; mais je puis compter sur mon « correspondant, et les nouvelles qu'il me « donne ne font que confirmer des rapports « précédents. »

et continuée nonobstant les remontrances solennelles et réitérées de l'envoyé anglais à la cour de Perse, et après que toutes les offres d'arrangement justes et raisonnables eurent été faites et rejetées. Les assiégés s'étaient conduits avec une bravoure et une énergie dignes de la justice de leur cause, et le gouverneur général se plaît à espérer encore que leur héroïsme maintiendra la lutte *jusqu'à l'arrivée des secours que l'Inde anglaise leur envoie*. Cependant les desseins ultérieurs de la Perse, en tant qu'ils pouvaient affecter les intérêts du gouvernement anglais, se sont manifestés de plus en plus ouvertement par la succession des événements. Le gouverneur général a récemment acquis la certitude, par une dépêche officielle de M. Mac-Neill, envoyé de Sa Majesté, que Son Excellence a été obligée, par le refus d'obtempérer à ses justes demandes et par un manque systématique d'égards et de respect envers lui, de quitter la cour du shâh et de déclarer publiquement que toute communication avait cessé entre les deux gouvernements. *La nécessité où se trouve placée la Grande-Bretagne de regarder la marche des armées persanes dans l'Afghanistan comme un acte d'hostilité envers elle, a été également communiquée au shâh d'une manière officielle, d'après les ordres exprès du gouvernement de Sa Majesté.*

« Les chefs du Kandahar (frères de Dost-Mohammed-Khan de Caboul) ont avoué leur adhésion à la politique de la Perse, ainsi que la pleine et entière connaissance que cette politique était en opposition avec les droits et les intérêts de la nation anglaise dans l'Inde, et ils ont donné ouvertement leur concours aux opérations dirigées contre Hérât.

« *Dans l'état critique des affaires, depuis le départ de notre envoyé de Caboul, le gouverneur général a senti de quelle importance il était de prendre des mesures immédiates pour arrêter les progrès rapides de l'influence étrangère et de l'agression qui menaçait notre propre territoire.*

« *L'attention du gouverneur général a été naturellement appelée, dans cette conjoncture, sur la position et les droits de Shâh Shoudjâ-Oul-Moulk*, qui, tant qu'il avait eu le pouvoir entre les mains, avait cordialement accédé aux mesures de résistance combinée que le gouvernement anglais avait jugé nécessaire d'adopter à cette époque contre les ennemis du dehors, et qui, lors de l'usurpation de son empire par les chefs actuels, avait trouvé dans nos domaines un honorable asile.

« Il avait été clairement établi, d'après les renseignements fournis par divers officiers qui avaient visité l'Afghanistan, que les chefs barekzaïs, par suite de leur désunion et de leur impopularité, ne pouvaient devenir, dans aucune circonstance, d'utiles alliés à notre gouvernement, ou nous aider dans les mesures justes et nécessaires qu'exige la défense de nos intérêts nationaux. Néanmoins, aussi longtemps que ces chefs s'abstinrent d'actes nuisibles à nos intérêts et à notre sécurité, le gouvernement anglais reconnut et respecta leur autorité. Mais une politique différente paraissait plus que justifiée aujourd'hui par la conduite de ces chefs, et indispensable pour notre salut. Le bien-être de nos possessions dans l'Orient exige que nous ayons sur notre frontière de l'ouest un allié intéressé à s'opposer à l'agression et à maintenir la tranquillité, au lieu de chefs toujours disposés à servir les vues d'un pouvoir hostile et à favoriser ses plans de conquête et d'agrandissement.

« Après de sérieuses et mûres délibérations, le gouverneur général s'était *convaincu qu'une nécessité pressante, aussi bien que les principes de la politique et de la justice, nous autorisait à épouser la cause de Shâh Shoudjâ-Oul-Moulk*, dont la popularité, dans toute l'étendue de l'Afghanistan, avait été établie aux yeux de Sa Seigneurie par le témoignage aussi fort qu'unanime des meilleures autorités. Une fois arrivé à

cette détermination, le gouverneur général était également d'avis qu'il était juste et convenable, non moins a cause de la position du maharadjah Randjît Singh qu'en conséquence de son inébranlable amitié envers le gouvernement anglais, d'offrir à Son Altesse de prendre part aux opérations projetées. M. Macnaghten fut, en conséquence, député, en juin dernier, à la cour de Son Altesse, et le résultat de sa mission a été la conclusion d'un triple traité entre le gouvernement anglais, le maharadjah et Shâh Shoudjâ-Oul-Moulk, traité qui garantit à Son Altesse ses possessions actuelles, et par lequel elle s'engage à coopérer au rétablissement du shâh sur le trône de ses ancêtres. Les amis et ennemis de l'une quelconque des parties contractantes seront considérés comme amis ou ennemis des trois. Plusieurs points discutés entre le gouvernement anglais et Son Altesse le maharadjah ont été réglés de manière à montrer aux États environnants l'identité de ses intérêts avec ceux de l'honorable Compagnie. *On offrira aux Amîrs de Sindh une indépendance garantie à des conditions favorables, et la possession d'Hérât par son souverain actuel sera respectée dans toute son intégrité,* en même temps que des mesures déjà prises ou en cours d'exécution auront pour résultat, on peut raisonnablement l'espérer, d'encourager la liberté générale et la sécurité du commerce. Le nom et la juste influence du gouvernement anglais se feront connaître d'une manière convenable parmi les nations de l'Asie centrale; la tranquillité sera rétablie sur la frontière la plus importante de l'Inde, *et nous élèverons une barrière durable contre les intrigues et les empiétements de nos ennemis.*

« Sa Majesté Shâh Shoudjâ-Oul-Moulk entrera dans l'Afghanistan, entouré de ses propres troupes, et soutenu, par une armée anglaise, *contre toute intervention étrangère et toute opposition factieuse.* Le gouverneur général espère avec confiance que le shâh sera promptement replacé sur son trone par ses propres sujets et ses amis, et, une fois son pouvoir affermi et l'intégrité et l'indépendance de l'Afghanistan bien établies, l'armée anglaise sera rappelée. *Le gouverneur général a été conduit à l'adoption de ces mesures par le sentiment du devoir qui lui est imposé de veiller à la sûreté de la couronne d'Angleterre; mais il est heureux de penser qu'en remplissant ce devoir, il aura pu contribuer à rétablir l'union et la prospérité des peuples de l'Afghanistan.* Dans le cours des opérations qui se préparent, l'influence anglaise sera soigneusement dirigée vers l'exécution des mesures d'un intérêt général; elle s'attachera à apaiser les différends, assurer l'oubli des injures, et mettre un terme aux dissensions dont le bien-être et la prospérité du peuple afghan ont souffert depuis tant d'années. Elle s'emploiera à assurer un traitement honorable et libéral, même à ces chefs dont les actes hostiles ont justement offensé le gouvernement anglais, s'ils savent se soumettre à temps et cesser toute opposition aux mesures qui peuvent être jugées les plus convenables pour l'avantage général de leur pays.

« Par ordre du très-honorable gouverneur général de l'Inde

« W. H. Macnaghten,

« Secrétaire du gouvernement de l'Inde près du gouverneur général. »

A la suite de cette déclaration remarquable, on trouve la nomination de M. Macnaghten comme envoyé et ministre du gouvernement suprême à la cour de Shâh-Shoudjâ-Oul-Moulk, et celles de divers officiers, destinés à servir, comme agents politiques, sous ses ordres. En apprenant la retraite des troupes persanes employées au siége d'Hérât, le gouverneur général publia la déclaration suivante (*):

« Le très-honorable gouverneur général de l'Inde juge à propos de publier l'extrait ci-joint d'une lettre du lieutenant-colonel Stoddart, datée d'Hérât, le 10 septembre 1838, et

(*) Datée du camp de Baddi, le 8 novembre 1838.

adressée au secrétaire du gouvernement de l'Inde :

« Par ordre de l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique, et envoyé de l'honorable Compagnie des Indes orientales à la cour de Perse, j'ai l'honneur de vous informer, pour que cela soit porté à la connaissance du très-honorable gouverneur général de l'Inde en conseil, que Sa Majesté le shâh de Perse a levé hier le siége de cette ville et commencé son mouvement rétrograde vers ses propres États. Toutes les troupes ont campé à *Sangbust*, à environ quatre lieues. Sa Majesté se rend sans délai à *Tehran* par *Tourbat*, *Shekhi-Djaum* et *Meshed*.

« Ce mouvement a eu lieu par suite de l'acquiescement de Sa Majesté aux demandes du gouvernement anglais, que j'avais eu l'honneur de lui remettre le 12 août, et auxquelles Sa Majesté a *accédé en entier* le 14.

« *Sa Majesté Shâh-Kamran*, son vizir Yar-Mahommed-Khan et la ville entière reconnaissent pleinement la sincérité de l'amitié du gouvernement anglais, et M. Pottinger et moi-même, nous partageons leur gratitude envers la Providence pour l'heureux événement que j'ai l'honneur de vous annoncer. »

« En publiant ces importantes nouvelles, le gouverneur général croit convenable de déclarer aussi que, tout en pensant que le gouvernement de l'Inde et ses alliés doivent se féliciter à bon droit de l'abandon par le shâh de Perse de ses desseins hostiles contre Hérât, il n'en continuera pas moins à poursuivre avec vigueur l'exécution des mesures qui ont été annoncées, *dans le but de substituer une domination amie à un pouvoir hostile dans les provinces orientales de l'Afghanistan*, et d'établir une barrière permanente contre tout plan d'agression qui pourrait menacer notre frontière au nord-ouest.

« Le très-honorable gouverneur général juge à propos de nommer le lieutenant Eldred Pottinger (du corps de l'artillerie de Bombay), agent politique à Hérât, sous les ordres de l'envoyé et ministre à la cour de Shâh-Shoudjâ-Oul-Moulk. Cette nomination doit dater du 9 septembre dernier, jour où le shâh de Perse a levé le siége d'Hérât.

« En nommant le lieutenant Pottinger au poste désigné ci-dessus, le gouverneur général se félicite de l'occasion qui lui est offerte d'applaudir hautement, comme il le doit, aux services signalés de cet officier, qui, pendant le long siége d'Hérât, et dans des circonstances particulièrement dangereuses et difficiles, a, par son courage, son habileté et son jugement, soutenu honorablement la renommée et les intérêts de son pays.

« Par ordre du très-honorable gouverneur général de l'Inde,

« W. H. MACNAGHTEN,

« Secrétaire du gouvernement de l'Inde près du gouverneur général. »

« Le plus important des traités auxquels la déclaration du gouverneur général fait allusion est le triple traité dont voici la teneur :

*Traité entre le gouvernement anglais, le maharadjah Randjît Singh et Shâh Shoudjâ-oul-Moulk, conclu à Lahore, le 26 juin* 1838.

« Attendu qu'un traité, composé de quatorze articles (sans compter le préambule et la conclusion), avait été conclu antérieurement entre le maharadjah Randjît Singh et Shâh Shoudjâ-oul-Moulk ; et attendu que l'exécution des clauses dudit traité a été suspendue pour certaines causes (*), et attendu également que M. W. H. Macnaughten vient d'être envoyé par le très-honorable George lord Auckland, G. C. B. (**), gouverneur général de l'Inde, en la présence (***) du maharadjah

(*) Allusion à la tentative infructueuse de Shâh Shoudjâ, en 1833-34, pour remonter sur son trône.

(**) Grand-croix de l'ordre du Bain.

(***) *La Présence*, désignation honorifique ou emphatique, حضرت *hazratt*; حضور *houzour*; expressions à peu près

Randjît Singh, et investi de pleins pouvoirs pour rédiger un traité d'une manière conforme aux relations amicales subsistant entre les deux États, le traité ci dessus mentionné est reçu et conclu avec certaines modifications, et quatre nouveaux articles y ont été ajoutés avec l'approbation et le concours du gouvernement britannique; et les clauses dudit traité, ainsi qu'elles sont contenues dans les dix-huit articles suivants, seront dûment et fidèlement observées.

« Art. 1er. Shâh Shoudjâ-oul-Moulk renonce à tout droit de sa part, de la part de ses héritiers, successeurs, et de tous les saddozaïs, sur les territoires situés sur les deux rives de la rivière Indus, que peut posséder en ce moment le maharadjah, savoir: Kashmir, y compris les limites est, ouest, nord, sud, avec le fort d'Attock, Tchetch, Hezara, Khebel, Aub (pronon. *âb?*) avec ses dépendances, sur la rive gauche de la susdite rivière; et, sur la rive droite, Peshawar, avec le territoire Eusefzye (*Youssoufzaï*), Kheteks, Hésht, Nagor, Meebnee (*Mhîni*), Cohaut (*Cohât*), Hangou, et toutes les places dépendantes de Peshawar, jusqu'à la passe Khyber (*Khaiber*); Bennou, le territoire Vezeree (*Vaziri*), Dour (*Daôr*), Tonk, Gorâk, Kalabagh et Kushal Ghur (*Koushal Garh*), avec leurs dépendances; Dera Ismael Khan et ses dépendances, ainsi que Dera Ghâzi Khan, Kote Mitthun, Omar Kote et leurs territoires et dépendances; Singhur, Heren, Dadjel, Hadjipour, Radjenpour et les trois Ketchs, ainsi que Mankera avec son district, et la province de Moultân, située sur la rive gauche.—Ces pays et ces places sont considérés comme étant la propriété et formant l'apanage du maharadjah; et le shâh n'a, ni n'aura à s'en occuper en aucune façon; ils appartiennent au maharadjah et à sa postérité, de génération en génération.

équivalentes entre elles, et exprimant une idée mixte que représenterait assez bien la combinaison des mots *majesté* et *sainteté*.

« 2. On ne souffrira pas que les habitants du pays de l'autre côté de la passe de Khayber commettent aucuns vols, agressions ou désordres de ce côté.—Si un officier de l'un des deux États, coupable de détournement des deniers publics, se réfugie sur le territoire de l'autre, celui-ci s'engage à livrer le délinquant; et il ne sera permis à personne d'obstruer le cours d'eau qui sort du défilé Khaiber, et qui, de tout temps, a fourni de l'eau au fort de Fattehgurh.

« 3. Attendu qu'aux termes du traité conclu entre le gouvernement anglais et le maharadjah, personne ne peut traverser de la rive gauche à la rive droite du Sutledge sans un passe-port du maharadjah, la même règle sera observée relativement au passage de l'Indus, dont les eaux joignent le Sutledge, et personne ne pourra traverser l'Indus sans la permission du maharadjah.

« 4. Touchant Shikarpour et le territoire du Sindh, sur la rive droite de l'Indus, le shâh consentira à s'en rapporter à tout ce qui pourra être déterminé comme juste et raisonnable, conformément aux heureuses relations d'amitié subsistant entre le gouvernement anglais et le maharadjah, par l'intermédiaire du capitaine Wade.

« 5. Quand le shâh aura établi son autorité dans Kaboul et Kandahar, il enverra annuellement au maharadjah (par la rivière de Kaboul à Peshawar) les objets ci-après mentionnés, savoir: cinquante-cinq chevaux de race, de couleurs approuvées et d'allures agréables; onze cimeterres persans, sept poignards persans, vingt-cinq bonnes mules; des fruits secs et frais de diverses espèces, *serdas* ou melons musqués, d'une saveur douce et délicate (des envois de ce dernier fruit seront faits pendant toute l'année); des raisins, des grenades, des pommes, des coings, des amandes, des raisins secs, des pistaches, une abondante provision de chaque espèce de ces fruits, ainsi que des pièces de satin de toutes les couleurs; des chogas (*tchogas*, pelisses) de fourrure; des kimkhâbs (brocarts) d'or et d'argent, et des tapis persans; le tout au nombre

de cent et une pièces (*) : lesquels articles le shâh s'engage à envoyer tous les ans au maharadjah.

« 6. Chacune des parties contractantes correspondra avec l'autre sur le pied de l'égalité.

« 7. Les marchands de l'Afghanistan qui voudront trafiquer à Lahore, Umritsir, ou toutes autres parties des possessions du maharadjah, ne seront pas arrêtés ou molestés sur leur route; au contraire, les ordres les plus stricts seront donnés pour faciliter les rapports commerciaux, et le maharadjah s'engage, de son côté, à observer la même ligne de conduite à l'égard des marchands qui désireraient se rendre dans l'Afghanistan.

« 8. Le maharadjah enverra annuellement au shâh les articles suivants en témoignage d'amitié : cinquante-cinq pièces de châles, vingt-cinq pièces de mousseline, onze daupattahs, cinq pièces de kimkhâbs, cinq écharpes, cinq turbans, cinquante-cinq mesures de riz *Barèh* (propre au territoire de Peshawar.)

« 9. Tous les officiers du maharadjah qui pourront être envoyés en Afghanistan pour acheter des chevaux ou pour toute autre affaire, ainsi que ceux qui pourront être envoyés par le shâh dans le Pandjâb, dans le but d'acheter des toiles ou des châles, etc., jusqu'à concurrence de onze mille roupies, seront traités des deux côtés avec les égards convenables, et trouveront toute facilité pour l'exécution des commissions dont ils auront été chargés.

« 10. Toutes les fois qu'il arrivera que les armées des deux Etats se trouveront rassemblées en un même lieu, on ne pourra tuer de bœufs ou de vaches (mot à mot, *le massacre des bêtes bovines ne pourra avoir lieu*) sous aucun prétexte.

« 11. Dans le cas où le shâh emploierait un corps auxiliaire de troupes du maharadjah, tout le butin en bijoux, chevaux, armes petites ou grandes, qu'on pourra prendre aux Barekzaïs, sera également partagé entre les deux parties contractantes. Si le shâh parvient à obtenir possession de ces effets et propriétés personnelles (des Barekzaïs) sans le secours des troupes du maharadjah, le shâh consent, néanmoins, à envoyer une partie du butin, par son propre agent, au maharadjah, en témoignage d'amitié (*).

« 12. Un échange de missions, chargées de lettres et de présents, aura

(*) Ces clauses doivent paraître très-singulières dans un traité de cette importance, et on peut s'étonner que le gouvernement anglais en ait autorisé l'insertion et garanti solennellement l'exécution. Il ne faut cependant pas perdre de vue, d'un côté, les habitudes orientales, de l'autre, les prétentions et le caractère étrange de Randjit Singh, qui, se voyant appuyé par le gouvernement anglais, et désirant tirer tout le parti possible de la circonstance pour satisfaire sa vanité et sa cupidité à la fois, s'est attribué dans cette occasion décisive le rôle de protecteur et de suzerain. L'article suivant montre que le shâh ne s'était pas mépris sur cette intention de l'humilier, et a insisté pour que le maharadjah fût remis à sa place. Mais la teneur générale du traité est trop manifestement au profit de ces prétentions orgueilleuses du souverain sikh, et quand ce dernier consent (voy. art. 8) à envoyer quelques présents au roi de Kaboul, c'est uniquement *par amitié* pour lui (by way of friendship). Les Anglais attachaient évidemment une extrême importance à l'alliance de Randjit Singh, et c'est là ce qui les a déterminés à passer par-dessus ces prétentions un peu exagérées sans doute, mais qui ne touchaient pas au fond de la question. Il nous semble, toutefois, qu'il eût été plus convenable et plus digne d'éviter l'insertion, dans le traité solennel, de certains détails qui auraient pu faire le sujet d'une convention séparée, d'autant plus qu'il n'était pas absolument nécessaire que le parlement anglais fût instruit de la prédilection marquée de Randjit Singh pour les melons musqués et les fruits frais ou secs de l'Afghanistan.

(*) Cet article 11 aurait dû, en conscience, être réservé pour la *convention particulière* dont nous indiquions plus haut la convenance. C'est réellement un fait peu honorable pour le gouvernement anglais que l'approbation donnée sans réserve à ce pillage anticipé des Barekzaïs.

constamment lieu entre les deux parties.

« 13. Dans le cas où le maharadjah réclamerait l'aide des troupes du shâh pour l'accomplissement des objets qu'on a en vue dans ce traité, le shâh s'engage à envoyer un corps d'armée commandé par l'un de ses principaux officiers. De même, le maharadjah fournira au shâh, sur sa demande, un corps de troupes auxiliaires, composé de mahométans et commandé par un de ses principaux officiers (jusqu'à Kaboul, s'il est nécessaire), pour l'accomplissement des objets qu'on a en vue dans ce traité. Quand le maharadjah aura occasion d'aller à Peshawar, le shâh enverra un shâhzadah (*) pour le visiter, auquel cas le maharadjah le recevra et le congédiera avec les honneurs et la considération dus à son rang et à sa dignité.

« 14. Les amis et les ennemis des trois hautes puissances, nommément des gouvernements anglais et sikh et de Shâh Shoudjâ-oul-Moulk, seront les amis et les ennemis des trois.

« 15. Shâh Shoudjâ-oul-Moulk s'engage, après avoir atteint le but qu'il se propose, à payer sans faute au maharadjah la somme de deux lacs de roupies, *Nânak shâhi* ou *kaldar* (à compter du jour où les troupes sikhs pourront être envoyées dans le but de rétablir Sa Majesté sur le trône de Kaboul), en considération de ce que le maharadjah entretiendra un corps de cinq mille hommes au moins, cavalerie et infanterie, de la foi mahométane, dans les limites du territoire de Peshawar, pour appuyer les opérations du shâh, et qui devront être envoyés au secours de Sa Majesté, toutes les fois que le gouvernement anglais, de concert et avec les avis du maharadjah, jugera ce secours nécessaire; et au cas qu'il se passât quelque chose de grande importance dans l'Ouest, on adoptera à cet égard telles mesures que les gouvernements anglais et sikh pourront juger, à cette époque, propres et convenables. Dans le cas où le maharadjah aurait besoin de l'aide d'aucune des troupes du shâh, il sera fait au subside une déduction proportionnée au temps pendant lequel ce secours aura été donné; et le gouvernement anglais se rend responsable du payement ponctuel et annuel de la somme mentionnée au maharadjah, aussi longtemps que les clauses de ce traité seront dûment observées.

« 16. Shâh Shoudjâ-oul-Moulk consent à abandonner, pour lui-même, ses héritiers et ses successeurs, tous droits de suzeraineté et arriérés de tribut qu'il pourrait prétendre sur le pays qui est maintenant en la possession des Amîrs du Sindh (et qui continuera à appartenir aux Amîrs et à leurs successeurs à perpétuité), à la condition par eux de payer au shâh telle somme qui pourra être fixée sous la médiation du gouvernement anglais, de laquelle somme un million cinq cent mille roupies seront par lui remises au maharadjah Randjît Singh. Lorsque ces payements seront complétés, l'article 4 du traité du 12 mars 1833 sera considéré comme annulé (*), et l'échange accoutumé de lettres et de présents convenables entre le maharadjah et les Amîrs du Sindh sera maintenu comme par le passé.

« 17. Lorsque Shâh Shoudjâ-oul-Moulk aura réussi à établir son autorité dans l'Afghanistan, il n'attaquera ni ne molestera son neveu le souverain d'Hérât, et le laissera en possession paisible des territoires maintenant soumis à son gouvernement.

« 18. Shâh Shoudjâ-oul-Moulk s'oblige personnellement et oblige ses héritiers et successeurs à s'abstenir d'entrer en négociations avec aucun État étranger, sans la connaissance et le consentement des gouvernements anglais et sikh, et s'oblige également à s'opposer de tout son pouvoir, par la force des armes, à toute puissance qui aurait le dessein d'envahir les territoires anglais et sikh.

« Les trois puissances, parties inté-

(*) Un de ses fils.

(*) Cet article 4 est reproduit mot pour mot dans le présent traité et sous le même numéro.

ressées à ce traité, savoir : le gouvernement anglais, Randjît Singh et Shâh Shoudjâ-oul-Moulk, donnent leur consentement cordial aux articles ci-dessus. Il n'en sera dévié en aucune manière ; et, dans ce cas, le présent traité sera considéré comme liant à jamais les hautes parties contractantes ; et ce traité sera mis à exécution, à dater du jour auquel les trois parties contractantes y auront apposé leurs sceaux et signatures.

« Fait à Lahore, ce vingt-sixième jour de juin dans l'an de N. S. 1838, correspondant au 15 du mois d'Assarh 1895, ère de Bikermadgît. »

A la lecture de ces importants documents. les réflexions se présentent en *foule*. *Les principes* de libéralité, d'*humanité*, *de justice*, invoqués pour motiver les actes du gouvernement anglais, paraissent, il faut en convenir, en contradiction avec ces actes eux-mêmes. L'application insolemment capricieuse de ces principes est ici par trop manifeste, surtout en ce qui touche *les droits* de Shâh Shoudjâ, et la conduite si *cruelle*, selon le gouverneur général, de la Perse envers le prince d'Hérât. La presse libérale dans l'Inde et en Angleterre n'a pas épargné lord Auckland à cet égard. Le blâme, le sarcasme, sinon l'injure, lui ont été prodigués. On a condamné la résolution prise de replacer Shâh-Shoudjâ sur le trône ; on a critiqué ensuite les moyens d'exécution de cette grande mesure ; on ne manquera pas de se plaindre des résultats. Chez nos voisins, rien de tout cela ne doit étonner, et il se passe bien, de temps à autre, quelque chose d'analogue chez nous ; mais, à examiner de près cette grande affaire d'Orient, il nous semble que la gloire et les intérêts de l'Angleterre n'ont pas eu à souffrir de la détermination prise par lord Auckland, et si le langage du gouverneur général, dans le manifeste que nous venons de lire, manque un peu de franchise dans les détails, il ne manque certainement, au total, ni de dignité, ni de force. Nous irons plus loin, et nous ne craindrons pas de dire que jamais homme, dont les résolutions devaient influer sur les destinées d'un grand empire, n'a pris son parti plus à propos et avec plus de vigueur, n'a avoué plus hautement et plus distinctement ses amitiés ou ses haines politiques, et proclamé enfin avec plus d'indépendance ses motifs et son but.

Au moment où lord Auckland annonçait ainsi la chute des princes barekzaïs et la restauration du shâh de Kaboul, les immenses préparatifs de l'expédition s'achevaient entre la Djamna et le Sutledje. Tous les corps destinés à former l'*armée de l'Indus* avaient été portés au grand complet. Le premier rendez-vous indiqué pour les troupes du Bengale était la station de Karnaul, au nord de Delhi, et de là elles devaient marcher sur Firozepour, aux bords du Sutledje, et s'y concentrer. Le corps d'armée du Bengale se composait dans l'origine de cinq brigades d'infanterie, de trois régiments chacune, partagées en deux divisions ; d'une brigade de cavalerie et d'une d'artillerie ; en tout treize mille hommes environ, dont trois mille Européens. Des arrangements subséquents le réduisirent à huit mille hommes.

Le corps d'armée levé pour le service particulier de Shâh Shoudjâ, dans le nord, s'était formé à Loudiana et se composait de deux mille hommes de cavalerie, quatre mille hommes d'infanterie et une compagnie d'artillerie à cheval : en tout environ six mille hommes commandés par des officiers anglais. En même temps, à Bombay, s'organisait le corps d'armée auxiliaire destiné à occuper le Sindh et à marcher ensuite sur Kandahar, après avoir opéré sa jonction avec les troupes du Bengale. Bombay fournissait pour son contingent deux brigades d'infanterie, une de cavalerie, une d'artillerie, offrant un effectif d'à peu près huit mille hommes, dont deux mille cinq cents à trois mille Européens. Le gouverneur général, de Simla où il s'était établi depuis longtemps, surveillait tous les mouvements de troupes et dirigeait les opérations des nombreux agents

politiques qu'il avait expédiés de toutes parts. Une entrevue se préparait entre le représentant du gouvernement anglais et le *lion du Pandjâb*. Le capitaine Wade (aujourd'hui le colonel sir Claud Wade), agent politique à Loudiana, présidait à tous les arrangements préliminaires. Un ordre du gouverneur général, sous la date du 11 octobre, avait désigné cet officier pour rejoindre, en temps utile, l'armée du maharadjah Randjît Singh à Peshawar, et l'avait chargé, d'après les instructions qui lui seraient données, de la surintendance des affaires du gouvernement anglais, en tout ce qui aurait rapport aux États et aux troupes de Son Altesse. Il devait être assisté à Peshawar de plusieurs officiers, parmi lesquels se trouvait le lieutenant Mackeson, agent pour la navigation de l'Indus. Le célèbre voyageur sir Alexander Burnes (*), que son activité, son intelligence, sa persévérance infatigable et sa connaissance des intérêts politiques et commerciaux à l'ouest de l'Indus avaient désigné depuis longtemps comme le guide et l'avant-garde intellectuelle, en quelque sorte, de l'expédition, s'occupait sans relâche des moyens d'aplanir les difficultés que l'armée pouvait s'attendre à rencontrer sur sa route. La plus grande activité, le zèle le plus animé, l'accord le plus parfait, se montraient dans toutes les branches du service. Des approvisionnements considérables avaient été faits sur plusieurs points, des marchés conclus pour les besoins à venir, des convois organisés; l'armée allait se concentrer à Firozepour, pour y passer la revue du gouverneur général et *du souverain du Pandjâb*, le seul chef redoutable que le gouvernement de l'Inde comptât parmi ses alliés, et auquel (ainsi qu'à tous les serdars sikhs) il importait de donner à la fois l'idée la plus imposante des forces militaires dont ce gouvernement pouvait disposer, et un témoignage éclatant d'estime politique et de confiance.

Le général commandant en chef, qui était venu rejoindre le gouverneur général à Simla, publia, le 22 octobre, un ordre du jour qui semblait indiquer qu'il n'avait pas encore une parfaite confiance dans ses troupes, sous le rapport de la discipline, et qui causa d'abord quelque mécontentement dans l'armée. Cependant les officiers, jeunes et vieux, n'en burent pas moins à la santé de sir Henry Fane, et en général l'ardeur et l'enthousiasme des troupes, soit européennes, soit indiennes, se manifestèrent partout et en toute occasion de la manière la plus flatteuse pour leurs chefs, par des acclamations, par des chants, pendant la marche au rendez-vous général à Firozepour, en un mot par les explosions de la joie la plus bruyante.

Le gouverneur général et le commandant en chef étaient à Firozepour dès le 27 novembre. A cette époque le gouverneur général avait déjà reçu avis de la levée du siége d'Hérât par l'armée persane. D'un autre côté, la santé de Randjît Singh, depuis longtemps affaiblie par des excès de tout genre, donnait lieu de penser que dans quelques mois, dans quelques semaines peut-être, le maharadjah aurait cessé de vivre; et bien que déjà, dans plus d'une circonstance, il eût trompé les prévisions des médecins, des renseignements positifs ne permettaient guère de douter, cette fois, que le terme fatal de cette longue carrière d'ambition et d'iniquités n'approchât en effet (*). Aux précautions prises de

(*) Alexander Burnes avait été nommé chevalier par la reine et lieutenant-colonel honoraire le 7 août 1838. Le lieutenant-colonel Wade a été fait chevalier le 11 décembre 1839. Ces deux officiers nous paraissent avoir amplement mérité les honorables distinctions dont ils ont été l'objet; le colonel Wade a montré beaucoup de jugement et de prévoyance dans les négociations et la correspondance qui ont précédé la grande expédition au delà de l'Indus, et il nous semble que son avis a dû avoir une très-grande influence sur la détermination prise par lord Auckland de replacer Shâh Shoud'à-Oul-Moulk sur le trône de Kaboul

(*) Randjît Singh est mort, le 27 juin 1839.

longue main pour que la tranquillité du Pandjab ne fût pas troublée à la mort de son chef, il paraissait prudent d'en ajouter de nouvelles. C'est à ces divers motifs qu'il nous semble naturel d'attribuer les dispositions suivantes de l'ordre du jour du 27 novembre : « Les circonstances ont tellement changé dans les pays à l'ouest de l'Indus depuis le rassemblement de l'armée destinée à entrer en campagne, que le très-honorable gouverneur général ne juge pas nécessaire de faire marcher toutes les troupes, dont une partie suffira pour remplir le but de l'expédition. En conséquence, d'après les instructions de Sa Seigneurie, toute la cavalerie, une compagnie d'artillerie à cheval, une batterie de siége, les sapeurs et mineurs et trois brigades d'infanterie, se mettront en marche. Le reste des troupes attendra des ordres à Firozepour. La tête de la colonne commencera son mouvement aussitôt que l'armée aura été passée en revue par le gouverneur général et le maharadjah Randjît Singh. »

La première entrevue de lord Auckland et de Randjît Singh eut lieu le 29, et, à dater de ce jour, pendant plus d'un mois, ce ne fut qu'échange de politesses, de cadeaux, de protestations affectueuses, entre les deux grands personnages, soit à Firozepour, soit à Lahore, où le gouverneur général accompagna son royal *ami* peu de temps après la grande revue qui avait eu lieu le 3 décembre. Ainsi Randjît Singh s'était trouvé deux fois, dans l'espace de sept ans, assis sur un même éléphant ou à la même table avec le vice-roi des Indes anglaises, passant en revue les troupes de ses alliés et faisant défiler devant eux les siennes, organisées et disciplinées par des officiers français. Toutefois, cette dernière entrevue avait un caractère politique et militaire plus marqué que la rencontre de lord William Bentinck avec le souverain sikh, au mois d'octobre 1831 (*).

Enfin tous ces préparatifs et ces préliminaires, indispensables à l'exécution du traité passé entre les hautes parties contractantes, étant terminés, l'armée commença sa marche le 10 décembre. Le shâh, avec les nouvelles levées, avait sur les troupes de la Compagnie une avance de quelques jours. Le 22 décembre, le corps d'armée de Bombay débarquait aux bouches de l'Indus, et marchait sur Hyderabâd, en même temps qu'une expédition destinée à occuper Aden faisait voile de Bombay. Cette expédition, dont nous donnerons l'historique ailleurs, eut le résultat immédiat qu'on en attendait; les Anglais sont en possession d'Aden depuis le mois de janvier, mais ils y sont exposés à des attaques continuelles de la part des tribus arabes de l'intérieur, et paraissent loin encore du but qu'ils se propo-

sept mois environ après la visite du gouverneur général, léguant le *Koh-é-nour* au temple hindou de *Djaggarnât*. Il avait soixante ans.

(*) Cette entrevue de lord William avec Randjît Singh avait eu lieu à Rouper, petit bourg situé sur les bords du Sutledje, à une distance, sur la droite, à peu près moitié de celle à laquelle Firozepour se trouve de Loudiana sur la gauche.

Dans cette circonstance, Randjît Singh, malgré le voisinage du roi exilé et alors *oublié*, Shâh Shoudjâ, n'avait pas hésité à faire parade du *Koh-é-nour*, que lord et lady William et les personnes de leur suite avaient pu se passer de main en main et admirer à leur aise. Cette fois encore, les hôtes du maharadjah le trouveront disposé à éblouir leurs yeux de l'éclat du *Koh-é-nour* et d'autres magnifiques joyaux. L'entrevue des deux grands personnages eut un véritable caractère de splendeur et de pompe asiatique, qui témoignait de l'importance que le gouvernement suprême mettait à resserrer de plus en plus son alliance avec le souverain du Pandjâb, et dont tout l'Hindoustan fut ému. Les sœurs de lord Auckland et plusieurs autres dames prirent part aux fêtes brillantes qui s'échangeaient entre les Anglais et les Sikhs. Environ dix mille hommes d'élite de l'armée de Randjît Singh furent passés en revue par le gouverneur général et le général en chef, sir H. Fane, le 5 décembre.

saient de rendre Aden l'entrepôt principal du commerce de l'Arabie avec l'Europe et l'Inde anglaise.

Un vaisseau de soixante-quatorze, le *Wellesley*, démolit, le 2 février, le petit fort de *Manhara*, situé vers l'embouchure la plus occidentale de l'Indus, et débarqua des troupes (deux mille deux cents hommes environ, dont six à sept cents Européens) qui occupèrent ce fort et la ville voisine de *Karatchi* le jour suivant. La nouvelle de la prise de Karatchi accéléra la soumission des Amîrs.

Avant de tracer l'esquisse historique de l'expédition qui a placé les contrées arrosées par l'Indus ou ses tributaires, et plus particulièrement le Delta de l'Indus, sous le protectorat immédiat de l'Angleterre, nous allons essayer de donner en peu de mots une idée des pays traversés, en 1839, par le corps d'armée de Bombay, et que les troupes de cette résidence doivent occuper d'une manière permanente.

Les pays situés sur la rive occidentale de l'Indus, dans son cours moyen et à partir de Saungar, sont désignés par le nom de *Sindh*; mais le *Sindh* proprement dit commence au confluent de l'Indus et du Pandjnud, et a pour limites au nord le Pandjâb et le Katch-Gandava, au sud la province de Katch et l'océan, à l'est le Radjpoutana et le pays des Daoudpoutras (le Bahawalpour), à l'ouest enfin, le Beloutchistan. Sa forme est irrégulière, elle approche cependant de celle d'un triangle dont les embouchures de l'Indus (occupant une ligne de cent trente milles environ de longueur) formeraient en partie le plus petit côté, et dont l'angle opposé aurait son sommet près de Mitthun-Kote. L'aire de ce triangle peut être évaluée à environ deux mille six cents myriamètres carrés. Les quatre cinquièmes au moins de cette surface, si l'on en croit les témoignages les plus dignes de foi, sont propres à la culture: on n'en cultive aujourd'hui qu'un peu plus des deux cinquièmes. Ce que produit cette exploitation imparfaite du sol suffit cependant et au delà aux besoins de la population actuelle, qui paraît ne pas excéder un million d'âmes, si même elle atteint ce chiffre. Dans le Delta comme au Bengale, le riz forme la nourriture principale des habitants; plus haut, le blé, comme dans le cours moyen du Gange, remplace fréquemment le riz. L'aspect de ce pays est dénué d'intérêt. A l'est de l'Indus, à l'exception des collines de Bâkker et d'Hyderabad, on ne rencontre pas un seul accident de terrain, pas une pierre depuis le fleuve jusqu'aux monticules de sable du vaste désert qui sépare la province du Sindh de l'Hindoustan; tout est plat et couvert de buissons. A l'ouest du fleuve, du parallèle de Mitthun-Kote à celui de Séhwun (26° 30′ L. N. environ), on retrouve cette plaine monotone et infertile jusqu'au pied des monts Hala, qui bordent le Beloutchistan. De Séhwun à la mer, le pays est nu et hérissé de rochers. Le sol du Delta est riche, mais mal cultivé; la surface en est sans cesse modifiée par les inondations périodiques du fleuve. Les points, en petit nombre, qui ne sont pas atteints par le débordement, y participent par des canaux artificiels de quatre pieds de large sur trois pieds de profondeur, qui suffisent aux besoins de l'irrigation. La crue des eaux commence en avril, atteint sa limite en juillet, décroît sous l'influence des vents du nord, et disparaît en septembre; les pluies sont très-rares (*). Un huitième environ du sol du Delta est couvert par les lits du fleuve ou ses ramifications; une grande partie des sept huitièmes restants est envahie par une végétation naine, mais vigoureuse, qui forme des fourrés impénétrables. Dans la proximité des villes seulement, comme près d'Hyderabad et de Tatta, on cultive la vigne, le figuier, le pommier, le grenadier, la canne à sucre; on récolte aussi quelque peu d'indigo, du tabac et du chanvre: ces deux dernières plantes sont employées comme narcotiques. Partout les grands arbres sont rares. De

(*) A Karatchi, d'après les renseignements récemment recueillis, il n'aurait pas plu depuis trois ans.

vastes portions de la surface du Delta sont occupées par des plaines entièrement nues, d'une argile durcie. Sans l'Indus et ses inondations bienfaisantes, tout le Sindh deviendrait un désert semblable à celui qui s'étend entre ce pays et l'Hindoustan. Malgré ces désavantages naturels et l'incurie de ses habitants, le Sindh a rapporté, dans ces derniers temps, au gouvernement des Amîrs, environ quarante lacs de roupies (à peu près dix millions de francs); sous la dynastie précédente, les revenus s'élevaient, dit-on, au double de cette somme.

La province de Sindh ne vit donc, pour ainsi dire, que par l'Indus; elle lui doit son importance politique et commerciale, et ses éléments de prospérité ont subi jusqu'à ce jour l'influence des causes physiques qui se résument dans les accidents de ce cours gigantesque, qu'une civilisation, toujours imparfaite, souvent rétrograde, n'a pu maîtriser encore.

Alexandre, cet homme d'une si grande prévoyance, d'une volonté si prompte et si ferme, d'une puissance d'exécution si merveilleuse, avait compris d'un coup d'œil le parti qu'on pouvait tirer d'une occupation permanente du Delta : il s'était rendu maître du cours navigable du fleuve en fondant des villes et en élevant des forts sur deux points qui sont précisément, on a tout lieu de le croire, ceux sur lesquels s'élèvent les villes modernes de Bakker et de Tatta. L'œuvre ébauchée par cet homme, si grand qu'il fût, ne pouvait être achevée que par une nation et avec toutes les ressources de la civilisation européenne. Ce que tout le génie et la persévérance d'Alexandre n'auraient pu accomplir, même relativement, pendant la durée d'un long règne, se fera de nos jours, sinon sans efforts, au moins sans lutte, et se fera surtout par l'introduction de la navigation à la vapeur, cette puissance miraculeuse qui seule pouvait, en assujettissant complétement le cours de l'Indus à la domination d'un grand peuple, doter le Sindh et le Pandjâb d'une vie nouvelle et d'un riche avenir.

Du temps d'Aureng-Zeb, il se faisait un commerce considérable par l'Indus et le Râvy jusqu'à Lahore. Ce commerce, ruiné par les commotions politiques du pays, et surtout par les exactions des nombreux chefs qui s'étaient rendus successivement indépendants, sur les lignes parcourues par les marchands, va renaître et probablement acquérir, sous la protection du gouvernement anglais, un développement bien supérieur à celui qu'il avait atteint à l'époque dont nous parlons.

L'histoire du Sindh est assez bien connue. Alexandre avait trouvé ce pays habité par les Hindous et gouverné par les brahmanes. Après avoir fait quelque temps partie de la monarchie bactrienne, le Sindh regagna son indépendance qu'il conserva jusqu'à l'établissement de l'islamisme, et passa bientôt après sous le joug mahométan. Les califes renversèrent la dynastie brahmane, et de Baghdad gouvernèrent cette province par députés. Le Sindh passa successivement sous la domination des Ghaznavides et des Ghorides, jusqu'au quatorzième siècle; à cette époque, les princes du pays reprirent le dessus, et plusieurs tribus se disputèrent l'honneur de donner des souverains au Sindh, qui fut soumis de nouveau par les conquérants tartares. Enfin, Nâder Shâh le réunit à son empire; et quand, après sa mort, Ahmed Shâh fonda le royaume de Kaboul, cette province en fit partie et a été considérée depuis lors comme une de ses dépendances. Du temps de Nâder, elle était gouvernée par la famille des Caloras, originaire du Beloutchistan. Sous le règne de Timour Shâh (fils d'Ahmed Shâh), vers l'année 1786, le pouvoir passa dans la famille des Talpouris, qui l'a conservé jusqu'à ce jour, et qui est également Beloutchi d'origine. On peut donner une idée exacte du caractère et des résultats de leur administration, en assurant qu'elle avait pour but exclusif de remplir les coffres des Amîrs, sans égards pour le commerce, pour l'agriculture, pour le bien-être présent

ou futur des populations. Le gouvernement anglais chercha plusieurs fois à former avec ces princes une alliance qui pût profiter d'une manière efficace et durable aux intérêts commerciaux; mais il n'y avait aucun résultat utile à attendre de traités conclus dans ce but avec des chefs qui n'avaient qu'un respect médiocre pour la foi jurée, et dont les engagements ne liaient pas d'ailleurs d'une manière absolue les chefs secondaires. Nous avons vu que la plus importante de ces tentatives stériles datait de 1832. Le caractère des négociations entamées à cette époque par ordre et d'après les instructions de lord William Bentinck, se ressentit de la circonspection souvent imprévoyante et de la politique timide et flottante de ce gouverneur général. La dignité du gouvernement suprême en souffrit sans que les intérêts matériels en retirassent aucun bénéfice. Si jamais l'inopportunité et le danger des demi-mesures ont été démontrés, c'est en ce qui touche aux relations de l'Inde anglaise avec le Sindh. Lord Bentinck a voulu temporiser, se borner à un traité de commerce avec des gens qui ne comprennent, ou du moins qui ne respectent que la force. Ce traité ne servit à rien, et le traité de 1834, dont on voulut l'étayer, ne remplit pas le but qu'on se proposait, parce que l'attitude du gouvernement anglais, tout en témoignant de son désir sincère de voir exécuter les dispositions de ces traités, ne montrait pas la *ferme volonté* d'en assurer l'exécution, et que les spéculateurs ne pouvaient compter sur aucune protection dans le Sindh, par suite de la désorganisation politique du pays. Il fallait *imposer* un traité dont les stipulations pussent protéger efficacement les intérêts politiques et commerciaux. C'était le seul moyen d'en finir avec les Amîrs, et c'est celui qu'a adopté lord Auckland. Parmi les princes de la famille royale régnante, le plus intelligent et le plus puissant de beaucoup est Mîr Mourad-Aly-Khan-Talpour, d'Hyderabad. Les Amîrs de Khayrpour et de Mîrpour, ses neveux, sont plus ou moins sous sa dépendance. Mîr-Mourad-Aly a usurpé les droits de Mîr-Sobdar-Khan, un autre neveu, fils de son frère aîné; il a de plus désigné comme son successeur le second de ses propres fils, au détriment de l'aîné; et, comme Mîr-Sobdar-Khan est encore en vie, à ce qu'on nous assure, il ne saurait y avoir moins de trois prétendants au trône à la mort de Mîr-Mourad-Aly. Toutefois, ces prétentions rivales ont trouvé, par suite des derniers traités, un arbitre dont les décisions seront sans appel; et conséquemment l'avenir politique du Sindh est, sous ce rapport, à l'abri de toute commotion violente.

Nous croyons inutile d'entrer dans de longs détails sur la forme de gouvernement du Sindh et son action dans ces dernières années. La domination anglaise commence pour ce pays, et nous ne pourrions former que des conjectures sur le système d'administration qui vient d'y être introduit. Nous nous bornerons donc à résumer en peu de mots ce qu'on sait sur l'état actuel, la population et les ressources du Sindh et le caractère de ses habitants.

Les trois districts principaux du Sindh se subdivisent en un nombre presque infini de cantons pressurés outre mesure par de petits chefs absolus qui payent une certaine redevance aux Amîrs. Ces despotes, grands et petits, ont sans cesse les versets du Koran à la bouche, mais ne reconnaissent, par le fait, d'autres lois que leurs caprices. Ils pouvaient mettre à mort, et cela s'est vu maintes fois, leurs femmes ou leurs concubines et leurs propres enfants, sans que personne y trouvât à reprendre. Fumer, mâcher le bétel ou l'areck, s'enivrer par tous les moyens connus dans l'Inde, chasser ou au moins tuer à loisir le gibier entassé dans les innombrables *réserves* ménagées à cet effet sur les bords du fleuve, telles sont leurs occupations habituelles. Ces enclos réservés, connus sous le nom de *Shikar-Gahs*, occupent à eux seuls une portion considérable du pays. On n'en

compte pas moins d'une trentaine sur une seule rive, entre Hyderàbad et Tatta. Ce sont autant d'obstacles à la culture et même à la navigation, car les clôtures descendent jusque dans le voisinage du chenal et interceptent le halage.

La masse de la population du Sindh est mahométane ; un quart environ de cette population suit la religion brahmanique. Sous le rapport ethnographique, comme sous le point de vue du climat et des productions, le Sindh est une terre de transition. Bien des races, autrefois distinctes, s'y sont croisées et confondues. Les Sindhis ou Sindhiens proprement dits sont la partie nomade de la population ; on les regarde comme les premiers habitants du pays. Convertis à l'islamisme, ils se sont mêlés par le mariage avec la race des conquérants. Il y a des mahométans dans le Sindh et des Hindous dans la province de Katch qui reconnaissent les mêmes ancêtres. Les mahométans sont grands et bien proportionnés, très-bruns ; ils portent les cheveux longs, ce qui les distingue des autres mahométans de l'Inde ; ils portent tous le bonnet, au lieu du turban. Les Hindous du Sindh ne diffèrent pas extrêmement de ceux de l'Hindoustan ; ils ont le teint plus clair que les mahométans. On voit aussi dans le Pandjâb quelques Sikhs ; ceux-ci et les Hindous se livrent exclusivement au commerce.

Le fanatisme religieux est porté par les musulmans au plus haut degré. En tout ce qui touche aux pratiques extérieures de la dévotion, les Sindhiens sortent de leur apathie habituelle ; aussi dit-on d'ordinaire qu'ils n'ont de zèle que pour célébrer la fête de l'*Yde* (*), de libéralité que pour nourrir la paresse des *sayëds* (**), de goût que pour orner les tombeaux de leurs saints. Les sayëds et les fakirs, mendiants religieux à pied et à cheval, abondent dans toutes les parties du Sindh ; ils demandent l'aumône avec arrogance et souvent la menace à la bouche. Mendier est un métier si profitable dans ce pays, que beaucoup de gens du peuple suivent cette vocation, et s'attirent les respects et les offrandes de la multitude, sans y avoir d'autres titres qu'une apparence étudiée d'austérité et de pieux recueillement. Rester assis toute une nuit, par exemple, sur le toit en terrasse d'une maison, et répéter des milliers de fois, sans interruption, le nom d'*Allâh*, suffit pour donner à l'un de ces personnages une réputation de sainteté. Au reste, tout se réduit à ces démonstrations extérieures et à ces vaines pratiques. Pour un homme vraiment religieux et de quelque instruction, on en rencontre cent parmi ces classes privilégiées, qui savent à peine lire et qui ne savent pas écrire. Dans toutes les classes, le goût des plaisirs sensuels, des jouissances matérielles les moins relevées, l'emporte sur le sentiment du devoir et les affections de famille. Les personnes des deux sexes s'abandonnent à l'usage immodéré des liqueurs spiritueuses et des drogues enivrantes. Les exercices mâles propres à entretenir et à développer la vigueur de la constitution sont inconnus au bas peuple, qui, ainsi que les grands du pays, regarde l'oisiveté, *il dolce far niente*, comme le bien suprême. Dans ce pays ainsi peuplé et ainsi gouverné, on conçoit que l'agriculture se repose sur l'Indus du soin de fertiliser le sol, et que le commerce languisse ou soit comprimé dans son essor par l'aveugle rapacité du despotisme. Cependant les Sindhiens ont un penchant marqué à l'imitation et beaucoup d'aptitude pour les arts mécaniques. Ils fabriquent des armes d'assez bonne qualité, ils préparent les cuirs mieux qu'on ne le fait dans l'Hindoustan. Ils réussissent particulièrement dans la fabrication de certains tissus ; mais ces différentes branches d'industrie, que le gouvernement musulman a constamment rançonnées au lieu de leur donner quelque encouragement, n'ont produit, surtout dans ces derniers temps, que ce

(*) La principale de leurs fêtes religieuses.
(**) Descendants du prophète.

qui pouvait suffire à la consommation locale.

La plupart des chefs sont Beloutchis. Il y a quelque analogie de position entre eux et les mamelouks au milieu des populations égyptiennes, et ce n'est qu'une des nombreuses analogies qui, sous le point de vue physique et sous le point de vue politique, ont été déjà signalées entre le Sindh et l'Égypte.

Il y a peu de villes de quelque importance dans toute l'étendue du pays; la plus considérable est Shikarpour, dont la population est au moins de vingt-six mille âmes, et qui, se trouvant située sur les bords d'un canal, à peu de distance de l'Indus, sur la grande route suivie par les caravanes, est devenue le centre de relations très-actives (*). Hyderabad, moins peuplée, quoiqu'elle soit la capitale actuelle du Sindh, ne compte, selon Burnes, que vingt mille habitants (Elphinstone lui en donne quatre-vingt mille !). Tatta, l'ancienne métropole, la *Pattala* d'Alexandre, a environ quinze mille âmes. Viennent ensuite Larkhana, Khayrpour, Mitthun-Kote, Séhwun, Karatchi, et quatre ou cinq autres de moindre importance. Au reste, les principales autorités que l'on puisse consulter ne s'accordent guère que sur le chiffre général de la population du Sindh, population qui ne semble pas, comme nous l'avons déjà dit, dépasser un million (**).

Les productions du règne végétal et du règne animal dans le Sindh diffè-

(*) Voyez, pour des détails intéressants sur le Sindh et sur Shikarpour en particulier, les voyages et les mémoires de Burnes et les voyages de Conolly.

(**) L'importance de Karatchi, dans le présent et dans l'avenir, nous détermine à faire connaître plus particulièrement, dès à présent, ce point intéressant dont les Anglais ont pris définitivement possession depuis plus d'un an.

Ayant des communications sûres et promptes par la voie de la terre avec Tatta, avec la mer et les côtes de l'Hindoustan par sa baie d'un accès facile, Karatchi, le seul port véritable sur toute la côte du Sindh, était destiné à devenir de bonne heure le centre d'un commerce de transit soit entre le golfe Persique et celui de Kutch, soit entre l'Hindoustan et l'Afghanistan. Karatchi est situé presque sous le 25e degré de latitude nord et par 65° environ de longitude est, et conséquemment à l'ouest des principales embouchures de l'Indus, entre le cap Monze et l'embouchure Phitti du Baggaur (branche occidentale du petit Delta), à cinq heures de marche de cette embouchure (*). Le petit fort de *Manhara* ou *Manora*, qui garde l'entrée du port, est bâti sur une éminence pittoresque. Les Amirs le regardaient comme imprenable. Quand sir F. Maitland (l'ancien commandant du *Bellérophon*) arriva devant Karatchi, Manhara n'était défendu que par vingt hommes et sept pièces de canon. La garnison s'attendait à être renforcée dans la soirée du 2 février, et avait repoussé les offres de capitulation honorable qui avaient été faites par l'amiral dans la matinée. Une cinquantaine de coups de canon avaient, avant une heure de l'après-midi, démoli le fort en partie et mis en fuite la garnison, qui espérait pouvoir se réfugier à Karatchi, mais que les troupes déjà débarquées firent prisonnière, et la ville, sommée le soir même, était occupée par les Anglais dès le lendemain.

Karatchi est une ville considérable, bien que de chétive apparence. Les rues en sont étroites et tortueuses à l'excès; toutes les maisons sont construites en terre détrempée mêlée avec de la paille hachée, à toits plats, avec un ou plusieurs ventilateurs faits d'une espèce d'osier et servant à la fois de manche à vent et d'abat-jour; aucun édifice de quelque importance n'attire les regards. Les maisons, dont les plus élevées sont toutes au centre de la ville, diminuent graduelle-

(*) Alexandre avait reconnu lui-même cette portion du Delta avant d'arrêter le départ de sa flotte pour le golfe Persique. Suivant le récit d'Arrien, Néarque, à sa sortie de l'Indus par cette même embouchure peut-être, très-certainement par l'une des embouchures du Baggaur, longea la côte des Arabites, ayant à sa droite le mont Irus, et jeta l'ancre près d'une île sablonneuse appelée Crocala. Les environs de l'embouchure Phitti sont encore aujourd'hui appelés par les natifs Krokala. On voit encore le long de la côte des îles sablonneuses semblables à celle dont parle Arrien, et l'entrée de la baie de Karatchi est fermée à l'est par trois de ces îlots (les îles Andry), débris probables de cette même île où l'amiral macédonien s'arrêta un jour, au mois de septembre, il y a 2165 ans.

rent peu de celles de l'Hindoustan. Le chameau et le buffle sont les deux grandes ressources du pays; l'un et l'autre s'y sont prodigieusement mul-

ment de dimensions du centre à la circonférence, dont un mur épais en terre défendait autrefois les approches. Il ne reste que des portions de cette enceinte. Quoique Karatchi fût depuis longtemps l'entrepôt commercial du Sindh, ni le gouvernement des Amîrs, ni l'administration locale n'avaient pris aucune mesure pour faciliter l'arrivage et le débarquement des marchandises par l'établissement d'un quai, le creusement, l'élargissement du canal naturel qui conduit du port à la ville, c'est-à-dire, à plusieurs milles dans l'intérieur, en sorte que le transport s'effectue moitié en bateaux plats qu'on hale avec peine à travers d'une eau vaseuse, moitié à l'aide d'hommes qui portent leur charge sur la tête. Le bazar est grand; quelques-unes de ses rues sont complétement abritées du soleil par des nattes étendues d'un toit au toit opposé. Là se presse une population bigarrée, qui présente peu de traits intéressants pour le voyageur. On y remarque toutefois quelques Hindous du Moultân, qui sont les seuls commerçants et les seuls hommes d'affaires du pays, et qui se distinguent par la propreté de leur mise et leur air de prospérité. On rencontre aussi des soldats beloutchis, si de pareils brigands peuvent mériter le nom de soldats, dont le costume pittoresque et la physionomie sauvage attirent les regards. Les Beloutchis sont des hommes d'une assez forte stature, et dont l'apparence indique la vigueur et les habitudes martiales. Ils sont armés jusqu'aux dents. Ils laissent souvent croître leurs cheveux par derrière, contrairement à la coutume ordinaire des mahométans. Leur barbe touffue, le bonnet de forme étrange et de couleurs variées dont ils se coiffent, leur nez aquilin, leurs yeux petits, mais vifs, l'expression sournoise et même farouche de leur regard, tout concourt à les faire reconnaître comme une race à part, et comme les dominateurs du pays. Les Beloutchis formaient, disait-on, la principale force des Amîrs. On supposait que ces princes entretenaient sur pied un corps d'environ vingt mille hommes de cette milice indisciplinée, infanterie et cavalerie. Par les stipulations du dernier traité, cette armée a dû être entièrement licenciée, et remplacée par un corps de troupes anglaises de cinq mille hommes, répartis suivant le bon plaisir du gouvernement suprême. Les dispositions les plus récentes désignent Sakker et Karatchi comme chefs-lieux respectifs de deux brigades permanentes d'occupation. Un régiment européen (le 40e), et d'autres troupes appartenant à la présidence de Bombay, occupent Karatchi, qui nous semble devoir être regardé maintenant comme une des clefs de l'empire hindo-britannique à l'occident, se trouvant au sommet de l'angle formé par la ligne des bouches de l'Indus et la branche la plus occidentale de ce fleuve.

En général, la population mâle de Karatchi a des formes athlétiques et l'apparence de la santé. La tête et la face sont petites, mais d'un beau contour; l'habillement des hommes est d'un tissu grossier, mais il leur sied à merveille, et tous, à l'exception des Hindous, que l'on rencontre en petit nombre, portent le bonnet beloutchi. Les femmes ont, comme les hommes, les traits marqués et le nez aquilin. Leurs cheveux sont simplement partagés sur le front; mais cependant la coiffure des coquettes du pays doit, pour être parfaite, satisfaire à une condition étrange. Une mèche de cheveux bien lisse, ramenée avec soin du sommet du front sur le nez, s'attache à l'anneau qui traverse l'une des narines. Les domestiques sont esclaves pour la plupart. Le commerce d'esclaves a été jusqu'à présent en grand honneur à Karatchi. Un bon esclave mâle se payait, en général, de deux à quatre cents roupies (de cinq cents à mille francs environ). Les femmes ne coûtaient guère plus de soixante roupies, les enfants de sept à huit ans, cinquante. Cet odieux trafic a dû cesser depuis que les Anglais sont entrés en possession de ce district. — Le chameau, qui est ici d'une petite espèce, n'en est pas moins le plus précieux de tous les animaux domestiques. On l'emploie à tout. Les chameaux qui servent de monture font aisément un trajet de soixante et dix milles dans un jour.

Nous avons déjà dit que la portion la plus industrieuse de la population, quoique de beaucoup la moins nombreuse, est hindoue. Le commerce est tout entier entre les mains des Hindous *Moultanis*. Ils occupaient aussi, sous le gouvernement des Amirs, quelques emplois subalternes, mais à la condition de laisser croître leur barbe comme les musulmans et de porter le même habillement qu'eux; humiliation que l'a-

tipliés : le chameau est petit, mais très-vigoureux ; le buffle, d'une grande espèce au contraire, et donnant en abondance un lait très-riche. Le mou-

mour du gain leur faisait supporter sans hésitation. Le gouvernement anglais n'a pas tardé à utiliser l'intelligence et l'expérience locale de cette classe d'hommes, et nous voyons, par une lettre d'un des officiers appartenant à la garnison de Karatchi que l'amiral sir Frédérik Maitland (*) n'avait pas dédaigné de s'asseoir à un banquet qui lui avait été offert par un de ces Hindous Moultanis, le principal négociant de la place. « C'était chose étrange, dit notre jeune officier, que de voir à la table de Seth Pratom Dass le vétéran qui commandait *le Bellérophon* quand le grand Napoléon vint s'y placer sous la protection du pavillon britannique. » Après le repas, et au moment où l'amiral prenait congé du riche Hindou, celui-ci présenta à Son Excellence un superbe bonnet beloutchi et une pièce de *lounghie*, comme échantillons des manufactures du Sindh. Le *lounghie* est un tissu soie et coton nuancé des plus riches couleurs; la longueur ordinaire d'une pièce de *lounghie* est de dix à douze pieds, et sa largeur de deux pieds. Roulé autour de la taille, un *lounghie* forme une ceinture d'une richesse et d'une élégance parfaites. Il parait qu'il se fabrique à Karatchi une grande variété de ces tissus de soie et de coton, ainsi que des toiles d'une grande finesse et d'un fil très-fort, avec de jolies bordures de soie. On cite parmi les produits les plus remarquables de cette industrie des pièces de toile destinées à servir de vêtement aux femmes. Ces pièces sont d'abord teintes du plus beau cramoisi; on y imprime ensuite les plus riches dessins, à l'aide d'une composition de gomme et d'étain dont l'effet est précisément celui d'un magnifique tissu d'argent. Des tissus de laine grossiers, et particulièrement une sorte de couverture faite en poil de chèvre et presque imperméable, méritent aussi d'être mentionnés. Au total, il paraît certain que non-seulement les habitants de Karatchi, mais les *Sindhis* ou *Sindhiens*, en général, sont adroits et imitateurs par nature, et que différentes branches d'industrie auraient déjà atteint un haut degré de développement parmi eux, si la main de fer du gouvernement musulman n'en eût arrêté l'essor. Les revenus des douanes de Karatchi se sont élevés en 1832 à environ cinq cent mille francs. Ils ont beaucoup diminué depuis cette époque, ce qu'il faut attribuer surtout à la mauvaise administration des Amîrs, qui, au lieu de protéger et d'encourager le commerce, l'écartaient pour ainsi dire par des exactions et des violences dont on ne pouvait prévoir le terme. Indépendamment des articles que nous avons indiqués plus haut, le commerce de Karatchi, qui est surtout un commerce de transit, consiste en noix d'areck, cardamone, cochenille, girofle, draps, cuivre, fers en barre, plomb, quincaillerie, sucres, bois de charpente et autres (qui sont importés surtout de Bombay), etc. Les caravanes de Kaboul et de Kandahar apportent des amandes, des graines de cumin, des dattes, du ghi, du grain, des cuirs, de l'huile, des cotonnades, etc. Karatchi est loin de répondre, par son aspect, à l'idée qu'on doit se former, d'après ce qui précède, de son importance politique et commerciale. Son territoire est borné au nord et à l'est par une chaîne de hautes montagnes, appelée dans le pays le *Peb*, à l'ouest par la chaîne des monts *Lakki*, prolongement du *Hala*, au sud par la mer. L'espace intermédiaire est une plaine aride presque entièrement dépourvue de végétation, et parsemée çà et là de noirs rochers, dont les blocs confus semblent témoigner de quelque convulsion intestine de ce sol désolé. A la distance de huit milles environ de Karatchi, et dans les seuls lieux peut-être dont l'aspect repose un peu le regard qu'attriste sans cesse l'infertilité poudreuse et monotone de ce pays, au milieu de bosquets de dattiers et des tombes de saints musulmans, on a trouvé des sources d'eau chaude dont les propriétés médicinales n'ont point encore été constatées par les Européens. Dans le voisinage immédiat de ces sources, et dans les mares qu'elles alimentent, se voient un grand nombre de crocodiles qui sont non-seulement respectés, mais protégés et nourris par les fakirs. Un jour viendra sans doute où le territoire de Karatchi, utilisant enfin le voisinage des cours d'eau dont il paraît être entouré, et changeant par degrés de nature sous la main intelligente de ses possesseurs actuels, se revêtira de verdure, et produira en abondance des légumes et des fruits. En attendant, on trouve quelques légumes dans les rares jardins, ou terrains cultivés décorés

(*) Mort à Bombay, le 30 décembre 1839.

ton à large queue (*doumba*) est aussi très-commun. Les produits de la pêche sont assez considérables, non-seulement pour fournir amplement à la consommation, mais encore pour former une branche d'exportation qui ne manque pas d'importance. Le commerce intérieur est insignifiant, la consommation des articles d'Europe est restreinte à la classe élevée; mais à mesure que la population s'accroîtra avec la liberté et l'aisance des classes inférieures, de nouveaux besoins se développeront parmi ces classes, et nos toiles, nos indiennes, nos soies, nos velours trouveront des acheteurs, soit pour être employés sur les lieux, soit pour être exportés dans l'Asie centrale. Dans ces derniers temps, les principales importations consistaient en bois de construction, en indiennes, mousselines, calicots et autres tissus, de Bombay: velours, soies, satins, fils de soie, noix de cocos, épiceries, métaux, ivoires, etc., des ports de l'Arabie et autres ports du sud. Goudjerât, Marwar et Djeyssulmire envoient du sucre et de l'opium Malwa. Les exportations consistaient en riz, sel, poisson (l'espèce appelée *poullah*, qui est très-délicate), ailerons de requins, ghî, quelque peu d'indigo, etc.

Suivons maintenant la marche de l'expédition.

Le corps d'armée du Bengale passa l'Indus à Bâkker pendant les journées des 14, 15, 16 et 17 février, sur un pont de bateaux jeté par les soins du capitaine Thompson, commandant l'arme du génie, aux sons de la musique de trois régiments. C'était la première fois qu'un corps de troupes régulières et disciplinées à l'européenne passait ce fleuve fameux, que les préjugés des Hindous leur font considérer comme une barrière qu'il est imprudent de franchir (*).

de ce nom, aux environs de la ville. Le poisson et le gibier sont à très-bon compte, ainsi que la volaille. L'eau est remarquablement saine et abondante, quoique ce soit de l'eau de puits. Enfin, comme si la nature eût tenu à dédommager les habitants de ce district des bois touffus, des gras pâturages, des riches moissons qui leur sont refusés, le climat de Karatchi est un des plus beaux de la terre; l'air est vif et pur, les chaleurs sont très-modérées, les maladies y sont rares et les convalescences promptes; en un mot, tout semble indiquer que, comme station militaire et comme entrepôt commercial, les Anglais ne pouvaient choisir dans ces parages un poste qui fût plus à leur convenance. La population actuelle de Karatchi peut être estimée à huit ou dix mille âmes, et augmentera rapidement, selon toute apparence.

(*) L'empereur Baber, qui savait aussi bien qu'Alexandre distinguer d'un coup d'œil les points stratégiques et les utiliser, indique, dans ses mémoires, quatre passages différents de l'Hindoustan dans le Kaboul, mais qui tous présentent des difficultés pour la traversée du fleuve. Il remarque qu'en hiver on arrive au Sindh (l'Indus) au-dessus de l'embouchure de la rivière de Kaboul, et que dans la plupart de ses invasions il avait pris ce chemin; dans la dernière, seulement, il franchit le fleuve en bateaux à Nilâb; Nilâb est encore aujourd'hui situé à environ quinze milles anglais au-dessous d'Attock. Le lit du fleuve y est très-rétréci, l'eau très-profonde et le courant très-rapide (*). L'empereur Akbar fit construire le fort d'Attock pour protéger efficacement ce point important des frontières de l'empire. Mais les faibles princes qui succédèrent à Aureng-Zeb négligèrent la défense de l'Indus, et Nader-Shâh, en 1738, s'empara facilement d'Attock, qui, en 1809, lorsque Elphinstone visita ce lieu mémorable, tombait en ruine. Randjit Singh a reconstruit ou réparé la forteresse, et la garnison en est considérable. Comme position militaire et sous le point de vue politique, Attock a donc une grande importance. Des préjugés religieux, qui ne sont pas indignes d'attention, se rattachent également à ce nom qui a été imposé non-seulement au lieu, mais au fleuve. *Attock* signifie empêchement, obstacle, arrêt. Or, d'après les idées traditionnelles, il y a *em-*

(*) Le cours moyen de l'Indus, à partir d'Attock, et même le fleuve entier paraissent avoir été désignés souvent par ce nom de *Nilâb*, principalement par les Arabes. — On a donné aussi ce nom à la rivière de Kaboul, et parfois le nom d'*Attock*, parce que les peuples à l'ouest du grand fleuve regardaient cet affluent comme le véritable Indus; mais Rennell fait observer que les habitants de l'Hindoustan ont toujours considéré la branche nord-est comme le vrai Sindh.

Toutefois, les sipahies ne montrèrent pas moins d'empressement que les Européens à s'élancer sur la rive opposée. Les négociations conduites par sir Alex. Burnes avaient amené un traité entre l'amîr de Khayrpour et le gouvernement suprême, en vertu duquel la forteresse de Bâkker, située sur une île au milieu du cours du fleuve, était cédée en toute propriété aux Anglais; résultat d'une véritable importance en lui-même, et sur lequel nous aurons occasion de revenir par la suite. Le 31 janvier, les troupes anglaises, après quelques hésitations de l'Amîr, qui ne semblait pas vouloir s'exécuter de bonne grâce, avaient pris possession du fort. Le 20 février, tout le corps d'armée du Bengale et les troupes du Shâh Shoudjâ étaient réunis à Shikarpour. Le commandant en chef, sir Henry Fane (*), avait pris congé de l'armée le 16 février pour se rendre à Bombay; l'état des affaires dans le Deccan et les vues ultérieures de gouvernement (par suite des circonstances extraordinaires dans lesquelles les Indes anglaises étaient placées) nécessitaient sa présence dans l'Hindoustan. Le lieutenant général Keane (**), destiné à lui succéder dans le commandement immédiat de l'expédition, s'avançait pour opérer sa jonction avec les troupes du Bengale, après avoir rangé le Sindh sous l'autorité anglaise et imposé aux amîrs d'Hyderabad un nouveau traité qui assurait la libre navigation de l'Indus, la possession du port de Karatchi aux Anglais, et d'autres avantages matériels ou politiques qui rendent par le fait tout le Delta de l'Indus *province anglaise*.

Au mois de mars, le gouverneur général écrivait au comité secret (***):

« .... Le mouvement des forces « combinées vers l'Indus a été conduit « avec une régularité et s'est exécuté « avec une facilité remarquable. L'ar« mée du Shâh est arrivée sur les bords « du fleuve le 16 javier; la division de « sir Willonghby Cotton une semaine « après. La discipline et le moral des « troupes pendant toute la marche ont « été admirables sous tous les rapports. « L'état sanitaire s'est positivement

*pêchement* à ce qu'un Hindou orthodoxe traverse la rivière d'Attock ou même le *Sindh* ou *Indus* en général. Cependant nous ne pouvons affirmer que la formule prohibitive qui spécifie cet empêchement existe dans l'un des livres sacrés. Quoi qu'il en soit, il est admis parmi ces mêmes Hindous orthodoxes que l'*empêchement* cesse immédiatement au-dessus du confluent des rivières d'Attock et de Kaboul. Les brahmanes du Radjpoutâna et ceux qui habitent l'Afghanistan traversent d'ailleurs le fleuve sans beaucoup de scrupule; et on a vu que les soldats hindous, qui formaient la plus grande partie de l'expédition anglaise dans l'Afghanistan, ont franchi, avec la même ardeur et le même empressement que les troupes européennes, le double obstacle que leur présentait l'Indus. Il faut remarquer, à ce sujet, que l'Indus, malgré son antique célébrité, son importance, et bien qu'il figure parmi les fleuves sacrés, n'a jamais eu, dans l'opinion des Hindous, le caractère de sainteté qu'ils reconnaissent à d'autres rivières, même d'un cours très-borné. Les causes de cette espèce d'interdiction dont le passage de l'Indus est frappé, nous paraissent d'ailleurs se rattacher au grand système d'isolement qui fait la base des institutions brahmaniques, et dont le but était surtout de garantir les quatre castes pures du contact des *Mletchas* (*barbares* ou *incivilisés*) qui ne *reconnaissent pas la forme de gouvernement prescrite par les livres sacrés*. Nous ajouterons en terminant que diverses espèces d'interdiction atteignent les eaux de quatre rivières dans l'Hindoustan. Il est défendu de *toucher* les eaux de la Caramnassa, qui sépare la province de Bahar de celle de Banares; de se *baigner* dans la Caratoya, petite rivière du Bengale; de *nager* dans le Gondah, l'un des affluents orientaux du Gange, et enfin de *traverser* l'Attock.

(*) Sir Henry Fane est mort le 24 mars dernier, dans la traversée de Bombay en Angleterre.

(**) Élevé à la pairie le 11 décembre 1839, sous le titre de baron Keane *de Ghizni* en Afghanistan et *de Cappoquin* dans le comté de Waterford.

(***) Voyez *Indian Papers*, imprimés par ordre de la chambre des communes, le 21 janvier 1840, p. 4 et suiv.

« amélioré depuis que les troupes ont « quitté le camp de Firozpour, la di« vision du Bengale ayant cent qua« rante hommes de moins à l'hôpital, « à la date de son arrivée sur l'Indus, « qu'au moment où elle avait levé son « camp sur les bords du Sutledge.... « Une autre branche des opérations « combinées a été confiée au Shâhzada « Timour, fils aîné de Shâh Shoudjâ« oul-Moulk, accompagné par le lieute« nant-colonel Wade (cet officier ayant « reçu de moi le rang de lieutenant« colonel honoraire pour servir au delà « de l'Indus).

« .... Le but de cette expédition « partielle est d'attirer l'attention de « Dost-Mohammed-Kan de ce côté, et « de fournir un point de ralliement « aux partisans du Shâh dans la vallée « de Khayber. Cette diversion peut « faire beaucoup de bien, mais c'est « une opération délicate et qui exige « une prudence extrême. Il faut l'en« visager comme une mesure auxiliaire « destinée à faciliter le grand mouve« ment du Shâh et de l'armée anglaise. « On aurait pu être tenté d'essayer de « soulever tout d'un coup les popula« tions contre Dost-Mohammed-Khan, « ce qui aurait été grandement facilité « par les circonstances, une partie « considérable de son armée ayant été « retenue par les neiges dans le Tour« kistan, au nord de Bamian, où ces « troupes ont été envoyées contre Mîr « Mourad, bey de Koundouz (je ne « connais pas bien encore les circons« tances et le résultat de la lutte). « Mais il est de la dernière impor« tance d'éviter, dans cette entreprise, « les mesures dont le succès puisse « être douteux ou même temporaire. « D'ailleurs, nous n'avons encore au« cune raison de douter de l'impopula« rité de Dost-Mohammed-Khan, son « alliance avec la Perse ayant dû lui « aliéner la masse de la population. « Nous ne devons pas penser non plus « qu'il soit en son pouvoir d'organiser « des moyens de défense formidables à « Kaboul. Il a, ainsi qu'on pouvait « s'y attendre, envoyé les supplica« tions les plus urgentes aux autorités « persanes et russes pour qu'elles vins« sent à son aide : reste à savoir quel « en sera le résultat, et c'est ce qu'on « verra bientôt. Le lieutenant-colonel « Wade, avec le Shâhzada et les trou« pes sous ses ordres, était attendu à « Peshawar le 11 de ce mois. Une « somme de six lacs de roupies » (environ 1,500,000 fr.) « a été mise à sa « disposition pour les dépenses du « prince et l'organisation des levées « qui peuvent joindre son étendard. Il « y a lieu d'espérer que cette somme « couvrira tous les frais de cette bran« che de nos opérations. »

Dans les premiers jours d'avril, la jonction des deux armées s'était opérée à Quetta, capitale de la province de Shâl (*). Dès le 19 mars, sir Alex. Burnes, à la tête d'un détachement d'avant-garde, avait franchi les passes du Bolan et s'était occupé, avec son activité ordinaire, des moyens de diminuer, autant que possible, les privations et les souffrances qui attendaient l'armée dans sa marche à travers ces défilés, formidables par les obstacles naturels qu'ils opposent au passage, et la difficulté, ou même l'impossibilité de s'y procurer de l'eau. Cependant, ses efforts n'eurent pour résultat que de rassembler vers le milieu de la passe principale (qui n'a pas moins de quatorze à quinze lieues de long) quelques chameaux chargés d'outres remplies de ce précieux liquide dont chaque goutte valait, pour les malheureux soldats, son pesant d'or. Toute l'armée cependant était arrivée saine et sauve de l'autre côté des passes, dans la délicieuse vallée de Shâl, sans avoir encore rencontré aucun ennemi sérieux, mais inquiétée sur ses flancs et sur ses derrières par des nuées de Beloutchis, et ayant à lutter dans ses longues marches contre la fatigue, la poussière, souvent la faim et toujours la soif (**). Comment il s'est

(*) Les premières communications entre les troupes du Bengale et celles de Bombay avaient eu lieu à Sehwun, où sir H. Fane et sir J. Keane s'étaient rencontrés et cordialement embrassés.

(**) Nos journaux ont reproduit d'après

fait que les chefs de Kandahar n'ont pas défendu les passes du Bolan, c'est ce qu'il est impossible d'expliquer, car on ne possède encore que des renseignements incomplets sur cette partie de l'histoire de l'expédition. Peut-être l'argent a-t-il, avec sa toute-puissance ordinaire, aplani aussi cet obstacle. « Jamais armée dans l'Inde (nous écrivait-on peu de temps après l'entrée des troupes anglaises à Kandahar) n'a été si largement pourvue de fonds *pour toutes les branches du service*. La patience, le courage, l'admirable discipline de nos troupes, ont surmonté bien des difficultés pendant cette marche aventureuse de trois cents lieues : l'argent a fait le reste! » Néanmoins, au delà du Bolan et sur le plateau de Kandahar, une résistance formidable pouvait avoir été organisée par les chefs bareckzaïs : on s'y attendait en quittant Quetta, d'où le shâh, M. Macnaghten, sir John Keane et le quartier général avec toute la cavalerie, l'artillerie et la première brigade d'infanterie, avaient marché le 6 avril sur Kandahar : quelques-uns prétendaient cependant que les Serdars enverraient leur soumission à l'approche du gros de l'armée. Toutes ces prévisions furent déçues. M. Macnaghten, dans son rapport au gouverneur général sous la date du 24 avril, rend un compte si intéressant des événements qui avaient précédé l'arrivée du shâh dans son ancienne capitale, que nous croyons ne pouvoir mieux faire que d'en reproduire les principaux passages.

« Dans ma dépêche du 12 de ce mois, dit M. Macnaghten, j'avais cru pouvoir annoncer qu'un laps de quelques jours suffirait pour montrer la haute considération dont Sa Majesté Shâh Shoudjâ Oul-Moulk jouit parmi ses compatriotes, aussi bien que la sagesse des mesures adoptées par le gouvernement anglais, et dont l'exécution nous est confiée. Hier le shâh, avec ses troupes régulières, fit une marche de vingt-deux milles, qui le conduisit à Deh-Hadji, où il eut la satisfaction d'apprendre que les Serdars étaient sur le point de décamper. Nous avons acquis la certitude qu'en effet ils ont pris la fuite hier au soir, suivis de deux ou trois cents cavaliers au plus. Leur conduite, jusqu'au dernier moment, a été marquée par la bassesse et la rapacité. Tandis que d'une main ils vendaient aux marchands de la ville les grains qu'ils avaient accaparés, de l'autre ils épuisaient les ressources des pauvres habitants par tous les moyens possibles d'exaction et de violence. Ils sont partis au milieu des malédictions et de l'exécration de toutes les classes. Ce matin nous avons marché sur Kandahar, distant d'environ dix-huit milles, et nous sommes en ce moment campés à moins de deux milles (environ trois quarts de lieue) de la ville. Le spectacle qui s'est offert à nos yeux est, sans aucun doute, le plus intéressant dont il m'ait jamais été donné d'être témoin. Sir John Keane, avec l'armée de l'Indus, était à une marche en arrière de nous ;...... les troupes régulières du shâh étaient également en retard, et Sa Majesté avança, accompagnée seulement des officiers de la mission et des gens de sa maison. A chaque centaine de toises,

les feuilles anglaises, parmi beaucoup de données inexactes, plusieurs détails aussi vrais qu'intéressants sur la marche de l'armée et sur le passage du Bolan ; mais ils ont accueilli trop légèrement des récits évidemment entachés d'exagération, tant sur la force des troupes expéditionnaires au départ de l'Hindoustan que sur les pertes qu'elles ont éprouvées pendant cette marche mémorable de quatre cents lieues. Comparer les accidents et les catastrophes partielles du passage du Bolan aux désastres de Moscou, c'était, en vérité, passer toute mesure. Une armée qui eût éprouvé une désorganisation pareille, se serait trouvée hors d'état de continuer la campagne. Tout montre, au contraire, que l'armée anglo-indienne n'a rencontré aucun obstacle stratégique sérieux jusqu'à Ghizni, et n'a éprouvé, vu les immenses obstacles naturels qu'elle avait à surmonter, que des pertes tout à fait insignifiantes en hommes, et plus fortes à la vérité, mais prévues d'avance, en bagages et en bêtes de somme. Les dépêches officielles et les correspondances sérieuses ne sauraient laisser aucun doute à cet égard.

nous rencontrions des troupes d'hommes bien armés et bien montés venant faire leur soumission au roi, tandis que les paisibles habitants des campagnes accouraient en foule, et, se pressant autour du shâh, exprimaient en termes non équivoques la joie que leur causait son retour. La tranquillité est rétablie... Sa Majesté se proposait d'envoyer un détachement à la poursuite des Serdars en fuite, et il est certain qu'ils méritent peu d'égards après la perversité et la folie de leur conduite, en dépit des avertissements solennels et répétés qu'ils avaient reçus. Il serait sans aucun doute dangereux de les laisser libres de fomenter de nouveaux troubles, mais j'ai dû appréhender que, dans l'état d'excitation des esprits, ils ne fussent exposés à des cruautés inutiles s'ils tombaient entre les mains des troupes du shâh; j'ai donc persuadé à Sa Majesté de me permettre de faire aux Serdars une offre qui, s'ils l'acceptent, les mettra à même de se retirer en sûreté sur notre territoire. La pension que Sa Seigneurie le gouverneur général pourrait juger convenable de leur assigner sera nécessairement beaucoup moindre que celle qu'ils auraient reçue, s'ils eussent accepté nos propositions dès l'origine, et je pense qu'une allocation de cinq cents roupies par mois, pour chacun d'eux, serait amplement suffisante... Je leur ai fait écrire dans ce sens, et je ne suis pas sans espoir de les amener à souscrire à ces conditions. »

M. Macnaghten rend compte ensuite de ce qui s'est passé du 12 au 23 avril. Les Serdars avaient eu quelques instants l'idée d'arrêter l'armée à la passe de Kadjak, mais la rapidité des mouvements de l'avant-garde les avait surpris avant qu'ils fussent en mesure, et un détachement envoyé par eux dans la passe avait fait une retraite précipitée après avoir échangé quelques coups de fusil avec la tête de la colonne de marche. Leurs efforts pour soulever la population des provinces contre l'invasion des *infidèles* avaient complétement échoué. Deux des frères, Raham dil-Khan et Mehr-dil-Khan, s'étaient enfin décidés à sortir de Kandahar, avec deux ou trois mille cavaliers, dans l'intention de harceler l'armée anglaise et avec l'espoir d'intercepter les convois, de surprendre les traînards ou des détachements isolés, etc., laissant au troisième frère, Kohan-dil-Khan, la garde de la ville. Mais ces efforts tardifs de résistance n'aboutirent qu'à s'emparer de deux éléphants de M. Macnaghten, qui s'étaient trop écartés du camp en allant au fourrage, à tuer quelques misérables non combattants qui s'étaient imprudemment avancés dans le pays, et à priver le camp anglais d'eau, pendant quelques heures, en détournant un ruisseau. Dans la journée du 20, quelques-uns des principaux chefs à la suite des Serdars barekzaïs les abandonnèrent et vinrent faire leur soumission. Consternés de ces défections soudaines et de l'approche des troupes anglaises, les Serdars s'étaient repliés en toute hâte sur Kandahar, d'où ils se déterminèrent à fuir, comme on l'a vu, dans la soirée du 23. Quand nous portâmes pour la première fois ces détails à la connaissance du public, au mois de janvier dernier (*), nous n'hésitâmes pas à dire qu'il nous paraissait difficile que les chefs barekzaïs acceptassent les conditions humiliantes que M. Macnaghten leur avait fait notifier. Descendre d'une royale indépendance à l'humble condition de pensionnaires à cinq cents roupies par mois, devait leur sembler, selon nous, une détermination déshonorante pour des Barekzaïs. Nous n'avons rien appris de positif sur l'accueil fait par les chefs fugitifs aux propositions du ministre anglais; mais il paraît probable que ces propositions ont été en effet rejetées, et que les Serdars ont trouvé un asile en Perse. D'après les derniers avis, Kohan-dil-Khan serait mort à Teheran, vers le mois de mai de cette année. Quoi qu'il en soit, le soleil des Barekzaïs ne reparaîtra plus sur l'horizon politique de l'Afghanistan; mais

(*) Revue des deux mondes.

il ne faut pas prendre, selon nous, dans un sens absolu tout le mal que les Anglais ont pu dire ou penser de ces chefs. La tribu des Barekzaïs est une des plus puissantes et des plus honorées de l'Afghanistan. Elle a produit plus d'un homme de cœur et de tête, plus d'un ministre, plus d'un guerrier. Les chefs de Kandahar et celui de Kaboul avaient, sans aucun doute, tous les vices de leur race, et probablement à un haut degré; mais ils en avaient aussi les vertus. Dost Mohammed, et la plupart de ses frères, sont représentés par les autorités les moins suspectes et les plus compétentes, sans aucun doute, comme braves, intelligents dans les affaires, généreux envers leurs alliés, leurs clients, leurs serviteurs, hospitaliers envers les étrangers. Plus d'un voyageur anglais a été reçu en ami par eux, comblé d'égards, d'attentions, de soins; protégé dans sa personne et ses bagages en traversant leur territoire. Nous en avons les preuves sous les yeux, et, tout en reconnaissant que la civilisation européenne fera, selon toute probabilité, du bien à l'Afghanistan, même en s'y introduisant brusquement et les armes à la main, nous pensons qu'elle a plus à gémir qu'à s'indigner, et qu'elle ne doit pas s'étonner si elle n'est pas comprise tout d'un coup par des hommes comme Rahem-dil-Khan et ses dignes frères, ou même par la génération qui les suivra. Nous croyons, au reste, avec M. Macnaghten, que Shâh Shoudjâ-Oul-Moulk est mille fois plus digne de régner sur l'Afghanistan que les Serdars barekzaïs de Kandahar ou de Kaboul; mais nous soutenons aussi, à part les considérations politiques qui ont déterminé les Anglais à prendre si chaudement le parti de Shâh Kamrân contre la Perse et les princes barekzaïs, que ces derniers, aux yeux de tout homme civilisé et de tout juge impartial, mériteraient plus de considération et d'égards que ce petit roi d'Hérât, dont les dangers avaient excité si inopinément les sympathies britanniques. Ce Kamrân, que nos journaux ont représenté comme un souverain *jeune, brave, entreprenant*, est un vieillard usé par les débauches les plus honteuses et l'usage continu de l'opium, le tyran le plus cruel et le plus abject en même temps que Dieu pût imposer à un peuple. Les témoignages sont unanimes à cet égard. Les officiers anglais « voyageant en Afghanistan par ordre du gouverneur général » représentent eux-mêmes, sans exception, le souverain d'Hérât comme un prince d'un caractère cruel, tyrannique, avare, débauché, écrasant son peuple d'impôts, et arrachant à ses sujets par la torture et tous les genres de supplices les contributions extraordinaires dont il ne cesse de grossir son trésor. Et voilà cependant le protégé de l'Angleterre, tandis que les Barekzaïs sont signalés par son gouvernement au mépris et à la haine des nations. Nous croyons Shâh Shoudjâ meilleur qu'eux tous, sans aucun doute, mais par un accident de sa nature, et nous nous en réjouissons pour les peuples qu'il est appelé à gouverner de nouveau, après un exil si long et si instructif à la fois. Toutefois nous craignons, pour eux et pour lui, le retour des anciennes habitudes de despotisme, les mauvais conseils et les flatteurs. Ce qui nous rassure cependant, c'est la présence, ce sont les conseils du ministre anglais; et d'ailleurs les Afghans, il faut en convenir, n'ont pas le droit d'être difficiles en fait de gouvernement. Ceci nous rappelle un trait d'humanité et de justice de Shâh Shoudjâ lui-même, que nous avons entendu raconter dans l'Inde, et que les gens du pays admiraient fort. Un des serviteurs intimes du shâh, disait-on, ayant commis un crime qui méritait la mort, le shâh, fort attaché à cet homme, et résolu cependant de ne pas laisser le crime impuni, fit couper les oreilles du coupable qui, dévoué plus que jamais au maître dont la clémence avait épargné sa vie, ne voulut pas se séparer un instant de lui au milieu de ses plus cruelles infortunes. Un souverain absolu qui, pouvant faire abattre la tête, se contentait des oreilles, méritait, dans les idées de ses

compatriotes, la palme de la modération et de l'indulgence. Rentrons à Kandahar avec Shâh Shoudjâ et l'envoyé du gouvernement britannique, dont la prudence, aidée des baïonnettes anglaises, a amené ce triomphe et en prépare de nouveaux.

L'entrée du roi dans l'ancienne capitale de l'empire afghan présenta le spectacle le plus imposant et le plus touchant à la fois. L'enthousiasme de la population était à son comble : les femmes se pressaient sur les balcons; les hommes, en masse compacte, bordaient les rues de chaque côté; les acclamations de cette foule heureuse enfin du présent, parce qu'elle était confiante dans l'avenir, retentissaient de toutes parts. « Soyez le bien-venu, *fils de Timour! vous êtes notre refuge!* Kandahar a été ruiné par les Barekzaïs! Que votre pouvoir nous protége à jamais! Périssent vos ennemis! » Tels étaient les vœux et les félicitations qui accueillaient le souverain sur son passage. On jetait des fleurs sur lui et des corbeilles pleines de pain sous les pas de son cheval. Shâh Shoudjâ, après avoir traversé la ville, se rendit avec tout son cortége à la mosquée où est suspendue, dit-on, la tunique du prophète, et offrit ses actions de grâces au Dieu des croyants. De là le shâh se rendit au tombeau de son grand-père, Ahmed Shâh, pour y prier encore. Son émotion était visible; le souvenir de ses maux passés, le sentiment de sa prospérité actuelle, prospérité si inattendue, ce témoignage muet, devant ses yeux, de la vanité de la conquête et du néant des grandeurs humaines, tout se réunissait pour remuer fortement son cœur et lui inspirer des sentiments à la hauteur de sa situation. Aussi, se tournant vers l'une des personnes de sa suite, donna-t-il l'ordre de faire courir après les chefs barekzaïs, non plus cette fois avec des idées de vengeance, mais pour leur dire de sa part de ne pas errer à l'aventure comme des mendiants et des gens sans aveu, de venir à lui, et qu'il prendrait soin de leur avenir. « Je ne sais plus faire de différence, ajouta-t-il, entre les Barekzaïs et les Saddozaïs! » Ce sont là des mots heureux, des inspirations de bon augure. Le shâh ne se borna cependant pas à des paroles, et le premier acte de son gouvernement a été, à ce qu'on assure, la remise d'un lac et demi d'impôts.

Le roi prit possession solennelle de son trône le 8 mai avec tout l'appareil et l'éclat que pouvaient donner à cette imposante cérémonie la présence des troupes anglaises, la foule des chefs ralliés autour du souverain légitime, et l'empressement des populations accourues de toutes parts pour jouir de ce spectacle. Le général en chef avait donné ses ordres pour qu'on ne laissât au camp que le nombre de troupes strictement nécessaire à la garde des malades, du trésor et des bagages. Huit mille hommes de toutes armes furent commandés pour la parade; une plate-forme avait été élevée pour le roi sur le front de la ligne occupée par les troupes.

A l'approche du roi, un salut fut tiré par une des batteries, et lorsqu'il eut atteint le centre de la ligne et pris place sur son trône, les drapeaux saluèrent, les tambours battirent aux champs, et une salve de cent un coups de canon annonça que la main de l'Angleterre venait de replacer sur le front de Shâh Shoudjâ-Oul-Moulk la couronne de l'Afghanistan. L'envoyé et ministre anglais, M. Macnaghten, le général en chef et leurs suites, avec les principaux chefs afghans, étaient à la droite du roi, les sayèdes et les moullas à sa gauche. Le ministre et le général en chef présentèrent leurs *nazzers* (offrandes), circonstance digne de remarque, et qui avait pour but sans doute de grandir Shâh Shoudjâ aux yeux de ses sujets, en témoignant ainsi publiquement du respect du gouvernement anglais pour lui. Les officiers anglais des troupes du shâh furent ensuite admis à présenter leurs nazzers, et enfin ceux de ses propres sujets qui avaient droit à cette distinction. Le défilé des troupes en grande tenue termina la cérémonie. Le roi présenta à sir John Keane un

sabre magnifique, et exprima l'intention d'offrir un gage de sa reconnaissance à chaque officier présent, et le soir même un ordre du jour, d'après le *commandement exprès de Sa gracieuse Majesté*, exprimait aux généraux, officiers, sous-officiers et soldats présents dans cette occasion mémorable, la profonde reconnaissance de Sa Majesté pour les grandes obligations qu'elle leur avait, ainsi qu'à la nation anglaise en général.

L'armée anglaise, après s'être reposée à Kandahar de ses immenses fatigues, se remit en marche du 27 au 30 juin; mais, bien que la distance de Kandahar à Ghizni ne soit que de cent soixante milles, bien que la route soit presque droite et en général assez belle, l'insuffisance des moyens de transport, d'autres causes matérielles de retard, et les précautions indispensables à la sûreté de l'armée en avançant dans le pays, ne permirent pas d'atteindre les environs de cette place avant le 21 juillet. Dans la matinée de ce jour, l'armée marcha en trois colonnes, cavalerie, artillerie et infanterie, sur Ghizni, dont l'ennemi défendit les approches d'abord par une vive fusillade, et bientôt par une canonnade qui annonçait enfin une lutte sérieuse. L'artillerie de siége était restée à Kandahar; l'armée n'était point pourvue de moyens d'escalade; la place était plus forte d'assiette et d'ouvrages qu'on ne se l'était figuré. Il n'y avait pas de temps à perdre; le général en chef prit ses mesures, et, après s'être concerté avec l'habile directeur du génie, capitaine Thomson, il fut décidé qu'on ferait sauter la porte de Kaboul (le point le plus faible de l'enceinte) d'après un plan indiqué par le colonel Pasley en 1835. (Des copies lithographiées de ce plan avaient été adressées par la cour des directeurs au gouvernement de l'Inde, et distribuées aux officiers d'artillerie et du génie.) Tous les préparatifs s'achevèrent dans la journée du 22. Le 23, à deux heures du matin, sir John Keane et son état-major prirent position sur les hauteurs de Balloul, à portée de canon de la place. Les batteries étaient en avant avec quatre régiments d'Européens, suivis des sipahies, prêts à se porter à l'assaut. A trois heures, la canonnade commença, et bientôt après, avant que le jour eût paru, une explosion terrible annonça que le plan arrêté la veille avait été mis à exécution. Il avait eu le succès le plus complet. Les troupes s'étaient précipitées sur les décombres, avaient pénétré dans la place après une lutte courte, mais acharnée, et à cinq heures, aux premiers rayons du jour, les couleurs anglaises flottaient sur la citadelle de Ghizni. Protection fut immédiatement accordée aux femmes, dit le rapport du général en chef, et ce mot honore la conquête plus encore que ne l'a fait la résistance des vaincus.

La garnison et la colonne d'assaut étaient à peu près d'égale force, au moins numériquement parlant, environ trois mille cinq cents hommes de part et d'autre. La perte totale du côté des Anglais en tués et en blessés, dans cette brillante affaire, n'a été que de cent quatre-vingt-deux hommes, tant officiers que sous-officiers et soldats. A l'assaut de Bhurtpour, le 18 janvier 1826, l'armée anglaise avait perdu cinq cent quatre-vingts hommes, après une lutte corps à corps avec les Djâts. Nous mettons ces deux faits en présence pour prouver que les Afghans, malgré la bravoure qu'ils ont montrée à Ghizni, n'ont pas été les adversaires les plus redoutables que les Anglais aient eus à combattre dans l'Inde. Plus de cinq cents Afghans paraissent avoir trouvé la mort dans cette rencontre sanglante. La garnison était sous les ordres de Mohammed-Hyder, un des fils de Dost-Mohammed, qui fut fait prisonnier dans un des bastions où il s'était réfugié, quelques heures après la prise de la place, et confié, d'après sa demande, à la surveillance bienveillante de sir Alex. Burnes, qui l'avait connu à la cour de son père. Celui-ci avait compté que le siége de Ghizni arrêterait un an ou deux l'armée anglaise; la prise de cette place produisit une grande impression sur les

Afghans et sur le chef de Kaboul lui-même. Toutefois, en apprenant le désastre de son fils, il se mit à la tête d'un corps de douze à treize mille hommes, avec vingt-huit pièces de canon, et prit position à Arghandie, à trente milles de Kâboul; mais ici, comme à Kandahar, les derniers efforts des usurpateurs furent inutiles : à l'approche de l'armée anglaise, qui s'était dirigée de Ghizni sur Kaboul en deux colonnes les 30 et 31 juillet, les troupes de Dost-Mohammed-Khan se débandèrent; il ne resta autour de lui que les hommes de sa propre tribu, les Barekzaïs. Enfin ce malheureux chef, après quelque hésitation, convaincu de l'impossibilité de défendre les approches de son ancienne capitale, se détermina au dernier moment à prendre la fuite dans la direction de Balkh, laissant en position à Arghandie toute son artillerie, qui, presque immédiatement après, tomba entre les mains de deux cents lanciers formant l'avant-garde de l'armée.

Enfin, le terme de tant d'efforts approchait. Le but de cette expédition lointaine allait être atteint. Le 6 août, Shâh Shoudjâ-Oul-Moulk, avec l'armée anglaise, campa en vue de Kaboul; le 7, dans la soirée, le roi fit son entrée dans sa capitale, accompagné de M. Macnaghten, du général en chef, de l'état-major général, et escorté, d'après son désir exprès, par un escadron du quatrième régiment de dragons légers de la reine. La réception du vieux monarque par ses sujets de Kaboul parut aussi cordiale que celle qui lui avait été faite à Kandahar, quoique l'enthousiasme ne se manifestât pas d'une manière aussi bruyante. La dernière dépêche officielle du ministre anglais, relative à l'expédition, conclut ainsi : « De Kandahar à Kaboul, Shâh Shoudjâ-Oul-Moulk a été rejoint par toutes les personnes d'un rang un peu élevé et de quelque influence dans le pays, et il a fait son entrée triomphale en cette ville dans la soirée du 7 courant. Sa Majesté a établi sa résidence dans le Bala-Hissar, et a voulu que la mission anglaise s'y établît provisoirement près de lui. »

Au moment où le roi de Kaboul arrivait sous les murs de sa capitale, le corps d'armée auxiliaire, fourni par le souverain du Pandjâb pour coopérer avec les troupes anglaises, et fort de cinq mille hommes, infanterie et cavalerie, tous musulmans, conformément aux conditions du traité, se rendait maître des passes de Khayber (*), d'où Mohammed-Akbar (autre

(*) Le 7 août. — Le 26 juillet le petit fort d'Ali-Masdjed, qui commande les passes, avait été occupé. Pour bien faire comprendre l'importance de cette position, nous entrerons dans quelques détails. Les montagnes opposées à l'Hindou-Koush, au sud de la rivière de Kaboul, se nomment monts *Tira* ou *Khaybers*. Il faut les traverser pour se rendre de Peshawar à Kaboul. La passe de Khayber, longue de vingt-cinq milles, est pour les provinces du haut Indus ce que la passe du Bolan est pour les provinces du Sindh. L'une et l'autre peuvent être défendues par une poignée d'hommes résolus contre les efforts de toute une armée. Nader-Shâh fut arrêté plus d'un mois et demi devant la passe du Khayber, et craignant de ne pouvoir la forcer sans y perdre une grande partie de son armée, les Khaybériens lui ayant déjà tué et blessé beaucoup de monde, il négocia avec eux et obtint le passage moyennant une somme convenue, se mettant ainsi aux lieu et place des empereurs moghols qui allouaient à ces dévaliseurs de caravanes une certaine redevance annuelle. Cette redevance, déguisée sous le nom de pension que la munificence impériale daignait accorder à des sujets dévoués, n'avait pas (au temps de l'invasion de Nader-Shâh) été payée depuis cinq ans. Shâh Shoudjâh, lors de son avénement au trône, avait passé une sorte de traité avec les Khaybériens, en vertu duquel, moyennant 60,000 roupies qui leur étaient allouées par an, ils répondaient du libre passage des hommes et des marchandises. De nouveaux arrangements ont été conclus avec ces montagnards depuis la restauration du Shâh, mais, sous divers prétextes, ils ont essayé plusieurs fois de secouer ce joug incommode et manifesté par des attaques dirigées contre des détachements, convois ou caravanes (et dont quelques militaires anglais ont été victimes) leur penchant ordinaire à la rapine et au

fils de Dost-Mohammed), chargé de défendre ces défilés, avait été rappelé en toute hâte par son père pour le rejoindre avec ses troupes sur la route de Kaboul à Ghizni. Ce corps auxiliaire, auquel on avait joint quatre ou cinq cents hommes de troupes du Bengale, avec deux obusiers, avait été placé sous la direction du colonel Wade qu'accompagnait le prince Timour, fils de Shâh Shoudjâ (*). Après avoir pourvu à l'occupation des points de quelque importance sur la ligne de communication de Peshawar à Kaboul, le prince et le colonel Wade se rendirent avec une partie de leurs troupes dans la capitale, où, toutefois, le colonel Wade ne fit pas un long séjour, les ordres du gouvernement suprême le rappelant sur le Sutledge (**).

Le but des expéditions combinées paraissait être complétement atteint. Les chefs barekzaïs étaient en fuite : un des fils de Dost-Mohammed, prisonnier : le pays depuis Kandahar jusqu'à Kaboul, et depuis Kaboul jusqu'aux défilés des monts Khayber et au delà, reconnaissait l'autorité du shâh. Le major Todd, expédié en toute hâte à Hérât avec de l'artillerie et des munitions, avait été bien accueilli par Shâh Kamrân qui s'était résigné à reconnaître le shâh Shoudjâ, son oncle, comme souverain légitime de l'Afghanistan. Les Anglais s'engageaient à réparer les fortifications d'Hérât et garantissaient à Kamrân la souveraineté du petit royaume dont cette ville est la capitale.—Shoudjâ-oul-Moulk reprenait le sceptre sous les plus heureux auspices ; il y avait, sans doute, beaucoup à faire encore pour arriver à la reconstruction de l'unité gouvernementale dans l'Afghanistan, et on devait prévoir que la consolidation du pouvoir royal serait avant tout l'œuvre de l'influence anglaise. Mais cette influence s'exerçait par l'intermédiaire d'un homme ferme, éclairé, ayant une longue habitude des affaires de l'Inde, une grande connaissance des hommes et des choses. On pensait que M. Macnaghten, aidé de la présence de quelques troupes d'élite, commandées par de bons officiers, réussirait, en moins d'un an, à asseoir le nouveau gouvernement sur des bases durables, et que le commerce, ruiné par les troubles continuels dont ces malheureux pays avaient été le théâtre pendant tant d'années, allait renaître et s'accroître rapidement à la faveur des mesures actives et intelligentes que le ministre anglais ne manquerait pas de recommander à l'adoption du shâh. Dans ces circonstances, le ministre et le général en chef, avec une confiance dans l'avenir que ce qui se passait autour d'eux semblait autoriser en partie, jugèrent que l'occupation prolongée du Kaboul par des forces considérables devenait inutile. Un ordre du jour de sir J. Keane, sous la date du 27 août, détermina la composition des brigades qui resteraient cantonnées à Kaboul, Kandahar et dans la province de Shâl. Le chiffre effectif de ces corps (six régiments d'infanterie, un de cavalerie régulière, un détachement de cavalerie irrégulière et trois bataillons d'artillerie légère, indépendamment des troupes régulières du shâh, commandées par des officiers anglais) pouvait s'élever à cinq ou six mille hommes. Le reste de l'armée d'occupation devait rentrer dans les présidences, savoir : les troupes du Bengale, commençant leur mouvement en octobre, par le Pandjâb, et celles de Bombay par la passe du Bolan et Quetta, commençant leur mouvement en septembre.

Les passes par lesquelles on com-

pillage. Ces tentatives ont été réprimées, ces excès punis; cependant, cette partie du pays exige une surveillance continuelle, et les derniers avis reçus semblent indiquer clairement que le gouvernement sikh n'est pas étranger aux troubles qui ont éclaté non-seulement dans les districts limitrophes de la province de Peshawar, mais sur d'autres points.

(*) Voyez p. 72 et 73.

(**) Le prince Timour et le colonel Wade arrivèrent à Kaboul, le 5 septembre. Le colonel en repartit pour retourner dans le Pandjâb, vers le 5 octobre.

munique du haut pays avec la vallée de l'Indus sont assez nombreuses; les principales, sous le point de vue commercial, sont celles qui se trouvent sur la route conduisant du Moultan au bassin de la rivière Gomul (prononcez *Gomeull*), et de là à Ghizni, et celles qui mènent plus haut, par les pays de Bannou et Bungush (*Bangash*), directement à Kaboul. La première route, qui passe par Dérabund, n'est suivie que par les Lohanies, tribu guerrière, pastorale et commerçante à la fois, qui, depuis longtemps, est en possession presque exclusive du commerce de l'Hindoustan avec Kaboul et le nord de l'Afghanistan par le Moultân. La seconde route, beaucoup plus courte et bien plus praticable, et qui était autrefois la grande route entre Kaboul et Moultân, avait été abandonnée par suite des troubles du pays; mais il est probable qu'elle va être rétablie. Au sud de ces deux routes que nous ne faisons qu'indiquer, les plus importantes sont celles dont Mitthun-Kôte, au confluent de l'Indus et du Pandjâb (*), et Shikarpour, près de Bakker, sont les points de départ à l'ouest de l'Indus. La seconde de ces routes mène à Bâgh, Dâder, et de là à Quetta, par la passe Bolan, et, enfin, de Quetta à Kandahar; c'est la route suivie par l'expédition anglaise, mais elle est peu fréquentée, surtout pendant l'été; on lui préfère une autre route qui, de Shikarpour, mène, par la passe de Gandava, à travers le Béloutchistan, à Kélat et Moustoung, et rejoint ensuite la route royale de Kandahar.

Lié par le plateau de Kélat à l'Afghanistan, le Béloutchistan est une vaste contrée soumise à divers chefs,

(*) De Nilâb à Karabâgh (improprement appelé *Calahbâgh*), vers 33° de latitude nord, l'Indus serpente au travers des montagnes (voyez la note, p. 71). Au-dessous de Karabâgh, ce fleuve qui, depuis son entrée dans l'Hindoustan, prend le nom d'Attock, ou rivière d'Attock, se partage tout d'abord en quatre bras, qui courent en serpentant pour se réunir à peu de distance, se diviser ensuite en de nouveaux rameaux, se réunir et se diviser encore, de manière que le lit principal du fleuve, sous l'influence des crues inégales et des accidents du terrain, se déplace sans cesse. Près de Mitthun-Kôte, sous le 28° 55′ latitude nord, il reçoit du côté gauche, c'est-à-dire du Pandjâb (*), les eaux de cinq fleuves réunis en un seul sous le nom de *Tchénab* (d'après celui des cinq qui est le plus voisin de l'Indus), et désigné, à l'est de l'Indus seulement, sous le nom de *Pandjund*, *Panajnud*, ou *Pandjnoud*. Ce puissant affluent coule presque parallèlement à l'Indus l'espace de soixante-dix milles, et à peu de distance, en sorte que pendant la saison des inondations en juillet et en août, presque tous le pays intermédiaire est sous l'eau. Les cinq rivières qui arrosent le pays des Sikhs, et dont la réunion forme le Pandjnud, sont le Sutledje (*Hesudrus* des anciens), le Béyas ou Beyah (*Hyphasis*), le Râvy (*Hydraotes*), le Tchénab (*Acesines*) et le Djélôm (*Hydaspes*.). Le plus considérable de ces fleuves tributaires est le Sutledje, qui prend sa source au lac Mansarowar dans l'Himalaya thibetain, à cinq mille deux cents mètres environ au-dessus du niveau de la mer, et probablement dans le voisinage des sources principales de l'Indus. C'est à une distance de neuf cents milles de son origine, et sous-tendant pour ainsi dire l'arc immense décrit par le roi des fleuves de l'Inde, que le Sutledje rejoint ce dernier à Mitthun-Kôte. Ainsi, comme deux bras gigantesques, l'Indus et le Sutledje embrassent le Pandjâb, le Kashmir et une partie du Thibet, et l'avenir politique et commercial de ces contrées est soumis désormais à l'influence de l'Angleterre, dont ces deux vastes cours d'eau navigables reconnaissent aujourd'hui la domination. Le Sutledje est navigable pour de grands bateaux dans la majeure partie de son développement fluvial. Après sa jonction avec le Beyah, dont le volume d'eau est au moins égal au sien, il prend le nom de *Gharra* jusqu'au Pandjnud. Après le Sutledje, le Tchénab est le plus important des affluents de l'Indus. Il n'a pas moins de cinq cent quarante milles de cours sur une profondeur moyenne de dix à douze pieds. Le Djélôm, le Râvy et le Beyah sont aussi des rivières assez considérables et comparables à plusieurs des principales rivières d'Europe par le volume de leurs eaux et l'étendue de leur cours.

(*) *Pandj*, cinq; *âb*, eau; *Cinq-Eaux*.

et dont les limites politiques ont varié comme celles de l'Afghanistan. Le principal serdar, le khan de Kélat, reconnaissait la suzeraineté du roi de Kaboul, auquel il payait tribut et fournissait un contingent de huit mille hommes, sous la condition toutefois que ces troupes ne fussent pas employées dans les guerres civiles. Du temps d'Ahmed-Shâh, le prince béloutchi Nasser-Khan était maître de tout le pays, et le shâh lui avait abandonné en outre la province de Shâl, et deux autres districts près de Déra-Ghazi-Khan, en récompense de ses services. La ville de Kélat porte encore, d'après ce chef, le nom de Kélat-é-Nasser. Dans ces derniers temps, les possessions du khan de Kélat ont été réduites par la rébellion; cependant, lorsque l'expédition anglaise traversait le Bolan, l'autorité du khan s'étendait jusqu'à Dâder et sur les districts voisins. Le gouvernement anglais s'était cru assuré de la coopération active de Mîr Mehrab-Khan (c'est le nom du serdar), ou au moins de sa neutralité; mais loin de tenir les engagements qu'il avait contractés à cet égard, Mehrab-Khan avait cherché tous les moyens de nuire à la marche de l'armée et au succès de l'expédition. Cette conduite ne pouvait rester longtemps impunie. Aussitôt que le shâh eut repris les rênes du gouvernement à Kaboul, il fut résolu de déposer Mehrab-Khan. Le major général sir Thomas Willshire reçut, le 17 septembre, l'ordre de se porter avec une forte brigade sur Kélat. Cette brigade se composait de quinze cents hommes, dont un millier d'Européens, avec six pièces d'artillerie. Le 13 novembre, après quelques pourparlers inutiles, Mehrab-Khan ayant déclaré qu'il s'opposerait à l'entrée des Anglais dans Kélat, une marche rapide conduisit les troupes sous les murs de la place, et après une vive escarmouche aux abords de la porte principale, l'assaut fut donné, la place et la citadelle enlevées en une heure, à dater du moment où les colonnes d'attaque eurent commencé leur mouvement. Dans cette circonstance, comme à Ghizni, la lutte a été acharnée, corps à corps, mais de courte durée, et par une cause qu'il est intéressant de signaler. Le sabre n'a pu lutter longtemps contre la baïonnette. La supériorité de cette arme terrible, dans deux combats où la force physique et le courage paraissaient si bien balancés, a été établie d'une manière incontestable. Mehrab-Khan mourut, comme il l'avait dit, le sabre à la main, à la porte de son *zénana*. Ce chef avait été remplacé dans le gouvernement immédiat du district de Kélat par un serdar béloutchi qui semblait dévoué aux Anglais; mais plusieurs des districts voisins avaient été replacés sous l'autorité directe du shâh.

Les dernières nouvelles reçues par la voie de Bombay représentent tout le Béloutchistan comme étant dans un état de fermentation menaçant, non-seulement pour les intérêts du shâh, mais pour le maintien de la domination anglaise dans le Sindh, et surtout pour la sûreté des communications de l'Inde anglaise avec l'Afghanistan. Les Anglais n'avaient laissé à Kélat qu'un résident avec une très-faible escorte : un fils de Mehrab-Khan, conduit par sa mère, qui avait rassemblé des forces considérables pour attaquer le protégé des Anglais et venger la mort de Mehrab-Khan, paraît avoir trompé la vigilance du résident (le lieutenant Loveday), investi subitement Kélat, négocié secrètement avec le nouveau chef, déterminé ce dernier à lui abandonner le *masnad* (trône) comme au successeur légitime de Mehrab, et fait prisonniers le résident et son escorte. D'un autre côté, une attaque dirigée par une troupe nombreuse de Béloutchis (principalement de la tribu des *Marries*, l'une des plus sauvages du Béloutchistan), contre le fort de Kahan, occupé par les Anglais, avait échoué (*); mais un détachement

(*) D'après les avis les plus récents, ce fort a été évacué depuis, à la suite d'une convention qui a permis à l'officier anglais commandant de rejoindre le corps d'armée

considérable envoyé de Sâkker, sous le commandement du major Clibborne, au secours des assiégés, avec mille chameaux (dit-on) et d'autres bêtes de somme chargées de munitions et de provisions de toute espèce, avait été attaqué dans les montagnes par des forces supérieures, et, après les avoir repoussées avec une rare intrépidité et leur avoir causé une perte énorme, avait été obligé, par le manque absolu d'eau, les pertes qu'il avait essuyées lui-même et l'état de faiblesse et de découragement des troupes, de battre en retraite, abandonnant à l'ennemi ses deux canons et la presque totalité du convoi. Ce sérieux échec paraîtrait avoir tellement enflé l'audace des Béloutchis, qu'un soulèvement général en aurait été le résultat. Nous ne croyons pas, cependant, la position aussi grave que la dépeignent les journaux de Bombay, trop disposés à accuser le gouvernement suprême d'imprévoyance et à exagérer la portée des événements qui semblent justifier leurs attaques. Ce qui paraît certain, c'est que les Béloutchis ont tenté un dernier effort pour secouer le joug que les Anglais leur imposent, et qu'ils ne renonceront pas à leur sauvage indépendance avant d'avoir reçu une leçon plus sévère encore que celle que leur a donnée il y a un an le général Willshire. Au mois de septembre dernier, toutes les mesures étaient prises à cet effet, et il est probable qu'en ce moment les serdars insurgés sont tués, dispersés ou captifs.

Parmi les actes qui ont signalé le rétablissement de Shâh-Shoudjâ-oul-Moulk dans l'exercice du pouvoir souverain, l'un des plus spontanés, comme l'un des plus remarquables par les tendances nouvelles qu'il contribue à indiquer chez les princes asiatiques, et qui décèlent l'influence progressive des idées européennes, a été l'institution d'un ordre de chevalerie. — Nous avons eu occasion d'en dire quelques mots plus haut (p. 28, note), et nous pensons qu'il ne sera pas sans intérêt de reproduire la lettre par laquelle Shâh-Shoudjâ exprime, à sa *royale sœur* d'Angleterre, sa reconnaissance pour le puissant secours qu'il a reçu des armes britanniques et la résolution qu'il a prise pour en éterniser le souvenir. — Voici la traduction à peu près littérale de ce curieux document, qui avait été expédié de Kaboul le 19 août, et immédiatement transmis en Angleterre par le gouverneur général :

« Sa Majesté Shâh-Shoudjâ-oul-Moulk, roi d'Afghanistan, à Sa Très-Gracieuse Majesté Victoria, reine de Grande-Bretagne et d'Irlande.

(Après les compliments d'usage.)

« Qu'il soit connu de Votre Majesté que m'étant mis en marche de Shikarpour (*), accompagné des troupes anglaises victorieuses, je suis maintenant, par la grâce de Dieu et l'extrême bienveillance du gouvernement anglais, monté sur le trône de mes ancêtres; Kandahar, Ghizni (**) et Kaboul étant tombés successivement en mon pouvoir.

« Les expressions me manquent pour peindre ma reconnaissance d'un si grand bienfait.

« Je prie le Tout-Puissant pour la préservation et l'accroissement de la prospérité et de la gloire de Votre Majesté.

« J'ai réfléchi depuis quelque temps aux moyens de récompenser les officiers européens et les troupes qui m'ont accompagné, et qui se sont exposés, pour défendre ma cause, à tant de dangers et de fatigues.

qui se formait dans le haut Sindh, avec armes et bagages.

(*) Voyez pages 68 et 72.

(**) Les Anglais écrivent assez généralement *Ghuznee; Mohan-Lâll* (*) écrit *Ghaznin* d'après l'orthographe persane غزنين

(*) Mohan Lâll, dont le nom se trouve mentionné dans les instructions données à Burnes (voy. p. 52, note), au sujet d'un rapport sur la tribu des Mazaries, est un jeune Hindou qui a beaucoup voyagé aux frais du gouvernement suprême des Indes anglaises. Il accompagnait Burnes et Gerard dans la première mission à Kaboul, et a publié une relation intéressante, mais peu connue, de cette mission, ou plutôt le journal de ses observations pendant cette mission. (*Journal of a tour through the Panjâb, Afghanistan, Turkistan, Khorasan and part of Persia, etc.* Calcutta, 1834. London, 1835.)

« Je suis maintenant pleinement résolu à instituer un ordre, qui portera la désignation d'Ordre de l'Empire Douranie (*Néshân-é-Dour-é-Dourân*), et qui sera divisé en trois classes.

« Je désire conférer la première classe de mon ordre au très-honorable George lord Auckland, gouverneur général de l'Inde; au général en chef de l'armée, sir John Keane; à l'envoyé et ministre de ma cour, W. H. Macnaghten esq.; au major général sir Willoughby Cotton; au lieutenant-colonel sir Alexander Burnes; et au lieutenant-colonel C. M. Wade. Je destine la seconde et la troisième classe de l'ordre aux officiers nommés dans les listes qui accompagnent ma lettre.

« Comme je désire également conférer, à l'armée tout entière aussi bien qu'aux officiers, quelque marque de distinction en mémoire de la bataille de Ghizni, j'ai l'intention de faire frapper une médaille qui sera donnée à chaque officier et soldat présent dans cette glorieuse occasion.

« C'est avec la plus entière confiance que j'appelle, sur ce que je désire, la bienveillante attention de ma royale sœur; et je suis assuré qu'elle me fera la grâce de permettre que les officiers et soldats, que j'ai mentionnés, portent la décoration que je leur destine; j'aurai laissé ainsi un souvenir durable, et le récit de tant de glorieux exploits dans cette partie du monde retentira dans tout l'univers. »

Les intentions du shâh ont été remplies. L'ordre de l'empire Douranie brille maintenant sur la poitrine d'un nombre assez considérable d'officiers anglais.

Dans l'esquisse historique que nous avons tracée des événements qui ont amené l'expédition d'Afghanistan, nous nous sommes arrêté plus particulièrement sur les circonstances qui témoignaient de l'importance politique d'une des provinces anciennes dépendances du royaume de Kaboul, la principauté d'Hérât. Nous rappellerons à nos lecteurs qu'aux termes de la déclaration de lord Auckland, Hérât devrait demeurer indépendante, à l'avenir, sous la garantie de l'Angleterre; cependant, les derniers avis de l'Inde font pressentir comme but ultérieur de l'expédition destinée à soumettre le Béloulchistan, l'occupation d'Hérât par les troupes anglaises. Il paraît certain que les dépenses auxquelles les Anglais ont été entraînés par l'engagement pris de relever les fortifications d'Hérât et la nécessité de protéger les malheureux habitants de la ville et des villages environnants contre les exactions du roi et de ses ministres, s'élèvent déjà à plus de six millions. D'ailleurs, la conduite vacillante et indécise du shâh Kamran, les intrigues perpétuelles de son ministre Yar Mohammed, les intentions toujours hostiles du roi de Perse, le défaut presque absolu d'administration et de police régulière, et conséquemment l'absence de toute protection efficace pour le commerce, semblent devoir déterminer les Anglais à se charger de diriger plus immédiatement les destinées de ce malheureux pays, soit en le replaçant sous la suzeraineté de Shâh-Shoudjâ, soit en lui donnant un souverain nominal, dirigé, comme l'est le roi de Kaboul, par un envoyé et ministre anglais.

Balkh et Bokhârâ étaient aussi autrefois des dépendances de la monarchie Douranie. De l'attitude que prendraient les chefs de ces contrées dans lesquelles Dost-Mohammed-Khân avait été chercher un asile, et de la nature des relations qui s'établiraient entre ces chefs et le prince d'Hérât, dépendait, en grande partie, la consolidation plus ou moins prompte du pouvoir de Shâh-Shoudjâ. La présence de l'amîr dans la vallée de l'Oxus et dans le voisinage du Kaboulistan, où il entretenait des intelligences, le bruit de plus en plus accrédité de l'approche d'une expédition russe, destinée à châtier le khan de Khiva, et qui appuierait les tentatives de l'amîr pour ressaisir le sceptre de l'Afghanistan, les intrigues auxquelles ces diverses circonstances ne

pouvaient manquer de donner lieu, et dont Hérât, Bokhârâ, et par suite, Kandahar et Kaboul, seraient les principaux foyers : telles étaient les conséquences prévues et inévitables de la restauration du shâh, et évidemment sir William Macnaghten (*) et Shâh-Shoudjâ devaient déjouer ces intrigues et se prémunir contre les tentatives probables de Dost-Mohammed, avant de pouvoir accomplir la tâche que leur impose la réorganisation politique de l'Afghanistan. Le premier soin du gouvernement avait été en effet d'occuper les passes principales qui conduisent du Kaboulistan dans les pays que dominent également les crêtes neigeuses de l'Hindou-Kôh et qu'arrose l'Oxus. Ce sont les clefs de l'Irân d'un côté, du Tourân de l'autre (voyez p. 37). Pour mieux faire comprendre la position relative de ces passes, nous essayerons de donner en quelques lignes une idée nette de la partie septentrionale de l'Afghanistan.

Nous avons déjà établi que la limite de l'Afghanistan au nord était la continuation occidentale de la grande chaîne de l'Himalaya, le Caucase indien des Macédoniens, désigné par les géographes orientaux sous les noms de Hindou-Kôh, Hindou-Khou, Hindou-Koush. Les vallées de l'Abou-Sîn, du Londye (l'une des principales branches de la rivière de Kaboul), du Kaméh, appartiennent à sa pente méridionale; l'intérieur et la pente septentrionale de cette chaîne sont inexplorés.

(*) M. Macnaghten a été élevé à la dignité de baronnet du royaume-uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, le 11 décembre 1839. Le colonel Henry Pottinger a été honoré de la même distinction par lettres patentes de la même date. Cet officier avait acquis, comme résident politique dans le Sindh, des droits nombreux à la confiance du gouvernement suprême et à la reconnaissance de son pays, dont le commerce trouvera, dans la libre navigation de l'Indus, des avantages immenses dont la prudence et l'activité de ce haut fonctionnaire ont su hâter la réalisation.

La pente sud n'a été étudiée que vers son extrémité ouest, dans ces dernières années, par Burnes, qui en a mesuré et franchi les passes principales. Le fleuve ou rivière de Kaboul coule au pied de l'Hindou-Kôh et reçoit ses affluents en partie des montagnes avancées au sud et à l'ouest, en partie de la terrasse du Kaboul, en partie, enfin, de l'Hindou-Koush même. La petite rivière qui passe par la ville de Kaboul est le plus insignifiant de ces affluents, mais donne cependant son nom au cours principal. A quatre journées de marche, à l'ouest de Kaboul, on trouve le village de *Sir-Tchaschma* (*sir*, tête; *tchaschma*, source); c'est là que la rivière prend sa source, et non loin de là s'élève la première rangée de montagnes que l'on passe à la hauteur de trois mille trois cent cinquante mètres environ. C'est le commencement d'une chaîne dépendante de l'Hindou-Koush, connue sous le nom de *Koh-e-Baba*, et qui s'étend vers le sud-ouest, entre Kaboul et Bâmiâu (*Alexandria ad Caucasum*). L'*Hindou-Khou* ou *Hindou-Kôh*, strictement parlant, est la contrée montagneuse qui borne le bassin de la rivière de Kaboul au nord, comme le font les monts Khaybers au sud, et dont le point le plus élevé paraît atteindre six mille mètres (le *Kound* d'Elphinstone, le pic *Kouner* de Burnes). C'est cette même contrée montagneuse vers le haut Kound, dans laquelle Alexandre pénétra par la vallée de Kouner le long du fleuve Kamé (le *Koas* de Ptolomée). Le nom de *Hindou-Koush* ou *Hindou-Kôsh*, qui a de l'analogie avec le premier et qui, souvent, est confondu avec lui, ne se rapporte qu'aux passages plus occidentaux entre Bâmiân et le pays de Balkh. D'après *Ibn-Batouta*, qui franchit ces passes vers le milieu du quatorzième siècle, l'étymologie de *Hindou-Koush* se déduit de la destruction causée par le froid parmi les Indiens qu'on traînait en esclavage dans la Bactriane, et qui trouvaient la mort dans ces montagnes. *Hindou-Koush* signifie, en effet, mot à mot,

destructeur ou tueur des Hindous (*). Tout le pays au nord du fleuve Kaboul fut le théâtre des combats livrés par l'une des divisions de l'armée d'Alexandre. Il est connu aujourd'hui sous le nom de *Kohéstan* de Kaboul (*Koh-é-stan*, c'est-à-dire, pays de montagnes), et ses hauteurs avancées du côté du fleuve, sous le nom de *Koh-damon*. Les Anglais ont eu aussi à livrer plusieurs petits combats, tout dernièrement, dans ces mêmes districts où l'autorité du shâh Shoudjâ n'est pas encore fermement établie (**); mais le véritable danger qui menaçait la restauration avait sa source dans le nord-ouest du Kohéstan, au delà de Bâmiân, à Khouloum, où *le Dôst* (comme les Anglais dans l'Afghanistan désignent familièrement Dost-Mohammed-Khan) avait trouvé un appui dans le *wâlî* ou chef ouzbek de cet endroit, et rassemblé quelques milliers d'hommes, à la tête desquels il espérait pénétrer dans le Kaboul, soit par Bâmiân, soit par le Kohéstan. Les négociations entamées depuis longtemps avec ce redoutable vaincu n'avaient eu pour résultat que de déterminer son frère, le nawab Djabbar-Khan, et quelques autres personnes de sa famille, à se placer sous la protection du gouvernement anglais. Il ne cherchait pour lui-même dans ces négociations qu'un avantage, celui de gagner du temps et d'étendre son influence parmi ses compatriotes, plus disposés à ressaisir les habitudes d'une vie aventureuse qu'à se rallier autour d'une légitimité qui leur était imposée par la civilisation ambitieuse d'un peuple européen. Dost-Mohammed-Khan, chef brave, habile et longtemps heureux, était regretté par d'anciens compagnons d'armes, qui n'attendaient qu'une occasion favorable pour se ranger de nouveau sous son étendard; plusieurs avaient déjà déserté la cause de Shâh-Shoudjâ; et quand il fut avéré que le vieux serdar Bærekzaï approchait de Bâmiân par la passe Ak-Robât, que les avant-postes des troupes anglo-afghanes venaient d'abandonner pour se replier sur le quartier général, une compagnie tout entière d'un régiment afghan (régiment commandé par un officier anglais) décampa pendant la nuit et passa à l'ennemi. Cependant, les mouvements de Dost-Mohammed ne pouvaient échapper à la vigilante surveillance de sir William Macnaghten; et quand il ne fut plus permis de douter qu'il approchait des passes, des troupes furent envoyées de Kaboul pour renforcer la brigade de Bâmiân, sous le commandement du brigadier Dennie. Cet officier général ayant poussé une forte reconnaissance dans la direction où il s'attendait à rencontrer seulement l'avant-garde du corps ennemi, se trouva inopinément, le 18 septembre dernier, en présence de la petite armée que l'ex-amîr de Kaboul dirigeait en personne contre Bâmiân. Sans hésiter un instant et malgré l'infériorité numérique de ses troupes (puisqu'il n'avait que cinq cents hommes d'infanterie régulière, moitié Hindoustans, moitié Gourkhas, trois à quatre cents hommes de cava-

(*) Ceci se rapporte particulièrement aux six passages reconnus par Burnes, et qui serpentent dans ces montagnes à des hauteurs de trois mille trois cent cinquante à quatre mille mètres. Les observations de Burnes prouvent que Bâmiân se trouve déjà au nord de la ligne de partage des eaux entre l'Indus et l'Oxus (*). *Ibn-Batouta*, savant sheik et voyageur célèbre, florissait à la cour de l'empereur de Dehli, Mahmoud-Togluk, vers 1340. Les voyages d'Ibn-Batouta ont été traduits de l'arabe par le révérend Samuel Lee. Londres, 1829, in-4°. *Mohan-Lâll* donne la même étymologie du mot *Hindou-Koush* qu'*Ibn-Batouta*, mais, selon lui, la tradition rapporte qu'une armée hindoue aurait péri tout entière dans ces montagnes.

(**) Le capitaine Edward Conolly, frère du voyageur Arthur Conolly, a été tué dans une de ces rencontres. C'est une perte, assure-t-on, non-seulement pour l'armée anglaise, mais pour la science. Le capitaine E. Conolly était un orientaliste distingué.

(*) La haute vallée de Bâmiân s'étend dans une direction est et ouest, à peu près, entre les passes *Kalou* et *Ak-robât*.

lerie et deux pièces de canon à opposer à cinq ou six mille Ouzbeks et déserteurs afghans), le brigadier marche droit à l'ennemi, le déloge en un instant de ses positions, le met dans une déroute complète, le fait poursuivre par sa cavalerie qui en fait un grand carnage. Dost-Mohammed-Khan, blessé dans l'action, s'échappe à grand'peine avec un de ses fils et quelques centaines de cavaliers (on le dit mort depuis) : les tentes et tous les équipages de l'amîr tombent au pouvoir des vainqueurs. Tel a été le résultat d'une tentative audacieuse sans doute, mais qui prouve combien Dost-Mohammed se faisait une idée peu exacte encore de l'immense supériorité de la tactique et des armes européennes, et s'exagérait les espérances qu'il pouvait fonder sur les ressources dont il disposait et sur les sympathies d'une portion des populations auxquelles il avait imposé sa domination pendant plusieurs années. Il est probable que cette brillante affaire de Bâmiân découragera complétement les chefs ouzbeks que Dost-Mohammed était parvenu à intéresser à sa cause; et si celui-ci, survivant à ses blessures, ne fait pas sa soumission (que le gouvernement du shâh aurait sans doute encore la prudente générosité d'accepter), il court grand risque d'être livré à Shoudjâ-oul-Moulk par ses anciens alliés, ou peut-être égorgé par eux, dans l'espoir de se concilier plus sûrement, par une démonstration aussi décisive, l'indulgence et la protection du gouvernement anglais.

Tel est donc l'état des choses en Afghanistan. Shâh-Shoudjâ aura longtemps encore, aux yeux des Afghans, le tort d'être remonté sur son trône à l'aide d'une invasion étrangère. Sa position, sous ce rapport, est délicate et dangereuse, et il nous est impossible de ne pas trouver une analogie frappante entre Louis XVIII, écrivant au prince régent qu'après Dieu il doit la couronne de France à l'intervention de l'Angleterre, et Shâh-Shoudjâ déclarant à la reine Victoria, dans le solennel et pompeux langage de l'Orient, qu'il est, par la faveur divine et *l'extrême bienveillance du gouvernement anglais*, remonté sur le trône de ses pères, et qu'il veut, par l'institution d'un ordre de chevalerie, éterniser le souvenir de ce grand événement. Ce n'est pas ici le lieu d'établir un parallèle détaillé entre les deux restaurations, mais nos lecteurs trouveront au moins dans ce que nous avons dit et dans ce qui nous reste à dire (dans cette partie de notre travail), au sujet de l'Afghanistan, les principaux éléments d'une comparaison qui, sous le point de vue historique et politique, nous semble d'un véritable intérêt.

Ce sera, nous le répétons, une œuvre difficile que celle de l'affermissement du pouvoir royal dans l'Afghanistan et de la réorganisation du pays. Créer une armée régulière, établir des communications sûres et permanentes entre les principaux points, soumettre les chefs turbulents, protéger et étendre le commerce, surveiller les mouvements des peuples voisins au nord et à l'ouest, tels sont les premiers devoirs à accomplir ou les plus importants besoins à satisfaire. Le shâh s'applique principalement à organiser son armée et à discipliner, avant tout, son infanterie à l'européenne. Les Afghans sont en général plus propres au service de la cavalerie, et c'est comme cavalerie qu'ils se sont rendus redoutables à leurs voisins; cependant, le Kohéstan de Kaboul fournit d'excellentes recrues pour l'infanterie. Si le shâh réussit à se concilier l'affection et la confiance des principaux *khans* douranîs et ghilzies (nous ferons bientôt comprendre l'importance politique de ces chefs), il ne tardera pas à exercer sur la nation, par leur intermédiaire, l'influence nécessaire à la consolidation de son autorité. Il pourra s'occuper alors de l'introduction de réformes, qui doivent porter bien plus sur les vices de détail de l'administration ultérieure, que sur l'esprit même des institutions, institutions admirablement adaptées à l'é-

tablissement d'une monarchie tempérée par une représentation nationale, dont tous les éléments sont, pour ainsi dire, sous la main. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur l'organisation primitive du peuple afghan, telle qu'elle s'est maintenue jusqu'à nos jours, et qu'elle nous a été révélée plus particulièrement par le bel ouvrage d'Elphinstone (*). Quelques notions exactes sur ce sujet et une indication sommaire des mœurs et des habitudes de ce peuple singulier nous semblent indispensables, dès à présent, pour que nos lecteurs puissent comprendre quelle est l'attitude de Shâh-Shoudjâ et de ses protecteurs vis-à-vis des Afghans, et quels sont les éléments politiques de l'avenir de leur pays.

Il n'y a qu'un siècle et demi que les Afghans sont désignés dans l'histoire sous ce nom d'*Afghans* comme peuple dominateur. Il est fait mention d'eux par Tavernier et par Chardin sous les noms d'*Aghuans*, d'*Aguanes* et *Augans*, et Tavernier les désigne de la manière la plus significative par ces mots : « peuples appelés *Augans*, qui habitent depuis Candahar jusqu'à Kaboul, vers les montagnes de Balkh, et qui sont gens forts et voleurs de nuit. » Elphinstone, qui les a étudiés dans le pays, en parle comme d'un peuple auquel la nature a donné un caractère très-marqué au physique comme au moral. Il nous représente les Afghans comme des hommes forts, osseux, bien faits, ayant les yeux vifs, le visage long, le nez aquilin et une chevelure noire ou brune, rarement rousse : leurs manières sont simples et prévenantes ; leur caractère franc, valeureux, sans dureté bien que sans culture ; ils portent des barbes longues, ce qui leur donne un air grave, bien que naturellement ils soient vifs, agiles, adroits, presque coquets dans leurs mouvements et enfants dans leurs jeux (*) ; leur parole est facile et coulante, leur mémoire active et fidèle (surtout en ce qui concerne la généalogie et l'histoire de leurs tribus) ; leur ignorance est moins grande que ne l'est leur modestie et leur désir de s'instruire. Ils sont regardés comme des barbares par les Persans, mais c'est parce qu'ils sont plus véridiques que ces derniers et qu'ils ont des inclinations moins vicieuses.

On remarque d'assez grandes différences entre les Afghans orientaux et les Afghans occidentaux : les premiers sont bruns comme les Hindous, les seconds plus olivâtres ; chez les uns et chez les autres, on rencontre des figures noires comme celles des habitants du Dekkan, au milieu de visages au teint clair et animé comme ceux des peuples du Caucase ; mais cette complexion européenne se montre bien plus souvent chez les Afghans orientaux. Les Afghans occidentaux sont plus grossièrement organisés que ceux du côté de Kaboul ; ils sont plus lourds, plus mous que ces derniers. Les uns tenant à la Perse, les autres à l'Inde, ils forment par leur ensemble une sorte de peuple hindo-persan. Bien qu'également indépendants à l'égard de l'un et de l'autre

(*) *An account of the Kingdom of Caubul, etc.* Dernière édition, 2 vol. in-8. Londres, 1839.

L'ouvrage d'Elphinstone abonde en observations judicieuses et en détails précieux, surtout en ce qui concerne l'ethnographie de l'Afghanistan. Burnes, qui a visité ces contrées vingt-trois ans après Elphinstone, a confirmé par son témoignage toutes les observations de ce dernier. Il les nomme, à juste titre, *classiques.* La carte jointe à la dernière édition de la description du royaume de Kaboul semble laisser encore beaucoup à désirer. Nous regardons la carte d'Arrowsmith, publiée à Londres en 1834 (*Central Asia, comprising Bokhara, Cabool, Persia, etc.*), d'après les observations d'Alexandre Burnes, comme la meilleure carte générale qu'on puisse consulter pour l'intelligence des questions qui nous occupent.

(*) Il n'est pas rare, dit Elphinstone, de voir des hommes d'un âge mûr jouer aux billes, ou à une sorte de lutte à cloche-pieds.

pays, ils préfèrent les vêtements, le langage et les habitudes persanes, à tout ce qui pourrait leur venir de l'Inde. Cependant c'est un peuple différant essentiellement des Hindous, des Persans et des Tartares, et qui, converti l'un des premiers à l'islamisme, a su néanmoins résister courageusement à tous les conquérants de l'Irân. Mohammed, Tchingiskhan, Timour, Abbâs, Nader-Shâh, ont tous trouvé les Afghans indomptables ou prêts à se révolter.

La race afghane forme trois groupes principaux: les Béloutchis, les Ghildjies et les Douranies; ces trois groupes se distinguent par la bravoure militaire et les habitudes de pillage. Celui des Douranies a des dispositions très-démocratiques, et cependant les hommes faisant partie de ce groupe sont presque tous établis dans les villes, tandis que ceux des deux autres mènent la vie de pasteurs. L'organisation des tribus de ce singulier peuple est pour ainsi dire toute généalogique et peut se résumer dans la formule qui suit :

Chaque famille est sous le gouvernement absolu de son chef.

Dix ou douze familles sont présidées par un ancien, *spin-zhéra* (mot à mot, *barbe blanche*), ancêtre commun de ces familles ou son représentant.

Dix ou douze *spin-zhéras* reconnaissent l'autorité d'un *canndidâr*, représentant l'aîné de toutes ces familles.

Un certain nombre de ceux-ci composent une subdivision à laquelle préside un *mallik* ou *moushir*, qui à son tour doit représenter l'ancêtre commun.

Plusieurs subdivisions forment une division régie d'après le même principe *ancestorial*.

Enfin plusieurs divisions composent le *khail*, et plusieurs *khails* forment les grandes familles ou tribus, telles que les Barekzaïs, les Saddozaïs, Ismaëlzaïs, etc. (*).

Chaque groupe de khails ou chaque khail indépendant, ou même chaque division qui a pour chef un khan, est désigné par le mot *oulouss*.

Ce qui distingue particulièrement les Afghans, c'est l'amour extrême de la liberté et de l'indépendance. Ce sentiment a donné à leur caractère un fonds immense d'originalité. Leur système militaire, leur cavalerie, leur législation et leur gouvernement, tout est frappé, dit Elphinstone, d'un sceau qui leur est particulier. Ils obéissent aveuglément à leur chef, mais c'est que, dans ces chefs, ils voient la personnification de la force et de l'éclat de leurs tribus; c'est que, dans leur grandeur et leur influence, chaque Afghan voit la splendeur de sa propre famille. Ils les accompagnent à la guerre avec la soumission aveugle et le tendre dévouement d'un enfant pour son père. En général, ce gouvernement est aussi étranger à l'égoïsme qu'il se complaît dans une discipline militaire dure et inexorable. Les Afghans parlent avec enthousiasme de la liberté de leurs institutions : ils sont toujours prêts à maintenir que *tous les Afghans sont égaux*, ce qui, bien que l'histoire du passé et celle du présent donnent un démenti formel à cette prétention, montre au moins leurs dispositions naturelles et la tendance constante de leurs idées. Elphinstone s'efforçait un jour de convaincre un vieillard de leurs tribus, homme très-intelligent, de la supériorité et des avantages de la vie civilisée dans nos grandes monarchies, comparée aux tumultes, aux alarmes et aux discordes sanglantes, résultat inévitable de leur système de gouvernement. Le vieillard, répondant avec une chaleureuse indignation à ces arguments, conclut en ces mots : « Nous aimons la discorde, nous

(*) Le *zaïs*, qui termine si fréquemment les noms de tribus en Afghanistan, a la signification de *fils*, comme le *vitch* à la fin des noms russes et le *mac* au commencement des noms écossais. Les termes *mallik* et *moushir*, d'origine arabe, désignent, le premier un roi ou chef suprême, le second un conseiller.

aimons les alarmes, nous aimons le sang, mais nous n'aimerons jamais un maître! » Avec de pareils sentiments, le gouvernement monarchique est en effet difficile, et il est aisé de prévoir que pendant un longtemps encore la présence d'une armée anglaise pourra seule contenir l'esprit turbulent et inquiet et les vagues désirs d'indépendance de ces populations, qui n'ont jamais montré d'unité nationale que pour envahir eux-mêmes ou repousser l'invasion.

Les Afghans, tout en aimant la guerre, la rapine et le pillage, prétendent qu'il n'y a de force que dans la justice; mais ils sont justes à leur manière: l'hospitalité est encore une de leurs vertus; seulement cette hospitalité ne dépasse pas les limites du village ou du territoire; au delà de ces limites, le droit de pillage reparaît dans toute sa force, et ne respecte personne; les amis comme les ennemis subissent la loi commune. Telles sont principalement les mœurs des habitants des monts Soliman et du Béloutchistan.

Les Afghans primitifs résidaient, selon toute apparence, dans le Paropamise, entre l'Inde, la Perse et la Bactriane. Les données que nous fournit l'histoire, et qui remontent au temps d'Alexandre, prouvent que, déjà à cette époque, il y avait une différence profonde entre les habitants de l'Afghanistan actuel et les populations de l'Hindoustan. Les premiers sont actifs, agiles, entreprenants et énergiques; les seconds, doux, indolents, plongés dans une extase et une contemplation habituelle. Cette différence de caractère et de mœurs frappa les Anglais. Ils aimaient à retrouver dans l'habitant de l'Afghanistan un homme de la trempe européenne. C'est de ce point de vue que les Afghans furent étudiés et représentés par Elphinstone. D'autres écrivains sont allés plus loin, cherchant à donner un tableau exact de l'état actuel de ce peuple remarquable, en même temps qu'à pénétrer jusqu'à son origine, pour en faire ressortir tous les points d'affinité avec la race germanique, la race iranienne, et celle des peuples occupant l'Asie centrale. Parmi ces écrivains, nous citerons surtout Fr. Wilken, dont la dissertation sur *l'Origine et le gouvernement des Afghans*, très-estimée en Allemagne, n'est pas encore, que nous sachions, connue en France.

Le point de départ de Wilken est diamétralement opposé à celui de ses prédécesseurs. A commencer par les écrivains persans et arabes, tels que *Neamet-Oulla, Ebn-Batuta*, tous les autres, et particulièrement *Ferishta*, J. Potocki, A. Burnes, etc., etc., mélant plus ou moins de fables à leurs récits, se sont plu à déduire l'origine des Afghans de la race juive habitant primitivement les monts Caucase. Wilken protesta contre cette hypothèse ou cette assertion, au nom de données historiques et ethnographiques aussi curieuses qu'incontestables, que nous résumerons ici.

De tous les peuples conquis par les musulmans, les Afghans ont été les plus fidèles gardiens de leur nationalité. Leur organisation sociale a résisté à toutes les tentatives faites par leurs rois pour y établir un gouvernement despotique. Elle ressemble sous plus d'un rapport à celle des anciens Persans et à celle des anciens Germains.

Les Afghans se divisent, comme autrefois les Persans, en deux grandes classes: 1° *colons établis*, 2° *pasteurs*. Ces derniers changent de place périodiquement, à de certaines saisons de l'année. D'après leurs mœurs, ils se divisent encore en Afghans orientaux et en Afghans occidentaux. Les tribus les plus renommées et exerçant une espèce d'autorité sur les autres tribus sont celle des Ghildjies (Gildschi) (*) et celle des Douranies. Ces divisions n'en font pas des peuples aussi différents les uns des autres que l'avaient été jadis, dans la race germanique, les Francs et les Saxons. Les Afghans déduisent leur origine de *Kais-Ab*

(*) Mohan-Lall écrit *Qaljâis* (que nous prononcerions *Queldjaïs*.)

*dulraschid* et de ses quatre fils. Ce Kais fut, suivant la légende, le premier de son peuple qui, du temps de Chaled, accepta l'islamisme. Ce mythe n'a probablement d'autre but que d'indiquer l'origine de la noblesse afghane.

Le roi des Afghans est le chef de l'État; il a un pouvoir suprême dans toutes les affaires concernant le peuple entier, mais il n'administrait anciennement que le domaine de sa propre tribu, et ne se mêlait des choses touchant les autres tribus que lorsqu'elles le lui demandaient elles-mêmes. Cependant elles étaient toutes obligées à lui fournir des troupes et à payer un impôt. Nous avons vu quelle est l'organisation intérieure de la tribu; la moins importante de ses subdivisions compte rarement moins de dix à douze familles.

De même que les tribus se forment des familles, de même le peuple n'est qu'un assemblage de tribus. Les liens qui unissent entre elles toutes ces parties sont les mêmes que ceux qui unissaient jadis les *demen* et les *phylen* des Grecs, ou les *pagi* et les *vici* des Germains, et dont les traces se sont conversées jusqu'à présent parmi quelques peuplades des Slaves méridionaux.

L'union du droit de *succession aux dignités vacantes*, au droit d'élection des chefs de famille, repose sur les mêmes bases que chez les anciens Francs. Dès qu'un *khan* ou un *supérieur* quelconque meurt, l'élection a lieu. Ordinairement c'est le puîné de la famille qui est choisi. Cependant c'est une règle qui n'est pas obligatoire. Le roi n'a que le droit d'approbation. Quelques tribus lui accordent *celui* de nomination, dont il n'est libre de se servir qu'en faveur des membres de la famille possédant telle ou telle dignité par droit d'hérédité. Ce système de succession politique expose les Afghans, comme c'était jadis chez les Germains, à des guerres intestines. Ils prennent, suivant l'usage adopté par ces derniers, leurs *reges ex nobilitate* et leurs *duces ex virtute*. Leur *khan* est, comme autrefois le roi des Germains, le chef de la tribu pendant la paix. Il résigne son pouvoir pendant la guerre entre les mains d'un commandant général ou dictateur. Après la guerre, les khans redeviennent ce qu'ils avaient été auparavant. L'administration intérieure de chaque tribu afghane se trouve encore tracée par Tacite: *De minoribus rebus principes consultant, de majoribus omnes* (*). Les khans, les malliks et les moushirs ne peuvent donc rien décider dans les circonstances graves sans prendre l'avis préalable des chefs de famille et de la masse de leurs subordonnés. Les assemblées des chefs de famille, ou les *djirgas*, sont convoquées par un *spin-zhéra* (barbe blanche), et ne contiennent que les chefs de famille. Les djirgas (assemblées) d'*oulousses* se composent de tous les spîn-zhéras. Les djirgas des malliks n'admettent que leurs subordonnés, les mouhsirs; et les djirgas des khans ne sont composées que de malliks. Dans toute affaire concernant la tribu entière, et devant être réglée par la décision de tous les chefs de famille, on prend les voix de la manière suivante : les spîn-zhéras interrogent les chefs de famille qui leur sont subordonnés. Ils se rendent ensuite à l'assemblée des moushirs. Les moushirs forment le conseil privé des malliks, qui sont le dernier et le seul organe par lequel le khan apprenne la volonté de sa tribu. Les affaires courantes ne passent pas à travers cette filiation des assemblées populaires, et sont décidées ou réglées par le khan lui-même ou par ses subordonnés. En examinant cette organisation de près, il est impossible de ne pas se croire transporté au milieu de ces anciennes tribus germaines réglant toutes leurs affaires par leurs villages (*gauen*), leurs bourgs (*marken*) et leurs centines (*zehenten*).

Les *djirgas* exercent aussi un pouvoir judiciaire, et leur intervention, en général conciliatrice, substitue par

(*) Tacite, *Germ.* II.

degrés, aux habitudes sanglantes de vengeance, l'idée d'une proportion équitable et régulière entre la peine et le délit. Les Afghans seuls jouissent de tous les droits consacrés par les djirgas; ils sont, à peu d'exceptions près, les seuls propriétaires et *citoyens* dans le pays. Les peuples qui leur sont soumis n'ont, au contraire, aucun droit de propriété sur les terres qu'ils habitent. Le pays entier est divisé entre les différentes tribus, de manière que chacune d'elles possède un district à elle seule.

Parmi quelques tribus des Afghans orientaux, l'occupation territoriale suit, comme chez les anciens Germains, un tour de rôle; c'est le sort qui en décide. Le tirage des lots se fait à des époques périodiques et de manière à ce que les terres les plus fertiles puissent changer de mains. Cette opération s'appelle *waish*. Dans la tribu des Youssouf-Zaïs, elle a lieu tous les dix ans (*).

Les Afghans ne cultivent pas toutes les terres qui leur échoient en partage,

(*) L'ensemble des contrées comprises entre le Kashmir et le Kohistan de Kaboul peut se diviser en trois régions: dans les basses plaines les plus chaudes se sont établis les Afghans proprement dits; dans les vallées moyennes, les Youssouf-Zaïs; les hautes vallées presque inaccessibles de la chaîne géante sont habitées par un peuple tout à fait distinct, les *Kafers*. Le *Kaferistân*, ou pays des Kafers (*kafers*, mécréants, infidèles, qui ne sont ni mahométans ni Hindous), est d'une étendue indéterminée, mais qui comprend au moins tout le pays au nord du fleuve de Kaboul, depuis *Tchitrâl* jusqu'à *Badakshan*, *Anderab* et *Balkh*. Le Kaferistân offre un vaste champ aux explorations des voyageurs futurs; c'est une vraie *terra incognita* dans sa partie orientale. Elphinstone, dans son excellent ouvrage sur le Kaboul et les pays voisins, a donné une notice très-intéressante sur les *Kafers* ou *Siapôshis* (*). C'est un fait très-remarquable que non-seulement ces peuplades (visitées en 1810 par Moulla-Nadjib, et dont Elphinstone décrit les mœurs et les usages, surtout d'après cet observateur musulman), mais en général toutes les tribus qui habitent au nord de l'Hindou-Koh et sur la rive droite de l'Indus jusque dans le petit Tibet, prétendent descendre des Macédoniens de l'armée d'Alexandre. On peut espérer que M. Vigne, voyageur anglais qui a tout récemment exploré avec soin les pays au nord de l'Hindoustan, et dont on imprime en ce moment la relation à Londres, aura recueilli des renseignements curieux sur cette intéressante question.

Au-dessous et à l'est du Kaferistân, le pays montagneux entre la rivière *Londye* et l'Indus (au nord d'Attock) est habité par la tribu des Youssouf-Zaïs, dont l'importance historique mérite une mention particulière. D'après les traditions et les histoires écrites que possède cette tribu, les Youssouf-Zaïs sont originaires du pays situé entre Hérat et le Béloutchistan, sur les confins du Dushté-Lout, ou grand désert salé; et lorsqu'ils en furent expulsés vers la fin du treizième, ou au commencement du quatorzième siècle, ils peuplèrent en partie la haute terrasse de Kaboul, et, de proche en proche, s'établirent, de gré ou de force, dans les districts voisins du bassin de l'Indus, et plus particulièrement dans celui que nous avons désigné, et d'où ils ont envoyé des colonies dans tout l'Hindoustan. Les Youssouf-Zaïs n'ont ni agriculture, ni industrie, ni commerce. Propriétaires par droit de conquête, ils vivent du travail des tribus qu'ils ont soumises; et si l'accroissement de la population rend les moyens de subsistance précaires, l'émigration est une ressource que leur audace aventureuse a su exploiter avec avantage depuis des siècles. Comparable en quelques points aux Lacédémoniens par son organisation intérieure, aux Normands par le caractère et le but de ses expéditions, ce peuple turbulent, connu à l'est de l'Indus sous le nom général de Patânes, a exercé, à diverses époques, une grande influence sur les affaires de l'Hindoustan. Les armées mogholes se sont toujours recrutées de ces émigrés. Une dynastie de leur souche a occupé le trône de Delhi pendant trois siècles, et sur les ruines de l'empire du Grand-Moghol, ils avaient élevé la république des Rohillas dans l'ancienne province de Kattaïr (au sud-

(*) *Sia*, noir, *pôsh*, *habillés de noir*. On donne ce nom à quelques-unes de leurs tribus, parce qu'elles portent une espèce de surtout de poil de chèvre. — Voyez aussi : Nouveau journal asiatique (*Asiatic Journal, new series*.), vol. 28, 1839, p. 133.

ni ne les font cultiver par leurs colons, mais ils en abandonnent une grande partie aux peuples *vaincus*. Ces derniers sont partagés en plusieurs catégories pareilles à celles qui existaient parmi les esclaves des anciens Germains.

Les relations des Afghans avec les habitants reçus par octroi ne sont pas moins dignes d'attention. A cette classe appartiennent non-seulement les colons, mais aussi les fermiers et les *Buzgurs*, connus sous le nom générique de *Humsayehs* (voisins). Ils n'ont ni le droit de propriété ni celui d'assister aux djirgas. Cependant ils peuvent s'y faire représenter par des personnes de leur choix. Chaque Humsayeh est tenu de se choisir un *patron* parmi les Afghans. Le nombre de ces patrons, qui rappelle l'usage adopté à cet égard par les Romains, est, dans certaines tribus, très-considérable. Le sort des Humsayehs est généralement assez heureux. Leurs patrons sont obligés de les défendre et de les protéger de tout leur pouvoir et dans toutes les circonstances possibles. La plupart d'entre eux sont Tadjiks (*) ou étrangers. Cependant on y voit aussi des Afghans venant d'une autre tribu.

est de Hardwar), aujourd'hui le Rohilkond, d'où ils s'étaient rendus souvent redoutables aux Anglais eux-mêmes. Ce pays est aujourd'hui soumis entièrement à la domination anglaise, ainsi que les autres colonies afghanes de moindre importance qu'on trouve dans toute l'étendue de l'Hindoustan, telles que Ferruckabad, Bopâl, Karnoul, Kadappa, etc.; mais les Patânes sont toujours rangés, sinon parmi les meilleurs, au moins parmi les plus braves soldats de l'Hindoustan.

(*) Sous le nom de *Thât, Tadjik*, *Tadschik*, *Tadschek*, il faut comprendre toute cette réunion de peuplades agricoles qui occupe le pays supérieur de l'Irân, n'appartenant à aucune des races nouvellement dominantes, et n'ayant d'autre unité que celle de la même dégradation et du même avilissement. L'origine du mot *Tadjik* (*) est persane; les Tartares donnent ce nom à la Perse entière, et dans la langue moghole il signifie le *paysan*. Quand a-t-il été imposé à cette partie de la population de l'Afghanistan? c'est ce qui n'est pas facile à préciser. Ritter a prouvé, en s'appuyant sur les annales chinoises, que, par ce mot de *Tadjik*, on désigne dans toute l'Asie centrale *un homme parlant le persan*. Du temps de Timour, on appelait ainsi tous les habitants de l'Irân qui n'étaient ni Arabes ni Moghols. Ce nom était déjà alors un signe de mépris et correspondait au *fellah* des Turcs dans l'Égypte. Malcolm les regarde avec vraisemblance comme un restant de l'ancienne population autochthone, qui survécut à toutes les guerres, révolutions et secousses désastreuses de l'Irân. Les Tadjiks s'étendent par toute la Perse, tout le Béloutchistan, tout l'Afghanistan, jusqu'à la Boukharie. Ils parlent dans tous ces pays un des dialectes du vieux persan, mélangé de néo-persan, de poushtou et de tourkoman, et forment une classe de serviteurs, des *glebæ adscripti*, des colons vivant sous la domination tyrannique de leurs maîtres.

En jetant un coup d'œil sur toute l'Asie supérieure de l'ouest, depuis les monts Hindou-Koush jusqu'au Taurus, on aperçoit un contraste très-constant et très-prononcé entre les peuples nomades et les peuples agricoles. Les rapports de l'une de ces deux classes à l'autre ressemblent à ceux qui existent ordinairement entre les seigneurs et les serfs, entre la noblesse et le peuple. L'origine de cette division remonte, si l'on peut croire les témoignages de quelques officiers d'Alexandre le Grand, jusqu'au temps de l'expédition de ce conquérant en Asie. Les Afghans et les Tadjiks sont l'expression la plus frappante qui existe encore de cette division.

Les Tadjiks se trouvent aussi dans le Tourkestan chinois; ils y sont établis comme dans le Tourkestan tartare, dans le pays des Ouzbeks et dans toute la Perse. Leur sort diffère cependant dans chacun de ces pays. Dans le *plateau d'Irân*, où ils furent conquis par les khalifes avec le premir débordement de l'islamisme, ils restèrent *serfs* tant que dura la domination arabe; mais dès que celle-ci s'écroula, ils se mêlèrent avec leurs dominateurs, et en prirent, jusqu'à un certain point, les mœurs, la langue et la civilisation. Tel fut le sort de la population primitive de la Boukharie. L'Afghanistan, au contraire, conserva son indépen-

(*) *Malcolm's Hist. of Persia*, tom. II, pag. 606. — Mohan-Lall écrit *Tajaks* (que nous prononcerions *Tadjeks*).

Les Humsayehs d'origine afghane sont plus estimés que les autres.

Telle est l'organisation intérieure des Afghans : toutes les tribus de ce

dance plus longtemps. Il résista aux Arabes pendant près de trois siècles, et ne fut influencé par le contact de cette race qu'en passant sous la domination de la Perse. C'est alors que naquit dans ce pays, du mélange de la population arabe et persane avec la population indigène, la classe des Tadjiks, classe des travailleurs aux yeux de toutes les hordes nomades qui traversèrent ce pays, mais classe profondément différente de celle des anciens cultivateurs de l'Afghanistan, qui, à l'approche de l'ennemi, se sont retirés dans les montagnes, emportant avec eux leur vieille liberté.

La noblesse de l'Afghanistan n'est pas prétentieuse; elle admet dans son sein les hommes les plus incultes, pourvu qu'ils soient d'origine libre. Aussi cette classe y devint facilement très-nombreuse, par l'incorporation de différentes hordes nomades tout entières. Mais à mesure qu'elle croissait, la classe des Tadjiks devenait de plus en plus asservie. La majeure partie des hommes de cette classe se recommande par des mœurs douces, paisibles et industrieuses. Ils sont généralement plus policés, plus entreprenants et plus intelligents que leurs maîtres, pour lesquels ils sont obligés de travailler, et auxquels ils livrent souvent la moitié de leurs revenus. Dans les villes, ils sont attachés à différentes branches d'industrie manuelle, et se louent tant par an. Leur religion est celle des *Sounis* ou *Sunnites*. Dans le *Sistan* (Sedjestan) et le Béloutchistan, ils forment la majeure partie de la population. Ailleurs, ils sont semés çà et là par groupes, et présentent ainsi le triste spectacle d'un peuple dispersé par tous les vents des révolutions.

Parmi les races d'origine étrangère qui ont colonisé l'Afghanistan, et dont la plus ancienne, celle des Tadjiks, n'est encore qu'un jeune peuple métis, il faut distinguer les Kazzelbashis (appelés *Qizalbâsh* par Mohan-Lall; *Kuzzilbaushes* par Elphinstone), tribu tourkomane, qui du temps de la domination des dynasties tourkomanes parvint en Perse à un haut degré de puissance, et qui, à la suite de Nader-Shâh et d'Ahmed-Shâh, s'est établie, au nombre de plusieurs milliers de familles, principalement à Kaboul et dans les autres grandes villes de l'Afghanistan. Les Kazzelbashis, race intelligente et vaniteuse, à la fois insolente et servile, passionnée pour la gloire et les plaisirs, aimables compagnons, mais dangereux amis, sont à Kaboul en possession de presque tous les postes de confiance dans les grandes familles et même à la cour, et exercent par leur nombre, leur union, les qualités redoutables de leur esprit et leur audace, une assez grande influence sur le gouvernement et le peuple, dont ils sont cependant haïs à cause de la différence des religions, les Kazzelbashis étant de zélés Shiahs, tandis que la masse des populations appartient à la secte des Sounis. Les Kazzelbashis ont vu, avec une extrême jalousie, que les Anglais eussent pris une part si active et si glorieuse au rétablissement de l'autorité de Shâh-Shoudjâ. Depuis l'arrivée de l'armée anglaise à Kaboul, ils n'ont cessé de témoigner, par l'insolence provoquante de leur langage et de leur conduite, de la haine que leur inspiraient ces étrangers et du mépris qu'ils affectent pour les troupes indiennes, ces cypahis dont la froide bravoure, la persévérance intrépide et la discipline forment cependant un contraste si frappant avec la folle jactance, les habitudes corrompues et l'insubordination orgueilleuse de ces fils dégénérés des compagnons d'armes de Nader-Shâh. A entendre les Kazzelbashis, l'armée anglo-indienne n'a dû son salut qu'à leur modération. « Si ce n'était pour ces hommes blancs, disent-ils, nous aurions bon marché de ce ramas d'Hindoustanis. » Une affaire un peu sérieuse aux portes de Kaboul aurait rabaissé la morgue de ces « bonnets rouges (*), » et leur aurait appris que le cypahi leur est aussi supérieur en vrai courage et en mérite militaire qu'en conduite et en valeur morale. Les Kazzelbashis sont de beaux hommes, bien montés, bien armés, prompts à s'offenser comme à offenser les étrangers, surtout les Européens qu'ils ont en aversion : avec de semblables dispositions, il paraît bien difficile que le séjour des troupes anglaises à Kaboul puisse se prolonger beaucoup sans amener quelque collision sanglante entre eux et les Kazzelbashis.

Outre ces étrangers, il y a encore dans les plaines du haut pays afghan plusieurs débris des innombrables hordes de conquérants qui les ont traversées. Dans cette catégorie, les Hazarehs tiennent, par leur

(*) C'est la signification des mots *kessel-bash*.

peuple jouissent de droits égaux et sont soumises à des obligations égales. La tribu des Douranies est la seule qui fasse exception à cette règle, comme étant attachée par des liens de consanguinité à la maison royale.

Les Douranies sont exempts des impôts fonciers. Les rois des Afghans font partie de l'*Oulouss Populzaï*, et particulièrement de la famille *Saddozaï*. Cette famille a des priviléges considérables : aucun de ses membres ne peut être condamné et puni qu'en vertu d'un décret prononcé dans le sein de la famille. Le khan de l'*Oulouss des Douranies* lui-même n'a aucun pouvoir sur aucun individu appartenant à la famille Saddozaï. Leurs personnes sont sacrées et placées, du consentement de la nation, à l'abri de toute attaque particulière, fût-elle la plus juste au fond.

Wilken a montré qu'il existait de très-grandes analogies entre cette organisation à la fois *démocratique* et *monarchique* (avec des priviléges en faveur d'une tribu particulière), et l'organisation politique de la Perse ancienne, au temps de Cyrus. Il a donné, par ses savantes recherches, un très-grand degré de probabilité à l'hypothèse de Klaproth sur l'origine

nombre, la première place ; viennent ensuite les descendants des Moghols, des Tartares, des Kalmouks, des Kourds, des Lesguis et d'autres peuples du Caucase. On rencontre aussi plusieurs Abyssiniens; le roi de Kaboul en avait autrefois à son service comme gardes du corps. Quelques hommes sortis de cette caste ont joué dans l'Irân un rôle remarquable. Le nombre des juifs établis dans l'Afghanistan n'est pas considérable; la plupart d'entre eux se tiennent dans le Kaboul, et s'occupent du commerce de la haute Asie jusqu'à la Chine.

*Ainsi une* multitude de peuplades d'origines différentes vivent maintenant côte à côte dans l'Afghanistan, et y ont conservé jusqu'à un certain point leurs habitudes et leurs mœurs; mais rarement admises dans le sein des populations indigènes de manière à s'y fondre, et ne pouvant pas conserver leur individualité comme peuple, elles ont, en général, passé comme serfs sous le joug des plus forts.

de la langue *poushtou* (*), lien commun de toutes ces peuplades. La constitution primitive des Afghans, constitution marquée énergiquement au coin de l'individualité persane, vient à l'appui de cette hypothèse d'une manière aussi tranchante que la langue même. Selon Klaproth, Wilken et Ritter, le poushtou serait d'origine perso-mède. Des recherches toutes récentes semblent confirmer les analogies déjà soupçonnées entre le poushtou et le sanskrit (**) ; mais c'est un point qui a grand besoin d'être éclairci. Quoi qu'il en soit, la langue des Afghans paraît n'être rien moins qu'harmonieuse (***). Cependant cette langue, selon Elphinstone, ne manque ni d'expression ni surtout d'énergie, et elle se prête aux sentiments les plus passionnés; elle a sa poésie, et les poëtes poushtous sont assez nombreux, surtout depuis deux siècles.

Ahmed-Shâh a composé un recueil d'odes en poushtou; son fils Timour en a publié un en persan. Le shâh actuel, Shâh-Shoudjâ, est lui-même très-versé dans la littérature arabe, persane et poushtou. Dans un pays où la poésie est en honneur, l'amour se révèle tôt ou tard à l'homme en dépit des institutions qui assignent à la femme le rôle d'esclave et la condamnent à ne pas franchir les limites de la vie

(*) Un Afghan se désigne lui-même par le nom de *poushtâne* ou *poushtoune* (au pluriel *poushtanéh*), d'où est venu par corruption *patâne*.

(**) Voyez *Asiatic journal*, décembre 1839, page 255.

(***) La tradition s'est même égayée à ce sujet. Selon elle, un certain roi ayant envoyé son vizir pour étudier les différentes langues de la terre et lui en rapporter des vocabulaires, le vizir, à son retour, essaya de donner à son maître une idée de chaque langue par des citations. Quand il en vint à l'*afghani*, il s'arrêta, et, prenant un vase en étain dans lequel il avait mis un gros caillou, il commença à secouer le vase. Le roi surpris lui demanda ce que signifiait ce charivari; le vizir déclara que, n'ayant pu réussir à apprendre la langue des Afghans, il n'avait vu que ce moyen d'en donner une idée à Sa Majesté.

intérieure. L'amour est un sentiment qu'éprouvent fréquemment ces populations nomades où guerrières de l'Afghanistan, et qui chez elles paraît même présenter des caractères tout à fait analogues à ceux qui distinguent le véritable amour d'après nos idées européennes. La condition des femmes, malgré les restrictions qu'imposent les habitudes musulmanes, est au total heureuse dans ces contrées, et l'influence du beau sexe se manifeste souvent dans les événements qui changent la destinée des familles, et même celle de l'État. L'appel d'une femme à la protection d'un Afghan n'est jamais fait en vain, et la forme même de cet appel a quelque chose de simple, de noble et de touchant, comme la confiance dont elle est le signe. Ainsi, à la mort de Timour-Shâh, la reine favorite, mère de Shâh-Zeman, envoya son voile à Sarfraz-Khan, chef de la tribu des Barekzaïs, et se plaçant ainsi avec son fils sous la protection de ce puissant serdar, le mit dans l'obligation d'appuyer les prétentions de Shâh-Zeman au trône.

Elphinstone évaluait la population totale de l'Afghanistan et de ses dépendances à plus de quatorze millions. Ce qui reste de l'ancien empire douranie, sous la domination de Shâh-Shoudjâ, compte probablement encore de huit à dix millions. Cette population est trop mélangée et trop remuante pour qu'il soit possible de lui imprimer promptement la direction salutaire qui doit la mener à un heureux avenir. Cependant, il y a au fond de l'esprit afghan, et dans la constitution des peuples qui habitent à l'ouest de l'Indus, des tendances européennes que l'influence de la civilisation anglaise parviendra à développer tôt ou tard.

Nous nous proposons de consacrer l'une des sections de la quatrième partie de cet ouvrage à une description succincte mais complète des pays afghans, considérés sous le point de vue historique et ethnographique, et plus particulièrement dans leurs rapports avec l'Inde anglaise; mais nous avons cru devoir, dès à présent, faire connaître à nos lecteurs les traits les plus saillants du caractère des peuples qui habitent la droite du bassin de l'Indus, et les faits récents qui témoignent de la résolution prise par l'Angleterre de disposer à son gré de l'avenir de ces peuples. Nous commençons à comprendre en France que nous avons quelque intérêt à savoir ce qui se passe dans ces contrées lointaines. Les nouvelles de l'Inde occupent chaque mois plusieurs colonnes de nos journaux, et exercent déjà, par intervalles, une influence légitime sur nos débats parlementaires. Il importe donc de nous familiariser promptement avec les notions qui sont, pour ainsi dire, les éléments de toute appréciation convenable des événements qui tendent à changer la face du monde asiatique. C'est dans cette conviction que nous nous sommes hâté d'esquisser le récit de l'expédition anglaise au delà de l'Indus, et de soumettre à nos lecteurs un résumé rapide des causes et des résultats de cette expédition. L'attitude définitive que prendront les populations de l'Afghanistan, tant à l'égard du souverain que l'Angleterre aide à régner sur elles, qu'à l'égard des chefs de l'Asie centrale, de la Perse, et indirectement de la Russie, exercera une extrême influence sur l'avenir politique et commercial du vaste empire hindo-britannique. L'organisation intérieure des Afghans est très-remarquable. Il y a, dans ce peuple, un sentiment profond de nationalité, une vie d'ensemble dont les éléments épars pourront être un jour réunis et mis en jeu par une main habile. A dater de ce jour, la puissance anglaise dans l'Inde sera consolidée ou menacée du coup mortel. Les avantages qu'offre la possession de l'Afghanistan comme barrière, et, en cas de besoin, comme théâtre d'opérations militaires, sont immenses. Le capitaine A. Conolly, dans un ouvrage (*) qui renferme une foule de

(*) *Journey to the north of India, overland from England through Russia, Persia and Afghanistaun.* By lieut. Arthur Conolly, 2 vol., 2d ed. Revised. London, 1838. Bentley.

renseignements précieux sur l'état des pays au nord et à l'ouest de l'Inde britannique, a consacré un chapitre fort intéressant à l'examen de l'importante question de l'*Invasion de l'Inde par terre*. Il y démontre clairement que si les Afghans, comme nation, étaient déterminés à résister aux agresseurs, les difficultés qu'éprouverait dans sa marche l'armée envahissante seraient à peu près insurmontables; que les Afghans pourraient détruire ou mettre facilement hors de la portée des assaillants le peu de provisions ou de ressources qu'offre le pays; qu'ils n'ont rien à gagner, et ont, au contraire, beaucoup à craindre de l'invasion des Russes; qu'ils sont les ennemis naturels des peuples dont les Russes doivent rechercher l'alliance ou se faire aider en premier lieu, soit Ouzbeks, soit Persans; et qu'ils nourrissent, en outre, une antipathie fanatique contre ce dernier peuple (*). Les Afghans seuls, maîtres des passes, pourraient opposer une résistance formidable à toute tentative d'envahissement; et il est à présumer que les Russes ne pourraient jamais pénétrer de force dans l'Afghanistan, soit par le nord, soit par l'ouest (c'est-à-dire, par Balkh ou Meshed), sans éprouver des pertes énormes. Il nous paraît évident, en outre, qu'avec l'aide de la science militaire et de la discipline européenne, dans un pays aussi difficile, une armée combinée anglo-afghane pourrait défier toutes les forces que la Russie amènerait du nord ou de l'ouest pour tenter la conquête de l'Inde. Avant de jeter un coup d'œil sur les causes qui peuvent entraîner la Russie à des tentatives d'invasion dont l'état *présent* du monde asiatique éloigne indéfiniment la possibilité, résumons en peu de mots la question d'Afghanistan.

La seule conclusion certaine pour nous de tout ce qui précède (en ce qui regarde plus spécialement l'Afghanistan et le Sindh), c'est que les peuples de ces contrées transindiques, depuis longtemps dans un état de bouleversement et de désorganisation politique, devaient abandonner tôt ou tard à l'Angleterre ou à la Perse (cette dernière sous l'influence et avec le concours de la Russie) la direction de leurs affaires. L'Angleterre a saisi le moment favorable et établi sa suprématie. Non-seulement cela était dans la nature des choses, mais, particulièrement, dans la nécessité des conditions d'existence de l'empire hindo-britannique.

Ce qui nous semble ensuite le plus évident, c'est qu'ayant à choisir entre les chefs barekzaïs et les Saddozaïs, successeurs légitimes de Timour Shâh, les Anglais ne pouvaient ni ne devaient hésiter à soutenir la cause de Shâh Shoudjâ, comme la plus populaire, en présence des faits qui témoignaient en faveur de ce prince et contre les Barekzaïs, longtemps avant que l'expédition au delà de l'Indus fût résolue. Le résultat de l'expédition, ou, pour mieux dire, la manière dont cette expédition s'est accomplie, a été la confirmation la plus éclatante de la sagesse de la détermination prise à l'égard de ces grands intérêts. Nous avons vu les serdars de Kandahar, frères de Dost Mohammed, fuir sans combat et presque seuls; le peuple de cette ancienne capitale de l'empire douranie accueillir avec enthousiasme et saluer de ses acclamations le retour du souverain légitime. Dost Mohammed a été obligé de fuir à son tour, et ses troupes l'ont abandonné. Il a fallu qu'il trouvât, un an plus tard, l'appui de quelques bandes étrangères pour tenter de rentrer dans l'Afghanistan et d'y exciter un soulèvement en sa faveur. Nous savons quel a été le résultat de cette tentative désespérée. Au total, à l'exception du brillant combat de Ghizni, la souveraineté de l'Afghanistan a été tranférée à Shâh Shoudjâ sans aucune lutte sérieuse. Un pouvoir qui aurait eu une base réelle soit dans l'affection du peuple, soit dans l'habileté et les ressources des dépositaires de ce pouvoir, n'aurait

(*) Les Persans sont, pour les Afghans, des hérétiques : *shiâhs;* les Afghans sont *sounis* ou mahométans orthodoxes.

pas été écrasé en quelques instants, pour ainsi dire, par sa propre chute. Le fait que le pays a été et est encore, sur plusieurs points, parcouru ou occupé par des bandes de voleurs armés qui pillent indistinctement Anglais, Hindoustanis, Afghans qui s'écartent des camps ou des villes où l'autorité du shâh est fermement établie, ne prouve rien contre la popularité générale de sa cause (et à cet égard, notre opinion est partagée par les publicistes anglais qui ont étudié ces questions avec le plus d'impartialité (*)). Il ne faut pas perdre de vue que l'Afghanistan est un pays où des tribus entières ont été *voleurs de profession*, de temps immémorial (voyez p. 88), et que ce pays a été dans un état de désorganisation à peu près complète depuis plus d'un demi-siècle. La vie et les biens n'étaient pas plus en sûreté qu'aujourd'hui, quand Elphinstone visita l'Afghanistan, il y a trente ans environ. Son récit abonde en anecdotes de rapine et de violence, et il s'en fallut de bien peu que le grand seigneur douranie, envoyé à sa rencontre pour le conduire à la cour, ne fût pillé lui-même en chemin. Il n'y a donc rien de surprenant que dans un tel état de société, l'esprit de sauvage indépendance et l'amour du butin soient souvent plus forts que l'attachement à une dynastie. Cependant, nous le répétons, Shâh Shoudjâ est aimé de la généralité de ses sujets et respecté de tous comme l'aîné des Saddozaïs, et s'il a le bon sens d'encourager le commerce et l'agriculture, et de familiariser par degrés les seigneurs du pays avec les formes du gouvernement représentatif, dont ils connaissent déjà les éléments, et avec les avantages de la centralisation, il se fera pardonner en peu d'années l'appui intéressé des baïonnettes anglaises (**).

En jetant un regard en arrière et comparant l'attitude politique de l'An-

(*) Voyez *Edinburgh Review*, n° CXLIV. 1840.

(**) Shâh Shoudjâ, dans l'opinion des hommes qui ont été le mieux à même de le connaître ou de le juger, est loin d'être un homme ordinaire. Il semble, au contraire, qu'il réunisse à un assez haut degré les qualités qui, dans un prince, commandent le plus sûrement le respect et l'affection. Pendant son long exil à Loudhiana, Shâh Shoudjâ avait toujours été traité et s'était toujours comporté en roi. Il nous a semblé curieux de rapprocher des témoignages unanimes des voyageurs anglais à cet égard (*), le témoignage du sceptique et spirituel Jacquemont, et nous empruntons à son grand ouvrage sur l'Inde, dont l'impression se continue en ce moment chez MM. Didot (**), le récit suivant de son entrevue avec Shâh Zéman et Shâh Shoudjâ en 1831.

(*) La Revue d'Edinburgh, numéro de juillet dernier, citée plus haut, résume ainsi les opinions énoncées par plusieurs écrivains distingués à cet égard.

« ..... On a supposé très-gratuitement que Shâh « Shoudjâ était un prince faible et timide dont lord « Auckland a eu tort d'épouser la cause. L'histoire « de sa vie est semée de traits de courage et d'énergie, comme aussi (trop fréquemment pour ses « intérêts) de modération, de bonté et d'indulgence envers d'ambitieux ingrats. S'il eût été « moins scrupuleux dans l'exercice du pouvoir suprême, il l'eût probablement conservé toujours. « M. Elphinstone, auquel personne ne disputera « le droit de bien juger en pareille matière, parle « de lui en toute occasion dans des termes qui indiquent qu'il avait une haute opinion de ce prince. « La seule réserve qu'il ait cru devoir faire à cet « égard a été de dire qu'il ne lui croyait pas le « génie et l'énergie nécessaires pour réorganiser « un gouvernement déjà plongé dans l'anarchie et « tombant en ruine. Shâh Shoudjâ a reçu depuis « cette époque plus d'une utile leçon à l'école de l'adversité! Le témoignage de sir Alexander Burnes « prouve qu'au moins, sous un certain point de vue, « l'expérience que le royal exilé avait acquise l'avait « élevé au-dessus du niveau ordinaire des hommes « de son rang dans ce pays. Parlant de l'auto-biographie de Shâh Shoudjâ (dont celui-ci venait de lui « faire cadeau), sir Alexander s'exprime ainsi : « Ce « livre contient le détail de sa vie et de ses aventures, dans un style simple et naturel. On n'y « trouve point ces extraits du Koran, ces métaphores perpétuelles et toutes ces extravagances dont « les auteurs orientaux abondent. La narration se « passe aussi de ces miracles que les historiens musulmans ne manquent jamais de faire intervenir « en faveur de leurs héros. L'ouvrage, en un mot, « est-ce que nous appellerions en Europe un récit d'événements intéressants. » Un prince mahométan « capable d'écrire un semblable récit et d'agir avec « autant d'intelligence et de résolution que Shâh « Shoudjâ en a montré, soit pour s'échapper avec « sa famille des mains d'un protecteur aussi dangereux et aussi vigilant que Randgit-Singh, soit « en d'autres occasions difficiles, ne saurait être « considéré comme un lâche ou un imbécile. »

(**) Voyage dans l'Inde, par Victor Jacquemont, 4 vol. gr. in-4°.

**gleterre dans l'Inde, il y a trente ans, ses vues alors, ses actes, son langage**

à l'égard de ces mêmes princes de l'Afghanistan et du Pandjâb; en les

« Le capitaine Wade fit dire aux deux princes qu'il désirait me mener à leur audience, et les pria de désigner le moment où il leur plairait de me recevoir. Leur consentement était une chose qui allait de soi-même, et le désir de les visiter, une politesse que je leur offrais, plutôt qu'une faveur qu'il leur demandait pour moi (*). Ils fixèrent tous deux le jour le plus prochain.

« Nous allâmes d'abord chez Shâh Zemân, avec aussi peu de pompe que nous devions en trouver chez lui pour nous recevoir, à cheval sur nos poneys. Un des officiers de sa maison vint au-devant de nous, sur un misérable tattou. Nous entrâmes dans une petite cour bien modeste, où nous descendîmes de cheval. Il y avait plusieurs *Afghans* de la maison du vieux roi : l'un d'eux, mieux vêtu que les autres, et qui exerce nominalement quelque emploi des plus élevés, nous conduisit dans un très-petit jardin rempli de fleurs, autour duquel sont bâties plusieurs petites maisons du style le plus modeste; nous montâmes quelques marches et entrâmes dans une d'elles, qui est celle du roi. Le vieillard nous attendait : nous le trouvâmes accroupi au fond de la salle et entouré de coussins. A sa droite, mais à plusieurs pas de lui, un de ses fils était assis par terre, personnage muet et immobile pendant la durée de notre visite. Nous nous tînmes debout à la main gauche du shâh, et près de lui : comme il ne parle pas hindoustani, Wade lui parla pour moi en persan.

« Au reste, le prince était de bonne humeur, autant qu'un roi détrôné, vieux et aveugle peut être. Nous lui fîmes faire les frais de la conversation. Quand il apprit que j'allais à Cachemir, dans les montagnes, il envia mon sort, et nous parla des joies de Kaboul. Depuis sa chute et sa cécité, il a fait un voyage à la Mecque, par terre entièrement. Il paraît avoir été traité partout sur la route avec égard : cependant il ne fut pas exempt du droit de passage que lèvent les Arabes sur les pèlerins. Il traversa la Perse sur un éléphant, et le désert dans une litière portée par deux chameaux, voiture bien incommode. Bagdad est le lieu de sa route dont il a conservé le souvenir le plus agréable. Il y reçut un message du Grand Seigneur, qui lui offrait une pension mensuelle de six mille roupies (15,000 fr.) dans une ville de l'Asie Mineure, proposition qu'il a souvent depuis regretté de n'avoir pas acceptée. Malgré ses malheurs, il était encore attaché à sa terre natale. Mais il n'osa point nous dire l'absurde espoir qu'il nourrissait encore à cette époque d'y ressaisir, quoique aveugle, la couronne. Il y a peu de temps qu'il a abandonné tout à fait cette pensée, pour se donner exclusivement à la dévotion. Il dit qu'il n'a plus rien à faire maintenant en ce monde qu'à se préparer à en sortir. Il passe une grande partie des journées à entendre des lectures du Koran, et compte continuellement les grains de son chapelet. Son pèlerinage à la Mecque est son souvenir favori. A recommencer une vie nouvelle, il ne voudrait pas être roi : il serait fakir ou pèlerin. « Quoi de plus heureux, dit-il, que la condition d'un homme sans souci sur la terre, voyageur par vocation, et qui doit porter constamment avec lui l'idée qu'une vie si sainte ici-bas lui prépare la félicité éternelle dans le ciel! » Depuis sa retraite à Loudhiana, il a souvent demandé au gouvernement anglais la permission de faire des pèlerinages; mais il en choisissait toujours les lieux si indiscrètement, que le gouvernement dut lui croire d'autres intentions et refuser sa demande. Le gouvernement d'ailleurs consent à ce que le très-petit nombre de personnes qui ont occasion de le voir, lui et son frère Shâh Schoudjâ, le traitent avec les honneurs royaux ; mais il ne lui conviendrait pas que tous les princes détrônés parcourussent l'Inde sous le caractère royal qu'on leur laisse à huis clos. Shâh Zemân voulait dernièrement faire un pèlerinage du côté de Guzerat, lorsqu'un des princes musulmans de l'ouest avait pris, contre les radjahs hindous ses voisins, une attitude menaçante, et semblait prêt à passer le bas Indus pour envahir le Sind. On eut la preuve que Shâh Zemân correspondait avec lui, et qu'ils se proposaient de faire une tentative sur l'Afghanistan.

« Wade, pour lui indiquer qu'il désirait être congédié, lui fit mes compliments

(*) Jacquemont se trompe, selon nous, dans l'appréciation de ces petites circonstances, et la suite de son récit le prouve peut-être assez. Nous en faisons la remarque parce que nous désirons que nos lecteurs ne se fassent pas une idée fausse du caractère natif que Jacquemont ne nous semble pas avoir très-bien compris, et du caractère des princes douranies, en particulier.

comparant à ce que cette même Angleterre vient d'accomplir sur les rives du Sutledge et de l'Indus, il est impossible de ne pas être frappé d'éton-

d'adieu, auxquels le vieux prince répondit par quelques mots de politesse, et nous nous retirâmes.

« Shâh Zemân a près de 60 ans, mais il ne paraît pas si vieux. Son teint est d'un brun jaune clair; ses traits, assez beaux. Sa barbe peinte, par la régularité extrême avec laquelle elle se dessine sur son visage et par son épaisseur, ressemble à une barbe postiche et dissimule peut-être son âge. Il était vêtu d'une grande simplicité; je ne remarquai que l'extrême beauté du châle roulé en turban autour de sa tête.

« Malgré son âge et sa grande dévotion, il n'a pas renoncé aux femmes. Il a un petit sérail, mais où il passe plusieurs heures chaque jour; et j'ai oublié de dire que dans la conversation, il se plaignit de l'épuisement de ses forces, et sachant que j'étais médecin, me demanda quelques remèdes pour les ranimer. Je le renvoyai au docteur Murray, qui, depuis plusieurs années, le visite assez souvent.

« Certains jours de fête, les enfants des marchands de joailleries et d'étoffes de la ville sont admis avec les marchandises de leurs parents dans le petit jardin que nous traversâmes pour entrer chez le vieux roi. Les femmes de son sérail s'y promènent alors en liberté, et font quelques petites emplettes à cette foire enfantine. C'est le seul plaisir qui vienne quelquefois rompre la monotonie de leur cloître.

« Cette coutume est imitée de la cour de Perse, dont Ahmed Shâh avait copié toute l'étiquette. Elle existait aussi à la cour des Grands Mogols.

« Shâh Shoudjâ, chez qui nous allâmes ensuite, demeure assez près de son frère. Nous fûmes reçus par un de ses officiers dans un assez grand et joli jardin, où il a coutume de recevoir deux fois par semaine, à 9 heures du matin, tous ceux qui se présentent. Mais l'heure était passée : on nous dit qu'il nous avait attendus assez longtemps, et s'était à la fin retiré dans son harem, mais en disant qu'il reviendrait. Nous nous promenâmes une bonne demi-heure sans le voir venir. L'homme qui nous faisait compagnie était un vieillard d'une belle et douce figure, vêtu avec beaucoup de goût. — Je remarquai la beauté des grandes tresses de cheveux blancs qui lui tombaient sur les épaules, et je m'en étonnais, car tous les Afghans ont la tête rasée. Wade m'expliqua la cause de cette magnifique chevelure : elle cache des oreilles coupées. C'est peut-être Shâh Shoudjâ lui-même qui l'a fait ainsi mutiler.

« On vint nous dire que le prince nous attendait dans ses appartements. Nous passâmes à travers plusieurs petites cours fort tristes, à la porte desquelles des soldats en guenilles rouges montaient la garde d'un air nonchalant, et nous entrâmes à la fin dans une grande salle entourée d'une galerie, gardée semblablement. Shâh Shoudjâ était assis sur une chaise, sans autre cour que quatre misérables eunuques, qui se tenaient debout à distance derrière lui. Nous le saluâmes à la manière indienne, et il ne nous rendit notre salut que par un très-léger mouvement de tête, sans porter la main au front. Nous nous arrêtâmes à quelques pas; mais il nous fit avancer tout près de lui à sa gauche, et nous nous tînmes debout pendant toute notre visite. Son extérieur me frappa vivement, et ses manières ne me plurent pas moins. C'est un homme de grande taille, fort sans avoir de l'embonpoint; des traits nobles et réguliers; un maintien plein de dignité et de grâce. Je n'avais encore vu aucun Oriental qui eût un air si distingué. Il comprenait assez l'hindoustani pour que j'essayasse souvent de lui parler sans le secours d'un interprète; mais ses réponses, toujours faites en persan, devaient presque toujours m'être traduites par Wade. Il me qu'estionna beaucoup sur mes voyages, et parut comprendre aisément leur objet. Je lui dis que j'attendais chaque jour des passe-ports de Rendjit Sing pour aller à Cachemir; et il en prit occasion pour parler de Rendjit sans beaucoup de considération, et de Cachemir avec enthousiasme. C'était jadis le plus riche joyau de sa couronne; mais il ne le garda pas longtemps. Il ne le vit que dans les expéditions militaires qu'il y fit pour le ressaisir, et que pour apprendre à le regretter. Au temps de sa prospérité, sous les empereurs mogols, Cachemir rendait annuellement un croure de roupies (25,000,000 fr.); mais il n'en tira jamais plus de 28 lacks (7,000,000 fr.).

« Le prince nous raconta, en ma faveur, car c'est une histoire que Wade sait par cœur, tant il l'a entendue de fois, quelques détails de sa dernière et malheureuse expé-

nement. — Plus d'hésitation dans sa politique, plus d'incertitude dans ses vues, de ménagements dans ses actes, de circonspection étudiée dans son

dition contre Cachemir : une chute abondante et inattendue de neige lui en ferma l'entrée, lorsqu'il y touchait, et qu'une partie nombreuse de la population l'attendait comme un libérateur. Sa petite armée se composait presque en entier d'Indiens de plaines, que la rigueur subite du climat des hautes montagnes déconcerta et engourdit tellement, qu'il ne put les faire avancer, et il dut faire retraite ou plutôt s'enfuir, sans autre escorte bientôt qu'un petit nombre de serviteurs fidèles. C'est alors qu'il traversa les montagnes de Koullou et voyagea pendant trois jours sur la neige, avant que d'arriver aux bords du Setludje, en face de Kotgurh.

« Cachemir serait, dit-il, une conquête bien facile à un très-petit corps de troupes disciplinées à l'européenne, et il n'en faudrait guère davantage pour faire celle de l'Afghanistan. L'escorte de M. Elphinstone eût suffi pour décider du sort de la guerre, dont l'issue fut si fatale à Shâh Shoudjâ. Les petites armées afghanes sont non-seulement les plus indisciplinées, mais les plus perfides du monde. Le chef le plus populaire peut se trouver tout à coup déserté de ses troupes en un jour de bataille. La trahison chez ce peuple paraît être un caprice, plutôt qu'une noirceur préméditée.

« Ce n'est pas seulement la couronne que Shâh Shoudjâ paraît regretter de l'Afghanistan, c'est le pays, la terre natale. Il parle avec entraînement des montagnes de Kaboul ; de leurs forêts et de leurs pâturages ; des eaux limpides et glacées de leurs torrents ; des plaisirs variés qu'y ramène chaque année la diversité des saisons ; des neiges et des chasses de l'hiver ; des fleurs et de l'éclat du printemps ; des fruits de l'été et de l'automne.

« L'objet de mon voyage lui disait assez que j'étais médecin ; et il me fit à peu près la même confession que son frère, quoiqu'en termes plus détournés : c'est son estomac qu'il accusa d'inertie. Je lui fis quelques questions sur sa santé, et ses réponses me confirmèrent son apparence florissante. Je lui dis que le défaut d'appétit dont il se plaignait, provenait sans doute du défaut d'exercice, et l'engageai à en prendre davantage ou à manger peu ; ajoutant que la modération en toutes choses était un remède à bien des maux, et le meilleur moyen de rétablir l'équilibre des fonctions dérangé par des excès ; au surplus, que c'était du docteur Murray qu'il devait attendre les meilleurs conseils sur sa santé.

« Il parut fort surpris de me voir des lunettes, et plus encore de la cause pour laquelle j'en portais ; il n'avait aucune idée du myopisme. « Comment, dit-il, les médecins européens n'ont-ils pas trouvé de remède au raccourcissement ou à l'allongement de la vue ? — Les lunettes n'en sont-elles pas un admirable remède ? lui répondis-je ; et il parut frappé de la justesse de mon observation.

« Il ne fit point l'éloge de Loudhiana. La monotonie des plaines, les chaleurs insupportables de l'été affectent davantage un montagnard et lui font plus regretter son pays. Wade lui observa qu'il lui avait souvent conseillé de passer l'été à Simla, et parla avec assurance du consentement du gouvernement à une telle demande de sa part ; mais le prince laissa tomber ce propos. Notre visite avait été longue : j'y mis une fin en exprimant au prince mes vœux pour son rétablissement sur le trône du Kaboul, persuadé qu'alors je pourrais visiter avec sûreté ce pays encore presque inconnu aux Européens. Shâh Shoudjâ dit à ce sujet quelques phrases obligeantes de bon goût, et nous congédia.

« Il est impossible de paraître plus roi que ce prince détrôné, d'avoir plus de dignité sans morgue ni roideur, plus de noblesse et d'élégance sans affectation.

« Son costume était recherché sans être magnifique. Autour de sa tête était roulé en turban un cachemir du tissu et du dessin le plus délicat, d'un vert pâle. Il avait le corps enveloppé dans une large robe de chambre à grandes manches, de même étoffe que son turban, mais à fond blanc tout couvert d'élégantes palmettes, grandes comme la moitié de la main ; cette robe se croisait sur la poitrine par une grande agrafe de pierreries en forme de palme : il portait un poignard très-simple à la ceinture ; une longue canne de jonc, à main de cristal de roche ; des pantalons de soie rouge et des bas de Cachemir bariolés ; des pantoufles vertes, semblables à celles des gens de sa maison.

« La chambre où il nous reçut s'ouvrait au ciel dans le milieu, et au centre un faible

langage. En 1809, les stipulations des traités éloignaient, nous l'avons vu,

jet d'eau jouait dans un petit bassin. Cette salle n'était presque qu'une très-large galerie autour d'une petite cour carrée. Elle était dépourvue d'ornements, et les murs semblaient même n'avoir jamais été bien blanchis. L'officier aux oreilles coupées qui nous introduisit, resta debout à quelques pas, droit en face du prince, pendant toute notre visite : chez Shâh Zemân, notre introducteur avait observé le même cérémonial. Tous deux avaient des chaussettes de drap écarlate. C'est d'étiquette en Perse, de ne paraître devant le shâh qu'en bas rouges. Tous les gens de la maison des deux anciens rois de Caboul, que leur service appelle souvent près de leur maître, portent constamment ces bas de cérémonie.

« Le grand nombre de leurs anciens serviteurs qui les a suivis ou rejoints à Loudhiana, ruine ces deux princes ; mais ils ont la consolation de vivre ainsi parmi les témoins de leur grandeur passée, et, comme ils leur donnent encore du pain, de n'en être pas moins respectés qu'autrefois. C'est d'ailleurs un noyau de partisans, qu'ils ont toujours sous la main pour les accompagner et les seconder dans l'entreprise qu'ils rêvent constamment contre Caboul. Malgré l'extrême modicité des pensions qu'ils leur font sur la leur propre, et la parcimonie de leurs dépenses personnelles, Shâh Zemân est toujours endetté, et Shâh Shoudjâ, qui a un établissement bien plus considérable, quoique aussi misérable en apparence, n'en supporte les frais qu'en vendant de temps à autre des pierreries. Il paraît qu'il en a conservé quelques-unes de très-grande valeur ; et c'est leur haut prix même qui en rend la vente difficile. Il n'y a plus guère dans l'Inde de gens assez riches pour mettre une très-grande valeur à des diamants.

« Dans les premières années de son séjour à Loudhiana, Shâh Shoudjâ prenait un grand plaisir à assister aux exercices des troupes. On le voyait sans cesse dehors, à cheval presque toujours, quelquefois sur un éléphant ; il montrait une activité rare chez les Asiatiques. Lorsque les chaleurs de l'été le confinaient dans sa maison, il se plaignait de cette inaction forcée. Wade alors lui conseilla d'écrire les mémoires de sa vie, et ce fut l'occupation d'un de ses étés. Wade, qui a lu ces mémoires, les dit écrits avec une pureté et une élégance remarquables.

toute intervention de la part de l'Angleterre, à moins que cette interven-

Shâh Shoudjâ est un prince fort lettré.

« Depuis une couple d'années, il a perdu ses habitudes actives ; Wade observe une dépression générale dans ses esprits ; et quoiqu'il continue à parler de ses espérances de redevenir roi de Caboul, il est probable qu'il a perdu l'énergie nécessaire pour risquer une dernière tentative. Il sait cependant combien cette conquête serait facile à tout chef entreprenant, et combien surtout elle lui serait aisée, à lui qui a laissé dans le pays le souvenir d'un premier règne très-populaire. Mais il a perdu la confiance et dans ses forces et dans sa fortune.

« Wade a fait traduire pour son usage de nombreux passages du livre de M. Elphinstone, dont il aime à parler, quoique certainement il lui reproche de lui avoir laissé perdre sa couronne, par le refus que M. Elphinstone dut lui faire de prendre avec son escorte une part dans les opérations militaires qui amenèrent sa chute. L'ambassade anglaise eut beaucoup à se louer de ses égards et de sa courtoisie, et c'est sans doute pourquoi le gouvernement le traite plus généreusement que son frère, qui n'avait aucun titre à son hospitalité.

« Quand ces deux frères se voient, c'est sur un pied d'égalité parfaite. Mais Shâh Shoudjâ s'efforce de prendre extérieurement en toutes choses la préséance Sur shâh Zemân. Il voulait en faire son pensionnaire, et recevoir du gouvernement les 6,000 roupies (15,000 fr.) qu'il leur donne ensemble chaque mois, afin que Shâh Zemân reçût de ses mains ce qui lui revient (2,000 roupies ou 5,000 fr.) ; cette demande lui fut refusée avec humeur.

« Il a souvent exprimé le désir d'avoir une entrevue avec le gouverneur général : mais la difficulté d'en régler l'étiquette fit décliner cette demande à lord Amherst. Lord William Bentinck la voudrait éviter pareillement. Elle ne peut avoir d'objet que le gouvernement puisse accueillir. Ce que Shâh Shoudjâ lui demande constamment depuis plusieurs années, c'est s'il lui rendrait l'asile qu'il lui donne, et la pension qu'il lui accorde, dans le cas où il quitterait Loudhiana et l'Inde anglaise, pour faire une dernière tentative sur Kaboul, et dans le cas où il reviendrait encore fugitif et sans ressource. A cela le gouvernement lui a toujours répondu qu'il était libre de quitter ses terri-

tion ne fût réclamée ; en 1839, cette intervention est officiellement stipulée ou établie de fait, et la suzeraineté de l'Angleterre, proclamée à la face de l'Asie et de l'Europe, est reconnue des confins de la Perse au delà du Brahmapouttra, des monts Himalaya au cap Camorin.

Quels ont été, au reste, les résultats moraux et politiques de l'expédition d'Afghanistan? Ces résultats, nous n'hésitons pas à le proclamer, ont tourné, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, au profit et à la gloire de l'Angleterre. Pour juger de l'effet produit à l'intérieur, il suffit de lire l'adresse votée à lord Auckland, à son retour à Calcutta, par les principaux habitants hindous et musulmans de cette métropole des Indes anglaises. Il nous est impossible de ne pas trouver dans les passages suivants, non-seulement l'expression d'une confiance toujours croissante dans la force et l'habileté du gouvernement qui régit les destinées de l'empire indien, mais encore la manifestation la plus remarquable du progrès immense fait par les Hindoustanis dans l'intelligence de leurs droits, le sentiment de leur dignité et l'émulation rationnelle qui les rapproche par degrés de la race européenne.

« ..... Nous offrons à Votre Sei-
« gneurie nos sincères félicitations sur
« son retour parmi nous..... Indé-
« pendamment de la conviction où
« nous sommes que la présence d'une
« personne aussi haut placée et aussi
« éclairée sur les intérêts généraux et
« commerciaux de l'empire que l'est
« Votre Seigneurie, ne peut qu'être
« extrêmement avantageuse à cette
« grande métropole, nous nous appro-
« chons, dans la circonstance actuelle,
« avec des sentiments de gratitude peu
« ordinaires, du chef d'un gouverne-
« ment qui, par une manifestation ferme
« et vigoureuse de sa force militaire, a
« assuré à notre pays l'inestimable
« bienfait de la paix....... Monsei-
« gneur ! il nous était réservé de voir
« les soldats de l'Hindoustan porter

toires et d'entreprendre au dehors telle expédition qu'il lui plairait; mais il a toujours évité de lui dire comment il le traiterait, s'il revenait après cela. Il n'y a pas de gouvernement en Europe aussi équitable que celui-ci dans sa politique.

« Les Afghans qui ont suivi les deux anciens rois, demeurent assez isolés du reste de la population de Loudhiana : je veux parler de ceux de haut rang. Ils savent le garder dans la misère, ils ne s'allient qu'entre eux. Ces seigneurs *doranis* qui vivent maintenant sur des pensions de 15 à 20 roupies (37 fr. 50 c. à 50 fr.) par mois, trouveraient peu de musulmans dans l'Inde assez nobles pour épouser leurs filles ou leur donner les leurs en mariage. Quant aux deux princes, ils ne contracteraient d'alliance qu'avec la maison impériale de Dehli, à laquelle ils ne sont pas étrangers par le sang, Ahmed-Shâh ayant épousé une des princesses de la maison de Timour, lorsqu'il prit Dehli après la bataille de Paniput. Leurs sérails sont encombrés d'enfants. Le docteur Murray y a été appelé diverses fois, pour visiter des princesses malades à la dernière extrémité; elles sont traitées comme des esclaves par les eunuques qui les gardent. Murray eut à guérir un cas de fistule anale, chez une des femmes de Shâh Zemân : il ne vit que la partie malade au travers d'un trou fait dans une tenture de soie ; mais des femmes plus jeunes rompirent la règle et bravèrent les menaces et les coups des eunuques, pour voir le docteur européen, qu'elles regardèrent avec une excessive curiosité.

« Tous les Afghans sont *sounis*. C'est aussi la secte de la famille de Timour. Le roi d'Oude descend d'une famille persane *chya*.

« Quand le commandant en chef, lord Combermère, vint à Loudhiana, Wade eut à résoudre une difficulté d'étiquette considérable. Le général désirait voir Shâh Shoudjâ. *Celui-ci* était curieux de voir celui qu'on appelait le héros de Bhurtpour. Mais soit qu'il fût douteux si l'ancien roi accorderait au général anglais un siége aussi élevé que le sien, ou si le général consentirait à faire la première visite, ou insisterait pour qu'elle lui fût rendue, Wade les fit se rencontrer à cheval à une revue, en sorte qu'ils se virent et se parlèrent, sans indiquer les prétentions de leur orgueil. Shâh Shoudjâ aimait mieux d'ailleurs se montrer sur une selle que sur son trône d'oripeau. Il est superbe à cheval. »

« leurs armes victorieuses dans des « régions vers lesquelles nos regards « ne s'étaient jamais tournés qu'avec « appréhension. Il nous était réservé « de voir ces mêmes régions devenir « le théâtre d'événements qui ont mis « dans tout leur lustre le pouvoir et « la grandeur de l'empire indien et « vengé son honneur et ses droits à « la face de l'Asie et du monde entier. « Il nous était réservé de voir enfin le « flot de la conquête qui, pendant « tant de siècles, a roulé vers l'est, « refoulé dans l'occident par des bandes « héroïques dans les rangs desquelles « nous sommes fiers de reconnaître le « sipahi marchant côte à côte dans « une fraternité guerrière avec le sol« dat anglais, son compagnon de triom« phe et de gloire. »

Et qu'on ne croie pas que ces sentiments n'aient trouvé d'écho que dans la présidence du Bengale; les populations plus voisines du théâtre de la guerre ont senti ce que l'affermissement de la puissance anglaise, et l'extension de son influence civilisatrice, avaient d'importance pour la sécurité et le bonheur des peuples; et tout dernièrement encore (au mois de septembre 1840), les principaux habitants de Mhow, ville de garnison à une distance peu considérable de Bombay, prenant congé du major général Brooks, nommé au commandement des forces destinées à châtier les Béloutchis, s'exprimaient ainsi :

« . . . . . Nous regrettons sincèrement « votre départ, mais, en même temps, « nous désirons vivement vous voir « accomplir l'honorable tâche d'éten« dre au loin le bienfait de la domina« tion anglaise, domination que nous « savons apprécier, et que la justice et « l'humanité accompagnent partout où « s'étend son influence; et s'il est per« mis à des *natifs* (*natives*) d'exprimer « leur opinion sur le compte de leurs « supérieurs, nous n'hésiterons pas à « dire que la connaissance que nous « avons de votre habileté et de votre « jugement nous fait entrevoir pour « vous une riche moisson de succès et « de gloire dans les opérations de l'ar« mée qui vient d'être placée sous vo« tre commandement, dans le but de « punir les tribus barbares et cruelles « de Sindhîs et d'Afghans, qui, igno« rant encore les bienfaits de la domi« nation anglaise, s'opposent par tous « les moyens possibles à l'extension « du commerce, et rejetteraient dans « leur aveuglement, s'ils le pouvaient, « l'heureux avenir que leur promet la « Providence. »

Quelque large part qu'on puisse vouloir faire, dans ces démonstrations, aux habitudes de flatterie et à l'intérêt personnel, il est évident, pour nous au moins, qu'un pareil langage indique une révolution salutaire dans les convictions, les espérances, dans les idées, en un mot, et que les *natifs* appartenant aux classes les plus actives, les plus industrieuses, les plus influentes de l'Hindoustan, comprennent, au profit de la civilisation et de l'humanité en général, la politique récente de l'Angleterre et l'avenir de leur pays.

L'effet produit à l'extérieur par la décision énergique du gouvernement anglais n'a pas été moins remarquable. Les faibles chefs de Kandahar et de Kaboul avaient sollicité l'assistance des Persans dans le but de repousser les attaques des Sikhs, alliés des Anglais. Ils avaient, sans aucun doute, le droit de demander, comme les Persans le droit d'accorder ce secours; mais la Russie, alliée de la Perse, encourageait, comme nous l'avons vu, cette combinaison menaçante pour les intérêts de l'Inde anglaise. Aucun acte d'hostilité directe ne pouvait, il est vrai, autoriser le gouvernement anglais à user de représailles en Europe; mais la conduite du gouvernement russe justifiait le mécontentement et les remontrances du cabinet de Saint-James, d'un côté, l'adoption des mesures qui ont signalé la politique ferme et prévoyante de lord Auckland, de l'autre. L'échange de notes très-vives entre les deux cabinets sur cette question délicate de l'intervention de la Russie dans les affaires d'Afghanistan, a amené, comme nous l'avons dit plus haut (p. 48), une protestation de désintéressement politique

de la part de cette dernière puissance, et le désaveu de fait des agents qu'elle avait employés en Perse et du côté de l'Indus. Le comte Simonich a été remplacé à la cour de Perse par le général Duhamel, et le malheureux Vickovitch (voyez page 48, note), rappelé à Saint-Pétersbourg, s'est fait sauter la cervelle, après avoir brûlé ses papiers, à la suite d'une entrevue avec le comte de Neselsrode. La Russie a donc senti que le temps n'était pas encore venu d'étendre son influence ostensible au delà de la Perse. D'un autre côté, l'expédition qu'elle avait entreprise, il y a un an environ, pour venger les insultes faites à son commerce par le khan de Khiva, et *délivrer les sujets russes réduits par lui en esclavage* : cette expédition, dont la marche aventureuse et la pénible retraite ne paraissent pas moins dignes d'attention que le spectacle qu'ont présenté les troupes anglaises franchissant, au milieu d'épreuves d'un autre genre, les passes du Bolan, venait de manquer par suite de la rigueur excessive de l'hiver. La Russie, tout en préparant une expédition nouvelle, dont des précautions infinies eussent rendu le succès infaillible, a prêté l'oreille aux humbles protestations du khan de Khiva, et accepté la proposition faite par ce chef (à l'instigation opportune du gouvernement anglais) de renvoyer tous les prisonniers russes à ses frais dans leur patrie. Le khan s'engage, en outre, par les promesses les plus solennelles, à donner à l'avenir toute sûreté, toute protection et tout encouragement possibles au commerce. Le changement inattendu apporté à la balance politique de l'Europe par le traité du 15 juillet 1840, conclu sans la participation de la France, pour régler, par l'influence combinée de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, les rapports du sultan avec le pacha d'Égypte, est venu concourir, avec ces événements dans l'extrême Orient, et a dû contribuer à modifier les vues et les déterminations de la Russie par rapport à l'Asie centrale. Ainsi, en Europe et en Asie, de grandes questions sont en suspens. En Europe, la France a permis que le sort de l'Égypte et de la Syrie fût réglé provisoirement sans son intervention. En Asie, la Russie paraît s'être résignée à abandonner les destinées de l'Afghanistan, de la Tartarie, de la Chine, peut-être, à l'influence suzeraine de l'Angleterre ! Il y a dans ces événements quelque chose d'étrange et d'imprévu qui semble révéler l'action de causes encore imparfaitement étudiées ou tout à fait incomprises. Nous n'avons cependant pas à rétracter ce que nous avancions il y a un an (*) sur les véritables intérêts et sur les tendances de la Russie dans l'Asie centrale. Le fond des grandes questions n'a pas changé ; les solutions sont ajournées ou modifiées par des circonstances imprévues : voilà tout. Nous reproduirons ici quelques-unes des remarques que nous avions cru utile de faire à l'époque que nous venons d'indiquer, et nous leur donnerons le développement relatif que la marche des événements nous semble exiger.

Les probabilités d'une invasion des Indes anglaises par la Russie, à une époque plus ou moins rapprochée, ont longtemps occupé et occupent encore les esprits. Les uns ont regardé cette expédition gigantesque comme impraticable ; les autres comme inévitable et devant s'accomplir par des moyens analogues à ceux qui ont conduit Alexandre aux rives de Sutledge et les conquérants musulmans au cœur de l'Hindoustan. Napoléon, aux trois grandes phases de sa vie politique, général, premier consul (**), empereur, avait rêvé la conquête de l'Hindoustan. Jusqu'en 1813, et pendant

(*) État actuel des Indes anglaises. *Revue des deux mondes*, numéro du 15 mai 1840.

(**) Il n'est pas douteux que l'empereur Paul Ier et le premier consul eussent formé le projet de rassembler une armée combinée à Astrabad pour marcher de là sur l'Indus et envahir l'Inde anglaise. Napoléon a plusieurs fois, à Sainte-Hélène, parlé de ce grand projet que la mort de Paul Ier fit

les conférences de Prague, il s'occupait de la possibilité d'attaquer les Anglais dans leur empire d'Asie, et le duc de Bassano, alors son ministre

avorter. Voici quel était le plan de l'expédition :

#### PROJET D'UNE EXPÉDITION DANS L'INDE PAR TERRE.

*But de l'expédition.*

Chasser, sans retour, les Anglais de l'Indoustan ; délivrer ces belles et riches contrées du joug britannique ; ouvrir de nouvelles routes à l'industrie et au commerce des nations civilisées de l'Europe, et à la France en particulier : tel est le but d'une expédition digne d'immortaliser la première année du dix-neuvième siècle, et les chefs des gouvernements qui ont conçu cette utile et glorieuse entreprise.

*Puissances qui doivent y concourir.*

La république française et l'empereur de Russie, pour envoyer sur les bords de l'Indus une armée combinée de soixante-dix mille hommes ;

L'empereur d'Allemagne, pour donner passage aux troupes françaises, et leur faciliter les moyens de descendre le Danube jusqu'à son embouchure dans la mer Noire.

*Rassemblement à Astrakan d'une armée russe de trente-cinq mille hommes, et son transport jusqu'à Astrabad.*

Du moment où le projet de l'expédition aura été définitivement arrêté, Paul Ier donnera des ordres pour qu'il soit rassemblé, à Astrakan, une armée de trente-cinq mille hommes, dont vingt-cinq mille de troupes réglées de toutes armes, et dix mille Cosaques.

Ce corps d'armée s'embarquera de suite, sur la mer Caspienne, et sera conduit à Astrabad, pour y attendre que l'armée française arrive.

Astrabad sera le quartier général des armées combinées : on y établira tous les magasins de guerre et de vivres ; il deviendra le centre des communications entre l'Indoustan, la France et la Russie.

*Route que tiendra l'armée française pour se rendre des bords du Danube aux bords de l'Indus.*

Il sera détaché de l'armée du Rhin un corps de trente-cinq mille hommes de toutes armes.

Ces troupes seront embarquées, dans des bateaux, sur le Danube, et descendront ce fleuve jusqu'à son embouchure dans la mer Noire.

Arrivées au Pont-Euxin, les troupes passeront sur des bâtiments de transport, fournis par la Russie, traverseront la mer Noire et la mer d'Azoff, et iront débarquer sous Taganrok.

Ce corps d'armée doit ensuite côtoyer le Don, en remontant la rive droite du fleuve, jusqu'à une ville des Cosaques nommée Piati-Izbianka.

Parvenue à ce point, l'armée traversera le Don, et voyagera par terre jusqu'aux environs de la ville de Tzaritzin, bâtie sur la rive droite du Volga.

Elle s'embarquera sur ce fleuve et le descendra jusqu'à Astrakan.

Là, les troupes s'embarqueront sur des navires marchands, traverseront, dans toute sa longueur, la mer Caspienne, et arriveront à Astrabad, ville maritime de la Perse.

Alors les Français ayant joint les Russes, l'armée combinée se mettra en marche, passera par les villes d'Hérat, de Férah, et de Candahar, et atteindra bientôt la rive droite de l'Indus.

*Durée du voyage de l'armée française.*

| | | |
|---|---|---|
| Pour descendre le Danube jusqu'à son embouchure dans la mer Noire... | 20 | jours. |
| De l'embouchure du Danube à Taganrok.................... | 16 | » |
| De Taganrok à Piati-Izbianka... | 20 | » |
| De Piati-Izbianka à Tzaritzin... | 4 | » |
| De Tzaritzin à Astrakan....... | 5 | » |
| D'Astrakan à Astrabad........ | 10 | » |
| D'Astrabad aux bords de l'Indus. | 45 | » |
| | 120 | jours. |

Ainsi, l'armée française emploierait quatre mois pour se rendre des bords du Danube aux rives de l'Indus ; mais, pour ne rien forcer, on suppose que le voyage durera cinq mois entiers : si donc l'armée part au commencement de mai 1801 (v. s.), elle doit être rendue à sa destination vers la fin de septembre.

On observe que la moitié du trajet sera faite par eau, et l'autre moitié par terre.

*Moyens d'exécution.*

En s'embarquant sur le Danube, l'armée

des affaires étrangères, recueillait, pour les lui soumettre, les renseignements les plus précis que les voyageurs pussent fournir sur cette grande question.

française doit conduire avec elle ses pièces de campagne et leurs caissons.

Elle n'aura besoin d'aucun objet de campement.

La cavalerie, les troupes légères et l'artillerie ne doivent point emmener leurs chevaux ; on embarquera seulement les selles, les harnais, les bâts, les traits, les brides, etc., etc., etc.

Ce corps d'armée doit être approvisionné de biscuit pour un mois.

Des commissaires précéderont l'armée, pour faire préparer et distribuer l'étape partout où il sera jugé nécessaire.

Parvenue à l'embouchure du Danube, l'armée montera sur les bâtiments de transport fournis par la Russie, et approvisionnés de vivres pour quinze à vingt jours.

Pendant que l'embarquement se fera, des commissaires et des officiers d'état-major se rendront par terre et en poste, les uns à Taganrok et à Tzaritzin, les autres à Astrakan.

Les commissaires envoyés à Taganrok se concerteront avec des commissaires russes, pour régler la marche, par terre, de l'armée, depuis Taganrok jusqu'à Piati-Izbianka, pour préparer l'étape et faire les logements, enfin pour rassembler tous les chevaux et les voitures nécessaires au transport de l'artillerie et des bagages de l'armée.

Ces mêmes commissaires s'entendront avec ceux détachés à Tzaritzin, pour réunir le nombre de bateaux qu'exigera le passage du Don, lequel, sur ce point, est un peu plus large que la Seine à Paris.

Les commissaires placés à Tzaritzin auront eu soin, et à l'avance :

1° De réunir sur trois ou quatre points, entre le Don et le Volga, tous les objets de campement et les vivres nécessaires à l'armée pendant sa marche;

2° De rassembler, sous Tzaritzin, le nombre suffisant de bateaux pour embarquer l'armée française sur le Volga et la faire descendre jusqu'à Astrakan.

Les commissaires envoyés à Astrakan tiendront des navires prêts pour recevoir l'armée, et il sera embarqué des vivres pour quinze jours.

Lorsque l'armée française débarquera à Astrabad, elle y trouvera les objets ci-après, qui auront été rassemblés et préparés par les commissaires des deux gouvernements :

1° Des munitions de guerre de toute espèce, et de la grosse artillerie.

Ces munitions peuvent être tirées des arsenaux d'Astrakan, de Casan et de Saratof, qui en sont abondamment pourvus

2° Des chevaux de trait pour le transport de l'artillerie et des munitions de l'armée combinée.

3° Des voitures et des chevaux pour le transport des bagages, des pontons, etc.

4° Des chevaux de selle, pour monter la cavalerie française et les troupes légères.

Ces chevaux pourront être achetés entre le Don et le Volga, chez les Cosaques et les Calmouks : ils s'y trouvent en quantités innombrables, sont les plus propres au service dans les pays qui seront le théâtre des opérations militaires, et le prix en sera plus modique que partout ailleurs.

5° Tous les objets de campement nécessaires à l'armée française, pendant sa marche jusqu'aux bords de l'Indus et au delà.

6° Des magasins de draps, de toiles, d'habits, de chapeaux, de casques, de gants, de bas, de bottes, de souliers, etc., etc., etc.

Tous ces objets se trouvent en grande abondance en Russie, et à meilleur marché que dans les autres États de l'Europe. Le gouvernement français peut traiter pour ces fournitures avec les directeurs de la colonie de Sarepta, à six lieues de Tzaritzin, sur la rive droite du Volga; cette colonie d'évangélistes, qui passe pour la plus riche, la plus industrieuse et la plus exacte à remplir ses engagements, a son chef-lieu en Saxe; c'est là qu'il faut obtenir des ordres pour que la colonie de Sarepta se charge des fournitures.

7° Une pharmacie approvisionnée de toutes espèces de médicaments.

Elle peut être fournie par la colonie de Sarepta, où il existe, depuis longtemps, une pharmacie qui rivalise, par la variété, la bonté des drogues, avec la pharmacie impériale de Moscou.

8° Des magasins de riz, de pois, de farines, de gruaux, de salaisons, de beurre, de vins, d'eaux-de-vie, etc., etc.

9° Des troupeaux de bœufs et de moutons.

Les pois, les farines, les gruaux, les salaisons et le beurre seront tirés de Russie; tous les autres objets se trouvent abondamment en Perse.

Napoléon n'est plus, et le monde a changé de face. Les moyens d'attaque et de défense se sont égalisés; les nations cherchent dans des luttes d'intelligence

10° Des magasins de fourrages, d'orge et d'avoine.

L'avoine sera tirée d'Astrakan : le pays donnera les fourrages et l'orge.

*Marche de l'armée combinée depuis Astrabad jusqu'aux bords de l'Indus ; mesures pour assurer le succès de l'expédition.*

Avant le débarquement des Russes à Astrabad, des commissaires des deux gouvernements seront envoyés à l'effet de notifier à tous les khans et autres petits despotes des pays que l'armée combinée devra traverser :

« Qu'une armée des deux nations les plus « puissantes de l'univers doit passer sur « leurs domaines pour se rendre aux Indes; « que le seul but de cette expédition est de « chasser de l'Indoustan les Anglais, qui ont « asservi ces belles contrées, jadis si célè- « bres, si puissantes, si riches en produc- « tions et en industrie, qu'elles attiraient « tous les peuples du monde pour prendre « part aux dons et aux faveurs de tout genre « dont il avait plu au ciel de les combler; « que l'état horrible d'oppression, de mal- « heur et de servitude sous lequel gémis- « sent aujourd'hui les peuples de ces con- « trées, a inspiré le plus vif intérêt à la « France et à la Russie; qu'en conséquence, « ces deux gouvernements ont résolu d'unir « leurs forces pour affranchir les Indes du « joug tyrannique et barbare des Anglais; « que les princes et les peuples de tous les « États que doit traverser l'armée combinée, « n'ont rien à craindre d'elle; qu'au con- « traire, ils sont invités à coopérer de tous « leurs moyens au succès de cette utile et « glorieuse entreprise; que cette expédition « est aussi juste dans sa cause qu'était in- « juste celle d'Alexandre qui voulait con- « quérir le monde entier; que l'armée com- « binée ne lèvera point de contributions, « achètera de gré à gré, et payera argent « comptant, tous les objets nécessaires à sa « subsistance; que la discipline la plus sé- « vère la maintiendra dans le devoir; que « le culte, les lois, les usages, les mœurs, « les propriétés, les femmes, seront partout « respectés, etc., etc. »

D'après une semblable proclamation, et en agissant avec douceur, franchise, loyauté, il n'est pas douteux que les khans et les autres petits princes accorderont un libre passage dans leurs États respectifs; d'ailleurs, divisés comme ils le sont tous entre eux, ils se trouvent trop faibles pour opposer une sérieuse résistance.

Les commissaires français et russes seront accompagnés par d'habiles ingénieurs qui lèveront la carte topographique des pays que l'armée combinée devra traverser : sur leurs cartes ils marqueront les lieux des campements, les rivières qu'il faudra franchir, les villes auprès desquelles l'armée devra passer, les points où le transport des bagages, de l'artillerie et des munitions, pourrait éprouver quelques difficultés, en indiquant les moyens de surmonter les obstacles.

Ces commissaires traiteront avec les khans, les princes et les particuliers, pour les fournitures de vivres, des chariots, etc., etc., signeront les traités, demanderont et obtiendront des otages.

Lorsque la première division française arrivera à Astrabad, la première division russe devra se mettre en marche; les autres divisions de l'armée combinée suivront successivement, à la distance de cinq à six lieues l'une de l'autre; ces divisions communiqueront entre elles par de petits détachements de Cosaques.

Un corps de quatre à cinq mille Cosaques, mêlé avec de la cavalerie légère des troupes réglées, formera l'avant-garde : les pontons doivent toujours la suivre immédiatement : cette avant-garde jettera des ponts sur les rivières, en défendra les approches, et veillera à la sûreté de l'armée, en cas de trahison ou de quelque autre accident.

Le gouvernement français fera remettre au général en chef de l'expédition des armes de la manufacture de Versailles, telles que fusils, carabines, pistolets, sabres, etc., etc.; des vases et autres objets de porcelaine de la manufacture de Sèvres; des montres et des pendules des plus habiles artistes de Paris; de belles glaces; de superbes draps de France, de différentes couleurs, comme écarlate, cramoisi, vert et bleu, qui sont les couleurs favorites des Asiatiques, et en particulier des Persans; des velours; des draps d'or et d'argent; des galons et des soieries de Lyon; des tapisseries des Gobelins, etc., etc., etc.

Tous ces objets, distribués à propos aux princes de ces contrées, et offerts avec la

**et d'industrie des résultats plus complets et plus durables que ceux qu'elles devaient autrefois au hasard des batailles. Il y a donc ici encore une question**

grâce et l'amabilité qui sont si naturelles aux Français, serviront à donner à ces peuples la plus haute idée de la munificence, de l'industrie et de la puissance de la nation française, et à ouvrir, par la suite, une branche importante de commerce.

Un corps choisi de savants et d'artistes en tout genre doit prendre part à cette glorieuse expédition. Le gouvernement leur confiera les cartes et les plans qui peuvent exister sur les pays que devra parcourir l'armée combinée, ainsi que les mémoires et les ouvrages les plus estimés qui traitent de ces contrées.

Des aérostiers et des artificiers seraient très-utiles.

Pour inspirer à ces peuples la plus haute idée de la France et de la Russie, il conviendra, avant que l'armée et le quartier général partent d'Astrabad, de donner dans cette ville quelques fêtes brillantes, accompagnées d'évolutions militaires, comme dans les fêtes par lesquelles on célèbre à Paris de grands événements et de mémorables époques.

Toutes choses étant ainsi disposées, il n'y a point de doute sur la réussite de l'entreprise; mais son succès dépendra de l'intelligence, du zèle, de la bravoure et de la fidélité des chefs auxquels les deux gouvernements confieront l'exécution du projet.

Aussitôt que l'armée combinée sera parvenue aux bords de l'Indus, les opérations militaires devront commencer.

On fera observer que les monnaies d'Europe, qui ont le plus de cours et qui sont les plus recherchées en Perse et dans les Indes, sont les sequins de Venise, les ducats de Hollande, les ducats de Hongrie, les impériales et les roubles de Russie.

---

(Les objections qui pouvaient être faites à ce plan avaient été résumées, à ce qu'il paraît, par le premier consul, de la manière suivante.)

OBJECTIONS.

1. Y a-t-il assez de bateaux pour transporter une armée de trente-cinq mille hommes sur le Danube, jusqu'à son embouchure?

2. Le Grand Seigneur ne consentira pas à laisser descendre une armée française par le Danube, et il s'opposera à ce qu'elle s'embarque dans des ports qui sont de la dépendance de l'empire ottoman.

3. Y a-t-il dans la mer Noire assez de navires et de bâtiments pour le transport de l'armée, et Paul I^er en a-t-il assez à sa disposition?

4. Le convoi sorti du Danube ne courra-t-il point le risque d'être inquiété ou dispersé par la flotte anglaise de l'amiral Keith, qui, au bruit de cette expédition, franchissant les Dardanelles, entrera dans la mer Noire, pour empêcher la sortie de l'armée française, et la détruire?

5. L'armée combinée étant réunie à Astrabad, comment pourra-t-elle aller jusqu'aux Indes par des pays presque sauvages et dénués de ressources, ayant à parcourir une distance de trois cents lieues, depuis Astrabad jusqu'aux frontières de l'Indoustan?

---

(L'empereur répond aux objections avec une assurance que le succès aurait peut-être justifiée, à une époque où l'Angleterre était incomparablement moins forte dans l'Inde qu'elle ne l'est aujourd'hui.)

RÉPONSES.

1. Je crois qu'il sera facile de rassembler une quantité suffisante de bateaux : dans le cas contraire, l'armée descendrait par terre jusqu'à Ibrahilof, port sur le Danube dans la principauté de Valachie, et jusqu'à Galatz, autre port sur le même fleuve, dans la principauté de Moldavie; alors, l'armée française s'embarquerait sur les navires préposés et envoyés par la Russie, et elle continuerait sa route.

2. Paul I^er obligera la Porte à faire tout ce qu'il voudra; ses forces imposantes feront respecter sa volonté par le divan.

3. L'empereur de Russie peut aisément rassembler dans ses ports de la mer Noire plus de trois cents navires et bâtiments de toutes grandeurs; tout le monde sait les accroissements que la marine marchande russe a pris dans la mer Noire.

4. Si M. Keith veut franchir le détroit, et que les Turcs ne s'y opposent pas, Paul I^er s'y opposera; pour le faire, il a des moyens plus efficaces qu'on ne pense.

5. Ces pays ne sont point sauvages et arides; la route est ouverte et pratiquée depuis longtemps; les caravanes arrivent ordinairement en trente-cinq ou quarante jours,

préalable, c'est celle de l'opportunité. La Russie a-t-elle en ce moment, aura-t-elle d'ici à longtemps un intérêt véritable à menacer les possessions anglaises dans l'Inde ? Nous ne le croyons pas ; mais, en supposant même qu'elle eût conçu le projet formel de substituer, au moins en partie, sa domination et son influence à la domination et à l'influence britanniques, nous sommes convaincu que les moyens d'exécution d'un semblable projet ne sauraient être réunis avant plusieurs années, et au nombre de ces moyens d'exécution nous n'hésiterions pas à placer, comme condition indispensable de succès, une alliance qui, dans l'état actuel de l'Europe, est impossible, ou du moins on ne peut plus improbable. Mais, en dehors de ces éventualités conjecturales, il y a des droits évidents, des intérêts actuels, qui peuvent et doivent trouver leur satisfaction. La Russie, par sa position géographique, est, de tous les États du continent, celui qui semble destiné plus particulièrement à servir d'entrepôt au commerce de l'Europe avec l'Asie centrale. Le principal obstacle qui s'oppose au développement de ce commerce est l'insociabilité des peuplades asiatiques voisines de la Russie. Cette puissance a un intérêt immédiat à changer le plus promptement possible un état de choses dont elle souffre dans le présent, et qui entrave évidemment son avenir. De là ses tentatives pour arriver à étendre et à assurer ses communications avec les contrées situées à l'est de la mer Caspienne. La plus importante de ses expéditions avait eu lieu sous Pierre le Grand. Le prince Bekevitch-Tcherkaski, envoyé à Khiva avec un détachement de soldats, fut assassiné avec toute sa troupe, malgré la foi des traités et des serments. Une partie de son corps d'armée, qui avait été cantonnée sur les bords de la mer Caspienne pour y former des établissements fortifiés, fut obligée de se rembarquer et de s'en retourner à Astrakhan. En 1813, près d'un siècle avait passé sur ces événements, et la Russie confia à un marchand arménien de Derbend une mission en Tourkomanie, qui n'eut aucun résultat important. En 1819, le capitaine Mouraviev fut envoyé à Khiva :

des bords de l'Indus à Astrabad. Le sol n'est point couvert, comme l'Arabie et la Libye, de sables mouvants ; il est arrosé presqu'à chaque pas par des rivières ; les fourrages n'y manquent pas ; le riz y abonde, et forme la principale nourriture des habitants ; les bœufs, les moutons et le gibier y sont communs, les fruits variés et délicieux.

La seule objection raisonnable que l'on puisse faire, c'est la longueur de la marche, mais cela ne doit pas faire rejeter le projet. Les armées française et russe sont avides de gloire ; elles sont braves, patientes, infatigables ; leur courage, leur persévérance et la sagesse des chefs vaincront tous les obstacles, quels qu'ils puissent être.

Un fait historique vient à l'appui de cette assertion.

En 1739 et 1740, Nadir-Shâh, ou Thamas-Koulikhan, partit de Dhély avec une nombreuse armée, pour faire une expédition en Perse et sur les bords de la mer Caspienne : il passa par Candahar, Férah, Hérat, Méchehed, et il arriva à Astrabad ; toutes ces villes étaient considérables ; quoiqu'elles soient bien déchues de leur ancienne splendeur, elles en ont conservé une grande partie.

Ce qu'une armée *vraiment asiatique* (et c'est tout dire) fit en 1739 et 1740, certes on ne doutera point qu'une armée de Français et de Russes puissent l'exécuter aujourd'hui !

Les villes qu'on vient de nommer formeront les points principaux de communication entre l'Indoustan, la Russie et la France : à cet effet, il sera nécessaire d'organiser une poste de l'armée et d'y employer des Cosaques, qui sont les plus propres à ce genre de service.

---

Nous empruntons les détails curieux qu'on vient de lire à une brochure très-intéressante portant ce titre : *Mémoire de Leibnitz à Louis XIV, sur la conquête de l'Égypte, publié, avec une préface et des notes, par M. de Hoffmanns, suivi d'un projet d'expédition dans l'Inde, par terre, concerté entre le premier consul et l'empereur Paul Ier, en mil huit cent*, et dont nous devons la communication opportune à l'obligeance de l'auteur.

il a publié une relation intéressante de son voyage. L'importance de la possession de Khiva avait fortement frappé Mouraviev, qui ne semblait pas regarder comme douteux le succès d'une expédition dirigée contre ce petit État. « Si nous possédions Khiva, *dont la conquête ne serait pas difficile*, dit M. Mouraviev, les nomades du centre de l'Asie auraient redouté notre puissance, et il se serait établi une route de commerce par le Sind et l'Amou-Déria jusqu'en Russie; alors toutes les richesses de l'Asie auraient afflué dans notre patrie, et nous eussions vu se réaliser le brillant projet de Pierre le Grand. Maîtres de Khiva, beaucoup d'autres États se seraient trouvés sous notre dépendance. En un mot, Khiva est en ce moment un poste avancé qui s'oppose au commerce de la Russie avec la Boukharie et l'Inde septentrionale; sous notre dépendance, la Khivie serait devenue une sauvegarde qui aurait défendu ce commerce contre les attaques des peuplades dispersées dans les steppes de l'Asie méridionale. Cette oasis, située au milieu d'un océan de sable, serait devenue le point de réunion de tout le commerce de l'Asie, et aurait ébranlé jusqu'au centre de l'Inde l'énorme supériorité commerciale des dominateurs de la mer. La route de Khiva à Astrakhan pourrait être de beaucoup abrégée, puisqu'il n'y a que dix-sept jours de marche d'Ourghendj à la baie de Krasnovodsk, d'où, par un vent favorable, on peut aller en peu de jours à Astrakhan. »

En 1820, des envoyés de Bôkhara ayant exprimé le désir de voir une ambassade russe se rendre dans leur pays, ce vœu fut accueilli par l'empereur Alexandre, qui nomma M. de Négri, conseiller d'État, son chargé d'affaires auprès du khan de Bôkhara.

Parmi les personnes attachées à cette mission se trouvait le colonel de Meyendorff. La relation rédigée par cet officier a été publiée à Paris en 1826 (*).

(*) Voyage d'Orenbourg à Boukhara, etc., revu par M. Amédée Jaubert.

M. de Meyendorff insiste, de son côté, sur les avantages immenses qui résulteraient de l'établissement de cette *influence légitime* que la Russie a le droit d'exercer dans l'Asie centrale. « La marche progressive des lumières en Russie appelle ce vaste empire à réaliser une idée aussi généreuse. C'est à la Russie qu'il appartient de donner aux khanats de l'Asie centrale une impulsion salutaire, et de répandre sur ces contrées tous les bienfaits de la civilisation européenne. » La Russie a constamment entretenu, depuis cette époque, des relations actives avec Bôkhara, et il est probable que ce point sera le centre de la lutte commerciale qui s'engage aujourd'hui entre elle et l'Angleterre, lutte appuyée, du côté des Anglais, par l'expédition de l'Afghanistan, et du côté de la Russie par celle de Khiva.

Cette dernière expédition, préparée à Orenbourg sous les ordres du général Perowski, avait été précédée d'un manifeste que nos journaux ont reproduit, et qui énumérait les griefs très-réels de la Russie contre le khan de Khiva. Le gouvernement russe avait recueilli, dans le cours des années 1825 et 1826, des renseignements d'une grande exactitude sur toute la ligne de marche des caravanes entre les frontières de l'empire et la Tourkomanie, et, en particulier, sur la ligne que le général Perowski devait parcourir. Cette route traverse le plateau connu sous le nom kirghiz d'*Oust-Ourt*, espèce d'isthme entre la mer Caspienne et la mer d'Aral. Sur ce plateau et dans toutes les régions qui l'avoisinent, les extrêmes du froid et du chaud sont plus remarquables que dans aucun autre climat connu. La chaleur s'y élève souvent, en été, à 40° et 50° de Réaumur; le froid, au cœur de l'hiver, excède fréquemment 30°. Les neiges y sont abondantes, et les redoutables tourbillons appelés *bouranes*, qui les accompagnent parfois, enlèvent, emportent, détruisent les hommes et les bestiaux. L'*Oust-Ourt* et les côtes de la mer d'Aral et de la mer Caspienne, qui lui servent de limites à l'est et à

l'ouest, ont été examinés, relevés et décrits avec un soin minutieux par l'expédition scientifique qui avait été placée sous les ordres du général major Berg (alors colonel), dans les années que nous venons de désigner (*). L'expédition militaire entreprise cette fois, autant dans le but de contre-balancer, dans l'Asie centrale, l'effet moral de l'échec éprouvé par la politique russe en Afghanistan, que pour délivrer les sujets russes prisonniers du khan de Khiva, et procurer aux relations commerciales la sécurité et l'extension qu'elles réclamaient, avait été résolue, à ce qu'il paraît, en mars 1839. De ce mois au mois de novembre, d'immenses moyens de transport furent rassemblés à Orenbourg. Les détails ne sont point officiellement connus; mais de la comparaison des divers documents que nous avons pu consulter, résultent, avec probabilité, les faits suivants. L'expédition, divisée en quatre colonnes, et forte d'environ trois mille hommes d'infanterie et quinze cents hommes de cavalerie, artillerie, etc., se mit en marche d'Orenbourg, du 14 au 17 novembre : elle atteignait les rives de l'Emba le 19 décembre, et avait déjà souffert, surtout dans ses moyens de transport, du froid excessif des steppes et de cette saison, 1839-40, en particulier. De petits détachements occupaient deux points fortifiés sur la route; l'un de ces points se trouvait sur l'Emba, à trois cent quinze milles de la frontière russe; l'autre, nommé Ak Boulâk, à quatre cent vingt-huit milles. D'Ak Boulâk au plateau Oust-Ourt, on compte, à ce qu'il paraît, deux cent vingt-cinq milles. Or, le corps expéditionnaire avait déjà perdu plus d'un millier de chameaux avant de dépasser l'Emba, et quand il arriva le 2 février à Ak Boulâk, on en avait perdu cinq mille, et on était à peine à moitié chemin de Khiva! Le général Perowski, craignant avec raison que tous les moyens de transport ne vinssent à lui manquer, par suite de la rigueur inaccoutumée de la saison, se détermina, le 5 février, à rétrograder sur l'Emba. Ce mouvement rétrograde était complété au 14 février, et des rives de l'Emba, le corps d'armée expéditionnaire se replia sur Orenbourg (*). Cette fois encore, l'hiver avait triomphé de la science militaire et du courage!

Mais la Russie, décidée à pousser à bout cette entreprise, ne pouvait pas reculer, et une nouvelle expédition fut résolue. Des préparatifs sur une plus grande échelle, et protégés par des précautions plus minutieuses encore que celles qui avaient été employées naguère, étaient en pleine activité, quand le gouvernement suprême des Indes anglaises, saisissant l'occasion qui se présentait d'appuyer efficacement la politique récemment adoptée par le cabinet de Saint-James, en ôtant à la Russie tout prétexte immédiat de pénétrer à main armée dans l'Asie centrale, envoya successivement deux officiers intelligents au khan de Khiva, pour le déterminer à donner satisfaction entière à l'empereur. Cette mission, qui n'a pas été sans danger et sans accidents (au moins pour le lieutenant Abbott, le premier des officiers envoyés à Khiva), paraît avoir eu un

(*) C'est d'après les observations et les calculs des ingénieurs attachés à cette expédition que la différence de niveau entre les deux mers a été déterminée : la mer d'Aral se trouve être plus élevée que la mer Caspienne de 110 pieds environ, 35m,86. Il s'est glissé, à cet égard, dans la traduction de l'histoire des Kirghiz-Kazaks, d'Alexis Lerchine, revue et publiée par Charrière, (imprimée à l'imprimerie royale, 1840), partie 1re, chap. 5, p. 55, une erreur énorme qu'il importe de signaler.

(*) Quelques milliers de cavaliers avaient été envoyés par le khan de Khiva pour s'emparer des petits forts russes d'Ak Boulâk et de l'Emba. Ils se présentèrent devant Ak Boulâk dans le courant du mois de décembre. On leur tira quelques coups de canon qui les dispersèrent : ils firent ensuite une tentative contre un détachement de deux ou trois cents hommes qui se rendait de l'Emba à Ak Boulâk, mais ils furent repoussés avec une perte énorme et ne reparurent plus.

plein succès. La proclamation suivante du général Perowski (publiée à Pétersbourg le 24 octobre dernier) fait connaître le résultat des négociations, sans toutefois mentionner l'intervention anglaise, et on devait s'y attendre.

Le général Perowski a fait publier à Orenbourg la notification suivante, du rétablissement des relations entre la Russie et Khiva :

« La déclaration publiée le 14 novembre 1839 exposait les motifs qui décidaient l'empereur à entreprendre une expédition militaire contre Khiva. Cette expédition avait pour but de contraindre les Khiviens, par la force des armes, à se rendre aux justes demandes du gouvernement impérial, de délivrer les prisonniers russes qu'ils tenaient dans l'esclavage, de faire cesser les déprédations et autres excès commis sur les frontières de l'empire, et de mettre, désormais, les droits et les intérêts des sujets russes à l'abri de toute attaque. Cette mesure de répression a suffi, même avant son entier accomplissement, pour convaincre les Khiviens qu'en s'obstinant plus longtemps à se montrer hostiles à la Russie, ils attireraient nécessairement sur leur pays les plus désastreuses conséquences. Le chef de Khiva, envisageant sous leur véritable jour les intérêts de son khanat, s'est empressé de faire un appel à la magnanimité de Sa Majesté Impériale, après avoir toutefois satisfait, sans condition, aux principales demandes de la Russie. Au mois de juillet dernier, il a rendu un firman par lequel il interdit à toutes les tribus placées sous son autorité, sous peine d'un châtiment sévère, de commettre aucun acte de violence ou de pillage sur les frontières de l'empire, ainsi que de détenir aucun sujet russe dans l'esclavage. Le khan, en même temps, envoyait en Russie un de nos officiers qui avait été arrêté à Khiva, pour déclarer formellement que lui, le khan, était prêt à accorder toutes les réparations exigées par l'empereur. En témoignage de sa sincérité, il assembla immédiatement et fit mettre en liberté tous les Russes prisonniers sur son territoire, leur fournit de l'argent et les envoya en Russie, accompagnés de son ambassadeur. Les prisonniers et l'ambassadeur khivien, Ataniaz Hodja Reiss, arrivèrent à Gourieff le 25 septembre. En apprenant que les Khiviens avaient ainsi purement et simplement accédé à nos principales demandes, Sa Majesté Impériale daigna ordonner que l'ambassadeur khivien serait reçu à Saint-Pétersbourg ; que les marchands khiviens arrêtés en Russie seraient mis en liberté ; que leurs marchandises qui avaient été séquestrées leur seraient rendues ; qu'on accorderait des secours à ceux d'entre eux qui en auraient besoin pour retourner dans leur pays ; et enfin, que les relations commerciales qui avaient été interrompues avec Khiva, seraient rétablies. Les mesures qui pourront être nécessaires pour placer le commerce futur entre les deux pays sur des bases sûres, deviendront l'objet de négociations entre le gouvernement impérial et le khan de Khiva.

« J'ai pensé qu'il était de mon devoir de faire connaître la volonté suprême de Sa Majesté Impériale aux habitants de la province confiée à ma charge.

« Le gouverneur militaire d'Orenbourg, aide de camp général,

« PEROWSKI (*) »

Le cabinet russe ne pouvait se laisser démoraliser par un échec. Les tribus Kirghis et Kaissacks, qui ont aidé les Russes dans leur dernière tentative, seraient encore leurs auxiliaires dans une nouvelle expédition, si le khan de Khiva hésitait à remplir ses engagements. Trois cents lieues de pays ne sont pas un obstacle infranchissable pour des nomades qui peuvent aller partout où leurs chevaux

(*) Les journaux anglais ont annoncé que le capitaine Shakespear qui avait été envoyé à Khiva (après le capitaine Abbott) et de là à Pétersbourg, *à l'effet de réconcilier la Russie avec le khan de Khiva*, a été présenté à l'impératrice le 29 novembre dernier.

trouveront de l'eau et des pâturages, et qui n'exigent pour leur propre subsistance que ce que la nature ne refuse nulle part. Toutefois, nous le répétons, il est dans l'intérêt de la Russie de se borner en ce moment à prendre position dans l'Asie centrale pour la protection et l'agrandissement de son commerce; c'est un droit qu'elle peut exercer sans que l'Angleterre puisse s'en offenser, et si la rencontre de ces deux puissances prenait avant longtemps, contre toute apparence, un caractère hostile, la faute n'en sera pas à la Russie. Il n'est pas au pouvoir de l'Angleterre d'arrêter la marche de la civilisation dans l'Inde. Ce qu'elle pouvait faire, c'était de s'associer au mouvement et de le diriger, et c'est ce qu'elle a fait; mais, tout en s'efforçant de féconder les éléments divers de ses richesses territoriales, et de développer les ressources industrielles et commerciales de son empire, elle a voulu, avant tout, et pour son seul intérêt, exclure de cette œuvre d'avenir le concours des autres nations européennes, et même jusqu'à leur influence politique. C'est là, selon nous, qu'est le vice radical de son système, et nous ne pouvons croire qu'elle persiste dans cette voie d'exclusion. Malheureusement les nations, comme les individus, s'abusent parfois sur leur valeur réelle, se laissent aller au courant des habitudes et de la routine, caressant certains préjugés vaniteux, s'accoutumant à regarder comme un droit ce qui n'a été que le résultat de la tolérance ou de l'insouciance des autres nations. Les Anglais, en particulier, regardant la mer comme leur domaine, et les spéculations basées sur une exportation illimitée de leurs produits comme un privilége, s'étonnent, s'alarment et s'offensent même au besoin, avec un naïf égoïsme, de toute tentative de concurrence. C'est là l'écueil contre lequel viendra peut-être se briser l'avenir de l'Inde britannique. Il est toujours plus aisé de détruire que d'édifier, et, par une conséquence inévitable de ce principe, il sera toujours comparativement facile de s'entendre pour renverser une domination qui n'aura pas su se ménager d'alliances solides au dehors, et au dedans l'affection et la reconnaissance des peuples. L'existence de l'empire russe a été toute militaire jusqu'à ce jour, elle le sera longtemps encore. La Russie a besoin de la guerre; si l'Angleterre lui fournit un prétexte, elle ébranlera bientôt l'Asie : *Da mihi punctum, et terram movebo*. Pierre le Grand avait dit : « Il faut maintenir l'empire dans un état de guerre perpétuelle... se pénétrer de cette vérité, que le commerce des Indes est le commerce du monde, et que celui qui en peut disposer exclusivement est le maître de l'Europe. »

Il est de l'intérêt de l'Europe continentale, de celui de la France en particulier, que la Russie tienne l'Angleterre en échec dans l'extrême Orient. Les forces matérielles de la Russie ne sauraient rester inactives; si elle est repoussée du côté de l'Asie centrale, elle retombera de tout son poids sur l'Occident, et une politique traditionnelle lui fait une loi de se mêler à toutes les querelles de l'Europe. Il ne faudrait pas cependant non plus laisser le champ trop libre à la Russie du côté de l'Inde; car, si une lutte sérieuse s'engageait entre elle seule et l'Angleterre, en supposant cette lutte terminée en sa faveur et l'Angleterre ruinée, où serait la digue qui arrêterait le torrent? Quant à présent, l'attitude de la France doit être celle de l'observation, mais de l'observation active. Tout en désirant le maintien de la paix, la France ne doit pas permettre qu'on dispose de l'avenir politique de l'Orient, et surtout de son avenir commercial, sans sa participation. Le temps a emporté bien des questions; mais, la question d'Orient est restée et grandit tous les jours. Autour de cette question désormais s'agiteront les ambitions les plus hautes et se grouperont les plus vastes ressources, les combinaisons les plus hardies (*). L'organisation politique

(*) Parlant de l'intérêt que nous avons à

de la Russie est très-favorable à l'accomplissement de ces grands desseins. La force du gouvernement ne s'use pas comme chez nous, dans ces derniers temps, en luttes électorales, en débats de tribune, en vaines agitations de politique intérieure; efforts stériles où il s'est dépensé journellement plus

suivre la marche des événements dans l'Orient, M. Berryer s'exprimait ainsi devant la chambre des députés, le 25 mars 1840:

« ..... Cet intérêt, on ne saurait le nier. Voyez ce magnifique parallélisme politique et guerrier qui s'étend depuis les frontières de la Tartarie jusqu'aux rives de la Méditerranée, entre deux nations qui doivent lutter un jour l'une contre l'autre.

« Du fond du monde jusqu'à nos rivages, l'Angleterre établit sa parallèle guerroyante contre la Russie, qui la menace sur les limites de ses magnifiques colonies de l'Inde.

« Considérez ces grandes expéditions à cinq cents lieues de leurs frontières; d'un côté, l'expédition de Caboul; de l'autre, la tentative de Khiva. Voyez ces deux grandes nations marchant à travers le monde pour établir leur ligne de précautions l'une contre l'autre.

« Oui, l'Angleterre, en écoutant les propositions de la Russie, voulait sa compensation; elle voulait la mer Rouge; elle voulait la sécurité du passage; et si cela arrive au profit de la puissance qui a Gibraltar, qui a Malte, qui a Corfou, que devient pour nous la Méditerranée? Sommes-nous dépossédés, oui ou non? N'en doutez pas, Messieurs, la question d'Égypte est une question de mort comme une question d'honneur et de dignité pour la France.

« Là, vous n'avez pas d'alliés; là, vous devez vous attendre à vous en séparer. Il est donc nécessaire que vous soyez dans cette situation forte, énergique, appelant les esprits à la confiance, les volontés à la résolution, pour déterminer le pays, s'il n'a pas d'alliés, à se retirer, suivant votre belle expression, dans sa force, et à ne douter de rien dans le monde, parce que cela est permis à la France.

« Qu'y aurait-il contre cette grande résolution? La résignation. Oui, on l'a dit, au milieu de cet individualisme que nous ne pouvons combattre que par le ralliement de beaucoup d'esprits généreux sous un principe indépendant, au milieu de ces esprits préoccupés de l'intérêt du moment et mal intelligents sur cette matérialité des biens dont ils sont si soucieux; on a dit qu'après tout la France est une puissance continentale, et qu'elle devait se borner là et renoncer aux possessions lointaines. Y a-t-on bien pensé? Quoi! Messieurs, la France ne sera qu'une puissance continentale, en dépit de ces vastes mers qui viennent rouler leurs flots sur nos rivages et solliciter en quelque sorte le génie de notre intelligence!

« Il n'en saurait être ainsi; et d'ailleurs, sur cette question des alliances, qu'avez-vous fait, vous gouvernement, vous administrateurs? Depuis dix ans, depuis trente ans, vous avez fait des efforts inouïs pour mettre en activité l'admirable intelligence de ce peuple; le génie créateur a été éveillé; sur tous les points du royaume, l'industrie a été appelée à enfanter des merveilles.

« La puissance de la nature était insuffisante; l'art est venu en aide à la nature. Les productions s'accroissent, tout le monde travaille, tout le monde produit en France, et vous nous renfermez dans nos deux frontières de terre et dans nos deux rivages.

« Et que deviendront toutes ces productions que vous excitez ainsi dans la France? Et cette immense machine à vapeur ainsi mise en mouvement, ainsi chauffée par le génie, par l'activité, par l'intérêt de tous, ne fera-t-elle pas une effroyable explosion, si les débouchés ne sont pas conquis?

« Là, est une rivalité; là, l'alliance est impossible. Vous avez voulu un gouvernement de même nature; vous avez voulu porter l'activité des esprits sur les mêmes objets; vous avez les mêmes besoins, des besoins rivaux; vous ne pouvez, à moins d'être condamnés à souffrir, vous ne pouvez compter sur cette alliance. Ce peuple se présente comme dominateur, comme maître, comme créateur de toutes les inventions, de tous les progrès qui honorent l'esprit, l'intelligence humaine. Il disputera son ascendant, et la France voudra rivaliser, parce qu'elle en a le droit; l'alliance est donc impossible.

« Telle est la situation des affaires; telle est, Messieurs, la situation que vous avez à servir, que vous devez défendre. »

de capital intellectuel, plus d'activité physique et de temps qu'il n'en eût fallu pour doter la France d'une bonne moitié des avantages qui lui manquent encore! Ce qui manque à la Russie c'est le développement normal de ses ressources productives, de ses relations commerciales, et, par suite, un accroissement de revenus en rapport avec son importance militaire et politique. La question financière, c'est-à-dire, commerciale, est donc celle qui préoccupe le plus vivement le gouvernement impérial. Celle de la domination russe en Orient s'y rattache par des conséquences nécessaires, et c'est cette nécessité d'étendre son influence en Asie qui inspire aux Anglais une jalousie et une inquiétude, dont la correspondance entre les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg a fait foi. Quelle sera l'issue de cette rivalité inévitable? C'est un problème dont la solution n'appartient peut-être pas au dix-neuvième siècle!

AFFAIRES DU PANDJAB, DE NAPAL, ETC.— DIFFÉRENDS AVEC LES BIRMANS. — AFFAIRES DE CHINE.

En même temps que le gouvernement de lord Auckland employait les ressources de la politique et la force des armes pour mettre les frontières occidentales du vaste empire indien à l'abri de l'invasion dont la Perse et la Russie les menaçaient dans un avenir éloigné, il avait à surveiller les dispositions souvent douteuses et les mouvements des puissances du second et du troisième ordre qui entourent le territoire propre de la Compagnie ou se mêlent pour ainsi dire à ce territoire. Au moment où se préparait l'expédition d'Afghanistan, des symptômes d'hostilité latente semblaient ainsi se révéler sur divers points, et se rattacher, d'un côté, à l'influence perso-russe, de l'autre, à celle de l'Hindo-Chine. Lord Auckland sut pourvoir à tout avec un sang-froid, une prudence et une présence d'esprit peu ordinaires. La nécessité de se mettre en mesure de repousser au besoin des voisins menaçants, ne nuisit en rien aux préparatifs de l'expédition d'Afghanistan. Tandis que cette expédition s'organisait sur une vaste échelle et, dans ses diverses parties, avec un ensemble et une énergie si remarquables, les forces anglaises dans les provinces d'Arracân et de Tenasserim (conquises sur les Birmans dans la guerre de 1825-26) sont augmentées; la cour d'Ava est prévenue que la moindre démonstration hostile de sa part entraînera l'occupation immédiate de ses ports de mer; en même temps l'envoyé du roi de Napâl auprès de Randjit Singh est arrêté; on fait savoir à son maître que toutes ses menées, tant avec les princes de la Péninsule qu'avec les sujets de la Compagnie, ont été découvertes : on lui enjoint péremptoirement de faire retirer les détachements qu'il avait poussés sur plusieurs points de la frontière, et qui avaient commencé à se retrancher dans les passes principales du bas pays; et afin de le contraindre à satisfaire à cette demande, un corps d'observation considérable s'assemble au pied des montagnes. Dans les deux cas, cette attitude ferme et décidée amena les résultats prévus par le gouverneur général. Le roi d'Ava, tout en continuant à se montrer peu bienveillant, manifesta cependant bien plus de crainte d'être attaqué que de disposition à prendre lui-même l'offensive. La soumission des Napâlais fut instantanée et entière; ainsi les deux puissances se trouvèrent efficacement tenues en échec, tandis qu'une partie considérable de l'armée était engagée en Afghanistan et qu'une forte division, cantonnée sur les bords du Sutledge, se tenait prête à appuyer au besoin, dans le Pandjâb, les mesures politiques du gouvernement suprême.

L'Angleterre doit beaucoup à lord Auckland pour la fermeté avec laquelle, dans ses discussions avec le souverain birman en 1837, il a su maintenir une politique pacifique. Le résident anglais à la cour d'Ava, le commissaire chargé de l'administration des provinces méridionales (cédées par les Birmans), et

plusieurs des autorités civiles et militaires qui connaissaient ou prétendaient connaître le caractère et les vues du nouveau souverain (*) et les intérêts du gouvernement britannique, dans ses relations politiques avec l'empire birman, proclamaient hautement et avec instance la nécessité absolue de venger l'honneur anglais par un appel immédiat aux armes. L'armée, naturellement avide des chances d'un service actif, de promotions et de butin (**), prêtait sa puissante voix à ces manifestations entraînantes. La presse fit son possible pour appuyer les efforts de la passion et de l'égoïsme : elle n'avait pas d'expressions assez poignantes pour stigmatiser la soumission honteuse du gouvernement ou l'imprudence de sa politique, en permettant au roi d'Ava d'insulter les Anglais avec impunité, en lui donnant le temps de consolider son pouvoir, de rassembler et de discipliner ses troupes, et de se préparer à sa convenance à une guerre ouverte, etc. Lord Auckland, sans s'émouvoir de ces clameurs, continua tranquillement ses préparatifs, et fit signifier aux Birmans qu'il était en mesure non-seulement de repousser toute agression, mais de châtier les agresseurs. Depuis cette époque, Tharawadî a jugé à propos de rester dans l'inaction : les relations du gouvernement suprême avec la cour d'Ava ne sont pas amicales; mais il n'est pas douteux que les triomphes obtenus par l'armée anglaise dans l'Afghanistan n'aient fait réfléchir le souverain birman, et considérablement refroidi son ardeur guerrière et ses projets de vengeance; cependant il nous paraît probable que la lutte n'est que retardée.

(*) Tharawadî, le roi actuel des Birmans, est frère du dernier roi. Une révolution amenée par l'état de faiblesse et d'imbécillité où était tombé ce prince dès 1824, a placé Tharawadî sur le trône. Ils descendaient tous deux du grand Alompra, qui régna sur ce vaste empire avec gloire, il y a près d'un siècle.

(**) Voyez la Revue d'Édimbourg, citée plus haut.

Il était dans les limites du possible (et selon l'opinion de plusieurs on devait considérer comme probable) que le différend de l'Angleterre avec la Chine, différend dont nous allons nous occuper bientôt, contribuât à précipiter l'époque de la collision. Les Chinois ont dû, en effet, profiter des relations que l'on sait exister entre la cour de Pékin et les souverains d'Ava et de Napâl, pour exciter ceux-ci à attaquer les Anglais dans un moment qui devait sembler favorable à l'invasion du Bahar ou de l'Assam; mais nous avons pu nous convaincre que le gouverneur général était prêt à tout événement, et la manière dont il a dirigé cette grande affaire d'Afghanistan est la preuve la plus complète qu'aucune crise n'eût trouvé sa vigueur en défaut. « En supposant que le but de la « Chine eût été atteint, les Anglais « eussent pu avoir (disait dernière- « ment *la Revue d'Édimbourg*) à li- « vrer bataille à une armée de Tar- « tares dans les plaines de Bèhar, au « milieu de ces champs de pavots qui « ont donné une si mauvaise réputa- « tion à la Compagnie, ou parmi les « plantations rivales du haut Assam, « qui doivent bannir le thé de Chine « des marchés européens. » Lord Auckland avait la conscience de sa force, et rien ne prouve mieux, selon nous, qu'il était à la hauteur de la mission que lui avait confiée l'Angleterre, que la modération de son langage et son attention constante, dans ses rapports officiels avec les princes du pays, à faire ressortir les avantages de la civilisation et du commerce, et à placer la gloire du législateur et de l'administrateur éclairé bien au-dessus de celle du conquérant. Nous choisissons comme exemple de cette dignité et de cette convenance de langage les instructions que lord Auckland donnait à M. Macnaghten pendant la mission de ce fonctionnaire à Lahore, pour la conclusion du traité que nous avons reproduit plus haut (p. 57 et suiv.). Ces instructions, sous la date du 15 mai 1838, portent ce qui suit :

« ..... Dans les discussions qui

pourront avoir lieu au sujet de la politique actuelle du gouvernement, vous ferez remarquer au maharadjah que le gouverneur général n'a jamais montré qu'il eût soif de guerres ou de conquêtes, que les limites de l'empire hindo-britannique lui ont toujours paru suffisamment étendues, et qu'il aimerait mieux conquérir le désert par la charrue, élever des villages là où les tigres ont établi leur demeure, et étendre le commerce et la navigation sur des eaux restées jusqu'à ce jour improductives, que de prendre un pouce de territoire à ses voisins, ou de faire marcher des armées pour conquérir des royaumes; cependant il se sent fort de ses ressources militaires, et sait qu'avec une armée de cent mille hommes, sous des officiers européens dans le Bengale, et cent mille hommes de plus qu'il peut appeler à son aide de Madras et de Bombay, il peut aisément repousser toute agression et punir tout ennemi; mais il ne considère cette armée que comme une garantie de paix, et comme un moyen de conserver dans toute leur intégrité la puissance territoriale et la dignité de la Compagnie des Indes orientales. En discutant les dangers auxquels le gouvernement anglais peut être exposé, vous pouvez remarquer que, pour ce qui regarde les ennemis du côté de l'ouest, les Sikhs et les Anglais sont comme une nation, et que leurs armées, agissant de concert sur le champ de bataille, seraient invincibles. Au nord se trouve le Napâl, et vous pouvez dire que le gouverneur général est parfaitement informé des troubles qui ont éclaté dans ce royaume et du désaccord qui y règne en ce moment. Il sait aussi que tout pays qui est divisé est dangereux pour ses voisins, et que des intrigants mettent tout en œuvre pour exciter des troubles au dehors, afin de se donner de l'importance au dedans. Toutes les manœuvres de ces hommes pervers lui sont connues, et il les surveille; mais le gouverneur général espère que cette fièvre d'excitation s'apaisera dans le Napâl, comme elle promet de s'apaiser à Ava. Les montagnes de Napâl peuvent être difficiles à gravir, mais elles ont été déjà gravies par des troupes anglaises; une rencontre dans les plaines serait fatale aux Gaurkhas, et le Napâl n'est guère en état de perdre les *laks* que lui rapportent ses possessions dans le *terraï* (*). Ava est dans une position analogue à celle où se trouve le Napâl; des commotions intérieures ont influé sur les relations extérieures; le gouvernement anglais, avec ses *steamers* et ses vaisseaux de guerre et quelques régiments de Madras, pourrait envahir en un instant et conquérir de vastes portions d'un pays malsain; mais il a été lent à s'offenser, et il espère encore que tout pourra s'arranger. Quant à des troubles sérieux qui pourraient éclater à l'intérieur, Sa Seigneurie ne peut rien appréhender, car en même temps que tous les chefs indigènes savent apprécier la bonne foi et la modération du gouvernement anglais envers ceux qui sont fidèles à leurs engagements, ils ont la conscience de leur faiblesse, et savent que la trahison amènerait leur propre ruine, et ne ferait qu'ajouter à la puissance et aux ressources du gouvernement suprême.

« Pour ce qui concerne les affaires commerciales, vous pouvez exprimer particulièrement la satisfaction avec laquelle le gouvernement anglais a reçu la nouvelle de la protection pleine de sollicitude que le maharadjah a accordée au commerce des deux États en sanctionnant le passage des bateaux et le transport des marchandises par l'Indus à Bombay. On connaît assez l'importance que le gouvernement anglais attache à la prospérité des intérêts commerciaux; on sait qu'il regarde le commerce comme la source légitime des richesses et du pouvoir, et son extension comme le plus sûr lien qui

(*) *Taraï*, *terraï*, *tiriana*; vastes plaines au pied des montagnes, très-fertiles et abondantes en riches pâturages. Les droits de pacage sont pour les Napâlais une source importante de revenus. Les forêts qui bordent le *Terraï* fournissent de bons bois de construction.

puisse unir les nations. Il se plaît à voir, dans l'adoption de ces mesures, le moyen d'augmenter les richesses et le pouvoir du maharadjah, et se réjouit de l'agrandissement mutuel des deux nations (*). »

Avant de résumer ce que l'on sait aujourd'hui en Europe sur l'état intérieur des Indes anglaises et sur l'avenir politique et commercial de ce vaste empire, nous allons essayer de donner en quelques pages, à nos lecteurs, une idée des causes qui ont amené la rupture entre la Chine et l'Angleterre, et des principaux événements qui ont marqué le cours des hostilités. Cette grande affaire de Chine, qui mérite à tant d'égards d'être étudiée et suivie avec soin, a donné lieu à mille conjectures, et amené la publication d'un nombre infini de pièces officielles, de renseignements particuliers; elle avait fait éclore plusieurs plans de campagne, et les appréciations les plus diverses des causes qui ont provoqué la rupture, comme aussi des conséquences probables de ce grand événement. La conduite du capitaine Elliot, surintendant du commerce anglais en Chine, et celle des hauts fonctionnaires chinois ont été surtout l'objet d'une polémique active. Il serait difficile de faire, même à présent, la part des hommes et des choses dans cette lutte imprévue; mais nous croyons que la question du commerce de l'opium qui a été la cause immédiate du différend, n'en est pas la cause unique: elle n'est pour nous qu'un des points qui se rattachent à la question générale des relations de l'Europe avec la Chine, relations vieillies, et qu'une secousse, devenue inévitable, pouvait seule rajeunir et faire tourner à l'avantage réel de la civilisation et de l'industrie.

Depuis un grand nombre d'années, l'opium est importé en Chine, non-seulement des possessions anglaises dans l'Inde, mais encore de plusieurs autres parties du globe, tant par les Européens que par les Américains. Les autorités chinoises avaient ostensiblement prohibé l'importation et l'usage de cet article; mais, jusqu'en 1839, la Cour céleste n'avait pris aucune mesure décisive pour mettre fin à ce trafic. Le commerce de l'opium était, par le fait, une contrebande, non pas seulement tolérée, mais soutenue et protégée, pour ainsi dire, en plein jour, par des officiers chinois de tous les rangs, dont la connivence se payait par une commission de soixante à cent vingt piastres par caisse d'opium (selon que l'opium était livrable à Macao ou à Canton), commission réglée et perçue aussi ouvertement que s'il se fût agi de tout autre article d'importation étrangère. Cette contradiction monstrueuse entre la solennité des décrets prohibitifs et les faits devait avoir pour résultat inévitable l'accroissement rapide du mal que signalaient ces décrets journellement éludés. Cependant, après l'abolition du privilége de la Compagnie, le gouvernement anglais voyant le danger qui pourrait résulter de l'extension illimitée de ce trafic prohibé, prît des mesures pour en obtenir la légalisation ou pour le supprimer entièrement. Le gouvernement chinois examina sérieusement la question de son côté. Plusieurs conseils furent tenus à la cour impériale de Péking, afin de décider si l'opium serait admis en payant un certain droit; l'avis contraire prévalut définitivement à la petite majorité, dit-on, de deux ou trois voix. Selon quelques versions, un grand nombre d'officiers de l'État, consultés à ce sujet, donnèrent leur opinion formelle en faveur de l'importation, moyennant le payement d'un droit; mais les ministres de l'empereur rejetèrent cet avis. Lord Palmerston, aussitôt qu'il eut connaissance de ce résultat, donna l'ordre au surintendant anglais à Canton d'informer tous les négociants anglais et tous les capitaines de vaisseaux marchands « que le commerce était illégal; que le gouvernement anglais ne pouvait intervenir dans le but de mettre les sujets anglais à même de violer les lois du pays dans lequel ils commerçaient, et que, s'ils persistaient, ils devaient

(*) *Indian papers*, n° 4, March., 1840.

en subir les conséquences. » Conformément à ces instructions, le capitaine Elliot (*) prit toutes les mesures dont la gravité des circonstances indiquait l'adoption, se montrant disposé à donner toute satisfaction raisonnable aux autorités chinoises, et, comme représentant du gouvernement anglais, évitant de la manière la plus marquée toute relation avec les contrebandiers. Une proclamation à cet effet fut publiée en décembre 1838. La contrebande néanmoins se faisait aussi exactement que par le passé, les autorités chinoises se prêtant au trafic, tandis que le gouvernement impérial et le surintendant anglais continuaient à l'interdire par leurs décrets.

En février 1839 cependant, les injonctions les plus sévères envoyées de Péking prescrivirent de faire exécuter les ordres de l'empereur, et, conformément à ces ordres, un Chinois, convaincu d'avoir participé au trafic de l'opium, fut pendu le 26 de ce mois, devant les factoreries étrangères. Cet acte violent d'une justice tardive, acte complétement inattendu au milieu des habitudes d'impunité qui avaient réglé jusque-là tous les rapports des parties intéressées, fut regardé par les Européens comme une insulte, et les pavillons des diverses factoreries furent amenés.

Le 10 mars, le commissaire impérial Lin (pron. *Linn*) arriva à Canton avec la mission spéciale d'abolir sans délai et de déraciner complétement ce commerce illicite. Le 18, il rendit deux décrets, l'un adressé aux marchands hongs, l'autre aux étrangers; ce dernier exigeait, sous peine de mort, que tout l'opium chargé, tant sur les *navires-entrepôts* (*store ships*) que sur les vaisseaux mouillés au dehors, fût livré au gouvernement. Le surintendant Elliot et autres résidents à Canton, qui n'avaient jamais pris la moindre part au commerce de l'opium, furent saisis, privés de nourriture, et menacés d'une mort certaine si le décret n'était pas exécuté sous trois jours. Le représentant de la reine d'Angleterre n'avait donc devant les yeux que l'alternative du supplice ou d'une soumission entière et immédiate; il choisit ce dernier parti. Le 27 mars, le capitaine Elliot requit tous les sujets anglais résidant en Chine de livrer l'opium qu'ils pouvaient avoir en leur possession, se rendant responsable des valeurs ainsi livrées pour le compte du gouvernement. De cette manière, vingt mille deux cent quatre-vingt-onze caisses d'opium furent remises aux autorités chinoises. Le 21 mai, à deux heures du matin, la remise était complétée; mais les conditions consenties par les Chinois, ou n'avaient point été exécutées, ou ne l'avaient été que partiellement. Ces conditions étaient: 1° que les serviteurs des prisonniers seraient relâchés quand le quart de l'opium aurait été livré; 2° que les embarcations pourraient aller et venir pour le service des Anglais après livraison du second quart; 3° que les relations commerciales interrompues seraient rétablies après livraison des trois quarts; et enfin 4° que les choses reprendraient en tout leur cours ordinaire quand la livraison de l'opium serait complétée. Les vingt mille deux cent quatre-vingt-onze caisses d'opium furent solennellement ouvertes, et leur contenu, réduit en pâte et délayé dans des cuves construites à cet effet sur la plage, fut jeté à la mer en présence d'un immense concours de peuple, le 17 juin.

A dater de cette époque, bien que le surintendant se fût flatté pendant quelques jours de l'espérance de rétablir les relations commerciales sur un pied amical, et de les mettre à l'abri de nouvelles secousses par l'adoption de certains règlements concertés avec les autorités chinoises, les choses ne firent qu'empirer. Sans entrer dans le

(*) Le surintendant Charles Elliot est capitaine de vaisseau. Les autorités chinoises l'ont traité longtemps avec beaucoup d'égards, et paraissent même avoir admis dans leurs rapports officiels avec lui (faveur toute spéciale chez un peuple aussi orgueilleux) l'assimilation de son rang politique à celui de mandarin de troisième classe.

détail des événements, nous dirons seulement que le premier acte de ce drame étrange se terminait, le 3 novembre 1839, par un combat entre deux corvettes anglaises (*Volage* et *Hyacinth*) et vingt-neuf jonques chinoises, près de l'embouchure de la rivière de Canton. Dans ce combat, l'activité et la précision fatales de l'artillerie européenne remportèrent une victoire sanglante et décisive. Une des jonques sauta; trois furent coulées bas; le reste prit la fuite dans le plus grand désarroi, et tout espoir d'accommodement s'évanouit. On se trompait cependant en pensant que la rupture violente des relations régulières entre les deux peuples avait fait un tort considérable et immédiat au commerce anglais dans l'Inde. Le trafic de l'opium, depuis la saisie opérée par le commissaire *Linn*, reprit une activité prodigieuse, et le gouvernement suprême de l'Inde se crut tellement sûr des débouchés que ménageaient aux spéculateurs l'audace et l'intelligence des contrebandiers, qu'il fit ses avances aux cultivateurs indigènes sur la même échelle de production que par le passé. C'est ici le lieu de donner quelques éclaircissements sur la part que prend le gouvernement de la Compagnie à la *production* de l'opium, et sur la véritable extension de la culture du pavot dans les possessions anglaises de l'Inde.

Le monopole de l'opium, considéré comme mesure administrative, avait été le sujet d'une enquête rigoureuse de la part de la commission nommée par le parlement pour examiner l'état des affaires de la Compagnie, antérieurement à la nouvelle charte, et la correspondance officielle entre les autorités de Londres et celles de l'Inde, au sujet de cette branche de revenus, *depuis 1816* jusqu'en août 1830, a été publiée dans un appendice à l'un des rapports de la commission. Ces documents montrent distinctement les vues et les principes adoptés par le gouvernement au sujet du monopole.

En 1816 (sous le gouvernement de lord Moira), la vente de l'opium était sous la surintendance du bureau de commerce (*board of trade*), auquel il avait été notifié que le gouvernement, en se mêlant d'un trafic si contraire aux intérêts généraux de l'humanité, avait bien moins en vue l'augmentation de ses revenus que la régularisation, et, par suite, la réduction de ce même trafic dans des limites de plus en plus resserrées. Il était permis d'espérer, disait le gouvernement dans ses instructions, que les mesures prescrites à cet égard auraient pour résultat, non-seulement d'empêcher le commerce illicite de cette drogue, mais d'en réduire graduellement la consommation aux besoins de la médecine.

La cour des directeurs, l'année suivante, expliqua de la manière la plus claire ses sentiments à l'égard de la vente de l'opium, tant à l'intérieur qu'au dehors. En sanctionnant les mesures adoptées par le gouvernement du Bengale pour l'approvisionnement intérieur de cette drogue, elle s'exprimait ainsi :

« Nous désirons, en même temps, « qu'il soit clairement compris que notre sanction est donnée à ces mesures, non en vue des revenus qu'elles « peuvent produire, mais dans l'espoir « qu'elles restreindront l'usage de cette « drogue pernicieuse, et que les dispositions qui en régleront la vente, « à l'intérieur, seront combinées de « telle sorte qu'elles empêcheront l'introduction de l'opium dans les districts où l'on n'en fait pas usage, « et limiteront la consommation dans « les autres lieux au strict nécessaire, « autant que possible.

« A l'égard des moyens à employer « pour s'assurer à l'avenir d'un approvisionnement permanent pour la « consommation intérieure, nous sommes d'avis qu'on devrait adhérer invariablement à la résolution de ne « pas introduire la culture du pavot « dans les districts où elle n'est pas « connue aujourd'hui; mais que l'approvisionnement doit être augmenté, « soit par les améliorations apportées « à la culture dans les parties du pays « où des agents du gouvernement sont

« déjà établis, soit par l'établissement « d'une agence du gouvernement dans « les districts où on sait que la plante « est cultivée dans le but d'un com« merce clandestin. En conformité « avec ce principe, nous approuvons « entièrement le rejet de la proposi« tion qui vous a été faite par l'agent « de Bahar, d'établir une factorerie à « Mongbèr, district dans lequel il pa« raîtrait que le pavot n'est pas cul« tivé. D'un autre côté, en autorisant « la formation d'un approvisionnement « à Rangpour, où il paraît que tous les « efforts pour empêcher la culture il« licite du pavot ont été vains, notre « seul but (et certainement c'en est un « honorable) est de substituer une cul« ture autorisée à une qui est illégale; « de restreindre un mal qui ne peut « pas être entièrement réprimé; de ré« gulariser une habitude entraînante « de laquelle on ne peut sevrer tout à « fait le peuple, et d'employer le mo« nopole, moins comme un instrument « de gain, que comme un préservatif « de la santé et des principes de la « communauté.

« En résumé, nous devons faire ob« server que notre désir est, non« seulement de ne pas encourager la « consommation de l'opium, mais en« core de diminuer l'usage, ou, pour « mieux dire, l'abus de cette drogue; « et dans ce but, comme aussi dans « celui de l'augmentation de nos re« venus (prenant en considération « les effets d'un commerce illicite « dans nos propres possessions, et la « concurrence que peut nous faire à « l'étranger l'opium produit dans d'au« tres pays), nous pensons qu'il est « convenable que le prix, tant au dehors « qu'à l'intérieur, soit aussi élevé que « possible. S'il dépendait de nous d'em« pêcher entièrement l'usage de cette « drogue, autrement que comme mé« dicament, nous le ferions de bon « cœur par compassion pour l'espèce « humaine; mais cela étant absolu« ment impraticable, nous ne pouvons « que faire tous nos efforts pour régu« lariser et pallier un mal qui ne peut « pas être déraciné. »

La commission parlementaire à laquelle l'examen de cette importante question était dévolu quinze ans après (en 1832), arrivait aux conclusions suivantes :

« Dans l'état actuel des finances de « l'Inde, il ne serait pas prudent « de renoncer à une source aussi im« portante de revenus; un droit sur « l'opium étant un impôt qui tombe « principalement sur l'étranger, et qui « paraît, au total, moins sujet à ob« jection que tout autre qu'on pour« rait lui substituer. Il ne faut pas « perdre de vue, dit ailleurs le rapport, « qu'une saine politique exige que cette « dépendance éloignée de l'empire soit « soumise à un système d'impôt aussi « modéré que les besoins de son gou« vernement puissent l'admettre. »

Ces mêmes considérations ont été reproduites avec une grande force pendant la dernière session du parlement, dans le cours de la discussion relative aux affaires de Chine.

La Compagnie a donc pu croire qu'en se rendant maîtresse de la production, elle agissait d'après des principes de saine administration, et même, en ce qui concernait ses propres sujets, avec une sollicitude toute paternelle. Une fois la nécessité du monopole admise, il faut reconnaître que la Compagnie se trouve dans l'obligation de fournir aux besoins de la consommation. Elle n'a pu, il est vrai, s'aveugler sur l'existence de ce fait, savoir : que la plus grande partie de l'opium acheté à ses ventes publiques était importée en contrebande en Chine, en opposition aux lois du pays, et contribuait nécessairement à l'abrutissement des populations; mais la connaissance de ce fait, quelque déplorable qu'il pût être, n'imposait aucune obligation au gouvernement de l'Inde anglaise de suspendre ses ventes, ou de prohiber une culture profitable à ses sujets. Si la culture eût été parfaitement libre, et que l'opium exporté eût payé un droit à l'exportation, comme d'autres marchandises, la Chine eût été inondée plus promptement, à meilleur marché, et d'une dro-

gue de qualité inférieure. Voilà ce qui paraît certain. Ce que la Compagnie pouvait et devait éviter (une fois la nécessité du monopole admise, nous le répétons), c'était de se rendre complice d'un trafic illégal; et c'est une règle qu'elle a observée de la manière la plus scrupuleuse. Empêcher l'introduction clandestine et illégale de l'opium en Chine et en d'autres pays était évidemment l'affaire et le droit exclusif des gouvernements de ces pays. Il serait, il faut en convenir, plus raisonnable de mettre sur le compte de nos gouvernements tous les excès causés par l'ivrognerie et la démoralisation dégradante qui résulte de l'abus des liqueurs fortes, dont la consommation (source importante de revenus) est légalisée dans nos climats, que de déclamer, comme on le fait, contre la Compagnie des Indes anglaises au sujet du monopole de l'opium. Nous pensons même que si la Compagnie eût repoussé avec une vertueuse horreur ce revenu net de trente à quarante millions que lui procure l'opium, aux dépens des étrangers, et eût cherché à remplacer cette source de revenu par un impôt levé sur ses propres sujets, une pareille conduite eût été stigmatisée, comme le comble de la folie et de l'hypocrisie à la fois. On s'est beaucoup apitoyé sur les maux qu'imposerait à la population indienne une production forcée de cette drogue pernicieuse, et on a imprimé plusieurs fois que déjà, les misères qui résultent pour les Indiens employés à la culture du pavot, de la contrainte qu'on exerce à leur égard, et de l'insuffisance du prix des journées, sont comparables à ce que les esclaves endurent dans les lieux les moins civilisés de la terre. Ces assertions sont contredites par des documents officiels et par le témoignage des personnes les mieux instruites de ce qui se passe. Il n'est pas moins inexact de prétendre que la culture du pavot ait pris une extension tellement prodigieuse dans l'Inde qu'elle menace d'envahir la presque totalité du sol arable. Selon quelques-uns des publicistes anglais et français, « le revenu de l'Inde « presque tout entier est engagé dans « le commerce de l'opium, et pour suf« fire à une immense production, il a « fallu que presque toute l'Inde fût « transformée en un champ de pavots. » Pour la première partie de cette assertion, nous renvoyons nos lecteurs aux chiffres que nous avons donnés plus haut sur les diverses sources des revenus des Indes anglaises; quant à l'extension réelle de la culture du pavot, voici quels sont nos calculs et les conclusions auxquelles nous croyons légitime de s'arrêter, jusqu'à plus ample information.

La culture du pavot se fait principalement dans quelques districts du Malwa et des provinces de Bénarès et de Patna. Dans le Malwa, l'opium n'est point récolté pour le gouvernement, mais il ne s'exporte que de Bombay sur l'acquittement d'un droit de cent vingt-cinq roupies par caisse. Dans le Bengale le pavot est cultivé exclusivement pour la Compagnie, et l'opium vendu publiquement à Calcutta. Des recherches faites avec beaucoup de soin par ordre du gouvernement, en 1820, avaient établi que, dans le Malwa, quatre-vingt-sept mille *bigahs* de terre (environ vingt-deux mille hectares) étaient consacrés à cette culture, et fournissaient à l'exportation environ huit mille *mands*, ou quatre mille caisses d'opium. En 1838, il a été expédié de Bombay vingt-cinq mille caisses, ce qui suppose que la production a sextuplé depuis 1820, ou, en d'autres termes, que la culture du pavot occupait en 1838 de cent trente à cent quarante mille hectares. Or, le Malwa produit à lui seul plus de la moitié de la quantité totale, et à la même époque, 1838, le Bengale a produit dix-neuf mille cinq cents caisses, ce qui donne à peu près cent mille hectares de culture. En somme, on peut estimer à deux cent cinquante mille hectares environ la superficie occupée par la culture du pavot (*). Il y a loin de là aux conclu-

(*) La quantité d'opium récoltée au Bengale, et livrable en 1839, a atteint 22,000

sions que nous avons cru utile de combattre, et les conséquences de la cessation partielle du commerce de l'opium ne pouvaient être aussi graves qu'on se l'était imaginé (*). La consommation avait cependant augmenté dans ces dernières années, de manière à causer les inquiétudes les plus légitimes au gouvernement chinois, moins touché sans doute des effets pernicieux de la drogue sur la santé et le moral des sujets du céleste empire, qu'effrayé de la quantité de numéraire que l'habitude, comparativement récente, de payer l'opium en argent enlevait rapidement à la circulation. La question, envisagée sous ce point de vue, avait été mise dans tout son jour par les hauts fonctionnaires que l'empereur avait consultés. Les ressources financières de son vaste empire semblaient menacées en effet par le progrès de cette consommation dont on peut se faire une idée à l'inspection du tableau suivant tiré des documents publiés à Canton même, et dont nous avons pu vérifier approximativement l'exactitude par la comparaison que nous en avons faite avec les renseignements que nous avions puisés à d'autres sources.

| SAISONS. | PATNA. | | BÉNARÈS. | | MALWA. | | TOTAL. | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | CAISSES. | VALEUR. | CAISSES. | VALEUR. | CAISSES. | VALEUR. | CAISSES. | VALEUR. |
| | | piastres. | | piastres. | | piastres. | | piastres. |
| 1827-28 | 4,006 | 4,019,350 | 1,128 | 1,105,805 | 4,401 | 5,299,920 | 9,535 | 10,425,075 |
| 1828-29 | 4,831 | 4,574,650 | 1,130 | 1,029,385 | 1,171 | 6,928,880 | 13,132 | 12,533,115 |
| 1829-30 | 5,564 | 4,820,448 | 1,579 | 1,329,129 | 6,857 | 5,907,580 | 14,000 | 12,057,157 |
| 1830-31 | 5,085 | 4,454,809 | 1,575 | 1,335,395 | 12,100 | 7,115,059 | 18,760 | 12,904,263 |
| 1831-32 | 4,442 | 4,234,815 | 1,518 | 1,448,194 | 8,265 | 5,818,574 | 14,225 | 11,501,584 |
| 1832-33 | 6,410 | 5,115,126 | 1,880 | 1,445,603 | 15,403½ | 8,781,700 | 23,603½ | 15,352,429 |
| 1833-34 | 7,893 | 5,023,175 | 1,642 | 1,066,459 | 11,715 | 7,916,971 | 21,250 | 14,006,605 |
| 1834-35 | 7,558 | 4,368,245 | 2,549 | 1,427,604 | 9,932 | 5,962,930 | 20,089 | 11,758,779 |
| 1835-36 | 9,011 | 6,713,195 | 2,005 | 1,407,510 | 15,002 | 8,986,178 | 26,018 | 17,106,903 |

caisses; 18,992 caisses étaient livrables en 1840.

Il est assez remarquable que la France soit intéressée, quoique indirectement, au commerce de l'opium; les stipulations des derniers traités interdisent toute culture du pavot dans les possessions françaises de l'Inde, moyennant une redevance annuelle d'un million de francs que la Compagnie paye au gouvernement français; indépendamment de ce tribut en espèces, l'administration de Chandernagor a droit à 200 caisses d'opium, à prendre au prix moyen des ventes réalisées par la Compagnie.

(*) Le jugement que nous avions porté à cet égard l'année dernière a été confirmé par les événements. La diminution du commerce direct entre Bombay et la Chine a été énorme, mais le commerce avec Calcutta, Singapour, Manille, a augmenté considérablement de 1838-39 à 1840, et il en a été de même du commerce direct avec l'Angleterre, Bombay ayant presque doublé ses expéditions de coton pour les ports de la Grande-Bretagne, en 1839-40, comparativement à l'année précédente. L'importance des affaires avec le Sindh augmentait aussi rapidement à la date des derniers avis.

Il résulte de ces chiffres que la consommation avait presque triplé en neuf ans; (mais, il faut bien se garder d'en conclure qu'elle pourrait tripler ainsi tous les neuf ou dix ans!) que l'importation de l'opium Malwa avait presque doublé depuis l'abolition des priviléges de la *Compagnie* en Chine (1833); que l'importance relative des exportations d'opium *Malwa* et d'opium *Bengale* (c'est-à-dire, récolté sur les terres de la Compagnie) était dans la proportion de 15 à 11, et que les sommes réalisées par les ventes d'opium en Chine (indépendamment des importations d'opium de Turquie qui se font principalement par navires américains) s'évaluaient, en 1836, à plus de quatre-vingt-douze millions de francs.

Nous sommes sans renseignements exacts ou complets pour les années 1837, 1838 et 1839. On a pu calculer cependant que la quantité d'opium importée de l'Inde en Chine en 1839 aurait été d'au moins quarante mille caisses, sans l'interruption des relations commerciales dont nous avons signalé plus haut les causes (*). Mais des renseignements authentiques ont prouvé et il ne faut pas perdre de vue que l'opium était à peu près invendable à l'époque de l'arrivée du fameux commissaire impérial *Linn*, et que, sans son intervention, et la destruction des vingt mille caisses confisquées, le trafic aurait rétrogradé au lieu d'avancer (*). Nous ajouterons que sur les vingt mille deux cent quatre-vingt-onze caisses confisquées par les autorités chinoises en 1839, un tiers seulement provenait des ventes de la Compagnie; douze mille caisses environ venaient du Malwa (par Bombay), et mille caisses, de Turquie.

Nous nous bornerons à ces détails, fort incomplets sans doute, mais que nous croyons suffisants pour mettre nos lecteurs à même de juger du véritable caractère des relations entre la Chine et l'Angleterre, en ce qui touche au commerce de l'opium. Revenons à la rupture entre les deux gouvernements.

Quelque temps avant le combat naval dont nous avons fait connaître l'issue, le capitaine Elliot avait récapitulé dans un document, qu'il voulait faire parvenir à l'empereur (et qui lui parvint effectivement à ce qu'on assure), les sujets de plaintes très-réels des Anglais commerçant en Chine, contre les délégués de l'autorité impériale à Canton.

Faisant allusion à la violation des promesses faites par le commissaire impérial *Linn*, avant, pendant et après la cession des vingt mille caisses d'opium appartenant au commerce anglais en Chine, le capitaine Elliot s'exprime ainsi:

« Peut-on opérer une grande réforme morale et politique en sacrifiant tous les principes de vérité, de modération et de justice? ou peut-on penser que ces mesures spoliatrices anéantiront le commerce de l'opium? De telles espérances sont futiles, et l'empereur a été trompé.

« Mais, s'est-on demandé de l'autre côté, les intentions sages et justes de

(*) Admettons cependant ce chiffre de 40,000 caisses, et prenons pour poids moyen d'une caisse d'opium (d'après nos calculs), 63 kil. 5: évaluant de plus la quantité d'opium brut qui doit être réduit et préparé pour fournir à la consommation d'un fumeur ordinaire, à 2 *mace* (prononcez *méce*) ou 7 gr. 5 par jour, on trouve que 40,000 caisses représentent la consommation annuelle d'un million de fumeurs tout au plus. Supposons ce nombre doublé, triplé même, il n'y aura pas encore, selon toute probabilité, en Chine, un individu sur cent qui fume l'opium, ou au moins qui en use avec excès, puisque 3 gr. trois quarts d'extrait d'opium à fumer (*smokable extract*) sont considérés comme une dose fort ordinaire (10 à 12 pipes par jour; chaque pipe ne fournit que quelques bouffées.)

(*) « *He found the traffic stagnant; he* « *has made it flowrish in a degree and to* « *an extent that it had never reached before.* » Lettre du surintendant à lord Palmerston, en date du 28 novembre 1839. *Additional papers respecting China. London, april,* 1840.

l'empereur ne peuvent-elles pas et ne doivent-elles pas être remplies? Assurément, elles pourraient et devraient l'être.

« Il est certain, cependant, que les dernières mesures du commissaire ont retardé l'accomplissement de la volonté impériale, ont donné une immense impulsion au trafic de l'opium, qui était, plusieurs mois avant son arrivée, dans un état de stagnation, et ont ébranlé la prospérité de ces provinces florissantes.

« Il est probable que le résultat de ces mesures sera de semer l'agitation sur toutes les côtes de l'empire, de ruiner des milliers de familles étrangères et indigènes, et d'interrompre les relations de paix qui ont existé depuis près de deux siècles entre la Cour céleste et l'Angleterre.

« Les marchands et les navires de la nation anglaise ne se rendent pas à Canton et à Whampoa, parce que toute protection leur est refusée, au mépris des gracieux commandements de l'empereur, parce que l'on a caché la vérité à Sa Majesté Impériale, parce qu'il n'y a plus de sûreté pour une poignée d'hommes sans défense, si ces hommes se mettaient à la merci du gouvernement de Canton, parce qu'il serait dérogatoire à la dignité de leur souveraine et de leur nation d'oublier toutes les insultes et outrages dont ils ont été l'objet, avant que justice entière ait été rendue, et jusqu'à ce que toutes les relations commerciales et autres aient été placées sur un pied honorable et sûr, tant pour cet empire que pour l'Angleterre. *Le temps approche; la gracieuse souveraine de la nation anglaise fera connaître la vérité au sage et auguste prince qui occupe le trône de cet empire, et toutes choses seront réglées selon les principes de la plus juste raison.*

«Elliot et les hommes de sa nation en Chine soumettent les expressions de leur plus profonde vénération pour le grand empereur.»

Après cet engagement solennel de demander et d'obtenir réparation, une fois, surtout, que les discussions et les actes des représentants des deux gouvernements eurent pris le caractère d'hostilité permanente dont ils furent marqués à la fin de l'année 1839, il n'y avait plus possibilité de traiter sur les anciennes bases, et une déclaration de guerre de la part de l'Angleterre devenait inévitable. On voit cependant, dans la rédaction du document dont nous venons de citer les principaux passages, l'intention manifeste de rejeter sur les intermédiaires les torts qu'on pourrait reprocher directement au gouvernement impérial. L'empereur a été trompé! Le gouvernement anglais se chargera de lui faire connaître la vérité, et ne doute pas d'avance que justice ne soit rendue, et que *toutes choses ne soient réglées selon les principes de l'équité et de la raison!* C'est là un parti pris, habilement et sagement pris selon nous, et on peut être assuré que toutes les déterminations et tous les actes du gouvernement britannique, quel que soit le caractère apparent d'hostilité dont ils soient revêtus, seront désormais subordonnés à cette conviction officielle de l'ignorance où se trouvait l'empereur des infractions au droit des gens et aux principes les plus sacrés de l'humanité et de la justice, dont ses délégués à Canton se sont rendus coupables.

Un ancien employé de la Compagnie des Indes à Canton, M. Hamilton Lindsay, avait publié, sur la question de Chine, un petit écrit (*) où, de son point de vue, il résumait nettement les principales circonstances du démêlé entre les autorités chinoises et le surintendant. Les conclusions de M. Lindsay, tout exclusivement *anglaises* qu'elles pussent être, nous semblaient indiquer avec assez de probabilité la marche que le gouvernement de la reine suivrait pour arriver au but : l'événement, comme nous le verrons bientôt, a confirmé nos prévisions.

Selon M. Lindsay, les conditions à imposer au céleste empire étaient les suivantes :

(*) *Is the war with China a just one?* 2e édition. London, 1840.

1° Indemnité pour la valeur de l'opium livré par le capitaine Elliot, et pour toutes les pertes éprouvées par les sujets anglais, par suite de la cessation du commerce;

2° Satisfaction de l'insulte faite à Sa Majesté Britannique dans la personne de son représentant.

Quant à l'avenir, le premier point et le plus important à obtenir pour la sécurité des relations commerciales et le maintien de la bonne intelligence entre les deux nations était, dans l'opinion de M. Lindsay comme dans la nôtre, un libre accès à la cour impériale, ce qui ne peut se faire qu'en stipulant la résidence habituelle d'un ambassadeur à Péking. On devait s'attendre à ce que le gouvernement chinois montrât beaucoup de répugnance à faire une semblable concession; mais les Russes ayant des agents en résidence à Péking, l'empereur pouvait céder sans se compromettre et s'avilir aux yeux de la nation. Ce point une fois obtenu, on arriverait naturellement à la conclusion d'un traité de commerce ouvrant aux Anglais un ou plusieurs ports du nord, et établissant un système défini de règlements pour les relations futures. Bien des gens en Angleterre pensaient que la possession de quelque île sur la côte de Chine, où les sujets de Sa Majesté Britannique pourraient faire le commerce sous la protection du pavillon national, serait une chose désirable. De grandes et sérieuses objections, selon M. Lindsay, se présentaient à l'adoption de cette mesure. Rien ne semblait devoir dégrader le gouvernement impérial, aux yeux du peuple chinois, autant qu'une telle concession, qui, même en ne considérant que les intérêts anglais, aurait une tendance funeste. Le but des Anglais en Chine devait être, en effet, non un agrandissement territorial, mais le maintien des relations commerciales, et il était à craindre qu'une fois le drapeau britannique planté sur un territoire enlevé au céleste empire, des circonstances imprévues ne vinssent forcer les Anglais à reculer les limites de ce territoire, et commencer ainsi en Chine la répétition de ce qui s'est passé dans l'Inde anglaise. Au reste, rien ne serait plus aisé que de précipiter l'empire chinois dans la confusion et l'anarchie, car il y règne beaucoup de mécontentement, et la dynastie actuelle n'est rien moins que solidement assise sur le trône. Il était, sans doute, indispensable de donner au gouvernement chinois une leçon sévère : mais il fallait laisser la porte ouverte aux arrangements, et éluder certaines difficultés qu'il serait peut-être imprudent de surmonter de vive force. Cependant, M. Lindsay opinait pour qu'on fît sauter tous les forts à l'embouchure de la rivière de Canton, ce qui eût été l'ouvrage d'un jour pour une escadre de quelques vaisseaux. Après avoir fait preuve de force, on se trouverait libre de montrer une modération et une réserve qui ne pourraient plus être attribuées à la crainte. Si le gouvernement impérial n'eût pas été suffisamment humilié pour souscrire aux demandes des Anglais, on devait, selon M. Lindsay, recourir à un blocus de la côte, blocus qui eût compris les ports de Canton, d'Amoy, de Ningpo et de Shanghae (*).

(*) L'opinion de M. Lindsay est loin d'être favorable au caractère du gouvernement chinois; en revanche, il pense beaucoup plus de bien des Chinois en général qu'on n'aurait pu s'y attendre. M. Lindsay termine son exposé par les considérations et les détails suivants, qu'il nous a paru intéressant de reproduire :

« Mon but, en présentant cette brochure au public, a été de prouver que, dans les hostilités pendantes, la justice était de notre côté. Je ne suis point mû par des motifs de vengeance ou d'animosité contre les Chinois; loin de là : je trouve que le gouvernement a toujours été injuste et oppressif à l'égard des étrangers, mais j'aime la nation, et je suis convaincu que, sous un système tel que celui que j'espère voir bientôt en vigueur, les relations les plus amicales pourraient exister entre eux et nous. J'ai connu intimement beaucoup de Chinois dans l'intégrité et l'honneur desquels je placerais une confiance aussi entière que dans ceux d'aucun de mes compatriotes. La conduite

L'Angleterre avait évidemment un intérêt immense à amener, par la combinaison de mesures énergiques avec les ressources ordinaires de la diplomatie, le rétablissement du commerce légal entre la Chine et elle; mais, dans l'opinion de plusieurs personnes qui avaient été à même d'étudier d'assez près le caractère chinois et les ressources de la Chine, ou plutôt les éléments de résistance dont elle pouvait disposer, les Anglais devaient rencontrer des obstacles plus sérieux que ceux sur lesquels on avait compté. Notre consul général à Manille, M. Ad. Barrot, dans un article fort intéressant publié par la *Revue des deux mondes* (*), avait examiné la question avec

jalouse du gouvernement s'est opposée jusqu'à ce jour à l'extension des relations sociales; mais si cet obstacle disparaissait, nous verrions alors les traits plus aimables du caractère chinois dans leur véritable jour.

« Je conclurai en racontant une anecdote relative à un Chinois de mes amis (anecdote qui se rapporte jusqu'à un certain point aux troubles récents), et qui lui fait tellement honneur, que j'ai grand plaisir à la rappeler. Cet homme était un très-honorable et très-intelligent marchand de soieries qui faisait fréquemment le commerce de l'opium. En 1837, il avait pris des engagements avec notre maison pour livrer, l'année suivante, des soieries à un prix fixé, et avait reçu une somme considérable d'argent en avance. Quand les troubles commencèrent, le nom de mon ami parut sur le livre noir du gouverneur, parmi ceux des principaux spéculateurs en opium, et une forte récompense fut promise pour son arrestation. La saison avançait, et nous n'entendions pas parler de lui; en même temps, le prix des soieries avait haussé, de sorte qu'il n'eût pu remplir son engagement qu'en subissant une perte de 15 pour 100. Je dois avouer que, dans ces circonstances, nous n'avions que peu d'espoir de revoir notre soie ou notre argent, lorsqu'une nuit, en décembre 1838, au moment où la persécution de tous ceux qui étaient enveloppés dans l'affaire de l'opium était à son apogée, un Chinois vint me trouver et m'annonça que mon ami était à Canton et désirait me parler. Je l'accompagnai à une petite boutique chinoise où je trouvai mon ami. Il me dit : « Je suis venu à Canton au péril de ma vie, « pour remplir mes engagements envers vous « et envers messieurs.... Les soieries que « je vous ai promises sont entre les mains « d'un tel. Il faut que vous preniez des arrangements pour les faire passer par l'entremise d'un marchand hong sans m'exposer, car, si elles sont saisies, ma mort « est certaine. Si elles ne sont pas d'aussi « belle qualité que celles que j'avais promises, mon ami en a davantage à votre « disposition; vous pourrez choisir ce que « vous voudrez, et je payerai, s'il y a lieu, « la différence en valeur. » J'avoue que je fus vivement touché de cette conduite si honorable, et je le pressai fortement de ne pas perdre un instant pour retourner dans le lieu qui lui servait d'asile et qui se trouvait dans une province éloignée. Le lendemain, je vis le Chinois auquel il m'avait adressé, et je reçus de lui toute la soie qu'il devait me remettre et qui se trouva de la plus belle qualité. Je suis heureux de pouvoir dire que mon ami échappa aux griffes de l'inquisition chinoise, et qu'il était en sûreté d'après les derniers avis que j'ai reçus.

« Un trait pareil fait également honneur à l'individu et à la nation, et je crois fermement que de tels hommes sont nombreux en Chine. Que nous obtenions seulement liberté et sûreté dans nos relations avec la Chine, et les deux peuples en retireront de grands avantages. »

(*) Livraison du 15 novembre 1839. M. Barrot insistait surtout sur la résistance passive que la Chine n'hésiterait pas à opposer aux Anglais, et voici comme il comprenait cette résistance :

« Rien de plus aisé, sans doute, que de faire une descente sur un point quelconque du territoire chinois, et de s'y établir momentanément; il suffirait pour cela de quelques milliers d'hommes et de quelques vaisseaux. Mais cet établissement une fois formé, il faudrait le soutenir; là commenceraient des difficultés sans nombre, dont l'issue inévitable serait la honte de n'avoir pu réussir. Il faudrait d'abord conquérir une assez grande étendue de terrain pour avoir les mouvements libres et se procurer les vivres nécessaires. Mais le terrain suffirait-il? Ne faudrait-il pas des bras pour le cultiver? Il est bien certain d'avance que toute la population se retirerait et laisserait le pays entièrement désert. Il a y quelques années, le

soin, et se croyait autorisé à prédire que les Anglais échoueraient dans toute tentative de représailles. Mais en ne tenant compte que des difficultés de l'invasion et des dangers de l'occupation présumée d'une partie du territoire, et en calculant avant tout sur l'obstination d'un gouvernement qui ne recule devant aucun sacrifice pour résister à une agression étrangère, on paraissait oublier ce que peuvent l'énergie, l'intelligence et la science militaire, l'artillerie et les navires à vapeur de l'Europe, opposés à la vanité indolente, à l'ignorance puérile, aux armes inutiles, aux *jonques* de Chinois. On ne réfléchissait pas que le gouvernement chinois avait intérêt à ce que l'interruption des relations commerciales ne se prolongeât pas sans nécessité; qu'enfin, dans un pays où la vénalité des fonctionnaires publics est un fait universellement reconnu, l'argent répandu à propos peut, au besoin, aplanir bien des obstacles! D'ailleurs, on s'était mépris, jusques à un certain point, et sur les causes véritables de la rupture entre les deux gouvernements, et sur les moyens que l'Angleterre devait mettre en usage pour faire accepter à l'empereur les conditions qu'il était prudent de lui offrir avant de pousser les choses aux dernières extrémités. Nous allons voir comment le gouvernement de la reine a manœuvré dans ce moment de crise, et quels ont été, jusqu'à ce jour, les résultats du plan d'opérations qu'il a adopté, plan fort analogue à celui dont nous avons donné plus haut une idée.

Dès le 4 novembre 1839, des instructions avaient été envoyées au gouvernement suprême des Indes anglaises pour préparer avec toute la célérité possible une expédition destinée à venger les insultes faites par les autorités

gouvernement chinois, pour se débarrasser de quelques pirates, fit brûler une étendue de cent lieues de côtes sur une profondeur de cinq lieues. Que ne ferait-il pas pour résister à une agression étrangère? Il sacrifierait sans hésiter huit ou dix millions de la population de ses provinces littorales.

chinoises au représentant de la reine et aux sujets anglais (*). On équipait en même temps en Angleterre une escadre et des bâtiments de transport destinés à joindre l'expédition de l'Inde, avec un supplément de troupes de débarquement. Toutefois, la déclaration officielle des intentions du gouvernement de la reine ne fut promulguée que dans les premiers jours d'avril 1840.

Un ordre de la reine en conseil, portant la date du 4 avril, autorisa la haute cour de l'amirauté et les cours coloniales instituées à cet effet à prononcer sur toutes captures, prises et saisies qui pourraient être faites de tous vaisseaux, navires et cargaisons chinois par les bâtiments de guerre anglais, dans le cas où la saisie et la détention provisoire desdits vaisseaux, navires et cargaisons, ne détermineraient pas le gouvernement chinois à accorder la satisfaction et la réparation demandées. Ce cas échéant, les navires et cargaisons ainsi détenus provisoirement seraient confisqués et vendus, pour le montant en être appliqué ainsi qu'il serait statué ultérieurement. La reine en conseil justifiait dans les termes suivants la détermination ainsi prise d'user de représailles envers le gouvernement chinois:

« Attendu que nous avons pris en considération les torts et injures (*injurious proceedings*) faits dernièrement *par certains officiers de l'empereur de la Chine* à certains de nos officiers et sujets; et attendu que nous avons donné des ordres pour qu'il fût demandé au gouvernement chinois satisfaction et réparation de ces procédés injurieux; attendu, en outre, qu'il est à propos, dans le but d'obtenir lesdites satisfaction et réparation, que les vaisseaux, navires et cargaisons appartenant à l'empereur de la Chine et à ses sujets soient saisis et détenus provisoirement, etc.... A ces causes, notre conseil privé entendu, il nous a plu ordonner, etc. »

(*) *Return to an order of the honorable the house of commons, dated 9th april 1840. Parliamentary papers,* n° 241.

Du mois d'octobre 1839 au mois de mars 1840, les détenteurs des obligations souscrites par le surintendant Elliot au profit des négociants anglais qui avaient livré aux autorités chinoises, par l'intermédiaire de cet officier, l'opium détruit le 17 juin 1839, en présence du commissaire impérial *Linn*, s'efforcèrent d'obtenir du gouvernement de la reine, d'abord le payement des traites dont ils étaient porteurs, ensuite la promesse d'une compensation. Ces démarches n'eurent d'autre résultat officiel qu'une déclaration formelle de la part du ministère, qu'il n'avait à sa disposition aucuns fonds applicables au payement des traites du capitaine Elliot; qu'il ne pouvait s'engager à indemniser les parties lésées qu'avec l'autorisation du parlement, et qu'il n'avait nullement l'intention de soumettre aucune proposition au parlement à cet effet. On devait s'y attendre; mais, d'un autre côté, le principe de la compensation était implicitement compris dans les résolutions adoptées à l'égard du gouvernement chinois, et il devenait évident que la Chine aurait à payer (si les plans de l'Angleterre devaient réussir) non-seulement les frais de la guerre, mais l'indemnité réclamée par le commerce anglais à Canton.

Le 7 avril, après une discussion très-animée sur la motion de sir James Graham, tendant à ce que la conduite du ministère dans la direction des affaires de Chine fût blâmée par la chambre des communes, les dispositions hostiles annoncées par le gouvernement de la reine furent sanctionnées par un vote, qui ne justifiait cependant qu'à une bien faible majorité, celle de *dix* voix, les mesures adoptées par les ministres pour la protection des grands intérêts qui leur étaient confiés.

Le 27 juillet, la chambre des communes vota un crédit de 173,442 livres sterling pour les dépenses de l'expédition de Chine (environ 4 millions et demi de France). Dans la discussion qui s'établit sur ce vote, les ministres eurent à se défendre contre des attaques très-vives qui portaient principalement sur le défaut de prévoyance du gouvernement qui avait négligé, disait-on, d'envoyer des instructions positives et complètes au surintendant Elliot. Toutefois, la détermination prise de demander satisfaction au gouvernement chinois des actes de violence et des outrages de ses délégués, parut avoir l'assentiment de la grande majorité de la chambre. Avant cette époque, l'expédition, dont le rendez-vous avait été indiqué à Singapour, était complétement organisée, et avait commencé ses opérations dans les mers de Chine. Elle était placée sous le commandement supérieur du contre-amiral l'honorable George Elliot, arrivé à Singapour sur le *Melville*, 74, le 16 juin. L'amiral remit à la voile le 18, avec plusieurs autres bâtiments de guerre. Il avait été précédé de quelques jours par le commodore sir Gordon Bremer, commandant la première division de l'escadre. On estimait au mois de juillet les forces de l'expédition à 17 navires de guerre et 4 grands *steamers*, également armés en guerre: les troupes de débarquement fournies par l'Inde anglaise s'élevaient à 6,666 Enropéens et 2,175 Cypahis ou Lascars (plus 1080 non combattants). Il était venu d'Angleterre environ 5,000 hommes, soldats et matelots; en sorte que le personnel atteignait probablement le chiffre de 15,000 hommes de toutes armes et non combattants. Les plans du gouvernement avaient été tenus aussi secrets que possible. Cependant, on s'attendait généralement à un strict blocus de la rivière de Canton, peut-être à la destruction des forts à l'entrée de la rivière; au blocus de quelques autres ports dans l'Est et à l'occupation d'une portion du territoire chinois : on supposait assez communément que ce serait un des principaux points de l'île Formose. On avait aussi parlé de la plus grande des îles du groupe de Chusan, comme du but préliminaire de l'expédition; l'événement justifia cette dernière conjecture.

Les premiers bâtiments de la flotte anglaise arrivaient à la bouche du Tigre au moment où les Chinois essayaient vainement, pour la troisième fois, d'incendier à l'aide d'une flottille de brûlots les navires marchands en rade de *Capsingmoun*. Le blocus de la rivière de Canton fut officiellement proclamé par le commodore Bremer, le 22 juin, pour prendre effet à dater du 28. Le commodore laissa, pour former le blocus, cinq des bâtiments de sa division, et remit à la voile le 25. Le 28, l'amiral Elliot, arrivant à son tour, prit le surintendant Elliot à son bord, et fit voile vers le nord pour rallier sa division d'avant-garde. Elle était concentrée, le 2 juillet, près de *l'île du* Buffle (*Buffalo Island*), située au sud de l'archipel de Chusan, et où le général Oglander, commandant les troupes de l'expédition, mort de la dyssenterie dans les derniers jours de juin, fut enterré. Le brigadier Burrell le remplaça dans le commandement. Enfin, la flotte se dirigea sur la grande île de Chusan et jeta l'ancre, le 4, dans la rade de *Ting-Haé-Htin*, sous les murs de la ville de ce nom, chef-lieu de l'île et de tout le groupe. Le gouverneur, sommé de se rendre, et tout en avouant l'impossibilité d'opposer aucune résistance sérieuse aux forces anglaises, vint à bord du commodore exposer lui-même la nécessité où il se trouvait pour sauver l'honneur des armes chinoises et le sien, comme aussi pour sauver sa tête, de ne point livrer la place sans coup férir. On lui donna jusqu'au lendemain à la pointe du jour pour réfléchir, en le pressant de se rendre à discrétion, et de ne pas obliger les vaisseaux anglais à faire feu sur la ville; mais on n'entendit plus parler de lui, et le lendemain, 5 juillet, les troupes anglaises débarquèrent sous la protection du feu des vaisseaux. Les Chinois soutinrent à peine quelques instants ce feu terrible et abandonnèrent précipitamment les jonques de guerre mouillées près de terre et les positions qui dominaient la ville. Pendant la nuit, ils évacuèrent la ville elle-même, que des fortifications très-étendues défendaient cependant contre un coup de main, et quand le général anglais, ayant fait ses dispositions pour l'assaut, fit reconnaître la place le 6, à la pointe du jour, on acquit la certitude que, non-seulement les troupes chinoises, mais toute la population, avaient pris la fuite. Les dispositions arrêtées par le brigadier Burrell pour l'occupation de Ting-Haé ne paraissent pas avoir été dictées par un esprit de prévoyance même ordinaire, ou du moins il n'a pas su faire respecter ses ordres, s'il est vrai, comme le disent toutes les correspondances particulières, que cette ville, désertée à la hâte, et où le mobilier des maisons particulières et les magasins du gouvernement étaient restés intacts, ait été pillée et dévastée par les troupes de débarquement, les soldats européens ayant malheureusement trouvé l'occasion de se livrer avec excès à leur penchant pour les liqueurs fortes. La ville de *Ting-Haé* et ses faubourgs contenaient plusieurs distilleries et un immense approvisionnement de cette boisson spiritueuse qui paraît former une branche d'exportation considérable pour le commerce de Chusan, et qui est connue sous le nom de *Sam-Shou*. Ces entrepôts furent découverts dès l'abord, et il s'ensuivit des désordres déplorables. Le brigadier Burrell, dans son rapport officiel, fait allusion au pillage, dont il affecte de rejeter tout le tort sur la populace chinoise lors de l'évacuation de la ville par les habitants, mais il ne dit pas un mot des honteux excès auxquels se sont livrées ses propres troupes. D'après les derniers avis reçus, les tentatives faites pour rassurer les populations et déterminer les habitants de Ting-Haé à rentrer dans leurs foyers, avaient eu peu de succès. Les provisions étaient rares et la santé des troupes paraissait devoir souffrir de ce changement de climat. Chusan ne doit être considéré que comme un point d'occupation temporaire. Les Anglais l'avaient visité pour la première fois en 1700, et y avaient été bien accueillis. Ils avaient

commencé à y faire un trafic assez considérable, mais, en 1701, un ordre de l'empereur leur interdit toutes relations avec ce port; cependant, un vaisseau anglais, le *Northumberland,* paraît avoir obtenu la permission du gouvernement chinois de jeter l'ancre devant Ting-Haé, en 1704, et lord Macartney y envoya chercher un pilote en 1793. La population de tout le groupe des îles Chusan s'élève, dit-on, à environ soixante mille âmes. L'intérieur de la grande île est bien cultivé et produit beaucoup de grains: du thé et du coton pour la consommation locale. Les habitants sont adonnés à l'usage de l'opium; ils font un commerce assez actif avec le continent chinois, principalement avec le port de *Ningpo*, d'où ils reçoivent, en échange de leur *sam-shou,* des étoffes de soie, de la poterie, etc. Pendant que les troupes anglaises débarquaient à Chusan, une frégate était envoyée à *Amoy* (lieu où les Anglais ont eu une factorerie qui ne fut abandonnée qu'à la fin du dix-septième siècle), dans le but d'ouvrir, par cette voie, des communications avec Péking. Mais, l'insolence et les provocations des Chinois, qui tirèrent sur un officier envoyé en parlementaire, amena une collision dont le résultat a été la destruction du fort d'Amoy par quelques bordées de la frégate. L'amiral Elliot, arrivé le 6 à Chusan, en était bientôt reparti pour tenter de faire parvenir de Ningpo (ville considérable située dans l'ouest, et à environ neuf lieues marines de Chusan) l'ultimatum de son gouvernement à l'empereur de la Chine, et établir avant tout le blocus des ports d'Amoy, Ningpo et Sanghaé. L'amiral devait ensuite se rendre dans le golfe de Peetcheeli, se rapprocher autant que possible de Péking, et ouvrir, de gré ou de force, des communications directes avec le gouvernement impérial. Nous persistons à penser que les démonstrations vigoureuses faites par les Anglais, et qui se résument jusqu'à présent dans l'occupation de l'île de Chusan, la destruction du fort d'Amoy, par la frégate *la Blonde*, et le blocus des principaux ports chinois, suffiront pour déterminer la cour céleste à négocier avec les représentants de la reine d'Angleterre sur des bases favorables aux intérêts britanniques et aux intérêts du commerce et de la civilisation en général.

État intérieur. Avenir politique et commercial. — Résumons les principaux caractères des relations qui subsistent aujourd'hui entre le gouvernement suprême des Indes anglaises et les puissances voisines de son territoire, ou qui en sont des dépendances géographiques et politiques. De l'Afghanistan et du Sindh il ne nous reste rien à dire en ce moment, si ce n'est que, dans notre conviction intime, ces deux pays sont pour longtemps placés sous la domination exclusive de l'Angleterre. Les États qui appellent, immédiatement après, notre attention, sont le Pandjâb, le Napâl et l'empire birman.

Le royaume du Pandjâb a été formé par l'habileté et l'énergie de Randjît Singh, et il est probablement destiné à survivre bien peu d'années, comme État indépendant, à l'homme extraordinaire dont l'ambition, tolérée et même appuyée dans ces derniers temps par les Anglais, lui a donné naissance. C'est la seule partie de l'ancien empire moghol qui ne soit pas, par le fait, sous la domination immédiate de l'Angleterre. Il s'étend sur une très-grande étendue de pays prééminemment favorisé par la nature, tant sous le rapport de sa fertilité que sous celui de ses moyens de transport. Il tient dans Peshawar la clef de l'Afghanistan, commande la navigation de l'Indus, et sans l'intervention des Anglais, qui venaient de songer sérieusement à la restauration de Shâh Shoudjâ, Randjît Singh se serait rendu maître de tout le cours de ce fleuve.

Ce prince, dont la sagacité suffisait pour retenir son ambition subtile dans les bornes de la discrétion, paraît avoir eu, de bonne heure, confiance dans sa fortune, en même temps qu'il comprit la nécessité d'entretenir les

relations les plus amicales avec le gouvernement de l'Inde anglaise (*). Ainsi, lorsque sir Charles Metcalfe, agissant d'après les instructions de lord Minto, contraignit Randjît à abandonner le dessein qu'il avait formé de s'approprier les petites principautés sikhs à l'est du Sutledge, toutes les vues de Randjît se dirigèrent vers l'extension de ses possessions du côté opposé. Là, encore, les Anglais intervinrent pour protéger le Sindh, État mahométan que sa position sur le cours inférieur de l'Indus rendait une acquisition des plus tentantes pour l'ambition du chef sikh; il se résigna à cet échec, et ce qui prouve le mieux la supériorité de l'intelligence et du tact politique de Randjît, *c'est que*, tout fier qu'il était de l'organisation et de la force effective de son armée et de sa supériorité évidente sur les autres souverains indigènes, il a eu la conscience de sa faiblesse relative à l'égard de ses redoutables amis de Calcutta, et a toujours fini par se soumettre aux exigences de leur politique. Mais il est à présumer que son fils et son petit-fils (nous mentionnons surtout ce dernier, parce qu'il exerce par le fait l'autorité souveraine et qu'il annonce la prétention d'étendre la puissance sikh bien au delà de ses limites actuelles) ne seront pas aussi prudents, et qu'ils se laisseront entraîner à la folle tentative d'essayer leurs forces contre les Anglais! En ce cas, le résultat inévitable de la collision sera l'extension de l'empire anglo-indien jusqu'à sa limite naturelle, l'Indus; et Shâh Shoudjâ, profitant de la chute du royaume sikh, reprendra, par la main de l'Angleterre, cette belle province de Peshawar, que Randjît avait enlevée aux Afghans. Les revenus, ainsi que le commerce de l'Inde anglaise, s'accroîtraient considérablement par cette accession du riche territoire du Pandjâb.

(*) M. Vigne, dans le volume qu'il a publié dernièrement à Londres (*A personal narrative of a visit to Ghuzni, Kabul, etc.* London, 1840, page 289), raconte que les officiers français au service de Randjît Singh ont contribué par leurs conseils à le maintenir dans cette ligne politique. Quand le chef de Bhurtpour le fit presser de faire cause commune avec lui contre les Anglais, en 1826, le général Ventura dissuada, dit-on, Randjît de prêter l'oreille à des propositions qui indubitablement causeraient sa ruine. Sur son refus d'entrer dans cette alliance, on lui envoya de Bhurtpour un habillement de femme (voyez p. 78.)

Le Napâl, quoique sa puissance ait été considérablement amoindrie par le traité que lui imposa, au mois de décembre 1815, lord Hastings, après deux campagnes assez meurtrières, est encore, pour la Compagnie, un voisin formidable. Les Gourkhas, race dominante du pays, ont toute la fierté, le courage et la véhémence ardente et impétueuse de caractère qui distinguent généralement les montagnards. Le pays, naturellement fort par sa configuration plastique, oppose sa redoutable inertie à la science militaire et à la haute discipline de l'armée anglaise. Toute la population libre dans le Napâl a une éducation essentiellement militaire et est soumise à un système de recrutement à la fois efficace et populaire. Ils ont des communications sûres et secrètes avec les Birmans, d'un côté, et les passes de leurs montagnes peuvent les conduire, inaperçus de l'autre, à l'entrée des grandes et fertiles provinces de Bénarès et de Patna. Les dispositions belliqueuses des Napâlais et la confiance tant soit peu orgueilleuse qu'ils ont dans les ressources stratégiques de leur pays, les entraîneront, peut-être, à essayer de laver dans le sang anglais l'outrage du traité de 1815. Mais l'état politique de ces contrées donne plutôt à penser que les Anglais auront à intervenir dans des dissensions intestines, et établiront, avant longtemps, d'une manière définitive, leur influence suzeraine sur ces populations désunies. Le prince régnant, jeune homme d'une intelligence bornée, se laisse gouverner, dit-on, par les femmes; il a mis à mort un ministre habile et le général distingué aux talents duquel on devait attribuer principalement la résistance prolongée des Napâlais aux

armes britanniques dans les campagnes de 1814 et 1815. Tous les hommes de quelque distinction ont été disgraciés ou exilés. Le peuple, sous cette domination inhabile et oppressive, se démoralise rapidement, et l'intervention anglaise serait peut-être accueillie par la masse des habitants comme un bienfait.

A ce que nous avons déjà dit plus haut au sujet des Birmans, nous ajouterons quelques détails, qui feront mieux comprendre ce que nous avons déjà fait pressentir sur l'avenir probable des relations de l'Inde anglaise avec ce pays. L'ignorance et l'arrogance de la cour d'Ava sont au-dessus de tout ce que nous pouvons nous figurer en Europe. Quand Bandoula, le général favori du dernier roi, envahit le district de Tchittagong au commencement de la dernière guerre, il apportait avec lui des chaînes en or destinées à lord Amherst, et il avait ordre, une fois Calcutta pris, *de marcher sur Londres et de s'en emparer!* Les défaites succédèrent aux défaites, sans dissiper cette ivresse d'aveugle orgueil qui caractérise si particulièrement les Hindo-Chinois. Les officiers birmans, fuyant devant l'armée anglaise, qui s'avançait sur la capitale, tout persuadés qu'ils dussent être enfin de l'inutilité d'une lutte prolongée, ne s'en croyaient pas moins obligés (ainsi que leurs lettres interceptées l'ont prouvé) de pallier, par les rapports les plus absurdes, leur impuissance à arrêter l'ennemi : et le malheureux général qui commandait dans la dernière occasion où les Birmans essayèrent de tenir, à un endroit nommé *Pagham-miou*, fut condamné à être foulé aux pieds des éléphants, quand il apporta la nouvelle de sa défaite! Les yeux du roi ne s'ouvrirent sur le danger de sa situation que lorsque les troupes anglaises n'étaient plus qu'à trois marches de la capitale; il fallut céder alors; mais il paraît probable que la terrible leçon que les Birmans avaient reçue ne suffit pas pour leur donner une idée exacte de l'immense supériorité de leurs adversaires. Quatorze ans ont passé sur ces événements, un nouveau souverain est monté sur le trône et ne rêve que l'affranchissement des stipulations honteuses imposées par le canon des Anglais à son prédécesseur. La difficulté de négocier avec un peuple aussi orgueilleux que les Birmans et de résister aux provocations continuelles de leur stupide insolence et du brigandage auquel ils se livrent, en empiétant sur les limites que le traité leur a assignées; cette difficulté est extrême; mais le gouvernement de l'Inde a sagement évité jusqu'à ce jour, ainsi que nous l'avons dit, d'accepter les occasions de rupture, que l'imprévoyante ambition de Tharawadî lui a offertes. Le succès des armes anglaises dans l'Afghanistan a aidé lord Auckland à se maintenir dans cette ligne difficile : cependant les Anglais se verront contraints, nous n'en doutons pas, de se rendre maîtres du cours de l'Irrawadî comme ils se sont rendus maîtres des cours du Barhampoutter et de l'Indus, ou du moins *de substituer un pouvoir ami à une domination hostile* dans les pays situés au delà du Barhampoutter. Et quand nous disons que les Anglais seront *contraints* d'étendre leur domination dans ces contrées, nous sommes convaincu, en effet, qu'ils ne sauraient se soumettre sans répugnance à la nécessité d'une guerre comme celle dont les menace la folle résistance des Birmans. « Il n'y a ni profit, « ni honneur, » disait naguère un de leurs écrivains politiques, « à gagner « dans une semblable guerre. La nature « du pays, l'éloignement de ses parties « vitales, qu'il faudrait cependant occuper, rendront la campagne à la « fois longue et dispendieuse. Amahrapoura, siége actuel du gouvernement, est situé à la haute extrémité « de la longue vallée de l'Irrawadî, à « six ou sept cents milles de la mer. « La partie inférieure de cette vallée « est un marais pestilentiel pendant « une portion considérable de l'année « et bien que la route la plus courte, « par les montagnes d'Arrakan, fût « indubitablement celle que choisirait

« notre armée, les frais de trans- « port d'un matériel aussi considéra- « ble que celui que nécessiteraient des « opérations de cette importance, de « munitions et provisions de toute es- « pèce, pour avancer dans un pays « que les Birmans (comme ils l'ont dé- « jà prouvé) sauraient si bien dévaster, « la dépense, en un mot, qu'entraî- « nerait cette expédition gigantesque, « serait nécessairement énorme. » Quant au résultat d'une semblable expédition, il ne saurait être douteux, si les Birmans combattent seuls ou s'ils n'ont pour auxiliaires que les autres populations bouddhistes de l'extrême Orient. La dernière guerre leur a enlevé de vastes contrées, que la conquête avait placées dans leur dépendance, mais cette accession de territoire n'a eu d'autre avantage réel pour l'Inde anglaise que celui d'empêcher le contact immédiat qui menaçait chaque année les fertiles provinces du Bengale. Le gouvernement anglais avait été fatalement entraîné à cette dernière guerre par l'insolence et l'agression de la cour d'Ava. Les plus ambitieux parmi les gouverneurs généraux de l'Inde n'avaient pas songé à étendre l'empire de ce côté. Lord Hastings, à la fin de son administration, avait soigneusement évité la lutte en affectant de rejeter sur l'imposture les torts d'une provocation indirecte mais menaçante (*). Cependant, lord Amherst, le plus modéré, le plus pacifique de tous ces vice-rois, fut obligé, peu de temps après, d'ajouter à l'empire, déjà si énorme, des Indes anglaises, de vastes provinces couvertes pour la plupart de forêts impénétrables, presque désertes, malsaines, en dehors des limites naturelles de cet empire! On ne pouvait douter qu'il ne s'écoulât bien des années avant qu'aucune de ces provinces pût payer les

(*) Lord Hastings renvoya au souverain birman les pièces qui avaient été saisies et qui prouvaient ses intentions hostiles, en l'assurant qu'il ne lui ferait pas l'injure de regarder ces documents comme émanés de son autorité, etc.

dépenses auxquelles la possession entraînait le gouvernement : « mais il n'y avait pas à reculer (*). Il était absolument nécessaire d'interposer cette barrière entre les paisibles sujets de la Compagnie et leurs barbares voisins, et de procurer en même temps un asile aux tributaires forcés ou sujets à moitié soumis des Birmans qui avaient franchement aidé les Anglais pendant la guerre. Il ne l'était pas moins d'infliger aux Birmans un châtiment dont ils pussent se souvenir. » Ces diverses conditions auxquelles il a fallu satisfaire ont placé les Anglais comme souverains d'Assam, Arrakân et Tenasserim, parmi les États de l'Hindo-Chine. L'Angleterre, après avoir franchi l'Indus, a donc aussi désormais de hautes destinées à accomplir au delà du Barhampoutter, et peut-être de grands dangers à courir, car la tête tourne quand il faut voir de si haut et si loin. L'œil de l'homme ne peut envisager sans crainte un pareil avenir!

Disons encore un mot des relations actuelles du gouvernement suprême avec les princes qui sont dans une dépendance plus ou moins absolue de ce gouvernement, et dont les États sont compris dans les limites générales de l'empire. Les principaux parmi eux sont : le roi d'Aoudh ou de Laknau et le Nizâm, dont la capitale est Hydrâbâd (qu'il ne faut pas confondre avec un autre Hyderabad, capitale du Sindh) : ces princes sont mahométans; Scindiah et le radjah de Bérar, dont les capitales sont respectivement Gwalior et Nagpour : ces chefs sont Hindous, d'extraction mahratte; et enfin les princes radjpoutes, Hindous de haute caste, chez lesquels cette illustration séculaire s'unit à une réputation incontestée de franchise, d'honneur et de courage militaire.

Les dynasties mahométanes d'Aoudh et d'Hyderabad sont entièrement usées. Les principales familles princières mahrattes ne valent guère mieux. Les radjahs du Radjpoutana seuls semblent avoir assez de vitalité politique pour

(*) *Edinburgh Review*, numéro déjà cité.

qu'on puisse espérer de les ressusciter, et le gouvernement anglais paraît n'avoir pas renoncé à l'espoir de faire revivre dans les principautés de Djeypour et Djodpour en particulier, un esprit national et un sentiment d'indépendance qui ne seraient pas incompatibles avec la confiance et la déférence que réclamerait ce gouvernement comme ami et comme protecteur à la fois. Cependant, il nous semble bien difficile que les rapports du gouvernement suprême avec les chefs du Radjpoutana puissent reposer sur une base plus libérale que celle d'une intervention, pour ainsi dire toujours imminente, et ce qui s'est passé, il y a un an, précisément à Djodpour, est une indication très-significative de ce qu'on peut attendre de l'avenir. Quoi qu'il en puisse être, il ne saurait s'élever un doute raisonnable sur l'état de nullité dans lequel sont tombés les soi-disant souverains mahométans de l'Inde; nullité dangereuse et déplorable dans ses effets, attendu que le gouvernement anglais est obligé par les traités, ou se croit obligé, le plus longtemps possible, de défendre chacun de ces petits tyrans contre tout ennemi *intérieur* ou *extérieur*.

Ces populations opprimées sont ainsi condamnées à souffrir tous les maux qu'entraîne à sa suite un gouvernement faible et corrompu, et le joug sous lequel elles gémissent est maintenu par l'irrésistible force d'inertie du gouvernement anglais. « Le remède « ordinaire d'un mauvais gouvernement dans l'Inde, » disait sir Thomas Munro ( gouverneur de Madras ) dans une lettre au marquis de Hastings, « est une révolution qui s'accomplit « tranquillement dans l'intérieur du « palais ou au dehors par la violence, « c'est-à-dire, par la révolte ou l'invasion étrangère; mais la présence des « forces anglaises détruit toute chance « de remédier ainsi au mal, en maintenant le prince sur le trône contre « toute opposition intérieure ou extérieure. Cet appui le rend indolent, en « lui apprenant à se reposer sur nous « du soin de sa sûreté; cruel et avare, « en l'assurant qu'il n'a rien à craindre « de la haine de ses sujets. » Cela peut donner une idée des misères que le système *subsidiaire* ( *subsidiary system*), système né de la nécessité de priver ces soi-disant princes des moyens de renverser la souveraineté réelle qu'exercent les Anglais, a infligées aux plus belles provinces de l'Hindoustan. Les hommes d'État en Angleterre et dans l'Inde, ont très-bien compris que tout l'odieux de ce despotisme retombait sur le gouvernement anglais; que d'ailleurs, les dépenses inévitables auxquelles entraîne une pareille situation, augmentent considérablement les charges de l'État, obligé de maintenir une force armée qui puisse suffire à toutes les éventualités. Chacun de ces mannequins couronnés entretient un corps de troupes commandé par des officiers anglais, et il a en outre à sa solde un ramassis de troupes irrégulières qui, en temps de paix, ne sont redoutables qu'aux paisibles sujets de leur maître, mais qui, en cas de guerre sur la frontière, ou d'insurrection ou de mutinerie, et surtout si les troupes anglaises éprouvaient quelque échec partiel, peuvent devenir et deviendraient infailliblement la cause de désordres et de maux infinis. Tels sont les dangers de cette position anomale, où les hésitations d'une politique longtemps entravée par les étroites exigences du monopole ont placé le gouvernement suprême des Indes anglaises. Ce gouvernement n'a aujourd'hui que le choix entre deux maux. Il faut que, dans son respect pour les traités, il consolide l'oppression, ou qu'il attende au moins en silence que les effets du despotisme, devenus désormais intolérables, nécessitent son intervention; ou bien il faut qu'il manque à la foi jurée, et qu'il ait le courage de montrer plus de respect pour les droits imprescriptibles de l'humanité que pour des traités dont l'ambition et l'intérêt matériel pouvaient seuls, non pas justifier, mais expliquer l'origine. Ce serait là sa gloire, et, nous n'hésitons pas à le dire, ce serait également une des plus précieuses ga-

ranties du bonheur et de la prospérité de ces vastes et populeuses contrées. L'examen des ressources commerciales de l'empire hindo-britannique, commencé par la chambre des communes à l'occasion de la pétition présentée au parlement par la Compagnie, dans l'intérêt de l'Inde agricole et industrielle (pétition sur laquelle nous reviendrons bientôt), a mis cette vérité dans tout son jour.

L'opinion formelle des fonctionnaires qui ont été consultés par la chambre des communes sur les moyens politiques à employer pour donner au commerce de l'Inde l'extension dont il est susceptible, est que l'Inde entière, en deçà de l'Indus, devrait, le plus tôt possible, être considérée et traitée, *sous le rapport de la législation commerciale*, comme un seul empire, ce qu'elle est en effet. L'Inde anglaise comprend aussi bien, en réalité, les États *natifs* indépendants (*native States*) que les divers territoires placés sous l'autorité immédiate du gouvernement anglais. Ces États sont unis et comme incorporés à l'empire par les liens étroits de l'alliance *subsidiaire;* ils fournissent des contributions régulières, soit en troupes, soit en argent, pour les dépenses générales de cet empire, et doivent se conformer aux instructions qu'ils reçoivent du gouvernement suprême dans toute affaire relative au bien de l'État, que le cas ait été prévu par la lettre des traités, ou non. Des devoirs inséparables de l'exercice du pouvoir suzerain dans l'Inde prescrivent d'appuyer par la force l'exécution des mesures d'utilité générale, et entraînent la coopération de tous les États dans lesquels l'Inde est divisée, et qui, sous le rapport de leurs intérêts particuliers et de leurs rivalités, ont constamment besoin de la faveur et de la protection du gouvernement anglais. Nul doute que l'influence de ce gouvernement n'ait amélioré à un degré très-remarquable la situation générale, politique et commerciale de l'Inde. Ainsi, les Anglais, du moment que leur suprématie a été mise hors de doute, sont intervenus constamment pour le maintien de la paix entre les princes natifs; ils ont mis un terme aux pillages et aux dévastations des *Pindaries;* ils ont poursuivi sans relâche et achèveront d'exterminer (l'humanité l'espère au moins) les abominables associations des *T'hugs* (*); ils ont vigoureusement et noblement exercé leur influence pour abolir le *satti* et l'infanticide. Ils ont apaisé bien des révoltes intérieures, soulevées dans les États natifs par la turbulence de chefs puissants; ils ont, par de vives remontrances, réprimé d'innombrables actes d'oppression de la part des gouvernements indigènes : ces gouvernements sachant bien que leur désobéissance aux instructions émanées du pouvoir suprême les priverait de ce redoutable mais indispensable appui, et que la désorganisation et la destruction de leur propre puissance en seraient la suite inévitable. Les efforts du gouvernement anglais ont, de temps en temps, été utilement dirigés vers la réduction de taxes exorbitantes et l'amélioration de certaines routes qui présentaient de grands obstacles au commerce; cependant, les mesures prises sous ce rapport n'ont été jusqu'à présent, de l'aveu même des principaux agents du gouvernement, ni très-judicieuses, ni très-suivies, et, jusqu'à une époque très-récente, le commerce dans l'Inde anglaise a été entravé par l'existence, sur les territoires mêmes de la Compagnie, d'un système de douane pire que celui d'aucun État indigène, le Pandjâb excepté (**).

Lord Wellesley avait rédigé des traités de commerce, sur le principe européen de réciprocité, avec les États de Lacknau (Aoudh), de Napâl, d'Hyderabad et de Nagpour; mais les clauses

(*) Prononcez *Theugs*, mieux, *T'hœugs:* voyez p. 27.

(**) Les droits de transit perçus autrefois dans les territoires de la Compagnie ont été abolis pour les présidences de Calcutta et de Bombay. Ils ne tarderont pas à être supprimés également dans toute l'étendue de la présidence de Madras.

de ces traités étaient ou trop compliquées dans leur rédaction pour s'adapter à l'intelligence des natifs, ou peut-être (et cela nous paraît plus probable) trop assujettissantes pour leur convenir; et l'attention du gouvernement ayant été, bientôt après, dirigée sur d'autres points, les traités furent oubliés, et, depuis bien des années, ils sont devenus lettre morte. Dans le but d'établir la liberté de la navigation de la Djamna, au-dessous d'Agra, et la liberté du transit entre les possessions de la Compagnie et les territoires de Sagor et des États situés sur la rive de la Narbaddah, le gouvernement obtint des chefs du Bundelcund, qu'ils renonçassent, moyennant une compensation en argent, aux droits qu'ils étaient dans l'habitude de prélever sur toutes les marchandises qui passaient par leurs territoires. On en agit de même à l'égard de plusieurs petits États limitrophes du territoire de Delhi, mais on découvrit plus tard que la compensation demandée par ces États était exorbitante, et il fallut renoncer à cet arrangement, excepté avec la principauté de Ballabgurh, située sur la Djamna. Pour ouvrir la navigation de la Djamna depuis Delhi jusqu'aux montagnes, on acheta de la même manière, aux chefs sikhs dont les territoires sont placés sur la rive droite de cette rivière, le droit de lever un impôt sur le commerce de transit, et cet arrangement subsiste aujourd'hui. On employa les mêmes moyens pour faire de la ville de *Djagadrî*, située sur cette même frontière, un entrepôt libre. On voulait amener les nombreux chefs sikhs, par les territoires desquels passe l'importante route commerciale qui conduit de Djagadrî à Loudiânâ, à consentir à un arrangement pour la perception des droits dans le même lieu et d'après un tarif unique; mais ce plan ne fut pas exécuté. Après six années de négociations avec les États qui bordent le cours du Sutledge et celui de l'Indus, on parvint enfin à s'entendre sur les moyens de rouvrir la navigation de ces deux fleuves. Le principe adopté fut celui de substituer aux exactions infinies et arbitraires du passé, un droit unique de transit, modéré, percevable à un seul endroit, et égal pour tous les bateaux, de quelque dimension qu'ils fussent et quelle que fût la nature de leur chargement. Ainsi, les bateaux ne sont forcés de s'arrêter qu'à un seul endroit, Mitthun Kote, situé au confluent des rivières du Pandjâb avec l'Indus et entre les points extrêmes de la navigation utile (*). Au reste, tous les États natifs sont obligés par l'usage, et plusieurs d'entre eux par les traités en vigueur, à laisser passer, libres de tous droits, les approvisionnements de toute espèce, expédiés pour le service du gouvernement suprême, et il ne paraît pas qu'en aucune circonstance ils aient essayé de contrevenir à cette règle.

En résumé et pour ce qui concerne le commerce intérieur, on peut conclure de ce qui précède que le gouvernement suprême des Indes anglaises a déjà beaucoup fait pour la sécurité et l'extension de ce commerce, mais qu'il lui reste plus encore à faire pour atteindre le but. Or, nous ne voyons qu'un moyen à la fois loyal et efficace d'y parvenir, c'est d'user largement, ouvertement et avec toute la promptitude que la prudence peut autoriser, de l'influence que les traités et (ce qui est plus fort encore que les traités) les besoins et les vœux des populations donnent au gouvernement pour intervenir, à l'égard des États dépendants de l'Hindoustan, dans les matières relatives au commerce. Les agents du gouvernement suprême reconnaissent eux-mêmes que les traités existants ont cette tendance: « Dans une confédération comme celle de l'Inde, di-

(*) Voyez pages 50, 51 et 52, note. L'espoir manifesté par le gouvernement suprême relativement à l'établissement d'une foire annuelle (ainsi que sir Alexandre Burnes l'avait suggéré), paraît s'être réalisé. La foire a dû s'ouvrir à Sakkcer au mois de janvier dernier (1841), et devait durer un mois. Ce système de foires annuelles a été adopté par les Russes avec un très-grand succès.

sent-ils, il doit exister une autorité qui ait le pouvoir de remédier au mal et de travailler au bien commun; tous les traités avec les États natifs reconnaissent, plus ou moins, le gouvernement anglais comme investi de cette autorité qu'il a été plus d'une fois forcé d'exercer, non-seulement dans les cas expressément reconnus par les traités, mais encore dans des cas nouveaux, tels qu'il s'en est montré et doit nécessairement s'en montrer de temps à autre. »

La sécurité et le développement de la navigation de l'Indus et de ses affluents doivent être aujourd'hui le principal objet de la sollicitude du gouvernement, en ce qui touche aux grands intérêts du commerce intérieur.

L'exploration de ces rivières, celle du cours inférieur de l'Indus en particulier, étaient des mesures préliminaires dont l'importance avait éveillé de bonne heure l'attention. Il fallait s'occuper des moyens de soumettre au pouvoir de la vapeur ce delta d'une navigation si difficile à cause de la nature capricieuse des lits et de la mauvaise qualité du fond. Maintenant que la domination anglaise est établie de fait dans toute l'étendue du Shind, et ne peut tarder à l'être dans le Pandjâb, ces explorations importantes seront promptement complétées, et il est hors de doute que la navigation de l'Indus et de ses affluents recevra dans peu d'années un immense développement. L'expédition d'Afghanistan a été, comme on pouvait le prévoir, l'occasion et l'instrument de nombreuses recherches qui ont suggéré d'utiles mesures pour l'encouragement et l'extension du commerce intérieur par cette voie. Les points les plus avantageux pour servir d'entrepôts ou de points de départ ont été signalés par le gouvernement à l'attention des spéculateurs. Les ressources du pays, les échanges les plus profitables, leur ont été indiqués; en un mot, une impulsion et une direction nouvelle ont déjà été données au commerce, en particulier à celui de Bombay. Le port riverain le plus important auquel la navigation puisse s'étendre dans les circonstances actuelles, est celui de Firozepour, à neuf cent cinquante milles des bouches de l'Indus. Firozepour était une ville considérable dans les anciens temps, de nombreuses ruines l'attestent. Elle a un fort d'une bonne assiette qui a été récemment mis en état de résister à un coup de main. On y a construit des marchés et de nombreuses boutiques; elle se repeuple rapidement. Plusieurs régiments sont cantonnés dans les environs. Le ghât (débarcadère) est à la distance d'une lieue environ de la ville et d'un accès commode. De Firozepour on peut se rendre par des routes faciles dans toutes les parties des États sikhs *protégés* (*protected sikhs States*). Patalla, Nabal, etc., sont des pays riches et qui peuvent offrir plusieurs articles de commerce. Toutes les pacotilles d'objets d'Europe pour Sabattou et Simlah sont maintenant envoyées à Barr, située dans la vallée de Pindjore, à quatorze marches (cent soixante milles) de Firozepour. Ces pacotilles sont amenées de Calcutta à Allahabad par des bateaux à vapeur, et de là conduites cinq cent soixante milles plus loin, par la voie de terre, au ghât de Gharmakteser, sur le Gange, puis enfin par Mirut (deux cent six milles) au lieu de leur destination. Les prix des articles de luxe venant d'Europe, qui sont fort demandés et dont la consommation tend à s'augmenter de jour en jour, sont portés ainsi à cinquante pour cent au-dessus des prix courants de Calcutta. Les marchands de Bombay, remontant le Sutledje dans la saison favorable, pourront dès à présent, selon toute probabilité, soutenir une concurrence avantageuse avec les expéditionnaires de Calcutta, même dans l'approvisionnement des marchés de Simlah, Sabattou, etc. Loudiana, position civile et militaire importante, située, comme nous l'avons vu, sur le Sutledje, à peu de distance de Firozepour, se fournira aussi de préférence à cet entrepôt. C'est une chose digne de remarque, pour le dire en passant, que le point de départ

de l'armée qui a soumis l'Afghanistan à l'influence de la civilisation européenne, soit destiné à devenir l'un des centres principaux du commerce qui va refleurir sous la protection de la domination anglaise.

Sur la rive droite du Sutledje, vis-à-vis de Firozepour, des routes directes conduisent à Amritsir et à Lahore, les deux principales villes du Pandjâb. La distance est courte et la route facile, et il est probable qu'on pourrait se rendre à Lahore plus commodément par cette voie que par la rivière Râvy (quoique celle-ci passe à Lahore même ), parce que le cours du Sutledje est infiniment moins tortueux que celui du Râvy. A sept milles de la rivière, sur la route de Lahore, se trouve une ville nommée Kassour, où il se fait beaucoup d'affaires, et où des articles de sellerie, de quincaillerie, sur les modèles sikhs, et des cuirs de couleur, rouges, verts et jaunes, trouveraient un débit avantageux. Kassour était autrefois une ville fort considérable. Des articles de fantaisie, des soies, des satins, des *kimkhabs* ( brocarts ) et de la bijouterie, en particulier les perles et les émeraudes, vraies ou fausses, seraient fort recherchés dans les villes sikhs, les chefs sikhs et les gens aisés aimant à s'habiller richement. Des outils de charpentier, du fer en barres, se vendraient aussi avec profit.

En descendant le Râvy, le marché de Moultân appelle l'attention des spéculateurs. Le gouverneur actuel de Moultân est un administrateur éclairé qui protége le commerce. Moultân fabrique de très-beaux et bons tapis. Bahawalpour, près du Sutledje, à trois cent soixante-dix-sept milles de Firozepour et environ soixante-dix milles de Moultân, se présente ensuite. C'est une ville peuplée de vingt mille habitants, parmi lesquels on compte un assez grand nombre d'Hindous; tout le commerce de détail est entre leurs mains. De Bahawalpour, il s'établira probablement des relations avantageuses avec la province anglaise d'Harriana et les provinces voisines, ainsi qu'avec les marchés importants de Bhawani et de Palli dans le Radjpoutana. On trouve encore, de Bahawalpour à Bâkkœr, plusieurs point situés dans un pays fertile, bien cultivé, et dont les productions offriront très-probablement d'utiles échanges; mais Bâkkœr ( cent quarante-quatre milles de Bahawalpour ) est, nous le répétons, le point le plus important de tous. C'est celui qui commande le commerce de tout le fleuve; c'est le terme de jonction des routes qui viennent de l'Hindoustan, du Sindh, de l'Afghanistan. Kheyrpour n'en est éloigné que de quinze milles, Shikarpour de vingt-deux milles. C'est là que les *steamers* devront remonter d'abord; c'est de là que l'ouest de l'Afghanistan et la Perse elle-même tireront peut-être un jour tous les articles d'Europe nécessaires à leur consommation. Hyderabad est à cent soixante-dix-huit milles de Bâkkœr. On compte trois cent vingt-neuf milles de Bâkkœr à l'embouchure Hadjamri de l'Indus. Dès le mois de mai 1839, un avis officiel du gouvernement suprême avait prévenu le commerce que cinq bateaux, de trois cents *mands* au moins chacun ( dix à douze tonneaux), et préparés pour recevoir des passagers aussi bien que des marchandises, seraient expédiés deux fois par mois du ghât de Firozepour pour Bâkkœr, à commencer du 1er juin. Au mois d'avril 1840, deux *steamers*, le *Snake* ( le Serpent ), de la force de dix chevaux seulement, et *Comet* ( la Comète), de la force de soixante chevaux, avaient accompli successivement le trajet du bas Indus à Firozepour, et avaient effectué leur retour avec des passagers et des marchandises; mais on n'a pas encore de détails suffisants sur ces voyages. Plusieurs nouveaux steamers ont été construits pour la navigation de l'Indus et du Sutledje, et il est probable qu'au moment où nous écrivons, les communications et les moyens de transport sont complétement organisés, ou sur le point de l'être dans tout le domaine fluvial de l'Indus (*).

(*) Le commerce français nous semble

Avec des bateaux à vapeur d'un faible tirant d'eau, on arrivera certainement de l'embouchure de l'Indus à Moultân en dix jours, au lieu de quarante, que nécessite le halage, et déjà, de ce point comme centre, on pourra ouvrir des relations avantageuses avec les provinces voisines. Nulle part la marche n'est obstruée par des barrages, des rapides, des cataractes, et la nature semble avoir tout fait pour favoriser cette navigation intermédiaire. Le trajet de Lahore à la mer (une distance de 1000 milles environ) se fera probablement, avant longtemps, en moins de vingt jours; à Moultân, en six ou huit jours; de là à Bâkkœr en quatre jours au plus; puis à Hyderabad en trois; et de là à l'embouchure en deux ou trois jours. Nous avons déjà fait observer (p. 65) que du temps d'Aureng-Zeb, il se faisait un commerce considérable par l'Indus et le Râvy jusqu'à Lahore.

Résumons en peu de mots les observations qui précèdent.

Les plus grands obstacles politiques s'opposaient depuis longues années au rétablissement de cette ligne commerciale si importante qui, de l'embouchure de l'Indus, atteint le pied de l'Himalaya. Les princes qui régnaient hier encore le long des rivages de ce fleuve, grevaient de droits énormes le passage des marchandises ou pillaient les marchands. Le commerce était réduit à se frayer, par terre, des voies détournées et coûteuses. Entre Lahore et la mer, on comptait tout au plus, dans ces derniers temps, sur tout le système de l'Indus, sept cents bateaux, qui suffisaient pour le service des passagers et le transport des bagages et des marchandises. Aujourd'hui que l'Indus est devenu de fait, comme il était destiné par la nature à le devenir, la frontière occidentale de l'empire hindo-britannique, cet état de décadence va faire place, comme par miracle, à une activité et une prospérité sans cesse croissantes. A l'intérieur, la suppression des droits de transit dans les territoires de la Compagnie, et l'adhésion graduelle des États protégés aux mesures adoptées par le gouvernement suprême, vont donner une impulsion salutaire et puissante à toutes les forces productives de l'Hindoustan. Les obstacles politiques qui s'opposaient au développement et à l'utilisation des ressources naturelles de ces vastes contrées, ont déjà disparu en partie. Ils ont disparu devant la volonté intelligente de la nation anglaise, représentée sur cette terre lointaine par un véritable homme d'État et un grand citoyen; car tel nous apparaît lord Auckland à la tête de cet immense empire de l'Inde, dont il vient de consolider la puissance. Quelles que soient nos opinions et nos sympathies particulières, nos répugnances, peut-être, nous ne pouvons refuser notre admiration à de semblables actes. L'humanité tout entière doit applaudir à des mesures dont l'énergie prévoyante aura avancé d'un demi-siècle le triomphe de la civilisation européenne, dans des pays qui languissaient depuis si longtemps sous le joug du despotisme le plus ignorant et le plus immoral à la fois. L'agriculture encouragée, l'industrie protégée, le commerce ouvert à la concurrence des nations de l'Europe et de l'Asie, les rapports intérieurs améliorés et consolidés dans un but d'avenir, les rapports extérieurs étendus et rendus de jour en jour plus profitables, tels sont les bienfaits que la domination anglaise promet aux peuples de l'Inde gangétique et à ceux qui habitent les bords de l'Indus; tels sont les devoirs qu'une saine politique lui impose.

Mais le gouvernement de l'Inde ne

appelé à prendre sa part dans ce développement prochain des ressources commerciales de l'Afghanistan et du Sindh, et nous aimons à croire qu'il profitera des nouveaux débouchés qui lui sont offerts dans l'extrême Orient. Nous pensons que les ports de Bombay et de Karatchi en particulier pourront devenir le but d'expéditions profitables, et nous appelons sur les relations nouvelles et importantes qui doivent nécessairement s'établir pour fournir à de nouveaux besoins, l'attention des armateurs de nos ports principaux.

peut promettre au monde l'accomplissement de cette noble tâche, qu'autant que l'Angleterre elle-même comprendra qu'il est de son honneur et de son intérêt de s'y associer. Si le gouvernement de Calcutta encourage la production d'un côté, il faut que le pouvoir législatif, à Londres, encourage à son tour l'exportation des produits de l'Inde. Il est bien démontré aujourd'hui qu'obligée à des remises annuelles, qui s'élèvent en moyenne à 3,200,000 livres sterling (environ quatre-vingt-un millions de francs), l'Inde ne peut trouver les moyens de fournir, pendant longtemps, à ses dépenses intérieures et extérieures, que dans le développement normal de son industrie agricole et manufacturière. Traiter l'Inde en pays conquis et lui imposer un tribut éternel sans compensation, au moins probable, dans l'avenir, c'est à la fois de l'oppression et de la mauvaise administration, à la fois un crime et une faute politiques! La Compagnie sur qui pèse la responsabilité immédiate de cet avenir de l'Inde britannique, a senti que le moment était venu d'appeler par un vigoureux effort l'attention du parlement sur l'état actuel de l'agriculture et du commerce de cette immense colonie. La pétition formulée à cet effet a été présentée à la chambre des communes, le 11 février 1840, le 14 à la chambre des lords. La commission nommée par la chambre des communes (le 25 fevrier) pour examiner cette importante affaire, et procéder à une enquête complète sur tous les points indiqués par la pétition, n'avait pu terminer son travail pendant la session de 1840, et a dû se borner à publier les premiers résultats de ses recherches (*). La commission nommée par la chambre haute conclut, le 2 avril, son enquête commencée le 2 mars, et fit son rapport, qui fut envoyé à la chambre des communes le 2 juin (**). Nous croyons ne pouvoir mieux faire que de reproduire fidèlement les conclusions de ce rapport; conclusions qui donneront à la fois à nos lecteurs une idée nette des demandes soumises au parlement par la Compagnie, et des solutions qui seront probablement obtenues.

Le comité, avant de faire connaître son opinion à la chambre sur les diverses matières auxquelles la pétition se rapporte, croit devoir appeler l'attention de la chambre sur la situation particulière dans laquelle l'Inde se trouve placée parmi toutes les autres dépendances de la couronne britannique, et sur les droits particuliers qu'elle semble avoir, par suite de cette situation exceptionnelle, à la justice et à la générosité, aussi bien qu'à la protection politique du parlement.

Possédant une population quatre fois plus nombreuse que celle du Royaume-Uni et de tout le reste de l'empire britannique dans toutes les parties du monde; défrayant par ses propres ressources toutes les charges de son gouvernement civil et de son état militaire, administrés par des Anglais qui occupent exclusivement les emplois les plus élevés, les plus lucratifs et les plus honorables de l'État, l'Inde doit, en outre, transmettre annuellement en Angleterre, sans aucun autre retour que des envois de matériel peu considérables pour les armées, une somme de deux à trois millions sterling (*), dont la plus grande portion doit nécessairement être remise régulièrement chaque année, sans égard aux frais que cette remise doit entraîner, ou aux dérangements qu'elle peut occasionner dans les calculs ordinaires du commerce.

Le comité ne peut douter que le parlement ne voie dans ces circonstances d'impérieux motifs pour accorder aux pétitionnaires qui l'approchent au nom des peuples de l'Inde, l'attention la plus favorable et la plus indulgente; et

(*) Imprimé par ordre des communes, le 21 juillet 1840, 1 vol. in-fol. de IV, 636 et 70 pages.

(**) Imprimé par ordre des communes, le 4 juin 1840, 1 vol. in-fol. de XXII et 201 pages.

(*) Pour le payement des intérêts aux actionnaires, et autres dépenses. Voy. p. 16 et 17.

que ce ne fût un sujet de regret pour le parlement qu'une gêne temporaire dans d'autres dépendances de la couronne, ou des considérations générales, applicables aux grands intérêts de l'empire, rendissent nécessaire le refus de satisfaire à des réclamations qui se recommandent si fortement à son attention.

Le comité pense que le principe général sur lequel devraient reposer les règlements commerciaux affectant les relations entre le Royaume-Uni et ses dépendances coloniales et les relations de ces dépendances entre elles, est celui de l'égalité la plus parfaite; qu'on ne doit admettre d'exception à cette égalité que là où les intérêts permanents de l'empire, ou des circonstances momentanées dans une portion quelconque des possessions extérieures, paraissent rendre une semblable exception nécessaire ou convenable; qu'aucune colonie ne doit être favorisée aux dépens d'une autre et jouir par exception de certains avantages, soit dans les ports coloniaux, soit dans ceux du Royaume-Uni; que le parlement doit encore moins assurer aux produits et aux manufactures du Royaume-Uni un avantage quelconque, dans aucun port colonial, sur les produits coloniaux qui peuvent soutenir la concurrence; car le comité est fermement convaincu que des possessions coloniales, dispersées dans quatre parties du globe et dans la dépendance législative d'un gouvernement éloigné, ne peuvent être maintenues dans une obéissance paisible et volontaire qu'autant que le gouvernement prendra pour guides la stricte justice et l'impartialité dans l'adoption de toute mesure législative qui peut affecter leurs intérêts.

Conformément à ce principe d'égalité, le comité recommande d'abord fortement l'abolition immédiate de tous ces droits exceptionnels qui, dans l'Australie et dans l'île de Ceylan, donnent à l'industrie du Royaume-Uni un avantage marqué sur celles de l'Inde et des autres dépendances coloniales de la Grande-Bretagne.

Conformément au même principe, le comité recommanderait qu'il ne fût accordé, dans les ports anglais, aucun avantage au tabac de l'Amérique anglaise sur celui de l'Inde anglaise.

Jusqu'à un certain point, les spiritueux des Indes orientales et occidentales sont déjà placés sur un pied d'égalité parfaite. Aucune distinction n'est établie entre ces deux produits, ni quant aux conditions d'exportation, ni dans les contrats passés pour fournitures au gouvernement.

Le comité aurait été heureux de se croire autorisé à recommander, au moment actuel, que le droit prélevé sur le rhum des Indes orientales fût, immédiatement et dans tous les cas, assimilé à celui prélevé dans les ports anglais sur le rhum des colonies où l'esclavage a été récemment aboli; mais le comité est à regret forcé d'admettre que les circonstances détaillées dans les dépositions qu'il a recueillies sur l'état de transition dans lequel lesdites colonies se trouvent aujourd'hui, constituent des motifs suffisants pour excepter ces mêmes colonies de l'application rigoureuse du principe général d'égalité. Il a cependant été établi par un des témoins examinés, personne tout à fait en état d'apprécier le mode d'action du nouveau système, que les Indes occidentales ont passé le moment le plus critique quant aux difficultés de la main-d'œuvre, et, prenant en considération les forces productives de l'Inde, la richesse et l'étendue de son sol et le taux peu élevé de la main-d'œuvre dans ce pays, ainsi que l'état actuel et probable des marchés anglais (en ce qui concerne les sucres), le comité ne peut qu'espérer qu'en maintenant pour quelque temps encore les droits actuels sur le rhum des Indes orientales et occidentales, on procurera aux Indes occidentales un soulagement présent et des moyens de prospérité future, sans cependant que la culture de la canne à sucre dans l'Inde en éprouve une diminution sensible. Il faut bien reconnaître en même temps que le maintien du tarif actuel doit avoir pour résultat de priver les cultivateurs de

la canne à sucre dans l'Inde d'une nouvelle source de profit à laquelle il est reconnu en principe général qu'ils ont droit de participer, et de différer le soulagement important que les consommateurs dans ce pays recueilleraient d'une diminution du prix du sucre.

Le comité se plaît à remarquer combien l'importation du sucre des Indes orientales a augmenté depuis l'égalisation des droits. L'état de cette branche du commerce, pendant les années antérieures et postérieures à l'égalisation de ces droits, est représenté dans la table suivante :

| ANNÉES. | SUCRE. | TARIF DES DROITS. |
|---|---|---|
| | cwt | |
| 1833 | 111 ,731 | £ s d<br>1 12 0 par cwt.(*) |
| 1834 | 76 ,613 | |
| 1835 | 100 ,856 | |
| 1836 | 152 ,163 | 1 4 0 par cwt. |
| 1837 | 296 ,657 | |
| 1838 | 428 ,854 | |

Le comité s'abstient d'offrir à la chambre aucune opinion sur la question qui a été soulevée, de savoir si le Mysore et autres pays dépendants du gouvernement anglais dans l'Inde doivent être considérés comme possessions anglaises aux termes de l'acte du parlement, parce que cette question sera probablement bientôt soumise à Sa Majesté en conseil, à l'occasion de la demande qui sera alors faite pour l'admission du sucre de Madras et de ses dépendances, en ne payant que le droit le moins élevé, en conséquence d'une loi promulguée par le gouvernement de l'Inde et dont les dispositions seront exécutoires au mois de juin prochain, loi qui prohibe l'importation des sucres étrangers dans ces territoires.

(*) *Cwt :* désignation abrégée du quintal anglais ou *hundred weight* 112 ℔ angl. ou 50 kil. 78 poids français.

Il paraît par les tarifs des droits de douane prélevables dans les ports de l'Inde, que le gouvernement de l'Inde a donné l'exemple de la libéralité, en admettant tous les produits manufacturés et autres du Royaume-Uni à un droit très-bas, et, ainsi que le disent les pétitionnaires, les cotonnades d'Angleterre et d'Écosse ont presque entièrement remplacé celles de l'Inde dans l'Inde même. En tant que cela peut être le résultat du cours naturel du commerce, les pétitionnaires n'en font pas un sujet de plaintes ; mais il est naturel qu'eux et le peuple qu'ils représentent voient avec peine maintenir un droit élevé sur un article d'importation, que le manufacturier anglais peut livrer à plus bas prix dans le pays même où il est produit ; et il serait certainement convenable de faire disparaître des tarifs anglais une inégalité qui n'a d'autre résultat que celui de marquer la dépendance politique du peuple contre lequel elle est dirigée.

Il paraîtrait, d'après les dépositions prises, qu'une réduction du droit perçu à l'importation sur les soieries indiennes aurait un effet plus pratique, et permettrait à l'Inde de donner plus d'extension à la vente de cet article de ses manufactures dans les marchés d'Angleterre.

A cet égard, le gouvernement anglais a eu depuis si longtemps pour principe de protéger les fabriques *anglaises,* et les intérêts engagés dans la question ont une telle importance, qu'il peut y avoir des raisons de se refuser à toute modification du droit d'importation qui pourrait amener un déplacement considérable de l'industrie anglaise dans cette branche ; mais on a suggéré un amendement à la loi en ce qui concerne l'importation d'un article spécial, les *corahs* (*), amendement qui aurait des résultats avantageux, non-seulement pour le manufacturier de l'Inde, mais encore pour le manufacturier et le consommateur anglais ; et, généralement, le comité observe que ce ne serait nullement se mettre en con-

(*) Foulards blancs en pièces.

tradiction avec le principe qui protége les fabriques du Royaume-Uni, que d'accorder aux fabriques d'étoffes de soie des colonies anglaises quelque avantage plus considérable sur les fabricants étrangers, que celui qui résulte d'une réduction du droit prélevé actuellement sur les soieries de l'Inde. Le comité regrette que l'état actuel des revenus paraisse s'opposer à ce que l'on modifie le tarif des droits sur les soieries et les tabacs; cependant, en principe général, le comité jugerait convenable de recommander la réduction de ces droits.

Les droits sur les drogues et les épices ont été, dans ces dernières années, considérablement réduits; le revenu qu'on en retire n'est pas très-important, tout hors de proportion qu'il puisse être encore avec la valeur de quelques-uns des articles imposés (*). Le comité recommande de soumettre de nouveau ces droits à un examen attentif, dans le but d'y introduire des réductions telles qu'elles induisent les producteurs à donner plus d'attention et de soins à la production.

La culture du thé dans la province d'Assam ne fait que de naître, pour ainsi dire, et le comité pense qu'il serait prématuré d'offrir à la chambre aucune opinion sur l'opportunité d'accorder un tarif plus avantageux au thé qui pourra être importé de ce pays; mais le gouvernement de l'Inde paraît au comité s'être décidé sagement en encourageant un essai qui, s'il réussit, créera une addition importante aux ressources commerciales de l'Inde, et sera d'un très-grand avantage aux consommateurs de thé dans le Royaume-Uni.

Arrivant au dernier grief indiqué dans la pétition et qui résulte d'une disposition des lois en vigueur, disposition qui s'oppose formellement à ce que les natifs de l'Inde anglaise, employés comme matelots, soient considérés et traités comme matelots anglais et jouissent des mêmes avantages; le comité déclare ne pouvoir recommander d'introduire aucun changement dans la législation à cet égard. Il pense que la loi, telle qu'elle existe en ce moment, accorde au négociant exportateur de l'Inde toutes les facilités compatibles avec les intérêts généraux de l'empire, et le comité ne doute pas que les pétitionnaires eux-mêmes, après mûre réflexion, ne reconnaissent l'utilité de restrictions qui, quelque gênantes qu'elles puissent être pour les individus, ont pour but et pour résultat de perpétuer et d'accroître cette race vigoureuse de marins anglais, qui peuvent seuls protéger les possessions anglaises d'outre-mer et assurer l'indépendance du Royaume-Uni lui-même.

Les vœux exprimés dans ce rapport ne sauraient manquer d'être accueillis par le parlement dans la session qui va commencer. La Compagnie, en même temps qu'elle place les grands intérêts commerciaux de l'empire indien sous la protection du pouvoir législatif, ne néglige aucun des moyens d'action directe dont elle peut disposer pour l'encouragement de l'agriculture et du commerce dans ses vastes possessions. Elle s'est occupée surtout dans ces derniers temps des perfectionnements à apporter à la culture du coton, et dans les détails de la récolte, et du nettoyage. Le coton, en effet, comme article d'exportation, est un des plus importants des produits de l'Inde. Aujourd'hui, les importations de cotons des Indes s'élèvent, année commune, à quarante-huit millions de livres pesant (représentant un capital d'au moins 20,000,000 de fr.): c'est environ le huitième de la quantité nécessaire à la consommation des manufactures anglaises.

L'indigo, la soie, le sucre, le salpêtre, le riz, la lacque forment, avec le coton et l'opium, les branches d'exportation les plus importantes. Le commerce de la Chine est lié depuis quelques années d'une manière si intime avec celui de l'Inde, qu'on ne peut guère les séparer dans l'évaluation des ressources de l'empire hindo-britannique. C'est même cette combinaison intime des intérêts mercantiles des Indes et de la Chine qui a donné, à la rupture momentanée entre l'Angleterre

(*) Les droits sur quelques articles de cette classe s'élèvent encore à 100, 200 et même 300 pour cent de la valeur réelle.

et le Céleste empire, une importance beaucoup plus grande qu'on n'aurait dû s'y attendre si l'on n'eût envisagé que l'état plus ou moins prospère du trafic de l'opium. La Chine était, par le fait, le milieu principal par lequel s'opéraient les grands échanges commerciaux entre l'Inde, l'Amérique et l'Europe : ce qui faisait dire à l'un des membres de la commission, nommé par la chambre des lords pour s'enquérir de l'état commercial de l'Inde, qu'interrompre le commerce de Canton c'était interrompre le commerce du monde entier. En 1837-38, on pouvait estimer la masse des exportations de l'Inde et de la Chine pour la Grande-Bretagne à 9,600,000 livres sterlings (environ 245,000,000 de francs). L'indigo figure dans ce compte pour environ 2,000,000 livres sterlings (environ 50,000,000 de francs); le thé pour près de 60,000,000 de francs; le coton pour plus de 20,000,000, etc. Ces exportations se balançaient, du côté de l'Angleterre, 1° par les remises annuelles faites par l'Inde anglaise, soit pour compte du gouvernement, soit pour compte des particuliers, se montant à plus de 90,000,000 de francs; 2° par les importations de produits des manufactures anglaises (dans l'Inde et en Chine), s'élevant à 79,000,000 ; du côté de l'Inde anglaise, par la vente de l'opium et du coton, qui réalisait, au profit de cette balance, de 76 à 80,000,000 de francs.

Nous nous bornerons à cet exposé général, qui suffit pour montrer quelles sont les ressources matérielles de l'Inde, l'importance de ses relations commerciales avec la Chine, les dangers qu'entraînaient pour l'avenir de ces relations commerciales, et conséquemment pour la Grande-Bretagne elle-même, la suspension de la bonne intelligence entre les deux États; la nécessité d'asseoir les rapports futurs de l'Angleterre et de la Chine sur des bases plus larges et plus durables; enfin, et par-dessus tout, la nécessité absolue pour le gouvernement britannique de donner à l'Inde anglaise les facilités et les encouragements réclamés avec tant d'instance par l'agriculture et l'industrie.

Il en est du bien-être actuel et de l'avenir des nations, comme du bien-être et de l'avenir des familles. Les intérêts matériels ne sont pas tout; un bon gouvernement doit se préoccuper avec une égale sollicitude des intérêts moraux et intellectuels des peuples. Sous ce rapport, il y a encore beaucoup à faire dans l'Inde; et la difficulté de subordonner à un plan général toutes les modifications de détail qui se présentent comme également nécessaires aux méditations de l'homme d'État, mais à des titres si divers, selon les localités, dans un si vaste empire; cette difficulté est immense. Peut-être est-elle insurmontable. La Providence y pourvoira par ces interventions inattendues qui remédient aux fautes de l'humanité. Mais, il faut le reconnaître, la nature a marqué de traits si imposants la physionomie physique et intellectuelle de l'Hindoustan, les destinées des peuples s'y sont développées par des influences si mystérieuses ou des secousses tellement imprévues, et l'avenir s'y prépare par des causes qui empruntent au passé un tel caractère de grandeur, qu'on se laisse volontiers aller à la contemplation de ce vaste ensemble, et qu'on se demande ce que deviendra cet empire dans la main mercantile et guerrière de l'Angleterre, et sous la triple influence des lois de Brahma, de Mahomet et de Jésus-Christ! Quelle complication étrange! que d'éléments de vie! que de germes de mort! Ne semble-t-il pas que ce corps gigantesque soit condamné à grandir irrégulièrement sans relâche, et à se briser enfin sous son propre poids? Lord Clive avait été le premier des délégués du pouvoir souverain dans l'Inde anglaise à prévoir et à prédire hautement ce développement fatal. Quelques années avaient à peine passé sur les prophétiques paroles de ce grand homme, que le parlement anglais déclarait solennellement « que les plans de conquête et d'agrandissement dans l'Inde étaient contraires au désir, à la politique et à l'honneur de la nation. » Les événements sont venus donner le plus éclatant démenti à ces théories parlementaires, et confirmer les prévisions du vainqueur de

Plassey. Et ce qu'il y a de plus remarquable, c'est qu'à dater de cette protestation contre toute entreprise ambitieuse, les accroissements de territoire sont devenus plus considérables et plus fréquents. Quand lord Cornwallis arriva dans l'Inde, en 1786, il trouva sir John Macpherson engagé dans des négociations avec les Mahrattes et le Nizâm, négociations qui devaient entraîner le gouvernement suprême dans une guerre avec Tipou-Saheb. Le premier acte de lord Cornwallis fut de rompre ces négociations, en déclarant que les Anglais ne s'engageraient que dans des guerres strictement défensives. Son second acte fut de proposer une alliance à ces mêmes Mahrattes, à ce même Nizâm, et d'engager, de concert avec eux, une lutte dont le résultat fut un agrandissement considérable du territoire de la compagnie. Ce n'était pas la faute de lord Cornwallis, mais bien celle des circonstances dont le torrent l'a entraîné malgré ses efforts. Comme lui, la plupart de ses successeurs, loin de placer pour ainsi dire les événements dans la dépendance de leur politique, ont dû se résigner à voir leur politique tomber dans la dépendance des événements. Dans un intervalle de moins d'un siècle, l'Angleterre a plante son pavillon sur la citadelle de Ghizni et sur les murs de Rangoun, et toutes les contrées intermédiaires ont été rangées sous sa domination immédiate, ou reconnaissent sa suprématie. Voilà les résultats acquis, les faits accomplis, et l'activité infatigable de la race britannique prépare à l'histoire de nouveaux et gigantesques matériaux dans l'extrême Orient. Cette race ambitieuse et prudente à la fois, qui a su commander l'estime ou exciter l'admiration du monde, sans mériter les sympathies de l'humanité, saura-t-elle consolider son œuvre en Asie, ou devra-t-elle remettre en d'autres mains le flambeau de la civilisation nouvelle qui luit sur ces vastes contrées? Voilà la question. Il ne nous appartient pas d'y répondre; mais nous nous sommes préparés à la mission qui nous était imposée, de mettre sous les yeux de nos lecteurs toutes les données du problème. Le passé et le présent sont les éléments de l'avenir!

---

*Nota.* Telle est la savante introduction par laquelle M. A. de Jancigny préludait à la description pittoresque de l'Inde. Avant d'entrer dans les détails du sujet, il voulait exposer l'importance que cette immense contrée, que ce monde nouveau a désormais conquise dans les faits actuels de la politique, lorsqu'une mission diplomatique en l'envoyant sur les lieux mêmes dont il devait nous donner la description est venue interrompre ses travaux. Jaloux de conserver à leur entreprise la coopération d'un collaborateur aussi éclairé, les éditeurs ont patiemment attendu pendant plus de deux années, espérant que le retour de M. A. de Jancigny, plus riche encore des nouveaux matériaux qu'il n'a pas manqué de rassembler dans son second voyage, indemniserait largement le public d'une si longue attente. Aujourd'hui l'absence de M. A. de Jancigny se prolonge sans qu'il soit possible d'en prévoir le terme; l'importance sans cesse croissante que prennent les développements de la politique asiatique semble devoir le retenir beaucoup plus longtemps qu'on ne l'avait présumé d'abord sur le théâtre même des événements, et les éditeurs se voient dans la nécessité de confier à d'autres mains le travail pour lequel M. A. de Jancigny avait tout d'abord été désigné à leur choix par son expérience personnelle, par ses connaissances locales et son long séjour dans le pays qu'il devait décrire.

Désormais toutes les mesures sont prises pour que la publication de l'*Inde pittoresque* n'éprouve plus aucun retard et pour que ses livraisons se succèdent régulièrement.

---

# INDE.

## PAR M. XAVIER RAYMOND.

### CHAPITRE PREMIER.

#### § I. Aspect géographique.

La nature semble avoir tracé les frontières de l'Inde avec un soin tout particulier. Au nord elle est séparée du haut plateau du Thibet par la grande chaîne de l'Himalayah, que les travaux des voyageurs modernes nous représentent comme les montagnes les plus élevées et les plus considérables du globe. A l'est et à l'ouest ses frontières sont dessinées par deux grands fleuves, le Brahmapoutra et l'Indus. Partout ailleurs l'Inde est environnée par l'Océan. Quelquefois sous le nom général de l'Inde on a compris des pays situés en dehors de ces limites, surtout le Caboul et le Candahar, qui ont pendant longtemps été des provinces de l'empire des Mogols. C'est la politique seulement qui a pu motiver cette classification ; car il est évident que ces pays, par leur climat, par la nature de leur sol et de leurs productions, par la population qui les habite, se rattachent beaucoup moins à l'Inde qu'à la Perse et à la Tartarie. Au contraire, dans les limites que nous avons, ou plutôt que la nature a tracées, on trouve une religion, des langues, des mœurs, des coutumes, des productions, etc., qui distinguent cette région de tout le reste de l'Asie, et en font comme un monde à part.

L'Inde, définie comme nous venons de le faire, se développe dans l'hémisphère septentrional sur une étendue superficielle comprise du nord au sud entre les 8° et 34° de latitude nord, et de l'est à l'ouest entre les 64° et 88° de longitude à l'est du méridien de Paris. Ainsi, dans le sens de sa longueur du nord au sud, elle se développe sur une étendue de quinze cent soixante milles géographiques ou six cent cinquante lieues communes de vingt-cinq au degré ; et dans le sens de sa largeur sur une étendue de quatorze cent quarante milles géographiques ou six cents lieues. L'Inde présente donc une superficie presque égale à celle de l'Europe.

L'Inde est comme un monde à part dans l'univers. Elle renferme des contrées soumises aux plus dévorantes ardeurs du soleil des tropiques, et d'autres qui ne peuvent se comparer qu'aux déserts glacés du pôle. La différence dans le degré d'élévation au-dessus du niveau de la mer y produit dans la température des différences qu'on ne remarque ordinairement qu'entre des pays séparés par de grandes distances en latitude. Ses vastes plaines produisent chaque année deux moissons, elles sont couvertes de l'éternelle verdure ou desséchées par les sables brûlants de la zone torride. Les fruits des climats tempérés naissent et mûrissent sur le pied de ses montagnes, dont les flancs nourrissent le pin du Nord et dont les sommets portent jusqu'aux cieux les glaces perpétuelles du monde arctique. La nature n'y a donc pas cette mélancolique uniformité qui attriste le voyageur dans les plaines de l'Afrique, ou les déserts des régions polaires. Au contraire, l'observateur peut passer dans l'Inde par toutes les transitions qui séparent les extrêmes opposés de la nature sur la planète entière.

Le cœur de l'Inde, si l'on peut parler ainsi, le théâtre où elle déploie les trésors de son inépuisable fécondité, le terrain sur lequel se sont élevés ses grands empires, c'est la plaine immense qui s'étend du Brahmapoutra à l'Indus et des montagnes de l'Himalayah à la chaîne des monts Vindhya au sud, sur une longueur de plus de cinq cents

lieues et sur une largeur moyenne de cent à cent cinquante. La direction générale de cette plaine court du sud-est au nord-ouest en suivant celle des montagnes qui la terminent au nord et desquelles descendent tant de fleuves puissants, source de sa fertilité. Après la région qu'arrosent en Chine le Yang-tsé-Kiang et le fleuve Jaune, c'est peut-être la plus féconde et la plus belle qui soit au monde. Toute cette immense superficie, si l'on en excepte une certaine partie déserte dont nous aurons occasion de parler, ne présente partout qu'un tapis de verdure d'une incroyable richesse, et sur lequel des fleuves majestueux, au cours presque insensible, promènent lentement le volume grandiose de leurs eaux.

Nulle part l'aspect de ces magnifiques plaines de l'Inde ne se produit avec plus d'effet que dans le Bengal. Là rien ne borne un horizon toujours sans limite, où la vue se perd sans jamais s'arrêter sur une ondulation du terrain, ni même sur un rocher isolé. Le Gange traverse cette grande province, augmentant à chaque pas la largeur de son cours et pendant la saison des pluies couvrant une grande étendue de terrain de ses eaux fertilisantes. Frappant ce sol si riche, si profond, si bien arrosé, de ses rayons énergiques, le soleil y éveille une puissance de végétation presque incroyable, et il en fait, au temps de la moisson, comme une mer d'épis et de verdure mollement balancés sous les brises languissantes du tropique. En remontant le fleuve, le Bahar présente le même aspect, quoique sa surface développe de légères ondulations; la province d'Allahabad, un peu plus élevée cependant, est unie comme le Bengal, chaude et fertile comme lui. Au nord du fleuve, le royaume d'Oude, s'élevant vers les montagnes par une pente insensible, jouit d'un climat plus frais et plus salubre, et donne à profusion les production les plus précieuses de l'Europe et de l'Asie. Là se termine la vallée du Gange et commence celle de la Djamna, plus élevée, mais moins bien arrosée et moins fertile. Le Douab, ou territoire qui sépare les deux cours d'eau, ne peut être arrosé en plusieurs de ses parties que par des moyens artificiels. Cependant ses forêts semblent plus vigoureuses que celles du Bengal, et en même temps que le froid modéré de son hiver permet d'y faire une récolte de froment ou de grains européens, la chaleur de son été est suffisante pour faire mûrir le riz au sud de la Djamna. Sur les rives de son tributaire le Chambal, le sol est accidenté de collines qui s'étendent sur le Malwa et jusqu'à Adjmir; sur cet espace et dans ses parties les plus planes s'élèvent ces rocs aux flancs perpendiculaires, aux sommets parfaitement plats où sont bâties les forteresses imprenables si célèbres dans l'histoire de l'Inde. A l'ouest de Delhi commence le grand désert Indien, et au nord s'étend la plaine du Penjab, c'est-à-dire des cinq fleuves, où les cinq tributaires de l'Indus, roulant leurs puissants volumes d'eaux, entretiennent une fertilité égale à celle de la vallée du Gange. Une culture bien entendue et surtout le bienfait de la paix sont les seules conditions qui manquent à ce pays pour en faire l'heureux émule du Bengal.

Dans toute cette plaine immense les besoins des peuples et les demandes d'un commerce actif ont substitué aux produits spontanés de la nature eeux de l'industrie humaine. On y trouve aujourd'hui très-peu de ces productions merveilleuses qui ont jadis acquis tant de célébrité à la végétation de l'Asie. On n'y connaît pas les brises aromatiques qui parfument si dangereusement les côtes élevées du Malabar, ou les îles de la Malaisie. Les denrées les plus utiles au commerce ou à la nourriture de l'homme et des animaux y naissent par le travail, sous l'action d'un soleil brûlant, sur un sol profond, humide et fertile; le riz, base de la nourriture des Asiatiques; le sucre, devenu un objet de première nécessité; l'opium, sur lequel de récents événements ont appelé l'attention; l'indigo, la plus précieuse des substances tinctoriales, et dans les terrains les plus secs, le coton qui servait

déjà à l'habillement de tous les peuples de l'Asie et qui fournit aujourd'hui la plus grande partie des tissus employés en Europe. Cet entier assujettissement à la charrue, cette uniformité de sa surface, donnent à cette grande plaine centrale un aspect presque monotone. Baber le conquérant, qui la donna à l'empire mogol, se plaint déjà dans ses mémoires de l'uniformité du spectacle offert partout à ses yeux dans ces plaines si fécondes; il se prend souvent à regretter les montagnes et les vallées du pays qui l'a vu naître.

Cependant, en dépit de l'homme, il est quelques points de ce vaste espace où d'éternelles révolutions politiques ont toujours arrêté la culture, et d'autres où la nature, aidée par l'action combinée de l'humidité et d'un soleil dévorant, est assez puissante pour déjouer tous les efforts de l'homme. Elle se livre alors, si l'on peut parler ainsi, à des déréglements de production qui défient toute puissance humaine. De vastes espaces sont envahis irrésistiblement par ces masses de feuillage sombres, épaisses, impénétrables, aux rameaux si vigoureux et si étroitement entrelacés qu'ils arrêtent une armée : tels sont les *jongles*. Des arbres poussant dans tous les sens leurs branches gigantesques; des arbustes épineux de toutes les tailles et de toutes les formes; des bambous qui, dans l'espace de quelques mois, s'élancent à la hauteur de soixante ou quatre-vingts pieds, forment la charpente de ces fortifications naturelles. Souvent même, au milieu des plaines cultivées, le figuier et quelques autres grands végétaux, si la main de l'homme n'arrête pas leur progrès, d'arbres isolés qu'ils étaient d'abord deviennent, en peu de temps, de véritables et grandes forêts.

La culture, là où elle règne, éloigne toutes les espèces des animaux sauvages, et même celles des animaux domestiques s'y développent peu comme nombre et comme individus. L'espèce bovine, protégée cependant par les sentiments religieux des indigènes, y est de petite taille; les chevaux petits aussi, mais légers et courageux, sont bien inférieurs à ceux du Turkestan. Mais là où la nature se développe dans sa sauvage liberté vivent au contraire des animaux remarquables par la grandeur de leur taille et dangereux par leur force, comme le tigre et l'éléphant : celui-ci, d'une espèce distincte de celle de l'Afrique; celui-là, le plus redoutable habitant des jongles du Bengal, y règne en l'absence du lion; moins fort, moins majestueux que le roi des animaux, il est plus dangereux et plus cruel.

Pour compléter la description de la grande plaine de l'Inde, il nous reste à parler d'une de ses parties complétement différente des autres. A quelque distance à l'ouest de la Djamna, le niveau général du terrain atteint un maximum d'élévation, d'où il redescend à l'est et à l'ouest. Tous les cours d'eau qui partent de ce point descendent à l'est pour aller grossir le Gange, ou à l'ouest pour aller porter leurs eaux à l'Indus. Entre ces deux fleuves et leurs affluents s'étend un espace considérable, à peine arrosé çà et là par quelques faibles ruisseaux qui se perdent dans des sables. Ce désert d'une étendue suffisante, s'il était habitable, pour former un État puissant, s'étend à l'ouest sur un espace de plus de deux cents lieues de long sur cent de large, et présente un aspect en tout semblable aux régions les plus désolées de l'Arabie et de l'Afrique. Sa surface, à peine élevée au-dessus du niveau de la mer, est couverte d'incrustations salines et de détritus marins; c'est un terrain abandonné par les eaux de la mer. Suivant les observations de M. Elphinstone, sa partie orientale est couverte de collines de sables mobiles qui s'élèvent quelquefois à des hauteurs surprenantes. Toutefois, on trouve dans ce désert quelques buissons de plantes épineuses, quelques arbrisseaux du genre mimosa. On y rencontre même, séparés, il est vrai, par de grandes distances, on y rencontre des villages ou plutôt des assemblages de huttes bâties en boue détrempée, autour desquelles les habitants, utilisant les eaux de quelques sources, parviennent à établir quelque

culture. En somme, une population encore plus considérable qu'on ne le croirait d'abord doit être répandue sur ce désert où l'on signale même l'existence d'une ville, Bikanir, qui y déploie sur une petite échelle l'aspect d'une ville ornée de palais, de temples et autres grands édifices.

Au nord de cette plaine immense, cultivée et déserte, s'élève la haute chaîne de l'Himalayah, dont les degrés successifs finissent par se perdre dans les cieux avec leurs sommets couverts de neiges éternelles. Suivant M. Calder, l'Himalayah développe sur une ligne de près de quatre cents lieues une chaîne de montagnes d'une hauteur moyenne de vingt et un mille pieds au-dessus du niveau de la mer et de laquelle s'élancent comme bases des pics détachés et hauts de cinq ou six mille pieds de plus. L'habitant de la plaine ardente du Bengal contemple avec une admirative religieuse cette immense perspective de sommets neigeux qui bornent au loin l'horizon. Cependant avec chaque gradin de ce gigantesque amphithéâtre la nature change d'aspect, et nous allons essayer de les décrire.

La chaîne de l'Himalayah à son pied est partout bordée d'une ceinture de terrains qu'on appelle Tarryani ; ce nom désigne une plaine large d'environ sept ou huit lieues et sur laquelle les torrents et les eaux descendus du haut des montagnes se précipitent avec tant d'abondance qu'ils l'inondent en toute saison. C'est donc un marais sur lequel le soleil des tropiques, agissant avec toute la puissance de ses rayons, fait croître une végétation à la sombre couleur, au feuillage petit et épineux, mais si épaisse qu'elle forme une barrière à peu près impénétrable. Cette région est surtout défendue contre les efforts de l'homme par les miasmes pesilentiels qu'elle exhale ; une armée, qui est contrainte de s'y engager, est certaine d'y éprouver en peu de temps des pertes excessives, comme l'apprirent par expérience les détachements anglais stationnés pendant la guerre sur les frontières du Népal et du Boutan. Sous les mortels ombrages du Tarryani, l'éléphant, le tigre et autres animaux sauvages ont établi leur empire, tandis que les quelques êtres humains qu'on rencontre dans son voisinage y languissent plutôt qu'ils n'y vivent.

Mais en quittant cette région désolée et montant les premières pentes de la montagne le voyageur voit se dérouler devant lui un tableau plus riant. Il traverse de charmantes et fertiles vallées, que dominent des montagnes de l'aspect le plus pittoresque et presque toujours couvertes des plus magnifiques forêts. Au milieu d'arbres semblables à ceux qu'il a vus déployer leur majestueux feuillage sur les rives du Gange, diverses espèces de chênes et de pins commencent à se montrer. Franchissant les premières pentes qui se déploient avec tant de grâce au pied de l'Himalayah, la nature prend un aspect plus sévère et plus hardi. L'escarpement de la montagne, la profondeur de la vallée, l'impétuosité du torrent, rappellent les passages des Alpes ou des Highlands, et plus d'un officier écossais, en parcourant ces pittoresques contrées, s'y est attendri au souvenir de sa patrie. L'aspect de la montagne est souvent presque menaçant, elle porte la violente empreinte des révolutions de la nature qui l'ont produite ; ses sommets s'élèvent à pic les uns au-dessus des autres, rapprochés et ne laissant pas voir cependant les ondulations de terrain qui les unissent. Leurs flancs escarpés, quelquefois boisés et quelquefois ne montrant que d'immenses masses de rochers nus, descendent perpendiculairement dans des gorges obscures, dans des ravins étroits où le torrent peut à peine se frayer un passage en écumant contre les fragments de rocs arrachés par le travail des siècles au flanc de la montagne. De rudes fatigues attendent le voyageur qui doit monter tour à tour et descendre le long de ces sommets escarpés par des sentiers à peine frayés au-dessus de précipices sans fonds. Les ponts jetés sur ces abîmes sont faits pour effrayer. Deux planches appuyées par leurs extrémités sur des pointes de roches for-

ment ce qu'on appelle une *Sanga :* c'est le moyen le plus usité. D'autres fois ce sont deux cordes appelées *Djhalas* qui sont jetées en travers du précipice, et faisant office de parapets, supportent une planche branlante sur laquelle il faut passer.

Toute cette montagne est tellement tourmentée, que ses habitants n'y trouvent pas toujours des plateaux assez étendus pour y construire leurs villes. On affirme que dans tout le pays autour de Sirinagar (vallée de Cachemir) il n'y a pas d'autre endroit où l'on aurait pu bâtir cette petite ville, et qu'entre elle et la grande plaine on ne rencontre pas d'emplacement où mille hommes pourraient camper ensemble. A Nahr, la principale rue n'est qu'un escalier taillé dans le roc. C'est encore un escalier du même genre qui conduit à Rampore, la principale ville de la vallée où le Sattedje prend naissance. Là les maisons s'élèvent littéralement les unes au-dessus des autres; en bas, dans le fond de la vallée perpendiculaire, coule le fleuve; en haut, des sommets à pic dominent la ville et semblent prêts à l'écraser.

Le docteur Royle, dans sa *Botanique de l'Hymalayah*, partage toute la chaîne, sous le rapport de la végétation, en trois zones. Il donne pour limite à la première la hauteur de cinq mille pieds. La température s'y abaisse par rapport à la plaine; mais cependant le froid n'y est pas tel encore qu'on n'y trouve plus les plantes du tropique. Son exposition au midi, l'ardeur du soleil pendant la saison d'été, les pluies tropicales qui l'inondent, y font croître presque tous les végétaux qu'on voit dans les parties un peu élevées de la plaine centrale. Dans le Népal et dans d'autres parties favorisées, l'hiver donne régulièrement une moisson de blé et l'été une récolte de riz. Cependant les plantes les plus délicates de la plaine, telles que la mangouste et l'ananas, n'y peuvent pas résister à la vivacité de l'atmosphère et aux brises de la nuit. D'un autre côté, il est de certains lieux, rares il est vrai, mais il s'en trouve, où l'on voit même pendant la saison froide les plantes de l'Europe et des climats tempérés croître à côté de celles du tropique. Ce n'est que par accident qu'on voit de la neige dans cette partie de la montagne.

La seconde zone a pour limite extrême la hauteur de neuf mille pieds au-dessus du niveau de la mer. La neige y descend régulièrement tous les hivers, mais elle fond aux premiers rayons du printemps. Quoique la végétation y soit presque la même que celle des climats tempérés, les causes que nous avons déjà indiquées permettent encore dans certaines localités à quelques plantes des tropiques d'y escalader les flancs de la montagne. Dans quelques vallée abritées et bien arrosées on cultive encore le riz avec succès; mais ce sont les plantes herbacées qui seules peuvent réussir à cette hauteur. Les arbres qui ont besoin de plusieurs années pour se développer et qui doivent rester exposés à toutes les saisons ne peuvent résister aux hivers de cette zone, à moins que ce ne soient nos arbres d'Europe; le palmier et les autres arbres de l'Inde disparaissent à cette hauteur.

La dernière zone, et par conséquent la plus élevée, est soumise à un climat semblable à celui du nord de l'Europe ou de l'Amérique, et qui, devenant plus rigoureux à mesure qu'on s'élève, n'a plus enfin d'analogue sur la terre que les glaces éternelles du monde arctique. Même dans la partie inférieure de cette zone la neige ne fond plus qu'au mois de mai ou de juin, lorsqu'au froid d'un hiver glacial succède la chaleur la plus accablante. Les rayons du soleil s'y font quelquefois sentir avec une ardeur presque insupportable pour l'homme, lors même que l'état général de l'atmosphère en est encore si peu affecté, que le thermomètre reste à plusieurs degrés au-dessous de zéro. Le voyageur est brûlé par le soleil au milieu d'un froid rigoureux, extrêmes auxquels il est toujours dangereux et souvent fatal de s'exposer. Là cependant encore la végétation déploie quelquefois une merveilleuse puissance. Presque partout

encore, à douze mille pieds d'élévation, on cultive l'orge et le blé avec succès. A onze mille six cent quatre-vingts pieds le capitaine Webb a rencontré de magnifiques forêts de chênes, des fraises et même des treilles de raisins en fleur. A cette hauteur, au pied des glaciers qui les arrosent et sous les rayons d'un soleil ardent, les pâturages sont d'une richesse admirable. Enclins à l'exagération, les habitants de ces montagnes disent que l'herbe y est inépuisable et qu'il lui suffit d'une nuit pour repousser. Mais aussi on voit quelquefois des prairies fertiles, des champs cultivés ensevelis tout à coup sous des avalanches de neige ou de glaces qui mettent plusieurs années à fondre; les habitants prétendent que la ligne des neiges perpétuelles s'abaisse chaque année sur les pentes de la montagne, et que la glace couvre aujourd'hui des espaces où l'on voyait jadis des forêts et des prairies.

Malgré l'aspect menaçant de ces précipices, ils sont cependant couverts d'immenses masses de forêts suspendues à leurs flancs. Au milieu d'épais et majestueux bois de pins de toutes les espèces, on rencontre de magnifiques cyprès, d'admirables cèdres qui naissent, vivent et meurent inutiles au milieu de ces montagnes, car les moyens de transport manquent complétement pour les conduire aux lieux où le travail de l'homme pourrait les utiliser. Entre ces arbres croissent des arbrisseaux chargés des fruits de l'Europe septentrionale : la groseille, la fraise, la framboise, inconnues aux plaines du Gange. Dans les lieux abrités, la rose sauvage, les lis des vallées, la primevère, la dent-de-lion et toutes les espèces de fleurs champêtres émaillent le riche tapis de verdure qui pare les épaules de la montagne. Dans les lieux les plus élevés, les arbres et les rochers sont encore couverts de mousses et de lichens, plantes de la flore arctique : on y a même découvert récemment l'espèce de lichen que produit l'Islande et dont le commerce importe aujourd'hui de si grandes quantités pour les besoins de la médecine.

Franchissant les cimes de l'Himalayah et descendant sur son versant septentrional, le voyageur voit un spectacle tout différent se déployer sous ses yeux. Les pluies périodiques, qui arrosent tout le pays au sud, ne peuvent passer l'imposante barrière des glaciers. Sur le versant du nord, la neige tombe aussi en moins grande quantité et elle y fond plus aisement. Le luxe de la végétation, la profusion de la verdure, ne viennent plus embellir ces régions élevées que Jacquemont nous dépeint sous un aspect si mélancolique, presque dénudées, couvertes çà et là de quelques broussailles, d'un maigre gazon et de débris entraînés par les eaux. Et cependant, par une contradiction singulière de la nature, le climat, qui peut produire des grains nécessaires à la subsistance de l'homme, s'élève sur le versant du nord à une hauteur beaucoup plus considérable que sur le versant du sud. Dans la province tartare de Hangareng, le village de Nako, situé à douze mille pieds au-dessus du niveau de la mer, est entouré dans la saison des plus riches moissons d'orge et de blé. Un village dans le nord du Konawar, situé à quatorze mille neuf cents pieds au-dessus du niveau de la mer, récolte, au rapport du docteur Gérard, de l'orge de la plus belle qualité. Le même auteur estime que de ce côté la culture peut s'élever jusqu'à une hauteur de seize mille, et même de dix-sept mille pieds, On y a trouvé des passes qui, même à une élévation de vingt mille pieds étaient libres de neige. Il n'est pas moins remarquable d'observer que, dans ces montagnes de la Tartarie, les parties exposées au midi sont beaucoup plus froides que les autres. On a fait la même observation sur les pics qui s'élancent dans l'air comme les promontoires dans l'Océan. La cause de ce singulier phénomène n'est pas encore connue. M. Royle l'attribue à la réflexion des rayons du soleil qui leur sont renvoyés comme les rayons du calorique au centre d'un miroir ardent, par les montagnes voisines. Toutefois, ce n'est encore là qu'une hypothèse.

Dans ces hautes régions, le règne animal change naturellement comme celui des végétaux. L'éléphant et le tigre, rois des forêts qui s'étendent à leurs pieds, sont presque inconnus dans la montagne. C'est le chat sauvage, l'âne et le sanglier qui y accomplissent l'œuvre de destruction. Le chamois y bondit de rocher en rocher et les forêts sont peuplées de daims de toutes les espèces; la plus précieuse est celle qui produit le musc. On ne trouve cette dernière que dans les régions les plus élevées et les plus difficiles, où le pied de l'homme n'ose presque jamais s'aventurer. Le froid et le froid le plus rigoureux est si nécessaire à la vie de cet animal que, si on l'amène dans des régions plus tempérées, on l'y voit ordinairement mourir en quelques jours. Les forêts à toutes les hauteurs, où l'on jouit d'un climat tempéré, sont remplies d'essaims des volatiles qui partout ailleurs peuplent les basses-cours. Il est cependant assez difficile de les chasser, parce qu'ils ne prennent presque jamais leur vol et échappent à leurs ennemis au milieu des broussailles et des buissons. Le paon ne déploie son magnifique plumage que sur les premières pentes des montagnes. L'aigle, roi de l'air, se montre rarement sur leurs cimes qu'habitent surtout les faucons, les éperviers et autres oiseaux de proie qui ne viennent qu'en seconde ligne après le tyran des airs. Les perdrix et les faisans y sont très-nombreux et d'espèces très-variées. On voit les faisans voler, au milieu des neiges, à des hauteurs considérables. Sur les premières pentes de la montagne habitent des essaims d'abeilles construisant leurs ruches dans les creux des arbres. Les gens du pays s'emparent de leur miel en allumant de grands feux et poussant de grands cris, qui troublent les abeilles et les mettent en fuite.

Les animaux domestiques qu'élèvent les habitants dans leurs riches pâturages appartiennent à la race bovine ordinaire dans l'Inde ou à celle du Thibet. Les produits de ces deux races croisées sont naturellement très-communs dans la montagne. On y élève aussi de nombreux troupeaux de chèvres et de moutons, non-seulement pour la nouriture des habitants, mais encore pour le transport des marchandises que ces animaux peuvent seuls effectuer dans certaines passes. Outre le mouton de race ordinaire, on en trouve une autre espèce robuste, vigoureuse, aux longues jambes, et qui peut porter comme poids plus du double de l'autre. Cette race fournit une laine très-fine.

La partie la plus élevée de cette chaîne immense est celle qui confine vers le nord du Bengal, aux sources du Gogra, du Gange, de la Djamna et s'étend à l'ouest jusqu'au Satledje. On compte dans cette partie au moins vingt-huit pics plus élevés que le Chimboraço. Quelques-uns des pics mesurés exactement atteignent une hauteur de vingt-cinq mille pieds. Trois autres sommets, qui sont un peu plus au nord, vus à diverses époques, mais toujours à distance, par Moorcroft et le docteur Gérard, doivent, au rapport de ces savants, n'avoir pas moins de vingt-neuf mille ou trente mille pieds d'élévation au-dessus du niveau de la mer. Cette chaîne extraordinaire, qui s'étend sur un espace de plus de trente lieues en longueur et de vingt-cinq en largeur, ne renferme pas un seul plateau. Quoiqu'à distance elle paraisse former une série de gradins réguliers, on la trouve en la parcourant composée d'un nombre infini de rayons étendus dans tous les sens, entrecoupés de profonds ravins, au milieu desquels les eaux se sont creusé des passages et s'écoulent souvent dans des directions tout à fait opposées les unes par rapport aux autres. Le cours des eaux est si irrégulier, et si capricieux même, que souvent le voyageur en arrivant au sommet de la montagne est tenté de croire qu'elles n'y trouvent pas d'issues. On a remarqué aussi que le versant du nord-ouest est le plus escarpé, tandis que du côté du nord-est les pentes sont plus faciles. Du côté du Thibet, l'inclinaison des terrains est presque insensible, comparée à ce qu'elle est sur le versant méri-

dional. Aussi l'élévation du Thibet au-dessus du niveau de l'Océan est-elle estimée à quinze mille pieds.

A l'ouest du Satledje, l'Himalayah s'abaisse sensiblement ou plutôt, suivant le baron Hügel, il se dirige vers le nord, ne détachant sur la frontière indienne qu'un chaînon secondaire. Là les sommets aux glaciers éternels ne forment plus une ligne continue ; on ne les voit plus qu'isolés. Celui de tous qui est situé le plus vers l'ouest est le Tricota-Devi, magnifique montagne à trois pics couverts de neiges perpétuelles. Au sud du Cachemir le Pir-Pandjal, comme on l'appelle, montre sa tête blanche et se continue jusqu'à l'*Indou-Kouch*, qui sépare le Caboul de la *Tartarie*.

Cependant, si l'aspect général de ces montagnes est imposant, effrayant presque, on y trouve néanmoins des endroits où leurs flancs se déploient en plaines de quelque étendue. Ainsi, si les vallées du Népal sont le plus souvent fort étroites, on voit cependant au-dessus d'elles la Rama-Seraï ou vallée heureuse, à qui ses riants villages et ses champs parfaitement cultivés ont valu ce nom flatteur. L'espace de plaines le plus étendu qu'elles renferment est à leur extrémité occidentale, aux lieux où la grande chaîne s'ouvre pour former le petit royaume de Cachemir, que l'on peut appeler plus qu'aucune autre partie du globe le paradis terrestre. De nombreux ruisseaux, descendus des pentes des montagnes, entretiennent la plus riche verdure et la plus belle végétation dans ces vallons, et viennent former, au milieu de leurs plaines, un lac embelli par tout ce que la nature peut produire de plus charmant. Les souverains mogols ont construit sur les bords de cette nappe d'eau de délicieux palais, où ils venaient oublier dans le calme de la retraite les soucis de l'empire. Les poëtes orientaux ont célébré à l'envi les délices de cette vallée enchanteresse. Ils vantent surtout la rose de Cachemir comme une fleur d'une beauté exquise et dont l'époque de floraison est une fête nationale pour les Cachemiriens. Toutefois le spirituel, mais quelque peu sceptique Jacquemont traite toutes ces descriptions de mensonges de poëtes ; tandis que le baron Hügel, qui visita ces lieux après lui, en 1835, soutient qu'on ne saurait rien dire de trop flatteur sur cette heureuse contrée. La flore du Cachemir est exactement la même que celle de l'Europe, celle de la Lombardie surtout. De gigantesques platanes, des vignes, des peupliers couvrent les plaines, et sur les pentes des montagnes voisines croissent de majestueuses forêts de cèdres et de pins. Le fond de cette vallée célèbre est élevé de presque cinq mille pieds au-dessus du niveau de la mer; elle est longue d'environ vingt-cinq lieues sur une largeur qui varie de deux à douze. Des brillants palais, élevés jadis par les empereurs mogols, Shalimar est le seul qui soit encore debout. La beauté des filles du Cachemir est aussi célèbre, et, malheureusement pour elles peut-être, trop célèbre dans toute l'Asie. Jacquemont, sceptique sur ce point comme sur beaucoup d'autres, trouve que les charmes des Cachemiriennes ont été trop vantés, et cependant il semble faire lui-même la critique de son opinion, quand il nous dit que presque toutes celles qui ont de beaux yeux sont vendues dans leur enfance.

Les défilés qui permettent de franchir ces immenses montagnes pour pénétrer dans le Thibet, sont extraordinairement difficiles. La disposition naturelle des terrains fait que le plus souvent il faut franchir des cimes qui n'ont pas moins de vingt mille pieds de haut. Les routes ou plutôt les sentiers que suit le voyageur sont ordinairement tracés le long d'un torrent qui promène un long ruban d'écume, ou bien ce sont des gorges obscures et profondes que bordent des deux côtés des montagnes à pic, qui perdent leurs sommets dans les nues. Des flancs perpendiculaires de ces sombres galeries tombent souvent des quartiers de rocs détachés de la montagne. Quelquefois des rochers immenses s'écroulent, effaçant la trace des sentiers, obstruant le lit des torrents et y

créant des cataractes. Des arbres arrachés de la montagne et précipités dans l'abîme s'arrêtent au milieu de leur course sur une pointe de rocher, enfonçant leurs branches dans la terre et les racines tournées vers le ciel. Cependant à travers ces défilés effrayants l'audacieuse industrie des hommes a su se frayer des chemins, étroits il est vrai, périlleux, mais qui suffisent cependant pour permettre à l'Inde et au Thibet d'échanger les produits de leurs territoires. Rien qui ressemble à une voiture, c'est encore vrai, ne peut cheminer sur ces routes difficiles, pas même les animaux ordinairement employés aux transports dans les autres pays. Les marchandises sont portées sur le dos des chèvres et des moutons, qui ont seuls le pied assez sûr pour s'aventurer par ces sentiers. Les principales passes, ou du moins les plus suivies, sont celles de Niti et de Mana aux sources du Gange, de Djaouar, de Darma et de Byansi à celles du Gogra.

En visitant ces cimes imposantes le voyageur est souvent exposé à de pénibles et douloureuses sensations. L'air raréfié a l'excès n'est plus assez abondant pour fournir à la respiration. Le jeu des poumons s'exerce difficilement, la plus légère fatigue accable le voyageur, il s'arrête à chaque pas pour respirer : la peau est d'une sensibilité douloureuse, le sang sort par les lèvres, la tête devient lourde, pesante et sujette à des vertiges. Les indigènes, qui ne peuvent s'expliquer la cause naturelle de ces symptômes, l'attribuent au *Bis*, c'est-à-dire à l'air qu'ils croient empoisonné par les exhalaisons vénéneuses de certaines fleurs. L'observation aurait suffi cependant pour leur apprendre qu'à de grandes élévations les fleurs n'ont presque plus d'odeur, et que c'est aux hauteurs les plus considérables, là où toute végétation a cessé, que l'homme éprouve le plus cruellement ces pénibles sensations.

Le Deccan ou la Péninsule du sud, qui nous reste à décrire, ne présente aucun de ces caractères particuliers qui distinguent la grande plaine de l'Inde et sa frontière du nord. Des ondulations de terrain, qui deviennent quelquefois mais rarement des montagnes, qui produisent des plateaux de diverses élévations, donnent au Deccan un aspect plus varié et y réunissent souvent sur un petit espace le climat et les produits de la zone torride avec ceux des zones tempérées. L'accident naturel le plus remarquable qui la caractérise, c'est une ceinture de montagnes qui se développent en suivant la forme triangulaire de cette partie du continent. La ligne du nord se compose d'une série de terrains assez élevés qui s'étend du golfe de Cambay à celui de Bengal, presque parallèlement au cours de la Nerbadda. Elle comprend les provinces de Malwa, de Candeish et de Gondouana, auxquelles on donne plus particulièrement le nom d'Inde centrale. C'est ce qu'on appelle la chaîne des Vindhya; mais elle s'étend sur une largeur si considérable et ses sommets sont si peu élevés (ils atteignent rarement à une hauteur de deux mille pieds au-dessus du niveau de l'Océan) qu'on doit la regarder comme un plateau très-accidenté plutôt que comme une chaîne de montagnes. De ses deux extrémités partent en se dirigeant au sud deux autres chaînes presque parallèles, qu'on appelle les *Ghâts* et qui, suivant le rivage, enceignent les deux côtes de Malabar et de Coromandel.

Les Ghâts occidentaux, qui suivent la côte de l'Océan indien, s'éloignent rarement du bord de la mer et quelquefois même ils s'en approchent de si près, que leurs pieds sont baignés par ses flots. Ordinairement rejetés à dix ou douze milles dans l'intérieur des terres, leurs sommets sont couronnés, non pas, comme ceux de l'Himalayah, par les arbres du monde arctique ou des climats tempérés, mais par le pittoresque palmier et les plantes aromatiques de la zone torride. Les plus précieux produits de leur végétation sont le poivre, le bétel dont les Indiens font une si grande consommation, l'arec qu'on mêle avec le bétel, le palmier sagou

à la moelle si nourrissante, le cocotier, l'arbre le plus utile de ces contrées. Au-dessus d'eux s'élève le teak, dont le bois, plus durable que le chêne de l'Europe, fournit d'admirables matériaux aux constructions maritimes. Cette chaîne, dans sa partie septentrionale, n'a pas de sommets qui atteignent plus de trois mille pieds. Le pic de Mahabalesouar près de Bombay offre un lieu de guérison fréquenté par les malades de cette présidence. C'est sur les côtes de Canara et du Malabar, au dessous du quinzième degré de latitude nord, que se trouvent les sommets les plus élevés de cette chaîne; quelques-uns n'ont pas moins de six mille pieds de hauteur. Vers la frontière du Mysore, le continent est traversé de l'est à l'ouest par un chaînon appelé les Nilgherris, le plus élevé de cette partie de l'Inde et qui est devenu depuis quelque années un lieu de retraite, où vont se rétablir les constitutions fatiguées par la chaleur des tropiques. Ce chaînon sert de lien entre les deux grandes chaînes des Ghâts et détache un rameau qui va se perdre dans la mer au cap Comorin. La côte occidentale est généralement très-basse, arrosée par de petits cours d'eau qui coulent parallèlement à la plage et sont de la plus grande utilité à la navigation intérieure.

Les Ghâts orientaux, qui bordent à distance la côte de Coromandel, sont généralement moins élevés, mais détachent un plus grand nombre de rameaux et s'étendent sur un espace beaucoup plus large. Ils laissent une plaine plus large entre la mer et eux; mais, si l'on en excepte les embouchures des grands fleuves, qui, prenant leur source dans l'ouest, viennent se jeter dans la baie du Bengal, cet espace est généralement assez aride. Vers le nord, dans la province d'Orissa et les Circars, les terrains élevés se rapprochent beaucoup plus de la côte. Ce sont des jongles et des montagnes moins bien cultivés, et habités par une race moins civilisée qu'aucune autre partie de l'Inde. Encore plus au nord, le Cattack est si bas, qu'il est exposé à être inondé par la mer. En 1830, 1831, 1832 et 1833, l'Océan franchit les digues destinées à le contenir et couvrit de ses flots des espaces très-considérables.

Ces trois chaînes enceignent un plateau élevé d'à peu près deux mille pieds au-dessus du niveau de la mer et qui est, pour ainsi dire, le corps même de l'Inde méridionale. Le sud-ouest, contrée d'où partirent les Mahrattes pour faire la conquête presque entière de la Péninsule, est un pays accidenté et entrecoupé de profondes vallées. Dans son aspect général c'est un pays destiné par la nature à un peuple de pasteurs. La région centrale, partagée autrefois entre les puissants royaumes de Golconde et Bidjapore, se compose de plaines très-étendues, très-fertiles et abritées par leur élévation même contre les chaleurs excessives qui règnent sur la côte. La partie tout à fait au sud, et qu'on appelle le Carnatic, est divisée en deux plateaux, le Balaghat et le Mysore, beaucoup plus élevés que ceux du Deccan et par cette raison même riches d'une beaucoup plus grande variété de climats et de productions naturelles.

En général, le paysage des montagnes de l'Inde méridionale, s'il n'a pas ce caractère de grandeur qui rend l'Himalayah si imposant, est gracieux et pittoresque, et les sommets de ses montagnes sont toujours couverts de la plus riche végétation. Il est presque partout cultivé, quoiqu'on y trouve cependant aussi des jongles, des forêts impénétrables et même des espaces couverts d'un sable stérile.

### § II. Climat.

*Saisons.* — L'année se divise ordinairement par les Indous en trois saisons : la *pluvieuse*, la *froide* et la *chaude*. La saison pluvieuse commence ordinairement en juin et finit en octobre. La saison froide prend de novembre à février, et la saison chaude de mars à la fin de mai. Les variations qui se produisent chaque année dans les époques où commence chacune de ces saisons, ne permettent pas de

leur attribuer des périodes fixes. En divisant l'année autrement on peut dire que la saison *saine* commence en novembre et dure jusqu'au temps des pluies périodiques, et que la saison *malsaine* se prolonge pendant toute la durée des pluies, et même encore quelque temps après elles.

*Moussons.* — Quoique plus rapprochée de l'équateur, l'Inde n'est pas soumise à des chaleurs aussi considérables que celles de l'Arabie ou du golfe Persique. Elle doit cet avantage aux vents périodiques appelés *moussons* qui soufflent sur toute la surface de l'Inde, pendant six mois de l'année, du sud-ouest au nord-est; et pendant les six autres mois du nord-est au sud-ouest. De ces deux moussons la plus remarquable est celle du sud-ouest. Elle fait sentir son influence depuis la côte d'Afrique jusqu'à la Péninsule de Malacca, et, pendant quatre mois au moins, inonde tout l'espace compris entre ces deux points de torrents de pluie. Dans le sud de l'Inde elle commence à se déclarer ordinairement vers les premiers jours de juin et successivement ensuite à mesure qu'on remonte vers le nord. L'approche de la mousson, dit M. Elphinstone, s'annonce ordinairement par des masses de nuages qui s'élèvent de l'Océan Indien et se dirigent vers le nord-est s'épaississant à mesure qu'ils approchent des terres. Après quelques jours de temps couvert, le ciel semble se troubler vers le soir, comme si la tempête menaçait, et la mousson s'établit le plus souvent pendant la nuit. Elle s'annonce par de violents coups de tonnerre, tels que ceux qu'on entend dans les régions tempérées ne sauraient en donner idée. Elle commence par des coups de vent impétueux et suivis d'un déluge de pluie. Pendant quelques heures, les éclairs se succèdent presque sans interruption. Ils illuminent le ciel; ils inondent les nuages d'une lueur éclatante; ils couvrent de leurs reflets les cimes des montagnes, ils laissent tout à coup toute la nature dans l'obscurité la plus profonde pour recommencer aussitôt et l'éclairer d'une lumière aussi vive que celle du jour le plus brillant. Pendant tout ce temps le tonnerre ne cesse de gronder dans le lointain pour éclater par intervalle avec un bruit si déchirant et si soudain, que le cœur le plus ferme ne peut s'empêcher d'être ému de frayeur. Quand il finit cependant par s'éloigner et s'éteindre, on n'entend plus que le bruit continu de la pluie qui tombe à flots précipités, et que les mugissements des torrents qui se gonflent et débordent. Le lendemain toute la nature présente un triste spectacle. La pluie continue toujours d'être si épaisse qu'on peut à peine voir à quelques pas devant soi, les rivières troublées entraînent avec elles tout ce qu'elles rencontrent sur leur passage et inondent au loin les campagnes.

Ce déluge dure quelques jours; mais ensuite le ciel s'éclaircit et il montre la nature rajeunie par une puissance magique. Avant les orages des jours précédents, la terre était toute brûlée par le soleil; excepté dans le lit des rivières, c'était à peine si l'on pouvait découvrir quelques traces de verdure; l'immuable sérénité du ciel n'était pas troublée par le plus léger nuage; l'atmosphère était chargée d'une poussière dévorante à travers laquelle le soleil paraissait large et rouge comme dans nos brouillards d'hiver; un vent brûlant, comme s'il sortait d'une fournaise, échauffait même à l'ombre le bois, le fer, les pierres; quelques jours avant la mousson, ce vent avait été remplacé par des calmes encore plus accablants. Mais aujourd'hui la première violence de l'orage est passée, la terre se couvre comme par enchantement d'une fraîche et admirable végétation, les fleuves sont rentrés dans leurs lits et promènent majestueusement leurs eaux fécondantes au milieu des campagnes, l'air est pur et délicieux, le ciel s'embellit d'un riche manteau de nuages, toute la nature enfin semble ravivée. Dès lors les pluies se succèdent à des intervalles presque réguliers, pendant un mois, pour reprendre encore avec une grande abondance en juillet; pendant le troi-

sième mois elles diminuent sensiblement. En septembre, elles deviennent encore plus rares, et enfin, vers la fin du mois, elles disparaissent comme elles étaient venues, au milieu des tempêtes et des éclats de la foudre.

Telle est la mousson dans la plus grande partie de l'Inde; mais il ne faut pas oublier qu'elle ne commence pas partout à la même époque et que plus on s'éloigne de la mer, plus les pluies diminuent. Elles sont naturellement plus abondantes auprès de la mer, d'où sortent les nuages qui s'épuisent après avoir parcouru un grand espace dans les terres. Pour cette raison les pluies sont plus ou moins abondantes dans les provinces selon la distance où elles sont de la mer, ou encore selon les accidents de leurs terrains; car les hautes montagnes, en arrêtant les nuages, font déverser sur les pays qui les entourent plus de pluie qu'il n'en serait tombé si les nuages eussent pu suivre librement leur cours.

En arrêtant les nuages et les vents les montagnes produisent encore un autre effet qui n'est pas moins remarquable. La mousson dite du sud-ouest traverse l'Océan dans cette direction; et, quoiqu'elle puisse varier de quelques points du compas en arrivant à terre, on peut dire cependant encore avec exactitude qu'elle traverse l'ouest et le centre du continent indien en se dirigeant vers le nord-est. Mais, dans les provinces du nord-est, elle se produit autrement; le vent, qui apporte les pluies à ces régions, leur arrive du sud-ouest, traverse le golfe du Bengal et vient s'arrêter sur les hautes montagnes de l'Himalayah, qui le forcent à suivre leur direction, celle du nord-ouest. Le souffle de la mousson dans les contrées situées au sud-ouest de l'Himalayah, semble donc venir du sud-est; et c'est de ce point, en effet, que toute la province du Bengal reçoit ses pluies. Arrivé en suivant la ligne générale des montagnes jusqu'à l'Hindou-Kouch, le vent, encore arrêté par cette nouvelle chaîne, prend alors la direction de l'ouest et vient enfin mourir ou du moins apporter ses derniers nuages sur les cimes des monts Soliman, dans l'Afghanistan.

Ces observations, continue M. Elphinstone, expliqueront, sinon entièrement, du moins en partie, le fait suivant : la mousson du sud-ouest commence sur la côte de Malabar au mois de mai et s'y fait sentir avec une extrême violence; elle arrive plus tard et avec moins de force dans le Mysore; mais la côte de Coromandel, couverte du côté de l'ouest par les montagnes, ne la sent pas du tout. Plus au nord, la mousson commence dans les premiers jours de juin et se produit avec moins de force que dans le Malabar, excepté sur les côtes et dans le voisinage des montagnes, où les pluies sont très-abondantes. A Delhi, elle ne commence que vers la fin de juin et l'on y reçoit beaucoup moins d'eau qu'à Calcutta ou à Bombay. Dans le nord du Pendjab, c'est-à-dire dans le voisinage des montagnes, les pluies sont plus abondantes qu'à Delhi; mais dans le sud du Pendjab, loin de la mer et des montagnes, il n'en tombe que très-peu. Les nuages franchissent facilement le Sind inférieur et s'arrêtent davantage dans le Sind supérieur, où les pluies de la mousson, quoiqu'elles ne soient pas très-considérables, sont cependant les plus importantes de l'année.

Au commencement d'octobre, lorsque la mousson du sud-ouest, c'est-à-dire la saison pluvieuse, tire à sa fin, c'est la mousson du nord-est qui s'établit peu à peu. Cette mousson produit un temps de sécheresse pour toute la Péninsule, excepté pour le Coromandel. Sur cette côte, c'est la mousson du nord-est qui amène les pluies périodiques; elles commencent vers le milieu d'octobre et finissent ordinairement dans le courant de décembre. De décembre au commencement de mars cette mousson continue, mais alors c'est un vent sec. La température est pendant cette saison fraîche et agréable. La mousson du nord-est finit avec le mois de février ou dans les premiers jours de mars, et depuis cette époque jusqu'au commencement de juin les vents sont irréguliers; c'est le

temps des plus grandes chaleurs pour toute la Péninsule. Dans la baie du Bengal et sur ses côtes, les vents qui sont alors les plus ordinaires sont ceux du sud, chauds, humides, relâchants. Vers la fin de mai ou les premiers jours de juin au plus tard, la mousson du sud-ouest recommence et amène les pluies périodiques pour toute le Péninsule, excepté pour le Coromandel, qui souffre beaucoup alors de la chaleur et de la sécheresse.

Voici maintenant quelques détails particuliers sur le climat de chacune des présidences, ils donneront une idée au lecteur de la salubrité ou de l'insalubrité des diverses provinces de l'Indostan.

*Bengal.* — La saison froide commence, suivant le docteur Jameson, en novembre et finit en février. Vers le milieu d'octobre, la température commence à changer sensiblement. Les journées sont encore très-chaudes, mais les soirées et les matinées deviennent de plus en plus fraîches. Le vent qui, pendant les mois précédents, soufflait généralement du sud et de l'est, commence à tourner vers le nord et l'ouest; il apporte déjà ces masses de nuages épais qui couvrent constamment le ciel et obscurcissent l'horizon pendant toute la durée des plues. L'air, auparavant humide et chargé de molécules aqueuses, devient sec et élastique. Toutefois, ces symptômes ne sont pas invariables. Parfois le ciel est très-chargé, et des pluies abondantes, accompagnées d'éclairs et de coups de tonnerre, rappellent que la mousson du sud-ouest n'a pas encore tout à fait cessé de faire sentir son influence.

En novembre le temps est délicieux. Une brise très-fraîche souffle vivement du nord et quelquefois de l'ouest. L'air est sec; le ciel clair et pur, et ordinairement on n'y voit pas un nuage. Les nuits sont admirablement belles et accompagnées de rosées abondantes. Le thermomètre varie entre les 15°,19 et 24° Réaumur; moyenne 18°,65; hauteur du baromètre, 29,98.

Avec le mois de décembre, le temps change considérablement. Quoique le milieu de la journée soit très-beau, le coucher du soleil est toujours entouré de nuages épais qui obscurcissent l'horizon. Pendant la nuit d'épais brouillards s'élèvent à la surface de la terre et ne disparaissent qu'au matin. Dissipés par les rayons du soleil, ils se changent en nuages qui rendent l'air accablant. Cependant ces brouillards ne se montrent pas toutes les nuits, et quelquefois même tout le mois se passe sans qu'on en voie un seul. Pendant quelques nuits successives, comme en novembre, le vent souffle constamment du nord et de l'ouest. C'est un vent très-frais mais qui ne devient jamais tempête, ni calme plat. Le thermomètre varie entre les 10°, 65 et 20°, 45 Réaumur; moyenne 16°, 88; hauteur moyenne du baromètre, 30, 01.

Le temps est à peu près le même en janvier. L'air est très-pur et le froid commence à se faire vivement sentir aux indigènes. Les vents sont établis entre le nord et le nord-ouest. Les brouillards sont encore très-fréquents et quelquefois si épais, que l'on ne peut pas voir à quelques pas devant soi. Pendant la plus grande partie des matinées tout ce qui est exposé à l'air extérieur y devient humide et s'y couvre d'abondantes gouttes de rosée : même pendant les nuits sereines la rosée est très-considérable. Le thermomètre varie entre les 6°, 65 et 19° Réaumur; moyenne 16; hauteur moyenne du bamètre, 29, 99.

Le temps est très-agréable jusque vers le milieu de février; mais alors la chaleur recommence dans le milieu de la journée. Le vent passe au sud et à l'est, d'épais nuages se montrent à l'horizon; les coups de tonnerre deviennent fréquents et tout annonce l'approche de la saison chaude. Le thermomètre varie entre les 14°, 65 et 22° 22 Réaumur; moyenne 19° 10; hauteur moyenne du baromètre, 30, 3.

Quelquefois la fin de décembre est signalée par d'abondantes averses; mais le plus souvent, il ne tombe pas une goutte de pluie pendant toute la saison froide. L'influence de cette saison et du vent frais du nord qui domine

pendant sa durée se fait sentir de la manière la plus favorable sur les Européens, accablés et énervés par la chaleur humide des mois précédents.

La saison chaude commence avec les premiers jours de mars. Le soleil est puissant, les journées sont chaudes, brûlantes même; mais les vents frais et constants qui soufflent alors du sud empêchent que cette chaleur ne devienne accablante. Il n'est pas rare de voir encore des brouillards le matin, mais ils se dissipent promptement pour aller se joindre aux épaisses masses de nuages que le vent amène de la mer et qui vont bientôt produire des orages. Ces tempêtes sont ordinairement précédées pendant quelques jours de matinées brumeuses et de vents violents. Pendant une ou deux soirées on entend le tonnerre gronder au loin, on sent quelques coups de vent, mais il ne tombe pas une goutte de pluie. Dans l'après-midi du jour où la tempête doit éclater, le vent qui pendant la matinée avait eu une grande force s'abat sensiblement et finit par faire place au calme le plus parfait. Le temps est accablant; les nuages s'amoncellent au nord-ouest en une masse profonde, épaisse, qui rase péniblement la terre. Des éclairs, suivis par les détonations de la foudre qui se rapprochent de plus en plus, annoncent la tempête. Enfin, le calme est tout à coup interrompu par le déchaînement du vent qui soulève des tourbillons de poussière dont l'air est obscurci; puis après des torrents de pluie accompagnés de coups de tonnerre, le ciel se rassérène, l'air se rafraîchit. C'est ordinairement vers le coucher du soleil qu'éclatent ces tempêtes, jamais avant six heures du soir ni plus tard que minuit. Le thermomètre varie entre les 18°,22 et 24° Réaumur; moyenne 20°,88 hauteur moyenne du baromètre 29; 86.

Il fait ordinairement beaucoup de vent pendant le mois d'avril, et c'est encore du sud qu'il souffle. Le ciel est quelquefois serein, mais le plus souvent chargé de poussière et d'épais nuages qui se dirigent tous vers le nord. Vers la fin du mois, la chaleur des nuits devient accablante. Vers le 20, le vent commence à être très-chaud et dure ainsi jusqu'à la fin de mai. Le thermomètre varie entre les 20°, 45 et 26°, 22 Réaumur, moyenne 23°, 10; hauteur moyenne du Baromètre, 29-75.

Mai est le mois le plus désagréable de l'année. Au commencement on éprouve toujours de grands vents, mais pendant la plus grande partie du mois on ressent un calme accablant. La chaleur des nuits surtout est intolérable. Peu ou point de vent pendant les matinées, où le ciel est couvert par d'épaisses masses de nuages. Avec le soleil une faible brise se lève du sud, fraîchit pendant la journée, mollit sur le soir et tombe avec la nuit. L'air est chaud, mais sans élasticité. On n'y pourrait résister sans les orages assez fréquents qui viennent faire diversion. On ne voit jamais de brouillards en avril ni en mai. Le thermomètre varie entre les 31°,77 et 27°,11 Réaumur; moyenne 24°; hauteur moyenne du baromètre, 29, 60.

Quelquefois, quoique ce soit assez rare, du 15 au 25 de ce mois, l'horison se couvre de nuages noirs et épais qui arrivent du sud-est, et il tombe beaucoup de pluie pendant quelques jours, c'est ce qu'on appelle *la petite pluie*. Plus ordinairement, les chaleurs continuent d'être accablantes jusque dans les premiers jours de juin; et alors le tonnerre, qui se fait entendre tous les soirs, annonce l'approche des pluies périodiques. Elles commencent du 14 au 18 juin et continuent pendant les quatre mois suivants. Ce ne sont d'abord que des orages accompagnés de tonnerre; mais ensuite viennent quelques jours de pluie si épaisse qu'elle empêche de voir le soleil. Rarement ces grosses pluies durent plus de quarante-huit heures sans interruption. Aussitôt que la saison pluvieuse a commencé, la température se rafraîchit sensiblement. L'air, purifié de la poussière qui l'obscurcissait, devient d'une admirable transparence pendant les intervalles des pluies, et le plus souvent les nuits

des pluies, et le plus souvent les nuits sont étincelantes. Il y a peu de variations dans la température atmosphérique pendant toute la saison. Le thermomètre s'y tient entre les 20° et 25°77 Réaumur, moyenne de 21°, 77; hauteur moyenne du baromètre, 29, 45.

La quantité totale des pluies pendant la saison varie beaucoup selon les années. Pour le Bengal on estime que la moyenne est de quatre-vingts pouces anglais.

*Madras.* — Le climat du Carnatic est en général sec et chaud. La hauteur moyenne du thermomètre à Madras s'établit pour toute l'année entre les 17°, 77 et 26°, 66 Réaumur; on l'a vu cependant, dans les mois de mai et de juin, monter à 29° 32 et même à 33°, 44 Réaumur. La saison des chaleurs et des vents, pendant les mois de mai, juin et juillet, est la plus saine; la saison des maladies est celle d'août à novembre. Les maladies les plus ordinaires sont les fièvres, les dyssenteries et les hépatites ou maladies du foie. Mais dans le Derwar, ou pays des Mahrattes, on trouve réunies sur un petit espace des différences de climat très-notables. La partie occidentale de ce pays, celui qui se rapproche des Ghâts, est une des plus humides de la Péninsule, tandis qu'au contraire la partie orientale est une des plus sèches. La quantité moyenne de pluies qui tombe dans cette dernière n'est que de vingt à vingt-six pouces, et souvent en un mois seulement cette quantité est dépassée dans l'autre partie. La différence du genre de vie des habitants dans ces deux régions témoigne combien leur climat est différent. Dans l'ouest les habitants sont souvent enfermés dans leurs villages pendant des semaines entières, par l'abondance des pluies et le débordement des eaux, qui interrompent toute communication. Pendant cette saison, pour laquelle ils sont forcés de faire leurs provisions d'avance, sous peine de s'exposer à mourir de faim, les malheureux habitants passent le temps assis autour d'un foyer qui remplit de fumée leurs chétives habitations. S'ils sont forcés de s'aventurer au dehors, ils ne le font qu'enveloppés de couvertures et revêtus d'une espèce de sac fait en feuilles de palmier. Dans l'est, au contraire, il est rare que les pluies puissent empêcher les habitants de sortir de leurs maisons, et c'est contre la chaleur, non contre le froid, qu'ils ont à se défendre. Les villages de l'ouest se composent de maisons basses aux toits pointus qui descendent jusqu'à terre; la végétation y est d'une richesse admirable, et les plantes grimpantes y viennent souvent couvrir les maisons. Dans l'est tout à l'air brûlé par le soleil, les toits des maisons sont en terrasse, et leurs murs, bâtis en briques cuites au soleil, s'écrouleraient sous l'une des pluies qui tombent de l'autre côte des Ghâts.

De toute la présidence de Madras les parties les plus salubres sont les deux plateaux de Mysore et de Haïderabad.

*Bombay.* — La nouvelle ville de Bombay, capitale de la présidence, est construite sur une île basse, marécageuse, et par conséquent elle est fort insalubre. Pouna, l'ancienne capitale des Mahrates et encore aujourd'hui ville très-populeuse, située sur le continent à trente milles à l'est des Ghâts, et à environ deux mille cinq cents pieds au-dessus du niveau de la mer, est, comparativement à Bombay, très-saine. Aussi y envoie-t-on les malades de la présidence. C'est là qu'est mort le malheureux Jacquemont. Dans le Gouzerat, qui dépend de la présidence de Bombay, les vents d'ouest dominent pendant la plus grande partie de l'année. Les mois de mai et de juin sont excessivement chauds. En décembre et janvier les vents passent à l'est, et l'on voit quelquefois pendant ces deux mois des brouillards extrêmement épais, qui se renouvellent tous les matins pendant des semaines entières.

## CHAPITRE II.

### DES INDOUS AU TEMPS DE MANOU.

On trouve ordinairement chez tous les peuples, même chez les plus barbares des monuments ou des traditions qui expliquent l'histoire de leur passé et même qui permettent de la reconstruire; les peuples de l'Inde font seuls exception. Ils sont parvenus, dès les temps les plus reculés, à un haut degré de civilisation, sans avoir produit aucune histoire qui ait un caractère authentique.

Les fragments qui restent de leurs annales sont tellement mêlés de fables et défigurés par la plus extravagante chronologie, qu'il est impossible à l'investigation la plus patiente de trouver un fil pour se guider au milieu de ce dédale. Dans l'histoire de l'Inde il n'y a pas de date certaine avant celle de l'invasion d'Alexandre; et jusqu'à la conquête des Musulmans, c'est en vain qu'on chercherait à relier ensemble, dans un ordre rationnel, les événements de son histoire intérieure.

Et cependant, à côté de cette pénurie si complète pour ce qui est des faits, il y a abondance de renseignements pour ce qui est des lois, des mœurs, de la religion. A bien considérer les choses, c'est d'ailleurs ce qu'il était le plus important d'apprendre. Si nous pouvons connaître la condition sociale des Indous à une époque reculée et signaler en même temps les différences qui depuis se sont produites, ne posséderons-nous pas les résultats qu'on recherche dans l'étude de l'histoire?

La religion des Indous, leurs sciences et leur philosophie sont en partie expliquées dans les Védas, recueils d'hymnes et de prières antiques, qui, selon toute probabilité, ont été réunis dans la forme où ils nous sont parvenus vers le XIV^e^ siècle avant l'ère chrétienne; nous avons de plus un tableau complet de leur état social dans le code de lois qui porte le nom de Manou et qui doit remonter au moins au IX^e^ siècle avant J. C.

Ce code doit donc être le premier point de départ de toute histoire des Indous.

#### § I. Des castes.

Le trait le plus caractéristique de la société décrite par Manou, c'est sa division en quatre classes ou *castes* : les castes sacerdotale, militaire, industrielle et servile.

Les trois premières, quoiqu'elles ne soient pas placées entre elles sur le pied de l'égalité, possèdent cependant chacune certaines prérogatives qui leur sont particulières : ce sont celles qui forment, à proprement parler, la société pour le bénéfice de laquelle les lois et le gouvernement sont établis. La quatrième caste, et les castes mélangées qui lui sont encore inférieures, n'obtiennent l'attention du législateur que comme instruments de richesse et de puissance pour les castes supérieures.

L'homme de la caste sacerdotale, le Brahmane, est le chef de tous les êtres créés, le monde et tout ce qu'il renferme lui appartient; c'est à lui que les autres mortels doivent de conserver la vie; par ses imprécations toutes-puissantes il peut faire périr un roi avec ses troupes, ses éléphants, ses chevaux et ses chars de guerre; il peut même créer d'autres mondes; sa puissance va jusqu'à pouvoir donner la vie à de nouveaux dieux. Le Brahmane doit être traité avec plus de respect qu'un roi. Sa vie et sa personne sont protégées en ce monde par les lois les plus sévères, et dans l'autre par la menace des châtiments les plus terribles. La peine capitale ne peut lui être appliquée, même pour les plus grands crimes.

On croirait que cette élévation du Brahmane au-dessus de toutes les autres créatures a dû en faire le souverain et même le tyran de la société; il n'en est rien cependant. La vie qui lui est prescrite par la loi est une vie d'études laborieuses, de retraite et d'austérités.

La première période de la vie du Brahamane, il doit la passer comme étudiant auprès d'un maître, dans l'absti-

nence et dans l'humilité. Toutes les forces de son intelligence doivent s'appliquer exclusivement à l'étude des Védas; il ne peut s'occuper de rien de mondain. Il doit l'obéissance passive à son maître; le respect et l'attachement du disciple doivent s'étendre jusqu'aux personnes de sa famille. Il doit s'acquitter envers lui de tous les soins domestiques, et pour vivre il ne peut que mendier de porte en porte.

Pendant la seconde période de sa vie, il se marie, élève sa famille et s'acquitte des devoirs imposés aux Brahmanes : lire et enseigner les Védas, offrir des sacrifices, répandre des aumônes et recevoir des présents. La plus honorable de ces fonctions c'est l'enseignement. Il est remarquable d'observer qu'à l'inverse des autres religions où la dignité sacerdotale tire surtout son lustre du service dans les temples, le Brahmane, au contraire, se dégrade, s'il fait métier d'offrir des sacrifices. Il est enjoint très-rigoureusement au Brahmane de ne recevoir aucun présent des gens indignes et surtout des gens appartenant aux derniers rangs de l'échelle sociale. Il ne doit pas recevoir sans nécessité; s'il est embarrassé pour vivre, il peut mendier, cultiver la terre, et même, en cas d'extrême besoin, faire le commerce; mais il lui est absolument défendu d'entrer jamais au service de personne : la musique, la chasse, la danse, les jeux de hasard lui sont sévèrement interdits. Il doit s'abstenir de tout plaisir des sens et éviter tous les honneurs mondains comme il éviterait le poison. Cependant il est exempté du jeûne et de toutes les vaines observances de la religion. Ce qu'on lui demande surtout, c'est que sa vie soit décente et occupée par les études qui lui sont prescrites. Il n'est pas jusqu'à son costume qui ne soit réglé par la loi : « Il doit avoir les cheveux et la barbe coupés, un manteau blanc et le corps toujours en état de pureté; » tels on voit encore aujourd'hui les Brahmanes, appuyés sur un long bâton, un exemplaire des Védas sous le bras, et des anneaux d'or aux oreilles.

Dans la troisième partie de sa vie, le Brahmane doit se faire anachorète et la passer dans la solitude des forêts. Vêtu d'écorces d'arbres ou de la peau d'une antilope noire, laissant pousser ses cheveux et ses ongles, dormant sur la dure, il doit vivre « sans feu, sans maison, dans le silence le plus absolu, vivant de fruits et de racines. » Il doit alors se mortifier cruellement, s'exposer tout nu à la pluie, porter en hiver des vêtements humides et en été se tenir au milieu de cinq feux sous les rayons brûlants du soleil.

Dans la dernière période de sa vie le Brahmane vit presque aussi solitaire et retiré que pendant la troisième. Mais alors il est affranchi de toutes les observances extérieures; ses mortifications ont cessé, et c'est la contemplation qui l'absorbe. Son vêtement ressemble alors à celui des Brahmanes ordinaires et son abstinence, quoique grande encore, n'est plus aussi rigoureuse. Il n'est plus contraint à se mortifier lui-même; impassible au milieu des événements de la vie, il s'absorbe délicieusement dans ses méditations sur la divinité jusqu'à ce qu'enfin son âme quitte son corps, « comme l'oiseau quitte la branche. »

Ainsi pendant toute la durée de son existence le Brahmane vit entièrement séparé du monde; mais, en cherchant à pénétrer les mystères de ce code singulier, on voit que toute cette règle de vie est décrite ou d'après les traditions embellies du passé, ou d'après un idéal que les nécessités positives de la vie et des sociétés humaines ont forcé de compléter par d'importantes modifications qui rapprochent les Brahmanes des conditions ordinaires de ce monde, et surtout leur confèrent une part essentielle du pouvoir.

Ainsi le roi doit avoir un Brahmane pour le plus confidentiel de ses conseillers. Ce sont les Brahmanes qui doivent l'instruire, lui apprendre les règles de la politique et de la justice. Toute l'autorité judiciaire, excepté celle que le roi exerce en personne, est dans les mains des Brahmanes; et, si l'étude des textes sacrés n'est pas

interdite aux deux classes qui viennent immédiatement après eux, cependant le sens de la loi ne peut être établi que par l'autorité des Brahmanes. Le code met en réalité tout le pouvoir judiciaire dans leurs mains.

Les intérêts pécuniaires de la classe sacerdotale ne sont pas moins bien protégés. La libéralité envers les Brahmanes est recommandée comme une vertu, c'est le devoir particulier du roi. Les sacrifices, les oblations et toutes les cérémonies de la religion rapportent des présents aux Brahmanes, et ces présents doivent être magnifiques. « Les organes des sens et de l'action, dit un article du code, la réputation dans cette vie et le bonheur dans l'autre, la vie elle-même, les enfants, les troupeaux, tout est ruiné par un sacrifice que terminent des présents mesquins offerts aux Brahmanes. » Bien des délits se rachètent par des amendes qui sont payées à la classe sacerdotale. Si un Brahmane trouve un trésor, il le garde pour lui seul, tandis que s'il est trouvé par une autre personne, il appartient par moitié au roi et aux Brahmanes. A défaut d'héritiers, les propriétés reviennent au roi, sauf celles des Brahmanes, qui se les partagent alors entre les personnes de leur caste. Un Brahmane savant est exempt de tout impôt; et, s'il est pauvre, le roi doit pourvoir à sa subsistance.

La caste militaire, celle des Kchatryas, quoique beaucoup au-dessous des Brahmanes, jouit cependant encore de grands priviléges. La loi dit « que la caste sacerdotale ne peut pas prospérer sans la militaire, ni la militaire sans l'autre, et que le bonheur de toutes deux en ce monde dépend de leur union. »

La caste millitaire jouit, quoiqu'à un moindre degré par rapport aux Veysias, des mêmes priviléges que les Brahmanes possèdent sur les autres castes. Le roi est de la caste militaire, comme probablement aussi ses ministres ordinaires. Le commandement des armées, comme aussi tous les postes où il y a un commandement quelconque à exercer, appartiennent aux Kchatryas par droit de naissance. C'est un fait très-remarquable que dans les lois établies par eux-mêmes les Brahmanes, excepté pour ce qui est de l'administration de la justice, se soient refusé toute participation au pouvoir exécutif.

Les devoirs imposés à la caste militaire sont de défendre le peuple, de répandre des aumônes, de sacrifier, de lire les Védas et de ne pas se livrer au plaisir des sens.

Le rang social des Veysias ou membres de la troisième caste n'est pas très-élevé. Outre les sacrifices, les largesses et la lecture des Védas qui leur sont recommandés, les Veysias ont la charge d'élever les troupeaux, de faire le commerce, de prêter à intérêt et de cultiver la terre.

Les connaissances pratiques exigées des Veysias sont plus étendues que celles exigées des autres classes; car, outre l'agriculture et l'élève des troupeaux, ils doivent encore connaître les productions et les besoins des autres pays, les divers dialectes des hommes, et tout ce qui est relatif à la vente ou à l'achat des marchandises.

Le devoir d'un Soudra, c'est, dit brièvement le code, de servir les autres caste, et particulièrement les Brahmanes. S'il ne peut pas trouver à s'employer auprès d'une personne des classes supérieures, il lui est permis de gagner sa vie en se louant comme manœuvre, charpentier, maçon, peintre, écrivain, etc. Un Soudra peut accomplir les sacrifices religieux, mais il doit omettre les textes saints qui les accompagnent. Un Brahmane ne peut pas lire les Védas, même des yeux, en présence d'un Soudra. Lui enseigner la loi, lui apprendre la manière d'expier ses péchés, c'est pour un Brahmane un crime, qui le conduit dans l'enfer Asamvrita. Il n'y a pas de faute contre laquelle la loi engage les Brahmanes à se tenir plus en garde que contre celle de recevoir les présents des Soudras. Un Brahmane dans le besoin peut accepter du grain d'un Soudra, mais il ne peut, dans aucune circonstance, goûter d'un mets

préparé par un Soudra. Les gens de cette classe doivent se nourrir des restes de leurs maîtres, et se vêtir de leurs vieux habits. Ils ne peuvent amasser de richesses, même par des moyens honnêtes, afin, dit la loi, qu'ils ne deviennent pas orgueilleux et ne causent point de peine aux Brahmanes.

Si un Soudra insulte de paroles un homme des classes supérieures, on doit lui couper la langue. S'il s'assoit sur le même siége qu'un Brahmane, la partie de son corps qui a plus particulièrement commis le crime est brûlée avec un fer chaud. S'il ose admonester un Brahmane sur ses devoirs religieux, la loi ordonne qu'on lui coule de l'huile bouillante dans la bouche et dans les oreilles.

Le nom de Soudra, dit encore la loi, est l'expression du mépris, et l'amende imposée pour le meurtre d'un homme de cette classe n'est pas plus forte que celle dont est passible celui qui a tué un chat, un crapaud, un chien, un lézard.

Si l'état d'avilissement des Soudras est plus qu'évident, il est assez difficile de dire quel est leur état civil. Les Soudra, sont désignés en général sous le nom de *caste servile*, et il est déclaré que, même affranchi par son maître, le Soudra ne peut pas être dégagé des liens de l'état servile: « Car, dit expressément la loi, qui pourrait le dégager d'un état qui lui est naturel? »

Cependant il ne résulte pas explicitement du texte du code que le Soudra soit et doive être toujours l'esclave attaché à un individu; au contraire, il peut offrir ses services à qui bon il lui semble, et même exercer des métiers pour son compte particulier. Rien non plus n'autorise à croire que les Soudras soient les esclaves de l'État; car on voit que l'émigration, interdite, et sévèrement, aux autres classes, leur est permise. Ils peuvent posséder, droit interdit aux esclaves; leurs personnes sont protégées même contre leurs maîtres, qui ne peuvent les corriger que d'une manière prescrite par la loi. Les châtiments qu'elle leur applique sont applicables aussi à la femme par son mari, aux enfants par leur père, au disciple par son maître, au frère cadet par son aîné. Qu'il y eût des Soudras esclaves, c'est un fait incontestable; mais il y a aussi toute raison de croire que les hommes des autres castes pouvaient être également réduits en servitude.

La condition des Soudras devait donc en réalité être beaucoup meilleure que celle des esclaves dans la plupart des anciennes républiques, meilleure peut-être que celle des serfs du moyen âge.

Quoique la ligne de démarcation entre toutes les castes fût si tranchée, il ne semble pas cependant que dans l'origine on ait pris autant de soins pour empêcher leur mélange qu'on l'a fait depuis. C'est le souci de protéger l'honneur des femmes beaucoup plutôt que celui d'assurer la pureté de la descendance qui semble avoir inspiré le législateur.

Les hommes des trois premières castes ont toute liberté de choisir leurs femmes dans les castes inférieures, pourvu qu'ils ne leur donnent pas la première place dans leur famille Le mariage n'est permis à personne avec une femme d'une caste supérieure à la sienne; l'adultère est puni des peines les plus sévères, et l'enfant qui peut en naître est condamné au dernier degré d'avilissement. Le fils légitime d'un Brahmane et d'une femme kchatrya est placé par la loi dans une situation intermédiaire entre son père et sa mère; et les filles issues de cette alliance, si pendant sept générations consécutives elles épousent des Brahmanes, font remonter leurs enfants dans la caste sacerdotale; mais le fils d'un Soudra et d'une femme d'origine brahmenique est un « *Tchandala*, le plus vil des mortels, et son union avec les femmes des castes supérieures produirait une race encore plus vile que celle de leur père. »

Il semble que, dès le temps de Manou, les hommes des diverses castes se faisaient scrupule de manger ensemble, mais cependant on ne trouve dans la loi aucun texte positif qui le défende, excepté pour les Soudras; encore est-ce une faute facile à expier pour un Brahmane. Aujourd'hui les préjugés sont

beaucoup plus vifs à cet égard; car il ne s'agit de rien moins que de perdre les priviléges de sa caste. Jadis on ne les perdait que par des crimes.

Un fait à observer, c'est que, dans les quatre castes, il n'y a pas de place assignée aux artisans. Les Soudras, il est vrai, peuvent exercer certains métiers mécaniques; mais cependant on ne voit pas que ces métiers soient le lot d'aucune classe en particulier. D'après certains passages du chapitre X du livre de Manou, il semblerait que les artisans appartenaient comme c'est le cas aujourd'hui, aux castes mêlées. Toutefois ne peut-on pas insinuer de là que la division des castes s'est faite à une époque où l'industrie était encore trop peu avancée pour que les métiers fussent déjà spécialisés ?

### § II. Du gouvernement.

Le gouvernement de la société appartenait à un prince absolu. Aucune autorité humaine n'exerçait de contrôle sur sa conduite; quoiqu'il soit, dans un certain passage, menacé d'un châtiment et d'une amende dans l'autre, on ne voit cependant pas que la loi ait assuré par aucun moyen l'application de ces peines. Ses conseils et les chefs militaires, qui relèvent de lui, ne semblent avoir eu d'autre autorité que celle qu'il voulait bien leur accorder. Il est certain cependant qu'il devait être soumis aux lois, qu'on disait révélées par la Divinité même, et l'influence prépondérante des Brahmanes devait assurer leur puissance.

« Le but de l'institution du roi, c'est, dit le code, d'empêcher la violence et de punir les malfaiteurs.

« Le châtiment veille quand les gar- « des dorment.

« Si le roi ne punissait pas les coupables, le fort ferait rôtir le faible comme le pêcheur le poisson sur le gril.

« La propriété n'appartiendrait plus à personne et les petits renverseraient les grands. »

Les devoirs du roi sont ainsi définis en termes généraux : « veiller à l'administration de la justice dans son royaume, châtier l'ennemi étranger avec vigueur, agir sincèrement avec ses amis et se montrer charitable aux Brahmanes. Il doit écouter respectueusement leurs leçons, pour apprendre à se conduire avec modestie, pour se faire instruire dans la justice, la politique, la métaphysique et la théologie. Il doit résister aux plaisirs, modérer ses passions et éviter la mollesse. »

Le gouvernement du roi se compose d'abord de sept conseillers (pris, selon toute probabilité, dans la caste militaire), et il doit avoir près de lui un Brahmane instruit, distingué au-dessus de tous les autres, et auquel il donne sa confiance entière. Parmi ses autres officiers, il en est un qui s'appelle « l'ambassadeur, » et qui exerce en réalité les fonctions de ministre des affaires étrangères. Ce personnage doit être, comme tous les autres, de noble naissance et posséder de grands talents, surtout sagace et pénetrant. Il doit être honnête, populaire, habile en affaires, instruit dans l'histoire, beau, intrépide, éloquent, et au fait de ce qui se passe dans les autres royaumes.

L'armée est commandée par un général en chef. L'application des peines est réglée par le ministre de la justice; les finances et le pays sont administrés par le roi lui-même; la paix ou la guerre sont ordonnées par l'ambassadeur.

L'administration intérieure est confiée à une hiérarchie d'officiers civils, composée de chefs de simples villes ou villages, de chefs de dix, de cent et de mille villes. Tous sont nommés par le roi, et chacun doit référer des affaires à son supérieur immédiat.

Le traitement du chef d'une ville se paye sur les impôts en nature que le roi a le droit de demander à cette ville; le chef de dix villes a deux journaux de terre, c'est-à dire deux fois ce qu'un homme peut labourer en un jour; le chef de cent villes a un village, et le chef de mille villes, une ville entière.

Ces officiers sont sous la surveillance d'inspecteurs de haut rang et revêtus d'une grande autorité; il doit y en avoir un dans chaque grande ville, et c'est à

eux qu'on s'en rapporte pour réprimer les abus de pouvoir auxquels les chefs des districts sont, dit la loi, trop enclins à se laisser entraîner.

Le royaume est aussi partagé en divisions militaires, dont chacune entretient un corps de troupes. Les circonscriptions territoriales de ces divisions ne correspondent pas nécessairement avec celles des autorités civiles.

Les revenus de l'État se composent d'un impôt levé sur les produits de l'agriculture, de taxes sur le commerce, d'une légère contribution annuelle sur les petits commerçants, d'une journée de travail par mois pour les gens de métier.

Les marchands doivent être imposés selon le prix d'achat de leurs marchandises, leurs frais de voyage et de transport, et enfin selon leurs profits présumés.

Voici l'échelle de l'impôt :

Sur le bétail, les perles, l'or et l'argent ajoutés chaque année au capital du contribuable, un quinzième ; en temps de guerre ou d'invasion, on peut demander le douzième.

Sur le grain, un douzième, un huitième, un sixième, « suivant le sol et la quantité de travail nécessaire pour le cultiver. » En cas de besoin, le gouvernement peut exiger le quart.

Sur l'augmentation annuelle des pieds d'arbres, sur la viande, le miel, les parfums et quelques autres produits de la nature ou du travail de l'homme, un sixième.

Le roi a également droit à vingt pour cent sur le profit net de toutes les ventes. Il hérite des gens morts sans héritiers ; il a droit à toute propriété qui n'a pas de maître légitime, mais seulement trois ans après avoir fait constater par proclamation publique qu'elle n'a pas de maître. Il a également droit à la moitié de toutes les mines.

Le roi doit fixer sa capitale dans une province fertile de son royaume, mais d'un accès difficile, et dont les alentours ne peuvent pas nourrir une armée d'invasion. La forteresse où il réside doit être toujours bien gardée et pourvue d'une garnison nombreuse. Au centre doit s'élever son palais, facile lui-même à défendre, bien construit, brillant, entouré d'eaux et d'arbres.

Ensuite, il doit se choisir une reine distinguée par sa naissance et sa beauté et nommer un prêtre chargé des cérémonies religieuses dans l'intérieur de son palais.

Il se lève à la dernière veille de la nuit, et, après avoir offert les sacrifices, il tient sa cour dans une salle convenablement splendide, reçoit ses sujets et les renvoie avec de douces paroles. Cela fait, il assemble son conseil sur une montagne, ou une terrasse, à l'ombre de beaux arbres, dans un lieu sûr contre les espions, et duquel il fera éloigner avec soin les femmes et les oiseaux bavards. Après le conseil il se livre à quelques exercices guerriers, il se baigne, et rentre pour dîner dans son appartement privé. Cette heure de la journée est consacrée à sa famille, à réfléchir sur le choix des officiers qu'il a à nommer. C'est alors qu'il s'occupe, dans la retraite, du personnel de son gouvernement.

Après dîner, il passe la revue de ses troupes, reçoit les rapports de ses émissaires, se permet quelque plaisir, et enfin se retire pour souper dans le plus secret de ses appartements, où il écoute la musique pendant quelque temps avant de s'endormir.

Ce tableau est rembruni par les conseils qui lui sont donnés pour veiller à sa sûreté personnelle. Il lui est recommandé de faire préparer ses repas par des personnes d'une fidélité inébranlable, et de tenir toujours prêts sur sa table des antidotes contre le poison. Quand il reçoit ses émissaires, il doit être toujours armé. Jusqu'aux femmes, il doit faire fouiller toutes les personnes attachées à son service ; et dans son palais, aussi bien que hors de son palais, il doit toujours être en garde contre les tentatives de ses ennemis.

La politique et la guerre occupent de nombreux chapitres du livre sacré. Ils seraient intéressants à lire, ne fût-ce que pour les preuves qu'ils donnent

d'un fait important, à savoir la division de l'Inde, à cette époque reculée, entre plusieurs États indépendants.

Il y a quatre manières pour un gouvernement d'agir contre ses ennemis : répandre les présents; semer la division au milieu d'eux; négocier, ou vaincre par la force des armes. Le sage, dit le législateur, préfère les deux dernières.

Le roi doit toujours regarder ses voisins immédiats et leurs alliés comme ses ennemis. Les royaumes situés au delà de ces ennemis naturels doivent être traités comme amis. Quant aux États plus éloignés, il faut les considérer comme neutres. On donne, et à plusieurs reprises, un conseil fort remarquable au roi, c'est d'éviter, même dans ses plus grandes difficultés, de recourir à la protection d'un prince plus puissant que lui : « Même réduit à la dernière extrémité, il est toujours moins dangereux de faire, quoique faible, une guerre courageuse. »

Les espions jouent un grand rôle dans la politique étrangère et dans les guerres. On donne les conseils les plus précis sur l'espèce de gens à employer. Il faut se servir, et c'est encore le cas aujourd'hui dans l'Inde, « d'ermites dégradés de leur saint état, de marchands embarrassés dans leurs affaires, de faux pénitents. »

Les lois de l'art militaire sont fort simples. Il faut croire que, rédigées par les Brahmanes, elles ne sauraient donner aucune idée des talents guerriers dont les Indous ont donné et donnent encore des preuves remarquables.

Le roi doit mettre son armée en mouvement lorsque la moisson du printemps ou celle de l'automne est encore sur pied, et marcher immédiatement sur la capitale de l'ennemi.

Les armées étaient composées de cavalerie et d'infanterie. Leurs armes principales étaient sans doute l'arc, le sabre et le bouclier. Les éléphants ont été de tout temps employés à la guerre. Les chars armés remplaçaient probablement notre artillerie. Le roi doit recruter ses troupes surtout dans le nord de l'Indoustan, où l'on trouve encore aujourd'hui les meilleurs soldats. Il doit leur donner l'exemple de la valeur, et, avant la bataille, les encourager par de courtes mais éloquentes allocutions.

Les prises appartiennent à ceux qui les ont faites; mais, lorsqu'elles ne sont pas le prix de la valeur individuelle, elles sont partagées entre les troupes.

Les lois de la guerre sont humaines. Les flèches empoisonnées, barbelées ou incendiaires, sont prohibées. Il y a un grand nombre de cas où il n'est pas permis de tuer son ennemi. Les hommes sans armes, blessés, désarmés, celui qui crie merci et qui dit : « Je suis ton prisonnier, » doivent être épargnés. Il y a même encore des prescriptions plus généreuses L'homme à cheval ou dans un char de guerre ne doit pas tuer le soldat à pied; il est défendu d'attaquer celui que la fatigue a forcé de se coucher à terre, celui qui dort, ou qui fuit, ou qui se bat avec un autre.

La conquête aussi est soumise à des conditions libérales. Sécurité immédiate doit être garantie à tous. La religion et les lois du pays doivent être respectées; et aussitôt que la conquête est un fait accompli, il faut placer sur le trône un prince du sang de la famille royale qui a été vaincue et qui devient le vassal du vainqueur.

Les lois de la succession ne sont pas clairement établies; mais il semble, d'après un passage, que le prince (comme c'est encore aujourd'hui la coutume des princes indous) désignait pour son héritier celui de ses fils qu'il croyait le plus capable de lui succéder.

### § III. Administration de la justice.

La justice est rendue par le roi en personne, assisté de Brahmanes et d'autres conseillers; mais il peut aussi déférer cette fonction à un Brahmane qu'assistent trois personnes de la même caste.

Le roi ou juge, en écoutant les causes, doit observer tout particulière-

ment les manières, les gestes et les façons de parler des parties et des témoins.

Il doit se conformer aux usages locaux des districts, aux usages des familles, aux coutumes des commerçants; il doit, autant qu'il lui est possible, suivre les précédents établis par les anciens juges.

Ni lui, ni ses officiers ne doivent encourager la manie de plaider, quoiqu'ils doivent employer toute leur diligence pour donner suite à une action régulièrement établie.

Il est enjoint aux juges de ne pas trop s'offenser du langage souvent passionné des plaideurs, aussi bien que des vieillards et des malades qui viennent s'adresser à eux.

Enfin, ils ne doivent jamais revenir sur un jugement qui a été rendu conformément à la loi.

La justice criminelle des Indous est très-sévère et, de toutes leurs institutions, c'est peut être celle qui parle le moins en leur faveur : elle n'est cependant sanguinaire que quand elle est influencée par la superstition ou par les préjugés de caste. La mutilation, celle surtout de la main, est un châtiment qu'on trouve ordonné dans tous les usages judiciaires de l'Asie; il faut dire cependant à l'honneur des Indous qu'ils semblent n'avoir pas connu la torture des accusés.

La loi civile est de beaucoup supérieure à la loi criminelle, beaucoup plus raisonnable surtout qu'on ne le croirait, si l'on se reporte au temps où elle a été écrite.

Elle commence d'abord par établir les cas où le demandeur ne doit pas être reçu dans sa requête et ceux où le juge peut accorder le défaut.

Si l'affaire doit être plaidée au fond, le juge commence par examiner les témoins : ceux-ci doivent être entendus debout, au milieu de la salle d'audience et en présence des parties. Avant de les interroger, le juge doit leur faire une courte exhortation, et les prévenir des châtiments auxquels ils s'exposeraient par un faux témoignage. S'il n'y a pas de témoins, le juge reçoit les serments des parties, puis, l'affaire entendue, il rend son arrêt.

Le créancier est autorisé par la loi, même avant de porter plainte devant un tribunal, à se faire payer par tous les moyens, même en usant jusqu'à un certain point de la force physique. Aujourd'hui encore, dans certaines parties de l'Inde, il n'est pas rare de voir un créancier incarcérer son débiteur dans sa propre maison, et l'y tenir jusqu'à ce qu'il paye.

L'intérêt légal de l'argent est fixé à deux pour cent par mois pour un Brahmane, à cinq pour cent pour un Soudra.

Les contrats frauduleux ou qui engagent les parties contre la loi sont nuls de plein droit. Un contrat fait par un esclave pour nourrir la famille de son maître absent engage celui-ci.

La vente d'un objet par celui qui n'en est pas le propriétaire est nulle, à moins qu'elle ne soit faite dans le marché public; dans ce cas elle est valide, si l'acheteur peut produire le vendeur; autrement le propriétaire légitime a le droit de rentrer dans sa propriété en payant la moité de la valeur.

Un marché peut être résilié par l'une des deux parties dans les dix jours qui suivent la conclusion, mais pas plus tard.

Une fille peut-être mariée à huit ans et même plus tôt. Si son père ne la marie pas dans les trois ans qui suivent sa nubilité, une fille a le droit de se choisir elle-même un époux.

Les hommes peuvent épouser des femmes des classes inférieures à la leur, mais jamais des supérieures. Un homme ne peut pas épouser une femme qui est sa parente jusqu'au sixième degré, ni celle dont le nom de famille est le même que le sien : la loi suppose qu'ils doivent être de la même race.

Le mariage entre gens de la même caste se consacre par l'union des mains : une femme kchatrya qui épouse un Brahmane, doit tenir un arc à la main; une Veysia, un fouet; une Soudra, le pan d'un manteau.

Le mariage est indissoluble et les parties se doivent réciproquement fidélité.

Un mari peut convoler en secondes noces après la mort de sa femme; mais le mariage des veuves est réprouvé, sinon défendu.

En général, il semble qu'un homme ne peut épouser qu'une femme; nous disons il semble, car la loi ne s'explique pas positivement à cet égard, mais certaines prescriptions qu'elle renferme doivent le faire présumer. Ainsi une femme qui est restée stérile pendant huit ans, ou celle qui n'a pas donné d'enfant mâle à son mari pendant onze ans, peut être remplacée par une autre épouse. Ainsi encore les femmes adonnées à l'ivrognerie ou à tout autre vice, celles qui se conduisent avec malice peuvent être aussi remplacées. Ne sont-ce pas là des exceptions qui doivent confirmer la règle?

Le mari qui part pour un voyage doit laisser à sa femme des moyens de subsistance pendant son absence.

La femme doit attendre son mari absent pendant huit ans, s'il s'est éloigné pour remplir des devoirs religieux; pendant six, s'il est absent pour s'instruire ou acquérir de la réputation; pendant trois, s'il est parti pour son plaisir.

Les héritiers naturels d'un homme sont ses fils ou les fils de ceux-ci, et à leur défaut les fils de ses filles.

Au défaut de ces héritiers, c'est le fils adoptif qui succède. Le fils adoptif perd tout droit à l'héritage de son père naturel, et il conserve toujours droit au sixième des biens de son père adoptif, lors même qu'il naîtrait des fils à celui-ci après l'adoption.

Au défaut de ces héritiers viennent dix espèces de fils que les Indous peuvent seuls avoir imaginées, eux pour qui la nécessité d'avoir un descendant qui accomplisse les cérémonies religieuses sur le tombeau des défunts est une considération supérieure à toutes les autres. Parmi ces fils on compte celui qui est né de l'épouse d'un homme et d'un père inconnu pendant l'absence du mari; le fils dont une femme était déjà enceinte à l'insu de son mari lorsqu'elle l'a épousé; le fils illégitime né de la fille et d'un homme qu'elle épouse ensuite; le fils né d'une femme mariée qui a abandonné le domicile conjugal; le fils d'une veuve, etc.

Au défaut des fils viennent les fils des frères, qui ont même le droit légal de se faire adopter à l'exclusion de tous autres. Au défaut des fils, petits-fils, fils adoptifs et neveux, viennent les père et mère, puis les frères, les grands-pères, les grand'mères, et autres parents, puis encore le maître, le condisciple, le disciple, puis enfin les Brahmanes et le roi.

Le père peut de son vivant distribuer son bien à ses enfants. La loi ne dit pas en quelles proportions, comme aussi elle ne parle jamais de testament.

A la mort d'un homme, ses fils peuvent continuer à vivre en famille ou se partager son bien. S'ils restent unis, le frère aîné s'empare de la fortune, et ses frères vivent sous son autorité comme sous celle de leur père, et tous les acquêts qu'ils peuvent faire augmentent la fortune commune.

Si le bien est divisé, un vingtième appartient par privilége au fils aîné; un quatre-vingtième au plus jeune, un quarantième aux frères qui sont entre l'aîné et le plus jeune; le reste est divisé par portions égales entre tous les fils. Les filles non mariées sont à la charge de leurs frères. Elles ne reçoivent rien de la fortune paternelle; mais elles partagent également avec leurs frères le bien de la mère.

Cette égalité entre les fils ne subsiste qu'en cas de naissance égale; autrement le fils d'une femme brahmane prend quatre parts; celui d'une Kchatrya, trois parts; celui d'une Veysia, deux parts: celui d'une Soudra une part. Cette seule part, ou au plus un dixième, est tout ce que peut recevoir le fils d'une mère soudra, même quand il n'y a pas d'autres fils.

Les eunuques, les gens des castes mêlées, les aveugles, les bossus, les

sourds, ceux qui ont perdu l'usage d'un membre, les fous, les idiots, sont exclus de la succession, mais à la charge des héritiers. Cependant les fils des personnes esclaves sont capables d'hériter.

### § IV. De la religion.

La religion enseignée dans le livre de Manou tire son origine des Védas.

Il y a quatre Védas, quoique le quatrième soit rejeté par le plus grand nombre des Indous instruits. Chaque Véda se compose de deux ou de trois parties. La première comprend des hymnes et des prières; la seconde, des préceptes religieux et des controverses de théologie. Quelques-unes de ces controverses sont quelquefois comprises dans la seconde partie, et quelquefois séparées : elles forment alors la troisième partie.

Les Védas ne sont pas l'ouvrage d'un seul auteur. Chacun d'eux est l'œuvre de plusieurs personnes, dont les noms sont quelquefois, surtout dans les hymmes, attachés à leurs productions. Ils ont donc été écrits à des époques diverses; ils ont été réunis dans la forme où nous les connaissons, vers le XIV^e^ siècle avant J. C.

Ils sont écrits en vieux style sanscrit, si différent de celui qui est encore en usage, que les Brahmanes les plus instruits peuvent seuls les comprendre aujourd'hui. Il n'en a été traduit qu'une très-faible partie; et, quoiqu'un auteur, dont le talent doit inspirer toute garantie, nous ait donné un résumé de leur contenu, il est à désirer que les travaux des savants comblent bientôt cette lacune.

La doctrine fondamentale des Védas, c'est l'unité de Dieu. « Il n'y a en « vérité, disent maints passages du texte « sacré; il n'y a en vérité qu'un seul « Dieu, l'Esprit suprême, le Sei- « gneur de l'univers, et dont l'univers « est l'ouvrage. »

Parmi les créatures de l'Etre suprême, il en est de supérieures à l'homme, qui doivent être adorées, et dont on doit rechercher par la prière les faveurs et la protection. Les plus fréquemment nommés de ces êtres sont les dieux des éléments, des étoiles, des planètes. Les trois principales manifestations de la Divinité (Brahma, Vishnou et Siva), d'autres attributs personnifiés et la plupart des dieux de la mythologie indoue sont nommés ou indiqués dans les Védas; mais le culte des héros déifiés ne fait pas partie du système.

Brahma, Vishnou et Siva sont rarement nommés; ils ne jouissent d'aucune prééminence et ne sont l'objet d'aucune adoration spéciale, M. Colebrooke n'a découvert aucun passage où il soit question de leurs incarnations.

Si donc Manou a conservé l'idée de l'unité de Dieu, ses théories sur la nature et les actes de la Divinité sont déjà différentes de l'original où il a puisé. Cela se voit surtout dans la manière dont il explique la création du monde. Il y a des passages dans les Védas qui déclarent que « Dieu est la cause naturelle aussi bien qu'efficiente de l'univers; il est le potier qui a fabriqué le vase, et la matière qui a été employée par le potier. » Cependant les Indous les plus distingués croient que ces textes si positifs ne doivent par être pris à la lettre, et ne font pas plus en réalité qu'indiquer l'origine de toutes choses produites par la même cause première. Les Institutes, au contraire, semblent regarder l'univers comme formé de la substance du Créateur, et admettre l'éternité de la matière comme partie de la substance divine. Selon Manou, « la « cause existante par elle-même, inap- « préciable aux sens, mais créant ce « monde sensible des cinq éléments et « des autres principes, s'est manifestée « dans toute sa gloire en dissipant les té- « nèbres.

« Ayant résolu de produire les di- « vers êtres de sa propre substance « divine, elle a d'abord, par un mou- « vement de sa pensée, créé les eaux, et « elle y a placé un germe productif.

« De ce germe est sorti l'œuf du « monde dans lequel l'Être suprême na- « quit lui-même, sous la forme de Brah- « ma.

« De même, sous la forme de Brahma « il produisit les cieux et la terre et « l'âme humaine; à toutes les créatures « il donna des noms distincts et des « œuvres différentes à accomplir.

« De même encore, il créa les divini- « tés avec des attributs divins et des « âmes pures, et les génies inférieurs. »

Tout cette création ne dure qu'une certaine période. Quand elle expire, la force divine se retire : Brahma est absorbé dans l'essence suprême, tout le système s'évanouit.

Ces extinctions de création, auxquelles correspondent des époques de renaissance, reviennent périodiquement à des termes d'une prodigieuse longueur.

Les divinités inférieures sont les représentants, ou des éléments, ou des corps célestes, ou d'idées abstraites. Indra est le dieu de l'air, Agni du feu, Varouni de l'eau, Prithiva de la terre, Sourya du soleil, Tchandra de la lune, Dherma de la justice, Dhanouantara de la médecine. Il n'est question dans les Védas d'aucun des héros déifiés qui jouent aujourd'hui un si grand rôle dans le panthéon indien, tels que Râma, Chrishna, etc.

Distincts des dieux, il y a de bons et de mauvais génies, rangés dans le dénombrement de la création plutôt parmi les animaux que parmi les divinités. « Génies bienfaisants, fiers géants, sauvages avides de sang, chanteurs célestes, nymphes et démons, hideux serpents et oiseaux aux ailes immenses, troupes de *pitris* ou pères du genre humain. »

L'homme est doué de deux esprits intérieurs : l'âme vitale, qui anime le corps, et l'âme rationnelle siége des passions et des bonnes ou mauvaises qualités. Ces deux âmes, existences indépendantes, sont unies dans la divine essence, qui pénètre tous les êtres.

C'est l'âme vitale qui expie les péchés des hommes : elle est, selon ses fautes, soumise à des tourments plus ou moins longs, puis ensuite elle transmigre dans des corps d'hommes, d'animaux, dans les plantes même. Sa nouvelle destination est d'autant plus infime que ses péchés ont été plus grands, et cette transmigration dure jusqu'à ce qu'enfin, purifiée par les souffrances et les humiliations, elle mérite d'être absorbée dans l'existence suprême.

Dieu a doué l'homme en le créant de la conscience, moniteur intérieur, et il « établit une différence complète entre le bien et le mal, comme entre le plaisir et la peine, etc. »

La partie pratique de la religion peut se diviser en morale et en observances rituelles.

Il y a des cérémonies religieuses à accomplir pendant la grossesse de la mère, à la naissance de l'enfant, etc. La principale est celle où l'on rase la tête de l'enfant, en ne lui laissant qu'une mèche de cheveux sur le sommet de la tête. Cette cérémonie doit s'accomplir pendant la première ou la troisième année. Mais la plus importante de toute la vie est celle où l'homme reçoit l'investiture du cordon sacré, et qu'on ne peut retarder pour un Brahmane au delà de l'âge de seize ans, au delà de vingt-quatre pour un marchand. Cette grande cérémonie s'appelle la seconde naissance, et donne aux trois castes qui y sont admises le titre *d'hommes deux fois nés*, par lequel elles sont toujours désignées dans le texte de Manou.

Tout Brahmane, et sans doute tout homme deux fois né, doit se baigner chaque jour, faire une prière à l'aube du matin et au crépuscule du soir, dans un lieu peu fréquenté, près d'une eau pure, et s'acquitter aussi chaque jour des cinq obligations sacrées : lire les Védas, faire des oblations aux mânes des ancêtres, brûler un holocauste en l'honneur des dieux, donner le riz aux créatures vivantes, et recevoir les hôtes avec générosité.

On rend le culte aux dieux en faisant brûler sur leurs autels des offrandes de beurre clarifié, en y répandant des libations faites avec le suc de certaines plantes. Si le texte parle des idoles, il réprouve toujours leur adoration, et il ne fait en aucun passage allusion aux offrandes de fleurs et de parfums

qu'on dépose aujourd'hui à leurs pieds. Ce sont les Brahmanes qui font les oblations à leur foyer domestique; les autres cérémonies s'accomplissent par chacun dans sa maison.

Ces obligations sont faciles à remplir, excepté toutefois celle de lire les Védas.

On doit les lire distinctement et à voix haute, avec l'esprit calme et dans une posture respectueuse. La lecture peut être interrompue par certains présages, tels que la pluie, le tonnerre, les éclipses, les hurlements du chacal, ou suspendue par certaines occurrences qui peuvent distraire l'esprit.

Outre les oblations de chaque jour, il y a des obligations mensuelles à remplir envers les mânes des ancêtres. On doit choisir pour cela des clairières dans les forêts ou des lieux solitaires sur les bords des ruisseaux. Le sacrificateur brûle un certain nombre d'offrandes, et dépose sur la terre des gâteaux de riz et du beurre clarifié en invoquant les mânes et les priant de venir en prendre leur part. Ensuite il doit traiter un petit nombre de Brahmanes, les servir avec respect et ceux-ci doivent manger en silence.

On ne doit pas faire de funérailles aux gens de mauvaise vie ou à ceux qui se sont suicidés. Mais, d'un autre côté, il y a une cérémonie effrayante qui s'accomplit lorsqu'une famille renie solennellement un membre indigne d'elle : elle célèbre ses funérailles comme s'il était mort. Cependant, s'il vient à se repentir, il peut par une autre cérémonie être rendu à sa famille et à la vie civile.

Innombrables sont les mets auxquels un homme deux fois né ne saurait toucher. Un Brahmane doit s'abstenir de la nourriture préparée par un chasseur, un mineur, un blanchisseur, un teinturier. Qui croirait que la même prohibition s'étend aux médecins, et que cette utile profession est toujour classée par la loi parmi les plus impures? Ce qui ne surprend pas moins, si l'on compare les Indous d'alors à ceux d'aujourd'hui, c'est qu'il est permis aux Brahmanes de manger plusieurs espèces de viande, et qu'il leur est même ordonné d'avoir sur leurs tables, à certaines fêtes solennelles, de la viande de bœuf. Il est vrai que le législateur recommande expressément l'humanité envers les animaux, et qu'il est méritoire à ses yeux de s'abstenir de leur chair; mais dans aucun passage du livre elle n'est prohibée. La permission de manger du bœuf est surtout remarquable; car il paraît qu'alors la vache était aux yeux des Indous un animal aussi saint qu'aujourd'hui. Sauver la vie d'une vache, c'est une bonne action qui peut compter en expiation du meurtre d'un Brahmane; tuer une vache est un crime qui ne peut se racheter que par trois mois des plus dures austérités et de soins serviles donnés à un troupeau.

Plus de la moitié du livre est remplie de règles sur la purification.

La cause la plus commune de l'état d'impureté est la mort d'un parent. Cet état peut durer dix jours pour un Brahmane, et un mois pour un Soudra, si c'était un proche parent.

Une infinité de circonstances qu'il serait trop long d'énumérer peuvent faire tomber un homme dans l'état d'impureté. Cependant, au milieu de ces prescriptions qui nous semblent si déraisonnables, il en est qui prouvent plus de sens qu'on ne s'y serait attendu. Ainsi ni le roi, ni ses officiers ne peuvent être impurs pendant le temps qu'ils consacrent aux affaires. La main de l'ouvrier employée à son travail est toujours pure; les parents du soldat tué sur le champ de bataille sont relevés de l'impureté, et le soldat lui-même qui meurt en faisant son devoir est délivré de toutes ses impuretés.

La morale prêchée par le législateur est pure; en général, elle tend le plus souvent à élever les âmes, à leur inspirer de généreux sentiments. Il faut dire cependant que la tendance générale de la morale des Brahmanes se propose de conserver l'innocence de l'homme plutôt que d'exciter des vertus actives; ce qu'elle

à en vue, c'est surtout d'assurer la tranquillité de l'âme et d'éviter toute sensation de peine ou de douleur aux êtres sensibles.

§ V. Des mœurs et de l'état de la civilisation.

En cherchant à connaître les mœurs d'une nation, le premier point qui attire peut-être l'attention, c'est la condition des femmes.

La femme, dans la société indoue, doit l'obéissance la plus entière à son mari, qui est chargé à son tour de lui faire observer la loi, et qui doit lui permettre d'innocents plaisirs; si elle n'a pas de mari, elle vit sous l'autorité de ses parents de l'autre sexe. D'un autre côté, il est expressément enjoint au mari et aux parents d'honorer les femmes; car, dit la loi, « si les femmes ne sont pas honorées, tous les actes religieux restent sans fruit, et une famille où les femmes ne sont pas dans une position honorable et heureuse périt bientôt misérablement; tandis que là où le mari est satisfait de sa femme et la femme de son mari, le bonheur est assuré. » Les devoirs du mari envers sa femme sont même réglés avec une minutie que nous ne saurions comprendre. Ainsi il lui est ordonné de la tenir toujours bien pourvue de vêtements, de bijoux, de nourriture, etc.

Les veuves sont sous la protection spéciale de la loi; leurs parents de l'autre sexe n'ont rien à voir dans leur fortune. Le roi est le protecteur né des veuves, des femmes non mariées, et il a charge de punir comme des voleurs les parents qui voudraient les dépouiller de leurs biens.

Le code de Manou nous apprend peu de chose sur les mœurs domestiques de son temps; il ne traite que des Brahmanes, et pour leur donner comme à l'ordinaire des injonctions austères, mais puériles. Ainsi, un homme de cette caste ne doit pas manger avec sa femme, ni la regarder manger, ni assister à sa toilette, quand elle se noircit les paupières inférieures, etc.

Dans toutes les classes, c'est le devoir des femmes de veiller aux dépenses de la maison, de préparer la nourriture de chaque jour, enfin de diriger le ménage. « Quoique recluses dans l'intérieur des appartements, il n'y a de femmes dont la vertu ne court pas de dangers que celles qui sont gardées par les sentiments de leur cœur. »

Il n'y a pas un mot dans tout le code qui se rapporte aux *Sattis*, c'est-à-dire à la coutume pour les veuves de se brûler sur le cadavre de leurs maris. Il est au contraire recommandé aux veuves des Brahmanes de mener une vie vertueuse et austère. Il est évident que le législateur n'a jamais songé à cette barbare coutume.

Les seuls suicides autorisés par la loi sont celui d'un ermite qui, atteint d'une maladie incurable, se laisse mourir de faim, et celui d'un roi qui, sentant sa fin approcher, distribue une partie de sa fortune aux Brahmanes, remet à son fils les rênes du gouvernement, et va se faire tuer à la bataille, ou, en temps de paix, se laisse mourir de faim.

On peut se faire une idée des plaisirs alors connus par ceux contre lesquels le roi doit se tenir en garde : la chasse, les jeux de hasard, les excès de femmes, l'ivresse, le chant, la danse et les voyages sans but d'utilité.

Le plus grand respect est toujours recommandé pour les parents, les vieillards, pour les gens instruits, pour les gens riches, pour les grands personnages. « Sur la route, il faut céder le pas à un char à roues, au vieillard de quatre-vingt-dix ans, au malade, à l'homme chargé d'un pesant fardeau, à une femme, à un prince, à un nouveau marié. »

En maint passage le code recommande comme de la plus haute importance le respect le plus absolu pour la coutume immémoriale. « C'est la loi transcendante, la racine de toute piété. » Aujourd'hui encore, c'est l'esprit vital de la société indoue et la cause la plus réelle de la permanence de ses institutions.

Les arts de la vie, quoique simples encore, sont déjà sortis de la barbarie.

La loi parle de l'or et des perles, de la soie et des bijoux comme de choses qu'on trouve dans toutes les familles. Les éléphants, les chevaux, les chars semblent servir de moyens ordinaires pour le transport des hommes, comme le bétail, les chameaux et les voitures pour celui des marchandises. Les professions qui sont nommées dans le livre de Manou montrent que l'on connaissait alors toutes celles qui sont nécessaires à la vie civilisée, sinon aux raffinements de la civilisation; et le nombre des espèces de grains, d'épices, de parfums, dont les noms sont rapportés, indique une agriculture déjà avancée.

Il n'y est pas question de tribus nomades.

De tous les peuples de l'antiquité, les Égyptiens semblent être ceux qui ont le plus ressemblé aux Indous; mais nous savons encore trop peu de chose sur leur compte pour essayer d'établir un parallèle entre les deux nations. Il est plus facile de comparer les Indous aux Grecs, tels qu'ils sont dépeints par Homère, presque contemporain de Manou. Si les Indous sont inférieurs sous le rapport du courage, de l'énergie, de l'élégance, à cette race héroïque, en comparant cependant les lois des deux peuples, leurs formes administratives, leur savoir dans les arts usuels de la vie, il est presque impossible de ne pas reconnaître que les Indous vivaient dans un état de civilisation supérieure à celle des héros européens. Leurs mœurs étaient moins rudes, leur conduite à l'égard de leurs ennemis plus humaine, leur développement intellectuel plus considérable; enfin, pour ce qui est de la connaissance de Dieu, ils étaient déjà éclairés par une lumière qui n'a été aperçue que très-vaguement par les plus beaux génies de la Grèce.

Maintenant, avant de terminer ce rapide aperçu de la société brahmanique, essayerons-nous de lever un coin du voile qui cache son histoire?

En réunissant toutes les lumières que nous pouvons faire sortir du code de Manou on voit que les trois premières castes forment en réalité la société appelée à jouir du bénéfice de la loi, et que les Soudras sont dans une position servile et dégradée. Il paraît cependant, par le texte même du livre, qu'il y avait des villes gouvernées par des rois soudras, mais où les Brahmanes ne doivent pas entrer; « qu'il y a même des territoires entiers habités par les Soudras, remplis d'athées et vides de Brahmanes. » La loi ordonne encore aux hommes deux fois nés d'habiter exclusivement le pays situé entre l'Himalayah et les monts Vindhya, de la mer orientale à la mer occidentale; mais le Soudra peut aller chercher à gagner sa vie dans tous les pays du monde.

Il est difficile de ne pas conclure de là que les castes des deux fois nés étaient une race conquérante; que la caste servile représente la race aborigène et vaincue; qu'il y avait sur le territoire sacré des villes qui avaient encore conservé leur indépendance, et que tout le pays au sud des Vindhyas n'avait pas encore été entamé par les conquérants et par leur religion.

Mais ces conquérants étaient-ils de race étrangère ou une tribu locale, comme les Doriens en Grèce, ou une secte religieuse qui s'imposa par la force des armes? Les différences physiques qui se remarquent encore aujourd'hui entre les hommes des castes supérieures et les Soudras tendraient à le faire croire; mais il y a aussi des raisons qui empêchent d'admettre cette hypothèse comme une certitude. Ainsi ni dans le code de Manou, ni dans les Védas, ni dans aucun livre d'une date intermédiaire, il n'est fait allusion à un séjour antérieur dans un autre pays. La mythologie même ne va pas plus loin que l'Himalayah, dont elle fait la demeure des dieux.

## CHAPITRE III.

### DES INDOUS DANS LES TEMPS MODERNES.

#### § I. Changements survenus dans les castes.

Quoique les Indous aient conservé

leurs lois et leurs coutumes plus entières qu'aucun autre peuple de la terre, il ne faut pas croire cependant qu'il n'y est survenu aucun changement pendant un laps de vingt-cinq siècles.

C'est peut-être à la division et à la position des castes que le temps a apporté le plus de modifications : celles des Kchatryas et des Veysias, celle même des Soudras sont éteintes aujourd'hui au dire des Brahmanes ; mais c'est une assertion que n'acceptent pas ceux qu'elle concerne le plus particulièrement. Les Radjpoutes affirment qu'ils tirent leur origine des Kchatryas par une descendance non interrompue. Quelques-unes des classes industrieuses prétendent aussi descendre des Veysias. Cependant les Brahmanes ont presque partout réussi à détruire dans les autres castes l'étude des Védas, et à réserver pour leur corps le monopole de la science divine et humaine.

Les Brahmanes eux-mêmes, quoique la pureté de leur descendance ne soit contestée par personne, sont loin aujourd'hui des lois et des pratiques de leurs ancêtres. Sous certains rapports, ils semblent en avoir augmenté l'austérité. Ainsi, ils ont complétement renoncé à la nourriture animale, et ne se marient plus jamais avec des femmes des classes inférieures ; mais on peut dire que, dans la plupart des cas, la sévérité de leur discipline s'est grandement relâchée. Ainsi, par exemple, la division de la vie en quatre parties, les actes d'humilité imposés aux disciples, les austérités exigées des anachorètes, ne sont plus que des souvenirs des temps passés. Ceux qui parfois obéissent encore à la loi, ne sont que des exceptions.

Aujourd'hui les Brahmanes ne se font pas scrupule d'entrer au service militaire, d'exercer tous les métiers et toutes les professions. Dans le sud de l'Inde cependant, ils n'acceptent d'emplois séculiers que comme écrivains ou fonctionnaires publics. Depuis le ministre d'État jusqu'au comptable de village, la plupart des places sont occupées par eux, celles surtout de l'ordre judiciaire. De plus, ils sont les ministres de la religion et les hommes nécessaires dans toutes les positions où il faut savoir écrire. Dans les parties de l'Indoustan où les Mogols se sont établis avec leur système d'administration, l'usage du persan a livré tous les emplois publics aux Musulmans et aux Soudras. Dans le Deccan, la même cause diminue pour les Brahmanes les occasions d'être employés ; mais à tout prendre cependant, ils ont aujourd'hui une plus grande part au gouvernement que du temps de Manou, alors qu'un conseiller brahmane auprès du roi et les fonctions judiciaires représentaient toute leur intervention dans le pouvoir exécutif.

Descendre ainsi des hauteurs de la contemplation pour entrer dans les voies de la vie ordinaire a dû faire tort à l'influence morale des Brahmanes. Cependant, même dans le Bengal, où ils semblent avoir le plus perdu, ils sont encore l'objet de la vénération du peuple, et il y a des parties de l'Inde, comme le pays des Mahrattes et les provinces de l'ouest, où ils sont encore tout-puissants. L'influence temporelle qu'ils doivent à leur nombre, à leurs richesses, à leur position sociale, est partout sensible ; mais là cependant où ils ont encore le plus conservé de leur autorité religieuse, ils ont beaucoup perdu de leur popularité. C'est le cas chez les Radjpoutes, et plus encore chez les Mahrattes, qui ne peuvent s'accoutumer à l'idée d'avoir été supplantés dans le gouvernement par une classe d'hommes qu'ils regardent comme leurs inférieurs en qualités guerrières, les seules, dans leurs idées, qui rendent les hommes dignes du pouvoir.

Les deux castes inférieures qui existaient au temps de Manou sont aujourd'hui remplacées par une multitude de castes mêlées, de descendance fort incertaine pour la plupart, et qui cependant se trouvent séparées des autres avec plus de rigueur encore que jadis, ne mangeant jamais ensemble, ne se mêlant jamais par des mariages, ayant même chacune son rituel propre. Dans le voisinage de Pouna, où ces castes ne sont sans doute pas plus nombreuses qu'ailleurs, on n'en compte pas moins de cent cinquante. Ces castes

représentent ordinairement de véritables corporations de métiers; les orfévres forment une caste; les charpentiers une autre, etc. C'est d'ailleurs conforme à la loi de Manou, qui assigne à chacune des castes mêlées un métier héréditaire.

C'est trop peu encore de dire que pour un homme la perte de ses droits de caste équivaut en principe à la mort civile. Le malheureux, qui est dans ce cas ne peut ni hériter, ni contracter, ni déposer en justice; ce qui est bien plus cruel encore, il est rejeté de la société commune, aussi bien que privé de ses droits de citoyen. Il ne peut plus se présenter à la maison de son père; ses parents doivent éviter tout rapport avec lui; il est privé des consolations de la religion dans cette vie et de toute espérance de bonheur dans l'autre. A moins cependant qu'un homme ne soit dégradé de sa caste pour des crimes épouvantables, il peut toujours la reconquérir par l'expiation; et les moyens de réhabilitation doivent être assez faciles, car aujourd'hui on voit les gens assez peu tourmentés par la crainte ou le regret de s'être exposés à perdre leurs droits de caste.

Le plus grand changement qui soit survenu depuis le temps de Manou, c'est qu'aujourd'hui il n'y a plus de caste servile, quoiqu'il y ait encore des esclaves domestiques dans le sud de l'Inde. Peut-être sont-ce les débris des anciens Soudras; mais dans le reste du pays toutes les classes sont libres. Si des généalogistes scrupuleux nient qu'il existe encore aujourd'hui des populations de pure descendance soudra, les Brahmanes accordent cependant en général qu'on peut encore en retrouver. Ainsi toute la population mahratte est dans ce cas.

On peut dire qu'une nouvelle caste a été fondée avec les ordres monastiques qui n'existaient pas au temps de Manou. La date la plus reculée à laquelle on puisse, d'après les livres indous, faire remonter la fondation du plus ancien de ces ordres, est le huitième siècle de l'ère chrétienne; et parmi ceux qui existent aujourd'hui il en est très-peu qui remontent plus haut que le quatorzième siècle. Il y a quelques ordres composés exclusivement de Brahmanes; mais le trait caractéristique de presque tous les ordres, c'est qu'entre les adeptes toutes les distinctions de caste disparaissent, tous deviennent les membres égaux entre eux d'une nouvelle communauté. Cette innovation hardie n'a été réalisée, selon l'opinion du savant M. Wilson, que vers la fin du quatorzième, ou au commencement du quinzième siècle.

Les ordres indous ne sont pas soumis à une discipline aussi parfaitement régulière que les ordres monastiques de l'Europe; ils ne se distinguent pas non plus ni entre eux, ni du reste du genre humain, d'une façon aussi tranchée. Ils n'ont même pas de nom générique pour les désigner, quoique souvent on les désigne par le nom de Goseyens, qui ne s'applique rigoureusement qu'à une de leurs subdivisions. On peut les connaître tous à leur costume: tous portent quelque détail de leur habit (ordinairement le turban et la ceinture) d'une couleur orange sale, sauf cependant ceux que vont tout nus. Tous sont liés par des vœux, et tous acceptent, quoique tous ne sollicitent pas la charité.

La plupart des ordres possèdent des couvents auxquels sont attachées des propriétés territoriales. Ils augmentent leurs ressources des contributions des personnes pieuses, du produit de la mendicité et encore d'un métier qui s'exerce quelquefois ouvertement, mais le plus ordinairement en secret. Ces couvents obéissent tous à un *mohaut*, espèce de prieur élu par la communauté, ou par les autres mohauts de l'ordre, qui est quelquefois aussi héréditaire ou plus souvent encore nommé par son prédécesseur. On ne fait profession dans l'ordre qu'après un noviciat d'un an ou deux. Le novice est sous la charge d'un maître particulier ou *gourou*, qui a sous lui plusieurs disciples, et est soumis lui-même au chef du couvent. Un ordre du Bengal permet aux hommes et aux femmes de vivre sous le même toit,

mais exige d'eux des vœux de chasteté.

Néanmoins la plupart des Goseyens qui appartiennent cependant à des couvents passent une partie de leur temps à errer dans le pays, vivant seulement d'aumônes. D'autres Goseyens mènent une vie exclusivement errante, quelquefois soumis à des mohauts, et quelquefois encore complétement indépendants de toute règle autre que celle qu'ils s'imposent eux-mêmes. C'est parmi ceux-là qu'on trouve les ascétiques les plus rigoureux, ceux qui se retirent dans les forêts, complétement séparés de tout le genre humain, exposés à la famine si quelque charitable personne ne songe pas alors à *les nourrir*, exposés surtout à être dévorés par les animaux féroces.

Très peu de ces ordres ont des vœux précis. La plupart s'engagent au célibat, mais il en est aussi dont les membres peuvent se marier et vivent avec leurs familles comme les autres laïques. Un ordre placé particulièrement sous le patronage de Crishna a pour principe de ne se vêtir que des plus beaux habits, de ne se nourrir que des mets les plus fins et de se livrer à tous les plaisirs innocents. Cette discipline facile est loin de nuire à son influence; car le public fournit généreusement les moyens d'être fidèle à ces singuliers principes. Par contre il y a d'autres ordres qui se livrent aux pratiques les plus extravagantes de l'ascétisme: les uns font vœu de ne jamais parler, de tenir toujours un bras ou même tous les deux en l'air, les poings fermés et jusqu'à ce que les ongles leur traversent la paume des mains, etc. D'autres affectent de vivre dans l'ordure et la saleté, d'extorquer des aumônes par le dégoût qu'ils excitent, de se déchirer les chairs avec des lames de rasoirs. D'autres encore vont, comme nous l'avons dit, tout nus. Parmi ceux-ci on compte les Nagas, qui servent comme soldats mercenaires, et souvent au nombre de plusieurs milliers, sous leurs propres chefs. Ils ne font pas profession de prendre les armes pour la cause de leur religion, mais seulement de se louer à qui veut les payer; ce sont en général des hommes violents, débauchés, mais qui ont une grande réputation de courage. Leurs membres nus et couverts de cendres, leurs barbes en désordre, leurs cheveux nattés autour de la tête donnent un aspect effrayant à ces guerriers dévots. Quand ils ne sont pas au service de quelque prince, on les voit souvent se réunir en bandes nombreuses pour piller le pays. Dans les commencements de la puissance de l'Angleterre en Asie, ses possessions furent plus d'une fois envahies par des maraudeurs de cette espèce.

Souvent encore ces moines armés se rassemblent en grand nombre sans être au service de personne; et lorsque dans l'assemblée il s'en trouve de sectes opposées, il en résulte de sanglants combats. En 1760, à la grande foire de Hardouar, un combat ou plutôt une bataille en règle se livra entre les Nagas de Vishnou et ceux de Siva: on dit qu'il resta 18,000 morts au moins sur la place. Le chiffre est sans doute exagéré, mais il peut donner une idée du nombre des combattants.

Une espèce de Goseyens de la secte de Siva, les Yogis ont la prétention d'arriver par leurs pratiques superstitieuses à être absorbés dans le sein de la Divinité. Les membres infimes de cet ordre ont aussi des prétentions aux miracles; la plupart de ceux-ci ne sont en réalité que des charlatans qui vont par le pays avec des singes et des instruments de musique, et amusent la populace par des tours de jongleur dont quelques-uns exigent une dextérité merveilleuse.

Parmi les Goseyens il y a ou il y a eu quelques personnages savants; quelques-uns sont des religionnaires parfaitement inoffensifs, d'autres sont de respectables marchands; mais bon nombre aussi ne sont que d'importuns et impudents mendiants, des vagabonds couverts de tous les vices et qui n'ont pris l'habit religieux que pour se livrer sans contrainte à la vie aventureuse qu'il autorise. En général les religieux de Vishnou sont les plus respectables, et ceux de Siva les plus démoralisés. Il faut

dire à l'honneur du bon sens des Indous que tous ces personnages tombent dans leur estime en raison même de l'extravagance et de l'excentricité de leurs observances.

C'est au manque d'un chef reconnu de la religion qu'il faut en partie attribuer le relâchement de la plupart des ordres, l'absence complète de toute règle chez les Beïragis et les Yogis, l'existence de sociétés telles que celles des Nagas.

§ II. Changements survenus dans le gouvernement.

En traitant des changements survenus dans le gouvernement, il est bien entendu que nous aurons surtout en vue les États indous qui ont conservé jusqu'ici leur autonomie intérieure, quoique les observations que nous aurons à faire doivent s'appliquer aussi, pour la plus grande partie, aux provinces conquises par les Musulmans ou par les Anglais. Les uns et les autres ont en réalité très-peu modifié, quant au fond les formes d'administration qu'ils ont trouvées en vigueur dans les pays où ils se sont établis.

Le prince indou d'aujourd'hui n'a plus un nombre fixe de ministres, ni de conseil régulier. Il est vrai que dans chaque État il y a naturellement un chef à la tête de chaque département du gouvernement; mais en réalité le pouvoir se trouve presque toujours concentré dans les mains d'un premier ministre.

On trouve encore des traces des anciens arrondissements financiers de dix, de cent et de mille villes, surtout dans le Deccan; mais il en est un qui subsiste encore entier presque partout, c'est le *Pergannah* ou arrondissement de cent villes. On trouve encore dans les Pergannahs les descendants de leurs anciens chefs, mais ils ne sont plus les agents actifs du gouvernement; leur emploi actuel c'est de conserver les archives de la propriété territoriale. Eux seuls étaient capables d'en rendre compte aux conquérants musulmans; et ceux-ci ont été obligés de les conserver pour connaître la matière imposable.

Aujourd'hui les États indous sont généralement partagés en plusieurs grandes provinces, qui se subdivisent elles-mêmes. Le prince nomme les gouverneurs de ces provinces, et ceux-ci choisissent eux-mêmes leurs lieutenants. Les gouverneurs réunissent dans leurs mains tous les pouvoirs, administratif, militaire et judiciaire. Il n'y a plus de tribunaux que dans les capitales, et encore n'y en a-t-il pas toujours.

Mais au milieu de ces changements survenus dans les sommités de l'administration, les communes (car il n'y a pas de nom plus convenable pour les désigner), les communes sont restées entières, et sont encore aujourd'hui les atomes dont l'agglomération forme les plus grands États de l'Inde.

Par commune nous entendons une certaine étendue de territoire d'un seul tenant et habitée par une société qui a une existence à part dans l'État. Les délimitations de ces communes remontent aux époques les plus reculées et sont conservées avec le plus grand soin. Les terres qu'elles renferment peuvent être de toutes les conditions : les unes cultivées et les autres incultes; celles-ci qui n'ont jamais été défrichées, celles-là qui ne peuvent pas l'être. Ces terres sont partagées en lots dont les délimitations sont aussi bien surveillées que celles de la commune même, dont les noms, les qualités, l'étendue sont consignés dans les archives de la commune. Les habitants de cette petite société vivent réunis dans un village, qui dans beaucoup de pays est fortifié ou au moins presque toujours protégé par une petite forteresse.

Chaque commune administre souverainement ses affaires. Elle lève sur ses membres l'impôt dû à l'État, et elle est collectivement responsable de son acquittement intégral. Elle a la charge de la police sur son territoire, et est responsable des vols qui peuvent s'y commettre. Elle rend la justice à ses membres, punit les petits délits et juge les procès en première instance. Elle s'impose elle-même pour couvrir

ses dépenses intérieures, pour entretenir les murs et le temple, pour subvenir aux frais des sacrifices publics et des aumônes qui se font en son nom, etc.

Elle a des officiers chargés de remplir toutes ces fonctions; et, quoique sujette en principe du gouvernement général, elle forme cependant en réalité une société complète. Cette indépendance et les priviléges qui en résultent, peuvent être violés par le gouvernement, mais ils ne sont jamais niés par lui. Ils protégent souvent les habitants contre la tyrannie des autorités et ont fait vivre en plus d'une occasion la société entière, même après la dissolution du gouvernement général.

« Les villages, dit sir Charles Metcalfe, sont de véritables républiques, qui vivent par elles-mêmes, indépendamment de toute autorité extérieure. Elles semblent douées d'une éternelle durée dans une région où aucun empire ne peut durer. Les dynasties s'écroulent successivement, les révolution succèdent aux révolutions, les Indous, les Afghans, les Mogols, les Mahrattes, les Sikhs sont maîtres tour à tour, mais le village reste toujours le même. En temps de troubles; il s'arme et se fortifie. Une armée ennemie vient-elle à traverser le pays, les villageois mettent leurs troupeaux à couvert dans l'enceinte de leurs murailles et laissent passer l'ennemi sans le provoquer S'ils ne sont pas en force pour résister, ils se sauvent dans les villages voisins, et quand l'orage est passé, ils viennent reprendre leurs travaux. Si une province reste pendant plusieurs années livrée au pillage, de telle sorte que les villages soient inhabitables, les villageois dispersés retourneront dans leurs foyers aussitôt qu'ils croiront pouvoir le faire avec quelque sécurité. L'exil peut durer pendant une génération, la génération suivante reviendra immanquablement. Les fils prendront la place de leurs pères; le village sera reconstruit au même lieu; les maisons dans les mêmes positions; les mêmes terres enfin seront occupées par les descendants de ceux qui ont été contraints de fuir. Cette union indestructible de la communauté villageoise a contribué, je crois, plus que toute autre cause, à conserver la société indoue au milieu de toutes les révolutions politiques dont ce pays a été le théâtre; et elle donne lieu de croire que, grâces à elle, les habitants vivent heureux et jouissent d'une liberté réelle. »

Le gouvernement de la commune appartient, dans sa forme la plus simple, à un chef, dont le code de Manou ne parle que comme d'un agent du roi, révocable à sa volonté. Cette position est devenue héréditaire; et, quoiqu'il soit encore considéré souvent comme un officier du prince, le chef du village est plutôt en réalité le représentant du peuple. Souvent le choix de ce personnage dans la famille revêtue de la dignité héréditaire appartient au peuple, mais plus souvent au prince. C'est lui-même un propriétaire, et de plus il reçoit une rétribution du gouvernement; mais la plus forte part de son revenu vient des amendes payées par ses administrés. Il est si bien identifié avec la commune, qu'il est personnellement responsable des engagements pris par celle-ci, qu'il est mis en prison lorsqu'elle désobéit au gouvernement ou tarde à acquitter ses impôts.

C'est le chef de la commune qui règle avec les officiers du gouvernement la somme à payer chaque année, et répartit les cotes contributives parmi ses administrés, suivant leur fortune présumée. Il afferme les terrains vagues, règle le partage des eaux pour les irrigations, juge les différends, fait arrêter les criminels. C'est lui, en un mot, qui est chargé de tous les soins du gouvernement municipal.

Il administre en public, dans un lieu désigné à cet effet, et sur tous les points qui concernent l'intérêt général il doit consulter ses administrés. Dans les causes civiles, il est assisté par des arbitres au choix des parties, ou par des assesseurs qu'il nomme lui-même. Cette dignité peut se ven-

dre; mais il est rare que le titulaire en vende toutes les prérogatives, il se réserve ordinairement le droit de présider à certaines cérémonies et de conserver quelques priviléges purement honorifiques.

Le chef de la commune est assisté de plusieurs officiers, dont les principaux sont le comptable et celui que nous pourrions presque appeler le garde champêtre.

Le comptable tient des archives, dans lesquelles les propriétés qui composent la commune sont décrites tout au long, avec les noms des propiétaires passés et présents, les baux et les conditions auxquelles elles peuvent être affermées. Il tient les comptes de la commune et ceux de chaque habitant, dans leurs rapports publics avec le gouvernement ou particuliers les uns avec les autres. C'est le notaire de la commune; il dresse les actes authentiques, et écrit les lettres pour ceux qui viennent réclamer de lui ce service. Il est payé contributivement par les habitants, et quelquefois on lui assigne une pièce de terre en rémunération de ses services.

Le garde veille à l'intégrité des délimitations publiques et privées. Il a la garde des moissons, est chargé de guider les étrangers sur le territoire communal, de porter les dépêches; après le chef du village, il est le principal officier de la police. En cette qualité, il doit faire des rondes pendant la nuit, surveiller les arrivées et les départs, découvrir les auteurs des vols commis dans la commune, etc. Un homme ne pourrait suffire à toutes ces fonctions, aussi faut-il dire qu'en réalité elles appartiennent à toute une famille, qui en est revêtue héréditairement et dont tous les membres font le service. Ce sont toujours des gens des castes inférieures.

Le changeur peut être également considéré comme l'un des assistants du chef de la commune; il est officiellement chargé de vérifier le titre de toute la monnaie en circulation: le plus souvent c'est l'orfévre du village. Il y a encore ordinairement le prêtre et l'astrologue du village (l'un des deux est presque toujours maître d'école), le forgeron, le charpentier, le barbier, le potier, l'ouvrier en peausseries. Le tailleur, le blanchisseur, le médecin, le musicien, le ménestrel qui tient registre des généalogies, et quelques autres encore, ne se trouvent pas dans toutes les communes. Il n'y a que le sud où chaque village ait sa danseuse. Chacun de ces fonctionnaires et artisans a droit à une rétribution, qui lui est payée par la commune, quelquefois en argent, plus souvent en nature.

Tel est le système sur lequel repose le gouvernement de chaque village toutes les fois qu'il n'y a pas d'intermédiaire entre le souverain et l'habitant. Mais dans la moitié de l'Inde, surtout dans le nord et l'extrême sud, on trouve dans chaque village un certain nombre de familles qui représentent à elles seules la commune; les autres habitants ne sont que leurs tenanciers. Ces familles sont considérées comme les propriétaires absolus du sol, et alors le village est gouverné par un chef comme celui dont nous venons de parler; plus ordinairement chaque branche de la famille, ou chacune des familles qui représentent la commune, a son chef chargé de l'administration de ses affaires intérieures et de s'entendre avec les chefs des autres familles pour gérer les affaires de la commune. Le conseil ainsi composé remplit exactement les fonctions dont est revêtu ailleurs un chef unique, et ses membres partagent entre eux la rétribution payée à cet officier par ses administrés et par le gouvernement.

Dans un village, où il y a des familles qui représentent ainsi par privilége toute la commune, ces familles composent naturellement la première classe des habitants, et les autres se divisent en quatre classes hiérarchisées entre elles. La première est celle des fermiers à titre perpétuel; la seconde, celle des fermiers qui n'ont que des baux à temps; la troisième, celle des laboureurs; la quatrième enfin, celle des commerçants et gens de métier.

La tradition populaire constate que

les familles qui possèdent pour ainsi dire exclusivement les droits de bourgeoisie sont les descendants de ceux qui ont fondé le village ou qui ont acheté ces droits aux premiers propriétaires. Ces droits appartiennent collectivement aux familles, et sont presque indivis. Ainsi un membre de ces familles peut engager ou vendre ses droits; mais il lui faut auparavant obtenir le consentement des autres personnes de la commune : l'acheteur est alors substitué exactement au lieu et place du vendeur, et devient responsable de ses obligations. Quand une famille s'éteint, ses droits retournent à la commune.

Dans tous les villages, il y a deux espèces de fermiers, ceux qui prennent à bail les terres des familles à qui appartiennent les droits communaux, et ceux qui afferment les terres du gouvernement. Ces fermiers sont ordinairement désignés sous le nom de *Raïots*, et se partagent en deux classes : ceux qui ont des titres perpétuels et ceux qui ont des baux à temps.

La première classe est celle qui cultive les terres du village qu'elle habite, les occupe pendant toute sa vie et les transmet à ses enfants. On les a souvent considérés comme de véritables propriétaires; mais ce qui doit prouver qu'il n'en peut pas être ainsi, c'est qu'ils n'ont pas le droit de vendre leurs terres.

La classe des fermiers à bail n'a rien qui la distingue de celle des autres pays.

On en peut dire autant des laboureurs à gages.

Les commerçants, presque toujours étrangers au village, payent un loyer au propriétaire dont ils habitent la maison, et souvent un impôt à la commune; c'est d'ailleurs presque le seul rapport qu'ils aient avec elle.

Aujourd'hui la part que prend le souverain sur les revenus bruts des sujets est estimée à la moitié de ces revenus; le gouvernement qui ne prend que le tiers passe pour généreux.

On est arrivé à ce résultat moins en augmentant sans cesse l'impôt levé sur les produits de la terre qu'en établissant diverses espèces de taxes qui finissent toutes par retomber d'une manière directe ou indirecte sur le cultivateur. Dans la première catégorie il faut placer l'impôt que payent les charrues, le bétail, etc.; dans la seconde, les taxes établies sur les mariages avec les veuves, sur l'emploi de la musique dans de certaines fêtes, etc., etc. En outre, il existe encore de certaines taxes qui ne devaient être d'abord que temporaires et qui ont fini par devenir définitives, telles, par exemple, qu'un droit frappé sur la rétribution allouée aux chefs et fonctionnaires des villages.

Comme il n'y a souvent d'autre limite à ces exigences des gouvernants que les ressources mêmes des contribuables, ceux-ci n'ont d'autre moyen de se défendre que de chercher à dissimuler leurs revenus. Ils n'avouent pas l'importance de la récolte; ils cherchent à en soustraire une partie à la connaissance des percepteurs; plus souvent ils accusent une moindre quantité de terres cultivées qu'il n'y en a en effet dans la réalité; ils falsifient leurs registres publics; ils obtiennent à prix d'argent l'indulgence des percepteurs : c'est une partie des dépenses de l'administration intérieure des villages, etc. Grâce à ces moyens, on parvient à déjouer l'avidité du gouvernement, et c'est ce qui explique comment les propriétaires peuvent encore affermer ou vendre leurs terres et en retirer le prix.

Au milieu de la confusion produite par ces irrégularités, il n'y a souvent pas d'autre moyen de s'entendre sur la quotité de l'impôt à payer par le village que de lui demander ce qu'il a déjà payé dans les années antérieures.

Lorsque les parties ne peuvent pas s'entendre, on a recours à une sorte d'enquête sur les moyens du village. Après avoir estimé les frais de production, laissé de côté une part pour la subsistance des cultivateurs et les dépenses municipales, etc., le gouvernement prend le reste. Comme dernière ressource, et lorsque les moyens amiables ne peuvent réussir, on partage la moisson; mais c'est un expédient si dangereux, que les parties font généralement tout ce qu'elles peuvent pour

n'en pas arriver là. Il n'y a d'exception que dans les localités où l'officier du gouvernement a su gagner la confiance des habitants : alors, au contraire, le partage des moissons est le procédé le plus populaire.

Si la discussion avec les officiers du gouvernement a pour résultat d'imposer aux cultivateurs des charges qu'ils ne peuvent supporter, alors toute la commune abandonne ses terres et son village en refusant tout accommodement. Les officiers publics sont alors contraints de transiger; la force ne produirait rien, et n'aurait d'autre résultat que de chasser à jamais les habitants de leurs foyers.

On pense bien qu'un pareil mode de fixation de l'impôt ne peut être mis en pratique sans que la constitution communale s'en ressente. En général, l'officier du gouvernement a besoin pour ses exactions de l'aide du chef de la commune, et alors il le soutient contre les résistances individuelles; quelquefois aussi il le suspend de ses fonctions, et il les exerce lui-même pendant un temps. Aussi il arrive souvent qu'avec un mauvais gouvernement les priviléges de la commune sont réduits à rien, ou peu s'en faut.

Le gouvernement en affermant l'impôt aggrave souvent lui-même toutes ces causes de souffrances. Dans ce système, le gouvernement confère l'administration des provinces à ceux qui s'engagent par cautionnement à verser annuellement les plus fortes sommes au trésor. Le fermier à son tour divise sa province en plusieurs circonscriptions financières, les sous-loue aux plus forts enchérisseurs et ceux-ci à d'autres, qui s'entendent enfin avec les chefs des villages, en leur permettant de rapiner autant qu'il leur sera possible, pourvu qu'ils payent. Dans ce cas, le défenseur naturel du cultivateur devient son plus cruel oppresseur.

Nous avons dit que le chef du village peut vendre son office; que les familles associées aux priviléges de la commune peuvent vendre leurs droits; le prince lui-même, à qui la loi reconnaît des droits sur une partie des produits de la terre, peut aussi vendre ces droits. Les acquéreurs se trouvent alors purement et simplement substitués à leurs vendeurs.

Ceci nous mène naturellement à la question si controversée de la propriété dans l'Inde : les uns l'attribuent à l'État, les autres aux grands Zémindars, ceux-ci aux familles qui jouissent des droits communaux, ceux-là enfin aux cultivateurs.

Nous verrons que les grands Zémindars ne sont que des personnes substitués à l'une des trois autres classes, qui seules par conséquent nous occuperont.

La propriété territoriale, dans la théorie la plus rigoureuse, donne au propriétaire l'usage perpétuel, exclusif et absolu du sol; il peut user et abuser de sa chose. Or l'État est-il dans cette position selon la loi indoue ?

Il possède un droit exclusif à une partie des produits du sol, mais pas plus. Ce droit est perpétuel, et l'État peut en disposer à son gré, mais il n'a aucune action directe sur le fonds lui-même. S'il s'empare quelquefois du sol pour construire des édifices, des routes, etc., c'est comme magistrat, et alors il doit une indemnité aux expropriés.

Après le prélèvement de la part de l'État, ce qui revient aux familles investies des droits des communaux constitue leur propriété; elles y ont des droits perpétuels, et elles peuvent en disposer à leur gré, mais non pas du fonds. De même, le fermier à titre perpétuel a ce qui reste des produits de la terre, lorsqu'ils ont acquitté la part de l'État et celle des familles investies des droits communaux; c'est là sa propriété, et elle lui appartient à perpétuité; mais là s'arrête son droit, et il ne peut pas disposer du fonds.

Ainsi ni l'État, ni l'individu investi des droits communaux, ni le fermier à titre perpétuel, n'ont un droit absolu sur le sol. Ce qui est donc vrai dans l'Inde, sauf quelques exceptions, c'est que la question à résoudre n'est pas de savoir à qui appartient la propriété dans le sens où nous entendons ce mot

en Europe, mais de savoir quelle est la part du produit due à chacune des parties.

La part de l'État dans les produits de toutes les terres et la rente de celles qui appartiennent au domaine forment de beaucoup la somme la plus considérable du revenu public. Le reste se tire de diverses sources, d'impôts frappés sur les cultivateurs, sur les propriétés urbaines, sur les boutiques, sur le commerce, sur les objets de consommation, sur le transit, etc. La plupart de ces taxes, le droit de transit, par exemple, sont la cause de beaucoup de vexations, et ne rapportent que très-peu de chose pour beaucoup de mal. Ces impôts sont ordinairement levés sur les contribuables par les autorités communales; il en est d'autres, comme les douanes par exemple, qui sont affermés.

Nous avons dit que l'État peut aliéner sa part dans le produit des terres d'un village; de même il aliène souvent et en bloc des espaces considérables de territoire occupés par des communes et des terrains vagues. Mais dans ces deux cas, il ne peut toujours pas aliéner plus que ses droits. Ceux des communes, des fermiers à titre perpétuel, des officiers de village, subsistent après comme avant le transfert. Ces aliénations se font pour payer les troupes et les employés civils, etc., etc. Il en est question dans les lois de Manou, et l'on conçoit que l'État aime mieux entretenir ses troupes par une délégation de ses droits sur une certaine étendue de territoire, plutôt que d'avoir à les payer en argent, surtout dans un pays où l'impôt se paye en nature.

L'art de la guerre a subi des modifications considérables. Au temps de l'invasion de Mahmoud le Ghaznévide, les Indous semblent avoir été capables de concevoir des plans de campagne suivis systématiquement pendant plusieurs saisons. Ce n'étaient déjà plus, comme au temps de Manou, des incursions qui n'avaient que le pillage pour objet et ne duraient que quelques semaines. L'usage de l'artillerie a aussi considérablement changé les conditions de la guerre. Enfin l'introduction des bataillons disciplinés a complétement renouvelé la tactique. Mais laissant de côté ce dernier progrès introduit par les Européens, on doit dire que la discipline actuelle des armées indoues en marche et en bataille n'est pas beaucoup plus avancée qu'au temps de Manou. Aujourd'hui toutefois ils savent choisir leur campement, employer les troupes irrégulières, assurer leurs approvisionnements et couper ceux de l'ennemi avec un talent et une habilité que ne font pas soupçonner les longues prescriptions de leur antique législateur.

L'esprit de générosité et d'humanité qui respire dans les anciennes lois de la guerre a disparu. Cependant, il est juste de dire que dans l'Inde la guerre se fait moins cruellement que dans le reste de l'Asie, et que les Indous s'y montrent plus humains que les Musulmans.

Des campagnes plus longues occupent aux travaux militaires une plus longue période de la vie des hommes. Il y a des chefs mahrattes qui ont passé toute leur vie sur les champs de bataille et qui n'ont pas eu d'autre capitale que leur camp. De ce fait il résulte aussi que la multitude rassemblée autour des camps est hors de toute proportion avec le nombre des combattants. Lorsqu'une armée se met en mouvement, ce n'est en réalité qu'une masse d'hommes confuse, étendue sur un espace de plusieurs lieues en long comme en large, sans compter les partis qui se répandent à droite et à gauche pour fourrager et piller. La masse principale est ici très-épaisse, et là au contraire très-clair-semée. C'est une foule dont les replis entraînent avec eux des chameaux, des éléphants, des cavaliers, des fantassins, des charrettes, des palanquins, des fourgons traînés par des buffles, des bœufs chargés, des portefaix, des femmes, des enfants, des troupeaux d'ânes, de bœufs, de chèvres, de moutons, le tout confondu dans le plus inimaginable désordre, enveloppé d'un épais nuage de poussière qui s'élève jusqu'au ciel et s'aperçoit à plusieurs milles de distance.

Lorsqu'il y a dans une armée de l'infanterie régulière, celle-ci marche en corps ou au moins par régiment. Ensuite vient l'artillerie qui forme une longue ligne incessamment rompue par le mauvais état des routes, par les accidents qui arrivent à chaque instant aux attelages. Quant au reste des troupes, il marche avec les bagages. Deux grands étendards accompagnés de tambours et de cymbales (souvent le tout ensemble est juché sur des éléphants) représentent un corps qui devrait régulièrement se composer de cinq cents chevaux au moins et de cinq mille au plus; mais on ne voit autour d'eux qu'une poignée d'hommes, quelquefois pas plus de cinq ou six. Le reste de cette cavalerie marche à sa fantaisie par groupes isolés, la lance sur l'épaule, causant, riant, chantant.

De temps à autre l'avant-garde s'arrête. C'est le général qui compose avec un village, et essaye d'en obtenir le plus d'argent qu'il est possible, à la condition de ne pas camper sur son territoire. A l'arrière-garde, chacun s'arrête à son gré: celui-ci pour fumer, celui-là pour faire la cuisine, un autre pour dormir.

L'armée dans sa marche fait-elle lever un cerf, un sanglier, une bête féroce, les cris et le bruit redoublent, on met les lances en arrêt; des coups de feu partent de tous les côtés, au grand péril des assistants; les cavaliers mettent l'éperon au ventre de leurs montures et se lancent au milieu de la foule, sans souci de ceux qu'ils renversent sur leur passage et de ce qui peut leur arriver à eux-mêmes.

Et cependant, malgré ce manque d'ordre, une armée indoue est si bien servie par ses troupes légères qu'il est à peu près impossible de la surpendre.

Dans l'histoire des guerres que les Anglais ont faite dans l'Inde, il serait peut-être difficile de citer un seul cas où les bagages d'une armée indoue ont été enlevés. Au contraire, ces masses en apparence si imprévoyantes ont souvent obtenu des avantages importants par la célérité et le mystère de leurs mouvements. Hayder, Tippou-Sahib, les Mahrattes ont souvent surpris des corps d'armée qui se croyaient encore séparés d'eux par de grandes distances. Souvent encore ils ont su passer avec leurs troupes par des chemins qu'on croyait impraticables et sont venus ravager les derrières de généraux qui croyaient les chasser devant eux.

Lorsqu'on arrive au lieu désigné pour le campement, les choses s'arrangent beaucoup mieux et beaucoup plus vite qu'on ne l'aurait attendu de cette foule désordonnée. Des drapeaux plantés en bon lieu pour être aperçus de tout le monde marquent la place de chaque corps, et il ne faut pas beaucoup de temps pour que chacun ait ensuite trouvé la sienne.

Le camp, lorsqu'il est établi, présente un spectacle d'ordre et de confusion à la fois. Les bazars s'allongent en rues régulières, bordées de boutiques de toute espèce, comme dans une ville. L'artillerie et l'infanterie disciplinée sont en bataille. Le reste des gens s'arrange à son gré. Les tentes sont ordinairement blanches; mais il y en a aussi de rouges, de bleues, de vertes ou de ces couleurs mêlées.

Celles des pauvres sont petites et basses, faites de laine noire; quelquefois ce n'est qu'une simple couverture plantée sur trois piquets.

Celles des grands personnages sont splendides, entourées d'une enceinte de toile; les unes sont grandes et élevées; elles servent aux réceptions publiques; les autres, plus petites, ont de doubles murailles d'étoffes, pour mieux les protéger contre la poussière et le vent; celles-là servent d'habitation. Ces diverses tentes sont réunies entre elles par des passages couverts, et l'on y jouit de toutes les commodités qu'on pourrait trouver dans un palais. Une cour mahratte paraît beaucoup mieux à son avantage dans son camp que dans sa capitale; cependant, malgré cette magnificence, il arrive souvent des accidents assez peu agréables : le vent renverse les tentes, et les emporte; la pluie les pénètre, et inonde tout ce qui s'y trouve.

Chaque jour on annonce dans le camp les opérations du lendemain. Ce sont des Fakirs ou des Goseyens qui sont chargés de ce soin ; dans les marches ils font faire les haltes ; et quand, après avoir fait arrêter la colonne, ils commencent à mendier, la vue des drapeaux qui surgissent pour désigner le lieu du campement dispose tout le monde à la générosité.

Les armées sont approvisionnées par des Bendjarras, tribu vouée spécialement au commerce des grains. Les marchands qui suivent toutes les armées vont faire leurs achats dans les villages voisins de la route suivie par l'armée, et viennent revendre leurs pacotilles au camp. En somme, le gouvernement s'embarrasse fort peu de la subsistance des armées, et cependant elles sont presque toujours bien approvisionnés.

Les villages voisins du camp ne peuvent manquer d'être pillés, s'ils ne composent avec les chefs, qui, dans ce cas, leur donnent des gardes. S'il n'y a pas moyen de s'enetndre, les habitants s'enfuient avec tout ce qu'ils peuvent emporter; le reste est pillé; les portes sont brisées et les palissades arrachées pour en faire du bois à brûler. Les pillards creusent la terre pour en retirer les trésors qu'on peut lui avoir confiés ; on écoute le son qu'elle rend sous les pas, pour découvrir les silos où les grains sont enfouis : on la sonde avec des tiges de fer, et on devine à l'odeur si celles-ci ont traversé du grain. Un pareil système a bientôt fait un désert de la plus riche province. Dans les pays souvent traversés par les armées, les villages sont en ruine et inhabités ; les roseaux, les bambous et les jongles ont bientôt tout envahi. Les grandes villes se remplissent de fugitifs ; ordinairement elles échappent au pillage en se rachetant.

Aujourd'hui l'épisode le plus important d'une bataille entre Indous, c'est la canonnade. Ce sont de fort adroits tireurs; et, dans les batailles que les Européens leur ont livrées, il a fallu souvent acheter la victoire par des pertes considérables. Le trait le plus caractéristique de leur tactique, après la guerre d'escarmouche, c'est une charge générale exécutée d'ensemble par toute la cavalerie. Rien n'est plus pittoresque que ce spectacle. Déjà, quand elle part au petit trot, cette mer de cavalerie a quelque chose d'imposant ; mais quand elle se lance au galop, faisant résonner la terre sous les pas des chevaux, faisant briller ses armes, brandissant ses lances, agitant ses bannières au vent, remplissant l'air de clameurs épouvantables, c'est un tableau dont la grandeur surpasse tout ce que l'imagination peut inventer.

La cavalerie charge l'ennemi en tête et sur les flancs à la fois ; l'habileté avec laquelle les cavaliers indous savent exécuter cette manœuvre leur a souvent mérité l'admiration des officiers européens. Ils semblent se précipiter à toute bride sur le front de leurs adversaires; mais tout à coup une partie d'entre eux se détourne et se lance sur les flancs de l'ennemi, avant même qu'on ait eu le temps de soupçonner son projet. Ces charges, quoique imposantes, sont sans effet sur des troupes régulières, à moins qu'elles ne se laissent surprendre, ou que leurs rangs n'aient d'abord été éclaircis par le canon.

La cavalerie est souvent entretenue par des assignations sur les rentes des terres appartenant au gouvernement, ou sur une partie des impôts des provinces. Le plus souvent elle est payée directement par le trésor public, soit que les chefs reçoivent une certaine somme pour entretenir un nombre d'hommes déterminé, soit que chaque cavalier reçoive sa paye, et dans ce cas les troupes de cavalerie se composent généralement de beaux hommes, bien montés et capables d'un bon service. Quelques corps sont montés sur des chevaux qui appartiennent au gouvernement, et ces corps, bien que composés en général d'hommes des castes inférieures, sont ordinairement les plus disciplinés et les meilleurs de l'armée.

Aujourd'hui les meilleurs soldats d'infanterie sont les mercenaires des vallées du Gange et de la Djamma, les Sindis, et surtout les Arabes, qui sont

incomparablement supérieurs à tous les autres Asiatiques par leur courage, leur discipline et leur fidélité.

L'art d'attaquer les places a probablement fait très-peu de progrès depuis le temps de Manou; un blocus, une surprise, une sortie malheureuse terminent plus souvent les siéges que les assauts réguliers.

### § III. Changements survenus dans la jurisprudence.

Le code de Manou est toujours la base de la jurisprudence indienne, et on peut dire qu'en somme il subsiste sans altération dans ses parties principales jusqu'aujourd'hui. Cependant les divers ouvrages d'écrivains qui se sont fait accepter comme inspirés par la Divinité, et les nombreux commentaires de personnes jouissant d'une moindre autorité, comme aussi les additions rendues nécessaires par le cours du temps, ont introduit des modifications assez considérables dans la loi écrite, et ont produit diverses écoles qui se partagent le monde indien.

Dans toutes ces écoles c'est le texte de Manou qui sert de point de départ; mais il y est interprété suivant les leçons des divers commentateurs, et la jurisprudence ainsi formée a été rédigée en codes nouveaux dont l'autorité guide les diverses écoles. Le Bengal a ainsi son école particulière de jurisconsultes, et quoique les autres parties de l'Inde soient d'accord entre elles et avec lui sur le fond général de la doctrine, il faut cependant y reconnaître au moins quatre écoles différentes : celles du Mithila (nord du pays de Béhar), de Bénarès, du Maharashtra (pays des Mahrattes), et enfin celle du Drâvida ou du midi de la péninsule.

Toutes ces écoles sont unanimes pour prohiber les mariages mixtes entre gens de castes différentes, et ne reconnaissent pas toutes les espèces de fils acceptés dans la loi de Manou; elles ne reconnaissent que les fils du sang ou adoptifs. Quelques-unes cependant admettent une espèce d'adoption dont Manou ne parle pas. La veuve, en vertu d'instructions réelles ou supposées de son mari, a le droit d'adopter pour lui après sa mort. Quelques écoles reconnaissent même ce droit à la veuve, indépendamment de toute autorisation du défunt.

Toutes les écoles vont également plus loin que Manou pour assurer aux fils le partage égal des biens de la famille. Pour la plupart elles refusent au père le droit d'aliéner la propriété qu'il tient de ses ancêtres, à moins d'y être d'abord autorisé par ses fils, et d'avoir ensuite pourvu à leurs moyens de subsistance. Toutes prohibent le partage arbitraire des biens qui sont venus au père par héritage; et même le partage arbitraire des biens qui ont été acquis par le travail du père lui-même. L'école du Drâvida reconnaît exactement aux fils les mêmes droits qu'au père sur les biens de la famille; le père n'est qu'usufruitier.

Toutes, excepté au Bengal et dans certains cas seulement, n'admettent aucune espèce de testament.

Aujourd'hui la loi entre sur tous les sujets dans beaucoup plus de détails qu'au temps de Manou. La propriété immobilière y occupe une large place; les rapports entre le propriétaire et le fermier sont partout définis et réglés avec soin.

Il est permis de se faire représenter devant les tribunaux par des hommes de loi; la procédure est déterminée avec une sagesse dont sir William Jones fait le plus grand éloge.

La loi reconnaît diverses formes d'arbitrage, et quoique les principaux éléments de l'ancien système subsistent toujours, on voit cependant que la loi a été considérablement modifiée dans les temps modernes; la procédure est plus rationnelle, elle prévoit un plus grand nombre de cas que ne faisait le premier code.

Cependant, à tout prendre, les améliorations introduites ne prouvent pas une sagesse comparative digne du premier législateur; la jurisprudence actuelle des Indous n'a pas sur celle des autres peuples asiatiques la supériorité

qui la distinguait au temps de Manou de toutes les législations contemporaines.

Il s'est pratiqué aussi dans le silence et sans altérer aucunement le texte de la loi primitive, des changements importants. Ainsi, par exemple, la loi permet toujours les huit modes de mariage de Manou; mais de fait celui qui est le plus conforme à la raison, celui que suivent toutes les nations, est le seul pratiqué.

La loi criminelle, qui subsiste encore dans sa barbarie primitive, est, et probablement à cause de cela même, tombée en désuétude. Elle a été remplacée par une sorte de droit coutumier ou plus souvent encore par l'arbitraire des magistrats.

L'administration régulière de la justice dispensée par des tribunaux permanents, ainsi que l'ordonne positivement la loi de Manoū, n'est plus une obligation aujourd'hui pour la presque totalité des gouvernements indous. A ces tribunaux primitifs il a été presque partout substitué des commissions nommées au gré du prince, composées *le plus* souvent de personnes à la dévotion des courtisans. Les tribunaux sont en partie remplacés par des commissions d'arbitres, nommées *Pentchayets*, qui tiennent quelquefois leurs pouvoirs du gouvernement, et terminent ordinairement les discussions par un accord amiable entre les parties. En général, il n'y a pas à douter qu'aujourd'hui la justice est beaucoup plus mal administrée dans les États indous qu'elle ne l'était probablement au temps de Manou, et certainement dans les siècles historiques.

Indépendamment des modifications qui ont été introduites dans la loi de Manou, on peut aussi observer aujourd'hui *dans l'Inde* un grand nombre de coutumes locales dont il n'est pas question dans le livre sacré.

La plupart mériteraient à peine d'être mentionnées, mais il en est aussi de très-importantes et dont il serait curieux d'étudier l'histoire, car ce sont sans doute des traditions des âges antérieurs qui ont persisté après l'introduction des lois de Manou et la conquête des Brahmanes. La plus singulière de ces coutumes locales est peut-être celle des Naïrs du Malabar, chez lesquels une femme mariée peut légalement se livrer à tous les hommes d'une caste égale ou supérieure à la sienne. Aussi l'incertitude de la paternité est-elle si grande chez eux que l'héritier légitime d'un homme n'est pas son fils, mais celui de sa sœur.

### §. IV État actuel de la religion.

Les changements les plus importants qu'a subis la religion depuis le temps de Manou sont :

L'oubli du principe du monothéisme;

L'abandon de quelques dieux, et l'introduction de certains autres dans le panthéon indou;

L'adoration d'hommes déifiés;

L'apparition ou du moins le grand développement des sectes, et la tendance à exalter quelques dieux en négligeant les autres;

La doctrine qui enseigne que la foi dans un certain dieu est plus efficace que la contemplation, l'observance de la loi et les bonnes œuvres;

L'usage d'un nouveau rituel substitué aux Védas, et la suprématie religieuse acquise par les ordres monastiques.

Il n'y a pas de pays sur la terre où la religion joue un aussi grand rôle apparent que dans l'Inde. Chaque ville, chaque village a ses temples de toutes les espèces, depuis la niche qui abrite à peine son idole jusqu'à la pagode aux tours élevées, aux cours spacieuses, aux longues colonnades. Dans tous ces lieux on voit toujours des foules d'adorateurs, qui viennent couvrir l'image sainte de guirlandes, qui lui offrent des fleurs et des fruits. Les bords de la rivière ou du grand réservoir, creusé de mains d'homme, près desquels le temple s'élève, sont couverts de nobles escaliers aux marches gigantesques qui descendent jusque dans l'eau. Dès le point du jour ces gradins sont couverts d'une foule empressée qui vient y faire

ses ablutions. Dans la journée, le temple retentit des chants des fidèles; l'œil du curieux s'y promène avec plaisir sur de gracieux groupes de femmes, aux longs habits, qui viennent apporter leurs offrandes à la divinité du lieu. Dans les rues on voit circuler des troupes de Brahmanes au maintien grave et sévère. Souvent de nombreuses processions les traversent au bruit des tambours et de la musique. Elles traînent après elles des images portées sous des dais, des chariots grands comme des montagnes, représentant des temples fameux; et, quoique la matière première de toutes ces décorations ne soit que des plus simples, elles sont cependant exécutées avec goût; elles donnent à la scène une apparence grandiose, imposante.

Loin des villes, dans les lieux déserts, on trouve toujours des temples, sur les bords d'une rivière, dans une vallée profonde et retirée, sur le sommet d'une colline. Dans les forêts les plus sauvages, une pierre peinte en vermillon, une guirlande qui pend aux branches d'un arbre, un petit drapeau qui se détache sur son feuillage, avertissent le voyageur de la sainteté du lieu.

Sur les routes on rencontre des troupes de religieux mendiants et de pèlerins, les mendiants distingués par le costume de leur ordre, les pèlerins portant quelque symbole du dieu dont ils vont visiter le sanctuaire et chantant son nom ou des hymnes en son honneur, toutes les fois qu'ils rencontrent des voyageurs. Les innombrables fêtes qui se succèdent dans l'année sont toujours célébrées par les princes avec beaucoup de pompe et de dépenses; c'est une occasion pour les riches de montrer leur opulence; et, jusqu'aux plus pauvres, tout le monde se met en habits de fête et fait éclater sa joie.

Les fréquentes réunions qui sont indiquées pour les jours de fête consacrés à de certaines divinités sont surtout suivies par les gens des classes inférieures; ils y arrivent en foule : on en voit quelquefois qui viennent de très-grandes distances.

Quoique la religion, présentée sous des formes si frappantes, n'entre pas en réalité dans toutes les scènes dont elle est le prétexte, elle exerce cependant encore une influence prodigieuse sur le peuple; et, sous ce rapport, elle n'a rien perdu de sa puissance.

Mais les objets de l'adoration des fidèles ne sont plus aujourd'hui ce qu'ils étaient dans le principe.

Le monothéisme, enseigné par les Védas comme la vraie foi dans laquelle toutes les autres formes sont comprises, a été supplanté par un système de polythéisme et d'idolâtrie grossière : s'il n'est pas complétement oublié, il n'y a cependant plus personne qui y songe sérieusement, excepté les philosophes et les théologiens.

Les sectateurs des Védas, quoiqu'ils se soient élevés jusqu'à une certaine connaissance du caractère réel de la Divinité, quoiqu'ils fussent désireux de répandre leurs doctrines, n'osèrent pas contrarier les croyances populaires. Animés par leur respect caractéristique pour les traditions immémoriales, ou peut-être n'osant pas entrer en conflit avec les intérêts des prêtres, que les Brahmanes les plus éclairés ont toujours ménagés, ils laissèrent le peuple s'égarer dans l'adoration d'une foule de dieux, que, par une transaction de leur conscience, ils voulaient bien regarder chacun comme autant de formes ou de symboles du vrai Dieu. Les conséquences furent celles qu'on devait attendre de l'infirmité de la nature humaine : toute la partie matérielle de la religion prévalut sur la partie spiritualiste; l'ancien polythéisme conserva ou plutôt gagna du terrain : il se pervertit encore par l'introduction dans le panthéon indien de héros déifiés qui ont fini par prendre la place des dieux, dont ils tiraient eux-mêmes leur caractère divin.

Le livre saint de cette nouvelle religion, ce sont les Pourânas. On en compte dix-huit, attribués tous à Vyâsa, le compilateur des Védas, mais en réalité écrits par plusieurs auteurs qui ont vécu du huitième au seizième siècle de notre ère. Ils contiennent des théo-

gonies, des histoires de la création, des spéculations philosophiques, des instructions pour les cérémonies religieuses, des généalogies, des fragments d'histoire, et d'innombrables légendes relatives aux dieux, aux héros, aux sages. La plupart des Pourânas sont écrits dans l'intérêt de sectes différentes, de sorte qu'ils ne forment pas un corps de doctrine unitaire. Néanmoins, ils sont tous acceptés comme autorité irrécusable; et, comme ils sont la véritable source d'où est sortie la religion actuelle des Indous, nous ne devrons pas nous étonner de les voir pleins de contradictions et d'anomalies.

Les Indous, avons-nous dit, ont encore l'idée de l'existence d'un être suprême, d'où toutes les créatures tirent leur origine, ou plutôt de la substance duquel elles sont composées; car, suivant la croyance des temps modernes, l'univers et la divinité ne sont qu'une seule et même chose. Cependant la dévotion des Indiens se répand sur une multitude de dieux et de déesses dont il est impossible de savoir le nombre. Quelques écrivains, avec l'exagération ordinaire aux Indous, en fixent le chiffre à trois cent trente millions. Toutefois la plupart de ces divinités ne sont que des anges attachés au service de chacun des cieux de leur mythologie, ou des esprits qui n'ont pas de noms particuliers et que l'on compte par millions.

Cependant les dix-sept dieux dont nous allons donner les noms sont les principaux, et peut-être les seuls qui soient universellement reconnus comme exerçant des fonctions distinctes et divines, et par conséquent ayant droit aux adorations des mortels.

1. Brahma, le principe créateur;
2. Vishnou, le principe conservateur;
3. Siva, le principe destructeur;

Chacun de ces dieux a sa déesse qui est représentée mythologiquement comme sa femme, et métaphysiquement comme la puissance qui développe le principe représenté par chaque membre de la trinité. Ce sont :

4. Saraswatî;
5. Lakchmî;
6. Parvatî, ou Dévî, ou Bhâvanî, ou Dourga;
7. Indra, dieu de l'air;
8. Varouna, dieu des eaux;
9. Pâvana, dieu du vent;
10. Agni, dieu du feu;
11. Yama, dieu des régions infernales et juge des morts;
12. Couvera, dieu des richesses;
13. Cârtikeia, dieu de la guerre;
14. Câma, dieu de l'amour;
15. Sourya, le soleil;
16. Sôma, la lune;
17. Gânesa, le dieu qui éloigne les obstacles, qui préside comme tel aux portes de tous les édifices, et qu'on invoque au début de toutes les entreprises.

A ces divinités on pourrait ajouter les planètes et la plupart des fleuves sacrés, tels que le Gange adoré sous la forme d'une déesse et l'objet d'un culte enthousiaste.

Les trois premiers de ces dieux, Brahma, Vishnou et Siva, forment la célèbre trinité indoue. Le caractère spécial particulier de chacun d'eux est facile à reconnaître; mais leur unité supposée ne peut guère se conclure que de la maxime générale des Indous orthodoxes, par laquelle toutes les divinités ne sont que les formes diverses d'un être suprême et un.

*Brahma.* — Brahma, quoiqu'il semble avoir eu jadis une sorte de prééminence sur les autres, et qu'il soit le seul mentionné par Manou, n'a jamais vu son culte très-florissant; il n'a plus qu'un temple dans l'Inde, et s'il est invoqué dans les prières de chaque jour, il compte très-peu d'adorateurs voués spécialement à ses autels.

Son épouse Saraswatî, la déesse de la science et de l'éloquence, n'est pas aussi complétement oubliée que lui.

Il en est tout autrement de Vishnou et de Siva. C'est à ces dieux ou à leurs incarnations que s'adressent surtout les sentiments religieux des Indous. Chacun d'eux a ses sectateurs qui réclament hautement pour lui la suprématie.

*Siva.* Voici la peinture que les Pourânas tracent de Siva : « Il erre entouré d'une légion de démons et d'esprits, ivre, nu, les cheveux épars, couvert des cen-

dres des bûchers funèbres, paré d'ossements et de crânes humains, quelquefois riant et quelquefois criant. Les images du dieu sont parfaitement en rapport avec cette description lugubre; il est représenté avec trois yeux, armé d'un trident. Quelquefois il a les cheveux ramassés à la mode des ordres mendiants, assis dans l'attitude d'une contemplation profonde. Ce détail répond parfaitement à ce que disent de lui ses légendes, qu'il est toujours absorbé dans la méditation, et qu'il consume du feu de ses regards ceux qui osent le troubler. Mais quoique toutes ces images s'accordent avec son caractère de dieu de la destruction, le seul emblème sous lequel il est adoré exprime de la façon la plus significative que la destruction ou la mort n'est, aux yeux des Indous, qu'un mode de régénération.

C'est le symbole du principe créateur tel que celui dont les anciens ont orné leurs temples avec tant de profusion; seulement dans les temples indous ce n'est qu'un petit cylindre de pierre qui ne rappelle que d'assez loin l'objet qu'il doit représenter. On offre à Siva des sacrifices sanglants, et c'est en son honneur ou en celui de son épouse qu'on voit tant de gens, à de certains jours de fêtes, s'infliger volontairement d'horribles tortures. Dans ces occasions, les uns s'ouvrent les jambes, les autres se percent la langue avec des couteaux et suivent les processions du dieu avec des épées ou des flèches plantées dans leurs blessures ouvertes; ceux-ci se promènent avec des serpents vivants qui lèchent le sang dont ils sont couverts, ceux-là se font enlever en l'air par un crochet de fer enfoncé dans leur eau, puis ils se font balancer au bout d'une corde à des hauteurs effrayantes, d'où ils ne retomberaient que broyés dans leur chute, si leur chair venait à céder.

Siva s'occupe peu des affaires du monde, et dans le système actuel des Indous, il n'y a pas de dieu chargé spécialement du gouvernement de l'univers; l'Être suprême, de la substance duquel il est formé, ne s'en inquiète pas. Cependant l'opinion du vulgaire est plus rationnelle que celle de ceux qui l'enseignent : il mêle, et peut-être sans en avoir consience, l'idée de l'Être suprême avec celle de la divinité qui attire plus spécialement ses adorations; il lui attribue un contrôle sur les actions des hommes. Il croit qu'elle récompense les bons et punit les méchants dans ce monde et dans l'autre.

Le ciel de Siva est au milieu des neiges et des glaciers éternels du Keila, un des sommets les plus élevés de l'Himalayah.

*Dévi ou Bhavâni.* — Dévi ou Bhavâni, l'épouse de Siva, compte au moins autant d'adorateurs que le terrible dieu, et on la décrit sous des couleurs encore plus effrayantes, même dans le midi de l'Inde, où on la voit ordinairement sous un aspect moins cruel. Elle est représentée sous la forme d'une belle femme montée sur un tigre, mais dans une attitude fière et menaçante, comme prête à s'élancer au combat contre ces géants dont la défaite motiva ses incarnations. Sous une autre forme qu'on voit partout, et principalement dans le Bengal, c'est une femme à la peau noire, au visage hideux et terrible, dégouttante de sang, enlacée de serpents qui lui font avec des crânes humains un horrible collier; c'est une furie plutôt qu'une déesse. Les formes de son culte sont en rapport parfait avec ce caractère. Jadis on lui offrait des sacrifices humains, et aujourd'hui encore on croit qu'elle se repaît voluptueusement dans le carnage des victimes égorgées sur ses autels. Dans son temple près de Calcutta on lui immole plus de mille chèvres par mois; à Bindabâshni, où les derniers rameaux des monts Vindhya se rapprochent du Gange, les prêtres de la cruelle déesse disent avec orgueil que le sang répandu sur ses autels n'a jamais le temps d'y sécher.

Sous d'autres rapports, le culte de Dévi ne diffère pas de celui des autres dieux, mais quelquefois il prend une forme qui a attiré bien des reproches à la religion des Indous. Je veux parler de ces orgies secrètes qui ont tant occupé les missionnaires, et dont malheureusement personne n'a jamais

osé nier l'existence. Dans ces horribles fêtes, une secte des adorateurs de Dévi, composée surtout de Brahmanes, mais non pas exclusivement, car dans cette secte toutes les castes sont abolies, se réunit pendant la nuit, hommes et femmes, se livre aux plaisirs de la table, s'enivre, et s'abandonne aux excès les plus honteux. C'est d'autant plus odieux que c'est la religion qui sert de prétexte à ces orgies; mais heureusement il est probable qu'elles sont assez rares, et s'accomplissent toujours dans le plus profond mystère. On n'ose d'ailleurs pas avouer qu'on fait partie de cette secte infâme, et elle est regardée avec horreur et mépris par tous les Indous orthodoxes. Outre ces sectaires, et même sans appartenir au culte de Dévi, il y a parmi les ordres mendiants un certain nombre qui se placent au-dessus de toutes les lois et croient pouvoir se livrer à toutes leurs passions sans commettre de péchés. Ces gens-là aussi ne contribuent pas peu à faire voir la religion des Indous sous un jour fâcheux, et on ne peut nier qu'ils ne mêlent le plus souvent des idées de licence et de sensualisme à toutes les parties de leur mythologie; mais ordinairement cela ne sort pas de leurs chants, de leurs livres, de leurs temples, de leurs fêtes que tout le monde ne peut pas étudier. Un étranger peut vivre au milieu d'eux pendant des années, et même assister à la plupart de leurs cérémonies religieuses, sans y rien voir d'indécent, car les idées indoues en fait de décorum, surtout au point de vue des rapports des sexes, sont portées à un point de sévérité qui semble souvent aux Européens passer les bornes de la raison.

*Vishnou*. Il est ordinairement représenté sous la forme d'un doux et beau jeune homme d'une couleur d'azur et vêtu comme un roi des anciens temps. Il est aussi représenté très-souvent sous l'une des formes de ses dix incarnations principales que nous allons raconter brièvement, pour donner un échantillon du génie inventif des Indous en fait de fiction.

Dans la première, il prit la forme d'un poisson pour sauver les Védas emportés par un démon dans le déluge. Dans la seconde, il se transforma en sanglier, et avec ses défenses il repêcha le monde qui était tombé au fond de l'Océan. Dans la troisième, sous la forme d'une tortue, il porta le poids d'une montagne fameuse dans les légendes indoues. La quatrième incarnation de Vishnou fut motivée par des raisons un peu plus en rapport avec les affaires humaines. Un tyran infidèle voulait mettre son fils à mort pour le punir de la foi qu'il avait dans Vishnou. Dans la dernière entrevue qu'il devait avoir avec le malheureux jeune homme, le tyran, pour se moquer de la prétendue ubiquité du dieu, demanda à sa victime s'il se trouvait aussi dans une des colonnes de la salle où ils étaient. Le fils répondit par l'affirmative, et le roi furieux allait ordonner son exécution, lorsque Vishnou, sous la forme d'un homme à tête de lion, sortit aussitôt de la colonne, et mit le père cruel en pièces. L'histoire de la cinquième incarnation est peut-être plus curieuse encore. Un roi par ses sacrifices et ses austérités avait acquis une telle puissance sur les dieux, qu'ils avaient été obligés de lui abandonner la terre et la mer et qu'ils attendaient avec terreur son dernier sacrifice, qui devait lui donner la possession du ciel. Dans ces circonstances, Vichnou alla trouver ce conquérant d'un nouveau genre sous la forme d'un nain, et il lui demanda autant de terre qu'il pourrait en mesurer en trois pas. Le roi, riant de sa petite taille, lui accorda sa requête; mais alors du premier bond Vishnou traversa la terre, du second l'océan, et alors, ne trouvant plus d'espace pour le troisième pas qui lui était accordé, il remit sa promesse au roi, à la condition qu'il descendrait aux régions infernales.

Dans sa sixième incarnation, Vishnou se présenta sous la forme de Paris Râm, héros brahmane, qui fit la guerre aux Kchatryas ou caste militaire, et l'extermina. Dans sa septième

incarnation, il se montra sous la forme de Râma; dans la huitième, sous celle de Bella Râma, héros qui délivra la terre des géants. Dans sa neuvième incarnation, il se produisit comme Bouddha, auteur d'une fausse religion; il prit cette forme pour tromper les ennemis des dieux. Cette légende est évidemment destinée à ravaler le bouddhisme, le rival des Brahmanes. La dixième incarnation est encore à venir.

Mais toutes les autres incarnations de Vishnou ont été mises dans l'ombre par celles de Râma et de Crishna, qui non-seulement ont éclipsé, au moins dans l'Inde, leur père Vishnou, mais ont substitué leur culte à celui des dieux antiques et même de tous les autres dieux, excepté Siva, Sourya et Gânesa.

*Râma.* — Râma, identifié avec Vishnou par la superstition de ses adorateurs etait un roi d'Oude, et c'est dans les traditions indoues presque le seul personnage dont les actes présentent quelque caractère historique. Il commença, dit-on, par être exclu du trône paternel et passa nombre d'années dans la retraite religieuse au milieu des forêts. Son épouse, la reine Sîta, ayant été enlevée par le géant Râvana, il se mit en campagne pour la délivrer, conduisit son armée dans le Deccan, pénétra jusque dans l'île de Ceylan, dont Râvana était le roi, et reconquit Sîta après une victoire complète sur son ravisseur. Dans cette expédition il eut pour alliés une armée de singes, commandés par Hanoumân, dont on voit souvent l'image dans les temples, et qui est adoré dans le Deccan au moins autant que Râma ou aucun autre dieu. Cependant la fin de Râma fut malheureuse, car ayant par son imprudence causé la mort de son frère Lachman, qui avait été le fidèle compagnon de ses dangers et de ses victoires, il se jeta de désespoir dans un fleuve; mais ce fut, au dire des Indous, pour être réuni à la divinité. Toutefois il conserve encore son existence individuelle, comme le prouve le culte particulier dont il est l'objet. Râma est toujours représenté sous la forme humaine et il est l'objet d'adorations presque universelles.

*Crishna.* — Cependant Râma est encore loin d'avoir la popularité accordée à un autre mortel déifié, Crishna, qui n'est pas compris dans les dix grandes incarnations de Vishnou, et dont l'histoire est beaucoup moins héroïque comme roi et comme conquérant. Né de la famille royale de Matha sur la Djamna, il fut élevé par un berger du voisinage qui parvint à le soustraire aux cruautés d'un tyran armé contre lui. Cette période de son existence semble être celle qui a fait le plus d'impression sur l'esprit des Indous, qui ne se lassent jamais de raconter les bizarres exploits de son enfance, comment il volait dans l'air, détruisait les serpents, etc. Il y a même une secte très-nombreuse qui l'adore sous la forme d'un enfant, comme le créateur et le régulateur suprême de l'univers. Crishna n'excite pas moins comme jeune homme l'enthousiasme de ses adoratrices, elles ne cessent de célébrer sa jeunesse passée au milieu des *Gopis,* nymphes à qui le lait est consacré, dansant, chassant et jouant de la flûte, captivant les cœurs de toutes ses agrestes compagnes et même des princesses de l'Indoustan qui avaient entendu parler de sa beauté. Dans son âge mûr il mena à bonne fin d'innombrables aventures, entre autres il vainquit le tyran qui retenait son héritage et remonta sur son trône; puis, à son tour pressé par des ennemis étrangers, il fut obligé d'aller se fixer à Dwârika dans le Gouzerat. Ensuite il prit parti pour la famille des Pandous dans la guerre où ils disputèrent aux Courous la souveraineté d'Hastinapour, ville qu'on suppose avoir existé au nord-est de Delhi, et à environ quarante milles du lieu où le Gange entre dans l'Indoustan.

Cette guerre est le sujet du grand poëme héroïque des Indous, le Maha-Bharata, dont Crishna est le véritable héros. Elle se termina par la victoire des Pandous et le retour de Crishna dans sa capitale du Gouzerat. Comme Râma il eut une mort malheureuse;

car, impliqué bientôt après sa victoire dans de cruelles discordes civiles, il mourut frappé d'un coup de flèche par un chasseur qui tira sur lui dans un buisson, croyant tirer sur une pièce de gibier.

Crishna est le plus populaire des dieux indous.

Parmi les fidèles qui adorent Vishnou exclusivement à tous les autres dieux, il y a une secte dont le culte ne s'adresse qu'à Râma; mais, bien que composée d'une classe importante, bien que comprenant une foule considérable d'ascétiques et presque les plus hardis spéculateurs sur les matières religieuses, elle ne peut se comparer ni pour le nombre, ni pour la popularité, à la secte vishnouvite qui s'est vouée exclusivement au culte de Crishna.

Cette secte comprend tous les hommes riches et sensuels, presque toutes les femmes, et en réalité la majorité des Indous de presque toutes les classes de la société.

La plupart des adorateurs de Crishna affirment qu'il n'est pas une incarnation de Vishnou, mais Vishnou lui-même, Vishnou, le créateur éternel, et existant par lui-même, de l'univers.

Telles sont les principales manifestations de Vishnou; mais ses incarnations ou émanations, en ne comptant que celles qui sont mentionnées dans les livres, sont innombrables : que serait-ce s'il fallait tenir compte de toutes celles où on le fait comparaître sous la forme de quelque saint ou héros local, dont ses admirateurs ont voulu faire un dieu?

On prend d'ailleurs la même liberté avec les autres dieux. On leur prête des incarnations infinies. Candoba, la grande divinité des Mahrattes, qu'on représente sous la forme d'un cavalier armé, est une incarnation de Siva.

La famille brahmane de Chinchar, près Souna, qui jouit du singulier privilége de posséder un dieu héréditaire parmi ses membres, prétend tirer son droit d'une incarnation ou émanation de Gânesa.

Les villages mêmes ont des divinités locales qui sont des émanations de Vishnou ou de Siva ou des déesses leurs épouses. Mais toutes ces incarnations sont insignifiantes, comparées aux grandes incarnations de Vishnou, surtout à ses incarnations dans les personnages de Râma et de Crishna.

Lakchmî est l'épouse de Vishnou; elle n'a pas de temple, mais, comme elle est la déesse de l'abondance et de la fortune, il n'y a pas à craindre de voir tomber son culte dans l'oubli.

Des autres dieux, Gânésa et Sourya (le soleil) sont ceux qui sont le plus honorés.

Tous deux ils ont des adorateurs qui les préfèrent à tous les autres dieux; tous deux ils ont des temples et un culte particulier. Gânésa a probablement dans le Deccan plus de temples qu'aucun autre dieu, excepté cependant Siva.

Sourya est représenté dans un char, la tête entourée de rayons.

Gânésa ou Ganpatti est représenté sous la figure d'un homme très-corpulent, avec une tête et une trompe d'éléphant.

Aucun des neuf autres dieux dont nous avons donné les noms n'a aujourd'hui de temples particuliers, bien qu'il soit très-probable que jadis ils en ont eu. Les uns ont une fête annuelle pour laquelle on leur fait une statue, qu'on adore pendant toute la journée et qu'on jette le lendemain à la rivière; d'autres ne figurent jamais que dans les prières. Indra, en particulier, semble avoir jadis occupé dans les sentiments religieux des Indous une beaucoup plus grande place qu'aujourd'hui; on l'appelait le roi du ciel et des dieux; sir William Jones l'a considéré comme le Jupiter des Indous; aujourd'hui on n'en entend presque plus parler.

Câma, le dieu de l'amour, a subi un semblable destin: c'est la plus charmante des divinités indoues, c'est celle que les Européens accepteraient le plus volontiers comme réelle. Doué d'une éternelle jeunesse et d'une incomparable beauté, il exerce son empire sur les dieux et les hommes. Bra-

hma, Vishnou, et même le terrible Siva, ont senti les traits de son arc de fleurs; ils ont eu le sein percé de ses flèches. Les temples, les grottes qui lui sont consacrés, jouent un grand rôle dans les légendes, les poëmes et les drames de l'antiquité; mais aujourd'hui il est tout aussi négligé que les neuf autres, sauf cependant Yâma, qui, en sa qualité de juge des morts, est encore un objet de respect et de terreur.

Chacun de ces dieux a son ciel séparé et ses serviteurs particuliers. Ce sont des palais d'inénarrables félicités, tout brillants d'or et de joyaux.

Le ciel d'Indra est celui de tous qui a été le plus souvent décrit. Outre ses palais d'or ornés de pierres précieuses, il est embelli de frais ruisseaux, de grottes, de jardins toujours en fleurs, parfumé par les exhalaisons d'un arbre céleste qui croît au centre, et le remplit tout entier de ses senteurs aromatiques. Il est illuminé par une lumière mille fois plus brillante que celle du soleil; il est habité par les Apsaras et les Gandarvas ( nymphes et chanteurs célestes ). Des génies de plusieurs espèces sont consacrés au service de ses heureux habitants, qui passent leur temps dans les chants, les danses et les plaisirs de toute espèce.

*Bons et méchants esprits*. Outre les anges et les bons génies qui habitent les différents cieux, il y a encore diverses espèces d'esprits mêlés au reste de la création :

Les Asouras, parents des dieux, déshérités et précipités dans les ténèbres, mais luttant toujours contre leurs rivaux, et fort semblables aux Titans de la mythologie grecque.

Les Deïtyas, autre espèce de démons assez nombreux pour avoir levé des armées et fait la guerre aux dieux.

Les Râkshasas, êtres gigantesques et malfaisants. Les Pisâchas, méchants aussi, mais moins puissants. Les Bhouras, mauvais esprits du dernier ordre, assez semblables aux fantômes et vampires des croyances populaires de l'Europe, mais dont l'existence est acceptée dans l'Inde par les hommes de tous les rangs et de tous les âges.

Il faut encore compter dans cette nomenclature une espèce de divinités très-nombreuses, quoique leur existence ne soit reconnue que dans des sphères très-limitées, et quoique les Brahmanes contestent souvent la légitimité du culte qui leur est rendu. Ce sont les dieux des villages; chacun en adore deux ou trois comme ses patrons spéciaux, et quelquefois aussi comme ses persécuteurs obstinés. Ce sont en quelque sorte les Pénates et les dieux Lares des Romains. Les esprits de personnes décédées qui ont, à un titre quelconque, attiré l'attention du voisinage pendant leur vie, jouissent souvent de cet honneur.

Un trait assez extraordinaire de la religion des Indous (mais elle n'est pas la seule à qui il appartienne), c'est que les dieux n'ont qu'une existence limitée. A la fin d'un cycle, d'une durée prodigieuse il est vrai, l'univers cesse d'exister ; la Trinité et les autres dieux inférieurs perdent leur existence, et la Grande Cause Première reste seule dans l'espace infini. Après un certain laps de siècles, elle exerce de nouveau son pouvoir, et toute la création, avec ses êtres humains et divins, renaît à la vie.

On a de la peine à croire que des fables grossières et puériles comme celles dont nous avons parlé ne sont pas les restes des temps barbares; cependans la divine origine du christianisme n'a pas empêché qu'après le déclin des lumières, qui suivit l'invasion des barbares, il n'ait aussi été mêlé de superstitions extraordinaires; aussi doit-on croire, avec les orientalistes les plus compétents, que le système des Indous, autrefois beaucoup plus pur, est tombé dans l'état où nous le voyons, par suite de la décadence de toutes les branches de l'activité intellectuelle.

Nous nous sommes abstenu de comparer le système religieux des Indous à la religion d'aucun autre peuple: les savants réussiront peut-être à trouver la loi de ses rapports avec la mythologie de la Grèce ou de l'Égypte,

mais c'est un travail qui est encore à faire.

Il nous reste maintenant à parler de la croyance des Indous à la vie future. Leur doctrine, c'est, comme on sait, la transmigration des âmes; mais il ne faut pas oublier qu'ils croient aussi qu'entre leurs divers modes d'existence ils iront, suivant leurs mérites, jouir de milliers d'années de bonheur dans leurs cieux, ou souffrir d'aussi longs tourments dans quelqu'un de leurs enfers, encore plus nombreux que les sphères célestes. Cependant remarquons que l'espérance n'est jamais enlevée à personne: le plus grand coupable, après avoir racheté ses crimes par des siècles de souffrances, par de longues transmigrations, peut à son tour monter dans l'échelle des êtres, entrer dans le ciel, et même aspirer à la plus grande récompense que les bons puissent espérer, l'absorption dans le sein de Dieu.

Les descriptions du bonheur ou des tourments de la vie future sont animées et poétiques. Les bons, aussitôt qu'ils ont dépouillé leur corps mortel, comparaissent devant Yama; ils sont conduits en sa présence par des chemins délicieux, ombragés par des arbres parfumés, arrosés par des ruisseaux tout couverts de lotus. Dans ce riant voyage des pluies de fleurs tombent sur eux, l'air retentit des hymnes des bienheureux, et du chant encore plus mélodieux des anges. Les méchants, au contraire, sont conduits par des sentiers étroits et ténébreux; ils ont à traverser des sables brûlants, des champs de pierres qui leur coupent les pieds à chaque pas; ils vont nus, dévorés par la soif, couverts de sang et d'immondices, sous une pluie de cendres chaudes et de charbons brûlants; d'horribles apparitions viennent les effrayer, et remplissent l'air tout autour d'eux de cris lugubres et de plaintes déchirantes. Les enfers, où ils sont enfin plongés, sont décrits avec un mélange de sublime et d'exactitude minutieuse qui rappellent en plus d'un passage le poëme du Dante.

Ces récompenses et ces châtiments sont souvent bien proportionnés aux mérites ou aux démérites des morts, et on ne saurait douter qu'ils n'aient une grande influence sur la conduite des vivants. Mais, d'un autre côté, l'efficacité accordée à la foi et à l'observance des formes extérieures de la piété, la facilité d'expier les crimes par des pénitences, sont malheureusement les traits principaux du système, et elles ne doivent pas peu contribuer à en affaiblir la puissance morale.

L'influence indirecte du système sur la moralité des fidèles est peut-être encore plus nuisible que ces imperfections mêmes. Il entretient une superstition grossière qui ruine et dégrade l'esprit; la récompense suprême qu'il assigne à la vertu, se reposer dans ce monde pour être après absorbé dans le sein de Dieu, a pour effet de détruire les deux plus grands stimulants de la vertu, l'esprit d'entreprise et l'amour de la gloire. Ses entreprises sur le domaine de la loi et de la science tendent à les fixer, sans espoir de progrès, au point même qu'elles avaient atteint lors de la prétendue révélation; son intervention dans les détails les plus vulgaires de la vie détruit toute habitude et tout sentiment de liberté, elle réduit la vie humaine à n'être plus qu'une affaire de routine. Quand les individus sont libres, le progrès s'accomplit naturellement et sans secours : une nation se modifie complétement dans le cours de quelques générations, sans qu'il en coûte aucun sacrifice à personne; mais quand la religion vient interposer son autorité dans les détails de l'existence, il faut une hardiesse peu commune pour oser entrevoir la moindre nouveauté; et celui-là doit se préparer à renier sa religion, à déserter la communion de ses amis, qui veut faire le plus léger changement dans son régime alimentaire.

C'est dans son intérieur même, dans les limites de son empire, que le système religieux des Indous a été surtout impuissant à prévenir les innovations. Sans doute la révélation

originale n'a jamais été mise en question, mais il semble que chacun ait été libre d'attacher selon son gré plus ou moins d'importance à telle ou telle de ses parties; souvent le même passage a été compris de diverses manières, et comme il n'existait pas d'autorité qui pût défendre l'unité d'interprétation, on a vu naître une multitude de sectes, différant toutes les unes des autres dans leurs principes et dans leur pratique.

*Sectes.* — Il y a trois sectes principales : les Sivaïtes ou adorateurs de Siva, les Vishnouvites ou adorateurs de Vishnou, les Saktites ou adorateurs de l'une des Saktis, les associées femelles ou les puissances actives des membres de la Trinité.

Chacune de ces sectes se divise en une infinité de rameaux, nés de la différence des formes sous lesquelles la Divinité est adorée, ou des diverses opinions métaphysiques et religieuses que chacun d'eux a greffées sur le tronc principal. Les Saktites peuvent se partager eux-mêmes en trois grandes branches, qui adorent chacune l'une des trois déesses. Les adorateurs de Dévi, l'épouse de Siva, sont sans comparaison les plus nombreux, plus nombreux même que les deux autres branches réunies.

Outre ces trois grandes sectes, il y en a de moins importantes qui adorent Sourya ou Gânesa, ou qui, Indous dans la forme, approchent très près du Déisme le plus pur.

Les Sikhs, dont nous aurons occasion de parler, ont fondé une secte qui a introduit des innovations telles, qu'on peut la regarder comme une religion nouvelle.

Il ne faudrait pas supposer que chaque Indou appartient à l'une ou à l'autre des sectes que nous venons de nommer; au contraire, ceux-là seuls sont reconnus pour orthodoxes, qui ne veulent accepter le culte exclusif d'aucun dieu, mais au contraire les acceptent tous, suivent dans le culte les formes prescrites par les Védas, les Pouranas ou autres livres sacrés, et rejettent toutes les cérémonies tirées d'autre origine. C'est à cette classe qu'en apparence du moins appartient encore la grande majorité de l'ordre des Brahmanes. Mais, selon toute probabilité, même parmi eux, il n'y a guère que ceux d'un esprit très-philosophique qui ne se sentent pas quelque préférence pour telle ou telle divinité; à plus forte raison doit-il en être ainsi des classes inférieures, qui ne comprennent guère que l'observance extérieure des cérémonies du culte. Ce sont les incarnations de Vishnou qui ont surtout séduit les imaginations populaires. Dans tout le Bengal et l'Indoustan c'est de ce côté que se tournent tous les sentiments religieux du peuple; et quoique les temples de Siva y soient assez nombreux, cette divinité n'a en réalité que peu de fidèles; encore semblent-ils jouir de peu de considération.

Siva a toujours été regardé comme le patron spécial des Brahmanes, mais il n'a jamais souri aux imaginations populaires. Dans les lieux mêmes où ses fidèles ont la supériorité du nombre, la masse de la multitude ne semble attachée à son culte que par les intéressantes aventures de Râma et de Crishna. Le premier de ces deux héros est surtout honoré sur les rives de la Djamna et le cours supérieur du Gange; sur le cours inférieur de ce fleuve, dans le centre et dans l'ouest de l'Indoustan, la popularité de Crishna est supérieure à la sienne. Cependant Râma est révéré dans l'Inde entière, et son nom répété deux fois est le salut ordinaire que s'adressent toutes les classes des Indous.

Les Sivaïtes forment en tous lieux une proportion considérable des ordres réguliers; c'est dans le Mysore et le pays des Marattes qu'ils sont le plus nombreux. Plus au sud, ce sont les Vishnouvites qui sont en majorité; dans cette partie de l'Inde, Vishnou n'est pas adoré sous sa forme humaine de Râma et de Crishna, mais sous son caractère abstrait de conservateur de l'univers. Les Saktites ou adorateurs de la divinité femelle sont partout mêlés avec les autres, et il y a des lieux où ils sont en grande majorité. Les trois quarts de la population du Bengal suivent le

culte de l'une ou l'autre des déesses, surtout celui de Dévi.

Presque partout la différence des sectes quoique vive et profonde, et recouvrant des haînes cachées, est assez difficile à saisir. Les Européens ont quelque peine à les discerner, à moins qu'ils n'aient appris à le faire dans les livres de MM. Colebrooke, Buchanan. etc. Les symboles peints sur le front, et qui sont les indicateurs des sectes, sont certainement une des singularités les plus frappantes de la toilette d'un Indou; et cependant on les a souvent pris pour le signe de la caste, et non pas de la secte.

Les personnes qui veulent se faire affilier à une secte subissent une sorte d'initiation, dont la principale cérémonie est la communication secrète à l'oreille, par le *Gourou* ( instructeur religieux ), de certaines paroles qui correspondent à la communication du Gayatri dans l'initiation des Brahmanes.

Les sectes ne remontent pas toutes à la même antiquité. Le culte particulier des trois grands dieux et de leurs déesses, l'exclusion des divinités inférieures, est sans doute très-ancien; mais il est difficile de savoir quand commencerent à se produire les prétentions de supériorité exclusive de chacun d'eux sur les autres : selon toute probabilité, c'est un fait beaucoup plus récent que le premier.

Il semble presque certain que les sectes fondées sur l'adoration d'incarnations particulières, comme celles de Râma et de Crishna, sont postérieures au commencement du huitième siècle de notre ère.

Le nombre des sectes s'est sans doute beaucoup accru par suite de l'oubli où sont tombés les Védas, la source où il faut remonter pour retrouver la religion indoue dans sa pureté. L'étude de ces livres était réservée comme un privilége aux trois castes des hommes deux fois nés; de ces castes deux sont presque éteintes aujourd'hui, et celle qui reste a bien négligé les devoirs qui lui étaient confiés dans le principe. Il faut sans doute attribuer à ces circonstances l'oubli de l'ancien rituel, remplacé depuis par un autre, mieux adapté aux révolutions qu'ont subies les opinions religieuses du peuple.

Il se compose aujourd'hui d'une collection d'hymnes, de prières, d'invocations assez modernes, qui, mêlées avec quelques fragments des Védas, défrayent les cérémonies du culte. M. Colebrooke l'a analysé dans trois essais séparés, et insérés aux volumes, V et VII des *Asiatics Researches*.

La différence entre ce rituel et celui dont nous pouvons nous faire une idée dans le livre de Manou, semble être beaucoup moindre qu'on ne serait tenté de le croire. Les longues instructions qui y sont données sur les ablutions, la méditation du *Gayatri*, etc., etc., ne sont pas en contradiction avec la religion des Védas; et peut-être existaient-elles au temps de Manou, quoique celui-ci n'en ait pas parlé. Les objets du culte sont à peu près les mêmes : les divinités des éléments et des puissances naturelles. L'introduction du nom de Crishna est certainement une innovation, mais il se présente très-rarement.

Les cérémonies des Indous sont nombreuses, mais peu capables de faire impression; leur liturgie, à en juger par les extraits qu'en donne M. Colebrooke, contient quelques beaux passages, mais en général elle est ennuyeuse et insipide. Chacun accomplit tout seul ses dévotions quotidiennes dans sa maison, dans le temple, dans le fleuve, dans le lac qui lui convient; la pauvreté du style de ces prières ne peut pas être rachetée par le lien sympathique qui unit des hommes qui prient en commun. La forme du service religieux, si l'on peut parler ainsi, est changée; mais les occasions où il doit être célébré sont les mêmes qu'au temps de Manou. D'ailleurs, ce sont toujours les mêmes cérémonies qui se répètent, chaque jour, depuis la conception de l'enfant jusqu'à la mort du vieillard. Ce sont pour chaque jour les mêmes prières, les mêmes sacrifices, les mêmes oblations. On prend cependant pour les abréger plus de liberté que le code

de Manou ne semble en accorder en théorie; mais peut-être la pratique de son temps ne différait-elle pas de celle d'aujourd'hui.

Un Brahmane qui voudrait encore aujourd'hui s'acquitter de tous ses devoirs religieux n'en aurait pas pour moins de quatre heures par jour. Toutefois, s'il est engagé dans les affaires de ce monde, il peut avoir fini en une demi-heure. Les gens des classes inférieures se contentent de répéter plusieurs fois au bain le nom de leur patron.

La multiplication des sectes est à la fois la cause et la conséquence de l'importance qu'ont prise les ordres monastiques. Chacun d'eux se consacre au service particulier de quelque divinité, et sa puissance est en raison directe de la faveur qui s'attache à son patron. Aussi prêchent-ils chacun la foi dans son Dieu, comme le moyen d'arriver à la satisfaction de ses désirs et de racheter ses péchés. Comme déduction logique, ils réclament de tous leurs disciples et pour toute la vie une obéissance absolue, comme celle que le Brahmane de Manou, dans la période de son enseignement, exigeait des élèves, mais seulement pendant le temps du noviciat.

C'est là la cause de tous les empiétements que ces ordres ont faits sur l'autorité religieuse des Brahmanes, et par conséquent aussi des sentiments de haine que ceux-ci leur ont voués.

Les Brahmanes de leur côté ont profité de l'exemple des *Gosayens,* et ils ont essayé, comme leurs rivaux, de prendre en main le gouvernement des diverses sectes. Ainsi des quatre-vingt-quatre *Gourous* ou chefs spirituels de la secte de Râmanoudj, il y en a soixante-dix-neuf qui sont des Brahmanes séculiers.

La puissance de ces chefs de sectes est une des innovations les plus remarquables du système religieux des Indous. La plupart d'entre eux dans le sud de la Péninsule, ceux surtout des ordres réguliers, ont de grandes maisons défrayées par des donations en terres, ou par les contributions de leurs fidèles. Ces revenus se dépensent surtout en œuvres de charité; mais ces personnages entretiennent aussi un grand train de maison, surtout dans leurs voyages d'inspection, où on les voit portés sur des éléphants, environnés de bannières brillantes, etc., etc., comme les dignitaires du monde temporel. Ils se font suivre par des multitudes de disciples, et sont toujours reçus avec distinction par les princes dont ils traversent les États.

### 2° *Du Bouddhisme et au Djaïnisme.*

Il est deux religions qui, bien que distinctes de celle des Indous, semblent appartenir à la même origine, et ont partagé le respect des peuples de l'Inde, avant l'introduction d'une religion complétement étrangère par l'invasion mahométane.

Ces deux religions sont le Bouddhisme et le Djaïnisme.

Toutes deux se font remarquer, comme les doctrines Brahmaniques, par leur tendance au quiétisme, leur respect pour la vie animale, leur croyance à la transmigration des âmes, à l'existence d'enfers pour la punition des méchants, et de cieux pour la récompense des bons. Leur objet commun, leur but final est l'obtention d'un état de parfaite apathie, qui à nos yeux ne diffère pas de l'annihilation complète; les moyens qu'elles emploient pour y parvenir sont la pratique des mortifications, et le détachement complet des soucis et des sentiments de l'humanité.

Les différences entre les deux religions nouvelles et le Brahmanisme ne sont pas moins frappantes que leurs points de ressemblance; elles sont nombreuses surtout chez les Bouddhistes.

La plus ancienne des sectes Bouddhistes semble nier l'existence de Dieu; et quelques-unes de celles qui l'admettent refusent cependant de le reconnaître comme le Créateur et le Souverain de l'Univers.

Selon l'ancienne secte athéiste rien

n'existe que la matière, qui est éternelle. La puissance d'organisation est inhérente à la matière; et, quoique l'univers périsse de temps en temps, cette qualité de la matière le fait renaître après une certaine période, pour subir encore une nouvelle mort et recommencer ensuite une vie nouvelle, sans qu'il y ait besoin de l'intermédiaire d'aucun agent extérieur.

Le rang le plus élevé dans l'échelle de la vie est occupé par certains êtres nommés Bouddhas, qui se sont élevés eux-mêmes par leurs propres mérites et leurs austérités, pendant une longue suite de transmigrations dans ce monde et dans les mondes antérieurs, à ce parfait état d'inactivité et d'insensibilité qui est regardé comme le souverain *bien*.

Cette école athéiste compte cependant l'intelligence et la volonté parmi les qualités inhérentes à chaque molécule de la matière. Une autre secte, celle des *Prâdjnikas*, essaye d'expliquer l'existence de ces qualités d'une façon plus intelligible, en les combinant en une seule, en les réunissant à la conscience de façon à en faire une sorte d'existence particulière : mais cependant cette combinaison ne suffit pas encore à expliquer le mouvement; l'être ainsi formé reste dans un état de repos perpétuel, ses qualités agissent sur les autres parties de la matière, sans qu'il y ait effort ni volition de sa part.

Il y a des sectes de Bouddhistes qu'on pourrait appeler Déistes : l'une reconnaît l'existence d'un Être suprême, éternel, immatériel, intelligent, doué de volonté, de liberté, de qualités morales, mais qui cependant, comme dans le système précédent, ne sort jamais d'un état de perpétuel repos. Une autre des écoles qui croient à cette Divinité la regarde comme le seul principe éternel et existant par lui-même, tandis qu'une troisième lui associe la matière comme existence séparée, et croit à un troisième être formé par l'union des deux autres, et auquel elle attribue la création de l'Univers.

Mais dans aucune des écoles Bouddhistes l'action de la Divinité ne lui fait produire par sa volonté plus que l'émanation de cinq ou de sept *Bouddhas;* et de ces Bouddhas, procèdent de la même manière cinq ou sept autres nommés *Bôdhisatouas*, dont chacun à son tour est chargé de la création d'un monde.

Et encore, si essentiel est le repos à la félicité et à la perfection dans les idées des Bouddhistes, que les Bôdhisatouas eux-mêmes sont déchargés, autant qu'il est possible, du soin de conserver leurs créations. Quelques philosophes enseignent donc que chacun des Bhôdisatouas prend bien garde de constituer l'Univers en vertu de lois qui lui permettent d'exister par lui-même; d'autres imaginent des agents inférieurs créés dans ce dessein; il est même une école qui prétend que le Bôdhisatoua du monde actuel produisit les trois personnes de la Trinité indoue, et leur délégua ses trois pouvoirs de création, de conservation et de destruction.

Les opinions diffèrent sur le compte des Bouddhas qui se sont élevés à ce degré par la vertu des transmigrations. Les uns croient, avec l'école athéiste, que ce sont des productions de la nature semblables aux autres hommes, et qu'ils conservent une existence indépendante, même après être arrivés à l'état si désiré d'immobilité parfaite. Les autres sectes prétendent que ce sont des émanations de l'Être suprême, issues d'autres Bouddhas ou Bôdhisatouas, et qu'ils sont finalement récompensés de leurs mérites par leur absorption dans l'essence divine.

Il y a eu un grand nombre de ces Bouddhas humains dans ce monde et dans les mondes antérieurs; mais les sept derniers sont plus distingués que les autres, le dernier surtout, *Gôtama* ou *Sakya,* qui révéla la religion actuelle, fixa les lois du culte et de la morale, et qui, bien que passé depuis longtemps à un degré d'existence beaucoup plus élevée, est regardé comme le chef religieux de ce monde, et continuera de l'être jusqu'à ce qu'il ait accompli toute sa période de cinq mille ans.

Au-dessous des Bouddhas il y a un

nombre de degrés infinis, occupés par les hommes qui ont plus ou moins approché de la perfection par la sainteté de leur vie.

Outre la hiérarchie des Bouddhas, existe encore une multitude innombrable de créatures célestes ou terrestres, les unes empruntées purement et simplement au panthéon indien, les autres inventées par les Bouddhistes.

Les Bouddhistes des diverses contrées diffèrent beaucoup entre eux. Ceux du Népâl semblent être le plus profondément imbus des superstitions indoues; mais même chez les Bouddhistes de la Chine on reconnaît facilement l'origine indienne.

La secte qui admet l'existence d'un Dieu est la plus répandue dans le Népâl; la secte athéiste règne presque en souveraine, et dans toute la pureté de ses doctrines, dans l'île de Ceylan. M. Abel Rémusat dit qu'en Chine la secte athéiste est celle à laquelle le peuple s'est le plus attaché.

Les Bouddhistes diffèrent des Brahmanes sous un grand nombre de rapports. Ils nient l'autorité des Védas et des Pouranas; ils ont renversé le système des castes: leurs prêtres sont pris dans toutes les classes de la société, et ont plus de points de rapports avec les moines de l'Europe qu'aucuns des ministres de la religion indoue. Ils vivent dans des monastères, sont uniformément habillés de jaune, vont les pieds nus, se rasent la barbe et les cheveux, ont dans leurs chapelles des services réguliers auxquels ils assistent en commun; et enfin dans leurs processions, leurs chants, leurs cérémonies, leur façon d'illuminer leurs temples, ils ont avec le rituel de l'Église catholique des points de ressemblance qui ont vivement frappé tous les savants. Ils ne jouissent d'aucune des libertés dont les ordres monastiques de l'Inde ne se font pas faute; ils se vouent au célibat, et renoncent à presque tous les plaisirs des sens; ils mangent ensemble dans un réfectoire commun; ils dorment assis dans une attitude prescrite, et ne sortent de leur monastère qu'une fois par semaine, pour aller tous ensemble au bain; quelques-uns vont chaque jour faire des quêtes ou plutôt recevoir des aumônes; car la mendicité est interdite par leur règle. Les moines n'ont d'autre occupation que le service religieux dans les temples attachés à leurs monastères; le public n'y est pas admis, et fait ses dévotions dans d'autres temples hors des couvents.

Il existe aussi des couvents pour les femmes.

Les Bouddhistes portent le respect pour la vie animale beaucoup plus loin que les Brahmanes; leurs prêtres ne mangent pas après l'heure de midi, ni ne boivent après la nuit tombée, de peur d'avaler par mégarde des insectes invisibles; ils portent toujours avec eux un balai dont ils se servent pour nettoyer la place avant de s'asseoir, toujours dans la crainte d'écraser une créature vivante. On en voit qui se couvrent la bouche avec un morceau d'étoffe, pour ne pas avaler des insectes en respirant. Ils n'ont pas comme les Brahmanes un respect religieux pour le feu; ils honorent les reliques des saints, sentiment inconnu aux autres Indous. Pour loger ces reliques (quelques cheveux, un os, une dent), ils élèvent ces solides coupoles, ces monuments en forme de cloche, dont quelques-uns sont de dimensions colossales.

Les Bouddhas sont quelquefois représentés debout, mais plus ordinairement assis et les jambes croisées à la Turque, le corps droit, dans l'attitude d'une profonde méditation, la contenance calme, et les cheveux bouclés.

Outre les temples et les monuments qu'on voit dans les pays où le Bouddhisme existe encore, on trouve dans l'Inde des ruines magnifiques qui lui ont appartenu.

Les plus remarquables de ces monuments sont des temples souterrains. Les merveilleux hypogées d'Ellôra sont l'œuvre des Bouddhistes. Le plus étonnant de leurs travaux est à Carla, entre Pouna et Bombay; sa hauteur et sa longueur, ses colonnades qui le séparent en trois parties, le chœur et les ailes, sa nef

voûtée en ogives et sculptée, rappellent les merveilles de l'architecture gothique.

Les Bouddhistes possèdent une littérature très-riche, mais qui ne diffère pas de celle des Brahmanes. On la conserve dans les dialectes locaux des diverses contrées où l'art de l'imprimerie depuis longtemps connu, a merveilleusement multiplié le nombre des livres.

Le Pâli, ou dialecte local de Maghada (ancien royaume sur le Gange, et résidence de Gôtama ou Sakya) semble être le dialecte le plus généralement employé dans les écrits religieux des Bouddhistes.

Les Djaïnistes occupent une place intermédiaire entre les Bouddhistes et les Brahmanes.

Ils sont d'accord avec les Bouddhistes pour nier l'existence ou du moins l'activité et la providence de Dieu; comme eux ils croient à l'éternité de la matière, ils adorent ou honorent les saints, ils ont un respect scrupuleux pour la vie animale, et suivent sur ce sujet les mêmes pratiques; ils n'ont pas non plus de prêtres héréditaires, rejettent aussi l'autorité des Védas, et n'ont ni sacrifices, ni respect religieux pour le feu. Comme les Bouddhistes encore, ils placent la félicité suprême dans un état d'abstraction parfaite, et ils ont fait aux croyances brahmaniques les mêmes emprunts.

Sous d'autres rapports ils se rapprochent des Brahmanes; ainsi ils ont conservé la division par castes. Les Djaïnistes de l'ouest et du sud de l'Inde ont conservé cette distinction dans toute sa rigueur, et l'on peut dire qu'elle est aussi acceptée de fait par ceux du nord-est. Quoiqu'ils rejettent l'autorité des Védas comme loi absolue, ils leur accordent cependant une grande valeur, sur tous les points où les Védas ne contrarient pas leurs idées religieuses. La principale objection qu'ils leur adressent est tirée des sacrifices sanglants ordonnés par les Védas, et de la mort que peut causer la combustion des offrandes consumées sur les autels.

Les Djaïnistes reconnaissent toutes les divinités des Brahmanes, et même ils adorent un certain nombre d'entre elles quoiqu'ils les regardent comme fort inférieures à leurs saints, pour lesquels surtout ils réservent leurs hommages.

En dehors de ces points de ressemblance avec les Brahmanes et les Bouddhistes, les Djaïnistes ont de certaines croyances qui leur sont propres. Leurs adorations s'adressent principalement à un nombre limité de saints qui se sont élevés eux-mêmes, par leurs austérités, au-dessus des dieux. Ce sont les *Tirtankeras*, dont il existe vingt-quatre dans le présent, comme il en a existé vingt-quatre dans le passé, comme il en existera vingt-quatre dans l'avenir.

Les plus honorés de ces vingt-quatre personnages sont : Rishoba, le premier des Tirtankeras actuels, et surtout les vingt-troisième et vingt-quatrième, Parasnâth et Mahavîra. Comme, excepté l'histoire de ces deux derniers, celle de tous les autres est évidemment fabuleuse, on a conjecturé, avec quelque apparence de raison, que Parasnâth et Mahavîra sont les véritables fondateurs du Djaïnisme. Tous, d'ailleurs, sont plongés dans le même état de parfaite béatitude apathique, et n'ont aucune part au gouvernement du monde.

Les Djaïnistes ont introduit quelques changements dans les rangs et l'histoire des divinités Brahmaniques qu'ils ont conservées. Ils n'accordent aucune supériorité aux trois grands dieux de la Trinité brahmanique. De plus, ils ont encore beaucoup ajouté au nombre des dieux et à l'absurdité générale du système : ainsi ils comptent soixante-quatre Indras et vingt-deux Dévis.

Ils n'honorent pas les reliques des saints, et n'ont pas d'établissements monastiques. Leurs prêtres sont désignés sous le nom de Djâtis; ils sont de toutes les castes, et leur costume, malgré quelques différences, rappelle parfaitement celui des Brahmanes Ils portent de larges manteaux blancs, vont la tête nue, avec la barbe et les cheveux courts; ils s'appuient sur un bâton noir, et sont toujours armés d'un balai comme les Bouddhistes. Ils vivent d'aumônes et ne se baignent jamais,

peut-être par opposition aux incessantes ablutions des Brahmanes.

Les temples des Djaïnistes sont pour la plupart grands et magnifiques, souvent à toit plat, avec des cours et des colonnades ; quelquefois ils rappellent les temples des Brahmanes ; quelquefois encore ils sont de forme circulaire, entourés par les statues colossales des Tirtankeras. Les murs sont couverts de leurs légendes particulières, mêlées à celles des Brahmanes. Outre les statues, ils ont des autels de marbre avec les figures des saints en relief, ou représentant la trace de leurs pieds, espèce de souvenir que les Bouddhistes conservent aussi.

Le plus beau de tous les temples des Djaïnistes, c'est celui dont on voit les ruines magnifiques en marbre blanc sur la montagne d'Abou, dans le nord du Gouzerat. Il y a aussi des hypogées dus aux travaux des Djaïnistes à Ellôra, à Nassik et dans d'autres endroits ; près de Chinrâïpatan, dans le Mysore, s'élève la statue taillée dans le roc de l'un des Tirtankeras ; on lui donne jusqu'à soixante-dix pieds de haut.

Les Djaïnistes ont une littérature très-considérable, peu différente de celle des Brahmanes, mais encore plus riches en extravagances chronologiques et géographiques ; elle compte par centaines de millions ce qu'il était déjà passablement absurde de compter par simples millions. Le Pâli est la langue sacrée du Djaïnisme.

On a controversé la question de savoir laquelle des trois religions dont nous venons de parler s'établit la première dans l'Inde.

D'abord, la question ne peut être qu'entre les Bouddhistes et les Brahmanes. Admettant pour les deux systèmes une communauté d'origine que la parfaite analogie de leurs principes fondamentaux suffit à prouver, il semble que la question doit être résolue à l'avantage des Brahmanes ; et ce qui, peut-être, doit encore le faire soupçonner, c'est qu'il paraît impossible que le Bouddhisme soit un système original.

Un esprit étranger d'abord au sentiment religieux prendrait à coup sûr sa première idée de Dieu des puissances qu'il sent être supérieures à la sienne. Lors même qu'il pourrait concevoir une divinité absorbée dans le repos le plus parfait, il ne songerait sans doute pas à l'adorer ; il chercherait bien plutôt à se rendre favorable le soleil qui le réchauffe, ou les cieux qui l'effrayent avec leurs tonnerres. Encore moins, commencerait-il par le culte des saints ; car d'abord la sainteté n'est pas autre chose que la dévotion à des notions religieuses déjà préconçues : et ensuite il faut qu'une religion ait déjà un empire bien établi, pour faire accepter au peuple la déification de ceux qui se sont montrés le plus fidèles à ses préceptes, surtout si ces saints personnages ne passent pas pour avoir la puissance de gouverner le monde, ou de se porter médiateurs entre l'homme et le Tout-Puissant.

La religion des Brahmanes se présente donc sous un aspect beaucoup plus naturel. Elle s'éleva d'abord de l'adoration des puissances naturelles au Déisme pour tomber ensuite dans le septicisme, par le fait des hommes instruits ; dans l'adoration de l'homme, par le fait du vulgaire.

Les présomptions que la science historique peut concevoir sur le même sujet conduisent à la même conclusion. C'est au XIVe siècle avant J. C. que l'on fixe avec le plus de vraisemblance l'époque où les Védas furent rédigés dans la forme sous laquelle ils nous sont parvenus ; et alors la religion qu'ils enseignent devait avoir déjà fait de très-grands progrès, tandis que les plus zélés défenseurs du Bouddhisme n'ont jamais pu réclamer pour lui une antiquité plus grande que le Xe ou le XIe siècle avant J. C. ; les autorités scientifiques les plus respectables fixent son apparition au VIe.

Tous les peuples attachés au Bouddhisme sont d'accord pour reconnaître qu'il leur est venu de l'Inde. Pour tous, le fondateur du Bouddhisme c'est Sakya Mouni ou Gôtama, natif de Câpila, au nord de Gôrakpour. Les

uns disent que c'était simplement un Kchatrya; les autres indiquent une origine plus précise, en assurant qu'il était fils d'un roi. Les Brahmanes eux-mêmes confirment cette opinion: ils en font un Kchatrya, fils d'un roi de la race solaire. On n'est pas aussi bien d'accord sur l'époque de son existence. Les Indiens, les peuples d'Ava, de Siam et de Ceylan, le font naître au VI$^e$ siècle avant J. C., époque marquée par de grands événements dans l'histoire des rois de Magada.

D'un autre côté les Cachemiriens font vivre Sakya Mouni en 1332 avant J. C.; les Chinois, les Mongols et les Japonais, à peu près dans le X$^e$ siècle avant J. C.; et des treize auteurs thibétains, cités dans l'*Oriental Magazine*, quatre font remonter son existence à 2959 avant J. C., et les neuf autres à 835; tandis que le principal ouvrage religieux des Thibétains, en affirmant que le grand concile convoqué par Asôca se tint cent dix ans après la mort de Bouddha, reporte cet événement à moins de quatre cents ans avant J. C.; car d'irrécusables témoignages prouvent qu'Asôca a vécu dans le III$^e$ siècle avant notre ère.

Un auteur chinois diffère de tous ses compatriotes en donnant l'année 688 avant J. C. pour celle de la mort de Sakya Mouni; les Tables chinoises et japonaises, qui fixent l'époque où florissait Sakya Mouni à neuf cent quatre-vingt-dix-neuf ans avant J. C., disent qu'il vécut sous le règne d'Adjata Satrou, qui, par la place qu'il occupe dans la nomenclature des rois de Magada, doit avoir vécu dans le VI$^e$ siècle avant J. C.

Ces différences sont trop multipliées pour qu'on puisse les résoudre par l'hypothèse de l'existence de deux Bouddhas; et d'ailleurs elle est combattue par l'identité permanente du nom de Sakya, par celle de toutes les circonstances qui se rapportent à l'histoire du personnage qu'on voudrait avoir vécu à des époques si différentes. Nous devons donc ou croire que les Bouddhistes indiens ignorent la date d'une religion qu'ils ont produite, ou admettre qu'une erreur née dans le Thibet se répandit de là dans les pays situés plus à l'est, lorsque ceux-ci reçurent la religion de Bouddha, longtemps après la mort de son fondateur.

Comme cette dernière hypothèse est celle qui, sous tous les rapports, semble la plus probable, nous croyons donc pouvoir fixer l'époque de la mort de Bouddha vers l'an 550 avant J. C.

Sans même avoir besoin du témoignage direct des faits, on pourrait conclure l'origine indienne du Bouddhisme de sa théologie, de sa mythologie, de sa philosophie, de sa chronologie, de sa géographie, etc., qui sont évidemment d'origine indienne; tous les mots employés par les Bouddhistes dans ces sciences sont sanscrits, quoique leur langue religieuse soit, comme nous l'avons dit, le Pâli. Le nom même de Bouddha (l'intelligence), et d'Adi Bouddha (la suprême intéligence) sont comme on sait des mots sanscrits.

Il est cependant impossible de trouver dans l'histoire des données certaines sur les premiers temps de cette religion : elle était triomphante dans l'Inde sous le règne d'Asôca, vers le milieu du III$^e$ siècle avant J. C. Ce furent des missionnaires envoyés par lui qui l'introduisirent dans l'île de Ceylan vers la fin du même siècle.

Il est probable qu'elle se répandit de bonne heure dans la Tartarie et le Thibet; mais elle ne pénétra en Chine que vers l'an 65 après J. C., et n'y prit consistance que vers 310.

Un voyageur chinois qui visita l'Indoustan dans un but religieux, et dans les premières années du V$^e$ siècle de notre ère, nous apprend que le Bouddhisme déclina de bonne heure sur les lieux mêmes qui l'avaient vu naître. Entre la Chine et l'Inde il trouva le Bouddhisme florissant; il déclinait dans le Pendjab; il languissait dans le dernier état de décadence dans les contrées qu'arrosent le Gange et la Djamna; Capila, le lieu natal de Bouddha, était ruiné et désert : — un désert, dit-il, où il n'y a pas vestige d'homme. A Ceylan, au contraire, le Bouddhisme était dans toute sa vigueur; mais il n'avait

pas été encore introduit à Java, que le pèlerin visita en retournant par mer dans sa patrie.

Le Bouddhisme cependant refleurit dans quelques parties de l'Inde. Ses fidèles furent persécutés et probablement chassés du Deccan par Sancara Atchârya, vers le VIII[e] ou le IX[e] siècle de notre ère, s'ils ne l'avaient pas déjà été antérieurement par Camarilla. D'un autre côté, il paraît que le Bouddhisme régna en souverain dans l'Indoustan proprement dit au VIII[e] siècle, et conserva la majorité numérique à Bénarès jusqu'au XI[e] siècle, dans le nord du Gouzerat jusqu'au XII[e].

Aujourd'hui le Bouddhisme a disparu des plaines de l'Inde; mais il domine à Ceylan et dans quelques-uns des pays de montagnes au nord-est du Gange. C'est la religion de l'Empire Birman, du Thibet, de Siam, et de toutes les contrées qui séparent l'Inde de la Chine. Il est surtout très-répandu en Chine, et s'étend sur une grande partie des Tartaries russe et chinoise; de telle sorte qu'on a pu dire avec raison que c'est la religion qui compte le plus de fidèles sur le globe.

Le Djaïnisme ne paraît pas s'être produit plus tôt que le VI[e] ou le VII[e] siècle de notre ère; il s'établit pendant les VIII et IX[e], parvint à l'apogée de sa grandeur dans le XI[e], et déclina après le XII[e]. C'est surtout dans le sud de la Peninsule, dans le Gouzerat et l'ouest dé l'Indoustan, qu'il semble avoir été le plus puissant; mais il ne paraît pas qu'il se soit jamais beaucoup répandu dans la vallée du Gange.

Il a été persécuté à plusieurs reprises par les Brahmanes, au moins dans le sud.

Les Djaïnistes sont encore très-nombreux dans le Gouzerat, le Radjpoutana et le Cânara; ils sont généralement riches et adonnés au commerce: on compte beaucoup de banquiers parmi eux; et une notable proportion des richesses commerciales de l'Inde leur appartient.

### § V. État actuel de la philosophie.

Manou ne traite pas de la philosophie, quoiqu'il en parle par manière incidente dans son premier chapitre. Toutefois, c'est une science sur la quelle les spéculations des Indous se sont trop longtemps attachées, pour que nous ne devions pas en parler.

Le premier chapitre de Manou est évidemment un résumé de la croyance de l'auteur, et représente probablement l'opinion la plus accréditée de son temps.

Les sujets dont il parle, — la nature de Dieu et de l'âme, la création, et autres matières physiques ou métaphysiques, — sont trop légèrement traités pour qu'on puisse savoir si aucune des écoles philosophiques actuelles existait déjà alors; mais les détails auxquels il est fait allusion comme à des choses parfaitement connues, mais les termes employés sans aucune explication, comme s'ils étaient parfaitement intelligibles au lecteur, tout prouve que les spéculations de la philosophie étaient déjà familières aux Indous.

Les Indous reconnaissent six écoles philosophiques, comme remontant à une très-haute antiquité. Les unes avouent des opinions qui sont en opposition parfaite avec les doctrines religieuses des Brahmanes; et les autres, bien qu'acceptées comme parfaitement orthodoxes, avancent des opinions dont on ne saurait retrouver l'origine dans les Védas.

M. Colebrooke range ces six écoles dans l'ordre suivant;

1° La première école Mîmânsâ, fondée par Djâïmani.

2° La seconde école Mîmânsâ, ou Védanta, dont la fondation est attribuée à Vyâsa;

3° L'école Nyâya, ou logique de Gôtama;

4° L'école atomistique de Canâdi;

5° L'école athéiste de Câpila.

6° L'école Déiste de Pâtandjali.

Les deux dernières de ces écoles professent la même doctrine sur beaucoup de points, et sont le plus ordinairement réunies sous le nom d'École Sânkya.

Toutefois, cette classification ne saurait donner une idée parfaitement

complète de l'état de la philosophie. La première école Mîmânsâ, qui enseigne l'art de l'argumentation avec la prétention expresse d'aider à interpréter les Védas, n'est qu'une école de critique; son but est d'arriver à reconnaître les devoirs imposés aux hommes dans les livres saints, et par conséquent ne peut pas suffire à lui donner un rang parmi les écoles de philosophie véritable. D'un autre côté, toutes les autres écoles se sont partagées en divers rameaux, dont chacun a la prétention de se faire considérer comme une école séparée, et de venir à ce titre augmenter d'une unité le nombre original. Nous ne pouvons entrer ici dans la discussion approfondie des systèmes de ces écoles. L'esquisse du système de *deux* des principales qui diffèrent le plus entre elles suffira sans doute, avec une courte notice sur les autres, pour donner une idée des progrès faits par les Indous dans les sciences philosophiques.

Les deux écoles que nous choisirons donc pour cette exposition sommaire sont l'école Sânkya et l'école Védanta. La première affirme l'éternité de la matière, et sa principale branche nie l'existence de Dieu. La seconde fait dériver toutes choses de Dieu, et l'une de ses branches nie la réalité de la matière.

Tous les systèmes indiens, athéistes ou Déistes, sont d'ailleurs d'accord dans le but qu'ils se proposent : découvrir et enseigner les moyens d'arriver à la béatitude finale, c'est-à-dire, d'obtenir l'exemption de la métempsychose, et la délivrance de toutes les douleurs qui résultent pour l'homme de l'existence corporelle.

*École Sânkya*. — Cette école se divise, comme nous l'avons dit, en deux branches, celle de Câpila qui nie l'existence de *Dieu*, et celle de Patandjali qui l'admet; mais toutes deux reconnaissent ensemble que :

La délivrance finale ne peut s'acquérir que par la connaissance réelle et parfaite.

Posséder cette connaissance, c'est savoir faire la distinction entre les principes perceptibles et imperceptibles du monde matériel, et le principe raisonnable et cognitif, qui n'est autre que l'âme immatérielle.

La véritable connaissance s'obtient par trois moyens : la perception, l'induction et l'affirmation (ou témoignage).

Mais les principes desquels dérive la connaissance sont au nombre de vingt-cinq.

1. — La nature, racine, origine plastique de toutes choses. C'est la matière éternelle, concrète, sans parties, productrice mais non produite.

2. — L'intelligence, première production de la nature incréée, productrice elle-même d'autres principes. La contradiction qui semble exister entre les deux premières qualités assignées à l'intelligence s'explique par les philosophes de l'école Sânkya, en supposant que l'intelligence, bien que dépendante de la nature pour son existence, est coéternelle avec le principe d'où elle procède.

3. — La conscience, qui procède de l'intelligence, et dont la principale fonction est le sentiment de l'existence du moi; la croyance dans le *Ego sum*.

4 à 8. — De la conscience dérivent cinq particules, rudiments ou atomes productifs des cinq éléments.

9 à 19. — De la conscience dérivent encore onze organes des sens et de l'action. Dix d'entre eux sont objectifs ou extérieurs; ce sont : les cinq instruments des sens (les yeux, les oreilles, etc.), et les cinq instruments de l'action (la voix, les mains, les pieds, etc. Le onzième organe est subjectif ou intérieur à l'homme; c'est l'esprit qui est à la fois organe du sens et de l'action.

20 à 24. — Les éléments dérivés des cinq particules déjà mentionnées (4 à 8); ce sont l'espace, l'air, le feu, la terre et l'eau.

25. — Le dernier principe enfin, c'est l'âme, qui n'est ni produite ni productrice : elle est multiple, individuelle, sensible, inaltérable, immatérielle.

C'est pour apprendre tout à la fois à contempler la nature et à savoir s'en détacher, que l'âme s'unit à la nature.

Par cette union, la création, c'est-à-dire le développement de l'intelligence et des autres principes, s'effectue. Le désir de l'âme est la jouissance ou la délivrance. Dans ce double but elle prend une personnalité subtile, composée de l'intelligence, de la conscience, de l'esprit, et des cinq principes des éléments. Cette personnalité est par elle-même illimitée, libre de tout empêchement, affectée par les sentiments; mais incapable de la jouissance, à moins qu'elle ne se renferme dans une enveloppe matérielle composée des éléments : c'est le corps qui est périssable.

La personnalité subtile est plus durable, et suit l'âme dans toutes ses transmigrations.

La création corporelle, composé d'âmes renfermées dans des corps matériels, comprend quatorze ordres d'êtres, huit supérieurs et cinq inférieurs à l'homme.

Les ordres supérieurs sont les dieux et autres esprits reconnus par les Indous; les inférieurs sont les animaux, les plantes, et les substances inorganiques.

Outre la création corporelle et la personnalité subtile, appartenant toutes deux au monde matériel, les Sânkyas reconnaissent une création intellectuelle, composée des affections de l'intelligence, de ses sentiments et de ses facultés.

On les range en quatre classes : celles qui s'opposent aux progrès de l'intelligence, qui la détruisent, qui la satisfont, qui la conduisent à l'état de perfection.

Les Sânkyas, comme tous les philosophes indous, traitent fort au long des trois qualités essentielles ou modificatives de la nature : 1° la bonté, 2° la passion, 3° l'obscurité. Ces trois qualités affectent tous les êtres animés et inanimés. Ainsi, c'est par *la bonté* que le feu tend à s'élever vers les cieux, que la vertu et le bonheur sont produits chez l'homme; c'est *la passion* qui cause les tempêtes dans l'air, et le vice dans le cœur humain; c'est l'*obscurité* qui donne à la terre et à l'eau leur tendance à tomber, qui produit chez l'homme l'imbécillité et le chagrin.

De ces qualités dérivent huit modes de l'intelligence : d'un côté la vertu, la connaissance, le calme et la puissance; de l'autre le péché, l'erreur, l'agitation et l'impuissance. Chacun de ces modes se subdivise à son tour: la puissance, par exemple, se subdivise de huit manières différentes.

Ce rapide exposé, qui ne fait que reproduire les principaux dogmes de l'École Sânkya, est l'objet de longues démonstrations dans ses livres. M. Colebrooke cite divers exemples de la manière d'argumenter de ces philosophes, dout le principal défaut semble être leur tendance à entrer dans toutes les voies de la subtilité la plus raffinée.

En essayant de pénétrer le fond même des doctrines sânkyas, malgré toute l'obscurité qu'y jette la forme artificielle sous laquelle elles sont produites par leurs inventeurs, on est d'abord conduit à penser que cette école, bien qu'athéiste et expressément matérialiste, ne diffère pas beaucoup de celle qui prétend à un spiritualisme exclusif. C'est de la nature que vient l'intelligence; de l'intelligence la conscience; de la conscience les sens, et les principes subtils des éléments; de ces principes les éléments eux-mêmes. De cet ordre de procession il semble résulter cependant que la matière, bien qu'éternelle, dérive sa forme de l'esprit, et n'a pas d'existence indépendante de la perception.

Mais telle n'est pas en réalité la doctrine de l'école. C'est, suivant elle, une propriété inhérente à la nature de produire tous ces principes dans leur ordre, et c'est aussi une propriété inhérente à l'âme de les employer comme moyen de connaître la nature; mais ces opérations, bien que coïncidentes dans leur objet, sont indépendantes dans leur origine. La nature et la multitude innombrable des âmes individuelles sont éternelles; et, bien que chaque âme en particulier soit unie à l'intelligence et aux autres productions de la nature, elle n'exerce pas d'action sur leur développement.

Ce n'est pas à l'intelligence générale, première production de la nature, qu'elle est unie; mais à une intelligence individuelle, dérivée de cette production première.

A la naissance, chaque âme est investie d'un corps subtil, qui s'enferme à son tour dans une enveloppe plus grossière. L'union étant ainsi établie entre l'âme et la matière, les organes communiquent les sensations occasionnées par la nature objective; l'esprit les combine ; l'intelligence tire les inductions, et atteint à la connaissance de ce qui n'est pas perceptible aux sens; l'âme assiste à ces opérations comme un spectateur passif, percevant tout sans être affectée par rien; elle est comme un miroir qui reçoit toutes les images, sans subir lui-même aucun changement. Quand l'âme a parfaitement vu et compris la nature, sa tâche est accomplie : elle est délivrée, et l'union entre cette âme individuelle et la nature est dissoute. La nature, pour parler comme un des livres de l'école, est semblable à une danseuse : elle se retire lorsqu'elle a été parfaitement vue, et alors l'âme atteint son grand but la délivrance finale.

Ainsi donc l'âme n'a aucune part aux opérations de la nature, et elle n'est nécessaire dans aucune d'elles. La sensation, la conscience, le raisonnement, le jugement, accompliraient également leur action, si l'âme n'existait pas. De plus, c'est pour la libération de l'âme que toutes ces opérations s'accomplissent; et l'âme, qui était libre d'abord, n'a subi aucune modification dans son existence. Tous les phénomènes de l'esprit et de la matière se sont donc accomplis sans objet. De quelque façon qu'on s'y prenne, l'âme n'est qu'une superfluité ; et, en vérité, on est tenté de croire qu'en admettant son existence et sa libération, Câpila n'a eu, comme Épicure lorsqu'il reconnut les dieux, d'autre intention que celle de ne pas offenser les préjugés de ses compatriotes, en niant formellement leur religion.

Toutes ces idées sont communes aux deux écoles Sânkya; mais Câpila en reconnaissant l'existence séparée des âmes, et enseignant que l'intelligence est employée dans l'évolution de la matière qui correspond à la création, nie qu'il y ait un Être Suprême, matériel ou immatériel, par la *Volition* duquel l'Univers a été produit.

Au contraire, Patandjali affirme que, distincte des autres âmes, il est une âme ou esprit, qui n'est pas exposé aux maux dont les autres sont affectés, qui n'a rien à voir aux bonnes ou aux mauvaises actions, ni à leurs conséquences; sachant tout, infini dans le temps et dans l'espace. Cet être, c'est Dieu, le suprême Régulateur.

La pratique des deux écoles résulte de cette différence d'opinions. Pour toutes deux, l'objet de toute connaissance c'est la délivrance de la matière, et c'est par la *contemplation* que le grand œuvre peut s'accomplir.

L'école Déiste ajoute la *dévotion* à la contemplation, et le sujet de ses méditations est emprunté à ce sentiment; tandis que le disciple de l'autre école est exclusivement occupé de discussions abstraites sur la nature de l'esprit et de la matière. Le Sânkya déiste passe son temps en exercices de dévotion ou se livre à la méditation intérieure. Le mysticisme, le fanatisme même, qui est résulté de cette tendance, ne lui a pas toujours été favorable.

L'œuvre de Patandjali, le code de son école, contient une foule de préceptes pour le corps et l'esprit; il ordonne de profondes et fréquentes méditations, pendant lesquelles il faut retenir sa respiration, amortir les sens, conserver une attitude gênante et difficile. Par ces exercices le fidèle acquiert la connaissance du passé et de l'avenir, des choses cachées ou éloignées; il devine les pensées des autres, acquiert la force de l'éléphant, le courage du lion, la rapidité du vent; vole dans l'air, flotte sur l'eau, pénètre dans la terre, contemple tout le monde d'un seul de ses regards, et jouit d'une puissance

qui ne connaît, pour ainsi dire, pas de bornes.

C'est vers l'obtention de ces miraculeuses facultés que certains ascétiques dirigent les efforts qu'ils devraient seulement consacrer à la conquête de la béatitude finale. D'autres ont recours à l'imposture, pour surprendre leurs crédules admirateurs par de prétendus miracles.

C'est dans les ordres monastiques qu'on trouve surtout, et à la fois, des aspirants à cette puissance surnaturelle, et des imposteurs qui prétendent l'avoir conquise : on les appelle Yôgis, du nom donné d'abord à l'école entière, et qui vient d'un mot qui veut dire « profonde méditation. »

*École Védanta ou Uttara Mîmânsa.* — La fondation de cette école est atribuée à Vyâsa, le compilateur présumé des Védas, qui vivait vers l'an 1400 avant J. C. Il n'est pas improbable, en effet, que l'auteur de cette compilation, quel qu'il ait été, ait aussi rédigé un traité sur les doctrines qu'il avait réunies en corps. Cependant M. Colebrooke est d'opinion que, dans sa forme actuelle, l'école Védanta est plus moderne qu'aucune des cinq autres, et même que les Bouddhistes et les Djaïnistes. Ce savant pense, en conséquence, que l'ouvrage le plus ancien où le système de l'école Védanta est exposé ne peut pas remonter plus haut que le VI[e] siècle avant J. C.

Bien que les doctrines de cette école aient la prétention de n'avoir besoin pour leur défense que d'arguments tirés de la raison, elle se dit fondée sur l'autorité des Védas, et invoque souvent leur texte à son appui. Elle a produit une masse énorme de traités et de commentaires écrits pour la plupart pendant les neuf derniers siècles. C'est d'un choix fait dans ces ouvrages que M. Colebrooke a tiré son exposition du système de l'école ; mais avec les controverses qui y sont mêlées, avec tous les appels qui sont faits au texte des Védas, elle est plus obscure que celle des autres écoles.

Sa principale doctrine, c'est « que Dieu est la cause omnisciente et toute-puissante de l'existence, de la continuité et de la dissolution de l'Univers. » A la consommation des choses, tout se résoudra en lui. Il est le seul existant et l'âme universelle.

Les âmes individuelles sont des fractions de sa substance ; elles s'en échappent comme les étincelles de la flamme, et elles retournent à lui.

L'âme, en tant que partie de la divinité est « infinie, immortelle, intelligente, sensible et réelle. »

Elle est capable d'activité, quoique son état naturel et normal soit le repos.

Elle agit par l'Être suprême, mais en conformité à ses résolutions antérieures ; et celles-ci ont été produites par une série de causes qui remonte en arrière jusqu'à l'infini.

L'âme est enfermée dans le corps comme dans une enveloppe, ou plutôt comme dans une succession d'enveloppes. Dans la première l'âme, est associée avec les cinq sens; dans la seconde, l'intelligence vient s'ajouter à cette première union ; dans la troisième, les organes des sens et les facultés vitales. Ces trois associations constituent le corps subtil qui accompagne l'âme dans toute ses transmigrations.

La quatrième enveloppe c'est le corps matériel.

Les états de l'âme par rapport au corps sont les suivants : dans l'état de veille elle est active, et en rapport immédiat avec la création réelle et positive; dans les rêves, avec une création illusoire et sans réalité; dans le sommeil elle est unie, mais non attachée, à l'essence divine ; dans la mort, elle quitte complétement le corps matériel; alors elle se rend dans la Lune, elle s'y enferme dans un corps aqueux, tombe en pluie, est absorbée par un végétal, et de là se convertit, par le travail de la nutrition, en un embryon du règne animal.

Après avoir accompli ces transmigrations, dont le nombre dépend de ses mérites, elle reçoit la délivrance finale.

La délivrance est de trois sortes :

l'une incorporelle et complète, lorsque l'âme est absorbée en Brahma; l'autre imparfaite, lorsque l'âme ne fait qu'atteindre le séjour de Brahma; la troisième enfin, lorsque l'âme dans sa vie terrestre acquiert quelques-unes des puissances de la Divinité, et que ses facultés sont capables d'une énergie transcendante pour la jouissance, mais non pour l'action. On peut atteindre à ces deux derniers états par les sacrifices et les méditations pieuses.

Cette école étend ses recherches aux questions de la liberté, de la grâce divine, de l'efficacité des œuvres, de la foi, et encore à beaucoup d'autres de la nature la plus abstraite.

La question de la foi n'est pas soulevée dans les premiers livres qu'elle a produits; c'est un dogme particulier à la branche de l'école Védanta, qui suit les doctrines du Bhâgavat Gita. Les plus scrupuleux de l'école soutiennent la doctrine de la grâce, et imposent, comme on l'a vu, des limites assez restreintes à la liberté, en admettant une série de causes influentes qui s'étendent, à travers l'existence des divers mondes, jusque dans l'éternité passée de l'Univers.

Cette école diffère complétement des Sânkyas, en niant l'éternité de la matière, et attribuant l'existence de l'Univers à la puissance et à la volonté de Dieu. Cependant ses premiers auteurs, ou du moins leurs interprètes européens, ne s'accordent pas sur la manière dont cette existence est produite. Les uns affirment que Dieu créa la matière de sa propre essence, et la résoudra en elle à la consommation des choses. Ils disent que de la matière ainsi produite il forma le monde, et lui laissa le soin d'agir lui-même sur l'âme humaine. Les autres prétendent que Dieu n'a pas créé la matière, et même que la matière n'existe pas; mais que par sa puissance il produisit et continue sans cesse à produire directement sur l'âme les impressions que les premiers attribuent au monde matériel. Ceux-ci soutiennent que tout ce qui existe vient de Dieu; ceux-là que rien n'existe que Dieu. Cette dernière doctrine semble être aujourd'hui celle de la majorité des Védantis, quoiqu'elle ne soit cependant pas probablement celle des premiers fondateurs et disciples de l'école.

Les deux partis sont d'accord pour supposer que les impressions produites sur l'esprit sont régulières et systématiques; de sorte qu'en dernier résultat le parti idéaliste a sur les causes et les effets exactement la même doctrine que ceux qui croient à la réalité du monde apparent.

Tous deux accordent la volonté à Dieu, et n'admettent pas qu'il y ait rien dans la nature de la matière, ni dans son existence relative, qui puisse enchaîner cette liberté.

Tous deux affirment que l'âme était dans l'origine partie intégrante de Dieu, et qu'elle doit retourner dans son sein; mais ni les uns ni les autres ne peuvent dire comment la séparation s'est faite. Les idéalistes en particulier ne peuvent réussir à expliquer comment Dieu, distrayant une partie de lui-même, peut donner à cette partie la croyance en son existence individuelle, et surtout la rendre passible des sensations produites par le monde extérieur, lorsqu'en fait cette partie n'est qu'une fraction du seul Être existant.

*Écoles logiques.*— La Logique est l'étude favorite des Brahmanes; et ils ont produit sur ce sujet une multitude d'ouvrages incroyable. Quelques-uns de ces ouvrages, dus à des esprits éminents, ont donné naissance à des écoles diverses; mais cependant il est admis que tous ont eu pour principes ceux de Gôtama et de Canâdi. Le premier s'est occupé de la Logique dans ses rapports avec la Métaphysique; le second, de la Logique dans ses rapports avec le monde matériel, ou les objets qui tombent sous les sens. Quoique les écoles produites par ces auteurs diffèrent sur quelques détails, elles s'accordent cependant sur quelques points communs, et on doit les considérer surtout comme les deux parties d'un même système, l'une suppléant à ce qui manque dans l'autre.

Le système philosophique qui résulte de cette alliance a été comparé à celui d'Aristote. Il lui ressemble en effet par le soin qu'il apporte dans ses classifications, par sa méthode, par son ordonnance générale; et il a même produit une forme imparfaite de syllogisme composé de cinq propositions, dont deux sont naturellement inutiles.

Dans la logique de l'école de Canâdi on trouve aussi une énumération de modes d'existence que les traducteurs ont rendus par prédicaments, et qui sont au nombre de six : — la substance, la qualité, l'action, la communauté, la particularité, et l'aggrégation ou relation intime. Quelques auteurs en ajoutent un septième, la privation. Les trois premiers de ces prédicaments se retrouvent dans ceux d'Aristote; les autres ne figurent pas dans l'énumération du philosophe grec, et sept de ceux qu'il admet sont omis par Canâdi.

Les sujets traités dans les deux systèmes indous sont souvent les mêmes que ceux traités par Aristote : les sens, les éléments, l'âme et ses facultés, le temps, l'espace, etc., etc. C'était naturel; mais quelques-uns des plus importants dans le système d'Aristote sont omis par les Indous, et réciproquement. Les définitions des sujets diffèrent souvent, et la disposition générale est complétement différente.

L'une des coïncidences les plus remarquables, c'est que toutes les écoles indoues joignent toujours aux cinq sens un sixième, le sens interne; lequel est le lien des cinq autres, et correspond exactement au sens commun ou interne d'Aristote.

L'ordonnance adoptée par l'école de Gôtama est beaucoup plus complète et plus compréhensive que celle de Canâdi. Quelques exemples, que nous allons citer, pourront servir à donner une idée de la minutieuse exactitude où la première école a la prétention d'arriver.

Les sujets sont divisés en seize chapitres. Nous ne pouvons découvrir toutefois le principe qui a présidé à cette division.

1° La preuve.
2° Ce qu'il faut savoir et prouver.
3° Le doute.
4° Le motif.
5° L'exemple.
6° La vérité démontrée.
7° Les parties d'un argument régulier ou syllogisme.
8° La démonstration par l'absurde.
9° La détermination de l'objet.
10° La thèse.
11° La controverse.
12° L'objection.
13° Les arguments vicieux.
14° La perversion.
15° La futilité.
16° La réfutation.

Les subdivisions sont plus naturelles et plus logiques.

La preuve se fait de quatre manières : par la perception, par l'induction, par la comparaison, et par l'affirmation ou témoignage.

L'induction se subdivise à son tour en antécédent, qui sépare l'effet de la cause; en conséquent, qui déduit la cause de l'effet; en analogue.

Les objets de la preuve sont au nombre de douze :

1° L'âme.
2° Le corps.
3° Les organes de la sensation.
4° Les objets des sens.
5° L'intelligence.
6° Le sens interne ou raison.
7° L'activité.
8° La privation.
9° La transmigration.
10° Le fruit des actions.
11° La peine ou mal physique.
12° La délivrance.

1° Le premier objet de la preuve, c'est l'âme; et on donne une exposition complète de sa nature, de ses facultés et des preuves de son existence. Elle a quatorze qualités : — Le nombre, la quantité, l'individualité, la conjonction, la disjonction, l'intelligence, la peine, le plaisir, le désir, l'aversion, la volonté, le mérite, le démérite, et la faculté d'imagination.

2° Le second objet de la preuve, c'est le corps, qui est analysé et discuté encore plus longuement que l'âme. Dans

la discussion, se retrouvent bien des choses qui appartiennent plus particulièrement à la science physique.

3 Ensuite viennent les organes des sens, qui ne sont pas produits par la conscience, comme l'avance l'école Sankya, mais qui sont unis, comme dans cette école, au sixième sens ou interne. Les cinq organes de l'action, qui complètent pour les Sankyas le nombre de onze organes, ne sont pas reconnus comme faits particuliers et indépendants par l'école de Canâdi.

4° La quatrième subdivision de la seconde partie du chapitre de la preuve est consacrée aux objets des sens, parmi lesquels on trouve l'énumération dont se composent les prédicaments de Canâdi.

Le premier de ces prédicaments est la substance, qui se divise en neuf sortes : — La terre, l'eau, la lumière, l'air, l'éther, le temps, le lieu, l'âme, et le sens interne. Il y a vingt-quatre qualités, dont seize appartiennent au corps, à savoir : — La couleur, la saveur, l'odeur, la sensibilité, le nombre, la quantité, l'individualité, la conjonction, la disjonction, la priorité, la postériorité, la gravité, la fluidité, la viscidité et le son. — Il y a huit qualités de l'âme. — La peine, le désir, l'aversion, la volonté, la vertu, le vice et la faculté. — Chacune de ces qualités est traitée fort au long, et quelquefois aussi bien que par les philosophes grecs., etc, etc.

La discussion de toutes ces questions entraîne l'exposition d'un grand nombre de points de physique ou de métaphysique. Ainsi, en traitant de l'âme, on affirme son immatérialité, son éternité, et l'indépendance de son existence. Dieu est regardé comme l'Être Suprême, le Siége de la connaissance éternelle, le Créateur de toutes choses, etc.

L'école de Canâdi, ou, comme on l'appelle, l'École Atomistique, suppose un monde passager, mais composé d'aggrégations d'atomes éternels. Il ne paraît pas qu'elle traite la question de savoir si les aggrégations temporaires dépendent des affinités naturelles aux atomes, ou de la puissance créatrice de Dieu.

Il est impossible de ne pas remarquer l'identité des sujets discutés par les philosophes indous et par ceux de l'ancienne Grèce; il est impossible de ne pas remarquer la ressemblance singulière des doctrines professées par des écoles établies dans des pays si différents et si éloignés. La cause première, la relation de l'esprit à la matière, la création, la destinée, et mille autres sujets semblables, sont mêlés par les Indous de questions que la métaphysique moderne a connues, mais qui avaient échappé au génie des sages de la Grèce ou de l'Italie. D'un autre côté, les doctrines indoues de l'éternité de la matière, ou de son émanation du sein de la Divinité; de l'existence individuelle de l'Être Suprême, ou de son existence collective, qui confond toute la nature en lui; de l'origine de toutes les âmes émanées de Dieu pour retourner à lui; des atomes, des révolutions périodiques des mondes, ont été professées par l'une ou par l'autre des anciennes écoles de la Grèce. Il est possible que ces doctrines se soient présentées simultanément à des esprits spéculatifs, dans des pays qui n'avaient ensemble aucuns rapports; il est possible que chacune de ces coïncidences ait été purement accidentelle; mais quand nous trouvons tout un système, comme celui de Pythagore par exemple, presque complétement semblable dans toutes ses parties à l'un des systèmes indous; lorsque les doctrines de ces deux systèmes semblent si peu naturelles à la raison humaine; en vérité avons-nous besoin des traditions qui nous racontent les pérégrinations de Pythagore en Orient, pour croire que ces deux systèmes sont sortis de la même source?

La fin de toute philosophie, c'est, suivant Pythagore, de délivrer l'esprit de tous les obstacles qui s'opposent à son perfectionnement, de le soustraire à l'empire des passions, à l'influence des impressions corporelles, afin de l'assimiler à la Divinité, et le rendre digne de prendre place parmi les dieux. L'âme, dit encore le même philosophe, est

partie de la Divinité; et, après diverses transmigrations, après avoir subi divers états de purification dans la région des morts, elle retourne à la source éternelle d'où elle était sortie. L'esprit (θύμος) est distinct de l'âme (φρὴν). Dieu est l'âme universelle répandue dans toutes les choses, le premier principe de l'univers; il est invisible, incorruptible, compréhensible seulement à l'esprit. Entre Dieu et l'homme, existe un monde d'êtres aériens classés hiérarchiquement, et qui exercent des influences différentes sur les affaires de ce monde.

Ces doctrines du philosophe grec sont précisément celles de l'Inde; et quand nous nous rappelons l'aversion de Pythagore pour la nature animale, l'interdiction dont il la frappa, excepté dans les sacrifices, le long noviciat de ses disciples et leur mystérieuse initiation, il est difficile de croire qu'une concordance si frappante puisse venir d'une autre source que l'imitation.

Nous pourrions citer encore d'autres analogies non moins extraordinaires, quoique moins importantes : l'affinité entre Dieu et la lumière, l'influence arbitraire accordée à la lune sur la durée des révolutions terrestres, etc., qui sont d'autant plus remarquables qu'elles diffèrent plus complétement des doctrines des écoles grecques au temps de Pythagore.

Quelques-uns des principes communs aux deux écoles l'étaient aussi, dit-on, aux anciens Égyptiens; et quelques auteurs ont pensé que c'était là la source commune où Pythagore et les Brahmanes avaient puisé. Mais on peut répondre à cette hypothèse que nous connaissons seulement les doctrines de l'Égypte par des livres écrits longtemps après que ces doctrines avaient déjà pénétré en Grèce par d'autres voies. L'auteur le plus ancien qui en parle, c'est Hérodote, qui vivait longtemps après que la philosophie de Pythagore s'était répandue dans tout le monde grec. Si ces doctrines étaient réellement répandues en Égypte, c'était seulement une superposition à un système indépendant; et en Grèce, elles n'ont été acceptées dans leur intégrité par aucun autre philosophe que Pythagore. Dans l'Inde, au contraire, elles représentent les principes mêmes sur lesquels repose la religion du peuple; c'est d'elles que sont sorties toutes les écoles de philosophie; c'est sur elles que se base toute théorie du monde physique ou moral.

M. Colebrooke remarque avec raison que la philosophie indienne a plus de rapports avec celle des premiers philosophes grecs qu'avec les doctrines de leurs successeurs; et que si les Indous ont pu recevoir les premiers éléments de leurs croyances d'une nation étrangère, il n'y a pas de raison pour qu'ils n'aient pas aussi connu, de la même manière, les développements que ces croyances ont reçus. Aussi conclut-il que « les Indous ont été, dans cette circonstance, les maîtres et non pas les disciples. »

§ VI. Astronomie et mathématiques.

L'antiquité et l'originalité de l'astronomie indienne présente un sujet d'études plein d'intérêt.

Son antiquité a été discutée par les plus grands astronomes de l'Europe; et c'est une question qui n'est pas encore résolue.

Cassini, Bailly et Playfair croient que les Indiens nous ont transmis des observations faites plus de trois mille ans avant J. C., et que ces observations sont la preuve des progrès remarquables que la science avait déjà faits à cette époque.

Quelques hommes éminents dans la science, et parmi lesquels il faut compter Laplace et Delambre, nient l'authenticité de ces observations, et par conséquent aussi la validité des conclusions qu'on prétend en tirer.

La question entre ces savants est purement scientifique, et les astronomes seuls peuvent en décider. Autant que nous en pouvons juger, nous pencherions jusqu'à un certain point pour la seconde manière de voir.

Cependant tous les astronomes admettent une haute antiquité pour les observations faites par les Indiens; et il semble impossible que l'exactitude

avec laquelle ils sont parvenus à déterminer les mouvements moyens du soleil et de la lune ne soit pas le résultat de comparaisons faites d'observations modernes avec d'autres observations qui doivent remonter à une grande antiquité. Le plus ardent adversaire des prétentions indiennes, M. Bentley, admet lui-même, dans un de ses derniers ouvrages, que la division de l'écliptique par les Indiens en vingt sept stations lunaires, ce qui suppose un nombre immense d'observations, a dû être faite en l'an 1442 avant notre ère. Sans vouloir tirer trop grand parti de cette concession, nous inclinerions à penser que les observations indiennes n'ont pas pu commencer plus tard qu'au XV<sup>e</sup> siècle avant J. C.; c'est-à-dire un ou deux siècles avant l'expédition des Argonautes, et avant l'époque où l'on signale les premières observations astronomiques en Grèce.

La loi astronomique qui est donnée par les Védas pour la fixation du calendrier remonte nécessairement, comme les Védas eux-mêmes, au XIV<sup>e</sup> siècle avant J. C.; et Parâsarâ, le premier auteur indou qui ait écrit sur l'astronomie, mais dont malheureusement il ne nous reste rien, a probablement vécu à la même époque.

Dans les recherches sur l'astronomie des Indiens, on ne peut tirer aucun secours de leurs anciens auteurs. Le même système d'esprit de corps sacerdotal qui, sous certains rapports, a exercé une influence si pernicieuse sur les Indiens, a jeté un voile impénétrable sur leur science. L'astronomie étant devenue un instrument qui servait à calculer l'extravagante chronologie des religionnaires, toutes les époques qu'elle aurait dû déterminer ont été jetées dans la confusion; il n'existe pas d'exposé général du système; on ne laisse connaître au vulgaire que ce qui est nécessaire pour obtenir de certains objets; et encore, dans ce cas, la source des communications qu'on veut bien lui faire est soigneusement dérobée à ses yeux, et les résultats qu'on laisse arriver jusqu'à lui lui sont donnés comme révélation de la Divinité.

Aussi ne connaît-on pas les bases qui ont servi aux calculs des tables des Indous; aussi ne connaît-on pas de séries d'observations régulières faites par eux.

Si ce système rend si difficiles les recherches des modernes, à plus forte raison a-t-il dû contrarier les progrès de la science. L'art de faire des observations ne s'enseignait qu'à un petit nombre d'initiés; et plus petit, sans doute encore, était le nombre des esprits disposés à cultiver une science qui pouvait ne pas confirmer et même ébranler la foi aux vérités divines. Ils n'avaient pas le savoir, le talent qui résulte d'une longue expérience traditionnelle; et lorsque l'accumulation des erreurs, dans leurs tables soi-disant révélées, arrivait au point où ils étaient forcés d'y faire à la fin des corrections, ils étaient obligés aussi, pour ménager l'opinion publique, de dissimuler les remaniements autant qu'il était possible.

Cependant, malgré tous ces obstacles, il paraît que les Indous avaient fait de très-grands progrès en astronomie. Comme ils n'ont pas laissé de système complet qui puisse être présenté sous une forme populaire et comparé à celui des autres nations, il n'y a que les savants qui puissent porter un jugement éclairé sur les détails de leurs travaux qui nous sont connus. Sur ce point les opinions sont très-divisées; et ce qui semble le plus probable, c'est qu'à côté d'erreurs monstrueuses on trouve aussi, dans leurs écrits astronomiques, des preuves d'un incontestable talent et d'une science vraiment extraordinaire.

Les progrès faits par les Indous dans les autres branches des sciences mathématiques sont plus remarquables, moins controversés que ceux qu'ils ont faits en astronomie. Dans le *Sourya Sidhenta*, ouvrage écrit, suivant M. Bentley, en l'an 1091 de notre ère, et, suivant l'opinion la plus générale, dans le V<sup>e</sup> ou le VI<sup>e</sup> siècle, on trouve exposé une trigonométrie qui n'est pas seulement beaucoup plus avancée que tout ce que les anciens Grecs ont connu, mais

qui contient encore des théorèmes qui n'ont été découverts en Europe que dans le XVI[e] siècle.

La science géométrique des Indous se prouve par les démonstrations qu'ils ont données des propriétés des triangles, surtout par celle qui déduit la mesure superficielle d'un triangle du calcul de ses trois côtés; théorème qui n'a été connu en Europe qu'au XVI[e] siècle, par les travaux de Clavius. Les Indous avaient aussi découvert, dans les premiers siècles de notre ère, le rapport du rayon à la circonférence du cercle, qui n'a été déterminé en Europe que dans les temps modernes.

Ce sont les Indous qui, en arithmétique, ont les premiers inventé le système décimal, découverte à laquelle ils doivent, selon toute apparence, leur supériorité sur les Grecs dans la science des nombres.

Mais c'est surtout dans la science algébrique que les Brahmanes ont eu une supériorité marquée sur toute l'antiquité, et même sur le moyen-âge. Leurs découvertes dans cette science nous sont surtout connues par les ouvrages de Brahma Gôpta (VI[e] siècle), et de Brahma Atcharya (XII[e] siècle); mais tous deux ont emprunté les éléments de leurs travaux à Arya-Bhatta, qui vivait au temps où la science semble avoir été le plus florissante, quoiqu'on ne puisse pas prouver qu'il ait vécu antérieurement au V[e] siècle. M. Colebrooke croit cependant qu'il fut contemporain de Diophantus, le premier des Grecs qui ait écrit sur l'algèbre, en l'an 360 de J. C.

Mais quoi qu'il en soit de la question de priorité, il n'y a pas lieu à discussion sur le mérite relatif des uns et des autres. Arya-Bhatta n'est pas seulement supérieur à Diophantus parce qu'il savait résoudre des équations comprenant plusieurs inconnues, et parce qu'il a donné une méthode générale pour résoudre tous les problèmes au moins jusqu'au premier degré, mais on peut dire que ses travaux et ceux de ses successeurs peuvent, jusqu'à un certain point, soutenir la comparaison avec les travaux de la science moderne. Et encore il ne faut pas oublier qu'Arya-Bhatta n'est pas le fondateur de la science indoue; que, selon toute probabilité, elle n'avait pu arriver au point où elle était parvenue de son temps, qu'après une longue suite d'efforts et de culture. L'époque où il florissait, c'est-à-dire le V[e] siècle au plus tard, est celle où la science des Indous était parvenue à son plus haut point de splendeur.

D'après ce que nous avons déjà dit, on a pu se former une idée de l'originalité de la science indoue. Dans leur astronomie, le défaut de théorie générale, l'inégal progrès des diverses parties de la science, le manque de démonstrations et d'observations régulières, l'imperfection des instruments employés par les Brahmanes, l'inexactitude de leurs observations, et le temps d'arrêt imposé tout d'un coup à leurs découvertes, sont, nous ne le cachons pas, des arguments très-forts sous la plume de ceux qui prétendent que les Indous ont puisé leur science à une origine étrangère. D'un autre côté, on doit ne pas oublier qu'au temps de leurs premiers progrès toutes les autres nations étaient encore plongées dans la plus profonde ignorance, et qu'à leur époque la plus avancée, à celle sans doute où ils ont dû emprunter aux autres, leur travail se produit toujours d'une manière originale, est fondé très-souvent sur des principes qu'aucun autre peuple que les Indous n'a connus, et de plus est riche de découvertes qui n'ont été faites en Europe que dans les deux derniers siècles. Il est clair, pour les découvertes du moins, qu'elles n'ont pu être empruntées à personne : et ne semblent-elles pas prouver que le peuple qui les a pu faire avait assez de force dans l'esprit pour avoir pu découvrir lui-même tout ce qu'il sait?

Après tout, il semble probable que si les Indous ont fait des emprunts aux autres, ce n'a été qu'après que leur propre astronomie avait déjà fait des progrès très-considérables; et, à en juger par la différence considérable de leurs théories comparées à celles des

autres nations, même dans les parties où elles s'en rapprochent le plus, il semble que les Indous ont tiré parti des travaux des autres, plutôt qu'ils ne se sont contentés de les copier sans les remanier eux-mêmes.

Qu'ils aient fait quelques emprunts de ce genre aux Grecs d'Alexandrie, c'est ce qui ne paraît pas improbable; et la raison en est parfaitement expliquée par M. Colebrooke, qui a discuté la question avec sa science et son impartialité ordinaires. Après avoir montré que les écrivains indous du V[e] siècle parlent avec estime de l'astronomie des Yavanes (c'est vraisemblablement les Grecs qu'ils désignent par ce nom), et qu'un traité de leurs auteurs a pour titre « *Romaka sidhanta,* » allusion possible au système des astronomes occidentaux (Romains), M. Colebrooke s'exprime ainsi : « Si ces circonstances, réunies à une ressemblance qui ne saurait être fortuite entre l'astronomie des Indous, avec son appareil d'épicycles et d'excentriques, et celle des Grecs; si ces circonstances suffisent pour autoriser à penser que les Indous ont reçu des Grecs des connaissances qui leur ont permis de corriger et d'améliorer leur système astronomique, je serais assez d'avis de me ranger à cette opinion. Il y a plus d'un motif pour croire que les Indous ont eu connaissanee de l'astronomie des Grecs longtemps avant que les Arabes n'eussent commencé à cultiver cette science. »

Dans un autre passage, M. Colebroocke regarde comme assez probable que les Indous ont puisé chez les Grecs l'idée de leur zodiaque solaire, mais l'ont adaptée à leur ancienne division de l'écliptique en vingt-sept parties. « Leur astrologie, dit-il, est complétement empruntée aux peuples de l'Occident. »

D'après ce que nous avons dit, il est tout à fait improbable que la géométrie et l'arithmétique indoues aient été empruntées aux Grecs; et il n'y a aucun peuple qui puisse contester aux Brahmanes la priorité de leurs travaux dans ces sciences. Le caractère tout à fait particulier de leur méthode donne aussi la plus grande apparence d'originalité à leurs découvertes en algèbre.

Dans cette dernière science, on a voulu réclamer contre eux, dans l'intérêt des Arabes; mais M. Colebrooke a parfaitement démontré que l'algèbre avait déjà atteint son plus haut point de développement dans l'Inde, longtemps avant que les Arabes n'eussent commencé à s'en occuper, et même longtemps avant l'époque du développement intellectuel des Arabes.

Tout ce que les Arabes ont su en commun avec les Indous, il est probable qu'ils l'ont appris par les travaux des Brahmanes; et, si grandes qu'aient été leurs découvertes, il ne faut pas oublier qu'elles ne datent pas d'avant le VIII[e] siècle, c'est-à-dire de l'époque où les Arabes puisèrent aux sources de la science grecque.

Sur tous ces sujets, cependant, les jugements portés par les hommes les plus compétents ne doivent être acceptés que comme des opinions *sur ce que nous savons seulement;* et il faut attendre que nous connaissions mieux et plus complétement la littérature sanscrite, avant d'oser porter un jugement définitif.

Le plus grand intérêt, après tout, qu'offre l'histoire de la science, ce sont les moyens qu'elle donne pour apprécier le caractère de la nation où elle s'est développée; et, sous ce point de vue, les Brahmanes nous apparaissent, comme toujours, remarquables par leur persévérance et leur finesse, mais aussi toujours dépourvus de fermeté et de précision, toujours également disposés à dénaturer tout par le mélange de fables ridicules, et le sacrifice de la vérité aux intérêts supposés de la caste sacerdotale.

### § VII. Géographie.

La géographie est la science dans laquelle les Indous ont fait le moins de progrès.

Suivant leur système, le mont Mérou occupe le centre du monde. C'est une

montagne de forme conique, dont les flancs sont formés de pierres précieuses, et dont le sommet est une sorte de paradis terrestre. C'est une idée qui a pu être suggérée aux Brahmanes par les imposantes montagnes qui dominent au nord la frontière de l'Inde. Cependant le mont Mérou ne fait pas partie de la chaîne de l'Himalaya, et n'a d'existence que dans l'imagination des mythologues indous.

Il est entouré par sept ceintures concentriques de terres habitables, divisées entre elles par sept mers.

La ceinture centrale s'appelle Djambadouip; elle renferme l'Inde, et est entourée d'une mer d'eau salée.

Les six autres ceintures sont séparées l'une de l'autre par des mers de lait, de vin, de jus de canne à sucre, etc.

Le nom de Djambadouip est quelquefois appliqué à l'Inde en particulier, qui s'appelle aussi Bharata.

Cette contrée, et à peine quelques-unes de celles qui lui sont le plus voisines, telle est la seule partie du globe que les Indous semblent avoir jamais connue.

Pour ce qui est de l'Inde même, leurs anciens livres mentionnent des divisions géographiques, avec des noms de villes, de montagnes, de fleuves, etc., qui permettent, malgré le défaut d'ordre et de méthode, de reconnaître des villes, des royaumes modernes.

En dehors de l'Inde, ces livres ne nous donnent que les notions les plus confuses; et toute la persévérance de la science moderne n'a encore rien pu reconnaître dans ce chaos.

C'est un fait remarquable, que le nom sanscrit d'aucun lieu au delà de l'Indus ne coïncide avec ceux donnés par les historiens d'Alexandre, quoique le contraire arrive pour les noms des villes en deçà de l'Indus. On peut donc en tirer la conclusion très-probable que, dès les temps anciens, les Indous avaient autant d'antipathie pour les voyages que la plupart d'entre eux en ont encore maintenant; et qu'ils seraient éternellement restés séparés du monde, si les autres peuples avaient eu aussi peu de mouvement et de curiosité qu'eux.

L'existence de races indiennes dans deux pays situés au delà de l'Indus ne prouve rien contre cette observation. Celle qui vit sur les bords de la mer, après avoir sans doute été chassée de son pays par des révolutions politiques, s'est établie sur la côte la plus voisine qu'elle a pu trouver. L'histoire de celle qui s'est établie dans les montagnes du nord nous est complétement inconnue; et quoique toutes deux elles paraissent, dès le temps d'Alexandre, avoir oublié leurs anciens rapports avec la mère patrie, et adopté même quelques usages différents de ceux des peuples indiens, il ne semble cependant pas qu'elles se soient alliées à aucune autre nation, ni qu'elles soient jamais sorties des limites où elles s'étaient d'abord établies.

Aujourd'hui, sans compter les mendiants des ordres religieux qui vont adorer le feu sacré à Bakou, sur la mer Caspienne, et quelquefois poussent leur voyage jusqu'à Astracan et même jusqu'à Moscou, il existe à Shikarpour, ville située sur les bords de l'Indus, une population indienne, dont les rejetons vont s'établir comme banquiers et négociants dans les villes de la Perse et du Turkestan; mais ces émigrés semblent n'avoir jamais étudié les pays qu'ils vont habiter, et leurs voyages n'ont jamais fourni aucun moyen d'instruction à leurs compatriotes.

A peine si leurs anciens livres parlent jamais des nations voisines. Ils connaissaient les Grecs, et leur avaient donné le nom de Yâvan, qu'ils étendirent ensuite à tous les conquérants qui vinrent chez eux du nord-ouest; et il y a toute raison de croire qu'ils connurent aussi les Scythes sous le nom de Sacas. Mais c'est dans l'Inde même que les Indiens apprirent l'existence de ces peuples, et ils ne surent jamais rien du pays d'où vinrent ces conquérants. Par un auteur du VII[e] ou du VIII[e] siècle, que cite M. Colebrooke, il paraît que les Indiens eurent connaissance des Romains. Cet auteur dit que les langues des barbares s'appellent Parasica, Yâvana, Raumaca et Barbara : les trois premières de ces désignations semblent

s'appliquer aux Persans, aux Grecs et aux Romains.

Le pays occidental, où il est, dit-on, minuit lorsque le soleil se lève à Lanka, doit peut-être s'entendre de Rome. Il est certain que les Indiens connaissaient la Chine. On possède le récit du voya d'un Chinois qui vint visiter l'Inde dans le IVe siècle; et, au dire des auteurs chinois, le roi de Magada envoya plusieurs ambassades en Chine, dans le IIe siècle et les siècles postérieurs. Manou parle d'un peuple qu'il nomme Chîn; mais il le compte parmi les tribus du nord-ouest de l'Inde; et, de plus, le nom de Chîn ne fut adopté dans le pays qu'il désigne aujourd'hui que longtemps après Manou.

A moins d'ajouter une foi implicite aux savantes et ingénieuses déductions du colonel Wilford, il est difficile de trouver, dans aucun des essais géographiques qui ont été traduits du sanscrit, rien qui puisse faire croire à des rapports entre l'Inde et l'Égypte, bien que le commerce fait pendant des siècles par les navigateurs grecs et romains dans les mers de l'Inde, donne lieu de penser cependant qu'on aurait dû en trouver quelques traces.

### § VIII. Chronologie.

Les immenses périodes employées par les Indous dans la supputation du temps ne souffrent pas la discussion. Bien qu'elles soient fondées sur des données astronomiques, elles ne méritent pas l'attention que leur ont bien voulu accorder les savants européens; ce sont des hypothèses purement mythologiques.

Une révolution complète de quatre milliards trois cent vingt millions d'années forme un *Calpa* ou jour de Brahma. Dans cette période, sont comprises quatorze *Manouantaras*, ou époques gouvernées chacune par un Manou. Chaque Manouantara se compose de soixante-onze *Mahâ-Yougas* ou grands âges, et chaque Mahâ-youga se divise à son tour en quatre Yougas ou âges d'inégale durée. Ce dernier trait a quelque ressemblance avec les quatre âges d'or, d'argent, d'airain et de fer imaginés par les Grecs.

Le dernier de ces quatre âges intéresse seul le genre humain. Le premier, ou *Satya-youga,* comprend une période de un million sept cent vingt-huit mille ans. Le second, ou *Trita-youga,* dure un million deux cent quatre-vingt-seize mille ans; le troisième, ou *Douapar-youga,* huit cent soixante-quatre mille ans; et le quatrième, ou *Câli-youga*, quatre cent trente-deux mille ans. Quatre mille neuf cent quarante et un ans du Câli-youga du Manouantara actuel se sont déjà écoulés; c'est, à proprement parler, l'époque historique. Cependant quelques événements mentionnés par la mythologie indoue se rapportent aux époques antérieures, et ne mériteraient pas d'occuper les savants, si on ne pouvait les rapporter à des temps plus rapprochés de nous.

Pour essayer d'établir une chronologie indienne, il faut donc écarter tout d'abord les Calpas, les Manouantaras et les Yougas, et voir si, dans les monuments qui nous restent de la civilisation de ce peuple singulier, on ne trouve pas quelques éléments plus rationnels.

Nous avons dit que les Védas semblent avoir été réunis en un corps d'ouvrages vers le XIVe siècle avant J. C., mais qu'il était impossible d'établir la concordance d'aucun événement historique avec cette date. L'astronome Parasara a peut-être vécu quatorze siècles avant notre ère; et sa vie ou celle de son fils Vyâsa, le compilateur des Védas, s'est trouvée probablement mêlée à bien des événements, dont le souvenir nous est arrivé sous forme historique ou mythologique. Mais la plupart des personnages qu'on nous donne comme les contemporains de ces deux auteurs semblent en réalité avoir vécu à des époques très-différentes; et, de plus, la longueur extravagante assignée à la vie de tous les saints personnages empêche qu'on puisse y trouver une base certaine pour un système historique.

Le monument sur lequel nous pour-

rions encore essayer de fonder une chronologie indienne, ce sont les listes données par les Pouranas, de deux races parallèles de rois (les descendants du Soleil et de la Lune), qu'on suppose avoir régné en Ayôdha, entre la Djamna et le Gange, et desquelles toutes les anciennes races royales de l'Inde prétendaient tirer leur origine. Ces listes, suivant les calculs de sir William Jones, nous reporteraient à trois mille cinq cents ans avant J. C.; mais elles sont si contradictoires, qu'il est impossible d'y avoir aucune confiance. Les chefs de ces deux races sont nécessairement contemporains, puisqu'ils sont frère et sœur; cependant les descendants de la race lunaire ne comptent que quarante-huit noms pour une période, où la race solaire en compte quatre-vingt-quinze; et Chrishna, qui, selon le témoignage des Pouranas, est de beaucoup postérieur à Râma, est le cinquantième de la race lunaire, tandis que Râma est le soixante-troisième de la race solaire.

Toutes les tentatives faites pour mettre ces listes d'accord n'ont abouti qu'à montrer leur discordance. La narration qui leur sert de texte dans les Pouranas les discrédite encore davantage, par les puérilités et les absurdités dont elle est semée; enfin, quoiqu'il soit possible, à la rigueur, que la plupart des rois dont les noms sont donnés, aient en effet régné; quoiqu'on puisse prendre certains de ces contes pour des allusions à la réalité; il est cependant impossible d'en tirer, jusqu'au temps de Chrishna et à la guerre du Mahâ Bhârata, aucun élément certain de chronologie.

Depuis le temps du Mahâ Bhârata, on fournit, pour les diverses parties de l'Inde, des listes de rois qui présentent de certaines apparences de probabilité, et qui sont quelquefois confirmées par le témoignage des peuples étrangers.

Plus souvent encore leur authenticité est prouvée par des inscriptions religieuses et des concessions de terre. Ces concessions sont sculptées sur la pierre, ou gravées sur des plaques de cuivre qu'on retrouve en assez grand nombre aujourd'hui, et souvent dans le meilleur état de conservation. Non-seulement elles rapportent les dates avec une exactitude minutieuse, mais presque toujours encore elles rappellent les noms de plusieurs des prédécesseurs du prince qui a octroyé la concession. Si l'on parvenait à en réunir un nombre suffisant, on pourrait arriver ainsi à fixer les dates pour toute une série de rois; aujourd'hui ce ne sont encore que des fragments isolés, qui peuvent être fort utiles pour certains détails historiques, mais qui ne fournissent pas encore les éléments d'une chronologie générale.

La race de Magada présente seule une série de rois non interrompue, depuis la guerre du Mahâ Bhârata jusqu'au V[e] siècle après J. C., et peut, jusqu'à un certain point, servir de moyen de contrôle pour les événements qu'on place dans cette période.

Sahadéva était roi de Magada à la fin de la guerre du Mahâ-Bhârata.

Le trente-cinquième de ses successeurs était Adjata Satrou, sous le règne de qui vivait Sakya ou Gôtama, fondateur du Bouddhisme. Selon toute probabilité, Sakya est mort vers l'an 550 avant J. C. Nous avons donc les témoignages des Chroniques des Birmans, des Cingalais, des Siamois et des autres peuples Bouddhistes, mais non Indous, pour nous aider à fixer l'époque où vivait Adjata Satrou.

Le sixième successeur d'Adjata Satrou était Nanda; le neuvième successeur de celui-ci, Chandra Gopta; et le troisième successeur de Chandra Gopta, Asoca, prince célèbre chez les Bouddhistes de tous les pays, comme l'un des plus zélés défenseurs de leur religion.

C'est au moyen de ces deux derniers princes qu'on peut essayer de lier la chronologie de l'Inde à celle de l'Europe, et de circonscrire, quoique d'une manière encore très-peu précise, les véritables limites de l'époque historique des Indous.

Dans le dessein probable d'exalter leur héros Chrishna, les auteurs indous ont fixé la fin de la guerre du Mahâ-

Bhârata et le nom de ce héros au commencement du Câli Youga, ou âge pervers; et cette assertion, bien que démentie par un de leurs auteurs, et contredite indirectement par le récit de plusieurs autres, est encore regardée par eux comme incontestable.

Mais en essayant de vérifier la liste des rois fournis par les Pouranas, sir William Jones fut frappé de la ressemblance du nom de Chandra Gopta avec celui de Sandracottus ou Sandracoptus, qui, au dire des historiens européens, conclut un traité avec Séleucus, l'un des successeurs d'Alexandre. Poursuivant cette idée, il fut surpris de voir que la ressemblance ne s'arrêtait pas là, mais s'appliquait aussi aux événements historiques; et regardant Chandra Gopta comme le contemporain de Séleucus, il arriva à établir pour les événements antérieurs une théorie plus conforme à nos idées de chronologie. M. Wilson a depuis clairement démontré que Chandra Gopta est en effet le Sandracottus des historiens grecs. Tout le prouve : la ressemblance des noms déjà rapportés; l'identité des noms de Xandramas sous lequel Diodore désigne Sandracottus, et de Chandramas que les historiens indous donnent quelquefois à Chandra Gopta; son humble origine et son usurpation, points sur lesquels les Indous et les Grecs sont d'accord; la position de son royaume, telle qu'elle est donnée par Mégasthenès, ambassadeur de Séleucus; le nom de son peuple, Prasii chez les Grecs et Prachi chez les Indous; celui de sa capitale, Palibothra dans les écrivains grecs, et Patalipoutra chez les Indous. Des découvertes postérieures, faites dans les livres des Brahmanes, ont permis de fixer l'époque de Chandra Gopta avec un peu plus de précision. Wilford l'avait placée en 350 avant J. C., et M. Wilson en 315, lorsque tout à coup ils virent confirmer leur hypothèse par la publication des Tables chronologiques des Bouddhistes d'Ava et de Ceylan. Le premier de ces monuments fixe le règne de Chandra Gopta entre les années 392 et 376 avant J. C., le second, entre les années 481 et 347; tandis que, d'un autre côté, la chronologie grecque nous permet de le fixer entre l'avénement de Séleucus en 312, et sa mort en 280 avant J. C. La différence de trente ou quarante ans entre les dates bouddhisques et grecques est attribuée par M. Turnour à la fraude des prêtres Bouddhistes, qui, bien qu'exempts des extravagances de la chronologie brahmanique, ont voulu, en cette occasion, faire concorder une date historique avec une de leurs dates religieuses.

D'ailleurs, cette faible différence ne suffirait pas pour nous empêcher de croire à la parfaite identité de Chandra Gopta et du Sandracottus de Séleucus, lors même que le fait ne nous aurait pas encore été confirmé depuis par des preuves irrécusables. Mais aujourd'hui tous les doutes ont été écartés par une découverte qui promet d'éclairer d'une lumière inattendue bien des parties obscures de l'histoire de l'Inde. Des grottes, des rochers, des colonnes situées dans diverses parties de l'Inde, sont couvertes d'inscriptions tracées avec des caractères que, jusqu'à nos jours, personne encore n'avait pu lire, et qui semblaient un défi jeté aux savants, comme jadis les hiéroglyphes de l'Égypte. Mais enfin M. Prinsep, après les avoir longtemps étudiées sans parvenir à trouver la clef de l'énigme, remarqua la brièveté et la position isolée de toutes les inscriptions de l'un de ces temples, et il imagina que, conformément aux habitudes encore en vigueur des Bouddhistes, chacune de ces inscriptions était consacrée à la mémoire des donateurs qui ont enrichi ce temple. Il remarqua encore que toutes ces inscriptions se terminaient uniformément par les deux mêmes lettres; et, partant de là en suivant son idée, il présuma que ces deux lettres devaient être le D et le N, les deux lettres radicales du mot sanscrit qui signifie donation. La fréquente répétition d'une autre lettre lui fit supposer que c'était le S, signe du génitif en sanscrit; si bien qu'enfin, de lettre en lettre, il finit

par composer un alphabet. La langue de ces inscriptions n'est pas le sanscrit pur, mais un de ses dialectes, le pâli, dans lequel sont écrits les livres sacrés des Bouddhistes. Tandis que M. Prinsep arrivait ainsi à lire des inscriptions jusque-là illisibles, et à restituer les noms d'une série de rois gravés sur des médailles indiennes qu'on n'avait pas encore pu déchiffrer, il eut le plaisir de voir confirmer toute sa théorie par les travaux de M. Lassen, professeur à Bonn. Le savant Prussien venait de prouver que deux noms écrits sur des médailles grecques étaient ceux d'Agathocle et de Pantaléon ; et M. Prinsep avait le plaisir de lire ces mêmes noms écrits sur le revers de ces mêmes médailles, avec les caractères dont il avait retrouvé l'alphabet.

Cette découverte lui permit de lire sans difficulté les inscriptions de la fameuse colonne de Firouz Shah, à Delhi, et de trois autres colonnes situées dans la vallée du Gange. Bientôt après, tous les monuments de cette espèce qu'on put signaler dans l'Inde furent déchiffrés. On y trouva un grand nombre d'édits ; et l'un d'eux, relatif à l'érection d'hopitaux et d'autres fondations charitables, ordonnait « qu'il en serait fondé sur le territoire « de la dépendance d'Asoca, aussi bien « que sur celui des fidèles (suivent quatre noms inconnus), et en Tambapanni (Taprobane ou Ceylan), et « jusque dans l'empire d'Antiochus le « Grec (Antioko Yôna), dans les pro- « vinces dont les généraux d'Antio- « chus sont les gouverneurs. »

Un autre édit sculpté sur un rocher est dans un assez mauvais état de conservation, et difficile à lire; il semble cependant être un témoignage de la satisfaction que donnait à Asoca la propagation de ses doctrines dans l'Inde, aussi bien qu'en pays étranger. On lit le fragment suivant : « Et aussi le roi « grec duquel.... les rois Turamâyo, « Gongakena et Maga.... »

M. Prinsep croit que deux de ces noms désignent Ptolémée et Magas : pour lui, ils lui prouvent qu'Asoca avait quelque connaissance de l'Égypte, et même entretenait quelques rapports avec ce pays; induction qu'on ne peut contester, car c'est un fait certain dans l'histoire, que l'étendue du commerce égyptien dans les mers de l'Inde, sous les premiers Ptolémées. Il semble aussi très-probable que le Ptolémée dont il est ici question est Ptolémée-Philadelphe, dont le frère, nommé Magas, épousa une sœur d'Antiochus. Il suivrait encore de là que l'Antiochus mentionné dans l'autre édit est, ou le premier ou le second du nom, c'est-à-dire le fils ou le petit-fils de Seleucus.

Le synchronisme entre le petit-fils de Chandra Gopta et l'un des premiers successeurs de Séleucus ne laisse aucun doute sur la contemporanéité de ces deux princes, et sert à fixer dans la chronologie indienne une époque à laquelle on peut rapporter avec confiance quelques dates des événements antérieurs.

La première date à fixer est celle du règne de Nanda. Quoiqu'il y ait eu huit rois entre lui et Chandra Gopta, on ne sait pas s'ils se sont succédé en ligne directe ou collatérale; une tradition en fait huit frères ; cependant quatre des Pouranas s'accordent à fixer un espace de cent ans pour la durée des neuf règnes, en y comprenant celui de Nanda. Nous pouvons donc supposer que Nanda monta sur le trône cent ans avant Sandracottus, ou environ quatre cents ans avant J. C.

Le sixième roi en remontant, et y compris Nanda, c'est Adjata Satrou, sous le règne de qui mourut Sakya. Nous avons établi, par des témoignages autres que ceux des Indous, que cet événement arriva vers 550 avant J. C. ; et, comme les cinq règnes écoulés entre cette date et celle de quatre cents ans avant J. C., déterminée pour Nanda, ne comprendraient chacun que trente ans en moyenne, il n'y a pas d'impossibilité matérielle qui doive faire rejeter cette hypothèse.

Entre Nanda et la guerre du Maha Bharata, il y a eu trois dynasties ; le nombre des années de la durée de chacune d'elles est donné dans quatre

Pourânas. Le chiffre total est de mille cinq cents ans; cependant la plus longue liste ne donne que quarante-sept rois; et les mêmes Pourânas, dans un autre passage, donnent avec la même confiance un chiffre tout à fait différent. L'un dit que l'espace écoulé entre la guerre du Maha Bharata et le règne de Nanda a été de mille quinze ans; deux autres disent mille cinquante ans, et le quatrième mille cent quinze ans. Or, la plus courte de ces périodes, divisée entre quarante-sept règnes, donnerait une moyenne de vingt et un ans de durée pour chacun d'eux; et, pour aller au chiffre de mille cinq cents ans, il faudrait accorder une moyenne de trente et un ans. Une si longue durée pour quarante-sept règnes successifs est si improbable, que nous ne devons pas hésiter à la rejeter, et, prenant la moyenne des plus courtes périodes, décider que, autant qu'on en peut juger par les Pourânas, la guerre du Mahâ Bhârata a dû finir mille cinquante ans avant Nanda, ou environ mille quatre cent cinquante ans avant J. C. D'un autre côté, si nous croyons avec les Indous que les Védas, dans leur forme actuelle, ont été compilés pendant cette guerre, nous devrons la placer dans le XIV^e^ siècle avant J. C., c'est-à-dire plus de cinquante ans après la date donnée par les Pourânas. Cette correction, qui a de plus le mérite de raccourcir les règnes des quarante-sept rois, placerait la guerre du Mahâ Bhârata deux cents ans environ avant le siége de Troie. D'ailleurs, c'est la date la plus élevée à laquelle on puisse encore remonter : depuis cette époque jusqu'au commencement du Câli Youga, c'est-à-dire probablement jusqu'au deluge, tout n'est que fable et confusion.

Les Pourânas donnent l'histoire de la période comprise entre le règne de Nanda et la fin de la cinquième dynastie après lui, ou la quatrième après Sandracottus. Cette période comprend une durée de huit cent trente-six ou huit cent cinquante-quatre ans depuis Nanda, c'est-à-dire qu'elle s'étend jusqu'à 436 ou 454 de l'ère chrétienne. La dernière de ces dynasties, les Andras arrivèrent au trône vers le commencement de notre ère; ce qui s'accorde avec ce que dit Pline, dans le second siècle, d'une puissante dynastie du même nom; et quoique cela puisse peut être se rapporter à une autre famille du même nom, les Andras du Deccan, cependant le nom d'Andre Indi, sur le Gange, mentionné par les tables de Peutenger, donne lieu de supposer que Pline a voulu parler de la dynastie en question.

Les annales chinoises, traduites par de Guignes, indiquent, dans l'année 408 après J. C., l'arrivée en Chine d'une ambassade envoyée par le prince indien Yue-Gnac, roi de Kia-pi-li. Kia-pi-li désigne, à n'en pas douter, Capili, lieu de naissance de Bouddha, que les Chinois prennent pour le nom du royaume de Magada. Les Andras finissent avec Palimat ou Poulomerchisch, en l'année 436; et depuis lors la chronologie du Magada retombe dans une confusion presque aussi inextricable qu'avant la guerre du Mahâ Bhârata.

On doit donc être parfaitement convaincu de la complète insuffisance de la chronologie indienne, et reconnaître qu'à très-peu d'exceptions près, tout reste encore à deviner, jusqu'à l'époque où les auteurs musulmans commencent à nous raconter leur histoire dans l'Inde.

### § IX. Médecine.

Les plus anciens auteurs indous qui aient écrit sur la médecine, ou dont les ouvrages nous soient conservés, sont Charaka et Susruta. Nous ignorons l'époque où chacun d'eux a vécu; mais nous possédons un commentaire du second et du plus moderne de ces auteurs, écrit dans le Cachemir vers le XII^e^ ou le XIII^e^ siècle de notre ère; et il paraît qu'il avait été déjà précédé par d'autres.

Ces auteurs ont été traduits en arabe peu de temps, probablement, après l'époque où les musulmans commencèrent à s'occuper de science. Les auteurs arabes avouent sans détour les

obligations qu'ils ont aux médecins indous qui ont traité de leur art, et ils parlent toujours des Indous comme des heureux rivaux des Grecs. Doit-on conclure l'époque à laquelle ils commencèrent à être connus des Arabes, du fait que deux Indous, Manka et Saleh, étaient attachés en qualité de médecins au calife Haroun-al-Raschid, dans le VIII^e siècle?

Il semble que les Indous ont été très-versés dans la pharmacologie. On sait qu'ils connaissaient parfaitement les simples et leurs qualités, et qu'ils ont jadis donné des leçons sous ce rapport à l'Europe : c'est d'eux encore que, plus récemment, on a appris l'usage du datura contre l'asthme; leur talent chimique surtout était surprenant.

Ils savaient préparer les acides sulfurique, nitrique et muriatique; les oxydes de cuivre, de fer, de plomb, d'étain et de zinc; les sulfures de fer, de cuivre, de mercure, d'antimoine et d'arsenic; les sulfates de cuivre, de zinc et de fer; les carbonates de fer et de plomb. Leur manière de préparer ces substances dans la plupart des cas, sinon dans tous, était le fruit original de leur invention.

Il semble que leur médication ait été extraordinairement hardie. Ils ont été les premiers à employer les minéraux d'une manière interne; et non-seulement ils administraient ainsi le mercure, mais même l'arsenic et l'acide arsénieux, pour couper les fièvres intermittentes. Ils ont longtemps employé le cinabre en fumigations, comme moyen de produire rapidement une salivation abondante.

Leur chirurgie n'est pas moins remarquable que leur médecine, surtout quand on pense à leur ignorance de l'anatomie. Ils faisaient la taille pour la pierre, opéraient la cataracte, faisaient l'extraction du fœtus dans les fausses couches, etc. Dans leurs ouvrages les plus anciens, on trouve nommés jusqu'à cent vingt-sept espèces d'instruments de chirurgie. Cependant il est probable que ces instruments étaient fort grossiers, et aujourd'hui il en est encore ainsi; s'ils sont très-habiles à opérer la cataracte, par contre leurs opérations de la pierre sont le plus souvent fatales.

Ils ont connu l'inoculation de toute antiquité; cependant la petite vérole, jusqu'à l'introduction de la vaccine, faisait des millions de victimes.

Les médecins indous étudient particulièrement le pouls, l'état de la peau, de la langue, des yeux, la nature des évacuations, etc.; et ils passent pour être très-habiles à former un diagnostic d'après ces symptômes. Cependant leur pratique est tout empirique, car leur théorie ne peut que les induire en erreur. Leurs traitements ne sont pas non plus toujours très-judicieux; ainsi, en cas de fièvre, ils enferment le malade dans une étuve, et le mettent à la diète la plus absolue; ils ne lui permettent même pas de boire.

Ils appellent l'astrologie et la magie au secours de leur science, appliquant leurs remèdes selon la position des planètes, et aidant leur vertu par celle des charmes et des amulettes.

La plupart de ces défauts faisaient sans doute partie de l'art dans son plus beau temps, mais on ne saurait se dissimuler qu'il a décliné; les chimistes font leurs manipulations sans connaître aucune des lois qui les font réussir; les médecins suivent la pratique de leurs maîtres, sans songer à demander jamais la raison des choses; et la chirurgie est si complétement négligée, qu'aujourd'hui ce sont les barbiers qui saignent, et les bergers qui se chargent de remédier aux luxations.

### § x. De la langue.

« Le sanscrit, dit sir William Jones, « est une langue d'une admirable structure, plus parfaite que le grec, plus « abondante que le latin, et plus délicate que tous les deux. »

Cette langue, vantée par un témoignage si illustre, semble avoir toujours été cultivée par le peuple qui l'a produite avec tout le soin dont elle était digne. Panini, le plus ancien de ses grammairiens connus, remonte à une si haute antiquité, qu'il se perd dans les temps fabuleux. Ses œuvres, et celles de ses

successeurs, ont produit le système grammatical le plus complet qui ait jamais été appliqué à aucune langue.

Sans parler de ses innombrables grammaires et dictionnaires, la littérature sanscrite compte une foule de traités sur la rhétorique et la composition. Encore aujourd'hui, le sanscrit est cultivé avec le plus grand zèle; et, quoique ce ne soit plus qu'une langue morte, les savants s'en servent encore dans la conversation, avec autant de facilité que ceux de l'Europe se servaient jadis du latin. Il serait curieux de savoir quand le sanscrit cessa d'être la langue vulgaire; mais c'est une question dont les éléments de solution manquent encore.

Le sanscrit est devenu, depuis un demi-siècle, un objet d'étude intéressante pour l'Europe, depuis qu'on a découvert et constaté son affinité, qui va quelquefois jusqu'à l'identité, avec le grec et le latin.

M. Colebrooke remarque que la langue, le mètre et le style de l'un des hymmes dont se composent les Védas, démontrent jusqu'à l'évidence que « la « compilation de ces poëmes, tels qu'ils « nous sont connus aujourd'hui, a été « faite à une époque où le sanscrit avait « déjà fait des progrès sur le dialecte « rustique et irrégulier dans lequel les « prières et les hymnes des Védas sont « presque tous écrits ; à une époque où « le sanscrit était déjà devenu la lan- « gue parfaite et sonore dans laquelle « les poëmes mythologiques, sacrés et « profanes ont été écrits. »

Des Védas à Manou et de Manou aux Pourânas, sir William Jones reconnaît une proportion de progrès aussi notable que celle qui sépare les fragments de Numa de la loi des Douze Tables, et celle-ci des œuvres de Ciceron.

Les noms indiens cités par les historiens d'Alexandre peuvent, le plus souvent, se ramener aux formes sanscrites. Aucun de ces auteurs ne parle d'une langue savante distincte de celle du peuple; toutefois, dans les drames sanscrits les plus anciens, les femmes et les personnes des classes inférieures parlent un dialecte encore imparfait. Le sanscrit est réservé pour les personnages principaux.

On peut établir quelques conjectures sur l'histoire du sanscrit, par le degré où on le trouve mélangé aux dialectes de l'Inde moderne.

Les cinq dialectes du nord, ceux du Pendjâb, de Canoudj, de Mithila (Béhar septentrional), du Bengal et du Gouzerat, sont, dans l'opinion de M. Colebrooke, des dérivés du sanscrit, altérés par l'introduction de mots étrangers et de nouvelles inflexions, à peu près dans le rapport où l'italien est au latin. Au contraire, des cinq dialectes du Deccan, trois au moins, le tamoul, le télinga et le carnatique, ont une origine complétement différente du sanscrit, et ne reçoivent de mots de cette langue que dans le rapport où l'anglais en a reçu du latin, où l'indoustani en a reçu de l'arabe. Des trois, le tamoul est le plus pur, et souvent on l'a regardé comme la langue mère des deux autres. Le télinga, quoiqu'il conserve encore sa forme particulière, est le plus mélangé de sanscrit.

Des deux autres dialectes du Deccan, celui d'Orissa, quoique dérivé surtout du tamoul, a fait de si nombreux emprunts au sanscrit, que, suivant M. Wilson, « si l'on en retranchait les « mots sanscrits, il n'existerait plus. » On le compte souvent, au lieu du gouzerâti, parmi les cinq dialectes du nord.

Le mahârashtra ou maratte appartient, selon M. Wilson, à la famille du nord, quoiqu'on le range toujours dans celle du midi. La race qui le parle a donc dû venir d'au delà des monts Vindhyas; mais on en est encore réduit à des conjectures sur l'époque de son immigration.

### § XI. De la poésie.

Une personne étrangère à l'étude du sanscrit a bien de la peine à se former une opinion sur la poésie des Indous.

L'harmonie, merveilleux attribut du sanscrit, se perd nécessairement dans une traduction; et la faculté illimitée de former des composés, qui donne à l'original une si grande richesse,

échappe également dans une langue étrangère.

L'originalité même de la poésie des Indous empêche que nous puissions la parfaitement comprendre; elle diffère trop de tout ce que nous entendons et comprenons par le mot de poésie. L'individualité des idées et des sentiments du peuple est comme une barrière qui nous empêche de pénétrer dans son esprit; la différence des objets naturels, auxquels les poëtes empruntent leurs images, est une cause d'obscurité pour nous; leur style figuré, qui, pour un Indou, donne une nouvelle vivacité à l'expression, devient au contraire, par la seule différence des climats, lettre close pour nous. Quelles idées se présentent à nos esprits, lorsqu'on nous dit que les lèvres d'une jeune fille sont comme la fleur du Bandhoudjiva, ou que le lustre du Madhuca brille sur ses joues? Et cependant ces images sont aussi expressives pour ceux qui les comprennent, que l'est pour nous la comparaison d'une jeune beauté à une rose épanouie.

Malgré tous ces désavantages, les quelques échantillons de la poésie sanlanscrite qui ont été traduits dans les langues européennes renferment de grandes beautés.

Le théâtre en particulier, qui est de toutes les branches de la littérature indoue celle qui nous est le mieux connue, compte quelques véritables chefs-d'œuvre. Sacontala est depuis longtemps connue aux Européens, par la traduction classique de sir William Jones et celle de M. de Chézy; nous devons à M. Wilson et à M. Langlois la traduction de la plupart des drames du théâtre indien.

Quoique nous possédions des pièces écrites au commencement de notre ère, cependant le nombre des drames indiens dont nous connaissons les titres ne va pas au delà de soixante. Il est donc probable qu'il s'en est perdu beaucoup; sur ce nombre, il y en a huit qui ont été traduits complétement, et vingt-quatre autres qui ont été analysés et traduits en partie.

Quoiqu'il n'y ait pas de tragédie dans le nombre, ou du moins, quoique aucun d'eux ne se termine d'une manière tragique, ils présentent cependant une diversité de sujets, de caractères et de combinaisons aussi riche que celle de tout autre théâtre. Une pièce, traduite par le docteur Taylor de Bombay, peut être regardée comme l'exposition très-vive, et parfois très-caustique, des divers systèmes de philosophie. Les sujets des drames plus sérieux sont empruntés à l'histoire des héros, aux amours et aux guerres des rois, aux intrigues de leurs ministres, et quelquefois aux accidents de la vie privée.

La diversité des personnages est aussi grande que celle des sujets. Dans ceux-ci on ne voit ni allusion aux puissances surnaturelles, ni même à la religion; dans ceux-là les nymphes du paradis se prennent d'amour pour de simples mortels; dans l'un paraissent les dieux et les démons; dans l'autre des enchanteurs: il en est même un où l'on voit tout le panthéon indou descendre sur la scène, pour attester l'innocence de l'héroïne.

En général cependant, même lorsque les dieux paraissent sur la scène, l'intérêt du drame repose entièrement sur des sentiments humains et des situations naturelles.

Le nombre des actes n'est pas fixé, et s'étend, dans la pratique, depuis un jusqu'à dix.

Le passage d'un acte à l'autre se marque, soit parce que la scène reste libre, soit parce qu'il s'écoule nécessairement un intervalle de temps entre deux parties de l'action.

En général, l'unité de temps est assez bien observée, il y a cependant un drame, où il s'écoule douze ans entre le premier acte et le second: les poëtes indous ont moins d'égard à l'unité de lieu; mais l'unité la plus importante, l'unité d'action, est aussi scrupuleusement observée dans leurs ouvrages que dans nos pièces les plus modernes.

La fable est ordinairement intéressante, le dialogue vif quoiqu'un peu long; enfin les poëtes dramatiques déploient un soin et un talent tout particulier, pour préparer le lecteur à com-

prendre les situations et à entrer dans les sentiments des personnages.

Essayerons-nous de juger les acteurs par ceux que l'on voit encore dans l'Inde? Aujourd'hui on ne joue plus que très-rarement les grands drames du théâtre indien; et, dans ces occasions, le ton des acteurs est grave et déclamatoire. Les costumes sont encore ceux qu'on voit représentés sur les anciennes sculptures; et les grands bonnets ou plutôt les couronnes des principaux personnages, peintes d'azur et d'or, leur donnent un beaucoup plus grand air de dignité que le turban moderne. Les mimes, les bouffons sont encore très-nombreux. Leurs farces sont grossières, puériles, et souvent fort indécentes; mais il faut leur reconnaître une grande action et beaucoup d'humeur comique.

Les plus célèbres auteurs dramatiques des Indous sont Câlidâsa, qui florissait probablement au V[e] siècle, et Bhavabhouti au VIII[e]. Chacun de ces poëtes a écrit trois drames, et pour chacun d'eux il y en a deux de traduits dans les langues européennes. Le premier se distingue par sa délicatesse et la richesse de ses descriptions poétiques. Son drame pastoral de *Sacontala* est depuis longtemps admiré à juste titre. *Le Héros et la Nymphe* est une composition encore plus romanesque, et on peut la comparer (au moins pour l'étrangeté du sujet) à la *Tempête* ou au *Rêve d'une nuit d'été* de Shakspeare. L'autre poëte possède les mêmes qualités que son prédécesseur, jointes à une sublimité de description, à une vigueur de ton, à une élévation d'esprit qui est sans exemple dans la poésie indoue.

On peut dire en vérité de toutes les compositions poétiques des Indous, qu'elles sont fortement empreintes de l'individualité nationale qui les a produites; qu'elles ont un caractère de calme voluptueux, qui s'allie beaucoup mieux à la contemplation des beautés de la nature qu'au développement de l'énergie humaine. Leur poésie, bien que facile, élégante et riche d'une intarissable profusion d'images, manque souvent d'excitant; le lecteur européen lui reproche de la fadeur; elle n'éveille chez lui aucun sentiment fier ou vigoureux.

Les émotions que les poëtes indiens réussissent le mieux à produire sont celles de l'amour et de la tendresse. Ils peignent heureusement les transports d'une affection partagée, la langueur inspirée par l'absence, et la fureur de la passion déçue dans ses espérances. Ils s'élèvent quelquefois jusqu'à la hauteur d'un attachement dévoué, pur de tout motif égoïste; mais on leur demanderait en vain de la vigueur, de la fierté, de l'indépendance. Même dans les nombreuses batailles qu'ils ont décrites, il est rare qu'ils s'exaltent réellement au récit des exploits de leurs héros; ils sont forcés de se jeter dans l'hyperbole, pour suppléer au manque de cette énergique ardeur qu'un poëte grec ou romain fait couler dans le cœur de ses personnages, parce qu'elle déborde de son âme.

Le triomphe des poëtes sanscrits et le genre qu'ils préfèrent, c'est le genre descriptif. Ils recherchent surtout les scènes du repos dans la nature, et de la méditation chez l'homme, au milieu des bois solitaires, sur les bords fleuris des rivières, dans une atmosphère embaumée par des brises aromatiques, et rafraîchie par des eaux limpides; cependant ils savent aussi animer un paysage. Telle est, par exemple, la description du pays autour de Oudjein, dans le neuvième acte de *Mâlati et Madhava,* où les montagnes, les bois, les villages, et les ruisseaux, qui courent sur leurs lits de cailloux, forment une perspective aussi étendue que variée. La ville occupe le milieu du tableau; ses tours, ses temples, ses portes monumentales, se réfléchissent dans le fleuve qui baigne leur pied; les bosquets rafraîchis par une pluie matinale, et les prairies encore brillantes des larmes de la rosée, offrent leurs riches tapis émaillés aux troupeaux à la mamelle traînante, etc. Quelquefois aussi ils peignent la montagne couronnée de nuages, et la tempête qui se rassemble sur son sommet. Bhavabhouti surtout excelle dans ces descriptions.

Ses peintures de la belle et sauvage nature des montagnes, ses tableaux des rochers romantiques et des forêts solennelles qui protégent la source du Godavéri, sont réellement pleins de grandeur et de sublimité. Parmi ses descriptions les plus expressives, il en est une où son héros vient, au milieu de la nuit, dans un cimetière à peine éclairé par les dernières lueurs des bûchers funèbres qui s'éteignent; il évoque les démons du lieu, qui arrivent remplissant l'air de leurs cris perçants et de leurs formes fantastiques; puis, quand ils disparaissent, la solitude la plus effrayante succède à cette apparition terrible; la solitude troublée par les sourds gémissements du vent, par le murmure lointain de la cascade, par les plaintes solennelles du hibou, par les longs hurlements du chacal; c'est une scène du plus grand effet.

Le goût des Indous pour les descriptions est d'autant plus remarquable, qu'il contraste davantage avec la poésie de leurs voisins.

Ainsi, par exemple, il est rare qu'on trouve dans les poëtes persans une longue description de la nature inanimée. Ce qu'ils recherchent, ce sont les sentiments profonds; et, dans leurs courtes descriptions, ils s'attachent beaucoup plus aux sentiments excités par les objets naturels, qu'à l'impression qu'ils produisent sur les sens.

Au contraire, le poëte sanscrit, sans cependant négliger complétement l'émotion de l'âme, recherche tous les éléments qui ont produit cette émotion; il dessine tous les traits particuliers de la scène où il introduit le lecteur; et quelquefois il en représente l'ensemble d'une façon si pittoresque, que l'étranger, celui même qui ignore les noms des plantes et des animaux de la nature indienne, peut aisément se former une idée du paysage de l'Inde.

Ainsi, dans la description d'un jardin persan, on voit sourire les boutons qui s'entr'ouvrent, la rose prodiguer tous ses charmes au rossignol enivré; les émanations de la brise apportent au poëte des souvenirs de sa jeunesse; le printemps appelle les jeunes gens et les jeunes filles sous son brillant pavillon, qui est celui des fiançailles. Mais toute cette nature en habits de fête ne peut distraire l'amant de sa tristesse. Le souffle du vent qui passe lui rappelle le temps qui s'enfuit; le rossignol lui semble se plaindre de l'inconstance de la rose, et songer déjà que la bise de l'hiver dispersera bientôt ses feuilles épanouies. Il demande au ciel de joindre ses larmes aux siennes; il supplie le vent de porter ses soupirs à sa belle insensible.

Au contraire, le poëte indien décrit les profondeurs ombreuses d'un bosquet où le noir tamâla mêle ses branches au pâle feuillage du nimba, où le mangoustan protége de ses branches antiques les feuilles frémissantes du pîpala; la vigne sauvage y grimpe autour du djambou et laisse tomber du haut de son support ses surgeons flottants; l'asôca y suspend les longues grappes de ses fleurs épanouies; le madhavi y déploie ses pétales blancs comme la neige, et les autres arbres y font pleuvoir des fleurs de leurs branches, qui plient sous ce poids charmant. L'air est rempli de parfums; le calme est profond; on n'entend que le bourdonnement des abeilles et le soupir du vent qui passe. A peine si le chant lointain du coïl, ou la plainte de la tourterelle perchée sur un arbre voisin, viennent par instants troubler le silence de cette solitude. L'amant s'y promène, et laisse aller son esprit aux impressions mélancoliques de cette nature immobile. Il s'affaisse sous le vent du sud; il languit aux parfums énervants des fleurs du mangoustan, jusqu'à ce qu'enfin accablé il se couche au milieu des jasmins en fleurs; et là, il se perd absorbé par sa mélancolie, et par le souvenir de sa maîtresse absente.

La plus volumineuse comme la plus ancienne et la plus importante partie de la poésie indoue, se compose de poëmes sacrés, et épiques ou héroïques. Des poëmes sacrés, M. Colebrooke a dit que « leur style est or« dinairement plat, diffus, et aussi vide « d'ornements que surchargé de répé-

« titions. » Les échantillons qui ont été traduits ne sont pas faits pour démentir ce jugement.

Des Védas, la première partie, qui se compose d'hymnes et de prières, peut seule compter dans la poésie; mais, quelque sublimes que soient leurs doctrines, il ne paraît pas qu'on en puisse dire autant de leur composition.

Après les Védas vient le grand poëme héroïque du Ramayana, qui célebre la conquête de Ceylan. L'auteur Valmiki fut, au dire des Indous, contemporain de cet événement; mais néanmoins il ne semble pas probable qu'un poëte eût doué un guerrier encore vivant d'une puissance surnaturelle, ni surtout qu'il lui eût donné une armée de singes pour alliés. Il a donc dû nécessairement s'écouler un laps de temps considérable entre les événements que le poëme raconte et l'époque où ce poëme fut composé, pour qu'il devînt possible d'ajouter à la réalité des embellissements si hardis. Toutefois, cet argument ne prouve que l'antiquité du héros, sans attaquer en rien celle du poëme. Et il ne peut pas y avoir de contestation sur ce sujet; car la langue dans laquelle il est écrit approche plus qu'aucun autre poëme sanscrit du style des Védas; et d'ailleurs, un de ses épisodes se trouve également rapporté dans le Mahâ Bhârata, poëme très-ancien lui-même.

Le Mahâ-Bhârata est attribué à Vyâsa, le compilateur des Védas, et il fut, dit-on, lui aussi, témoin oculaire des événements qu'il raconte. Mais dans le poëme même on trouve la preuve qu'il fut rédigé dans sa forme actuelle par Santi, qui le reçut de Vyâsa par l'intermédiaire d'une autre personne. Le même passage nous apprend que vingt-quatre mille vers, sur cent mille dont se compose le poëme entier, sont l'œuvre exclusive de Vyâsa. Cependant ses prétentions à une si haute antiquité sont contredites par le style même dans lequel il est écrit, et la mention du nom des Yavanas, si ce nom doit s'appliquer aux Grecs, démontre qu'au moins une de ses parties est postérieure au IV siècle avant J. C.

Sauf M. Colebrooke, qui les comprend dans le jugement qu'il a porté de la poésie sacrée, tous ceux qui ont pu lire les poëmes héroïques dans l'original en parlent avec enthousiasme. Et cette admiration n'est pas le partage exclusif des critiques qui se sont principalement occupés de littérature orientale; Milman et Schlegel sont d'accord avec Wilson et sir W. Jones, pour vanter ces ouvrages : les uns louent la simplicité et l'originalité de la composition, les autres la sublimité, la grâce et le sentiment de certains passages; ceux-ci la dignité naturelle des personnages, ceux-là l'inépuisable imagination des auteurs; et c'est sur de tels témoignages, et non pas sur d'imparfaites traductions en prose, que nous devons nous former une opinion des originaux.

L'épisode de Nala et de Damayanti, consacré à la narration d'événements de la vie domestique, est plus approprié au génie des Indous que les batailles. C'est un modèle de simplicité charmante. Parmi les autres épisodes du poëme figure le Bhagavat Gita, qu'on regarde ordinairement comme l'œuvre d'une époque postérieure. C'est une exposition poétique des doctrines d'une école de théologie, et il est généralement admiré pour la beauté et la parfaite clarté de son style. D'ailleurs, quels que soient ses mérites sous ce rapport, on doit y louer aussi le talent avec lequel il est réuni à l'original, ainsi que l'élégance et la délicatesse des moyens par lesquels il est introduit.

Les légendes des Pourânas doivent aussi être comptées comme appartenant à la poésie épique. Le colonel Kennedy en a traduit de nombreux fragments.

Le Méghadata, traduit par M. Wilson, est un spécimen excellent de la poésie purement descriptive des Indous. Un esprit banni du ciel charge un nuage d'un message pour les amis qu'il a laissés dans le ciel, et il décrit à son messager les régions qu'il devra traverser.

L'auteur prend la saison de l'année

qu'affectionnent les poëtes indous, celle où les pluies périodiques vont commencer, au milieu des nuages amoncelés et du fracas de la foudre; il décrit le réveil de la nature engourdie, la joie des créatures à l'approche de la pluie, les longues lignes des grues et des autres oiseaux voyageurs, qui se montrent dans les plus hautes régions du ciel; il décrit les mille paysages, la foule des villes au-dessus desquels le nuage devra passer; et en même temps, il sème tout son récit d'allusions aux événements historiques ou mythologiques dont ces lieux ont été les témoins.

Au milieu de la description surviennent, à diverses reprises, les lamentations de l'exilé, et les souvenirs qu'il a conservés des beaux lieux d'où il est désormais exclu.

Le Gîta Gôvinda, ou les chants de Djaya Dêva, nous donne un échantillon de la poésie pastorale des Indous. Il montre, mieux que tout autre exemple peut-être, la richesse d'images, la douceur voluptueuse, comme le manque de vigueur et d'intérêt, qui sont les beautés et les défauts de l'école indienne.

Ce poëme est aussi remarquable par l'emploi de concetti et de jeux de mots, qui, l'auteur ayant vécu au XIVe siècle, sont peut-être une preuve de l'influence des mahométans sur l'esprit des Indous.

Bien que certaines pièces de leur théâtre soient en partie satiriques, on ne voit pas qu'ils se soient exercés dans la satire; mais, à en juger par ce qu'on en trouve dans leurs drames, il ne semble pas probable qu'ils eussent réussi dans ce genre.

Enfin, nous dirons quelques mots de leurs contes et de leurs fables, genre de composition dans lequel ils ont été les instructeurs des autres peuples. Les plus anciennes fables connues, celles de Bidpaï, ont été retrouvées presque sans altération dans leur forme sanscrite, et c'est d'elles que procèdent les fables des autres littératures. Les contes, à la manière des Mille et une nuits arabes semblent également d'origine indienne, comme aussi les sujets de plusieurs contes et romans communs aux Orientaux et aux Européens. Une chose à remarquer cependant, c'est qu'ici le goût du genre descriptif a changé de côté; car les contes des Indous sont complétement dépouillés de ces ornements pittoresques et fantatisques, qui donnent souvent tant de charme aux récits des Arabes et des Persans.

### § XII. Beaux-arts.

*Musique.* — La musique des Indous, selon sir William Jones et M. Paterson, a été systématisée; ses règles sont même extraordinairement multipliées.

Elle compte quatre-vingt-quatre modes, dont trente-six seulement sont employés ordinairement, et qui ont chacun son expression particulière, destinée à agir sur tel sentiment ou telle affection, etc.

Ils prennent leurs noms des saisons de l'année, des heures du jour ou de la nuit; et ils sont censés posséder chacun quelque qualité appropriée au temps d'où il a pris son nom.

La science musicale a décliné comme toutes les autres; et certes les airs d'aujourd'hui ne feraient pas imaginer, au moins par une oreille inexpérimentée, une si grande complication de règles et d'intentions. Ils se ressemblent presque tous, remarquablement doux et plaintifs, et impossibles à confondre avec la musique d'aucune autre nation. Pour les juger de la façon la plus favorable, il faut les entendre chanter par une seule voix, et accompagnés par la *vina*, instrument qu'on appelle la lyre indienne.

L'accompagnement ordinaire se fait avec des instruments à cordes et des tambours, dont on joue avec les doigts. C'est tout ce qu'un Européen imagine de moins harmonieux; et souvent cet accompagnement étoufferait les voix des chanteurs, s'ils n'étaient exercés à produire des sons perçants qui déchirent les oreilles européennes.

*Peinture.* — La peinture est encore dans l'enfance. Les appartements des maisons sont peints avec des couleurs

à l'eau, et quelquefois à l'huile. Les sujets représentés appartiennent à la mythologie. Ce sont des batailles, des processions, des lutteurs, des animaux, etc. On n'y voit pas de paysage, ou tout au plus un arbre ou deux, dessinés sans égard pour la perspective, sans ombres, ni lumière. Des dessins des autres nations, ceux qu'on voit sur les murs des anciens tombeaux de l'Égypte sont ceux qui rappellent le mieux les dessins des Indous. Ils font aussi des tableaux de petite dimension, qui ont la prétention d'être des portraits, et qui sont en effet quelquefois assez ressemblants ; mais c'est tout ce qu'on en peut dire.

Les Indous possèdent encore des manuscrits magnifiquement enluminés, mais où les figures sont assez mal exécutées. S'il n'était pas si souvent question de portraits dans leurs drames, on pourrait croire qu'ils ont appris à les faire par les musulmans, qui, en dépit de la prohibition de leur loi religieuse, leur sont de beaucoup supérieurs dans cet art.

*Sculpture.* — On devrait croire que la sculpture a été portée à un haut degré de perfection par un peuple si profondément imbu de polythéisme ; et ce n'est certainement pas la rareté du travail que les artistes indous peuvent alléguer comme une excuse du peu de progrès qu'ils ont fait dans cet art. Sans parler des innombrables images qu'ils renferment, tous les temples et tous les hypogées sont couverts de statues et de sculptures en relief ; ces dernières sont quelquefois très-hardies, représentant des groupes compliqués. Certaines de ces œuvres sont pleines d'expression, et il faut reconnaître que leurs sculpteurs et leurs peintres réussissent parfois à produire des figures gracieuses ; mais on y voit toujours une ignorance si complète de l'anatomie et des proportions, une inhabileté si grande dans la composition, qu'on ne saurait comparer, même les meilleures de leurs œuvres, aux productions les plus imparfaites de l'art européen.

*Architecture.* — Les nombreux monuments élevés par les Indous témoignent de leur connaissance dans la pratique de l'architecture ; et même, à en juger par les fragments de livres qui sont parvenus jusqu'à nous, il semblerait qu'ils ont su de très-bonne heure réduire en corps de doctrine les principes de l'art.

Un Indou distingué, Ram Raz, a récemment publié un livre aussi instructif qu'intéressant sur les monuments qui subsistent encore de l'art indien ; et il a développé avec talent le système dont il a su retrouver l'ensemble dans ces monuments.

Des douze formes reconnues par cet auteur, les unes sont parfaitement semblables aux nôtres, et les autres sont particulières aux Indous. Les formes et les proportions des piédestaux, des bases, des fûts, des chapiteaux, sont décrites par cet auteur avec un soin dont on pourra se faire une idée, quand on saura qu'il reconnaît soixante-quatre sortes de bases. Il n'y a pas chez les Indous comme chez nous d'ordres fixes. La hauteur d'une colonne peut varier depuis six jusqu'à dix diamètres ; et ses proportions règlent, bien qu'avec assez peu de sévérité, celles des chapiteaux, des entrecolonnements, etc.

On a dit des monuments indiens, qu'ils avaient une grande ressemblance avec ceux de l'Égypte. Cela est vrai quant au caractère massif des constructions et des matériaux, et à l'abondance des sculptures. La coutume de bâtir des tours aux portes des villes ou des grands monuments est encore commune aux deux pays ; avec cette différence cependant que les Indiens n'en élèvent qu'une au-dessus de la porte, et les Égyptiens deux, une de chaque côté.

Quelques colonnes égyptiennes ont ainsi une assez grande ressemblance avec celles qu'on voit dans les hypogées de l'Inde ; mais ce sont là seulement les points sur lesquels porte cette analogie.

Dans le sud de l'Inde les monuments présentent ordinairement une série d'étages superposés, qui diminuent

sans cesse de largeur à mesure qu'ils se rapprochent du sommet; au nord du Godavéri, ils affectent surtout la forme d'une coupole musulmane, avec un renflement sur les côtés, qui rend le milieu beaucoup plus large que la base. Ils ne se terminent pas exactement en pointe, mais ils sont couronnés à leur sommet par un dôme écrasé, ou quelque autre invention de forme fantastique, sur laquelle s'élèvent toujours des ornements de métal doré; un trident, ou quelque emblème particulier du dieu à qui le temple est consacré. Moins ouvragées en général que le temple, les tours sont souvent couronnées, comme lui, d'ornements de toute espèce.

Le sanctuaire est toujours petit : c'est une chambre cubique, à peine éclairée par une petite porte, sur le seuil de laquelle les fidèles viennent présenter leurs offrandes et adresser leurs prières à la divinité du lieu. Quelquefois ce sanctuaire est le temple tout entier; mais quelquefois aussi on n'y parvient qu'en traversant des salles spacieuses, et il est entouré de cours, de colonnades et d'édifices religieux. A Seringam le sanctuaire est enfermé dans sept enceintes, dont la plus grande a près de quatre milles de circonférence. Les colonnades qui règnent autour des cours et forment les approches du temple sont, en certains endroits, sur plusieurs rangs de profondeur. Les bas-côtés des églises gothiques ont quelquefois été comparées à des allées de chênes ; les colonnades du temple de Seringam pourraient se comparer à des forêts de palmiers.

On voit dans les monuments indiens des colonnades peu élevées, mais dont chaque colonne, ronde, carrée, octogone, et quelquefois participant dans l'ensemble de ces trois formes, est couverte de sculptures. Leurs chapiteaux représentent des vases d'où pendent des chaînes et des guirlandes, ou bien ils sont figurés par des animaux, et même par des groupes de figures humaines.

Dans les parties les plus solides de l'édifice on trouve des groupes de colonnes et de pilastres. Les impostes et les linteaux des portes, leurs panneaux, sont enfermés et presque recouverts par des encadrements de moulures, par une profusion d'arabesques, de plantes, de fleurs, de fruits, d'hommes, d'animaux, d'êtres imaginaires; par toutes les espèces d'ornement que peut seule inventer l'imagination la plus fertile. Ces arabesques sont quelquefois d'une élégance telle, que l'art des musulmans n'a rien produit de plus parfait.

Les murs sont couverts de sculptures en relief, qui représentent des épisodes des guerres des dieux et des héros. Des groupes de figures mythologiques courent le long des frises, et augmentent la richesse des entablements.

Quelques lieux possèdent, dans un espace très-resserré, une réunion de temples tels que ceux que nous venons de décrire. Aux ruines de Bhouvanésouara, dans la province d'Orissa, le spectateur, monté sur la grande tour, ne peut promener ses regards d'aucun côté sans apercevoir au moins cinquante ou soixante tours en pierre, appartenant chacune à un temple, et dont la moindre à cinquante ou soixante pieds de haut, dont quelques-unes s'élèvent à une hauteur de cent cinquante et de cent quatre-vingts pieds au-dessus du sol.

Les tours du temple de Bidjâyanagar, construit sur la rive gauche du Tambadra, sont encore plus élevées.

Mais, malgré ces proportions gigantesques, les pagodes indiennes ne sauraient rivaliser, pour l'effet produit, avec la simplicité majestueuse et la symétrie d'un temple grec, ni même avec les dômes renflés et les voûtes hardies des mosquées musulmanes. Les parties développées des monuments indiens manquent de hauteur, et les élévations pèchent par le défaut de largeur ; il n'y a pas d'harmonie entre les proportions des diverses parties, et leur effet général produit cette conviction dans l'esprit de l'observateur, que les Indous déploient plus de richesse

et de talent dans les détails que de grandeur dans la conception de l'ensemble. Les hypogées seuls font exception.

L'impression produite sur le spectateur, par la vue de leurs temples les plus parfaits, est celle d'une grande antiquité et d'une sévérité rigoureuse, jointes à une apparence de mystère romanesque, que cependant les cérémonies de leur religion ne sont pas faites pour inspirer.

Bien que dans les temples de construction moderne on trouve quelquefois un mélange de style musulman, ce pendant le caractère général de ces monuments est remarquablement original, et différent de l'architecture des autres peuples. Peut-être en doit-on induire que les principes de l'art ont été systématisés de très-bonne heure. Cependant rien n'autorise à croire qu'aucun de ces grands travaux qu'on admire aujourd'hui remonte à une époque très-ancienne. Les hypogées eux-mêmes ne datent sans doute pas d'une grande antiquité. Des inscriptions gravées dans des caractères qui étaient en usage trois siècles au moins avant J.-C. peuvent faire supposer que les hypogées des Bouddhistes sont plus anciens que l'ère chrétienne; mais en tout cas ceux des Brahmanes, à en juger par les sujets des bas-reliefs qui couvrent leurs murs, ne sauraient pas remonter plus haut que le VIII$^e$ ou le IX$^e$ siècle depuis J. C. Les sculptures qu'on voit à Machâ Balepouram, au sud de Madras, ont été attribuées par quelques savants à une époque beaucoup plus ancienne; mais, d'après les traditions locales, elles auraient été exécutées au XII$^e$ et même au XIII$^e$ siècle de notre ère, et les sujets de ces sculptures confirment complétement la tradition.

La plupart des temples les plus célèbres sont d'une époque très-moderne. La fameuse pagode de Jaggernât et la Pagode Noire, qu'on voit dans le voisinage, ont été finies l'une en 1198, et l'autre en 1241. Quelques-uns des grands temples sont certainement plus anciens; mais on ne saurait donner de preuves d'une grande antiquité pour aucun d'eux : loin de là, il y a des présomptions très-fortes du contraire.

Les palais devraient, selon toute probabilité, subir les innovations plus facilement que les temples : cependant ils conservent presque tous le caractère général de l'architecture indienne, ceux même qui ont été construits dans des temps très-modernes.

Les plus anciens palais ne semblent avoir été construits sur aucun plan d'ensemble; ou bien, ils ont été si souvent remaniés, que le plan original a fini par disparaître. Leur solide construction, leurs toits plats en terrasse, permettent toujours d'ajouter un ou plusieurs étages par-dessus les autres ; de telle sorte que non-seulement ils s'étendent par les côtés, mais encore qu'ils s'élèvent à de grandes hauteurs, et toujours avec la plus parfaite régularité.

Ils se composent ordinairement de petites cours entourées de bâtiments élevés, quelquefois découvertes, mais le plus souvent plantées d'arbres pour avoir de l'ombre. On voit toujours une colonnade en forme de cloître, qui règne tout autour de chaque cour.

Les grands appartements sont aux étages supérieurs, et ouverts d'un côté, comme les divans des musulmans. On y parvient par des escaliers étroits et roides, pris dans l'épaisseur des murs.

Les mêmes remarques s'appliquent aux maisons particulières.

Celles des gens riches ont une ou deux petites cours, entourées de bâtisses à toit presque toujours en terrasse. Quelques-unes ont des murs en stuc blanc, qui éblouissent les yeux; d'autres sont peintes en rouge foncé. A l'intérieur, elles sont couvertes de peintures représentant des arbres ou des sujets mythologiques. Toutes, elles sont aussi encombrées et aussi mal disposées qu'il est possible de l'imaginer.

Les plus grands de tous les travaux des Indous, ce sont peut-être leurs réservoirs. Il y en a de deux espèces : les uns creusés dans le sol, les autres formés comme la prise d'eau du canal du Midi en France, par des vallées dont

on a comblé toutes les issues avec des digues immenses. Les réservoirs du premier genre sont toujours dans le voisinage des villes; les habitants y viennent prendre leurs bains, et on s'en sert pour l'irrigation. Ceux du second genre ont toujours été construits en vue de l'arrosement des terres. Ce sont de très-grands ouvrages; et les digues qui les protégent, sous le rapport de la solidité comme de l'élévation, sont des travaux magnifiques. Quelques-uns sont de véritables lacs de plusieurs milles de circonférence, et qui servent à l'irrigation de vastes étendues de pays.

Il y a encore dans l'Inde une espèce de puits très-remarquable, d'une profondeur considérable et d'une grande largeur. Les plus modernes de ces puits sont ordinairement ronds, et les plus anciens carrés. Ils sont entourés, jusqu'au niveau de l'eau, de galeries dans le style riche et massif des Indous; on y voit souvent de larges degrés qui descendent jusqu'au fond du puits.

Les plus caractéristiques des ponts indiens se composent d'immenses blocs de pierre placés sur champ, et dont plusieurs réunis font une pile. On joint une pile à l'autre par d'immenses pierres de taille d'un seul morceau. On voit beaucoup de ces ponts dans le sud de l'Inde. D'autres sont construits sur des piles d'épaisse maçonnerie, avec d'étroites arches gothiques. L'ancienneté de ces ponts est douteuse, car il ne paraît pas que les premiers Indous aient connu l'arche, et sussent construire des voûtes ou des dômes autrement qu'à l'aide de couches successives de maçonnerie, l'une débordant l'autre, comme on le voit pratiqué dans la construction qu'on appelle le Trésor d'Atrée, à Mycènes.

Parmi les monuments de l'architecture indienne, il faut compter les colonnes et les arcs de triomphe élevés en l'honneur des héros victorieux. On voit à Chitôr une colonne de ce genre haute de cent vingt pieds, et admirablement travaillée. Le colonel Todd a donné le dessin, dans son livre sur le Radjasthân, de plusieurs arcs de triomphe; il ne faut pas oublier qu'ils ne sont pas en voûte comme les nôtres, mais carrés. Celui qu'on voit à Baznagar, dans le nord du Gouzerat, est l'un des plus beaux. C'est un des plus riches spécimens de l'architecture indienne.

*Autres arts.* Des produits de l'industrie indienne les plus remarquables, ce sont les tissus de coton si longtemps admirés, et dont la finesse n'a encore été égalée dans aucun autre pays.

Les tissus de soie ont aussi pendant longtemps joui d'une haute réputation, et il est probable que c'est un art connu dès longtemps chez eux.

Les brocarts d'or et de soie ont été également célèbres, et peut-être est-ce une industrie inventée par les Indous.

L'éclat et la durée de certaines de leurs couleurs n'ont pas encore été égalés en Europe.

Leur goût pour les travaux minutieux aurait dû en faire de bonne heure d'habiles orfèvres.

Toutefois, la réputation qu'ils ont eue à cet égard, ils la devaient à la libéralité de la nature plus qu'à leur talent; car leur goût est si mauvais, qu'ils préfèrent, par exemple, les perles jaunes aux autres; leur manière de sertir les pierres précieuses est fort imparfaite, quoique souvent, il faut le reconnaître, ils sachent faire des combinaisons qui produisent un grand effet.

Les autres métiers sont presque encore dans l'enfance. Les outils sont peu nombreux, et tous portatifs. Ainsi, le forgeron porte son enclume et son soufflet partout avec lui, etc.

### § XIII. Agriculture.

La nature du sol et le climat font de l'agriculture indienne un art très-simple. Une charrue légère qu'il porte sur son épaule, c'est, avec le secours de deux petits bœufs, tout ce qu'il faut au cultivateur pour tracer à la surface du sol un sillon peu profond, où il dépose son grain. L'ensemencement se fait souvent avec une machine qui fait écouler le grain par cinq ou six petits tuyaux de bambou; une planche, sur laquelle l'ouvrier se tient en conduisant ses bêtes, fait l'office de

herse. Une houe, une pioche, et quelques autres instruments, composent tout l'outillage de l'agriculture. La moisson se fait à la faucille ; le grain est battu en grange sous les pieds des animaux, et conservé au sec dans des silos. Les champs, bien que leurs délimitations soient partout déterminées avec le plus grand soin, sont ordinairement sans clôtures ; et rien n'en interrompt l'uniformité, que la diversité des récoltes.

Mais si simple que soit l'agriculture indienne, elle est cependant soumise à de certaines conditions qui exigent une habileté et une industrie particulières ; et, de plus, il est quelques-unes de ses cultures qui demandent une intelligence et des soins tout spéciaux.

La récolte d'été est toujours suffisamment arrosée par les pluies périodiques ; mais celle de l'hiver a absolument besoin d'irrigations artificielles. Les irrigations se pratiquent au moyen des fleuves, des sources, des étangs, et surtout des puits. Dans les plus riches parties du pays, il y a un puits sur chaque champ. L'eau est amenée à la surface par un manége de bœufs dans de grands seaux de cuir, qui, le plus souvent, se vident d'eux-mêmes au moyen d'un mécanisme aussi simple qu'ingénieux.

Sur quelques natures de terrain il est nécessaire, tous les deux ou trois ans, de déraciner les mauvaises herbes. On le fait par un labour profond, avec une charrue pesante que tirent des buffles. L'opération s'exécute à l'époque de l'année où la terre est le plus humide. On se sert peu de fumier pour la culture des céréales ; mais celle de la canne à sucre en absorbe de grandes quantités. Il est aussi quelques cultures qu'il faut isoler ; on les protége par des palissades, par des murs de terre, et le plus ordinairement par des haies impénétrables de cactus, d'euphorbium, d'aloès, et autres plantes à épines.

Un des soins les plus assujettissants du cultivateur, c'est de chasser les troupes d'oiseaux qui, en dépit de toutes les précautions, dévorent toujours une grande partie de la récolte. Les épouvantails sont bien de quelque utilité ; mais le plus utile de tous, c'est la présence de l'homme qui, posté sur un échafaudage élevé, d'où il domine son champ, chante, crie, lance des pierres avec un instrument fabriqué de façon à produire du bruit à chaque pierre qui part.

Les Indous pratiquent les assolements, bien que l'inépuisable fécondité de leur sol les rende presque inutiles. Ils classent les qualités des terres avec une minutie extraordinaire, connaissent bien la culture qui convient le mieux à chacune, et les procédés qui y réussissent le mieux. Cependant ils ont la mauvaise habitude de semer à la fois dans le même champ diverses espèces de grains, pour avoir des récoltes successives, quelquefois même pour récolter le tout ensemble.

Les travaux opérés sur le terrain par l'agriculture réagissent quelquefois sur la marche des armées et même sur celle des voyageurs. Dans de certaines saisons le pays est complétement ouvert, et aussi facilement praticable qu'une grande route, sauf, toutefois, dans le voisinage des villages et des cours d'eau, où de hautes clôtures forment des passages étroits, difficilement praticables à une troupe un peu nombreuse. De grands ruisseaux, ou des conduites qui amènent les eaux des rivières ou des étangs sur les terres, présentent encore, dans de certaines saisons, des obstacles très-sérieux.

Ces remarques générales souffrent un grand nombre d'exceptions, selon les diverses parties de l'Inde. Dans les contrées où l'on cultive le riz, comme le Bengal et la côte de Coromandel, elles sont à peu près inapplicables. Là, les rizières doivent être complétement inondées pendant un certain temps ; il faut repiquer la plante lorsqu'elle est arrivée à un certain degré d'avancement, etc. C'est une culture qui exige beaucoup de soins et de dépenses, pour rapporter en somme assez peu de profit.

### § XIV. Commerce.

Bien que Manou, dans son livre, cite un grand nombre d'articles de luxe, il ne paraît pas cependant qu'aucun d'eux fût tiré de l'étranger. Toutefois, leur multiplicité doit faire croire qu'il se faisait un commerce très-actif entre les diverses parties de l'Inde.

Il y a un passage des Institutes qui ordonne que l'intérêt de l'argent prêté sur risques « soit fixé par les hommes « expérimentés dans les voyages de « terre et de *mer*. » Comme le mot employé dans l'original pour désigner la *mer* ne peut s'appliquer à aucune des nappes d'eau intérieures, on doit regarder comme un fait certain que les Indous naviguaient déjà sur l'Océan à l'époque où le code a été rédigé : il est probable, toutefois, que cette navigation se bornait au cabotage. On ne saurait certainement pas douter que, même avant cette époque, il se fût déjà établi des rapports de commerce entre la mer des Indes et la Méditerranée; mais il est impossible de savoir si ce commerce se faisait par terre ou par mer, et si, dans l'une ou l'autre hypothèse, les Indous, pour y prendre part, osaient s'aventurer en dehors de leurs frontières. Il est possible que ce commerce ait été fait par les Arabes, et qu'une partie, franchissant l'étroite mer qui sépare le Sind de Mascate, passât par l'Arabie en Égypte et en Syrie, tandis que l'autre partie, suivant les côtes par terre ou par mer, se dirigeait sur Babylone et la Perse. Les premiers renseignements certains que nous ayons sur la mer qui baigne la côte occidentale de l'Inde ne nous indiquent pas que les Indous fissent aucun commerce de ce côté. Néarque, qui, en 326 avant J. C., commandait la flotte d'Alexandre, ne rencontra pas un seul navire depuis les embouchures de l'Indus jusqu'à celle de l'Euphrate; il dit expressément « qu'il n'a vu que des bateaux pêcheurs, encore en très-petit nombre, et seulement dans de certains parages. » Même sur l'Indus il n'y avait que peu de bateaux, et de très-petite dimension; car, suivant le témoignage d'Arrien, Alexandre fut obligé de faire construire lui-même la plus grande partie de sa flotte, surtout les grands navires; et, pour les équiper, il dut avoir recours aux marins de la Méditerranée. Le même auteur, traitant des castes indiennes, parle ainsi de la quatrième (celle des gens de métiers et des artisans) : « Dans cette classe sont « compris les constructeurs de navires « et les hommes qui les *montent*, « c'est-à-dire ceux qui naviguent sur « les fleuves du pays. » Ne devons-nous pas conclure de ce passage, qu'autant du moins qu'Arrien a pu le savoir, il n'y avait pas d'Indous employés à la navigation maritime?

Le second auteur, par ordre chronologique, qui jette quelque lumière sur le commerce de l'Inde, c'est Agatharchide, cité par Diodore et Photius. Il vivait au II<sup>e</sup> siècle avant J. C., et semble n'avoir eu connaissance que du commerce qui se faisait entre l'Égypte et l'Arabie méridionale. Cependant il cite la cannelle et la *cassia lignea* parmi d'autres articles importés en Arabie de l'étranger; et de plus, il dit expressément « qu'il vient chaque année des navires de l'Inde dans les ports de Sabéa, » le moderne Yémen. Autant que nous en pouvons juger par cet auteur, nous conclurions que ce commerce se faisait exclusivement par les Arabes.

C'est seulement à dater du premier siècle après J. C. que nous avons des renseignements précis sur la manière dont se faisait ce commerce, sur les denrées qui l'alimentaient. Ces renseignements se trouvent dans le Périple de la mer Erythréenne, l'œuvre d'un navigateur expérimenté, et qui connaissait parfaitement cette mer. Il décrit toute la côte de la mer Rouge, celle de l'Arabie méridionale et celle de l'Inde, depuis l'embouchure de l'Indus jusqu'au cap Comorin, et même jusqu'à un point assez élevé de la côte de Coromandel. Il explique parfaitement la nature du commerce qui se faisait dans ces limites, et même en dehors d'elles. D'après cet auteur, il pa-

raît que, presque jusqu'à son temps, les navires qui venaient de l'Inde allaient d'abord chercher l'entrée du golfe Persique, puis suivaient la côte de l'Arabie jusqu'à la mer Rouge; c'était depuis peu de temps seulement que les Grecs d'Égypte, sinon tous les navigateurs, avaient osé quitter la côte en sortant de la mer Rouge, pour marcher droit à travers l'Océan sur la côte de Malabar.

Le commerce qui se faisait par cette route était très-considérable; mais il semble qu'il était fait exclusivement par les Grecs et les Arabes. L'Arabie est décrite par l'auteur comme un pays admirablement riche en pilotes, en matelots, en personnes au fait des affaires commerciales; mais il n'en dit pas autant des Indous, il ne parle pas une fois d'eux comme navigateurs; et d'Indous qui soient sortis de leur pays, il cite seulement ceux qui, avec les Grecs et les Arabes, formaient une population mélangée, et établie sur une île à l'embouchure de la mer Rouge; Socotra probablement. Il est si vrai que les Arabes étaient les facteurs du commerce de l'Inde, qu'au temps de Pline on les voit établis sur les côtes occidentales de Ceylan et du Malabar. Dans le même document (le Périple) les Indous sont représentés comme faisant un commerce très-actif sur leurs propres côtes. Sur l'Indus, des bateaux recevaient les cargaisons des navires que leur trop grand tirant d'eau empêchait de franchir la barre du fleuve. Des bateaux pêcheurs stationnaient à l'ouverture du golfe de Cambaye pour piloter les bâtiments aux ports de Barygaza et Barouch, où alors comme aujourd'hui l'entrée était très-difficile, à cause de grands bancs de vase et de la violence des marées. Depuis Barouch, en se dirigeant au sud, toute la côte est remplie de ports que l'auteur désigne sous le nom d'entrepôts du commerce local, centres d'un cabotage très-actif. C'est seulement quand il est passé à l'est du cap Comorin, qu'il parle des grands navires qui traversaient le golfe du Bengal pour se rendre aux embouchures du Gange ou à Chrysa, qui doit être ou Sumatra, ou la péninsule de Malacca. Ce fait concorde parfaitement avec ce que disent les auteurs orientaux des habitants du Coromandel, les premiers navigateurs de l'Inde et les plus entreprenants. Il est probable, eu égard à la nature du pays, qu'au temps où Néarque vit si peu de commerce sur l'Indus, le Gange était couvert de bateaux comme il l'est aujourd'hui, et comme le nombre des royaumes riches et civilisés qu'il arrosait nous donne lieu de le supposer. Les produits fournis par une contrée si riche et si étendue devaient être fort demandés par le Deccan, moins fertile et moins avancé; et, comme les communications entre ce pays et les rives du Gange étaient interrompues par des forêts impénétrables et des peuplades encore plus pillardes que celles qui leur ont succédé, le commerce devait naturellement s'établir par le golfe du Bengal, sur lequel, sans jamais perdre la terre de vue, on était à couvert contre les entreprises des habitants des côtes.

Quoi qu'il en soit, et quel que soit le motif qui donna l'impulsion aux habitants de la côte de Coromandel, ce sont les premiers des Indous qui osèrent s'aventurer en pleine mer. Les chroniques javanaises parlent très-clairement d'une émigration nombreuse d'Indous qui, partis de Clinga (Calinga), vinrent débarquer dans l'île, civilisèrent ses habitants, et marquèrent la date de leur arrivée par la fondation d'une ère nouvelle suivant laquelle on compte encore à Java, et dont la première année tombe précisément en l'an 55 avant J. C. La vérité de ce récit est confirmée de la manière la plus positive par les nombreuses et magnifiques ruines de monuments indous qu'on voit encore à Java, comme aussi par ce fait que, bien que la langue vulgaire de Java soit le malais, la langue sacrée, celle des compositions historiques et poétiques, et de la plupart des inscriptions, est un dialecte dérivé du sanscrit. La date de cette émigration est encore jusqu'à un certain point confirmée par le récit du pèlerin chinois dont nous

avons déjà parlé. Il visita l'Inde à la fin du IVe siècle; et, à son retour par mer, il s'embarqua sur le Gange pour Ceylan, passa de là à Java, toujours sur des navires équipés de matelots professant la religion des Brahmanes; et il trouva l'île de Java entièrement peuplée d'Indous. Le Brahmanisme fut depuis remplacé à Java par le Bouddhisme; mais la domination des Indous y dura jusqu'au XIVe siècle, pour être alors renversée par les prosélytes que les Arabes avaient fait dans le pays dès le siècle précédent. L'île de Bâli, à l'est de Java, est encore habitée par une population indoue; physiquement, elle a les traits des Tartares ou des Malais; mais elle prétend être issue des quatre castes indoues. Il n'est pas rigoureusement impossible, malgré l'apparence de la physionomie, qu'il en soit ainsi; cependant cette descendance est plus probablement encore une fiction, comme celle encore bien plus audacieuse des poëtes javanais, qui ont transporté dans leur île tout le poëme du Mahâ Bhârata, avec toutes les villes, les rois et les héros de la Djamna et du Gange.

Les récits des voyageurs postérieurs à l'auteur du Periple parlent d'un commerce très-considérable qui se faisait dans l'Inde; mais ils ne nous disent pas la part que les Indous prenaient à ce commerce : faut-il considérer leur silence à cet égard comme une indication négative de l'état des choses? En effet, tandis qu'ils nous citent les navires arabes et chinois comme ceux qui peuplaient les ports de l'Inde, ils ne parlent pas une seule fois d'un voyage exécuté par un navire appartenant à ce pays.

Marco Polo signale sur la côte du Malabar l'existence de pirates qui y *croisaient* pendant tout l'été; mais il semble, en lisant attentivement tout le passage, que ces pirates se tenaient tout simplement à l'ancre le long de la côte, y attendant tranquillement leur proie au mouillage. Lorsque Vasco de Gama débarqua sur la côte du Malabar, le commerce y était exclusivement dans les mains des Maures; et c'est la jalousie des Maures qui lui suscita, à lui et à ses successeurs, presque tous les obstacles contre lesquels ils eurent à lutter.

Les exportations pour l'Égypte étaient composées, au temps de l'auteur du Périple, comme elles le sont encore aujourd'hui, de tissus de coton, de mousselines, de soieries, de fils de soie, d'indigo et autres teintures, de cannelle et autres épices, de sucre, de diamants, de perles, d'émeraudes, d'acier, de drogues, de parfums, et aussi d'esclaves du sexe féminin.

On importait alors des tissus (de laine probablement), du cuivre, de l'étain, du plomb, du corail, du verre, de l'antimoine, quelques parfums inconnus dans l'Inde, des vins (ceux d'Italie avaient la préférence), enfin une grande quantité d'espèces.

On sait les admirables facilités que le Gange et ses nombreux affluents offrent aux transports; mais comme des autres cours d'eau de la péninsule il en est très-peu qui soient navigables à quelque distance de la mer, le commerce intérieur a toujours dû, au moins pour la plus grande partie, se faire par terre. Les bœufs ont dû être les animaux employés en plus grand nombre pour les transports; cependant, comme il semble que, depuis la plus haute antiquité jusqu'au temps des Mogols, les routes étaient entretenues avec un soin particulier par le gouvernement, il est probable que les voitures étaient beaucoup plus communes qu'elles n'ont été depuis la conquête par les musulmans.

### § XV. Mœurs, coutumes, caractère des Indous.

La péninsule indienne, composée du Deccan et de l'Indoustan, est aussi grande en superficie que l'Europe, moins la Russie et les pays situés au nord de la mer Baltique. Dix nations différentes sont répandues sur cette superficie; dix nations différentes les unes des autres par les mœurs et les langues, autant que les nations de l'Europe diffèrent entre elles sous ces rapports.

Entre ces nations, on observe aussi le même degré de ressemblance générale qu'entre les nations dont se compose la chrétienté; et celle-ci est si forte, qu'un Indou ne saurait distinguer un Anglais d'un Italien. De même, les Européens n'apprennent que par une longue habitude à faire la distinction entre les nations les plus différentes de l'Inde.

La plus grande différence est celle qui sépare les habitants de l'Indoustan de ceux du Deccan.

Les parties par lesquelles les deux grandes divisions de la Péninsule sont voisines l'une de l'autre, offrent naturellement beaucoup de traits effacés et de grands points de ressemblance; mais, aux extrémités nord et sud, les langues n'ont plus de point de rapport que la communauté de leur origine, dérivée du sanscrit. Les sectes religieuses sont différentes, comme aussi l'architecture, la manière de s'habiller, les traits de la physionomie. Les peuples du nord sont grands, et ont le teint clair; ceux du midi sont petits et noirs. Les gens du nord se nourrissent surtout de froment; ceux du sud, de *rágni* (cynosurus coracanus), espèce de grain aussi inconnue dans le reste de l'Inde qu'en Europe.

Quelques-unes de ces disparates viennent de la diversité des époques auxquelles ces régions ont été conquises ou occupées d'abord par les Brahmanes, et ensuite par les musulmans; la plupart viennent de la différence des lieux, du climat, et peut-être des races. Ainsi le Bengal et l'Inde gangétique sont des contrées limitrophes qui ont dû être de bonne heure soumises aux mêmes lois et au même gouvernement; mais le Bengal est humide, sujet aux inondations, et à tous les caractères d'un sol d'alluvion, tandis que l'Indoustan, bien que fertile, est comparativement sec, sous les deux rapports du sol et du climat. Ces différences, en nécessitant des habitudes diverses, ont pu finir par produire de grandes dissemblances dans les peuples : cependant la communauté d'origine de leurs langues empêche, dans ce cas, de soupçonner aucune différence de race.

Quelle que soit la cause qui l'ait produit, le contraste est très-frappant. Les Indoustanis du Gange sont les plus grands, les plus blancs, les plus guerriers et les plus énergiques de tous les Indous. Ils portent le turban, et un costume qui rappelle celui des mahométans : leurs maisons sont couvertes en tuiles et réunies en gros villages, au milieu des plaines; ils se nourrissent de pain de froment non levé.

Les Bengalis au contraire, quoique de bonne mine, sont petits, noirs et mous d'apparence, remarquables par leur timidité et leurs superstitions, comme par leur finesse et leur esprit de ruse. Leurs villages se composent de maisons à toitures de chaumes, répandues au milieu de bois de bambous et de palmiers : leur costume est l'ancien costume indien, avec une ceinture autour de la taille et une écharpe passée sur l'épaule. Ils ont la coutume, inconnue dans l'Indoustan, de se frotter d'huile après le bain; ce qui rend leur peau luisante, et les protége contre les effets de leur humide climat. Ils se nourrissent presque exclusivement de riz; et, bien qu'entre les deux dialectes il y ait moins de différence qu'entre l'anglais et l'allemand, le Bengali est inintelligible pour un Indoustani, et réciproquement.

Et cependant ces deux populations se ressemblent à un tel point par leur religion, par toutes les habitudes et les coutumes qui en résultent, par leurs idées de gouvernement, par leurs cérémonies et leur manière de vivre, qu'un Européen, qui n'a pas appris par l'expérience à les distinguer, peut passer la frontière qui les sépare sans pouvoir remarquer aucun changement autour de lui.

Nous ne pouvons indiquer toutes ces différences, et nous devons nous en tenir seulement aux généralités communes à toutes les populations de l'Inde.

Malgré le nombre des grandes villes, la plus grande partie de la population est agricole. Les cultivateurs vivent

réunis dans des villages, allant travailler aux champs chaque matin, et retournant chaque soir au village avec leurs animaux.

Les villages sont très-différents, selon les diverses contrées : ici, ils sont ceints de murailles assez fortes pour opposer une résistance de quelques jours aux troupes légères d'une armée ennemie, à leurs voisins, et quelquefois aussi aux officiers du gouvernement. Ailleurs ils sont complétement ouverts, ou seulement fermés par une haie, pour empêcher le bétail de sortir pendant la nuit.

Nous avons dit le contraste que présentent les maisons du Bengal et celles de l'Indoustan. Celles du Bengal, avec leurs jolis toits de chaume et leurs murs de bambous, sont, de toute l'Inde, celles qui ont la meilleure apparence.

Celles de l'Indoustan sont couvertes en tuiles, avec des murs de terre ou de briques cuites au soleil : bien que ce soient des habitations commodes, elles ne sont pas aussi gracieuses aux regards. Les huttes de terre ou de pierre du Deccan, avec leurs toits en terrasse, ressemblent à des ruines ; aussi, les villages de ce pays sont-ils ceux qui ont le moins bon air. Plus au sud, si les matériaux de construction sont les mêmes, du moins l'exécution est beaucoup meilleure ; et les murs peints, en larges bandes perpendiculaires, de rouge et de blanc, donnent aux villages un aspect de propreté charmant.

Chaque village a son bazar divisé en boutiques pour la vente des grains, du tabac, des vivres, des étoffes, etc. Chacun a son jour de marché, ses foires et ses fêtes annuelles; et chacun, ou du moins presque tous, ont un temple, et une maison destinée au logement des étrangers. Tous les villages font des distributions régulières de vivres aux mendiants religieux; une contribution locale fait les frais de ces charités, comme aussi des autres dépenses communales, parmi lesquelles on comprend les fêtes publiques. La maison destinée aux étrangers contient quelquefois une petite chapelle, et sert presque toujours de maison commune. Toutefois, c'est ordinairement à l'ombre de quelques vieux arbres consacrés par la tradition, que les chefs de la commune se rassemblent pour y délibérer sur les affaires publiques. D'ailleurs ils n'ont jamais besoin, pour tenir leur conseil, ni de bancs, ni de tables.

*Manière de vivre des gens de la campagne.* — Dans les maisons, on ne voit pour tous meubles qu'une natte où l'on s'asseoit, quelques vases de terre ou de cuivre, des assiettes, un moulin à bras, un mortier, une plaque de fer sur laquelle on cuit le pain, etc. Le lit, qui se fait sans couvertures ni rideaux, se redresse le long du mur pendant le jour; la cuisine se fait sous un hangar, et toujours en dehors; ces maisons, quoique de pauvre apparence, sont à l'intérieur propres et bien tenues.

On voit à peine quelques meubles de plus dans les maisons des plus riches habitants du village : ce qui les distingue, c'est qu'elles ont deux étages et une cour.

La condition des gens de la campagne n'est généralement pas heureuse. Presque tous sont obligés, pour payer leurs fermages, d'emprunter de l'argent, et à de tels intérêts, qu'ils ne peuvent jamais se libérer de leurs dettes. D'ailleurs, ils sont la plupart si imprévoyants, que, s'il leur arrive de se mettre à jour, ils ne songent jamais à mettre de l'argent de côté pour les payements qu'ils auront à faire, et bientôt ils retombent dans les mains des usuriers. On en voit cependant quelques-uns, mais c'est très-rare, qui savent faire des économies et achètent des terres. Les villages sont très-souvent troublés par des factions contre l'autorité du chef, ou tourmentés par sa tyrannie et celle du gouvernement. Les cultivateurs indous sont très-processifs, et en général ils ont plus de procès entre eux que les personnes de la même classe en Europe. D'un autre côté les violences, quelles qu'elles soient, sont extrêmement rares; l'ivrognerie est un vice presque inconnu; et, à tous

prendre, les gens de la campagne sont remarquablement tranquilles, se conduisent bien, et, sauf le rapport financier, ils sont contents et heureux.

Le cultivateur se lève à l'aube du jour, fait ses ablutions et ses prières; puis il sort avec ses animaux pour aller à ses champs, quelquefois très-éloignés de sa maison. Après une heure ou deux de travail, il déjeune avec quelques débris de son souper de la veille, et reprend son travail jusqu'à midi. Alors sa femme vient lui apporter son dîner; il le mange près d'une source, au pied d'un arbre; cause avec sa femme, ou dort jusqu'à deux heures. Pendant ce temps ses animaux paissent et se reposent. De deux heures jusqu'au coucher du soleil il reprend son travail; puis il ramène ses bêtes au village, leur donne la provende, se baigne, soupe, fume, et passe le reste de la soirée avec sa femme, ses enfants, ses voisins. Les femmes font la provision d'eau, moudent le grain, font la cuisine, etc., pourvoient à tous les soins intérieurs du ménage.

*Des villes.* — Les villes de l'Inde se composent de maisons construites en grandes briques ou en pierre, avec quelques fenêtres petites et élevées, donnant sur des rues très-étroites, pavées (si l'on peut appeler cela du pavage) de grandes dalles de pierre brute. Ces rues sont encombrées par une foule toujours en mouvement, par des processions, des palanquins, des voitures attelées de bœufs : on y est coudoyé par les *péons* ou domestiques de pied des grands personnages, qui suivent leur maître en courant, par les religieux mendiants, par les soldats qui ne sont pas de service. On est obligé d'y céder le pas aux bœufs sacrés, qu'on ne peut ni déranger, ni empêcher de venir manger les grains exposés en vente.

Les boutiques qui attirent le plus l'attention sont celles des confiseurs, des fruitiers, des marchands de grains, des chaudronniers, des droguistes, des débitants de tabac : les marchands de toiles, de châles et autres étoffes, tiennent leurs marchandises pliées en pièces; ceux qui trafiquent des métaux précieux ne les exposent pas aux regards du public. Les boutiques sont complétement ouvertes du côté de la rue. C'est souvent un balcon, un perron qui avance sur la voie publique. Les acheteurs restent debout dans la rue, même pour conclure leurs marchés.

Les villes sont le plus généralement ceintes de murailles et capables de défense.

Elles n'ont pas, comme les villages, des chefs et des officiers municipaux héréditaires : c'est un agent du gouvernement qui les administre, avec le secours de quelques hommes chargés de la police et de la rentrée de l'impôt. Pour faciliter le service de la police, elles sont divisées en quartiers. Chaque caste a son chef élu, qui est son intermédiaire naturel avec le gouvernement. Cette division des castes, qui correspondent presque toujours à des métiers, en fait de véritables corporations industrielles et commerciales.

Les principaux habitants sont les banquiers, les marchands, et les agents du gouvernement.

Les banquiers et les marchands font à la fois le trafic des denrées et la banque, et de plus ils afferment les impôts. Ils y font de grands profits, et ordinairement sans beaucoup de risques. Ils prêtent de l'argent à des intérêts exorbitants et composés, de telle sorte que la liquidation d'une dette est toujours une affaire qui se termine par un compromis, dans lequel le prêteur sacrifie toujours une bonne partie de ses prétentions, et cependant se réserve encore un profit énorme. Les marchands vivent frugalement et sans luxe; mais souvent on leur voit dépenser des sommes considérables, pour de certaines fêtes de famille ou des travaux d'utilité publique.

Nous aurons occasion de parler des grands personnages qui représentent le gouvernement; mais dès à présent nous devons dire quelques mots de l'innombrable multitude de com-

mis, d'écrivains et d'agents inférieurs de toute espèce qui composent une partie de la population des villes. Non-seulement chaque service entretient un certain nombre de ces gens, mais chaque détail de ce service, si petit qu'il soit, doit avoir son préposé, son commis spécial. Ainsi, à chaque compagnie de soldats il faut son comptable; sans cela elle ne serait pas complète. Chaque personnage (sans parler de ceux qu'il entretient pour le service public) a ses comptables de la cuisine, de l'écurie, de la fauconnerie, etc. Ce sont ceux qui servent d'intermédiaire dans les affaires ou dans les relations de civilité; le plus grand nombre d'entre eux sont très-peu occupés; aussi deviennent-ils les agents empressés de tous les complots et de toutes les intrigues.

*Vivres et Repas.* — Les gens de la ville comme ceux de la campagne se nourrissent principalement de pain non levé, de végétaux, d'huile ou de beurre clarifié, et d'épices. Le tabac est presque la seule consommation de luxe qu'ils se permettent. Il en est qui fument des drogues enivrantes; mais ce sont seulement les gens des dernières castes qui s'enivrent avec des spiritueux; encore est-ce fort rare. On ne voit d'exemples d'ivresse que dans les pays humides, comme le Bengal, les Concans, et quelques parties du sud de l'Inde. L'ivrognerie augmente sur le territoire gouverné directement par l'Angleterre, où la fabrication et le débit des spiritueux sont permis moyennant une taxe; mais c'est un vice si peu naturel aux Indous, que la prohibition absolue de ce commerce, dans la plupart des États gouvernés par des princes indigènes, semble presque une précaution superflue. L'opium, dont on use avec excès dans l'ouest de l'Indoustan, est une consommation particulière aux Radjpoutes, et inconnue aux classes inférieures. Tout le monde mâche le bétel (feuille aromatique astringente), et la noix d'arec, mélangée d'une chaux particulière extraite de coquillages et de diverses épices, selon les moyens des consommateurs. Quelques espèces de fruits sont communes, et à très-bon marché.

Les hautes classes, du moins les Brahmanes, vivent à peu près de la même façon; il n'y a de différence que dans la variété des végétaux et des épices. L'assa-fœtida est un assaisonnement très-recherché, qui donne à quelques-uns de leurs mets un peu du goût et de la saveur de la viande. Les précautions qu'on prend pour ne jamais manger dans des plats ou sur des tapis rendus impurs, parce qu'ils auraient servi à des gens d'autres castes, ont donné naissance à quelques coutumes curieuses. Dans un grand dîner donné par un Brahmane et où l'on place, devant chaque convive vingt ou trente mets ou sauces, on les sert dans des plats faits avec des feuilles d'arbres; on les sert sur le plancher nu, qui, en guise de nappe, est décoré à distance, devant chaque convive, de fleurs et d'ornements dessinés très-habilement avec du sable de toutes les couleurs, et qu'on balaye après le repas. Les castes inférieures mangent de la viande, et sont un peu moins scrupuleuses à l'endroit de la vaisselle, surtout de la vaisselle de métal, qu'on peut toujours purifier par le lavage. Cependant la différence des castes empêche toutes les classes d'avoir ensemble de véritables rapports de société. Le soldat, comme tout individu éloigné de sa famille, fait cuire lui-même son dîner, ne le partage avec personne, et ne connaît des plaisirs de la table que la grossière satisfaction de l'appétit. Tous mangent avec les doigts, et ne manquent jamais de se laver les mains avant et après les repas.

*Jeux et parties de plaisir.* — Les Indous connaissent le jeu d'échecs, une espèce de trictrac, les cartes, qui sont ordinairement rondes, et où les images des dieux remplacent nos rois, dames, etc.; cependant leur plaisir favori, dans l'intérieur des maisons, c'est d'écouter un chant monotone, accompagné de lents mou-

vements du corps, qu'on peut à peine appeler une danse. Les attitudes sont gracieuses, et les chants, pour être monotones, ne sont pas sans charme; mais, après tout, c'est un plaisir bien monotone : aussi est-on étonné de voir combien il est généralement goûté, surtout par les gens des classes inférieures, qui quelquefois passent debout, des nuits entières, dans la contemplation de ces scènes, éternellement répétées.

Ces parties de plaisir, quand elles se passent dans l'intérieur des maisons, sont souvent éclairées aujourd'hui par des chandeliers de fabrique européenne; mais le mode d'éclairage classique, ce sont des torches tenues par des hommes, qui entretiennent la flamme avec l'huile d'une petite bouteille faite pour cet usage. A l'ordinaire, on se sert dans l'intérieur de lampes en terre ou en métal.

*Cérémonial.* — Dans les maisons des riches, les portières sont garnies de lourds rideaux en soie; et les portes, ainsi que toutes les boiseries des appartements, sont sculptées. Le plancher est recouvert, dans toute son étendue, d'un épais tapis de coton, sur lequel on étend, pour s'asseoir, une pièce d'étoffe blanche : il n'y a pas d'autres meubles. Les égaux s'asseoient l'un vis-à-vis de l'autre, au bas du salon de réception, c'est-à-dire du côté de la porte. Un prince ou un grand personnage s'asseoit dans le haut de la pièce, à égale distance des deux angles, à une place un peu plus élevée que les autres, au moyen d'un coussin peu épais que recouvre un petit tapis de soie brodée. C'est là, avec un dais élevé, rond, et fait d'étoffes brodées, ce qu'on appelle le *masnad* ou *gâdi*, et ce qui sert de trône aux souverains qui n'ont pas le rang de rois.

L'étiquette est très-rigoureuse. On va au-devant d'une personne de distinction à un mille ou deux en dehors de la ville. Le visiteur est reçu, selon son rang, ou à la porte de la maison ou à celle du salon; ou bien encore on se lève seulement de son siége pour le recevoir. Des amis qui ne se sont pas vus depuis longtemps s'embrassent. On salue les Brahmanes en joignant les paumes des mains, et les élevant deux ou trois fois à la hauteur du front : pour les autres, on fait seulement le salam musulman, en portant la main sur le cœur d'abord, puis à la bouche et au front. Les Brahmanes ont une formule particulière pour se saluer entre eux. Les autres Indous, quand ils se rencontrent, répètent deux fois le nom de Râma. On met le plus grand soin à faire asseoir les visiteurs selon leurs rangs; ce qui, dans les grandes occasions, donne quelquefois lieu à de longues négociations préliminaires. Les Indous de haut rang se font remarquer par leur politesse envers les inférieurs; en général, ils leur adressent la parole sur un ton poli ou familier, et rarement, presque jamais ils ne se laissent aller à des expressions dures ou injurieuses.

Les gens des classes inférieures déploient une grande courtoisie dans leurs rapports mutuels; mais quand ils sont irrités, ils ne sont pas toujours très-scrupuleux sur le choix de leurs expressions.

Toutes les visites se terminent quand le maître de la maison présente à son hôte la feuille de bétel et la noix d'arec; en même temps il lui verse sur son mouchoir de l'essence de roses ou quelque autre parfum, et il asperge ses habits d'eau de rose : c'est dire qu'il faut prendre congé.

Dans les premières entrevues, dans les fêtes, on présente à ses hôtes des pièces de châles et d'étoffes, des colliers de perles, des bracelets, etc.; quelquefois même un cheval ou un éléphant, quand visiteurs et visités sont de grands personnages. Cette coutume doit être assez ancienne; car on voit souvent dans les anciens drames des présents de bracelets, de diamants, offerts à l'occasion de visites.

On fait des cadeaux du même genre aux serviteurs dont on est content, aux soldats qui se sont distingués, aux poëtes, aux savants : ils pleuvent sur les chanteuses et les danseuses.

Dans les visites de cérémonie, on laisse parler les principaux personnages, les autres se taisent; mais dans les autres occasions la conversation est générale et très-animée. Les manières des Indous sont polies, et leurs façons de parler obséquieuses. Ils ne tarissent pas de compliments et d'expressions d'humilité, même en parlant à leurs égaux, et lorsqu'ils n'ont aucun intérêt en vue. Ils montrent peu de désir de s'instruire, ou d'étendre leurs pensées au delà de la sphère ordinaire de leurs habitudes. Mais, dans ce cercle restreint, leur conversation est fine et intelligente, souvent mêlée d'observations spirituelles et satiriques.

Les gens riches se lèvent à la même heure que les autres, ou à peine un peu plus tard; ils font leurs dévotions dans les chapelles particulières de leurs maisons, puis vaquent à leurs affaires, se baignent, dînent, et dorment. A deux ou trois heures ils s'habillent, et se montrent dans leurs appartements publics, où ils reçoivent des visites et expédient des affaires jusqu'à une heure assez avancée de la soirée. Il y en a qui font faire chez eux de la musique assez tard dans la nuit, mais ce sont des exceptions; et, en général, une ville indienne est parfaitement calme et silencieuse après le coucher du soleil.

Outre les occasions assez rares, telles que les mariages, les naissances, etc., on donne encore de grandes fêtes à de certains jours consacrés, et quelquefois aussi en témoignage de considération particulière pour un ami. Ces fêtes commencent par un dîner; mais la partie essentielle, ce sont les danses et les chants, variés quelquefois par les exercices des jongleurs ou les plaisanteries des bouffons : pendant ce temps, l'encens brûle, les hôtes sont couverts de guirlandes de fleurs, etc. Les cadeaux, comme nous venons de le dire, font partie essentielle de ces fêtes.

Dans les cours, il y a des jours marqués où tous les grands viennent présenter leurs hommages aux princes : à ces réceptions la foule est toujours considérable.

Chacun vient à son tour faire son salut au prince, et lui présenter son *Nàzzer* ou cadeau, composé de quelques pièces de monnaie, qu'il est d'usage d'offrir aux supérieurs dans toutes les grandes occasions. La somme se règle sur le rang de celui qui fait l'offrande. Le moins qu'on donne en général, c'est une roupie; cependant les pauvres gens offrent quelquefois une simple fleur, et les petits débitants un des objets de leur commerce. Le plus souvent on donne un habit en retour, et la valeur de cet habit n'est pas inférieure à celle des Nazzers. Le nazzer le plus considérable est, conformément à l'étiquette, de cent *ashrefis* (de deux mille cinq cents à trois mille francs); cependant il y a des exemples de gens qui ont offert des bijoux du plus grand prix; et il n'est pas rare, lorsqu'un prince veut bien rendre visite à une personne d'un rang inférieur, que celle-ci lui fasse établir un masnad avec des sacs qui contiennent jusqu'à cent mille roupies (deux cent cinquante mille francs), et sont compris dans le nazzer. Disons toutefois que cette coutume ne semble pas d'origine indienne.

Dans les fêtes religieuses, on prépare une grande salle en l'honneur de la divinité du jour : son image, parée de riches ornements et entourée de balustrades dorées, occupe le centre de l'appartement; les princes et leurs suites, vêtus d'habits magnifiques, couverts de bijoux, se rangent sur l'un des côtés de la salle, comme s'ils étaient les hôtes de la divinité ou ses serviteurs. Le reste de la cérémonie se passe comme dans les réceptions ordinaires. Les chants ont peut-être une signification religieuse; mais l'encens, les guirlandes de fleurs et les présents, tout est comme dans les visites habituelles; il n'y a pas jusqu'au bétel et à l'essence de rose qu'on apporte de la part de l'idole, et qu'on distribue à ceux qui lui ont fait l'honneur d'une visite.

La plus remarquable de ces cérémonies religieuses, c'est, sans contredit, celle qui est instituée en commémoration de la prise de Lanka par Râma, et se célèbre naturellement en plein air.

Lanka est représenté par un grand château avec ses tours et ses bastions, que vient attaquer une armée de gens vêtus du costume traditionnel de Râma et de ses soldats, appuyés par une armée de singes que leur chef Hanoumân conduit au combat. La bataille se termine par la prise de Lanka, éclairée de feux d'artifices qu'on admirerait en tout pays, et par une procession triomphale exécutée avec une magnificence digne d'une meilleure occasion.

Cette fête se célèbre d'une autre façon, et peut-être avec plus de splendeur encore, chez les Mahrattes. C'est toujours ce jour-là qu'ils commencent leurs opérations militaires; et l'épisode particulier qu'ils célèbrent, c'est celui où Râma, après avoir accompli ses dévotions et s'être emparé d'un rameau d'un certain arbre, gage assuré de la victoire, se met en marche avec son armée.

Dans une plaine ouverte, près du camp ou de la ville, on plante un arbre de l'espèce consacrée par la tradition; et toute l'infanterie, avec la cavalerie et l'artillerie, se rangent sur deux lignes formant la haie sur le chemin qui conduit à l'arbre consacré. Le reste de l'espace est rempli d'une foule innombrable de spectateurs. Le cortége, quoique moins uniforme et moins régulier que celui des princes mahométans, est cependant un des plus beaux qui se puisse voir dans l'Inde. Le prince avance sur son éléphant, précédé d'étendards, de gens armés de verges d'or et d'argent, et d'une phalange d'hommes portant des piques de quinze ou seize pieds de long. A ses côtés on voit sa noblesse et les chefs militaires de son royaume montés sur des chevaux magnifiquement caparaçonnés, vêtus eux-mêmes de riches habits, et accompagnés d'hommes choisis pour leur mine guerrière. Derrière eux suivent de longues files d'éléphants, avec leurs housses qui balayent la terre : ceux-ci portant des étendards gigantesques, couverts d'or et de broderies; ceux-là portant des *hôdahs* ouverts ou fermés, argentés ou dorés. Tout autour des éléphants et derrière eux se développe un nuage de cavalerie faisant briller au soleil ses riches costumes, abandonnant au vent ses écharpes de brocart d'or, emportant une forêt de lances et de bannières. Ceux qui sont sur les flancs font des pointes en dehors des rangs, pour y rentrer après avoir accompli les plus brillantes évolutions de la fantasia des Arabes : tous se lancent au galop, se mêlent, se séparent, se réunissent, semblent se choquer comme les flots de la mer, offrant un des spectacles les plus animés et les plus magnifiques qu'on puisse voir même dans ce pays de magnificence barbare. Quand le prince approche du but, on tire le canon, l'infanterie fait des décharges multipliées, le cortége semble redoubler de rapidité; on dirait une armée de cavalerie qui charge l'ennemi.

Quand le prince a fait ses dévotions et cueilli le rameau sacré, le canon se fait encore entendre; et à ce signal tout le monde se précipite au galop, chacun cherchant à enlever quelque feuille de l'arbre consacré; puis quand il est complétement dépouillé, chacun orne son turban d'une branche de feuillage, et échange des félicitations avec ses amis. Un grand *darbâr* (réception), où se présentent tous les officiers, termine la fête.

*Foires pèlerinages*. — Il y a moins de grandeur, mais non moins d'intérêt, dans les foires et fêtes populaires.

Les foires ressemblent beaucoup à celles de l'Europe. C'est pour le même but qu'elles se tiennent; ce sont des amusements analogues qu'elles offrent aux assistants. Mais ce dont aucune grande assemblée populaire en Europe ne peut donner idée, c'est l'effet produit par la réunion d'un immense concours de peuple vêtu d'habits blancs, avec des écharpes aux couleurs les plus brillantes. Le goût des Indous pour les processions et les grandes démonstrations, la présence de gens couverts d'armes étincelantes, la multitude des drapeaux, donnent encore aux foires indiennes un aspect tout particulier. Les Indous se livrent aux plaisirs

de ces fêtes avec un entraînement incroyable ; chacun d'eux y apporte la volonté innocente de s'amuser autant qu'il le pourra. Elles ont toutes pour prétexte quelque cérémonie religieuse; mais à peine si cette cérémonie enlève un instant au plaisir, à peine si l'on y pense. Dans les pèlerinages, la longue préoccupation du but pour lequel on s'est mis en route, l'exemple des autres pèlerins chantant le nom du dieu, la sainteté du lieu consacré, entretiennent l'esprit des pèlerins dans des sentiments de dévotion plus sérieuse. Ils ont aussi plus de devoirs religieux à remplir : quelquefois toute l'assemblée se joint à eux; et quand on voit des milliers d'yeux dirigés sur un seul point, quand on entend des milliers de voix proclamer ensemble le même nom, c'est un spectacle qui fait impression même sur le spectateur le plus indifférent.

Mais même aux lieux de pèlerinage le sentiment du plaisir est plus fort que celui du zèle religieux; et la plupart des lieux consacrés par l'affluence des visiteurs sont aussi célèbres parmi les champs de foire, où il se traite le plus d'affaires.

*Jardins.* — En parlant des plaisirs des classes supérieures il ne faut pas oublier leurs jardins, qui, bien que soumis à une régularité trop grande peut-être, sont quelquefois enchanteurs. Ils sont partagés par de larges allées au milieu desquelles courent de longs et étroits canaux revêtus à l'intérieur de pierre, de stuc même, et aboutissant tous à un centre commun. Chaque côté de l'allée est dessiné par de longues lignes droites de pavots de toutes les couleurs, par des plates-bandes de fleurs dessinées toutes d'une manière uniforme. Les maisons de campagne sont de stuc blanc : un peu moins lourdes, un peu plus élégantes que les maisons des villes, elles ne font pas diversion à la régularité du jardin; néanmoins, il y a toujours quelque chose de riche et d'oriental dans les beaux bouquets d'orangers et de citronniers, dans les bosquets où le noir cyprès se mêle à des arbres couverts de fleurs, au gracieux et élégant palmier. Dans les chaleurs de l'été, des allées de treillis couverts de vignes impénétrables au soleil, ombragés par les branches de l'arbre qui porte l'areo, offrent de fraîches retraites, bien protégées contre l'ardeur et l'éclat du jour, rendues plus charmantes encore par le murmure des ruisseaux qui arrosent le jardin, par le profond silence et le repos parfait de la nature, assoupie sous les rayons du soleil à midi.

Il est probable que ce genre de jardins aura été introduit par les musulmans; car les descriptions des anciens poëtes ne font pas supposer que jadis les jardins de l'Inde eussent cette apparence de régularité uniforme. De plus, c'est dans ce goût que sont dessinés les jardins des mahométans, ceux d'Ispahan et de Constantinople, ceux que Mehemet-Ali n'a pas encore achevés dans son palais de Choubra en Égypte.

Les fleurs et les arbres des jardins de l'Inde ne sont ni choisis avec la recherche, ni entretenus avec le soin qu'on y emploie en Europe; et souvent c'est au milieu de la nature inculte qu'on les voit arrivés à leur plus haut point de perfection et de beauté. On voit souvent dans la campagne des bouquets d'antiques mangous, de pipâls, de hauts tamarins, qui, semés, surtout dans le Gouzerat, sur un terrain légèrement ondulé donnent au pays l'aspect d'un parc anglais. Dans d'autres parties, dans le Rohilcund, la plaine, parfaitement unie et admirablement fertile, est couverte de beaux bouquets de bois, qui donnent d'abord à la campagne un aspect de prospérité magnifique, mais qui finissent cependant par fatiguer de leur uniformité. Dans le Bengal le voyageur erre au milieu d'une plaine immense sans arbres, où il ne voit qu'un éternel tapis de rizières qui se développe devant ses pas. De temps à autre seulement paraissent à l'extrémité de l'horizon d'épais jongles de bambou, qu'il serait tenté de prendre pour le repaire de bêtes féroces.

Mais quand il y arrive, il voit que ce n'était qu'une étroite ceinture de bambous, remplie à l'intérieur de villages richement peuplés, puis quand il en sort la plaine recommence avec la même uniformité, jusqu'au moment où paraît encore au loin une nouvelle barrière de bambous, qui indique l'existence de nouveaux villages.

La partie centrale du Deccan se compose d'une mer de petites hauteurs, qui se succèdent quelquefois sur plusieurs centaines de milles, sans montrer autre chose, pendant le printemps, qu'une nappe de vertes moissons assez élevées pour cacher un cavalier; dans la saison des chaleurs, le pays a toute l'apparence d'un désert, nu, brun, sans un arbre, sans un arbrisseau qui vienne faire diversion au milieu de ce paysage désolé. Ailleurs, surtout dans l'ouest, on rencontre de grands bois, de vieux arbres, tout couverts de plantes grimpantes et aromatiques; celles-ci portant des fleurs aux plus belles couleurs, celles-là lançant hardiment d'arbre en arbre des branches aussi grosses que la cuisse. Les forêts de l'est et du centre sont peuplées d'arbres d'une prodigieuse grandeur, à peu près inhabitées, à peine traversées par d'étroits sentiers, comme les parties désertes de l'Amérique.

Dans les provinces les mieux cultivées on rencontre souvent, et pendant plusieurs journées de marche, de vastes espaces occupés par des bois de palâs ou de dâk, qui perdent leurs feuilles au printemps, pour se couvrir de grandes fleurs rouges d'un tel aspect, qu'on dirait que tout le pays est en feu.

C'est au pied de l'Himalaya que la nature indienne se développe dans toute sa splendeur et sa majesté. C'est un spectacle dont le voyageur le plus froid n'a jamais été témoin sans enthousiasme; c'est une impression dont le souvenir dure autant que la vie, que rien ne peut effacer ni même égaler. Les Ghâts occidentaux déploient aussi les charmes particuliers aux pays de montagnes, mais sur une moindre échelle; toutefois, nous n'avons rien en Europe, pas même en Grèce, qui puisse leur être comparé.

L'idée que se fait le voyageur de la beauté des Ghâts dépend surtout de la saison où il les a visités. S'il les a vus pendant l'été, découronnés de leur diadème de nuages, dépouillés de leur riche tapis de verdure et de leurs innombrables cascades, alors la hauteur de la montagne ne suffit plus à compenser la stérilité de son aspect; le seul ornement qui lui reste, ce sont les magnifiques forêts qui çà et là couvrent ses flancs.

*Manières de vivre des gens des villes.* — La journée des gens des classes inférieures, dans les villes, se passe à peu près comme celle des cultivateurs, si ce n'est qu'ils vont à leur boutique au lieu d'aller aux champs, et qu'ils vont au bazar pour y chercher de la société et des distractions. Les gens des campagnes ont quelques jeux qu'on pourrait appeler des exercices; mais les plaisirs particuliers des citadins, hors de leurs maisons, se bornent aux foires et aux fêtes.

Il y a quelques fêtes qui sont communes aux gens de toutes les classes, à ceux des villes comme à ceux des campagnes.

La principale peut-être est le *hôli*, qui se célèbre en l'honneur du printemps. Les gens du peuple, surtout les enfants, dansent le soir autour de grands feux de joie, chantant des chansons licencieuses ou satiriques, et se livrant à tous les mauvais tours qu'ils peuvent inventer contre leurs supérieurs, qui ne s'en fâchent jamais. Mais le plus grand amusement de la fête, c'est de s'arroser les uns les autres avec un liquide jaune fort peu agréable, à s'inonder la figure d'une poudre de carmin qu'il est difficile ensuite d'effacer. On se lance le liquide avec des seringues; on prépare la poudre sous forme de balles, recouvertes en colle de poisson, pour leur donner de la consistance, mais qui éclatent au contact avec le corps. Les gens de tous les rangs se livrent à ces espiègleries avec enthousiasme; on s'y échauffe, et ordinairement, quand elles se terminent, tout

le monde a été si bien arrosé de liquide et recouvert de poudre, qu'on ne peut plus se reconnaître.

Un premier ministre ne croira pas déroger à sa gravité en invitant un ambassadeur étranger à venir célébrer le hôli dans son palais; et il figurera lui-même dans les épisodes les plus bruyants de la fête, avec l'ardeur et la vivacité d'un écolier.

Il y a aussi des fêtes locales, ou particulières à une certaine population. De ce nombre est celle où les Marattes s'invitent à venir manger les premiers grains rôtis du *Bâdjri* (holcus spicatus) de l'année. Tout le monde, les gens des villes aussi bien que ceux des campagnes, prennent part à cette fête. Ainsi, par exemple, le Radja de Bérar invite à cette occasion les principaux personnages de sa cour pendant plusieurs jours consécutifs; on sert d'abord le grain rôti et ensuite un grand banquet aux conviés.

Le Diouâli est une fête générale, où tous les temples et toutes les maisons sont illuminés avec des guirlandes de verres de couleur qui courent le long des toits, des fenêtres, des corniches, suspendues à des échafaudages de bambous qu'on prépare pour l'occasion. Benarès, vu du Gange le soir, présente alors un magnifique spectacle. Pendant tout le mois qui ramène cette fête, on allume chaque soir, dans les villages et même dans les maisons particulières, des lampes qu'on élève quelquefois si haut avec des bambous, qu'à première vue on serait tenté de les prendre pour des étoiles qui se couchent à l'horizon.

Le *Djannam Ashtomi* est une fête où des enfants, vêtus dans le costume de Chrishna et de ses bergères, représentent un drame traditionnel, mêlé de chants et de danses de caractère.

*Exercices.* — Les militaires, c'est-à-dire toutes les gens des hautes classes, qui ne sont ni dans la religion ni dans le commerce, aiment avec passion la chasse à cheval. Ils courrent le cerf, le loup, le lièvre, avec des meutes qu'ils emploient aussi contre le sanglier; mais, dans ce cas, ils attaquent eux-mêmes la bête avec l'épieu ou l'épée. Ils chassent le tigre montés sur des éléphants, quelquefois à cheval, et même à pied. Les gens des campagnes se réunissent en corps pour chasser le tigre qui infeste le voisinage; et dans ces occasions, ils se conduisent toujours avec beaucoup de courage et de résolution. Cependant, aussi longtemps que le tigre n'a pas attaqué de créature humaine, les paysans ne vont pas lui chercher querelle.

Les militaires, malgré leur indolence habituelle, sont tous d'excellents et hardis cavaliers. Les Marattes surtout sont célèbres pour leur talent à conduire un cheval et à manier la lance. Tous ils chaussent l'étrier très-court, emploient des martingales très-serrées et des mors très-légers, mais aussi très-énergiques. Leurs chevaux sont toujours bien sur leurs hanches, et sont dressés à tourner sur cul au milieu de la course la plus rapide. On les dresse encore à s'élancer tout à coup de la position du repos, avec une rapidité qui porte le cavalier sur son ennemi avant que celui-ci n'ait eu le temps de se mettre en garde.

Les troupes légères de deux armées indiennes se mêlent et s'attaquent la lance à la main, avec une prudence qui semblerait à des Européens n'être que la courtoisie d'un tournoi. Chacun tourne autour de son adversaire, fait de fausses attaques, a l'air de ne pas vouloir commencer le combat, quoiqu'on soit toujours à portée. On se surveille cependant avec une ardente activité, et malheur à celui qui se découvre! il est aussitôt percé d'un coup de lance, et sa chute prouve que le combat était sérieux.

Les Indous tirent assez bien le fusil à cheval; mais, sous ce rapport, les mahométans sont leurs maîtres.

Les grands personnages conduisent quelquefois eux-mêmes leurs éléphants; et, pour s'excuser de déroger ainsi à l'étiquette, ils allèguent qu'il faut toujours savoir conduire un éléphant, pour le cas où son guide ordinaire serait tué dans une bataille. Dans les temps antiques, cet art était regardé comme indispensable aux héros.

*Costume.* — L'habit ordinaire des Indous est celui que nous avons déjà décrit pour les habitants du Bengal. C'est celui que portent les Indous qui se piquent d'attachement à la foi brahmanique. Il se compose de deux longues pièces de cotonnade blanche, dont l'une se roule autour des reins, passe entre les jambes et retombe au-dessous du genou; l'autre se porte sur l'épaule ou quelquefois roulée autour de la tête, qui n'est jamais autrement couverte. Les cheveux et la barbe sont rasés; on ne laisse qu'une longue mèche sur le sommet de la tête. Beaucoup d'Indous portent des moustaches, mais jamais les Brahmanes. Sauf dans le Bengal, tous les Indous qui n'affectent pas une grande rigueur de principes portent aujourd'hui la pièce de cotonnade qui leur enveloppe le corps plus courte, mais plus large; ils mettent par-dessus une tunique de coton, de mousseline, de soie, que retient autour de la taille une ceinture de mousseline de couleur; une écharpe passée sur l'épaule et un turban complètent le costume. On voit aujourd'hui des Indous qui portent des pantalons larges et flottants comme les musulmans.

En habits de fête, on porte une longue robe blanche de mousseline presque transparente, et collant sur le corps jusqu'à la ceinture; au-dessous, elle fait d'amples et d'innombrables plis et replis. L'écharpe, le turban, les bracelets, les colliers et quelques autres bijoux complètent le costume.

*Condition des femmes.* — Le costume des femmes est presque le même que celui des hommes; seulement les deux pièces de cotonnades sont plus amples et plus longues, et elles sont de couleurs brillantes aussi bien que blanches. Les deux sexes portent beaucoup de bijoux. On voit aux hommes, même à ceux des derniers rangs de la société, des pendants d'oreille, des bracelets, des colliers; ils les portent quelquefois comme un moyen d'avoir toujours toute leur fortune sous la main. Il y a des colliers de graines, qui durcissent avec le temps et deviennent d'un très-beau brun foncé; d'autres en bois de prix tourné, qu'on mêle avec des grains d'or ou de corail. Le cou et les jambes sont nus; mais pour sortir on met des pantoufles brodées, à pointes recourbées, qu'on abandonne pour entrer dans un appartement ou dans un palanquin. Les enfants sont chargés d'ornements d'or, qui trop souvent excitent la cupidité des voleurs et coûtent la vie à leurs malheureuses victimes.

Il semble que, dans les temps antiques, les femmes indoues étaient plus réservées qu'aujourd'hui et plus retirées. Les femmes des musulmans sont, comme partout, voilées et séquestrées; mais, chez les Indous, il n'y a que la classe militaire qui ait suivi l'exemple de ces conquérants.

Cependant les femmes ne sont pas admises dans la société des hommes, et ne sont pas du tout traitées comme leurs égales. Dans les classes inférieures c'est la femme qui fait la cuisine, sert le dîner de son mari, et attend qu'il ait fini avant de commencer elle-même à manger. Lorsque deux personnes de sexe différent se promènent ensemble, l'homme marche le premier et la femme suit, lors même qu'il y aurait assez de place pour que tous deux pussent marcher de front. Battre une femme n'est pas chose aussi rare ni aussi honteuse qu'en Europe. Cependant, malgré cette infériorité devant l'étiquette, les affections et la raison rendent aux femmes leur place légitime; leurs maris ont confiance en elles, et les consultent sur toutes leurs affaires; et, dans l'Inde aussi bien qu'ailleurs, ce ne sont pas toujours les maris qui sont les véritables chefs de la communauté.

*De l'esclavage.* — Mais un reproche plus réel qu'on peut adresser à la société indienne, c'est qu'elle a sanctionné l'esclavage. L'esclavage domestique, quoique sous une forme très-douce, est universel dans l'Inde. Les esclaves sont ou nés dans la maison, ou des enfants vendus par leurs parents en temps de famine, ou enfin des enfants enlevés par les Bandjârras, tribu de pasteurs errants, qui font aussi le métier de transporter du grain et des marchandises avec leurs troupeaux.

La loi indoue punit bien ce crime, mais il est fort difficile à découvrir.

Les esclaves sont traités exactement comme des domestiques, mieux peut-être encore, parce qu'on les regarde comme faisant partie de la famille. Jamais on ne les vend, et l'on fait peu d'attention à eux; car il n'y a aucun signe extérieur qui puisse les faire distinguer des gens libres. Mais il faut que l'esclavage produise toujours quelque infamie. Les petites filles qu'on enlève se vendent quelquefois à des gens qui les élèvent pour la prostitution; ou bien, quand il n'en est pas ainsi, elles ont, trop souvent encore, à souffrir de la brutalité de leurs maîtres et de la jalousie de leurs maîtresses.

Il y a des provinces où les gens riches et les grands ne sont pas les seuls qui possèdent des esclaves; on en voit chez les cultivateurs, où ils sont traités exactement comme les autres membres de la famille. Chez les anciens Indous, la loi de Manou le prouve, il n'y avait pas d'esclaves attachés au sol. Mais, en se répandant vers le sud, il semble que les Indous y ont trouvé l'esclavage de la glèbe. Dans quelques provinces isolées, dans des pays de forêts, on voit des esclaves attachés au sol, mais attachés si peu durement, qu'ils reçoivent un salaire, et sont en réalité assez peu gênés dans la pratique de la liberté. Dans le sud de l'Inde, ils sont attachés à la terre, et on les vend avec elle. Dans le Malabar, où ils sont plus durement traités que partout ailleurs, on les vend même sans la terre. Le nombre de ces esclaves, tant dans le Malabar que dans l'extrême sud, est diversement estimé; on dit depuis cent mille jusqu'à quatre cent mille. On en voit encore dans quelques parties du Bengal, du Behar et du Gouzerat; cependant leur nombre, par rapport à celui de la population, est parfaitement insignifiant.

*Mariage*. — Les mariages sont l'occasion d'une foule de cérémonies très-peu intéressantes. On joint les mains des fiancés, et on les attache ensemble avec un lien fait de gazon sacré. La partie essentielle de la cérémonie, ce sont les sept pas solennels que fait le fiancé, en répétant à chacun d'eux une prière particulière. Après le septième pas, le mariage est indissoluble. C'est aujourd'hui la seule forme de mariage.

La prohibition si souvent répétée dans le code de Manou, qui interdit au père de rien recevoir du mari de sa fille, semble être observée aujourd'hui beaucoup plus strictement qu'au temps du législateur. Le point d'honneur est devenu si scrupuleux à ce sujet, qu'on regarde comme honteux de rien recevoir, même après la mort d'un gendre ou d'un beau-frère.

C'est le futur qui doit venir faire lui-même ses propositions de mariage dans la maison de son beau-père, et c'est là que la cérémonie doit se célébrer. Lors de la visite officielle, l'hospitalité antique reparaît avec ses formes traditionnelles. Ainsi on a encore conservé la coutume de tuer une vache pour l'occasion; seulement, aujourd'hui le futur intercède pour l'animal, qu'on renvoie aussitôt sur sa requête.

Lorsqu'un prince se marie à une fille étrangère, on élève à grands frais un palais provisoire, qui doit représenter la maison du père de la future. Dans tous les rangs de la société, le cortége qui accompagne la nouvelle mariée, de la maison de son père à celle de son époux, est aussi splendide qu'il est possible.

Dans le Bengal surtout, ces cortéges sont magnifiques; et l'on cite des mariages qui ont coûté plusieurs lacs de roupies (un lac vaut deux cent cinquante mille francs). Les époux sont ordinairement des enfants: la mariée ne doit pas avoir encore l'âge de puberté, et, le plus souvent, elle et son mari n'ont pas encore dix ans. Ces mariages si précoces ne sont pas toujours heureux.

*Éducation.* — Les Indous se distinguent par leur attachement pour leurs jeunes enfants; mais on voit souvent des querelles et même des procès entre les pères et les fils parvenus à l'âge viril: les raisons d'intérêt sont la cause la plus ordinaire de ces discussions.

Les enfants des grandes familles fi-

gurent dans le monde de très-bonne heure : habillés comme des hommes, avec de petits sabres au côté, ils s'y conduisent avec tout autant de convenance et même de respect pour l'étiquette que les grandes personnes.

Les enfants des classes inférieures errent dans les rues, se querellent, se battent, se jettent des pierres, et sont beaucoup moins surveillés dans leur liberté que les enfants d'aucun pays de l'Europe. A cet âge ils sont ordinairement très-beaux.

L'éducation des gens du commun ne va pas au delà de la lecture, de l'écriture, et des éléments de l'arithmétique. Dans les villes et même dans la plupart des villages, il y a des écoles entretenues par la rétribution que le maître perçoit sur ses écoliers. On calcule que, dans le sud de l'Inde, les frais d'entretien d'un enfant à l'école sont de dix-huit ou vingt francs par an ; mais cette dépense doit être beaucoup moindre dans les autres provinces. Dans le Bengal et le Béhar, la rétribution perçue par le maître n'est souvent qu'une certaine quantité de grains ou de légumes.

On suit dans ces écoles le système de l'enseignement mutuel par les moniteurs, et l'on prétend que ce système a été importé de l'Inde en Angleterre, où il a paru pour la première fois en Europe.

Le nombre des enfants élevés dans les écoles publiques de la présidence de Madras est de moins d'un sur trois du nombre total ; mais, si faible que soit cette proportion, sir Thomas Mimro fait observer, avec raison, qu'elle est plus forte que celle qu'on voyait en Europe il n'y a pas longtemps encore. Il est probable que la proportion des écoliers au nombre total des enfants n'est pas, dans les autres présidences, plus considérable que dans celle de Madras. Les femmes ne reçoivent à peu près aucune éducation.

Il est rare que les gens riches envoient leurs enfants à l'école; ils les font élever dans leurs maisons par des Brahmanes. L'instruction supérieure est gratuite. Les professeurs vivent et entretiennent souvent un certain nombre de leurs disciples sur le produit des contributions volontaires des princes et des gens riches.

Aujourd'hui il n'y a de gens qui sachent quelque chose que les Brahmanes; et encore leur bagage scientifique est-il fort léger.

Les monuments qui nous restent de l'ancienne littérature nous montrent le haut degré de splendeur où elle était parvenue. Sans doute nous manquons de preuves palpables, matérielles, pour établir le fait authentiquement; mais quand on voit trois des quatre castes obligées par la loi à lire et étudier les Védas, il est probable qu'elles étaient plus instruites qu'elles ne sont maintenant.

*Des noms.* — Nous devons parler encore des noms indiens, et plus longuement peut-être que le sujet ne semble le mériter au premier abord ; mais il est indispensable de l'étudier un peu, si l'on veut apprendre à reconnaître les personnages cités dans l'histoire.

Il y a peu de populations indoues où l'on sache ce que c'est qu'un nom de famille. Il faut faire cependant une exception pour les Marattes, qui, pour les noms de famille et leur transmission, suivent exactement la même coutume que les Européens. Les Radjpoutes ont des noms de clans ou de tribus qui s'appliquent trop généralement, pour qu'on puisse les considérer comme des noms de famille. Il en est de même pour les Brahmanes du nord de l'Inde.

Dans le sud il est d'usage de mettre le nom de la ville ou du lieu habité par l'individu avant son nom propre; ainsi, l'on dit Carpa Candi Râo pour Candi Râo de Carpa. La coutume la plus ordinaire dans les actes authentiques ou les cérémonies légales, c'est, comme dans la plupart des pays asiatiques, d'ajouter le nom du père à celui du fils ; il est probable que cette coutume a été importée par les conquérants musulmans.

L'Européen qui croirait pouvoir appeler indifféremment une personne

par l'un de ses noms, ou encore par le premier ou le dernier, s'exposerait à n'être pas compris; car il se peut que le premier nom ne soit que celui d'une ville, et le dernier celui du père de l'individu, ou celui de sa caste.

*Funérailles.* — Les Indous brûlent leurs morts couchés tout au long sur le bûcher; les membres des ordres religieux y sont apportés assis, et les jambes ployées sous le corps. Le mourant près de rendre le dernier soupir est exposé hors de sa maison, sur un lit de gazon sacré. On récite des prières autour de lui; on le couvre de feuilles de basilic. S'il habite près du Gange, et s'il est possible, on le transporte sur le bord du fleuve sacré. On dit que les gens pour qui cette cérémonie a été accomplie, et qui parviennent à guérir, ne retournent jamais dans leur famille. Il y a des villages, sur les bords du Gange, qui passent pour être habités par des gens ou par les descendants de gens qui ont subi cette épreuve; cependant, le fait n'est rien moins que prouvé. Après la mort on lave le corps, on le parfume, on le couvre de fleurs, et on le porte aussitôt au bûcher. Dans le sud, le cortége funèbre est précédé par des musiciens, et le corps est porté la face découverte, et peinte avec du carmin. Ailleurs, au contraire, le corps est soigneusement recouvert, et il n'y a pas de musique dans le cortége; mais les personnes qui l'accompagnent poussent des cris de douleur.

Le bûcher d'une personne ordinaire a quatre ou cinq pieds de haut; on le décore de fleurs; on jette dans les flammes du beurre clarifié et des huiles parfumées. Quand les cérémonies et les oblations préliminaires sont achevées, un parent du défunt met le feu au bûcher, puis avec les autres parents il va se purifier dans un cours d'eau voisin, et s'asseoit sur le bord jusqu'à ce que le feu s'éteigne. C'est un triste spectacle de les voir enveloppés dans leurs vêtements mouillés, et les yeux tristement fixés sur le bûcher. Cependant la religion ne leur ordonne pas de mouiller leurs vêtements et de se livrer à leur chagrin; au contraire, elle enjoint de ne point pleurer, et d'adoucir sa douleur en répétant certains versets consacrés des livres saints.

Les Indous n'élèvent guère de tombeaux qu'aux guerriers qui meurent sur le champ de bataille, et aux veuves qui se brûlent avec leurs maris. Ces tombeaux ont la forme de petits autels carrés.

Les funérailles sont quelquefois l'occasion de dépenses immenses. Un journal de Calcutta racontait, en juin 1824, qu'une famille indoue, sans compter les magnifiques et nombreux présents qu'elle avait faits aux plus distingués des Brahmanes, avait dépensé aux funérailles de son chef la somme incroyable de cinq cent mille roupies (un million deux cent cinquante mille francs), distribuées en aumônes.

*Sattis.* — On sait que les veuves indoues se brûlent quelquefois sur le bûcher de leurs maris, et que ces victimes s'appellent des *Sattis*. On ne sait à quelle époque remonte cette barbare coutume. Il n'en est pas question dans le livre de Manou, qui parle toujours de la conduite à tenir par les veuves fidèles et dévouées, comme s'il n'y avait aucun doute qu'elles dussent survivre à leurs maris. Quelques auteurs croient avoir trouvé des allusions à cette coutume dans les livres antiques des Indous, spécialement dans le Rig Véda; mais d'autres auteurs prétendent qu'il n'en est rien. Toujours est-il qu'elle est fort ancienne; car on en voit un exemple cité par Diodore, et qui remonterait à plus de trois cents ans avant J. C. Il se serait présenté dans l'armée d'Eumène. Ce que dit Diodore du droit reconnu à la femme la plus âgée de se sacrifier plutôt que les autres, de la prohibition qui empêche les femmes enceintes de monter sur le bûcher, etc., etc., est trop bien en harmonie avec les institutions des Indous, les cérémonies sont trop exactement décrites par l'auteur grec, pour qu'on puisse soupçonner l'authenticité de son récit, et ne pas croire que ce cruel usage était déjà établi dès le temps d'Eumène.

La cause première de cette barbarie est attribuée par Diodore, comme

elle l'est encore par les missionnaires anglais, à la déplorable condition de la femme qui survit à son mari. Si cependant ce motif était le véritable, les exemples de Sattis seraient sans doute beaucoup plus nombreux qu'ils ne sont aujourd'hui. Il est probable aussi que l'espoir de jouir immédiatement des félicités célestes et d'en faire jouir son mari, que la gloire qui accompagne un si grand sacrifice, viennent encore exciter l'enthousiasme des quelques victimes qui osent courir cette terrible épreuve.

On a dit que leurs parents les encourageaient pour hériter de la fortune des veuves. Ce serait juger trop cruellement l'espèce humaine, que de croire à de pareils motifs. Au contraire, il est prouvé que les parents, dans presque tous, sinon dans tous les cas, font des efforts réels pour dissuader la victime. Et ils ne se contentent pas de leurs exhortations, des prières des jeunes enfants; ils appellent encore à leur secours les amis de la famille et même l'autorité du gouvernement. S'il s'agit d'une famille distinguée, on voit le souverain lui-même venir consoler la veuve, et l'engager à abandonner son fatal projet. C'est un mauvais augure pour le gouvernement, quand il y a beaucoup de Sattis. On s'arrange ordinairement pour occuper la veuve chez elle par ces visites extraordinaires, pendant qu'on enlève et qu'on brûle le corps.

Le mode de combustion varie avec les provinces. Dans le Bengal, on attache la personne vivante au cadavre avec de fortes cordes, et les deux corps sont recouverts de bambous, pour empêcher toute tentative d'évasion. Dans l'Orissa la veuve se précipite elle-même dans le bûcher, établi à cet effet dans un fossé au-dessous du niveau du sol. Dans le Deccan la veuve s'asseoit sur le bûcher, avec la tête de son mari sur ses genoux; et elle reste dans cette position jusqu'à ce qu'elle soit suffoquée par la fumée, ou renversée par la chute de fortes charges de bois attachées avec des cordes aux quatre poteaux qui s'élèvent aux quatre coins du bûcher.

C'est un affreux spectacle que celui d'une veuve qui va se brûler; mais il est difficile de savoir si c'est la pitié ou l'admiration qui domine dans l'âme du spectateur. La sérénité plus qu'humaine de la victime, les témoignages de respect qu'elle reçoit de la foule assemblée, sa tenue modeste, les soins affectueux qu'elle prend pour n'oublier personne dans la distribution de ses derniers présents, les saluts qu'elle adresse à ses connaissances, son insouciance apparente pour le sort qui l'attend, tout cela cause la plus vive impression. Puis ensuite les réflexions qui succèdent sont d'une tristesse accablante: on se sent humilié, désolé de voir un être si faible élevé par la superstition jusqu'à un sacrifice dont on voudrait que le patriotisme et l'amour du vrai Dieu eussent seuls donné le noble exemple.

On dit que dans le Gouzerat on enivre avec de l'opium, on réduit à l'état d'insensibilité parfaite les femmes qui vont se brûler; mais ce serait une exception pour ce pays. Partout ailleurs, les victimes vont au sacrifice pleines de calme et de présence d'esprit: on les a vues assises au milieu des flammes, priant, élevant les mains au ciel, avec aussi peu d'agitation que si elles eussent accompli leurs dévotions ordinaires. On a vu cependant aussi quelques épouvantables exemples de femmes essayant de se dégager des flammes, et qui y étaient rejetées par les assistants.

Cette coutume est d'ailleurs loin d'être universelle dans l'Inde. On ne connaît pas d'exemple de Sattis au sud du fleuve Kishme; et dans la présidence de Bombay, qui comprend tout l'ancien empire des Peshwas, la moyennes des Sattis n'est que de trente-deux par an. Dans le reste du Deccan elle est beaucoup plus faible encore. Mais dans l'Indoustan proprement dit et dans le Bengal, le nombre des Sattis est si considérable qu'on le porte à plusieurs centaines par an dans le seul territoire gouverné directement par les Anglais.

Le suicide n'est pas rare chez les

hommes; mais ceux qui le commettent sont ordinairement des personnes atteintes de maladies incurables. Les suicides se jettent dans le feu, se noient, se font enterrer tout vifs, se jettent sous les roues du char sacré de Jagernât, etc., etc.

Pendant quatre ans de résidence à Jagernat, M. Stirling n'a vu que trois exemples de personnes écrasées par le char: l'une par accident, les deux autres volontairement, mais souffrant depuis longtemps d'horribles maladies.

*Castes de voleurs.* — De même qu'elle a des castes pour tous les métiers, la société indoue a aussi des castes pour les voleurs; c'est-à-dire qu'il y a des castes où les enfants sont élevés à considérer le vol comme leur fonction héréditaire. Bon nombre des tribus montagnardes, habitant dans le voisinage de pays bien cultivés, pourraient être comprises dans cette classe; mais, même dans les pays de plaines, on trouve des castes plus célèbres par leurs habitudes incurables de vol, que jamais les Bohémiens, qui sont d'ailleurs d'origine indoue, ne l'ont été en Europe.

A en juger par les voleurs indous, il semblerait que l'hérédité des professions est particulièrement favorable au développement de l'adresse et du talent; car il n'y a certainement, en aucun pays du monde, de voleurs qu'on puisse comparer pour la dextérité aux voleurs indous. Les récits des voyageurs sont remplis d'anecdotes qui racontent l'extraordinaire patience de ces voleurs, leur persévérance, l'adresse incroyable avec laquelle ils commettent leurs crimes au milieu de gens éveillés et armés qui ne les aperçoivent pas, et la merveilleuse audace avec laquelle ils enlèvent leur proie, au milieu des circonstances les plus périlleuses. Ceux-ci creusent des galeries, et pénètrent dans les maisons par-dessous terre; ceux-là, qui sont entrés on ne sait par où, ont toujours soin de tenir une ou deux portes ouvertes pour la retraite. Ils commettent le vol nus, armés, frottés d'huile; de sorte que, s'il est dangereux de les arrêter, il est encore plus difficile de les retenir.

Une nombreuse espèce de voleurs, les Thags, sont continuellement en voyage, affublés chaque jour d'un déguisement nouveau, art dans lequel ils sont passés maîtres. D'ordinaire ils s'insinuent, tantôt d'une façon et tantôt de l'autre, dans la compagnie des voyageurs qu'ils savent porter de l'argent avec eux; ils les accompagnent jusqu'à ce qu'ils trouvent l'occasion de leur administrer une drogue assoupissante, ou de les étrangler. C'est un scrupule au moins singulier des Thags; mais ils ne répandent jamais le sang, et ils ensevelissent leurs victimes avec tant de soin, qu'on ne sait jamais ce qu'elles sont devenues. Ces assassins ont Bhavâni pour patronne, et ils lui offrent toujours une partie de leur butin.

Les veilleurs de nuit au service des communes et des particuliers appartiennent ordinairement à des castes de voleurs; et cependant ils sont très-fidèles et de très-bonne garde. Leur présence est une protection suffisante contre les gens de leur propre caste; leur adresse et leur vigilance luttent avec succès contre ceux des castes étrangères. Dans le Gouzerat, il y a de ces gardiens qui sont célèbres pour le talent avec lequel ils savent suivre les voleurs à la trace de leurs pas. Dans un pays sec et pendant la belle saison, le pied d'un homme ne laisse qu'une empreinte imperceptible aux yeux ordinaires; et cependant ils sauront si bien la reconnaître, qu'à l'aide de ces vestiges ils poursuivront un voleur jusqu'à des distances incroyables. L'un d'eux fut employé à la recherche d'un voleur qui avait enlevé l'argenterie des officiers d'un régiment anglais en garnison à Kaira. Il suivit les traces du voleur jusqu'à Ahmedabad, à quatre ou cinq lieues de distance: là, il les perdit dans les rues populeuses de cette cité; mais il les retrouva à l'une des portes; et, bien qu'égaré pendant quelque temps par son voleur, qui, pour déjouer la piste, avait parcouru une assez longue distance dans le lit d'un petit ruisseau avec de l'eau jusqu'aux genoux, il finit par le retrouver, et lui

reprendre les objets dérobés à huit ou dix lieues de l'endroit où le vol avait été commis.

S'il y a des castes de voleurs, il y en a d'autres au contraire dont la fonction semble être de défendre la société contre leurs attaques : tels sont les Bhâts et les Chârans de l'ouest, les bardes et en quelque manière les hérauts des tribus Râdjpoutes. Dans le Râdjpoutâna, les caravanes qu'ils conduisent non-seulement n'ont rien à craindre des voleurs, mais encore sont exemptes des droits de douanes. Dans le Gouzerat ils transportent des sommes considérables au milieu de pays où les plus fortes escortes ne pourraient suffire à les protéger. Ils garantissent toutes les conventions des chefs entre eux, et même avec le gouvernement.

L'autorité dont ils jouissent se tire de la sainteté de leur caractère et de l'énergie inflexible de leur résolution. Si l'on a l'air de vouloir attaquer un Bhât chargé d'une somme d'argent, il annonce qu'il va commettre le *Trâga;* il en menace encore celui qui manque à sa promesse. Si la menace ne suffit pas, il s'apprête alors à la mettre à exécution. Il se plonge d'abord un poignard dans les flancs, et ensuite dans le cœur, si l'on continue à résister; ou bien il coupera la tête à son enfant, ou bien encore, s'il y a plusieurs de ces gens qui se sont portés garants d'un contrat que l'une des parties n'exécute pas, ils tirent au sort entre eux, pour savoir celui que les autres égorgeront. Le déshonneur qui résulte de ces moyens extraordinaires pour celui qui les a motivés, et la crainte d'avoir à expier la mort d'un barde, suffisent ordinairement pour mettre les plus obstinés à la raison. La fidélité de ces gens est merveilleuse; et jamais ils n'hésitent à sacrifier leur vie pour maintenir l'autorité morale qui fait toute l'importance de leur caste.

Les Brahmanes ont une coutume à peu près semblable. Ils viennent s'asseoir à la porte d'un homme un poignard ou du poison à la main, et ils annoncent qu'ils vont se tuer s'il n'accède pas à leurs demandes. Les créanciers ont recours à un procédé analogue (on l'appelle le *Dherna*) pour se faire payer de leurs débiteurs. Ils empêchent le débiteur de manger, en faisant un appel à son honneur; et eux-mêmes ils restent à jeun pendant tout le temps où ils forcent les autres à jeûner. Cette manière d'exiger quelque chose s'emploie contre les princes, et il n'y a pas moyen d'y résister par la force. Ainsi les troupes emploient très-souvent ce procédé pour contraindre le gouvernement à les payer.

*Tribus des montagnes et des forêts.* — Les montagnes et les forêts du centre de l'Inde sont habitées par une population très-différente de celle des plaines. C'est une race petite, noire, svelte, active, aux yeux vifs et toujours en mouvement. Les tribus dont elle se compose sont très-peu vêtues, armées d'arcs et de flèches ; font profession de vivre de pillage ; et, à moins que le gouvernement ne soit assez fort pour les contenir, elles vivent en état de guerre perpétuelle avec leurs voisins. Si l'on va les attaquer dans leur pays, elles résistent avec autant de courage que d'habileté; il n'est pas un fragment de rocher, pas un buisson, d'où il ne pleuve une grêle de flèches lancées par des mains invisibles sur l'envahisseur. Puis, quand on y arrive, on trouve toujours l'ennemi délogé.

Ces tribus vivent par petits villages, qu'elles transportent quelquefois avec elles dans leurs migrations. Elles sont divisées en petites communautés, dont le chef est revêtu d'un très-grand pouvoir. Elles subsistent du produit de leur tres-imparfaite culture, et de ce qu'elles tirent de la plaine par voie d'échange ou par le pillage. Elles ne se font pas scrupule de tuer le gibier; mais ce n'est pas sur la chasse qu'elles comptent pour leur nourriture.

Tout en reconnaissant plusieurs des dieux indous, elles en adorent quelques-uns qui leur sont particuliers, et à qui elles attribuent le pouvoir de dispenser certains maux ou certains biens. Celui qui envoie la petite vé-

role est aussi celui qu'elles semblent redouter le plus.

Ces tribus sacrifient des poules, font des libations avant de prendre leurs repas, sont guidées par des magiciens inspirés et non par des prêtres, ensevelissent leurs morts, ont des cérémonies particulières pour les naissances, les mariages, etc. Elles sont très-adonnées à l'ivrognerie, et pour la plupart tuent les bœufs et les mangent sans scrupule. Leur principal lieu de résidence, c'est la chaîne des monts Vindhya, et le vaste espace de forêts qui s'étendent depuis Allahabad au nord jusqu'à Masulipatam au sud, et se prolongent avec quelques interruptions presque jusqu'au cap Comorin. Dans certains lieux la forêt a été entamée par la culture; et les habitants sont restés dans la plaine comme gardes dans les villages, chasseurs, et autres fonctions en harmonie avec leurs premières habitudes. Dans d'autres lieux, au contraire, leurs dévastations ont fait reparaître la forêt là où elle avait été défrichée, et l'on y trouve encore les ruines des anciens villages.

L'analogie du caractère et de la physionomie fait supposer que ces grossières tribus forment un peuple à part; mais elles ont aussi entre elles des différences assez sensibles : chacune porte un nom séparé et c'est seulement par la comparaison de leurs idiomes (dans les lieux où elles parlent un dialecte à part), que l'on peut espérer de voir résoudre la question de la communauté de leur origine.

Les gens de cette race s'appellent à Bâgalpour *Pahârias*, d'où nous avons fait Parias : ce mot veut dire montagnards. Sous le nom de Côls, ils occupent un vaste espace de pays sauvage, dans l'ouest du Bengal et le Béhâr; ils s'étendent dans les monts Vindhya jusque près de Mirzapour. Dans la partie voisine des Vindhya, et dans le centre et le sud de la grande forêt, on les appelle Gônds; plus à l'ouest, Bhîls, et tout à fait à l'ouest, Côlis, nom qui a sans doute quelques rapports avec celui de Côls dans le Béhar et de Colaris à l'extrémité sud de la Péninsule. Les Côlis s'étendent dans les montagnes et les forêts de l'ouest jusque dans le Gouzerat, près du désert.

L'histoire de cette race est presque inconnue. Dans le Deccan, ils étaient déjà ce qu'ils sont encore aujourd'hui à l'époque de l'invasion indoue; et, sans doute, ils ont fourni à Rama ces auxiliaires dont la tradition a fait des singes.

Tout ce pays n'était alors qu'une forêt, et les tribus actuelles en occupent encore toutes les parties que l'agriculture n'a pas défrichées. La grande étendue de forêts qu'on appelle Gondouâna, située entre les riches provinces du Béhar et de Cattac, et où l'on voit aujourd'hui çà et là quelques essais de culture, donne une idée de ce qu'était d'abord le Deccan, et de la manière dont le progrès s'y est accompli.

Dans l'Indoustan proprement dit, cette race représente peut-être les vaincus dont se forma la caste servile; ou bien, s'il est vrai que son dialecte soit mêlé d'une forte proportion de tâmoul, il est possible qu'elle descende d'une population aborigène, et antérieure même aux races qui ont été vaincues par les Indous.

On voit encore d'autres tribus de montagnards dans les montagnes du nord-est et les pentes inférieures de l'Himalaya; mais elles diffèrent complétement de celles que nous venons de décrire; et par les traits généraux, par leur conformation physique, elles se rapprochent surtout des peuples qui habitent entre l'Inde et la Chine.

*Caractère des Indous.* — Les Européens dans l'Inde ont beaucoup moins de moyens qu'on ne le croirait d'abord de se former une opinion sur le caractère des indigènes. D'ailleurs, même en Europe, chacun ne connaît que très-imparfaitement les classes en dehors de la sienne, et il ne peut s'instruire sur ce sujet que par des journaux et des livres qui n'existent pas pour l'Inde. De plus, dans ce pays la religion et les mœurs élèvent des barrières presque infranchissables entre les Européens et les Indous; elles empêchent les rapports et la libre expression des opi-

sions. Les Européens ne savent donc rien par eux-mêmes de l'intérieur des familles, et ils ne peuvent s'associer à ces occurrences, si nombreuses dans la vie, où les hommes révèlent leur caractère par le côté le plus aimable.

Des missionnaires qui viennent enseigner une religion étrangère, des juges, des magistrats, des militaires, des officiers de finance et même des diplomates, ne connaissent pas la partie la plus vertueuse d'une nation; et, à vrai dire, ils ne font connaissance avec elle que pour la voir influencée par la passion ou par ses intérêts. Les Européens sont dans l'inévitable nécessité de juger tout à leur mesure : parce qu'un homme crie comme un enfant pour *quelque* chose qui leur semble *futile*, ils en concluent trop souvent qu'il est incapable d'énergie et de résignation; ils croient que celui qui se laisse appeler menteur sans entrer en fureur est capable de toutes les bassesses. Les distinctions de temps et de lieux disparaissent; on confond le Bengali avec le Maratte; on attribue à la génération présente les crimes des héros du Mahâbhârata. A ceux qui se laissent aller trop vite à des impressions défavorables, on peut dire que les gens qui ont vécu le plus longtemps avec les Indous ont toujours eu d'eux la meilleure opinion.

Toutefois, si ces considérations doivent nous imposer une grande réserve dans nos jugements, elles ne peuvent cependant pas faire que nous soyons aveugles sur certains grands défauts du caractère des Indous. Sans doute ces défauts viennent surtout de causes morales; mais il faut aussi les attribuer en partie à la constitution physique, au sol, au climat.

Quelques races sont certainement moins vigoureuses que d'autres, et toutes dégénéreraient dans une atmosphère énervante.

La chaleur seule n'énerve pas. S'il est impossible de s'y soustraire, si elle est permanente, elle peut produire alors même une sorte d'énergie analogue à celle qu'on attribue aux rigueurs de l'hiver du Nord. Si la stérilité vient s'y ajouter, si les rares produits d'un pénible labeur sont difficiles à conserver au milieu de peuplades belliqueuses, alors on voit l'énergie et la résolution des Arabes.

Mais dans l'Inde une chaude température s'allie à un sol fertile qui dispense de rudes travaux, à une étendue superficielle de territoire qui pourrait défier tous les accroissements de la population. La chaleur elle-même est modérée par les pluies, et tout semble calculé pour inviter à cette molle indolence qui corrompt jusqu'aux étrangers. Les nuances des divers caractères qu'on observe dans les diverses parties de l'Inde tendent à confirmer cette hypothèse. Les habitants des contrées desséchées du Nord, et qui, en hiver, ont à lutter contre des froids assez rigoureux, sont, comparés aux autres, robustes et actifs. Les Marattes, habitants d'un pays montagneux et peu fertile, sont laborieux et hardis, tandis que le Bengali, avec son climat humide et ses deux moissons de riz, est le peuple le plus efféminé de l'Inde. Cependant, à tout prendre, c'est l'indolence qui est le trait général et caractéristique de toute la population indoue; après, c'est la timidité qui vient plutôt du désir d'éviter toute occasion d'embarras et d'ennui, que du manque de courage physique. C'est de ces deux causes combinées que sortent presque tous les vices des Indous.

Le vice capital des Indous, c'est le défaut de véracité; et, en ce genre, ils surpassent toutes les autres nations de l'Asie.

Le parjure, qui n'est qu'une espèce de mensonge avec circonstances aggravantes, le suit naturellement; et il n'y a pas à croire que ceux qui s'inquiètent si peu de rendre hommage à la vérité des faits accomplis soient très-fidèles à leurs promesses pour l'avenir. L'Indou manque à sa parole avec une facilité déplorable; mais cependant il ne faudrait pas croire qu'il ne la tient que par exception, au contraire.

C'est surtout dans les rapports du peuple avec le gouvernement qu'on

voit le plus de déloyauté; mais, dans l'Inde, le malheureux cultivateur n'est que trop souvent obligé de résister à la force par la ruse.

Dans quelques circonstances les vices du gouvernement produisent l'effet contraire. Ainsi les négociants et les banquiers sont généralement très-fidèles à leurs engagements; et il n'en peut pas être autrement : le commerce deviendrait impossible dans un pays où la justice est si mal administrée.

Les Indous sont naturellement très-rusés et très-habiles en intrigues. Patients, souples et insinuants, ils sauront pénétrer les projets de la personne avec qui ils ont une affaire; ils savent observer son humeur, l'irriter ou l'adoucir selon le besoin, présenter les choses sous un jour favorable à leurs desseins, et s'arranger, par des manœuvres indirectes, de telle sorte qu'ils fassent vouloir aux autres ce qu'ils veulent eux-mêmes. Toutefois, leurs intrigues sont rarement aussi hardies, aussi criminelles que celles des autres asiatiques et même des Musulmans de l'Inde, bien que ceux-ci se soient adoucis par un long contact avec la population au milieu de laquelle ils habitent depuis des siècles.

C'est vraisemblablement aux fautes du gouvernement qu'il faut attribuer la corruption du peuple; en matière de gouvernement, recevoir de l'argent pour faire ce qu'on doit est une chose qui semble naturelle et même méritoire; et ce n'est qu'un péché véniel de prendre de l'argent pour agir contre son devoir. Les détournements de fonds ne semblent pas très-honteux; et si c'est aux dépens du trésor public, à peine si l'on y songe.

C'est encore au gouvernement qu'il faut attribuer leurs manières adulatrices et importunes.

La flatterie indoue dépasse tout ce qu'on saurait imaginer, et l'importunité des gens vient de l'indécision de ceux qui les gouvernent, qui ne savent jamais rendre une réponse décisive, qui n'ont jamais honte de renvoyer une affaire aussi longtemps que la versatilité de leur esprit, ou la possibilité d'un changement dans les circonstances, leur donne l'espérance de la terminer comme ils l'entendent.

Comme tous les gens qui redoutent les luttes énergiques, ils sont très-processifs, et surtout très-faciles aux querelles par paroles. Ils persisteront dans un procès jusqu'à ce qu'ils soient complétement ruinés; et dans d'autres occasions ils disputeront avec une violence si contraire à leurs allures habituelles, qu'on s'attendrait à des coups, à l'effusion du sang.

L'esprit public des Indous, leur patriotisme ne va pas au delà de leur caste ou de leur village; mais, dans cette petite sphère, il est souvent très-énergique. Quelquefois ils ont montré un véritable esprit national dans la guerre, surtout quand la religion était en jeu; mais en général ils savent très-peu ce que c'est que les devoirs du citoyen.

Mais quoique les Indous aient ainsi plus d'un vice à se reprocher, il ne faudrait pas les prendre pour un peuple sans vertus. Sauf les cas que nous avons indiqués, ils savent être fidèles aux devoirs moraux des hommes; et il est de certaines lois, particulièrement importantes dans leur esprit, dont aucune tentation ne les fera se départir. Un Indou attaché au Brahmanisme mourra de faim, plutôt que de toucher à un mets défendu; un chef de village souffrira la torture, plutôt que de consentir à une contribution exigée par un tyran; et le même domestique qui ne se fait pas faute de tromper son maître dans les comptes qu'il lui rend, gardera avec une fidélité scrupuleuse tout l'argent qu'on lui confiera. Même dans les affaires de prévarications il est rare de ne pas voir les gens se laisser punir, plutôt que de trahir ceux à qui ils ont donné leur argent.

Leur mépris de la mort est une chose incroyable, rapprochée surtout de la timidité qu'ils montrent ordinairement quand il s'agit de lutter contre des maux presque légers. Lorsque son sort lui semble résolu, le dernier des Indous l'attend, et s'y soumet avec un sang-

froid qui exciterait l'admiration en Europe; il cause presque gaiement avec ses amis, et il attend l'approche de la mort sans que sa sérénité en soit aucunement troublée.

Le meilleur type du caractère indou, celui qui retient le mieux l'originalité nationale en gardant le plus de ses qualités, c'est celui des Radjpoutes et des autres classes militaires de l'Indoustan gangétique, dans le pays où les Anglais recrutent surtout leur armée. C'est là où l'on peut le mieux se faire une idée de cette fierté, de ce courage enthousiaste, de ce généreux dévouement si singulièrement allié à une grande politesse de manières, à la douceur des sentiments, à une simplicité presque enfantine.

Les cultivateurs sont partout, dans l'Inde, une population inoffensive et aimable, attachée à ses sentiments de famille, charitable à ses voisins, honnête et sincère envers tout ce qui n'est pas le gouvernement.

Les gens des villes ont le caractère plus complexe; mais ils sont calmes, tranquilles, troublant rarement la paix publique par des émeutes ou par leurs querelles particulières. A tout prendre, si l'on en excepte les gens du gouvernement, la population des villes indiennes peut soutenir la comparaison avec celle des villes de l'Europe. Les avantages que lui assurent la religion et l'organisation sociale, lui donnent peut-être la supériorité même sur les classes moyennes de la plupart des pays de l'Occident. Dans les classes laborieuses on ne trouve pas d'exemples de cette dépravation si ordinaire dans nos grandes villes; la foule des gens qui chez nous ne vivent que de fraudes, les escrocs, les imposteurs et les aventuriers de toute espèce, depuis ceux qui exploitent les rangs élevés de la société jusqu'à ceux qui vivent aux dépens du commun, sont presque inconnus dans l'Inde.

Le grand défaut des Indous c'est le manque d'énergie. Leur constitution servile, leurs absurdes superstitions, leur extravagante mythologie, les subtilités de leur philosophie, la douceur de leur poésie, leurs manières efféminées, leur caractère timide, la crainte des changements, le plaisir qu'ils prennent à entendre des contes puérils, etc., sont autant d'indices qui prouvent le manque de qualités solides dans le caractère et dans l'esprit du peuple.

Mais cette critique, bien que vraie en thèse générale, ne s'applique ni à toutes les classes, ni à tous les temps. Les gens des classes inférieures sont laborieux et persévérants; et les autres classes, lorsqu'elles sont sous l'empire d'un vif sentiment, quelquefois même par simple amour du plaisir, s'exposeront à de grandes privations et à de rudes fatigues.

Les Indous ne sont pas gens à lutter longtemps contre un ennemi bien déterminé, et encore moins contre le découragement; cependant on pourrait citer dans leur histoire militaire bien des faits qui honoreraient les nations les plus belliqueuses; et on les trouvera toujours prêts à faire le sacrifice de leur vie à la cause de leur religion, ou à celle de leur honneur, entendu à leur façon. On a vu des régiments de Cipayes réussir là où des régiments européens avaient été repoussés; et, dans la vie civile, les gens des derniers rangs de la société n'hésitent pas à se suicider, quand ils croient leur honneur compromis.

Cependant on voit dans l'Inde des crimes qui surpassent tout ce qu'on connaît de plus horrible dans les autres pays. Nous avons parlé des Thags; les Décoits sont tout aussi effrayants par leur cruauté que ceux-là pour leurs trahisons.

Les Décoits sont des bandes de misérables qui s'associent en vue du pillage, se rassemblent pendant la nuit, fondent à l'improviste sur un village, tuent tous ceux qui résistent, font main basse sur tout ce qu'ils peuvent saisir, et mettent à la torture les personnes qu'ils supposent avoir de l'argent caché. Le lendemain matin, ils sont confondus au milieu de la population sans qu'on puisse les découvrir; et telle est la crainte qu'ils inspirent, que, même quand on les connaît,

on ose très-rarement les dénoncer. Il y a au moins autant de musulmans que d'Indous parmi les Thags et les Decoits.

L'horreur inspirée par des crimes si épouvantables fait d'abord supposer une grande dépravation dans le pays où ils se commettent; cependant, en y comprenant les Thags et les Decoits, il se commet moins de crimes dans l'Inde que dans la plupart des pays de l'Europe. Les Thags forment presque un peuple à part; les Decoits sont des criminels perdus sans ressources; mais le reste de la population est peu coupable des passions qui troublent la société. Il ressort d'une série de rapports soumis à la chambre des communes d'Angleterre en 1832, que, pendant une période de quatre ans, la moyenne des condamnations à mort exécutées en Angleterre et dans le pays de Galles était de une pour deux cent trois mille deux cent quatre-vingt-un habitants, et, dans les provinces du Bengal, de une pour un million quatre mille cent quatre-vingt-deux; que la moyenne des condamnations à la déportation perpétuelle était, pour l'Angleterre, de une sur soixante-sept mille cent soixante-treize habitants, et, pour le Bengal, de une sur quatre cent deux mille et dix.

Sans doute on doit admettre que la proportion des crimes impunis est beaucoup plus grande dans le Bengal qu'en Angleterre; mais cependant il est impossible que cette proportion, si considérable qu'on la veuille bien faire, puisse rétablir l'égalité entre les deux pays.

Il se commet plus de meurtres par jalousie que par amour de l'argent, et le vol est circonscrit dans de certaines classes; aussi prend-on généralement très-peu de précautions contre les voleurs. Tout le monde, dans l'Inde, dort avec toutes ses portes ouvertes.

Les Indous sont souvent accusés d'ingratitude; cependant, quand les maîtres sont réellement bons, ils peuvent compter sur la reconnaissance de leurs serviteurs indous aussi bien qu'en tout autre pays du monde. Le dévouement des Indous à leurs chefs est proverbial; les régiments de Cipayes se sont toujours montrés fidèles à leurs maîtres étrangers, et souvent dans des circonstances extraordinairement critiques.

Ces bons sentiments n'appartiennent pas seulement aux classes inférieures, et les exemples sont très-nombreux de gens qui, après avoir reçu quelques bienfaits de personnes en place, leur sont restés attachés dans la disgrâce, et, même après la mort, à leur famille.

Quoique l'insouciance soit commune chez les pauvres, et l'ostentation prodigue chez les riches, en général l'Indou est frugal et même parcimonieux. Sa dépense ordinaire est peu de chose; et même parmi les grands personnages il en est peu qui ne songent à accroître leurs richesses, soit par le commerce, soit en prêtant leur argent à des intérêts très-élevés.

Les enfants indous semblent plus vifs et plus intelligents que ceux de l'Europe. L'intelligence des enfants de douze ou quatorze ans est vraiment surprenante; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est le rapide affaissement de leurs facultés intellectuelles après l'âge de puberté.

Naturellement calmes et contemplatifs, les Indous sont très-gais en société; ils aiment la conversation et les anecdotes, auxquelles ils donnent volontiers une tournure bouffonne.

De leur personne, ils sont généralement plus petits et toujours plus minces que les Européens. Ils ont une meilleure tournure et plus de grâce, moins de force, mais plus d'agilité dans les mouvements.

Leur teint est brun, tenant le milieu entre celui des populations du midi de l'Europe et celui des nègres. Leurs cheveux sont longs, plats, et toujours d'un noir de jais. Leurs moustaches et leurs barbes, quand ils en portent, ce qui est assez rare, sont longues et fortes. Les femmes sont bien partagées du côté de la grâce et de la beauté, pleines de réserve et de simplicité.

La propreté des Indous sur leurs personnes est proverbiale. Ils ne changent pas toujours de linge après chacune de leurs fréquentes ablutions ; mais, même sous ce rapport, les classes inférieures sont plus délicates que celles des autres pays. L'intérieur de leurs maisons est toujours très-propre.

En somme, on doit conclure de tout ce que nous venons de dire, que les Indous ont été jadis dans une meilleure condition morale et intellectuelle que celle où ils se trouvent maintenant; mais que, même dans leur état de décadence actuelle, ils peuvent soutenir honorablement la comparaison avec tous les peuples autres que les Européens; et enfin que, comparés à ceux-ci, il est de certains points sur lesquels un juge impartial leur accordera l'égalité du mérite et des vertus.

---

## CHAPITRE IV.

### HISTOIRE DES INDOUS JUSQU'A L'INVASION DES MAHOMÉTANS.

#### § 1. Indoustan.

La première notion que nous ayons de l'histoire des Indous, c'est un passage de Manou qui donne lieu de croire que le premier pays habité par eux s'étendait entre les fleuves Sarasouati (aujourd'hui Sersouty) et Drishadouati (aujourd'hui Caggar), au nord de Delhi, sur un espace long de soixante-cinq milles et large de vingt à quarante. Ce pays, dit Manou, s'est appelé Brahmâverta, parce qu'il a été habité par les dieux ; et la coutume qui y a été conservée par une tradition immémoriale est recommandée comme un modèle aux hommes pieux. Le territoire compris entre ce pays et la Djamna, et tout ce qui est au nord de la Djamna et du Gange, y compris la partie nord du Béhâr, est placé au second rang et désigné sous le nom de Brahmarshi ; les Brahmanes nés sur ce territoire sont qualifiés de maîtres capables pour enseigner les divers usages des hommes.

On peut regarder ce pays comme celui qui fut occupé le premier après le Sarasouati.

Les Pouranas ne parlent pas de ces premiers berceaux de la race Brahmanique; ils commencent par l'histoire d'Ayodha (Oude), situé à peu près au centre du Brahmarshi. C'est là que sont nées les races du Soleil et de la Lune, de là que sont sortis les princes de tous les autres pays.

Cinquante ou soixante-dix générations de la race du Soleil ne sont distinguées l'une de l'autre que par des légendes fabuleuses.

Après elles vient Râma, le premier personnage qui ait droit à une existence historique.

Son histoire, purgée des ornements fabuleux et romanesques qu'y a ajoutés l'imagination des Indous prouve simplement que Râma possédait un royaume puissant dans l'Indoustan; qu'il envahit le Deccan et conquit l'île de Ceylan.

Il n'y a pas de raison pour mettre en doute le premier de ces faits, et l'on doit croire également qu'il conduisit une expédition dans le Deccan ; mais il est à peu près improbable qu'il ait conquis l'île de Ceylan. Si le fait était réel, il n'aurait pas vécu, comme on le pense généralement, avant l'époque de la compilation des Védas; car, même du temps de Manou, il n'y avait certainement pas d'établissements de conquérants indous dans le Deccan. Il est donc vraisemblable que les poëtes qui ont chanté les exploits de Râma ont construit un grand monument sur une base très-incertaine, et, de plus, ont transporté le théâtre des exploits de leur héros dans les lieux qui, de leur temps, semblaient le plus intéressants.

L'antiquité incontestable du Ramâyana est la meilleure preuve de l'antiquité des événements qu'il célèbre. Cependant, comme il n'est pas possible qu'une grande invasion du Deccan ait été tentée sans de grands moyens, Râma doit avoir vécu à une époque où la civilisation des Indous était déjà parvenue à un haut degré de splendeur.

Après Râma, soixante princes de sa race lui succédèrent dans le gouvernement de son vaste empire; mais, comme on n'entend plus alors parler d'Ayodha, il est possible que de cet empire, appelé d'abord Coshala, il s'en soit formé un autre, et que la capitale ait été transportée d'Oude à Canoudj.

La guerre qui fait le sujet du Mahâ Bhârata est dans la succession des temps l'événement historique qui vient après le Ramâyana.

C'est une guerre entre les lignes collatérales des Pandous et des Courous, deux branches de la famille régnante. Elles se disputent la possession du territoire d'Hastinapoura, ville au nord-est de Delhi, qui a encore conservé son nom antique. La famille elle-même descend de la race de la Lune; mais les deux partis sont soutenus par de très-nombreux alliés, dont quelques-uns viennent de pays très-éloignés.

Il semble qu'alors l'Inde était partagée en un grand nombre d'États, mais entre lesquels il existait des rapports multipliés. Crishna, l'un des alliés des Pandous, avait fondé une principauté dans le Gouzerat, quoique lui-même il fût né sur la Djamna. Parmi les alliés des deux partis on voit des chefs venus des bords de l'Indus et de Calinga dans le Deccan; d'autres sont originaires, au dire des traducteurs, de pays situés au delà de l'Indus; on voit même les Yâvanas qui, dans l'opinion de beaucoup d'orientalistes, désignent les Grecs. Les Pandous furent victorieux; mais ils achetèrent leurs succès si chèrement, que les survivants échappés à la bataille, désolés d'avoir vu périr leurs amis et détruire leurs armées, abandonnèrent le monde pour aller mourir dans les neiges de l'Himalaya. Crishna, leur principal allié, mourut, comme nous l'avons dit ailleurs, au milieu des discordes civiles de son pays. Quelques légendes indiennes racontent que ses fils furent obligés de se retirer au delà de l'Indus; et comme les Radjpoutes, qui dans les temps modernes sont arrivés de ce côté pour s'établir dans le Sind et le Cotch, appartiennent à la tribu de Crishna, celle de Yâdou, cette tradition mérite peut-être plus de confiance que d'abord on ne le saurait croire. Cependant la version la plus authentique, celle du Mahâ Bhârata lui-même, dit que les fils de Crishna retournèrent à la fin sur les rives de la Djamna.

L'histoire du Mahâ Bhârata est beaucoup plus probable que celle du Ramâyana. Elle contient plus de détails vraisemblables sur l'état de l'Inde, et il y a plus d'apparence qu'elle est fondée sur les faits.

Nous avons dit ailleurs que l'histoire de cette guerre doit remonter à peu près au XIV[e] siècle avant J. C.

Vingt-neuf, d'autres disent soixante-quatre descendants des Pandous, leur succédèrent sur le trône; mais de ces princes on ne connaît que les noms. Delhi était probablement le siége de leur gouvernement.

Mais les successeurs de l'un des rois qui paraissent comme alliés des Pandous dans le Mahâ Bhârata, étaient destinés à jouer un beaucoup plus grand rôle dans l'histoire; ce sont les rois de Magada, dont nous avons déjà parlé.

On ne sait pas quand les rois de Magada montèrent sur le trône. Le premier d'entre eux dont il soit question est représenté comme le chef d'une foule de princes et de tribus. Pendant des siècles ils appartinrent tous à la caste militaire jusqu'à Nanda, qui était né d'une mère soudra. Chandragopta, qui le tua et lui succéda, était aussi de basse naissance; depuis lors, disent les Pouranas, les Cshatryas ont perdu la suprématie dans le Magada, et tous les rois et chefs qui se succédèrent furent des Soudras.

Il ne paraît pas que l'infériorité de leur origine ait nui à leur pouvoir; car les successeurs de Chandragopta tinrent, dans le style hyperbolique des Pouranas, toute la terre sous l'ombre de leur parasol; et il y a même toute raison de croire qu'Asôca, le troisième des successeurs de Chandragopta, exerçait réellement une influence prépondérante sur tous les États situés au nord de la Nerbadda. L'é-

tendue de son empire est prouvée par la distance réciproque des pays où l'on a trouvé ses édits inscrits sur des colonnes, et les mêmes monuments témoignent en faveur du caractère de son gouvernement. En effet, ces édits sont consacrés à des fondations d'hôpitaux, à des plantations d'arbres, à des travaux d'irrigation, etc., etc.

La famille de Maurya, à laquelle appartenait Sandracottus, conserva le trône pendant dix générations: elle eut pour successeurs trois autres dynasties soudras, dont la dernière et la plus longue portait le nom d'Andra.

Cette dynastie finit en l'an de J. C. 436, et elle fut remplacée, selon les Pourânas, par une série confuse de dynasties qui semblent n'avoir pas été indoues; d'où l'on doit peut-être conclure, ainsi que de l'impossibilité d'établir aucun ordre historique dans ce chaos, que l'Inde fut alors envahie par les étrangers, et qu'à cette invasion succéda une longue période de troubles et de révolutions. Après quelques siècles un rayon de lumière semble reparaître, et nous montre Magada soumis aux rois Gouptas de Canoudje; mais c'est la dernière fois qu'il en est question dans l'histoire.

Un roi du pays que nous appelons aujourd'hui le Bengal, est nommé parmi les alliés du roi de Magada dans le Mahâ Bhârata. Depuis ce roi jusqu'à la conquête des mahométans, l'Ayïn Akbari compte cinq dynasties. Ces listes, qui ne nous sont connues que par la traduction d'Aboul-Fazil, doivent nous inspirer encore plus de défiance que les monuments indous. Cependant la réalité de l'existence de l'une de ces dynasties, la quatrième, est prouvée par des inscriptions; et il est possible de faire sortir de cette dynastie une série de princes, dont les noms se terminent tous en Pâla, qui régnèrent depuis le IX[e] jusqu'à la fin du XI[e] siècle de notre ère.

Les inscriptions relatives à cette famille ont été trouvées en différents lieux, et dans des circonstances qui ne permettent pas d'en soupçonner l'authenticité. Mais elles annoncent des faits très-surprenants en eux-mêmes, et surtout très-difficiles à concilier avec ce que l'on peut savoir par d'autres sources de l'histoire de l'Inde. Elles représentent les rois du Bengal comme régnant sur l'Inde entière, depuis l'Himalaya au cap Comorin, et depuis le Bhramapoutra à l'Indus. Elles disent même que ces rois ont conquis le Thibet à l'est, et le Cambodje à l'ouest.

Ces conquêtes sont rendues impossibles, au moins dans le sens précis que nous attachons à ce mot, par l'existence simultanée de gouvernements indépendants à Canoudje, à Delhi, à Adjmir, à Miouâr et dans le Gouzerat, sinon ailleurs encore; cependant il n'est guère croyable que ces princes eussent osé y prétendre dans des inscriptions contemporaines, s'ils n'eussent eu au moins quelque semblant de suprématie sur les autres États, s'ils n'eussent pas au moins fait quelques expéditions dans l'ouest et dans le Deccan.

La dynastie des Pâlas s'éteignit sous un prince du nom de Séna, qui fut vaincu par les mahométans en 1203.

Si le royaume de Mâloua n'a pas, sous le rapport de l'antiquité, des prétentions égales à celles des États que nous venons de nommer, c'est du moins le premier qui fournisse de lui-même une date authentique à l'histoire. L'ère suivant laquelle on compte encore dans tous les pays au nord de la Nerbadda est celle de Vicramaditya, qui régnait à Oudjein à la date où elle commence, c'est-à-dire en l'an 56 avant J. C.

Vicramaditya est le Haroun-al-Rashid des contes indous; c'était un puissant prince, qui régnait sur un pays prospère et civilisé, et se fit plus qu'aucun autre le protecteur des lettres et des arts, qui jetèrent un grand éclat sous son règne.

Après Vicramaditya, le premier personnage historique du Mâloua, c'est le râdja Badja Bhôdja, dont le nom est célèbre dans l'Inde entière, mais qui n'a laissé aucun monument de ses exploits. Son long règne se termina vers la fin du XI[e] siècle.

Les six siècles intermédiaires sont

remplis dans l'Ayïn Akbari et dans les livres indiens par des listes de rois. Parmi eux il en est un, nommé Chandrapâla, qui, dit-on, conquit tout l'Indoustan; mais c'est un renseignement si vague, qu'il devient inutile. Les princes du Mâloua ont incontestablement étendu leur autorité sur une grande partie du centre et de l'ouest de l'Indoustan; presque toutes les traditions s'accordent à représenter Vicramaditya comme ayant réalisé l'empire universel.

Le petit-fils de Bhôdja fut fait prisonnier, et son royaume conquis par le râdja du Gouzerat; il semble cependant que le Mâloua recouvra bientôt son indépendance sous une nouvelle dynastie. Il fut définitivement subjugué par les musulmans en 1231.

La résidence de Crishna, et d'autres événements attribués à la même époque, font croire que le Gouzerat compta de bonne heure comme royaume indépendant. Les traditions radjpoutes, citées par le colonel Todd, nous apprennent l'existence d'une principauté fondée à Ballabi, dans la péninsule du Gouzerat, vers le milieu du second siècle de notre ère, par Kanak Séna, l'un des descendants émigrés de la race du Soleil, qui régnait à Oude. Chassés de leur capitale, en 524, par une armée d'envahisseurs étrangers, les successeurs de Kanak-Séna émigrèrent du Gouzerat, et allèrent fonder la principauté de Miouâr qui subsiste encore.

Les princes de Ballabi furent remplacés sur le trône du Gouzerat par les Châouras, autre tribu radjpoute, qui finirent par établir leur capitale, en 746, à Anhalouâra, aujourd'hui Pattan, et devinrent l'une des plus grandes dynasties de l'Inde.

Le dernier râdja étant mort, en 931, sans héritier du sexe masculin, il eut pour successeur son gendre, prince de la tribu râdjpoute de Salonka ou Chaloukya, dont la famille régnait sur la principauté de Kaliân, dans le Deccan.

C'est un râdja de cette dynastie qui conquit le Deccan. Quoique vaincus et soumis au tribut par Mahmoud le Gaznévide, les Salonkas restèrent sur le trône jusqu'en 1228, où ils furent renversés par une autre dynastie, laquelle succomba à son tour devant les musulmans.

Il est très-peu des anciens royaumes de l'Inde qui aient autant occupé les savants que le Canacubya ou Canoudje. C'est l'un des plus anciens États de l'Inde : il a donné naissance à l'une des plus grandes divisions de la caste Brahmanique; sa capitale était peut-être la plus riche ville qui fût encore tombée sous les coups des musulmans; et ses guerres avec l'État voisin de Delhi contribuèrent pour une grande part à la ruine de l'indépendance nationale.

Il est probable que ce royaume portait, dans les anciens temps, le nom de Panchâla. C'était un long mais étroit territoire, s'étendant à l'est jusqu'au Népâl qui en faisait partie, et à l'ouest, le long du Chambal, jusqu'à Adjmir. Nous ne savons presque rien de son histoire ancienne que par les traditions radjpoutes et les inscriptions, qui ont fourni à MM. Wilson et Mill le sujet de savants mémoires. Le colonel Todd nous apprend que le royaume de Canoudje fut enlevé à une dynastie indoue en 470 après J. C., par les Rathôrs, qui le conservèrent jusqu'à la conquête des musulmans en 1193, et de là se transportèrent dans le Mârouâr, où leurs descendants sont encore établis.

Les Radjpoutes, aussi bien que les mahométans qui ont raconté la conquête de l'Inde, parlent tous, en termes de la plus haute admiration, de la grandeur et de la magnificence de la capitale de ce royaume, dont on voit encore les ruines abandonnées sur les rives du Gange.

Telle est à peu près la somme des connaissances historiques que nous possédons sur l'histoire ancienne de l'Indoustan, avant sa conquête par les musulmans; et si nous n'avons pas parlé de la rapide invasion d'Alexandre, c'est que d'abord il entama à peine la frontière du nord; c'est ensuite, et surtout, parce que les auteurs qui ont raconté ses exploits ne nous ont rien

appris qui pût servir à établir quelque point de cette histoire si incomplète.

### § II. Deccan.

Si elle ne prétend pas à une aussi grande antiquité que celle de l'Indoustan, l'histoire du Deccan est aussi, et à cause de cela même, moins obscure et en même temps moins intéressante. Nous savons peu de chose de ses premiers habitants. « Toutes les traditions de la péninsule, dit M. Wilson, reconnaissent une période où d'abord ses habitants n'étaient pas de race indoue; et les aborigènes sont toujours représentés, avant leur civilisation par les Indous, comme un peuple vivant dans les *bois* et les montagnes, ou même comme des démons. » Il y a cependant quelques motifs de croire que les premiers habitants du Deccan n'étaient pas un peuple aussi grossier que cette opinion devrait le faire croire.

Le tâmoul doit s'être formé et perfectionné avant l'introduction du sanscrit; et quoique le fait d'une langue déjà avancée ne soit pas concluant, cependant, s'il est vrai, comme il y a lieu de le croire, qu'il existe une littérature aussi bien qu'une langue tâmoul, il est impossible de supposer que le peuple qui l'a produite vécût dans l'état sauvage. S'il fallait en croire les légendes indoues, Râvan, qui régnait sur Ceylan et la partie méridionale de la péninsule, au temps de l'invasion de Râma, était le chef d'un État puissant et civilisé; mais en même temps les mêmes traditions prétendent qu'il était Indou de naissance et adorateur de Siva, ce qui permet d'inférer que l'histoire est beaucoup plus récente que les temps auxquels elle se rapporte, et qu'en partie du moins elle est fondée sur l'état des choses qui existait à l'époque où elle fut écrite, et non pas au siècle de Râma et de Râvan.

Il est probable qu'après que des invasions répétées eurent ouvert les communications entre les deux pays, des colonies de l'Indoustan se seront établies dans les fertiles plaines du Carnatic et du Tendjore, plutôt que dans les froides montagnes du Deccan supérieur; et que si la mer ne détermina pas le choix des emplacements où elles s'établirent, au moins sa proximité dut contribuer au développement du commerce et à la fondation de nombreuses villes sur les côtes.

Tel, d'ailleurs, semble avoir été le cas au commencement de notre ère, au temps où Pline et l'auteur du Périple décrivaient cette partie de l'Inde.

Nous avons dit qu'il se parle cinq langues dans le Deccan; et comme elles indiquent, à n'en pas douter, l'existence dans le principe d'autant de nationalités différentes, il ne sera pas sans intérêt de définir leurs limites.

Le tâmoul se parle dans le Drâvira, qui occupe l'extrémité sud de la Péninsule, et est borné au nord par une ligne qui prendrait de Palicat près de Madras, passerait en suivant la courbe des montagnes par Bangalor, irait rejoindre la frontière qui sépare le Malabar du Canara, et la suivrait jusqu'à la mer, en comprenant le Malabar dans son développement.

Une partie de la frontière nord du Drâvira forme la frontière sud du Carnâtic, borné à l'ouest par la mer jusqu'à Goa, et par les Ghâts occidentaux jusque vers Côlapour. La frontière nord du Carnâtic est figurée par une ligne tirée de Côlapour à Bidr; et la frontière orientale, par une autre ligne partant de Bidr et venant aboutir jusqu'à Palicat.

Cette seconde ligne qu'il faut prolonger jusqu'à Chanda, sur le Ouarda, dessine à l'ouest la frontière en dedans de laquelle on parle le télinga. De Chanda, les limites nord du télinga s'étendent en courant vers l'est jusqu'à Sohnpour sur la Mahânaddi; les limites orientales partent de Sohnpour, viennent aboutir à la mer à Cicacole, et elles en suivent la côte jusqu'à Palicat.

La limite sud des Marattes et de leur langue part de Goa, et vient aboutir à Chanda. La limite est suit le Ouarda jusqu'à la chaîne située au sud de la Nerbadda. Cette chaîne lui sert de limite au nord jusqu'à Nandod, et sa limite ouest est indiquée par une ligne

tirée le long de la mer, de Nandod à Goa.

A l'est la mer, et au sud la limite déjà fixée pour le télinga, marquent les frontières en dedans desquelles se parle l'urya, ou langue d'Orissa; à l'ouest et au nord, ses limites sont indiquées par la ligne tirée de Sohnpour à Midnapour, dans le Bengal.

Le vaste espace laissé libre entre le Maharashtra et Orissa est occupé, pour la plus grande partie, par les forêts qu'habitent les Gonds. Leur langue, quoique tout à fait différente des autres, n'est pas comptée parmi les cinq langues du Deccan.

Les plus anciens royaumes du Deccan sont ceux où l'on parle le tâmoul.

Deux hommes de la classe des cultivateurs fondèrent les royaumes de Chola et de Pandya.

Le royaume de Pandya a pris son nom de son fondateur. On ne sait à quelle époque il a vécu, mais il y a lieu de croire que c'était dans le V^e^ siècle avant J. C. Malgré de longues guerres avec le royaume voisin de Chola, les princes de Pandya restèrent puissants jusqu'au IX^e^ siècle de notre ère, où ils perdirent leur importance; et après avoir été tantôt tributaires et tantôt indépendants, ils furent définitivement vaincus en 1736 par le nabab d'Arcot.

L'histoire du royaume de Chola est à peu près semblable. Après des alternatives de grandeur et de défaites également peu importantes, il finit par devenir la proie d'un frère du fondateur de l'empire des Marattes, lequel devint le premier prince de la famille princière actuelle de Tandjore.

Chéra était une petite principauté entre le territoire des Pandyas et la mer occidentale. Il se composait du Travancore, d'une partie du Malabar, et du Coïmbatour. Ptolémée en parle; et peut-être ne perdit-il son indépendance que dans le X^e^ siècle, où il fut partagé par ses voisins.

Suivant les mythologues, le pays de Kerala, qui comprend le Malabar et le Canara, fut miraculeusement conquis sur la mer par Paris Ram, et non moins miraculeusement peuplé par lui avec l'aide des Brahmanes. Une tradition plus raisonnable nous apprend que, vers le premier ou le second siècle de notre ère, un prince de Kerala appela dans ses États une colonie de Brahmanes; et comme les Brahmanes du Malabar et du Canara descendent principalement des cinq nations du nord, le fait semble être historiquement vrai.

Mais, de quelque manière que ce pays ait été peuplé, tous les monuments s'accordent pour dire que le Kerala était d'abord indépendant, et occupé par des Brahmanes, qui le partagèrent en soixante-quatre districts, et le gouvernèrent au moyen d'une assemblée générale de leur caste, en affermant les terres aux classes inférieures.

Le pouvoir exécutif était exercé par un Brahmane élu pour trois ans, et assisté d'un conseil composé de quatre personnes de sa caste. On ne sait pas quand les deux parties nord et sud du Kerala se séparèrent; mais ce qui est certain, c'est que, dans le courant du IX^e^ siècle, la partie sud, celle du Malabar, se révolta contre son prince, qui s'était converti à l'islamisme, et se morcela en plusieurs petites principautés. L'une d'elles était celle des Zamorins, que Vasco de Gama trouva encore en possession dans les dernières années du XV^e^ siècle.

Le Concan semble avoir été, dès les premiers temps, une forêt peu habitée, ce qu'il est encore aujourd'hui. Les habitants de ce pays ont vraisemblablement toujours appartenu à la race des Marattes.

L'unité de mœurs et de langue qu'on observe dans tout le Carnatic doit faire supposer qu'il a jadis formé une grande individualité nationale : cependant les plus anciennes traditions historiques le représentent comme partagé en un grand nombre de principautés jusqu'au XI^e^ siècle, époque où il paraît qu'il fut réuni sous le sceptre d'une grande et puissante dynastie. C'était la famille de Belâla ou de Belâl, qui était ou prétendait être issue des Râdjpoutes, de la branche Yâdou, et ne fut renversée par les musulmans qu'en 1310 ou 1311.

La partie orientale du Télingâna semble avoir appartenu, depuis le commencement du IX[e] siècle jusqu'à la fin du XI[e], à une dynastie obscure du nom de Yâdava.

Une famille radjpoute, de la tribu Chaloukya, régnait à Caliân, entre le Carnatic et le Mahârashtra. On a la preuve authentique de son existence par des inscriptions, depuis la fin du X[e] jusqu'à celle du XII[e] siècle. Ces inscriptions prétendent qu'elle conquit le Gouzerat; mais cela doit probablement s'entendre de l'avénement dans ce pays d'un prince de cette maison, par suite de son mariage avec l'héritière de la famille Chaura.

Une autre branche des Chaloukyas régna à Calniga, sur la partie orientale du Télingâna, depuis le Drâvira jusqu'à l'Orissa. Elle fut à la fin dépossédée par les râdjas du Cattac.

Les rois d'Andra, dont la capitale s'appelait Varangoul (à environ quatre-vingts milles au nord-est de Haïderabad), passent quelquefois pour avoir été alliés aux Andras de Magada : ce qui rend cela impossible, c'est qu'Andra n'est pas leur nom de famille, mais celui de toute la partie méditerranéenne du Télingâna. Ils finirent par être absorbés dans le royaume de Golconde.

L'histoire d'Orissa, comme celle de tous les autres pays du Deccan, commence avec les héros du Mahâ Bhârata. Ensuite c'est un chaos inextricable dans lequel on voit Vicramaditya et Sâlivâhana venir tour à tour occuper le pays; puis surviennent les invasions des Yâvans de Delhi, arrivés dans l'Inde d'un pays nommé Bâboul (on suppose que c'est la Perse), et celles conduites par les princes du Cachemir et du Sind. Ces invasions occupèrent tout l'espace compris entre le VI[e] siècle avant, et le IV[e] siècle après J. C. La dernière fut faite par mer, et les Yâvans victorieux restèrent maîtres de l'Orissa pendant cent quarante-six ans. Ils furent expulsés, en 473, par Yâyâte Késari, dont la dynastie occupa le trône pendant six cent cinquante ans, et fut renversée, en 1131, par des princes indous, qui régnèrent avec éclat presque jusqu'à l'époque de l'invasion mahométane. L'Orissa fut enfin réuni à l'empire mogol par Akbar, en 1578.

A en juger par la grande étendue du pays où l'on parle la langue des Marattes, et par sa situation géographique sur la frontière du Deccan, on devrait s'attendre à voir le Mahârashtra jouer un grand rôle dans l'histoire de la péninsule : cependant, jusqu'au temps des musulmans, nous ne connaissons que deux faits isolés sur l'histoire de ce pays.

Le premier de ces faits, c'est l'existence d'une ville nommée Tagara, qui, dans le second siècle de notre ère, était l'un des plus grands entrepôts du commerce intérieur. L'auteur du Périple parle de cette ville, mais il n'en donne pas la position; et l'on ne sait plus même aujourd'hui où elle était située, quoique des inscriptions du XII[e] siècle nous apprennent que même à cette époque elle n'était pas encore déchue de son opulence.

Le second de ces faits, c'est le règne de Sâlivâhana, dont l'ère commence en l'an 77 après J. C. Tout fait croire que Sâlivâhana fut un puissant monarque; et cependant il ne s'est rien conservé de son histoire qui soit authentique ni même croyable. Après lui, l'histoire du Mahârashtra est de nouveau interrompue, et nous n'en entendons plus parler jusqu'au commencement du XII[e] siècle, où une famille des Yâdous, une branche peut-être de celle de Bélall, s'empara de la principauté de Déogiri. En 1294, lorsque les musulmans de Delhi envahirent le Mahârashtra, un prince Yâdou régnait encore à Déogiri. Réduit d'abord à payer le tribut, il fut ensuite définitivement renversé en 1317.

C'est alors seulement que les auteurs musulmans commencent à mentionner le nom des Marattes. Il est probable que jusque-là les Marattes avaient trop peu fait pour mériter l'attention. S'ils eussent à aucune époque formé une grande monarchie, il est vraisemblable que l'histoire en eût gardé le souvenir, comme elle a gardé

celui des autres États du Deccan; et, comme les autres aussi, ils auraient eu une littérature et une civilisation particulières. Cependant, même aujourd'hui, les Marattes comptent moins de gens instruits et sont moins policés que les autres peuples de l'Inde; encore ce qu'ils ont accepté de la civilisation semble-t-il plutôt emprunté aux musulmans qu'aux Indous.

Les titres de gloire des Marattes devaient se produire dans des temps plus modernes; mais alors ils devaient jouer un plus grand rôle qu'aucune autre nation de l'Inde, et fonder le plus grand empire que la péninsule eût encore vu.

## CHAPITRE V.

### DEPUIS LES CONQUÊTES DES ARABES JUSQU'A LA FONDATION DE L'EMPIRE MOGOL.

#### § I. Conquêtes des Arabes.

Les attaques des Grecs et des barbares n'avaient encore produit aucune impression au delà des frontières de l'Inde, lorsque les Arabes, se levant à la voix de leur prophète, se répandirent sur le monde.

Dès la quarante-quatrième année de l'hégire, en l'an de J. C. 664, les conquérants étaient déjà arrivés jusque sur les bords de l'Indus. En cette année, Mohalib, un de leurs chefs, se détachant de l'armée qui envahissait le Caboul, passa l'Indus et pénétra dans le Moultân, d'où il enleva un grand nombre de prisonniers. Toutefois, il est probable que Mohalib n'avait en vue que de faire une reconnaissance, et que son rapport fut peu encourageant; car cette première tentative fut aussi la dernière des Arabes sur le nord de l'Inde.

La seconde invasion des Arabes avait un caractère plus sérieux. Partis du sud de la Perse, ils arrivèrent dans le pays situé aux bouches de l'Indus, et alors gouverné par un prince indou que les musulmans appellent Dahîr. Sa capitale était à Alor, près de Bakkar. Vaincu, son empire fut partagé entre ses nombreux parents.

Les historiens arabes parlent d'invasions qui auraient été faites par mer dans le Sind, et cela dès les temps du calife Omar; mais si ces expéditions ont jamais eu lieu, ce n'était vraisemblablement que des courses de pirates, faites pour enlever les femmes du pays, dont la beauté était fort estimée en Arabie.

Quelques détachements essayèrent encore, sous le règne des premiers califes, de pénétrer dans l'Inde par le Mécrân; mais il ne paraît pas qu'aucune de ces tentatives ait réussi; ils se perdirent dans le désert si connu sous le nom de Gédrosie, par les souffrances qu'eurent à y endurer les soldats d'Alexandre.

Enfin, sous le règne du calife Oualid, les musulmans se décidèrent à faire des efforts plus réels. Un navire arabe ayant été arrêté à Dival ou Dioual, port du Sind, le râdja Dâhir fut sommé de le restituer. Il allégua que ce port n'était pas de sa dépendance; mais les musulmans n'admirent pas l'excuse, et ils envoyèrent un corps de mille hommes de pied et de trois cents chevaux pour appuyer leur demande par la force. Ce petit détachement ayant péri comme les autres, Hedjaj, gouverneur de Bassora, réunit à Shiraz une armée régulière de six mille hommes, dont il donna le commandement à son neveu Mohammed Câssim, à peine alors âgé de vingt ans, mais qui cependant arriva avec ses troupes en bon état sous les murs de Dioual, en 711. Câssim, pourvu de catapultes et de toutes les machines nécessaires pour un siége, commença ses opérations par une attaque sur un temple contigu à la ville. C'était une pagode célèbre, entourée d'un rempart de pierres, et défendue par une forte garnison de Râdjpoutes.

Tandis que Câssim reconnaissait la place, il apprit par un de ses prisonniers que les assiégés croyaient le salut de leur citadelle attaché à un étendard qui flottait sur la tour du temple. Aussitôt il fit diriger des machines contre ce nouveau palladium, et réussit à l'abattre. Le découragement qui en

résulta, fut tel, que la place fut emportée presque aussitôt et sans résistance.

Câssim se contenta d'abord de faire circoncire tous les Brahmanes; mais, irrité de voir qu'ils refusaient de se soumettre à ce singulier mode de conversion, il donna l'ordre de mettre à mort tous ceux qui étaient âgés de plus de dix-sept ans; les autres et les femmes furent réduits en esclavage. Un fils de Dâhir, qui était enfermé dans la ville, était parvenu à opérer sa retraite sur Brâhmanâbad; mais il y fut suivi par le vainqueur, et obligé de capituler. De là Câssim, s'emparant encore de Haïdérabad, de Siouân et de Sâlem, rencontra enfin une grande armée commandée par le fils aîné du râdja. Toutefois, il ne crut pas devoir accepter la bataille qui lui était offerte, et se fortifia dans son camp, en attendant les secours qui lui arrivaient. Rallié par deux mille cavaliers, il reprit l'offensive et arriva enfin, après quelques combats peu décisifs, sous les murs de la capitale.

Il y trouva le râdja à la tête d'une armée de cinquante mille hommes; et, malgré la disproportion du nombre, il le défit et le tua dans la bataille qui fut livrée.

La pusillanimité du fils du râdja, qui s'enfuit à Brâhmanâbad, fut rachetée par le courage de sa veuve: elle réunit les débris de l'armée vaincue, mit la ville en état de défense, et parvint à s'y maintenir malgré toutes les attaques de l'ennemi, jusqu'au moment où la famine se déclara dans la place assiégée. Toutefois, son courage ne l'abandonna pas encore; et la garnison râdjpoute, enflammée par son exemple, résolut de se dévouer avec elle, selon la coutume de leur tribu. Les femmes et les enfants furent d'abord sacrifiés dans les flammes; puis les hommes se baignèrent, se dirent un dernier adieu, et, ouvrant les portes, se précipitèrent l'épée à la main dans les rangs de l'ennemi, où ils périrent jusqu'au dernier.

Après la prise d'Alor, Câssim dirigea son armée sur le Moultan, dont il s'empara, ainsi que du territoire qui avait jadis formé tout le royaume de Dâhir. Le traitement qu'il fit subir au pays vaincu témoigne de ce mélange incroyable de modération et de férocité, qui caractérise les premières conquêtes des Arabes.

Les historiens mahométans prétendent que Câssim avait formé le projet de conquérir le royaume de Canoudje, sur le Gange, lorsqu'un revers inattendu vint l'arrêter au milieu de ses succès. Parmi les nombreuses captives qu'il avait faites dans le Sind, se trouvaient deux filles du râdja, Dâhir que par leur rang et leur beauté on crut dignes du harem du commandeur des croyants. On les lui envoya donc: mais quand la plus âgée arriva en présence du calife, dont la curiosité était déjà vivement excitée par ce qu'il avait entendu raconter de ses charmes, elle se mit tout à coup à fondre en larmes, s'écriant: « qu'elle n'était pas digne de lui, après avoir été déshonorée par Câssim avant de quitter son pays. » Le calife, séduit par la beauté de sa prisonnière et irrité de l'insulte qu'il croyait lui avoir été faite par son serviteur, donna l'ordre, dans le premier mouvement de sa colère, de faire périr Câssim, et de le lui envoyer à Damas cousu dans une outre. Quand ses ordres furent exécutés, il montra le cadavre à la princesse qui transportée d'une joie cruelle, déclara au calife étonné que Câssim était innocent; mais qu'elle avait agi ainsi pour venger la mort de son père.

Les progrès des armes mahométanes cessèrent avec la vie de Câssim. Ses conquêtes, remises à son successeur Temim restèrent au pouvoir de celui-ci et de sa famille pendant trente-six ans, après lesquels les musulmans furent chassés par la tribu râdjpoute de Souméra. Tout le territoire conquis retourna aux Indous, qui en gardèrent la possession pendant plus de cinq cents ans.

§ II. Les Ghaznévides.

Pendant les cinq siècles qui suivirent l'expulsion des Arabes, jusqu'à l'invasion des Tartares musulmans, l'histoire de l'Inde est à peu près inconnue. Les

révolutions qui accompagnèrent la dissolution de l'empire des Arabes semblent avoir protégé les Indous contre l'ambition de leurs voisins; et il faut attendre jusqu'au moment où de nouveaux États se formèrent des ruines de l'empire des califes, pour voir les mahométans reprendre leurs premiers projets de conquêtes au delà de l'Indus.

Ce fut sous le règne d'Abdoul-Melek, cinquième prince de la maison Samânie, qui était parvenu à fonder un empire dans le Khorassan et le Caboul, que parut Aleptégin, le premier auteur de la dynastie des Ghaznévides, celle qui devait créer enfin un empire musulman dans l'Inde. Aleptégin était un esclave turc, acheté, au dire de d'Herbelot, pour amuser son maître par ses plaisanteries, par les tours d'adresse dans lesquels il était fort habile.

C'est, comme on sait, l'habitude presque constante des souverains musulmans, de confier les charges les plus importantes de leur gouvernement à des esclaves. Aleptégin, particulièrement aimé de son maître, et de plus homme de bon sens et de courage, fut élevé au poste de gouverneur de la province du Khorassan. A la mort de son patron, en 961, il était un personnage assez important pour qu'on le consultât sur le choix du prince qu'il convenait d'appeler au trône; toutefois ayant eu le malheur de donner son avis contre Mansour, celui des fils d'Abdoul-Melek que les autres chefs avaient choisi, il encourut naturellement le mauvais vouloir de son nouveau souverain, fut dépouillé de son gouvernement; et s'il n'avait pas fait des prodiges de talent et de courage militaire pour échapper à ses ennemis, il aurait infailliblement perdu la liberté, sinon la vie. Suivi cependant d'un corps d'amis fidèles, il opéra sa retraite en bon ordre à Ghazna, au milieu des montagnes de l'Afghanistan, où il parvint à conserver son indépendance contre les princes samânis pendant quatorze ans, après lesquels il mourut (976).

Aleptégin avait un esclave nommé Sebektegin, qu'il avait jadis acheté à un marchand du Turkestan, et qui par degrés s'était élevé si haut dans sa confiance et sa faveur, qu'à la mort de son maître il était le chef réel du gouvernement de son petit empire, et devint son successeur.

La plupart des auteurs affirment qu'Aleptégin donna sa fille en mariage à Sebektégin, et le nomma lui-même son héritier. Ferishta prétend, au contraire, qu'Aleptégin étant mort en 975, laissa un fils nommé Isâkh, que Sebektégin accompagna dans un voyage à Boukhara. A la suite de ce voyage, fait dans un but de réconciliation avec les princes samânis, Isâkh aurait été nommé par Mansour gouverneur de Ghazna, et Sebektégin son lieutenant. Isâkh serait mort deux ans après, et Sebektégin, reconnu pour son successeur, aurait épousé seulement alors la fille d'Aleptégin.

Il venait à peine de prendre possession de son nouveau gouvernement, qu'il fut obligé de courir aux armes pour le défendre.

L'établissement d'un gouvernement mahométan, si près de leur frontière, devait naturellement donner de l'inquiétude aux Indous; et il paraît d'ailleurs que cette inquiétude était justifiée par de fréquentes incursions de pillage. A la fin, Djeipâl, râdja de Lahore, dont les États touchaient à ceux de Sebektégin, se détermina à prendre l'offensive à son tour. Il mena en personne une grande armée jusqu'à Laghmân, à la sortie de la vallée qui conduit de Péchâver à Caboul, où l'attendait Sebektégin. Tandis que les deux armées faisaient leurs préparatifs de combat, elles furent assaillies par un orage épouvantable, dont les Indous furent tellement effrayés, qu'ils demandèrent aussitôt à traiter. Sebektégin n'était pas disposé d'abord à accepter les négociations; mais cependant, craignant de pousser les Indous au désespoir, il consentit à les entendre. Djeipâl rendit cinquante éléphants, et s'engagea à payer une somme considérable.

Mais quand il se vit en sûreté il refusa de remplir cette dernière promesse, et poussa même la mauvaise foi jusqu'à faire jeter en prison les envoyés de Sebektégin, chargés de poursuivre l'accomplissement du traité. Sebektegin n'était pas homme à laisser impunie une pareille insulte, et il rassembla aussitôt son armée. De son côté, Djeipâl ayant fait alliance avec les princes de Delhi, d'Adjmir, de Câlendjar et de Canoudje, se remit en campagne avec une armée de 100,000 chevaux, suivis d'une immense multitude d'hommes de pied. On se rencontra encore à Laghmân, et les Indous, défaits, furent poursuivis jusque sur l'Indus. Sebektégin, enrichi par le butin qu'il fit dans leur camp, vint prendre possession de Pechaver, sur l'Indus, et y laissa un gouverneur avec 10,000 chevaux. Toutefois, il ne poussa pas plus loin ses conquêtes vers le sud, rappelé de l'autre côté des montagnes par les événements qui précédèrent la chute de la dynastie Samâni ; il mourut en 997, dans la cinquante-sixième année de son âge, léguant, « comme Philippe de Macédoine, sa pensée à son fils, en même temps que son royaume. »

Ce fils fut le célèbre sultan Mahmoud, qui éleva la gloire de sa maison jusqu'à son apogée. Les deux ou trois premières années de son règne furent consacrées par lui à s'affermir sur le trône de son père, à rétablir le calme dans les États soumis à sa domination; et l'on prétend qu'il fit le vœu de tourner ses armes contre les idolâtres de l'Inde, s'il parvenait à triompher de tous ses ennemis. Il se joignit auparavant au prince des Uzbeks pour renverser la dynastie Samani de Boukhara, et réunit à son empire le riche territoire de Maver-ul-Nahr. En exécution du vœu sanguinaire qu'il avait *fait*, il partit de Ghazna en l'année 1001, avec dix mille hommes de cavalerie d'élite, et fut joint à Pechaver par Djeïpâl, prince de Lahore, à la tête de forces bien supérieures, qu'appuyait d'ailleurs la présence de trois cents éléphants. Les deux ennemis se livrèrent un combat acharné, dont Mahmoud sortit victorieux : Djeïpâl fut fait prisonnier avec quinze de ses principaux chefs, et cinq mille hommes de ses troupes restèrent sur le champ de bataille. Un riche butin tomba au pouvoir de Mahmoud. Entre autres objets précieux dont il s'empara, se trouvèrent seize colliers de pierres fines, dont l'un, appartenant au râdja en personne, fut estimé cent quatre-vingt mille *dinars* (environ 2,062,500 fr.). A la suite de cette victoire, Mahmoud étendit ses conquêtes jusqu'à Bahtindah ou Batneir, dans la province de Delhi, qu'il soumit à ses armes. Il rendit la liberté à son royal prisonnier, sous la promesse d'un tribut fixe; mais Djeïpâl, ayant été deux fois captif chez les ennemis implacables des dieux de son pays, était, par ce fait seul, déchu de l'autorité souveraine, conformément à une antique coutume de sa nation. Il céda donc les rênes du gouvernement à son fils Anoundpal, et se fit préparer un bûcher funéraire, sur lequel il s'offrit lui-même en holocauste à ses dieux.

L'exécution des projets ultérieurs de Mahmoud contre ce malheureux pays fut retardée par une expédition contre le prince de Seistan, qu'il défit et rendit son tributaire; ce fut dans cette occasion qu'il prit le titre de sultan, dont le prince vaincu l'avait politiquement salué. En 1006, il rentra dans l'Inde, où il s'empara du Moultân ; mais il lui fallut aussitôt voler à la défense de ses propres États, envahis par la formidable coalition du monarque Uzbek de Kashgar et de son allié, le souverain de Khoten. Les troupes de Mahmoud, accablées par le nombre, commençaient à plier, lorsque le sultan, par un élan de valeur désespérée, ranima leur enthousiasme, et tourna la chance du combat contre ses adversaires. Les khans alliés n'effectuèrent pas sans peine leur retraite au delà du Djihoun. La rigueur de la saison empêcha Mahmoud de poursuivre ce nouvel avantage ; mais, avant de prendre ses quartiers d'hiver à Ghazna, il courut châtier et détrôner à Pechaver un prince indou qui, après

une conversion feinte, venait de retomber dans le double crime de révolte et d'apostasie.

Au printemps de l'année 1009, Mahmoud eut à lutter contre les forces réunies de tous les princes indous régnant depuis la rive occidentale du Gange jusqu'à la rivière Nerbadda, dont les armées s'étaient assemblées dans les plaines de Pechaver, sous le commandement de Pâl, fils d'Anoundpâl, souverain de Lahore, à l'effet de punir l'ennemi sacrilége de la patrie et de la foi communes. Durant l'espace de quarante jours, les deux armées restèrent campées en présence l'une de l'autre, sans en venir aux mains; cependant les Indous voyaient journellement leur nombre s'accroître par l'arrivée de nouveaux renforts. Mahmoud avait mis ses flancs à couvert sous de solides retranchements, et préposé à la défense de son front un corps de mille archers. Dans cette forte position, il fut enfin attaqué avec tant de furie, que cinq mille musulmans furent tués en peu d'instants, et que sa ruine paraissait inévitable, lorsque, tout à coup, l'éléphant du généralissime indou ayant été effrayé, dit-on, par la détonation de quelques armes à feu, ses soldats crurent que leur râdja abandonnait le champ de bataille, et se dispersèrent aussitôt dans toutes les directions. Pendant deux jours et deux nuits, les fuyards idolâtres furent poursuivis par la cavalerie musulmane; et l'on rapporte que vingt mille hommes furent passés au fil de l'épée, sans compter ceux d'entre eux qui périrent dans l'action. L'inexpugnable forteresse de Bheim-Naggar, qui contenait d'immenses trésors, se rendit au vainqueur. Mahmoud retourna à Ghazna, chargé de richesses incalculables. Là, dans une fête somptueuse qui ne dura pas moins de trois jours, il offrit aux regards de ses sujets éblouis les richesses de l'Indoustan, étalées sur des tables d'or et d'argent; et cette exhibition pompeuse se termina par la distribution libérale d'une portion de ce butin aux ministres de la foi mahométane et aux musulmans pauvres.

Dans le cours des années 1010 et 1011, Mahmoud reprit ses opérations contre le territoire indien; et ce fut au retour de cette expédition qu'il fut, dit-on, suivi jusque dans sa capitale par les envoyés suppliants du monarque suzerain des princes indous (probablement Anoundpâl), qui lui offrait, pour prix de la paix, un tribut annuel de cinquante éléphants, outre une contribution en espèces et en objets précieux. Le sultan consentit à cet accommodement, et des relations commerciales paraissent s'être établies ou renouvelées entre les habitants des deux contrées ennemies. L'année suivante, Mahmoud utilisa ses armes en soumettant les Afghans de Ghour, territoire montueux situé au nord de Ghazna, dont les princes devaient renverser par la suite la dynastie de Mahmoud, et détruire de fond en comble sa splendide et riche capitale. Il entreprit alors la conquête de Cachemir et des districts élevés qui l'avoisinaient; projet dont l'exécution suffit à l'absorber durant plus d'une campagne. Ce fut ainsi qu'il fraya à son armée l'accès des terres riveraines du Gange, à travers la chaîne du Thibet; et, sans violer le territoire du râdja de Lahore, il marcha, en traversant le territoire de Cachemir, sur la grande cité de Canoudje, que, selon Ferishta, aucune armée étrangère n'avait approchée depuis le temps de Gushtasp, père de Dorab, roi de Perse. « Au commencement de l'année de l'hégire 409 (an de l'ère chrétienne 1018), aussitôt que le soleil commença à éveiller les enfants du printemps, Mahmoud, avec cent mille cavaliers d'élite et trente mille hommes de pied, levés dans le Turkestan, dans le Maver-ul-Nahr, dans le Khorassan et dans les provinces adjacentes, entreprit cette expédition lointaine. » Canoudje était situé à trois mois de marche de Ghazna, et sept grandes rivières en sillonnaient la route. Lorsque Mahmoud fut parvenu à la frontière de Cachemir, le prince qu'il y avait

établi lui envoya des présents de toute nature, se composant d'objets tout à la fois curieux et estimés dans son royaume : après avoir, non sans de grandes difficultés, fait franchir à ses troupes la chaîne de montagnes, le sultan pénétra dans les plaines de l'Indoustan, chassant devant lui tout ce qui essaya de lui résister, et s'avança jusqu'à Canoudje. Il vit là une ville, ajoute Ferishta, « qui, sous le double rapport des fortifications et de l'architecture, pouvait justement se flatter de n'avoir pas d'égale. Le prince indien, nommé Korra, qui commandait dans cette riche cité et qui affectait de déployer la plus pompeuse magnificence, se trouvant ainsi attaqué à l'improviste, n'avait pas eu le temps de se mettre sur la défensive, ni de réunir ses troupes. Terrifié par l'aspect des forces imposantes et de l'attirail belliqueux qui environnaient le roi, il se résolut, dans cette position critique, à implorer la paix, et se transporta avec toute sa famille dans le camp de Mahmoud, auquel il se rendit à merci. Quelques auteurs ajoutent qu'il alla même jusqu'à embrasser la foi mahométane. »

De Canoudje, où il ne resta que trois jours, le conquérant marcha sur Mirouk, ville du Doab, et dont le prince se retira à son approche, ne laissant dans sa capitale qu'une garnison bientôt réduite à capituler. Le pillage de la ville, plus le payement d'un tribut fixé à cinquante éléphants et à deux cent cinquante mille roupies, furent le prix auquel elle obtint la vie sauve. Mavin, château fort qui s'élevait sur les rives de la Djamna, attira ensuite les regards de Mahmoud; Calchunder, commandant de cette place, sommé de se rendre au sultan, l'évacua, dit-on, pacifiquement; mais une rixe survenue entre quelques soldats des deux armées adverses ne tarda pas à amener une action générale. La plus grande partie des troupes du râdja fut précipitée dans le fleuve; et Calchunder au désespoir, après avoir frappé de son glaive sa femme et ses enfants, mit un terme à ses propres jours. Soixante-dix éléphants de guerre faisaient partie du riche butin qu'on trouva dans le fort. Mahmoud n'y séjourna que le temps nécessaire pour reposer ses troupes, et se dirigea de là sur la ville sainte de Mathura (ou Mitha), située sur la rive occidentale de la Djamna, qu'il prit sans peine et livra au pillage. Les trésors qui y étaient entassés et qui tombèrent entre ses mains paraissent tenir du prodige. Il trouva, dit-on, dans les temples, cinq grandes idoles de pur or, dont les yeux en rubis furent estimés chacun cinquante mille dinars. Sur une autre idole il trouva un saphir du poids de quatre cents *miskals;* et la statue elle-même ayant été fondue, rendit quatre-vingt-dix-huit mille miskals d'or fin. On trouva, en outre, dans la place plus de cent idoles en argent, qui, réduites en lingots, suffirent à charger un pareil nombre de chameaux. Mahmoud était dans l'intention de détruire les temples; mais, soit que ce fût une entreprise inexécutable, soit qu'il fût détourné de cette résolution par l'admirable beauté des édifices dont il s'agit, il renonça à ce projet. Il demeura à Mathura vingt jours, pendant lesquels un incendie éclata, et dévora une grande partie de la ville. Il la quitta pour aller attaquer les autres places fortes du district, dont quelques-unes se firent assiéger pendant longtemps et ne furent réduites qu'avec difficulté. Enfin, chargé de dépouilles et encombré de captifs, Mahmoud regagna à petites journées, par la voie de Lahore, sa capitale Ghazna, où l'ouverture du bagage royal déploya aux regards des habitants étonnés un luxe de trésors et de richesses tel que jamais jusqu'à ce jour ils n'avaient vu rien de comparable. Le butin se composait de vingt millions de *dirhems* en lingots (plus de 12,000,000 fr.), outre des bijoux, des perles et d'autres objets précieux, pour une valeur inestimable ; il ramenait de plus trois cent cinquante éléphants et cinquante-trois mille prisonniers. Les dépouilles échues à l'armée ne le cédaient point à celles qu'on avait réservées

pour le trésor impérial. Une grande partie de ces richesses fut consacrée à l'embellissement de la capitale. Des mosquées, des bains, des palais, des bazars, des aqueducs, furent élevés dans chacun de ses quartiers; on construisit entre autres une mosquée splendide, toute de marbre et de granit, dans l'édification de laquelle le sultan épuisa toute sa magnificence, et qui reçut le nom ambitieux et impie de *Fiancée céleste*. Près de ce temple luxueux, Mahmoud fonda une université qu'il dota des fonds nécessaires pour l'entretien simultané de professeurs et d'étudiants, et à l'usage de laquelle fut affectée une riche collection de livres curieux en divers idiomes. Il adressa au calife de Bagdad le récit en vers de ses conquêtes, avec un choix de présents somptueux et variés. En retour de cette déférence, le commandeur des croyants conféra au sultan, dans une grande fête donnée à cette occasion, les titres honorifiques de l'ordre le plus élevé, et fit donner lecture à la populace enchantée du poétique journal de ses victoires. En l'année 1021, Mahmoud, toujours dévoué champion de l'islamisme, envoya des forces considérables sur la route de la Mecque, qu'obstruaient depuis longtemps des hordes de bandits arabes, habituées à piller les caravanes et à égorger les pèlerins, et qui, grâce à lui, fut rendue à la circulation des fidèles croyants. Sous la protection de cette escorte, une nombreuse *cafila* entreprit le pèlerinage de Ghazna à la Mecque, et l'accomplit en toute sécurité.

Pendant une période de trois années, Mahmoud paraît s'être complu et absorbé dans l'étalage de sa grandeur et l'ornement de sa capitale; mais l'avis que son vassal, le rådja de Canoudjé, avait été assailli et tué par une coalition de chefs voisins, à la tête de laquelle se trouvait Nunda, radja de Calingar, vint le tirer de son inaction. A cette nouvelle, il marcha de nouveau sur la Djamna, et, franchissant cette rivière, il s'engagea dans le pays montagneux de Bandelkond, dont le râdja découragé battit en retraite devant lui; il dut donc se borner à dévaster toute la région par le fer et le feu, et à en emmener quelques centaines d'éléphants. L'année suivante, il pénétra sur le territoire de Cachemir, dans l'intention d'y réduire le château fort de Locote; mais, l'ayant trouvé imprenable, il assouvit son ressentiment sur la ville de Lahore qu'il mit à sac, et au gouvernement de laquelle il préposa un de ses omrahs. L'année d'après, il se rendit par cette même contrée dans celle d'Allahabad, où il investit successivement les villes de Goualior et de Calingar; mais ces deux forteresses, assises dans les montagnes, étaient en mesure de défier toutes les forces qu'eût pu mettre en mouvement contre elles un général asiatique; et Mahmoud consentit sans trop de difficulté à retirer ses troupes, en acceptant un traité de paix, moyennant la remise qui lui fut faite de présents considérables et d'un certain nombre d'éléphants. De retour à Ghazna, il fit, dit-on, le dénombrement de ses troupes, et trouva qu'elles s'élevaient, sans compter celles dispersées dans les diverses garnisons, à cinquante-cinq mille cavaliers d'élite, à treize cents éléphants et à cent mille hommes d'infanterie.

Dans la 416e année de l'hégire (an du Christ 1025), Mahmoud s'engagea dans une nouvelle guerre d'extermination contre les idolâtres indous. Cette expédition, qui fut la douzième, eut pour objet de détruire le fameux temple de Somnâth, situé dans le Kattiwar, district du Gouzerat. Les prêtres de cet établissement religieux avaient crié bien haut que les péchés des peuples de Delhi et de Canoudje les avaient seuls livrés à la vengeance des musulmans, et que, sans leur impiété, leur dieu aurait bien su dissiper en un clin d'œil toute l'armée de Mahmoud. Le dixième jour de schabân, an de l'hégire 415 (16 octobre 1024), Mahmoud, dit Ferishta, quitta Ghazna à la tête de trente mille cavaliers; il arriva à Moultan dans le milieu de ramzân (20 octobre). De Moultan, il paraît avoir longé le désert jusqu'à

Adjmir, qu'il saccagea, et d'où il s'avança, par Neherwâla, *Pattan*, ou l'ancienne capitale du Gouzerat, vers le but que se proposait son zèle religieux ou tout au moins son avarice. Pendant deux jours la garnison indoue soutint et repoussa les attaques impétueuses des assiégeants, auxquels elle fit même essuyer des pertes considérables; le troisième, une armée indoue vint au secours de la ville. Dans le combat qui s'ensuivit, la victoire paraissait douteuse, lorsque deux princes indiens, Byramdeo et Dobiselima, rejoignirent leurs compatriotes avec des renforts qui semblaient présager à l'armée musulmane une défaite inévitable. Mahmoud, voyant l'ardeur des siens se ralentir, jugea aussitôt qu'un effort désespéré pouvait seul les faire échapper à une destruction totale. Il s'élança en bas de son cheval, et, se prosternant contre terre, invoqua avec ferveur l'aide du vrai Dieu contre ces idolâtres obstinés. Prenant ensuite par la main un de ses plus braves généraux, il l'invita à se joindre à lui dans une charge qui leur assurât la victoire, ou tout au moins la palme du martyre. L'exemple donné par le souverain réchauffa l'enthousiasme allangui de ses troupes, qui, s'armant aussitôt d'une valeur désespérée, firent mordre la poussière à cinq mille infidèles. Les Indous se débandèrent dans toutes les directions; et la garnison de Somnâth, voyant avec douleur le résultat si inattendu de la lutte, abandonna la place qu'elle avait défendue avec tant de courage, pour se réfugier à bord de ses embarcations. Le vainqueur prit aussitôt possession de sa conquête. En arrivant au temple, il découvrit une vaste salle dont la voûte élevée s'appuyait sur cinquante-six piliers, couverts de lames d'or et parsemés de pierres précieuses. Une lampe suspendue, dont la lumière se réflétait dans les innombrables joyaux qui paraient l'édifice, projetait sur le temple une lueur vive et resplendissante; tout autour de la salle étaient rangés le long des parois des milliers de figurines en or et en argent, de toute forme et de toute dimension. Dans le milieu du temple on voyait se dresser une gigantesque idole, faite d'un seul immense bloc de marbre, dont une partie était enfouie sous les dalles du temple. Indigné à cet aspect, le zélé musulman Mahmoud brisa le nez du dieu d'un coup de sa masse d'armes, et donna aussitôt des ordres pour qu'il fût mis en pièces. En vain les prêtres offrirent des *crores* de roupies pour racheter leur dieu de cette ignominie; Mahmoud dédaigna ce trafic d'une idole, et son zèle d'iconoclaste fut amplement payé par la découverte qu'amena cette exécution, d'une immense quantité de pierres précieuses cachées dans les flancs de la statue, circonstance qui explique du reste l'offre intéressée des Brahmanes. Entre autres objets de prix qui tombèrent pareillement au pouvoir de Mahmoud, se trouva une chaîne d'or du poids de quarante *maunds*, qui, suspendue au sommet de l'édifice, supportait une grande cloche destinée à appeler les fidèles à la prière. Outre deux mille Brahmanes qui officiaient dans le temple, cinq cents danseuses, trois cents musiciens et trois cents barbiers faisaient partie du personnel de cet établissement religieux. Le trésor enlevé à ce célèbre sanctuaire ne fut pas évalué à moins de vingt millions de dinars d'or, c'est-à-dire à environ 250,000,000 fr. On porte à cinquante mille le nombre des fanatiques adorateurs de l'idole, qui furent massacrés par la milice musulmane.

De Somnâth, Mahmoud s'avança vers le fort de Gundia, situé sur la côte à quarante parasanges de cette ville, et qu'il prit d'assaut; il retourna ensuite à Neherwala (ou Narwalla), capitale du Gouzerat. Là, suivant Ferishta, il fut tellement charmé de la salubrité de l'air, de la fertilité du sol et de l'agrément du site, qu'il résolut de faire sa capitale de cette ville, en transférant le gouvernement de Ghazna à son fils Mussaoud. Il inclinait d'ailleurs pour ce parti avec d'autant plus de force qu'il projetait alors l'armement d'une flotte, à l'aide de laquelle

il comptait opérer la conquête de Ceylan et celle de la contrée lointaine de Pegu. Mais ses chefs s'opposèrent à l'abandon de leur pays natal; et Mahmoud, cédant à leurs conseils, laissa le gouvernement du pays à un Brahmane de race royale, qu'il y nomma son vice-roi. Pendant son retour, ayant appris que le râdja d'Adjmir et le prince fugitif de Neberwala avaient réuni une grande armée pour couper sa retraite dans le désert, il prit la route de l'Indus et de Moultan; mais il faillit être victime de la traîtrise d'un prétendu guide, lequel se trouva être un prêtre de Somnâth, et par qui, durant trois jours et trois nuits, les troupes furent égarées dans un désert sablonneux, où elles ne purent trouver ni eau, ni pâturages. Enfin, après beaucoup de souffrances et d'obstacles vaincus, il fut assez heureux pour ramener son armée à Ghazna, d'où il était absent depuis deux années et demie.

Sa dernière expédition dans l'Inde fut entreprise en 1027, et dirigée contre les *Djâts* de Moultan, qui avaient harcelé son armée à son retour de Somnâth. Le territoire de cette tribu était bordé par la rivière qui prend sa source dans les montagnes de Jehud ou de Joud; en sorte que, pour la soumettre, il fallait préalablement se rendre maître des courants qui protégeaient le pays où elle avait fixé sa résidence. A peine arrivé à Moultan, Mahmoud fit armer en guerre quatorze cents bateaux, au moyen de *rostres*, ou becs de fer fixés sur la proue; vingt archers montèrent dans chacune de ces embarcations, qui furent pourvues en outre d'artifices en naphte. Les Djâts, ayant eu vent de ces formidables préparatifs, envoyèrent leurs femmes et leurs enfants, avec leurs objets les plus précieux, dans un lieu sûr, situé parmi les îles de l'Indus, et se disposèrent à répondre à l'attaque de Mahmoud avec quatre mille bateaux (quelques auteurs doublent ce nombre) très-fortement armés. Un terrible combat, signalé par un grand carnage, s'engagea entre les deux flottes. En heurtant les becs de fer des embarcations musulmanes, dont ils n'étaient point préparés à recevoir le choc, les bateaux indous perforés furent coulés bas ou chavirèrent; d'autres furent embrasés, et l'incendie se répandit bientôt dans toute la flotte; un grand nombre de Djâts tombèrent percés des flèches ennemies; ceux qui s'échappèrent à la nage furent un peu plus tard passés au fil de l'épée, ou furent, avec leurs familles, emmenés en esclavage par leurs cruels vainqueurs.

Après cette victoire navale, Mahmoud retourna en triomphe à Ghazna. Dans la même année, il défit une armée de Turkomans Seldjoucides qui avait envahi ses possessions de Perse. Marchant ensuite sur Rhey, il occupa la portion de l'Irak Adjemi qui avait appartenu aux princes dilamites, et donna le gouvernement de Rhey et d'Ispahan à son fils Mussaoud. Peu après son retour dans sa capitale, il ressentit les premières atteintes de la maladie qui devait l'emporter. Ce fut dans ce fâcheux état de santé qu'il se rendit à Balkh pour y régler quelques affaires; et, au printemps de 1030, il rentra pour la dernière fois dans Ghazna, où il expira le 29 avril, dans la soixante-troisième année de son âge, de son règne la trente-quatrième.

Mahmoud peut certainement prétendre à une place très-élevée parmi les héros de l'islamisme, et les éloges pompeux que ses atrocités grandioses ont reçus des historiens mahométans ne doivent point surprendre. Il posséda le plus grand empire asiatique que jamais prince mahométan eût eu en son pouvoir jusqu'à l'époque où il vécut. S'étendant de l'Oxus à l'océan Indien, cet empire n'était limité à l'ouest que par la Géorgie et Bagdad, à l'est que par le Gange. Sa cour effaçait en splendeur tout ce qu'on avait vu dans les siècles passés; les étudiants et les poëtes de toutes les parties de l'Asie y trouvaient des encouragements et la protection la plus magnifique. Le traitement que Ferdousi eut à subir de Mahmoud contraste toutefois avec la générosité habituelle de ce monarque.

Lorsque l'Homère persan lui présenta son *Schah Nameh*, poëme composé sur l'ordre du sultan, il n'en reçut d'autre rémunération qu'un froid applaudissement donné à sa diligence; et lorsqu'il se plaignit de cet oubli dans de mordantes épigrammes, Mahmoud lui fit remettre autant de menues pièces de monnaie qu'il y avait de strophes dans son volume, c'est-à-dire soixante mille. Le poëte vit une insulte dans cette misérable récompense, et ressentit vivement l'outrage. Lançant donc en s'expatriant une véhémente invective, il s'enfuit de Ghazna, et courut se placer sous la protection du calife de Bagdad. Cependant Mahmoud se montra libéral dans d'autres circonstances, et l'on cite de nombreux exemples du privilége qu'avait une poésie élégante de le charmer et de l'adoucir. Il était poëte lui-même, et fit, dans sa jeunesse, une traduction en vers d'un traité composé sur l'art de gouverner, par un Brahmane indien. Ne put-il se défendre d'un sentiment d'envie contre le poëte persan? ou Ferdousi se montra-t-il trop mauvais courtisan? Ce sont là des questions dont l'examen importe peu. Mahmoud fut certainement, comme le qualifie Ferishta, « un grand homme, » sinon « un excellent prince; » et peut-être cette remarque ne manque-t-elle pas de justesse, « qu'il fit beaucoup de mauvaises choses, en vue d'un principe louable. » Au nombre « des vertus éminentes et véritablement princières dont il était doué, » dit M. Maurice, « brillaient surtout un courage inébranlable, une profonde sagesse politique, et, en beaucoup d'occasions, une inflexible justice. Mais toutes ces qualités précieuses étaient ternies par son exécrable fanatisme et son avarice insatiable. Ce n'est pas toutefois son fanatisme, mais bien sa cruauté, qui mérite d'être détestée. Sa haine pour l'idolâtrie était bien près d'être une vertu, et chez lui l'enthousiasme religieux participait de la dévotion réelle; mais c'était la dévotion du musulman entée sur la nature sauvage et flegmatique du Tatare; c'était une dévotion sans religion, un zèle sans piété et sans humanité.

Longtemps avant sa mort, Mahmoud avait déclaré son fils favori Mohammed héritier du trône de Ghazna, en assignant à son frère aîné les territoires d'Irak et de Tabriztan. Mais Mussaoud, que Ferishta nous représente comme un second Roustem, n'était pas homme à accepter un arrangement qui le privait des honneurs attachés à la primogéniture; et l'infortuné Mohammed, trahi par ses propres courtisans, perdit du même coup le trône et la vue. La première partie du règne de Mussaoud fut prospère, et, pendant cette période, les malheureux Indous furent voués à souffrir de nouvelles incursions de la part de l'armée musulmane. A cette époque, les Seljoucks, ayant franchi le Djihoun, avaient pris possession des territoires de Nissa et d'Aberwed, et s'étendaient dans le Khorassan. Contrairement à l'avis de ses ministres qui lui remontraient l'urgence de repousser dès l'origine les usurpations de ces formidables aventuriers, Mussaoud, trop préoccupé d'agrandir ses conquêtes indiennes, n'avait pu prendre en temps utile les mesures nécessaires à la sécurité de ses propres Etats. Il fut toutefois distrait de ses plans ambitieux par une dépêche reçue du Khorassan, où on lui mandait que « ses ennemis, naguère simples fourmis, étaient devenus petites couleuvres, et que, si l'on ne se hâtait de les détruire, ils deviendraient bientôt serpents. » Mais « l'étoile de la fortune royale, » s'écrie Ferishta, « touchait alors au seuil du temple de l'adversité. » Tandis que Mussaoud marchait au secours de Balkh, menacé par un parti ennemi, un autre corps seljouk s'empara de Ghazna, et commit des déprédations dans cette capitale, d'où l'on parvint au reste à le chasser temporairement. Dans la guerre qui suivit ces premières hostilités, Mussaoud déploya une grande valeur personnelle, et fit essuyer aux Seljouks des défaites multipliées; mais, à la fin, ces belliqueux Tatares remportèrent à Dindaka une victoire com-

plète, que contribua, dit-on, à leur assurer la couardise ou la désertion perfide de plusieurs généraux ghaznévides; et le sultan fut repoussé avec perte dans sa capitale. Arrivé à Ghazna, il assouvit son ressentiment sur ceux de ses ministres ou de ses chefs militaires auxquels il attribuait la désastreuse issue de la guerre. Ayant ensuite dépêché son fils Modoud à Balkh avec de nombreux renforts, il se hâta d'évacuer Ghazna avec tous ses trésors, et d'aller prendre dans l'Indoustan ses quartiers d'hiver. Mais, en traversant le Djihoun, il se laissa séparer par mégarde du train de ses équipages, et un corps d'esclaves impériaux profita de cette occasion pour piller le trésor. Les troupes s'en étant aperçues, voulurent avoir part au butin. Un désordre général s'ensuivit, et les fauteurs du trouble, pour se mettre à couvert de la vengeance du sultan, portèrent pour la seconde fois l'aveugle Mohammed sur le trône précaire dont Mussaoud l'avait précipité. Abandonné par tous ses sujets, ce dernier fut emprisonné dans la forteresse de Kurri, où peu après il fut mis à mort par son neveu Ahmed, en 1041, dixième année de son règne.

En apprenant la mort de son père, Modoud leva aussitôt le camp qu'il avait devant Balkh, et marcha sur Ghazna, où se trouvait Mohammed avec ses trois fils, mandés en toute hâte des rives de l'Indus. L'armée de l'oncle et celle du neveu se trouvèrent face à face dans le désert de Deymîr, et, dans le combat qui s'engagea entre elles, la victoire se déclara en faveur de Modoud. Le roi aveugle fut immédiatement égorgé, avec deux de ses fils et tous ceux qui avaient trempé dans le meurtre de Mussaoud; Abdulamin seul fut épargné dans ce massacre, en considération de l'humanité qu'il avait témoignée à son malheureux oncle. Sur le champ de bataille même, Modoud fonda la ville de Fatti-abad (cité de la Victoire). Il fit ensuite dans Ghazna une entrée triomphale, et, peu de temps après, fit passer sur sa tête la souveraineté incontestée des provinces indiennes. Mais les habitants de ces malheureuses contrées se livrèrent, sous le règne de ce sultan, à des efforts cette fois couronnés de succès, pour secouer le joug qui pesait sur eux depuis si longtemps. Le prince de Delhi, s'alliant à plusieurs râdjas voisins, leva des forces imposantes, et reprit aux gouverneurs ghaznévides les villes de Hassi, de Tanassar, ainsi que leurs dépendances. Le fort de Nagracout, après un siége de quatre mois, fut obligé de capituler; et l'idole, jadis arrachée au temple de cette place, y fut solennellement réinstallée en grande pompe et réjouissance. Encouragés par les succès du râdja de Delhi, les chefs indiens du Pendjab se mirent en campagne et investirent Lahore. « Pendant sept mois, dit Ferishta, les mahométans surent se maintenir dans cette ville, la défendant de rue en rue; puis ayant tenté, à la fin, une sortie désespérée, ils battirent les Indous dans leur camp, en firent un grand carnage, et mirent le reste en fuite. »

Du côté du Khorassan, l'empire ghaznévide allait sans cesse se réduisant devant les empiétements de la puissance seljouke. Modoud envoya pour la combattre, en 1045, une armée, qui fut battue et repoussée avec perte par Alp Arslan, dont l'heureuse fortune secondait l'éminente valeur. Balkh fut plusieurs fois pris et repris par les deux peuples belligérants, et finit par rester au pouvoir de l'ennemi. A la même époque, Candahar paraît avoir été occupé par une horde de Turkomans. Enfin, Modoud se mit en personne à la tête d'une armée formidable, se proposant de la conduire par la voie de Caboul dans la province de Seïstan, que venaient d'envahir ces audacieux aventuriers; mais il n'était pas arrivé au fort de Sânkout, que, saisi d'un accès de colique violente, il fut contraint de retourner à Ghazna, où il expira en décembre 1049, après un règne de huit ans.

Les obscures annales de la dynastie ghaznévide n'offrent plus maintenant qu'une suite nauséabonde de querelles étroites, de massacres et de révolu-

tions. Le fils en bas âge de Modoud fut déposé, peu de jours après son avénement nominal, en faveur de son oncle Ali, qui, lui-même, céda le trône, au bout de deux années, à Abdoul-Raschid, fils du sultan Mahmoud, dont la puissance ne fut pas de longue durée. Toghrel Haujeb, général turc au service du sultan Modoud, que ce monarque avait investi du gouvernement de Seïstan, se dégageant de tout lien d'obéissance envers la famille de son maître, marcha sur Ghazna qui tomba en son pouvoir, ainsi que le sultan et neuf personnes du sang royal. L'usurpateur les fit mettre à mort et s'empara de l'autorité souveraine, après avoir contraint la sœur de Modoud à devenir sa femme. Au bout de quarante jours, il fut assassiné par quelques-uns des principaux *emirs* de Ghazna, qui mirent sur le trône Furrukzand, fils du sultan Mussaoud. Pendant le règne de ce dernier, qui dura six années, son général Noushtekin fit essuyer aux Turkomans-Seljouks deux sanglantes défaites. Dans une troisième bataille, ce fut l'étoile du fameux Alp Arslan qui prévalut, et un échange amiable de prisonniers fut suivi d'une trêve entre les deux partis. Le sultan Ibrahim, qui succéda à son père en 1058, conclut une paix avec le souverain turc du royaume de Perse, dont la puissance s'étendait alors depuis le désert d'Arabie jusqu'aux rives de l'Oxus. Une alliance encore plus étroite unit à la maison de Seljouk son successeur et son fils Mussaoud III, qui épousa la fille de Malek Schah.

Revenons maintenant aux affaires de l'Inde. Sous le règne du sultan Ibrahim, deux expéditions heureuses furent poussées par les Ghaznévides jusqu'aux provinces du Gange. La seconde fut entreprise en 1079, et le monarque voulut, dans son zèle religieux, la diriger en personne; les conquêtes qu'elle lui valut furent tellement brillantes, qu'elles lui firent décerner les noms d'*Al Mohaffer* et d'*Al Mansour*, c'est-à-dire le conquérant et le triomphateur. Cependant les seuls détails qui nous soient parvenus à cet égard ne sont relatifs qu'à la prise des forts d'Ajodin et de Rupal, et à celle d'une ville située à peu de distance de cette dernière place, dans une vallée environnée de montagnes presque insurmontables, et qui avait pour habitants une tribu distincte et indépendante, primitivement fixée dans le Khorassan. L'armée ghaznévide souffrit beaucoup dans le passage de ces montagnes, où les pluies la surprirent, et campa trois mois sans coup férir devant la ville en question. Après un siége de quelques semaines, elle la prit enfin d'assaut, et y fit, disent les historiens mahométans avec leur exagération habituelle, cent mille prisonniers, qu'elle emmena à Ghazna. Ibrahim nous est représenté par ses panégyristes comme un prince charitable, religieux et juste, protecteur des savants et calligraphe accompli. Il engendra trente-six fils et quarante filles, et, après un règne paisible et heureux, qui avait duré quarante ans, il mourut en 1088, laissant le trône bien affermi à son fils Mussaoud III. On attribue à ce sultan des sentiments de justice et d'affection pour ses sujets, non moins estimables que ceux de son prédécesseur, et son mariage avec la sœur du schâh régnant de Perse lui assura un règne paisible de seize ans. Son lieutenant, Hanjeb Togha-Tekin ( Tigha Tiggi ), conduisit de Lahore un corps de troupes au delà du Gange, et poussa ses incursions dans l'Inde plus loin que n'avait fait encore aucun général musulman, Mahmoud excepté. Il renouvela les scènes de pillage et de dévastation qu'avait jadis multipliées dans ces mêmes contrées ce conquérant impitoyable; mais sans y faire comme lui, autant du moins qu'on peut le croire, d'établissements durables. Après avoir pillé nombre de villes et de temples, le général ghaznévide retourna en triomphe à Lahore, qui commença dès lors à être considérée comme la seconde capitale de l'empire.

A la mort de Schah Mussaoud, en 1114, Arslan Schah ( Arsilla ) monta

sur le trône de son père, après avoir trempé ses mains dans le sang de l'héritier légitime du trône, Scheirzand, et fait emprisonner tous ceux de ses autres frères dont il parvint à s'emparer. Behram Schah, l'un de ces derniers, réussit néanmoins à s'échapper, et alla chercher un refuge à la cour de son oncle, sultan Sanjur, qui avait alors le gouvernement du Khorassan. Grâce à cet auxiliaire puissant, le prince fugitif fut trois fois assis sur le trône de son père, Arslan ayant été autant de fois vaincu et expulsé; à la troisième enfin, il fut pris et mis à mort. Pendant le règne turbulent et si souvent interrompu d'Arslan Schah, Ghazna fut en partie consumé par la foudre. Behram fut, dit-on, un prince juste et généreux, et se montra le patron libéral des sciences. Ce fut sous ses auspices que les *Kaleila Doumna* ( fables de Bidpâi ) furent pour la première fois traduites en persan. Pendant les jours de sa prospérité, ce prince fit dans l'Inde deux voyages, dont le premier eut pour objet de réduire à l'obéissance Mahommed Bahlim, vice-roi de Lahore, pour Arslan Schah, qui résistait à l'autorité de Behram. Ce dignitaire fut vaincu, et, après un court emprisonnement, réinstallé dans son gouvernement. Pendant que Behram Schah retournait à Ghazna, Bahlim fit élever, dans les districts montagneux de Scroâlik, la forteresse de Nagour, où il conduisit sa famille et déposa ses objets les plus précieux, comme dans un asile sûr. Levant alors une nombreuse armée d'Arabes, de Turcs et d'Afghans, il commença à s'agrandir en commettant des déprédations sur les territoires des râdjas voisins; puis, enhardi par ces premiers succès, il osa aspirer à se rendre indépendant. Cette révolte amena la seconde expédition de Behram Schah dans l'Inde. Les deux armées se rencontrèrent près de Moultan, et, après un combat acharné, Bahlim fut mis en fuite avec ses dix fils. Dans sa retraite précipitée, il s'engagea avec eux dans de profonds marécages, où ils furent tous engloutis avec leurs montures.

De retour à Ghazna, Behram Schah fit exécuter publiquement Mahommed, prince Deljhour, et gendre du révolté Bahlim. Cet acte arbitraire entraîna la ruine de sa dynastie. Le frère du prince supplicié, Seyf-ul-Din Souri, marcha aussitôt, à la tête de forces considérables, sur Ghazna, qu'à son approche Behram évacua pour se réfugier dans le fort de Kirma, assis au milieu des montagnes. Seyf-ul-Din entra sans coup férir dans Ghazna, et, se fiant à l'humeur pacifique des habitants de cette capitale, se hasarda à renvoyer son frère Allah-ul-Din avec la plus grande partie de son armée. Mais à l'entrée de l'hiver, et aussitôt que les neiges eurent rendu impraticable le passage des montagnes, Deljhour Behram Schah, avec qui plusieurs habitants de Ghazna avaient entretenu une correspondance secrète, parut tout à coup devant Ghazna, avec des forces imposantes. Seyf-ul-Din, trahi par ses perfides conseillers, ne craignit pas de marcher à la rencontre de Behram; mais, entouré de conspirateurs, il fut saisi, et livré à son ennemi mortel. Le traitement que lui fit subir Behram Schah fut aussi injuste qu'inhumain. Monté sur un taureau furieux, la face noircie et tournée vers la queue de l'animal, il fut promené, au milieu des huées et des outrages de la populace, dans les murs de Ghazna, et mis ensuite à mort dans un supplice où aucun genre d'ignominie ou de torture ne lui fut épargné : on envoya sa tête au sultan Sanjour.

Ce trait de barbarie sauvage appela sur les Ghaznévides un châtiment terrible. En apprenant l'horrible traitement infligé à son frère, Allah-ul-Din, bouillant de rage et d'indignation, marcha sur Ghazna avec toutes les forces qu'il lui avait été possible de lever. Behram s'avança contre lui avec des éléphants et une armée bien supérieure en nombre; il fut néanmoins battu et ne trouva son salut que dans une fuite précipitée. Il ne survécut pas au reste à sa ruine, et mourut de chagrin, dit-on, soit à Ghazna, soit sur

le chemin de Lahore, immédiatement après la bataille, en 1152, après avoir régné trente-cinq ans sur Lahore et Ghazna. Il eut pour successeur son fils, Khosran, qui se retira immédiatement avec toute sa cour au delà de l'Indus.

Aucun obstacle ne s'opposait donc plus à l'entrée du prince de Ghour dans l'infortunée capitale de ce royaume, qui fut livrée à toutes les horreurs du pillage, du massacre et de l'incendie. Pendant sept jours consécutifs s'accomplit l'œuvre de vengeance; et tous les édifices de cette cité naguère si somptueuse, qui avaient appartenu à la race abhorrée de Sebektegin, furent réduits en cendres ou rasés au niveau du sol. Lorsque ce barbare vainqueur se détermina enfin à retourner dans son pays natal, il se fit suivre à Firouzkoh par un grand nombre de *seydes* (principaux citoyens) captifs, dont chacun portait à son cou un sac de terre, qui plus tard, par un raffinement de cruauté tout oriental, fut mêlée au sang des porteurs, et servit de mortier pour la construction des tours d'un château qu'Allahul-din fit élever dans cette ville.

Ghazna, ainsi dévasté, tomba ensuite au pouvoir de la tribu turkomane de Ghuz, qui, à la même époque, envahit tout le Khorassan et fit prisonnier le sultan Sanjur. Elle le retint deux ans en captivité (dix, au dire de quelques auteurs), au bout desquels ce prince leur fut repris par les Ghouriens. Pendant cet intervalle de temps, le fils de Behram Schah termina à Lahore son règne, dépourvu de gloire et sans cesse troublé, sur les provinces indiennes de l'empire démembré, qu'il avait gouvernées sept ans. A sa mort, Khosrou II, son fils, dernier de cette race, monta sur le trône de Lahore. Sous son règne, l'armée ghourienne, après avoir pris Pechaver, l'Afghanistan, Moultan et le Sinde, se présenta sous les murs de Lahore. La place étant trop forte pour être prise d'assaut, les Ghouriens furent deux fois réduits à lever le siége, acceptant un tribut et des otages de Khosrou pour prix de cet armistice. Dans une troisième expédition, entreprise en 1186, le général ennemi, ayant fait un circuit, prit la ville par surprise; et ainsi furent substitués, sans effusion de sang, les princes de Ghour à l'apanage de la maison de Sebektegin, qui avait régné deux cent onze ans. L'infortuné Khosrou et toute sa famille furent égorgés peu de temps après.

*Empire Patan ou Afghan.* Mahommed Ghouri, le vainqueur de Lahore, agit dans cette circonstance comme général et lieutenant de son frère aîné Yan-ul-Din, à qui était échue la souveraineté nominale des États ghouriens. Il séjourna peu de temps à Lahore, et, en ayant confié le gouvernement au vice-roi de Lahore, il retourna à Ghazna, qui, à cette époque, paraît remonter au rang de capitale. Il partit de là en 1191, pour envahir l'Adjmir; mais, sur les rives du Sursutty (Sarasouati), il se trouva en présence d'une nombreuse armée indoue, commandée par les râdjas ligués d'Adjmir et de Delhi, qui lui fit essuyer une défaite totale. Les fuyards musulmans furent poursuivis l'espace de quarante milles par l'ennemi victorieux, et Mahommed se réfugia à Ghour avec les débris de son armée. En peu de mois il se trouva en mesure d'envahir l'Inde une seconde fois, et se mit en campagne avec cent mille cavaliers turcs, persans et afghans. Il fut bientôt joint par les confédérés, à la tête d'une armée trois fois plus nombreuse; mais la supériorité de ses manœuvres lui valut cette fois une victoire complète. Le roi de Delhi resta avec beaucoup d'autres princes sur le champ de bataille, et le râdja d'Adjmir fut pris et mis à mort. Les forts de Sursutty, de Samana, de Koram et de Hassi se rendirent au vainqueur; Adjmir fut pris d'assaut, et tous ses habitants furent massacrés inhumainement ou emmenés en captivité. Delhi se sauva temporairement par une prompte soumission et l'acquittement d'un fort tribut.

Mahommed retourna à Ghazna, chargé d'un immense butin, laissant son

général favori Kattib dans la ville de Koram, avec des forces considérables et le titre de vice-roi. Cet heureux esclave réussit à s'emparer, peu de temps après (en 1193), de la ville de Delhi, où il établit le siége de sa vice-royauté. L'année suivante, il passa la Djamna, prit d'assaut le fort de Kale, et opéra ensuite sa jonction avec Mahommed, qui se dirigeait sur Canoudje. Le mahà-râdja de Canoudje et de Bénarès ayant voulu leur résister, fut complétement défait, et le fort de Hassi, qui contenait ses trésors, tomba au pouvoir de ses ennemis. Mahommed pénétra alors dans la ville de Bénarès, où il détruisit les idoles d'un millier de temples, et chargea quatre mille chameaux du butin dont il s'empara. Puis, confirmant Kattib dans la vice-royauté de l'Inde, il retourna à Ghazna.

On trouve dans l'Ayïn Akbïry un récit différent de celui qui précède, et on ne peut plus romanesque, des circonstances qui amenèrent la conquête ghaznévide et la fondation du royaume mahométan de Delhi. Le monarque qui y régnait à l'époque de cette invasion était, dit-on, le râdja Pithowra, de la race de Chorohan. Les historiens indous prétendent que ce râjah avait gagné sept grandes batailles sur le sultan de Ghour, Mouz-ud-dinsam; mais la huitième, livrée près de Tanassar, dans l'année de l'hégire 588 (an du Christ 1191), contre le sultan Sehabad-ud-din, lui coûta le trône, la liberté, et peut-être la vie. Sa chute est attribuée aux circonstances suivantes. Le maha-râdja, ou empereur de l'Inde régnant à cette époque, était Jychund (Jya Chandra) Rathore, dont la capitale était Canoudje. « Tous les autres râdjas lui rendaient hommage; et ce monarque était d'un naturel si débonnaire, que beaucoup de Persans et de Tatares étaient passés à son service. » Il résolut enfin d'accomplir le *raj-son-yug*, grand sacrifice qui devait mettre le sceau à sa suprématie; tous les râdjas des environs vinrent à sa cour pour assister à cette cérémonie, excepté le râdja Pithowra, qui prétendait lui-même à la prééminence. « Jychund se disposait à marcher contre lui à la tête d'une armée, lorsque ses courtisans lui représentèrent que l'exécution d'une telle entreprise demanderait beaucoup de temps, tandis que l'on touchait à l'heure fixée pour le sacrifice. Le monarque céda à leurs remontrances; et, pour rendre la fête aussi complète que possible, malgré l'absence de Pithowra, ils firent mouler en or sa statue, qui, placée à l'entrée du temple, fut censée y remplir l'office de portier. Furieux de cet affront, Pithowra vint au sacrifice sous un déguisement, en compagnie de cinq cents hommes déterminés : là, ayant fait un grand carnage parmi les assistants, il se saisit de sa statue et se retira au plus vite. En écoutant le récit de cette action intrépide, la fille de Jychund, qui était sur le point de s'unir à un autre radja, tomba amoureuse de Pithowra, et refusa son consentement au mariage projeté. Irrité de sa conduite, Jychund la chassa de son harem, et la confina dans un palais isolé. Lorsque tout ceci parvint aux oreilles de Pithowra, il résolut, transporté d'amour et de rage, de rendre la liberté à cette jeune princesse. Dans ce dessein, il concerta avec le musicien Chanda que ce dernier se rendrait à la cour de Jychund, sous le prétexte d'y chanter ses louanges, et que lui Pithowra l'accompagnerait, avec un petit nombre d'hommes choisis, en qualité de domestique. Par ce stratagème il réussit à engager une correspondance avec la princesse, qu'il détermina facilement à se laisser enlever par lui. » Pithowra parvint à l'emmener saine et sauve à Delhi, mais non sans livrer un combat qui coûta la vie à plusieurs de ses plus braves guerriers. Pour se venger de cette insulte, Jychund réclama l'aide de leur ennemi commun, le souverain de Ghuzneen (Ghazna), Schahab-ub-Din, qui pénétra en conséquence, à la tête d'une armée imposante, dans les États de Pithowra, tandis que ce monarque, tout entier au repos et à l'amour, n'avait de pensées et d'yeux

que pour sa belle fiancée. Il secoua toutefois cette apathie à l'approche de l'ennemi ; mais ses plus vaillants serviteurs avaient été tués dans le dernier combat, et Jychund, naguère son allié, se liguait maintenant avec son adversaire. Aussi la victoire l'abandonna-t-elle dans le combat qu'il eut à soutenir contre Schahab-ud-Din, et qui eut lieu dans les plaines de Tanassar ; les historiens indous disent qu'il fut fait prisonnier, tandis que ceux de Perse affirment qu'il fut tué. Dans l'année même où le sultan retourna à Ghazna par les montagnes du Nord, son vice-roi Kotebeddan (Kattib-ul-Din) s'empara de Delhi et de la plupart des dépendances de cette ville. Très-peu de temps après, il vainquit Jychund (ou Jya Chandra) lui-même avec l'aide du sultan, et sut ainsi se rendre maître des plus riches provinces de l'Indoustan.

A dater de ce jour, les troubles du Khorassan ne laissèrent que peu au souverain de Ghazna le loisir de renouveler ses incursions dans l'Inde. En guerre avec les souverains du Khouarizm et de Samarcand, il fut battu, et, comme conséquence naturelle de sa défaite, abandonné par ses soldats ; il se vit même fermer les portes de Ghazna par ses propres sujets. Il réussit toutefois à se relever avec l'aide de Kattib, et retourna de l'Inde dans sa capitale, où il conclut un traité de paix avec le souverain tatare du Khouarizm. Il revenait d'une expédition heureuse contre les montagnards rebelles de Kohjand, lorsque, dans le lieu nommé Devbek (Debeik ou Rimeik), sur les bords du Nilab, il fut assassiné par un parti de Gickes, le 13 mars de l'année 1206, et sa mort mit fin à l'empire de Ghazna. Son neveu Mahmoud succéda bien à une portion du territoire de ses aïeux, et, quelques années après le meurtre dont il était tombé victime, en l'an 1210, deux autres princes de sa race firent un faible effort pour soutenir l'éclat de leur maison ; mais les sultanies de Ghour et du Khouarizm, ainsi que les diverses petites dynasties de Perse, s'écroulèrent sous le choc des armées invincibles du conquérant Chenghiz.

Kattib-ul-Din (le Cothbeddin Ibek de d'Herbelot) continua, durant la vie de son maître, à se reconnaître son vice-roi ou tributaire. Pendant le même temps, il étendait ses possessions dans le Gouzerat et dans l'Adjmir. Après l'assassinat de Mahommed, il prit les insignes de la royauté comme sultan de Lahore et de Ghazna. Il céda toutefois le dernier de ces deux royaumes à Ildecuz (ou Eldoze), autre esclave favori du sultan, qui s'était rendu maître de la capitale.

A la mort de Kattib, occasionnée en 1610 par une chute de cheval, son fils, Aram Schah, monta sur le trône de Delhi et de Lahore ; mais il fut dans la même année contraint de résigner sa souveraineté en faveur d'Altumsh, fils adoptif de Kattib, qui lui avait donné sa fille en mariage. Entre les mains de ce chef plus habile qu'Aram Schah, l'empire, tombé en dissolution à la mort de Kattib, ne tarda pas à se relever ; les gouverneurs, qui avaient profité de cet événement pour faire main basse sur différentes portions du territoire conquis, furent successivement battus. Au nombre de ces derniers se trouvait Eldoze, qui, chassé de Ghazna par le sultan de Ghaurizm, avait cherché à s'indemniser en s'emparant de la ville et du territoire de Tanassar, d'où il marcha sur Delhi ; mais, vaincu et fait prisonnier, il termina ses jours dans la forteresse de Budayoun. Après avoir ainsi rétabli son autorité, Altumsh put librement poursuivre ses projets de conquête. Les principautés du Béhar et du Bengal, qui avaient déjà appartenu, à ce que l'on peut croire, à des gouverneurs musulmans, furent réduites sous le joug du souverain du Delhi, au nom duquel fut désormais frappée la monnaie de ces deux États. Les provinces de l'Indus furent ensuite soumises, et à ce fait d'armes succéda la conquête du Sewalik. En 1233, Altumsh envahit le Maloua et s'empara de la ville d'Oudjein, où il détruisit le magnifique temple de Maha

Koli, dont il enleva l'idole, ainsi que la statue du roi Vicramaditya, son fondateur, qu'il fit transporter à Delhi, et briser à la porte de la grande mosquée. Il entreprit ensuite une expédition dans le Moultan, alors agité par des troubles; mais il tomba malade en route, et revint à Delhi, où il rendit le dernier soupir en 1235, après un règne remarquablement prospère, qui avait duré vingt-cinq ans.

Ce fut dans la treizième année du règne de cet habile monarque que, selon Ferishta, Chenghiz Khan renversa l'empire du Khouarizm. Pendant les douze années qui suivirent, ce fléau de l'humanité, continuant ses conquêtes, changea la face de l'Asie, étendit sa puissance depuis la mer de Chine jusqu'aux confins de la Syrie, et des régions arctiques jusqu'aux bords de l'Indus. Le dessein qu'il avait formé de conquérir la Chine sauva seul l'Inde d'une invasion qui, selon toute probabilité, l'eût réduite à la destinée commune du reste de l'Asie.

Altumsh laissa le trône à son fils Firous Schah, prince dissolu et efféminé, qui, s'étant fait tout à la fois haïr et mépriser de ses sujets, fut déposé et emprisonné, moins de sept mois après son avénement. Sa virile sœur Mallekeh Doran, sultane Rizia, fut élevée alors au pouvoir souverain. Cette remarquable femme avait déjà été instituée régente par Altumsh lui-même, pendant le cours d'une absence temporaire qui l'éloigna du siége de son gouvernement; et elle justifia, lors de son accession au trône, le choix des omrahs, en revêtant la robe impériale, en donnant chaque jour des audiences publiques, en révisant et en confirmant les lois promulguées par son père. Son règne fut heureux, et il paraît qu'elle dirigeait le gouvernement de l'État avec une habileté surprenante, lorsque malheureusement les nobles, irrités de la nomination d'un esclave abyssinien comme général en chef de l'armée, se dégoûtèrent d'elle et de son administration. Les premières marques qu'ils donnèrent de leur mécontentement furent promptement réprimées; mais peu de temps après éclata une révolte générale, et Behram Schah, frère de la sultane Rizia, reçut des omrahs le pouvoir souverain. Quant à cette princesse, elle lutta quelque temps pour la conservation de son trône; mais, vaincue et faite prisonnière, elle fut mise à mort après un règne de trois ans et demi.

Behram Schah, bien qu'empereur de nom, ne fut entre les mains de son vizir et du chef des omrahs qu'un hochet, dont ils se défirent au bout de deux années. Pendant ce règne si court, les Mogols, quittant Ghazna, s'avancèrent jusqu'à Lahore et pillèrent cette capitale; sous le règne agité des successeurs de Behram, ils poussèrent fréquemment dans le Pendab, et avec des fortunes diverses, leurs incursions dévastatrices. Scheref-ed-Din rapporte que Turmeschirin Khan porta ses armes dans le Douab, et pénétra jusqu'aux confins de Delhi.

A la chute et à la mort de Behram Schah, Massaoud, fils de Firous Schah, fut tiré de prison pour monter sur le trône chancelant de Delhi et de Lahore; mais son caractère méprisable le fit bientôt juger indigne du sceptre, et son oncle Mahmoud fut fait roi à sa place en 1244, sous le nom de Nassir-ul-Din. Ce monarque nous est signalé comme un homme de grande énergie, d'un naturel entreprenant, doué de prudence toutefois, et littérateur éminent. Pendant tout le temps qu'avait duré son emprisonnement, il avait refusé la pension que lui offrait l'empereur, et sa plume seule avait suffi à tous ses besoins; il disait souvent que l'homme qui ne sait pas gagner son pain ne mérite pas de le manger. Après être monté sur le trône, il conserva ses habitudes frugales et laborieuses, et continua de pourvoir à son entretien privé au moyen de ses écrits. Sa table était celle d'un ermite plutôt que celle d'un roi; et Ferishta fait remarquer que, contrairement à l'usage de tous les princes, il se contenta d'une femme, et n'eut point de concubines. Il fut « le patron des savants, le protecteur du peuple et

l'ami des pauvres. » Il fut, de plus, heureux dans toutes ses guerres, et étonna ses sujets par la modération et la clémence qu'il apporta dans toutes ses conquêtes. Les Gickes du mont Joud furent le peuple qu'il traita avec le plus de rigueur. Après avoir soumis la contrée qu'ils habitaient, l'empereur châtia ces turbulents montagnards, et pour leurs incursions continuelles, et pour avoir guidé ces Mogols sur leur propre territoire jusque dans l'Indoustan, en réduisant à l'esclavage plusieurs milliers d'entre eux sans distinction de sexe. Vis-à-vis de ses sujets, il en usa avec une magnanimité rare chez un souverain oriental, pardonnant plusieurs fois à ceux qui avaient failli à leurs devoirs d'obéissance ou de fidélité, et qui lui faisaient leur soumission. Vers la fin de son règne, il eut l'honneur de recevoir une ambassade d'Hulalou Khan, petit-fils de Chenghiz Khan et souverain de Perse. Balin, son vizir, alla à la rencontre de l'ambassadeur, suivi, dit un auteur, « de cinquante mille cavaliers étrangers, au service de l'empereur, de deux mille éléphants de guerre et de trois mille fourgons à artifices. Il fit avancer son armée en ordre de bataille, disposée en colonnes profondes de vingt hommes chacune, avec sa cavalerie et son artillerie rangées suivant les règles de l'art. Après avoir fait ressortir l'habileté de sa cavalerie dans quelques combats simulés, et pleinement étalé toute cette pompe militaire aux yeux de l'ambassadeur, il l'introduisit dans la ville et le guida jusqu'au palais de l'empereur. Là, ils trouvèrent une cour splendide et toutes choses disposées de la façon la plus luxueuse et la plus magnifique. Tous les omrahs, les officiers de l'État, les juges, les prêtres, les notables de la cité étaient présents, sans compter cinq princes de l'Irak persan, du Khorasan et du Maver-ul-Nahr, qui étaient venus chercher à Delhi un refuge contre Chenghiz Khan, et qui se trouvaient là entourés de leurs suites. Un grand nombre de princes indiens, sujets de l'empire, se voyaient aussi près du trône. » Cette circonstance fut la dernière de quelque importance qui signala le règne de Mahmoud. Il tomba malade peu de temps après, languit quelques mois, et expira en 1266, vivement regretté de ses sujets.

Mahmoud n'ayant pas laissé de fils, le suffrage unanime des nobles porta au trône à sa place son habile vizir Balin, qui était parent de l'empereur Altumsh. Ferishta raconte que, sous le règne de ce dernier souverain, quarante de ses esclaves turcs, très en crédit auprès de lui, prirent solennellement l'engagement mutuel de se soutenir les uns les autres et de se diviser l'empire à la mort de leur maître. Balin était de ce nombre, et, comme plusieurs de ses confédérés étaient devenus très-puissants, son premier soin après son avénement fut de se débarrasser par le fer ou le poison de tous ces dangereux rivaux, y compris le brave Schir, qui était son propre neveu. Ce terrible coup d'État fut suivi d'une sévère réforme dans le gouvernement; il chassa de sa cour tous les joueurs, les usuriers, les parasites, les débauchés, et se fit un tel renom pour la sagesse et la justice de son administration, comme pour sa générosité, que son alliance fut recherchée par les souverains de Perse et de Tatarie, et que sa capitale devint le lieu d'asile des princes fugitifs que les invasions mogoles avaient chassés de leurs territoires. Plus d'une vingtaine de ces monarques déchus vinrent, disent les historiens, du Turkestan, du Maver-ul-Nahr, du Khorassan, de l'Irak-Adjemi, de l'Azerbidjan, du Fars, du Roum (Asie Mineure) et de Syrie, demander un asile à la cour de Delhi. Des palais et des subventions princières leur furent assignés; aux jours de représentation, ils prenaient place, suivant leur rang, à la droite ou à la gauche du trône; tous se tenaient debout, à l'exception de deux princes de la maison d'Abbas, auxquels on permettait de s'asseoir de chaque côté du masnad. A la suite de ces princes se trouvaient plusieurs personnages des plus célèbres dans l'Orient par leur

savoir et leur génie; aussi la cour de Delhi fut-elle bientôt réputée la plus polie et la plus magnifique du monde. Tous les philosophes, les poëtes et les théologiens s'assemblaient chaque soir dans le palais du prince Scheheid, l'héritier présomptif; tandis que celui du prince Kera, second fils de l'empereur, était le rendez-vous d'une multitude de musiciens, de danseurs, de bouffons et de faiseurs de contes. L'empereur lui-même, dans sa passion pour la magnificence, donnait à ses omrahs, dans la décoration de ses palais et de ses équipages, l'exemple de la prodigalité et du luxe le plus splendide. Ses éléphants de parade étaient caparaçonnés de pourpre et d'or. Sa garde à cheval, composée de mille nobles tatares revêtus d'éclatantes armures, était montée sur les plus beaux coursiers de Perse, dont les brides étaient d'argent et les selles couvertes de la plus riche broderie. Cinquante valets en superbe livrée précédaient le monarque lorsqu'il sortait de son palais, et couraient devant lui l'épée nue pour annoncer son arrivée et déblayer la route. Pour tenir son armée en haleine, il la menait chasser deux fois par semaine, aux environs de la capitale, dans un rayon de quarante ou cinquante milles, et il avait prévenu par des lois spéciales la destruction du gibier. Les fêtes du Nourouz et d'Ide étaient célébrées, ainsi que l'anniversaire de sa naissance, avec une pompe et une splendeur vraiment prestigieuses. Il se montra néanmoins grand ennemi de la débauche et de la licence, et défendit l'usage du vin sous les peines les plus sévères.

Bien différent en ceci de la plupart de ses prédécesseurs, ce monarque s'attacha moins à étendre ses possessions qu'à les consolider. Lorsque son conseil voulut lui persuader d'entreprendre une expédition contre les royaumes de Gouzerat et de Maloua, qui avaient été réunis au sien par Kattib-ul-Din, mais qui avaient plus tard secoué le joug, Balin s'y refusa à toute force, et donna pour motifs de cette résolution le degré de puissance auquel étaient parvenus les Mogols dans le Nord, puissance telle, dit-il, qu'il lui semblait infiniment plus sage de mettre ses États à l'abri de tels envahisseurs, que de s'affaiblir et de laisser l'empire à leur merci en s'engageant dans des guerres lointaines. Les actes militaires de ce règne se réduisirent donc à des mesures de police et de défense, comme la répression de la rébellion. Les habitants de certains districts insurgés furent punis par leur extermination totale. Une tribu de bandits, connus sous le nom de *Mervats*, qui s'était emparée d'un désert spacieux situé à environ quatre-vingts milles de la capitale, dans la direction des montagnes, avait, durant le cours des règnes précédents, poussé ses incursions dévastatrices jusque sous les murs de Delhi. Dans une expédition envoyée par Balin contre ces effrénés maraudeurs, plus de cent mille d'entre eux furent, dit-on, passés au fil de l'épée; et après que les forêts avoisinant la capitale eurent été ainsi déblayées dans un rayon de cent milles, une ligne de forts fut construite au pied des montagnes, afin de protéger les colons qui s'établirent sur ces terrains. Une insurrection éclatée à Budayoun et à Kuttore, et que le souverain réprima en personne, fut châtiée par le massacre indistinct de plusieurs milliers de personnes habitant ces malheureuses villes. Plus tard, l'armée de Balin consacra deux années à réduire sous le joug la mutine population des montagnes de Jond. Vers 1282, survint une rébellion encore plus formidable. Toghrul, auquel était confié le gouvernement du Bengal, ayant appris la fausse nouvelle de la mort du sultan, fut assez audacieux pour prendre le parasol rouge et tous les autres insignes de la royauté indépendante; détrompé peu après sur cette prétendue mort, il refusa de remplir son mandat et de rentrer dans le devoir. Deux armées impériales envoyées contre lui furent successivement défaites, et ce fut alors que Balin prit le parti de marcher en personne contre son gouverneur rebelle. Sans attendre l'é-

poque des sécheresses, il traversa le Gange et s'avança vers le Bengal à marches forcées, tandis que Toghrul, averti de son approche, se retirait avec tous ses trésors dans Orissa, ville qui marquait la limite de ses conquêtes. Il fut néanmoins atteint par un détachement d'avant-garde des troupes impériales qui parcouraient le pays à la poursuite des fugitifs, et se laissa surprendre dans sa tente par un des officiers de Balin qui, à la tête de quarante hommes, s'était glissé à la dérobée jusqu'au centre du camp ennemi. Grandes furent la confusion et la panique qui s'ensuivirent, et Toghrul fut percé d'une flèche en traversant une rivière. Toute sa famille et ses principaux adhérents furent impitoyablement mis à mort, et, quant aux autres prisonniers, une seule influence put dissuader Balin de les faire tous empaler à son retour à Delhi : ce fut l'intercession des muftis, des kadis et des savants, qui vinrent en corps, au pied du trône, demander la grâce des vaincus. Cette expédition lui coûta trois années. Il laissa au Bengal son fils Kera avec le titre de vice-roi, et lui conféra même à cette occasion les insignes de la royauté. A la mort de son fils aîné Mahommed, homme accompli de tous points, il envoya chercher Kera, qu'il avait désigné comme son successeur; mais ce dernier paraît avoir préféré la tranquille possession du royaume de Bengal à celle d'un empire si précaire : il refusa de rester à la cour de son père. Balin qui, à cette époque, était déjà très-vieux, conçut un vif chagrin de cette résolution, et expira peu de temps après, en 1288, après un règne de vingt-deux ans.

Son petit-fils, Moaz-ul-din-kaï-kobad, fut alors élevé au trône; mais c'était un prince faible et dissolu, qui se laissa entièrement gouverner par un adroit vizir. En vain son père, le souverain du Bengal, essaya de le mettre en garde contre les artifices de son ministre; lorsque Moaz-ul-din chercha à revenir sur ses pas, il était déjà trop tard. Frappé de paralysie, il fut renversé du trône et bientôt égorgé, après un règne de moins de trois ans. Son jeune fils, après avoir été roi pour la forme pendant un court espace de temps, partagea le sort de son père, et le trône fut alors usurpé par Ferose, Afghan de la tribu de Chilligi ou de Khulji, qui prit le nom de Dellal-ul-Din.

Ce souverain avait soixante et dix ans lorsqu'il monta sur le *masnad*. On cite, comme preuve de son amour pour la simplicité, le changement du rouge au blanc qu'il fit subir à la couleur du parasol royal. Suspectant la loyauté des habitants de Delhi, il transféra sa résidence à Kilogurry, qu'il fortifia et orna de jardins; l'exemple du souverain ne tarda point à être suivi par les omrahs, qui élevèrent des palais autour de cette ville, de sorte que Kilogurry fut bientôt considérée comme une nouvelle capitale. La sagesse, la justice et la douceur de Ferose lui concilièrent peu à peu l'estime de tous ses sujets, excepté toutefois celle des omrahs de sa tribu, auxquels sa clémence envers différents chefs rebelles avait donné beaucoup d'ombrage. « Je suis vieux, » dit l'empereur, alors qu'on le pressait de sévir sur les traîtres, « et je veux descendre au tombeau sans répandre de sang. » Toutefois, son humaine mais faible politique multiplia les insurrections; des bandes de voleurs infestèrent toutes les routes, et l'on vit pulluler tous les genres de crimes; il n'y avait plus de sécurité publique, et les gouverneurs des provinces frustraient effrontément le trésor impérial des revenus qu'ils percevaient. Bien qu'il eût usurpé le trône, Ferose était en vérité digne d'un meilleur sort. Dans la huitième année de son règne, Allah, son neveu et son gendre, au retour d'une incursion dévastatrice dans le Deccan, conspira bassement contre le vieillard, qui n'était pas seulement son souverain, mais son bienfaiteur; et, l'ayant égorgé, s'empara du pouvoir en 1295.

Le règne de cet habile mais exécrable monarque, qui dura vingt années, fut une brillante période dans les annales de la monarchie delhienne,

car il fut le premier qui étendit les conquêtes mahométanes jusqu'aux royaumes du Deccan. Dans sa première expédition (celle qui vient d'être rappelée et qu'il entreprit en 1292, avec l'assentiment du vieil empereur), il s'empara par surprise de la ville de Deoghar (dans l'Aurungabad), capitale de Ram-deo-radja, et ramena ses troupes chargées de trésors incalculables, à travers des territoires ennemis, jusqu'à Delhi où il consomma son audacieux exploit par le meurtre de l'empereur et l'usurpation du trône. L'historique qui nous a été laissé de cette campagne extraordinaire, a tout le caractère du roman. Allah, nous dit un écrivain indigène, quitta Gurrah, le siége de son gouvernement, avec huit mille cavaliers d'élite, sous le prétexte d'une partie de chasse. Traversant ensuite les territoires d'un grand nombre de petits radjas, il évita tout conflit avec eux, en donnant à entendre que, dégoûté du service de l'empereur, il venait de quitter sa cour et s'en allait de ce pas offrir ses services au radja du Telingâna, qui était à cette époque le plus puissant monarque du Deccan. Après deux mois de marche, il atteignit, sans avoir rencontré d'opposition sérieuse, Élichpour, d'où, changeant tout à coup la direction de sa route, il décampa de nuit; au bout de deux jours, il surprit Ram-deo dans sa capitale, où il s'introduisit après un combat de peu de durée, contraignant le radja à se retirer dans la citadelle. Il investit immédiatement ce fort, en ayant soin de répandre qu'il n'avait auprès de lui que l'avant-garde de l'armée impériale, laquelle ne tarderait point elle-même de faire son apparition. Cette fausse nouvelle ayant frappé d'une terreur profonde tous les radjas des environs, ils ne songèrent plus qu'à la défense de leurs propres États, et Allah put accomplir sans être inquiété son œuvre de pillage.

Étant plus tard entré en arrangement avec le radja, qui restait enfermé dans la citadelle, il se disposait à évacuer la ville en emportant le butin qu'il y avait recueilli, lorsque le fils de Ram-deo accourut au secours de cette place, à la tête d'une nombreuse armée. Refusant d'observer le traité imposé à son père, le jeune prince exigea de l'envahisseur, pour prix de son propre salut, la restitution de toutes les richesses dont il venait de s'emparer. Une bataille s'ensuivit, et les troupes d'Allah, accablées par le nombre, commençaient à lâcher pied, lorsque, par une de ces circonstances imprévues qui ont si souvent décidé du destin des batailles et de celui des empires en Orient, la chance tourna en faveur des troupes mahométanes. Allah avait laissé autour de la citadelle un détachement de mille chevaux; or, informé par le rapport de ses coureurs de la situation des choses, le commandant de ce corps s'élança au galop sur le champ de bataille; le nuage de poussière que souleva cette course, dissimulant le petit nombre des cavaliers qui le suivaient, le bruit se répandit dans l'armée ennemie que celle des Tatares allait fondre sur elle. Une terreur panique et une complète débandade furent la conséquence de cette fausse alerte, et Allah fit en vainqueur sa rentrée dans la ville, où de sanglantes exécutions expièrent le manque de foi commis à son égard. Enfin il consentit à évacuer le pays, moyennant six cents *maunds* de pur or, sept de perles, deux de diamants et autres pierres précieuses, mille *maunds* d'argent, quatre mille pièces de soie et beaucoup d'autres objets d'une valeur au-dessus de toute croyance. Il opéra sa retraite par les territoires de Berar, de Gundouana, de Khandeish et de Maloua, à travers lesquels il sut s'ouvrir un passage, bien que surveillé par des armées ennemies et parfois exposé à leurs attaques capricieuses autant qu'irrésolues. Assurément, l'histoire ne nous retrace qu'un petit nombre d'exploits comparables à celui-ci, soit pour l'audace de l'entreprise, soit pour l'heureuse fortune qui présida à son accomplissement.

Peu de temps après l'usurpation d'Allah, on vint lui annoncer que le roi de Transoxiane avait envoyé, à la conquête du Pendjab et du Moultan,

une armée de cent mille Mogols qui sur sa route mettait tout à feu et à sang. Il envoya aussitôt pour la repousser son frère Élich avec des forces considérables. Les deux armées se rencontrèrent dans le district de Lahore, et les Mogols furent mis en fuite, laissant douze mille d'entre eux sur le champ de bataille. L'année suivante, toutefois, ils rentrèrent dans l'Inde en nombre encore plus imposant, et, chassant tout devant eux, parvinrent jusqu'aux plaines de Delhi. Allah marcha alors en personne contre l'ennemi, à la tête de trente mille cavaliers, de deux mille-sept cents éléphants et d'une infanterie innombrable. « Depuis le jour, » dit Ferishta, « où les lances de l'Islam avaient été plantées pour la première fois sur la terre d'Indoustan, jamais on n'avait vu deux armées aussi formidables. » L'armée impériale remporta une victoire complète, due principalement au général qui commandait l'aile droite, et qui s'étant trop avancé à la poursuite de l'ennemi, fut enveloppé et tué. On dit qu'Allah poursuivit les fuyards, et continua le carnage sur une étendue de trente milles.

Dans l'année 1300, les généraux d'Allah conquirent le Gouzerat, dont ils ravagèrent le territoire et prirent la capitale, nommée Neherwala. Ayant abandonné cette ville à leur approche, le radja se réfugia dans les États du roi de Deoghar; mais ses femmes, sa famille, ses éléphants et son trésor tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Le vizir d'Allah marcha alors, à tête d'une partie de l'armée, sur la ville de Cambaat (Cambay), laquelle « étant remplie de marchands, offrit des trésors prodigieux à la rapacité de ces cruels et avides conquérants. »

Environ deux années après ces opérations, Allah assiégea et vint à bout de prendre Rantampore, ville fortifiée de l'Adjmir, et dont il fit passer au fil de l'épée le radja Amir Deo, ainsi que sa famille et la garnison de la place. En 1303, il prit, après un siége de six mois, la forteresse de Chitore, dont il conféra le gouvernement avec la dignité royale à son fils Khyzer, et qui devint la capitale du territoire de ce dernier. A peu près dans le même temps, il envoya par la voie du Bengal une armée expéditionnaire contre le fort d'Arinkil (ou Warangol, dans l'Hyderabad), qui était l'une des possessions, sinon la capitale, du radja de Telingâna ou d'Andra; mais cette entreprise échoua et les troupes mahométanes furent repoussées avec perte. Tandis que l'armée était ainsi engagée, les Mogols reparurent aux portes de Delhi, et ils menaçaient depuis deux mois la très-faible garnison chargée de la défense de cette capitale, lorsqu'ils opérèrent tout à coup une retraite précipitée vers leur propre pays, sous l'influence de causes qui sont restées inconnues, et où plusieurs auteurs ont même voulu voir une intervention surnaturelle. Cette incursion fut renouvelée par eux l'année suivante; mais ils furent battus dans le Pendjab et essuyèrent une perte de sept mille hommes. Leurs chefs, chargés de chaînes, furent conduits à Delhi pour y être foulés aux pieds des éléphants. Jaloux de venger leur mort, le souverain du *Mavcr-ul-nahr* réunit de nouveau, en 1305, une imposante armée qui, après avoir ravagé le Moultan, pénétra dans le Servanlik; mais là elle fut rejointe par le vice-roi d'Allah, qui la battit et en fit un grand carnage. Ceux d'entre les soldats mogols qu'épargna le glaive tatare, périrent dans le désert ou furent emmenés à Delhi pour y subir une mort bien plus cruelle. Ces pertes réitérées ne décourageaient pas néanmoins les Mogols qui, peu de temps après, réenvahirent l'Indoustan en nombre considérable, et furent encore battus par Tughlik, vice-roi du Pendjab, qui envoya à Delhi plusieurs milliers de prisonniers pour y être écrasés sous le pied des éléphants. L'Indoustan se trouva alors affranchi pour longtemps de leurs incursions, et Tughlik prit sa revanche en se livrant à des incursions annuelles dans les provinces de Caboul, de Ghazna et de Candahar, sur

lesquelles il frappa d'énormes contributions.

Au commencement de l'année 1306, Ram-deo, radja de Deoghar, ayant omis d'envoyer le tribut qu'il s'était engagé à payer au souverain de Delhi, Allah chargea son général de prédilection, Kafour, d'aller, à la tête de forces imposantes, faire exécuter le traité. Ram-deo, n'étant pas en mesure de tenir tête à une pareille armée, laissa prudemment son fils Sinjol-deo en possession de sa forteresse, et se rendit lui-même au-devant de Kafour avec de riches présents qu'il lui offrit, afin de se le concilier et d'obtenir de lui la paix dont il avait besoin. Un traité amiable fut en effet conclu, et le monarque indien accompagna Kafour jusqu'à Delhi, dans l'intention d'y faire sa soumission à l'empereur, qui l'accueillit avec les plus hautes marques de distinction et de faveur. Non-seulement Ram-deo fut confirmé dans la possession de ses propres États, mais il fut encore investi du gouvernement de plusieurs autres districts, pour lesquels il rendit hommage à Allah, et reçut le titre de *radj-radjan*, prince des princes. L'empereur usa de plus envers lui d'une générosité humiliante, en lui faisant donner un lac de roupies, « pour les frais de son retour. »

En 1309, il envoya Kafour dans le Deccan, avec mission d'y soumettre le Telingâna. Ce dernier suivit la route de Deoghar, où il reçut de Ram-deo une hospitalité somptueuse. En apprenant que Kafour menaçait ses frontières, Lidder - deo, prince d'Arikil, qui n'avait pas eu le temps de se préparer à combattre un pareil ennemi, se renferma dans sa forteresse, et tous les autres radjas, ses alliés, imitèrent cet exemple en se réfugiant dans les forts qui ceignaient la contrée. Après un siége de plusieurs mois, Arikil fut pris d'assaut, moins toutefois la citadelle, et le radja s'estima heureux d'acheter la paix au prix du sacrifice de trois cents éléphants, de sept mille chevaux, de numéraire et de joyaux pour une valeur considérable, outre l'engagement qu'il prit de payer à Allah un tribut annuel. L'année suivante, Kafour reprit le cours de ses conquêtes, ayant reçu pour instructions de soumettre le Dhour, le Summund et le Maber. Après trois mois de marche, il arriva dans les contrées qu'il avait pour mission de conquérir, et commença à les dévaster. Là, il fut joint par Bellal-deo, souverain du Carnatique, qu'il battit et fit prisonnier. Les musulmans trouvèrent dans les temples de ce royaume un butin prodigieux, tant en idoles d'or ornées de pierres précieuses, qu'en autres objets de valeur. Kafour bâtit dans la capitale de cet État une petite mosquée où il fit célébrer le service divin conformément à la foi mahométane, et prononcer la *khatba* au nom de l'empereur. Las enfin des scènes de pillage et de désolation qu'il avait sous les yeux, il tourna vers Delhi les pointes de ses lances, et, de retour dans cette ville, présenta à son maître trois cent douze éléphants, vingt mille chevaux, quatre-vingt-seize mille *maunds* d'or, plusieurs coffres remplis de joyaux et de perles, et beaucoup d'autres objets précieux d'une valeur incalculable. On raconte que, pendant cette expédition, les soldats regorgeaient d'or au point de rejeter l'argent comme d'un transport trop difficile. Suivant le rapport de ces aventuriers, personne, dans le pays qu'ils venaient de parcourir, ne portait de bracelets, de bagues ou de chaînes d'autre métal; toute la vaisselle dont on se servait dans les maisons des grands, comme dans l'intérieur des temples, était d'or battu, et l'on ne voyait aucune monnaie d'argent en circulation. Allah, voyant ce trésor, fut tellement charmé qu'il « ouvrit toutes grandes les portes de sa bonté, » et fit de libérales distributions de ses nouvelles richesses aux omrahs de sa cour, à ses serviteurs et aux savants, en proportion de leur rang et de leur qualité.

Peu de temps après l'arrivée de tout ce butin, Allah, égaré par la prospérité, ouvrit son âme à l'orgueil et se rendit odieux par sa tyrannie. Quel-

ques-uns des renégats mogols de son armée ayant encouru sa disgrâce, il les fit tous licencier, et quantité de ces infortunés restèrent à Delhi dans la misère la plus affreuse. Ainsi poussés au désespoir, plusieurs d'entre eux entrèrent dans une conspiration contre les jours du roi. Le complot ayant été découvert, Allah ordonna que tout le corps des Mogols, sans distinction ni exception, fût passé au fil de l'épée, et quinze mille d'entre ces malheureux furent égorgés en un jour dans les rues de la capitale; leurs femmes et leurs enfants furent réduits en esclavage.

Jusqu'à cette époque néanmoins, et si l'on en excepte les actes de cruauté qui avaient signalé le commencement de son règne, Allah s'était conduit avec sagacité et modération. On remarque en effet trois phases caractéristiques bien distinctes dans l'histoire de cet homme vraiment extraordinaire, et on a peine à concevoir que les qualités et les actions contraires qui lui sont attribuées aient pu être le lot d'un seul individu. Avant son avénement, il ne nous apparaît que comme un aventurier farouche, un maraudeur audacieux, immoral, mais un enfant gâté de la fortune, un traître bas et ingrat. Pour faire accepter son usurpation du peuple de Delhi, il donna des fêtes splendides et des encouragements à tous les genres d'excès et de débauches. Il avisa alors à faire disparaître les descendants de son prédécesseur. Son caractère à cette époque semblait être un mélange de cruauté, de licence hors nature et de l'ambition la plus folle. Bien qu'il ne sût ni lire ni écrire, un des plans favoris qu'il formait après boire était celui d'ériger une nouvelle religion qui lui donnât des titres à la vénération de la postérité et l'égalât à Mohammed. Un autre de ses projets consistait à placer l'Inde sous le gouvernement d'un viceroi, et à entreprendre lui-même, comme le grand Secander (Alexandre), la conquête du monde. Pénétré de cette idée, il prit le titre de Secander sani (Alexandre second), qu'il fit graver sur les monnaies de son empire. Il délaissa toutefois ces projets insensés, d'après le loyal et sage conseil du principal magistrat de Delhi, qui n'avait pas hésité à risquer sa vie pour tâcher de ramener son souverain à un sentiment plus juste de ses devoirs. Contrairement à l'attente de son vieux conseiller, l'empereur fit à ses remontrances un accueil favorable et récompensa largement sa courageuse fidélité.

Allah, peu de temps après, se reposait, environné d'une suite peu nombreuse, des fatigues d'une partie de chasse, lorsque son beau-frère Akit eut tout à coup l'idée de le tuer, comme ce dernier avait tué son prédécesseur, et de le remplacer sur le trône. Il n'eut pas de peine à obtenir pour l'exécution de ce projet l'assistance de quelques complices, et, soudain assailli par une grêle de flèches, Allah tomba à terre, où il fut laissé pour mort. Akit se disposait à lui couper la tête, lorsqu'un de ses affidés lui fit observer que c'était là une peine complétement inutile, attendu que l'empereur avait déjà rendu le dernier soupir. A cette nouvelle, un grand désordre s'éleva dans les rangs de l'armée; mais Akit prit sans opposition les insignes de la royauté, et son nom fut tout aussitôt proclamé dans la Khatba. Cependant Allah avait recouvré ses sens, et, s'étant fait panser de ses blessures, il était venu à bout de remonter à cheval. D'après le sage conseil de l'un de ses officiers, il s'empressa de déployer le parasol blanc dont Akit avait négligé de s'emparer, et à l'ombre duquel il s'offrit tout à coup sur une éminence à la vue de toute l'armée. L'usurpateur se vit aussitôt abandonné de tous. Saisi d'épouvante, il chercha son salut dans la fuite; mais un détachement de cavalerie, lancé à sa poursuite, ne tarda point à rapporter sa tête au souverain.

Lorsqu'il se vit guéri de ses blessures, l'empereur marcha sur Rantampore, et commença le siége de cette place. Les gouverneurs de Badayoun et d'Oude, tous deux neveux d'Allah,

profitèrent de son absence pour lever l'étendard de la révolte; mais ils furent successivement battus, faits prisonniers et dirigés sur le camp royal, où ils périrent dans les tortures. Une troisième conspiration éclata dans la capitale, et cette fois ce fut un parent de l'empereur Altumsh, qui fut porté sur le trône. Cette nouvelle insurrection fut étouffée comme les précédentes, et tous ceux qui y avaient trempé, ou que l'appât de leurs richesses fit accuser de ce crime, furent impitoyablement mis à mort.

Il paraît toutefois que ces conspirations et ces révoltes répétées produisirent sur l'esprit et la conduite d'Allah un effet salutaire, car, ayant réuni ses omrahs en conseil, il leur demanda leur avis sur le meilleur moyen de prévenir le retour de semblables désordres. Après avoir prêté l'oreille à leurs représentations, il résolut de suivre une nouvelle ligne politique, et c'est alors qu'on le vit se transformer de nouveau. « Il s'appliqua », dit le traducteur de Ferishta, « à exercer un contrôle sévère sur l'administration de la justice; à redresser les torts et à examiner de près le caractère soit public, soit privé, de tous les hauts personnages qui se trouvaient dans son empire. Il voulut connaître les plus secrets entretiens de toutes les familles notables que renfermait la capitale, et les détails de tout ce qui se passait dans les provinces les plus éloignées. Il fit exécuter les arrêts de justice avec tant de rigueur et de sévérité, que bientôt dans le pays personne n'entendit plus parler de vol ni de brigandage, crimes naguère si fréquents. Le voyageur put suivre les grandes routes en toute sécurité, et le marchand transporter sans crainte les objets de son commerce de la mer du Bengal aux montagnes du Caboul, et du Telingana à Cachemir. Il publia un édit contre l'usage du vin et des liqueurs fortes, qu'il défendit sous peine de mort. Lui-même donna à ses sujets l'exemple de la sobriété, et fit vider ses caves dans la rue. Il fut imité sur ce point par toutes les classes de la population, et, pendant plusieurs jours, les égouts furent inondés de vin. La plupart des autres souverains avaient abandonné au cours habituel de la justice la presque totalité des affaires, se réservant tout au plus celles qui intéressaient directement l'État; Allah voulut descendre dans les plus menus détails de l'administration. Il avait coutume de dire que la religion n'avait aucun rapport avec le gouvernement civil, qu'elle était seulement l'affaire essentielle et la consolation de la vie privée; que la volonté d'un prince sage était bien préférable aux sentiments variables d'une ou plusieurs assemblées. Il sentit à tel point les inconvénients de l'ignorance profonde contre laquelle il avait à lutter, qu'il se mit à l'étude, et, malgré les difficultés qui hérissent l'écriture persane, parvint en peu de temps à déchiffrer toutes sortes de documents écrits dans cette langue, dont il ne tarda pas à se rendre familiers tous les meilleurs auteurs. Ayant fait d'assez grands progrès pour pouvoir prendre part aux débats scientifiques, il encouragea la littérature et traita avec une distinction marquée les hommes de mérite qui vivaient sous son règne.

« Jamais l'empire n'avait été aussi florissant que sous son administration. La justice et le bon ordre s'en allaient régenter jusqu'aux provinces les plus lointaines, et la magnificence étendait ses splendeurs sur toute la contrée. Palais, mosquées, universités, bains, forteresses, toute espèce d'édifices soit publics, soit privés, s'élevaient comme par enchantement, et jamais à aucune époque on n'avait vu pareil concours d'hommes érudits ou lettrés. Trente-cinq savants étaient attachés comme professeurs aux universités de l'empire. » Telle fut en somme l'heureuse persévérance d'Allah dans tout ce qu'il entreprit, que la superstition du siècle attribua ses succès à un pouvoir surnaturel.

Quelques-unes de ses mesures fiscales et de ses lois somptuaires étaient aussi contraires aux règles d'une politique éclairée qu'à celles de

la justice. Sous le rigide système de police qu'il avait établi à l'usage de la capitale, les relations sociales se trouvaient entravées par les plus brutales et les plus onéreuses contraintes. La richesse était traitée comme un crime; les amendes et les confiscations frappaient sans distinction les Musulmans et les Indous, suivant le bon plaisir du prince; le prix des marchandises était assujetti aux taxes les plus arbitraires, et la loi se résumait dans la volonté de l'empereur. Si l'on fait néanmoins la part des circonstances difficiles où se trouvait placé Allah, de la grossièreté de l'époque, des idées mahométanes en matière de gouvernement, et des nécessités qu'entraîne le despotisme, on reconnaîtra que ces mesures, toutes tyranniques et impolitiques qu'elles puissent être, n'enlèvent point à Allah-el-Din le mérite d'avoir été un administrateur habile, et de s'être élevé, sous certains points de vue, jusqu'à la grandeur morale.

Les historiens nous le montrent cependant, dans la dernière partie de son règne, adoptant follement toutes les mesures propres à renverser l'imposant édifice qu'il avait construit de ses mains. C'est ainsi qu'on le vit se dessaisir entièrement des rênes de l'administration, pour les remettre à son général Kafour, qu'il assistait aveuglément dans la perpétration des actes les plus impolitiques et les plus tyranniques. Cette conduite eut pour résultat d'éloigner de lui les omrahs et d'exciter la jalousie du prince Khyzer, héritier présomptif du trône. La santé de l'empereur commençait aussi à décliner, affaiblie qu'elle était par ses intempérances, et il devint la proie de ces inquiétudes sombres et anormales qui assiégent d'ordinaire les despotes à la fin de leur carrière. En 1312, Kafour était entré dans le Deccan pour la quatrième fois, afin d'y recevoir le tribut du souverain de Telingana et d'y châtier le nouveau radja de Deoghar, qui avait annoncé l'intention de se rendre indépendant. Kafour le fit mettre à mort et envahit tous les territoires voisins; mais, au milieu de cette expédition, il fut rappelé à Delhi pour déjouer les intrigues dont le soupçonneux Allah se croyait menacé. A son instigation, le prince Khyzer fut emprisonné, ainsi que son frère et sa mère, et Alip Khan, gouverneur du Gouzerat, subit le dernier supplice. La conséquence de cette mesure de rigueur fut la révolte de cette dernière province. Vers le même temps, le gouverneur de Chitore dans l'Adjmir se proclama indépendant, et Hirpaldeo, gendre de Ram-deo, appelant le Deccan aux armes, fit prisonnières un certain nombre de garnisons impériales. La colère et le chagrin qu'Allah éprouva de ces revers hâtèrent le progrès de la maladie qui minait sa constitution affaiblie, et il expira en 1316, « non sans imputer à l'infâme qu'il avait tiré de la poussière pour l'élever au faîte de la puissance, le soupçon d'avoir hâté la fin de ses jours, en lui administrant un poison homicide. »

A la mort d'Allah-el-Din, Omar, son plus jeune fils, alors âgé de sept ans, fut élevé au trône sous le titre de Schabah-el-Din; Kafour se déclara régent. Le premier acte de ce dernier fut de priver de la vue l'héritier légitime du trône et de mettre son frère en prison comme lui; il donna ensuite des ordres pour faire assassiner le prince Moubarek, autre fils du dernier empereur. Les meurtriers ayant été gagnés, cette mission ne fut pas remplie, et Kafour fut lui-même victime d'une conspiration, trente-cinq jours après la mort de son maître. Le nom et le règne de Moubarek (Kattab-el-din-Moubarek-Schah), qui monta alors sur le trône, sont trop infâmes, dit Ferishta, pour mériter d'être rappelés. Le caractère de ce prince était souillé par tous les vices qui puissent corrompre l'humaine nature; assassiné par le détestable mignon qui avait pris sur lui un ascendant sans bornes, il reçut le prix de son infamie, après un règne de moins de cinq années. Ce traître, dont le nom originaire, Hassan, avait été échangé pour celui de Khassah ou de Khousrou-Khan, monta alors sur le trône, sous celui de Nassir-el-Din,

et commença par se défaire de tous les membres de la famille d'Allah qui survivaient encore. Peu de temps après, Ghazi-el-Mallek, gouverneur de Lahore, leva l'étendard de la révolte, et ayant mis l'usurpateur à mort, fut élevé au pouvoir suprême par le suffrage unanime des omrahs, sous la dénomination de Ghiar-el-Din-Toghlik-Schah. L'histoire nous le signale comme un souverain vertueux et magnanime; mais son règne fut coupé court, dans sa cinquième année, par la chute d'un plancher qui s'écroula sur lui dans un palais provisoire que lui avait préparé son fils, lequel, dit-on, usa de cet expédient pour se frayer un chemin au trône, sans encourir l'odieux du parricide.

Le sultan Mahommed III régna vingt-sept ans, durant lesquels, dit le colonel Dow, « il semble n'avoir employé des talents peu ordinaires qu'à se faire détester de Dieu et craindre ou abhorrer de toute l'espèce humaine. » L'empire Patan (titre donné à celui de Delhi sous ces dynasties mahométanes) déclina rapidement sous le gouvernement impolitique de ce prince. Après avoir passé à diverses reprises de l'état de soumission à celui d'indépendance temporaire, les provinces du sud et de l'est s'affranchirent définitivement du souverain de Delhi, dont le territoire fut réduit désormais aux limites d'où l'avaient fait sortir les conquêtes d'Allah-el-Din. La première partie du règne de Mahommed promettait un meilleur avenir. Les généraux avaient non-seulement étouffé la révolte dans les provinces conquises, mais, en portant les armes mahométanes au delà des limites atteintes jusqu'à ce jour dans le sud, étendu la domination de l'empereur sur toute la surface du Deccan et d'une mer à l'autre. Mais les troubles qui ne tardèrent point à agiter l'empire, permirent à ces contrées de secouer bientôt le joug. Ces dissensions intestines eurent pour principales causes l'énormité des impôts qui, sous ce règne, furent triplés dans plusieurs provinces; la substitution, rendue obligatoire par un décret public, de la monnaie de cuivre aux espèces d'argent; la levée de trois cent soixante-dix mille cavaliers pour la conquête du Khorassan et du Mavar-ul-Nahr; l'envoi de cent mille autres cavaliers à celle du pays de montagnes situé entre l'Inde et la Chine, et où la presque totalité de cette armée tomba victime du fer ennemi, des maladies ou de la famine; enfin, le cruel massacre d'une multitude de Mahométans et d'Indous, en différentes occasions et dans diverses parties de l'empire.

Le fait le plus remarquable de ce malheureux règne fut l'abandon temporaire de Delhi. En 1338, Mahommed était entré en campagne, dans l'intention de châtier les insurgés du Deccan; en arrivant à Deoghar, il fut tellement frappé du site et de la forte position de cette place, qu'il se détermina à en faire sa capitale. La majorité des nobles opina, dit-on, pour qu'on lui préférât Oudjein. L'empereur, toutefois, s'arrêta à son projet, et donna des ordres pour que la population de Delhi eût à se transporter immédiatement, avec ses meubles et ses troupeaux, dans la ville de Deoghar, qui reçut alors le nom de Dowletabad, l'heureuse cité. Tous ceux qui n'avaient pas l'argent nécessaire pour effectuer un voyage de sept cent cinquante milles furent défrayés pendant la route aux dépens du trésor public. Cette mesure arbitraire porta un coup funeste à la prospérité de l'empire; mais l'ordre de l'empereur fut strictement exécuté, et l'ancienne capitale complétement abandonnée. Deux ans après, une rébellion, éclatée dans le Moultan, força l'empereur à s'avancer dans le voisinage de Delhi; à la vue de leurs plaines natales, toutes les troupes qu'il avait contraintes à émigrer dans la ville de Dowletabad, commencèrent à l'abandonner et à se disperser dans les bois. Pour prévenir les conséquences de cette désertion, il prit le parti de fixer pour deux autres années sa résidence à Delhi. Ce laps de temps écoulé, il s'éloigna une seconde fois, traînant toute la ville à sa suite,

et se dirigea vers le Deccan, abandonnant sa noble capitale aux oiseaux de nuit et aux bêtes sauvages du désert. Cependant, la colonie de Dowletabad, sans habitations, dépourvue d'industrie, se vit bientôt réduite à la dernière détresse, et force fut enfin à l'empereur de renoncer à son projet absurde, en permettant à tous ceux qui voudraient quitter Dowletabad de s'en retourner à Delhi. Des milliers d'habitants profitèrent de cette latitude; beaucoup périrent de besoin pendant la route, et ceux qui atteignirent le but de ce voyage s'y virent en proie à une famine horrible, résultat d'une sécheresse tout à fait extraordinaire; en sorte qu'à la fin, cette malheureuse population dut se résigner à abandonner une troisième fois Delhi, pour aller se fixer sur les fertiles bords du Gange.

Vers le même temps se répandit, dans les provinces du sud, le bruit que les mahométans, devenus très-nombreux dans cette partie de l'empire, avaient formé le projet d'exterminer tous les Indous. L'insurrection générale des indigènes, sous le commandement des radjas confédérés du Telingana et du Carnatique, fut le résultat de cette rumeur, et, au bout de quelques mois, Dowletabad se trouva être la seule possession du Deccan qui fût restée soumise au souverain de Delhi. D'autres désastres s'ensuivirent, et le monarque désespéré commençait, mais trop tard, à se repentir de sa tyrannie, lorsqu'une fièvre l'enleva, en 1351, sur la route de Tatta à l'Indus. Firouse III, neveu de l'empereur Ghiar-el-Din ( Toghlik ), fut alors élevé au trône par les omrahs.

Le règne prolongé de ce monarque pacifique, mais animé de l'amour du bien public, rendit quelque prospérité à l'empire épuisé et démembré par son prédécesseur. S'il ne fut pas grand homme de guerre, il était doué du moins des qualités désirables pour gouverner un peuple en paix, et il laissa de nombreux monuments de sa sage munificence. On prétend qu'il éleva quarante mosquées, trente écoles, vingt caravansérails, cinq hôpitaux, cent palais, dix établissements de bains, cent tombeaux et autant de ponts, sans parler de cinquante grandes écluses ou canaux, de cent cinquante puits et d'innombrables jardins de plaisance. Il construisit la ville de Firouzabad, adjacente à Delhi. En 1349, il réunit, par un canal de cent milles de longueur, le Satledje avec le Jidjer; et, en 1351, il fit pratiquer une saignée au lit de la Djamna, qu'il divisa en sept bras, dont l'un fut amené à Hassi ( ou Hansi ), et de là à Hissar-Firouzabad. En 1357, il employa cinquante mille travailleurs au percement d'une colline, à l'effet d'amener, par un chenal artificiel, un courant destiné à l'irrigation des districts arides de Sirhind et de Munsurpour, et il creusa ensuite un autre canal pour lier le Caggar au Kerah. Tous ces travaux d'utilité publique furent pour le pays d'un immense avantage, en ce qu'ils lui valurent la fertilisation de terres nues et incultes et une précieuse répartition des eaux.

Le Bengal et le Béhar devinrent à peu près indépendants de l'empire, sous le règne de Firouse III, auquel ils se bornèrent à payer annuellement un tribut peu considérable. Firouse n'exigea pas d'autre acte de soumission des princes du Deccan, et ces deux grandes annexes de l'empire en furent dès lors retranchées. La plus grande tache qui souille le caractère de ce prince est l'inhumanité dont il usa envers les habitants de Kumaoun. Les princes de ce pays ayant donné asile à un criminel qui avait assassiné le gouverneur de Badayoun, Firouse expédia contre eux un corps d'armée, et trente mille de ces malheureux montagnards se virent arrachés de leur pays natal et réduits en esclavage. Il prit ensuite l'habitude de faire chaque année une expédition dans cette contrée, sous prétexte de chasse, et, insensiblement, les habitants de tous les districts dont elle se composait furent taillés en pièces ou chassés, de telle sorte que ces montagnes se transformèrent bientôt en une vaste solitude. Pressé par

les infirmités de l'âge, Firouse abdiqua le trône en 1386, en faveur de son fils Mahommed; mais il dut y remonter presque aussitôt après, lors de l'expulsion de ce prince par les omrahs mécontents de son administration, et sur l'avis desquels il confia les rênes du gouvernement à son petit-fils Toghlik. En 1387, il expira, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, après un règne de trente-neuf.

Toghlik II, prince faible et dissolu, fut arraché du trône par un assassinat, après avoir régné cinq mois. Aboubeker, son frère, fut alors élevé aux honneurs de la royauté, dont il jouit un an et demi. Après ce terme, il fut contraint de la céder à son oncle Mahommed, lequel, après une lutte acharnée, ressaisit enfin ce sceptre qu'il avait tenu en main du vivant de son père. Après un règne agité qui dura six ans et demi, il eut pour successeur son fils Humaïoun (Allah-el-Din Secander), qu'une maladie enleva au bout de quarante-cinq jours, et que remplaça Mahmoud III, autre fils de Mahommed. Peu de temps après, une faction hostile lui opposa un rival dans la personne du prince Nuscrit, petit-fils de Firouse III, et la guerre civile s'engagea. Tout l'empire fut alors la proie de l'anarchie. Armés l'un contre l'autre, les deux rois campèrent quelque temps dans les divers quartiers de la capitale, où des milliers d'hommes étaient enlevés chaque jour par les combats qui se livraient entre les deux partis. Le vizir Ehbal-Khan réussit à la fin à expulser l'un et à dominer l'autre, et les choses étaient dans cet état désespéré, lorsqu'on apprit que Timour venait de passer l'Indus à la tête de quatre-vingt-dix mille Mogols (1398).

L'invasion de l'Inde par cet impitoyable exterminateur fut une incursion plutôt qu'une conquête; car, à peine avait-il parcouru tout le pays jusqu'aux rives du Gange dans une seule campagne, qu'il se retira avec ses hordes aussi soudainement qu'il était apparu, ne laissant derrière lui d'autre monument propre à marquer son expédition ou à perpétuer ses conquêtes, que le silence des déserts faits par lui et la terreur de son nom. Le but primitif de son invasion avait été, on le croit, le désir de porter assistance à son petit-fils Pir Mahommed, qui, après avoir pris Moultan, avait essuyé des revers et se trouvait serré de près par le gouverneur patan de Batneir (Bhatnir, le Battenize dont parle Dow). Timour franchit l'Indus au mois de septembre, et marcha à l'attaque d'un poste fortifié situé dans une île du Behat. Intimidé à son approche, le gouverneur se réfugia de nuit à bord de sa flottille, et la garnison se rendit. Timour descendit alors cette rivière, et, au bout de cinq ou six jours, il atteignit son confluent avec le Chénâb, situé en face du fort de Yelmeny, qui ouvrit ses portes au conquérant. Traversant ensuite le Chénâb, il arriva, le même jour, sur les bords d'une autre rivière (probablement le Ravi), et campa dans les plaines de Tolûmbah; aussitôt il somma les habitants de cette ville de lui solder une contribution de deux laks, pour prix de leur sécurité. Cette somme venait d'être réunie en presque totalité, lorsque les soldats mogols pénétrèrent tumultueusement dans la ville à la recherche des vivres, et se livrèrent presque aussitôt à un pillage général. Les habitants, qui voulurent s'y opposer, furent massacrés sans pitié, et l'on mit le feu à leurs maisons, sauf toutefois à celles des *Seydes*, qui furent *religieusement* exceptées de l'incendie. Le jour suivant, Timour se dirigea vers les rives de la Beyah, où il trouva établi, dans une forte position au milieu des marais, un détachement de Ghiekres (ou Gangres), qu'il tailla presque tous en pièces. A l'issue de ce combat, il prit possession de Schahnawanz, où son armée trouva d'amples provisions de grains, dont elle prit la quantité qui lui était nécessaire, en ayant soin de brûler le reste. Longeant alors la rive droite de la Beyah, il campa de nouveau sur les bords de cette rivière, vis-à-vis la ville de Tendjân, à soixante milles nord-est

de Moultan, où il fut joint par Pir Mahommed. Traversant de là le Satledje (31 octobre), il parcourut les quarante milles qui le séparaient encore de la ville de Ichwâl. Là, confiant ses plus lourds bagages à la garde de deux officiers, il enjoignit à ces derniers de suivre avec le corps d'armée la route de Debalpore au Satledje supérieur, de manière à pouvoir le joindre à Samanah, tandis qu'il se dirigeait en personne, avec toute la vitesse possible, à la tête de dix mille cavaliers d'élite et par une route plus au sud, vers Adjoudin, ville située à trente milles de distance; et de là, en marchant nuit et jour, sur celle de Batneir, dont le séparaient plus de cent milles à parcourir dans le désert.

La forteresse de Batneir nous est représentée comme une place presque imprenable; mais on a prétendu à tort que, jusqu'à cette époque, elle n'était tombée au pouvoir d'aucun conquérant étranger. Son assiette presque inaccessible, dans le voisinage est du désert sablonneux qui s'étend au sud du Satledje, peut avoir contribué à accréditer cette supposition. Batneir était devenu l'asile des habitants d'Adjoudin, de Debalpour et de tous les districts adjacents, et telle fut la multitude refoulée vers ce lieu de refuge par la terrible invasion mogole, que l'enceinte des murs se trouva trop étroite pour contenir tous les fuyards. Un grand nombre de ces malheureux furent réduits à s'abriter, avec les immenses troupeaux qu'ils traînaient à leur suite, sous les remparts et dans les faubourgs de la ville, où ils devinrent la proie immédiate des redoutables visiteurs qui tout à coup parurent devant la place. La ville extérieure, composée de faubourgs fortifiés, fut emportée d'assaut, bien que Timour n'eût avec lui qu'un corps de cavalerie dépourvu de toute artillerie. Le gouverneur Râo Doult-chand (ou Raw Chilligi) montra quelque velléité de défendre le fort intérieur; mais il fut bientôt contraint de chercher son salut dans une capitulation, qui lui fut accordée. Tous ceux qui avaient porté les armes contre Pir Mahommed, et qui avaient cherché un refuge dans la place, furent néanmoins exceptés du bénéfice de ce traité, et cinq cents habitants de Debalpour et d'Adjoudin furent immédiatement mis à mort; leurs femmes et leurs enfants furent réduits en esclavage. Il est à croire que la vengeance de Timour se serait contentée de ce sanglant sacrifice; mais soit qu'un tel massacre fît présager aux habitants de la ville un sort semblable pour eux-mêmes, soit que les exactions oppressives des vainqueurs les eussent poussés au désespoir, ils fermèrent leurs portes au féroce conquérant, qui donna aussitôt l'ordre de les exterminer. Au moment où les soldats de Timour se disposaient à escalader de nouveau les remparts, les radjpouts infidèles (nom que leur donnaient les mahométans) mirent le feu à la ville, et, ayant égorgé leurs femmes et leurs enfants, s'apprêtèrent, dans le paroxysme du désespoir, à vendre chèrement leurs vies les armes à la main. Le combat acharné qui s'engagea au milieu de l'incendie coûta la vie à des milliers de Mogols, et Timour, exaspéré, ne laissa subsister d'autres vestiges de cette cité naguère si populeuse que de tristes monceaux de cendres.

Trois jours après la destruction de Batneir, il marcha sur Kinâr-i-âb-i-haouz (côté de l'étang), et de là vers Sarsatty (ou Saraswatty), situé sur la rivière de ce nom, qu'il atteignit le lendemain. Les habitants de cette ville l'évacuèrent à son approche, mais il les fit poursuivre, et un grand nombre furent taillés en pièces. Pareil sort était réservé aux fugitifs de Fattiabad, où s'arrêta ensuite Timour, et qui était situé à dix-huit kosses nord de Sarsatty. Ahrouny, ville fortifiée, fut peu de temps après saccagée et réduite en cendres; la plupart de ses habitants furent passés au fil de l'épée, et le reste emmené captif, « parce que dans cette multitude il ne s'était pas rencontré un homme d'assez de bon sens et de prudence pour venir au-devant du vainqueur faire un appel

à sa clémence. » Timour entra ensuite dans les jongles, à la recherche des Djats qui infestaient cette contrée, et s'étaient sauvés dans les bois à l'approche du conquérant : deux mille de ces barbares proscrits furent traqués et tués, et leurs familles tombèrent entre les mains de Timour. Ce dernier rejoignit au pont de Koupilah (pont qui, probablement, traversait le Sarsatty) les autres divisions de son armée, qui venaient de mettre à feu et à sang la province de Lahore, et toute la masse des Mogols s'achemina alors vers Delhi, dont elle était encore éloignée de cent milles dans la direction sud-est. Partout les habitants prenaient la fuite à son approche, abandonnant leurs maisons et leurs propriétés à la merci de ces cruels envahisseurs, qui ne laissaient jamais subsister derrière eux aucun être vivant. Assendy, Toghlûkpour et Panipat furent successivement occupés et saccagés par Timour. Afin de se procurer le fourrage nécessaire à sa nombreuse armée, il passa la Djamna et prit d'assaut la ville fortifiée de Louni, dont les habitants furent tous passés au fil de l'épée, à la seule exception des mahométans; quant à la ville, après avoir été mise au pillage, elle fut transformée en un monceau de décombres. Timour longea alors le cours de la Djamna, et vint camper en face de Delhi.

Ce fut pendant la courte suspension d'armes qui précéda le siége de cette capitale, que le féroce Timour, craignant de voir ses prisonniers lui échapper et se joindre à leurs compatriotes, s'il essuyait le moindre revers, donna l'ordre de massacrer tous les captifs idolâtres du sexe masculin, âgés de plus de quinze ans. Suivant les évaluations les plus modérées, cette horrible boucherie ne coûta pas la vie à moins principale était dans une formidable ligne d'éléphants armés en guerre, au nombre de cent vingt, et dont chacun portait une tourelle en bois remplie d'archers et de frondeurs. Peu habitués à un pareil spectacle, les guerriers du Djagataï furent tout d'abord intimidés par ce menaçant aspect; aussi Timour jugea-t-il nécessaire de fortifier son camp à l'aide d'une palissade en claies flanquée par un fossé, au-devant duquel furent placés un certain nombre de buffles.

L'attaque fut commencée par Mahmoud, et il est reconnu que les Indous firent preuve dans ce combat de la valeur la plus désespérée; mais, à la fin, la ligne d'éléphants ayant été rompue, les indigènes en déroute furent repoussés avec un grand carnage jusqu'aux portes de la cité. Dans le cours de la nuit qui suivit cette bataille, le sultan opéra sa retraite sur le Gouzerat, et la ville de Delhi ouvrit ses portes au vainqueur, sous la condition qu'il ferait respecter la vie et la propriété de ses habitants. Peut-être n'était-il pas au pouvoir de Timour de se conformer aux termes de cette capitulation. Quoi qu'il en soit, ses troupes sauvages et indisciplinées se ruèrent par milliers dans la ville, et les Indous, voyant leurs richesses pillées, leurs femmes et leurs filles victimes de la violence la plus brutale, se soulevèrent contre leurs oppresseurs. Un grand nombre mirent le feu à leurs habitations, et se précipitèrent au milieu des flammes avec leurs femmes et leurs enfants. Bientôt la ville entière se trouva être en proie à toutes les horreurs du pillage et du massacre réunis. « Le courage désespéré des malheureux Delhiens, dit le traducteur de Ferishta, s'éteignit à la fin dans les flots de leur propre sang. Jetant au loin leurs armes, ils tendirent eux-mêmes la gorge bétail stu-

étaient au moins dix contre un, et, si toute cette population avait eu des cœurs d'hommes, les Mogols, dispersés dans les rues, les maisons, les recoins de la place, encombrés d'ailleurs par tout le butin qu'ils avaient pris, n'eussent pu résister à la terrible attaque des habitants de Delhi. » Tous ceux de ces derniers qui échappèrent au glaive mogol furent réduits en esclavage. Le dernier des soldats eut vingt esclaves pour lui tout seul; d'autres en eurent jusqu'à cinquante ou soixante, et beaucoup sortirent de la ville avec cent prisonniers, parmi lesquels des femmes et des enfants. Quant à la masse du butin qui fut recueilli par les vainqueurs, tant en joyaux, et particulièrement en diamants et en rubis, qu'en meubles somptueux, en ustensiles d'or et d'argent et autres objets précieux, il serait à peu près impossible, disent les historiens, d'en évaluer le montant. Les plus habiles ouvriers, mécaniciens et artisans de la ville, furent répartis comme esclaves entre les princes du sang « et les dames de la famille impériale qui avaient suivi l'expédition; » d'autres furent envoyés aux branches cadettes de cette famille et aux dames du sang royal qui étaient restées à Samarcand. Timour se réserva toutefois tous les artisans en pierre et en marbre qu'il comptait employer, après son retour dans sa capitale, à la construction d'une *djemma-mesdjid* (grande mosquée), sur le plan de celle de Delhi.

Timour ne passa que deux semaines aux environs de cette capitale, et se rendit de là à Firouzabad, ville située sur la Djamna, à six milles au-dessous de Delhi, où il reçut en signe de soumission, du chef de Koteilah (ou Marvat), deux perroquets blancs qui, depuis le règne du sultan Toghlik, s'étaient transmis dans l'Inde de souverain à souverain et n'avaient pas dès lors moins de soixante et quatorze ans à l'époque dont il s'agit. Il entra ensuite dans le Douab et procéda à l'investissement de Meirta (ou Mirat), situé à cinquante milles nord-nord-est de Delhi, et commandé par un chef afghan qui opposa à Timour la plus vigoureuse résistance. Elle fut toutefois prise d'assaut et la garnison passée, selon l'usage, au fil de l'épée; les femmes et les enfants furent emmenés en captivité. Poursuivant sa marche vers la lisière des montagnes de Servanlik, et marquant partout son passage par le massacre et l'incendie, Timour arriva à Peyrouzpour, sur les rives du Gange. Il traversa ce fleuve avec une partie de son armée, à dix milles en amont de cette place, et se dirigea sur Toghlukpour. Près de cette dernière ville, il fut attaqué par une flottille de bateaux ennemis, et ce ne fut pas sans livrer un combat sérieux qu'il put s'assurer la victoire. Un autre adversaire s'éleva contre lui, avec des forces considérables, dans la personne de Moubarek-Khan, qu'il réussit à mettre en fuite: ce succès lui valut un nouveau et riche butin. A peine quittait-il ce dernier champ de bataille, qu'on lui annonça qu'un autre corps de nombreuses troupes indoues était réuni au pied de la passe de Koupilah. A la tête de cinq cents chevaux seulement, il eut l'audace de s'avancer vers ce formidable ennemi; mais, pour la première fois, il lui fallut tourner le dos et fuir devant ses adversaires. Il fut tiré de cette position critique par l'arrivée d'un nombreux corps mogol, sous les ordres de Pir Mohammed, son petit-fils, à l'aide duquel il battit les Indous en leur faisant essuyer des pertes considérables. Il s'avança alors vers l'une des *Prayags*, ou jonctions des sources de la rivière Sainte, où il trouva les Indous retranchés dans une forte position. Attaqués aussitôt, ces derniers furent taillés en pièces, au dire des historiens mahométans. Il est certain, toutefois, que le zèle de Timour pour l'extermination des adorateurs du Gange fit soudainement place à des réflexions dictées par la prudence. « Considérant que le pays était maintenant délivré du joug impur des ennemis de la vraie foi, et que ses légions victorieuses se trouvaient surchargées d'un immense butin, ce ter-

rible réformateur prit la résolution subite de rebrousser chemin, et le même jour, à l'heure de midi, il repassa le Gange, longea en aval la rive occidentale de ce fleuve, et ne se détermina à prendre ses campements de nuit qu'après une marche de cinq *kosses*.... » Content d'avoir purgé l'empire de Delhi des souillures de l'infidélité et de l'idolâtrie, il adopta le projet définitif de retourner sans plus attendre dans ses propres États, et, à cet effet, il quitta les rives du Gange le 13 janvier 1399, ses opérations sur ce fleuve célèbre ayant été accomplies dans l'espace de quatre jours.

Il suivit alors dans sa marche une direction nord-ouest, par laquelle il se rapprocha de la Djamna supérieure. En entrant dans les défilés des montagnes de Servanlik, il se vit attaqué par un radja indigène, qui, à la tête d'un corps de troupes nombreux, avait pris sur les hauteurs une forte position. A la suite d'un combat sanglant et acharné, les Indous, quoique défaits, ne perdirent point courage. Ils reprirent position dans une épaisse forêt, totalement impénétrable à la cavalerie mogole, et les soldats de Timour durent se frayer un chemin, à la lueur des torches, à travers les fourrés du jongle, durant l'espace de douze *kosses* (environ dix-huit milles); enfin, ils atteignirent la vallée située entre les montagnes de Koukeh et de Servanlik. Les Indous se bornèrent à inquiéter leur retraite, sans essayer de leur tenir tête en plaine. Pendant le mois entier que dura sa marche pénible au milieu des forêts et des montagnes de cette sauvage contrée, on prétend qne Timour livra vingt-sept batailles et emporta sept forteresses.

Enfin, il déboucha dans un riche district de terres fertiles en grains, et, entrant dans la vallée de Jummon, il arriva à la ville de Menon. Les habitants de ce district nous sont représentés comme un peuple de haute taille, de corps robuste et athlétique; leur territoire, en raison des forêts et des collines qui le couvraient, était généralement considéré comme inexpugnable. « Encouragés par cette aide naturelle, les chefs indigènes envoyèrent au fond des montagnes leurs femmes et leurs enfants et, s'adjoignant les plus braves habitants du pays, prirent position sur les sommets les plus inaccessibles, d'où ils ne cessèrent de faire pleuvoir sur les Mogols une grêle de flèches et d'autres projectiles en poussant, pour les insulter, des vociférations sauvages. Timour borna néanmoins sa vengeance au pillage de Menon, parti pour l'adoption duquel il eut sans doute de bonnes raisons; puis, continuant sa retraite, il entra avec ses troupes dans la ville de Jummon, où il trouva des provisions de grains et d'autres subsistances en quantité plus que suffisante pour pourvoir à tous ses besoins. » Enfin le 7 mars, tandis que ses troupes étaient campées à Jebhan, sur les frontières du Cachemir, il se sépara d'elles afin de voler à Samarcand. Le 9, il atteignit la rive gauche de l'Indus, « cinquante-sept jours après avoir quitté les alentours du Gange, et juste cinq mois dix-sept jours après celui où, traversant l'Indus dans sa marche sur l'est, il avait commencé cette mémorable expédition. »

La manière dont Timour se retira de l'Inde n'est certainement pas celle qui convient à un conquérant, et l'on est fondé à croire que la partialité des historiens mahométans nous a représenté sous d'assez fausses couleurs cette fin peu glorieuse d'une si brillante expédition. « Il ne paraît pas en effet, » remarque M. Dow, « que Timour ait nommé aucun roi pour le gouvernement de l'Indoustan. Il confirma dans leurs positions tous ceux des *soubahs* qui lui firent leur soumission, et cette circonstance tend à faire présumer qu'il s'était proposé de retenir cet empire sous son autorité; néanmoins, il ne laissa aucunes troupes derrière lui, si ce n'est un petit détachement à Delhi pour préserver cette ville de toute déprédation ultérieure. » En somme, Timour paraît ne s'être réservé que la possession du Pendjâb, et encore ses successeurs ne la gardè-

rent-ils pas longtemps. Un fait plus remarquable encore, c'est que ni la relation de Sehenfeddin, le biographe partial et le panégyriste de Timour, ni celle de Ferishta, ne paraissent indiquer qu'il rapporta de l'Inde des trésors très-considérables. Pendant le cours de sa vie, qui dura jusqu'en 1405, on fit pour lui des prières publiques dans les mosquées de l'Indoustan, et la monnaie de cette contrée fut frappée en son nom; mais, comme le fait observer le major Rennel, cet état de choses fut plutôt l'œuvre de la politique des princes usurpateurs qui remplacèrent Mahmoud sur le trône, que celle de Timour lui-même. Malgré les centaines de milliers d'hommes qu'avait fait massacrer l'ardeur de son zèle religieux, ou le froid calcul de sa politique, et le nombre plus grand encore de ceux que nous lui avons vu réduire en esclavage, c'est à peine si le vide se fit sentir dans cette populeuse contrée. Les choses revinrent bientôt à leur premier état, et furent, comme précédemment, la proie de l'anarchie sous le règne nominal du sultan Mahmoud.

La cité de Delhi était restée morne et désolée lorsque, deux mois après le départ de Timour, Nuscrit en prit possession. Il en fut promptement expulsé par Ekbal, qui reprit les rênes du gouvernement au milieu de ruines. Les habitants qui s'en étaient enfuis recommencèrent à y affluer, et bientôt, nous dit Ferishta, la ville de Delhi, mais surtout le quartier désigné sous le nom de la Nouvelle Cité, parurent habités de nouveau par une nombreuse population. Lahore, Debalpour et Moultan restèrent au pouvoir de Khyzer (ou Khazzer) Khan, que Timour avait confirmé dans son gouvernement; Canudje, Oude, Kerrah et Iconpour étaient entre les mains de Khaja Jehan, qui prit le titre de roi; le Gouzerat et le Maloua étaient aussi au pouvoir de chefs indépendants; en somme, tous les gouverneurs de province élevaient des prétentions à la souveraineté. Quelques-uns de ces chefs furent réduits à l'obéissance par l'infatigable Ekbal, sur l'invitation duquel l'ex-empereur Mahmoud retourna, en 1401, de Gouzerat à Delhi, où on lui fit une pension. Il échappa plus tard à cet ignominieux état d'abaissement; et à la mort d'Ekbal, qui fut tué dans un combat contre Khyzer Khan, il fut appelé de nouveau à occuper le trône. Sa mort vint terminer, en 1413, un règne signalé par d'étranges vicissitudes et des désastres sans pareils. A la vérité, les omrahs conférèrent le pouvoir suprême à Dowlet Lodi, Patan de nation; mais, après un règne nominal qui ne dura pas même un an, ce dernier dut céder le sceptre à Khyzer Khan, qui réunit ainsi sur une seule tête les souverainetés de Lahore, de Moultan et de Delhi.

Khyzer était *seyde*, ou, en d'autres termes, de la race du prophète, et son père avait été gouverneur de Moultan sous le règne de Firous III. « Pénétré de reconnaissance pour son bienfaiteur Timour, disent les historiens, il ne prit pas le titre de sultan, et continua à faire lire la *khatbah* dans les mosquées au nom de ce souverain, se contentant lui-même du titre d'*Ayant-Aala* (très-haut en dignité). Après la mort de Timour, la khatbah fut récitée au nom de son fils Schah-Rokh, et on y ajoutait seulement une prière pour Khyzer Khan. » Ce dernier poussa même la politique jusqu'à envoyer par intervalles un tribut à Samarcand. A sa mort, survenue en 1421, il eut pour successeur, conformément à sa volonté expresse, son fils Moubarek Schah, qui, après un règne de treize ans, fut assassiné par son vizir. Ce traître réalisa alors un plan préconçu, en plaçant sur le trône l'un des petits-fils de Khyzer, sous le nom de Mahommed V. Ce prince faible et dissolu fut remplacé, après un règne de douze ans, par son fils Allah II, qui, ayant la conscience de son incapacité, et las des soucis de l'empire, se décida à remettre les rênes du gouvernement entre les mains de Beheloli, Afghan de la tribu de Lodi, à condition qu'on lui permettrait de terminer paisiblement ses jours dans la

ville de Badayoun. Bheloli, qui était déjà en possession de la capitale et avait fait associer son nom dans la khatbah à celui du sultan, prit immédiatement possession de la souveraineté, et « déploya au-dessus de sa tête le parasol impérial. »

Ibrahim, grand-père de Bheloli, s'était élevé par ses richesses au gouvernement de Moultan, sous le règne de Firous, et son oncle, Islam Khan, avait été fait par la suite gouverneur de Sirhind. A sa mort, ce dernier était si puissant qu'il employait à son service privé douze mille Afghans, choisis en grande partie dans sa propre tribu. Il avait désigné Bheloli pour son héritier, et le parti de celui-ci venant ensuite à triompher, il avait profité de cette occasion pour s'assurer le gouvernement de Sirhind, auquel plus tard il ajouta le Pendjab et Debalpour, puis la souveraineté de Delhi. Pour son époque, dit Ferishta, ce fut un prince doux et vertueux; il était brave, quoique prudent, modéré et libéral; il aimait particulièrement la société des gens instruits. Il mourut naturellement, dans la quatre-vingtième année de son âge. Son fils et successeur, Secander I^er^, recouvra une partie considérable de l'empire, et transféra sa résidence à Agra en l'année 1501. Ce fut durant son règne que les Portugais accomplirent pour la première fois la traversée de l'Inde en doublant le cap de Bonne-Espérance; mais comme, à cette époque, ils n'eurent de relations qu'avec les côtes du Deccan, Ferishta ne fait pas même mention de cet événement. Sous le gouvernement de son fils, Ibrahim II, l'empire fut démembré de nouveau, et, après un règne de vingt ans, « cet orgueilleux et méchant prince » perdit le trône et la vie à la bataille de Panipat, gagnée en 1525 par l'illustre Mahommed Bâber, dans la personne duquel la souveraineté de l'Inde fut alors transférée de la maison de Lodi à la race de Timour.

## CHAPITRE IV.

### EMPIRE MOGOL.

#### § I. *Bâber.*

La vie de Bâber, le véritable fondateur de l'empire mogol, mériterait d'être racontée beaucoup plus en détail que ne le comportent les limites d'une simple esquisse historique. Il a laissé des mémoires autobiographiques singulièrement intéressants, et qui non-seulement mettent à jour son caractère, mais jettent une vive lumière sur les mœurs de ses compatriotes.

Djahir-el-din-Mohammed, surnommé Bâber (le tigre), naquit le 14 février 1483. Du côté de son père, il descendait en droite ligne du fameux Timour Beg, tandis que, par sa mère, il était issu de Chenghiz Khan. Dans la douzième année de son âge et à la mort de son père, le sultan Omer-Scheikh Mirza, il devint roi de Ferghâna. A cette époque, l'un de ses oncles était roi de Samarcand et de Bokhâra; un autre était souverain de Hissar, de Termiz, du Koundouz, du Badakschan et de Khatlân; un troisième, roi de Caboul et de Ghazna; enfin son oncle maternel, prince mogol, possédait les fertiles provinces de Taschkend et de Schahrokheia, qui s'étendent le long du Jaxartes. Dans ce même temps, régnait sur le Khorassan le sultan Hussein Mirza Baikra, descendant du grand Timour, et le plus puissant prince de son siècle. En Europe, Bâber eut pour contemporains Henri VII et Henri VIII d'Angleterre, Charles VIII, Louis XII et François I^er^, les empereurs Maximilien et Charles-Quint; en Espagne, Ferdinand et Isabelle.

Le père de Bâber avait laissé ses États dans le plus grand désordre. Immédiatement avant sa mort, ses parents et voisins, le sultan de Samarcand et le khan de Taschkend, auxquels sa conduite avait donné ombrage (ils lui reprochaient probablement ses incursions sur leurs territoires), étaient entrés dans une alliance à l'effet d'en-

vahir son royaume par deux côtés opposés. A cette époque, Bâber était à Andejân, et, tout jeune qu'il était, il n'hésita point à défendre cette citadelle. Sur ces entrefaites, le sultan Ahmed Mirza s'étant rendu maître des districts d'Uratippa, de Khojend et de Marghinan, était campé à quatre *farsangs* de la capitale, lorsque Bâber lui envoya une ambassade avec le message suivant : « Il est clair que vous devez confier l'administration de ce pays à quelqu'un de vos serviteurs; je suis tout à la fois votre serviteur et votre fils; si vous me chargez de cette mission, elle sera remplie de la manière la plus satisfaisante, et vous atteindrez facilement votre but. » Une réponse hautaine accueillit cette politique ouverture; mais certaines circonstances fortuites déterminèrent bientôt l'envahisseur à traiter de la paix. Une funeste maladie avait décimé les chevaux de son armée, déjà découragée, au surplus, par la perte d'un grand nombre de ces animaux au passage de la rivière Kaba, et par la résolution de l'ennemi contre lequel elle avait à lutter. Le sultan Ahmed mourut pendant son retour à Samarcand. Vers le même temps, Mahmoud Khan tomba malade, après une tentative infructueuse pour s'emparer d'Akhsi, et, dégoûté de la guerre, il s'en retourna dans son pays. Possédé, comme les autres, de la passion des conquêtes, le roi de Kachgar et de Khoten pénétra peu de temps après sur le territoire de Bâber; mais lui aussi s'estima heureux d'échapper aux périls de la situation par une négociation amiable.

Ferghâna (le moderne Kokaun) est un pays de peu d'étendue, composé d'une vallée ou plaine qu'une chaîne de collines borne de toutes parts, excepté vers l'ouest (dans la direction de Khojend et de Samarcand), et que baigne la rivière Sir ou Djihoun (l'ancien Jaxartes). C'était là le lot héréditaire de Bâber, qui ne le garda pas longtemps. En 1497, il s'empara de Samarcand ; mais une insurrection éclatée dans son propre royaume le contraignit peu de temps après à évacuer cette capitale. Abandonné de son armée, il se trouva bientôt sans territoire, à la tête d'une poignée de fidèles serviteurs. Dans ce moment critique, une dangereuse maladie faillit l'emporter au tombeau, et lui-même nous apprend que sa détresse et ses souffrances furent alors extrêmes. L'année d'après, une contre-révolution lui rendit Andejân, et, s'étant de nouveau emparé par surprise de la ville de Samarcand, il reperdit ses États héréditaires pendant qu'il poursuivait cette dernière entreprise. L'envahisseur Scheibani Khan, puissant chef uzbeg, après l'avoir vaincu en bataille rangée, le tint bloqué dans Samarcand, qu'il se trouva encore obligé de quitter avec un petit nombre de gens dévoués. Assisté de deux de ses oncles maternels, il parvint ultérieurement à recouvrer le Ferghâna ; mais, peu de temps après, il fut complétement défait, et les deux khans tombèrent au pouvoir de l'ennemi. A la suite de ce nouvel échec, il fut plus d'un an fugitif, réduit à se cacher dans les montagnes qui bornent au sud le territoire de Ferghâna, et très-souvent en proie aux plus cruelles privations. Voyant enfin que ses partisans étaient complétement dispersés, et n'ayant plus aucun espoir de recouvrer ses possessions héréditaires, il résolut, après avoir consulté le petit nombre d'adhérents qui lui restaient encore, d'aller chercher fortune dans le Khorassan. Ce fut dans cette vue qu'il quitta, pendant l'été de 1504, les montagnes du Ferghâna, suivi de deux ou trois cents hommes mal armés et couverts de haillons. Badakschan obéissait à cette époque à Khosrou Schah, chef peu populaire, et Bâber avoue lui-même qu'il n'était pas sans espérance de reconstruire de ce côté l'édifice de sa fortune déchue. Au passage de l'Amou, il fut rejoint par de nouveaux adhérents qui lui donnèrent l'assurance que les Mogols au service de Khosrou Schah étaient tout dévoués à ses intérêts. Bâber, à ce qu'il paraît, trouva de bonne guerre de profiter de cet état de choses pour détrôner Khosrou, le chasser et

se mettre à sa place, projet qu'il accomplit sans même tirer l'épée, car tous les clans mogols au service de Khosrou l'ayant abandonné, ce dernier fit lui-même sa soumission à Bâber.

A cette époque, le territoire de Caboul était en proie à l'anarchie et sa capitale au pouvoir d'un usurpateur. Bâber résolut de l'attaquer, et, vers la fin d'octobre, il s'empara de Caboul, de Ghazna et des territoires y annexés, sans combat ni contestation. Il se trouva dès lors en mesure d'étendre ses conquêtes dans une nouvelle direction. Après avoir passé en revue son armée et réuni les personnes le mieux informées de l'état du pays, il se livra, dit-il, à des enquêtes spéciales touchant la situation de ses divers districts sous tous les points de vue. Quelques-uns de ses conseillers voulaient qu'on marchât sur le Damian; d'autres opinaient pour Bangesch, tandis qu'un tiers-parti proposait de s'avancer contre l'Indoustan. Ce fut ce dernier avis qui prévalut. « Je n'avais encore vu, dit Bâber, ni l'Indoustan, ni aucune contrée méridionale; en arrivant dans ce pays, je vis un nouveau monde. L'herbe, les arbres, les animaux sauvages, les oiseaux, les mœurs et les usages des tribus nomades (*ils* ou *cels* et *oulousses*), tout était différent de ce que j'avais vu jusqu'à ce jour. Je fus frappé d'étonnement, et, dans le fait, il y avait bien quelque lieu d'être émerveillé. » Toutefois Bâber ne franchit pas l'Indus dans cette expédition, et ne la poussa pas plus loin que les contrées situées sur la rive ouest de ce fleuve. Il en dirigea ensuite plusieurs autres contre les Afghans et contre les Uzbegs de Candahar et du Khorassan. Durant le cours d'une de ces expéditions, la garnison mogole de Caboul profita de l'absence de Bâber pour se révolter et élever sur le trône son cousin Ryzâh. A peine la nouvelle de cette révolution fut-elle parvenue à l'armée, que la plus grande partie des troupes de Bâber se hâtirent de le quitter pour voler à la défense de leurs familles, en sorte que, sur plus de dix mille cavaliers, il n'en resta guère que cinq cents sous les drapeaux du souverain. A la tête de cette poignée d'hommes, Bâber se dirigea hardiment sur Caboul, où Ryzâh vint à sa rencontre avec des forces vingt fois supérieures. S'étant avancé à cheval près de l'armée rebelle, Bâber défia son rival en combat singulier; mais, comme ce dernier paraissait décliner le cartel, cinq omrahs l'acceptèrent successivement et furent tués par Bâber. Cette conduite héroïque frappa les rebelles d'une telle admiration, qu'ils refusèrent de combattre, et que l'usurpateur fut fait prisonnier. Bâber lui pardonna; mais, peu de temps après, Ryzâh ayant cherché à exciter de nouveaux troubles dans l'empire, il prit le parti de le faire mettre à mort.

A la mort de Scheïbani Khan, qui périt dans une guerre où il s'était fourvoyé contre Schah Ismaël, alors souverain de Perse, l'amour du sol natal détermina Bâber à faire une nouvelle tentative pour recouvrer Samarcand. Cette entreprise échoua, et l'insuccès doit en être attribué soit à la malveillance de ses alliés persans, soit à l'impopularité qui avait rejailli sur lui de son union avec les Schites. A dater de cette époque, Bâber concentra ses opérations dans l'est. Après plusieurs démonstrations agressives dans cette direction, il se résolut à marcher sur l'Indoustan, en vue d'une conquête durable. Peu de temps après la mort d'Iskander (Secander), il avait envoyé sommer le sultan Ibrahim de lui céder les territoires de Behreh (Bhirâ), de Khusbah, de Chanâb et de Chaniat, qui, depuis le règne de Timour, avaient appartenu aux Turcs. Cette demande resta sans réponse; mais Bâber se mit en devoir de prendre possession des provinces réclamées. Il y entra en 1524, sur l'invitation des gouverneurs afghans du Pendjab; après avoir soumis le pays des Gakes (ou Gickes), et battu plusieurs corps au service d'Ibrahim, il pilla et incendia Lahore. Il marcha ensuite sur Debalpour qu'il prit d'assaut, et où se fit

un grand massacre. Après avoir franchi le Satedje, il touchait déjà à Sirhind, lorsque la traîtreuse défection d'un des chefs du Pendjab le força de retourner à Lahore et de renoncer pour cette année à la poursuite de son entreprise. Durant le cours de cette expédition, il avait été rejoint par le sultan Allah-el-din, frère de l'empereur Ibrahim, auquel il donna Debalpour, et que probablement il flatta de l'espoir de régner après lui sur le trône de Delhi. Allah conclut, peu de temps après, avec Dowlet Lodi Khan, un traité particulier, par lequel il cédait à ce dernier la possession de tout le Pendjab, à condition qu'il aurait celle de Delhi et d'Agra. Les deux confédérés marchèrent alors sur Delhi, et Allah, rejoint dans sa marche par plusieurs émirs de haut rang, se trouva à la tête de quarante mille cavaliers, avec lesquels il mit le siége devant cette capitale, mais sans pouvoir réussir à s'en emparer. Peu après, il fut battu dans une attaque nocturne dirigée contre le sultan Ibrahim, et toute son armée se dispersa.

Bâber, dans sa cinquième et dernière invasion de l'Inde, était déjà parvenu à Sialkot (décembre 1525), lorsqu'il reçut l'avis de cette défaite. Le 1er janvier, il passa la Beyah, et, trois jours après, il investit Milwat, dont Dowlet Khan lui ouvrit les portes. Pour nous servir ici de son propre langage, Bâber, plaçant alors son pied dans l'étrier de la résolution et sa main sur les rênes de la confiance en Dieu, marcha contre le sultan Ibrahim. Le 12 mars, il passa la Djamna, en face de Sisâweh, et le 12 avril (après une escarmouche livrée dans l'intervalle avec l'avant-garde ennemie), il campa devant Panipat. L'armée d'Ibrahim se composait à ce moment de cent mille cavaliers et de mille éléphants, tandis que celle de Bâber, au dire de Ferishta, ne comptait guère que treize mille hommes. Le 21, les deux armées se trouvèrent en présence. Bâber rangea ses troupes sur deux lignes, après les avoir réparties en quatre grandes divisions, dont chacune avait derrière elle un corps de réserve et en tête un petit corps de cavalerie légère destiné aux escarmouches; il se plaça ensuite de sa personne au centre de la première ligne. Inexpérimenté dans l'art de la guerre, Ibrahim n'adopta aucun ordre de bataille, car il s'imaginait à tort que la supériorité du nombre suffirait pour écraser son ennemi. Il ne devait pas tarder à être cruellement désabusé. Le courage éprouvé et l'ordre inaltérable des troupes mogoles eurent bientôt rompu la pesante colonne qui s'avançait contre elles, tandis que les deux corps de réserve dont nous avons parlé plus haut, tournant avec rapidité les flancs de l'ennemi, vinrent l'attaquer sur ses derrières. Cinq ou six mille hommes de l'armée d'Ibrahim furent tués sur un seul point autour de ce dernier, qui périt également, et plus de trois fois autant restèrent sur le champ de bataille, d'après les évaluations les plus modérées. Bâber tira le meilleur parti possible de sa victoire, en envoyant des détachements s'emparer à marches forcées d'Agra et de Delhi, ainsi que des trésors contenus dans ces villes, tandis que lui-même suivait à distance avec son arrière-garde. Le 10 mai, il fit son entrée dans Agra, où il choisit pour résidence le palais du défunt monarque.

Ainsi s'écroula de fond en comble l'empire patan de l'Hindostan. La conquête de Bâber avait été assurément plus audacieuse et plus extraordinaire de tous points que celle du sultan Mahmoud le Ghaznévide, ou celle de Schahab-el-din-Ghouri. « Je n'attribue pas, dit-il quelque part dans un de ces élans de pieuse gratitude dont ses mémoires offrent l'expression fréquente, je n'attribue pas ce succès à ma propre force, et cette bonne fortune ne fut pas le prix de mes efforts; elle découla pour moi des sources de la faveur et de la miséricorde divines. »

Voici comment cet empereur décrit lui-même l'aspect intérieur de l'Inde à cette époque :

« Lorsque je m'emparai de cette contrée, dit-il, l'autorité royale y

était exercée par cinq souverains musulmans et deux princes païens. Bien que dans les montagnes et les pays de forêts il se trouvât beaucoup de petits raïs ou radjas sans importance, ces monarques étaient non-seulement les premiers, mais les seuls chefs réels de l'Indoustan. L'un des empires qu'ils gouvernaient était celui des Afghans, dont le territoire comprenait la capitale de la contrée et s'étendait depuis Behreh jusqu'au Béhar. Avant de tomber au pouvoir de ces derniers, Jonpour avait appartenu au sultan Hussein Scherki. Cette dynastie se nomme Pûrebi (orientale). Le second prince était le sultan Mohammed Muzaffer, qui régnait sur le Gouzerat. Il était mort peu de jours avant la défaite d'Ibrahim. On donne à sa race le nom de Tang. Le troisième royaume est celui des Brahmanes dans le Deccan; mais, à l'heure qu'il est, les sultans du Deccan n'ont plus ni pouvoir, ni autorité. Tous les districts de leur royaume sont tombés entre les mains des nobles les plus puissants, et lorsque le prince a besoin d'une chose, il faut qu'il la demande à ses propres émirs. Le quatrième roi était le sultan Mahmoud, qui régnait dans le pays de Maloua, désigné aussi sous le nom de Mandû. Cette dynastie était celle de Kilji. Ranasanka, monarque païen, avait battu les princes de cette maison, et leur avait pris un certain nombre de provinces; aussi cette dynastie allait-elle s'affaiblissant. Le cinquième prince était Nasrat Schah, qui régnait au Bengal. Son père, qui était un seyd du nom de Sultan Alâ-el-din, avait été roi de ce pays, et lui-même était monté au trône par droit d'hérédité. Il existe au Bengal une coutume singulière : l'hérédité y décide peu du choix du souverain; un trône y est réservé au roi, et, par analogie, un siége ou poste est assigné à chacun des émirs, des vizirs et des mansabdârs. Ce trône et ces postes ont seuls droit au respect du peuple du Bengal. Une certaine quantité de vassaux, de serviteurs et de subordonnés sont attachés à chacun de ces postes. Lorsqu'il plaît au roi de changer le titulaire d'un de ces siéges honorifiques, quelle que soit la personne qu'il envoie à sa place, elle est immédiatement servie et obéie par toute la séquelle naguère soumise aux ordres de son prédécesseur, et cette règle s'observe même pour l'accession au trône royal. Quiconque tue le souverain et réussit à le remplacer est immédiatement proclamé roi; tous les émirs, les vizirs, soldats ou paysans se soumettent à lui aussitôt, le considèrent comme leur souverain à autant de titres que son prédécesseur, et lui obéissent non moins aveuglément qu'ils faisaient au dernier souverain. Le peuple du Bengal a coutume de dire : « Nous sommes dévoués au trône; quel que soit le prince qui l'occupe, nous lui obéissons et nous lui sommes fidèles. » D'après un autre usage en vigueur dans ce pays, on y tient pour déshonorant et indigne d'un roi l'acte de dissiper ou de diminuer les trésors de ses prédécesseurs. Tout souverain, en montant sur le trône, doit s'appliquer à se former un trésor personnel. Amasser un trésor est, aux yeux de ce peuple, une grande gloire et un titre de distinction.

« Les cinq rois musulmans que je viens de mentionner sont tous puissants et disposent d'armées formidables. Celui des princes païens, dont le territoire est le plus vaste et l'armée la plus imposante, est le radja de Bijuager. Un autre est le Ranasanka, dont la principauté originaire ne s'étendait que sur le pays de Chitor. A la faveur des dissensions qui éclatèrent entre les princes du royaume de Mandu, il s'empara d'un grand nombre de provinces qui dépendaient de ce territoire, telles que celles de Rantpûr (Rantampore), de Sarangpûr, de Bhilsân et de Chanderi..... Il y avait en outre sur la lisière et dans le territoire même de l'Indoustan quantité d'autres raïs ou radjas, dont la plupart, se prévalant de leur éloignement ou des difficultés que présentait l'accès de leur pays, ne se soumirent jamais aux princes musulmans.

« Le pays et les villes de l'Indoustan sont extrêmement laids. Ils offrent un aspect on ne peut plus uniforme : les jardins n'y sont pas clos de murs, et la plupart sont jetés sur un plan uni. La violence des torrents qu'engendre la saison des pluies a produit dans les terres riveraines des fleuves ou des cours d'eau des excavations profondes qui en rendent le passage pénible et difficile. Sur beaucoup de points, la plaine est tellement hérissée de broussailles épineuses, que le peuple des *pergannas* trouve un refuge assuré dans ces forêts inaccessibles, où il vit fréquemment dans un état de révolte et refuse le payement de l'impôt. A part celles des rivières, on trouve peu d'eaux courantes dans cette immense contrée. On y rencontre çà et là quelques eaux stagnantes. Toutes les villes et les quartiers qui les composent tirent celle dont ils ont besoin d'étangs ou de puits, où on les recueille durant le cours de la saison des pluies. Dans l'Indoustan, l'agglomération ou la dispersion d'une grande population, la destruction totale des villages, ou même celle des villes, sont presque instantanées. Dans l'espace de vingt-quatre ou de trente-six heures, de grandes cités, peuplées depuis longues années, vont, si quelque soudaine alarme en a fait fuir les habitants, se trouver réduites à un abandon si complet, qu'à peine y trouverait-on un vestige quelconque de la présence d'êtres humains. Si, d'autre part, une population fait choix pour s'établir d'un site particulier, comme elle n'a pas besoin de cours d'eau ni de digues, puisque ses moissons se produisent sans le secours d'aucune irrigation, comme d'ailleurs la population de l'Indoustan est infinie, on ne tarde point à voir affluer de tous côtés sur l'emplacement d'élection une masse de naturels. On construit un étang, ou l'on creuse un puits. Pour ce qui est d'un fort ou de murailles solides, c'est chose tout à fait superflue, puisque le chaume et le merrain y abondent; avec ces matériaux on élève des cabanes, et la construction d'une ville ou d'un village est l'affaire d'un instant.

« Il y a peu de plaisirs à espérer dans l'Indoustan. Le peuple n'y est pas beau. Il n'a aucune idée des charmes de la vie sociale, ni de ceux que fait éprouver l'abandon d'une franche réunion ou d'un entretien familier. Il n'a ni génie, ni portée intellectuelle, ni politesse de mœurs, ni affabilité, ni camaraderie; il n'est ni ingénieux, ni inventif, soit dans le plan, soit dans l'exécution de ses travaux manuels, et ne possède ni le sentiment, ni la science de l'architecture. On ne trouve dans l'Indoustan ni bons chevaux, ni bonne viande, ni raisins ou melons muscats, ni aucun bon fruit, ni glace, ni eau fraîche, ni bonne nourriture, ni même de pain dans les bazars, ni bains, ni colléges, ni chandelles, ni torches, ni chandeliers. Au lieu d'une chandelle ou d'une torche, vous n'avez pour vous éclairer qu'une rangée de sales Indous, dont la main droite tient une façon de petite lampe, et la gauche une gourde contenant l'huile destinée à en alimenter la flamme. Outre les rivières et les étangs, on trouve quelques eaux courantes dans les ravins et dans les creux; mais il ne faut point s'attendre à rencontrer des aqueducs ni des canaux dans leurs jardins ou leurs palais. Ils ne se préoccupent dans leurs constructions ni de l'élégance, ni du climat, ni de la forme ou de la régularité. Les paysans et les gens de la basse classe vivent dans un état de nudité complète, etc., etc. »

L'Indoustan était conquis par Bâber; il fallait le conserver, et d'abord il eut à lutter contre le mauvais vouloir des émirs afghans, qui, maintenus chacun dans son gouvernement, n'en détestaient pas moins les Mogols comme des usurpateurs, et étaient parvenus à gagner à leur cause les principaux princes radjpoutes, les plus braves des Indous. Ceux-ci réunirent dans l'ouest une armée de 100,000 hommes, à laquelle ils donnèrent pour chef un frère du feu sultan Mahmoud. Le jeune conquérant, entouré de toutes parts d'ennemis ou de faux alliés, ne pouvant avoir confiance que dans la brave

mais petite armée qu'il avait amenée de ses montagnes, se trouvait dans une position fort critique. Quelques-uns de ses plus hardis capitaines lui conseillaient même de se retirer sur le Caboul, ou au moins dans les provinces de l'Indus; mais son indomptable courage repoussa avec horreur l'idée de rendre sans combat un si riche empire. Il répondit que la voix de l'honneur parlait trop haut à son oreille, et animé d'un enthousiasme qu'il communiquait à ses soldats, il s'écria : « Puisque la mort est inévitable, au « moins est-il glorieux de l'affronter « avec courage, face à face, plutôt que « de reculer, pour gagner quelques an-« nées d'une misérable et honteuse « existence; acquérons au moins de la « gloire, puisqu'il n'y a pour l'homme « que la gloire au delà du tombeau; » et en même temps il leur récitait les vers où Firdoussi, dans le Shah-Nameh, développe les mêmes sentiments. Puis rappelant aux siens que le plus grand nombre de leurs ennemis étaient des infidèles, il en appela à leur zèle religieux et leur fit jurer sur le Coran de vaincre ou de mourir. Bâber n'était pas un saint musulman; il avait même certaines habitudes contraires à la loi du prophète; mais dans cette circonstance critique il fit vœu de renoncer désormais à boire du vin, et, pour preuve de sa sincérité, il ordonna de briser et de distribuer aux pauvres toute la vaisselle d'or qui figurait d'ordinaire sur sa table.

Après avoir ainsi relevé le moral de ses troupes, Bâber fit ses dispositions pour le combat. L'ennemi avait une immense supériorité en cavalerie brave, mais indisciplinée; et lui, il n'avait que des détachements de cavalerie légère, plus propres à l'escarmouche et au pillage qu'à figurer en bataille rangée. Sa véritable force se composait d'arquebusiers et d'un équipage d'artillerie, arme fort peu employée jusqu'alors dans les guerres de l'Inde. Les canons, placés à l'avant-garde et retenus les uns aux autres par des chaînes, formaient une espèce de retranchement au-devant de l'armée. Derrière était l'infanterie, et la cavalerie sur les ailes ou en réserve. La bataille commença de bonne heure; l'armée ennemie, déployant ses grandes masses, eut bientôt enveloppé la petite phalange des Mogols. Mais avec ses armes à feu et ses canons Bâber repoussa toutes les charges qu'elle tenta contre lui; et à la fin, lorsqu'il la vit ébranlée par le peu de succès de ses attaques, il se mit à la tête d'un corps d'élite, et prenant à son tour l'offensive, il se précipita, le sabre à la main, sur l'ennemi, qui se sauva de tous les côtés, abandonnant sur le champ de bataille les cadavres d'un grand nombre de ses chefs.

Ainsi s'évanouit cette puissante confédération. Mais cependant cette victoire ne suffit pas pour assurer au descendant de Timour la tranquille possession de sa magnifique conquête. Il fut encore troublé à diverses reprises par des insurrections qui éclatèrent dans le Caboul ou dans l'Inde, et il mourut en 1530, après un règne de cinq ans seulement comme souverain de l'Indoustan.

Bâber doit être compté parmi les princes les plus accomplis qui ont paru sur les trônes de l'Inde, quoique, peut-être, il n'en ait été ni le plus grand, ni le meilleur. Sa valeur militaire était des plus brillantes, et quelques-uns de ses exploits effacent, au dire de ses historiens, les traits les plus héroïques de la vie de son ancêtre Timour. Cependant il semble que ses talents ont été plutôt ceux d'un partisan audacieux que d'un grand général. Il fut presque aussi souvent vaincu que vainqueur, et pendant longtemps il perdit ses conquêtes aussi facilement qu'il les faisait. A la fin de sa vie, cependant, son mérite militaire semble avoir été plus sûr, et dans les grandes batailles qu'il livra au milieu des plaines de l'Indoustan, il fit preuve des qualités qui distinguent les généraux consommés. Sa force physique et son adresse dans tous les exercices du corps étaient presque surnaturelles, au dire de ses contemporains. Il aimait passionnément la musique et la poésie, et

si les mémoires qu'il nous a laissés ne prouvent pas de grandes réflexions philosophiques, on y remarque, d'un autre côté, un sens très-droit et un esprit actif d'observation, incessamment appliqué aux événements qui se passaient autour de lui. Les grandes qualités morales dont on a voulu lui faire honneur pourraient, peut-être, fournir matière à contestation. Il semble, cependant, qu'il était aimable, généreux, ouvert, et quoique ses hauts faits militaires aient été souillés par des barbaries, malheureusement inséparables de l'histoire de sa race, il sut aussi se montrer clément et humain, même pour ses enemis les plus cruels. La protection qu'il accordait aux caravanes du commerce, même dans des circonstances où les lois de la guerre l'eussent autorisé à les piller, est la preuve d'un esprit juste et généreux. Malheureusement pour sa gloire, on ne le vit jamais dans la paix songer à embellir le pays conquis par ses armes, à améliorer la condition des peuples soumis à son sceptre. Il est vrai que les vicissitudes de sa fortune lui laissèrent peu de loisir pour y songer; mais ces vicissitudes elles-mêmes furent en partie causées par l'inquiétude de son caractère, qui le poussait sans cesse à de nouveaux projets de conquête. Si pendant une certaine période de sa vie il renonça au vin, il s'y abandonna ensuite avec excès, et, dans ses mémoires, il raconte lui-même les dégoûtantes orgies auxquelles il se livra : elles abrégèrent, selon toute probabilité, la durée de sa vie, quoiqu'il ne paraisse pas que jamais elles l'aient détourné des affaires de l'État.

## § II. *Houmaïoun.*

Bâber légua son empire encore mal affermi à son fils Houmaïoun, prince d'un caractère aimable, d'une instruction solide, de goûts distingués, quoique peut-être un peu fantasques. Il était surtout amoureux de l'étude de l'astronomie, qui, à cette époque et dans ce pays, était fort mélangée d'astrologie judiciaire. Ainsi, il fit construire sept grands salons de réception, dédiés chacun à l'une des planètes. Les officiers de l'armée étaient reçus dans le salon de Mars; les juges et les secrétaires, dans celui de Mercure; les ambassadeurs, les poëtes et les voyageurs, dans le salon de la lune. Mais il fut bientôt détourné de ces imaginations par les soins pressants de l'empire; et il se montra alors à la hauteur de sa position. D'abord il eut à soutenir une guerre contre Bahadour, le souverain du Gouzerat. Un zèle religieux, trop scrupuleux peut-être, l'avait empêché de profiter des embarras de ce prince, engagé dans une guerre contre le radja infidèle de Chittore. Toutefois, quand il se fut décidé à prendre les armes, il leva une armée si nombreuse, et la conduisit si bien, que l'ennemi n'osa se mesurer contre lui en bataille rangée. Fuyant devant Houmaïoun, Bahadour s'enfuit à Ahmedabad, après avoir déposé ses trésors dans la forteresse de Chapanni, qui passait pour être imprenable. Mais le jeune empereur, à la tête d'un corps d'élite, escalada les flancs perpendiculaires du rocher, et enleva la place par surprise, exploit dont la tradition a conservé la mémoire, et qu'elle compare aux plus grands faits d'armes de Bâber et de Timour. Après avoir ainsi terminé heureusement sa première guerre, il espérait sans doute un règne tranquille et prospère, lorsqu'il lui fallut reprendre les armes contre ses frères Camrân et Hindal, qui se révoltèrent avec les troupes placées sous leur commandement. D'un autre côté, ces divisions excitèrent Sher-Khan, chef patan, qui était encore en possession du Bengal, à s'avancer, à la tête d'une grande armée, contre Houmaïoun. Celui-ci, empêché par l'état critique de ses affaires, ne put réunir assez de troupes; et, battu, il vint se réfugier à Agra. Mais alors ses deux frères, voyant que leurs discordes allaient aboutir à la ruine de leur maison, se rallièrent à l'empereur. Houmaïoun, ainsi renforcé, reprit l'offensive contre Sher-Khan; mais il fut encore défait, obligé d'abandonner sa capitale, et de chercher un asile chez

les petits princes de sa frontière. Très-peu d'entre eux restèrent fidèles au monarque vaincu. Obligé de fuir encore, il alla demander l'hospitalité à Maldeo, qui lui faisait les plus chaudes protestations d'amitié; mais, s'apercevant bientôt que toutes ses paroles ne cachaient que des desseins de trahison, il traversa en toute hâte le grand désert de l'Ouest; et, avec les quelques serviteurs restés fidèles à sa fortune, il se retira de l'autre côté de l'Indus. Dans cette fuite, il fut réduit à des extrémités qu'ont rarement connues les plus malheureux princes de l'Asie. Son cheval étant tombé mort de fatigue et de soif dans les sables du désert, il n'aurait pas pu s'en procurer un autre, si un soldat ne lui eût donné celui qui portait sa mère. Un jour, après avoir souffert les plus cruels tourments de la soif, le corps des fugitifs rencontra enfin un puits alimenté par une source abondante; malheureusement ils n'avaient qu'un seau; et, lorsqu'il fut au fond du puits, la foule se précipita avec tant de violence, que la corde se rompit; il tomba au fond, et quelques personnes après. Cependant l'arrière-garde était vivement pressée par l'ennemi, et il fallut se remettre en route en toute hâte. Houmaïoun arriva presque seul à Emircot, de l'autre côté du désert. Ce fut au milieu de ces calamités qu'on lui annonça qu'un fils lui était né; ce fils fut le célèbre Akbar, qui devint ensuite le plus grand prince de l'Asie. Obligé de fuir sans cesse, il ne put empêcher ce fils de tomber dans les mains d'un traître, qui le livra à Camrân, son frère et son mortel ennemi.

Toujours poursuivi, Houmaïoun alla demander asile, en Perse, à Shah-Tamasp, qui le reçut avec la plus magnifique hospitalité, et lui fournit les moyens de tenir une maison digne de son nom. Ayant promis de se convertir à la foi shiite, Houmaïoun fut mis par ce prince à la tête d'un corps de dix mille hommes, avec lesquels il entreprit de reconquérir ses États. Il se dirigea d'abord sur le Caboul, que son frère Camrân entreprit de lui disputer. Maître de Candahar, qui lui ouvrit ses portes et lui offrit des ressources pour augmenter le nombre de ses soldats, il vint mettre le siége devant Caboul. Son frère l'y attendait; et lorsque Houmaïoun parut sous les murs de la ville, Camrân lui montra son fils Akbar, attaché sur un bûcher, jurant de faire périr l'enfant, si le père ne se retirait pas. Mais celui-ci, sans se laisser effrayer par cet horrible spectacle, annonça au contraire qu'il n'en attaquerait la ville que plus vivement; et Camrân, intimidé par sa résolution, s'enfuit avec ceux de ses partisans qui étaient le plus compromis. Houmaïoun ayant recouvré à la fois un trône et son fils, régna neuf ans encore à Caboul, toujours harassé par son frère, qui le réduisit plus d'une fois à la dernière extrémité, mais fut enfin vaincu.

Cependant Sher-Khan était devenu le maître reconnu de l'Indoustan, et il étendait de tous les côtés les limites de son empire. C'était un prince sage et juste. Les travaux qu'il fit pour la sécurité et le bien-être des voyageurs, travaux qui, dans toute l'Asie, sont à la charge du souverain, étaient conçus sur une échelle dont aucun règne antérieur n'avait pu lui donner l'idée. Dans toute la largeur de l'Indoustan, du Gange à l'Indus, il fit construire une grande route bordée des deux côtés d'arbres fruitiers, avec un puits de deux milles en deux milles, et, à chaque étape, des caravensérails où les voyageurs étaient défrayés sur le trésor public. Il s'était attaché surtout à faire rendre une bonne justice à ses sujets; la sécurité était générale; et sa mort, après cinq ans de règne, fut regardée comme un malheur public. Son fils Sélim lui succéda, moins sage et moins habile que son père; puis, quand il mourut neuf ans après, laissant le trône à un enfant, l'empire fondé par Sher-Khan fut déchiré par les dissensions de la famille royale, par les nombreuses révoltes des omrahs et des vice-rois. Alors les amis d'Houmaïoun le sollicitèrent pour rentrer en campagne, affirmant que

son apparition, à la tête d'une armée quelque peu considérable, suffirait pour faire tomber en poussière un empire mal cimenté. Assez mal assuré lui-même sur le trône de Caboul, il eut quelque peine à se décider; mais enfin, réunissant 15,000 cavaliers, il marcha sur l'Indus, où Byram, le meilleur de ses généraux, vint le rejoindre à la tête d'un corps de vétérans qu'il lui amenait de Candahar.

L'armée, après avoir passé le fleuve, rencontra d'abord Tartar-Khan, gouverneur de Lahore, qui fut surpris et défait par Byram. Cependant les omrahs avaient placé sur le trône un neveu de Sher-Khan, Secander-Khan, prince aussi brave que capable. A la tête d'une armée de 80,000 hommes, il vint au-devant de l'ennemi; et, à la bataille qui fut livrée, on déploya de part et d'autre un acharnement incroyable. Du côté des Mogols, elle fut conduite avec prudence et énergie par Houmaïoun et Byram; mais celui qui s'y distingua le plus, ce fut le jeune Akbar, alors à peine âgé de treize ans, et dont l'héroïsme inspira aux troupes une ardeur presque surnaturelle. Les Patans furent à la fin battus et dispersés, et Secander s'enfuit dans les montagnes du Nord, laissant la belle plaine de l'Indoustan ouverte aux armes des conquérants.

Houmaïoun vainqueur marcha sur Delhi, et revint s'asseoir sur le trône d'où il avait été éloigné pendant treize ans. Mais il n'y monta que pour y mourir; moins d'un an après, descendant les escaliers de marbre de son palais, il fit une chute qui fut mortelle. C'était un prince brave, aimable, instruit, dont la carrière fut marquée par plus de vicissitudes que celle d'aucun autre monarque de l'Asie. Peut-être doit-on imputer tous ses malheurs à la générosité avec laquelle il se conduisit envers des frères indignes, qui le trahirent; Ferishta dit même que s'il eût eu moins de bonté dans le cœur, il eût été un beaucoup plus grand prince. Si telle est, en effet, la vérité, n'est-ce pas aussi jusqu'à un certain point une excuse pour les cruautés qui souillent si souvent l'histoire des rois asiatiques? Le principe de la primogéniture si fermement établi en Europe n'a presque pas de valeur dans ces malheureuses contrées, et tout prince du sang royal qui peut ou se former un parti, ou devenir populaire, n'est que trop facilement séduit par l'espérance de chasser le souverain régnant et de monter lui-même sur le trône.

## § III. *Akbar*.

En 1566, Akbar commença son long règne de cinquante et un ans, pendant lequel il se montra le plus sage et le plus grand de tous les souverains qui aient jamais porté le sceptre de l'Inde. Agé de treize ans à peine quand il monta sur le trône d'un si grand empire, il n'y pouvait être bien affermi. Le pays était désolé par les révoltes des gouverneurs, des omrahs patans, des princes radjpoutes. Il combattit tous ces ennemis avec des talents, et souvent avec un héroïsme plus digne d'un chevalier errant que du prince d'un si grand empire. Ainsi allant une fois punir le vice-roi révolté du Bengal, Akbar s'impatiente de se voir séparé de l'ennemi par le Gange et sans avoir aucun moyen de le franchir. A la tête d'une centaine de cavaliers il se jette à la nage dans le fleuve, et à peine a-t-il atteint l'autre rive qu'il se précipite sur les révoltés. Ceux-ci se croyant en parfaite sécurité se livraient aux plaisirs et aux festins, lorsque tout à coup ils entendent les tambours battre la marche impériale; frappés de terreur panique, ils se dispersent. Cependant Akbar s'était dirigé de toute la vitesse de son cheval sur la tente de leur chef Zemân, qui seul, dans toute son armée, essaya quelque résistance et se fit tuer les armes à la main. Le reste avait disparu devant une poignée d'hommes.

Une autre fois il apprend que plusieurs chefs mogols se sont révoltés dans le Gouzerat, et qu'ils en assiégent la capitale, Ahmedabad. Aussitôt il fait partir d'Agra deux mille cavaliers, qu'il suit bientôt après lui-même à la

tête d'un détachement d'élite, et marchant en toute hâte, à raison de quatre-vingts milles, ou vingt lieues par jour, il arrive en une semaine sur le théâtre des événements. Lorsque les coureurs de l'ennemi vinrent demander quelle était cette petite armée, quand ils rapportèrent au camp qu'elle était conduite par le roi des rois en personne, les rebelles frappés d'épouvante furent sur le point de s'enfuir. Leurs chefs parvinrent cependant à les mener à la bataille; mais après quelques instants de combat ils furent complétement battus. Tandis que ses soldats étaient à la poursuite des fuyards, Akbar, resté avec deux cents hommes sur une colline, aperçut un corps de 5000 cavaliers qui n'avaient pas encore pris part au combat, et avançaient sur lui. Ses officiers le pressaient de se retirer immédiatement; mais lui, repoussant tous leurs conseils, fit battre les tambours impériaux, et se précipita sur l'ennemi à la tête de son petit détachement, comme si c'eût été l'avant-garde d'une grande armée. Les autres, trompés par cette audace, s'enfuirent au galop, et on les poursuivit l'espace de quelques milles. Le même jour, l'empereur faisait son entrée triomphale à Ahmedabad, et la révolte était définitivement réprimée. Une autre fois encore, suivi de cent cinquante chevaux seulement, il attaqua avec tant d'ardeur l'arrière-garde d'une armée, que celle-ci, frappée d'épouvante, se dispersa tout entière. Plus tard ayant repris les armes pour punir le souba du Bengal, Daoud, il le défia en combat singulier et dans des termes si audacieux, que celui-ci prit la fuite et n'osa jamais se présenter devant l'empereur.

Toutes ces façons d'agir étaient fort en dehors des règles de l'art militaire, et convenaient assez peu à un monarque qui gouvernait cinquante millions d'hommes et commandait à une puissante armée. Mais les Indous et les Orientaux, en général, sont facilement impressionnables par tout ce qui leur paraît merveilleux, et très-portés à exagérer tout ce qui peut y ressembler. Les exploits extraordinaires d'Akbar lui donnaient à leurs yeux un caractère surnaturel qui faisait trembler d'effroi tous ses ennemis, et assurait la victoire beaucoup mieux que n'eussent pu le faire les opérations d'une campagne conduite selon toutes les règles. Aussi ne parvint-il pas seulement à s'assurer la possession tranquille des provinces de l'Indoustan, mais encore il conquit tout le Gouzerat, le Bengal, une partie du Deccan. A la fin de son règne, il avait réuni sous son sceptre presque tous les pays où les musulmans avaient porté leurs armes avant lui.

L'un des travaux les plus remarquables accomplis sous ses ordres fut le livre connu sous le nom d'Aïn-Akbary, et qui contient une statistique complète de son empire, rédigée sous sa direction et celle d'Aboul-Fazel, son digne ministre. On y trouve la description de son empire, de son gouvernement, de ses occupations personnelles, depuis les plus importantes affaires de l'État jusqu'à la description de sa chasse aux perdrix, jusqu'à la manière d'élever les faucons; car les plaisirs même qu'il se permettait lui fournissaient, comme il le dit expressément, les moyens d'étudier le caractère des officiers attachés à son service. Les détails statistiques qui nous apprennent quelles étaient l'étendue et les productions de chaque province sont du plus haut intérêt. Selon toute vraisemblance, ils ont été recueillis surtout pour servir à la régularisation de l'impôt, point sur lequel Akbar prétend avoir soulagé les peuples d'une notable partie des charges qui leur étaient imposées par ses prédécesseurs. Cependant la proportion que lui-même demandait aux contribuables était certainement fort considérable : c'était le tiers du produit brut de la terre. Il reconnaît que sous l'ancienne administration indoue elle n'était que d'un sixième; que dans l'Iran et en Perse elle est seulement du dixième; mais ces gouvernements imposaient, dit-il, une foule d'autres charges qui pesaient bien plus durement sur le peuple. Lui, au contraire, il renonça à tous les im-

pôts, excepté à celui de la terre. Parmi ceux qu'il abolit, il mentionne une capitation, une taxe particulière sur les artisans et les pêcheurs, sur les diverses espèces d'arbres, sur les bœufs, sur la vente du bétail, et d'autres encore, qui frappaient surtout sur les pauvres ou gênaient l'activité naturelle du commerce. On peut donc croire que, malgré l'énormité de la proportion qu'il demandait à la production agricole, son administration soulagea en réalité la masse de ses sujets.

C'est pendant le règne d'Akbar que les missionnaires chrétiens parurent pour la première fois à la cour mogole. Il ne semble pas que lui-même il se fût attaché à aucune religion en particulier; mais une ardente curiosité lui faisait désirer de connaître les diverses espèces d'hommes qui peuplent la terre, et leurs divers cultes. Ayant donc entendu parler d'hommes nouveaux venus d'un pays très-éloigné et professant une religion différente de toutes celles qu'on connaissait dans l'Inde, il voulut les voir et converser avec eux. Il adressa une lettre aux Portugais de Goa, les priant de lui envoyer des missionnaires, avec des livres de leur religion, promettant qu'il leur serait fait le meilleur accueil. Le nom du Mogol ne laissa pas que de produire d'abord quelque impression de crainte; mais les pieux personnages choisis pour cette mission ne crurent pas pouvoir refuser une ouverture qui pouvait, peut-être, conduire à de si grands résultats. En conséquence, le 3 décembre 1568, Aquaviva, Monserrata et Enriques partirent de Goa pour Surat.

Arrivés dans ce port, les missionnaires, sous l'escorte d'un détachement de cavalerie, passèrent d'abord le Tapti, puis la Nerbadda, et traversèrent Mandou, qu'ils disent avoir dû être une des plus grandes villes du monde, car ses ruines couvraient un espace de seize lieues de circonférence. Ils arrivèrent ensuite dans la grande ville d'Oudjein. En chemin, ils remarquèrent les superstitions des Banians, qui ne voulaient ni tuer aucun être vivant, ni même assister à sa mort, et qui, tout en négligeant leurs propres malades et leurs infirmes, entretenaient de riches hôpitaux pour les diverses espèces d'oiseaux et d'animaux. Un capitaine portugais, qui les accompagnait, profita de l'observation pour faire une spéculation assez singulière: il réunit un certain nombre de chiens, et jura qu'il les tuerait si on ne payait pas rançon pour les racheter; les Banians payèrent. Ils virent encore, dans chaque ville, des pyramides de diverses formes, élevées à la mémoire de femmes qui s'étaient brûlées sur le tombeau de leurs maris. La singularité de leur habit attira quelquefois des insultes aux missionnaires; le plus souvent il provoquait le rire; mais leur escorte de cavaliers mogols les protégea toujours efficacement contre tout mauvais traitement. Enfin, le 19 février, ils furent reçus par un grand corps de troupes montées sur des chevaux, des chameaux, des dromadaires, qui les menèrent en grande pompe à Fattipore, où l'empereur avait alors fixé sa résidence.

Dès leur arrivée, on les conduisit en présence d'Akbar, qu'ils nous représentent comme un homme d'environ cinquante ans, d'un teint semblable à celui des Européens, et portant sur toute sa personne l'air d'une vive intelligence. Il leur fit la plus gracieuse réception, leur offrant tout ce qu'il pouvait imaginer, de l'argent même, et se montra fort édifié de le leur voir refuser. Quand on déploya devant ses yeux une image de la crucifixion, il fit preuve de la plus respectueuse impartialité, saluant, s'agenouillant, se prosternant, c'est-à-dire, lui rendant hommage à la façon des musulmans, des Indous et des chrétiens. D'après le rapport des missionnaires, il fut frappé plus vivement qu'on ne le croirait, à en juger d'après son caractère, par une riche image de la Vierge, qu'il admira beaucoup, et déclara digne de la reine des cieux. Les Portugais lui firent présent d'une Bible en quatre langues; il baisa le livre, et le porta à

son front, à la manière des musulmans. Ils lui demandèrent aussi d'être mis, dans une conférence publique, en présence des mollahs, ou docteurs mahométans. Cette demande leur fut accordée; et ils racontent avec orgueil que leurs arguments restèrent victorieux et sans réponse; ils reconnaissent cependant que leur triomphe ne fit que très-peu d'impression sur l'esprit aveuglé de leurs adversaires. Cependant l'empereur se déclara fort édifié, et s'exprima en termes tels, qu'ils conçurent les plus vives espérances au sujet de sa conversion. Mais le temps se passait, et bien qu'il leur témoignât toujours la même faveur, il trouvait toujours, sous un prétexte ou sous un autre, moyen de leur échapper, et de ne pas prendre un parti décisif. A la fin, l'un des courtisans prit les missionnaires à part, et leur apprit qu'ils se flattaient de vaines espérances, que Sa Majesté n'avait d'autre but que de satisfaire sa curiosité, en appelant à sa cour des personnes de tous les pays et de toutes les religions, mais qu'elle n'avait pas la moindre envie de se convertir à leur doctrine. Et de fait, à en juger par certains détails qui nous sont transmis par les missionnaires eux-mêmes, il y a quelque lieu de croire qu'Akbar voulait s'amuser à leurs dépens. Un jour, il leur annonça qu'un grand docteur mahométan se proposait, pour prouver la supériorité divine de sa religion, de se jeter dans un grand feu, le coran à la main, jurant qu'il en sortirait sain et sauf; et il les invita à en faire autant avec la Bible. Les religieux, qui avaient bien laissé percer quelque prétention à des pouvoirs surnaturels, furent très-embarrassés. Ils répondirent d'abord qu'après avoir si victorieusement combattu pour la cause de la vérité dans plusieurs conférences publiques, on ne pouvait pas leur demander de s'exposer à une épreuve si déraisonnable et si périlleuse; que, d'ailleurs, ils étaient prêts à recommencer la discussion contre tout venant. La discussion recommença en effet; mais Akbar, retournant à ses idées, renouvela la proposition, s'engageant à faire en sorte que le mollah passerait le premier sur le bûcher, à la condition qu'un des missionnaires s'engagerait à le suivre. Après mûres délibérations, ceux-ci décidèrent, très-sagement d'ailleurs, qu'il était impossible d'en appeler à une épreuve aussi extravagante. Alors l'empereur, désappointé, et dont la curiosité était déjà satisfaite, ne les vit plus que de loin en loin; puis, enfin, son attention étant distraite par les insurrections qui éclatèrent, à cette époque, dans le Caboul et le Bengal, il sembla oublier ses pieux visiteurs; et eux, de leur côté, n'espérant rien d'un plus long séjour, reprirent la route de Goa.

En 1591, Akbar fit encore inviter des missionnaires européens à venir à sa cour; ils ne furent pas plus heureux que leurs prédécesseurs; bien reçus d'abord, ils furent bientôt négligés, et s'en retournèrent comme ils étaient venus. Quatre ans après, il fit encore une nouvelle demande; et cette fois, il l'accompagna de tant de promesses et d'un langage si aimable, que les Portugais ne crurent pas pouvoir répondre par un refus. La cour était alors à Lahore; pour l'aller rejoindre, les missionnaires durent traverser le Damâr pour se rendre à Cambay, et, de là, franchir le grand désert de l'Ouest. Près de Cambay, ils rencontrèrent une multitude de plus de 20,000 personnes, partant en pèlerinage pour les bords du Gange; et ils furent fort édifiés de l'air solennel et sérieux des pèlerins. Ils passèrent le désert avec une grande caravane composée de 400 chameaux, d'une troupe nombreuse de cavaliers, et d'une foule de gens à pied. Après une marche pénible de deux cent vingt lieues, la mission arriva sur les rives d'un beau fleuve, et, dix lieues plus loin, elle entra enfin dans les murs de Lahore, qui nous est représentée comme une ville charmante. On conduisit aussitôt les missionnaires au palais impérial, construit sur une île du fleuve. Ils y furent reçus de la manière la plus flatteuse. Une image de la Vierge, magnifique-

ment ornée, et plus belle encore que celle déjà présentée à l'empereur par leurs prédécesseurs, excita la plus vive admiration. D'abord, tout semblait sourire aux missionnaires; ils remarquent avec une vive satisfaction le peu d'attachement d'Akbar pour le mahométisme, dont il dépouillait les mosquées sans remords quand il avait besoin d'argent. Mais bientôt ils se découragent quand ils voient le culte assidu qu'il rendait au soleil. Ils l'accusent même d'être assez insensé pour avoir voulu se faire adorer lui-même. Ils racontent que, chaque matin, il se montrait au peuple sur un balcon, exigeant que la multitude assemblée se prosternât devant lui; qu'il se faisait présenter des enfants malades pour les bénir, etc. Mais peut-être les pieux missionnaires prirent-ils les formes presque serviles de l'hommage asiatique pour la folle prétention d'un prince qui aurait voulu se faire adorer. Ne voyant aucune chance de réussir, ils profitèrent de son départ pour le théâtre de la guerre dans le Deccan; et, dans leur retour à Goa, ils accompagnèrent l'armée pendant une partie de leur route.

Akbar mourut en 1605, après un règne de cinquante et un ans. Il ne laissa qu'un fils nommé Sélim, qui, lors de son avénement, prit le nom quelque peu ambitieux de Djihangire, c'est-à-dire, le conquérant du monde. Un parti puissant voulut d'abord soutenir les prétentions de Chusero, son propre fils; mais ses intrigues furent bientôt déjouées; et Chusero, obligé de fuir, fut trop heureux de recourir à la clémence paternelle. Quelque temps après, cependant, croyant avoir augmenté le nombre de ses partisans, il se révolta de nouveau, tout en conservant assez de bons sentiments au fond du cœur pour arrêter une conspiration qui ne tendait à rien moins qu'à assassiner l'empereur. Il voulait, disait-il, tenter la fortune du combat; mais, à aucun prix, il ne consentirait à monter sur un trône teint du sang de son père. Il obtint d'abord quelques succès; mais s'étant laissé surprendre par une armée très-supérieure en nombre à la sienne, il se retira sous les murs de Lahore, où il fut complétement battu, et, quelques jours plus tard, fait prisonnier au passage de l'Indus. Chusero, amené devant son père, confessa sa faute; mais, animé de sentiments d'honneur qui excusent en partie sa faute, il refusa de dénoncer aucun de ses complices. Enfermé dans une prison, il n'en était tiré chaque jour que pour voir quelqu'un de ses plus chers amis ou de ses partisans mis à mort au milieu des tortures les plus cruelles. Relâché après dix ans d'emprisonnement, il ne fut rendu à la liberté que pour mourir assassiné par les ordres de son frère, Shah-Jehan.

### § IV. *Djihangire.*

Djihangire commença son règne par un crime auquel il fut poussé par les plus malheureuses passions. Une jeune fille tartare, née, dans le désert, de parents pauvres, quoique nobles, avait été amenée, dans son enfance, à Delhi, où elle devint, en grandissant, la plus belle personne de l'Indoustan. Sa beauté célèbre lui avait fait donner les surnoms de Mhir-el-Nissa, c'est-à-dire, le soleil des femmes; de Nour-Djihan, la lumière du monde; de Nour-Mahal. L'empereur, avant de monter sur le trône, avait eu occasion de la voir, et s'était épris de ses charmes. Il était payé d'un tendre retour; mais, malheureusement pour les deux amants, la jeune personne avait été fiancée, dès son enfance, à Sher-Afkan, Turcoman d'un mérite distingué; et ce lien, dans les mœurs de l'Inde, est indissoluble. Aussi Akbar avait-il impérieusement ordonné à son fils de laisser les choses suivre leur cours régulier. Mais, après sa mort, Djihangire ne fut pas plutôt monté sur le trône, qu'il chercha les moyens de satisfaire sa criminelle passion. Sher-Afkan était trop brave et trop populaire pour qu'on osât le faire mettre à mort ouvertement; l'empereur, aveuglé par sa passion, eut recours aux plus lâches perfidies. D'abord il essaya de compromettre son rival dans des chasses au

tigre et à l'éléphant; mais Sher-Afkan se tira des périls où on l'avait exposé par des merveilles de courage. Il fallut aviser à d'autres moyens. Kattab, un des nobles de la cour, fut revêtu de l'important emploi de souba du Bengal, à la condition qu'il débarrasserait l'empereur de son rival. Quarante assassins envoyés contre lui furent battus, et il fallut attaquer le brave Turcoman avec une petite armée. Afkan fit des prodiges de valeur, il tua de sa propre main Kattab, son indigne ennemi, et mourut enfin accablé sous une grêle de flèches. La belle mais ambitieuse personne dont la possession avait coûté tant de crimes, se soumit volontiers à son destin; mais le cœur de son royal amant, dont les sentiments valaient beaucoup mieux que sa conduite, fut déchiré de tels remords, que, pendant quatre ans, il refusa de la voir, et l'abandonna, négligée dans un coin de son palais. A la fin cependant, elle sut rallumer sa passion mal éteinte, et devint toute-puissante. Ses parents furent élevés aux plus hauts emplois dans l'État, et son père nommé grand vizir. Le bonheur voulut qu'il possédât les talents et les qualités nécessaires à ce poste éminent; son élévation n'excita point l'envie; et, quoique l'empereur se livrât lui-même à tous les plaisirs, il semble que, sous son règne, l'Inde fut bien gouvernée.

Sous le règne de ce prince, deux missions anglaises vinrent visiter sa capitale, et, d'après le récit de ces envoyés, nous pouvons, peut-être, nous former de sa cour une idée plus exacte que d'après les vagues et pompeuses déclamations des historiens orientaux. En 1607, les capitaines William Hawkins et Keeling furent envoyés par la Compagnie pour ouvrir des relations commerciales avec les peuples de l'Inde, et surtout avec les États du Mogol. Hawkins se séparant de Keeling à Socotora, arriva à Surat le 24 août 1608, et sollicita aussitôt une audience du gouverneur. Celui-ci répondit qu'il était impossible de rien débarquer avant d'avoir obtenu la permission du vice-roi qui résidait à Cambay. Un courrier y fut aussitôt dépêché; mais on était alors dans la saison des pluies, et le mauvais temps, le débordement des rivières empêchèrent d'avoir une réponse avant vingt jours. La permission de vendre et d'acheter était accordée, mais pour ce voyage seulement; de plus, il était défendu de créer un établissement permanent sans la permission spéciale de l'empereur, permission qu'on obtiendrait facilement en allant la demander à Agra. Hawkins commença d'abord par débarquer ses marchandises; mais il s'aperçut bientôt du mécontentement des trafiquants indigènes, qui, dans leurs conversations, semblaient fort effrayés de cette nouvelle concurrence. Ils étaient fort animés sous main par un jésuite portugais, qui, plein d'une inimitié à la fois religieuse et politique, fit tout ce qui dépendait de lui pour entraver les efforts du capitaine anglais. Un jour Hawkins reçut la désagréable nouvelle que deux de ses embarcations, se rendant à la côte, avaient été arrêtées par un navire portugais, dont le commandant ne daigna pas même répondre quand on lui envoya demander raison de cet outrage, et se contenta de dire avec l'accent du plus profond mépris, que le roi des Anglais n'était le roi que de misérables pêcheurs et le souverain que d'une île insignifiante. Hawkins rencontrant un officier de cette nation, et se plaignant à lui des insultes qui lui avaient été faites, en reçut pour toute réponse que les mers de l'Inde appartenaient au roi de Portugal, et que personne n'y pouvait faire le commerce sans sa permission. Le capitaine anglais le pria alors de porter à son supérieur un cartel, qui ne fut pas accepté. Cependant les embarcations saisies avaient été envoyées à Goa avec leurs cargaisons et les hommes qui les montaient, et Hawkins, loin de trouver aucune protection dans les autorités indoues, avait acquis la conviction qu'elles étaient d'accord avec ses ennemis pour l'accabler. On alla jusqu'à attaquer sa maison, et il ne pouvait plus paraître en ville sans péril de

mort. Les choses en étaient là lorsque le vice-roi arriva en personne; mais au lieu de venir au secours du malheureux Hawkins, il ne songea qu'à profiter de la circonstance pour prendre dans la cargaison tout ce qui était à sa convenance; encore avait-il soin de ne jamais payer qu'au prix fixé par lui-même.

Dans cette position si critique, Hawkins se résolut à suivre le conseil qui lui avait d'abord été donné d'aller lui-même à Agra solliciter la protection impériale. Mais le vice-roi craignant l'effet des plaintes qui ne pouvaient manquer d'être dirigées contre lui, fit tout ce qu'il put pour empêcher ce voyage. La petite escorte qu'il donna à Hawkins était chargée de le mettre à mort; mais celui-ci craignant quelque mauvais dessein avait engagé des soldats à son service, et un capitaine attaché au vice-roi du Deccan lui donna un détachement de braves cavaliers afghans. C'est ainsi qu'il put arriver à Agra le 16 avril 1609. Tandis qu'il y cherchait un logement, l'empereur le fit mander avec tant de précipitation qu'il eut à peine le temps de s'habiller. Djihangire le reçut sur son trône; et d'abord il examina avec attention la lettre et le sceau royal que Hawkins lui remit de la part de son souverain, puis il ordonna de la traduire à un jésuite qui était alors à sa cour. Tandis que celui-ci faisait un rapport peu avantageux sur la missive, l'empereur ayant découvert que le nouvel arrivé savait parler le turc, avait commencé une conversation avec lui. En sortant de l'audience, Hawkins fut invité à venir tous les jours au palais où l'empereur s'entretenait longuement avec lui, l'accablant de questions sur les divers pays de l'Europe et sur l'Amérique dont il avait entendu parler, mais de l'existence de laquelle il n'était cependant pas très-sûr. Il reconnut que les Anglais avaient été très-maltraités par le vice-roi de Cambay, à qui il fit envoyer l'ordre de leur fournir tout ce qui pouvait être nécessaire à leur commerce. En même temps il pria le capitaine de rester dans l'Inde jusqu'au moment où il pourrait lui-même envoyer une ambassade en Europe, et en attendant il lui assura un revenu de plus de quatre-vingt mille francs, somme énorme dans ce temps-là, avec le commandement d'un corps de quatre cents chevaux. Hawkins trouvant qu'à ce compte il pouvait servir à la fois son pays, la Compagnie et lui-même, se laissa persuader. A tant de beaux cadeaux l'empereur voulut joindre celui d'une femme. Le point était délicat, et s'il n'avait craint d'être accusé d'ingratitude, Hawkins aurait refusé; il espéra un moment tourner la difficulté, en disant que sa conscience lui défendait d'épouser une autre femme qu'une chrétienne; mais l'empereur, qui tenait à son idée, lui trouva une jeune vierge arménienne, aux destinées de laquelle le galant capitaine ne put pas refuser d'unir la sienne. Quoique cette union n'ait pas été accomplie selon les formes légales, et qu'elle fût nulle aux yeux de la loi anglaise, Hawkins s'y montra fidèle toute sa vie, et il prétend qu'il y trouva tout ce qu'on peut espérer de bonheur sur la terre.

Il était ainsi en pleine faveur, quand il apprit qu'un autre navire anglais, *l'Ascension*, venait de jeter l'ancre dans le port de Surat. Il n'eut pas de peine à obtenir un édit impérial écrit en lettres d'or et scellé du grand sceau de l'empire, qui autorisait ses compatriotes à faire tout le commerce qu'ils pourraient; il eut même la satisfaction de voir son plus cruel ennemi, le vice-roi de Cambay, mandé à la cour, et puni pour tous ses crimes de la confiscation de ses effets mobiliers. Ils étaient si nombreux, qu'il fallut deux grands mois à l'empereur pour en passer lui-même la revue et y choisir ceux qui lui convenaient. Le capitaine eut le plaisir d'y montrer lui-même à l'empereur quelques objets qu'il lui avait envoyés en présents, mais qui n'étaient jamais arrivés à leur destination.

Cependant la roue de la fortune, après l'avoir élevé si haut, commença à décliner pour lui. Mikrab, l'ex-vice-roi de Cambay, l'ennemi d'Hawkins,

une fois dépouillé de ce qu'il avait de plus précieux, trouva moyen de rentrer en grâce; on lui rendit même son gouvernement, en lui recommandant toutefois plus de circonspection à l'avenir; mais, avant de se rendre à son poste, il sut s'arranger pour rendre à l'Anglais tous les mauvais services imaginables. Tout l'entourage de l'empereur, les omrahs, les officiers, et surtout les jésuites, se coalisèrent avec lui pour ruiner l'influence de l'étranger, de l'infidèle. On représenta à Djihangire qu'en ouvrant le commerce de ses États à un autre peuple, il mécontenterait les Portugais, nation bien plus riche et plus puissante que les Anglais, et qui non-seulement abandonnerait ses ports, mais encore était capable d'en interdire l'accès aux autres peuples. Ces arguments, appuyés par l'offrande d'un magnifique rubis, agirent si bien sur l'esprit du prince, qu'il s'écria : « Eh bien, alors, qu'on ne laisse plus venir d'Anglais! » Et Mikrab partit avec l'ordre de ne plus leur permettre de débarquer sur les côtes de l'empire. Hawkins n'osa pas affronter la tempête de face; il laissa d'abord partir son ennemi; puis, lorsque la vigilance de la cabale fut un peu endormie par le succès, il saisit l'occasion favorable, et, réussissant à son tour à convaincre l'empereur de tous les avantages que pourrait lui produire le commerce avec l'Angleterre, il en obtint la promesse d'un édit tout aussi favorable que le premier. Mais la cabale ennemie déploya une si grande activité, que l'empereur se laissa persuader de retirer sa parole. Depuis lors, le séjour d'Hawkins à la cour ne fut plus qu'une alternative de crédit et d'abandon d'où il ne put rien tirer. Il eut beaucoup à souffrir d'Abdoul Hassan, le premier ministre et son mortel ennemi, qui, à la cour, s'arrangeait de façon à l'empêcher de parler au prince; et, quoiqu'il ne pût pas lui retirer le *djagir*, le fief ou le bénéfice qui lui avait été donné pour lui assurer des moyens d'existence, le ministre sut cependant le faire fixer dans une province si agitée par les insurrections, qu'il n'en pouvait presque rien retirer. Après deux ans et demi de résidence sans résultat, le capitaine anglais se décida à quitter la partie. Le 2 novembre 1611, il partit non-seulement sans avoir pu obtenir aucuns priviléges commerciaux, mais même sans emporter de lettres pour sa souveraine. Peu de jours avant son départ, il avait eu la mortification d'entendre dire à Abdoul Hassan qu'il ne convenait pas à la grandeur de l'empereur mogol d'écrire à un si petit prince.

Quelques années plus tard, il fut résolu de faire une nouvelle tentative pour mettre les affaires anglaises dans l'Inde sur un meilleur pied, et pour cela, d'envoyer, au nom du roi même, une ambassade avec des présents, et tous les moyens qu'on crut capable de faire impression sur l'orgueil du potentat asiatique. En conséquence, sir Thomas Roe partit de Gravesend, le 24 janvier 1615, avec les deux bâtiments *le Lion* et *le Peppercorn*, commandés par les capitaines Boughton et Peyton. Suivant toute la côte orientale de l'Afrique jusqu'à Socotora, l'ambassade arriva en septembre à Surat, où elle débarqua en grande pompe avec quatre-vingts hommes d'armes. Le 15 novembre, elle était à Bahranpour, où elle était magnifiquement reçue par le prince Parviz, second fils de l'empereur, qui représentait dans cette ville la souveraineté des Mogols, quoique, dans la réalité, le pouvoir fût dans les mains de Khan Channa, le général de l'armée. Après une pompeuse audience, le prince avait promis de recevoir sir Thomas d'une façon plus intime; mais malheureusement, entre autres présents, Son Altesse avait reçu une caisse de liqueurs dont elle fit si bon usage, qu'à l'heure du rendez-vous elle était complétement hors d'état de recevoir personne.

L'empereur était alors à Adjmir. Roe, pour s'y rendre, eut à traverser le pays des Radjpoutes. Sur sa route, il admira la situation de Chittore, qu'il compare à un tombeau d'une merveil-

teuse magnificence. Au-dessus d'une centaine de temples, d'une foule de minarets, d'une multitude de maisons, s'élevait le rocher presque perpendiculaire sur lequel la ville était jadis assise. Alors, elle était entièrement déserte. Le 23 décembre, sir Thomas arriva à Adjmir; mais il ne put pas se présenter à la cour avant le 10 janvier 1616. Il remit la lettre royale avec les cadeaux dont il était chargé, et fut accueilli d'une façon si cordiale, qu'il imagina que jamais ambassadeur turc ou persan ne fut mieux reçu. A la seconde entrevue, on lui offrit, et dans la suite on lui réserva toujours une place plus distinguée que celle d'aucun des courtisans. Quand il expliqua les griefs des Anglais à Surat et à Ahmedabad, on lui promit qu'on leur donnerait pleine et entière satisfaction. D'autres conférences suivirent, et de longues conversations familières, plaisantes quelquefois, s'engagèrent entre le prince et l'ambassadeur. Sir Thomas crut pendant quelque temps qu'il allait complétement réussir; mais bientôt il se trouva arrêté par la même cabale qui avait déjà renversé tous les projets d'Hawkins. Mikrab Khan, l'ennemi acharné de l'Angleterre, était alors à la cour, où il était soutenu par Aziph Khan, devenu premier ministre, et par Cherrem, le fils favori de Djihangire, et qui devint ensuite empereur sous le nom de Shah Jehan. Il est vraiment merveilleux que sir Thomas ait pu se défendre aussi longtemps contre de si puissants adversaires, qui parvenaient toujours à produire de nouvelles révolutions dans l'esprit de leur inconstant souverain. A la fin cependant, la persévérance et l'adresse de l'ambassadeur lui firent obtenir un firman moins important, il est vrai, que celui qui avait d'abord été promis. Il remporta aussi une lettre adressée au souverain de la Grande-Bretagne, et qui portait pour suscription : « A un « roi légitime descendant de ses ancê« tres, élevé dans les affaires mili« taires, et revêtu d'honneur et de « justice. »

Pendant son séjour, sir Thomas eut toutes les occasions d'observer la pompe et les cérémonies de cette cour, la plus splendide peut-être qui ait jamais ébloui les yeux du peuple. L'empereur passait presque toute sa vie en public. Le matin, il venait se présenter à un balcon devant la foule assemblée; à midi, il retournait à ce balcon, du haut duquel il assistait à des combats de bêtes féroces, et surtout d'éléphants; dans l'après-midi, il se rendait au *durbar*, c'est-à-dire à la salle d'audience, où il recevait tous ceux qui voulaient lui parler; à huit heures du soir, il se montrait dans une cour découverte, nommée le Gard Khan, où il passait le temps à causer avec ses favoris. Dans le durbar, le trône était entouré de deux enceintes de grilles à hauteur d'appui. Dans l'enceinte intérieure était la place réservée aux ambassadeurs, aux grands officiers de la couronne, aux personnages de distinction. La seconde enceinte était occupée par les dignitaires subalternes, et derrière eux un espace immense était réservé au public, qui avait ainsi la faculté de voir son prince tous les jours. L'empereur ne pouvait se soustraire à cette étiquette; il fallait paraître tous les jours, sauf le cas de maladie ou d'ivresse, et encore fallait-il venir le dire au public assemblé.

Dans quelques occasions l'ambassadeur anglais put juger de la splendeur de la cour du Mogol. Elle se montrait surtout par l'immense profusion de pierres précieuses que ce souverain prenait plaisir à réunir par tous les moyens. Aux grandes solennités, la personne de l'empereur n'était pas seulement couverte, mais cachée sous les perles, les diamants, les rubis; jusqu'aux éléphants, qui avaient tous leurs caparaçons richement brodés et la tête ornée de joyaux du plus grand prix. L'ambassadeur admira surtout la magnificence des tentes de l'empereur, entourées d'un mur en toile d'un demi-mille de longueur; celles des nobles étaient des formes les plus élégantes, et étincelantes des plus riches couleurs. Il dit que c'est « une des plus grandes raretés et magnificences »

qu'il vit jamais. Tout cet assemblage de tentes ressemblait à une belle ville. Mais, au milieu de cette splendeur, on ne voit rien qui indique des goûts intellectuels. Le jour anniversaire de la naissance du souverain, son grand plaisir c'était de se faire apporter deux coffres pleins, l'un de rubis, et l'autre d'amandes d'or et d'argent, puis de les jeter par poignées à ses omrahs; et alors ces puissants seigneurs, attachés à la plus grande cour de l'univers, se les disputaient comme des enfants à qui on aurait jeté des dragées. Dans une autre occasion, on s'amusa beaucoup à peser la personne du souverain. L'empereur, en grand costume, fut mis dans une balance, fut pesé d'abord contre des roupies, ensuite contre de l'or et des joyaux, puis contre de riches étoffes et des épices de prix, enfin, contre du grain et du beurre. L'ivresse la plus éhontée terminait toutes les fêtes royales.

L'esquisse que nous font ces deux voyageurs, du caractère de Djihangire, est peu d'accord avec les pompeux panégyriques que lui ont consacrés les auteurs orientaux. Sa facilité et sa douceur étaient tellement mêlées de faiblesse et d'hésitation qu'on a peine à comprendre qu'il ait pu mener les affaires d'un si grand empire. Sir Thomas semble l'avoir bien peint, quand il dit de lui : « Il est de si bonne disposition qu'il laisse tout le monde gouverner, ce qui est pis que de mal gouverner lui-même. » Sa justice, et surtout sa haine de l'injustice, si fort exaltée par Dow, devient au moins fort équivoque quand on le voit s'ingénier à trouver des moyens de confisquer les biens de tous ceux qui lui faisaient ombrage. Après avoir acquis la certitude des prévarications exercées par le vice-roi de Cambay, après avoir vu celui-ci dépouillé de ses richesses, on a quelque peine à comprendre comment il put rentrer en grâce, et, dans plusieurs occasions importantes, faire décider les affaires par son crédit. Il est difficile aussi de savoir si c'est à la superstition ou à la politique qu'on doit attribuer les absurdes caresses dont il couvrit un misérable fakir, avec lequel il conversa un jour pendant plus d'une heure, qu'il serra dans ses bras, qu'il aida à se relever, et à qui il donna enfin cent roupies.

Les dernières années de la vie de ce prince se passèrent dans l'affliction, et ce fut encore sa fatale passion pour Nour Mahal qui remplit d'amertume la fin de sa vie. Cette belle, mais orgueilleuse favorite, qui le gouvernait entièrement, abusa de la facilité de son caractère, et lui aliéna ses meilleurs amis. La croyance prévalut, et sans doute elle était fondée, qu'elle avait l'intention d'élever au trône son fils Ihahriar au préjudice de ses aînés; au moins tel fut le prétexte de la redoutable révolte suscitée contre l'empereur, par Shah Jehan, le plus distingué de ses fils, qui s'était acquis beaucoup de gloire et d'influence par ses succès à la guerre dans le Deccan. Ce prince s'ouvrit le chemin du trône par un crime. Chusero, son frère aîné, celui dont la rébellion avait attristé les premières années du règne de Djihangire, avait été relâché de son long emprisonnement et placé sous la surveillance de Shah Jehan. Un matin sa femme favorite, entrant dans sa tente, le trouva baigné dans son sang et rendant le dernier soupir. Ses cris amènent Shah Jehan sur le lieu du crime, et le profond chagrin dont il se montre pénétré détourne d'abord tous les soupçons; plus tard, cependant, son père et le public demeurèrent convaincus qu'il était le véritable auteur de cet assassinat.

Dans la périlleuse situation où il avait fini par se trouver placé, l'empereur avait cependant encore conservé un fidèle ami et serviteur, Mohabet Khan, qui défendait avec zèle les intérêts de sa couronne et dont la valeur lui gagna des victoires sur les troupes de Shah Jehan, et réduisit celui-ci à la dernière extrémité. Lorsque après de tels succès il retournait à la cour, espérant y recevoir la récompense de ses services, il y trouva l'esprit du prince complétement chan-

gé à son égard. Nour Mahal, ne cessant pas d'être le mauvais génie de Djihangire, s'était unie aux ennemis de Mohabet Khan, pour faire croire à l'empereur que son ministre était entré dans une conspiration pour le déposer. Mohabet, informé de l'état des affaires à la cour, résolut de ne pas se laisser sacrifier en obéissant à l'ordre qu'il avait reçu de se rendre près de son souverain; il se retira dans son château de Rintimpour. A la fin, cependant, pressé par d'incessantes invitations, il partit pour la capitale, mais accompagné de 5,000 cavaliers radjpoutes. Il trouva l'empereur campé dans le voisinage de Lahore, et la réception qu'il lui fit fut des plus outrageantes: on l'arrêta sur le seuil de la tente royale, en lui défendant d'avancer plus loin, et de commencer par rendre compte des richesses qu'il avait acquises par ses exactions. L'accusation était parfaitement injuste, et Mohabet était aussi fier qu'intègre. Indigné, il se résolut à un parti extrême dont l'exécution fut remise au lendemain sans plus de retard. L'armée, alors en marche sur le Caboul, passait un pont jeté sur le Djilem, et l'empereur, ne se doutant de rien, était resté à l'arrière-garde avec quelques-uns de ses courtisans. Le général s'élance avec ses Radjpoutes, entoure les tentes de son maître. Suivi de 500 hommes bien armés, il entre pâle mais résolu. Les omrahs essayent d'abord un semblant de résistance, mais, en voyant le nombre des assaillants, ils cèdent. Après quelques instants de recherche, Mohabet trouve Djihangire dans la tente qui lui servait de salle de bain. « Que fais-tu là, demanda l'empereur effrayé? — Contraint par les machinations de mes ennemis, qui complotent ma perte, je viens me placer sous la protection de mon souverain. » Interrogé par l'empereur sur les raisons qui lui avaient fait amener tant d'hommes armés: « Ils viennent, dit-il, vous demander quelque sécurité pour ma famille et pour moi-même, et ils ne se retireront pas avant d'en avoir obtenu la garantie. » Djihangire protesta qu'il n'avait jamais eu aucun mauvais dessein contre son ministre, et il fit tout ce qu'il put pour l'apaiser; mais celui-ci, sans se laisser prendre à de belles paroles, lui fit remarquer que l'heure avait sonné où l'empereur avait coutume d'aller à la chasse, et qu'un cheval sellé et bridé l'attendait. Djihangire comprenant que toute résistance eût été inutile, partit au galop, accompagné par une escorte de vaillants Radjpoutes.

Cependant Nour Mahal, avec son frère, le grand vizir Asiph Khan, avait passé sur l'autre rive du fleuve avec le gros de l'armée; on imagine facilement la colère et le chagrin que dut ressentir cette orgueilleuse princesse, quand elle apprit ce qui venait de se passer. Après mûre délibération, il fut résolu d'attaquer Mohabet, et de faire un effort désespéré pour arracher l'empereur de ses mains. Il fallait passer le fleuve, qui est très-large en cet endroit, sous les coups des Radjpoutes. La princesse, pour encourager ses troupes, se lança dans le courant, s'exposant elle-même au plus fort de la mêlée, et vidant quatre carquois de flèches; trois des conducteurs de son éléphant furent tués à côté d'elle, et sa petite fille, qui l'accompagnait, blessée au bras. Les Radjpoutes, de leur côté, attendaient l'ennemi de pied ferme, et, à mesure que les détachements des troupes impériales mettaient le pied sur la rive, ils les rejetaient dans le fleuve. A la fin, une grande division, conduite par les plus braves des omrahs, trouva un gué qu'elle passa pour venir attaquer l'arrière-garde de l'ennemi. On se battit presque sous la tente de l'empereur, qui fut percée d'une multitude de flèches, et on ne put mettre sa personne à l'abri qu'en le protégeant sous une armure de boucliers. Mohabet Khan parvint cependant à rétablir la bataille et remporta une victoire complète. Nour Mahal s'enfuit à Lahore, où les lettres de Djihangire lui persuadèrent cependant de venir le retrouver dans son camp. Le vainqueur voulait la mettre à mort,

et il avait même obtenu de l'empereur la permission de la faire périr; mais l'artificieuse princesse, tout en se disant résignée à son destin, sollicita de son seigneur une dernière entrevue, que Mohabet eut la faiblesse d'accorder, quoiqu'il exigeât qu'elle eût lieu en sa présence. Nour Mahal entra et vint se placer debout devant son maître dans le plus profond silence; « la pâleur et l'air abattu de son visage prêtaient encore un nouveau charme à sa merveilleuse beauté. » L'empereur se mit aussitôt à pleurer, et il demanda la grâce de sa femme préférée, avec tant d'insistance et de larmes, que le général victorieux se laissa fléchir.

Mohabet emmena son souverain à Caboul, le traitant avec le plus grand respect, lui conservant toute la splendeur de sa cour, lui soumettant toutes les affaires de l'État. Puis, après avoir obtenu les promesses les plus sacrées de pardon pour le passé, et de faveur pour l'avenir, il donna la preuve la plus éclatante de son désintéressement en abdiquant le pouvoir pour se retirer dans la vie privée. Après ce qu'il avait fait, c'était au moins une imprudence. L'empereur était peut-être capable d'oublier, de pardonner même, mais le ressentiment de la princesse était implacable, et aussitôt elle demanda la tête de Mohabet, que d'abord Djihangire lui refusa. Voyant qu'elle ne pouvait réussir de ce côté, Nour Mahal arma des assassins pour se débarrasser de son ennemi. Djihangire, informé de ses criminels desseins, fit avertir Mohabet, tout en lui avouant son impuissance à le protéger. Il ne restait à celui-ci d'autre parti que la fuite; lui qui avait été le maître réel de ce grand empire, il abandonna sa maison, sa fortune, et disparut. Nour Mahal fit aussitôt saisir tous ses biens, et, abusant de la faiblesse du monarque imbécile, elle fit déclarer publiquement Mohabet rebelle à son souverain; sa tête fut mise à prix, des ordres furent donnés dans toutes les provinces, des recherches actives furent faites pour s'emparer de sa personne.

Asiph Khan, le ministre régnant, désapprouvait la violence de sa sœur; il sentait le danger, sinon l'infamie de sa conduite, mais il ne savait comment lui résister. Un soir, on vint lui apprendre qu'un homme mal vêtu demandait à lui parler : c'était Mohabet. Après un long entretien, Asiph ayant confessé les violences de sa sœur et la misérable faiblesse de Djihangire, Mohabet lui persuada que le seul moyen de voir l'empire gouverné par une main capable et ferme, c'était d'élever au trône Shah Jehan, le prince que lui-même il avait jadis si vivement combattu. Il fut décidé qu'on se mettrait aussitôt en communication avec lui; mais diverses circonstances suspendirent l'exécution de ce projet, jusqu'au moment où il devint inutile par la maladie de l'empereur. Un asthme, aggravé par une trop longue résidence dans le climat froid du Cachemir, le conduisit au tombeau, le 9 novembre 1627.

### § V. *Shah Jehan.*

Djihangire ne laissa que deux fils, Shah Jehan et Shariar. C'était au dernier qu'il avait légué sa couronne; mais Mohabet et Asiph prirent aussitôt leurs mesures pour l'élévation de son frère, et, avant que Shah Jehan eût eu le temps de revenir du Deccan, son compétiteur était vaincu, fait prisonnier et privé de la vue. Le nouvel empereur, en arrivant dans sa capitale, prit ses précautions pour n'avoir plus désormais de rival à craindre. Il ordonna immédiatement la mort de son frère et de tous ses neveux. On a voulu excuser cette horrible tragédie par les précédents dont l'histoire de l'Asie n'offre malheureusement que trop d'exemples; mais cependant, on n'avait encore jamais vu dans l'Inde pareille boucherie, et Shah Jehan aurait dû penser que les crimes du père devaient un jour peut-être encourager le crime chez ses enfants.

Cependant, toutes ces exécutions ne suffirent pas encore à assurer son trône contre tous ses compétiteurs. Lodi, omrah d'une valeur et de talents

remarquables, qui se prétendait issu des empereurs patans, avait commandé l'armée du Deccan. Dans cette position, il avait été opposé à Shah Jehan, et s'étant, à la mort de Djihangire, déclaré pour Shahriar, il avait tenté d'enlever le nouvel empereur lorsqu'il se rendait à Agra. A peine arrivé dans sa capitale, le prince envoya une armée contre lui, mais en lui faisant en même temps offrir des conditions honorables. Lodi mit bas les armes, et fut nommé au gouvernement du Maloua, où il trouva une invitation impériale qui le pressait de venir à la cour. Mais, à sa première audience, il fut reçu avec une froideur et un embarras si marqués, qu'il comprit aussitôt qu'il se tramait quelque chose contre lui. Effrayé, son fils Azmet tira l'épée, et il en résulta une scène de désordre, pendant laquelle l'omrah parvint à s'échapper pour aller s'enfermer, avec trois cents serviteurs, dans son palais, qui était capable de défense. Assiégé par des forces considérables, sa situation semblait désespérée, et il méditait sur son triste sort, lorsque tout à coup de grands cris retentissent dans l'appartement de ses femmes; il s'y précipite, et il les trouve toutes baignées dans leur sang. Menacées de la captivité ou du déshonneur, ces malheureuses, animées par l'esprit de fidélité dont les femmes indoues ont donné tant d'exemples fameux, s'étaient toutes suicidées. A ce spectacle, sa fureur se ranime; il ordonne à ses gens de sonner la trompette, s'élance à cheval, suivi de ses deux fils, et disparaît au milieu de la mêlée, en criant à haute voix : « J'éveillerai le tyran par le bruit de mon départ; mais mon retour le fera trembler. » On se mit aussitôt à sa poursuite, et peut-être aurait-il échappé à ses persécuteurs, s'il n'eût été arrêté par le Chambal, alors débordé à la suite de longues pluies. Accablé par des forces supérieures, il s'élança au milieu du fleuve, et parvint à atteindre la rive opposée; mais il avait perdu dans ce combat le plus grand nombre de ses fidèles, et avec eux Azmet, son fils favori. C'est ainsi qu'il arriva dans le Deccan, où il leva ouvertement l'étendard de la révolte, et parvint à déterminer les rois de Golconde et de Visiapour à entrer dans une ligue avec lui contre le Mogol, qui les avait si longtemps opprimés. Shah Jehan fut si vivement alarmé, qu'il se rendit seul sur le théâtre de la guerre; mais n'osant prendre le commandement en personne, et cependant n'osant pas le confier entièrement à un seul homme, il envoya des corps détachés, aux ordres de plusieurs généraux, pour attaquer les alliés sur divers points. Lodi, nommé de son côté généralissime de la ligue, conduisit les affaires avec autant de courage que de talent. Il battit, en plus d'une rencontre, les troupes impériales. Shah Jehan, mortifié, se décida enfin à abandonner toute la conduite de la guerre à Asiph, qui vint apporter dans la balance un mérite du premier ordre. Son seul nom frappa les confédérés d'une terreur telle qu'ils se retirèrent immédiatement. Le chef insurgé, réduit à ses seules troupes, tenta le hasard dans une bataille; mais il la perdit. Aussitôt le roi de Golconde commença à traiter avec l'empereur, et Lodi, sachant bien que la première condition de la paix serait la remise de sa personne, se hâta de quitter le territoire de Golconde. Shah Jehan essaya de lui fermer toutes les routes qui pouvaient le ramener dans l'Indoustan; mais le chef fugitif déjoua toutes ses précautions, et, à la tête d'une petite troupe de gens restés fidèles jusqu'à la dernière extrémité, il pénétra jusqu'au milieu du Maloua. L'empereur le fit aussitôt poursuivre par Abdalla, l'un de ses officiers, à la tête de dix mille chevaux. Lodi, affaibli à la suite de plusieurs combats, finit par se trouver presque enfermé par ses ennemis, tandis que son fils aîné, Azâz, se faisait tuer pour couvrir la fuite de son père. Réduit à trente hommes, il n'avait plus aucune espérance d'échapper, et alors, apercevant un corps de cavalerie qui cherchait sa retraite, il appela ses fidèles serviteurs, et, après

les avoir remerciés de lui être restés si fideles au milieu de tant de calamités, il les supplia, comme dernière faveur, de quitter une cause désormais perdue sans retour, et de chercher chacun son salut dans la fuite. Mais ces braves gens déclarèrent, les larmes aux yeux, qu'ils voulaient partager son sort jusqu'au dernier moment. Alors, il donna de la main le signal de marcher en avant, et, mettant les éperons au ventre de son cheval, il se précipita sur l'ennemi. Quelques instants après, il tombait frappé d'une balle à la poitrine, et ses braves compagnons mouraient tous à ses côtés. Shah Jehan apprit cet événement avec la joie la plus vive, sans même accorder un mot de compassion à la valeur et aux infortunes de son rival.

Désormais en possession tranquille du trône, Shah Jehan donna à son tour l'exemple d'un prince qui, après avoir conquis le pouvoir par des crimes, l'exerce avec justice et fermeté. Alors il employa la sévérité de son esprit à tenir en bride les orgueilleux vice-rois de son immense empire, à protéger le peuple contre l'oppression. Dans cette tâche méritoire, il fut aidé par les sages conseils d'Asiph Khan et de Mohabet, auxquels il conserva le pouvoir malgré quelques accès de jalousie et de défiance. Souvent leur intercession parvint à adoucir l'extrême rigueur de sajustice, comme, par exemple, dans le cas du radja de Bondelcond, qu'il avait ordonné de mettre à mort. Mohabet demanda la grâce de ce chef coupable, qui fut accordée à sa prière; il obtint même que ses richesses et son poste lui seraient rendus. Une fois, bien qu'il fût lui-même musulman très-peu zélé, Shah Jehan s'irrita si vivement contre les absurdités de la religion des Indous, qu'il commença presque à la persécuter. Mais s'apercevant de l'agitation profonde qu'il avait causée dans le peuple, il reconnut bientôt son erreur, et reprit le système de tolérance qui distingua toujours les princes de sa maison.

S'il y avait eu pour lui possibilité de faire des conquêtes aux dépens de l'étranger, il est probable que Shah Jehan eût ambitionné ce genre de gloire; mais son empire était si étendu, les ennemis qu'il aurait dû aller chercher étaient si loin, qu'il n'y pouvait même pas songer. Cependant il fit plusieurs fois la guerre dans le Deccan, et il en réduisit les princes à un état de vasselage encore plus direct que par le passé. Il envoya aussi des armées contre Balk et Candahar, sur ses frontières de l'ouest et du nord. Mais la guerre était fort difficile à faire au milieu de ces pays de montagnes, et de plus, la puissance des princes persans d'alors rendait presque impossible de faire aucune conquête de ce côté. Vers l'est, cependant, il ajouta à son empire la rude province d'Assam, acquisition précaire, conquête de presque nulle valeur.

L'Inde doit à ce prince les plus splendides et les plus élégants monuments qu'elle possède. Dans le nouveau Delhi où il avait fixé sa résidence, et que, de son nom, il avait appelé Jehanpour, il fit construire un palais de granit rouge que l'évêque Herber regardait comme l'un des plus nobles monuments qu'il vît jamais, et de beaucoup supérieur au Kremlin de Moscou. La Djamma Mesdjid, construite aussi par lui dans la même ville, est une magnifique mosquée à laquelle on n'en pourrait comparer aucune autre dans l'Inde. Mais la splendeur de toutes ces créations fut effacée par le mausolée connu sous le nom de Tadj Mahal, élevé à Agra en l'honneur de Nour Jehan, son épouse favorite. Il est construit en marbre blanc, avec des incrustations de pierres précieuses, et couvre un rectangle de cent quatre-vingts pieds carrés, surmonté d'un dôme très-élevé, qui a soixante-dix pieds de diamètre à sa base. Il s'élève sur une haute terrasse entourée d'un magnifique jardin. Cette construction coûta, dit-on, près de vingt millions de francs, et on la regarde comme le plus beau monument de l'empire.

Pendant plus de vingt ans, le règne de Shah Jehan s'écoula dans la paix et la prospérité. L'empereur avait perdu

ses glorieux ministres Asiph et Mohabet; mais ce malheur n'avait fait que redoubler son zèle et son application aux affaires publiques, qu'il administrait à la satisfaction de son peuple. Son bonheur particulier semblait assuré par l'existence de quatre fils, que leurs mérites et même leurs vertus avaient rendus chers à tous ses sujets. Comme la plus parfaite harmonie les unissait, leur père les avait placés dans de grandes positions, qu'ils remplissaient avec honneur et talent. Telle fut du moins l'histoire de leur jeunesse; mais quand arriva l'âge mur, et avec lui l'ambition, il devint impossible d'empêcher les jalousies. Chacun commença à prévoir pour la mort de son père une lutte qui ne lui laisserait d'autre alternative que la couronne ou la mort. Dara, le fils favori du vieux monarque, était toujours auprès de son père, et c'était à lui qu'il destinait son héritage. C'était peut-être le plus aimable prince de la famille, fuyant la mollesse corruptrice des cours, employant ses loisirs à la culture des lettres. C'était cependant un caractère ardent et impétueux. Shoudja, prince voluptueux, mais néanmoins doux et brave, était à la tête du gouvernement du Bengal. Mourad, magnifique, fier, audacieux, aimant la guerre et ses dangers, commandait dans le Gouzerat. Quant au quatrième, il était tout différent de ses frères, et n'avait ni les qualités, ni les défauts qu'on voit ordinairement chez les princes nés sur les marches du trône. Aurengzeb avait des manières réservées, fuyait les plaisirs, et se dévouait aux affaires publiques avec autant d'ardeur qu'en montra jamais aucun homme qui n'aurait eu que son mérite et son activité pour s'élever des derniers rangs de la société aux premiers. Une autre circonstance donna une physionomie toute particulière à sa fortune et à sa destinée. Jusqu'à lui, les princes de la maison d'Akbar n'étaient guère musulmans que de nom, quoique leurs armées et leurs principaux courtisans fussent pleins de zèle pour la religion de Mahomet. Il semble qu'ils aient tous regardé la religion comme une question indifférente, à peine comme un sujet de spéculations philosophiques, et qu'ils aient soigneusement évité de faire, sous ce rapport, aucune distinction entre leurs sujets. Aurengzeb, au contraire, accepta la loi du prophète arabe dans toute sa rigueur, se conformant strictement à tous ses préceptes, se montrant plus ambitieux de la réputation d'un saint ou d'un fakir que de celle d'un grand monarque. Par là, il se rendit odieux à la population indoue; mais les chefs musulmans, qui tenaient dans leurs mains le pouvoir militaire, accueillirent avec faveur l'espérance d'avoir enfin un souverain qui renoncerait à la scandaleuse indifférence de ses ancêtres, et qui, sous ce rapport, devrait partager leurs farouches passions. De plus, ayant longtemps commandé les troupes dans le Deccan, le principal théâtre de la guerre sous le règne de son père, il était à la tête d'une armée mieux disciplinée, et il avait acquis plus de talents militaires qu'aucun des autres princes.

Cet état de choses, tout menaçant qu'il était, aurait pu durer longtemps, si l'empereur n'eût été pris tout à coup d'une dangereuse maladie, qui, pendant plusieurs jours, lui enleva toute connaissance, et ne laissa aucun espoir de le conserver. Dara, par ses ordres, prit aussitôt en main les rênes du gouvernement, comme s'il eût été déjà sur le trône. Il laissa percer la plus vive défiance à l'égard de ses frères, empêchant toute communication avec eux, saisissant leur correspondance, envoyant en exil tous les omrahs qu'il soupçonnait d'être attachés à leurs intérêts. C'est ainsi qu'il précipita, et en quelque façon, justifia les mesures hostiles auxquelles ils n'étaient eux-mêmes que trop disposés. Malgré toutes ses précautions, ils furent informés de la maladie de leur père, et même ils durent soupçonner qu'il était déjà mort. Ils prirent immédiatement les armes, forcés, dirent-ils, à cette extrémité par le soin de leur sûreté personnelle. Shoudja, dans le Bengal, mit le premier ses troupes en campagne, et bien-

tôt après, Mourad, dans le Gouzerat, informa officiellement Aurengzeb de tout ce qui se passait, l'invitant à s'unir à lui pour déjouer les sinistres projets de leur frère. C'était plus que ne demandait Aurengzeb.

Cependant, contre toute probabilité, Shah Jehan guérit complétement, et Dara remit aussitôt fidèlement dans les mains paternelles les rênes de l'empire. On fit aussitôt savoir cette nouvelle à Shoudja, espérant qu'il arrêterait son mouvement, en apprenant que l'empereur n'était pas mort. Mais il était allé trop loin, les flammes de l'ambition avaient allumé un incendie dans son cœur. Il affecta de croire qu'on voulait le tromper, et prétendit même que les lettres qui lui furent adressées par l'empereur étaient fausses. Rencontré cependant sur les bords du Gange, par une armée que commandait Soliman, fils de Dara, il fut complétement battu, et obligé d'aller chercher un refuge dans la forteresse de Morghir, où il fut assiégé.

Mais, tandis que Soliman remportait cette victoire dans l'Est, le mouvement du Sud prenait un caractère plus formidable. Aurengzeb avait accepté avec empressement l'invitation de son frère, et il était venu le rejoindre à marches forcées avec toutes les troupes qu'il avait pu réunir. Mais, voyant encore un rival dans Mourad, et craignant lui-même d'être considéré comme tel par celui-ci, il employa toutes les flatteries et tous les moyens imaginables pour inspirer de la confiance à ce cœur naturellement ouvert. Il répétait avec emphase que Mourad était seul digne de monter sur le trône de l'Indoustan, où l'appelait le vœu du peuple; qu'il était le seul de ses frères à l'élévation duquel il serait fier et heureux de contribuer; que, pour lui, son unique ambition était de se faire une retraite, où il pût passer le reste de ses jours, loin du monde et dans la contemplation religieuse. Mourad était peut-être le seul homme de l'Indoustan qui pût se laisser tromper par de si grossiers artifices; mais tels étaient son orgueil et sa crédulité qu'Aurengzeb réussit à les exploiter. Les deux princes réunirent leurs armées sur les rives du Nerbadda, passèrent ce fleuve et battirent complétement Djesouint Singh, chef radjpoute, qui commandait pour l'empereur un corps de cavalerie considérable.

Shah Jehan apprit tous ces événements avec le plus profond chagrin. Il jugea tout d'un coup le formidable caractère de cette révolte, conduite par Aurengzeb, et comprit qu'au point où en étaient les choses, ce n'était plus seulement Dara, mais lui-même qui serait sacrifié si ses fils triomphaient. Il fit donc tous ses efforts pour soutenir l'héritier qu'il avait déjà désigné; il voulut même entrer en campagne avec lui, quoique malheureusement on le détournât de suivre son intention. Des ordres furent envoyés à Soliman pour qu'il accordât des conditions favorables à Shoudja, et se mît aussitôt en mouvement contre Aurengzeb. En même temps Dara recevait pour instruction d'éviter le combat et d'attendre jusqu'au moment où les renforts considérables que lui amenait son fils seraient arrivés. En conséquence, il alla prendre avec son armée, composée de 100,000 chevaux, une position très-forte sur les rives du Chambal : de là il commandait les approches d'Agra, et en attendant il couvrit son camp par une ligne de fortifications imposantes. Quand les confédérés avancèrent, et lorsqu'ils virent cette armée ainsi postée, ils furent très-embarrassés. Mourad, emporté par cette ardeur qui le caractérisait, voulait essayer de forcer les retranchements, mais l'entreprise parut trop hasardeuse à la prudence d'Aurengzeb. Ayant découvert dans les montagnes une passe qui lui permettait de tourner la position de l'ennemi, il se porta à marches forcées sur Agra. Il ne restait plus alors d'autre alternative à Dara que d'abandonner la capitale ou de livrer bataille; l'ardeur de la jeunesse lui fit prendre le second parti. Cette bataille, qui décida du sort de l'empire mogol, est racontée par les historiens d'une manière très-confuse et avec des dé-

tails évidemment empreints de l'exagération orientale. Ils disent qu'après de longues alternatives de victoire et de défaite des deux côtés, les deux armées s'enfuirent en même temps, ne laissant l'une que 1,000 cavaliers autour de Dara, et l'autre 100 seulement autour d'Aurengzeb. Celui-ci avait déjà perdu toute espérance, lorsqu'un mouvement rétrograde de l'éléphant de Dara et la malheureuse idée qu'il eut de mettre pied à terre jeta le découragement parmi les siens et causa sa défaite définitive. Ce qui semble le plus probable, c'est que l'armée des princes révoltés était partagée en deux divisions; que celle commandée par Mourad, et qui avait à combattre Dara, fut attaquée avec tant d'impétuosité, que, malgré tout le courage de son chef, elle fut mise en désordre, lui-même blessé et en danger d'être pris. Mais son allié, après un combat acharné, avait mis en fuite les troupes qui lui étaient opposées, et alors faisant un mouvement de flanc il vint dégager son allié, rétablit la bataille et remporta une victoire complète.

L'armée victorieuse marcha alors sur Agra, et Mourad étant retenu par ses blessures, le commandement appartint à Aurengzeb. Son premier soin fut d'envoyer des émissaires chargés de séduire les troupes de Soliman, ou plutôt elles se séduisirent elles-mêmes, et suivant l'usage ordinaire des Asiatiques, elles passèrent au vainqueur. Mais alors le but de la politique d'Aurengzeb était de se saisir de la personne de son père. C'était une entreprise délicate et difficile à la fois; le palais fortifié que Shah Jehan habitait était capable d'une longue résistance, et cette attaque à main armée, dirigée par un fils contre son père, contre un monarque si populaire et si grandement respecté, aurait placé les agresseurs dans la plus odieuse position.... C'était donc par la ruse qu'il fallait réussir; mais la ruse pourrait-elle tromper un prince rompu à toutes les formes de la perfidie humaine? Aurengzeb résolut cependant d'en essayer. Un messager vint trouver l'empereur de sa part, pour lui exprimer tout le chagrin qu'il avait de le voir dans une si triste situation, et lui jurer que le prince avait toujours pour lui les sentiments d'un fils et la fidélité d'un sujet. Shah Jehan ne pouvait pas croire à toutes ces démonstrations; cependant, pour gagner du temps, il envoya sa fille favorite Jehanara à ses frères, avec mission d'examiner l'état réel des affaires. Elle se rendit d'abord auprès de Mourad, qui, la sachant toute dévouée aux intérêts de Dara, la reçut très-durement. La princesse offensée remonta dans son palanquin, et elle sortait du camp en toute hâte, lorsqu'elle rencontra Aurengzeb, qui la salua avec le plus profond respect, se plaignit tendrement de ce qu'elle semblait vouloir l'éviter, et finit par la décider à entrer dans sa tente. Là il se représenta comme déchiré par les remords que lui faisait éprouver la conduite qu'on l'avait en quelque sorte forcé de suivre bien malgré lui, et il s'annonça comme tout prêt à la réparer autant qu'il serait en son pouvoir. Il dit même qu'il aurait volontiers épousé la cause de Dara si elle n'était pas tout à fait perdue, mais malheureusement il n'y fallait plus songer. Jehanara ainsi poussée se laissa aller à faire connaître toutes les ressources du prince, à nommer les chefs qui restaient fidèles à son parti, lui révélant ainsi bien des secrets importants dont il sut par la suite faire son profit. En la renvoyant, il déclara qu'il était complétement édifié, promit de seconder ses vues, et ajouta que dans deux jours l'empereur verrait son fils repentant à ses pieds.

Jehanara se hâta d'aller porter à son père les bonnes nouvelles. Le monarque n'avait que peu de confiance dans ces déclarations; croyant cependant qu'Aurengzeb avait véritablement l'intention de lui rendre visite, il résolut de profiter de l'occasion pour s'assurer de sa personne. Il ne savait pas qu'en fait de trahison il avait affaire avec un génie bien supérieur au sien. Son fils lui envoya un humble message, disant que les coupables sont tou-

jours timides ; qu'imaginant à peine comment des crimes aussi grands que les siens pouvaient se pardonner, il ne pouvait se croire rassuré qu'autant qu'on permettrait d'abord à son fils Mohammed d'entrer dans le palais avec une petite escorte. Shah Jehan avait tant de confiance dans son habileté, et il croyait si bien à la sincérité qui dictait cette proposition, qu'il l'accepta sans hésiter. Mohammed entra donc dans le palais, et après y avoir été reçu avec toutes les apparences de la cordialité, il plaça ses gens dans une bonne position. Mais là son œil vigilant découvrit bientôt un grand corps de troupes postées dans un endroit très-suspect. Il alla trouver l'empereur, et lui exprima la défiance qu'il ne pouvait s'empêcher de ressentir, ajoutant que si ces troupes n'étaient pas immédiatement éloignées il allait informer son père de ce qui se passait et le dissuader de sa visite. Le vieillard, toujours crédule et obstiné dans son projet, consentit à ce que les troupes quittassent le palais, circonstance qui rendait en réalité Mohammed et ses soldats maîtres de la place. On annonça alors qu'Aurengzeb venait de monter à cheval et s'avançait avec sa suite. L'empereur, de son côté, alla prendre place sur son trône, plein de l'espoir de voir enfin réaliser ses espérances. Cependant on vint lui apprendre que son fils, au lieu de se rendre dans la salle de réception, était allé faire ses dévotions sur la tombe d'Akbar. Prenant cette démarche pour une insulte faite à sa personne, Shah Jehan, indigné, s'écria : « Que veut dire cette conduite d'Aurengzeb? — Mon père n'a jamais eu l'intention de visiter l'empereur, répondit froidement Mohammed. — Alors, qu'êtes-vous venu faire ici ? — Prendre le commandement de la citadelle. » Shah Jehan vit alors dans quel abîme il était tombé, et se laissa aller à vomir contre Aurengzeb un torrent d'invectives inutiles qui déterminèrent son petit-fils à se retirer. Ayant réfléchi cependant, il envoya chercher Mohammed, et lui peignant les misères de sa situation, il le pria, au nom de ce qu'il avait de plus sacré, de lui rendre la liberté, allant même jusqu'à lui promettre l'empire de l'Inde, que son influence sur le peuple et sur l'armée lui permettait de garantir. Mohammed sembla hésiter un instant, puis prenant son parti il sortit de l'appartement, et resta sourd à toutes les supplications qui lui furent encore faites.

Aurengzeb n'avait plus alors à se débarrasser que de Mourad ; mais il craignait peu de ce côté, bien que ce prince, déjà guéri de ses blessures, eût repris le commandement des troupes. Son frère affecta la plus grande joie de sa convalescence, le salua comme empereur de l'Indoustan, et déclara que tous ses vœux étaient désormais accomplis, puisqu'il avait contribué à mettre sur le trône un si digne prince. Quant à lui, il exprima le désir de faire le pèlerinage de la Mecque, digne manière d'inaugurer une vie qu'il voulait consacrer tout entière à la religion. L'autre, après une feinte opposition, donna son consentement à ce projet, se croyant trop heureux de voir ainsi un rival se retirer volontairement. Cette comédie hypocrite ayant si bien réussi, Aurengzeb prépara sous main la ruine de Mourad, et ses projets devinrent bientôt si patents qu'il n'y eut plus d'espérance de tromper encore cet esprit si crédule. Ses amis lui remontrèrent que les préparatifs faits pour le prétendu voyage de la Mecque donnaient en réalité à Aurengzeb des moyens suffisants pour tenter la conquête de l'Inde entière ; qu'il cherchait à captiver l'attachement des soldats par ses largesses, et qu'il n'y avait plus de temps à perdre pour lui résister. Détrompé à la fin, Mourad voulut employer contre son frère ces armes de la trahison qu'il maniait avec tant d'adresse. Il l'invita à un splendide banquet où tout était préparé pour le mettre à mort ; mais l'œil pénétrant de l'invité découvrit quelque chose de suspect, et prétextant une maladie subite il s'excusa, sans laisser croire qu'il avait rien deviné de ce qu'on tramait contre lui. Au contrai-

re, Mourad, quelques jours après, accepta l'invitation qui lui fut adressée pour une fête, où les plus habiles musiciens et les plus belles filles de l'Inde étaient réunis. Aurengzeb, dépouillant son austérité, se fit tout aimable pour inviter au plaisir le voluptueux Mourad, qui, cédant à la séduction, s'endormit ivre dans la tente de son frère : celui-ci appela aussitôt les plus sûrs de ses partisans, et leur ordonna de charger de chaînes le malheureux prince. Réveillé en sursaut, il fit les plus violents efforts pour se débarrasser, chercha son épée, mais elle lui avait été enlevée; et son frère, tirant un rideau, prononça sa sentence : « Il n'a pas le choix, la soumission ou la mort; tuez-le s'il résiste. » Mourad se déchaîna en violents reproches contre son frère, mais enfin, cédant au destin, il se laissa conduire prisonnier à Agra.

Aurengzeb s'étant ainsi débarrassé de tous ceux qui pouvaient lui faire obstacle, trouva qu'il était temps enfin d'étendre le parasol impérial sur sa tête. Il lui était cependant difficile de faire voir des prétentions si contraires à tout ce qu'il avait dit jusque-là, de son désir de vivre dans la retraite, occupé seulement de méditations religieuses. Il imagina de se faire supplier par ses amis de vouloir bien sacrifier son bonheur et ses pieuses résolutions à la félicité publique, et de se résigner au douloureux fardeau de la couronne. Après quelques semblants de résistance, il finit par se laisser persuader; mais pour être fidèle en quelque manière au rôle qu'il avait joué jusque-là, il s'abstint de toute la pompe que déployaient ordinairement les souverains à la cérémonie de leur couronnement. Cependant les acclamations du peuple arrivèrent jusque dans sa prison aux oreilles du monarque captif, qui devina que quelque événement funeste se préparait pour lui. Il pria sa fille Jehanara d'aller voir ce qui se passait; mais il la rappela presque aussitôt, craignant que la tête de Dara ne fût exposée à ses regards. Elle trouva cependant moyen d'apprendre la vérité, et d'en informer le malheureux empereur. A cette nouvelle il se leva plein d'agitation et se promena silencieusement dans la chambre; puis apercevant une couronne suspendue au-dessus de la place où il était d'abord assis : « Qu'on enlève ce hochet, » dit-il; puis se reprenant : « Non, qu'on le laisse; ce serait presque reconnaître les droits d'Aurengzeb. » Il reprit ensuite sa promenade, plongé dans de douloureuses pensées, et après un long intervalle de pénible silence, il dit : « Jehanara, le nouvel empereur est monté sur le trône avant son temps. Il aurait dû ajouter l'assassinat de son père à tous les crimes qui l'ont déjà élevé si haut. » On vint lui annoncer en ce moment que Mohammed demandait à lui parler, pour lui expliquer les motifs qui avaient porté Aurengzeb à se saisir de la couronne; le prince déchu répondit dans un mouvement d'indignation : « Des pères ont déjà été déposés par leurs fils, ce n'est malheureusement pas un fait nouveau; mais il était réservé à Aurengzeb d'ajouter l'outrage aux malheurs de son père. Quels motifs autres que son ambition ont pu le porter à usurper le trône? Écouter son hypocrite plaidoyer ce serait presque avoir l'air de reconnaître la légitimité de ses motifs. »

Aurengzeb, agité peut-être par ses remords, et ayant d'ailleurs peu de chose à dire pour sa défense, n'insista pas davantage. Il était parvenu au comble de ses désirs; il avait vaincu et trompé l'un des plus grands princes de l'Asie. Il ne voulut pas pousser plus loin son triomphe; et s'il retint son père jusqu'à la fin de sa vie dans une captivité étroite, du moins le traita-t-il toujours avec les marques du plus profond respect.

### § VI. *Aurengzeb.*

Aurengzeb était enfin monté sur le trône de l'Indoustan; mais il ne pouvait s'y croire en sûreté aussi longtemps que ses frères Dara et Shoudja vivaient, et surtout étaient à la tête d'armées puissantes. Le premier, à

cause de ses brillantes qualités, et parce qu'il avait été désigné par son père comme l'héritier du trône, lui inspirait plus de crainte que l'autre; et c'est contre lui que les premiers efforts du nouveau souverain furent dirigés. Retiré à Lahore, Dara y avait réuni une armée plus nombreuse que celle de son adversaire, mais composée de nouvelles levées qu'il n'osait pas opposer en rase campagne aux vétérans de son frère. Il se retira donc au delà de l'Indus; mais la retraite, dans sa position et avec des soldats comme les siens, n'était pas moins désastreuse qu'une défaite réelle. Les rangs s'éclaircissaient donc à mesure qu'il avançait; arrivé à Tatta, il n'avait plus autour de lui qu'une poignée de fidèles serviteurs.

Aurengzeb aurait sans doute probablement poursuivi Dara sans relâche, s'il n'eût appris que son autre frère, Shoudja, arrivait du Bengal avec des forces imposantes. Il rencontra ce rival près d'Allahabad, dans une position très-forte; toutefois, se confiant à la valeur de ses troupes, il résolut d'attaquer. La bataille ne commença pas bien pour lui. Dès le matin, les Radjpoutes, qui ne l'avaient accompagné que par nécessité, l'abandonnèrent et même attaquèrent son arrière-garde, de telle sorte que les Mogols, ayant à faire face partout, étaient très-rudement pressés. L'éléphant que montait Aurengzeb reçut une grave blessure dans la mêlée : il s'agenouilla, et l'empereur, un pied déjà hors de l'étrier, allait descendre; mais comme dans les batailles de l'Inde, la présence du prince sur son éléphant de guerre est toujours le point auquel l'ennemi se rallie, son vizir Djemba lui cria: « Vous descendez du trône. » Aurengzeb sentant la justesse de cet avis, reprit sa place, ordonna d'enchaîner l'animal, et enveloppé dans son armure, il resta exposé aux traits et aux flèches de l'ennemi. Ses soldats, encouragés par l'exemple de leur chef, se rallièrent, firent des efforts héroïques et finirent par mettre le désordre dans les rangs de l'ennemi. De plus, il arriva que l'éléphant de Shoudja fut blessé à son tour, et le prince commit la faute que son rival avait évitée, il monta sur un cheval. A la vue de l'éléphant royal fuyant sans son cavalier, l'armée frappée de terreur se dispersa, et Shoudja n'eut d'autre ressource que de se jeter dans sa forteresse de Monghir.

Aurengzeb fut alors obligé de donner quelque répit à l'ennemi qu'il venait de vaincre. Arrivé à Tatta, Dara avait repassé l'Indus, et traversant le grand désert s'était jeté dans la province de Gouzerat. Là il détermina le gouverneur, dont la fille était mariée à Mourad, d'embrasser sa cause; puis avec son secours, levant une puissante armée, il pénétra dans le Radjpoutana, où il vint avec son armée prendre une position très-forte. Aurengzeb, arrivant à marches forcées sur les lieux, jugea avec peu de plaisir l'excellence de la position que son frère avait prise. Il offrit la bataille; par des insultes même il provoqua l'orgueilleux Dara; mais celui-ci eut la prudence de refuser le combat. A la fin, cependant, l'empereur, toujours fertile en stratagèmes, en inventa un qui réussit. Ayant avec lui les deux chefs qui avaient le plus contribué à séduire l'armée du jeune Soliman, il les chargea d'écrire au père, en l'assurant que la nécessité seule les avait forcés de manquer à leurs devoirs; qu'ils étaient tout prêts à le rejoindre, et que s'il voulait laisser à une heure donnée de la nuit une certaine porte de son camp ouverte, ils viendraient avec tous leurs soldats se placer sous ses ordres. En vain les plus sages conseillers de Dara voulurent-ils lui remontrer le péril auquel il allait s'exposer, en vain lui rappelèrent-ils toutes les perfidies d'Aurengzeb, il se laissa aveugler par l'espérance de réunir à ses forces quelques milliers de soldats qui lui donneraient une supériorité décisive. La porte fut laissée ouverte à l'heure indiquée, les chefs entrèrent, et, derrière eux, l'armée impériale. Détrompé trop tard, Dara essaya encore une brave mais inutile résistance;

tout ce qu'il put faire, ce fut de se sauver avec une poignée d'hommes. Il se dirigea sur la capitale du Gouzerat, espérant y trouver un asile; mais le gouverneur ne voulut pas le recevoir. Une bande de Mahrattes, dernier débris de son armée, voyant que la fortune était décidément contraire à leur chef, profitèrent de l'occasion pour piller le camp, et ne respectèrent que ce qui était enfermé dans les tentes des femmes. Alors Dara n'eut plus d'autre ressource que de se jeter dans le désert, et encore en plus misérable équipage que ne l'avait fait jadis son ancêtre Houmaïoun. Brisés par la fatigue, mourant de soif, brûlés par un soleil ardent, la plupart de ses fidèles serviteurs succombèrent. Suivi de quelques survivants, il atteignit Tatta, et, de là, il se disposait à passer en Perse, où, selon toute apparence, il eût été parfaitement reçu; mais, dans cet instant critique, Nadica-Bana, sa femme favorite, était sur le point d'expirer, et il ne put se résoudre à laisser mourir seule, au milieu d'étrangers, ce cher objet de ses affections. Il alla demander l'hospitalité à Djihan-Khan, chef du voisinage. C'était une inspiration malheureuse : violent et sanguinaire, Djihan avait deux fois été condamné à la mort par Shah-Jehan, et deux fois il avait dû la vie à l'intervention de Dara. Il laissa le malheureux prince rendre les derniers devoirs à sa femme; mais quand il voulut partir, il fut entouré et pris par une troupe d'hommes armés qui le livrèrent à Khan-Jehan, général envoyé par Aurengzeb à sa poursuite. Voyant que son destin était inévitable, Dara se résigna noblement; pendant tout le voyage, son attitude fut aussi calme que digne, et il conserva assez de sérénité d'esprit pour composer alors un poëme sur sa lamentable histoire.

Arrivé à Delhi, on lui fit traverser la ville sur un âne et couvert de haillons. Aurengzeb s'était trompé s'il avait compté sur ce cruel spectacle pour détacher les cœurs de Dara. Quand la multitude vit ce prince, autrefois si grand et si magnifique, réduit à ce misérable état; quand on vit derrière lui son jeune fils, gracieux enfant qu'attendait une fin si déplorable, tous les cœurs s'émurent, les larmes coulèrent de tous les yeux, et la foule se répandit en imprécations contre le tyran. Le traître Djihan fut tué sur la route lorsqu'il retournait chez lui, et la capitale sembla menacée d'une insurrection sérieuse. L'empereur comprit qu'il était grandement temps de hâter le dénoûment de cette tragédie. Pendant la nuit, des assassins s'introduisirent dans la prison de Dara, qui ne succomba qu'après une résistance héroïque, et il fallut toute l'adresse d'Aurengzeb pour apaiser la multitude.

Aurengzeb n'avait plus alors d'autre compétiteur que Shoudja, qui avait profité de cette diversion pour réunir ses forces dispersées. Comme, cependant, on craignait fort peu de chose de lui, on crut qu'il suffisait d'envoyer à sa rencontre le prince Mohammed et le vizir Djemba. Toutefois, cette expédition faillit prendre tout à coup un caractère sérieux. Le jeune prince avait été, dans son enfance, fiancé à une fille de Shoudja, pour laquelle il s'était tout d'abord épris d'une ardente passion, et bien que dans le tumulte des derniers événements il semblât avoir oublié ses premières impressions, une lettre de la princesse, écrite par ordre de son père, suffit à rallumer les feux de Mohammed. Tout d'un coup, il se détermine à quitter l'armée, à épouser la cause de son oncle. D'ailleurs, il ne semble pas improbable qu'au fond du cœur il n'eût quelque intention d'imiter l'exemple d'Aurengzeb lui-même, et de se frayer le chemin du trône les armes à la main. Enorgueilli du rôle qu'il avait joué dans la dernière révolution, et de l'offre que lui avait faite son grand-père, on lui avait entendu dire souvent que c'était lui qui avait placé la couronne sur la tête de son père. Il se flattait de l'espérance que l'armée suivrait son exemple, et, qu'allié à Shoudja, il pourrait réunir des

forces contre lesquelles toute résistance serait impossible.

Mohammed s'embarqua donc sur le Gange, sous prétexte d'une partie de plaisir, et ne revint pas. Les soldats, en apprenant le parti qu'il avait pris, furent d'abord très-agités, mais, par sa prudence et sa vigueur, le vizir Djemba parvint à les contenir et à empêcher les désertions. Shoudja reçut son illustre neveu avec la plus haute distinction, et le mariage ayant été célébré en grande pompe, il marcha avec ses troupes à la rencontre du vizir. Mohammed se plaça au premier rang de la ligne de bataille, et quand il vit la fleur de la cavalerie impériale qui marchait sur lui sans hésitation, il imagina d'abord qu'elle passait de son côté; mais l'ardeur avec laquelle il fut attaqué le détrompa bientôt. C'est en vain que son oncle et lui firent des prodiges de valeur; les soldats efféminés du Bengal ne purent résister aux vétérans de Djemba, qui remporta une victoire complète. Après sa défaite, la situation du prince était des plus critiques; l'astucieuse politique de son père la rendit désespérée. Aurengzeb lui écrivit une lettre qui semblait être une réponse à des offres de trahison, et il s'arrangea pour faire tomber cette lettre entre les mains de Shoudja, qui en conçut des soupçons tels, qu'aucunes protestations ne purent les dissiper. Il ne se porta cependant à aucune violence contre son gendre, mais il lui ordonna de quitter le Bengal avec sa femme.

L'Inde entière était alors sous le sceptre de l'implacable empereur, et le malheureux jeune homme n'eut d'autre ressource que de se confier à la merci de celui qui n'avait jamais su pardonner à ceux qui l'avaient une fois trompé. Mohammed, arrêté immédiatement, fut envoyé à la forteresse de Goualior, où il passa dans l'oubli le reste de sa vie, sept ans. Shoudja, s'étant enfui dans l'Arracan, fut trahi par le radja et périt avec toute sa famille; enfin, Soliman, le fils de Dara, fut pris dans les montagnes de l'Himalaya, où il était allé chercher un refuge, et Aurengzeb fut ainsi délivré de tous ses rivaux.

Shah-Jehan survécut huit ans à la perte de son trône; et il faut dire à l'honneur de son ambitieux fils, ou du moins comme une circonstance atténuante de tous ses crimes, qu'il traita son prisonnier avec tout le respect et tous les égards compatibles avec sa position de monarque déchu et captif; Aurengzeb supporta même avec calme les violentes injures que l'orgueil et l'indignation arrachaient à son malheureux père. Un jour, il envoya demander en mariage la fille de Dara pour son fils Akbar, espérant par cette alliance raffermir les liens qui unissaient sa famille à la noblesse mongole. Shah-Jehan et les gens de sa maison accueillirent cette proposition comme une nouvelle injure qui leur était faite. L'empereur déchu répondit que l'insolence de l'usurpateur ne pouvait se comparer qu'à ses crimes; quant à la jeune princesse, elle s'arma d'un poignard, annonçant qu'elle aimerait mieux mourir mille fois plutôt que d'épouser le fils du meurtrier de son père. Tout cela fut raconté au tout-puissant Aurengzeb, qui renonça aussitôt, et sans laisser échapper un mot de mécontentement, à son projet.

Une autre fois, il envoya demander quelques joyaux qu'il croyait nécessaires à l'ornement de son trône. Shah Jehan lui fit répondre qu'il les ferait réduire en poussière sous le marteau si jamais on voulait employer la force pour les obtenir. — Qu'il les garde, répliqua l'empereur : qu'on lui dise même que tous les diamants d'Aurengzeb sont à sa disposition. Le vieux prince fut si touché de cette modération, qu'il envoya aussitôt presque tous les bijoux demandés, en les accompagnant d'une lettre où il lui disait : « Prends ces joyaux dont je n'ai plus besoin, porte-les avec dignité, et tâche, par ta gloire, de faire oublier à ta famille quelques-uns de ses malheurs. » En lisant cette lettre, l'empereur fondit en larmes, et on doit croire que son émotion était sincère. Par son respect, par le calme

dont il ne se départit jamais, par la déférence dont il fit souvent preuve en demandant des conseils, il réussit, non pas à effacer tout ressentiment dans l'âme de son père, mais du moins à réveiller chez lui quelques sentiments d'affection. Il est vrai que quand il apprit que la fin du vieux Shah-Jehan approchait, il n'osa point se montrer devant lui, mais il envoya son propre fils Shah-Allam, qui cependant arriva trop tard. Le maître de l'Indoustan montra dans cette circonstance une douleur qui, sans doute, n'était pas jouée, et il saisit aussitôt l'occasion de se réconcilier avec sa sœur Jehanara, qui était toujours restée fidèle à son malheureux père.

Aurengzeb occupa encore pendant de longues années le trône de l'Indoustan, qui, sous son règne, atteignit son plus haut point de splendeur. Lorsqu'il eut réuni à son empire les royaumes du Deccan, il se trouva le maître de la péninsule presque entière, et en y comprenant le Caboul et l'Assam, il régnait sur des territoires dont la population et la richesse étaient sans doute plus considérables que celles de l'empire romain dans son époque la plus florissante. Le revenu public s'y élevait à plus de huit cents millions de francs, somme inférieure peut-être à celle que réalisent quelques grands États de l'Europe moderne, mais qu'aucun empire sur la terre n'avait encore atteinte.

Son administration semble avoir été de beaucoup supérieure à celle de tous ses prédécesseurs. Au milieu des magnificences et des splendeurs quelque peu déraisonnables de sa cour, il menait lui-même une vie simple, austère même. Il ne se permettait à lui-même, et il ne permettait dans son palais, aucun désordre, aucune mollesse. Dès l'aube du jour, on le voyait assis dans sa salle d'audience, accessible au plus humble de ses sujets, rendant à tous une justice impartiale, réparant les torts, soulageant les malheureux par ses générosités. Aussi l'Inde, sous son long règne, semble avoir joui de tout le bonheur compatible avec le despotisme exercé par un prince étranger. En vérité, si l'on pouvait avoir confiance entière dans les historiens mahométans et dans les auteurs anglais qui les copient, on serait tenté de croire que la période écoulée depuis l'avénement d'Akbar jusqu'à la mort d'Aurengzeb, a été pour l'Asie un autre âge d'or, une ère de félicité sans pareille dans l'histoire de l'humanité. Et de fait, on ne peut nier que pendant tout ce temps les provinces du centre de l'empire jouirent en général des avantages de la paix et d'une certaine prospérité; car les guerres civiles, bien que trop fréquentes et quelquefois tragiques, se décidaient ordinairement dans une seule bataille, et n'entraînaient pas de grands malheurs avec elles. Mais en cherchant à pénétrer le fond des choses, on trouve des raisons de croire que cette peinture est trop flatteuse, et que l'empire, pendant toute cette période, souffrit des maux inséparables du despotisme. Ainsi, quand l'Angleterre succéda à ce vaste héritage, elle y trouva la classe des cultivateurs plongée dans une misère si profonde, qu'on ne savait même plus quels étaient les véritables propriétaires du sol, et ce seul fait suffit pour invalider le témoignage du panégyriste d'Aurengzeb.

Sous son règne, Bernier, voyageur intelligent, passa quelques années dans l'Inde, et employa les talents dont la nature l'avait doué, à s'éclairer sur l'état véritable et les ressources de l'empire mogol. Le tableau qu'il dessine est celui d'un État qui marche à sa ruine, plutôt que d'un empire florissant par les bienfaits d'un gouvernement juste et éclairé. Il dit qu'en supposant le prince bien disposé à faire rendre justice à ses sujets, il y parvient peut-être dans le rayon où il agit de sa personne, à Delhi, à Agra, et dans le voisinage de ces capitales; mais que, dans les provinces plus éloignées, le peuple n'a aucun moyen de défense contre la rapacité des gouverneurs investis d'un pouvoir arbitraire, et qu'il qualifie de « gens capables de ruiner un monde. » Ce jugement était

confirmé à ses yeux par la misérable apparence, par l'affectation de pauvreté qu'il voyait souvent chez des gens qu'ensuite on apprenait être possesseurs de richesses immenses. Le peuple n'avait aucuns tribunaux dans lesquels il pût avoir confiance. Le prince lui-même ne pouvait appeler près de lui aucun serviteur véritablement honorable, ou dévoué à ses intérêts, ou du moins animé du désir d'identifier sa propre gloire avec celle du prince. Ces fonctionnaires étaient presque tous « des gens de rien, des esclaves ignorants et brutaux, sortis de la poussière, et conservant toujours les vices et le caractère des mendiants. » Le seul but de tous ceux qui avaient quelque pouvoir, c'était d'amasser des richesses pendant la courte durée de leur puissance précaire, se souciant fort peu d'ailleurs qu'après eux l'État tombât en ruine.

Même en ce qui regarde les sentiments de justice qu'on prétend avoir animé tous les souverains de cette dynastie, Bernier raconte quelques anecdotes qui doivent ébranler toute confiance dans les panégyriques des écrivains orientaux. Un jeune homme était venu se plaindre à Shah-Jehan, de ce que sa mère, maîtresse d'une grande fortune, deux cent mille roupies au moins, ne voulait lui concéder aucune part de son bien. L'empereur, tenté en entendant parler d'une si grosse somme, fit venir cette femme à son audience publique, et lui ordonna de donner cinquante mille roupies à son fils, cent mille autres au trésor impérial, puis de se retirer. Mais celle-ci élevant la voix, lui dit avec sang-froid: « Mon fils a certainement des droits au bien de son père, mais je voudrais savoir quels liens attachent Votre Majesté au marchand, mon défunt mari, pour qu'elle puisse prétendre à son héritage. » L'idée parut si raisonnable à Shah-Jean, qu'il dit à la bonne femme de se retirer, en lui promettant qu'elle n'aurait désormais à craindre aucune exaction. Cette histoire peut prouver une certaine bonhomie de caractère, mais elle donne une bien triste idée de cet esprit de justice que les auteurs orientaux veulent bien attribuer à Shah-Jehan.

Une autre anecdote est encore plus frappante. Il y avait à Delhi une certaine classe de femmes nommées kencheny, qui, bien que de réputation fort équivoque, étaient fort souvent appelées pour égayer les fêtes de cette cour joyeuse. Un médecin français, nommé Bernard, qui se trouvait alors à Delhi, s'éprit d'une belle passion pour l'une de ces femmes; mais la mère de la jeune personne, sans doute par des motifs de prudence, avait déjoué toutes les tentatives de l'amoureux français. Un soir cependant, étant allé rendre visite à l'empereur Djihangire, et ce prince ayant ordonné de lui faire je ne sais quel cadeau, en récompense d'une cure qu'il avait faite dans le harem, le médecin désigna aussitôt la kencheny, qui se trouvait là par hasard, et dit que de tous les présents qu'on pourrait lui faire, celui-là serait le plus agréable. L'empereur partit aussitôt d'un grand éclat de rire. « Qu'on la lui mette sur les épaules, dit-il, et qu'il l'emporte! » Ainsi dit, ainsi fait, et Bernard partit chargé de sa proie.

Bernier est le premier auteur qui se soit élevé contre l'idée extraordinaire que l'on se faisait alors en Europe de la puissance et de la valeur militaire des armées de l'empire mogol. Le nombre même de ses troupes avait été ridiculement exagéré. La seule arme qui eût quelque valeur, c'était la cavalerie, et le corps attaché à la personne même du monarque ne comptait pas plus de 35 ou 40,000 chevaux, et Bernier ne suppose pas que toute la cavalerie de l'empire s'élevât à plus de 200,000 hommes. L'infanterie, y compris l'artillerie fixée dans la capitale, pouvait monter au chiffre de 15,000 hommes. Les innombrables fantassins qu'on disait composer la masse de l'armée n'étaient, en réalité, que des domestiques, des palefreniers, des cantiniers, qui marchaient à sa suite, portant les tentes, chargés du service des vivres et du bétail, etc. Cette suite

était si nombreuse que, quand les troupes impériales se mettaient en marche, on pouvait dire que les villes entières de Delhi et d'Agra se mettaient en mouvement avec elles. En réalité, ces villes n'étaient pas beaucoup autre chose que des lieux de campement permanent, et les camps, avec leurs longues rues de tentes, leurs bazars et leurs marchés, pouvaient fort bien passer pour des villes mouvantes. Sous le rapport du mérite militaire, Bernier a une idée moindre encore de ces multitudes armées. Sans doute il reconnaît que souvent elles se sont battues avec un grand courage; mais, privées de toute discipline, il leur arrivait plus souvent encore d'être frappées de terreur panique, et alors de se disperser sans possibilité de ralliement. Il était persuadé qu'une armée européenne de 20,000 ou de 25,000 hommes, conduite par un Turenne ou un Condé, aurait eu bon marché de tous ces barbares; prévision que l'histoire des guerres faites dans l'Inde a parfaitement justifiée.

L'histoire de la politique étrangère du règne d'Aurengzeb fut marquée par le danger où il se trouva, dès le commencement, d'être en guerre avec Abbas, shah de Perse, le plus puissant et le plus guerrier des princes de l'Asie. Dow, suivant en cela le récit des historiens musulmans, raconte que la cause de cette rupture vint de l'erreur d'un secrétaire qui adressa au shah de Perse une lettre avec cette suscription: « De la part de l'empereur du monde au maître de la Perse. » En recevant une épître avec une adresse si insolente, Abbas ne voulut entendre à aucune excuse, et se prépara aussitôt à la guerre. Cette violence d'Abbas, arrivé alors à la maturité de l'âge, ne semble pas probable. Peut-être voulut-il profiter de ce prétexte pour servir les intérêts de son ambition, en voyant sur le trône de l'Inde un prince jeune encore, mal affermi, et qui s'était rendu odieux par les crimes qui avaient signalé son élévation. D'ailleurs, plus d'une circonstance semblait favoriser ses desseins, si toutefois il en eut de sérieux. Des grands omrahs de la cour de Delhi, beaucoup étaient, par leurs familles au moins, originaires de l'Iran, et les omrahs afghans devaient naturellement se rappeler avec regret le temps où le trône impérial était occupé par des princes de leur race. Aurengzeb eut quelque sujet de soupçonner que Shah-Abbas cherchait à nouer des intrigues avec les chefs persans de sa cour, et que même il cherchait à séduire son vizir, qui lui-même était Persan d'origine. La situation était délicate, car ce corps était si nombreux, que, rompre ouvertement avec eux, c'était rendre la position encore plus critique. Cependant, le ministre et les autres nobles opposèrent les dénégations les plus vives aux soupçons de l'empereur, et toute l'affaire finit par s'arranger à l'amiable. Néanmoins, l'empereur resta en proie à l'anxiété la plus profonde, jusqu'à ce qu'il apprit qu'Abbas, par suite d'une maladie négligée, venait de mourir dans son camp, établi sur la frontière. Sefi, son petit-fils et son successeur, assez occupé par les intrigues et les scènes de désordre qui suivent toujours en Asie un changement de règne, n'avait aucune envie de se mettre une guerre étrangère de plus sur les bras, et il ne demanda pas mieux que de conclure au plus vite un traité de paix.

Nous devons raconter un événement ridicule qui exposa Aurengzeb à un grand danger. Une vieille dévote du Marwar, dans le pays des Radjpoutes, et nommée Bistamia, étant parvenue par ses aumônes à réunir un grand nombre de fakirs et d'autres sectaires indous, finit par se trouver à la tête d'une espèce d'armée avec laquelle elle battit le radja du pays. Encouragée par ce succès, et comptant autour d'elle une vingtaine de mille hommes, elle marcha sur la résidence impériale. La superstition lui ouvrait le chemin de la victoire; car on disait qu'elle savait préparer un onguent composé des plus horribles ingrédients, qui rendait ses soldats invisibles le jour de la bataille, et par conséquent irrésistibles. Cette

multitude étant arrivée victorieusement sous les murs d'Agra, se croyait déjà maîtresse de l'empire, et elle proclama son chef reine de l'Inde. Aurengzeb, sérieusement alarmé en voyant que ses troupes elles-mêmes étaient démoralisées par une terreur superstitieuse, comprit qu'il ne fallait pas seulement combattre de pareils ennemis avec des moyens purement humains. Revêtu par sa piété d'un caractère sacré aux yeux de ses soldats, il fit écrire des versets du Coran sur de petits morceaux de papier, et les attachant à des pointes de lances qu'il plaça en tête de ses escadrons, il assura à ses soldats que le prophète les protégerait contre les influences magiques du fanatisme indou. Ce moyen suffit pour rétablir leur moral ébranlé, et la supériorité de leur organisation militaire eut bientôt mis en déroute l'armée des fakirs, qui périrent presque tous sur le champ de bataille.

Le règne de ce grand monarque fut encore troublé par une insurrection dans le Caboul, où il ramena sans peine à l'obéissance le plat pays, tout en ayant la sagesse de ne retirer aux habitants aucun de leurs priviléges. Mais le grand objet de son ambition était de réduire définitivement les royaumes de Golconde et de Bidjapore dans le Deccan, qui, malgré les victoires répétées de ses prédécesseurs, malgré les défaites que lui-même leur avait fait éprouver avant de monter sur le trône, disposaient encore de forces considérables.

Diverses circonstances, et surtout les dissensions intestines qui signalèrent son avénement, l'empêchèrent de donner suite à ce projet jusqu'à l'année 1686, la 28e de son règne. N'ayant plus rien à craindre d'aucun côté, il fit entrer son armée par trois points différents dans le Deccan. Les opérations commencèrent sous les ordres de Shah-Allam, héritier présomptif du trône, qui vint mettre le siége devant Golconde. Le roi sollicita la paix à des conditions très-dures qu'Aurengzeb lui accorda, afin de pouvoir diriger toutes ses forces contre Bidjapore. Ce royaume résista un peu mieux; mais la trahison ayant fait déserter les troupes, la capitale fut investie, et enfin obligée par la famine à capituler. Secander-Adil-Shah, le dernier successeur d'une longue dynastie de princes puissants, tomba captif dans les mains de l'empereur. Le vainqueur employa ensuite le reste de la campagne à compléter la conquête de Golconde, et son fils Shah-Allam ayant osé lui faire des remontrances sur ce manque à la foi jurée, encourut la colère paternelle et fut jeté en prison. Cependant, après un siége de sept mois, Golconde fut pris par trahison, et la mort de son roi Abou-Hussein signala la chute d'une autre race de puissants monarques.

L'événement qui eut la plus grande influence sur le règne d'Aurengzeb, ce fut la naissance de l'empire mahratte, qui, après d'obscurs commencements, devait un jour renverser l'imposant édifice de l'empire mogol, et disputer aux Anglais la suprématie de l'Indoustan. Le Maharashtra s'étend dans la partie nord-ouest de la péninsule, sur une surface d'un peu plus de cent milles carrés, et est occupé par une population d'environ six millions d'âmes. Il est traversé par des rameaux des Ghâts et des monts Vindhya, et il comprend une partie des provinces actuelles de Maloua, de Candeish, d'Aurengabad et de Bidjapore. Comme aspect géographique, il se distingue profondément de la grande plaine du Deccan et de celle de l'Indoustan. Il est élevé, difficile, parsemé de plateaux où la température est toujours peu élevée, coupé de nombreux cours d'eau et de torrents. Impraticable aux grands corps de grosse cavalerie qui faisaient la force des armées mogoles, il n'avait jamais pu être que très-imparfaitement soumis. Ses collines et ses forteresses naturelles étaient toutes occupées par de petits chefs qui n'obéissaient que nominalement à l'empereur de Delhi ou au sultan de Bidjapore. Les guerres incessantes que se faisaient entre eux les conquérants musulmans, les dissensions qui écla-

taient à la mort de chaque souverain, devaient fournir à un chef hardi et intelligent l'occasion de fonder un État indépendant. Ce chef se trouva dans la personne de Sivadji, le fondateur de l'empire mahratte.

Ce héros, quoiqu'il ait débuté par la misère et la pauvreté, était cependant d'une illustre origine. Son arrière-grand-père, Babdji Bhonslay, était fils du radja d'Oudipour, c'est-à-dire, appartenait à tout ce que la noblesse de l'Indoustan compte de plus distingué; mais sa mère était une femme des castes inférieures, et cette circonstance l'avait engagé à quitter son pays pour aller chercher de l'emploi dans d'autres cours. S'étant distingué au service d'un radja du Candeish, il en obtint une zemindary dans le voisinage de Pounah, qui n'était alors qu'un village, mais dont la grandeur de sa famille devait dans la suite faire une capitale. Son fils Malodji acquit quelque réputation sous un chef mahratte, dont il obtint la fille en mariage pour son fils Shadji. Celui-ci, s'étant querellé avec son beau-père, entra au service du roi de Bidjapore, et fut employé dans le Tandjore et le Carnatic. Tandis qu'il faisait la guerre dans ces provinces, il laissa son fils Sivadji à Pounah avec sa mère, pour le faire élever par Dadadji Konideo, qui semble n'avoir négligé aucun moyen pour l'éducation du futur conquérant. Il l'initia, non pas à la culture des lettres, que méprisent ces rudes montagnards, mais aux exercices militaires, aux légendes et à la poésie nationale; il lui inspira surtout une vénération profonde pour la foi et les observances religieuses des Indous. A l'âge de 17 ans, l'élève fut poussé par son instinct guerrier à tenter la fortune des armes. Il réunit une bande de gens du Maloua, et à leur tête il commença cette vie de voleur et de soldat par laquelle ont débuté presque tous les grands conquérants de l'Asie. Cependant les exploits de son élève attirèrent bientôt à Dadadji une foule de plaintes, et il crut devoir à ce sujet faire de vives remontrances publiques au jeune homme; mais on prétend qu'en secret il l'encourageait à persister dans ses projets, prévoyant déjà peut-être la grandeur à laquelle cette vie aventureuse devait le conduire.

Sivadji suivit donc sa destinée, et s'étant emparé du château presque inaccessible de Torna, il commença à inspirer des alarmes au roi de Bidjapore, qu'il parvint cependant à apaiser en lui promettant une augmentation de tribut. Néanmoins, comme il continuait à conquérir forteresse sur forteresse, le roi ne se contenta pas seulement de renouveler ses remontrances, mais il en appela à Shadji, le père de l'heureux maraudeur; ensuite il le menaça, puis le fit emprisonner malgré toutes ses protestations, bien qu'il jurât qu'il ne connaissait et n'approuvait aucun des exploits de son fils. Sivadji, désolé de la mésaventure qu'il avait appelée sur la tête de son père, mais ne pouvant se résoudre à abandonner sa carrière aventureuse, s'adressa à Shah-Jehan, dont il prétendait être le vassal, et par sa puissante intercession, il obtint la mise en liberté de son père. Lorsque Aurengzeb, avant de monter sur le trône, vint faire la guerre au Bidjapore, Sivadji continua à jouer le rôle d'allié du Mogol; et comme si déjà sa neutralité eût été de quelque importance, on le laissa tranquille dans les conquêtes qu'il avait faites. Quand il vit les deux grandes monarchies sérieusement aux prises, il n'hésita pas à courir sans scrupule sur l'une ou sur l'autre, pillant le territoire de celle-ci et faisant des conquête sur celle-là, selon l'occasion. Ensuite, lorsque Aurengzeb suspendit la guerre contre le Bidjapore, pour donner suite aux ambitieux projets qui le portèrent sur le trône de l'Indoustan, il n'eut pas le temps de songer à arrêter les succès du jeune chef de bandes; mais alors le roi de Bidjapore put porter sur lui tout l'effort de ses armes, et on dut croire que Sivadji allait succomber.

L'armée de Bidjapore, commandée par Afzoul ou Abdoul-Khan, officier de distinction, s'avançait contre l'infatigable pillard, avec la confiance qu'elle allait le réduire promptement à l'obéis-

sance. Sivadji, convaincu que dans cette crise il fallait appeler toutes ses ressources à son aide, commença par dire qu'il était tout prêt à se soumettre, mais qu'il n'osait pas d'abord venir se livrer complétement au pouvoir d'un ennemi aussi justement offensé. Il demandait une entrevue à laquelle les deux chefs se rendraient suivis chacun d'une personne seulement. Puis il prit ses mesures. Les bois qui couvraient au loin son château furent occupés pendant la nuit par des hommes armés; il mit sous sa robe de coton une cotte de mailles, et sous son turban une coiffure d'acier. Il cacha un poignard sous ses habits. A l'heure convenue, il vit Afzoul-Khan approcher à la tête d'un détachement de 1,500 cavaliers, qu'il laissa à distance pour venir avec une seule personne de suite. Cependant Sivadji s'était préparé à cette occasion solennelle par l'accomplissement de tous ses devoirs religieux. Avant de sortir de son château, il avait demandé la bénédiction de sa mère, comme ferait un preux qui vole au champ d'honneur. Quand les deux chefs furent en présence, ils s'embrassèrent, selon la coutume indienne, et au même instant Sivadji frappait Afzoul d'un coup de poignard. Le musulman tira aussitôt son sabre et en déchargea un coup sur la tête du traître. Celui-ci, défendu par sa coiffure, étendit d'un second coup le khan à ses pieds. En même temps, les troupes mahrattes, averties par le son de la trompette, sortaient de leur embuscade et mettaient en déroute l'escorte terrifiée d'Afzoul-Khan. Les armées asiatiques ne peuvent se rallier qu'autour de la personne de leurs chefs, et en les perdant elles perdent aussi tout courage. Aussi les troupes ennemies s'étant dispersées, Sivadji eut tout loisir de poursuivre ses opérations en les développant sur une grande étendue de pays, et poussa ses courses jusqu'aux portes de la capitale. Il profita de l'occasion pour s'emparer du Concan, appelé par les anciens côte des Pirates, mit garnison dans l'importante forteresse de Panalla qui est la clef du pays, et se mit ainsi à même d'équiper une flotte qui augmenta considérablement ses moyens de conquête et de pillage. Le roi de Bidjapore, levant de nouvelles troupes, envoya expédition sur expédition contre le chef rebelle, qu'il réduisit quelquefois à la dernière extrémité; mais il sut toujours si bien s'en tirer, qu'il finit par conclure un traité en vertu duquel il acquit un territoire de montagnes fort étendu, et sur lequel il pouvait entretenir une armée de 50,000 hommes d'infanterie et de 7,000 chevaux.

Il en était là lorsque Aurengzeb, devenu par la guerre civile et la trahison maître tranquille de l'empire mogol, entreprit de réunir l'Inde entière sous son sceptre. Il lui fallait donc renverser la puissance de Sivadji, qui prenait des développements si menaçants. Il envoya contre lui une armée composée de troupes d'élite, et commandée par Shaista-Khan, un des omrahs dans lesquels il avait le plus de confiance. Le nouveau général commença la campagne par de grands succès, s'emparant de la plupart des places de l'ennemi, y compris Pounah, le lieu de naissance de l'audacieux aventurier qui, réduit à l'extrémité, se tira d'embarras par l'un de ses exploits les plus hardis. A la tête d'une petite troupe d'hommes de choix, il parvint, favorisé, comme on le suppose, par la jalousie d'un chef mogol, à pénétrer dans la maison de Shaista-Khan. Celui-ci, surpris, n'eut que le temps de se sauver par une fenêtre, blessé, avec un des doigts coupé. Son fils fut tué, et lui-même tellement intimidé de ce désastre, tellement irrité contre ses officiers, qu'il demanda son rappel, et ensuite les opérations militaires contre les Mahrattes semblèrent suspendues pendant quelque temps.

Cet intervalle de répit fut mis à profit par l'activité de leur chef, qui l'employa à l'une de ses entreprises les plus aventureuses, le pillage de Surat, qui était alors le grand entrepôt de l'Inde, et peut-être la plus riche ville du monde. Confiants dans la grandeur et l'opulence de leur ville, les habitants

semblent avoir été plongés dans la sécurité la plus profonde; à peine s'ils étaient défendus par un misérable mur de terre, qui ne pouvait arrêter pour un instant les intrépides bandes de Sivadji. Pour lui, disent quelques auteurs, il passa trois jours dans la ville, déguisé, étudiant les localités, celles qu'il fallait attaquer, et surtout celles qu'il était le plus avantageux de piller. Son armée était alors partagée en deux divisions, occupées au siége de Bassein et de Châl, deux villes importantes qui semblaient capables d'arrêter longtemps tous ses efforts, lorsque tout à coup il retira la plus grande partie de son armée du siége de la première, ne laissant sous ses murs qu'un faible corps, chargé d'entretenir les feux, de faire beaucoup de bruit, afin de cacher le départ des autres. Les troupes mahrattes se présentèrent donc à l'improviste, et entrèrent dans la ville sans résistance, le gouverneur s'étant retiré dans sa citadelle, les Anglais et les Hollandais restant dans leurs comptoirs, de sorte que, pendant trois jours, l'armée victorieuse pilla la ville à loisir, uniquement occupée à enlever tous les objets de prix qui pouvaient tenter sa cupidité. Le butin en monnaie, bijoux, pierres précieuses, etc., fut évalué à plus de 25,000,000 de francs.

Aurengzeb, de plus en plus irrité de se voir ainsi bravé par un chef de maraudeurs, résolut de faire les plus grands efforts pour le détruire, et il envoya contre lui une armée formidable, commandée par son maradja, ou mirza-radja (le chef des émirs), brave officier formé par une longue expérience à la guerre des montagnes. Le chef mahratte, trop faible pour oser attaquer ce nouvel ennemi en rase campagne, se vit enlever toutes ses places l'une après l'autre, et fut bientôt réduit à une extrémité plus dangereuse que jamais. A la fin Pourandar, sa principale forteresse, où il avait déposé tous ses trésors et sa famille, fut étroitement bloquée, sans aucune espérance de pouvoir la secourir. Alors, il crut sa cause désespérée, et sur la parole du maradja, croyant trouver à Delhi une reception honorable, il se rendit au Mogol. Il semble qu'il soit allé à la cour avec la croyance qu'il y serait traité comme un omrah du premier rang; aussi fut-il profondément mortifié d'y être reçu par l'empereur avec un mépris affecté, et d'y être relégué parmi les courtisans de second ordre. Si nous en devons croire quelques historiens, la fille d'Aurengzeb ayant aperçu le jeune étranger, s'éprit d'amour pour lui, et Sivadji, informé des sentiments de la princesse, la demanda en mariage à son père, qui le repoussa avec la plus profonde indignation. Les auteurs les plus exacts regardent cette histoire d'amour comme apocryphe; mais tous s'accordent à dire que le chef vaincu était surveillé de fort près, quoique traité comme un prisonnier sans importance. Aussi il ne songea bientôt plus qu'à s'échapper. Ayant trompé la vigilance de ses gardiens en feignant une maladie, il se fit porter avec son fils, cachés tous les deux dans des caisses, hors les murs de la capitale. Là, montant sur un misérable cheval, il parvint sans exciter les soupçons jusqu'à Mattra, puis à Benarès et Jaggernât, profitant de l'occasion pour visiter ces lieux de pèlerinage. Il passa ensuite par Haïderabad, et se trouva enfin au milieu des montagnes qui l'avaient vu naître, au milieu de ses fidèles, qui vinrent aussitôt se rallier autour de lui.

Sivadji reprit donc cette carrière de pillage et de victoires qui, cette fois, le mit en état d'hostilité déclarée et implacable contre les Mogols; mais Aurengzeb, occupé du côté de la Perse, distrait par l'insurrection du Caboul, n'eut pas le temps d'abord de songer à ce maraudeur, qui ne faisait que piller une des plus misérables provinces de son empire. Le chef mahratte étendit donc à loisir ses ravages sur toute la côte de l'ouest; il pilla Surat une seconde fois, et une autre fois encore, s'il n'y entra pas, il lui fit du moins payer une rançon considérable. Singarh, forteresse que sa situation au sommet d'une montagne à pic fai-

sait passer pour imprenable, lui avait été enlevée par la famine au temps de ses revers : 1,000 de ses hardis Maloualis, l'escaladant au milieu d'une nuit obscure avec des échelles de corde, l'enlevèrent l'épée au poing. Aussitôt après son retour, il prit le titre et les insignes de la royauté ; il fit même frapper de la monnaie à son nom. De plus, pour satisfaire son orgueil et éblouir les siens, il se fit couronner en grande pompe. La cérémonie était imitée de celle du couronnement des empereurs mogols ; aucun des détails les plus puérils de l'étiquette n'y fut oublié ; ainsi, il se fit peser contre des sacs d'or, de grains, etc. Des présents d'une immense valeur faits aux brahmanes donnèrent du lustre à cette fête politique.

Dans l'année qui suivit son couronnement, Sivadji fut pris d'une maladie dangereuse qui le retint au lit pendant huit mois. Mais à peine rétabli, il reprit le cours de ses opérations militaires, et même il les déploya sur une plus grande échelle encore que par le passé. Golconde, située presque à l'autre extrémité de la péninsule, et qu'on aurait dû croire tout à fait hors de sa portée, se vit tout à coup attaquée par un corps de 12,000 cavaliers mahrattes qui lui donnèrent l'assaut avec tant de vivacité, qu'on ne put pas même songer à se défendre. La ville se racheta du pillage au prix d'une immense rançon, et Sivadji, entrant à la tête de ses troupes, y tint audience publique comme aurait fait le légitime souverain. Il semble que, sans faire grâce aux vaincus de la plus faible partie de leur rançon, le chef mahratte voulut former avec eux une alliance défensive contre le Mogol. L'année suivante, il traversa le territoire de Bidjapore, et pénétra en vainqueur dans la Carnatie. Il s'y empara de Gingi, de Vellore, et autres places fortes, au nom du roi de Golconde, mais il eut soin d'y laisser des garnisons à lui. Il poussa ses courses victorieuses jusque dans le voisinage de Madras à l'est, et de Seringapatam à l'ouest. Après son retour dans ses États, il faillit presque s'emparer de Bombay ; mais ayant rencontré sur sa route Dillir-Khan, général mogol dont les intrigues avaient déterminé son fils Sambadji à déserter la cause paternelle, il fut battu et obligé de se retirer à Ragrâ, sa capitale. Quelque temps après, s'étant réconcilié avec son fils, il rentra en campagne, et, faisant un immense détour, il s'empara, près de Barhanpour, d'un immense convoi qui portait de l'argent à l'armée ennemie. De là il retourna rapidement sur sa capitale ; mais l'excessive fatigue de cette audacieuse campagne, jointe à toutes celles qu'il avait souffertes dans tant d'expéditions, détermina une inflammation des poumons, dont il mourut, le 5 avril 1680, à l'âge de 53 ans. On dit qu'en apprenant la nouvelle de cette mort, Aurengzeb se livra au transport de la joie la plus vive ; il eut cependant assez de justice dans l'esprit pour rendre hommage aux grands talents qui avaient permis à Sivadji, tandis que lui-même il renversait tous les anciens royaumes de l'Inde, de créer un nouvel État malgré les grandes et redoutables armées qu'on avait envoyées contre lui.

Le caractère de Sivadji a été diversement apprécié, quoique cependant, à tout prendre, il semble qu'en général on lui ait été trop favorable. Sans doute, c'était un homme tel que l'Inde et l'Asie en ont produit très-peu, un caractère dans l'ensemble duquel le monarque, le général, le partisan, le bandit et même le voleur habile se trouvaient réunis par proportions égales, et savaient chacun jouer son rôle selon la circonstance du jour et des événements. Sous tous ces rapports, Sivadji se montra ce que nous pourrions appeler un très-habile homme, et l'histoire de toutes ses inventions, de ses ruses, de ses exploits répétés et exagérés à plaisir, a rendu son nom très-populaire chez les Indous. Cependant il semble qu'il n'y ait eu dans les projets de son ambition, ni dans la manière dont il les poursuivit, rien qui doive en faire un homme véritablement grand, inspiré par une politique

noble ou intelligente. Sous le point de vue moral, il paraît difficile d'attribuer beaucoup de mérite à l'homme qui ne ressentit jamais aucun scrupule de conscience; car s'il connut aucun sentiment semblable à ce que nous appelons l'honneur, il est du moins certain que jamais il ne le fit entrer pour quelque chose dans sa conduite. N'avoir jamais souillé ses victoires par d'inutiles barbaries, c'est sans doute un fait très-honorable, et malheureusement très-rare chez les généraux asiatiques; cependant on ne voit pas qu'il ait jamais reculé devant l'effusion du sang, toutes les fois qu'il crut pouvoir en espérer quelque chose. Peut-être que s'il fût parvenu à se voir le tranquille maître d'un royaume considérable, il eût remplacé, par un système de paix et de protection pour ses sujets, les malheurs que sa vie de pillard causa à l'humanité; mais ce n'est qu'une hypothèse gratuite. D'un autre côté, ses habitudes étaient simples, austères presque; il vivait avec les siens sur le pied de la familiarité et de la confiance, et jamais, au milieu d'eux, il ne songea à s'entourer de gardes et de précautions. Il était sincèrement attaché à la religion des Indous, et il en suivait scrupuleusement toutes les observances; et l'on ne doit pas croire que sa piété n'ait été qu'un instrument, bien qu'elle soit en réalité l'une des causes de sa grandeur. Il se fit le champion de la religion de ses pères contre l'inimitié bigote, contre les persécutions sanglantes d'Aurengzeb.

La fortune des Mahrattes fut d'abord mise en péril par la mort prématurée de Sivadji. Sambadji, suivant la destinée ordinaire des princes de l'Inde, commença sa carrière par une guerre civile contre un de ses frères. Ensuite il eut à repousser l'invasion d'une grande armée mogole; mais alors se montrant le digne fils de son père, il la força à se retirer avec des pertes considérables. Bientôt après, Aurengzeb ayant résolu de compléter la conquête de la péninsule, entra dans le Deccan en personne, et avec toutes les troupes qu'il avait pu réunir. Il commença, comme nous l'avons déjà dit, par l'entière soumission des royaumes de Bidjapore et de Golconde, qui avaient si longtemps bravé son pouvoir. Ensuite il se tourna avec toutes ses forces contre les Mahrattes, et employa contre eux les moyens qui leur avaient si bien réussi. Ayant appris par l'un de ses espions que Sambadji, pour se livrer à ses plaisirs, avait quitté son camp, suivi de quelques serviteurs seulement, il le fit enlever par un détachement de cavaliers. L'empereur, suivant sa cruelle coutume, ordonna la mort de son prisonnier, et l'on prétend qu'il assista lui-même avec un plaisir barbare au supplice que le malheureux prince souffrit avec un courage inébranlable. La cause mahratte semblait alors désespérée; mais Rama, frère de Sambadji, se rendant en toute hâte dans le Carnatique, y concentra toutes ses troupes autour de l'imprenable forteresse de Gingi, dont la réduction occupa l'armée impériale pendant plusieurs années. En même temps, les Mahrattes, tranquilles dans leurs montagnes, y réunissaient leurs bandes irrégulières et insaisissables, faisaient des courses non-seulement sur les pays de Golconde et de Bidjapore, nouvellement conquis par le Mogol, mais même dans ses anciennes provinces de Candeish, de Maloua, de Bérar.

L'armée mahratte, qui devait pendant plus d'un siècle exercer une grande influence sur les destinées de l'Inde, était, comme celle du Mogol, composée principalement de cavalerie, mais organisée et équipée d'une manière différente. Les Mogols, couverts de lourdes armures de fer, montaient des chevaux robustes et pesants; leurs chefs, portés sur des éléphants, y étaient enfermés dans une espèce de fortification. Les escadrons, ainsi équipés et lancés dans les plaines de l'Indoustan ou sur les plateaux du Deccan, y balayaient tout ce qui voulait résister à leur choc. Mais le Maharashtra est un pays de hauteurs et de collines trop peu élevées pour que la cavalerie légère ne puisse pas s'y mouvoir à l'aise, et, d'un autre côté, trop accidentées pour

que la grosse cavalerie y puisse manœuvrer avec avantage. L'armée nationale s'y forma naturellement sur les circonstances du terrain et les habitudes des habitants. Elle se composait de chevaux petits, vifs, actifs, et de cavaliers armés à la légère, équipés pour la marche plus que pour le combat, pouvant à la fois s'étendre sur une vaste étendue de pays, et se retirer sans jamais fournir à l'ennemi l'occasion de les surprendre. Ces cavaliers étaient mêlés de fantassins armés en partie de mousquets, en partie d'arcs et de flèches; l'arme nationale, c'était la lance, avec une courte épée et un petit bouclier. Tous les ans, la campagne s'ouvrait à la fin de la mousson du nord-ouest, et s'annonçait par le déploiement du *ghocenda* ou étendard national. Encore aujourd'hui, quand les Mahrattes établissent leur camp, ils commencent par déployer l'étendard du prince ou du général autour duquel, devant et derrière, s'étendent en lignes parallèles et régulières les boutiques qui forment le bazar du camp. Le long de ces boutiques, les chefs inférieurs plantent leurs enseignes, autour desquelles viennent se ranger leurs soldats, leurs domestiques, avec les chevaux et le bétail. L'armée se met en campagne sans autres provisions que ce qui peut en tenir dans deux sacs de toile de coton jetés en travers de la selle de chaque cavalier et devant lui, l'un à droite, l'autre à gauche. On se met en marche en se confiant, pour trouver des vivres, soit sur ce qu'on trouvera sur le territoire ennemi, soit à ces innombrables *brindjarris* ou marchands qui visitent les camps indous comme des champs de foire. Le pillage est indispensable à une pareille armée, mais il se fait régulièrement, et chaque soldat n'a pas le droit de s'approprier tout ce qui lui tombe sous la main. Ordinairement, il se fait par contributions forcées dont le produit est versé dans les magasins publics. Une paye considérable est allouée à chaque soldat, et si elle n'est pas acquittée à époques très-régulières, elle finit cependant presque toujours par lui être payée intégralement. Dans ces excursions, les troupes ne font pas seulement du butin, elles s'augmentent encore très-souvent en nombre. Les gens d'esprit aventureux, ceux qui n'ont aucun lien de famille qui les retienne chez eux, se laissent facilement aller à venir joindre les rangs de l'armée, pourvu qu'ils puissent se procurer un cheval. C'est ainsi que l'armée mahratte, sans avoir obtenu de victoire décisive, grossissait cependant à mesure qu'elle avançait; et même après plusieurs défaites, après avoir perdu bataille sur bataille et place sur place, elle continuait à se répandre sur les grandes provinces de Candeish, de Maloua et de Bérar, et occupait toujours une grande partie de l'Inde centrale.

Les dernières années d'Aurengzeb, si elles ne furent marquées par aucun revers sérieux, furent cependant assombries par l'insuccès de plusieurs entreprises importantes et par une foule de tristes présages qui annonçaient l'inévitable décadence de l'empire. Sa dévotion, toujours croissante, lui fit entreprendre, à la fin de son règne, de détruire la religion indoue par les plus violentes mesures. Les magnifiques temples de Mattra et de Benarès furent rasés, et des mosquées élevées en leur place. La pagode d'Ahmedabad, l'un des plus splendides monuments de l'architecture nationale, fut souillée par le sang d'une vache qu'on égorgea dans ses murs. Ces sacriléges, regardés avec la plus profonde horreur par les Indous superstitieux, ne les poussèrent pas à la révolte ouverte, mais elles excitèrent dans tout l'empire une haine universelle contre le joug des Mogols; ils produisirent une disposition générale à se rallier autour du chef ou du gouvernement qui le premier donnerait le signal de l'insurrection. C'est à ces violences qu'on doit attribuer en partie les rapides progrès des Mahrattes, et le bonheur de la résistance qu'opposèrent à l'empereur les petites principautés radjpoutes.

Les derniers jours d'Aurengzeb fu-

rent encore empoisonnés par les dispositions que ses enfants montrèrent à suivre son criminel exemple. Mohammed, son fils aîné, était déjà mort en prison, juste châtiment de sa rébellion. Le second de ses fils, Shah-Allam, avait aussi montré, pendant une maladie que fit son père, l'ardeur avec laquelle il convoitait sa succession; et quoiqu'il n'eût rien fait d'absolument coupable, cependant les rapports entre son père et lui restèrent toujours, depuis lors, embarrassés, pénibles, pleins de la plus triste défiance. Akbar, un autre de ses fils, enorgueilli par la haute naissance de sa mère, se rendit coupable de révolte ouverte, et prit parti pour les ennemis de son père, tantôt avec les Mahrattes et tantôt avec les Radjpoutes. Les deux derniers, Azim et Kaom-Basksh, étaient près de lui pendant sa dernière maladie, et il put prévoir que sa mort allait être le signal de conflits sanglants, de crimes, qui ne se termineraient que par la mort de tous ses fils, excepté un. Au milieu de ces peines et de ces douloureux pressentiments, le terme fatal arriva; il expira dans son camp, le 21 février 1707, dans la 94e année de son âge et la 49e de son règne.

Les historiens ont beaucoup de peine à se former une idée exacte de cet homme extraordinaire. Ses crimes sont trop affreux pour qu'on les puisse oublier, et cependant, dans le cours de sa longue vie, il déploya de nombreuses et d'importantes vertus. Dans l'administration de la justice, il était assidu et impartial, il ne se laissait aller ni à ses passions, ni à ses caprices; ses aumônes étaient presque intarissables, et en toute occasion il montrait un souci sérieux pour le bien-être de son peuple. Entouré de toutes les séductions qui peuvent corrompre un homme par les plaisirs des sens, professant une religion qui, sous ce rapport, laisse toute liberté aux passions, sa vie particulière était pure, austère même. Fut-il sincère dans ses opinions religieuses? On doit croire au moins que si quelquefois elles servirent sa politique, elles cachaient un fonds de piété réelle. Ce qui confirme cette opinion, c'est la persécution qu'il fit subir aux Indous; imprudence qui, au point de vue politique, ne pouvait échapper à un prince aussi clairvoyant, et ne peut s'attribuer à d'autre cause qu'à la vivacité réelle de ses sentiments. Il y a lieu de penser aussi que, même au milieu des plus grandes aberrations, le sentiment moral ne fut jamais étouffé dans son cœur; que si la tempête de l'ambition, quand elle s'éleva dans son âme, sembla faire tout disparaître, les crimes qu'elle lui fit commettre restèrent pour sa vie un sujet de remords cruels. Le sang de sa famille, qu'il versa sans pitié, coulait toujours aux yeux de son imagination, de sorte qu'assis sur le plus grand trône du monde, et doué de tous les talents, de toutes les qualités qui pouvaient l'y faire briller, Aurengzeb, porté au faîte des grandeurs humaines, ne mena qu'une vie misérable.

Quelques lettres de lui, qui nous ont été conservées, et qu'il écrivit à ses fils quand il sentit approcher la mort, portent tout le caractère de la sincérité, et donnent une idée effrayante des émotions qu'il dut ressentir à ses derniers moments, lorsque les grandeurs mondaines qu'il avait achetées à un prix si terrible allaient le quitter pour jamais. « La vieillesse est arrivée, « dit-il, la faiblesse me domine, et la « force abandonne tous mes membres. « Étranger je suis venu dans ce monde, « et je le quitte étranger. Je ne sais « rien de moi-même, ni de ce que je « suis, ni de la fin à laquelle je suis « destiné. Le temps que j'ai passé au « pouvoir n'a laissé que des regrets « derrière lui. Je n'ai pas été le pro- « tecteur et le gardien de l'empire. Le « temps précieux de l'activité s'est « consumé dans la vanité! Au dedans « de moi-même, j'avais un gardien de « mon honneur (la conscience), mais « sa glorieuse lumière n'a pas été aper- « çue par mon aveuglement. Je n'ai « rien apporté dans ce monde, et sauf « les infirmités de l'homme, je n'en « emporte rien. Je crains pour mon « salut, et je n'envisage qu'avec ter-

« reur les châtiments qui m'attendent. « Bien que j'aie une ferme confiance « dans la miséricorde et la bonté de « Dieu, cependant, quand je considère « ce que j'ai fait, la crainte m'assiége « et me poursuit sans relâche, et quand « je serai parti (de ce monde), il ne « sera plus temps de réfléchir. Ma tête « se courbe sous la faiblesse de l'âge, « et mes pieds ont perdu la puissance « du mouvement. Le souffle qui m'a« nima se perd, et ne laisse aucune es« pérance après lui. J'ai commis des « crimes innombrables, et je ne sais « pas quels châtiments m'attendent. « La garde du peuple est le fardeau « confié par Dieu à mes fils. Je vous « confie, vous, votre mère et votre « fils, à la bonté de Dieu, car moi je « m'en vais. L'agonie de la mort ga« gne rapidement sur moi. Odiporé « votre mère m'a soigné pendant la « maladie et elle veut me suivre dans « la mort, mais à chaque chose le « temps est marqué. Je m'en vais. « Quelque chose de bien ou de mal que « j'aie fait, c'était pour vous. Personne « n'a assisté à la séparation de son « âme d'avec son corps, mais moi je « sens que la mienne me quitte. »

§ VII. *Shah-Allam.*

A la mort d'Aurengzeb, la guerre entre les frères commença aussitôt; mais elle ne fut ni aussi longue ni aussi sanglante qu'on l'avait craint d'abord. Shah-Allam, fils aîné de l'empereur défunt, et celui dont la cause avait été embrassée par le parti le plus puissant, était un homme de caractère essentiellement doux et aimable; il fit les offres les plus libérales à ses frères, leur proposant le gouvernement de ses plus belles provinces; mais l'ambition et les mauvais conseils les poussèrent à tenter la fortune des armes. Ils furent battus : l'un d'eux fut tué sur le champ de bataille, l'autre mit lui-même fin à sa vie; et Shah-Allam monta sur le trône par une voie douloureuse, mais cependant pur de crimes.

Le but du gouvernement de ce prince semble avoir été de rendre la paix à l'empire, meme au prix de quelques prétentions que ses prédécesseurs n'avaient jamais abandonnées pendant le temps de leur prospérité. C'est ainsi qu'il fit un accommodement avec les Radjpoutes, à des conditions qui lui conservaient à peine l'ombre de la suzeraineté sur ces fières tribus. Les Mahrattes, vers la fin du règne d'Aurengzeb, avaient offert de cesser leurs déprédations moyennant l'abandon du *chout*, ou quart du revenu des districts exposés à leurs incursions; mais l'orgueilleux monarque, bien qu'impuissant à les repousser, avait rejeté avec colère leurs propositions. Au contraire, Shah-Allam, jugeant bien que l'empire ne pouvait plus forcer ces maraudeurs à rentrer dans l'ordre, finit, et sagement peut-être, par accepter leurs offres, espérant délivrer ainsi quelques-unes de ses plus belles provinces d'un pareil fléau. Cependant dans d'autres occasions, lorsque les circonstances lui furent plus favorables, il montra qu'il n'était dépourvu ni d'esprit d'entreprise ni de talents militaires. Il eut à déployer ces qualités contre un nouvel ennemi qui, à cette époque, commença à jouer un rôle politique.

Les sikhs parurent d'abord sous le règne de Baber, mais seulement comme secte religieuse. Nanek, leur chef, était, dit-on, un homme de caractère doux et spéculatif, qui, voyant avec douleur les violentes dissensions religieuses élevées entre les Indous et les mahométans, entreprit d'opérer un rapprochement entre les deux religions, de les réunir, s'il était possible, en une seule. Empruntant à chacune ses principales cérémonies et ses dogmes fondamentaux, il tenta d'en faire un corps de doctrine unique, qui enseignait, comme chacune d'elles, l'action d'une Providence souveraine chargée du gouvernement du monde, et la récompense des bons ou la punition des méchants dans la vie future. Le nombre des sikhs augmenta rapidement; d'autres sectes vinrent se joindre à eux; et, sous les règnes du philosophe Akbar et de ses successeurs

immédiats, personne ne songea à les troubler, car eux aussi ne songeaient aucunement à troubler l'État. Ce fut le fanatisme persécuteur d'Aurengzeb qui en fit les ennemis mortels de l'empire mogol. Il fit arrêter et emprisonner dans la forteresse de Goualior, où il fut ensuite mis à mort par ses ordres, leur chef ou patriarche, Tig-Bahadour. Cet acte de violence changea tout à coup l'esprit des sikhs, jusque-là paisibles, et Gourou-Govind, le fils de Tig, jura d'employer toute sa vie à venger son père. Il tint parole. Ayant d'abord réussi à faire partager ses sentiments à tous les siens, il les arma, les organisa militairement, et, d'un peuple de fakirs pacifiques, il fit une population de hardis maraudeurs. Obligé cependant d'affronter avec ces recrues inexpérimentées les armées d'Aurengzeb, alors à l'apogée de sa grandeur, il ne put résister avec succès. Ses troupes furent dispersées, ses deux fils pris et mis à mort, et lui-même obligé de s'exiler. Sa raison succomba sous le fardeau de tant de calamités, et il mourut fou. Mais l'esprit de la société militaire qu'il avait fondée ne s'éteignit pas avec lui; au contraire, excitée par le malheur et l'injustice, elle devint plus sauvage et plus résolue que jamais. Après avoir passé des années à errer dans les montagnes de l'Himalaya, les sikhs profitèrent de la mort d'Aurengzeb pour se rapprocher des provinces du Nord.

Ils avaient alors pour chef un certain Banda, disciple immédiat de Gourou-Govind, et qui prit le nom de son maître. Les dévastations que commirent alors les sikhs furent terribles, inspirés comme ils étaient par un désir de vengeance implacable. Banda avait occupé Sirhind. Quand il apprit que l'empereur marchait contre lui avec toutes ses forces, il se retira sur Daber, forteresse de l'Himalaya, assise sur un sommet élevé, à pic, presque inabordable. Suivant le dire d'Éradet-Khan, qui semble avoir été témoin oculaire de ce qu'il raconte, l'empereur regardait la position comme si forte qu'il n'osait l'attaquer, et espérait, en faisant mine de se retirer, encourager l'ennemi à le poursuivre, et peut-être à lui fournir l'occasion d'une bataille. Le khan-khanan ou général avait cependant plus de confiance dans ses forces; et, ayant obtenu la permission de l'empereur de s'avancer avec un détachement pour faire une reconnaissance plus exacte de la position, il commença aussitôt par attaquer l'ennemi et le chasser des hauteurs voisines du fort. Ce premier succès enflamma le courage de l'armée, qui se précipita à l'assaut; et l'empereur eut la satisfaction de voir ses troupes qui, malgré ses ordres, chassaient tout devant elles. L'ennemi était acculé dans sa forteresse lorsque la nuit arriva; et les mahométans, n'osant pas risquer une attaque pendant l'obscurité, se contentèrent de garder exactement toutes les avenues et de faire leurs préparatifs pour recommencer le lendemain. Mais, au matin, ils furent bien surpris de voir le fort complétement désert; le chef sikh s'était enfui avec les siens par un étroit sentier, qui avait échappé à la vigilance de ses ennemis. Cette campagne cependant arrêta pour quelque temps les progrès des sikhs.

Shah-Allam, au dire d'Éradet-Khan, l'un de ses intimes confidents, semble avoir été l'un des princes les plus accomplis et les plus aimables qui aient jamais porté le sceptre de l'Inde. Sa libéralité, bien qu'elle lui soit reprochée par quelques écrivains comme excessive, s'appliqua toujours aux hommes ou aux choses qui la méritaient le plus. Il était sincèrement attaché à la foi musulmane, et profondément versé dans la connaissance de la théologie, qu'il étudia cependant d'une manière libérale, ne craignant pas de se mettre au courant des opinions de toutes les sectes, et même des esprits forts, à tel point que souvent il scandalisa quelque peu sur ce point les intolérants docteurs de la loi. Au lieu de se laisser aller à cet esprit de défiance cruelle qui avait toujours divisé les membres de la famille impériale, il avait toujours autour de lui ses dix-

sept fils, petits-fils ou neveux, dont aucun ne songea jamais à abuser de sa bonté. S'il ne possédait pas toute l'énergie nécessaire dans les circonstances critiques où l'empire se trouvait alors, du moins sa modération et le respect universel qu'il inspirait conjurèrent pour quelque temps les périls amassés sur la tête des Mogols. Malheureusement, après un règne de cinq années seulement, il fut pris d'une violente maladie, et mourut dans son camp de Lahore, en 1712.

### § VIII. *Depuis la mort de Shah-Allam jusqu'à la fin de l'empire mogol.*

Shah-Allam avait laissé quatre fils. Malgré l'harmonie qui semblait régner entre eux du vivant de leur père, sa mort donna le signal de la guerre civile. La cause de Moir-el-Din, l'aîné, avait été épousée par Zulfaccar-Khan, l'un des plus puissants omrahs, qui vainquit et fit mettre à mort ses trois frères. C'est ainsi que la couronne fut placée sur la tête de ce prince, qui prit le nom de Iscander-Shah. Cependant le nouveau monarque était incapable de soutenir, même avec une décence apparente, le haut rang où la fortune l'avait élevé. Négligeant toutes les affaires de l'État, il s'abandonna à la débauche la plus crapuleuse, et se laissa même voir aux environs de Delhi dans la compagnie de prostituées. Sous le gouvernement d'un pareil prince, il ne devait pas manquer de se produire des esprits hardis, prêts à profiter du désordre que le caractère méprisable de l'empereur et la faiblesse de son administration devaient créer. Deux frères, Abdalla et Hussein, qui prenaient le titre de séides ou descendants du prophète, imaginèrent de mettre en avant un prince sous le nom duquel ils espéraient gouverner l'Indoustan. Ils choisirent dans ce dessein Firouksir, fils d'Azim-Oushân, qui avait été le fils favori de Shah-Allam. Ils levèrent bientôt une armée; et quoique Zulfaccar-Khan défendît bravement l'indigne créature qu'il avait portée sur le trône, il fut battu complétement, après une lutte qui dura peu de temps, et lui-même mis à mort avec son maître.

Les séides ayant ainsi fait réussir leur candidat, le considérèrent comme leur instrument, et s'arrangèrent pour administrer l'empire à leur guise. Il faut reconnaître qu'ils montrèrent une vigueur et une habileté assez grande dans le maniement des affaires. Banda, le chef sikh, s'étant montré dans les plaines de l'Indus, fut battu par eux, pris, et mis à mort au milieu des tourments les plus cruels. Mais bientôt les omrahs commencèrent à murmurer contre leur pouvoir. L'empereur lui-même trouva leur joug difficile à porter; et bientôt ses favoris lui conseillèrent de se débarrasser de cette dépendance, pour prendre lui-même en main les rênes du gouvernement. Son règne de sept ans se passa de la sorte au milieu d'intrigues, où les séides finirent par avoir le dessus. Ils firent périr Firouksir, et, après sa mort, cherchèrent quelque autre descendant du sang de Bâber qu'ils pussent revêtir des insignes du pouvoir, tout en en gardant la réalité pour eux-mêmes. Ils jetèrent d'abord les yeux sur un petit-fils d'Akbar, le fils révolté d'Aureng-zeb; mais, au bout de cinq mois de règne, il mourut de consomption. Après lui, son frère Raffeh-el-Doula lui succéda, mais pour ne survivre que trois mois à son élévation. Les séides placèrent alors sur le trône Roushan-Akter, petit-fils de Shah-Allam, qui prit le nom de Mohammed-Shah.

Ce prince, comme Firouksir, commença par se montrer plein de déférence pour ceux qui l'avaient élevé sur le trône; mais bientôt aussi il prêta l'oreille à ceux qui lui conseillaient de s'émanciper du joug tyrannique des séides. A la fin, il se laissa persuader d'entrer dans une conspiration en forme dirigée contre eux. Il s'était élevé une mésintelligence entre les deux frères d'un côté, et Nizam-oul-Moulk de l'autre, omrah puissant, revêtu du gouvernement du Maloua, et qui refusait de le leur rendre. Il avait été convenu entre les séides que l'empereur

et Hussein partiraient ensemble à la tête des troupes pour aller mettre le chef récalcitrant à la raison. On résolut de profiter de la séparation des deux frères. Trois des conspirateurs tirèrent au sort pour savoir qui d'entre eux assassinerait Hussein. Le sort tomba sur un nommé Hayder. S'approchant du palanquin du séide comme pour lui présenter une pétition, l'assassin frappa sa victime avec tant d'adresse que la mort fut presque instantanée. « Tue l'empereur, » s'écria Hussein, devinant aussitôt le complot; et son neveu, à la tête d'une poignée de soldats résolus, entreprit d'exécuter le dernier ordre de son oncle; mais l'empereur avait pris ses précautions, et le jeune homme fut tué sur la place avec ses serviteurs. Mohammed alors retourna sur Delhi, où Abdalla, voulant résister jusqu'au dernier moment, fit proclamer un nouveau souverain et leva une armée; mais il fut battu et pris. Le vainqueur fit son entrée triomphale à Delhi, comme si seulement alors il commençait réellement son règne.

Mais il ne fut pas plutôt en pleine possession du pouvoir, qu'il y montra cette incapacité à laquelle, depuis plusieurs générations, la race mogole semblait fatalement condamnée. Il avait cependant deux ministres capables et fidèles, Nizam-oul-Moulk et Saadet-Khan; mais, redoutant leurs manières graves et sévères, il prêta une oreille trop facile à de jeunes et étourdis conseillers. Les deux chefs, irrités de se voir ainsi supplantés, se retirèrent avec l'intention de s'établir chacun comme prince indépendant dans deux provinces différentes. Nizam alla tenter la fortune dans le Deccan, où il a transmis son nom et ses titres à une race de princes qui encore aujourd'hui sont nominalement indépendants; Saadet dans l'Oude, où une branche de sa famille est encore aujourd'hui sur le trône. Dans ces circonstances critiques, les Mahrattes, qui n'avaient pas cessé d'étendre chaque année leurs incursions, commencèrent à montrer ouvertement qu'ils songeaient à remplacer les Mogols. Après avoir pillé la plus grande partie du Maloua et du Gouzerat, ils poussèrent leurs courses jusqu'aux portes d'Agra, et répandirent la terreur dans les murs de la capitale. Saadet-Khan, le seul chef qui, dans le premier péril, sembla songer encore à l'honneur et à la sécurité de l'empire, accourut de son royaume d'Oude, et battit si complétement les Mahrattes, qu'il aurait peut-être détruit leur puissance s'il lui avait été permis de poursuivre ses succès; mais le faible empereur voulut que les opérations fussent suspendues jusqu'au moment où son ministre favori aurait eu le temps de lever une armée, et pris le commandement en chef de toutes les troupes. Saadet dégoûté reprit le chemin de sa province; et, après sa retraite, les Mahrattes se rallièrent, reprirent l'offensive, poussèrent jusqu'à Delhi même, et, après avoir pillé les environs de cette capitale, retournèrent dans le Maloua chargés de butin; et, comme si tous ces malheurs n'eussent pas dû suffire, un formidable ennemi vint du dehors porter le dernier coup à l'édifice chancelant de l'empire mogol.

Depuis un demi-siècle, la Perse avait été agitée par les plus violentes révolutions. Les Afghans, sortis de leurs montagnes, s'étaient emparés d'Ispahan, et avaient mis à mort tous les princes de la maison royale de Perse, sauf un seul, nommé Thamas. Il s'était réfugié chez les tribus pastorales qui promènent leurs troupeaux sur les plateaux élevés du nord de la Perse. Ces pasteurs guerriers embrassèrent chaudement la cause du dernier rejeton de la famille royale, et, se réunissant autour de lui, lui composèrent une armée formidable. Au nombre de leurs chefs était un jeune homme nommé Nadir, qui, en venant joindre l'armée avec sa tribu, avait pris le nom de Thamas-Kouli-Khan, ou le noble esclave de Thamas, et se distingua bientôt d'une manière si brillante, qu'il fut revêtu du commandement en chef. Après plusieurs victoires, il reprit Ispahan, et chassa complétement les

Afghans de la Perse. De si grands succès avaient inspiré aux troupes plus d'attachement pour Nadir que pour celui au nom duquel elles avaient pris les armes; aussi l'ambitieux pasteur, se sentant fort de sa popularité, enferma-t-il le prince dans son palais, en ne lui laissant que le titre et l'ombre du pouvoir; puis, ne se sentant pas encore satisfait, il fit crever les yeux à Thamas, et se fit enfin proclamer sous son premier nom de Nadir-Shah.

La Perse ne suffisait pas encore à l'ambition du nouveau prince; confiant dans la bravoure et l'attachement de ses soldats, il entreprit de conquérir une partie des États voisins. Il envahit d'abord le territoire des Afghans, et, s'étant emparé de Caboul et de Candahar, il arriva sur la frontière de l'Inde. Il n'avait, disait-il, aucune intention ni désir de pénétrer dans ce pays; mais il est difficile de croire à tant de modération de la part de ce conquérant. En tout cas, il ne resta pas longtemps sans trouver des motifs suffisants pour justifier une déclaration de guerre. Un certain nombre de ses compatriotes, qui n'avaient pas voulu le reconnaître comme souverain, avaient trouvé un refuge dans l'Indoustan. Nadir voulait que les fugitifs lui fussent remis, et, à cet effet, il avait envoyé à la cour de Delhi un ambassadeur, qui fut massacré avec toute sa suite sous les murs de Djellalabad. Mohammed, mal conseillé par d'imbéciles courtisans, eut l'imprudence de refuser la satisfaction qui lui fut demandée pour ce sanglant outrage. Nadir irrité partit aussitôt avec ses troupes, et il fit tant de diligence, qu'il arriva à quatre jours de marche de Delhi sans que l'indolent empereur fût encore informé de l'approche des Persans. Il se hâta de rassembler ses troupes, et écrivit aussitôt pour demander du secours à Saadet, qui, toujours fidèle, s'empressa d'accourir et de prendre le commandement de l'armée impériale. Malgré ses talents réels, Saadet ne savait malheureusement pas à quel ennemi il avait affaire; il commit la fatale erreur de sortir de ses retranchements, et de hasarder une bataille rangée contre les troupes de Nadir, déjà éprouvées par cent victoires. Les soldats efféminés d'une pompeuse armée indienne n'étaient pas capables de soutenir le combat contre ces bandes de rudes pasteurs. Les Mogols furent complétement battus, et leur général tomba entre les mains de l'ennemi. A cette défaite succédèrent des négociations dont l'histoire est fort obscure. Saadet conclut, dit-on, un traité par lequel les Persans prenaient l'engagement de quitter l'empire moyennant le payement d'une contribution de guerre de deux crores de roupies (cinquante millions de francs). Le Persan semblait si enchanté de cet arrangement, que l'empereur et Nizam-oul-Moulk n'hésitèrent pas à lui faire visite dans son camp, et à se livrer ainsi eux-mêmes aux mains de l'ennemi. Ce fut alors, dit-on, que le général captif, jaloux de voir Nizam-oul-Moulk revêtu du titre de vizir, qu'il croyait avoir mérité par ses services, découvrit à l'ennemi le secret des immenses richesses que contenait la capitale de l'Indoustan, et pour laquelle deux crores de roupies n'étaient qu'une insignifiante rançon. Il faudrait d'autres preuves que celles qui sont données avant de croire à la trahison d'un homme dont la conduite avait été jusque-là si honorable; et il est ainsi difficile de croire que les richesses de Delhi étaient un mystère confié seulement à la discrétion de quelques chefs de l'empire. Ne doit-on pas supposer, avec beaucoup plus de vraisemblance, que si le traité fut d'abord discuté et accepté par Nadir, c'était seulement un piége tendu par lui à l'empereur, pour lui faire commettre l'imprudence de se livrer aux mains de ses ennemis? Toujours est-il certain qu'après avoir fait l'empereur prisonnier, Nadir s'empara de la capitale.

Il y a quelque raison de croire qu'il entra dans Delhi avec l'intention de profiter modérément de la victoire, et d'en protéger les habitants contre les violences de ses soldats. Pendant deux

jours, en effet, les Persans observèrent la discipline la plus parfaite; mais le second jour, le bruit de la mort de Nadir s'étant répandu, les Indous osèrent attaquer quelques hommes isolés. Le farouche vainqueur, qui avait sans doute eu quelque peine à se retenir jusque-là, entra à cette nouvelle dans la plus violente fureur, et ordonna de massacrer les habitants de toutes les maisons et de toutes les rues où l'on trouverait le cadavre d'un Persan. Jusqu'à midi, les rues de Delhi furent inondées de sang; puis, après ce cruel exemple, le conquérant se laissa apaiser, et tel était l'empire qu'il exerçait sur ses troupes, qu'à son commandement, tous les sabres rentrèrent dans le fourreau. Le palais impérial fut alors pillé; on y trouva des espèces, des étoffes, et surtout des bijoux, dont la valeur s'élevait à des sommes incroyables. Depuis leur avénement, les empereurs mogols semblaient avoir tous eu la passion de rassembler des richesses immenses en ce genre, soit par les présents qu'ils se faisaient faire, soit par des achats, soit par des confiscations; et le trésor ainsi amassé n'avait jamais souffert ni l'aliénation, ni le pillage. Les conquérants continuèrent pendant 35 jours à se faire livrer par les menaces, par la torture, par tous les moyens, les trésors cachés de cette splendide capitale. L'estimation la plus modeste ne porte pas à moins de 800 millions de francs la valeur du butin qui fut enlevé en cette occasion par Nadir et ses officiers, dont la moitié au moins en diamants et bijoux.

Nadir ne témoigna aucun désir de conserver la conquête de l'Indoustan, quoiqu'il fût à ses pieds. Il était probablement assez sage pour voir que la Perse et l'Inde ne pourraient être réunies en un seul royaume et gouvernées par le même souverain. Il se contenta d'exiger la cession de Caboul, de Candahar, et des provinces à l'ouest de l'Indus; puis remettant Mohammed sur le trône des Mogols, il lui donna quelques avis salutaires, et repartit sans conserver un seul poste fortifié, sans laisser un seul soldat dans l'Indoustan. Mais alors l'empire, considérablement déchu, perdit après ees malheurs tout ce qui lui restait encore de prestige. Dans le Rohilconde, province montagneuse presque contiguë à la capitale, quelques chefs afghans, unis à à la belliqueuse population du pays, fondèrent un État indépendant qui brava toutes les forces du pouvoir impérial. Ils furent, il est vrai, obligés de céder un moment devant les troupes du vizir et du nabab d'Oude, unis contre eux; mais cet échec partiel ne les empêcha pas de se tenir prêts à profiter des révolutions auxquelles le trône des successeurs d'Akbar était de plus en plus exposé.

Les peuples occidentaux avaient appris le chemin de Delhi, et selon toute probabilité, ils ne devaient pas l'oublier de sitôt. Nadir, huit ans après son expédition dans l'Inde, ayant été assassiné à Méched, l'empire qu'il avait fondé et maintenu par sa vigueur et sa prudence, s'écroula de lui-même. Ahmed-Abdalla, un de ses officiers, Afghan de naissance, crut pouvoir profiter de l'occasion pour fonder un royaume à son tour. Partant à la tête des cavaliers de sa tribu, il regagna l'Afghanistan en toute hâte, se fit proclamer à Candahar roi de son pays, et au milieu des agitations qui suivirent la mort de son maître Nadir, parvint en effet à fonder la monarchie Dourânie. Maître tranquille d'un pays admirablement défendu par la nature, à la tête d'une brave population qui avait souvent déjà donné des maîtres à l'Indoustan, il devait naturellement se lancer sur les traces de Nadir. En 1747 il passa l'Indus, pilla la ville de Sirhind et défit le vizir, qui fut tué dans la bataille; mais arrêté par des obstacles inattendus, et surtout par la perte d'un de ses magasins à poudre qui fit explosion, il ne poussa pas plus loin ses courses pour cette année-là.

Peu de temps après cette expédition, l'empereur mourut. Son fils Ahmed-Shah lui succéda; et comme si ce n'eût pas été déjà assez de l'ennemi extérieur, les intrigues et les discordes

civiles désolèrent l'empire pendant le règne si court de ce malheureux prince. Le souverain et ses vizirs se faisaient la plus vive opposition. Ahmed, opprimé par l'un d'eux, employa contre lui Ghazi-ed-din, petit-fils de Nizam-oul-Moulk, qui était mort à l'âge de 104 ans. Ce jeune homme, revêtu du titre d'émir-el-omrah, fit de grands mais inutiles efforts pour relever la fortune de l'empire. Il força le vizir qui avait voulu mettre en avant un nouveau prétendant à prendre la fuite. Il fit une expédition contre les Djâts, tribu sauvage fixée dans les districts montagneux des provinces de l'ouest, et qui, au milieu de l'anarchie générale, s'était proclamée indépendante. Mais alors il excita à son tour la défiance et la jalousie de l'empereur, qui, prêtant l'oreille à un nouveau favori, conspira avec l'ennemi contre son ministre. Cependant, aidé par le chef mahratte Holkar Malhar, Ghazi-ed-din triompha de l'empereur, s'empara de sa personne, lui fit crever les yeux, et proclama à sa place un fils de Jehandir-Shah, qui prit le non d'Alamdjire second.

L'empire était alors réduit à la plus honteuse faiblesse. Il n'y avait pas un prince, si petit qu'il fût, qui ne se crût assez fort pour mettre la main sur ses dépouilles. Les Afghans avaient définitivement conquis les provinces de Moultan et de Lahore; les sikhs croissaient chaque jour en nombre et en puissance; les Djâts et les Rohillas continuaient leurs courses; les Mahrattes s'étendaient tous les jours, ils avaient même passé la Djamna, et formé un établissement important dans le Rohilconde. Ghazi-ed-din hâta la solution de la crise par une entreprise qui était au-dessus de ses forces. Une femme afghane ayant été investie par Ahmed Abdalla du gouvernement de Lahore, le vizir, sous prétexte de négocier un mariage avec sa fille, l'enleva et l'amena prisonnière à Delhi. A la nouvelle de cette insulte, Ahmed-Shah entra dans la plus violente colère; il rassembla aussitôt une grande armée, et pénétra, presque sans rencontrer de résistance, dans la capitale de l'empire, qui eut à souffrir un pillage aussi terrible que celui dont Nadir l'avait déjà rendue victime. A ce désastre succéda la situation la plus extraordinaire et la plus humiliante. On vit l'empereur supplier Ahmed de le protéger contre le vizir qui l'avait élevé sur le trône, mais le traitait comme un instrument de son ambition, et conservait en réalité tout le pouvoir dans ses mains. Ahmed accueillit la plainte du malheureux empereur, et le plaça sous la protection d'un chef rohilla; mais ce n'était qu'une protection illusoire. Après le départ d'Ahmed, Ghazi-ed-din ayant fait alliance avec les Mahrattes, s'empara, presque sans coup férir, de la capitale et de la personne du souverain. Le triste prince n'eut plus d'autre ressource que de se réconcilier; mais ayant laissé surprendre une correspondance secrète qu'il entretenait avec les Afghans, il fut assassiné, et son corps jeté dans la Djamna. Sa mort ne fit qu'accroître l'anarchie, s'il était possible. Ghazi-ed-din, trop faible pour résister à ses nombreux ennemis, fut bientôt obligé d'aller se réfugier dans un château fort du pays des Djâts.

Sans continuer à vouloir débrouiller ce chaos de misères et de trahisons, nous pouvons dire qu'alors l'empire mogol avait perdu toute puissance et même tout prestige. C'étaient alors les Afghans et les Mahrattes qui se disputaient le sceptre de l'Inde, et ceux-ci, prenant avantage de l'éloignement de leurs rivaux, résolurent de faire un grand effort pour s'assurer la possession complète de l'Indoustan. Amenant du Deccan un corps immense de cavalerie, et aidés par les sikhs, ils chassèrent les Afghans par delà l'Indus. Mais Ahmed n'était pas d'un caractère à se laisser arracher sans combat les belles provinces de Moultan et de Lahore, il repassa le fleuve à la tête d'une armée formidable, et fut bientôt rejoint par une foule de chefs exaspérés par les incursions et le pillage des Mahrattes. Ceux-ci se retirèrent d'abord, et permirent aux Afghans d'oc-

cuper Delhi; mais en même temps ils se retranchèrent dans le voisinage, et dans une position si forte, qu'il n'osa pas l'attaquer. Pressés cependant par le manque de provisions, ils eurent l'imprudence de sortir de leur camp, et de livrer une bataille où ils furent complétement défaits. Leur armée, forte de 80,000 hommes, fut presque détruite, et leur général, Datra Sindia, y périt. Un autre corps, commandé par Holker, se laissa surprendre près de Secandra, et fut si cruellement maltraité, que son chef eut la plus grande peine à s'échapper, presque nu, suivi d'une poignée de serviteurs.

Les Mahrattes, bien que cruellement frappés par ce désastre, ne se laissèrent cependant pas décourager. Ils firent, au contraire, de nouveaux efforts pour relever leur fortune. Avant la fin de l'année, ils avaient rassemblé une grande armée de 140,000 hommes, commandée par Sioudasheo Rao, surnommé le Bhô, et neveu de leur *peishwa* ou prince suprême. Réunie aux forces du vizir et des chefs djâts, cette armée s'avança sur Delhi. La profondeur de la Djamna, considérablement gonflée par les pluies, séparait les deux armées mahratte et afghane; mais quoiqu'il n'y eût point de gué praticable, l'audacieux Ahmed se lança dans les eaux du fleuve à la tête de son armée, et la conduisit en sûreté sur l'autre rive. Cet exploit, qui n'avait peut-être pas d'exemple, intimida les Mahrattes. Trois fois plus nombreux que leurs adversaires, ils n'osèrent pas livrer bataille, et s'enfermèrent dans un camp retranché près de Panipat, sur les lieux même où le sort de l'Inde avait été déjà plusieurs fois décidé. Ahmed se contenta d'abord de les bloquer dans leur position, d'intercepter leurs convois; mais à la fin, perdant patience, il prit le parti d'attaquer leur camp, pour l'enlever de vive force. Cette attaque n'eut pas de résultat, et les Mahrattes, encouragés par ce demi-succès, aussi bien que poussés par le manque de vivres, se hasardèrent à risquer une nouvelle bataille. Plaçant leur artillerie en première ligne, ils s'élancèrent sur l'ennemi avec cette impétuosité qui leur avait si souvent donné la victoire. Le général afghan leur laissa consumer leurs forces dans ce premier élan, puis, lorsqu'ils furent presque sur lui, il donna l'ordre de charger sur toute la ligne. La cavalerie légère des montagnards n'était pas capable de résister en campagne, même pendant quelque temps, contre la grosse cavalerie des Afghans. Au premier choc les Mahrattes furent mis dans une déroute complète, et si bien dispersés dans toutes les directions, qu'il en rentra très-peu dans le Deccan. Vingt-deux mille prisonniers, cinquante mille chevaux et un butin immense tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Il eût alors été facile au victorieux Ahmed de s'asseoir sur le trône des Mogols, il ne le voulut pas. Peut-être crut-il qu'au milieu de la décomposition profonde où l'Indoustan était tombé, au milieu de tant de nations en armes, c'était une conquête trop éloignée de ses États pour qu'il pût y trouver quelque avantage. Se contentant des provinces situées à l'ouest de l'Indus, il quitta quelque temps après la capitale de l'empire, laissant Ali Gohar, fils aîné d'Alamdjire II, en possession du vain titre de grand mogol, et destiné à devenir l'instrument ou le captif du premier soldat audacieux qui voudrait s'emparer de la capitale.

L'empire mogol n'existait plus.

## CHAPITRE VII.

### DÉCOUVERTES ET ÉTABLISSEMENTS DES PORTUGAIS DANS L'INDE.

Après avoir écrit l'histoire de l'empire mogol depuis sa fondation jusqu'à sa fin, nous devons maintenant retourner en arrière pour rechercher les traces des premiers aventuriers européens qui, bientôt suivis par d'autres, amenèrent les plus grandes puissances du monde sur les rivages de l'Inde, et ouvrirent la voie qui conduisit enfin l'Angleterre à établir sa suprématie incontestée sur un territoire presque égal en étendue à celui de l'Europe entière, sur des États dont la popula-

tion totale s'élève à plus de 150 millions d'habitants.

La puissance européenne dont les vaisseaux découvrirent la route de l'Inde par le cap de Bonne-Espérance, ce fut le Portugal.

Les Portugais, comme leurs voisins les Espagnols, avaient eu à combattre pendant des siècles avant de pouvoir chasser de leur territoire les guerriers et fanatiques mahométans qui en avaient fait la conquête. Le royaume, dit de Barros, fut fondé dans le sang des martyrs, et sa gloire se répandit sur le monde par les exploits d'autres martyrs; car c'est ainsi que l'historien portugais croit pouvoir appeler tous ses glorieux compatriotes qui succombèrent dans les combats contre les nations infidèles. Après avoir expulsé les Maures de l'Europe, ils les poursuivirent en Afrique, et cette lutte acharnée, en créant pour le Portugal le besoin d'hommes de mer, attira l'attention de ses princes sur l'Océan, comme sur le théâtre où ils pouvaient conquérir à la fois des richesses, de la grandeur et de la gloire. Ces passions, favorisées par la position géographique du pays, avec une grande étendue de côtes sur l'Atlantique, que personne n'avait encore traversé, conduisirent les Portugais à la gloire que leurs exploits maritimes des quinzième et seizième siècles leur ont méritée.

La première tentative de découvertes fut faite par le roi Jean I^er^ sur la côte de Barbarie. Il chargea une petite escadre de relever la côte du Maroc, et, s'il était possible, de tout le continent africain. L'expédition réussit à passer le cap Non, où s'arrêtaient alors les connaissances géographiques des Européens, et à explorer une grande étendue des côtes occidentales de l'Afrique. Toutefois, accoutumés à ne jamais perdre la terre de vue, les navigateurs du roi Jean se laissèrent effrayer par les redoutables écueils du cap Bojador et par les vagues menaçantes qui viennent incessamment se briser sur eux. Tel qu'il était, ce voyage était alors une entreprise hardie, et il excita vivement l'esprit de découverte qui allait alors recevoir les plus grands encouragements d'un prince passionné pour les entreprises maritimes. Le prince Henri, le plus jeune fils du roi Jean, après s'être distingué de la façon la plus brillante dans les courses militaires des Portugais contre les Barbaresques, consacra toutes les ressources de son crédit et de sa fortune à encourager l'esprit de découvertes. Il avait fixé sa résidence à Sagrès, près du cap Saint-Vincent; et là, les yeux toujours fixés sur l'Océan, il recueillait avidement tous les renseignements que la géographie et l'art de la navigation, alors dans l'enfance, pouvaient lui fournir.

La première expédition à laquelle il s'intéressa, en 1418, ne se composait que d'un bâtiment commandé par deux officiers de sa maison, Juan Gonzalès et Tristan Vaz, qui, poussés en pleine mer par une tempête, découvrirent d'abord Porto-Santo et ensuite Madère. Ce ne fut cependant que quinze ans après, en 1433, que Gilianez, plus hardi ou plus heureux que ses prédécesseurs, franchit le cap Bojador, et montra que les craintes inspirées jusque-là par ce terrible promontoire étaient au moins chimériques. Dès lors, les progrès que firent les Portugais dans la reconnaissance du continent africain furent très-rapides, quoique pendant longtemps ils ne les menèrent à découvrir que des déserts de sables arides. Grâce à leur persévérance, cependant, ils finirent par atteindre les côtes verdoyantes du Sénégal et de la Gambie, où le commerce de l'intérieur apportait de l'or, de l'ivoire, et autres marchandises précieuses.

Chaque année avait déjà produit une découverte nouvelle, lorsqu'en 1486, Jean II résolut de faire un grand effort pour arriver à compléter la reconnaissance du continent africain. Il donna à Barthélemy Diaz trois vaisseaux, en lui recommandant de chercher surtout à franchir la limite sud de ce continent. Partant de la côte d'Or, déjà reconnue par ses devanciers, Barthélemy Diaz, prolongeant indéfiniment

la côte de Guinée, finit par arriver au delà de la ligne, dans des régions où les vents violents des mers antarctiques se faisaient vivement sentir. Les Portugais se crurent perdus lorsque, après treize jours, la tempête s'étant abattue, ils cherchèrent, en gouvernant à l'est, à regagner la terre : ils avaient dépassé la pointe la plus méridionale de l'Afrique, et ne voyaient plus rien devant eux qu'un horizon de mer sans limite. Surpris et effrayés, ils tournèrent la proue de leurs navires vers le nord, et à la fin atteignirent une pointe située à l'est du cap de Bonne-Espérance. Diaz voulait continuer sa course vers le nord, sur la côte orientale de l'Afrique ; mais les murmures de ses équipages le forcèrent à retourner sur ses pas. Ce fut alors qu'il découvrit réellement le cap qu'on cherchait depuis tant d'années, et qui marque la limite entre deux mondes. Encore sous le souvenir des mauvais temps qu'il avait éprouvés en le doublant, il le nomma cap des Tempêtes ; mais au retour de l'expédition, le roi Jean, augurant surtout pour l'avenir de cette découverte, lui donna le nom qu'il a gardé depuis, celui de cap de Bonne-Espérance.

La route était désormais frayée à l'Europe pour pénétrer dans l'Inde; cependant le roi Jean ne poursuivit pas immédiatement les découvertes de B. Diaz. Il était alors fort occupé de l'arrivée d'un prince nègre du Sénégal et des préparatifs d'une expédition destinée à le rétablir dans ses États. Il était aussi très-mortifié de s'être laissé pousser, par des conseillers malavisés, à refuser les offres de Christophe Colomb. Ce navigateur, après avoir mené à bonne fin sa grande expédition (octobre 1492), avait été obligé par le temps, lors de son retour en Europe, de relâcher dans le Tage, sous les murs de Lisbonne, et il apportait avec lui de nombreux trophées, témoignage de sa glorieuse découverte, qui excitait de vifs regrets dans l'esprit du roi.

Jean mourut en 1495, sans avoir fait aucune autre tentative de découverte; mais son cousin Emmanuel, qui lui succéda, montra pour ces grandes entreprises une ardeur encore plus vive qu'aucun de ses prédécesseurs. Acceptant comme un glorieux héritage la nécessité de pénétrer sur les rivages de l'Inde, il s'occupa, dès qu'il fut sur le trône, des préparatifs d'une nouvelle expédition. B. Diaz fut chargé de surveiller la construction des navires, afin qu'ils fussent en état de lutter contre les mers orageuses qu'il avait rencontrées. Toutefois, le commandement de l'expédition ne lui fut pas confié, mais à Vasco de Gama, officier de la maison royale, et qui avait déjà, comme marin, une réputation que les événements devaient si glorieusement confirmer. Quand les préparatifs furent achevés, Gama, appelé devant le roi, reçut de sa main, en présence des plus grands seigneurs de la cour, une bannière de soie, où était attachée la croix de l'ordre du Christ, dont le roi était le grand maître perpétuel. Sur cet emblème révéré, il prêta serment de faire tout ce qui dépendrait de lui pour atteindre le but indiqué à ses efforts. La bannière lui fut alors remise avec des instructions et une lettre adressée à ce mystérieux prince, nommé le prêtre Jean, avec qui l'on ne doutait pas qu'il ne dût se mettre en rapport à son arrivée dans l'Inde. Au jour de l'embarquement, les capitaines et matelots des navires allèrent en corps au couvent de Notre-Dame de Bélem, où tous reçurent le saint sacrement, et d'où ils furent ensuite reconduits à leurs navires par les moines du couvent, en grande procession, et au milieu d'un concours de peuple immense.

Vasco de Gama mit à la voile le 8 juillet 1497, avec trois bons navires : *le Saint-Gabriel* et *le Saint-Raphaël*, commandés, l'un par son frère Paul, et l'autre par lui-même, et la caravelle *le Berio*, que commandait Nicolas Coelho. Castanleda raconte que, pendant la première partie de leur voyage, les Portugais eurent à lutter contre de terribles tempêtes, et le fait semble probable, quoique de Barros n'en dise

pas un mot, car, quatre mois après son départ, l'expédition n'était pas encore arrivée au Cap. De profondes et solennelles émotions durent agiter les esprits des voyageurs, lorsque, le 18 novembre, ils aperçurent la pointe méridionale du continent africain. Cependant, c'était l'époque de la belle saison dans ces parages; une douce brise du sud-ouest remplissait les voiles, et ils purent doubler sans effort, comme sans péril, cette barrière qu'on leur avait représentée comme si dangereuse. Le son des trompettes, de longues acclamations célébrèrent ce mémorable événement, qui allait en effet produire une immense révolution dans la politique commerciale de l'Europe. La terre elle-même n'avait rien de cet aspect effrayant qu'on lui avait prêté; si elle se terminait par des montagnes qui descendaient à pic dans la mer, du moins ces montagnes étaient vertes et boisées, et l'on y voyait paître de nombreux troupeaux. Devant eux se déployait l'horizon sans bornes de l'océan Indien. Gama ne toucha pas au Cap, ce fut à la baie de San-Blas, nommée depuis Monel-Bay par les Hollandais, qu'il alla chercher de l'eau et des vivres. Après une courte relâche, il prolongea la côte Natal, ainsi nommée du jour où il l'a découvrit (Noël), et l'accueil qu'il y reçut à l'embouchure d'un fleuve où il débarqua, valut à ce cours d'eau le nom de Rivière de la paix.

En naviguant le long de la côte, l'amiral portugais y trouva la mer vivement agitée par des courants portant du nord au sud dans le canal de Mozambique, et qui retardèrent les progrès de sa navigation. Ayant doublé un grand cap à cause de cette circonstance, il le nomma cap Corrientes ou des Courants, et, voyant ensuite la terre se développer du côté de l'ouest, il craignit d'être entré dans un grand golfe, et reprit alors le large. C'est ainsi qu'il manqua Sofala, qui, à cette époque, était, sur cette côte de l'Afrique, le principal entrepôt de l'or et de l'ivoire. Il arriva cependant à un grand fleuve, sur les rives duquel il trouva des gens habillés de soie et d'étoffes de coton bleu, dont quelques-uns comprenaient Martins, l'interprète de l'expédition pour la langue arabe. Là, il apprit que, du côté de l'orient, vivait une nation blanche qui naviguait sur des navires semblables à ceux des Portugais, et qu'on voyait souvent passer et repasser dans les parages où ils se trouvaient alors. Ces symptômes, qui annonçaient à Vasco de Gama le voisinage des peuples civilisés de l'est, relevèrent toutes ses espérances; mais il eut en même temps à subir une cruelle épreuve. Ses équipages furent attaqués d'une maladie inconnue et terrible : c'était le scorbut, qui paraît pour la première fois dans l'histoire de la navigation, et qui devait depuis se faire si cruellement connaître des marins. Toutefois, les vivres frais que la côte fournissait en abondance arrêtèrent les progrès de ce fléau.

Le 24 février 1498, les Portugais remirent à la voile, et cinq jours après, ils arrivèrent à un port formé par deux petites îles situées à une lieue du continent. Ce port, nommé Mozambique, était une place de commerce considérable, sujette alors du Quiloa, mais qui, depuis, est devenue le chef-lieu des établissements portugais sur la côte orientale de l'Afrique. Vasco de Gama n'eut pas à se louer de l'accueil qu'il y reçut; cependant, après un combat où l'artillerie européenne lui donna l'avantage, il força les autorités à lui permettre de compléter ses vivres et son eau, et à lui fournir un pilote qui devait le conduire à Mombaza, où on l'assurait qu'il en trouverait un plus habile et capable de le conduire sur la côte de l'Inde. Un courant violent l'emporta d'abord au delà de Quiloa, circonstance qui lui inspira des regrets aussi vifs que mal fondés; son pilote l'avait trompé, en lui disant que c'était une ville chrétienne. Quelques jours après, cependant, il atteignit Mombaza, qui, toujours d'après la même autorité, comptait une nombreuse fraction de chrétiens parmi ses habitants. Cette ville, située sur une

pointe de terre élevée, et qui, vue de la mer, ressemblait à une île, parut d'abord délicieuse aux Portugais. Les maisons y étaient bâties de belle pierre, avec des terrasses et des fenêtres comme celles du Portugal. Il s'en fallut de peu cependant que la trahison ne réussît à y faire périr l'expédition, qui, désespérant d'y trouver un pilote, dut aller encore tenter la fortune à Melinda.

Melinda était une grande et belle ville, bien bâtie, entourée de nombreux jardins et de bois de palmiers, couronnés d'une verdure éternelle. Le roi, quoique mahométan, et imbu du même fanatisme que tous ses coreligionnaires, semble avoir été, sous d'autres rapports, un prince libéral et éclairé, qui aperçut tout d'abord les avantages que ses sujets pourraient retirer du commerce d'un peuple riche et puissant. Il invita Vasco de Gama à lui faire visite; mais celui-ci, instruit par l'expérience, proposa une entrevue en mer. La proposition fut acceptée, et l'on vit bientôt Sa Majesté s'approcher, dans son canot, sous un pavillon de soie, et porté dans un fauteuil soutenu sur les épaules de quatre hommes. Gama fit alors armer ses embarcations; ses officiers et ses matelots étaient en grande tenue; les trompettes sonnaient, et, pour donner un plus grand air de solennité à la fête, pour inspirer peut-être aussi aux Africains une haute idée des Européens, on salua le prince d'une décharge générale de l'artillerie. Ce salut produisit un effet beaucoup plus grand qu'on ne l'avait désiré, car on vit aussitôt les naturels, effrayés, retourner à la côte en toute hâte. Il leur fallut du temps pour se remettre de cette frayeur; ils ne furent complétement rassurés que quand ils virent les canots portugais se détacher du bord et venir au-devant d'eux. Vasco de Gama accosta la barque royale, et eut avec le prince une entrevue dont il se montra très-satisfait. Les aventuriers reçurent ensuite à leur bord la visite d'un grand nombre de personnages distingués, au nombre desquels étaient quelques Banians du Gouzerat, disciples de Pythagore, qui regardaient comme un crime de tuer ou de manger toute créature qui aurait eu vie.

Pourvu enfin d'un habile et fidèle pilote, Malemo Cana, originaire du Gouzerat, l'amiral portugais quitta, le 26 avril, le port de Melinda et la côte d'Afrique, jusque-là l'unique théâtre des découvertes de ses compatriotes. C'était alors une entreprise hardie pour des navigateurs européens de se lancer sur un espace de mer inconnu, où, pendant trois mille milles, ils ne devaient voir que le ciel et l'eau. Favorisés cependant par des vents d'ouest, ils accomplirent heureusement ce grand voyage, et, vingt-trois jours après leur départ de Melinda, les vigies signalèrent une côte élevée, que le pilote déclara être celle de l'Inde. Ce n'était pas encore Calicut, le but de leur voyage; mais quatre jours plus tard, Vasco de Gama eut la joie de l'apercevoir. De solennelles actions de grâces furent rendues au ciel, et les longues acclamations des équipages allèrent porter jusqu'à terre la nouvelle de l'arrivée des Européens sur les côtes de l'Inde.

Gama dut songer alors au moyen d'ouvrir des communications régulières avec la cour de Calicut, et d'obtenir des priviléges qui permissent à ses compatriotes de faire le commerce sur cette côte opulente. Les mahométans avaient déjà pénétré dans la plaine de l'Indoustan; mais la péninsule était encore partagée entre une foule de petits princes indigènes. Parmi ceux-ci, sur la côte du Malabar, la prééminence semblait appartenir au souverain de Calicut, revêtu du titre de *Zamorin*, ou roi des rois. C'était un Indou superstitieux, mais tolérant, qui ouvrait ses ports aux marchands de toutes les religions. Cependant, à cette époque, la haute influence dans le monde commercial et dans ces mers appartenait exclusivement à des Maures venus de l'Égypte et de l'Arabie, qui, par leur nombre, leurs richesses, pouvaient susciter sur la place de Calicut des embarras sérieux à des ennemis ou à des rivaux. L'amiral portugais, pour

agir avec toute la prudence désirable, commença par envoyer son pilote à terre, en compagnie d'un criminel condamné à mort, qu'on avait embarqué tout exprès pour le charger de ces missions périlleuses. Une vive anxiété se répandit sur les navires portugais, lorsque après un jour et une nuit on était encore sans nouvelles des deux personnes qui étaient à terre, lorsqu'on remarqua que toutes les barques du pays évitaient les Portugais avec autant de soin que s'ils eussent eu la peste. A la fin, cependant, le bateau reparut avec une troisième personne à bord. Les envoyés racontèrent qu'en mettant pied à terre ils avaient été entourés par une foule immense, curieuse de voir le navigateur européen, demandant à quelle race il appartenait. Dans cette situation quelque peu critique, ils furent accostés par un Maure, qui prenait le nom de Monzaïde, et se disait originaire de Tunis, où il avait connu les Portugais, où même il avait embrassé la foi chrétienne. Il les invita à venir dans sa maison, où il leur fit servir à manger, et, apprenant l'objet de leur mission, leur offrit ses services. Comme preuve de ses bonnes dispositions, il les avait suivis à bord; et en effet, il complimenta Vasco de Gama de la manière la plus cordiale sur l'heureux succès de son voyage, lui annonçant qu'il était venu dans un pays où il allait trouver en abondance les émeraudes, les perles, les rubis, les épices, et une foule de marchandises précieuses. Le roi, dit-il, était alors à Panani, petite ville à cinq lieues de distance, où il conseilla à l'amiral d'envoyer des messagers pour demander la permission de débarquer et de faire le commerce. Vasco dépêcha donc deux de ses hommes en compagnie de Monzaïde, qui les présenta au roi, dont ils reçurent l'accueil le plus flatteur. Ce prince s'étant informé du pays d'où ils venaient, et des particularités de leur voyage, leur dit qu'ils étaient les bienvenus dans ses États, et même il leur conseilla d'aller mouiller à Pandarani, port beaucoup plus sûr que Calicut, qui n'était qu'une rade foraine. Cette proposition, dont Gama reconnut la justesse, augmenta sa confiance. Il se laissa donc conduire dans le port de Parani; cependant, par surcroît de précautions, il ne voulut pas mouiller aussi avant dans le port que son pilote semblait le désirer. Là, il fut invité par message à venir rendre visite au roi, en présence duquel le *catoual*, ou principal officier du prince, était chargé de l'introduire. Mais alors, les principaux personnages de l'expédition insistèrent auprès de Gama, pour qu'il ne se livrât pas imprudemment dans les mains d'un prince qu'il ne connaissait pas; Gama répondit qu'il était trop tard, et, laissant des ordres pour le cas où il serait retenu à terre par la violence, il s'abandonna, suivi de douze hommes seulement, au catoual.

Gama, en débarquant pour la première fois sur les côtes de l'Inde, voulut y paraître avec le plus d'éclat qu'il lui était possible. Ses matelots, dans leurs habits de fête, marchaient en ordre au son de la trompette qui sonnait des fanfares. En mettant pied à terre, on le fit entrer dans un palanquin que quatre hommes emportèrent sur leurs épaules avec tant de rapidité que ses compagnons, qui étaient à pied, ne pouvaient les suivre. Il se trouvait à la discrétion des Indous, mais il n'eut à en souffrir aucun mauvais traitement. En arrivant sur le bord d'une petite rivière, ses porteurs firent halte pour attendre les retardataires qu'ils embarquèrent dans deux *almadias*, ou bateaux du pays.

En arrivant à Calicut, où le zamorin était alors retourné, le cortége des Portugais s'accrut de quelques amis du catoual et d'une foule de *naïrs*, ou nobles, qui les conduisirent au palais en grande pompe et au son des trompettes. Cette demeure royale, bien que construite en terre seulement, était très-vaste et délicieusement située au milieu de magnifiques jardins. A la porte, ils furent reçus par un vieillard de vénérable apparence, le chef des Brahmanes, tout habillé de blanc, symbole de pureté. Il

prit Gama par la main, et, lui faisant traverser de longs appartements, l'introduisit enfin dans la salle où le prince attendait les Européens, entouré de toute la pompe et des splendeurs des monarques asiatiques. Le trône s'élevait sur une vaste plateforme; la robe du prince, faite d'étoffe de coton admirablement fine, et son turban de soie étaient richement brodés d'or; de ses oreilles pendaient des anneaux ornés de diamants du plus grand prix; ses jambes nues et ses bras étaient couverts de bracelets enrichis de pierres précieuses. A ses côtés, un vieillard portait un plat d'or qui contenait la noix d'arack et la feuille de bétel; de l'autre côté, un vase d'or recevait les produits de la mastication. A l'approche de l'amiral portugais, l'orgueilleux potentat souleva sa tête du coussin où elle était appuyée, et, d'un signe, commanda à l'un de ses serviteurs de faire asseoir Gama sur les gradins du trône. Cependant il reçut gracieusement les lettres de créance de l'amiral, et il lui promit de les examiner à loisir; et, en même temps, il lui dit qu'il pouvait se retirer et aller se reposer; toutefois, il eut soin de le faire conduire dans un lieu où il n'avait rien à craindre de ses adversaires, les Maures.

L'amiral se proposait de rendre une seconde visite au prince le lendemain; mais on lui dit qu'il fallait attendre ses ordres, et qu'à cette seconde entrevue, il aurait à faire des présents dont la valeur servirait à apprécier la grandeur du roi son maître et l'importance de sa mission. Gama, au dire de Barros, savait bien qu'en Asie tout commence et finit par des présents; cependant, à son départ, on avait oublié de lui fournir les moyens nécessaires. Il ne put que chercher dans son propre équipage ce qu'il crut être le plus convenable; c'étaient quelques aunes de drap écarlate, six chapeaux, quelques morceaux de cuivre et de corail, un peu de sucre et de miel. En voyant ce piteux cadeau, le catoual ne put retenir d'immenses éclats de rire; et il déclara que, loin de convenir à un aussi puissant prince que l'était son maître, il était tel que le plus pauvre des marchands qui fréquentaient le port n'oserait pas l'offrir au zamorin. En terminant, il dit qu'il valait mieux ne pas faire de cadeau plutôt que d'en faire un pareil. Cependant, après mûre délibération, Gama résolut d'envoyer le présent tel qu'il était, en ajoutant qu'ayant quitté Lisbonne pour un voyage de découvertes, et sans savoir s'il aurait jamais l'honneur d'être présenté au prince de Calicut, il était parti sans être chargé d'aucun présent de la part de son maître; qu'il ne pouvait que choisir dans son propre équipage ce qui lui semblait le moins indigne d'être offert à Sa Majesté; mais qu'à son prochain voyage, il ne manquerait pas de réparer cet oubli. Le roi, satisfait, en apparence du moins, de cette excuse, reçut l'amiral une seconde fois; et, dans cette audience, si nous en devons croire les historiens portugais, Gama lui dit que ce qui l'avait encouragé dans son voyage, c'était la croyance où il était que le zamorin était un prince chrétien; question à laquelle celui-ci aurait répondu par l'affirmative. Mais nous devons croire que, tout au moins, il y eut erreur de part ou d'autre dans les demandes ou les réponses.

Il paraît que, jusque-là, le prince, inspiré par une sage politique, s'était montré très-bien disposé pour les Portugais. Mais les Maures, qui voyaient, par ces bonnes dispositions, confirmer toutes leurs craintes, prirent sérieusement l'alarme. Ils tinrent une assemblée où les astrologues leur annoncèrent la destruction de leurs flottes par suite de l'arrivée des étrangers dans les mers de l'Inde; et le résultat de la délibération fut qu'il fallait employer tous les moyens pour faire disparaître les vaisseaux portugais. Cependant, comme en agissant directement, ils devaient s'attendre à voir imputer leurs motifs à une rivalité jalouse, ils prirent un moyen détourné. Ayant réuni une somme considérable, ils achetèrent le catoual, qui possédait

toute la confiance de son maître, et dont on ne pouvait suspecter les intentions d'égoïsme. Cet officier représenta au prince que tous les rapports venus de l'Occident représentaient les nouveaux venus comme des gens tout autres qu'ils ne disaient être; qu'au lieu d'être des marchands et des ambassadeurs, c'étaient des pirates à qui leurs crimes avaient fermé les mers de l'Europe, et qui, par malheur, étaient venus chercher dans les mers de l'Inde l'impunité pour leurs forfaits, et un nouveau théâtre pour l'exercice de leur infâme métier. D'ailleurs, il était évident que s'ils étaient venus, comme ils le prétendaient, chargés d'une commission par un puissant monarque, ils auraient apporté avec eux des présents dignes du prince qui les aurait envoyés, et non pas un cadeau tel que le plus pauvre capitaine du commerce n'aurait pas osé l'offrir.

Le prince, vivement irrité par toutes ces calomnies, envoya chercher Gama, qui, tout en n'ayant aucun moyen de les réfuter, fournit cependant des explications telles que le zamorin, en apparence satisfait, lui permit de se retirer, en promettant qu'il ne lui serait fait aucun mal. L'amiral, qui n'augurait pas bien de ses affaires, ne fut pas plutôt sorti du palais, qu'il monta dans son palanquin, et donna ordre à ses porteurs de le conduire en toute hâte à ses navires. Mais le catoual, courant sur ses traces, le rejoignit à la tête d'un corps considérable de ses naïrs, et railla poliment Vasco sur son empressement extrême, qui avait failli presque priver ses hôtes du plaisir de lui fournir une escorte. L'amiral ne crut pouvoir mieux faire que de retourner le compliment, et de remercier le ministre avec une effusion qui n'était sans doute pas très-sincère. Sur le soir il arriva à Pandarani, et demanda aussitôt un bateau pour le conduire à son bord; mais on lui assura que pour le moment il était impossible d'en trouver, et force lui fut bon gré mal gré de passer la nuit dans une grande maison qui avait été préparée tout exprès pour le recevoir. Le lendemain de grand matin il était déjà prêt à partir, lorsqu'il trouva toutes les issues étroitement gardées par des naïrs. Il était prisonnier. Le catoual, tout en refusant de le laisser sortir sous aucun prétexte, le traita cependant avec le plus profond respect, et employa toutes les formes de la politesse la plus importune pour lui arracher l'ordre de faire mouiller ses navires près de la côte. Gama voyant bien où il en voulait venir, et que cette proposition ne lui était faite que pour amener ses bâtiments dans une position où ils auraient pu être facilement pris ou brûlés, se contenta de répondre que ses navires, à cause de leurs grandes dimensions, ne pouvaient pas approcher aussi près de la terre que les bateaux plats du pays, sous peine d'être jetés à la côte. Puis se doutant que les officiers du zamorin agissaient sans ordres de leur maître, il haussa le ton, et les avertit que d'une façon ou de l'autre il saurait bien faire connaître au prince les mauvais traitements dont il était la victime. Enfin cependant il lui fut permis de se rendre à son bord, après avoir débarqué une partie de ses marchandises, qu'il confia aux soins de Diégo Diaz et d'Alvaro de Braga, son secrétaire.

Le catoual et les Maures renonçant à s'emparer de la personne de Gama, mirent tous leurs soins à lui rendre les affaires impossibles, et parvinrent en effet à empêcher aucun acheteur de venir à Pandarani. L'amiral envoya Diaz au zamorin, pour se plaindre de ces manœuvres, et le prince, toujours disposé à favoriser le commerce des étrangers, permit de transporter la cargaison à Calicut, où elle fut avantageusement vendue. Les affaires mirent ainsi les Portugais en rapports intimes avec les indigènes qui venaient familièrement faire des visites à bord. Mais les Maures ne se relâchaient pas de leurs intrigues, et bientôt on apprit par Monzaïde, que le roi était enfin complétement gagné à leurs intérêts. En effet, lorsque Diaz se présenta devant le prince, pour prendre

congé, et demander qu'à l'avenir la faculté de faire le commerce fût accordée à ses compatriotes, il fut très-mal reçu. A son retour, il était escorté par une troupe nombreuse de naïrs, et à peine arrivé dans la factorerie il y fut gardé à vue. Gama, informé de ces faits par son ami Monzaïde, se trouva fort embarrassé; toutefois, dissimulant son mécontentement, il n'en continua pas moins à recevoir les naturels avec la plus grande cordialité, et même il écrivit au roi une lettre où il feignait d'ignorer tout ce qui s'était passé. Les Indous continuèrent donc comme par le passé à visiter les navires portugais, et un jour enfin Gama eut la satisfaction de voir approcher un canot qui portait six naïrs et quinze autres personnes de distinction. Ils n'avaient pas plutôt mis le pied à bord de l'amiral, qu'ils furent arrêtés. Vasco alors écrivit au zamorin pour lui apprendre ce qu'il venait de faire, et lui dire qu'aussitôt que Diaz serait remis en liberté, les Portugais rendraient aussi leurs prisonniers. Le zamorin prétendit qu'il n'avait jamais su l'arrestation de Diaz; mais cependant il semblait très-peu disposé à reconnaître le droit du Portugais. Gama, décidé à frapper un grand coup, leva l'ancre et mit à la voile. Alors on vit se détacher de la côte sept bateaux, dans l'un desquels on reconnut Diaz, et bientôt après il rentrait à bord dans l'une de ces embarcations par laquelle Gama renvoya à terre les principaux de ses prisonniers. Il crut pouvoir en retenir quelques-uns, qu'il espérait gagner par ses bons traitements. Après leur avoir montré la grandeur du royaume de Portugal et le rang qu'y occupaient les principaux officiers de l'expédition, il croyait pouvoir les renvoyer l'année suivante, et il comptait sur les récits qu'ils feraient pour dissiper les soupçons de leur souverain.

Cette conduite aussi injuste qu'impolitique devait au contraire les justifier et inspirer au prince une haine irréconciliable contre les Européens. Il dépêcha aussitôt une flottille de bateaux armés qui suivirent Gama, cherchant l'occasion de l'attaquer; il réussit même à armer contre les Portugais toute la côte de l'Inde. Un espion de Goa, qui fut reconnu par eux et mis à la torture, confessa que le *zabaio*, ou prince de ce territoire, armait aussi une flottille contre eux; que chaque baie, chaque fleuve, chaque rivière étaient pleins de bateaux armés pour le même objet. Dans une pareille situation, l'amiral, bien qu'assez mal pourvu pour retourner en Europe, ne pouvait plus retarder son départ, et se résolut en effet à repasser l'immense étendue de mer qui le séparait de la côte d'Afrique. Sa longue et pénible traversée dura quatre mois, pendant lesquels le scorbut renouvela ses ravages sur ses bâtiments.

Ses ressources étaient presque épuisées, quand il arriva en vue de Magadoxo, le point le plus septentrional qu'il ait reconnu de la côte est d'Afrique; mais apprenant que cette ville était complétement au pouvoir de Maures fanatiques, il se décida à aller chercher au sud le port ami de Melinda. Il y fut reçu avec cordialité, et abondamment pourvu de vivres frais, qui, malheureusement, arrivaient trop tard pour arrêter la mortalité parmi les Européens. Les équipages étaient alors si fatigués, si réduits en nombre, que Vasco dut renoncer à faire franchir le Cap à ses trois navires; il brûla donc *le Saint-Raphaël*, après en avoir distribué les provisions sur les autres bâtiments. Dans son voyage le long de la côte d'Afrique, il relâcha aux îles de Zanzibar, de Pembia et de Monfia, où il fut bien reçu, mais il ne voulut pas toucher à Mozambique. Bien pourvus de vivres frais, tous ses hommes étaient en bonne santé lorsqu'ils doublèrent le Cap, et ils achevèrent sans autre incident leur long voyage autour du continent africain. A Terceire, cependant, l'amiral eut la douleur de voir mourir son frère Paulo, dont la perte dut lui être d'autant plus sensible, que cet officier s'était distingué plus que tous les autres par son courage et ses talents dans cette mémorable expédition. Le 29 août 1499, Vasco de Gama rentrait dans le Tage après un voyage de deux ans et deux

mois ; des cent huit marins qu'il avait emmenés avec lui, cinquante-cinq seulement revirent leur pays.

Gama, suivant les pieux usages du temps, se rendit d'abord au couvent de Bélem, où il passa huit jours en adoration devant l'autel de la Vierge. Il fit ensuite son entrée solennelle à Lisbonne, entouré de toute la pompe des conquérants. En récompense de ses services, le roi lui conféra le titre de comte de Vidigueira, avec une magnifique pension et le droit d'emporter une quantité considérable d'épices de l'Inde, libres de tout droit. Enfin, pour témoigner sa reconnaissance à la Vierge, sous la protection de qui ce voyage avait été mis, on éleva en son honneur un magnifique couvent, qui, depuis, fut longtemps habité par les souverains du Portugal.

### § II. *Établissements des Portugais dans l'Inde.*

Les Portugais enthousiasmés songèrent à profiter des importantes découvertes qui venaient d'être faites. On s'occupa aussitôt des préparatifs d'un armement véritablement formidable pour ce temps-là, et qui, composé, comme il était, de treize bâtiments montés par 1,200 hommes, était de force à défier les marines de l'Asie. Le chef de l'expédition était Alvarez Cabral, officier du plus grand mérite.

Le 8 mars 1500, le roi se rendit au couvent de Bélem, pour y prendre une bannière consacrée qu'il remit à Cabral, et celui-ci s'embarqua le lendemain. Le passage de l'Atlantique fut signalé par une brillante découverte. Se laissant porter à l'ouest par les vents alizés, l'amiral se trouva tout à coup en face d'une terre fertile, richement boisée, qui s'étendait au loin et faisait partie du nouveau monde, découvert il y avait peu d'années par Christophe Colomb. Cette côte était celle du Brésil, qui devint depuis la plus brillante colonie du Portugal. De là Cabral se dirigea sur le cap de Bonne-Espérance, et dans ce voyage il fut plus de deux mois assailli de tempêtes terribles, où il perdit quatre de ses navires. Sur l'un d'eux était le célèbre Barthélemy Diaz, qui périt ainsi au milieu des mers orageuses qu'il avait affrontées le premier. Cabral n'avait plus avec lui que trois navires lorsqu'il doubla le Cap, que d'ailleurs il ne vit pas. Comme son prédécesseur il manqua Sofala, quoique dans ses parages il eût arrêté un navire qui avait d'abord été chargé de beaucoup d'or ; mais l'équipage prenant les Portugais pour des pirates, avait jeté presque toute sa cargaison à la mer. Assurés cependant qu'il ne leur serait fait aucun mal, ni à eux, ni à tous les bâtiments qui ne commenceraient pas les hostilités, ces malheureux racontèrent leur aventure et supplièrent en vain, comme on doit bien s'y attendre, les Portugais d'employer la puissance magique qu'ils leur attribuaient, à faire revenir leurs trésors du fond de la mer. A peine si Cabral s'arrêta à Mozambique ; mais il fit une relâche de quelques jours à Quiloa, qu'il dépeint comme un port riche et florissant situé au milieu d'un pays fertile. Toutefois il n'y fut pas parfaitement reçu. De là il toucha à Melinda, à l'île Anguedive ; et enfin, le 13 septembre, il jeta l'ancre en vue de Calicut.

Il était naturellement fort inquiet de la réception qui allait lui être faite ; cependant les premières apparences furent encourageantes. Quelques-uns des principaux personnages du pays vinrent dans des *almadias*, ou bateaux du pays, visiter ses bâtiments, et l'assurer des dispositions parfaitement amicales du zamorin. Cabral rendit alors les prisonniers enlevés par Gama : ils étaient magnifiquement habillés, et prêts à rendre témoignage de tous les bons traitements qu'ils avaient éprouvés. Puis ayant reçu de la part du prince l'invitation de mettre pied à terre, il répondit qu'il était tout prêt à s'y rendre, et même à négocier un traité de commerce et d'amitié ; toutefois il exigeait pour otages, pendant son séjour à terre, quatre personnes qu'il désigna. Le zamorin refusa d'abord absolument la proposition, disant que les personnes désignées par Cabral étaient des brahmanes revêtus d'un carac-

tère sacré, qui ne pouvaient pas sans le profaner aller à bord des navires, où, d'ailleurs, il leur était impossible de faire leurs ablutions et de remplir les devoirs de leur religion. Cependant Cabral ne voulut pas céder, et il emporta la condition. On fit donc des préparatifs pour le recevoir à terre : on éleva une galerie assez étroite, mais tendue de riches tapis et de rideaux de velours écarlate magnifiquement brodés. Au fond de cette galerie, Cabral, suivi de quelques-uns de ses officiers dans leurs plus brillants costumes, rencontra le monarque. L'habit du prince se composait uniquement d'une pièce d'étoffe richement brodée et passée autour de la ceinture; mais d'ailleurs toute sa personne était couverte de bracelets, de colliers, d'anneaux d'or, de diamants, de rubis, de saphirs, de perles, etc. L'entrevue fut très-amicale; le présent de Cabral, composé de vases d'or et d'argent, et de plusieurs pièces de belles étoffes, fut accepté avec plaisir; en retour on lui donna toute liberté d'établir un comptoir à Calicut. Cependant les otages qui, déjà, pendant leur transport aux navires européens, avaient montré les signes de la plus vive terreur, furent si effrayés lorsqu'on voulut les y faire monter, qu'ils se jetèrent aussitôt dans la mer pour regagner la côte à la nage. On en reprit deux, qu'on fit descendre à fond de cale sous bonne garde. Cet accident causa à terre une panique si vive, que même, après le retour de Cabral à son bord, aucun bateau ne voulut venir reprendre les malheureux otages, et ils durent rester trois jours à bord, sans oser manger quoi que ce fût, éperdus de terreur, jusqu'à ce qu'enfin Cabral, redoutant quelque événement, les fit déposer à terre pendant la nuit sur un point solitaire de la côte.

Toutefois le commerce avec la ville avait commencé sous les plus heureux auspices, et les Maures eux-mêmes affectaient de vivre dans de bons rapports avec les Européens. On donna alors officieusement avis à Cabral que, s'il voulait être agréable au zamorin, il se présentait une occasion magnifique. Il s'agissait de mettre la main sur un grand navire richement chargé portant sept éléphants, dont un surtout était ardemment désiré par le prince, et qu'on savait être parti depuis quelques jours de Cochin, port ennemi. Le marin, plus empressé d'être agréable à son allié que soucieux des intérêts de la justice, chargea Duarte Pacheco d'aller prendre le navire en question, et en effet, le canon victorieux des Européens l'eut bientôt forcé à se rendre.

Toutefois cette prouesse eut surtout pour effet d'inspirer des craintes et des inquiétudes. La bonne intelligence qui avait régné d'abord, se refroidit; de leur côté, les Maures employèrent toute leur influence auprès des marchands du pays pour les empêcher de faire aucune affaire avec les Portugais, qui, pendant deux ou trois mois, virent chaque jour partir des navires avec de riches cargaisons, sans pouvoir arriver eux-mêmes à compléter les leurs. Ils vinrent donc se plaindre au prince, qui répondit, comme de raison, qu'il ne pouvait forcer ses sujets à faire le commerce; que les Maures avaient trop bien su se faire craindre de son peuple; un jour même il ajouta que ce que les Européens avaient de mieux à faire, c'était de mettre la main sur l'un des navires chargés pour le compte des Maures, pourvu toutefois qu'ils en payassent raisonnablement le prix. Le facteur portugais Aires Corréa, homme d'un caractère violent et emporté, accepta avec enchantement cette singulière ouverture, et malgré les remontrances de ses amis, malgré même l'opinion personnelle de Cabral, il songea à en profiter.

Pendant ce temps, les Maures commencèrent à charger à grand bruit un navire des plus précieuses épices, et quand la cargaison fut complète, ils fixèrent solennellement le jour et l'heure de son départ, en ayant soin d'en avertir les Portugais, comme pour les narguer. L'amiral, en voyant cette riche proie quitter le port, se laissa vaincre par les importunités du facteur et de

ses agents; il envoya ses embarcations pour capturer le navire, et, après la prise, il en fit transborder le contenu sur ses bâtiments. Les Musulmans, qui avaient provoqué cette crise, coururent aussitôt au palais du prince, pour lui annoncer que les pirates se montraient enfin sous leur vrai jour, et qu'au mépris de sa puissance ils venaient de piller un bâtiment dans le port même. Le zamorin, soit qu'il eût oublié le conseil que les Portugais disaient avoir reçu, soit qu'il n'eût jamais cru qu'on le prendrait au sérieux, leur permit de prendre leur revanche comme ils l'entendraient. Unis aux naïrs et suivis d'une partie de la population de Calicut, les Maures allèrent incontinent attaquer le comptoir européen. Quant aux Portugais, leur sécurité de conscience était si grande qu'ils ne surent pas d'abord ce qu'on leur voulait, et eurent quelque peine à fermer les portes. Ils se battirent bien cependant, quoiqu'ils fussent soixante-dix seulement contre une multitude de plusieurs milliers d'hommes. Ils furent écrasés; Aires et cinquante des siens périrent dans le combat; le reste se jeta à la mer, et fut recueilli par les embarcations que Cabral avait fait armer aussitôt qu'il avait eu connaissance de l'affaire, mais toutefois trop tard pour pouvoir sauver ses compatriotes.

Cabral, dans le premier moment de la colère, résolut de tirer une vengeance éclatante de cet outrage. Suivant Castanleda, cependant, il accorda quelques heures au zamorin pour donner une explication de sa conduite; mais lorsqu'au lieu d'excuses on apprit qu'il était occupé à prendre sa part du pillage de la factorerie, l'amiral portugais ne voulut plus différer sa vengeance. Dix navires des Maures furent attaqués et pris, leurs cargaisons transbordées sur les bâtiments portugais, leurs équipages faits prisonniers, puis les prises furent livrées aux flammes sous les yeux des habitants. Ensuite les Portugais s'embossèrent sur la côte aussi près que possible, et ouvrirent sur la ville une canonnade furieuse qui mit le feu en plusieurs endroits et faillit presque tuer d'un boulet le prince, qui se sauva dans l'intérieur du pays.

Après avoir ainsi satisfait sa vengeance, Cabral mit à la voile et conduisit son escadre à Cochin, la seconde ville de cette côte autant pour l'étendue que pour l'importance commerciale. Dans ce temps-là on ne pouvait songer à faire le commerce dans un port de l'Asie qu'après y avoir été autorisé par le souverain. Or le prince de Cochin était alors dans l'intérieur; mais l'amiral s'était assuré comme intermédiaire les bons offices d'un *yôgi* ou fakir, l'un de ces sages orientaux qui errent en tout pays à demi nus, couverts de bouse de vache et se soumettant aux plus extravagantes austérités. Celui-ci se nommait, au dire des Portugais qui ont sans doute défiguré son nom, Michaël; quoi qu'il en soit, il réussit dans sa mission. Le prince de Cochin, vassal opprimé et mécontent du zamorin de Calicut, crut trouver dans le commerce et l'alliance de ces puissants étrangers le moyen de s'affranchir. Il rentra en ville en toute hâte, et donna à Cabral une audience dont celui-ci fut très-satisfait, quoiqu'il n'y vît rien qui ressemblât à cette magnificence et à cette splendeur dont ses yeux avaient été éblouis à la cour du zamorin. La ville elle-même, comparée à Calicut, était loin de sembler aussi peuplée et aussi importante par le commerce; cependant les Portugais y trouvèrent une grande quantité de poivre, la marchandise qu'ils estimaient le plus et dont ils se procurèrent facilement une cargaison. Lorsqu'ils se préparaient à appareiller pour retourner en Europe, ils apprirent que le souverain de Calicut avait envoyé contre eux une flotte de soixante voiles, dont seize grands navires. Cabral mit aussitôt en mer avec l'intention de leur livrer bataille; mais comme le vent était favorable, il pensa que, fût-il même victorieux, ce serait un triomphe sans utilité pour son pays, et qu'il valait beaucoup mieux rapporter en Europe les riches cargaisons dont il avait chargé ses navires. Dans son re-

tour il toucha à Cananor, où il fut, peut-être, encore mieux reçu qu'à Cochin; puis franchissant l'océan Indien et l'Atlantique, il rentra à Lisbonne le 31 juillet 1501.

Mais déjà, avant son retour, le roi lui avait envoyé trois vaisseaux et une caravelle, sous les ordres de Juan de Nueva, pour renforcer son escadre. Cet officier devait aller droit à Calicut, lorsque heureusement à San Blas, sur la côte d'Afrique, il trouva une lettre qui, en l'informant des déplorables événements de Calicut, lui conseillait de conduire ses navires à Cochin. Il s'y rendit donc et y fut bien reçu, quoique les Maures réussissent à lui susciter quelques obstacles sur cette place. En apprenant l'arrivée de ces nouveaux bâtiments, le zamorin de Calicut envoya sa flotte pour les attaquer; mais elle fut battue si complétement, que le monarque indien effrayé fit des ouvertures de paix; mais Juan de Nueva refusa d'abord de les écouter.

L'arrivée de Cabral, avec les nouvelles qu'il apportait, causa une vive excitation dans la capitale. Une forte opposition se déclara contre ces expéditions, qui coûtaient des sommes considérables et ne semblaient promettre pour résultat qu'un long avenir de guerre dans des pays situés à l'extrémité du globe. Mais le roi Emmanuel, loin de se laisser abattre par les sinistres prophéties des gens timides, sembla, au contraire, accueillir avec plus d'entraînement que jamais les événements qui semblaient ouvrir une carrière illimitée à son ambition, et il choisit ce moment même pour prendre les titres pompeux de « seigneur de la naviga- « tion, conquête et commerce de l'É- « thiopie, de l'Arabie, de la Perse et « de l'Inde. » En même temps il fit préparer un grand armement plus considérable qu'aucun de ceux qui avaient encore paru dans les mers de l'Inde. La flotte principale composée de quinze voiles était destinée à protéger les comptoirs de Cochin et de Cananor; une escadre auxiliaire avait l'ordre de bloquer le détroit de Bab-el-Mandeb, pour couper toute communication entre les Maures et la côte de Malabar. Le commandement de la flotte fut offert à Cabral, et, sur son refus, donné à Vasco de Gama; celui de l'escadre à Vicente Sodre.

Dans ce voyage, Vasco de Gama toucha pour la première fois à Sofala, où il conclut un traité d'alliance et de commerce. A Quiloa, il vengea le traitement inhospitalier qui avait été fait à Cabral, et exigea du prince la promesse d'un tribut. En approchant de la côte d'Arabie, il captura un navire des Maures, qu'il pilla d'abord; puis ayant fait enfermer l'équipage à fond de cale, il y mit le feu. Se dirigeant ensuite sur la côte de l'Inde, il toucha d'abord à Cananor, et vint mouiller après dans les eaux de Calicut. Là il vint demander raison des insultes dont ses prédécesseurs avaient à se plaindre; mais, voyant que les conseillers du zamorin cherchaient à traîner les négociations en longueur, il réunit cinquante des indigènes pris sur les divers bâtiments qu'il avait capturés; puis, armé d'un sablier, il annonça aux négociateurs du zamorin que si satisfaction complète ne lui était pas accordée au moment où le sable aurait fini de passer, tous ces malheureux seraient mis à mort. Le temps s'étant écoulé sans qu'il eût obtenu de réponse, l'amiral portugais exécuta sa terrible menace; il eut même la barbarie de faire couper les pieds et les mains de ses victimes; il les envoya à terre, pour qu'il n'y eût plus de doute possible. Ensuite il canonna la ville pendant quelques heures, et partit pour Cochin, où il fut accueilli avec l'empressement le plus cordial.

Il y était à peine arrivé, qu'il reçut un message du zamorin. Ce message lui était apporté par un brahmane d'âge et d'aspect vénérable, et d'une adresse consommée. Il commença par questionner les Portugais sur la religion chrétienne, pour laquelle il professait, disait-il, la plus grande admiration, au point même qu'il se sentait entraîné vers elle. Ensuite il protesta du vif désir qu'avait son maître de renouer des

relations d'amitié avec les Portugais, et même de leur accorder toutes les réparations imaginables pour les outrages dont ils avaient à se plaindre; enfin il réussit si bien auprès de l'amiral, qu'il le détermina à se rendre à Calicut avec un seul de ses navires, pour y conférer avec le zamorin. Mais lorsqu'il arriva devant la ville, au lieu de l'entrevue qui lui avait été promise, il s'y trouva, comme il aurait dû le prévoir, entouré par trente-quatre proas de guerre. Dans cette extrémité, il déploya la plus grande vigueur, et aidé par Vicente Sodre, il gagna la pleine mer sans avoir aucune perte à regretter. Ensuite il croisa avec sa flotte, et captura plusieurs riches navires, un surtout qui portait une magnifique idole, habillée d'une riche étoffe d'or battu, avec des yeux d'émeraude. Enfin, touchant à Cananor, et laissant à Sodre le soin de bloquer la mer Rouge avec son escadre, il repartit pour le Portugal.

Ce départ était impolitique, et surtout laissait dans une fâcheuse situation les alliés des Portugais. A peine le zamorin fut-il sûr de l'éloignement de la flotte, qu'il songea à se venger de son vassal révolté, le prince de Cochin, à l'aide duquel les Européens avaient réussi à fonder un établissement permanent sur la côte du Malabar. Ayant rassemblé une grande armée, il marcha sur Cochin, exigeant que tous rapports fussent rompus avec les Européens, et que toutes les personnes de leur factorerie lui fussent remises. La plupart des conseillers du malheureux prince étaient d'opinion que la résistance était inutile, et qu'il fallait céder; mais lui, loin de se laisser abattre, résolut de braver tous les périls plutôt que de renoncer à son alliance avec les Portugais. Ses troupes, incapables de résister aux forces supérieures de l'ennemi, furent battues en plusieurs rencontres; ses alliés, et même les grands de sa cour, l'abandonnèrent, si bien qu'à la fin il fut même chassé de sa capitale après une sanglante mais inutile défense, et réduit à se réfugier dans la petite île de Vipîn, où il eût sans doute été obligé de capituler, si, au dernier moment, il ne fût arrivé d'Europe des secours importants.

Emmanuel, déterminé à faire de nouveaux efforts pour s'établir en Asie, avait pris le parti d'y envoyer désormais des expéditions régulières. L'une était commandée par Alphonso Albuquerque, le futur conquérant de l'Inde; une autre par Francisco Albuquerque, et une troisième par Antonio Saldanha. Francisco arriva le premier sur la côte d'Arabie pour y recueillir les débris de l'escadre de Vicente Sodre, qui, ne prenant aucun soin de son allié de Cochin, s'était mis à écumer les mers comme un véritable pirate, et avait fini par périr dans une tempête. De là, l'amiral portugais fit voile pour l'île de Vipîn, où il fut reçu comme un libérateur; car la nouvelle de son arrivée avait suffi pour faire évacuer Cochin par les troupes du zamorin. Ayant donc rétabli son allié dans sa capitale, il continua la guerre à l'arrivée de son frère Alphonso, et fit même des expéditions dans l'intérieur du pays, jusque sur les terres de l'ennemi. Ces expéditions, qui ne furent pas toutes également heureuses, eurent pour résultat de déterminer le prince de Calicut à faire des ouvertures de paix. Elle lui fut accordée à la condition qu'il serait accordé aux Portugais d'amples réparations pour tous les griefs qu'ils avaient à faire valoir; qu'une grande quantité de poivre leur serait remise à titre d'indemnité; et enfin que la ville serait complétement ouverte au commerce portugais. Peu de temps après la conclusion de ce traité, l'un des capitaines européens eut la malheureuse et coupable idée de s'emparer de l'un des navires du pays, et le zamorin se prépara à recommencer la guerre. Vainement les deux Albuquerque se rendirent-ils à Calicut pour essayer d'y renouer le traité; on ne voulut pas les recevoir. Se trouvant alors trop faibles pour reprendre les hostilités, ils remirent à la voile pour aller chercher de nouveaux secours en Europe; toutefois ils lais-

sèrent à leur allié quelques centaines de soldats européens, commandés par un de leurs plus braves officiers, Duarte Pacheco.

C'est avec cinq cents hommes seulement que cet audacieux aventurier défit deux fois les grandes armées et les flottes du zamorin. On doit regarder ses victoires comme le commencement des triomphes qui depuis ont illustré les armes européennes en Asie; elles prouvèrent que les innombrables multitudes indigènes ne pouvaient résister avec quelque succès à une poignée de soldats disciplinés et pourvus des armes inventées par la civilisation occidentale. Pacheco montra la route à Albuquerque, dont les brillants exploits ont depuis fait oublier les siens; et cependant, avec des moyens bien inférieurs, Pacheco fut plus constamment victorieux, et peut-être était-il supérieur à son heureux émule par la sagesse, par le talent, et surtout par l'humanité. Il fut à la fin remplacé dans son commandement par Lope Soarez, qui arriva d'Europe avec une flotte et une armée, mais qui le traita avec toute la distinction que méritaient ses éclatants services, et à leur retour en Europe sut lui rendre la plus honorable justice. Dans son zèle pour le bien public, Pacheco avait oublié le soin de sa fortune, que le roi voulut lui donner l'occasion de refaire en le nommant gouverneur d'El-Mina, chef-lieu des établissements portugais sur la côte d'Afrique. Cependant, à son arrivée dans son gouvernement, une violente faction s'éleva contre lui, on le renvoya chargé de chaînes à Lisbonne, où il subit un cruel emprisonnement; acquitté honorablement après un long procès, il mourut cependant pauvre, sans avoir reçu la récompense de ses glorieux services.

L'expédition de Soarez ne produisit aucun résultat. En 1505, le roi de Portugal envoya donc de nouveau dans l'Inde une grande flotte commandée par Francisco Almeyda, qui, pour la première fois, portait le titre pompeux de vice-roi de l'Inde. En arrivant à Cochin il y trouva un changement remarquable dans les affaires. Triumpara, l'ancien et fidèle allié des Portugais, était devenu fakir : il vivait d'herbes, s'habillait de nattes, avait complétement renoncé au monde; entièrement absorbé désormais dans la contemplation de l'essence mystérieuse de Brahma, il avait cédé le trône à son neveu Nambiadin. Toutefois cette révolution était de peu d'importance encore, comparée aux événements qui se préparaient dans le Nord. Le soudan d'Égypte, enflammé de ce zèle barbare que le mahométisme inspire à ses sectaires, irrité des insultes que ses navires avaient souffertes de la part des aventuriers européens, avait équipé une grande flotte, et l'avait envoyée sur la côte de l'Inde pour en expulser les infidèles qui étendaient leurs conquêtes et leurs ravages sur les mers de l'Asie. Lorsqu'il apprit que cette flotte avait mis à la voile, Almeyda n'avait avec lui qu'un petit nombre de ses navires; les autres, commandés par son fils Lorenzo, étaient en expédition; il leur dépêcha aussitôt l'ordre de se porter au-devant des Égyptiens, et de les attaquer avant qu'ils eussent paru sur la côte, où leur présence pouvait peut-être déterminer un mouvement chez les princes indigènes. Le jeune amiral était dans le port de Chaôl lorsqu'il reçut les ordres de son père; et comme il faisait ses préparatifs pour appareiller, les Égyptiens parurent au large. L'ennemi, favorisé par le vent et la marée, entra dans la rade et commença aussitôt le combat. Pendant toute la journée, les Portugais se battirent avec la plus brillante valeur, faisant un feu terrible sur l'ennemi, coulant et prenant à l'abordage quelques-unes de ses galères. Le matin du second jour, le feu avait recommencé, et les Égyptiens allaient être battus lorsqu'ils furent renforcés par l'escadre de Melik-Az, vice-roi de Diu. Le soir de cette sanglante journée, les bâtiments européens avaient été fort maltraités; les principaux officiers, et Lorenzo lui-même, étaient blessés, et enfin la flotte ennemie était tellement supérieure en forces, qu'on ne pouvait

espérer la victoire. Dans un conseil de guerre tenu le soir, il fut décidé de profiter de la marée pour prendre le large. Ce mouvement commencé à minuit semblait devoir réussir, lorsque par un malheureux hasard le bâtiment monté par Lorenzo échoua sur une estacade élevée par des pêcheurs pour y tendre leurs filets et amarrer leurs barques. Pelagio Sousa, capitaine de la galère qui suivait Lorenzo, lui envoya aussitôt une remorque, et il essayait de le remettre à flot, lorsque l'ennemi s'étant aperçu de ce qui se passait, arriva en force sur le bâtiment échoué. De son côté, l'équipage de Sousa craignant de partager le sort de ses camarades, eut la lâcheté d'abandonner la remorque, pour se laisser pousser par la marée qui l'entraîna bientôt au large, en laissant l'amiral seul au milieu de l'ennemi. C'est en vain qu'on le pressa de se sauver dans une embarcation avec laquelle il aurait pu facilement regagner sa flotte; l'héroïque jeune homme refusa d'abandonner son équipage dans un si grand péril, et voulut partager le sort des siens, quel qu'il pût être. Il n'avait pas encore perdu toute espérance de pouvoir, en faisant des prodiges de valeur, tenir jusqu'au moment où la prochaine marée remettrait son navire à flot. Et en effet, avec ses cent hommes d'équipage, dont soixante-dix étaient déjà blessés, il fit si bonne contenance que les Égyptiens n'osèrent pas l'aborder. Rangés à distance autour de lui, ils l'écrasaient de leur artillerie, qui enveloppa longtemps les combattants dans un nuage de feu et de fumée. Blessé d'une balle à la cuisse, Lorenzo se fit attacher à son mât, et de là il continuait encore à donner ses ordres, à encourager les siens, lorsqu'une autre balle vint le frapper au milieu de la poitrine, et le tua. Le combat contitinua encore, et les Portugais avaient déjà repoussé trois tentatives d'abordage, quand enfin Melik-Az, prince aussi distingué par sa bravoure que par son humanité, parvint à obtenir des vingt hommes tous blessés qu'ils se rendraient. Il traita ses prisonniers de la manière la plus généreuse, et il écrivit une lettre à Almeyda, pour lui faire des compliments de condoléance sur la mort de son fils, dont l'héroïque valeur lui avait inspiré la plus profonde admiration.

C'était une pénible mission que d'avoir à annoncer au vice-roi la mort d'un fils unique si cruellement arrêté au commencement d'une carrière qui semblait lui promettre tant de gloire. Almeyda reçut la nouvelle avec une pieuse fermeté, déclarant qu'il avait toujours souhaité à son fils une vie glorieuse plutôt que longue. Exaucé sur ce point, espérant que son fils recevait dans le ciel la récompense de sa noble conduite, le père ne devait pas se plaindre, mais songer seulement à le venger sur les ennemis de Dieu. En effet, il avait équipé une flotte de dix-neuf voiles, chargée de troupes de débarquement, portugaises et indiennes, lorsqu'il fut arrêté par l'événement le plus inattendu.

Dans l'année 1506, Alphonso Albuquerque avait été envoyé d'Europe avec des renforts pour la flotte de l'Inde. Se dirigeant d'abord sur la côte d'Arabie, il y avait réduit Massat et autres places importantes; puis, de là, attaquant le célèbre royaume d'Ormuz, il en avait forcé le prince, après d'incroyables prodiges de valeur, à se reconnaître tributaire de la couronne de Portugal, et il construisait un fort qui commandait la capitale, lorsqu'il fut forcé d'abandonner le fruit de ses victoires par la trahison de trois de ses officiers. Pour essayer de colorer leur lâcheté, ils s'étaient rendus près d'Almeyda, et ils l'avaient circonvenu de telle sorte, qu'il crut devoir blâmer toutes les opérations d'Albuquerque. Mais quel fut son étonnement lorsque Albuquerque, arrivé à Cochin, produisit une commission royale qui le nommait lui-même gouverneur général de l'Inde! Se voir ainsi arrêté au début d'une entreprise où l'excitaient tant et de si puissantes passions, il ne put s'y résoudre. Voyant que ses principaux officiers, dont il était idolâtré, pousseraient leur attachement pour

lui jusqu'à désobéir aux ordres exprès du roi, il répondit à Albuquerque qu'il lui était impossible de se soumettre, au moins jusqu'à ce qu'il eût détruit la flotte égyptienne et vengé la mort de son fils. Albuquerque répondit, et avec raison, que l'ordre du roi était péremptoire, et que refuser d'y obéir, c'était se déclarer en état de rébellion contre l'autorité royale. Almeyda résista cependant, et même, sous un prétexte poli, il refusa d'accepter la coopération d'Albuquerque dans l'expédition projetée.

La flotte partit donc sous les ordres d'Almeyda, et prit d'abord l'importante ville de Dabal, qu'il livra aux flammes; puis, de là, se dirigea sur le golfe de Cambay, où les Egyptiens s'étaient retirés après leur victoire. Ils étaient dans le port de Diu, où Melik-Az conseillait d'attendre l'ennemi; mais l'amiral Mir Hussein alla recevoir les Portugais en rade, se tenant toutefois assez près de la côte pour être protégé par une ligne de batteries qu'il y avait élevées. Ses grands navires étaient attachés deux par deux et défendus contre l'abordage par des filets. Les Portugais avancèrent néanmoins avec la plus brillante intrépidité, et Vasco Pereyra, le héros de la flotte, dirigea aussitôt sa galère sur celle de l'émir lui-même pour le couler. Une première décharge lui enleva dix hommes; mais, sans se laisser intimider, il arriva rapidement sur l'Égyptien et lui donna l'abordage. Forcé, par la chaleur, de se débarrasser de son casque pour respirer un peu, il fut presque au même instant frappé d'une balle à la gorge, qui le tua sur le coup. Tavora, qui le remplaça dans le commandement, avait escaladé les filets d'abordage avec une partie des siens, lorsque le filet, rompant sous le poids, laissa tout à coup tomber toute sa charge sur le pont; mais, malgré ces accidents, les Égyptiens n'en furent pas moins tués, ou pris, ou forcés de se sauver à la nage. Tous les grands navires, attaqués avec la même ardeur, furent pris ou coulés, et les autres se retirèrent à grand'peine dans la rivière, où les Portugais ne pouvaient pas les suivre. Les navires capturés étaient chargés d'un riche butin, qu'Almeyda partagea à ses équipages, sans vouloir rien garder pour lui-même.

Après cette défaite, Melik-Az fit demander la paix. Le vainqueur accueillit d'abord ses ouvertures avec beaucoup de hauteur, exigeant que Mir-Hussein, l'implacable ennemi des chrétiens, fût remis entre ses mains. Le prince de Cambay, toujours animé de ces sentiments d'honneur dont il avait déjà donné tant de preuves, refusa cette humiliante condition, en déclarant que tout ce qu'il pouvait faire, c'était de rendre tous ses prisonniers chrétiens. Almeyda finit par accepter, et, malheureusement pour sa gloire, en arrivant au port de Cananor, il eut la cruauté de faire massacrer tous les prisonniers mahométans que la victoire avait fait tomber dans ses mains.

De retour à Cochin, il fut de nouveau sommé par Albuquerque de lui remettre le commandement; mais, encouragé par ses partisans, il ne voulut pas abandonner le pouvoir, et poussa la violence jusqu'à faire garder son rival à vue dans sa maison. Sur ces entrefaites, Fernando Coutinho, officier distingué par sa naissance et ses talents, arriva du Portugal avec une escadre de quinze vaisseaux et un corps de troupes considérable. Il se porta aussitôt comme médiateur entre les deux rivaux, et représentant à Almeyda toute l'irrégularité de sa conduite, il obtint de lui qu'il résignerait à l'amiable la vice-royauté. Almeyda ayant fait ce sacrifice à ses devoirs, mit à la voile pour retourner en Europe. Dans une de ses relâches le long de la côte d'Afrique, une partie de son équipage s'étant pris de querelle avec les Hottentots, il se fit débarquer à la tête de quelques hommes à peine armés, pour venir au secours des siens. Il avait eu tort de mépriser trop ces barbares; vivement pressés par eux, les Portugais prirent la fuite, et Almeyda, abandonné des siens, mourut

dans les rangs de l'ennemi, frappé d'un coup de zagaie.

Libre maintenant, Albuquerque ne songea plus qu'à réaliser au plus tôt ses vastes plans de conquêtes. Le premier objet de ses attaques devait être naturellement Calicut, la capitale d'un prince le plus redoutable ennemi des Européens. Coutinho, qui était alors sur le point de repartir pour le Portugal, insista vivement pour avoir le commandement de cette expédition, et son rang, ainsi que l'amitié dont il avait donné des preuves à Albuquerque, rendait impossible d'écarter ses prétentions. La flotte arriva le 2 janvier 1510 devant Calicut, et comme les approches de la ville étaient défendues par des bois épais coupés d'étroits sentiers où les troupes ne pouvaient se déployer, il fut décidé en conseil de guerre que les deux généraux se partageraient les troupes et attaqueraient chacun séparément. Les soldats d'Albuquerque dormirent à peine pendant la nuit qui précéda l'attaque, tant ils étaient animés par l'approche du combat, et dès que le jour parut, il n'y eut plus moyen de retenir leur ardeur, ils se précipitèrent à la côte, et enlevèrent un palais fortifié sur lequel devaient porter, à cause de sa position, les premiers efforts des Portugais. Lorsque Coutinho, dont la marche avait été retardée par divers accidents, arriva avec ses troupes, il trouva la besogne faite. Irrité contre le vice-roi, il déclara qu'il ne se laisserait pas jouer ainsi dans l'attaque du palais principal, situé de l'autre côté de la ville. En vain Albuquerque essaya-t-il de se justifier, en vain conjura-t-il Coutinho de ne point s'engager dans la ville avant de s'être assuré une retraite, l'irritable officier ne voulut rien entendre. Traversant les rues étroites de Calicut, il parvint bientôt à la résidence royale, qui, comme d'ordinaire en Asie, formait elle-même une petite ville entourée d'un mur, la seule fortification régulière de la capitale. De plus, elle était défendue par les meilleures troupes de la principauté; mais rien ne put arrêter l'ardeur de Coutinho et de ses soldats; ils eurent bientôt forcé les portes et occupé tout le palais avec ses dépendances.

Croyant sa victoire complète, Coutinho permit le pillage à ses troupes, et lui-même il alla dans les appartements royaux chercher le repos après les fatigues de la bataille. Les Indiens avaient été surpris, mais non mis en déroute; et peut-être n'avaient-ils laissé les Portugais aller aussi loin que pour les attirer dans un piége. Le chef des naïrs poussa un cri qui, répété de bouche en bouche sur un espace de plusieurs milles, rallia bientôt autour de lui 30,000 hommes bien armés et résolus. Ils tombèrent d'abord sur le corps d'Albuquerque qui occupait la ville avec ses troupes et protégeait les communications avec la flotte. Il n'était pas préparé à soutenir cette attaque, et les Indiens, occupant les terrasses des maisons et tous les postes avantageux, firent pleuvoir une grêle de traits sur les Portugais, qui, embarrassés dans les rues étroites de la ville, ne pouvaient ni avancer ni reculer. Après avoir vu tomber les plus braves de ses hommes, leur chef n'eut plus d'autre ressource que de mettre le feu à la ville; puis, tandis que l'ennemi se dispersait devant l'incendie, les Européens se replièrent sur leurs vaisseaux. Cependant Coutinho recevait avis sur avis de l'état critique des affaires; mais, confiant dans son triomphe et plein de mépris pour les Indiens, il ne voulait pas obéir aux sages conseils d'Albuquerque. Bientôt, cependant, lorsque son collègue s'étant retiré, toutes les forces de l'ennemi se tournèrent contre lui, le danger devint trop pressant pour qu'il fût possible de fermer plus longtemps les yeux sur la réalité. Il fit alors une sortie et se battit comme un lion. Le palais fut livré aux flammes, et ses troupes, enveloppées par des forces immensément supérieures, ne songèrent qu'à regagner le rivage. Dans cette désastreuse retraite, Coutinho fut tué; en essayant de le défendre, Vasco Sylveira et plusieurs autres officiers des plus nobles familles du

Portugal partagèrent son sort. De Barros dit que sur 1,600 hommes, 80 furent tués et 300 blessés dans ce combat. Albuquerque, couvert lui-même de blessures, resta quelque temps insensible et passa pour mort; emporté à grand'peine par les siens, il arriva presque mourant à Cochin, où il fut longtemps à se rétablir.

Cependant, ce triste début n'avait pas refroidi l'ardeur du vice-roi. A peine remis de ses blessures, il reprit aussi vivement que jamais ses hardis projets de conquêtes, et s'il n'osa plus attaquer la capitale du zamorin, il songea cependant à s'emparer de quelque grande ville, où ses compatriotes pourraient s'établir définitivement, où leurs flottes seraient en sûreté, et dont il ferait en quelque sorte sa base d'opération pour les projets de colonisation qui l'occupaient. Timoia, pirate indou et fidèle allié des Portugais, lui parla de Goa.

Cette ville est située sur une île de vingt-trois milles de circonférence, si l'on peut appeler île une pointe de terre séparée du continent par un marais salé, guéable en plusieurs endroits. Le sol est fertile, coupé de hauteurs et de vallées, et presque suffisant pour fournir de lui-même à tous les besoins d'une grande ville. Goa avait été conquis par les Mogols, et annexé d'abord à la couronne de Delhi; mais ensuite, au milieu des troubles de l'empire, il s'était formé dans le sud plusieurs États indépendants. Le souverain de Goa, qu'on appelait le zabaïm, était le plus puissant de ces divers princes. Cependant Timoia apprit à l'amiral portugais que ce prince, occupé par la guerre avec plusieurs États de l'intérieur, avait laissé sa capitale sans moyens de défense.

Albuquerque saisit avec empressement l'ouverture qui lui était faite, et, guidé par Timoia, il arriva en rade de Goa, le 25 février 1510. Les forts qui défendaient les approches ayant été rapidement enlevés, et la flotte des assiégeants étant venue s'embosser sous les murs de la ville, les habitants, presque tous commerçants, commencèrent à songer sérieusement aux conséquences d'une prise d'assaut, surtout par un ennemi qui ne s'était jamais distingué par sa clémence. Ils envoyèrent donc une députation, composée surtout de négociants, qui convinrent de rendre la ville, à la condition que pleine protection serait accordée au commerce, et que les propriétés particulières seraient respectées. Albuquerque accepta le traité, et fut aussitôt mis en possession de la ville.

S'étant ainsi substitué au zabaïm, il prit aussitôt tout le train d'un potentat asiatique, envoyant une ambassade au Narsinga, et recevant de la plus gracieuse façon les envoyés de Perse et d'Ormuz près le prince de Goa. Mais bientôt il trouva que la position n'était ni aussi sûre, ni aussi agréable qu'il l'avait d'abord imaginé. Le zabaïm, en apprenant que sa capitale était au pouvoir des étrangers, abandonna tous ses autres projets pour les chasser. Il conclut aussitôt la paix avec ses ennemis, dont il détermina la plupart à faire cause commune avec lui contre les Européens, et parut, bientôt après, à la tête d'une armée de 40,000 hommes, sous les murs de sa capitale. Albuquerque, sans se laisser intimider, s'apprêtait à la repousser, lorsqu'il fut, à l'intérieur même, menacé par les siens de périls beaucoup plus formidables.

Dans ces lointains pays, il n'était pas alors facile de maintenir la discipline au milieu d'aventuriers comme ceux qui composaient les expéditions européennes; officiers et soldats ne se faisaient pas faute de critiquer les opérations et les projets de leur général. Il s'éleva donc au milieu même des Portugais un nombreux parti, qui prétendait qu'avec des troupes aussi peu nombreuses que celles d'Albuquerque, et sans aucun espoir de voir arriver prochainement des renforts, c'était folie de vouloir résister à une armée comme celle qui venait assiéger la ville, surtout lorsqu'on était entouré d'une population hostile, au milieu d'une ville immense dont les habitants

n'attendaient que l'occasion pour accabler les Européens. Ces craintes n'étaient certainement pas sans raison; mais l'audacieux Albuquerque refusa d'abandonner sans combat la magnifique proie dont il s'était emparé. Les séditieux, et ils étaient neuf cents, prétendaient qu'on ne pouvait pas sacrifier tant de braves gens à l'entêtement d'un seul homme, et ils formèrent un complot pour déposséder leur général du commandement. Mais Albuquerque connaissait leurs chefs; il les surprit dans une réunion secrète et les fit jeter en prison. Le reste demanda pardon, et l'obtint facilement.

Cependant le zabaïm avançait sur la ville. La principale espérance d'Albuquerque reposait sur les moyens qu'il avait de défendre les approches de l'île; toutefois, le canal qui la séparait du continent était si étroit et si peu profond, qu'il était loin de présenter à l'ennemi un obstacle insurmontable. Sur les points les plus exposés, Albuquerque plaça ses meilleures troupes, les couvrant par des murs et des retranchements. Le prince indou, repoussé avec perte dans ses premières tentatives pour enlever ces ouvrages, et désespérant presque du succès, résolut de faire une dernière tentative, à la faveur d'une de ces nuits sombres et orageuses qui signalent toujours le renversement des moussons. Dans la nuit du 17 mai, deux grands corps de troupes s'avancèrent sur deux points différents, et bien qu'ils ne réussirent pas à tromper la vigilance des Portugais, ils parvinrent cependant à pénétrer dans l'intérieur de l'île. Toute l'armée passa après eux, et commença aussitôt les opérations contre la ville.

Le vice-roi continua cependant à se défendre avec l'inébranlable fermeté qui le caractérisait; mais voyant l'ennemi aidé par des émeutes répétées à l'intérieur, aidé même par le mécontentement de ses officiers, qui recommençaient à murmurer contre lui, il fut contraint de se retirer dans la citadelle, assise sur un ruisseau qui assurait ses communications avec la flotte. Maître de la ville, le zabaïm attaqua aussitôt la citadelle. Coulant de grands bateaux chargés de pierres dans le ruisseau, il essaya de couper les communications des Portugais, tandis que, d'un autre côté, il tentait à plusieurs reprises d'incendier leurs bâtiments. Albuquerque, trop faible pour résister à ce système d'attaque, se vit enfin contraint d'évacuer la citadelle. Mais déjà c'était une opération difficile; il l'exécuta cependant avec autant de vigueur que de succès. Ayant embarqué tous ses canons, ses munitions et ses approvisionnements, il partit avec ses troupes par une nuit obscure, au milieu du plus profond silence, et lui-même il s'embarqua le dernier de tous.

Ainsi forcé de reprendre la mer, Albuquerque, loin de se laisser abattre, ne songeait qu'à faire quelque action d'éclat qui pût relever l'honneur de ses armes et le moral de ses soldats. L'ennemi avait établi à Pangin, près de Goa, un grand camp retranché d'où il avait souvent expédié des bâtiments armés pour inquiéter les Portugais. Albuquerque se dirigea aussitôt de ce côté, en débarquant au point du jour; avant d'avoir été aperçu, il fondit sur le camp des Indous avec un si grand bruit de tambours, de trompettes et de mousqueterie, que l'ennemi, effrayé, s'enfuit aussitôt, laissant entre les mains des Portugais un grand nombre de canons et d'immenses approvisionnements.

Quelques jours après, informé que le zabaïm préparait une flottille de bateaux armés contre lui, Albuquerque envoya aussitôt à leur rencontre quelques-uns de ses navires commandés par son neveu Antonio Noronha. Le zabaïm vint en personne au-devant des Portugais, à la tête de trente proas bien armées; mais après un combat opiniâtre il fut forcé de se sauver à la côte. Des ouvertures de paix furent la conséquence de cette défaite, mais Albuquerque refusa d'y répondre.

Ces succès ayant abaissé l'orgueil de l'ennemi et relevé le courage des Portugais, le vice-roi conduisit sa flotte à Cananor, où elle reçut des renforts considérables qui décidèrent Albuquer-

que à tenter une nouvelle attaque sur Goa aussitôt que la saison le permettrait. Il espérait cette fois être plus heureux, surtout à cause de la guerre qui venait de recommencer entre le roi de Narsinga et le zabaïm, dont les forces allaient se trouver occupées. Cependant, comme il n'avait pas plus de 1,500 Européens et de 800 soldats indigènes, c'était encore une entreprise très-hardie que d'attaquer une grande et forte capitale défendue par une garnison de presque 10,000 hommes. On venait d'ajouter à ses fortifications du côté de la terre un grand mur d'enceinte avec un fossé; et du côté de la mer une grande estacade, derrière laquelle les bâtiments de l'ennemi étaient mouillés en toute sécurité. Cependant arrivé en vue de la ville, Albuquerque se décida aussitôt à donner l'assaut. Il partagea ses troupes en deux corps, dont l'un, conduit par lui-même, devait attaquer du côté du nord, et l'autre du côté du sud. Celui-ci, conduit par Limas et autres officiers d'élite, eut bientôt chassé l'ennemi qui voulait s'opposer au débarquement, et le poursuivant l'épée dans les reins, les Portugais arrivèrent en même temps que lui aux portes de la ville. La porte allait se fermer sur les fuyards, lorsque Fernando Melos jeta en travers une forte pièce de bois, et les Portugais entrèrent en même temps que les Indous. Ceux-ci cependant continuèrent à se défendre avec courage dans les rues, dans les maisons, et surtout dans le palais du zabaïm. Chassé de ce poste, l'ennemi se rallia sur une hauteur voisine, et il fallut encore six heures de combat pour assurer la victoire.

Maître de cette importante place, Albuquerque mit tous ses soins à y fonder un établissement permanent pour son pays. Il voulait en faire un lieu de station toujours sûr pour les flottes portugaises, de ravitaillement et de retraite en cas de désastre, un moyen de s'affranchir de l'alliance toujours précaire du prince indigène; en un mot, il voulait faire de Goa la capitale d'un nouvel empire asiatique. Il envoya et reçut des ambassadeurs, qu'il étonna par le déploiement d'une magnificence inconnue même dans l'Inde; il les surprit par les immenses fortifications, par les utiles ouvrages qu'il y fit aussitôt construire. Il cherchait à attacher les naturels à la cause de son gouvernement, et dans ce but il employa un expédient au moins singulier. Ayant fait des prisonnières, dont quelques-unes appartenaient aux meilleures familles du pays, il les traita d'abord de la façon la plus honorable, et ensuite il entreprit de les marier à ses officiers, et quelquefois sans trop consulter le goût des parties. De Barros compare cette manière de cimenter la puissance des Portugais à celle qu'employa Romulus pour peupler sa ville naissante. Il va sans dire qu'on faisait aux belles captives une nécessité absolue d'embrasser le christianisme, et ce n'était pas chose très-difficile à obtenir d'elles, car, à Goa, les préjugés de caste sont beaucoup moins violents que dans aucune autre ville de l'Inde. Après avoir fait quelques-uns de ces mariages, le vice-roi témoignait aux nouveaux couples une faveur toute particulière, et ordinairement il donnait quelque bel emploi au mari. Les principales familles du pays voyant tout l'avantage qu'elles pouvaient tirer de ces alliances, finirent par s'y prêter très-volontiers. On raconte même à ce propos une aventure assez bizarre. Un soir où plusieurs de ces mariages se célébraient ensemble par une grande fête que le vice-roi donnait aux époux, les lumières s'éteignirent tout à coup, et, au milieu de l'obscurité où tout le monde était plongé, il survint de singulières méprises. Le lendemain matin au point du jour, on voulut d'abord chercher à se reconnaître; mais, toute réflexion faite, on jugea qu'il valait mieux pour chacun s'en tenir au lot que le hasard lui avait adjugé.

Après avoir réglé les affaires intérieures de son gouvernement, Albuquerque reprit ses anciens projets de conquêtes. Deux points surtout occupaient son esprit : Ormuz, le riche entrepôt du golfe Persique, qu'il avait déjà conquis une fois; et Malacca, con-

sidéré alors comme la clef des régions et des îles les plus éloignées de l'Asie. Malacca obtint d'abord la préference. Bien que située sur la côte d'une péninsule aride, la capitale de ce royaume jouissait alors d'une incroyable prospérité, due à sa position qui en faisait le centre où venait aboutir tout le commerce entre l'Indoustan, la Chine et les îles de l'archipel indien, c'est-à-dire le commerce qui fait aujourd'hui la richesse de Singapore. Albuquerque s'y rendit avec une petite escadre, sur laquelle étaient embarqués 800 Portugais et 600 soldats indiens, qui venaient combattre une garnison composée, dit-on, de plus de 30,000 hommes. On commença d'abord par négocier, et par déclarer des deux côtés qu'on ne désirait rien autant que la paix; mais il était évident qu'une expédition de ce genre ne pouvait pas avoir d'autre issue qu'une issue guerrière. Les gens du pays, aidés par de puissantes machines en bois, par le canon et par une composition de matières combustibles dont ils avaient le secret, firent une vigoureuse résistance; mais l'intrépidité d'Albuquerque et de ses soldats triompha de tous les obstacles. Ayant chassé la garnison indigène, et maître de la ville, il commença aussitôt la construction d'un fort avec le débris de son palais, et il en organisa le gouvernement dans cet esprit de fermeté et de conciliation qui était la base de sa politique. Il ouvrit ensuite des négociations avec Siam, Java, Sumatra, d'où les écrivains portugais prétendent même qu'il reçut des ambassades.

Pendant qu'il était occupé de cette expédition, le zabaïm avait rallié ses forces, et, à la tête d'une nombreuse armée, il avait pénétré dans l'île sur laquelle Goa est construit; il y avait même élevé un fort nommé Benaster, et serrait la ville de très-près. Arrivant à la tête de renforts considérables qui lui venaient d'Europe, Albuquerque força d'abord l'ennemi à lever le siége; mais il fut plusieurs fois repoussé avant de pouvoir le forcer à évacuer le Benaster, avant d'établir définitivement la suprématie des Portugais sur la petite île de Goa, qui aujourd'hui encore appartient à la couronne de Portugal.

Le vice-roi reprit ensuite ses projets de conquête; mais d'abord il échoua dans deux tentatives successives sur Aden, qui était alors l'entrepôt du commerce de la mer Rouge, comme il le redeviendra peut-être entre les mains des Anglais, qui s'en sont emparés depuis 1839. Repoussé de ce côté, il prépara un nouvel armement plus considérable que les précédents, et à la tête de 1,500 Européens et de 600 soldats indous il mit à la voile pour Ormuz, dont le prince n'osa pas même entreprendre de lui résister, et lui permit de construire un fort près de sa capitale. Après s'être acquitté de ce soin avec sa vigilance ordinaire, Albuquerque exigea qu'on transportât dans ce nouvel établissement tous les canons qui armaient les remparts de la ville. Le malheureux prince fut encore obligé d'y consentir, et le fameux Ormuz devint ainsi un établissement portugais; triomphe qui ne laissait presque plus rien à désirer à l'ambitieux vice-roi dans cette partie du monde où il avait désormais établi par la victoire et la politique le pavillon de son pays.

Mais alors sa brillante carrière approchait de sa fin : il était déjà presque parvenu à la vieillesse, et sa santé ébranlée par tant de travaux commençait à donner des inquiétudes. Se sentant malade, il voulut retourner à Goa, et en longeant la côte de Cambay il y apprit des nouvelles qui le frappèrent au cœur. Une nouvelle flotte arrivait du Portugal, commandée par Lope de Soarez, un des hommes qu'il détestait le plus, et qui était nommé vice-roi à sa place. De nouveaux officiers étaient nommés au commandement des navires et des forts, et tous étaient connus pour être ses ennemis. Sa puissance et son crédit étaient ruinés. Les écrivains portugais, qui cachent toujours tout ce qui peut faire tache à la gloire de leur roi, ne nous apprennent pas les motifs qui purent le déterminer à sacrifier ainsi le grand

homme qui lui avait conquis un empire. Ni lettres, ni aucune marque d'honneur ne venaient adoucir cette disgrâce.

Il était frappé à mort. Faible, épuisé, mourant, on voulut lui persuader que l'attachement de ses officiers pouvait lui donner les moyens de résister aux ordres d'un maître ingrat et de rester encore victorieux sur les mers de l'Inde. Peut-être se laissa-t-il aller d'abord à cette dangereuse tentation; mais quelques jours de réflexion la lui firent repousser, et il ne songea bientôt plus qu'à ensevelir dans la tombe sa vanité blessée. Vivement agité, refusant toute espèce de nourriture et de médicaments, appelant la mort avec impatience, il allait s'éteindre, lorsqu'on lui persuada d'écrire au roi pour lui recommander son fils. Voici les termes de cette fière épître :

« Seigneur, me sentant près de mou-« rir, j'adresse à Votre Majesté cette « dernière de toutes les lettres que je « lui écrivis pendant la longue période « de ma vie où j'ai eu l'honneur de « vous servir. Dans votre royaume j'ai « un fils du nom de Braz de Albu-« querque, que je prie Votre Majesté « de traiter aussi bien que le méritent « pour lui les services de son père. « Quant aux affaires de l'Inde, elles « parleront d'elles-mêmes et pour elles « et pour moi. »

Voyant qu'il allait mourir avant d'arriver à Goa, il recouvra le calme de son esprit pour tourner toutes ses pensées vers cet autre monde où il allait entrer. Une barque légère envoyée au-devant de lui amena à ses côtés le vicaire général, qui lui administra les sacrements de l'église et reçut son dernier soupir le 16 décembre 1515. Son corps fut rapporté en grande pompe à Goa, où sa mort fut un sujet de deuil universel et pour ses compatriotes et pour les indigènes, dont il avait conquis l'affection.

A sa mort, l'empire portugais dans l'Inde était déjà parvenu au faîte de sa grandeur. Quelques points éloignés sur la côte d'Afrique et sur celle de Coromandel, c'est tout ce qui y fut encore ajouté. S'il faut en croire l'emphatique Faria y Sousa, l'empire portugais s'étendait depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'à la frontière de la Chine, sur une étendue de côtes de plus de 12,000 milles. Mais c'est une phrase qu'il est impossible de prendre au sérieux, quand on songe que sur tout cet immense espace les Portugais n'ont jamais compté plus d'une trentaine de comptoirs. Le plus souvent, pour ne pas dire toujours, ils ne possédaient pas un pouce de terrain au delà des murs de leurs forteresses. Leur véritable empire, c'était l'Océan, où leurs vaisseaux, mieux armés et mieux équipés qu'aucuns de ceux des puissances asiatiques, étaient presque toujours et à peu de frais victorieux. Cette espèce de gouvernement, auquel la possession presque exclusive du commerce entre l'Inde et l'Europe donnait du prix, leur resta pendant plus d'un siècle. Leur histoire pendant toute cette période c'est celle de leurs luttes contre les indigènes, à qui l'intolérance de leur esprit religieux inspira bientôt une vive inimitié contre eux. Ces luttes, dont le résultat ordinaire était de remettre les deux parties dans la position où elles se trouvaient avant le combat, sont trop monotones et trop peu intéressantes pour que nous devions en faire le récit. A peine si elles fournissent quelques faits qui méritent d'être rapportés.

En 1536, Nuno de Cunha, alors gouverneur général, obtint la permission d'ériger un fort près de l'importante ville de Diu, dans une position à la vérité très-favorable pour le commerce, mais qui mettait ses compatriotes en contact avec les importants royaumes de Cambay et de Gouzerat. Bader, souverain de Cambay, et qui d'abord avait accueilli les Portugais avec empressement, ne tarda pas à devenir leur ennemi. Dans une visite qu'il fit à l'établissement européen, un combat s'engagea, où lui-même et quelques officiers portugais furent tués. Sylveira, qui prit ensuite le commandement de la place, fit les plus grands efforts pour justifier ses compatriotes aux yeux des

indigènes, et parut d'abord y réussir; mais il était resté de cette malheureuse affaire des ferments de discorde qui portèrent leurs fruits. La querelle fut envenimée par Khodja-Zofar, chef maure, qui s'était d'abord porté pour l'ami des Portugais, et ensuite était devenu leur plus dangereux ennemi. Il réussit à faire lever dans le Gouzerat une grande armée, que le gouverneur de l'Égypte, Soliman Pacha, devait, par ordre du Grand Seigneur, appuyer de toutes ses forces. Il partit en effet de Suez avec soixante-dix galères, portant 7,000 hommes de débarquement des meilleures troupes turques, et un immense matériel d'artillerie. A son débarquement il fut rejoint par plus de 20,000 hommes du Gouzerat, et, dans les premiers jours de septembre 1538, il vint mettre le siége devant le fort des Portugais. Sylveira n'avait avec lui que 600 hommes, dont la plupart encore étaient malades; et par suite d'un interrègne dans le gouvernement il ne pouvait espérer de secours de Goa. Il se prépara cependant à résister avec courage, et le siége qu'il soutint est regardé comme l'épisode le plus glorieux de l'histoire des Portugais en Asie. Les femmes elles-mêmes y rivalisèrent de courage et d'enthousiasme avec l'autre sexe. Doña Isabella de Vega assembla les femmes enfermées dans le fort, et les engagea, puisque tous les hommes étaient employés à porter les armes, à entreprendre de réparer elles-mêmes les brèches faites par le feu continuel de l'ennemi. Anna Fernandez, la femme d'un médecin, courait de poste en poste sous une grêle de balles pour encourager les soldats; et son fils ayant été tué sous ses yeux, elle enleva elle-même son corps de la mêlée, puis retournant sur le théâtre du combat elle y resta jusqu'à la fin, et seulement alors songea à ensevelir son malheureux fils.

Plusieurs assauts avaient été repoussés; mais la garnison était alors réduite de moitié, et les survivants étaient si épuisés, qu'il ne semblait pas possible qu'ils pussent plus longtemps continuer leur défense. De leur côté, les assiégeants, exaspérés d'une résistance si opiniâtre, décidèrent de faire un effort désespéré. Ils commencèrent d'abord par remettre leurs galères à flot, comme s'ils se préparaient à lever le siége, puis à minuit le signal de l'attaque fut tout à coup donné, et ils vinrent en courant appliquer des échelles pour l'escalade sur le mur qui se prolongeait du côté de la mer. La garnison prit aussitôt les armes et se porta au-devant de l'ennemi; mais les musulmans attaquaient avec tant de furie, qu'à la fin ils pénétrèrent dans la place. Toutefois ils furent encore repoussés par des prodiges d'incroyable valeur, et perdirent, dit-on, 1,500 hommes tués ou blessés dans ce dernier assaut. La victoire avait coûté cher aux Portugais; il ne leur restait pas quarante hommes en état de faire le service, et Sylveira se laissait aller aux plus tristes prévisions, lorsqu'à sa grande joie il vit que c'était le dernier effort de l'ennemi. Soliman, ignorant, selon toute probabilité, la position désespérée de ses adversaires, leva l'ancre le 5 novembre, et repartit avec toute sa flotte pour l'Égypte.

Khodja-Zofar, qui était toujours tout-puissant dans le Gouzerat, conservait encore l'espoir de la vengeance. Sept ans plus tard, il parvint à lever une armée presque aussi considérable que la première, et revint mettre le siége devant le château de Diu, défendu par don Juan Mascarenhas avec une garnison de 210 hommes seulement. Avec sa petite troupe, le gouverneur défendit vaillamment son poste. Le roi de Cambay, qui était venu au siége, bien persuadé de voir prendre le château, fut si effrayé d'un boulet qui pénétra dans sa tente et tua un de ses officiers à côté de lui, qu'il partit incontinent, laissant à ses officiers le soin de poursuivre le siége. Quelques jours après, Zofar eut la tête emportée par un coup de canon; mais son fils Roumè-Khan avait hérité de la persévérance de son père et de sa haine contre les chrétiens. Malgré la valeur avec laquelle les assiégés avaient repoussé toutes les attaques, leurs rangs

étaient fort éclaircis, et déjà ils commençaient à souffrir de la famine, lorsque Alvaro de Castro leur amena des provisions et un renfort de 400 hommes. Mais ces troupes furent de peu d'utilité; ayant voulu tenter une sortie pour faire parade de leur courage, elles furent repoussées avec perte dans le fort. Enfin, en octobre 1545, le nouveau vice-roi, don Juan de Castro, l'un des plus vaillants officiers portugais, arriva, mais avec des renforts si considérables qu'il put aussitôt prendre l'offensive contre l'ennemi. Il pénétra dans son camp, le força à accepter la bataille, et le repoussa jusque dans la ville en lui faisant subir des pertes immenses. Dans une sortie que les musulmans voulurent encore tenter avec 8,000 hommes, de Castro les battit une seconde fois et les poursuivit avec tant d'ardeur, qu'il pénétra avec eux dans la ville, et s'en empara. Malheureusement il ternit sa gloire en la livrant au pillage et à la fureur de ses soldats. Ensuite il retourna, le 11 avril 1546 à Goa, où il fit une entrée triomphale, accompagné de corps de musique, la tête couronnée de laurier, et faisant porter derrière lui l'étendard royal de Cambay, trophée de ses victoires. Les rues étaient tendues d'étoffes de soie, semées de fleurs, remplies de peuple qui faisait retentir l'air de ses acclamations. En apprenant la nouvelle de cette orgueilleuse cérémonie, la reine Catherine fit, dit-on, la remarque que si son général s'était battu et avait vaincu comme un chevalier chrétien, il avait triomphé comme un païen.

De Castro ne conserva le titre de vice-roi que depuis 1545 jusqu'à 1548; mais ce temps lui suffit pour établir grandement sa réputation, et faire craindre le nom portugais sur toutes les côtes de l'Inde. Il semble qu'il ait été très-zélé pour le service de son pays et très-désintéressé, car après avoir occupé un poste aussi lucratif il mourut dans une extrême pauvreté. Cependant, les effroyables barbaries qu'il autorisa, bien qu'elles ne lui aient jamais été reprochées par les historiens de son temps et de son pays, doivent sans doute ternir sa gloire aux yeux des nations modernes.

La position la plus critique où les établissements portugais de l'Inde se soient jamais trouvés placés, se présenta en 1570, sous le gouvernement de don Louis de Ataide. Adel-Khan et Nizam-oul-Moulk, deux officiers distingués du Mogol, firent alliance avec le zamorin, et s'unirent dans la ferme intention de consacrer tous leurs moyens à chasser les Européens des côtes de l'Inde. Le siége de Goa, la plus importante des opérations des alliés, fut entrepris par Adel-Khan, et pour y réussir il y mena toutes ses troupes, estimées à 100,000 hommes, qu'il commandait en personne. Cette armée mit huit jours à franchir les défilés des Ghâts, puis vint établir sous les murs de la ville son camp, qui, disposé avec cet ordre admirable dans lequel les Mogols excellaient, présentait l'aspect d'une vaste et magnifique cité. Le vice-roi surpris, en apparence du moins, n'avait pas dans Goa plus de 700 soldats, auxquels il joignit 1,300 moines et esclaves armés. En arrêtant le départ d'une flotte qui mettait à la voile pour l'Europe, il aurait pu renforcer sa petite troupe d'environ 400 hommes; mais il refusa intrépidement cette ressource. Il ne voulait pas, disait-il, prendre la responsabilité des inquiétudes qu'on ressentirait dans la métropole, si l'on ne voyait pas arriver les vaisseaux. L'ennemi commença d'abord par vouloir pénétrer dans l'île. Vaines tentatives; non-seulement don Luis les repoussa, mais, ayant reçu quelques petits renforts, il fit de nombreuses sorties, dans lesquelles ses troupes se conduisirent avec leur courage, et il faut dire aussi avec leur cruauté ordinaire. Après avoir tué dans les combats beaucoup de monde à l'ennemi, on envoyait en ville des charretées de têtes, pour soutenir par cet effroyable spectacle le courage des habitants. Après deux mois d'attaques inutiles, Adel-Khan commença à désespérer du succès de son entreprise, et même il ouvrit des négociations avec

le gouverneur. Mais comme chaque parti faisait tous ses efforts pour dissimuler son désir de voir finir le siége, comme chacun, au contraire, affectait une confiance excessive, la négociation ne fit que de très-lents progrès.

A diverses reprises, Ataide reçut des renforts : 1,500 hommes en une fois des îles Moluques qui le rendirent si fort, que l'ennemi ne pouvait plus conserver aucun espoir de réussir. Cependant le général mogol ayant remarqué un point, qu'à cause sans doute de sa force naturelle on gardait moins soigneusement que les autres, résolut de tenter un dernier effort pour pénétrer dans les lignes des assiégés. Le 13 avril, Soliman-Aga, capitaine de ses gardes, attaqua le point en question avec tant de vigueur et de rapidité, qu'en dépit de la plus héroïque résistance il pénétra dans l'île avec une partie des siens. Mais les Portugais s'étant ralliés, prirent à leur tour l'offensive, et tuèrent ou mirent en déroute les Mogols. Adel-Kan, qui du haut d'une colline assistait à la défaite de ses troupes, se sentit découragé. Dès lors le siége ne fut plus conduit qu'avec mollesse; cependant l'orgueil du Mogol ne voulait pas céder, et ce ne fut que quelques mois plus tard, vers la fin d'août, qu'il leva le siége et se retira après avoir perdu dans cette infructueuse tentative plus de 12,000 hommes.

De son côté, Nizam-oul-Moulk, pour remplir les obligations qui lui étaient imposées par le traité d'alliance, était venu avec une armée aussi considérable que celle d'Adel-Khan attaquer Châl, établissement alors important dans le voisinage de Bombay. Les moyens de défense de cette place semblaient encore plus exigus que ceux de Goa; elle était complétement située sur le continent, défendue par un petit mur en terre avec un fort qui n'était pas beaucoup plus qu'une maison ordinaire. Aussi conseillait-on au gouverneur général de retirer ses troupes de cette position, sans même essayer de la défendre; mais il repoussa ces conseils pusillanimes, et Luis Freyre d'Andrada, qui commandait dans la ville, ayant reçu quelques renforts qui portèrent sa garnison à 2,000 hommes, entreprit de suppléer à tout ce qui lui manquait d'ailleurs, par le courage et le génie. Après quelques tentatives malheureuses pour enlever la place d'un coup de main, l'ennemi ouvrit une batterie régulière et montée de 70 pièces de canon. Au bout d'un mois la ville avait considérablement souffert, le mur d'enceinte était presque complétement renversé, et l'ennemi faisait successivement le siége de chaque maison, changée en forteresse, et défendue avec la plus vive obstination par les assiégés.

Un jour les Mogols, ayant donné un assaut général, pénétrèrent dans la ville par divers points; mais ils furent partout repoussés avec des pertes très-considérables pour eux. Une autre fois, obligés d'évacuer une maison, les Portugais y avaient préparé une mine qui, malheureusement, prit feu trop tôt et leur enleva 42 hommes. Une autre maison fut défendue pendant six semaines, et une autre pendant tout un mois. Au commencement de juin, le siége durait depuis six mois, les assiégeants y avaient déjà perdu plusieurs milliers d'hommes lorsqu'ils firent des ouvertures de négociations, qui ne produisirent aucun résultat. Le nizam recommença donc l'attaque avec plus de vigueur que jamais, et il emporta successivement le couvent de Saint-Dominique, les maisons de Nuno Alvarez et de Gonzalo Menesez. Il voulut alors donner un dernier assaut, mais qui serait décisif. Le 29 juin, toute l'armée des assiégeants se précipita, en poussant des cris barbares, sur les débris des fortifications que les Portugais défendaient encore. L'attaque fut terrible : à plusieurs reprises l'ennemi planta ses drapeaux sur les remparts, et sembla sur le point de s'emparer définitivement de la ville; mais cependant, en dernier résultat, la bravoure et la discipline des Européens finirent par triompher. Le général des Mogols continua l'attaque jusqu'à la nuit, et ensuite ouvrit une

négociation qui se termina par un traité d'alliance offensive et défensive.

Le zamorin, de son côté, avait montré peu de zèle à remplir les obligations qui lui étaient imposées par le premier traité. Voyant les Portugais serrés de près par les deux autres confédérés, il avait offert de renoncer à l'alliance et demandé à conclure un traité séparé. Mais, jusque dans cet extrême péril, d'Ataide avait dédaigné d'acheter la paix au prix de concessions humiliantes; il avait fièrement mis en défi la puissance du prince, se reposant sur son talent et sur le courage de ses compatriotes pour faire face à tous les dangers accumulés sur sa tête. Le zamorin avait alors envoyé quelques troupes au nizam, et lui-même il était venu mettre le siége devant le fort de Châl, situé à environ deux milles de Calicut. Mais cette place avait été défendue aussi vaillamment que les autres; sa garnison avait été renforcée, et le zamorin fut obligé de se retirer honteusement.

Ainsi cette ligue formidable, où étaient entrées les plus grandes puissances de l'Inde méridionale, vint se briser sans résultat contre les talents du gouverneur portugais et le courage de ses troupes.

Grâce à ces brillants exploits, les sujets du Portugal, pendant tout le cours du seizième siècle, conservèrent leurs possessions sur les côtes, et leur suprématie sur les mers de l'Inde. Même après l'époque où l'esprit d'entreprise sembla s'évanouir chez eux, le haut renom et la puissance morale qu'ils avaient acquis ne permirent pas aux indigènes de secouer le joug. Mais vers l'année 1600 parut dans les mers de l'Asie un nouvel ennemi beaucoup plus redoutable qu'aucun de ceux qu'ils avaient jusqu'alors rencontrés dans cette partie du monde. Les Hollandais, poussés au désespoir par la tyrannie de Philippe II, s'étaient révoltés contre l'Espagne, et, après une lutte longue, sanglante et glorieuse, ils avaient pris place parmi les États indépendants de l'Europe. Même avant d'être reconnus en cette qualité par les autres États, ils avaient déjà la réputation d'être la première puissance navale du monde. A l'étroit sur un territoire peu fertile, et voyant leur population augmenter sans cesse par la multitude de réfugiés qui venaient chercher chez eux le double bienfait de la liberté civile et religieuse, ils se sentaient poussés, comme par la nécessité, à demander la richesse et même des moyens de subsistance à l'Océan. L'heureuse situation de leurs côtes, également favorable pour la pêche et le commerce, leur avait permis de faire, dans cette branche de l'industrie humaine, des progrès qui atteignaient alors à des résultats inconnus jusque-là dans l'histoire des temps modernes. Un peuple qui dirigeait de ce côté son activité ne pouvait manquer de songer bientôt au commerce de l'Inde, auquel on a toujours attribué, mais surtout alors, une importance imaginaire. Toutefois ils n'étaient pas, dès le principe, préparés à combattre les flottes d'Espagne et de Portugal qui défendaient l'approche des mers de l'Inde. Les Hollandais essayèrent d'abord de tenter un passage en Asie par le nord, entreprise que l'imperfection des connaissances géographiques d'alors ne faisait pas regarder comme impraticable. Trois expéditions successives partirent donc pour tenter l'aventure, et leur peu de succès servit du moins à prouver que si ce passage existe, il ne peut être d'aucune utilité pratique à la navigation commerciale.

Il était donc impossible de faire concurrence aux Portugais autrement qu'en suivant leurs traces par le cap de Bonne-Espérance; les Hollandais s'y résolurent hardiment. Les renseignements nécessaires leur furent donnés par Cornelius Houtman, qui était allé les recueillir dans un long séjour à Lisbonne. Le gouvernement de cette capitale, inquiet de ses actives démarches et soupçonnant sa curiosité, l'avait jeté d'abord en prison, d'où il ne put sortir qu'en payant une rançon très-considérable. Grâce cependant à ses instructions, les Hollandais, en

trois mois, équipèrent une escadre de quatre bâtiments bien armés et pourvus de tous les objets nécessaires au commerce. Houtman, qui commandait l'expédition, mit à la voile pendant l'automne de 1596, et après un fatigant voyage, mais sans cependant avoir rencontré d'obstacles considérables, il arriva en vue de Bantam dans l'île de Java. D'abord il fut très-bien accueilli et parfaitement traité, mais ensuite, s'étant pris de querelle avec le roi du pays, il fut encore fait prisonnier, mis aux fers, et n'obtint sa liberté qu'en sacrifiant une partie de sa cargaison. Il retourna alors en Europe, où il fut reçu en triomphe; il avait montré aux Hollandais le chemin et la possibilité de conduire une flotte dans ces parages lointains et de la dérober aux coups de l'ennemi. La compagnie formée pour la première expédition, renforcée par les capitaux d'une seconde qui se fonda au retour de Houtman, renvoya, dans les premiers mois de 1599, sous son commandement et celui de Van Neck, une nouvelle expédition qui ne comptait pas moins de huit navires. Ils atteignirent heureusement les côtes de Sumatra, où ils réalisèrent presque aussitôt leurs cargaisons avec des bénéfices considérables, si bien que Van Neck avait ramené l'année suivante, dans le port d'Amsterdam, quatre navires chargés d'épices.

Ces heureux débuts encouragèrent les Hollandais. Plusieurs compagnies nouvelles s'établirent. Les résultats de leur émulation furent tels qu'en 1600, cinq ans à peine après que le pavillon hollandais avait franchi le Cap, quarante de leurs navires, jaugeant tous de quatre à six cents tonneaux, partirent pour les voyages de l'Inde. L'activité des Hollandais, leur exactitude avait alors presque supplanté les Portugais dans le commerce de ces parages. Jusque-là ils avaient soigneusement évité toute cause de collision, s'abstenant de visiter les lieux fréquentés par leurs navires; mais avec le succès, et en sentant grandir leurs forces, ils songèrent à expulser leurs rivaux. Ils employèrent tous les moyens pour exciter le mécontentement des naturels, qui eux-mêmes commençaient à voir que les Portugais s'occupaient plus de conquête que de commerce, et d'ailleurs étaient vivement irrités de leur violent esprit de prosélytisme religieux. C'est ainsi que les Malais, excités sous main et aidés de quelques volontaires hollandais, s'emparèrent un jour, par surprise, du fort d'Achin et en massacrèrent toute la garnison, jusqu'au dernier homme. Les Portugais perdirent de même plusieurs de leurs établissements dans les Moluques, tandis qu'au contraire les Hollandais devenaient chaque jour plus puissants.

Philippe II, qui à la mort de don Sébastien s'était emparé de la couronne du Portugal, ne pouvait voir sans irritation ses sujets chassés de ces magnifiques possessions, et chassés par les armes d'une province rebelle que sa tyrannie avait poussée à la résistance, dont ses fautes avaient fait une grande puissance maritime. Ayant appris que l'on attendait en Hollande le retour d'un grand convoi de l'Inde, il fit armer secrètement trente grands navires de guerre, avec l'ordre de saisir au passage la flotte hollandaise. Près des îles du cap Vert, l'escadre espagnole rencontra huit navires hollandais qui se rendaient dans l'Inde, commandés par Spilbergen; mais celui-ci, par son courage et l'habileté de ses manœuvres, réussit à repousser les assaillants, et arriva dans l'Inde sans avoir de grandes pertes à regretter. Ce premier essai semble être aussi le dernier que fit Philippe II pour lutter par mer contre la puissance naissante des Hollandais; c'est par terre surtout qu'il voulut les accabler, et l'on sait le peu de succès de toutes les guerres qu'il leur fit. Il se contenta dès lors de rendre des édits qui leur interdisaient, sous les peines les plus sévères, de venir faire le commerce dans aucune des possessions espagnoles. Cependant les Portugais de l'Inde, aidés par les Espagnols des Philippines, continuèrent pendant quelque

temps encore à faire la course sur les navires hollandais; mais ceux-ci finirent par les expulser de toutes les îles à épices. En 1605, ils renforcèrent leur flotte dans les mers de l'Inde de dix-neuf navires armés en guerre et portant deux mille hommes de bonnes troupes. Avec ces forces, ils attaquèrent et réduisirent successivement tous les établissements de leurs rivaux dans les îles d'Amboine et de Timor, prenant tous les navires qu'ils rencontraient, et établissant leur suprématie dans les mers de l'Inde.

Il ne restait plus aux Hollandais qu'à s'emparer de Malacca, dont les Portugais avaient fait le chef-lieu de leurs établissements indo-chinois. L'amiral Matclief conduisit sa flotte devant la ville; mais elle était si bien préparée à le recevoir, qu'après plusieurs semaines d'efforts vigoureux, mais inutiles, il abandonna l'entreprise. Quelle fut sa surprise lorsqu'en retournant à Amboine il s'y vit reçu à coups de canon, et aperçut le pavillon espagnol sur les remparts du fort! Cette révolution avait été opérée par quelques navires des Philippines, qui, profitant de son absence, s'étaient jetés sur ces îles importantes, et les avaient réduites sans peine, car il les avait laissées presque sans défense. Matclief était d'abord déconcerté; mais, prenant confiance dans la valeur de ses soldats, il débarqua à leur tête, attaqua le fort et l'emporta d'assaut, en passant toute la malheureuse garnison au fil de l'épée. Encouragé par le succès, il passa sur les autres îles, et, en moins de deux mois, il les eut reconquises pour les Provinces-Unies.

Quelque temps après, les Hollandais eurent le projet d'un établissement dans l'île de Ceylan. En 1605, ils y envoyèrent, sous le commandement de Weert, une expédition qui commença, comme toujours, par être parfaitement reçue. Mais bientôt après ayant violé une promesse solennelle qu'il avait faite au roi du pays, et s'étant conduit à la cour avec la hauteur que ses compatriotes commençaient à prendre partout, de Weert fut arrêté et mis à mort à coups de sabre. Ses braves compagnons, qui, malgré la disproportion du nombre, eurent l'audace de vouloir le venger, ne purent que partager son sort. Toutefois, le dénoûment tragique de cette aventure ne découragea pas le gouverneur général Bort, qui, attribuant uniquement le désastre de Weert à ses coupables violences, envoya à Ceylan une nouvelle expédition sous les ordres de Marcellus Boschkouveur, officier aussi habile que brave. Il arriva juste au moment critique où les Portugais, partis avec des forces considérables de leur principal établissement de Columbo, serraient de si près la capitale du Radja que celui-ci désespérait presque de pouvoir leur résister plus longtemps. L'officier hollandais, en dirigeant les opérations des Candiens et leur fournissant le secours de ses soldats, remporta une victoire complète au bénéfice du Radja. Celui-ci, par reconnaissance, lui permit aussitôt de fonder un établissement dans les circonstances les plus avantageuses. Toutefois, ce fut seulement en 1656, après une longue et sanglante lutte, que les Hollandais triomphèrent définitivement de leurs rivaux. Cette année-là, Columbo capitula après un siége de sept mois, et les Portugais furent complétement expulsés de l'île de Ceylan.

Quant à la rivalité de l'Angleterre et de la Hollande dans les mers de l'Inde, il ne peut en être question dans ce chapitre, et nous en parlerons quand nous ferons l'histoire des établissements anglais.

Devenus ainsi les maîtres de l'archipel Indien, les Hollandais voulurent construire une ville qui devînt la capitale de leurs conquêtes asiatiques, le centre de leurs affaires politiques et commerciales. Ils firent choix d'un emplacement situé à l'extrémité occidentale de la côte nord de Java, situation heureuse qui commande la route des îles aux épices, et communique facilement avec Sumatra, Borneo et Célèbes. Ils l'appelèrent Bata-

via, de l'ancien nom du pays. C'est encore aujourd'hui une ville riche et florissante, mais malheureusement très-insalubre pour les Européens.

Les Hollandais firent encore de nouveaux efforts pour s'emparer de Malacca; toutefois ils n'y réussirent qu'en 1640, après un siége très-laborieux. Sur le continent même de l'Inde, le véritable ennemi des Portugais, ce fut l'Angleterre, qui n'eut pas longtemps à lutter avec eux. Malgré leur influence à la cour du Mogol, ils furent bientôt supplantés à Surat, et autres ports du Gouzerat, par cette nouvelle rivale. Une expédition faite de concert par les Anglais et Shah-Abbas de Perse leur enleva Ormuz, tandis que l'iman de Mascat, de son côté, les a chassés de la plupart de leurs possessions sur la côte d'Afrique. Aujourd'hui, Goa et Mozambique, tous les deux pauvres, sans commerce, ruinés, représentent tout ce qui reste de l'empire fondé par le grand Albuquerque.

## CHAPITRE VIII.

### PREMIERS VOYAGES ET COMMENCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS ANGLAIS DANS L'INDE.

Dès les premiers temps où l'esprit d'aventure et de commerce maritime s'éveilla en Angleterre, le commerce de l'Inde y fut regardé comme une source inépuisable de richesses. Les espérances extraordinaires qu'on fondait sur ce sujet étaient, sans aucun doute, mêlées de beaucoup d'illusions. Une économie politique plus éclairée semble avoir démontré, depuis lors, que l'agriculture et l'industrie sont des sources bien autrement fécondes de prospérité que toute espèce de négoce; que le commerce intérieur, avec ses prompts retours, est beaucoup plus productif que le commerce avec l'étranger; que le commerce avec des pays voisins enrichit bien plus une nation que le commerce avec des pays éloignés; enfin, qu'un commerce dont le marché est situé à l'extrémité du globe ne peut jamais qu'employer l'excédant des capitaux d'un pays déjà riche. Cependant, il était de certaines circonstances qui, à ce début de l'Europe dans la carrière du négoce, jetaient un lustre particulier sur le commerce de l'Inde. Les principaux produits qu'on importait de ce pays étaient des étoffes plus belles et plus riches que toutes celles qu'on fabriquait alors dans l'Occident, sans parler des diamants, des perles, des bijoux, et des épices les plus agréables aux sens. La grande échelle sur laquelle s'y faisaient les opérations, les fortunes considérables qui s'y réalisaient de temps à autre, donnaient à ce commerce une apparence de grandeur qui ne se retrouvait pas dans le train ordinaire du commerce européen. Tout, jusqu'au mystérieux éloignement des pays sur lesquels s'exerçaient les spéculations, jusqu'à l'incertitude et à l'aventure dont elles étaient enveloppées, les rendait plus séduisantes pour l'esprit hardi et entreprenant du seizième siècle.

Peut-être devons-nous rappeler ici qu'il existe quelque souvenir d'un voyage fait dans l'Inde, à une époque beaucoup plus éloignée. Hakluyt cite deux passages des chroniques de Guillaume de Malmesbury, où il est affirmé que, dans l'année 883, le roi Alfred envoya dans l'Inde Sighelmus, évêque de Sherburn, avec mission d'y offrir de sa part de riches présents au tombeau de saint Thomas. Sighelmus, selon le récit du chroniqueur, mena à bonne fin cette périlleuse entreprise, et revint en Angleterre avec une riche cargaison de pierres précieuses et d'épices, produits de cette célèbre région. On ajoute qu'au temps où la chronique fut écrite, on conservait encore dans l'église de Sherburn quelques objets rapportés par le pieux évêque. Une telle mission était digne de ce grand monarque, dont les vues, fort en avant de son siècle, étaient sans doute beaucoup plus éclairées que celles qui lui sont prêtées par le chroniqueur. Cependant il est fort difficile, sur un pareil témoignage, d'admettre comme un fait certain que ce lointain pèlerinage ait été accompli à l'époque

dont il est question. Sans nier absolument le fait, il est permis de croire que Sighelmus n'alla pas plus loin que la côte orientale de la Méditerranée, où alors, comme aujourd'hui, comme toujours, venait aboutir l'un des rayons du commerce de l'Inde.

C'est du règne d'Édouard VI, et surtout de celui d'Élisabeth, que date le développement commercial et maritime de l'Angleterre. Jusque-là, les Flamands lui étaient supérieurs dans l'industrie; les Italiens, et encore plus qu'eux les Espagnols et les Portugais, dans la navigation. Ces deux peuples, dans une admirable période de gloire, venaient d'ouvrir le champ des grandes découvertes, et ils étaient prêts à défendre de toute leur puissance, qui était grande alors, les empires qu'ils venaient de conquérir. Les Anglais, dans la nouvelle carrière où ils allaient se lancer, n'avaient pas seulement à craindre les périls des longues navigations, mais aussi la vigoureuse opposition des deux peuples qui se disputaient alors l'empire des océans.

L'Angleterre cependant se précipita avec enthousiasme dans cette voie nouvelle; depuis les marchands jusqu'aux guerriers et aux hommes d'État, jusqu'aux courtisans même, tout le monde en fut enflammé. Sous les auspices d'Élisabeth, il se produisit en Angleterre toute une génération de grands hommes. D'abord, ils essayèrent de découvrir une route nouvelle pour se rendre dans l'Inde, une route où ils n'auraient pas à craindre d'être arrêtés par d'aussi formidables rivaux que les Portugais. Leurs premières tentatives se portèrent sur la côte nord de l'Asie; mais, comme celle des Hollandais, elles ne pouvaient rien produire. Une expédition de trois navires, armée aux frais d'une compagnie de marchands, et commandée par le brave sir Hugh Willoughby, se termina de la façon la plus malheureuse. Deux des bâtiments échouèrent sur la côte de la Laponie, et leurs équipages, forcés d'hiverner dans ce terrible climat, y périrent de froid et de misère. Richard Chancelor atteignit cependant la mer Blanche avec le troisième navire, et de là se rendit par terre à Moscou, où il se mit en communication avec la cour de Russie, alors presque inconnue dans l'Europe occidentale. Les aventuriers eurent alors l'idée de s'ouvrir un chemin par terre, à travers la Perse et la Russie. En vain dépensèrent-ils beaucoup de courage et d'argent dans cette entreprise; quelques-uns de leurs agents pénétrèrent en Perse par la mer Caspienne, et même jusqu'à Bokhara, capitale de la Tartarie indépendante, mais aucun ne parvint dans l'Inde. Comprenant à la fin que, quand même la route serait libre, le commerce ne pourrait jamais faire un si long et si coûteux détour, que la voie du golfe Persique ou de la mer Rouge serait toujours plus courte et moins dispendieuse, ils renoncèrent à leur projet, et retournèrent en Angleterre.

Repoussé de ce côté, on essaya de s'ouvrir un chemin par le nord-ouest, en doublant la côte septentrionale de l'Amérique. On imaginait alors, ou plutôt on espérait que ce continent se terminait par un cap, situé sous une latitude élevée sans doute, mais que cependant il était aisé de franchir pour pénétrer dans l'océan Pacifique, et aller retrouver la côte orientale de l'Asie. Des efforts énergiques, intrépides, persévérants, furent dirigés sur ce point par une série d'illustres navigateurs : Cabot, Frobisher, Davis, Hudson, et l'on peut dire que l'entreprise, au moins au point de vue scientifique, se poursuit encore de nos jours par les Parry, les Ross, les Black, etc.; seulement aujourd'hui on sait à quoi s'en tenir sur la valeur pratique de cette route, si toutefois elle existe.

Le malheureux résultat de toutes les entreprises faites pour pénétrer dans les mers de l'Inde par le nord des grands continents, ou par l'intérieur des terres, força enfin les Anglais à se rabattre sur la route du cap de Bonne-Espérance, comme la seule d'où l'on pût espérer quelque profit. Toutefois, le roi Philippe II, en sa qualité de roi de Portugal, prétendait avoir un droit exclu-

sif à l'exploitation de cette route, et cette prétention, dans le droit des gens d'alors, semblait assez fondée en justice. D'un autre côté, le gouvernement anglais ne semblait pas très-désireux de se mettre en état d'hostilité contre le plus puissant souverain du temps; et, de plus, les bâtiments armés par entreprise particulière, en passant près des côtes de Portugal ou dans le voisinage des établissements du roi d'Espagne, sur la côte de l'Afrique ou de l'Asie, avaient fort à redouter d'y être enlevés par des rivaux qui ne faisaient jamais quartier.

Cependant, les projets des navigateurs anglais allant sans cesse en grandissant, et l'Angleterre commençant à prendre rang parmi les grandes puissances maritimes, on voulut tenter encore une nouvelle route où l'on n'eût pas à craindre de rivaux. Drake, officier qui avait servi avec distinction dans le golfe des Antilles et sur la côte de l'Amérique, conçut le dessein de pénétrer dans l'Inde par la mer du Sud. Les richesses acquises dans ses premières expéditions, il les consacra à l'armement de cinq navires, dont le plus grand ne jaugeait pas 100 tonneaux et dont le plus petit était de 12 seulement. Il les équipa complétement, embarquant de riches cargaisons, de beaux échantillons de l'industrie anglaise et même un corps de musique. Parti de Plymouth le 13 décembre 1577, il franchissait, au mois d'août de l'année suivante, le détroit de Magellan. Il croisa ensuite pendant quelques mois sur les côtes de l'Amérique espagnole, ne se faisant pas faute de capturer quelques riches navires qu'il rencontra dans son voyage. Enrichi par ces prises, bien que sa division fût alors réduite à un seul navire, il voulut tenter de retourner en Europe par le nord-ouest de l'Amérique. Il fit voile pour la côte de Californie, qu'il crut avoir découverte le premier, et à laquelle il donna le nom de Nouvelle-Albion; mais, en remontant plus au nord, voyant que son projet était impraticable, il entreprit de traverser l'océan Pacifique et de revenir en Europe en touchant aux Moluques. Il se dirigea alors à travers l'Océan, ne relâchant nulle part avant d'être aux îles aux épices, dont les précieux produits étaient si estimés dans l'Occident. Le roi de Ternate, alors en guerre avec les Portugais, reçut le navigateur anglais avec le plus vif empressement, et il eut la gloire de commencer le premier le commerce que l'Angleterre a depuis développé d'une manière si merveilleuse. De là, côtoyant l'île de Java, il passa au Cap sans toucher à aucun point du continent asiatique; puis, faisant des vivres et de l'eau à Sierra-Leone, il rentra à Plymouth le 26 septembre 1580, après un voyage de deux ans et six mois. Il fut reçu en triomphe par ses compatriotes, et la reine Élisabeth, après s'être fait un peu prier cependant, vint lui rendre visite sur son navire et lui conféra l'honneur de la chevalerie.

La gloire de Drake encouragea d'autres capitaines à suivre ses traces. Thomas Cavendish, riche personnage du comté de Suffolk, et qui avait fait son apprentissage dans le métier de la marine sous les ordres de sir Richard Granville, vendit ses terres pour en appliquer le produit à un voyage de spéculation dans la mer du Sud et autour du monde. Parti de Plymouth le 21 juillet 1586, il était dans les premiers mois de l'année suivante sur la côte de l'Amérique espagnole, où, suivant toujours les traces de Drake, il fit de nombreuses et très-riches prises. De là, franchissant l'océan Pacifique, il toucha à Guahan, l'une des îles Ladrones. Il visita ensuite les Philippines, occupées alors par les Espagnols, puis les Moluques et Java, et revint enfin en Europe par le cap de Bonne-Espérance, au mois de septembre 1588.

Malgré le succès de ces voyages et l'admiration qu'ils excitèrent, on ne pouvait cependant prendre de pareilles expéditions comme des modèles d'un commerce régulier, et l'on avait toujours cherché une route plus facile et plus convenable. Avant le retour de

Drake, on avait proposé de traverser la Méditerranée, de débarquer sur la côte de Syrie, de passer par Alep et Bagdad, sur le golfe Persique, et de là par Ormuz sur la côte de Malabar. Stevens, qui avait fait un voyage à Goa sur un navire portugais, avait publié un récit de son voyage, où il vantait, dans les termes les plus pompeux, la fertilité du pays où cette ville est assise, les avantages qu'elle offrait au commerce et le libéralisme avec lequel son port était ouvert aux navires de toutes les nations. En conséquence, John Newberry et Ralph Fitch, les deux personnes qui avaient le plus vivement appuyé sur la nécessité de suivre la nouvelle route, furent envoyés par le gouvernement de la reine avec deux lettres adressées, l'une à l'empereur de la Chine, et l'autre au grand Mogol, l'empereur Akbar, qualifié dans la missive de Zelabdim Echebar, roi de Cambaya. La reine sollicitait ses bonnes grâces en faveur d'hommes venus de si loin pour faire le commerce dans ses États, lui promettant aide réciproque et protection égale pour ses sujets. Munis de ces documents, les voyageurs partirent au commencement de l'année 1583.

Les lettres envoyées d'Alep et de Bagdad par J. Newberry ne traitent que de matières commerciales. A Bagdad, il se plaint de ne pouvoir vendre ses marchandises qu'avec beaucoup de difficultés, tandis que si, au lieu de marchandises, il eût emporté de l'argent, il lui eût été facile de se procurer de grandes quantités d'épices à des prix très-raisonnables. De Bagdad il alla à Bassora, et de là à Ormuz, où, dans le principe, on lui permit de faire ses affaires sans lui susciter aucun empêchement. Mais, six jours après, il fut accusé devant les autorités avec son compagnon de voyage, par un Italien, nommé Michaël Stropene, jaloux de voir des rivaux venir lui disputer un commerce où il avait gagné de grandes richesses. Les deux Anglais furent arrêtés et jetés en prison. Newberry, fort peu rassuré, écrit ainsi sur ce sujet à ses associés de Bassora : « — Il est possible qu'on « nous coupe le cou, ou tout au moins « qu'on nous garde longtemps en pri- « son. Que la volonté de Dieu soit « faite ! »

Cependant on les relâcha bientôt pour les envoyer à Goa ; mais, à peine arrivés après une traversée périlleuse, on les mit en prison. Le principal grief qu'on élevait contre eux c'était, chose curieuse, la conduite du capitaine Drake, accusé d'avoir envoyé deux boulets de canon à un galion portugais dans les eaux de Malacca. Newberry ignorait le fait, et il remontrait combien il était injuste, tandis que les Français, les Flamands, les Turcs, les Persans, les Moscovites, etc., pouvaient résider et fabriquer librement à Goa, que les Anglais seuls fussent si cruellement traités. Après un mois d'emprisonnement, on le mit cependant en liberté après avoir exigé de lui une caution de 2,000 *pardaos*, pour répondre qu'il ne quitterait pas la ville sans permission. Et, en effet, il n'avait pas envie de la quitter de sitôt ; il avait loué une maison dans l'une des principales rues de la ville, et il faisait, disait-il, d'excellentes affaires. Pendant son séjour à Goa, il eut beaucoup à se louer de la bonne volonté de Stevens, ancien élève de New-Collége, à l'université d'Oxford, qui était entré au service de l'archevêque de Goa ; il fut aussi fort bien traité par John Linscot ou Linschoten, marin hollandais fort intelligent.

Mais au dire de Fitch toutes ces belles apparences n'étaient que trompeuses. Une grande partie de leurs marchandises leur furent volées ; ils furent obligés de dépenser beaucoup d'argent en cadeaux, et on leur en extorqua encore en cautionnements. Après cinq mois de résidence, ayant exposé leurs griefs au gouverneur, ils en reçurent une réponse très-peu encourageante ; on les menaçait même de nouveaux malheurs en leur annonçant qu'il y avait de nouveaux sujets de plainte contre eux. On pense les alarmes dans lesquelles les jeta cette réponse ; ils craignirent

d'être réduits en esclavage, ou tout au moins, selon les avis qui leur furent donnés, de recevoir l'estrapade. Ils résolurent donc de s'échapper tandis qu'il leur en restait peut-être encore le moyen, et le 5 avril 1585 ils s'enfuirent de la ville. Se lançant dans l'intérieur de l'Inde, ils passèrent par Belgaum, où se faisait alors un grand commerce de diamants et de pierres précieuses, et de là à Bidjapore. Dans cette ville ils virent l'idolâtrie indienne déployer toutes ses pompes; les forêts voisines étaient remplies, dirent-ils, d'une foule innombrable de temples et d'idoles, les unes ressemblant à une vache, les autres à un singe, celles-ci à des paons, et celles-là au diable. Fitch, dont nous suivons le récit, fut frappé de la majesté des éléphants de guerre, de l'abondance de l'or et de l'argent. Il visita Golconde qu'il décrit comme une grande et agréable ville, dont les maisons sont bâties de briques et de bois, au milieu d'un pays fertile en fruits délicieux, dans le voisinage de mines de diamants admirablement riches. On lui parla de Masulipatam comme d'un grand port, siége d'un commerce très-considérable. De Golconde il se dirigea au nord dans le Deccan, et visita Barhampour, capitale du Candéish. Il représente ce pays comme extraordinairement fertile et populeux, bien que les maisons n'y soient bâties que de terre et de feuillage; durant la saison des pluies, époque de son passage, les rues des villes étaient rendues impraticables par les ruisseaux transformés en torrents. Les coutumes matrimoniales des Indous lui arrachent des exclamations de surprise lorsqu'il voit marier des enfants de huit ou dix ans à des filles de cinq ou six; il décrit avec étonnement la pompe merveilleuse qui se déploie dans ces occasions, où les jeunes époux parcourent les rues à cheval, magnifiquement habillés tous les deux, précédés par des corps de musique, suivis par un nombreux et bruyant cortége. Ensuite il passa à Mandou, l'ancienne capitale du Maloua, ville très-forte, construite sur un rocher à pic très-élevé, dont la conquête avait coûté douze ans d'efforts au grand Akbar. De là il se rendit à Agra, grande et populeuse cité, supérieure à Londres, bien bâtie en pierres, ayant de larges et belles rues. L'empereur résidait alors à Fatipour, ville qui, selon le voyageur, était encore plus grande, mais moins belle qu'Agra. Cependant, comme Fatipour n'a jamais été que d'une importance secondaire, il est à croire qu'elle devait sa grandeur passagère seulement à la présence de l'empereur et de sa cour. Toute la distance qui séparait ces deux grandes cités ressemblait à un vaste champ de foire. Le voyageur remarqua encore le mode de transport des grands personnages portés dans de petites voitures dorées et sculptées, tendues de soie ou de riches étoffes, attelées de deux petits bœufs à peine grands comme des chiens. Sur les rives de la Djamna il eut occasion de voir les cérémonies religieuses et les ablutions des Brahmanes. « Ils prient au « milieu de l'eau tout nus; ils préparent « leurs repas et mangent tout nus; « en guise de pénitence ils se couchent « par terre et font trente ou quarante « culbutes; on les voit souvent lever « les mains vers le soleil et baiser la « terre en croisant les bras et en s'agenouillant. Leurs femmes vont à l'eau « par groupes de vingt ou trente, chan-« tant, faisant leurs ablutions et s'ac-« quittant de leurs devoirs religieux « comme leurs maris. » Il vit encore une foule de mendiants tout nus, sur lesquels on racontait des choses fort extraordinaires. Si hideux qu'ils fussent, il en était un qui, « comparé aux « autres, pouvait passer pour un mons-« tre, » avec sa barbe d'une longueur incroyable, ses cheveux qui lui retombaient presque sur les reins, ses ongles longs de deux pouces. Le voyageur anglais « ne put pas lui arracher un « mot, il ne parlait jamais et n'aurait « pas parlé même au roi. » Les Brahmanes sont, au dire de Fitch comme à celui des voyageurs modernes « une « race de gens perfides, et pires que « les juifs. »

Au départ des fugitifs d'Agra, Wil-

liam Leader, le joaillier, resta au service d'Akbar, qui lui donna une maison, un cheval, cinq esclaves et un traitement fixe. Les voyageurs ont donc dû avoir quelques communications avec l'empereur; mais malheureusement ils ne donnent aucun détail sur ce sujet.

D'Agra, Fitch se rendit à Allahabad qu'il nomme Pragi, corruption du nom de Prayaga qui désigne le confluent des deux fleuves, la Djamna et le Gange. Il descendit le Gange jusqu'à Benarés, et son admiration ne tarit pas en racontant les merveilles de cette capitale du commerce et de la superstition indoue, en décrivant les temples nombreux et magnifiques dont elle est remplie. Il y vit l'idolâtrie du pays se développer sur une plus grande échelle qu'il ne pouvait encore l'imaginer. Toutes les rues, toutes les places étaient remplies d'idoles, dont aucune cependant ne méritait l'attention. « La plupart sont noires, ont des griffes et « de longs ongles d'airain; il en est qui « sont à cheval sur des paons ou des « animaux fantastiques imaginés par « le génie du mal, d'autres ont des têtes de faucon, mais aucune n'a bon « visage. Elles sont noires, de formes « surnaturelles; leurs bouches sont « immenses; leurs oreilles dorées sont « chargées de bijoux, leurs dents et « leurs yeux d'or, d'argent et de verre.» Les honneurs qu'on rend à ces hideuses divinités sont aussi variés que bizarres; les ablutions surtout sont extraordinaires. « Ils ne prient jamais « que dans l'eau, ils s'en versent sur « la tête en la puisant avec les deux « mains. Il en est qui font leurs céré« monies avec quinze ou seize pots « grands et petits, et agitent une petite « sonnette en mêlant le contenu de « tous ces vases; ils répètent et à plu« sieurs fois certaines choses sur leurs « pots, puis quand ils ont fini, ils arri« vent devant des idoles et font des li« bations qu'ils regardent comme très« saintes et très-efficaces. » Il assista au sacrifice de femmes qui se brûlaient sur les tombeaux de leurs maris, « à « défaut de quoi, dit-il, on leur rase « la tête et elles sont déshonorées à « jamais.» Lorsqu'une personne tombe malade, on lui fait passer la nuit devant l'idole, et si le lendemain il n'y a pas de signe de guérison, « ses parents « arrivent, s'assoient autour du ma« lade en poussant de grands cris, puis « ils le portent au bord du fleuve, cons« truisent un léger radeau de roseaux, « et l'abandonnent au courant sur cette « barque fragile. » Le voyageur rend encore un compte très-singulier de certaines cérémonies de mariage auxquelles il assista. Les deux époux descendent dans le fleuve avec un prêtre, une vache et un veau; « tous les trois « ils tiennent la vache par la queue, « sur laquelle ils versent de l'eau avec « un pot de cuivre; ensuite le prêtre « attache les deux époux ensemble avec « leurs vêtements mouillés; alors ils « font une distribution d'aumônes aux « pauvres, et au Brahmane ou prê« tre ils donnent la vache et le veau; « puis ils offrent de l'argent à diverses « idoles, se couchent à plat ventre « sur la terre, la baisent plusieurs fois, « et s'en vont enfin chez eux. »

De Benarès Fitch se rendit à Patna, jadis la capitale d'un royaume, mais alors faisant partie de l'empire d'Akbar; quoique ce fût encore une très-grande ville, elle n'était composée que de maisons bâties en terre et en paille. Le pays était infesté de voleurs nomades comme les Arabes. La superstition populaire payait de lourds impôts à de fainéants personnages qui se donnaient pour des saints. L'un d'eux s'endormit un jour sur son cheval au milieu de la place du marché, et le voyageur anglais vit la foule venir lui toucher les pieds en lui prodiguant les plus grandes marques de respect. « On « le tenait pour un grand personnage; « à coup sûr c'était un grand paresseux, « et je le laissai dormir.» De là il visita Tanda dans le Bengal, autre possession d'Akbar, puis il fit une excursion au nord dans un pays qu'il nomme le Couche et qui doit être le territoire situé au pied des montagnes du Boutan; il décrit le pays comme si humide, que chaque district peut facilement y être inondé de plus d'un pied d'eau,

et par conséquent rendu impraticable. Les habitants, bouddhistes de religion, montraient leur respect ordinaire pour la vie animale, entretenant des hôpitaux pour les animaux âgés et nourrissant les araignées. A quatre jours de marche était le pays qu'on appelle aujourd'hui le Boutan, pays d'une grande étendue et plein de montagnes si élevées qu'on peut les voir à une distance de six jours de marche. Le fait est vrai; mais l'imagination seule peut avoir fait dire aux habitants que du sommet de ces montagnes on apercevait la mer au sud. Il était fréquenté alors comme aujourd'hui par des marchands venus des froides régions du nord, habillés d'étoffes de laine, coiffés de chapeaux, portant des culottes blanches et des bottes (les Tartares), et par d'autres sans barbe, venus d'un pays chaud situé à l'est (les Chinois). Les premiers disaient que leur pays nourrissait une race de chevaux petits, mais vigoureux, et dont les longues queues, extraordinairement fournies, étaient l'objet d'un grand commerce avec l'Inde où elles étaient fort estimées.

Fitch descendit ensuite l'Hougly, et fit un voyage dans l'Orissa, dont il trouva les frontières presque désertes, incultes, « couvertes d'herbes aussi « hautes qu'un homme, avec beaucoup « de tigres. » Le port d'Angeli, qu'il est impossible de retrouver aujourd'hui, était alors le siége d'un grand commerce, fréquenté par des navires de Sumatra, de Malacca, et des diverses parties de l'Inde. De là, retournant sur le Gange, il fit une excursion dans la province orientale de Tippara, dont la population était engagée dans des guerres continuelles avec les Mogen, habitants du royaume d'Aracan. Retournant encore sur les bords du fleuve, le voyageur visita Sérampore, et autres villes situées sur ses embouchures. La population de cette partie de l'Inde vivait, dit-il, dans un état de rébellion perpétuelle contre l'empereur Akbar, favorisée qu'elle était par de nombreuses îles, par la facilité qu'elles leur offraient de se réfugier toujours de l'une dans l'autre. Il parle, et avec raison, des tissus de coton de cette province comme supérieurs en qualité à tous ceux faits dans aucune autre partie de l'empire.

De Sérampore, l'infatigable voyageur passa sur un navire à Negrais, dans le royaume de Pégu, dont il visita la capitale, ainsi que Malacca, alors le principal établissement des Portugais dans ces mers, et où il obtint quelques renseignements sur la Chine et le Japon. De là, retournant une fois encore au Bengal, il s'y embarqua pour Cochin, toucha, en passant à Ceylan, qui est, dit-il, « une « brave île, très-fertile et très-belle. » Les Portugais avaient, à Colombo, un fort que le roi du pays attaquait souvent avec une armée de cent mille hommes, « nus pour la plupart, » bien qu'un certain nombre fussent armés de mousquets. Ayant doublé le cap Comorin et observé la pêche considérable de perles qui se fait sur cette côte, il passa par Coulan à Cochin, qui lui sembla une résidence peu agréable; l'eau y était mauvaise et les vivres rares, le pays d'alentour ne produisant ni blé, ni riz; cependant le manque de moyens de transport le força d'y rester huit mois. Le zamorin de Calicut, à ce qu'il apprit, était toujours hostile aux Portugais, et faisait la course sur leurs bâtiments de commerce avec des proas, armées de cinquante à soixante hommes chacune, qui désolaient toute la côte, attaquant et pillant tous les navires qu'elles rencontraient.

De Cochin, Fitch passa à Goa et à Châl, où il s'embarqua pour Ormuz, après avoir accompli le plus grand voyage qu'aucun Européen eût encore fait dans l'Inde.

Bien que cette expédition se fût exécutée d'une manière glorieuse pour les aventuriers, et qu'il y eût été recueilli une foule de renseignements sur le commerce et les produits du pays, il était évident cependant qu'un commerce, exposé à tant de périls sur une route si longue, ne pourrait jamais être ni sûr, ni profitable. C'était bien un des canaux par lesquels les Vénitiens le faisaient alors; mais ils étaient, pour

cela, dans une position géographique bien plus avantageuse que l'Angleterre, et cependant, depuis la découverte du passage par le Cap, ils ne pouvaient plus soutenir la concurrence contre les Portugais. L'intérêt commercial s'engageait alors décidément sur cette dernière route, comme présentant seule de l'avantage et de la sécurité. Mais elle était gardée avec la surveillance la plus jalouse par les Portugais et les Espagnols; aussi, le gouvernement d'Elisabeth, bien qu'alors en guerre avec ces nations, hésitait-il à encourager des entreprises qui eussent suffi pour ôter tout espoir d'arrangement. M. Bruce a trouvé, dans les archives du royaume, une pétition signée et présentée, en 1589, par un certain nombre de marchands qui demandaient la permission d'envoyer dans l'Inde trois navires et trois pinasses. On ne sait quelle réponse on leur fit; mais on voit, en 1591, trois bâtiments partir de Plymouth, le 10 avril, sous les ordres des capitaines Raymond, Kendal et Lancaster. En août, lorsqu'ils touchèrent au Cap, les équipages avaient déjà tellement souffert des maladies, qu'on crut devoir prendre le parti de renvoyer le capitaine Kendal en Europe, avec les malades. Les deux autres capitaines continuèrent leur voyage; mais, arrivés à la hauteur du cap Corrientes, ils furent surpris par une tempête épouvantable, à la suite de laquelle le navire de Raymond, qui commandait l'expédition, fut séparé de sa conserve : et depuis, on n'en eut plus aucune nouvelle. Resté seul, le bâtiment monté par Lancaster fut battu quelques jours après d'une nouvelle tempête, mêlée d'éclats de tonnerre, qui tuèrent quatre hommes sur place, et blessèrent et aveuglèrent presque tout le reste de l'équipage. Toutefois, après s'être un peu remis, les navigateurs finirent par atteindre l'île Comore, où ils prirent des vivres et de l'eau. Les indigènes ne montrèrent d'abord aucun esprit d'hostilité, et la confiance s'établit rapidement; mais un jour, deux corvées de seize hommes chacune, envoyées à terre pour des travaux pressés, furent tout à coup enveloppées par une multitude de ces perfides insulaires, et le capitaine Lancaster eut la douleur de voir tuer presque tous ses hommes sous ses yeux, sans qu'il lui fût possible de leur porter aucun secours.

Forcé de lever l'ancre, il alla à Zanzibar, où il trouva un bon ancrage, et put réparer convenablement son navire; mais il y apprit que les Portugais avaient l'intention de l'attaquer. Des vents contraires l'emportèrent et le jetèrent sur l'île de Socotora, où il attendit les vents favorables qui le portèrent directement sur le cap Comorin. Après l'avoir doublé, en mai 1592, et être passé dans le voisinage des îles Nicobar, sans toutefois en avoir connaissance, il toucha à Sumatra, et de là aux îles encore inhabitées de Poulo-Penang. Il y passa la saison qu'il appelle l'hivernage, c'est-à-dire, le temps des ouragans auxquels ces mers sont exposées dans les mois de juillet et d'août. Suivant ensuite la côte de Malacca, il y rencontra trois navires de 65 ou de 70 tonneaux, dont un seul cependant arriva à portée; comme il se trouva que ce bâtiment appartenait à une communauté de jésuites, au moins selon le dire du capitaine anglais, il n'hésita pas à s'en emparer. Séduit par cette manière facile et lucrative de faire les affaires, il établit sa croisière à l'entrée du détroit de Malacca, par lequel étaient obligés de passer tous les navires portugais pour aller en Chine et aux Moluques. D'abord, il prit un bâtiment de Négapatnam, chargé de riz, puis il laissa échapper un beau navire de 400 tonneaux; mais quelques jours après, il en fut récompensé par la prise d'un magnifique galion de Goa, qui se rendit sans combat. Il était richement chargé de toutes les denrées nécessaires au commerce de l'Inde. Toutefois, cette belle prise ne profita pas beaucoup aux capteurs; d'abord, le capitaine et l'équipage parvinrent à se sauver, puis Lancaster, mécontent de l'insubordination des siens, se résolut à l'abandonner pour reprendre la mer au plus vite.

Il alla à la baie de Junkseylon, où il se procura du goudron pour radouber son navire, et de là se dirigea sur la pointe de Galles de Ceylan. Il s'y mit d'abord en croisière pour attendre les flottes du Bengal et de Pégu; mais ses matelots, déjà satisfaits de leurs premiers succès, et fatigués d'un si long voyage, se mirent en état de rébellion déclarée, pour le forcer à retourner en Angleterre. Il était au Cap dans les premiers jours de 1593, et après un pénible voyage le long de la côte d'Afrique, il fut obligé, par le manque de vivres, surtout de biscuit, de chercher à gagner la Trinité. Une erreur de calcul dans sa route le fit entrer dans le golfe de Paria, et naviguer à travers les archipels des Antilles, jusqu'aux Bermudes. Dans ces parages, le navire fut battu d'une violente tempête, qui le jeta sur une île déserte, où le capitaine et l'équipage auraient péri par la famine, s'ils n'eussent été sauvés par des bâtiments français, qui les rapportèrent à Dieppe. Ils y débarquèrent le 19 mai 1594, après un voyage de trois ans et deux mois, c'est-à-dire, qui avait employé le double du temps que les Portugais consacraient ordinairement à cette navigation.

### § II. *Fondation de la Compagnie dite des Indes orientales. Le premier établissement des Anglais dans l'Inde.*

Malgré les résultats peu avantageux, au point de vue commercial du moins, de toutes ces tentatives, l'ardeur, l'instinct qui entraînaient les Anglais vers la péninsule indienne, semblent ne s'être pas découragés un seul instant. Apprenant, en 1595, que les Hollandais venaient d'envoyer encore quatre navires dans ces parages, l'opinion publique sembla prise d'un nouveau sentiment d'émulation, et, en 1599, il se forma une association par actions, au capital de 30,000 livres sterling (750 mille francs), somme considérable alors, pour envoyer dans l'Inde une nouvelle expédition commerciale de trois navires. La reine ne donna pas seulement sa sanction pleine et entière à l'entreprise, elle envoya encore un ambassadeur au Grand-Mogol, John Mildenhall, pour solliciter les priviléges nécessaires. L'ambassadeur trouva sur le trône de l'Inde le célèbre Akbar, à la cour de qui il sejourna quelque temps; mais, à son retour, il mourut en Perse, et sa mission ne produisit aucun résultat réel. Avant le temps, cependant, où il aurait pu être de retour, la Compagnie poursuivait hardiment son projet. D'ailleurs, à peine formée, elle venait de recevoir des développements considérables.

En 1600, elle avait déjà à sa tête George, comte de Cumberland, et 215 chevaliers, aldermen ou marchands constitués en corporation sous le nom de « *Gouverneur et Compagnie des marchands faisant le trafic aux Indes orientales.* » Ils étaient investis des deux grands priviléges qu'il était alors d'usage de conferer aux corporations de marchands; il leur était permis d'exporter des espèces pour la somme de 30,000 livres sterling, et des produits anglais sans payer aucun droit pour leur quatre premiers voyages, et, de plus, ils avaient le privilége exclusif du commerce dans tous les pays situés au delà du cap de Bonne-Espérance. La charte qui les constituait leur était accordée pour quatorze ans; mais elle était révocable à la volonté du souverain, pourvu qu'on prévînt la Compagnie deux ans à l'avance. C'était une société par actions, et, bien qu'un assez grand nombre de souscripteurs se montrassent peu empressés a acquitter le montant de leurs actions, il s'en trouva d'autres qui, plus zélés pour l'affaire, fournirent les fonds au lieu et place des retardataires, à la condition, bien entendu, de leur être aussi substitués pour les dividendes à toucher, s'il y en avait. Le premier capital engagé monta à la somme de 75,373 livres sterling, dont 39,771 en achat de navires, 28,742 en espèces et 6,860 en marchandises. La cour désirait vivement que le commandement de l'expédition fût confié

à sir Edward Michelborne; mais les marchands tinrent bon à leur résolution de n'employer aucun personnage de la noblesse « pour faire leurs affaires avec des gens de leur qualité. » En conséquence, ils confièrent la direction de l'entreprise à Lancaster, à qui sa conduite, dans son hardi, quoique malheureux voyage, avait valu une haute réputation de courage et de talent.

Le 2 avril 1601, il partit avec cinq navires de diverses grandeurs, depuis 160 jusqu'à 600 tonneaux de charge, et doubla le cap de Bonne-Espérance sans accident. L'objet principal, presque exclusif du commerce de l'Inde dans ce siècle, c'étaient les épices, le poivre, la muscade, etc., qu'on pouvait trouver à Sumatra, à Java, aux Moluques, à Banda, sans mettre le pied sur le continent asiatique. Aussi ne consacrerons-nous qu'une courte notice à ces premiers voyages, qui rentrent à peine dans notre sujet. Après avoir touché à Madagascar et aux îles Nicobar, uniquement pour y prendre des rafraîchissements, le commodore se dirigea droit sur Achîn, le principal port de Sumatra. Malgré l'opposition des Portugais, il conclut un traité de commerce avantageux avec le roi du pays, et commença, sans plus tarder, à charger ses navires de poivre : cet article était cependant si rare, qu'il dut craindre de perdre son temps, et, ce qu'il semblait redouter par-dessus tout, de revenir en Angleterre sans cargaison. Toutefois, il fut bientôt soulagé de son anxiété par la prise d'un navire portugais de 900 tonneaux, si richement chargé de calicots et autres marchandises précieuses, qu'il put en remplir tout son navire. Cependant il ne retourna pas en Europe sans avoir encore conclu un autre traité également avantageux avec le roi de Bantam, et envoyé aux Moluques une pinasse de 40 tonneaux, chargée de préparer une cargaison d'épices pour une nouvelle expédition.

La seconde flotte équipée par la Compagnie était commandée par le capitaine Middleton, qui depuis, sous le titre de sir Henry, s'acquit la réputation de l'un des plus heureux navigateurs qui aient fait les voyages des Indes. Il partit de Gravesend le 25 mars 1604 avec le *Red Dragon* (le Dragon rouge) et trois autres navires. Un capital de 60,450 livres sterling (1,511,250 fr.) était engagé dans cette expédition. Après un heureux voyage, pendant lequel il ne relâcha qu'à Saldanha, près du Cap, il arriva, vers la fin de décembre, en rade de Bantam. Là les navires se séparèrent; deux restèrent sur les lieux pour y prendre une cargaison de poivre, un troisième alla à Banda, tandis que Middleton lui-même se rendait aux Moluques avec le quatrième. Il trouva ces îles ravagées par une guerre furieuse que se faisaient les Hollandais et les Portugais, soutenus les uns par le sultan de Ternate et les autres par celui de Tidore. Les premiers, de qui le commandant anglais s'attendait à recevoir un accueil presque fraternel, lui donnèrent au contraire les plus vifs sujets de plainte. Ils représentèrent les Anglais comme une bande de pirates, et prétendirent que la Hollande à elle seule était plus puissante sur mer que toute l'Europe ensemble. Aussi, soit par la peur, soit par la confiance dans ce qu'ils lui disaient, ils dissuadèrent le sultan de Ternate de permettre à Middleton de faire aucun commerce; et, d'un autre côté, les Portugais étant maîtres à Tidore, le capitaine anglais ne put rien entreprendre de ce côté, quoiqu'il reçût une lettre du sultan qui réclamait son appui contre les Hollandais. Le capitaine Colthurst, qui commandait l'autre navire, atteignit Banda sans encombre, et y passa tranquillement vingt-deux semaines à faire sa cargaison.

Mais alors la Compagnie était menacée en Angleterre même d'une formidable concurrence. Sir Edward Michelborne, qu'elle avait refusé d'accepter comme chef de sa première expédition, venait d'obtenir du gouvernement la permission d'entreprendre un voyage dans les divers pays de l'O-

rient. Il équipa, en effet, un navire et une pinasse, nommés le *Tiger* et le *Tiger' s Whelp* (le Tigre et le petit du Tigre). Toutefois, de ce voyage il ne résulta rien de bien honorable pour celui qui l'entreprit; il ne fit ni découvertes, ni affaires de la moindre importance. Il n'alla pas même jusqu'aux Moluques : il passa son temps dans les mers de l'Inde, faisant le métier de pirate, courant sus à tous les navires, non-seulement aux portugais, mais à ceux du pays. Il prit une jonque japonaise dont l'équipage détourna d'abord les soupçons des Anglais par la courtoisie et l'apparente cordialité avec laquelle il les reçut, mais ensuite se souleva tout à coup et fit un effort désespéré pour rentrer en possession de son navire. Le capitaine Davis fut tué dans la mêlée, et Michelborne n'échappa qu'en se réfugiant dans la cale, où, aidé par son maître d'équipage et quelques marins, il tint les assaillants en respect et les força enfin à se retirer. Le chef des insurgés fut pris, et lorsqu'on lui demanda pourquoi il avait attaqué les Anglais, il répondit froidement que c'était pour leur couper la gorge et reprendre son navire, et que, puisqu'il avait échoué dans son dessein, il savait qu'il allait périr. Michelborne prit encore deux jonques chinoises chargées de soies, et rentra ensuite en Angleterre avec son butin.

Cependant la Compagnie avait envoyé dans les mers de l'Inde une troisième expédition composée de trois navires, montés par 310 hommes et commandés par les capitaines Keeling, Hawkins et David Middleton. Les deux premiers, partis en avril 1607, mouillèrent en rade de Bantam le 18 octobre, et repartirent bientôt après pour les îles Moluques et Banda. De grands changements étaient survenus dans ces pays depuis le voyage de Henri Middleton. Les Portugais avaient été expulsés de ces mers par les Hollandais, qui achevaient alors de réduire les princes indigènes. Keeling, en arrivant, trouva les Hollandais engagés dans une guerre acharnée, qu'ils essayèrent de justifier en prétendant que les indigènes avaient assassiné par trahison quarante de leurs compatriotes. Avis lui fut donc donné d'avoir à quitter aussitôt l'île que la Hollande venait de conquérir par les armes. Keeling répondit à ce message : « qu'aussi « longtemps qu'il n'y serait pas forcé « autrement que par des paroles, il « resterait à son mouillage jusqu'à ce « qu'il eût complété sa cargaison. » Apprenant cependant qu'un traité avait été conclu entre les Hollandais et les gens de Banda, traité qui consacrait la soumission de ces derniers, il prit le parti de se retirer. Middleton, parti d'Europe le 12 mars, n'essaya pas de rallier les deux autres capitaines, et fit un voyage presque complétement semblable au leur.

Une quatrième expédition, composée de deux grands navires, *l'Ascension* et *l'Union*, et commandée par le capitaine Alexander Sharpey, fut équipée en 1607. Le capital engagé était de 33,000 livres sterling. L'objet de cette expédition semble avoir été d'aller faire une tentative sur la côte de Cambay et surtout à Surat, qui passait alors pour le plus riche entrepôt de l'Inde occidentale. Elle partit en mars et n'éprouva sur sa route qu'une longue suite de contre-temps et de malheurs. Les deux navires, séparés par une tempête en doublant le cap de Bonne-Espérance, ne purent plus se rejoindre. *L'Ascension* suivit la côte d'Afrique jusqu'à Pemba, et fut deux fois attaquée par les Maures qui lui tuèrent quelques hommes. En poursuivant leur voyage, les Anglais, presque épuisés par les maladies et le manque de vivres, rencontrèrent un groupe d'îles désertes, les Seychelles probablement, où ils se procurèrent des cocos et des tortues en abondance. Partis de là, ils touchèrent à Aden et Moka, où ils furent bien reçus. Repassant le détroit de Bab-el-Mandeb, ils allèrent prendre des vivres à Socotora, et se dirigèrent enfin sur l'Inde. Relâchant à Diu, ils allaient traverser le golfe de Cambay pour rallier le port de Surat, quand on les avertit que, pour peu d'argent, ils se

procureraient aisément un pilote, qui d'ailleurs leur était absolument indispensable pour naviguer dans ces dangereux parages. Mais le capitaine, dans son entêtement et son amour-propre, jugea qu'il pourrait parfaitement guider son navire. Mais bientôt il était échoué sur les bas-fonds qui abondent dans cette mer, et il y périssait. « Ainsi, dit un historien de « ces événements, fut perdu ce ma« gnifique navire, au grand dommage « de l'Honorable Compagnie, et sur« tout de nous autres pauvres ma« rins. » Ils se sauvèrent dans les canots et essayèrent de rallier la rivière de Surat; mais ils furent contraints d'entrer dans celle de Gondivî; circonstance qui fut un bienfait de la Providence, car les Portugais de Surat s'étaient déjà préparés à les enlever. Quelques-uns de l'équipage allèrent jusqu'à Agra, où résidait alors Hawkins en qualité d'ambassadeur près le Grand-Mogol, et essayèrent de rentrer dans leur patrie par la Perse, tandis que d'autres s'embarquèrent à Goa pour l'Europe.

Cependant *l'Union* n'avait pas péri, comme on le supposait à bord de *l'Ascension*; elle s'était réfugiée et elle était allée se réparer à Saint-Augustin de Madagascar. De là elle avait touché à Zanzibar, où une querelle avec les indigènes, et dans laquelle les Anglais perdirent quelques-uns des leurs, les avait contraints de retourner à leur première relâche. Mais là aussi de nouveaux malheurs les attendaient; le climat et la perfidie des indigènes leur firent une guerre cruelle. Repartis de Madagascar, ils se dirigèrent au nord sur la côte d'Arabie; mais ensuite, ne sachant pas comment faire route sur la côte de l'Inde, ils se rendirent en ligne droite à Sumatra, où ils trouvèrent, à Achîn et à Priaman, les moyens de se procurer, à des conditions avantageuses, une riche cargaison de poivre. On ne sait pas exactement l'histoire du retour de *l'Union* en Europe. Toutefois, il paraît que ce voyage fut très-long et très-pénible; il se termina, en février 1611, par la perte du navire sur les côtes de la Bretagne, près de Morlaix. En apprenant cette triste nouvelle, la Compagnie expédia aussitôt sur les lieux un ingénieur habile, qui trouva le bâtiment beaucoup trop endommagé pour pouvoir reprendre la mer, mais qui sauva 200 tonnes de poivre, avec les ancres, l'artillerie et autres agrès. De soixante-quinze hommes qui étaient partis d'Angleterre sur *l'Union*, neuf seulement survécurent à ce voyage.

En 1609, le capitaine David Middleton repartit d'Angleterre avec un navire nommé *l'Expédition*, estimé avec sa cargaison à la valeur de 13,700 livres sterling (332,500 fr.). Il se rendit directement aux îles à épices, où il trouva, comme précédemment, les Hollandais en grande force et prétendant à la souveraineté exclusive de l'archipel. Cependant, par son adresse et son activité, il réussit à obtenir une bonne cargaison. Cet heureux résultat excita tellement la colère des Hollandais, qu'ils tentèrent plusieurs fois de le faire périr avec son bâtiment, et que ce fut surtout à sa bonne fortune qu'il dut de leur échapper. Néanmoins, il fut assez heureux pour atteindre Bantam, et de là retourner en Europe sans mésaventure sérieuse.

Dans l'hiver de 1609 à 1610, la Compagnie fit partir pour les mers de l'Inde l'expédition la plus importante qu'elle eût encore mise à la mer. Cette expédition se composait de trois navires, dont l'un, nommé *le Trades' increase* (l'accroissement du commerce), était de 1,000 tonneaux de charge. Avec leurs cargaisons, ces trois bâtiments étaient estimés à la somme de 82,000 livres sterling (1,050,000 fr.). Ils étaient commandés par sir Henry Middleton, qui, dans un premier voyage, s'était fait une réputation de courage et de talent, qu'il justifia pleinement dans celui-ci. La mer Rouge et Surat, et surtout les îles aux épices, étaient les points qu'il devait visiter. En conséquence, après avoir doublé le Cap, il se dirigea sur le golfe Arabique et le port Moka, où il fut d'abord reçu avec un empressement et une bien-

veillance toute particulière; mais ce n'était qu'un piége tendu par la perfidie des Turcs. Attiré à terre, il y fut arrêté, traité avec la plus indigne brutalité et emmené prisonnier à Sarra, la capitale de l'Yémen. Il sut cependant se faire mettre en liberté, et prendre ensuite une revanche éclatante des mauvais traitements qu'il avait soufferts.

Redescendant la mer Rouge, il se rendit d'abord à Surat dans l'intention de faire quelques affaires avec le grand entrepôt du commerce de l'Inde. Il arriva sur la côte de Cambay en octobre 1611, non sans avoir eu beaucoup de peine à trouver l'embouchure du fleuve sur les bords duquel cette ville est construite. Ayant, à la fin, réussi à se procurer un pilote, il apprit bientôt que, pour entrer dans le port et y faire les affaires qu'il avait rêvées, il allait avoir à vaincre des obstacles plus sérieux que ceux qu'il avait encore rencontrés. Une flotte portugaise, forte de vingt voiles, au dire de certains historiens, stationnait à l'embouchure du fleuve pour en défendre l'entrée à tout navire qui appartiendrait à une puissance européenne. L'officier qui la commandait, don Francisco de Soto Mayor, envoya aux Anglais pour leur dire que s'ils se présentaient munis de lettres patentes du roi d'Espagne ou de son vice-roi dans l'Inde, ils pouvaient compter sur la réception la plus amicale; qu'autrement ses instructions lui ordonnaient de défendre l'entrée de la rivière à tous autres qu'aux sujets du roi d'Espagne. Sir Henry répondit immédiatement qu'il n'avait de lettres ni du roi ni du vice-roi; mais qu'il était venu avec des lettres de creance de son souverain pour essayer de nouer des relations commerciales avec le Grand-Mogol, qui n'était pas le vassal des Portugais, et dont les États étaient ouverts aux pavillons de tous les peuples; que, pour sa part, il croyait avoir tout autant de droit que les Espagnols ou les Portugais à venir trafiquer dans le golfe de Cambay. Sur cette réponse, don Francisco, bien résolu à ne pas faire la moindre concession, commença par intercepter les vivres frais aux équipages anglais, chez lesquels, à la suite d'un si long voyage, le scorbut commençait à exercer des ravages. En même temps on apprit, par l'intermédiaire de Sharpey, qui était alors à Surat après la perte de son navire, que, le gouvernement mogol étant circonvenu de tous côtés par les intrigues des Portugais et des Maures, les Anglais ne pouvaient espérer rien d'avantageux à Surat.

Ne sachant que faire, Middleton songeait à diriger ses opérations sur un autre point de la côte, lorsqu'il fut informé par les autorités les plus considérables de la ville que, n'était la crainte des Portugais, on serait enchanté de faire des affaires avec *lui*. Déterminé à ne rien négliger de ce qui pourrait servir les intérêts de ses armateurs, le capitaine anglais résolut de tenter l'aventure. *Le Trades' increase* avait un trop grand tirant d'eau pour qu'on pût lui faire accoster la terre; mais *le Peppercorn* et deux autres petits navires reçurent l'ordre d'entrer dans le port. Tandis qu'ils exécutaient ce mouvement, la flotte portugaise les suivait sur une ligne parallèle, en ordre de bataille, enseignes déployées, poussant de grands cris, mais toutefois sans avoir l'air de vouloir engager immédiatement le combat. A la fin, cependant, une des embarcations de Middleton ayant pris de l'avance pour sonder la route, deux grandes barques de l'ennemi se dirigèrent sur elle et tentèrent de l'enlever. Accueillies par un feu très-vif, elles exécutèrent aussitôt leur retraite, et l'une d'elles fut même si chaudement poursuivie, que l'équipage se jeta à l'eau pour essayer de regagner le bord à la nage. Les Anglais s'emparèrent de l'embarcation, et, à leur grande satisfaction, ils y trouvèrent un assez riche assortiment de marchandises du pays. Les autres bâtiments de l'escadre firent un mouvement pour venir au secours du navire menacé; mais ils furent tout d'abord si bien reçus, qu'ils se retirèrent pres-

que aussitôt. Après cette petite victoire, les deux bâtiments de Middleton vinrent mouiller par sept brasses d'eau à l'embouchure de la rivière, et tous les efforts que firent les Portugais pour empêcher le débarquement furent repoussés avec de grandes pertes pour eux.

Les autorités de Surat, en voyant la détermination des Anglais, n'hésitèrent plus à traiter avec eux. Mocrib-Khan, le gouverneur, vint avec les seize principaux négociants de la place, passer une nuit sur le bord de Middleton, acceptant avec autant de plaisir que d'empressement les viandes, les mets et tous les petits présents qui leur étaient offerts. A la fin, les étrangers obtinrent la permission de mettre pied à terre, et l'on commença à traiter quelques affaires. Khodja Nassan et les autres marchands commencèrent à offrir de riches assortiments de calicots; mais Downton se plaint vivement de ce qu'ils voulaient tout vendre et tout acheter à des prix ridicules, exigeant cinquante pour cent de bénéfice sur des marchandises achetées sur les lieux, tandis que pour des marchandises apportées de grandes distances, c'était tout au plus si ce qu'ils en offraient aurait pu rembourser les frais de transport. Il ne faut pas cependant accepter ces plaintes sans examen. Les marchands indigènes voulaient, avec beaucoup de raison, ne prendre que des marchandises pour lesquelles ils espéraient un placement; tandis que les Anglais, chargés d'articles, et notamment de plomb, de défaite impossible sur le marché de Surat, insistaient pour les faire prendre aux marchands indigènes. A la fin, les Indiens, voyant qu'ils ne pouvaient rien obtenir de l'opiniâtreté des Anglais, se décidèrent à prendre le plomb avec les autres articles; mais après qu'on eut débarqué le tout, sir Henry apprit que Khodja Nassan allait partout se plaignant du marché qu'on l'avait forcé de faire, et même avait contremandé les voitures qui devaient emporter la détestable denrée dont on l'avait chargé. De plus, on ajoutait que, suivant l'usage du pays, tout marché pouvait être résilié, pourvu que l'une des deux parties eût donné connaissance de sa non-acceptation dans les vingt-quatre heures. Pour parer à ce fâcheux contre temps, sir Henry employa un expédient dont la moralité est au moins très-contestable. Le gouverneur et quelques-uns de ses principaux officiers étant à bord quand il reçut ces fâcheuses nouvelles, il les fit mettre aux arrêts, en leur annonçant qu'ils ne seraient libérés qu'après la réception des marchandises indiennes promises en retour des siennes. Cependant il laissa la faculté aux négociants indous de délivrer le gouverneur en venant prendre sa place; proposition qui fut acceptée, quoiqu'avec peu d'empressement. Grâce à ces procédés, les Anglais arrivèrent à leur but; mais sans doute une telle conduite ne contribua pas peu à faire adopter le parti qu'on leur notifia immédiatement de quitter Surat au plus vite, sans y établir de comptoir, sans même qu'il leur fût permis de poursuivre le recouvrement de ce qui pouvait leur être encore dû. Cet ordre, peu hospitalier, fut imputé aux intrigues des jésuites et des Portugais; mais quoi qu'il en soit, sir Henry fut obligé de partir avec une cargaison peu satisfaisante, et sans grand espoir que ses compatriotes seraient bien reçus à l'avenir.

En quittant Surat, il longea la côte et toucha à Dabul, où il fut d'abord accueilli avec les plus grandes démonstrations de faveur; mais, voyant ensuite que le gouverneur le contrariait sous main dans ses entreprises, il fut obligé d'en partir sans avoir rien fait. Il retourna alors dans la mer Rouge, et se fit payer par les habitants de Moka une bonne indemnité pour les torts qu'ils avaient eus à son égard. De plus, il se mit à arrêter tous les navires indiens qu'il rencontrait, et il les forçait à faire avec lui des échanges dont il dictait les conditions, et toujours à son avantage, comme on le pense bien.

Après quelques mois de ce singulier commerce, sir Henry Middleton fit route pour Bantam; mais dans cette traversée *le Trade's increase* toucha

sur un roc, et ne s'en releva qu'avec des avaries considérables. Pendant qu'on le réparait, Middleton renvoya Downton en Europe avec *le Peppercorn,* et il allait le suivre lui-même lorsqu'il fut pris à Java d'une violente maladie dont il mourut.

En 1611, la Compagnie expédia *le Globe,* capitaine Hippon, pour tenter la fortune sur la côte de Coromandel; un Hollandais, Floris, était embarqué sur ce navire en qualité de facteur. Hippon partit à la fin de janvier, et à la fin de juillet suivant il doublait la pointe de Galles, se dirigeant le long de la côte sur Negapatam. Sans toucher à ce port, il alla droit à Pulicat où il espérait pouvoir faire quelques affaires; mais le lendemain de son arrivée, Van Wersicke, président de l'établissement hollandais sur cette côte, se rendit à son bord, et lui annonça que ses compatriotes avaient obtenu du roi de Narsinga, dont la ville de Pulicat dépendait, un *kaul* ou privilége qui interdisait tout commerce aux Européens, sauf à ceux qui seraient pourvus d'une commission du prince Maurice. Le capitaine répondit qu'il tenait sa commission du roi d'Angleterre, ce qui lui semblait suffisant, et de là une violente querelle s'engagea. Toutefois le shah Bandour, ou gouverneur, leur persuada de suspendre leur différend et d'attendre la venue de la princesse Konda Maa, de l'apanage de qui la ville dépendait. L'Altesse Royale arriva; mais quand Hippon lui demanda audience, elle lui fit répondre qu'elle ne pouvait pas le recevoir ce jour-là, mais qu'elle l'enverrait chercher le lendemain. Regardant cette réponse comme évasive, le capitaine alla trouver le ministre, et il en apprit qu'en effet les Hollandais avaient obtenu le privilége dont ils arguaient; on lui conseilla en conséquence de s'adresser à eux pour obtenir la permission de trafiquer. C'était une affaire de deux mois au moins, dans le cas même où l'on obtiendrait une réponse favorable, ce qui n'était rien moins que certain; aussi Hippon jugea-t-il plus prudent de se rendre à Pétapoli, où il laissa un petit comptoir, et de là à Masulipatam, le grand entrepôt des magnifiques étoffes fabriquées sur cette côte. Le gouverneur de la ville se montra fort disposé à traiter; mais en réalité il ne songeait qu'à tromper les Anglais. Il leur débita les plus incroyables mensonges, et prétendit qu'en sa qualité de mir ou de descendant de Mahomet, il devait être cru plutôt que des chrétiens. Le capitaine anglais s'était fâché; mais les marchands du pays parvinrent à l'apaiser.

Après ce commencement si peu heureux, le capitaine Hippon n'espérant pas réussir à Masulipatam plus qu'à Pulicat, partit pour Bantam, et de là pour Patani, où, en juin 1612, il débarqua en grande pompe, enseignes déployées, escorté par des musiciens, faisant porter devant lui la lettre du roi sur le dos d'un éléphant; il la présenta à la reine du pays qui le reçut gracieusement, et finit par lui accorder la permission désirée d'élever un comptoir. Le capitaine mourut à Patani; mais néanmoins le navire continua sa route pour Siam. Floris, qui avait visité cette côte quatre ans auparavant, sur un navire hollandais, et y avait remarqué une demande si vive de marchandises européennes, qu'il lui semblait que le monde entier n'aurait pu y satisfaire, trouva alors le marché si encombré qu'il n'y put rien traiter. On retourna donc à Masulipatam où l'on fut un peu mieux reçu que la première fois, mais sans pouvoir arriver, commercialement parlant, à des résultats plus heureux.

Dans la même année 1611, la Compagnie avait encore fait une expédition beaucoup plus considérable; elle était composée de trois navires : *le Clove, l'Hutor* et *le Thomas*, sous les ordres du capitaine John Saris. Toutefois ces bâtiments ne touchèrent à aucun point de l'Inde proprement dite, et en conséquence nous ne parlerons que très-brièvement de leur voyage. Saris se rendit d'abord dans la mer Rouge, où il rencontra sir Henry Middleton, lors de sa seconde apparition dans ces parages; les deux capitaines réunis firent

de concert le commerce et la piraterie. En août 1612, Saris fit route pour Bantam qu'on considérait toujours comme le principal marché des Anglais en Asie, et il y arriva à la fin d'octobre, pour apprendre que le grand nombre de navires de tout pays, présents ou attendus sur rade, y avait causé une hausse extraordinaire dans le prix des clous de girofle, du poivre, etc. En conséquence il partit pour les Moluques, qu'il trouva cruellement désolées par la guerre civile entre les princes indigènes, et par les dissensions des Hollandais et des Portugais que soutenaient les Espagnols des Philippines. Les Hollandais étaient presque parvenus à chasser toutes les autres nations des Moluques, et ils faisaient tous leurs efforts pour détourner les principaux chefs de faire aucun commerce avec les Anglais. Saris cependant, grâce à son activité et à son adresse, réussit à compléter une riche cargaison de girofle. De là il mit à la voile pour Firando dans le Japon, espérant ouvrir quelques rapports avec cet empire célèbre, dont le gouvernement n'avait pas encore prononcé l'exclusion absolue, et si rigoureusement observée, des Européens. Ayant reçu le gouverneur à son bord, il s'entendit avec lui pour aller faire une visite à l'empereur à Saranga, où le capitaine anglais fut, en effet, accueilli avec une bienveillance qui lui fit espérer de pouvoir établir un comptoir à Firando; mais cet espoir fut déçu.

La Compagnie avait à cette époque envoyé dans les mers de l'Asie huit expéditions, dont le résultat, à tout prendre, avait été extraordinairement avantageux. En ne comptant pas le malheureux voyage de Sharpey, ces expéditions avaient produit un bénéfice moyen de 171 pour cent. L'historien de la Compagnie, M. Mill, tire de ce fait la conclusion naturelle que les entreprises avaient été conduites avec plus de sagesse et d'entente des affaires que celles qui vont suivre, et qui produisirent des résultats bien différents. Nous ferons observer, cependant, que les affaires se firent, dans ces premiers voyages, à des conditions beaucoup plus faciles et plus avantageuses qu'on ne devait l'espérer pour la suite. Sans compter que des escadres tout entières revinrent, plus d'une fois, chargées de marchandises qu'elles n'avaient pas achetées, mais bien enlevées les armes à la main, il faut dire encore que le commerce se fit souvent alors à des conditions dictées par la force, et qui devaient profiter seulement au plus fort. En réalité les bénéfices de ces premiers voyages avaient été autant les bénéfices de la piraterie que ceux du commerce légal.

La Compagnie dans le principe avait été constituée comme société par actions; la direction des affaires était remise à un gouverneur et à des directeurs, pour le résultat être partagé entre les souscripteurs, selon le nombre de leurs actions. Mais depuis, les versements de fonds éprouvant toujours des difficultés à chaque appel des directeurs, on avait pris le parti, au lieu de créer des actions à un capital fixe, de recevoir ce que chacun voudrait donner, et de partager ensuite les bénéfices au prorata des mises de chacun. Quoique les affaires de la Compagnie prospérassent avec ce système, il entraînait cependant bon nombre d'irrégularités qui décidèrent à revenir à l'ancien système par actions. C'est ainsi qu'on réalisa, en 1612, un capital de 429,000 livres sterling, avec lequel les directeurs projetèrent de construire, pendant les quatre années suivantes, vingt-neuf navires au prix de 272,000 livres sterling, et d'employer le reste en cargaisons.

Le commerce de l'Inde prenant de plus en plus la proportion d'une entreprise nationale, le roi Jacques I[er] envoya, en 1614, un ambassadeur à la cour du grand Mogol, sir Thomas Roe, chargé d'obtenir la permission de faire le commerce dans les principaux ports de sa domination. On ne peut pas dire que cette ambassade ait complétement échoué; cependant l'influence exercée contre les Anglais par les Portugais et les négociants indigènes fut si puissante, les vues de cette

cour magnifique et barbare étaient si incertaines et si capricieuses, que, malgré le firman obtenu à la fin par sir Thomas en faveur de ses compatriotes, il dut leur conseiller de ne pas faire grand fond sur cette pièce, et d'attendre tous leurs succès des avantages qu'ils pourraient obtenir des autorités locales et des marchands indigènes.

Des rapports presque réguliers étaient alors liés avec l'Inde, toutes les routes de mer qui pouvaient conduire à ce pays avaient été pleinement explorées; aussi les voyages individuels avaient perdu leur intérêt, et il en est peu dont le souvenir soit dès lors mentionné dans les annales de la Compagnie. Quelquefois la situation des Anglais fut mise en péril par les intrigues des puissances qui avaient formé avant eux des établissements dans les mers de l'Asie, et qui continuèrent, aussi longtemps qu'il leur fut possible, à ne considérer leurs rivaux guère mieux que comme des contrebandiers. Dès le principe, les Portugais surtout avaient affiché des prétentions exclusives soutenues par les sentiments les plus violents; mais alors leur puissance maritime était tombée si bas et était si peu redoutable pour les flottes anglaises, que rarement ils osèrent les attaquer sans être battus.

Il en était tout autrement des Hollandais, dont la marine, alors à l'apogée de sa grandeur, était un ennemi véritablement formidable. Ils avaient déjà complétement expulsé les Portugais des îles Moluques et Banda, dont ils réclamaient la possession exclusive. Les Anglais n'essayèrent pas d'abord de vouloir faire la concurrence aux Hollandais dans ces établissements, où ils pouvaient arguer du droit de propriété. Cependant les petites îles de Poularoun et de Rosengin, formant en réalité partie d'un groupe occupé par eux, mais où ils n'avaient fondé aucun établissement, furent considérées comme un territoire ouvert, et même on y éleva des ouvrages défensifs. Toutefois les Hollandais voulurent le comprendre autrement, et, après avoir vainement tenté d'expulser leurs rivaux de leurs forteresses, ils s'emparèrent de deux navires, en annonçant l'intention de ne les point relâcher avant que l'Angleterre eût abandonné ses prétentions au commerce des îles à épices. Ces conditions furent repoussées avec hauteur, et il s'ensuivit des hostilités fatales au commerce des deux peuples, mais surtout aux Anglais.

En 1619, quatre navires appartenant à la Compagnie anglaise, *le Dragon*, *l'Ours*, *l'Expédition* et *la Rose*, furent pris dans le voisinage des îles de Tecou, et *le Star* dans le détroit de la Sonde. En même temps les deux compagnies se plaignaient très-vivement l'une de l'autre à leurs gouvernements respectifs: on eut recours aux négociations, et, pour empêcher que les hostilités particulières ne finissent par produire une guerre nationale, la diplomatie des deux pays eut recours à un expédient assez singulier. Les Anglais et les Hollandais convinrent de s'associer pour le commerce de l'Inde: les premiers devaient avoir la moitié du commerce du poivre et un tiers de celui des autres épices. Chacune des deux nations devait équiper dix navires destinés à la protection et au transport des marchandises d'un port de l'Inde à l'autre. Enfin il devait être formé un conseil de défense, composé de quatre membres appartenant à chacune des compagnies, et chargé du soin de faire exécuter les conditions de ce traité extraordinaire.

Il était évident que ces stipulations étaient de telle nature et entraînaient de telles complications, qu'elles ne pouvaient manquer de produire des discussions sans fin. Les Hollandais, qui entretenaient dans les îles des forces plus considérables que leurs rivaux, interprétèrent tout en leur faveur, et ils commencèrent par refuser d'admettre les autres à la part qui leur revenait avant qu'ils eussent payé la moitié de toutes les sommes que la Compagnie hollandaise, avec ou sans nécessité, avait dépensées pour

élever des fortifications dans les îles. L'inimitié entre les deux marines devint de jour en jour plus vive, et éclata enfin par la sanglante tragédie connue sous le nom de *massacre d'Amboyne*.

Cette île est encore la plus riche du groupe des Moluques et celle qui produit la plus grande quantité de girofle. Le principal établissement des deux Compagnies était dans la capitale de l'île, où les Hollandais occupaient un château fort défendu par une garnison de deux cents hommes, tandis que les Anglais, au nombre de dix-huit seulement, n'occupaient qu'une maison de la ville où ils se croyaient en toute sécurité, sur la foi des traités. Dans cette situation, il arriva qu'un soldat japonais, ayant inspiré des soupçons à l'autorité locale, fut arrêté et mis à la torture. Vaincu par la douleur, il avoua que plusieurs de ses compatriotes et lui-même conspiraient ensemble pour s'emparer de la forteresse, et, sur cet avis, on fit de nouvelles arrestations. Pendant que tout ceci se passait, les Anglais continuaient à aller et à venir, demandant à peine des nouvelles de cette affaire, comme s'ils y fussent complétement étrangers. Sur ces entrefaites, cependant, un des leurs, le médecin Abel Price, ayant été arrêté pour quelques désordres commis en état d'ivresse, fut incarcéré dans le château et informé, un matin, que ses compatriotes étaient compromis dans le complot. Il opposa d'abord à cette assertion les dénégations les plus vives; mais on lui appliqua la bastonnade avec tant de cruauté, que ses bourreaux finirent par lui arracher tous les aveux qu'ils voulurent. En même temps on envoyait au capitaine Towerson et aux autres membres de la factorerie anglaise un message par lequel on les invitait à se rendre auprès du gouverneur. A leur arrivée, grande fut leur surprise d'apprendre qu'ils étaient arrêtés, que toutes leurs marchandises étaient saisies et qu'on les avait appelés pour leur faire avouer la part qu'ils avaient prise dans la prétendue conspiration. Malgré les dénégations les plus solennelles, on leur fit subir, séparément, de nombreux interrogatoires et, qui plus est, des tortures si cruelles, que leurs cris de douleur perçaient les murs du château et s'entendaient à de grandes distances. Les tourments leur arrachèrent, à la fin, tout ce qu'il plut à leurs accusateurs de leur faire dire. Les aveux qu'on en obtint ainsi sont si singuliers qu'on ne peut mettre en doute qu'ils n'aient été extorqués à de malheureuses victimes par l'excès de la souffrance.

Satisfait de ce résultat, le gouverneur hollandais les fit d'abord relâcher; mais ils ne furent pas plutôt en liberté, qu'ils répétèrent leurs premières dénégations avec plus de force que jamais: deux d'entre eux surtout rétractèrent avec l'accent de la vérité la plus sincère les témoignages qu'on leur avait arrachés. Alors l'application de la torture recommença, et, par suite, les aveux qu'on leur demandait. L'un d'eux, ayant annoncé qu'il était prêt à avouer tout ce qu'on voudrait, pourvu toutefois qu'on lui dît d'abord ce qu'on voulait, on traita cette déclaration d'impertinence envers le tribunal, et il fut mis à la question jusqu'à ce qu'il eût inventé une série de mensonges qui pussent satisfaire ses bourreaux. Le résultat de toute cette barbare procédure fut un jugement qui condamnait le capitaine Towerson et neuf de ses compatriotes à la peine de mort; les huit autres reçurent leur pardon. On leur permit de se voir avant de mourir, et ils communièrent par les mains d'un ministre hollandais. Ils renouvelèrent alors la protestation la plus solennelle de leur innocence. Samuel Colson s'écria : « Seigneur, aussi vrai que j'implore de ta merci le pardon de mes « autres péchés, je suis innocent du « crime qui m'est imputé; et s'il est « vrai que j'en sois aucunement cou« pable, puissé-je ne jamais avoir part « aux joies du royaume céleste! » Amen! répondirent les autres. Ensuite ils se demandèrent et s'accordèrent mutuellement un pardon sincère pour les accusations que la torture

leur avait arrachées les uns contre les autres. « Comment pourrais-je, dit « John Clark, espérer le pardon de « Dieu, si je ne savais pas vous par- « donner moi-même? » On les exécuta ensuite en leur tranchant la tête. Le capitaine Towerson fut enseveli dans un linceul noir, dont ses bourreaux eurent l'incroyable effronterie de réclamer le prix à la Compagnie anglaise. Un Portugais et neuf Japonais, qui furent décapités en même temps comme coupables du même crime, protestèrent également de leur innocence avant de mourir.

Quand la nouvelle de ces barbaries arriva en Angleterre, l'indignation publique ne connut pas de bornes. La cour des directeurs fit distribuer un dessin où étaient représentées les tortures des malheureuses victimes. La presse n'épargna rien pour enflammer la colère de la multitude, et l'irritation devint si générale et si vive, que les Hollandais alors présents en Angleterre adressèrent une requête au conseil privé et lui demandèrent des garanties pour la sûreté de leurs personnes. L'historien de la Compagnie des Indes orientales, M. Mill, dans son désir d'impartialité, suppose que l'effet produit par cette affaire fut exagéré. Ne voulant pas croire à une barbarie qui aurait répandu le sang pour le plaisir de le répandre, il regarda comme plus probable que les Hollandais, aveuglés et irrités par l'opposition violente des intérêts, ont sincèrement cru à la culpabilité de leurs victimes, les ont jugées et condamnées avec des esprits trop prévenus pour qu'il leur fût permis de distinguer la vérité, et enfin ont pu les faire périr sans remords. La torture, si absurde qu'elle soit, était alors employée, en Hollande et dans d'autres États de l'Europe, comme un moyen de faire confesser la vérité aux accusés. Les deux peuples, remarque-t-il, dans ces mers lointaines où leurs navigateurs échappaient à l'action de la loi et d'un gouvernement régulier, s'y rendaient souvent coupables de violences et de cruautés. En admettant jusqu'à un certain point la justesse et la force de ces observations, on ne peut cependant ne pas regarder toute cette affaire comme une affreuse barbarie.

Les Hollandais, quand on leur demanda réparation, commencèrent par faire des réponses évasives ; mais, quand ils virent leurs bâtiments saisis partout par le gouvernement anglais, ils autorisèrent une enquête. Les négociations traînèrent en longueur, et l'affaire ne fut définitivement réglée qu'en 1654, sous le gouvernement de Cromwell, par une indemnité de 3,615 livres sterling (90,375 fr.), à répartir entre les héritiers de ceux qui avaient péri. En même temps chaque Compagnie produisit un état des pertes qu'elle prétendait avoir subies du fait de l'autre, pendant les quarante ans écoulés depuis le jour où on avait eu la malheureuse idée de les associer, jusqu'en 1652. Les Anglais ne réclamaient pas moins de 2,695,999 livres sterling, et les Hollandais encore plus, 2,919,861 livres sterling. Ces prétentions échouèrent devant les huit arbitres, quatre nommés par chaque partie, chargés de régler la liquidation définitive. Ils finirent par accorder une somme de 85,000 livres sterling (2,125,000 fr.) aux Anglais.

La catastrophe d'Amboyne porta le dernier coup à cette association des deux Compagnies, qui, on aurait dû le voir dès le principe, était une idée déraisonnable. Les Anglais conservèrent longtemps encore leur établissement de Bantam, dont ils avaient fait la capitale de leurs possessions dans les mers de l'Asie. Cependant les forces considérables que les Hollandais entretenaient dans ces îles, et qu'ils augmentaient chaque année, rendirent souvent cette possession très-précaire; et, de plus, les événements qui appelaient insensiblement les Anglais sur le continent même de l'Inde leur firent abandonner peu à peu leurs stations insulaires, à l'exception de quelques comptoirs qu'ils conservèrent sur la côte de Sumatra.

Pendant un temps on fonda de grandes espérances sur un établissement

dans le golfe Persique. En 1622, une expédition anglaise, agissant d'accord avec le shah de Perse, chassa, comme nous l'avons déjà dit, les Portugais de leur établissement, jadis si riche, d'Ormuz, et qui depuis lors est devenu complétement insignifiant. En retour de leurs services, les Anglais obtinrent, outre leur part du butin, la permission d'établir un comptoir au fort de Gombroun, où les affaires se présentèrent d'abord sous l'aspect le plus favorable.

Surat était depuis longtemps la principale place du commerce anglais dans l'Inde, et on y faisait chaque année des expéditions importantes; mais, comme on y était exposé aux exactions arbitraires du Mogol et de ses officiers, aussi bien qu'aux incessantes incursions des Mahrattes, le gouvernement anglais songea à s'assurer la possession d'une ville qu'il pût fortifier contre l'agression étrangère. Une occasion s'offrit, en 1662, à l'occasion du mariage de l'infante Catherine avec le roi Charles II, et l'île de Bombay fut cédée à l'Angleterre comme partie de la dot de la princesse. Les termes de l'acte de cession étaient cependant très-vagues : les Anglais prétendaient qu'elle comprenait Salsette et autres dépendances; les Portugais affirmèrent qu'elle se bornait aux rochers nus de cette île aride, interprétation à laquelle les Anglais furent obligés d'acquiescer. Telle fut cependant la première possession territoriale acquise dans l'Inde par la couronne d'Angleterre, et qui, dans l'origine, ne rapportait pas assez pour payer les frais d'occupation. Aussi, en 1668, les droits de souveraineté de la couronne sur ce rocher furent transférés à la Compagnie, qui, en 1687, y transporta de Surat la présidence de ses autres établissements, et, depuis, Bombay est devenu, ce qu'il est encore aujourd'hui, la capitale des possessions anglaises de l'Inde occidentale.

Cependant les établissements sur la côte de l'Est prenaient aussi de l'importance. Dans l'origine, néanmoins, les comptoirs du Coromandel étaient regardés comme secondaires, transportés fréquemment de place en place, et relevaient hiérarchiquement des autorités de Bantam. Dans le voyage d'Hippon, nous avons raconté la fondation des factoreries de Masulipatam et de Pulicat, dont la dernière fut bien vite abandonnée, par suite de la rivalité des Hollandais. Pour échapper à l'hostilité de cette nation et à la tyrannie du gouvernement indigène, les Anglais firent, en 1625, l'acquisition d'un petit terrain à Armegam, un peu au sud de Nellore, où ils établirent une factorerie. Cependant, considérée comme l'entrepôt des belles étoffes de coton, qui donnent de l'importance au commerce de cette côte, elle était bien inférieure à Masulipatam, et il fallut y revenir. Par les négociations, on obtint des priviléges précieux du roi de Golconde, en même temps que l'empereur mogol sanctionnait la création d'un établissement anglais à Pipley, dans l'Orissa. Néanmoins il était toujours important, pour la sécurité du commerce de la Compagnie, d'avoir une place forte à elle. Aussi se fit-elle accorder, en 1640, par un petit prince indigène, l'érection d'un fort à Madraspatam. On l'appela fort Saint-George; et depuis il est devenu la capitale des établissements de la Compagnie sur la côte de Coromandel.

L'établissement du Bengal, qui depuis a atteint un degré de prospérité si merveilleuse, fut fondé plus tard que les autres. Un médecin anglais, du nom de Broughton, ayant fait, en 1651, un voyage à Agra, fut assez heureux pour y guérir d'une dangereuse maladie la fille de l'empereur Shah Jehan. La reconnaissance du père et du souverain valut aux Anglais d'importants priviléges commerciaux. D'Agra, Broughton se rendit ensuite à la cour du nabab du Bengal, où ses talents firent encore obtenir à ses compatriotes des avantages et des immunités très-considérables. Grâce à lui, les marchands de Surat obtinrent, d'un côté, liberté complète pour leur commerce et exemption des droits de douane; et, de l'autre, ils purent

élever, en 1656, une factorerie sur l'Hougly, c'est-à-dire sur le principal bras du Gange. A partir de cette époque, on expédia chaque année des navires pour le Bengal. Depuis, d'autres factoreries s'y établirent; mais pendant longtemps elles furent considérées comme inférieures, pour l'importance commerciale, à celles de la côte de Coromandel, et relevèrent hiérarchiquement des autorités du fort St-George.

Ce fut cependant au Bengal que les Anglais essayèrent de s'établir dans l'Inde comme puissance politique et militaire. Ce fut de là que, pour la première fois, les agents de la Compagnie, en transmettant le détail des griefs qu'ils avaient à faire valoir contre les princes indigènes, insinuèrent l'idée d'obtenir justice par la force des armes. En 1686, les directeurs expédièrent en effet le capitaine Nicholson avec dix bâtiments armés et six compagnies de soldats, armement qui n'était destiné à rien moins qu'à faire la guerre au grand Mogol et au nabab du Bengal. Le plan de campagne était d'abord d'occuper et de fortifier Chittagong, point un peu éloigné du centre d'activité commerciale, mais dont on voulait faire la base des opérations militaires. L'exécution de ce grand projet ne fut pas heureuse; les divers navires arrivèrent séparément et agirent d'ailleurs avec peu de concert. La flotte, ayant remonté l'Hougly, fut repoussée par l'artillerie de l'ennemi, et obligée de se réfugier dans un port où s'est depuis élevée la ville de Calcutta. Les factoreries qui avaient été fondées à Patna et à Cohimbazar furent prises et pillées. Le nabab, au milieu d'une trêve qu'il avait demandée pour mieux tromper ses ennemis, assembla tout à coup son armée, espérant en finir avec les Anglais démoralisés; mais ceux-ci, dans ce moment critique, firent des prodiges de valeur. Non-seulement ils arrêtèrent toutes les forces du Mogol, mais encore ils enlevèrent Balasore, où ils brûlèrent quarante navires à l'ennemi. Cette victoire décida le nabab à rouvrir les négociations. Et déjà les Anglais avaient obtenu la permission de relever leurs factoreries, déjà les affaires semblaient rétablies sur l'ancien pied, lorsque deux nouveaux bâtiments de guerre entrèrent dans le Gange, commandés par le capitaine Heath. Cet officier désavoua le traité et recommença aussitôt la guerre; mais il fut battu, et les Anglais obligés de quitter le Bengal. Aurengzeb, qui occupait alors le trône de l'empire du Mogol, fut si irrité de la conduite des Anglais en cette occasion, qu'il donna l'ordre d'attaquer toutes leurs factoreries. Celles de Surat, de Masulipatam et de Vizigapatam furent prises, quoiqu'il en coûtât du sang, et Bombay fut étroitement bloqué. Les Anglais se trouvèrent enfin réduits à solliciter la paix de la façon la plus humble, pour que ce prince, malgré son intelligence politique, malgré les avantages qu'il retirait du commerce extérieur, leur permît de reparaître dans les ports de son empire.

Depuis lors, cependant, la Compagnie commença à avoir l'ambition de devenir une puissance politique dans l'Inde. En 1689, fait observer M. Mill, « il fut définitivement résolu, comme « base de la politique future, de se « rendre indépendants et d'acquérir « une puissance territoriale. » Depuis lors, les directeurs écrivirent à leurs agents : « L'accroissement du revenu « par l'impôt doit être le but de nos « efforts aussi bien que le développe- « ment de notre commerce. »

## CHAPITRE IX.

### LUTTE AVEC LA FRANCE.—CONQUÊTE DU CARNATIQUE.

Le passager éclat jeté par les Portugais s'était rapidement effacé. La puissance maritime des Hollandais avait décliné avec le dix-septième siècle, et avait d'ailleurs abandonné le territoire continental de l'Inde pour se concentrer sur les archipels de ses mers. Le champ paraissait donc aban-

donné à l'Angleterre; les affaires de la Compagnie prospéraient; des ventes faites par elle à Londres avaient produit en une année plus de deux millions de livres sterling; elle payait à ses actionnaires un intérêt de 7 et 8 pour cent, lorsque la guerre de 1744, éclatant en Europe, la mit en face d'un ennemi plus sérieux que tous ceux qu'elle avait encore rencontrés jusque-là.

La France, quoiqu'elle se fût laissé devancer par les autres peuples dans la carrière des découvertes et du développement maritime, n'était pas cependant restée insensible au mouvement qui, vers la fin du quinzième siècle, tourna le génie de la race européenne du côté des océans. L'Inde elle-même semble avoir occupé de bonne heure les esprits dans les villes maritimes de la France. Dès 1503 on voit se préparer, par les soins de quelques négociants de Rouen, une expédition destinée à chercher des débouchés au commerce français dans les mers de l'Inde. L'entreprise échoua et les navires qui étaient partis ne revinrent jamais. De nouvelles tentatives ne furent, en général, guère plus heureuses; toutefois, il ne fut véritablement fait d'efforts considérables dans cette direction qu'en 1642, où il se fonda enfin une grande compagnie dite des Indes. Malheureusement, presque toutes les ressources de cette compagnie se dépensèrent à vouloir fonder un établissement à Madagascar, île grande et fertile, qu'on croyait devoir présenter une carrière indéfinie à l'agriculture et au commerce. Mais cette île ne produisait rien alors qui pût entrer dans la consommation ordinaire des peuples européens, et, de plus, ses habitants nombreux et guerriers devinrent bientôt redoutables à la puissance qui voulait s'emparer de leur territoire. Les colons furent accueillis dès les premiers jours par une guerre incessante, et eurent toutes les peines du monde à défendre contre l'ennemi quelques misérables constructions en bois, qui, décorées de forts, coûtaient beaucoup d'argent sans rien rapporter.

La véritable et sérieuse Compagnie française des Indes ne fut fondée qu'en 1664 sous les auspices de Colbert, qui, conformément aux doctrines économiques du siècle, accumula sur cette compagnie tous les encouragements imaginables; son capital était de 15,000,000 de livres tournois; sa charte d'investiture lui accordait le privilége exclusif du commerce de l'Inde pendant cinquante ans; elle était exempte de toutes taxes, et le gouvernement prenait même l'engagement de lui rembourser toutes les pertes qu'elle pourrait faire pendant les dix premières années, clause que l'État exécuta rigoureusement. Les fonds versés par les particuliers n'étant pas suffisants pour parfaire le capital nominal de la Compagnie, qui n'était cependant pas exorbitant, le trésor avança 3,000,000 de livres, exemple qui fut naturellement suivi par la noblesse, la finance et tous les gens riches que leurs affaires ou leur position mettaient en relation avec la cour.

L'administration de la Compagnie ne fut ni judicieuse ni prospère. Elle commença d'abord par essayer de tirer parti des dépenses qui avaient été faites à Madagascar par ses prédécesseurs. Elle y envoya un nombre considérable d'émigrants, qui périrent presque tous par le climat, par la fatigue ou par les armes des indigènes. Les débris de cette expédition furent, presque par commisération, dirigés sur les îles Cerné et Mascarenhas, qui depuis, sous les noms d'îles de France et de Bourbon, eurent quelques époques de brillante prospérité. Renonçant donc à Madagascar, la Compagnie expédia des navires dans l'Inde et fonda plusieurs établissements sur ses côtes. En 1668, elle créa pour ses opérations un comptoir principal à Surat, sous la direction d'un nommé Caron, qui avait passé la plus grande partie de sa vie au service de la Hollande. Les débuts de cet établissement semblèrent d'abord encourageants; mais bientôt les agents, s'étant engagés dans les querelles des indigènes, fu-

rent obligés de quitter les lieux en toute hâte, si rapidement même qu'ils oublièrent de payer leurs dettes avant de partir, oubli qui empêcha dans la suite leur retour. Plus tard, la Compagnie fit de nouvelles tentatives pour s'établir à Trinquemale de Ceylan et à Saint-Thomas sur la côte de Coromandel; mais ces entreprises ne réussirent pas, grâce à la malveillance jalouse des Hollandais. Les affaires de la Compagnie semblaient donc désespérées, lorsqu'un officier nommé Martin, homme de talent et de patriotisme, réunit tous ses agents dispersés et les fixa à Pondichéry, où, par son jugement et son esprit de conciliation, il sut gagner l'attachement des habitants et ouvrir la voie à un commerce avantageux, qui bientôt porta cet établissement à un haut degré de prospérité.

Quand la première collision éclata entre les Anglais et les Français, ceux-ci n'avaient sur le continent de l'Inde d'autre établissement que Pondichéry; mais alors il était déjà très-florissant, bien fortifié, et même une certaine partie du territoire environnant en dépendait. Ils avaient fondé, il est vrai, de petits comptoirs à Mahé, à Karikal et à Chandernagor, dans le Bengal. En 1744, lorsque la guerre éclata entre les deux peuples, la Compagnie française semble avoir fait tous ses efforts pour faire considérer les mers de l'Inde comme un terrain neutre; mais, tandis qu'elle agissait dans ce but en Europe, une escadre anglaise, sous les ordres du commodore Barnett, s'étant mise en croisière dans les mers de l'Inde et de la Chine, dans les détroits de la Sonde et de Malacca, où elle parvint à enlever un certain nombre de vaisseaux français, la guerre devint inévitable. Labourdonnais, homme d'un grand talent et d'une activité infatigable, qui, parti des derniers rangs de la marine, s'était élevé aux premiers, était alors gouverneur des îles de France et de Bourbon. Grâce à ses talents, ces îles étaient devenues, presque sans recevoir aucun secours de la métropole, des points très-florissants. Se trouvant en France lorsque la guerre éclata, il proposa à la Compagnie et au gouvernement à la fois d'attaquer aussitôt les établissements de l'ennemi. La Compagnie repoussa vivement la proposition; mais, à son insu, le gouvernement accueillit l'idée de Labourdonnais, et s'engagea même d'abord à lui fournir deux bâtiments de guerre qu'ensuite il lui retira. L'intrépide Labourdonnais retourna cependant à son poste avec la résolution bien arrêtée de poursuivre ses desseins, bien qu'il fût dépourvu de toutes ressources. Aussi fut-il obligé de s'en créer d'extraordinaires. C'est ainsi qu'il commença par saisir tous les bâtiments qui vinrent toucher aux îles de son commandement, et les arma comme il put; c'est ainsi qu'il forma des équipages avec des matelots dont la plupart n'avaient jamais touché un canon. Lui-même se fit ingénieur pour les constructions maritimes, et de ses hommes il fit ce qu'il avait besoin qu'ils fussent. Les tailleurs fabriquaient des voiles, les serruriers montaient des affûts de canons, les mécaniciens devenaient des charpentiers de vaisseaux; il leur fournissait le modèle et la mesure de chaque pièce. Par ces efforts, il vint à bout de mettre à flot une petite flotte de neuf navires armés en guerre. Mais à peine eut-elle pris la mer qu'elle fut assaillie par une tempête d'où elle ne sortit que fort maltraitée. Il fallut chercher un refuge dans le premier endroit venu. C'était la baie d'Antongil. Là, tout fut à recommencer. Labourdonnais construisit d'abord un quai en pierre, établit des ateliers pour les mâtures et les cordages, jeta une digue sur des marais qu'il fallait traverser pour amener les bois qu'il alla chercher dans des forêts malsaines, resserra le lit d'une rivière qui se trouvait aussi sur le trajet, et après quarante-huit jours seulement consacrés à ces travaux au milieu des intempéries d'une saison qui lui tua 95 Européens et 33 noirs, il put remettre à la voile et inaugurer sa campagne par un heureux combat contre une division anglaise qu'il ren-

contra sur la côte. De là, il se dirigea sur Trinquemale, dans l'île de Ceylan, d'où il fit voile pour Pondichéry; il avait le projet d'assiéger Madras, et comme il croyait prudent de se débarrasser d'abord de la flotte anglaise, la sienne se trouvant très-inférieure en artillerie, il demanda 60 canons à Dupleix, qui ne lui en fournit qu'un moindre nombre. De là, entre eux un commencement de mésintelligence. Labourdonnais se mit néanmoins à la recherche de la flotte anglaise, qui refusa le combat. Alors il n'hésita plus à exécuter ses plans sur Madras.

Cette ville n'était pas seulement la capitale des possessions anglaises, c'était encore l'un des principaux établissements fondés jusqu'alors dans l'Inde par les Européens. Elle renfermait avec ses dépendances immédiates une population de 250,000 âmes, sur lesquelles, cependant, on ne comptait que 300 Européens, dont 200 soldats. Cette petite garnison, à laquelle il faut ajouter un corps considérable de cipayes, était logée dans le fort Saint-George ou ville blanche. Une muraille en assez mauvais état, flanquée de quatre bastions, formait tout le système de défense de cette place. Le 16 septembre elle fut investie, et le 19, n'ayant reçu aucun secours du nabab, à qui elle s'était adressée dans sa détresse, elle demanda à capituler. L'espérance où étaient les Anglais de voir arriver leur flotte les portait à faire traîner les pourparlers en longueur. Mais Labourdonnais les devinant, coupa court par son énergie à leurs tergiversations. Toutefois, l'appréhension qu'il avait de l'arrivée de cette même flotte et ses instructions secrètes qui lui interdisaient expressément de conserver aucun établissement ou comptoir dont il se serait emparé, firent qu'il s'engagea à rendre, moyennant rançon, la place après qu'il en aurait pris possession. Cette condition fut acceptée et le drapeau français flotta immédiatement sur les murs de Madras (20 septembre 1746). Une pareille convention contrariait vivement la politique de Dupleix.

Ce gouverneur général de nos possessions dans l'Inde était un homme du caractère le plus remarquable. Son père, ancien fermier général et l'un des directeurs de la Compagnie des Indes orientales, lui avait laissé une immense fortune qu'il augmenta lui-même encore par le commerce. Envoyé d'abord à Pondichéry comme premier membre du conseil d'administration, et ensuite à Chandernagor comme intendant, il y conduisit les affaires avec tant d'habileté, qu'il rendit cet établissement très-prospère, tout en augmentant lui-même, par des spéculations aussi heureuses que hardies, sa fortune privée. Ses talents et ses succès le désignèrent au choix de la Compagnie comme gouverneur de Pondichéry. Jamais, ni Alexandre, ni César, ne formèrent de plus magnifiques projets de conquêtes que cet officier d'une simple compagnie de marchands. Son premier dessein était de poursuivre les succès déjà obtenus contre les Anglais et de chasser ces puissants rivaux de la côte de Coromandel. Labourdonnais, comme nous l'avons dit, s'était engagé à rendre Madras après une occupation passagère, et sans doute il aurait tenu parole; mais ce n'était pas l'affaire de l'ambitieux Dupleix. D'abord il s'y prit de manière à retarder la reddition sous divers prétextes, et il y fut encouragé par les habitants de Pondichéry, qui lui adressèrent une remontrance énergique contre la restitution d'une place qu'ils regardaient comme indispensable à leur sécurité. Pour obéir à cette requête, Madras ne fut pas seulement retenu, mais encore durement rançonné, et son gouverneur et les principaux habitants furent emmenés prisonniers dans la capitale des établissements français.

Labourdonnais avait tenu bon jusqu'au bout pour l'exécution fidèle de sa parole. Il avait même prolongé son séjour à Madras et ajourné pour cela des projets qu'il avait sur Calcutta. Menacé par Dupleix, son supérieur dans le gouvernement de nos posses-

sions de l'Inde, il répond qu'il avait juré sur son honneur de rendre Madras aux Anglais et qu'il tiendra sa parole, dût-il le payer de sa tête. Dupleix lui ayant envoyé deux officiers porteurs d'un ordre qui lui infligeait les arrêts et chargés en outre de s'assurer de sa personne : Messieurs, leur dit-il, c'est moi qui vous arrête, rendez-moi vos épées. Mais le temps s'écoulait, la mousson arrivait, et sa flotte ayant essuyé une tempête qui en détruisit une partie, il n'eut que le temps de regagner l'île de France, où il trouva un autre gouverneur nommé à sa place. Il ne lui restait plus qu'à venir se justifier en France. Fait prisonnier dans le trajet, il fut conduit à Londres, où il reçut mille témoignages d'estime de la part des Anglais. Le gouvernement refusa les cautions que les particuliers offraient à l'envi, lui accorda sur parole la liberté de venir en France. Mais ici ce fut bien un autre traitement : enfermé à la Bastille dès son arrivée, Labourdonnais y gémit pendant deux ans et deux mois dans le secret le plus rigoureux. Ce fut là qu'il trouva moyen d'écrire ses mémoires sur des mouchoirs trempés dans de l'eau de riz. Du marc de café lui tenait lieu d'encre, une pièce de six liards roulée et fendue était sa plume. Enfin, au bout de trois ans, un jugement solennel déclara son innocence. Les portes de sa prison s'ouvrirent. Mais sa constitution, ruinée par les maladies qu'il y avait contractées, lui avait ouvert déjà les portes du tombeau. Il mourut peu de temps après, le 9 septembre 1753.

L'installation de Dupleix dans Madras fut suivie d'une expédition contre le fort Saint-David, dont le siége fut signalé par un événement à jamais mémorable dans l'histoire des guerres de l'Inde. Le nabab d'Arcot, ayant épousé la cause des Anglais, avait envoyé son fils avec 10,000 hommes pour essayer de reprendre Madras sur les Français. Ceux-ci n'avaient que 1,200 hommes pour défendre cette ville, et cependant ils n'hésitèrent pas à venir au-devant de la nombreuse armée du nabab. La supériorité de leur discipline et l'habileté de leur artillerie leur donnèrent une victoire complète et décisive. Il y avait longtemps que les Portugais avaient prouvé, par leur exemple, la supériorité même d'une poignée d'Européens sur les bandes désordonnées dont se compose une armée asiatique; mais, depuis lors, le souvenir de leurs victoires était presque oublié ; Français et Anglais étaient accoutumés à regarder le Mogol comme un grand et puissant souverain contre lequel il n'y avait pas même de résistance possible avec les faibles moyens dont ils disposaient. Le charme fut définitivement rompu par la victoire de Dupleix, et les officiers des deux nations y reçurent un enseignement qu'ils allaient bientôt mettre en pratique aux dépens de tous les princes indigènes.

Le but actuel des efforts de Dupleix était la réduction du fort Saint-David, contre lequel il conduisit une petite armée de 1,700 hommes, pour la plupart européens. Pour défendre la place, les Anglais n'avaient que 200 Européens et un corps de soldats indous sans discipline. Les Français se croyaient déjà sûrs de la victoire, lorsqu'ils se laissèrent surprendre à l'improviste par l'armée du nabab et se virent obligés de battre en retraite. Un détachement envoyé par mer quelque temps après pour surprendre Caddalore, ville contiguë au fort Saint-David, fut battu d'une telle tempête, qu'il rentra à Pondichéry sans avoir atteint sa destination. Dupleix employa alors toute son adresse à gagner le nabab, s'efforçant surtout de lui donner une haute idée de sa puissance; car il savait que le principe de la politique des princes indous, c'est de ne s'attacher qu'à l'intérêt présent et d'épouser toujours la cause du plus fort. Le nabab, sur la fausse nouvelle de grands renforts que venait de recevoir Dupleix, se laissa entraîner, et, abandonnant la cause des Anglais, il conclut avec les Français un nouveau traité. Pour preuve de sa sincérité, son fils vint faire une visite solennelle à

Pondichéry, où il fut reçu avec toute la pompe et les magnificences qui séduisent les princes asiatiques.

Tranquille de ce côté, Dupleix reprit son dessein, et il était revenu mettre le siége devant le fort Saint-David, lorsqu'une flotte anglaise, commandée par l'amiral Griffin, entra dans la rade. Les Français se retirèrent de nouveau, et pendant quelque temps, grâce aux renforts reçus de part et d'autre, les deux ennemis se trouvèrent en force si égale, qu'aucun d'eux n'osa rien entreprendre de sérieux. Le gouverneur de Pondichéry entreprit une fois d'attaquer Caddalore pendant la nuit; mais les Anglais, informés de son projet, se tenaient sur leurs gardes, et il fut repoussé avec perte.

Bientôt après, l'aspect des affaires changea par l'arrivée d'une escadre anglaise portant 1,400 hommes de troupes, qui, réunies à celles qui se trouvaient déjà sur les lieux, formaient la plus grande armée européenne qu'on eût encore vue dans l'Inde. Les Anglais, à leur tour, se trouvaient en force pour prendre l'offensive; ils résolurent, en conséquence, de frapper un coup décisif, et vinrent mettre le siége devant Pondichéry. Comme les Français n'avaient pas assez de monde pour tenir la campagne, le siége fut entrepris avec toutes les conditions apparentes de succès. Mais il ne fut pas conduit avec la promptitude et la vigueur qui auraient assuré la victoire. D'abord les Anglais perdirent beaucoup de temps à réduire un petit fort éloigné d'une lieue de la ville et défendu avec la plus grande énergie. Puis tel était alors le peu de savoir des officiers du génie anglais, que, quand les tranchées furent ouvertes devant le corps de la place, on trouva qu'elles étaient trop éloignées pour que l'artillerie pût produire de l'effet; et, avant que cette erreur fût corrigée, la saison des pluies arriva, les maladies se mirent dans les troupes, et il fallut lever le siége. C'était un avantage considérable pour les Français; mais ils n'en avaient pas encore pu tirer parti, lorsqu'on apprit que la paix avait été signée en Europe, et que l'un de ses articles ordonnait la restitution de Madras à l'Angleterre. Les deux nations se retrouvèrent donc placées exactement sur le même pied qu'avant la guerre.

Mais ce traité, au lieu de rétablir la tranquillité dans l'Inde, ne servit, au contraire, qu'à agrandir le cercle des opérations militaires; car les deux parties, ayant chacune alors des forces considérables à sa disposition, songèrent naturellement à les employer. Les événements de la guerre précédente avaient découvert le secret de la faiblesse des gouvernements indigènes, et ouvert, en quelque sorte, la carrière des espérances illimitées pour la fondation d'un grand empire dans cette riche et magnifique contrée.

Un prince de Tandjore, du nom de Sakadji, détrôné par un de ses frères, imagina de reconquérir sa couronne avec l'aide des Anglais, et il leur offrit, en retour de leurs services, la forteresse et la province de Dévicottah, avantageusement située sur les bords du Coliroun. En 1749, ils entreprirent une expédition contre cette forteresse; mais, contrariés par le manque de concert entre les officiers militaires et marins, et ne recevant aucun appui des indigènes, ils durent retourner à Madras, sans même être parvenus jusque sur les lieux. Mortifiés de cet échec, ils renouvelèrent la tentative, et cette fois, les bâtiments les ayant déposés à l'embouchure du fleuve, ils le remontèrent dans les embarcations. Après avoir eu à lutter contre des obstacles infinis et livré un combat sérieux, dans lequel le lieutenant Clive, qui depuis devait jouer un si grand rôle dans l'histoire de l'Inde, se distingua par la valeur la plus audacieuse, ils s'emparèrent du fort. Sa prise fut immédiatement suivie d'un traité qui en assura la possession aux Anglais; et ceux-ci, en retour, promirent d'abandonner la cause du prince pour qui ils avaient pris les armes; ils s'engagèrent même à le tenir en

prison pour l'empêcher de nuire à son rival, moyennant une pension annuelle de 400 livres sterling (10,000 fr.). Ce traité, peu honorable pour les Anglais, ne leur produisit même pas les avantages qu'ils en avaient espérés; car le prince de Tandjore, malgré les promesses qu'il leur avait faites, les abandonna par la suite.

Cependant les Français jouaient un beaucoup plus grand jeu, et aspiraient ouvertement à établir leur suprématie sur tout le sud de l'Inde. Nous n'entreprendrons pas de conduire nos lecteurs à travers le détail des intrigues dont le Carnatique fut alors le théâtre, nous ne les fatiguerons pas avec les noms barbares et les caractères fort peu intéressants des personnages qui y jouèrent un rôle. Il suffira de ne pas oublier qu'à la mort d'un prince indien, sa succession n'est jamais réglée par la loi du droit d'aînesse, ni même par aucun droit fixe. Ses fils, ses petits-fils, ses neveux et même des parents plus éloignés, deviennent chacun autant de prétendants au trône, et tous essayent de faire valoir leurs prétentions par un appel aux armes. Les dissensions du Deccan éclatèrent à la mort de Nizam-oul-Moulk, suivie presque aussitôt de celle du nabab du Carnatique. Ces deux princes, vassaux, dans l'origine, de l'empereur de Delhi, avaient fini, avec le déclin de l'empire mogol, par devenir complétement indépendants. A la mort donc de ces personnages, leurs héritiers légitimes, selon le droit européen, Nazir-Djung et Anouar-ed-din, se virent disputer le trône par Mirzapha-Djung et Chanda-Sahib, qui aspiraient, le premier à être subahdar du Deccan, et le second nabab du Carnatique. Ayant uni leurs intérêts, les deux prétendants rassemblèrent une armée de 40,000 hommes, et employèrent tous les moyens pour gagner l'alliance de Dupleix. Celui-ci, tenté dans son ambition, n'eut pas de peine à comprendre que, s'il parvenait à faire asseoir deux de ses créatures sur les deux plus grands trônes de la péninsule indienne, entreprise pour laquelle il se croyait assez fort, il deviendrait le maître réel de tout ce vaste pays. En conséquence, il envoya son lieutenant, M. d'Auteuil, avec 2,300 hommes de troupes, dont 400 Européens seulement, au secours des alliés. Les armées combinées se mirent donc en mouvement pour aller attaquer Anouar-ed-din, le nabab régnant, qui, avec 20,000 soldats, était campé à Ambour, position très-forte qui commande l'un des principaux défilés par lesquels on entre dans le Carnatique. Il avait jeté sur le ravin un retranchement couronné par du canon que défendaient quelques Européens; mais d'Auteuil, tout fier de montrer la valeur de ses compatriotes et la supériorité de leur discipline, s'offrit pour donner l'assaut à ces lignes avec la poignée de Français dont il était suivi. Les chefs indiens acceptèrent la proposition, fort satisfaits de laisser à un autre les dangers de cette périlleuse entreprise. En effet, l'artillerie de l'ennemi, nombreuse et bien servie, repoussa d'abord deux attaques; mais l'amour-propre des Français, exalté par leur petit nombre même et par la présence de trois armées qui les regardaient faire, finit par emporter les lignes. Non contents de ce premier succès, ils se précipitèrent droit sur le corps principal de l'ennemi, au centre de sa ligne de bataille, où le nabab, monté sur son éléphant, son étendard déployé au vent et entouré de sa meilleure cavalerie, encourageait ses troupes à grands cris. Ils étaient à peine parvenus jusqu'à lui, lorsqu'un soldat cafre lui envoya une balle dans le cœur. Le malheureux prince tomba roide mort; la déroute la plus complète dispersa son armée : le camp, un butin immense, soixante éléphants avec l'artillerie et les munitions, tombèrent aux mains des vainqueurs. Par suite de cette victoire, Arcot se rendit sans résistance.

Mohammed-Ali, fils du nabab vaincu et héritier de son trône, s'était réfugié à Trichinopoly, ville très-forte, et qui, par sa position, commande une

partie du Carnatique. Aussi, Dupleix pressait-il de la manière la plus vive les généraux confédérés de ne pas perdre un moment pour venir mettre le siége devant cette forteresse, qu'ils auraient trouvée dans un état de défense très-imparfait. Mais les princes indiens aimèrent beaucoup mieux venir triompher à Arcot et à Pondichéry, où ils se montrèrent environnés de toute la pompe ordinaire aux subahdars et aux nababs, et, quand ils se remirent en campagne, ce ne fut pas pour marcher contre Trichinopoly, comme on le leur recommandait si vivement, mais contre la ville bien plus éloignée et beaucoup moins importante de Tandjore. Cette conduite avait cependant un motif secret; leur trésor étant épuisé, ils voulaient le refaire en venant exiger du rajah les arriérés de son tribut. La ville, construite sur le delta du Coliroun et du Cavery, est riche et magnifique; elle possède une pagode qui surpasse en grandeur tous les monuments de l'Inde méridionale. A l'opulent prince de ce petit État ils demandèrent donc l'arriéré des tributs dus à l'empereur mogol, car ils se présentaient en qualité de ses lieutenants. S'ils avaient poursuivi cette réclamation avec vigueur, peut-être encore eussent-ils promptement mené l'affaire à bonne fin; mais ils se laissèrent amuser par le rajah, qui, tantôt négociant et tantôt combattant, les occupa jusqu'à ce qu'enfin voyant que rien ne se terminait, Dupleix donna aux troupes françaises auxiliaires de Chanda-Sahib un ordre d'attaque qui eut pour résultat immédiat la prise de trois redoutes, et bientôt après, celle d'une des portes de la ville. A ce coup le rajah qui, après la prise de ses redoutes, avait voulu jouer encore de finesse, traita définitivement. Il fut convenu qu'il payerait à Chanda-Sahib 20 millions de roupies et 200,000 comptant aux Français, auxquels il cédait en outre quatre-vingts villages autour de Karical, où ils avaient un fort.

Cependant par les délais qu'il avait l'art de faire naître au sujet des payements, il retenait encore les vainqueurs sous les murs de Tandjore, et Nazir-Djung, sur l'ordre qu'il en avait reçu de Dehli, marchait contre eux. A la première nouvelle qu'ils en eurent, ils se réfugièrent sous Pondichéry. Dupleix, pour relever leur courage, leur donna un secours de 2,000 soldats européens et 1,250,000 livres de son propre argent, secours insuffisant pour ses alliés et désastreux pour lui-même; car Nazir-Djung ayant pénétré dans le Carnatique, où il se vit bientôt à la tête de 300,000 hommes, 800 pièces de canon et 1,300 éléphants, d'Auteuil, voyant l'insubordination se glisser dans les troupes européennes qu'on ne payait pas, fut réduit à les retirer au moment même d'engager la bataille. Chanda-Sahib effrayé crut prudent de le suivre dans sa retraite, et Mirzapha-Djung, resté seul sur le terrain, se hâta d'offrir sa soumission avant d'y avoir été contraint par la force des armes. Malgré les serments de Nazir-Djung, qui lui avait garanti ses anciens États, il fut aussitôt chargé de fers, son camp attaqué et livré au pillage, ses soldats impitoyablement passés au fil de l'épée.

Dupleix n'était pas homme à se laisser abattre par les revers. Il entama aussitôt avec le subahdar vainqueur des négociations qui maintenaient à peu près les conditions déjà repoussées avant la victoire; c'est-à-dire l'établissement des enfants de Mirzapha dans les États et possessions de leur père, et la reconnaissance de Chanda-Sahib comme nabab du Carnatique. A l'appui de ces demandes il évoquait d'anciens souvenirs et d'anciens services d'amitié, entre lesquels il n'avait garde d'omettre la retraite toute récente de d'Auteuil, dont il se faisait un mérite. Mais comme il ne nourrissait aucune illusion sur le succès possible de cette diplomatie, il mit à profit le peu de temps qu'elle lui laissait pour préparer un argument sur lequel il comptait davantage. Huit jours s'étaient à peine écoulés, que les Français, reprenant une initiative hardie, fondaient, en petit nombre

et la nuit, sur le camp du subahdar, à qui ils tuèrent 12 ou 1,500 hommes; bientôt après, 500 Européens s'emparaient de la pagode de Trivadi, qui servait de citadelle à l'une des villes les plus considérables du Deccan. Mohammed-Ali, qui se présenta pour la reprendre à la tête de 20,000 hommes à lui, de 400 Anglais et de 1,500 cipayes, fut repoussé, poursuivi jusque sur les bords du Panmar, réduit à accepter une bataille où son armée fut mise en déroute et en partie culbutée dans la rivière. En veine de succès, Dupleix ordonne à l'armée de s'emparer de Djingy. Djingy est une ville située au pied de trois montagnes formant les trois côtés d'un triangle équilatéral. Rudes et escarpées toutes les trois, elles étaient en outre défendues chacune à son sommet par une forte citadelle dont une ceinture d'ouvrages avancés fermait les avenues. La ville avait pour défense une muraille épaisse, flanquée de tours, et 5,000 hommes de garnison. A la tête de 250 Européens et de 1,200 cipayes, le colonel Bussy attaque et renverse cette garnison campée sur le glacis. Un pétard fait sauter une des portes de la ville, les Français y pénètrent, et y essuient derrière des barricades improvisées le feu des trois forts qui pleut sur eux jusqu'à la nuit. Alors ils se partagent en trois détachements et attaquent à la fois les trois montagnes. Les forts détachés sont enlevés à la baïonnette. On arrive au pied des citadelles. Les portes sont enfoncées comme celle de la ville par des pétards; et quand vint le jour, les Français contemplant, dit un historien, les obstacles qu'ils avaient surmontés pendant la nuit, s'en étonnèrent, et pour ainsi dire s'en effrayèrent.

Le subahdar, trop confiant dans sa facile victoire, s'abandonnait à la mollesse, lorsque la nouvelle de la prise de Djingy vint le réveiller en sursaut. Ramassant ce qu'il peut de ses troupes déjà disséminées, il parvient à rassembler une armée formidable encore, puisqu'elle comptait plus de 100,000 hommes, et avec ces troupes il se dirige sur Djingy. Mais la lenteur incroyable de sa marche (il ne fit pas dix lieues en quinze jours) laisse arriver la saison des pluies, et il aperçoit à peine les crêtes fortifiées des trois montagnes, que déjà il a vu son armée se fondre et s'abîmer dans des chemins effondrés, dans les plaines envahies par l'inondation. Pour le coup il fallut traiter et consentir à tout ce qu'on lui demandait. Mais Dupleix, qui se fiait peu à ses promesses, et qui d'ailleurs s'était déjà ménagé des intelligences dans l'armée ennemie, poussa plus vivement que jamais aux machines qu'il avait dressées de ce côté. Il avait mis dans ses intérêts trois nababs afghans, qui eux-mêmes avaient entraîné vingt autres chefs, et tous ces hommes qui depuis sept mois se trouvaient compromis, ne demandaient pas mieux que de hâter le moment décisif. Ils le firent si bien entendre à Dupleix, que celui-ci donna ordre au commandant français de Djingy de se tenir prêt à leur porter aide, à moins qu'il ne reçût dans l'intervalle l'avis de la signature définitive du traité par le subahdar. Mais n'ayant reçu au lieu de cet avis qu'une lettre pressante des conjurés, Latouche avec 800 Européens, 3,000 cipayes et 10 pièces de canon, arriva par une marche de nuit en vue du camp de Nazir-Djung. L'action qui s'engagea aussitôt fut d'abord plus vive qu'on ne s'y fût attendu contre une armée dont une partie était gagnée et dont l'autre était surprise. Voyant des détachements nouveaux succéder sans cesse aux détachements déjà vaincus, assaillis de toutes parts par des nuées d'ennemis, les Français commençaient à hésiter, lorsque parut le signal convenu, un drapeau blanc déployé sur le dos d'un éléphant. En ce moment c'en fut fait de Nazir-Djung. Surpris au milieu du sommeil par la nouvelle de l'attaque des Français, ce prince qui, la veille au soir, avait signé et expédié le traité, n'en pouvait croire les rapports qui lui arrivaient. Lorsqu'il n'y a plus de doute possible, il ordonne d'abord qu'on lui apporte la

tête de son prisonnier Mirzapha-Djung. Puis, apprenant que les nababs de Kudapa, de Canoul, de Savonora et de Mysore, rangés en bataille à la tête de 20,000 hommes, n'ont point donné sur l'ennemi, il va droit à eux, entouré de ses gardes et monté sur son éléphant. Le premier qu'il rencontre est le nabab de Kudapa, qu'il accable d'injures. Celui-ci ordonne à un de ses officiers de tirer sur Nazir-Djung. Le coup manque. Saisissant alors sa carabine, le nabab ajuste le subahdar et lui perce le cœur de deux balles. La tête aussitôt coupée fut, suivant le cérémonial d'investiture en pareil cas, portée aux pieds de Mirzapha-Djung qui venait de voir de si près la sienne promise à une semblable cérémonie. Mais l'officier chargé de le garder était au nombre des conjurés et lui avait déjà donné la liberté. Tout le reste du cérémonial fut accompli immédiatement, et avant la fin de cette journée l'Inde et le monde purent contempler un spectacle qui ne leur avait pas été donné encore : un souverain régnant sur un empire aussi vaste que trois grands royaumes d'Europe et sur 35,000,000 d'hommes, par la grâce d'un simple sujet étranger arrivé la veille de l'autre extrémité du globe, et n'ayant guère qu'un millier d'hommes à lui pour accomplir ces prodiges. On admire beaucoup et l'on cite souvent l'Angleterre pour avoir résolu ce grand problème de gouverner, à quatre mille lieues de distance, avec quelques centaines d'employés civils et quelques milliers d'employés militaires, ses immenses possessions de l'Inde. S'il y a quelque nouveauté, quelque hardiesse et quelque génie politique dans cette idée, il faut reconnaître que l'honneur en revient à Dupleix, et que l'Angleterre qui en recueille aujourd'hui le profit et la gloire, n'a eu qu'à suivre les voies que le génie de la France lui avait ouvertes.

Ce fut une grande joie et une grande fête, ce furent de grands honneurs pour Dupleix dans Pondichéry, quand on y apprit le triomphe de Mirzapha-Djung. Celui-ci se hâta d'y venir en grand appareil conférer avec Dupleix, et le prendre pour arbitre des différends qui s'élevaient déjà entre lui et les nababs qui l'avaient porté sur le trône. Après de nouvelles cérémonies d'installation, le subahdar inaugura son pouvoir en créant Dupleix nabab de toutes les contrées situées au sud de la Kistnah, c'est-à-dire d'un territoire égal en superficie à celui de la France. Il y ajouta d'autres dignités ou prérogatives personnelles, telles que celle de mettre un poisson sur ses étendards, faveur réservée aux plus grands personnages de l'empire. Mais les satisfactions d'ambition ou de vanité ne faisaient point perdre de vue à ce grand homme les intérêts dont il était le représentant. Indépendamment de l'autorité qui lui était dévolue comme nabab, il fit céder à la Compagnie, autour de Pondichéry, de Karical et de Masulipatam, un certain nombre de districts, dont le revenu total s'élevait à 950,000 livres tournois. Ainsi la Compagnie prenait pied comme souverain reconnu sur une portion de la péninsule, et, comme médiatrice suprême, tenait le reste dans sa dépendance. « Au seul bruit de votre nom, le trône du grand Mogol tremblera jusque dans ses fondements, » écrivait à Dupleix un personnage de la cour. Il y avait quelques mois à peine que l'Angleterre n'avait osé prendre parti entre Nazir et Mirzapha-Djung, bien que ce dernier fût son ennemi, dans la crainte de déplaire au grand Mogol qui n'avait encore accrédité ni l'un ni l'autre de ces subahdars.

En ce moment les Anglais étaient dans la consternation et comme frappés de stupeur. Cet esprit d'audace et de résolution qui n'éclate jamais mieux chez eux que dans les revers, semblait les avoir abandonnés. Les peuples de l'Inde à qui les Européens, sortis enfin de leurs vaisseaux de commerce ou de leurs comptoirs fortifiés, venaient de se montrer sous un nouvel aspect, étaient saisis d'enthousiasme ou de terreur à la vue des proportions colossales que prenait tout à coup la puissance politique de la France,

Cependant cet allié que Dupleix avait élevé si laborieusement sur le trône du Deccan, n'y était monté que pour donner à ses peuples la parade d'un avénement. Aussitôt qu'il en eut fini avec ces préliminaires, il se dirigeait avec son armée vers Hyderabad, lorsque les mécontentements qui couvaient dans le cœur des nababs afghans mal apaisés par Dupleix, firent naître parmi les troupes des désordres qu'il crut devoir châtier lui-même. Bussy, avec un corps français de 300 hommes, avait déjà fait reculer les révoltés; mais cédant à son emportement, le subahdar se précipite après eux. Rencontré par le nabab de Canoul, il le provoque, et bientôt frappé d'un coup de lance au milieu du front, il périt comme avait péri quelques jours auparavant son rival Nazir-Djung. Ainsi le même coup par lequel la fortune avait brusquement porté si haut la puissance de Dupleix semblait tout aussitôt lui servir à ruiner cette puissance de fond en comble. Mais l'effet moral de ce grand triomphe subsistait toujours, et Bussy était homme à n'en point laisser perdre l'avantage. Sans désemparer et sur le champ de bataille en quelque sorte, il pourvut à donner un successeur à Mirzapha. Celui-ci ne laissait qu'un fils trop jeune pour qu'on pût lui confier les affaires en ces conjonctures difficiles. Mais Nazir-Djung avait laissé trois frères qu'il faisait étroitement garder pendant sa vie, et qui s'étaient confiés à l'hospitalité du camp français après sa mort. On proposa l'un d'eux, Salabut-Djung, qui fut accepté par les principaux chefs et proclamé le même jour. Ce nouveau subahdar fait par la France confirma toutes les mesures arrêtées par son prédécesseur.

Chanda-Sahib, au moment de l'élévation de Mirzapha-Djung, s'était vu faire enfin nabab du Carnatique, mais sous l'autorité directe et en quelque sorte comme lieutenant de Dupleix. Mohammed-Ali, son intrépide et obstiné compétiteur, abandonné par la fortune et par les Anglais, n'avait point voulu, dans cette déroute générale de son parti, s'abandonner lui-même. Réduit à la plus étroite nécessité, il s'était enfermé dans Tritchinopoly, d'où il ne cessait d'invoquer le secours des Anglais. Ceux-ci ne se fussent peut-être jamais décidés à le lui accorder si, après de longues hésitations, ils n'avaient enfin compris qu'il ne leur restait plus d'autre chance à courir pour conjurer la ruine complète de leurs affaires dans l'Inde. Ils se décidèrent donc, vers la fin de janvier 1752, à diriger sur Tritchinopoly un corps de 200 Européens et de 800 cipayes. Chanda-Sahib, de son côté, s'était mis en campagne à la tête de 8,000 hommes, dont 800 Français. Les débuts furent heureux. Peu confiants en eux-mêmes, les Anglais se laissaient enlever les forts qu'ils occupaient ou reprendre ceux que par hasard ils avaient pris. Ils se laissaient battre en rase campagne, au pied des murailles qu'ils allaient secourir. Après une série d'échecs de ce genre, ils durent se mettre en pleine retraite, et vinrent chercher un refuge dans la pagode de Seringham. Située dans l'île du même nom, à l'endroit où le Cavery se partage en deux bras dont le plus septentrional prend le nom de Coliroun, cette pagode avait sept enceintes de murailles et un moyen de défense naturel dans les deux rivières dont elle était entourée. Chaque muraille avait quatre pieds d'épaisseur et vingt-cinq de haut; l'enceinte extérieure quatre milles de circuit. Les Anglais toutefois s'y étaient à peine logés, qu'ils ne se crurent pas encore assez en sûreté, et le canon de Tritchinopoly leur parut seul un abri suffisant contre l'ennemi et contre leurs propres terreurs. Ce fut ce moment désespéré qui révéla à l'Angleterre un de ces hommes destinés à fonder sa puissance dans l'Inde.

Clive avait débuté comme simple écrivain au service de la Compagnie. Des bureaux, il avait passé une première fois au service militaire, et dans quelques expéditions il avait fait preuve d'un génie fécond en ressources et en conceptions hardies, d'une

grande vivacité de coup d'œil et d'une intrépidité froide, comme il convient à de grands caractères. Mais les grands caractères ont aussi leurs mauvais côtés; et, dans son poste subalterne, tourmenté par les aspirations comprimées d'une forte nature, aigri par la fermentation d'une sensibilité que l'ennui rendait irritable, hautain, farouche, indiscipliné, Clive avait presque aussi bien réussi à dégoûter la Compagnie de ses services qu'à s'en dégoûter lui-même. Sans doute il sentait peser sur lui l'obsession d'une grande destinée qui ne se réalisait pas. Un trait de lui semble en donner la preuve. Un jour qu'il s'était confiné dans sa chambre, un de ses amis survient, et, jouant avec un pistolet qu'il trouve sur une table, il fait partir le coup par la fenêtre : « *Dieu veut quelque chose de moi*, s'écrie Clive en se levant; deux fois, ce matin, j'ai appuyé ce pistolet sur mon front et lâché la détente, deux fois il a refusé de prendre feu. » Après avoir servi, comme nous l'avons dit, aux siéges de Pondichéry et de Devicottah, Clive quitta l'épée pour reprendre la plume. Il en était là, lorsque la régence de Madras, à bout de ressources et d'espérances, jetait en vain un regard découragé sur son allié Mohammed-Ali, qui, lui-même enfermé dans Tritchinopoly, où il était à bout d'argent, ne pouvait plus entretenir ses troupes. Dans cette extrémité, chacun des deux alliés se voyait aussi bien hors d'état de porter aide à l'autre que d'en tirer le moindre secours. C'est alors que Clive demande à pénétrer dans le conseil de la régence, et parvient, non sans peine, à s'y faire entendre. « Nous ne pouvons plus nous défendre, dit-il; prenons l'offensive. Pendant que Chanda-Sahib nous poursuit à Tritchinopoly, prenons-lui Arcot. « Dans les grands périls, les idées simples et grandes aussi frappent vivement les esprits; l'on a d'ailleurs peu à choisir. L'idée de Clive, renouvelée de l'histoire des guerres puniques, fut admise, et on lui en confia l'exécution. En armant tout ce qu'elle avait d'hommes disponibles, la régence put lui former un corps de 200 Européens et de 300 cipayes; encore, sur les huit officiers qui commandaient après Clive, six n'avaient jamais vu le feu, et quatre étaient des employés civils qu'on tirait de leurs bureaux. Ils se dirigèrent sur Arcot, et furent assaillis en chemin par un orage tellement épouvantable, que la garnison indigène, ayant appris qu'ils n'en marchaient pas moins sans être effrayés, n'osa pas les attendre et s'empressa d'évacuer le fort, où ils entrèrent sans coup férir. Clive ne perdit pas un moment pour mettre en état de défense les fortifications assez mauvaises et assez délabrées de sa conquête. De son côté, Chanda-Sahib se mit en mesure de la reprendre. Arcot était une grande ville ouverte et peuplée de 100,000 âmes. Six mille hommes de troupes indigènes et 150 Européens, que le nabab envoya, entrèrent dans la ville, s'y retranchèrent et commencèrent à tirer sur le fort. Celui-ci n'était guère en état de riposter. Ses remparts, trop étroits, ne pouvaient porter d'artillerie; de vieilles tours à demi ruinées pouvaient loger chacune une pièce, et encore au bout de quinze jours, l'armée assiégeante ayant reçu son artillerie de siége, dès les premiers coups, les deux seules grosses pièces des Anglais furent démontées. Des renforts, qu'on essaya de faire pénétrer dans la place, furent repoussés. Une brèche de cinquante pieds de large était ouverte; Clive tenait toujours, et, néanmoins, les vivres même allaient lui manquer. On put voir, dans cette circonstance, quel ascendant un homme supérieur exerce sur les autres hommes, quel zèle et quel dévouement il sait leur inspirer. Comme il ne pouvait plus nourrir sa garnison : « Donnez le riz aux Anglais, lui dirent les cipayes ; nous nous contenterons de l'eau où il aura bouilli. » De même chez nous, au temps des guerres de la Ligue, le prince de Condé apaisa ses reîtres, qu'il ne payait pas, au moyen d'une cotisation que s'imposa son armée, qu'il ne payait pas non plus.

Il faut dire, toutefois, que Clive fondait ses espérances sur un corps de 6,000 Mahrattes, qui s'était mis d'abord au service de Mohammed-Ali, et qui, voyant presque aussitôt les affaires de celui-ci aller en ruine, avait hésité à prendre parti. Il reste à Clive la gloire d'avoir, avant tout succès important, et dans un moment où ses propres affaires étaient peu rassurantes, exercé par le seul ascendant de son génie une attraction assez forte pour entraîner avec lui ces courages flottants. Rajah-Sahib, chef des assiégeants, ayant eu vent des communications de Clive avec les Mahrattes, voulut prendre les devants, et menaça Clive d'un assaut, s'il ne se rendait sur-le-champ. L'officier anglais lui répondit, avec un sang-froid insultant, qu'il le savait trop habile général pour mener à l'assaut d'aussi mauvaises troupes que celles qu'il commandait. L'assaut fut livré néanmoins, mais avec une si malheureuse issue, que le siége fut levé immédiatement: il avait duré cinquante jours.

Clive, ayant reçu des renforts, entra aussitôt en campagne, prit plusieurs forts, battit les Français en plaine, et, après une rapide série de succès, qui remettait sur un pied nouveau les affaires de son parti, il vint à Madras pour s'entendre avec la régence sur les opérations ultérieures. Les Français voulurent profiter de ce court répit qu'il leur laissait; mais Clive, qui se mit sur-le-champ à leur poursuite, remporta sur eux un nouvel avantage, et Lawrence, vieil officier expérimenté, qui, récemment revenu d'Angleterre, avait pris le commandement, acheva si bien de les presser, qu'il ne leur resta plus d'autre ressource que de se jeter dans l'île de Seringham, en abandonnant leurs bagages; c'était exactement la position où eux-mêmes avaient réduit les ennemis l'année précédente. Ils s'en tirèrent plus malheureusement encore par une capitulation. Les soldats furent faits prisonniers de guerre; les officiers s'engagèrent à ne plus porter les armes contre leurs vainqueurs. Chanda-Sahib, qui jouait non-seulement son royaume, mais sa tête, crut ne pouvoir trouver de sûreté que dans la fuite. Il tenta de corrompre un chef tandjoréen, nouvel allié que le succès avait procuré aux Anglais, et qui, moyennant une grosse somme, dont on lui paya tout d'abord la moitié, s'engagea à couvrir la fuite du nabab. Toutes choses réglées pour l'évasion, celui-ci s'avançait avec confiance au-devant de l'escorte que Monacky lui devait fournir, lorsqu'il se vit, par cette escorte même, saisi et chargé de fers. A peine eut-il mis la main sur son prisonnier, que Monacky s'en trouva fort embarrassé; il n'était point le seul allié nouveau des Anglais. Les Mysoriens, les Mahrattes, avaient, comme lui, suivi l'étoile du plus fort; d'autres même avaient passé de notre camp dans celui des ennemis. Chacun demandait avec menaces que le captif lui fût livré, et son rival Mohammed-Ali plus haut que personne. Pris dans ce conflit de prétentions, le Tandjoréen n'en pouvait satisfaire une sans s'attirer deux ennemis sur les bras. Pour tout concilier, il s'avisa de faire poignarder Chanda-Sahib, dont la tête, soigneusement embaumée et enfermée dans une cassette de bois précieux, fut, suivant la coutume en pareille circonstance, envoyée à Dehli. Mohammed-Ali se fit immédiatement reconnaître comme nabab du Carnatique avec toute la pompe d'usage. Il s'était montré peu empressé de venir à Tritchinopoly recueillir ces honneurs; Lawrence, à qui cette tiédeur subite paraissait au moins peu naturelle, parvint à savoir que le nabab s'était engagé à livrer aux Mysoriens, pour prix de leur concours, la ville et son territoire. Irrité de cette promesse, qui enlevait aux Anglais le fruit de la guerre et de tant d'efforts, il chercha à en conjurer l'exécution, et obtint que pendant deux mois la ville recevrait garnison anglaise. Les Mysoriens l'évacuèrent; mais, au lieu de retourner chez eux, ils s'arrêtèrent à peu de distance, et, de là, tentèrent à diverses reprises d'arracher par sur-

prise une conquête dont on voulait les frustrer. Dupleix, toujours prompt à saisir tout ce qui pouvait être utile à sa cause, chercha à exploiter leurs mécontentements, et il parvint à gagner 3,000 Mahrattes, qui se mirent en route pour le venir joindre. Mais, dans l'intervalle, l'armée anglaise qui allait assiéger Djingy, ayant rencontré et battu les Français, les Mahrattes crurent prudent de ne point s'engager davantage avec des vaincus, et ils revinrent sur leurs pas.

Cependant Dupleix ayant reçu du grand Mogol la confirmation de tous les honneurs, titres et dignités, qui lui avaient été conférés par le subahdar du Deccan, s'était empressé de faire publier les lettres patentes qui lui assuraient ces avantages. Puis, usant des pouvoirs dont il était revêtu, il avait pourvu aussitôt au remplacement de Chanda-Sahib en lui donnant pour successeur Rajah-Sahib son fils. Mais, ayant bientôt reconnu l'incapacité de celui-ci, il le fit consentir à la nomination de Mortiz-Ali, gouverneur de Velore, qui devint ainsi nabab du Carnatique, mais toujours comme délégué de Dupleix. Les Anglais, plus aguerris cette fois par l'exemple de la France contre l'autorité du grand Mogol, n'en maintenaient pas moins Mohammed-Ali, et quoiqu'ils eussent perdu Clive, que sa santé venait de contraindre à retourner en Angleterre, les chances de la guerre continuaient à leur être favorables, malgré les prodiges d'activité accomplis par Dupleix. Tritchinopoly, bloqué par les Français, eût fini par tomber entre leurs mains, si l'absence de Bussy et l'inhabileté d'Astruc, qui le remplaçait, n'eussent, après quelques succès peu décisifs, ruiné la fortune de nos armes dans cette même île de Seringham qui nous avait déjà été fatale.

Mais Bussy déployait alors ses talents sur un plus vaste théâtre. Salabut-Djung, le dernier subahdar nommé par Dupleix, avait vu son installation traversée par Ghazi-ed-din, son frère aîné. Après avoir vaincu ou acheté des troupes mahrattes que celui-ci avait engagées, mais non encore payées, le subahdar fit son entrée à Golconde, où son avénement fut célébré avec toute la magnificence orientale. Ghazi-ed-din, irrité de ce triomphe, obtient du grand Mogol le subah du Bengale, lève une armée de 150,000 hommes, et, fortifié en outre de l'alliance de deux chefs mahrattes qui entrent dans la province de Golconde avec 50,000 cavaliers chacun, il se dirige sur Aurengabad. Une invasion aussi formidable mettait les choses dans un état beaucoup plus critique que tous les succès des Anglais dans le Carnatique et autour de Tritchinopoly. Sur ces entrefaites, Ghazi-ed-din mourut. Ce fut sans doute un heureux événement, quoique la guerre n'en fût pas arrêtée. Mais, grâce à la supériorité des armes européennes, grâce surtout à Bussy, après une seule campagne, les Mahrattes, pressés, battus, écrasés sur tous les points, furent réduits à accepter la paix. En échange de ce service, Bussy sut obtenir du subahdar la cession des provinces de Mustaphanagor, Ellore, Rajamundrum et Chiccacole, qui, jointes aux territoires déjà cédés et occupés, formaient pour les Français une possession territoriale de deux cents lieues de côtes sur une profondeur moyenne de vingt-cinq à trente lieues.

Le revenu de ces provinces montait à près de quatorze millions de livres tournois. Elles étaient d'ailleurs riches en produits de toute nature et fournissaient même aux besoins de ce Carnatique pour la possession duquel on se battait avec tant d'acharnement. Tel était le point où Dupleix, avec son seul génie, ses seules ressources, et sans demander à l'Europe aucun secours, avait su porter la puissance française dans l'Inde. S'il dépassa les moyens qui lui avaient été accordés pour des projets bien moindres, ce fut aux dépens de sa fortune et de son crédit personnels, qu'il engagea pour la somme énorme de treize millions, une année du revenu de l'État qu'il venait de conquérir au profit de la Compagnie. Ce fut là son tort d'avoir

osé réaliser ce qu'aucun autre que lui n'eût osé concevoir. Conception gigantesque en effet et prodigieux travail dont l'exécution ne lui coûta guère qu'une douzaine d'années! On aura la mesure d'un homme tel que Dupleix quand on saura que ce qu'il avait abordé avec tant de hardiesse, accompli avec tant de promptitude et comme en se jouant en quelque sorte, ceux-là même qui en devaient recueillir tout l'avantage en furent effrayés, même lorsque c'était déjà un fait accompli. Un royaume égal à la Prusse d'aujourd'hui en toute souveraineté, un empire cinq ou six fois plus vaste mis dans ses mains sous l'autorité nominale d'un chef qui était sa créature, c'était trop pour une compagnie de marchands ou de spéculateurs qui se reprochaient déjà peut-être d'avoir osé rêver l'Inde comme une poule aux œufs d'or. Ils reculèrent quand ils virent l'oiseau qu'ils avaient couvé leur apporter une couronne dans ses serres royales. Dupleix n'avait reçu mission que de faire de Pondichéry un autre Chandernagor. Cette dernière ville, en effet, avait été en quelque sorte créée par lui. Elle était peu de chose en nos mains dès l'origine, et ce peu de chose quand on l'y envoya se trouvant réduit à rien, en peu de temps il en fit une possession importante et florissante. C'était beaucoup, et de quoi rendre Dupleix suspect de trop de génie, à des gens plus avisés. On crut néanmoins que, envoyé pour la même fin sur un théâtre semblable, il se contenterait de se répéter, et comme Pondichéry avait aussi besoin d'un homme de génie, on le fit passer du Bengale dans le Carnatique. Nous avons vu ce qu'il y devint; il fit la guerre, non pour l'amour de la guerre, puisque lui-même n'était point militaire et ne commandait point les armées, mais parce que la guerre et la conquête lui parurent le seul moyen de donner aux établissements français une base stable et de les arracher à cette condition précaire où les réduisait une faiblesse qui laissait leur existence à la merci des caprices ou de la cupidité du moindre nabab soumis lui-même à toutes les chances d'instabilité qui dévoraient si rapidement tous les pouvoirs de l'Inde. Dupleix, en fondant la prospérité commerciale des comptoirs sur une respectable possession territoriale, les affranchissait de ces transes éternelles où les maintenait un voisin tel que, pris incessamment entre la crainte de sa perfidie ou la crainte de sa chute, ils ne se reposaient des inquiétudes que leur inspirait sa foi chancelante que pour trembler sur sa position plus chancelante encore. La guerre telle qu'il l'avait conçue était le seul moyen d'obtenir et de faire respecter la paix, et, dans tous les cas, guerre pour guerre, mieux valait celle qui, reculant jusqu'à des frontières éloignées, avait tout un royaume à conquérir avant de frapper le coup décisif, que celle qui, tournoyant sans cesse autour d'un point unique, ne pouvait porter un coup sans frapper au cœur. Cette idée était tellement juste, et Dupleix aimait si peu la guerre pour elle-même, que, malgré les échecs du Carnatique, il se crut assez fort des succès obtenus ailleurs par Bussy pour pouvoir honorablement proposer la paix; il en fit les ouvertures, mais les prétentions des deux parties étant inconciliables, les négociations furent rompues au bout de onze jours.

Cependant la Compagnie anglaise, effrayée de l'accroissement qu'avait pris notre puissance dans l'Inde, commença à comprendre qu'après avoir soutenu les frais de la guerre elle devrait subir une paix faite aussi à ses dépens. Elle réclama l'intervention de son gouvernement auprès du cabinet de Versailles. Celui-ci trouva la Compagnie française, non-seulement disposée à user des avantages de sa situation pour traiter de la paix, mais frappée d'une sorte de démence pacifique. Et à vrai dire, la paix telle que la voulait cette Compagnie n'avait même pas besoin de la garantie d'un traité, car elle ôtait, fût-ce à l'ennemi le plus querelleur et le plus ambitieux, tout prétexte de guerre. On offrait tout et on ne demandait rien. Le pre-

mier sacrifice par lequel on préluda à tous ceux qui devaient suivre, fut le sacrifice de Dupleix. Il fut révoqué. Godeheu, nommé à sa place, eut mission de lui faire rendre des comptes et de conclure le traité. Par ce traité, il fut stipulé que la France abandonnait toutes ses conquêtes faites et toutes ses prétentions sur les conquêtes encore disputées, chacune des deux parties contractantes devant s'en tenir à ce qu'elle possédait avant la guerre ; c'est-à-dire que les Anglais, maîtres de Madras, de Devicottah et du fort Saint-David, redevenaient plus forts que les Français qui n'avaient que Pondichéry et Karical. Les deux Compagnies s'interdisaient d'intervenir dans la politique intérieure de l'Inde, c'est-à-dire que Mohammed-Ali, le candidat de l'Angleterre, demeurait nabab du Carnatique et de Tritchinopoly. Les deux Compagnies renonçaient aussi à toute dignité, charge, autorité qui leur serait conférée par les souverains indigènes, c'est-à-dire que l'Angleterre ne renonçait à rien, n'ayant rien reçu ni du Grand Mogol, ni de son lieutenant le subahdar du Deccan, ainsi qu'elle en avait été convaincue dans les dernières négociations où, sommée de montrer, comme le faisait Dupleix, les titres et patentes sur lesquels elle fondait ses prétentions, elle s'y était refusée sous de vains prétextes et de puériles défaites; enfin, pour couvrir l'humiliation de tant de concessions gratuites, il était convenu que les deux nations seraient mises sur un pied d'égalité parfaite, clause dérisoire et presque insultante quand le vainqueur se dépouillait de tout et que le vaincu gagnait par là, d'un seul trait de plume, plus qu'il n'eût obtenu de vingt victoires. A quoi en effet lui avaient servi ses victoires du Carnatique? Dupleix s'en était senti si peu ébranlé qu'il n'avait pas même cru nécessaire de rappeler Bussy à la tête des troupes de cette province. Au moment où l'ennemi y concentrait ses dernières ressources et y jouait sa dernière carte, le Carnatique n'était déjà plus que la moindre partie du royaume que se conquérait Dupleix. En méditant sur cet ignominieux et vraiment incroyable traité de 1754, on se demande ce qu'il fût advenu de l'Inde si Dupleix, renonçant à sa qualité d'agent de la Compagnie, et restituant scrupuleusement à celle-ci ce qui faisait l'objet de ses modestes prétentions, se fût maintenu de son chef dans les États dont l'investiture lui avait été donnée par le subahdar comme prix de services rendus et dans lesquels il avait été confirmé par le Grand Mogol. Rien ne manquait à la légitimité du pouvoir qu'il eût retenu, la concession des intéressés, la renonciation de la Compagnie, et sans doute il eût pu compter sur l'alliance de l'empire mogol trop heureux, en de semblables conjonctures, de voir indissolublement lié à ses intérêts un homme, un Européen de ce caractère et de ce génie. La générosité de Dupleix n'eût pas tardé à faire profiter la Compagnie de cette espèce de révolte contre ses folies ; car cette paix qu'elle venait de signer n'était point une paix, mais une guerre inévitable et prochaine, et plus désavantageuse que jamais. Toutefois, le désintéressement et le patriotisme de Dupleix lui inspirèrent une conduite plus magnanine. Il crut devoir revenir en Europe se mettre, lui désarmé, à la merci de ses ennemis tout-puissants et de ses créanciers ruinés comme lui et par lui. Dans les treize millions de subsides qu'il avait fournis à la guerre, il avait engagé non-seulement toute sa fortune personnelle, mais encore son crédit. Le recours qu'il exerça contre la Compagnie fut repoussé par une fin de non-recevoir tirée de ce que ces treize millions avaient été affectés à des dépenses non autorisées. Un procès qu'il lui intenta fut arrêté par ordre du roi. Réduit au désespoir et voyant sa ruine irrévocablement consommée par la Compagnie, par le ministère, et enfin par la justice, Dupleix allait en outre se voir traîné en prison pour dettes, si un reste de pudeur n'eût fait intervenir des arrêts de surséance qui suspendaient l'effet des jugements obtenus contre lui. Après neuf ans

consumés dans ces angoisses et dans de vaines instances pour obtenir justice, il mourut en 1763 de misère et de douleur. Labourdonnais était déjà mort après trois ans de captivité sur le seuil de la Bastille qu'on venait de lui ouvrir, et plus tard, Lally-Tolendal, qui allait leur succéder sans avoir leurs talents, il est vrai, devait porter sa tête sur l'échafaud.

## CHAPITRE X.

### CONQUÊTE DU BENGALE PAR LES ANGLAIS.

Pendant que nous récompensions ainsi les hommes qui avaient trop bien fait nos affaires dans l'Inde, l'Angleterre y renvoyait Clive, avec le grade de lieutenant-colonel au service du roi et le titre de gouverneur du fort Saint-David. Le nom de Clive était bien plus significatif dans le sens de la guerre que celui de Dupleix, et les qualités toutes militaires qu'on venait d'y attacher n'étaient pas faites pour atténuer cette signification. Tel était le premier fruit du traité de paix que nous avions si libéralement conclu; telle était la réponse de l'Angleterre au rappel de Dupleix. Clive ne manqua ni aux promesses de son nom ni à l'esprit qui avait dicté son renvoi dans l'Inde. Il trouva la péninsule calme et dans l'état satisfaisant où le traité l'avait mise. Sa valeur ne s'y put exercer que contre des pirates des environs de Bombay, que d'autres avaient tenté vainement de détruire et qu'il réduisit du premier coup. Mais le Bengale à son tour allait attirer tout l'effort des armes anglaises.

Aliverdi-Khan, le dernier subahdar des provinces de Bengale, Bahar et Orissa, n'ayant point d'enfants mâles, avait marié ses trois filles à trois de ses neveux. Parmi ceux-ci, il en avait adopté un, Zaindi-Hamet, qu'il avait fait nabab de Bahar, et qu'il désignait comme son successeur. Zaindi-Hamet ayant été tué dans une révolte, Aliverdi reporta sur l'aîné des deux fils laissés par ce prince, la prédilection qu'il avait accordée au père, et Mirza-Mahmoud, encore enfant, devint le successeur désigné du subahdar. Les deux frères de Zaindi-Hamet avaient supporté sans ressentiment marqué la préférence dont il était l'objet; mais sa mort leur ayant frayé les marches du trône, ils surent moins dissimuler le chagrin qu'ils ressentirent en se voyant frustrés des espérances que cette mort leur permettait de concevoir. Ils se préparèrent en conséquence à faire prévaloir leurs prétentions sur les volontés d'Aliverdi-Khan. Celui-ci, qui les fit observer, crut devoir se débarrasser d'un certain Hussein-Kouli-Khan, dont l'influence auprès de l'un d'eux dirigeait toutes ces intrigues. Ce Hussein était gouverneur de Dacca, dont son neveu *était* sous-gouverneur. Tous les deux furent successivement assassinés, et bientôt après, les deux neveux d'Aliverdi moururent aussi d'une maladie épidémique. L'un d'eux, Nowagis, avait adopté le frère cadet de Mirza-Mahmoud. La veuve de Nowagis crut devoir faire de cet enfant l'héritier des prétentions de son oncle. Un certain Rajah-Bullub, ex-ministre de Nowagis, soufflait ces projets à sa veuve, sur l'esprit de laquelle il exerçait de l'ascendant, soit comme conseiller, soit même, dit-on, à un titre plus particulier encore. Dans la prévision des bouleversements qui se préparaient, il commença par vouloir mettre à l'abri les grandes richesses qu'il avait acquises, et en chargea plusieurs bateaux sur lesquels Kissendass, son fils, s'embarqua, sous prétexte d'un pèlerinage à la pagode de Jaggernaut. La veuve de Nowagis se trouvait avec dix mille hommes auprès de Calcutta, lorsque Kissendass fit demander à la présidence la permission de séjourner quelques jours dans cette ville. La permission lui fut accordée, bien qu'il n'eût pas pris la peine de l'attendre, et il reçut même à Calcutta un accueil que la présidence n'eût probablement pas autorisé, si, mieux informée, elle en eût prévu les conséquences.

De la présence de la veuve de No-

wagis dans le voisinage, et de l'accueil fait au fils du conseiller de cette femme quasi rebelle, Aliverdi conclut en effet que les Anglais étaient d'accord avec elle pour machiner quelque entreprise contre son autorité. D'un autre côté, le bruit courait chez les Anglais que Calcutta allait être attaqué et rasé par les troupes du subahdar. Des deux parts, tout devenait donc brandon de guerre. Sur ces entrefaites, Aliverdi mourut. Aussitôt Mirza-Mahmoud, ou plutôt Surajah-Doulah (car il avait pris ce nom dès le moment où il avait été associé au pouvoir par son grand-oncle) se met en campagne contre la veuve de Nowagis. Il somme les Anglais de lui livrer Kissendass et ses richesses. Ceux-ci, comptant que le nouveau subahdar ne peut rien entreprendre contre eux au milieu des embarras d'une succession comme celle qu'il avait à recueillir, refusent de reconnaître son envoyé, et le chassent de la ville comme un imposteur. Surajah-Doulah, alors occupé à poursuivre le compétiteur qu'on lui avait suscité, dissimule son ressentiment; mais bientôt après, comme ils travaillaient aux fortifications de Calcutta, sous prétexte de la guerre qui venait de se rallumer en Europe entre leur pays et le nôtre, il leur enjoignit d'avoir à interrompre leurs travaux et à détruire ceux qui étaient déjà exécutés. La réponse de la présidence, bien que juste dans le fond et humble quant à la forme, bien loin de calmer le nabab, ne fit que l'exaspérer davantage. La crainte de voir la guerre entre les Français et les Anglais attirée dans le Bengale s'ajoutait aux autres griefs qu'il avait déjà. Aussi, toute autre affaire cessante, il fait faire volte-face à son armée, marche sur le fort de Cohimbazar, qu'il enlève sans coup férir, et envoie la garnison prisonnière à Mourshadabad. Les Anglais, consternés à ce coup, s'engagent à démolir leurs fortifications; mais le vainqueur leur fait répondre qu'il ne veut plus les souffrir dans le Bengale, si ce n'est sur le pied où ils étaient trente ans auparavant. Dans cette extrémité, ils implorent le secours des Hollandais de Chinsurah et des Français de Chandernagor. Les premiers leur répondent par un refus positif, les autres en les invitant à venir se réfugier à Chandernagor, où ils sauront bien, disent-ils, les protéger. Cette ironie était pire qu'un refus. Il ne restait donc plus aux Anglais qu'à compter sur leur courage, et ils poussèrent avec ardeur leurs préparatifs de défense. Mais Surajah-Doulah, malgré les chaleurs épouvantables de la saison (on était au mois de juin) qui tuaient ses hommes ou les rendaient fous, arrivait à marches forcées sur Calcutta. Chemin faisant, il fit auprès des Français et des Hollandais, pour les engager à se joindre à lui, la même tentative que les Anglais avaient déjà faite, mais sans plus de résultat. A tort ou à raison, les Français paraissaient moins redouter la puissance de leurs rivaux que celle du subahdar, et dans tous les cas, peut-être croyaient-ils d'une bonne politique de laisser ces deux ennemis s'entre-détruire, sans s'affaiblir eux-mêmes au profit de l'un ou de l'autre. Enfin, le 16 juin 1756, Surajah-Doulah arriva en vue de Calcutta, et commença aussitôt ses opérations autour du fort William. Quoique son attaque eût été d'abord mal dirigée, il pressa si vivement les assiégés, que, dès le 18, le conseil de guerre crut devoir mettre en sûreté sur les vaisseaux qui étaient en rade, non-seulement les habitants et les trésors, mais encore la garnison. Les habitants et les objets les plus précieux devaient être embarqués dans la journée; les troupes attendraient la nuit. Le désordre qui se mit dans cette opération fit que plusieurs embarcations, trop chargées de monde, coulèrent bas, et que les autres, exposées au feu que l'ennemi faisait pleuvoir sur elles de quelques maisons dont il avait eu le temps de s'emparer, et d'où il lançait des mèches enflammées jusque sur les vaisseaux mêmes, rejoignirent la flotte. Celle-ci, pour éviter l'incendie, alla chercher un abri à quelques milles plus bas. Elle

emmenait le gouverneur, qui avait eu la lâcheté de déserter son poste. Un homme qui avait donné des preuves de fermeté, Holwell, fut nommé par acclamation pour le remplacer; mais, malgré des efforts désespérés, dès le lendemain, il était réduit à parlementer, lorsque tout à coup un détachement, qui s'apprêtait à donner l'assaut, trouva à pénétrer dans le fort par surprise. La garnison tout entière dut mettre bas les armes. De cinq cent quatorze hommes, elle se trouvait réduite à cent quarante-six. Ici se place un trait de cruauté qui mit en exécration le nom de Surajah-Doulah, déjà odieux, même parmi les siens, à cause de ses violences.

Il y avait dans le fort une galerie couverte où les soldats s'abritaient d'ordinaire contre la pluie ou contre le soleil. Sous cette galerie s'ouvraient quelques fenêtres qui éclairaient des chambres, dont la plus étroite et la plus basse, appelée le Trou noir, servait de prison. Cette chambre pouvait avoir vingt pieds carrés. Un corps nombreux de troupes indoues avait été occupé, pendant la journée, à la garde de la garnison prisonnière. On n'avait trouvé aucun lieu où enfermer ces cent quarante-six hommes, lorsque, vers les huit heures du soir, on avisa le *Trou noir*. Bon gré, mal gré, il fallut que tous ces malheureux, entassés les uns sur les autres, y entrassent. A peine y étaient-ils enfermés, qu'ils comprirent l'impossibilité de vivre seulement quelques heures dans cette horrible situation. Ils s'essayèrent d'abord à briser la porte, qui résista à leurs efforts. Holwell, voyant à travers les barreaux de la fenêtre passer un officier indou, lui offre mille roupies s'il obtient que les prisonniers soient répartis en deux chambres. L'officier s'éloigne, et revient sans avoir rien obtenu. Holwell insiste, et double la somme proposée. L'officier s'éloigne encore, et revient avec une réponse accablante : le nabab dort, personne n'oserait l'éveiller. Il n'y avait plus d'espoir. Privés d'air par une chaleur dévorante, et qui tuait peu de jours auparavant en pleine campagne les soldats indigènes de Surajah-Doulah, pressés, comprimés les uns par les autres comme les pierres d'un mur, ces infortunés essayent d'abord de se procurer de l'air en agitant leurs chapeaux. Puis ils conviennent de s'asseoir brusquement et de se relever tous ensemble; mais à chacun de ces mouvements, quelques-uns restent étendus pour ne plus se relever. Des mains furieuses s'acharnent alors de nouveau après la porte, qui résiste toujours. Des cris furieux demandent de l'eau. Des soldats compatissants en font passer quelques outres par la fenêtre. On se les dispute, et ce vain secours tourne à la perte de plusieurs qui périssent dans les combats dont chaque outre est l'objet. A deux heures du matin, quatre-vingt-quatorze cadavres annonçaient déjà qu'autant de malheureux avaient succombé à la fièvre ou à l'asphyxie. Le reste était plongé dans une léthargie stupide ou dans un délire furieux qui se terminaient également par la mort. Quelques heures après, quand on vint leur ouvrir, cent vingt-trois avaient succombé; les vingt-trois survivants étaient incapables de se mouvoir.

Holwell était de ce nombre. La cruauté de Surajah-Doulah n'était point satisfaite par l'état où son prisonnier paraissait devant lui, car sa cupidité était frustrée. N'ayant trouvé que cinquante mille roupies dans le trésor, il soupçonnait les Anglais d'avoir caché le reste, et Holwell d'être dépositaire de leur secret : il voulait le contraindre à le lui révéler. Déjà, la veille, il l'avait injurié et menacé à ce sujet. Il s'emporta cette fois en menaces plus terribles encore, et, passant immédiatement des paroles à l'action, il commença par le faire charger de fers, ainsi que deux autres membres du conseil qu'on avait aussi arrêtés. Bientôt après, il les fit transporter à Mourshadabad, où il se proposait de venir plus facilement à bout de leur constance par les tortures. On les mit sur un bateau, chargés de lourdes chaînes, exposés à l'ardeur du so-

leil, et n'ayant qu'un peu de riz et d'eau pour toute nourriture. A défaut des profits qu'il s'était promis, le nabab voulut au moins retirer de son expédition une jouissance de vanité, et il imposa à la ville vaincue, en remplacement de son nom de Calcutta, celui d'Alinagor (Port de Dieu), qu'elle ne garda pas longtemps.

Cependant il n'y avait guère plus d'un mois que Clive était arrivé à Madras, lorsqu'on y apprit ce qui venait de se passer dans le Bengale. Le conseil s'assembla, et fut unanime sur un point, qui était qu'il fallait immédiatement s'occuper de recouvrer Calcutta. Mais, sur tous les autres points de cette discussion, les dissentiments furent tels, que la délibération dura plusieurs mois. Il fut enfin décidé que le commandement de l'expédition serait confié à Clive, qui mit à la voile, le 18 octobre seulement, avec cinq vaisseaux du roi commandés par l'amiral Watson, cinq vaisseaux de la Compagnie, neuf cents hommes de troupes européennes et quinze cents cipayes. Il trouva en arrivant à Fulta, d'où ils n'avaient pas bougé, les vaisseaux qui étaient devant Calcutta, et qui en avaient sauvé les richesses pendant le dernier jour du siége. Avec ces forces, il n'eut besoin en quelque sorte que de paraître devant la ville pour s'en rendre maître. Surajah-Doulah n'y était plus; il avait recommencé les opérations de la guerre qu'il avait interrompue, quelques mois auparavant, pour venir chasser les Anglais. Lorsqu'il apprit la prise de Calcutta, et de plus celle de Hougley, dont les Anglais s'étaient en outre emparés en vue d'un butin de 150,000 livres sterling qu'ils y firent, il revint encore une fois sur ses pas. Si les Français, usant du bénéfice de la guerre déclarée en Europe, avaient voulu se joindre à lui, les Anglais auraient pu être complétement expulsés du Bengale. Mais trop imbu de l'esprit que Godeheu était venu apporter dans l'Inde, le conseil de Chandernagor fit au contraire à la présidence de Calcutta des propositions que celle-ci s'empressa, comme on peut le croire, d'accepter. Les deux nations devaient se regarder dans le Bengale comme vivant en état de paix, et s'abstenir de toute hostilité.

Le nabab entra sur le territoire de Calcutta, et y débuta avec vigueur; mais une sortie que Clive tenta avec audace, quoique sans aucun résultat important, l'intimida si bien, qu'il ne songea plus qu'à entrer en accommodement. Pour gage de sa sincérité, il commença par s'éloigner à quelque distance de la ville, et souscrivit à des conditions tellement avantageuses pour ses ennemis, qu'une défaite n'eût pu lui en arracher de pires pour lui-même : il restituait aux Anglais tous les comptoirs dont il s'était emparé; il accordait des indemnités pour tous les objets pillés; il autorisait toutes les fortifications qu'il leur plairait d'élever autour de Calcutta; il leur concédait le droit de battre monnaie, et la possession de vingt-sept villages qui leur avaient été accordés dès 1717; il exemptait leurs marchandises de toute taxe, etc.; enfin, il concluait avec eux une alliance offensive et défensive.

Clive s'empressa autant d'accepter cette proposition d'alliance, qu'il s'était empressé, peu de temps auparavant, d'accepter la neutralité qui lui était proposée par les Français. Le dernier de ces traités devait lui servir à violer l'autre. Le subahdar, qui n'avait conclu cet arrangement que pour s'assurer un auxiliaire puissant contre ses ennemis intérieurs et contre les Mahrattes, dont les invasions s'étaient multipliées sous son prédécesseur, ne fut pas peu surpris lorsqu'il vit que le premier usage qu'on en voulait faire était de l'entraîner dans une expédition contre Chandernagor. Il s'y refusa, et défendit même aux Anglais de rien entreprendre contre une puissance établie dans ses États sous sa protection. Cette défense arrêta d'abord les préparatifs des Anglais, et leur fit même conclure un second traité avec les Français. Mais pendant que ceux-ci attendaient de Pondichéry

les ratifications nécessaires, des renforts étant arrivés aux Anglais, et les Afghans s'étant emparés de Dehli, bien loin de donner des ordres, le subahdar, à qui l'on inspira des craintes pour ses propres États, ne songea plus qu'à implorer le secours des Anglais. Ceux-ci, profitant de la circonstance, s'empressèrent de lui promettre l'assistance qu'il demandait, et de lui déclarer en même temps que des raisons majeures les obligeaient avant tout à s'emparer de Chandernagor. Attaquée par des forces trop supérieures, cette ville, malgré des prodiges de valeur, ne put tenir même un jour entier. Le subahdar voulait d'abord punir les Anglais de cette audacieuse infraction à ses volontés; mais Clive eut l'art de faire répandre le bruit que les Afghans s'avançaient sur le Bahar, tandis que les Mahrattes se préparaient à entrer dans le Bengale, et le subahdar effrayé, au lieu de punir, ne songea plus qu'à féliciter les vainqueurs sur leur victoire. Il crut devoir cependant prodiguer aux vaincus les marques de sa bienveillance; il les recueillit, leur donna des vivres, de l'argent et des armes avec lesquelles ils se réfugièrent à Cohimbazar. Clive parlant de les y attaquer, Surajah-Doulah entra cette fois en fureur; toutefois, faute d'oser entreprendre davantage en faveur des Français, il les envoya dans la province de Bahar, et lassé des insolences des Anglais, il songea à les chasser de ses États. Mais Clive, qui n'était pas homme à se laisser prévenir, songeait en ce moment à le chasser lui-même de son trône. Ici nous allons voir les exemples de Dupleix suivis par ses rivaux, et sa politique si bien répudiée dans la Péninsule par la France, adoptée dans le Bengale par l'Angleterre.

Tout était prêt dans le Bengale pour mettre en jeu les rouages de cette politique dont les Anglais, à leur tour, allaient enfin se servir, sinon avec plus d'audace et d'habileté, du moins avec plus de suite et de persévérance que nous. Encore est-il vrai qu'il fallut d'abord toute l'énergie de Clive pour donner l'impulsion première, et pour surmonter les obstacles que lui suscitaient les hésitations de ses propres compatriotes. Le trône de Surajah-Doulah était convoité par deux de ses officiers; l'un, Mir-Jaffier, était son grand-oncle par alliance, ayant épousé la sœur d'Aliverdi-Khan; l'autre, Yar-Khan-Latty, était le chef d'un corps de cavalerie. Tous les deux s'appuyaient sur les Chetz ou Siets, riche tribu de banquiers établis de temps immémorial à Mourshadabad. Leur opulence avait mis entre les mains de ces Siets la banque de la cour, la ferme générale du subah de Bengale, et la direction des monnaies qu'ils faisaient chaque année frapper d'un nouveau coin pour renouveler les bénéfices de cette opération. Les immenses richesses accumulées dans leurs mains leur faisaient redouter la rapacité du subahdar; l'immense pouvoir dont ces richesses étaient la source leur donnait les moyens de se rendre redoutables à une autorité qui les eût inquiétés. Surajah-Doulah avait eu ce malheur. Entre les successeurs futurs du subahdar, Clive n'avait donc qu'à choisir celui dont il voudrait faire sa créature. Le premier qui réclama son appui fut Yar-Khan-Latty. Il se mettait à la disposition des Anglais, et souscrivait d'avance à toutes les conditions dont il leur plairait de lui faire payer leur concours. Clive n'eut pas de peine à accepter des propositions faites en ces termes; mais, deux jours après, il reçut les ouvertures de Mir-Jaffier. Celui-ci priait aussi les Anglais de vouloir bien fixer eux-mêmes les conditions de leur alliance. Entre ces deux prétendants, il n'y avait pas à hésiter. Le dernier tenait, au moins par alliance, au sang d'Aliverdi; il avait été payeur général de l'armée, ce qui est une des charges les plus considérables dans un gouvernement indou; il exerçait une très-grande influence sur les troupes, influence telle qu'elle avait excité la jalousie de Surajah-Doulah à son avénement, et qu'elle avait valu à Mir-Jaffier une disgrâce momentanée. Clive, lorsqu'il reçut ces propositions,

les jugea assez importantes pour se rendre aussitôt à Calcutta, afin d'en conférer avec la régence. Celle-ci les reçut d'abord assez mal. Comme la Compagnie française, elle sentait son ambition dépassée par la hardiesse de ces projets; elle eut peur de la puissance que les résultats devaient mettre entre ses mains. L'amiral Watson, avec sa loyauté de marin, ne comprenait pas qu'on machinât de telles entreprises contre un prince avec lequel on venait de se lier par des traités si récents. Clive parvint cependant à leur faire comprendre qu'après avoir pris Chandernagor, malgré la défense expresse du subahdar, on avait déjà trop entrepris contre son autorité pour ne pas être obligé d'aller plus avant, si l'on ne voulait s'exposer à un châtiment dont sa politique pouvait dissimuler le projet, mais qui ne manquerait pas de fondre sur eux lorsque serait venu le moment favorable. En leur montrant la guerre latente encore, mais inévitable entre la Compagnie et le subahdar, il parvint à rallier à lui tous les avis, même celui de l'amiral Watson, qui suivit la majorité. Il n'y avait plus qu'à rédiger le traité. Les Anglais s'engagèrent à renverser Surajah-Doulah pour mettre Mir-Jaffier à sa place. En revanche, celui-ci s'engageait à payer 10 millions de roupies à la Compagnie, comme indemnité des pertes qu'elle avait faites lors de la prise de Calcutta. Il accordait en outre 5 millions de roupies aux habitants anglais de cette ville, 2 millions aux Indous, 700,000 aux Arméniens, 5 millions à répartir par portions égales aux armées de terre et de mer, en tout près de 60 millions de francs. Le papier dévorait ainsi les millions, lorsqu'on s'avisa que le gouvernement seul se trouvait omis dans la répartition de ces dépouilles opimes qu'on prélevait d'avance sur l'avénement du futur nabab. Il fut donc ajouté 280,000 roupies pour chacun des deux membres supérieurs du conseil, le gouverneur Drake et le colonel Clive; 240,000 roupies pour chacun des trois membres inférieurs. On stipula ensuite la suppression de tous les comptoirs français dans le Bengale, et le bannissement de tous les Français, ainsi que d'autres avantages pour la Compagnie. Restait la seule difficulté de savoir où prendre ces millions quand l'heure serait venue; mais, pour le moment, Mir-Jaffier n'en était pas plus embarrassé que les rédacteurs du traité; et pourtant ce n'était pas encore tout. Omischund, très-riche marchand de Calcutta, agent de toutes sortes d'intrigues, et au service de toutes les causes, s'était déjà entremis, avant la prise de Calcutta, dans les affaires de Kissendass. Il servit encore d'intermédiaire pour ce dernier traité, et ne demanda pour prix de ce service que : 1° 5 pour cent sur tout l'argent du trésor de Surajah-Doulah; 2° le quart des pierreries, bijoux, etc. Les Anglais eussent bien voulu trouver cette demande exagérée; mais, pour le moment, les promesses ne coûtaient pas plus aux uns que les prétentions aux autres, et tout s'arrangeait à la satisfaction de chacun.

Surajah-Doulah, bien qu'âgé de vingt ans à peine, n'était pas homme à rester en arrière, ni à se laisser prendre au dépourvu dans cette politique de trahisons et d'embûches. Si les Anglais avaient compris que le moyen de mettre le Bengale à la merci de leur ambition était de susciter des rivaux au subahdar, celui-ci avait fort bien compris, de son côté, que le moyen de maintenir son pouvoir était d'attiser les rivalités subsistantes entre les Français et les Anglais. Pendant qu'il comblait ces derniers de marques de distinction, et qu'il signait avec eux un traité d'alliance offensive et défensive, il ne cessait d'entretenir avec Bussy un commerce de promesses et de demandes. Bussy était alors aux portes du Bengale, dans les circars du nord. Les Anglais, qui recevaient de ce côté des nouvelles alarmantes, crurent devoir presser leurs opérations. En conséquence, le 13 mai 1757, leur armée se mit en marche sur Cutwah, où elle devait faire sa jonction avec les troupes de Mir-

Jaffier. Surajah-Doulah, lorsqu'il ne put plus douter de cette connivence, voulut entrer en accommodement. Pendant qu'il envoyait à Clive ses propositions, il ne dédaignait pas d'aller lui-même trouver Mir-Jaffier dans son palais pour lui offrir une réconciliation et le détacher de l'alliance anglaise. Soit que ce dernier n'eût pas toute l'audace de ses desseins, soit qu'il crût les mieux servir par une perfidie de plus, la réconciliation se fit et fut scellée des serments les plus solennels sur le Coran. Aussitôt le subahdar, reprenant courage, rendit aux Anglais menace pour menace, donna de l'argent à ses troupes qui se mutinaient, et se mit en campagne.

Les Anglais reçurent, en même temps que les menaces du subahdar, une lettre de Mir-Jaffier, qui protestait de sa fidélité aux engagements qu'il avait pris avec eux, nonobstant la comédie de réconciliation dont son souverain avait été dupe; sa lettre toutefois n'était pas conçue en termes qui pussent inspirer une pleine confiance, et ne contenait d'ailleurs aucune indication sur la marche qu'ils avaient à suivre pour l'accomplissement des projets communs. L'armée anglaise manquait de cavalerie, ce qui rendait pour elle toute victoire indécise et tout échec irréparable. Dans l'embarras où le plongeaient les allures incertaines de Mir-Jaffier, Clive assembla un conseil de guerre, où il fut délibéré si l'on se retrancherait dans le camp pendant la saison pluvieuse, qu'on emploierait à négocier une alliance avec les Mahrattes, ou si l'on se mettrait immédiatement en retraite sur Calcutta. Clive opina pour le premier avis, et son opinion avait entraîné plusieurs voix, lorsque le capitaine Coote montra le danger qu'il y avait à décourager les soldats, qui ne doutaient pas en ce moment du succès de l'expédition, et à attendre que l'armée du subahdar eût reçu les secours et les conseils des Français, ce qui le mettrait à même de couper entièrement les communications de l'armée anglaise avec Calcutta, chose bien plus désastreuse que la perte d'une bataille. Le conseil vota à une grande majorité dans le sens de Clive; mais ce vote à peine obtenu, celui-ci s'enfonça dans un bois, où il passa une heure dans la méditation, et il en revint rangé à l'avis de Coote. En conséquence, dès le lendemain, l'armée passait le fleuve au point du jour. Elle arriva, le soir, à Plassey, où le subahdar, qu'on croyait plus loin, était déjà posté dans une position avantageuse. Après une nuit passée dans de grandes anxiétés, il offrit néanmoins la bataille, et l'engagea avec quelque succès. Les Anglais s'étaient mis en retraite dans un bois, où ils ne voulaient que se maintenir sur la défensive jusqu'au soir, pour fondre à minuit sur le camp ennemi, lorsque survint une pluie qui mouilla les armes et les munitions des Indous au point d'éteindre complétement leur feu. Les Anglais, mieux abrités, profitèrent de cet avantage, et par un rapide retour offensif s'emparèrent des redoutes qui protégeaient le camp de Surajah-Doulah, puis enfin des retranchements du camp même, qu'ils prirent d'assaut. Mir-Jaffier, pendant cette dernière attaque, avait peu à peu quitté son rang de bataille, et s'était enfin trouvé tout à fait séparé de l'armée vaincue. Il fit alors demander à Clive ses instructions, et la défection se trouva ainsi consommée. Vers le milieu de la journée, au moment où le succès, d'abord espéré, commençait à devenir douteux, le subahdar avait fait appeler Mir-Jaffier dans sa tente, et, jetant son turban à terre, lui avait dit : Jaffier, jurez de défendre ce turban. Mir-Jaffier, croisant les mains sur sa poitrine, et se prosternant devant le turban, avait encore prêté les serments les plus solennels. Deux heures après, le subahdar, monté sur un chameau, fuyait à toute vitesse, et quand Mir-Jaffier entra dans le camp des Anglais, où il venait recevoir hommage, la garde ayant pris les armes, cet honneur étranger fit glisser un frisson dans son âme, troublée par le spectre des trahisons : il eut peur.

Au même moment, Clive, l'embrassant, le saluait nabab des provinces de Bengale, Bahar et Orissa. Plus tard lui-même devait être salué pair d'Irlande avec le titre de baron de Plassey (*).

Arrivé à Moorshadabad, Surajah-Doulah voulut d'abord se défendre, et fit distribuer trois mois de solde à ses troupes. Mais bientôt se ravisant, il fit charger cinquante éléphants de ses femmes et de ses trésors. Il n'osa se livrer lui-même à personne, et le soir, suivi d'un seul eunuque et de sa femme favorite, déguisé en homme du peuple, il s'échappa de son palais par une fenêtre. Mir-Jaffier arrivait presque dans le même moment à Moorshadabad; il se hâta de dépêcher dans tous les sens de nombreux émissaires à la poursuite du fugitif. Peut-être celui-ci leur eût-il échappé, grâce au déguisement qu'il portait et au soin qu'il avait pris d'éviter les routes en remontant la rivière dans un petit canot. Mais étant descendu à terre pendant que ses rameurs fatigués se reposaient, et s'étant caché dans un jardin abandonné, il y fut reconnu au point du jour par un homme à qui il avait fait couper le nez et les oreilles. Sur la dénonciation de cet homme, il fut aussitôt arrêté, chargé de fers, et reconduit à Moorshadabad, où Mir-Jaffier s'était déjà fait proclamer nabab. On dit qu'en voyant paraître en cet état l'héritier d'Aliverdi-Khan, Mir-Jaffier, qui devait toute sa fortune à ce dernier prince, ne put retenir quelques larmes. Il usa même de son autorité pour lui sauver la vie. Mais le fils du nouveau nabab n'entrait point dans les scrupules de son père, et, après avoir combattu sa résolution dans le conseil, il prit sur lui de trancher la difficulté en en finissant avec Surajah-Doulah avant que le sort de ce prince eût été décidé. Des soldats furent introduits dans la prison, et le poignardèrent. Mir-Jaffier ne fut probablement pas fâché que sa sécurité s'accrût de cet attentat contre son autorité. Le lendemain, le corps du malheureux Surajah-Doulah fut promené sur un éléphant dans les rues de Mourshadabad, et peu de jours après, Clive, ayant intronisé dans la capitale du Bengale la politique conquérante de l'Angleterre, s'en retourna à Calcutta, où l'appelaient toutes les nécessités que faisait naître ce coup hardi, dont lui seul avait osé prendre l'initiative et accepter la responsabilité.

(*) On ajoutait il est vrai : En Irlande. Mais ce Plassey d'Irlande n'avait été choisi évidemment que pour rappeler le Plassey de l'Inde, où l'on ne pouvait sans doute pas asseoir une baronnie ni une pairie, parce que ce n'était un pays ni chrétien ni anglais.

## CHAPITRE XI.

### REPRISE DES HOSTILITÉS DANS LE CARNATIQUE.

Godeheu, qui était venu apporter dans l'Inde une paix si chèrement achetée, l'avait, en retournant en Europe, emportée avec lui. Les Anglais attendirent à peine son départ pour donner l'exemple d'une première infraction au traité. Les petits États de Madura et de Tinivelly, au sud de Tritchinopoly, avaient été au pouvoir de Chanda-Sahib, qui avait institué son frère gouverneur de Madura. Ce dernier ayant été tué dans la guerre, quatre chefs afghans, qu'il avait chargés du gouvernement pendant son absence, retinrent le pouvoir après sa mort, et se constituèrent en chefs indépendants. Mohammed-Ali, que le traité de Godeheu laissait définitivement nabab du Carnatique, fut poussé par les Anglais à faire rentrer sous sa dépendance les petits souverains rebelles. La soumission des Polygards, vaincus ou intimidés, ne rapporta pas, il est vrai, à la régence de Madras tout l'argent qu'elle en avait espéré, mais les Français, qui venaient de signer un traité assez onéreux par lequel les deux parties s'interdisaient toute intervention dans les affaires intérieures des gouvernements de l'Inde, ne s'en crurent pas moins

fondés à réclamer contre une infraction aussi flagrante, et, par représailles, ils mirent la main sur le petit État de Ternate. Les Anglais, qui n'avaient pas tiré de la première expédition de quoi compenser les frais qu'elle avait coûté, voulurent s'en dédommager en s'emparant de Vélore. Cette fois, le gouvernement de Pondichéry leur signifia la ferme intention où il était de s'opposer par les armes à ce système d'envahissements. Les Anglais rappelèrent leurs troupes; mais les Polygards ayant relevé l'étendard de la révolte, le capitaine Caillaud fut chargé de reprendre les hostilités contre Tinivelly et Madura. Pendant qu'il s'éloignait de Tritchinopoly, où il commandait, les Français, qui avaient déjà pris quelques petits forts, vinrent se présenter devant cette place, dégarnie de la plupart de ses troupes et privée de son chef. Aussitôt que Caillaud en reçut la nouvelle, il quitta Madura, où il avait déjà échoué dans une tentative d'escalade, et sut tromper assez bien la vigilance des Français pour rentrer à Tritchinopoly. Les assaillants, voyant leur coup de main manqué, se retirèrent. Cette campagne, qui ne fut qu'une série d'entreprises semblables et d'incursions journalières, sans aucun engagement important, eut pourtant cet avantage pour les Français, que les ennemis, n'osant plus se hasarder en plaine, les laissèrent maîtres de lever des contributions sur tout le pays. Le gouvernement de Madras n'osa même pas refuser à Baladji-Rou, chef mahratte, un tribut arriéré qu'il venait réclamer sur le protégé de l'Angleterre, Mohammed-Ali, nabab du Carnatique, et que celui-ci ne pouvait payer sur ses propres deniers. Le seul dédommagement qui pût à cette époque, et dans cette partie de l'Inde, consoler l'orgueil britannique, ou réparer ce sacrifice d'argent, fut la prise de Madura, dont Caillaud s'empara par la famine aussitôt après la délivrance de Tritchinopoly. Il frappa sur sa conquête une contribution de 170,000 roupies. De guerre lasse, les deux partis en vinrent à un armistice. Les Français attendaient des renforts qui leur permissent de faire la guerre en grand; les Anglais voulaient préparer leur défense.

Tandis que les choses se passaient ainsi dans le midi de la Péninsule, Bussy soutenait sa réputation dans le nord. Malgré les services qu'il avait rendus à Salabut-Djung, et tout récemment encore contre le royaume de Mysore, il avait vu son crédit décliner auprès de ce prince. Des intrigues de cour arrachèrent même au soubahdar un ordre qui enjoignait aux Français d'évacuer ses États. Bussy, qui se sentait nécessaire, ne fit aucune difficulté d'obéir à une fantaisie qu'il ne croyait pas durable. Mais dans sa marche sur Pondichéry, il fut attaqué par un corps nombreux, qu'on envoya à sa poursuite. Son infériorité ne lui permettant que la défensive, il se retrancha dans une position avantageuse, résolu à s'y maintenir jusqu'à ce qu'il y eût reçu du secours. Dans l'intervalle, Salabut-Djung, qu'on avait essayé de convertir à l'alliance anglaise, n'ayant pas obtenu de la présidence de Madras les troupes qu'il lui avait demandées, en revint à Bussy. Celui-ci ne garda pas rancune, et reprit aussitôt ses opérations dans les circars du nord, où il avait à faire rentrer des tributs arriérés, et à en assurer la perception pour l'avenir. Un des rajahs de ces provinces, Wizeramrause, se joignit à lui avec dix mille hommes.

Cette partie de la Péninsule est possédée par une race d'anciens conquérants antérieurs de plusieurs siècles à l'invasion musulmane. Les premiers chefs se sont divisé le pays, où leurs descendants règnent encore. Wiseramrause, rajah de fraîche date, était un intrus dans cette famille de petits souverains, qui, à cause de leur descendance, se regardent comme les plus nobles des hommes, et s'égalent aux radjpoutes. Rangarou, polygard de Bobile, tenait entre eux le premier rang. Une haine implacable s'était allumée entre lui et Wizeramrause, à

cause des mépris qu'il prodiguait à ce dernier ; des actes d'hostilités continuels, des incursions, des ravages, effets de cette haine, venaient sans cesse l'attiser encore. Pour se débarrasser d'un pareil voisin, Wizeramrause détermina Bussy à lui proposer en échange de ses possessions héréditaires une souveraineté plus considérable. Cette offre ne fit qu'offenser la fierté du polygard. Bientôt après, Bussy lui ayant fait demander passage sur ses domaines, Rangarou le lui accorda avec empressement; mais les troupes qui usèrent de cette autorisation furent attaquées, peut-être par une machination de Wizeramrause qui voulait compromettre son ennemi, et laissèrent une trentaine de morts sur le champ de bataille. A la nouvelle de cette agression déloyale, Bussy ne songea plus qu'à en tirer vengeance. Avec 500 fantassins, 250 cavaliers européens, et 11,000 cipayes, commandés par Wizeramrause, il vint mettre le siége devant le château de Bobilé. C'était la retraite la plus inaccessible du polygard, cachée au sein d'épaisses forêts, où une tactique sombre a supprimé tout chemin, hormis un seul, large à peine pour le passage de trois hommes de front. Des abatis d'arbres tout préparés attendent toujours le soupçon d'un danger pour fermer aussitôt cette étroite et unique avenue. L'entrée en est commandée par des fortifications; le chemin se perd dans de nombreux détours, et s'abrite de temps en temps sous de fortes redoutes. Aux approches du château, la forêt devient comme plus épaisse, sauf une zone de deux cent cinquante toises qui règne tout autour des murailles, et forme une esplanade entièrement rase et découverte. Les portes, percées dans le rempart, n'ont qu'une entrée oblique et sinueuse. Les remparts, élevés de douze pieds au-dessus du sol, sont en outre surmontés par un parapet de trois pieds d'épaisseur, et haut de dix, ce qui donne à la fortification une hauteur de vingt-deux pieds au-dessus du sol extérieur. Un toit de chaume, appuyé sur le parapet et sur des piliers, forme à l'intérieur une galerie couverte qui protége les soldats contre le soleil et la pluie. De nombreuses meurtrières livrent passage à leurs coups.

Ce fut le fer et le feu à la main que Bussy put arriver jusqu'à ce repaire. Le 24 janvier 1758, il se trouva enfin au pied du château. Ce premier succès lui avait déjà coûté bien des hommes. Il forma aussitôt son armée en quatre divisions pour l'attaque de chacune des tours placées aux quatre angles de la forteresse. A neuf heures du matin, les quatre canons qu'il avait amenés avaient ouvert des brèches considérables. L'assaut fut livré et soutenu pendant une heure, au bout de laquelle on sonna la retraite. L'artillerie recommença à élargir les brèches. On revient bientôt à l'assaut, que les assiégés soutiennent avec une rage que l'on n'avait pas encore vue dans les guerres de l'Inde. Plusieurs, sur le haut de la muraille, attendent le premier assaillant qui se présentera, l'étreignent à bras-le-corps, et se précipitant avec lui, entraînent dans leur chute tous ceux qui se trouvent au-dessous de lui sur l'échelle. Aux Français qui offrent quartier on répond par des provocations et des injures. A deux heures après midi, aucun assiégeant n'avait encore pu se maintenir sur le haut de la muraille. Bussy, jugeant que ses troupes ont besoin de repos, ordonne la retraite une seconde fois. Alors fut donné aux assiégeants un spectacle dont le souvenir mérite d'être conservé. Rangarou avait enfermé avec lui dans le château de Bobilé ses femmes, ses enfants, toute sa race. Après le second assaut, voyant qu'aucun espoir ne lui reste plus d'échapper à l'ennemi, il veut au moins épargner à son sang l'horreur d'une profanation, et, prenant au hasard quelques hommes parmi les énergiques défenseurs de Bobilé, il leur ordonne d'aller mettre à mort toute sa famille. Ceux-ci, passifs exécuteurs des ordres terribles qu'ils ont reçus, s'arment de torches, et vont

mettre le feu aux constructions intérieures du fort. Tout ce qui veut s'échapper, femmes, enfants, vieillards, ils le reçoivent l'épée à la main et l'égorgent impitoyablement. Les Français s'étonnent de l'énergie atroce de cette défense. Mais l'assaut est ordonné une troisième fois; Rangarou est tué d'une balle qui lui traverse la poitrine; les assaillants pénètrent de toutes parts dans ces décombres enflammés qui avaient été une forteresse. Alors se présente au chef français un vieillard tenant par la main un enfant qui seul avait échappé à cette extermination. « C'est le sang de Rangarou que j'ai sauvé malgré son père, » dit le vieillard en s'agenouillant. Bussy, à qui répugnaient tant d'atrocités, n'avait pas voulu entrer dans le fort, et s'était retiré dans sa tente. On lui amène l'enfant; il le reçoit avec une pitié tendre, l'institue souverain des terres qu'il avait offertes au père, et lui donne même une garde pour le défendre contre les entreprises de Wizeramrause : garde inutile, car les jours de Wizeramrause étaient comptés. Quatre des défenseurs de Bobilé avaient comploté sa mort. Deux d'entre eux devaient se présenter d'abord, et, s'ils échouaient, les deux autres devaient les suivre et les venger. Ils se mêlèrent aux soldats du polygard, au milieu desquels ils attendirent deux jours entiers. La troisième nuit, ceux qui devaient les premiers tenter l'aventure, se traînant à plat ventre, pénètrent dans la tente de leur victime profondément endormie. Trente-deux coups de poignard avaient percé le rajah, lorsque les soldats de garde autour de sa tente, accourant au cri qu'il avait poussé tout d'abord, fondirent sur les meurtriers et les massacrèrent.

Bussy continua heureusement ses opérations en s'avançant vers le nord, et reçut alors les lettres de Surajah-Doulah, qui l'appelait à son secours. Sur les instances de ce prince, il allait passer la frontière, lorsqu'il apprit l'entrée des Anglais à Chandernagor et les tergiversations du subahdar. N'augurant rien d'un caractère aussi incertain, il préféra attaquer les Anglais dans leurs établissements des circars, dont il s'empara. Dans le nombre, se trouvait Visigapatnam, l'une des places les plus importantes de la Compagnie. Sur ces entrefaites, une de ces révolutions domestiques, si fréquentes dans l'Inde, faillit enlever le pouvoir à Salabut-Djung, et une invasion de Mahrattes vint le menacer jusqu'aux portes de sa capitale. De plus, l'insubordination se mettait dans son armée. Un de ses frères, Nizam-Ali, fort de la popularité qu'il avait acquise parmi les troupes, s'engagea à venir à bout de ces difficultés si on voulait lui confier les pouvoirs nécessaires. Il réussit ainsi à se faire livrer le sceau de l'État, ce qui équivalait presque au détrônement de Salabut-Djung. Aussitôt qu'il reçut ces nouvelles, Bussy se mit en marche, fit près de cent cinquante lieues en vingt et un jours, et arriva à Aurengabad, où se trouvaient déjà réunies quatre armées prêtes à en venir aux mains. La présence de Bussy suffit pour changer la face des choses. Il se fit rendre par Nizam-Ali le sceau de l'État; il fit arrêter le diwan ou premier ministre, et contint Baladgi-Rou, le chef des Mahrattes, qui rechercha son appui. Cependant Nizam-Ali ayant de nouveau manifesté des desseins hostiles, on résolut de le poursuivre, et Bussy fit partie de l'expédition. Mais, comme il était en marche, des circonstances nouvelles vinrent tout à coup le rappeler sur un autre théâtre.

## CHAPITRE XII.

### ARRIVÉE DE LALLY-TOLENDAL DANS L'INDE. — AFFAIBLISSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS.

Nous avons dit que la guerre avait recommencé en Europe entre la France et l'Angleterre, et que la régence de Pondichéry attendait de grands renforts. Le 4 mai 1757, la flotte attendue quitta la rade de Brest. Elle était composée d'un vaisseau de 74, de 10 autres de 86 à 60 canons, et d'une fré-

gate. Elle portait 1,180 hommes de troupes et un grand nombre de volontaires. Le chef de cette expédition était le comte de Lally-Tolendal; le comte d'Aché commandait la flotte. Le comte de Lally appartenait à une famille irlandaise, que ses opinions politiques attachaient aux Stuarts, et que les révolutions de l'Angleterre avaient forcée à s'expatrier. Dès son enfance, il avait fait dans l'armée française l'apprentissage de la vie militaire. Son père lui faisait faire, à l'âge de douze ans, le service de la tranchée au siége de Barcelone, pour lui procurer *une petite récréation de vacances*. La suite de sa vie répondit à ces débuts. De remarquables faits d'armes mirent en relief tout à la fois et son courage et ses talents. Sa haine contre la révolution anglaise allait recruter dans toute l'Europe des ennemis à cette révolution. Quand la guerre éclata en 1756, le ministre l'ayant appelé pour avoir son avis sur les mesures à prendre : Il y en a trois, dit Lally : descendre en Angleterre avec le prince Édouard; abattre la puissance anglaise dans l'Inde; conquérir les colonies anglaises de l'Amérique. Quand on eut opté pour la guerre de l'Inde, il s'occupa de rédiger un plan d'opérations. La Compagnie, qui en eut connaissance, ne donna point de relâche au ministère que Lally n'eût été nommé chef de l'expédition projetée. Malgré la vigueur de son caractère; malgré ses talents éprouvés dans l'art de la guerre, malgré l'appui qu'il devait trouver dans les dispositions de la Compagnie à son égard, Lally était l'homme le moins propre à la tâche qu'il allait accepter. Sur le nouveau terrain où il aurait à agir, ses qualités même lui devenaient des défauts. Son expérience acquise en Europe dédaignait un apprentissage à faire dans l'étude des usages, des mœurs qu'il allait rencontrer; sa fermeté les heurtait sans scrupule et sans ménagements.

Suivant les instructions qu'il avait reçues du ministère, Lally débuta par l'attaque du fort Saint-David, devant lequel la flotte mouilla le 28 avril 1758. Le général se rendit aussitôt avec deux vaisseaux à Pondichéry pour y presser les préparatifs du siége. Un incident de mauvais augure y signala son arrivée. Par une singulière inadvertance, les canons qui lui rendirent le salut étaient chargés à boulets. Trois de ces boulets donnèrent en plein bois dans son vaisseau, qu'ils traversèrent de part en part; deux autres endommagèrent ses agrès. Le lendemain, la flotte anglaise avait rencontré la flotte française, qui s'était aussitôt dirigée sur Pondichéry. Là, elle fit front à l'ennemi, et le combat s'engagea. Nous avions 9 vaisseaux en ligne, les Anglais 7, mais qui portaient plus de canons. Notre perte en hommes fut beaucoup plus considérable que la leur (500 contre 118); mais leurs vaisseaux se retirèrent beaucoup plus maltraités. Le combat n'eut d'ailleurs pas d'autre résultat, et la flotte française alla débarquer au fort Saint-David les troupes de terre qu'elle portait.

Dans un pays de castes et de traditions immémoriales comme l'Inde, rien n'est plus à redouter que de violer des institutions, des prétentions, des préjugés qui ont traversé les siècles et reçu la consécration du temps. Lally, dont l'activité ne connaissait aucun obstacle, commença par vouloir substituer sa volonté et les besoins de son service à ces grands mobiles des sociétés humaines. Pour presser le siége de Saint-David, il avait à improviser toutes ses ressources. Il voulut suppléer à force d'hommes au temps et aux instruments qui lui manquaient. Les habitants de Pondichéry furent mis en réquisition et condamnés indistinctement à toutes sortes de travaux, même à ceux que leurs préjugés de caste leur interdisaient le plus. C'était presque un sacrilége. Des prêtres, des guerriers, faisaient office de bêtes de somme, portaient des fardeaux, traînaient des charrois, et se voyaient attelés au même brancard avec des parias ou des soudras. Les membres du conseil eux-mêmes, effrayés de cette profanation, essayè-

rent de faire comprendre à Lally combien c'était un attentat inouï et abominable aux yeux des Indous. Ils ne purent rien obtenir. Lally alla jusqu'à les accuser d'avoir reçu de l'argent pour parler ainsi. La ville devint quasi déserte, et les préparatifs du siége n'en allaient pas plus vite. Lally, irrité, n'y trouva d'autre remède que de redoubler de rigueurs dans l'emploi des moyens de contrainte.

Le siége cependant, commencé le 15 mai, fut poussé avec vigueur et succès, et le 1er juin, la flotte française ayant apparu, la garnison demanda à capituler; elle fut faite prisonnière de guerre, et les fortifications furent démolies. Caddalore était tombé en même temps en notre possession, ainsi que Devicottah. Le ministère avait espéré que ce dernier armement qu'il envoyait dans l'Inde y ruinerait définitivement la puissance anglaise. Encouragé par ses premiers succès, Lally voulut frapper un coup décisif en s'emparant de Madras. Les Anglais étaient découragés par ces échecs essuyés coup sur coup. Les fortifications de la ville, détruites lors du dernier siége, n'avaient été qu'en partie réparées. Tout présageait un nouveau et facile succès. Mais la grande difficulté était le manque d'argent. M. de Leyrit, gouverneur de Pondichéry pour la Compagnie, avait déclaré que, passé quinze jours, il ne se chargeait plus de nourrir, ni de payer l'armée. Où prendre de l'argent? telle était la question urgente. Divers avis étaient proposés, lorsqu'on s'avisa que le rajah de Tandjore était redevable à la Compagnie d'une somme de 3,600,000 roupies. C'était beaucoup plus qu'il ne fallait. Une expédition fut aussitôt résolue pour contraindre le rajah de Tandjore à payer les 3,600,000 roupies. Ce fut en ce moment que Lally, trop peu éclairé sur l'utilité d'une alliance intime avec le subahdar, et jaloux peut-être de l'importance que Bussy avait acquise par sa position à la cour de ce prince, lui envoya cet ordre de rappel, qu'il reçut au moment dont nous avons parlé.

L'armée, dès son entrée en campagne, eut à se ressentir de l'effet des premières mesures prises par Lally. L'effroi qu'elles avaient inspiré aux indigènes les avait tous mis en fuite. Les transports se faisaient péniblement; les vivres manquèrent. Pour comble d'embarras, il y avait seize cours d'eau à traverser avant d'arriver à Karical. Quand elles entrèrent à Devicottah, les troupes n'avaient rien mangé depuis vingt-quatre heures. Rien n'était préparé pour les y recevoir. De fureur, elles mirent le feu à la ville. Quand on fut enfin devant Tandjore, tout manquait, argent, vivres et poudre. Les Hollandais de Négapatam en voulurent bien fournir deux cents quintaux. Quant à l'argent, Lally, réduit aux derniers expédients, s'avisa de mettre en ferme le pillage de la ville assiégée, qui fut accepté par un soumissionnaire pour la somme de 200,000 roupies. Ce ne fut pas tout : une pagode, qui passait pour contenir de grandes richesses, fut violée et bouleversée, les idoles brisées. On les trouva de matière commune, dorées seulement à leur surface. La pagode, il est vrai, contenait une grande quantité de riz; mais, comme celui qu'on avait trouvé dans la malheureuse Devicottah, il était encore dans ses gousses, ce qui le rend tout à fait hors d'usage lorsqu'on n'a pas, pour l'en tirer, du temps et les instruments nécessaires. Ainsi, des marchés honteux, des violences inutiles, suivies d'échecs inévitables, voilà à quoi Lally s'était réduit par son mépris aveugle pour ce qui est plus fort que la présomption et l'entêtement d'un seul, plus fort que les armées, plus fort que la force et que le temps. Tandjore ne fut pas pris. Pendant un siége entremêlé de négociations, le général français, irrité des délais que le rajah suscitait sans cesse, s'oublia jusqu'à le menacer de l'envoyer comme esclave, avec toute sa famille, à Bourbon. Le rajah résolut à ce coup de s'ensevelir sous les ruines de sa capitale. Mais les choses n'allèrent pas jusque-là. L'épuisement des munitions

et le bruit d'une défaite essuyée par la flotte française firent prendre le parti de la retraite. La haine, excitée dans le cœur des assiégés, poursuivit non-seulement l'armée dans sa marche, mais elle vint s'attaquer jusqu'au milieu du camp à la personne de Lally. Il n'échappa que par miracle à l'explosion d'un caisson qu'un Tandjoréen fit sauter d'un coup de pistolet à côté de lui, tandis qu'un autre lui déchargeait sur la tête un coup de sabre, qu'il para heureusement avec sa canne. Les conjurés, au nombre de cinquante, se voyant alors sans espoir, fondent en furieux sur l'entourage du général, et se font tous massacrer, à l'exception de dix, que leurs blessures avaient mis hors de combat. Pendant ce temps, Monackaï, ce même chef qui avait autrefois fait tuer Chanda-Sahib, se précipite, au bruit de l'explosion du caisson, avec 10,000 hommes sur le camp français, où il jette le désordre. Au bout d'une demi-heure cependant, les efforts des officiers parvinrent à rallier les troupes, et l'ennemi fut repoussé. Il n'en harcela pas moins l'armée pendant toute la journée, et la retraite se poursuivit au milieu de privations, d'humiliations et d'embarras de toute sorte, embarras dont on n'avait pu se racheter par le sacrifice déjà assez humiliant de la grosse artillerie de siége qu'on avait dû enclouer, et des bagages qu'on avait abandonnés.

Une sorte de fatalité semblait présider à toutes les résolutions de Lally. Pendant qu'il avait recours à tant d'expédients désastreux, afin de se procurer l'argent nécessaire pour le siége de Madras, la Providence semblait amener dans les mains de notre flotte, qui se disposait à croiser vers Ceylan, 3 vaisseaux de la Compagnie anglaise, chargés de tout ce qui nous manquait, argent et munitions. Un contre-ordre de Lally la retint dans la rade de Pondichéry, où il voulait qu'elle fût prête à lui prêter son appui contre Madras. Elle manqua ainsi les trois vaisseaux, qui passèrent impunément sur le point où elle eût établi sa croisière. En revanche, le 2 août, huit jours avant la levée du siége de Tandjore, elle rencontra la flotte anglaise, à qui elle présenta le combat. Il s'engagea avec vigueur des deux côtés, mais sans résultat plus marqué que le précédent. Le gouvernail du vaisseau amiral brisé, le feu prenant au *Comte de Provence* près de la sainte-barbe, deux autres vaisseaux s'abordant, et forcés d'essuyer le feu de l'ennemi avant d'avoir pu se dégager, ces divers accidents obligèrent la flotte française à se retirer. Heureusement les Anglais étaient si maltraités, qu'ils ne purent la suivre. Ils vinrent comme ils purent mouiller devant Karical. Leur perte en hommes, de même que dans le combat précédent, était bien moindre que la nôtre (166 contre 600). Cette différence tenait à la différence de la direction dans les feux, les Français visant au bois des vaisseaux, et les Anglais aux agrès. La flotte française vint se réparer sous le canon de Pondichéry. Lally y arriva bientôt après, escorté seulement de quelques cavaliers. Au passage du Coliroun, à Devicottah, il avait été obligé d'abandonner son artillerie et ce qui lui restait de bagages; et, ne pouvant tenir aux lenteurs d'une marche si pénible, il avait pris enfin le parti de laisser son armée en arrière. Dans ce désarroi, il voulut faire retomber sur la flotte le fardeau de la guerre, et essaya de contraindre d'Aché à reprendre la mer. Mais celui-ci, alléguant l'état de ses vaisseaux, fit appuyer ses refus par un conseil de marins, qu'il convoqua. Rien ne put le détourner de la résolution qu'il avait prise de ne plus livrer de bataille. Tout ce que Lally put obtenir de lui fut qu'il lui laissât 500 hommes, tant matelots que soldats de marine, pour servir comme troupes de terre. Au commencement de septembre, il appareilla pour l'île de France. C'est vers ce temps-là que Bussy arriva à la tête d'un petit corps d'Européens. Sur les bords de la Kistna, il avait remis le commandement de ses troupes au marquis de Con-

flans, envoyé par Lally pour le remplacer. Celui-ci, toujours pressé par le besoin d'argent, prit quelques petits forts; se fit livrer Arcot, où il comptait trouver ce nerf de la guerre qui lui échappait sans cesse. Mais pour le plaisir d'entrer dans Arcot, il négligea l'occasion favorable de prendre Chinglaput, place importante, qui commandait tout le pays d'où Madras tire ses vivres. Les Anglais, effrayés de son approche, s'étaient déjà mis en retraite, et avaient abandonné la place à elle-même. Quelques jours après, une flotte leur amenait 1,850 hommes de renfort. L'occasion était perdue. Lally, dépité, revenait enfouir dans Pondichéry son mécontentement, ses projets avortés et sa détresse toujours croissante.

## CHAPITRE XIII.

### PROGRÈS DES ANGLAIS DANS LE BENGALE. — LES FRANÇAIS EXPULSÉS DU CARNATIQUE.

Mir-Jaffier s'était assez bien tiré des engagements exagérés qu'il avait pris un peu à la légère avec les Anglais avant son avénement. Sur les 22,520,000 roupies qu'il s'était obligé de payer, il obtint de n'en payer immédiatement que la moitié, dont un tiers en bijoux et objets de prix. La seconde moitié était payable en trois termes et en trois ans. Quant à la part faite à Omischund dans le traité, comme on ne lui avait montré de ce traité qu'une copie revêtue de fausses signatures, on lui fit voir la véritable, où il n'était nullement mention de lui, et on le paya du conseil de faire un pèlerinage à une certaine pagode très-renommée. Frappé dans ce qu'il avait de plus cher, le rapace vieillard ne put survivre à cette mystification. Il en mourut deux fois, car son intelligence avait succombé avant son corps, et la mort, en lui portant le dernier coup, n'acheva qu'un idiot. Malgré toutes ces facilités que le débiteur avait obtenues ou qu'il s'était faites, le trésor de Surajah-Doulah, dont il héritait, n'en était pas moins fort au-dessous de la bonne opinion qu'on en avait eue et des charges qu'on lui avait imposées, même en réduisant ces charges au point que nous venons de voir. Mir-Jaffier s'en ressentit cruellement aussitôt après les premiers jours. Il ne pouvait pas même payer aux Anglais cette moitié qui était restée immédiatement exigible, et il avait, en outre, à satisfaire aux réclamations des chefs indigènes qui lui avaient prêté leur appui. Il en était assailli. Les Anglais d'un côté, les chefs de l'autre, enfin et pour l'achever, les troupes elles-mêmes, dont la solde était fort arriérée, rivalisaient à qui mieux mieux pour désoler l'infortuné nabab. L'obstination des Anglais surtout le surprit et l'exaspéra. Il laissa entendre de sourdes menaces de se donner aux Français quand ils entreraient dans le Bengale, si les Anglais ne renonçaient à leurs créances et à tous les autres avantages qu'il leur avait concédés. Cette gêne extrême dans laquelle il se trouvait serré l'obligea, en outre, à mécontenter quelques-uns des premiers personnages de l'empire. Des gouverneurs de provinces, qu'il pressait outre mesure pour le recouvrement des impôts, se révoltèrent pour échapper à la ruine ou à la mort. Midnapore se levait en armes; Dacca proclamait nabab un fils du prédécesseur d'Aliverdi-Khan; Pourniah se donnait un gouverneur sans l'investiture de Mir-Jaffier. Douloub-Ram, son premier ministre, laissait lui-même percer des mécontentements. Il était de l'intérêt des Anglais d'apaiser les troubles dirigés contre une autorité qu'ils avaient établie. Clive en vint facilement à bout. Toutefois il mit à son intervention la condition que Mir-Jaffier remplirait immédiatement ses obligations en souffrance. Le nabab s'exécuta, moitié en argent comptant, moitié en bons sur les collecteurs des revenus publics. Quand il eut aussi payé de quelque argent et de beaucoup de promesses ses propres troupes, elles consentirent à se mettre en campagne.

Miram, son fils, qui avait déjà fait tuer Surajah-Doulah, profita de l'absence de son père et de celle de Clive pour se débarrasser du reste de la famille qu'avait laissée le dernier nabab. Au moyen de bruits qu'il fit courir, il jeta dans la ville de Mourshadabad le trouble et l'agitation. La grand'mère, la mère et le fils de Surajah-Doulah furent assaillis dans leur palais. Le fils, au nom de qui on faisait naître ces inquiétudes, fut assassiné, les deux femmes enlevées et transportées à Dacca. Le jeune Miram, homme d'exécution, comme on voit, n'en était pas moins un fin politique. S'il épargna les deux vieilles femmes, ce ne fut ni pitié ni pudeur; il fit même courir le bruit de leur mort. Mais il savait que leur vie lui rapporterait davantage, et il les conservait pour les rançonner plus tard. Au milieu de tous ces embarras dont le nabab était assiégé, le bruit se répandit qu'une armée combinée de Français et de Mahrattes, aidés par le subabdar d'Oude, entrait dans le Bengale. Mir-Jaffier se jeta encore une fois dans les bras des Anglais, et Clive sut encore lui faire payer la sécurité qu'il voulut bien lui rendre. Le salpêtre du Bengale était un des objets les plus importants du commerce de la Compagnie. Par l'organe de Clive, elle demanda que la ferme lui en fût donnée à bail. Mir-Jaffier ne se souciait guère d'avoir un fermier qu'il jugeait moins commode que ses sujets. Néanmoins il dut se soumettre.

A cette condition, Clive entra, le 15 mai, à Mourshadabad, qu'il trouva dans la consternation. Les rues étaient désertes, les boutiques fermées; les banquiers, même les Siets, avaient suspendu leurs payements; les familles riches mettaient en sûreté leurs effets précieux. Pour comble de confusion, Miram, toujours jeté dans les intrigues, et voulant se débarrasser de Douloub-Ram, excita une émeute contre ce ministre, qui demanda à se retirer avec sa famille à Calcutta. On était au milieu de tous ces embarras et de ces craintes lorsque arriva la nouvelle du premier combat naval entre les Français et les Anglais sous Pondichéry. Clive eut l'art d'en faire une grande victoire, et le fantôme de l'armée franco-mahratte, qui arrivait par la province de Bahar, s'évanouit.

Le gouvernement anglais du Bengale se composait alors d'un conseil de cinq membres présidés par Clive. La cour des directeurs, assez mal inspirée en cela, jugea à propos de changer cette forme et de la remplacer par un conseil de dix personnes et quatre gouverneurs, qui devaient présider successivement et par quartiers de trois mois. C'était un gouvernement de dislocation et de dissolution. Par une disposition non moins étrange, le nom de Clive ne se trouvait pas porté sur la liste des quatre membres appelés à être gouverneurs, ni même dans celle des dix membres du conseil. La force des choses, jointe au patriotisme des membres du conseil de Calcutta, redressa ce qu'il y avait d'offensant pour Clive dans une pareille exclusion. Par une décision unanime, le conseil, y compris les quatre gouverneurs désignés, pria Clive d'accepter sans partage les fonctions de président. Le héros de ce bel hommage avait trop bien conscience de sa valeur et de l'utilité dont il pouvait être à son pays, pour ne pas accepter sur-le-champ, et d'ailleurs son mérite eût-il été moindre, c'était déjà se rendre utile que de servir à déjouer l'inintelligente combinaison dont s'était avisée la cour des directeurs. Dans le même moment, un hommage du même genre rendu à Bussy, malvoulu de Lally, honorait aussi l'armée française. Elle comptait dans ses rangs six colonels. Bussy, qui n'était que lieutenant-colonel, leur était inférieur en grade. Ces six officiers supérieurs, MM. d'Estaing, de Landivisiau, de la Fare, de Breteuil, de Verdière et de Crillon, voyant l'injure imméritée que le mauvais vouloir de Lally faisait au mérite et aux services de Bussy, et le dommage qui en résultait pour les affaires de la France, poussèrent l'abnégation jusqu'à écrire au premier que, nonobstant la diffé-

rence des grades, ils étaient prêts à servir sous M. de Bussy et à recevoir ses ordres.

Clive était à peine installé, qu'il reçut de la régence de Madras des lettres pressantes qui lui demandaient des troupes. La conviction était générale dans cette régence que la ville serait assiégée aussitôt que la mousson aurait forcé la flotte à s'éloigner. Clive hésitait par plusieurs raisons à s'affaiblir pour secourir Madras; la première était qu'il croyait cette ville imprenable tant qu'elle ne manquerait pas de vivres; l'autre était la crainte qu'on ne lui fît ce qu'il avait fait lui-même, c'est-à-dire, qu'on ne gardât ses troupes au delà du temps promis. Lorsqu'il fut envoyé au Bengale, au mois d'octobre 1756, c'était avec l'ordre d'être de retour à Madras au mois d'avril suivant. On était actuellement au mois de juillet 1758, et non-seulement Clive n'avait point quitté le Bengale, mais les nouvelles fonctions dont il était revêtu venaient en quelque sorte de lui fermer le retour. Cependant, pour faire quelque chose au moins en faveur de Madras, il entra volontiers dans des ouvertures qui lui furent faites par un polygard des circars du nord pour l'expulsion des Français de cette province. Cette diversion obligeait les Français à diviser leurs forces, et elle lui permettait de garder toutes les siennes. L'expédition partit sous les ordres du colonel Forde, et quoique embarrassée d'abord par le manque d'argent pour lequel elle avait compté un peu trop légèrement sur les trésors de son allié le rajah Ahnunderauze, elle battit le marquis de Conflans, qui venait de remplacer Bussy, le grand Bussy, comme dit Orme, historien anglais et biographe de Clive, lui prit son artillerie et ses bagages, et le força à se retirer dans le fort de Rajamundrum, qu'il abandonna aussitôt faute d'artillerie pour s'y défendre. En revanche, les Anglais, qui s'y installèrent aussitôt après, le trouvèrent abondamment fourni de vivres et de toutes sortes de munitions. Toute cette expédition fut heureuse. Forde parvint, non-seulement à s'emparer des forts que nous possédions, et à nous expulser du pays, mais il obtint un résultat bien plus décisif, et qui, bien que Lally n'en vît pas l'importance, était le premier signe de la ruine complète de nos établissements dans l'Inde.

Ce qui avait de l'importance aux yeux de Lally, c'était sa haine pour le nom anglais; c'était l'extermination des Anglais. L'Inde n'existait pour lui que comme champ de bataille, les hommes que comme machines de destruction. Sous ce rapport, il ne distinguait pas les Européens des Indous, et ne ménageait pas plus les uns que les autres : aussi s'aliéna-t-il également les uns et les autres. Impatient d'arriver à son but *unique*, *s'il trouvait* des résistances dans la force des choses, il s'en prenait de la nature indocile aux hommes, à ses machines; il accusait au hasard et sans ménagement le mauvais vouloir, la trahison, la corruption, et par là il parvint à rendre les machines même indociles. Ainsi, d'un embarras qu'il eût pu vaincre avec de la patience ou de la politique naissaient pour lui mille embarras, dont chacun à son tour devenait souche d'embarras nouveaux, jusqu'à ce qu'il en eût ourdi un réseau si serré, si inextricable, que toute force et tout génie humains y dussent périr étouffés. Le siége de Madras était le rêve qui ôtait le sommeil aux nuits de Lally. Malgré toutes les expéditions qu'il avait faites pour se procurer l'argent et les autres choses nécessaires, il en était toujours à manquer d'argent, de munitions et de moyens de transport. Le siége ne pouvait être tenté dans ces conditions; mais on croyait pouvoir s'emparer assez facilement de la Ville noire, et l'on comptait y trouver de quoi pourvoir aux nécessités ultérieures. Les Français étaient d'ailleurs tellement à court de toutes choses, que le siége de Madras, impossible à cause de cette détresse même, fut résolu comme unique moyen d'en sortir, fût-ce par la mort. Aux objections que la prudence mili-

taire soulevait dans le conseil contre ce projet, d'Estaing répondit par cette exclamation : Mieux vaut mourir d'un coup de fusil sous les murs de Madras que de faim sur le glacis de Pondichéry. Cette raison entraîna tous les avis. La caisse était absolument vide; on se cotisa, et l'on forma par ce moyen une somme de 94,000 roupies; Lally en fournit pour sa part 60,000. Tout ce qu'il y avait d'animaux de trait dans Pondichéry n'eût pu suffire à transporter la moitié de l'artillerie nécessaire. On en embarqua ce que l'on put. Enfin on partit (déc. 1758).

Lally laissait derrière lui un fort abondamment pourvu par les Anglais de moyens de défense et de toutes sortes de provisions. Ne pas s'en emparer était contraire à toutes les règles du métier; mais y perdre du temps et y consommer des munitions était contraire à toutes les urgences de la situation. Lally passa devant le fort de Chinglaput, qu'il se contenta de reconnaître. C'est dans de telles conjonctures qu'on se présenta devant Madras. La Ville noire fut emportée, comme on l'avait espéré. Les habitants s'étaient enfuis; les soldats pillèrent et s'enivrèrent. Une sortie fut tentée aussitôt par les assiégés, ayant à leur tête le colonel Draper, dont le nom a été illustré par une femme qu'a rendue célèbre la tendre affection qu'elle a su inspirer à plusieurs hommes distingués du siècle dernier, entre lesquels il faut citer au premier rang Sterne, et au-dessous de lui Raynal. Malgré le désordre qu'elle produisit d'abord parmi des troupes occupées à fouiller les maisons et à cuver leur boisson, cette sortie eut cependant une issue désastreuse pour les assiégés, qui y perdirent 200 hommes tués ou blessés, et 30 prisonniers. On eût pu prendre tout le reste, si on leur eût coupé la retraite en s'emparant d'un pont. Bussy n'osa pas ou, plus probablement, ne voulut pas exécuter ce mouvement,prétextant n'avoir pas d'ordre. Lally l'accusa d'avoir fait manquer par là la prise de Madras. En cela, l'infortuné général portait encore la peine des mauvais procédés dont il abreuvait ses subordonnés. L'armée elle-même désirait un échec pour qu'il tournât à la confusion de son chef. Épouvantable situation au milieu de laquelle Lally, seul contre tous, conservait une fermeté, une ténacité que rien ne pouvait abattre, et qu'il faut admirer, encore qu'elles ne se soient pas combinées avec les qualités qui leur eussent valu le succès. Il était arrivé devant Madras avec des provisions seulement pour quinze jours. Ce temps expiré, la ville tenant encore, il fallut s'en remettre au hasard. Le hasard s'y employa de son mieux. Tantôt, c'était un vaisseau qui amenait un chargement de riz capturé sur quelque bâtiment anglais; tantôt, c'était quelque secours qui arrivait de Pondichéry, et qui pourvoyait pour un moment au besoin que l'on pouvait avoir de poudre, de vivres ou d'autres munitions. Avec cela et des troupes non payées, il fallait suffire, non-seulement aux travaux de l'attaque, mais encore au soin de la défense, car le fort de Chinglaput, qu'on avait laissé derrière soi, envoyait sa garnison inquiéter les assiégeants, et des partisans, à la solde des Anglais, venaient ravager les districts d'où les Français tiraient principalement leur subsistance, ou menacer les petits forts des environs au secours desquels il fallait courir. Le siége traîna ainsi deux mois, de vicissitude en vicissitude. Les secours arrivaient de toutes parts aux Anglais. Les Mahrattes, le rajah de Tandjore, par avarice ou par crainte, prenaient parti pour eux: nouveaux ennemis auxquels il fallait encore tenir tête. Lally suffisait à tout, et allait de plus en plus manquant de tout. Pourtant il avait ouvert une brèche praticable, et, pour en finir, il allait à tout prix livrer l'assaut; mais, la brèche reconnue, il fut constaté que, si elle était praticable pour des troupes qui l'auraient atteinte, elle était inabordable, le revers du fossé étant encore protégé par une rangée de fortes palissades dont pas une n'était endommagée. Pour arracher ces

palissades, les soldats se fussent trouvés pris d'enfilade par le canon de plusieurs bastions et par la mousqueterie de quelques traverses qui coupaient le fossé. Il fallut faire jouer encore l'artillerie. Enfin, le 16 février, Lally avait résolu de donner l'assaut coûte que coûte; mais le même jour, vers cinq heures après midi, des vaisseaux furent signalés. C'était la flotte de l'amiral Pocock, qui amenait aux assiégés 600 hommes de troupes royales, sans compter les quelques milliers d'hommes d'équipage, l'artillerie des vaisseaux et les secours de toutes sortes. En présence de forces pareilles, qui eussent pu profiter des travaux des assiégeants pour les assiéger à leur tour, et des brèches de la place pour y pénétrer à la suite des vainqueurs, l'assaut, même couronné de succès, eût été une folie. Après avoir redoublé son feu pour laisser ses adieux aux assiégés, Lally prit le parti de la retraite, et la commença dans la nuit. Le lendemain matin, les assiégés trouvèrent dans son camp 23 pièces de canon, dont 22 hors d'usage. Il en laissa aussi 19 dans le fort Saint-Thomas, qui fut également évacué.

Pendant que Lally s'éloignait, la rage dans le cœur, la nouvelle arrivait à Pondichéry, où elle excitait plus de joie qu'à Madras même. Des cœurs français conspiraient sans honte au grand jour avec l'étoile de l'Angleterre, tant étaient profondes et effrénées les haines qui poursuivaient le général. Celui-ci sombre, mais peu contenu, éclatait de son côté en imprécations et en injures. Il disait, à propos de Pondichéry, que le feu du ciel, à défaut de celui des Anglais, embraserait cette nouvelle Sodome. Il écrivait à M. de Leyrit une lettre pleine d'invectives et d'accusations de trahison. Sans doute la levée du siége de Madras, tant de sacrifices en pure perte, tant de volonté, tant d'activité dépensées inutilement, étaient un grand échec pour les armes françaises. Mais l'absence de vues politiques chez le général, et le rappel de Bussy, qui en était la conséquence, venaient de porter à la cause de la France un dommage bien plus considérable encore que l'échec militaire: dommage qui ne sera plus réparé. La grande idée, la grande politique de Dupleix avait été de conquérir l'Inde au moyen de l'Inde elle-même. Bien loin de s'attaquer à toutes ses forces vives, il voulait s'en emparer adroitement, — et il y avait réussi, — pour les mettre au service de la France. Dans ce système, la guerre avec l'Angleterre n'était qu'un accident, et on faisait la guerre aux Anglais, non comme à nos ennemis, mais comme aux alliés de nos ennemis. L'objet principal était nos propres alliances, c'est-à-dire, l'Inde, qui, de son propre mouvement, se faisait française. Cette Inde, *volontairement* française, cette Inde *solidairement* unie à la France, Dupleix l'avait créée en créant un subahdar. Ce subahdar, fait de sa main, n'était pour lui que sa créature; mais pour l'Inde, pays de traditions, il était le fantôme de la tradition et de l'antiquité nationales, il était le pouvoir consacré par le temps, investi de la vénération et de l'obéissance universelles; il tenait dans ses mains le signe visible et trois fois saint auquel se rattachaient par un culte quasi superstitieux toutes les piétés héréditaires des Indous, l'étendard sacré du Deccan. Avoir ce subahdar à soi, c'était donner l'Inde à la France; le défendre, c'était, en soutenant un intérêt purement français, se donner aux yeux des indigènes le mérite de soutenir une cause tout intérieure et nationale pour eux. Voilà comment dans le système de Dupleix, rappelé pour avoir fait la guerre à l'Angleterre, la guerre avec l'Angleterre n'était qu'un fait accidentel et fortuit. Le couronnement de ce système n'était pas en effet le dommage ou l'humiliation de la Grande-Bretagne, mais le maintien du subahdar. Celui-ci reconnu et respecté, la guerre tombait d'elle-même faute d'objet; et cela est si vrai, qu'aussitôt après avoir assis Salabut-Djung sur le trône, et établi son autorité dans les provinces, Dupleix

n'hésita pas à proposer la paix, malgré les bons prétextes que l'esprit guerrier eût pu trouver dans le Carnatique pour continuer la guerre. Par quel singulier retour envoya-t-on à la place d'où l'on venait de renverser Dupleix, un homme pour qui l'Inde n'était rien, et dont toute la politique se résumait dans ces mots : Guerre à mort aux Anglais ! Il y a là des Anglais : c'était tout ce que Lally voulait savoir de l'Inde et de son histoire. Il ne faut pas qu'il en reste un seul : c'était tout ce qu'il en voulait prévoir et préparer. Cela pouvait s'appeler semer du fer pour ne recueillir que la guerre partout et toujours ; la guerre avec le subahdar, quand on en aurait eu fini avec la présidence de Madras ; la guerre avec le Mogol, quand on en aurait eu fini avec son subahdar ; la guerre avec les Mahrattes, héritiers affamés de l'empire de Timour, quand on en aurait eu fini avec les derniers débris de cet empire. Telle était l'expression suprême de cette politique myope qui excluait avec mépris le système des alliances avec le pays, et qui n'allait qu'à exterminer les Anglais. Les fruits ne tardèrent pas à s'en faire sentir.

Pendant que Lally assiégeait Madras, le colonel Forde parcourait les provinces du nord, où nous l'avons laissé, et d'où Bussy venait d'être rappelé. Privé de cet appui, Salabut-Djung, caractère faible, esprit sans résolution et sans vues, était abandonné à lui-même, et écrasé du poids de son insuffisance. Le marquis de Conflans, qui occupait la place de Bussy, ne le remplaçait pas. Après s'être laissé battre par Forde à Peddipore, il s'était laissé prendre à Masulipatam avec toute son armée, qui fut faite prisonnière de guerre. Le subahdar, dont il attendait le secours, eût volontiers attendu lui-même que Conflans lui vînt en aide, et ne savait agir. Pourtant il ne demandait pas mieux que de se montrer fidèle aux Français. Pressé par Forde, pressé par son frère Nizam-Ali, que l'absence de Bussy avait encouragé à relever l'étendard de la révolte ; pressé par d'autres rajahs, qui avaient secoué le joug de son autorité, et allaient démembrant son empire pour en livrer les lambeaux aux Anglais, il ne savait où donner de la tête. L'habitude de voir Bussy penser et agir pour lui le laissait sans conseil et sans volonté au milieu des difficultés qui eussent demandé un jugement prompt et une âme résolue. Toutefois, c'était toujours dans les bras des Français que le rejetait sa mollesse, et après la prise de Masulipatam, il fit même demander des renforts à Pondichéry ; plus fidèle en cela que d'autres alliés, qui n'avaient pas attendu au delà de la levée du siége de Madras pour se détacher de nous et passer à l'ennemi. Mais enfin ne recevant rien, et sentant chanceler sa couronne, Salabut-Djung prit le parti d'en confier le salut aux Anglais. A la première ouverture qu'il en reçut, Forde, comprenant fort bien quelle était l'importance d'un pareil événement, quitta son camp, et, sans plus de précautions, vint en personne se présenter au subahdar pour conférer avec lui. Clive, qui avait l'œil sur les événements, avait déjà par ses lettres préparé une alliance de ce genre. Elle fut conclue à nos dépens. Le subahdar s'engageait à livrer aux Anglais tous les districts dépendants de Masulipatam avec ceux de Condavir et de Walcarmannaz ; à obliger tous les Français qui se trouvaient à son service à repasser la Kristna dans quinze jours ; à ne plus permettre à cette nation de s'établir dans le Deccan ; à ne plus prendre de troupes françaises à son service ; à amnistier le rajah Ahnunderauze, qui avait introduit et soutenu les Anglais dans les États du subahdar. En revanche, ceux-ci l'aidaient à se débarrasser de son frère révolté.

Ainsi disparaissait le dernier vestige du monument qu'avaient élevé la politique et le génie de Dupleix. Ainsi ce grand homme, qui se survivait à lui-même, voyait les Anglais hériter déjà du patrimoine magnifique qu'il avait constitué à la France ; ainsi le nom français était rayé à tout jamais de l'histoire de l'Inde. En ce moment,

ce qui avait pu s'appeler un instant l'empire français du Deccan se trouvait être l'empire anglais, depuis le cap Comorin jusqu'à Ganjam. Il n'en fallait distraire que Pondichéry et son territoire; encore n'était-ce pas pour longtemps.

Ce traité, un peu brusquement conclu, faillit cependant amener une complication singulière. Clive, avons-nous dit, épiait le moment où il pourrait substituer l'Angleterre à la France dans l'alliance du subahdar du Deccan. Mais les liens qui attachaient Salabut-Djung à la cause française laissant peu d'espoir qu'on l'en pût détacher, le président de Calcutta avait habilement songé à se servir de l'ambition de Nizam-Ali et des troubles qu'elle suscitait dans le Deccan. Il se mit donc en relation avec lui par l'intermédiaire de Forde. Nizam-Ali, voyant l'appui des Anglais venir à lui, n'attendit pas à deux fois pour se mettre en campagne. Or, comme sa marche sur Hydérabad fut justement ce qui obligea son frère Salabut-Djung à implorer le secours des Anglais, ceux-ci allaient avoir à combattre les uns contre les autres, ou du moins contre un de leurs alliés. Mais avant que les deux armées se fussent rencontrées, et que les Anglais de Salabut-Djung en fussent venus aux mains avec les troupes de Nisam-Ali, on vint à bout de concilier les différends qui avaient allumé la guerre entre les deux frères. Nizam-Ali fut rétabli dans tous les pouvoirs qu'il avait exercés. Comme il y avait entre lui et nous des violences, des meurtres, du sang répandu par ses mains ou par ses ordres, on peut dire que cette réconciliation se fit à nos dépens, et que le Deccan, en même temps qu'il échappait à notre alliance, tombait sous l'influence d'un irréconciliable ennemi des Français. L'empressement des Anglais à se précipiter en quelque sorte sur toutes les alliances dont l'occasion venait s'offrir, aurait dû ouvrir les yeux à Lally sur l'importance de cette politique; mais le triple bandeau de ses préventions, de ses passions, de ses habitudes européennes éteignait en lui toute clairvoyance, et son opiniâtreté eût suffi pour l'endurcir dans le mépris de ce que le peu de clartés de son esprit lui avait fait méconnaître. Le moment de s'amender était d'ailleurs passé.

A la nouvelle du siége de Masulipatam, il s'était mis en mouvement pour aller au secours de cette place; mais il apprit en chemin que les Anglais s'en étaient rendus maîtres, et il s'arrêta. Ce fut alors qu'il fut informé d'un nouveau combat naval que les deux flottes venaient de se livrer, et où le comte d'Aché avait reçu une blessure qui lui avait emporté une partie de la cuisse au moment où il s'élançait pour rectifier une fausse manœuvre. Cette fausse manœuvre et la blessure de l'*amiral* nous ôtèrent l'avantage du combat, les autres vaisseaux ayant cru devoir imiter le mouvement du vaisseau amiral. Toutefois, les vaisseaux anglais furent tellement maltraités que, quoique restés maîtres du champ de bataille, ils n'osèrent pas nous poursuivre (10 septembre 1759). La flotte anglaise, qui avait déjà débarqué des secours d'hommes et d'argent à Madras, vint mouiller dans la rade de Negapatam. Cette nouvelle plongea dans la consternation Karical, et même cette fois Pondichéry. Lally, qui avait rebroussé chemin sur Arcot pour y ramasser quelque argent, montra seul une fermeté inébranlable. Il distribua aux troupes l'argent qu'il venait de recevoir, et vint prendre position en face de l'armée anglaise dans le district de Conjeveram. Mais, malgré la distribution qu'il venait de faire, ne se sentant pas assez sûr de ses hommes, il n'osa rien entreprendre, et, après en avoir réparti une partie dans des cantonnements, il retourna à Pondichéry pour y attendre les secours qu'on lui envoyait d'Europe. Les Anglais profitèrent de ce moment pour faire quelques tentatives sur Arcot, sur Wandeswah, et pour s'emparer de Courpank et de Tripetti, district important par ses revenus.

Le secours attendu arriva sur ces

entrefaites; il se composait de 180 hommes de troupes, de 400,000 livres en argent, et 247,000 en diamants. Ces ressources étaient bien au-dessous des besoins, et tellement insuffisantes, qu'elles réveillèrent le découragement plutôt que l'énergie. Il alla à son comble, lorsqu'on apprit que la flotte retournait immédiatement dans les îles de France et de Bourbon. D'Aché avait appris que quatre vaisseaux de guerre commandés par l'amiral Cornish devaient rejoindre la flotte de l'amiral Pocock, et contre des forces aussi supérieures il ne voulait point tenir la mer. Les remontrances des principaux habitants de Pondichéry, celles des administrateurs, des officiers, du clergé même, ne purent faire fléchir sa résolution. Une protestation fut signée, qui exposait quel péril en résulterait pour notre établissement dans l'Inde; quelle honte et quel discrédit rejailliraient, aux yeux des peuples indigènes, sur le nom français, de cette faiblesse, qui semblait constater, non-seulement l'aveu de notre défaite dans le dernier combat, mais encore l'effroi que nous en avions emporté. Enfin on rendait d'Aché responsable de la perte de la colonie. Déjà il avait mis à la voile. Un seul vaisseau n'avait pas encore appareillé. On remit au commandant des copies de la protestation pour tous les capitaines de l'escadre. D'Aché la reçut à douze milles en mer. Il tint un conseil à la suite duquel il revint à Pondichéry. Mais, maintenant toujours sa résolution première, il se borna à débarquer 500 Européens, tant soldats que matelots, 400 Caffres, et repartit aussitôt.

Ce départ eut d'ailleurs un effet qui eût été salutaire si le salut avait été possible encore : il opéra une sorte de rapprochement entre Lally et Bussy. La nécessité entr'ouvrait l'esprit du premier aux conseils de la longue et heureuse expérience de l'autre. Rajah-Shaib, fils de Chanda-Sahib, venait d'être reconnu par Lally nabab du Carnatique, sans l'avis du subahdar. Bassalut-Djung, second frère de celui-ci, qui avait vu comme nous la réconciliation de ses aînés se faire à ses dépens, s'était donné aux Français, et leur avait déjà apporté une coopération énergique. En revanche, il sollicitait ardemment d'être nommé à la place de Rajah-Sahib. Lally, qui avait tiré de celui-ci d'assez forts subsides pour prix de la dignité qu'il lui avait conférée, répugnait à cet arrangement peu loyal. Bussy y poussait au contraire; et comme il ne perdait point de vue l'espérance de ramener à nous le subahdar, il pressait Lally de donner à Bassalut-Djung l'investiture du Carnatique, sous la réserve qu'elle serait confirmée par son frère. Lally, après avoir longtemps résisté, finit, après le départ de la flotte, par se laisser vaincre, et Bussy, qui avait été nommé récemment commandant en second de la colonie, partit aussitôt pour aller joindre ses forces à celles de Bassalut-Djung, et continuer avec lui la négociation de cette affaire.

Le jour de son départ, on sut à Pondichéry l'échec essuyé par les Anglais dans leur tentative sur Wandeswah. Il les y suivit jusqu'auprès de Conjeveram, leur présentant le combat, qu'ils refusèrent. Divisant alors ses troupes, il en laissait une partie à Wandeswah, et s'en allait avec le reste à la rencontre de Bassalut-Djung, lorsqu'il reçut des nouvelles qui le ramenèrent sur ses pas. Le 16 octobre, quelques soldats ayant été punis pour une faute de discipline, cinquante de leurs camarades s'assemblèrent, s'emparèrent des tambours, et battirent la générale. Tout le régiment, c'était le régiment de Lorraine, prend les armes et les suit. Nous avons vu déjà quels étaient les sentiments de l'armée à l'égard de son général. Ces antipathies, toutes personnelles contre Lally, s'accroissaient des mécontentements que soulevait l'irrégularité de la solde. Elle était alors arriérée d'un an. Le mécompte qui avait suivi l'arrivée de la flotte sur laquelle les soldats avaient compté pour être enfin satisfaits, était venu pousser jusqu'à la fureur la fermentation des esprits. On accusait Lally d'avoir gardé pour lui l'argent

envoyé d'Europe. Les officiers, déjà assez embarrassés de maintenir la discipline dans une armée mise à de si rudes épreuves par une succession incessante de privations et de souffrances, ne pouvaient sauver une partie de leur autorité qu'en la dissimulant sur ces atteintes portées au respect qu'exige la majesté du commandement. Ils faisaient la part du feu en abandonnant le général à la médisance du soldat, pour obtenir du moins un reste d'obéissance dans les choses du service. Le jour était venu où ce reste même devait leur échapper. Leur voix est méconnue; le régiment de Lorraine entraîne avec lui le régiment de Lally et un bataillon de la Compagnie. Ils vont en bon ordre, et commandés par leurs sous-officiers, prendre position sur une montagne voisine. Ils s'emparent de l'artillerie, des troupeaux, de tous les approvisionnements. Ils veulent même emporter avec eux leurs drapeaux; mais ici et devant ce signe révéré, l'autorité des officiers parvient à se faire respecter. Les officiers se pressant à l'entour, avaient juré de mourir plutôt que de se les laisser enlever. Une fois installés dans la position qu'ils avaient choisie, les révoltés tracent leur camp, établissent leurs postes, organisent, en un mot, la discipline et le service aussi régulièrement que dans une armée soumise à ses chefs. Des sous-officiers avaient été promus à tous les grades vacants. Le général était un sergent de Lorraine nommé la Joie, qui avait choisi pour son major général un autre sergent. La Joie avait aussitôt rédigé un règlement, qui fut lu à la tête des compagnies. On avait juré de l'observer, et aussi de ne se rendre qu'après avoir obtenu satisfaction sur l'arriéré. Nulle violence, au surplus, aucune de ces brutalités qu'on aurait pu attendre d'une soldatesque en révolte. Dans la révolte même, ils restent soldats et bons soldats. Tous les officiers qui se présentent pour essayer de les ramener sont reçus avec honneur par leurs successeurs, mais non écoutés comme des chefs. Tout se continue d'ailleurs comme sous leur commandement. Les soldats demeurent fidèles à leurs drapeaux, qu'ils n'ont plus, et se préparent à repousser les Anglais; ils élèvent des retranchements et placent leur artillerie sur le seul point par où leur position fût vulnérable. L'avis de cette sédition avait été aussitôt transmis à Pondichéry. Lally, suivant son habitude, éclata en accusations contre le conseil, qu'il assembla néanmoins, et dont les membres s'appliquèrent à démentir ses accusations plutôt par des actions que par des paroles. Chacun d'eux offrit son argenterie et ce qu'il avait d'objets précieux. Tout fut porté à la monnaie et fondu à l'instant. Les habitants de Pondichéry imitèrent cet exemple, et provisoirement on députa un officier avec tout ce qui restait d'argent dans la caisse de l'armée. Cet officier, arrivé au camp, harangua les soldats, parvint à les toucher, et, aidé par la Joie lui-même, les amena, moyennant une promesse d'argent et d'amnistie, à rentrer dans le devoir. En effet, cette double promesse ayant été bientôt remplie, les troupes revinrent d'elles-mêmes à Wandeswah, où elles passèrent la nuit à boire et à se réjouir.

Bussy, en apprenant ces nouvelles, prévint un événement semblable dans son corps d'armée en distribuant tout l'argent à sa disposition. Il trouva néanmoins Bassalut-Djung singulièrement refroidi par cette insubordination des soldats. Son frère, Nizam-Ali, lui faisait d'ailleurs de pressantes instances et de grandes promesses. Bassalut ne voulut s'engager avec Bussy qu'à la condition d'être reconnu immédiatement nabab du Carnatique, et de recevoir quatre lacs de roupies. Comme de ces conditions la seconde surtout était absolument inexécutable, on ne put rien conclure. Pendant ces conférences, Lally, toujours poussé par le besoin d'argent, ayant voulu diriger une expédition sur l'île de Seringham, où les Anglais possédaient un district qui leur rapportait à lui seul 600,000 roupies, divisa son armée en deux corps, contre l'avis de

tous les membres du conseil; l'un de ces corps, commandé par Crillon, fut dirigé sur Seringham, dont il s'empara; l'autre cantonné à Wandeswah et à Arcot. Le colonel Coote, récemment arrivé avec un renfort d'un millier d'hommes, voulut profiter de cet affaiblissement de notre armée dans le nord, et se mit en campagne. Malgré l'énergie du gouverneur de Wandeswah, il entra la nuit dans la place par trahison. De là, il se porta devant Carangoly, puis enfin sur Arcot. Mais au bruit de sa marche, Bussy s'était hâté de quitter Bassalut-Djung, et il était dans Arcot quand les Anglais s'y présentèrent. Toujours habile en négociations, il avait su tirer de son voyage auprès de Bassalut-Djung cet avantage du moins que 400 cavaliers s'étaient engagés à son service, et bientôt après, les Mahrattes, mécontents des Anglais qui leur refusaient des sommes dues pour prix de leur concours avant le siége de Madras, lui fournirent aussi, moyennant 200,000 roupies, un corps de 1,000 cavaliers. Ce renfort mit les Français en position de faire redouter à l'ennemi une rencontre décisive. Cependant, comme elle était devenue inévitable, on s'y préparait de son mieux de chaque côté, en recrutant partout des alliés, et en rassemblant toutes les forces dont on pouvait disposer. La guerre, presque toujours subsistante entre les petits princes du pays, fournissait une matière assez mobile, il est vrai, à ce recrutement d'alliances.

Au commencement de 1760, Lally ayant, moyennant de l'argent comptant, enlevé aux Anglais, qui n'offraient que des lettres de change, un corps de 3,000 Mahrattes, se crut enfin en mesure de commencer ses opérations. Il préluda par quelques petites expéditions plus ou moins heureuses à l'exécution d'un projet qu'il avait à cœur; c'était la reprise de Wandeswah. La jalousie que lui inspirait l'opinion répandue de la supériorité de Bussy, le porta encore une fois à des procédés si indignes, que le colonel demanda à se retirer à Pondichéry. La permission lui fut refusée, et il eut à donner son avis sur le plan de campagne conçu par Lally. Bussy le goûtait peu. Il objecta que les Anglais ne laisseraient point assiéger Wandeswah sans forcer les Français à accepter une bataille; que nous y paraîtrions dans des conditions inégales, puisque les troupes et l'artillerie occupées au siége affaibliraient d'autant notre armée, et que la nécessité de couvrir la place ne nous laisserait pas maîtres de choisir notre terrain. Ce qu'il y avait, selon lui, de mieux à faire tout d'abord était d'employer le corps entier des Mahrattes auxiliaires à dévaster les possessions de l'ennemi pour le réduire, ou à livrer bataille, ou à se réfugier autour de Madras pour y trouver sa subsistance. Cet avis était d'autant plus sage, que les dévastations opérées par les Mahrattes avaient déjà amené la disette dans le camp de l'ennemi, et que la régence de Madras, qui ne touchait plus ses revenus, avait rappelé auprès d'elle le colonel Coote. Il allait obéir; mais Lally, ne tenant aucun compte de ces considérations, marcha sur Wandeswah, où le colonel Coote ne tarda pas à le suivre. Bussy, laissé en arrière, avait reçu l'ordre de rejoindre le corps d'armée principal, si les Anglais tentaient une diversion. Lally, en arrivant devant Wandeswah, donna l'attaque sans désemparer. Malheureusement la tête de colonne était composée de marins peu habitués à ce genre de guerre. Ils ne tinrent pas contre la fusillade des assiégés. Le lendemain, à la tête de toute son infanterie précédée de deux pièces de campagne, Lally revient à la charge, et entre le premier dans la ville l'épée à la main. La garnison se réfugie dans le fort. Les assaillants se barricadent dans la ville, et dressent leurs batteries. Coote avait pris position à peu de distance, attendant que le siége fût commencé pour fondre sur l'armée assiégeante ou sur le corps d'observation. Bussy, qui voyait ses prévisions en train de se réaliser, renouvela ses instances auprès de Lally, afin d'obtenir qu'on ajournât les travaux du

siége, et que l'on tînt les troupes rassemblées pour livrer bataille avec toutes les forces de l'armée, ou que l'on se mît en retraite. Il y avait dans le cœur de Lally trop de préventions haineuses pour que ce conseil ne fût pas discrédité d'avance par la source d'où il émanait. On était entré dans Wandeswah, le 10 janvier. Il avait fallu attendre l'artillerie de siége, et le 20 seulement, le feu commença contre le fort. Dès le surlendemain, la brèche était ouverte. Coote jugea que le moment d'agir était venu. Étant parti pour faire une reconnaissance, il apprit l'ouverture de la brèche, et ordonna à toutes ses troupes de le joindre. Elles arrivèrent pendant la nuit. Il s'avança alors à la tête d'une partie de sa cavalerie pour continuer sa reconnaissance, fut rencontré par la cavalerie mahratte, sur laquelle il donna. Pendant cet engagement, le reste de sa cavalerie, ses cipayes et deux pièces d'artillerie vinrent le soutenir. Avec ce renfort, il culbuta les Mahrattes, et s'empara de leur position. La bataille était engagée. Les Français avaient laissé devant le fort 450 hommes, dont 300 cipayes et 150 Européens. Le reste de l'armée, au nombre de 6,550 hommes, dont 2,250 Français, vint se mettre en ligne. Les cipayes manœuvrèrent mal et se laissèrent renverser. Le régiment de Lorraine, qui s'avança pour les soutenir, parvint, sous un feu meurtrier qui portait le ravage dans ses rangs, à percer la ligne anglaise. Mais là, pris sur ses deux flancs par les deux ailes de cette ligne, il se trouve engagé dans un combat corps à corps, où les pertes qu'il venait de faire lui laissaient une grande infériorité. Rompu, entamé de toutes parts, et jonchant le terrain de ses morts, il se retire en désordre. Coote ne s'emporte pas à le poursuivre ; au contraire, il rallie les siens et les ramène en bon ordre sur l'aile gauche des Français, où l'explosion d'un caisson qui avait tué ou blessé quatre-vingts personnes, venait de jeter quelque confusion. Bussy de son côté rallie les fuyards, entraîne avec lui le régiment de Lally, et, la baïonnette en avant, marche à l'ennemi que venaient soutenir deux pièces de canon. Dans ce moment, son cheval, frappé d'une balle, est renversé. Lorsqu'il vint à bout de se dégager, il était entouré d'ennemis, et fut fait prisonnier. Le major Bereton, qui commandait les Anglais, avait été blessé mortellement. Bientôt, malgré les efforts de Lally, qui s'épuisait à rallier les fuyards et leur barrait de son corps le passage, la déroute devint générale. Les Anglais entrèrent pêle-mêle avec les Français dans le camp ; entraînement qui eût pu leur être fatal si les cipayes, qui en gardaient les postes avancés, n'eussent lâché pied, et fait perdre par là l'occasion de les prendre entre deux feux. La cavalerie française, qui fit bonne contenance en ce moment, sauva seule l'armée d'une dispersion complète. On put en rallier les débris, qui évacuèrent le camp par derrière, emmenant les troupes qu'on avait laissées à la garde des travaux du siége. Coote, qui eût bien voulu les poursuivre, n'osa pas commettre sa cavalerie indigène avec la nôtre. Au reste, il ne s'endormit pas sur cette victoire, qui lui livra coup sur coup Chittapet, Arcot, Timery, Devicottah, Permacoil, Alamparvah, Karical, Valdore, Chillumbrum et Caddalore. Au mois de mai 1760, les Français en étaient réduits à Pondichéry, Villanore, Djingy et Thiagar. La dernière heure de leur puissance dans l'Inde avait sonné. Le dernier coup allait être frappé sous les murs de Pondichéry.

Par une de ces fatalités qui se rencontrent fréquemment dans la courte carrière qu'a fournie Lally-Tolendal, ce fut en ce moment qu'il parut ouvrir les yeux sur la fausse route que sa politique avait faite. Les dures écailles de la prévention et de l'orgueil qui lui avaient voilé la lumière du vrai ne voulurent tomber qu'à l'heure où cette lumière ne pouvait plus éclairer pour lui que la profondeur de l'abîme qui déjà l'engloutissait. Sous les murs de Pondichéry, qui seul lui restait de tant de conquêtes laissées par Dupleix, une

lueur tardive sembla lui faire comprendre que la politique qui avait fait ces conquêtes valait bien la politique qui les avait perdues. Lorsque aucune alliance ne le pouvait plus sauver, il tendit aux alliances indigènes une main brisée et défaillante. Hyder-Ali, à qui il s'adressa, était le général des troupes de Mysore, et le chef futur de cet empire de Mysore qui devait jeter un éclat passager. Il s'engagea à approvisionner Pondichéry de vivres, à fournir 8,000 hommes de cavalerie d'élite et 5,000 d'infanterie. Les Français de leur côté devaient lui livrer Thiagar qu'il convoitait, pour mettre ses trésors en sûreté contre les vicissitudes des révolutions qu'il préparait dans son pays, et qu'il avait déjà commencées en s'emparant, sous le nom du rajah détenu dans une forteresse, de toute la réalité du pouvoir. Il stipula en outre que les Français lui payeraient 100,000 roupies par mois pour l'entretien de ses troupes pendant cette guerre, et qu'après ils l'aideraient à conquérir les provinces de Tinivelly et de Madura. Les Mysoréens commencèrent par battre un détachement anglais envoyé contre eux. Coote s'en vengea en prenant Villanore sous leurs yeux et sous ceux de Lally. Ils tinrent si bien leurs engagements relatifs aux approvisionnements de Pondichéry, que bientôt ils n'en surent plus trouver pour eux-mêmes. Le découragement entra dans leur camp avec la disette. La désertion suivit. Un détachement, qui amenait de Djingy 2,000 bœufs et une grande quantité de riz, ayant été battu, toute la cavalerie se dispersa, et trois jours après cette armée alliée s'était si bien fondue, qu'il n'en restait pas un seul homme. Les Anglais, au contraire, venaient de recevoir des renforts en hommes et en argent. Ainsi les événements amenaient d'eux-mêmes les Anglais au pied de Pondichéry, et au moment où ils y arrivaient, la Providence leur envoyait de quoi frapper un coup assuré et décisif.

Pondichéry avait deux enceintes : l'une, formée d'arbres dont les branches s'entrelacent de manière à opposer un obstacle impénétrable, suffisait à elle seule pour mettre la place à l'abri d'un coup de main des indigènes. L'autre était une muraille flanquée de quatre redoutes et séparée de la haie-rempart par un espace assez vaste pour fournir à la nourriture du bétail et même des habitants pendant quelques semaines. La place fut investie à la fin d'août. Le 4 septembre, Lally fit une sortie combinée d'après un plan très-hardi et très-sage en même temps pour assiéger les Anglais dans leur camp. Ce coup de main devait réussir. On s'empara de deux des quatre redoutes dont le camp était flanqué. Mais une méprise de l'officier chargé de l'attaque qui devait prendre l'ennemi à revers, le fit arriver trop tard ; l'opération échoua. Le colonel Coote, qui avait eu toute la gloire de cette campagne et commencé le siége de Pondichéry, faillit se voir privé de l'honneur de le finir. Des vaisseaux arrivés d'Angleterre ayant apporté, aux majors Bereton et Monson, des commissions de colonel, avec injonction pour ce dernier de n'en point faire usage aussi longtemps que Coote resterait sur la côte de Coromandel, celui-ci crut voir dans ces expressions un ordre de se rendre au Bengale. Il se disposa à partir avec son régiment. Mais Monson objectant qu'il ne pouvait continuer le siége de Pondichéry si le régiment lui était ôté, Coote consentit non-seulement à se dessaisir du commandement, ce qui était peut-être pousser bien loin l'interprétation des termes restrictifs insérés dans la commission de Monson, mais il s'empressa de mettre son régiment à la disposition de son successeur, et il alla attendre à Madras la fin du siége. Dès la première attaque, le colonel Monson eut la cuisse fracassée d'un coup de mitraille. Cette blessure le mettant hors d'état d'exercer le commandement, il fut le premier à se joindre au conseil de Madras pour engager Coote à le reprendre. Le siége avait fait un pas sous la direction du colonel Monson, puisque les Anglais étaient restés maîtres de la redoute

devant laquelle il avait été blessé. Coote, qui s'était contenté d'abord d'un simple blocus, s'appliqua à le transformer en un siége régulier. C'est une grande gloire pour Lally d'avoir su faire durer ce siége quatre mois et demi (depuis la fin d'août jusqu'au 14 janvier 1761), avec une faible garnison qui n'était point payée, et qui, à partir du mois de décembre, commença à manquer de vivres. Par son énergie, Lally suppléait à tout, même à sa santé, que tant de fatigues avaient épuisée. Dans l'avant-dernière nuit qui précéda la reddition de la place, on le vit, dans l'attente d'une attaque, se faire porter sur les remparts et donner aux soldats exténués sa dernière pièce d'or et sa dernière bouteille de vin. Beaucoup de ces malheureux avaient péri de misère. C'est en vain que, pour épargner les provisions, Lally avait renvoyé ce qui lui restait de cavalerie, et chassé de la ville la population indoue. C'est en vain qu'il avait fait fouiller toutes les maisons pour en enlever les objets de subsistance et réduit la ration au plus strict nécessaire. Chaque homme ne recevait que ce qu'il lui fallait pour ne pas mourir d'inanition; souvent même les distributions étaient interrompues, et l'on attendait dans une disette absolue que le hasard pourvût aux besoins du lendemain. Un moment le ciel parut vouloir venir au secours des assiégés. Dans la nuit du 30 au 31 décembre, il s'éleva un ouragan si furieux que la flotte anglaise, qui concourait au blocus, fut brisée ou dispersée. La mer, franchissant ses limites, vint inonder jusqu'à la baie-rempart, submergea et emporta les batteries et les redoutes des assiégeants. Les habitants de Pondichéry se crurent délivrés. Mais la même tempête avait aussi exercé ses ravages dans la ville, renversé les magasins, les hôpitaux, et détruit ou détérioré ce qu'ils contenaient. La flotte anglaise, dont les débris s'étaient ralliés en pleine mer, était revenue fermer le port, et l'armée de terre recommençait ses travaux. On avait fondé un autre espoir sur un corps mahratte que Lally avait engagé moyennant 500,000 roupies. Mais les Anglais, courant sur son marché, en offrirent 2,000,000, et comme l'ouragan, le corps mahratte s'ajouta à nos ennemis. On eût pu attendre quelque secours de la flotte française; mais sur le bruit d'un projet qu'avait le gouvernement anglais de s'emparer des îles de France et de Bourbon, le cabinet de Versailles avait envoyé à d'Aché l'ordre de ne point quitter ces parages ou d'y revenir sur-le-champ s'il les avait quittés. La flotte reçut cet ordre à l'île de France, où elle était elle-même souffrante de la famine et battue par les tempêtes. Elle ne bougea pas. Ainsi tout semblait se liguer contre l'infortuné Lally; et quand il eut capitulé, Coote son vainqueur, il est vrai, put lui rendre ce témoignage dans une lettre qu'il envoyait en Angleterre: « Personne n'a une plus haute opinion que moi du général Lally qui, à ma connaissance, a lutté contre des obstacles que je croyais invincibles et qu'il a vaincus... Il n'y a certainement pas dans toute l'Inde un second homme qui eût pu tenir aussi longtemps sur pied une armée sans solde et ne recevant aucune espèce de secours. » Les Anglais furent émus quand, passant en revue la garnison qui allait déposer les armes, ils se trouvèrent devant les restes méconnaissables des beaux régiments de Lorraine et de Lally, deux vieilles connaissances que, pendant toute cette guerre, ils s'étaient habitués à rencontrer en première ligne dans tous les travaux de fatigue et dans les postes périlleux. Jamais l'Inde n'avait vu d'aussi belles troupes. Depuis le jour de leur arrivée dans ce pays jusqu'au jour de la capitulation de Pondichéry, malgré des fatigues, des privations et des souffrances incessantes, pas un homme n'avait déserté. Nous avons vu qu'ils avaient emporté la discipline jusque dans la révolte. L'œil de l'ennemi pouvait seul en ce moment les reconnaître, et l'ennemi même savait les plaindre.

Mais pour Lally, il n'était que des ennemis implacables. Jusque dans le

conseil il s'était ourdi des menées pour rejeter sur lui l'odieux des mesures prises par le gouvernement si elles ne réussissaient pas, et pour lui en disputer l'honneur en cas de succès. Quand il fut abattu, ce fut contre lui un déchaînement ignominieux de haines forcenées. Sa vie même fut menacée par des attroupements d'officiers et de soldats de la Compagnie qui enfoncèrent ses portes. Un poste anglais l'ayant dégagé, on alla l'attendre aux portes de la ville où, grâce à son escorte, les sifflets, les huées et les injures purent seuls l'atteindre. Dubois, intendant de l'armée, qui sortit après lui et qui était poursuivi comme lui, ne put se tenir de mettre la main à la garde de son épée, et d'offrir le combat à chacun de ceux qui l'injuriaient. Un officier accepta aussitôt le défi. Dubois, qui était vieux et qui avait la vue basse, tomba mortellement blessé. Tel fut le dernier épisode de l'histoire de notre domination sur le continent de l'Inde. Ces deux épées françaises, qui se croisent sous la porte d'une ville, d'une capitale qui leur échappe, sont une image et comme un résumé assez fidèle des trois dernières années de cette histoire. C'est ainsi que cela devait finir à Pondichéry, et c'est ainsi que cela finira même en France. Seulement l'épée des ennemis de Lally, du fier et aveugle Lally, aura passé des mains d'un officier obscur aux mains du bourreau.

A peine arrivé en France, Lally se trouva sous le coup d'une lettre de cachet. Comme on hésitait à la lui envoyer, il se rendit de lui-même à la Bastille en disant : J'apporte ici ma tête et mon innocence. Lally payait non-seulement pour ses fautes, mais encore pour celles des autres. On sait quel était alors l'abaissement du gouvernement français en Europe, on sait quelles guerres insensées, quelles paix humiliantes, quelles finances délabrées, quels indignes favoris d'indignes favorites, quel épuisement, quel despotisme, quels abus de toutes sortes, et par combien de points une nation outrageusement pressurée se trouvait par surcroît blessée dans ses plus légitimes susceptibilités. Tout était aliment aux haines que le gouvernement s'était attirées, et tout servait de point de mire à ces haines, pour peu qu'on pût croire que le coup en rejaillirait sur le gouvernement. Saisi par la main fatale de cette solidarité un peu aveugle, Lally fut pris pour le bouc émissaire de toutes les iniquités qui s'étaient amassées. Son arrivée fut le signal d'une explosion universelle. Le gouvernement, facile à intimider toutes les fois qu'il n'avait à défendre que la justice, ne fut peut-être pas fâché de voir la fureur publique se détourner sur cette victime expiatoire, et il se garda bien d'ajouter à ses embarras l'embarras de la défendre. Les ennemis du ministère n'en poursuivirent pas moins dans Lally un agent du ministère. Enfermé dans la Bastille comme Labourdonnais, dont sa politique avait reproduit les errements, il y eût attendu éternellement comme Dupleix que son procès fût instruit, lorsque mourut le jésuite Lavaur. Ce jésuite avait été mêlé à beaucoup d'intrigues et de négociations dans l'Inde : c'était lui, par exemple, qui, pendant le siége de Pondichéry, avait gagné l'alliance de ces Mahrattes que les Anglais nous enlevèrent. C'était lui encore qui, au moment où Lally voulait faire fouiller une seconde fois les maisons de la ville pour y trouver des vivres, dissuada le général d'en rien faire, s'engageant à trouver ce que l'on cherchait, et trouva en effet des vivres pour quinze jours. Cet habile homme, qui mourut dix-neuf mois après l'entrée de Lally à la Bastille, avait rédigé deux mémoires, l'un contenant une apologie de tous les actes de l'administration de Lally, l'autre, au contraire, qui était un libelle diffamatoire. Il se proposait de se servir de l'un ou de l'autre suivant l'occurrence. La mort vint déranger cet honnête calcul. Une main officieuse déterra ces mémoires dans les papiers du jésuite. Le premier disparut on ne sait comment, l'autre, au contraire, faisait trop beau jeu au parlement alors animé contre le ministère,

Il devint la base d'une accusation de concussion et de haute trahison. La grand'chambre, qui fut saisie du procès et constituée à cet effet en commission spéciale, reçut ordre d'informer sur tous les délits commis dans l'Inde avant et depuis l'arrivée du comte de Lally. Cette disposition, qui était tout à son avantage, fut éludée, et il resta seul en butte aux passions du public et de la justice.

Dix-huit autres mois s'écoulèrent sur cette instruction monstrueuse qui n'avait pas rassemblé moins de 160 chefs d'accusation, ni appelé moins de 200 témoins. Lally, fort de sa droiture et toujours indomptable, ne se faisait pas faute de récriminer contre ses accusateurs et même contre ses juges. Dès son arrivée, il avait été déclamant contre MM. de Leyrit, Bussy, Moracin, avec autant d'injustice qu'on en montrait en ce moment contre lui. Sans doute, le mauvais vouloir de son entourage l'avait pu quelquefois contrarier, mais, pour trouver la source de ce mauvais vouloir, il oubliait de remonter jusqu'en lui-même, jusqu'à ses violences, ses emportements, ses tyrannies toujours accompagnées de rudesses impardonnables et d'accusations aussi outrageuses qu'injustifiables. Son arrêt fut rendu le 6 mai 1766. Les chefs de concussion et de haute trahison avaient été écartés, mais il n'en fut pas moins admis que Lally avait trahi les intérêts du roi et de la Compagnie, commis des abus d'autorité, vexations, exactions, le tout emportant la peine de mort. Quand le greffier, qui lui lut son arrêt, en vint à ces mots : trahi les intérêts du roi, Lally s'écria d'une voix tonnante : Jamais ! jamais ! Après la lecture, il tomba dans un de ces accès de fureur qui lui étaient familiers, puis, feignant de s'agenouiller pour prier, il s'enfonça dans le cœur un compas dont il se servait pour tracer des cartes. Le coup ne fut pas mortel, bien que le compas fût entré de quatre pouces. Lally espérait que le roi ne souffrirait pas que cet inique arrêt fût exécuté; il se trompait. Il se trompait même en comptant sur une petite faveur que son confesseur avait obtenue et lui avait promise; c'était celle d'être transporté de la Conciergerie au lieu de l'exécution dans sa voiture, aux flambeaux, suivi d'un corbillard et des voitures de ses amis qui voulaient bien lui rendre ce triste et dernier témoignage. Quand l'heure fut venue, on mit en réquisition un tombereau qui passait devant la prison. Lally en montant dans cet ignoble équipage, dit à son confesseur : « J'étais payé pour m'attendre à tout de la part des hommes, mais vous, Monsieur, vous, me tromper ! » On lui fit même l'injure de le bâillonner, dans la crainte que sa parole n'émût le peuple. Il monta les degrés de l'échafaud, s'agenouilla de lui-même, et tendit la *tête à l'exécuteur.*

Voltaire a dit avec une grande vérité que la mort de Lally était un assassinat commis avec le glaive de la loi. Un autre mot de d'Alembert, tout en exprimant la même pensée, laisse percer un reste de cet entraînement de l'opinion contre l'infortuné général : « Tout le monde avait le droit de tuer Lally, excepté le bourreau. » Le philosophe d'Alembert faisait là, ce me semble, une trop large part aux préventions du public ou à la nécessité de faire un mot. Lally avait apporté dans l'Inde des préjugés funestes, un caractère inconciliable avec les circonstances; il s'était attaché à des erreurs qui lui avaient valu de grandes fautes et de grands malheurs; mais il eût été difficile de lui trouver un crime qui ne fût pas d'un bon gentilhomme et d'un valeureux soldat. Nous verrons chez les Anglais les haines publiques s'acharner aussi après le héros de l'Inde britannique, mais nous verrons aussi l'Angleterre faire une autre justice à lord Clive, à Warren Hastings; et pourtant, s'ils n'étaient pas vaincus comme Lally-Tolendal, ils n'étaient pas plus victorieux que Dupleix.

## CHAPITRE XIV.

### SITUATION DU CARNATIQUE ET DU DECCAN APRÈS L'EXPULSION DES FRANÇAIS.

Le trait caractéristique de cette période de l'histoire de l'Inde, ce pays des mines de diamants et des richesses fabuleuses, est le manque d'argent. Il semblait aux peuples occidentaux qu'ils n'avaient qu'à toucher du pied le sable de ces contrées mystérieuses et merveilleuses pour réaliser la fable du roi Midas. L'œil fixé sur l'antique Orient, l'Europe convoiteuse, l'Europe crédule avait pris au sérieux et dévorait en imagination ces *portes du soleil* toutes d'or et de pierreries que la poésie mythologique lui avait décrites. Elle palpait d'avance et d'une main toute frémissante du profane respect que l'on a pour l'or, ces vieux et gigantesques dieux d'or massif qui regardaient, impassibles, avec des yeux d'escarboucles, le creuset où elle les voulait jeter. Mais à peine eut-elle brisé ces portes, que sous ses pieds l'or même devint sable. A peine eut-elle porté sur ces dieux une main fiévreuse et rapace, qu'ils s'écroulèrent, jonchant le sol d'un monceau d'argile. Là aussi les dieux s'en étaient allés, les dieux d'or au moins. Ce qui restait, c'était une terre qu'il fallait comme la nôtre arroser de ses sueurs, et que visitait parfois la famine qui, en une seule visite, lui enleva le tiers de ses habitants. Quant aux richesses, elles ne vinrent qu'à la suite du travail. La sueur fut féconde; le sang n'engendra que le désert et l'aridité. Il y avait déjà bien des années que les Européens ne répandaient là que du sang. L'Inde n'en tarissait pas encore; ses plaines en étaient couvertes. Mais ses trésors où donc les cachait-elle? Elle suait sans se plaindre la sueur de sang sous le harnais des vainqueurs; mais c'était une sueur d'or qu'ils avaient voulu exprimer de son sein, et la sueur d'or ne venait pas. Par quel moyen la lui faire rendre? Français, Anglais, ne pouvaient se faire à l'idée que l'or manquât dans un pays où ils n'étaient venus de si loin qu'alléchés par l'appât de l'or. C'était pitié de voir ces hardis conquérants qui, avec une poignée d'hommes, balayaient des armées et renversaient des empires, arrêtés à chaque instant par ce fétu : le manque d'argent. Une magnifique entreprise se présentait, une grande expédition était projetée : tout était prêt, les courages, les armes, les plans, et l'appétit de la conquête. Mais quoi! une seule chose manquait, une seule: l'argent. Il fallait tout ajourner. Alors on se rabattait sur quelque pauvre petit prince, chez qui l'on comptait prendre, à peu de frais, de quoi dépouiller le gros. On détroussait pour conquérir. Le petit prince avait quelquefois l'humeur de se défendre, et presque jamais l'argent qu'on lui voulait prendre. On s'en revenait appauvri de la victoire que l'on avait remportée, et convaincu que le petit prince s'amusait à laisser brûler sa capitale, dévaster et dépeupler son royaume, pour l'unique plaisir de garder intact son coffre-fort, c'est-à-dire que le coffre-fort valait à lui seul bien plus que ne valaient la capitale et le royaume. L'ardeur d'y mettre la main en était augmentée. Dans l'intervalle, les circonstances avaient changé, l'occasion était passée, la grande expédition manquée, et l'on se remettait provisoirement à gueuser, non plus pour conquérir, mais pour vivre.

Telle était, malgré des déconvenues multipliées, la chimère obstinée des Européens. Partant toujours de cette idée que le moindre coin de l'Inde devait regorger d'or, la facilité qu'ils trouvaient à dépouiller tous ces princes de leurs terres ou de leurs prérogatives, leur rendait plus suspecte l'opiniâtreté singulière que mettaient à sauver leurs trésors des vaincus si accommodants sur leur souveraineté. De là des extorsions, des cruautés, des traités sans foi, des alliances perfides; toutes choses que les Indous ne se faisaient pas faute de rendre aux Européens. C'est qu'en effet, tandis que ceux-ci comptaient sur l'or de l'Inde, les Indous comptaient sur l'or des Compagnies; et Surajah-Dou-

lah désappointé, après la prise de Calcutta, l'avait fort bien fait sentir aux Anglais. Les moindres rajahs, dont on recherchait l'amitié et le concours, paraissaient croire aussi que l'Europe était une mine d'or inépuisable, tant ils mettaient à haut prix leurs services, quand ils le pouvaient. La vérité est que la guerre toujours flagrante ne permettait à personne d'être riche, et que les richesses présumées de chacun tentant sans cesse l'avidité d'autrui, la mauvaise foi et les violences à chaque instant renaissantes tarissaient les sources de l'aisance, perpétuaient la pénurie et la pauvreté.

Pour faire le siége de Pondichéry, les Anglais avaient eu recours à l'argent de Mohammed-Ali qui avait bien voulu en faire l'avance à la condition qu'on lui abandonnerait ce qui serait trouvé dans les magasins de la ville. Une fois maîtres de ces magasins, les vainqueurs s'adjugèrent tout ce qu'ils contenaient. Mohammed-Ali réclama. On le paya de promesses en s'engageant à réduire d'autant le compte de sa dette envers la Compagnie. A peine affermi et reconnu par des traités solennels dans sa qualité de nabab du Carnatique, Mohammed-Ali avait, comme Mir-Jaffier dans le Bengale, pris au sérieux ses droits de souveraineté et visé à les mettre hors de page, en secouant la tutelle anglaise. De longues altercations avec la présidence de Madras étaient nées de cette prétention, et comme il n'était pas le plus fort, elles avaient abouti à faire qu'il se reconnût débiteur envers la Compagnie d'une somme assez considérable pour laquelle il proposait de payer un tribut annuel de 28 lacs de roupies (le lac vaut 100,000 roupies), plus 3 lacs pour l'entretien de la garnison de Tritchinopoly. En échange, les Anglais l'autorisaient à arborer son pavillon sur les forts; ils interdisaient à leurs chefs de corps et commandants de garnison d'intervenir dans les affaires du pays, et ils promettaient leur assistance aux collecteurs des revenus du nabab. Quelque temps après cet arrangement, la présidence n'en demanda pas moins 50 lacs ou 12,500,000 fr. à Mohammed-Ali, qui fut obligé de les donner, bien qu'il ne les eût pas, en les empruntant à des conditions fort onéreuses. Enfin, vint la demande relative au siége de Pondichéry et l'arrangement qui en fut la suite. Quand la Compagnie eut connaissance de cet arrangement, elle trouva fort mauvais que ses employés, qui avaient gardé le profit des magasins, se permissent de dédommager Mohammed-Ali à ses dépens. Elle fit rétablir le compte sur les registres tel qu'il était auparavant. Les velléités d'indépendance tournaient assez mal pour l'infortuné nabab. Frustré dans toutes ses transactions avec les Anglais, écrasé par des exigences toujours croissantes et réduit aux abois, il se rejeta en désespoir de cause sur ses voisins et voulut s'indemniser à leurs dépens. Les Anglais ne pouvaient manquer de trouver ce parti trop juste pour n'y pas donner leur assentiment et même leur assistance. Le premier sur qui l'on tomba fut Mortiz-Ali, gouverneur de Velore. Il se défendit pendant trois mois, et ce que l'on trouva dans la place couvrit à peine les dépenses du siége. C'était une affaire à recommencer. Les deux Marawars, à qui l'on s'en prit aussitôt, n'étaient pas plus forts, mais ils n'étaient pas plus riches. Il fut assez facile de les vaincre, il fut impossible de de les faire payer. Le nabab jouait de malheur. Pourtant il lui restait une espérance; c'était le petit royaume de Tanjore dont le rajah passait pour avoir de grosses épargnes. Mohammed-Ali tournait ses vues et ses canons de ce côté; mais cette fois les Anglais jugèrent à propos de s'interposer entre le rajah et le nabab. Ils négocièrent au nom de celui-ci et malgré lui, et lui rapportèrent une convention par laquelle le rajah s'engageait à lui payer 22 lacs de roupies dont quatre comptant, et quatre lacs annuels comme tribut. De son côté, Mohammed-Ali restituait au rajah quelques districts soustraits du territoire de Tanjore, et rendait un autre district à ses anciens possesseurs. L'exiguïté de la somme

stipulée à son profit et les autres conditions portées à sa charge scandalisèrent vivement le nabab. Il se refusait à signer, lorsque le gouverneur de Madras, M. Pigot, s'emparant du sceau du prince récalcitrant, l'apposa sur le traité. Des 22 lacs stipulés en faveur de Mohammed-Ali, il ne lui revint pas un schelling. Mais la Compagnie, qui les toucha, voulut bien les lui porter comme à-compte sur les 28 dont il s'était reconnu débiteur envers elle. Ainsi, trois campagnes heureuses qu'il venait de faire pour se procurer de l'argent, et un traité obtenu par la terreur de ses armes, lui rapportèrent la perte des portions de territoire qu'il cédait par ce même traité. Pour fruit de ses exploits et de son alliance avec l'Angleterre, il se trouva réduit à une plus petite principauté et à une plus grande gêne qu'auparavant.

Profitant du moment où il avait tant à se louer d'elle, la présidence crut l'occasion favorable pour ajouter aux procédés de bonne amitié qu'elle venait d'échanger avec le nabab, la demande d'un jaghire destiné à arrondir son territoire autour de Madras. Un jaghire est une sorte de fief constitué en toute propriété à une personne ou à une corporation, et échappant par là à toute redevance envers le souverain propriétaire du reste du pays, quoique toujours mouvant de cette souveraineté. En pratique, le grand privilége attaché à la possession d'un jaghire, c'est que l'on en peut toucher soi-même les revenus : avantage énorme dans l'Inde. Le nabab avait de fort bonnes raisons pour justifier son refus : les grandes concessions de territoire déjà par lui faites à la Compagnie; sa renonciation à tout tribut sur le territoire de Madras; la diminution de ses revenus et la pénurie de son trésor. Mais la présidence objectait les dépenses où l'entraînait la protection par elle accordée au Carnatique contre ses ennemis extérieurs et dans son administration intérieure; elle s'engageait à la rendre plus étroite encore pour l'avenir; considération qui, sans doute, touchait fort peu Mohammed-Ali. Mais ce qui finit par le toucher, ce fut le ton impératif auquel, de guerre lasse, le président crut devoir en venir avec lui. Le nabab, en s'exécutant, dut bien s'étonner d'avoir osé rêver l'indépendance. En vertu des engagements dont ils venaient de lui renouveler la foi, les Anglais l'appuyèrent chaudement dans un démêlé qu'il eut avec Mahomet-Issouf, un de leurs alliés fidèles, un des hommes les plus braves que les guerres de l'Inde aient produits, et qui avait rendu de grands services à la présidence dans sa lutte contre Lally-Tolendal. Après une longue et énergique résistance contre ses anciens alliés et Mohammed-Ali, il fut livré à ce dernier, qui le fit immédiatement mettre à mort. Dans le même temps, le rajah de Tanjore reparut encore sur la scène, et ramena la division entre le nabab et les Anglais (1763). Des deux branches de la Cavery, à son embouchure, la plus méridionale tend sans cesse à se porter sur l'île de Seringham, et à se rejoindre, en la submergeant, avec le Coliroun. Elle y parviendrait, si des travaux soigneusement entretenus n'y mettaient obstacle. Cette partie du cours de la rivière appartenait à Mohammed-Ali; le cours supérieur au rajah de Tanjore. Celui-ci avait un grand intérêt à maintenir le cours actuel des eaux, et demandait à faire des réparations nécessaires. Mohammed-Ali prétendait que ses sujets n'avaient pas un intérêt moindre à la submersion de l'île de Seringham, et il s'opposait aux réparations. Le débat fut porté devant les Anglais, qui donnèrent tort à leur nabab. Ce dernier coup le frappa au cœur. Il s'en montra exaspéré; il fit traîner l'affaire en longueur jusqu'en 1765, et peut-être alors, ayant épuisé tous les délais, se fût-il porté à quelque extrémité, si cette grande colère n'était tombée devant un grand danger.

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, poindre une puissance nouvelle, le royaume de Mysore, et un homme nouveau, Haïder-Ali. La fa-

mille de Haïder-Ali, originaire du Penjab, avait eu des commencements assez obscurs. Son bisaïeul était un fakir, qui vint s'enrichir dans le Deccan. Il eut deux fils, dont l'un mourut laissant à son tour un fils qui fut, ainsi que sa mère, dépouillé par son oncle. Admis comme soldat dans un corps d'infanterie, cet enfant fit si bien, qu'il s'éleva au commandement d'un district dépendant du nabab de Sera. Il y fut tué, et laissa deux fils qu'un frère de leur mère se chargea d'élever. L'aîné, Shabas, parvint rapidement aux honneurs militaires; le second, Haïder-Ali, dissipa sa jeunesse dans les plaisirs. Cependant, au siége d'un château, où s'était enfermé un polygard en révolte contre le roi de Mysore, il se distingua si bien, qu'après la prise de la place on lui donna le commandement de 200 péons et la garde d'une des portes du château. Il ne tarda pas à être chef d'un château tout entier pour son propre compte. Il y arriva à la tête de 1,500 chevaux, 3,000 hommes d'infanterie régulière, 200 péons, 4 pièces d'artillerie, et sut les employer de manière à en avoir bientôt augmenté le nombre. Il ne se faisait d'ailleurs pas scrupule de recruter ses troupes parmi certaines castes qui font profession dans l'Inde d'exercer l'industrie de voleurs (les Kallantrous). Il conquit promptement ainsi le respect des petits polygards, ses voisins, conquête, au surplus, dont il ne se contentait point, comme ils purent s'en apercevoir. Il reçut cependant, en 1757, une petite correction de ce même Mahomet-Issouf dont nous venons de parler, et sur qui il avait voulu prendre Madura. Mais ce n'était là pour lui qu'un aiguillon à mieux faire. Il était riche, et déjà assez bien posé dans son petit État de Dindigul pour apporter une influence prépondérante partout où il lui plairait d'intervenir. Le royaume de Mysore était alors gouverné par un rajah, qui eût bien voulu gouverner seul, si ses ministres le lui avaient permis. Ces ministres étaient deux frères, dont l'aîné finit par se lasser d'un pouvoir contesté, et le laissa retomber tout entier sur son cadet, Nunjeray. Comme tous les potentats de l'Inde, Haïder-Ali excepté, le rajah de Mysore manquait d'argent. Tandis qu'il se révoltait contre son ministre, ses troupes non payées se révoltaient contre lui. Trouvant l'occasion belle pour s'élever d'un bond au sommet de l'État, Haïder-Ali accourut, réconcilia le rajah avec son ministre, et les troupes avec tous les deux. Il lui en coûta de grosses sommes; mais il jouait déjà le rôle de médiateur et de protecteur auprès du pouvoir suprême; et, pour le moment, ce rôle lui suffisait. Il n'eut garde d'ailleurs d'omettre une clause rémunératoire par laquelle il se faisait assigner les revenus de certains districts, et conférer, à titre de jaghire, la forteresse et le territoire de Bangalore. Il en était là sur le chemin de sa destinée, lorsque les Mahrattes, ces Goths et ces Vandales de l'empire mogol, eurent l'idée malheureuse de faire une incursion dans le Mysore (1759). Toutes les voix appelaient Haïder-Ali au commandement de l'armée mysorienne. Il battit les Mahrattes, et les réduisit à subir les conditions de la paix. Après ce triomphe, il fut l'homme le plus fort du royaume de Mysore. Nunjeray avait conservé la mauvaise habitude de ne point payer les troupes. Haïder-Ali, qui avait ouvert la grande phase de sa fortune en les apaisant, voulut la pousser à son apogée en les excitant. Elles allaient répétant qu'elles seraient payées lorsque Haïder serait ministre, et le fait est qu'elles étaient déjà payées rien que pour le dire. Nunjeray, hors d'état de soutenir la lutte contre un tel concurrent, crut le temps venu de prendre sa retraite, s'il ne voulait empirer ses affaires. Haïder-Ali n'avait pas attendu qu'il fût devenu un si puissant personnage pour montrer, en massacrant Herry-Sing et ses troupes, comment il en usait avec les gens qu'il trouvait gênants. Que serait-ce maintenant que l'ascendant qu'il exerçait lui livrait un pouvoir sans limites? Nunjeray n'en voulut pas faire l'expérience. Le rajah, débarrassé de son

ministre, se hâta de respirer, et Haïder-Ali, sous prétexte de subvenir à la paye des troupes, n'eut pas une moindre hâte de faire ajouter aux revenus qu'il possédait déjà, celui d'un nombre de districts tel qu'il eut dans les mains la moitié du royaume de Mysore; ce qui fit que la souveraineté du rajah se retrouva bien garrottée, même pour l'autre moitié. Sur ces entrefaites, Lally ayant invoqué son alliance, il saisit cette belle occasion de mettre la main sur de petits États qui séparaient le Carnatique du Mysore, et qui, il faut le croire, avaient le tort de ne pas vivre assez en paix avec nous. On a vu quelle fut la suite de l'expédition. Cette suite ne répondait pas aux vues de Haïder, qui probablement méditait pour le Carnatique tout entier quelque chose de semblable à ce qu'il avait fait pour les petits États intermédiaires. Il eût pu venir donner lui-même à son intervention en notre faveur un caractère autrement sérieux, si le soin de ses propres affaires ne l'eût obligé à détourner son attention de Pondichéry, et à en rappeler ses troupes, qui d'ailleurs devançaient à qui mieux mieux ses ordres en désertant si bien, comme on peut se le rappeler.

Le rajah, toujours tourmenté du désir de gouverner seul, ne rompait les lisières du ministre de la veille qu'en se mettant à la merci du ministre du lendemain, et ne savait échapper au joug de celui-ci qu'en se jetant sous la quenouille de la reine sa mère. Cette dernière lui fit sentir vivement l'humiliation de l'infériorité où il se laissait réduire, et ourdit un beau complot, qu'il fut bien obligé d'adopter comme sien. Les troupes de Haïder guerroyaient au loin; lui-même était resté presque seul dans son palais, en face du palais de ses souverains. Les circonstances étaient on ne peut plus favorables pour introduire dans le royaume les Mahrattes, qui ne demandaient pas mieux, et pour les employer à faire un bon coup contre leur vainqueur Haïder. L'affaire fut d'ailleurs menée avec une discrétion si exemplaire, que celui-ci n'eut vent de rien. Au jour dit, il sentit tout à coup son palais ébranlé par une canonnade qui en entamait les murailles. Pris entre les assiégeants d'un côté, et une rivière gonflée par la pluie de l'autre, Haïder, qui n'avait qu'un faible entourage, ne pouvait, ce semble, ni fuir ni se défendre. Malheureusement on s'était trop pressé. Les Mahrattes, qu'on attendait pour tenter l'escalade, n'arrivèrent pas à point. La nuit vint avant eux, et Haïder, qui avait eu le temps de faire rassembler quelques bateaux, profita des ténèbres pour s'échapper. Chemin faisant, il négocia avec les Mahrattes, qui, moyennant trois lacs de roupies et la cession de Barahmal, un des petits États qu'il avait récemment conquis, consentirent à abandonner la cause du rajah et son royaume. Le rajah n'en restait pas moins un adversaire assez fort pour que Haïder, tout en lui faisant la guerre, crût devoir l'attaquer de biais et par stratagème. Il alla trouver Nunjeray, qui, pour mieux se faire oublier, n'avait pas pensé qu'il y eût loin du monde une retraite assez écartée, ni un rôle de philosophe assez désabusé. Haïder prit pour l'aborder le rôle et presque l'habit d'un fakir. Il avait de grandes fautes à expier, disait-il, et il voulait consacrer le reste de ses jours à faire pénitence, surtout pour l'ingratitude dont il s'était rendu coupable envers Nunjeray, son bienfaiteur. Mais, au préalable, il voulait lui rendre la place dont il l'avait dépouillé. Ce discours fut un baume pour la plaie que creusait chaque jour dans le cœur du faux ermite l'ambition qu'il était venu enfouir vivante dans sa retraite, où il l'avait emportée comme un serpent sous son manteau. L'habit en désordre, le son ému de la voix, les larmes qui accompagnaient les paroles achevèrent de le convaincre; il s'empressa de mettre son argent, ses amis, son nom, à la disposition de Haïder, qui en usa si discrètement, que bientôt des troupes furent rassemblées autour de leur retraite. C'était précisément ce qu'il voulait. Bien

assuré que désormais Nunjeray était suffisamment posé comme aspirant à reprendre le pouvoir, il adresse à divers officiers du corps d'observation dont il était entouré, des lettres d'où semblait résulter la preuve d'une connivence coupable entre eux et le futur ministre. Ces lettres sont interceptées, comme il l'avait espéré. Le commandant en chef, menacé d'une défection aussi considérable, ne se sent plus assez sûr de ses troupes pour les commettre avec les événements, et il se hâte de battre en retraite. Alors, et pour mettre à profit cette défiance qui paralysait les forces de l'ennemi, Haïder-Ali, à la tête de ses partisans et de ceux de Nunjeray, fond sur cette armée désorganisée, et la met dans une déroute complète. Il pousse son avantage, soumet les pays qu'il traverse, et arrive au mois de mars (1761) devant Mysore. Il n'eut besoin que d'écrire un mot au rajah. Celui-ci consentit à recevoir une pension de trois lacs de roupies, assise sur un certain nombre de districts, moyennant quoi il abandonna tout son pouvoir à Haïder, qui régna sous son nom. Nunjeray eût pu se croire mystifié, s'il n'eût reçu pour prix du rôle de comparse qu'il avait joué dans cette intrigue, où il s'était cru investi du premier rôle, un revenu d'un lac de roupies.

Une fois maître des affaires, Haïder fit en grand ce qu'il avait fait en petit lorsqu'il était polygard de Dindigul. Il étendit rapidement ses possessions. Peu s'en fallut que les Mahrattes ne lui fissent rencontrer dans cette autre carrière un autre Mahomet-Issouf. Il leur tint tête autant qu'il put avec des forces très-inférieures, et, lorsqu'il désespéra du succès de cette lutte, il s'en débarrassa par quelques restitutions de territoire. Après avoir pourvu à quelques autres soins de gouvernement, il en revint au Carnatique, où il ne devait plus trouver son allié Lally-Tolendal, mais où ses ennemis les Anglais n'allaient pas lui manquer.

La puissance de Salabut-Djung n'avait attendu pour s'écrouler que la chute de la puissance française. A peine avions-nous abandonné nos possessions aux Anglais vainqueurs, qu'il s'était vu supplanté et mis en sequestre par son frère Nizam-Ali. La paix devait être aussi funeste à ce malheureux prince que l'avait été une guerre desastreuse pour ses soutiens. Dans le traité qui fut conclu entre la France et l'Angleterre, en 1763, il était dit, par erreur de nom sans doute, que Mahomet-Ali demeurait reconnu comme nabab du Carnatique, et Salabut-Djung comme subahdar du Deccan. Nizam-Ali, qui, depuis deux ans déjà, avait pris sa place, crut voir dans cette disposition une résurrection des droits de son frère, et pour se garantir contre ces retours imprévus, il le fit tout aussitôt mettre à mort. Il n'entretenait avec les Anglais qu'une paix souvent troublée par des actes d'hostilité réciproques. Ceux-ci étaient restés les maîtres dans les circars où le représentant du subahdar n'exerçait plus guère qu'une autorité nominale. Toutefois Nizam-Ali, bien plus inquiété par les Mahrattes et par Haïder, finit par offrir cette province aux Anglais pour prix de leur concours contre ses terribles voisins de Mysore et de Pounah. Les Anglais, qui voyaient se lier par là leurs possessions du Carnatique à celles du Bengale, ne s'y prirent pas à deux fois pour accepter, et commencèrent par envoyer le général Caillaud faire acte de possession. Il n'en fallait pas davantage pour offenser l'ombrageux subahdar, qui se prépara aussitôt à la guerre. Plus sage, et peut-être aussi moins forte que lui en ce moment, la présidence conjura les effets de sa colère en lui offrant un traité par lequel, moyennant l'abandon de cinq circars qu'il lui cédait, elle s'engageait à lui payer neuf lacs de roupies, et à lui fournir un corps auxiliaire. Elle couronna ces offres par le don gratuit de cinq lacs au moment de la signature. Le pauvre Mohammed-Ali se vit encore obligé de faire les frais de cet acte de munificence britannique. Il reçut quelque temps après un firman de l'empereur qui détachait le Carnatique du Deccan, et en faisait

une souveraineté, ne relevant immédiatement que de l'empire. Mohammed-Ali fut sans doute peu sensible à cette élévation : elle venait trop tard. Les soucis du pouvoir l'en avaient dégoûté. Clive parlant un jour de lui donner le Deccan : « Le Deccan est « trop grand pour moi, » avait répondu le nabab; et l'on ne put jamais tirer de lui une autre réponse.

La guerre était à peine commencée contre Haïder et les Mahrattes, que Nizam-Ali, par un de ces brusques revirements auxquels il était sujet, se retourna contre ses alliés les Anglais, traita avec les ennemis, et entra tout à coup en compagnie de Haïder dans le Carnatique. Le colonel Smith, qui lui avait été envoyé à la tête des troupes auxiliaires, fut rappelé pour lui tenir tête. Il soutint vigoureusement dans une bataille l'honneur des armes anglaises contre le choc impétueux de Haïder. Mais, après cet effort, il n'eut de salut que dans une retraite précipitée, où il marcha trente-six heures sans prendre le temps de manger. Haïder le suivit de près jusqu'au fort de Trinomaly, où le colonel s'était enfermé, et, pendant qu'il l'y assiégeait, le Mysorien détacha sur Madras 5,000 hommes, dont il confia le commandement à son fils Tippou-Sahib. Celui-ci fut bientôt sous les murs de la ville qui ne s'attendait pas à cette visite, et dans laquelle il entra sans trouver de résistance. Mais, au lieu de s'en emparer, les soldats s'arrêtèrent au pillage des premières maisons, et la garnison eut le temps de se mettre en posture de repousser l'attaque. Haïder échouant dans ses tentatives sur Trinomaly, Tippou-Sahib ramena à son père les troupes dont il avait affaibli son armée. Le subahdar, toujours changeant, passa la saison des pluies qui survint à essayer de renouer avec les Anglais.

La campagne suivante eut des succès balancés, mais dont l'avantage resta pourtant aux Anglais d'une manière assez marquée pour que Nizam-Ali n'hésitât plus à rompre avec son allié. Un nouveau traité le lia une fois encore à l'Angleterre. Pendant ce temps (février 1768), un nouvel ennemi tombait sur Haïder-Ali. C'était la présidence de Bombay, qui venait le prendre à revers dans ses récentes possessions du Malabar. Mais aussi un nouvel allié lui était venu. La France s'était engagée à lui fournir trente compagnies de cent hommes chacune, qu'elle organisait dans les îles de France et de Bourbon, et qui devaient le rejoindre prochainement. Avec cet espoir, Haïder-Ali tint bon contre l'orage. Ses échecs, qui continuaient toujours dans le Carnatique, étaient compensés par quelques avantages dans le Malabar, où les Anglais n'avaient pu entamer ni la fidélité des rajahs, ni les murailles des forts. La présidence de Madras soutenait péniblement cette guerre. L'argent, comme toujours, lui faisait faute. Elle n'avait point de cavalerie; 4,000 chevaux auxiliaires, que Mohammed-Ali avait dû lui fournir, n'avaient pu être mis sur pied à cause de la gêne où était le nabab. Nizam-Ali passait pour vouloir déjà rompre sa dernière alliance, et se donner aux Mahrattes. Les nouvelles reçues de Bombay étaient affligeantes. Toutes ces circonstances ne lui donnaient qu'une médiocre ardeur pour la guerre. De son côté, Haïder n'était pas directement l'ennemi des Anglais, mais de Mohammed-Ali; il se bornait à convoiter le Carnatique, et, s'il pouvait l'obtenir par des négociations, il ne lui répugnait nullement d'arriver à ses fins par cette voie. La paix était donc dans les intentions et presque dans les paroles des deux partis. Tout en négociant ou en se laissant voir disposé à négocier, Haïder n'en reprenait pas moins une offensive énergique, qu'il alla pousser jusque sous les murs de Madras. Il ne pensait pas que l'audace et le succès dussent ôter du poids à ses propositions pacifiques. Toutefois, avec cette souplesse merveilleuse qui unissait chez lui le diplomate au guerrier, il sut prendre sous le canon de Madras une attitude toute conciliante et même amicale. Il n'était venu là avec 6,000 cavaliers que pour té-

moigner aux Anglais de son bon vouloir, et pour épargner à leurs commissaires la peine de le venir trouver. En preuve de ses bonnes dispositions, il s'était abstenu de ravager les territoires qu'il venait de traverser. Tout en manœuvrant contre l'armée du colonel Smith, il avait évité un engagement avec lui. Il désignait un membre du conseil avec lequel il lui serait agréable de suivre les conférences, et terminait par des vœux pour l'accroissement et la durée de la prospérité de l'Angleterre. Il ne fallait pas moins que cette lettre pour rassurer Madras, où l'alarme était déjà grande. Malgré l'opposition de Mohammed-Ali, qui eût bien voulu continuer la guerre, le traité se poursuivit et fut rédigé sur la base d'une restitution des conquêtes réciproques, et d'une alliance offensive et défensive entre Haïder et les Anglais. Ce traité était tout à l'avantage de Haïder, qui, malgré quelques entreprises heureuses, avait plus perdu que gagné dans cette campagne.

A Londres, la Compagnie, déjà fort mécontente de la manière dont la guerre avait été menée, se montra plus mécontente encore du traité par lequel on paraissait avoir acheté la paix. Ce traité cependant était fort sage, et moins désavantageux que ne le pouvaient penser des gens moins au fait des circonstances que ceux qui l'avaient rédigé. Mohammed-Ali, furieux, voulut faire un coup de tête et tenir la campagne à lui tout seul. On ne voit pas ce qu'il y comptait gagner, puisque la présidence elle-même avait jugé la guerre trop onéreuse et d'un avantage douteux. Mais ce projet insensé le chatouillait par son côté faible, par ces idées d'indépendance dont les velléités lui revenaient parfois. Il trouvait beau de faire une fois en sa vie la guerre sans alliés, pour son compte, et de se faire battre, uniquement parce que tel était son bon plaisir. Mais la présidence ne lui permit pas de s'égarer bien loin dans ces chimères, et, si elle ne réussit pas à le rendre sage, elle vint du moins à bout de le contenir. Les troupes de Bombay, qui s'étaient emparées des forteresses d'Onore et de Mangalore, se les laissèrent reprendre sans oser les défendre (mai 1768). Elles les évacuèrent avec tant de précipitation, qu'elles y laissèrent leurs malades et leurs blessés. Haïder-Ali, qui observait leur retraite, tomba sur elles au moment où elles allaient s'embarquer, et leur fit essuyer une sanglante déroute, qui fut suivie d'un traité avec la présidence. Ainsi maître de la situation, et affermi par des traités sur toutes ses frontières, Haïder-Ali ne songea plus qu'à organiser et à cimenter toutes les parties de ce royaume nouveau qu'il venait de fonder. L'homme d'État, le grand administrateur succéda à l'habile diplomate et au valeureux guerrier. Haïder-Ali, fondateur d'un empire qui fit trembler l'Angleterre; Haïder-Ali, qui fut un grand capitaine, un grand négociateur, un grand homme d'État, ne savait pas lire.

## CHAPITRE XV.

### LES ANGLAIS ASSOIENT LEUR GOUVERNEMENT DANS TOUT LE BENGALE. — RÉFORMES OPÉRÉES PAR CLIVE.

On a vu, à la fin du chapitre VI, l'empire mogol agonisant dans les mains d'Alamdjire II, qui en put transmettre cependant à son fils, Ali-Gohar, le spectre pâlissant et effacé. Ce jeune prince, avant la mort de son père, pour échapper à la captivité où le retenait le vizir Umad-al-Mulk (Ghazi-ed-Din), s'était réfugié dans le Rohilconde auprès de Nujib-al-Doulah, ce chef rohilla, nommé Émir-al-Omrah par Ahmed Abdalla, pour protéger l'empereur. On se rappelle quels furent les embarras de Mir-Jaffier aussitôt après son avénement; ses engagements insensés, les réclamations dont il fut assailli, les révoltes de ses provinces, les Anglais le soutenant d'une main et pesant sur lui de l'autre, et lui, tandis qu'il invoquait leur appui, qui faisait toute sa force, méditant de s'en affranchir en les chassant de ses

États. Un danger bien plus formidable le menaça aussitôt après l'arrivée d'Ali-Gohar dans le Rohilconde (1758). Cette province tirait son nom des Rohillas, tribu d'Afghans originaires du pays de Roh, dans le Caboul, et qui, sur la décadence de l'empire mogol, étaient venus s'établir au nord du royaume d'Oude, où ils acquirent bientôt une grande importance. Ils étaient en ce moment, avec leur chef Nujib-al-Doulah, le principal soutien du fantôme impérial. A peine nommé Émir-al-Omrah, ce Nujib avait été forcé de se réfugier parmi ses Rohillas. Poursuivi là par les Mahrattes, il s'était jeté dans les montagnes, où il errait presque sans asile, lorsque le nabab d'Oude, Sujah-al-Doulah, craignant une invasion dans son propre royaume, s'avança à la rencontre des Mahrattes, et les battit complétement. Il se forma alors entre Nujib et Sujah-al-Doulah une alliance que la présence du Shah-zada (fils de l'empereur) vint bientôt resserrer. La faiblesse de Mir-Jaffier avait inspiré au nabab d'Oude et à plusieurs autres de ses voisins un vif désir de se partager ses dépouilles. Le Shah-zada, qui venait d'être nommé par son père subahdar des provinces de Bengale, Bahar et Orissa, voulut faire reconnaître son autorité dans les pays de son gouvernement, et se trouva porté à la tête de cette ligue qui se formait contre Mir-Jaffier. Aux chefs que nous avons nommés s'étaient joints Mahomet-Kouli-Khan, subahdar d'Allahabad, et deux puissants zemindars. Le nabab d'Oude s'y employa avec d'autant plus de zèle, qu'il espérait profiter de l'occasion pour enlever par ruse ou autrement le fort d'Allahabad à son allié Kouli-Khan. Dans cette vue, il n'épargnait ni l'argent ni les levées d'hommes pour le contingent qu'il devait fournir à la coalition. Ce petit projet malheureusement fut ce qui fit manquer l'affaire principale. En effet, comme Kouli-Khan s'évertuait de bon cœur et de bonne foi avec le Shah-zada au siége de Patna, où déjà il avait ouvert la brèche, il apprend que Sujah-al-Doulah, qui était resté en arrière, vient d'entrer par trahison dans la forteresse d'Allahabad. A cette nouvelle, rien ne put le contraindre à laisser ses troupes un moment de plus devant Patna. Le Shah-zada, qui n'avait plus des forces suffisantes pour continuer le siége, après de vaines supplications pour le retenir, est obligé de le suivre. Ils rencontrent en chemin M. Law, chef de ce corps français que Surajah-Doulah avait pris sous sa protection après la prise de Chandernagor, et envoyé dans la province de Bahar. M. Law, qui amenait ses troupes comme renfort aux assiégeants, conjure en vain Kouli-Khan de retourner sur ses pas, se faisant fort de prendre Patna en deux jours. Il importait peu au subahdar de faire des conquêtes pour autrui, pendant qu'on le dépouillait lui-même. Il marcha droit sur Allahabad. Ali-Gohar passa la Caramnassa, et retourna auprès du nabab d'Oude. Celui-ci, qui croyait le Shah-zada vainqueur, s'avançait à sa rencontre; mais apprenant qu'il s'en revenait presque seul, et réduit à rien, il se déclara contre lui. Clive cependant, qui accourait avec Miram au secours de Patna, fut bien étonné de n'y trouver plus d'ennemis. Le Shah-zada, quand il préparait cette expédition, avait essayé de gagner Clive à son alliance et de lui faire abandonner Mir-Jaffier. En ce moment, il était réduit à lui demander un asile sur le territoire anglais. Le président de Calcutta, déjà inflexible sur la première proposition, ne crut pas devoir céder même à cette prière d'un homme, d'un prince malheureux; mais il lui fit passer de l'argent, à l'aide duquel l'héritier du trône impérial put se mettre en sûreté. Échappé de ce péril, Mir-Jaffier témoigna sa reconnaissance à Clive en lui conférant, à titre de jaghire, la rente qu'il percevait sur la Compagnie pour les territoires occupés par elle autour de Calcutta. C'était un modeste revenu de 30,000 liv. st. (750,000 fr.) que Clive acquérait là.

Peut-être Mir-Jaffier était-il mû à de telles largesses par l'espoir de n'être pas longtemps à les reprendre. Il

y a lieu de soupçonner qu'il ne fut pas étranger à une entreprise que les Hollandais tentèrent alors sur le Bengale. Vers ce temps-là, quoique la Hollande fût en paix avec l'Angleterre et avec le nabab, sept vaisseaux de cette nation, portant 1,500 hommes de débarquement, se présentèrent à l'embouchure du Gange. Clive, sans perdre un instant, se fit donner par le nabab Mir-Jaffier un ordre enjoignant aux Hollandais de sortir de la rivière; puis, muni de cette pièce, il se mit en mesure de les expulser. Leurs troupes de terre furent débarquées près de leur comptoir de Chinsurah, leurs vaisseaux remontèrent jusqu'aux environs de Calcutta, et là, dans un factum qui contenait une longue énumération de leurs griefs contre les Anglais, ils sommèrent ceux-ci de leur laisser le fleuve libre. Les Anglais répondirent qu'ils ne faisaient qu'obéir à l'ordre du nabab, et Fordes, qui revenait des circars du nord, ayant reçu ordre d'attaquer les troupes débarquées, s'y prit si bien qu'en une seule action il les détruisit ou les dispersa entièrement. L'armée navale ne fut pas plus heureuse. Après un engagement de deux heures, des sept vaisseaux pas un n'échappa. Mais ils furent bientôt rendus par Clive, qui, craignant les complications que cette affaire pouvait amener en Europe, ne voulut pas la pousser plus loin contre une nation amie de la sienne. Il se borna à faire payer aux vaincus les frais de cette courte campagne (déc. 1759). Mir-Jaffier, du nom duquel on s'était couvert pour agir avec vigueur contre les Hollandais, n'avait pas osé refuser tout net son concours à Clive qui le lui demandait; mais il s'était arrangé de manière à être prêt trop tard. Peut-être, dans le don magnifique du jaghire, s'était-il montré si libéral envers Clive pour mieux dissimuler ses sentiments actuels, et pour lui fermer les yeux sur les machinations dont le succes venait d'avorter. Ce qui est certain, c'est que l'élan de zèle enthousiaste qu'il avait montré pour les intérêts du général parut bien refroidi, quand, à la place de Clive, il n'y eut plus que des intérêts anglais. Nous le verrons bientôt manifester autre chose que de la froideur.

On croit voir une sorte de démence fanfaronne dans ce projet d'expulsion des Anglais dont se berçait Mir-Jaffier, qui, sans l'assistance des Anglais, n'eût pu se maintenir vingt-quatre heures sur son trône. Ces tentatives plus ou moins sourdes et toujours impuissantes qui reviennent à chaque instant, semblent moins encore avoir pour effet de laisser percer le but secret du nabab, que de mettre en complète évidence l'aveuglement et l'obstination hébétée d'un fou ou d'un imbécile. La vérité est pourtant qu'elles décèlent plutôt la clairvoyance d'un esprit avisé et la résolution généreuse d'un cœur qui accepte l'adversité, mais non l'avilissement. Pour Mir-Jaffier, il était en effet bien des manières de tomber du trône, il n'en était qu'une de s'y maintenir, et c'était celle qu'il avait choisie. Clive roulait dans ses pensées la soumission du Bengale à l'autorité directe de l'Angleterre. Mir-Jaffier avait su lire cela ou dans la situation des choses dont la marche logique amenait Clive à ce résultat, ou dans la pensee même de celui qui voulait diriger vers ce résultat la marche des choses. Chaque jour resserrant davantage les liens de la nécessité qui l'enchaînait au joug de la puissance anglaise, et cette puissance préméditant sa ruine, la sagesse même lui conseillait de ne pas attendre le moment où il ne lui serait plus permis de faire un mouvement, ne fût-ce que pour tomber à sa guise. Dans cette tentative désespérée, sa chute était presque certaine; mais elle était tout à fait certaine dans toute autre hypothèse, et elle n'était honorable que dans celle-ci. Acculé de tous côtés à des extrémités, et n'ayant plus qu'un instant pour choisir de l'une ou de l'autre, l'extrême folie devenait pour lui l'extrême prudence. L'immense et rapide carrière que sa fortune venait de parcourir avait inspiré à Clive cette raison si ferme d'ailleurs et si contenue, des projets plus vastes peut-être que ne le com-

portaient encore les circonstances, et sur lesquels il devait plus tard s'amender. Cet homme, d'une si grande expérience dans tout ce qui concernait les hommes ou les choses de l'Inde, en était encore à ses débuts, à son noviciat dans l'exercice du pouvoir suprême. C'était pour la première fois que son regard se trouvait en présence d'un horizon de cette étendue. Il n'est pas étonnant que, dès l'abord, il ait pu se tromper sur des questions de limites : il crut donc un moment, que l'action de l'Angleterre sur l'Inde ne devait pas se limiter au maintien d'un nabab ou d'un subahdar qui était sa créature et son instrument, mais qu'elle pouvait, brisant ce masque, assumer franchement devant les indigènes tous les caractères et toutes les prérogatives de la conquête. Importuné encore du souvenir des caprices et des résistances de Surajah-Doulah, fatigué du poids de Mir-Jaffier qui lui retombait sur les bras sans cesse, assuré de l'ascendant qu'avaient acquis, au détriment de tous les chefs et de tous les pouvoirs indigènes, son nom à lui et l'image de la puissance britannique, il se persuadait sans peine (chose problématique dans cette première rencontre des peuples conquis avec le peuple conquérant) que le gouvernement deviendrait plus simple et plus facile si on le débarrassait de ce rouage emprunté aux vieilles traditions du pays, mais mal engrené avec les formes d'une administration européenne. En cela Clive voyait juste, au moins d'un côté. Mais la question avait deux faces, et s'il n'avait saisi qu'une partie de la première, s'il oubliait que le jeu facile d'un gouvernement ne tient pas seulement à la coordination et à l'homogénéité de ses ressorts entre eux, mais encore à leur rapport de convenance avec les éléments sur lesquels ils sont destinés à agir; s'il oubliait qu'il est plus facile d'ajuster l'ordre d'une administration et les habitudes de quelques employés aux traditions d'un peuple, que de rompre un peuple entier aux allures d'une administration nouvelle, inusitée, étrangère à ses mœurs, il oubliait aussi que la conquête de l'Inde ne mettait pas l'Angleterre en frottement avec l'Inde seulement, mais encore avec l'Europe; il oubliait l'utilité dont le nom seul de Mir-Jaffier venait de lui être dans l'affaire avec les Hollandais; il oubliait que l'autorité du nabab, ombre vaine pour lui, était un rideau ou plutôt un rempart derrière lequel les Anglais, comme le soldat dans la tranchée, poussaient le travail de leur agrandissement et les machines de leur politique, sans donner prise sur eux aux réactions de l'Europe : toutes vérités d'ailleurs qu'il a depuis senties et proclamées lui-même, et dont la justesse a perdu de sa rigueur à mesure que la conquête est devenue un fait plus accepté par l'Europe et par le pays.

Quoi qu'il en soit, la pensée actuelle de Clive était l'acquisition de la souveraineté du Bengale au profit de l'Angleterre, et la transmission de cette souveraineté à la couronne par la Compagnie. Il savait que M. Pitt, depuis lord Chatam, professait pour lui une haute estime et même une certaine admiration. Avec un tel appui dans le conseil des ministres, il se sentait la force de réaliser tout le bien que son génie pouvait concevoir. Il lui fit donc remettre une note très-détaillée sur l'état de l'Inde, sur la situation des affaires de la Compagnie. Il lui montrait comment le gouvernement de Calcutta était appelé par le Grand Mogol lui-même à se faire diwan (collecteur suprême des impôts, charge investie de la toute-puissance et de la plus haute considération dans l'Inde), ou même subahdar, et comment l'acquisition de ce titre souverain, consentie par le Mogol, ne coûterait aux acquéreurs qu'un tribut du cinquième de ce qu'ils en retireraient. Toutefois, une telle souveraineté lui paraissant trop vaste pour une simple compagnie de marchands, il montrait la convenance qu'il y aurait à la transférer à la couronne, sauf règlement des intérêts de la Compagnie. M. Pitt reçut cette communication avec faveur. Toutefois, sans annoncer à l'envoyé de Clive aucune

résolution définitive, il entra dans les objections de celui-ci contre la souveraineté de la Compagnie, et toucha un mot des inconvénients qu'aurait cette souveraineté même pour la couronne, qui par les immenses ressources et l'indépendance qu'elle en tirerait, alarmerait peut-être les libertés de l'Angleterre. Il termina la conférence par des choses flatteuses pour Clive, par l'assurance de méditer sur les idées qu'il lui avait soumises, et par la promesse d'un envoi de 1,000 hommes et de quatre vaisseaux de guerre. Il avait pris soin de s'informer si Clive se proposait de conserver longtemps son gouvernement du Bengale, et de mettre lui-même à exécution les plans qu'il avait conçus.

Malheureusement la santé du président de la régence du Bengale l'obligea presque dans le même temps à revenir en Angleterre. Il laissa le gouvernement aux mains de Holwell, celui-là même que nous avons rencontré au siége de Calcutta par Surajah-Doulah et dans le *Trou noir*. Malgré la confiance qu'inspiraient l'expérience et le caractère de Holwell, le départ de Clive fut regardé à Calcutta comme une calamité publique. C'était, suivant l'expression d'un historien du temps, l'âme qui quittait le corps. Quelle que fût l'affection personnelle qu'il ne pouvait s'empêcher de porter à Clive, Mir-Jaffier y trouvait trop bien son compte pour en être bien fâché, et Miram son fils, qui s'embarrassait peu dans des scrupules de tendresse, ne se cacha pas pour s'en réjouir. Clive partit le 25 février (1761). Le pouvoir de Mir-Jaffier était bien loin de s'affermir et ses ressources de s'accroître. Ses exactions et les violences de Miram, ainsi que le mécontentement de ses sujets, avaient seuls suivi une progression toujours croissante. En même temps que les Anglais renonçaient à tirer de lui le moindre argent sur leurs créances, bon nombre de ses provinces renonçaient à supporter le joug qu'il faisait peser sur elles. Dès avant le départ de Clive, la plupart des rajahs de la province de Bahar avaient renoué une ligue, à la tête de laquelle ils appelaient le Shah-Zada. Le nabab de Pourniah, levant l'étendard de la révolte, l'engageait à le venir joindre. Ce fut en ce moment que le vizir Umad-al-Mulk, qui avait déjà fait aveugler le dernier empereur et sa femme, fit mettre à mort l'empereur régnant Alamdjire. Le Shah-Zada Ali-Gohar monta aussitôt sur le trône, sous le nom de Shah-Allam, et prit pour vizir Sujah-Doulah, ce nabab d'Oude, dont quelques mois auparavant il avait si agréablement éprouvé la fidélité à ses alliés et à son prince. Tous deux marchèrent immédiatement sur Patna, et recommencèrent le siége de cette place. Shah-Allam n'eut pas le plaisir de la prendre, les assiégés, aidés de quelques Anglais, lui ayant livré en plaine une bataille, dont l'avantage, bien que peu décidé, lui fit quitter ses lignes, dont il était pourtant resté maître; mais il eut cette fois la satisfaction de voir que son vizir, malgré cet échec, ne l'abandonna pas. Une seconde bataille que lui livra bientôt le colonel Caillaud accouru au secours de Patna eût eu un succès plus marqué, si une légère blessure reçue par Miram, ou plutôt un goût de plaisirs auquel sa blessure ne l'empêchait pas de se livrer, n'eût retenu, malgré toutes les instances de Caillaud, les vainqueurs à Patna pendant huit jours. Profitant de cette inaction en général digne d'un meilleur sort, Shah-Allam tourne le dos à son ennemi qui s'endort, reprend d'un autre côté une offensive hardie, et se dirige à marches forcées sur Mourshadabad. Il voulait surprendre la ville alors dégarnie de troupes et s'emparer de Mir-Jaffier. Caillaud, à la nouvelle de ce mouvement, entraîne Miram. Ils fussent arrivés trop tard, si Shah-Allam, qui s'était essoufflé pour atteindre au Bengale, ne se fût amusé à y perdre le temps qu'il avait si péniblement gagné. Quand il se fut laissé rejoindre, au lieu d'accepter la bataille, il se hâta de mettre le feu à son camp, et de recommencer sur Patna, dégarnie à son tour des troupes qui volaient au secours de Mourshadabad, la course qu'il venait de faire sur cette dernière

ville. S'il eût marché assez vite, il n'eût eu, comme à Mourshadabad, pour entrer dans la place, qu'à frapper aux portes. Il ne put que l'assiéger dans les formes et pousser le siége avec vigueur. Il avait déjà ouvert la brèche et donné deux assauts; il allait donner un assaut général, quand survint le capitaine Knox qui, arrivé de Mourshadabad en treize jours avec un bataillon de cipayes et 200 Anglais d'élite, fondit sur les assiégeants et les délogea de leurs ouvrages. Le nabab de Pourniah accourait au secours de l'empereur. Knox avec sa petite troupe se tourne contre l'armée dix fois plus nombreuse du nabab, et, sous les yeux des habitants de Patna, émerveillés de son audace, il la culbute et la force à la retraite. Caillaud et Miram s'étaient chargés de l'achever. Mais après quatre jours de poursuite, un violent orage ayant éclaté sur le camp, Miram fut tué d'un coup de tonnerre. Caillaud, dans la crainte des conséquences que pouvait avoir cet événement, jugea prudent de rétrograder aussitôt sur Patna.

Holwell n'exerçait qu'à titre provisoire et comme doyen d'âge les fonctions de président du gouvernement de Calcutta. Le successeur que l'on donna à Clive fut M. Vansittart. Avec sa présidence, la division entra dans le conseil. Mir-Jaffier devenait plus que jamais lourd à supporter. A la mort de Miram, les troupes, qui l'aimaient, s'étaient mutinées pour l'arriéré de leur solde, et eussent peut-être massacré le nabab sans l'intervention de son gendre Mir-Caussim, qui vint à bout de les apaiser avec son argent et des promesses. En retour de ce service, il exigeait d'être substitué aux droits de Miram comme héritier du trône du Bengale. Les Anglais, épuisés de l'épuisement de Mir-Jaffier qui leur imposait des charges continuelles et ne leur rendait plus rien en retour, en étaient venus à cette alternative, ou de l'abandonner et d'accepter les propositions d'alliance que l'empereur son ennemi ne cessait de leur faire, ou d'abandonner leur conquête du Bengale et de s'en tenir à leur comptoir de Calcutta. Déjà Holwell avait mis en délibéré et soutenu le premier de ces deux partis. Mir-Caussim proposa un moyen terme. Il demandait à exercer tous les pouvoirs du nabab, sauf à en laisser le titre à Mir-Jaffier, et s'engageait en échange à payer les dettes de Mir-Jaffier, à abandonner aux Anglais les revenus de trois districts voisins de Calcutta, et à leur faire immédiatement un présent de 5 lacs de roupies. Ce traité fut accepté et signé le 27 septembre (1761). L'opposition dans le conseil et au dehors, se rappelant les prodigalités de Mir-Jaffier à l'époque de son avénement, ne voulut pas croire que les choses se fussent passées autrement dans cette nouvelle circonstance. L'aigreur en était déjà venue au point qu'on accusa Vansittart de s'être fait largement soudoyer par Mir-Caussim pour lui prêter son appui. La jalousie de ceux qui n'avaient rien reçu accueillant ce bruit, l'aigreur s'en augmenta. Mir-Jaffier ne voulut aucunement se prêter à cet arrangement. Il fallut l'appareil de la force pour le contraindre à s'y soumettre. Cerné par les troupes dans son palais, il tomba du moins avec dignité en repoussant le vain titre qu'on lui laissait, et en demandant seulement qu'on lui permît de se retirer ou auprès de Salabut-Djung, ou à la Mecque, ou enfin à Calcutta.

Les débuts de Mir-Caussim furent brillants. Il tint les engagements qu'il avait pris, satisfit la présidence, créancière de Mir-Jaffier, solda l'arriéré des troupes, et continua à les payer régulièrement, ce qui les poussa à un enthousiasme guerrier qu'on ne leur connaissait point. Malheureusement les moyens qu'il employa pour faire étinceler tout à coup ce rayon de prospérité n'étaient pas de nature à la faire durer. Le procedé était pourtant bien simple. Il allait au fond de toutes les bourses qu'il savait remplies, et les forçait à rendre gorge. L'empereur, qui eut l'imprudence de se remettre en campagne dans ce premier moment, ne tarda pas à sentir

ce que c'est que de se battre contre des troupes payées. Surpris dans son camp par l'armée ennemie, il n'eut pas le temps de se reconnaître, et la vit lui passer sur le corps, comme un ouragan. Cette bataille eut pour lui un autre résultat funeste ; elle lui fit perdre M. Law, qui demeura prisonnier entre les mains des Anglais. La conduite de ce brave officier leur inspira une estime qui allait jusqu'au respect. Ils se firent honneur de le traiter avec une rare déférence. L'empereur lui-même reçut l'hommage du major Carnac, son vainqueur, qui le ramena à Patna, où il entra, non comme un vaincu, mais comme un empereur, et avec tout le cérémonial usité. Mir-Caussim vint l'y saluer et recevoir de lui l'investiture des provinces de Bengale, Bahar et Orissa. Pour mieux sceller cette réconciliation, Shah-Allam offrit à la présidence la diwanie ou ferme générale de ces trois provinces; offre magnifique, et déjà faite à Clive, mais qui lançait la Compagnie dans une voie hérissée de complications et de difficultés dont elle ne crut pas devoir ajouter l'embarras à tous ceux qui pesaient sur elle.

La lune de miel des finances de Mir-Caussim touchait déjà à son déclin. L'énergie un peu dévorante du procédé que le génie financier du nabab avait, sinon inventé, du moins appliqué avec tant de bonheur, ne fonctionnait plus que dans le vide produit par elle-même. Mir-Caussim s'était fait un scrupule de ne l'appliquer d'abord qu'à ses amis, ou du moins aux gens qui, amis ou ennemis, étaient siens. Les ennemis, il est vrai, lui venaient avec l'argent et dans la même proportion. Toutefois, comme il n'y avait plus rien à tirer d'eux, le nabab ne s'en souciait pas, et se bornait à les mépriser ou à les châtier, s'il le fallait. Mais cela même n'allait pas sans dépense, et contribuait à hâter le jour où il se verrait dans la dure nécessité de venir recruter ses ennemis parmi les amis des Anglais. Le premier à qui il s'adressa fut Rammarain. Rammarain était l'énergique rajah qui avait sauvé tant de fois la ville de Patna des attaques auxquelles elle était en butte. Établi dans ce poste par Surajah-Doulah, il lui avait voué une fidélité inaltérable. Après l'avoir soutenu jusqu'au dernier jour, il voulait venger sa mort. Clive eut bien de la peine à apaiser les ressentiments qui le soulevaient contre Mir-Jaffier. Cependant, circonvenu par les bons procédés et par les bonnes raisons du président, le rajah se résigna à accepter les faits accomplis. Il signa un traité avec les Anglais, et, une fois rallié à leur cause, il leur fut aussi fidèle qu'il l'avait été à Surajah-Doulah. Dans plus d'une circonstance critique, ils ne durent le salut de leurs affaires qu'à cette fidélité de Rammarain, et grâce à lui, au milieu des convulsions qui déchiraient l'empire, Patna fut une des rares villes qui ne saluèrent qu'un parti, et ne subirent jamais un vainqueur. Rammarain, dans un pays où l'on n'obtient, et surtout où l'on ne garde des alliés qu'à prix d'argent, s'était imposé des sacrifices au-dessus de ses forces pour soutenir la cause à laquelle il s'était voué. Il entretenait une armée beaucoup plus nombreuse que ne le comportaient ses ressources. Ainsi ces trésors, qui excitaient la convoitise de Mir-Caussim, étaient, à supposer qu'ils existassent, consacrés au service des Anglais. Il y avait alors à Patna deux officiers supérieurs de cette nation, le colonel Coote et le major Carnac. Aussitôt qu'ils eurent connaissance des projets de Mir-Caussim, ils écrivirent à la présidence pour les dénoncer. Mais ils faisaient partie de l'opposition contre Vansittart, et leur avis ne produisit chez celui-ci que de l'irritation. Bien loin d'user de son autorité contre le nabab, au contraire, il se rapprocha de lui davantage, et rappela les deux officiers. Abandonné à ses seules forces, Rammarain devait tomber. En effet, ils eurent à peine quitté la ville, que le rajah fut arrêté, chargé de fers, enfermé dans une prison, où l'on essaya par toutes sortes de violences de lui faire livrer ses trésors. Ces mesures

ne rapportant rien, Mir-Caussim, qui avait attendu l'effet qu'elles produiraient à Calcutta, crut pouvoir lui faire couper la tête. On lui trouva pour tout trésor un arriéré de trois ans et une somme à peine suffisante pour ses besoins de chaque jour. L'ignominie de cet attentat révolta tous les cœurs anglais, et surexcita les animosités contre Vansittart, qui en était complice. Il ne put se défendre qu'en alléguant l'impuissance où il était de prévoir que Mir-Caussim osât en venir là : triste excuse pour un homme qui avait autorisé les premières violences. Pourtant la majorité lui restait encore dans le conseil. Un autre incident vint la lui enlever. Quelques membres du conseil, parmi lesquels était Holwell, avaient adressé à la cour des directeurs une lettre de remontrances, où ils signalaient les effets souvent fâcheux de son intervention dans les affaires de l'Inde, et la désorganisation qu'entraînaient les mesures qu'elle croyait devoir prendre. Au reçu de cette lettre, la cour cassa tous ceux qui l'avaient signée, et ordonna même qu'ils fussent sur-le-champ expulsés de l'Inde. Cet ordre eut pour premier résultat d'enlever à Vansittart sa majorité, et porta ainsi à son comble l'anarchie du gouvernement : résultat que la cour de Londres, en faisant un acte d'autorité, n'avait certainement pas prévu, et qui venait avec assez d'à-propos confirmer le dire des remontrances.

Depuis que la main vigoureuse de Clive ne retenait plus toutes ces parties si dissemblables, si étrangères l'une à l'autre, si nouvellement agrégées du gouvernement de l'Inde, elles s'en allaient se dissolvant, et tombant chacune où son poids l'entraînait. Ce poids, c'était l'intérêt personnel. Chacun ayant perdu de vue la règle qui s'effaçait et devenait confuse, allait à son profit propre, et, pour tirer parti du désordre, augmentait le désordre. La Compagnie avait obtenu le privilége de faire circuler en franchise ses marchandises dans tout le Bengale, à travers les innombrables lignes de douanes dont le pays était sillonné. Ce privilége ne profita d'abord qu'à la Compagnie; bientôt ses employés s'en couvrirent pour faire passer les objets de leur commerce privé. L'abus, une fois établi, ne tarda pas à acquérir la force d'un droit. Puis ce droit nouveau engendra, comme toujours, des abus nouveaux. Les employés, après s'être couverts du privilége de la Compagnie, couvrirent du leur tous les indigènes avec qui ils étaient en relation d'affaires. Les douaniers qui voulaient résister étaient battus, punis. Un simple habit de cipaye, le moindre signe extérieur annonçant un caractère même subalterne d'employé anglais, devint un passe-port pour toutes les insolences et pour toutes les tyrannies. Les charges de la soumission aux lois, ou du moins au pouvoir, retombaient tout entières sur quiconque n'avait pu saisir quelque bout de ce haillon révéré. Le commerce intérieur passa tout entier dans les mains des Anglais. Dès les premiers temps de Mir-Caussim, l'abus, d'abord craintif et sournois, leva la tête, et presque aussitôt arriva aux derniers excès. Le nabab se plaignit. Ses revenus en souffraient, son autorité en était avilie; ses sujets ruinés enduraient en outre les plus intolérables vexations. Les agents anglais en étaient venus à ce point d'insolence, qu'ils ne se gênaient pas pour contraindre les habitants à leur vendre ce qu'ils voulaient acheter, à leur acheter ce qu'ils voulaient vendre, le tout au prix qu'eux-mêmes y mettaient. A leur approche, les bazars se fermaient, les villages devenaient déserts. Ce train pouvait bien, pendant un temps, faire les affaires des plus audacieux; mais celles de la Compagnie n'en étaient pas meilleures; et, tandis que ses coffres vides attendaient les subsides que ses employés dévoraient en herbe, on voyait de petits jeunes gens, arrivés la veille sans porte-manteau, tenir table ouverte, et afficher, avec un traitement de 1200 francs, un luxe scandaleux. Outre l'opposition que la majorité actuelle avait toujours faite à Mir-Caussim comme créature de Vansittart, il y avait une excellente raison

pour que ses plaintes fussent peu accueillies : c'est que ceux qui avaient à statuer sur ses réclamations profitaient des abus dont il demandait le redressement. Toutefois sa situation était poussée à une telle extrémité, qu'il revint obstinément à la charge, et finit par obtenir une conférence avec Vansittart sur ce sujet. La présidence, trop faible pour qu'il lui fût possible d'extirper l'abus, voulut au moins tenter de le régulariser. Elle proposa à Mir-Caussim de soumettre toutes les marchandises d'appartenance ou de provenance anglaise à un droit de 9 pour cent, payable au lieu d'origine ou au lieu d'arrivée, moyennant quoi elles pourraient circuler librement dans l'intérieur. Comme le nabab, qui ne tirait plus rien de ses douanes, gagnait exactement à ce marché 9 pour cent sur toute l'importation et l'exportation du commerce anglais dans ses États, il donna son acquiescement. Ce droit de 9 pour cent était bien léger en comparaison de ceux qui grevaient le commerce indigène, et ne permettait guère à celui-ci de lutter plus avantageusement que par le passé contre la concurrence anglaise. Néanmoins cette concession de Vansittart souleva contre lui dans Calcutta un cri violent et unanime. Par une délibération du 1er mars 1763, le conseil déclara inacceptable ce droit, ou tout autre qu'on voudrait asseoir sur le commerce britannique. Seulement, pour témoigner de son bon vouloir envers le nabab, et par un mouvement de pure libéralité, il consentait un droit de 2 et demi pour cent sur le sel exclusivement.

Aussitôt après sa conférence avec Vansittart, Mir-Caussim, sur la réputation qu'avait le Népaul d'abonder en or et autres métaux précieux, était parti pour faire une promenade quelque peu militaire dans ce pays. Comptant sur l'arrangement conclu avec le gouverneur, il avait laissé aux officiers de ses douanes l'ordre de percevoir le droit stipulé. Il ne mit à son voyage que le temps de se faire battre, et, quand il revint, il trouva l'arrêté du conseil aux prises avec le traité de Vansittart sur toutes ses lignes de douanes. C'était le feu de la guerre sur tous les points de son royaume. Dégoûté d'un pouvoir si difficile, harassé, écrasé sous le poids de tant de tribulations sans cesse renaissantes, il crut s'en débarrasser en offrant son abdication; mais il n'était pas même libre de ne plus régner. Alors, forcé dans ses derniers retranchements, il prit un parti, sinon efficace pour remédier à sa détresse, du moins énergique contre l'oppression des Anglais : il abolit toute espèce de droits de douane et de transit dans le Bengale, et mit ainsi le commerce de ses sujets sur un pied d'égalité avec le commerce étranger. La querelle s'animait. Frappés au défaut de la cuirasse, les Anglais n'avaient aucune parade à opposer à ce coup. Les plus emportés se jetèrent sur cet argument, que le nabab n'avait pas le droit de dégrever ses sujets. Cette raison d'énergumène mis à bout de raisons, montrait assez que la question allait bientôt se vider par d'autres armes. Deux bateaux, chargés de ces dernières, remontaient à Patna, où les Anglais avaient un résident ennemi de Mir-Caussim, et violent de caractère. Le nabab, qui voyait sans obscurité, mais non sans inquiétude, ce que de pareils bateaux allaient devenir aux mains d'un pareil homme, eut l'audace de les faire arrêter. Il était excédé, poussé à bout, désespéré. La présidence lui envoie une députation, qui parvient cependant à obtenir le relâchement des bateaux. Mais au même moment, Mir-Caussim apprend que le résident de Patna, M. Ellis, est entré dans la ville, et s'en est emparé par escalade. Les bateaux étaient déjà partis, ainsi que les ambassadeurs, l'un d'eux du moins, car le nabab avait retenu l'autre comme otage. A la nouvelle de la prise de Patna, Mir-Caussim donna l'ordre d'arrêter de nouveau les bateaux et l'ambassadeur. Celui-ci veut les défendre, et répond par un coup de feu aux sommations qui lui sont faites. Un combat s'engage, dans lequel il est tué et les bateaux repris. Patna, dont la forteresse n'avait pas

même été attaquée, fut repris aussi par le rajah sur les Anglais, qui, occupés à piller, n'eurent que le temps de se réfugier dans leur factorerie, d'où ils furent heureux de pouvoir s'échapper pendant la nuit. Mais arrêtés en chemin, ils furent faits prisonniers et conduits à Monghir. Leur factorerie de Cohimbazar fut aussi prise et pillée, la garnison faite prisonnière et conduite également dans la forteresse de Monghir.

Avant l'entrée en campagne contre le nabab, les Anglais commencèrent par lui imposer la satisfaction qu'il avait lui-même sollicitée quelque temps auparavant. Ils prononcèrent sa déchéance, et rétablirent à sa place Mir-Jaffier, qui eut la faiblesse d'accepter; puis ils marchèrent à sa rencontre. L'énergie que Mir-Caussim avait montrée dans les derniers actes de sa vie politique ne faiblit point dans les périls ou les fatigues de la vie guerrière. Sans alliés, il soutint contre les Anglais une campagne, sinon heureuse, du moins glorieuse, et il leur livra, auprès de Gheria, la bataille la plus sanglante et la plus acharnée dont il y eût exemple dans l'histoire des guerres de l'Inde. Mais peu à peu il perdait du terrain: ses forteresses, après s'être vaillamment défendues, tombaient au pouvoir de l'ennemi, qui bientôt marcha sur Monghir, et enfin sur Patna. Le nabab s'y était retiré avec ses prisonniers. Il fit dire au major Adam que, si son armée ne s'arrêtait sur-le-champ, il les ferait tous mettre à mort. Les prisonniers eux-mêmes, Ellis à leur tête, écrivirent à Adam qu'il n'eût à tenir compte de cette menace, et qu'il fît son devoir. Patna fut pris; mais le nabab tint sa parole, et les cent cinquante têtes furent coupées. On n'épargna qu'un chirurgien. Quand toute la province fut conquise, Mir-Caussim se réfugia chez le nabab d'Oude, où il trouva l'empereur. Tous deux lui firent l'accueil le plus empressé. Il leur amenait un corps discipliné à l'européenne par un Allemand, qui en avait su tirer bon parti dans la dernière campagne. L'empereur voulut en essayer contre une tribu du voisinage, et le succès de l'épreuve mit le comble à la faveur dont jouissait Mir-Caussim.

Le major Carnac eût volontiers poursuivi ce dernier jusque dans le royaume d'Oude; mais l'insubordination, qui se mit parmi ses troupes, l'obligea à rétrograder, et laissa à Mir-Caussim l'honneur de reprendre l'offensive (mai 1764). Il livra encore de fort belles batailles, qu'il ne gagna pas, mais que les Anglais ne purent guère se vanter non plus d'avoir gagnées. Cependant les pertes considérables faites par le nabab d'Oude le forcèrent à quitter la partie. Mir-Caussim n'eut plus d'autre ressource que de se réfugier chez les Rohillas. Pendant qu'il tenait la campagne avec les troupes du nabab d'Oude, celui-ci cherchait à traiter pour son compte avec les Anglais. C'est là un trait caractéristique des mœurs de l'Inde, et qui se reproduit à chaque instant. Mais comme les Anglais ne demandaient pas moins que les deux têtes de Mir-Caussim et de Sumrau, cet Allemand qui avait discipliné un corps indou, et mis à mort les 150 prisonniers; comme Sujah-al-Doulah ne demandait pas moins, de son côté, que la province entière de Bahar, l'arrangement ne put avoir lieu. Un reste de pudeur empêchait Sujah-al-Doulah de livrer ses alliés. Pour faire preuve de bonne volonté, et ménager en même temps son propre honneur, il offrit aux Anglais de faire poignarder Sumrau, et de laisser échapper Mir-Caussim, qu'ils rattraperaient ensuite s'ils pouvaient. Cette honnête proposition ne faisant pas leur compte, non plus que celle qui concernait la province de Bahar, les pourparlers furent définitivement rompus. L'empereur, qui agissait, de son côté, dans le même sens, fut plus heureux. Après la perte de la dernière bataille, il passa décidément du côté des Anglais, qui, moyennant la cession de deux provinces dont ils possédaient déjà une partie, s'engagèrent à le rétablir dans Allahabad et dans le reste des possessions de son allié

Sujah-Doulah. Celui-ci resta donc seul aux prises avec les événements. Après avoir essayé de former de nouvelles alliances avec les Rohillas et les Mahrattes, il fut bientôt obligé de mettre bas les armes et de s'abandonner à la générosité des Anglais.

Mir-Jaffier avait, comme la première fois, contracté pour son rétablissement des engagements écrasants. Par les cessions qu'il avait faites ou confirmées à la Compagnie, la moitié de son revenu se trouvait déjà aliénée, et l'autre moitié, comme Clive l'a dit plus tard, ne lui appartenait même pas; il n'était pour autant qu'un banquier sur lequel tout employé de la Compagnie pouvait tirer (par le moyen d'indemnités pour pertes ou de présents) tout autant et tout aussi souvent que cela lui plaisait. Ainsi, à proprement parler, il n'avait rien à lui, et néanmoins il avait souscrit des obligations pour plusieurs millions, et s'était imposé des charges considérables pour l'entretien des troupes. La présidence, qui avait épuisé ses finances dans la dernière campagne, ne le laissait pas respirer. Harcelé par les Anglais, qui ne lui permettaient pas d'éluder ses engagements; cloué par sa détresse à l'impossibilité de les contenter; réduit à une égale impuissance de faire ou de ne pas faire, il n'avait plus qu'un moyen de se tirer de là : c'était de mourir. Quelques mois de ce régime lui suffirent pour en venir à bout. Il mourut dès le mois de janvier 1765. Clive, alors en Angleterre, était fait son héritier pour une somme de 70,000 livres sterling, ce qui prouvait du moins qu'il avait su amasser quelque chose pour lui-même.

Le premier acte de Mir-Jaffier avait été de rétablir pour ses sujets tous les droits abolis par Mir-Caussim, et d'en affranchir les Anglais, sauf le droit de deux et demi sur le sel qu'ils s'étaient eux-mêmes imposé. A peu près vers le même temps, la cour des directeurs, qui venait d'apprendre à Londres les premiers troubles que cette querelle avait excités, prenait des mesures pour en prévenir le retour. Elle s'arrêta d'abord à la résolution d'interdire absolument à ses employés toute espèce de commerce intérieur. Mais les propriétaires, qui sans doute, au moyen des fils ou des parents qu'ils avaient dans l'Inde, trouvaient moyen de reprendre par des bénéfices privés ce que cet abus leur faisait perdre comme actionnaires de la Compagnie, tinrent peu après une assemblée générale, où la majorité jugea injuste que les employés de la Compagnie fussent privés d'avantages aussi précieux. En conséquence elle priait la cour de prendre de nouveau en considération les ordres récemment envoyés au Bengale, et de s'en remettre sur une matière de cette importance à la sagesse de la présidence, beaucoup mieux placée pour décider en connaissance de cause. La cour des directeurs, par une nouvelle délibération, se conforma à cette demande des propriétaires. Un autre abus, celui des présents, attira en même temps son attention. Nous avons trouvé dans la bouche même de Clive l'effet singulier que l'exploitation par les Anglais de cette coutume orientale avait eu sur les revenus et sur l'assiette politique de Mir-Jaffier, transformé en simple banquier, sur qui MM. les employés de la Compagnie s'étaient arrogé un droit illimité de tirer à vue. Outre l'inconvénient de tarir les fonds destinés aux services publics, cet usage avait eu celui d'introduire dans tous les degrés de l'administration des habitudes de vénalité qui livraient les intérêts de la Compagnie au dernier enchérisseur. Les indigènes en souffraient de leur côté, parce que c'était devenu contre eux une source d'exactions, d'oppression, et que dans la plus minime affaire qui les mettait en contact avec le moindre employé de la Compagnie, rien ne s'expédiait s'ils n'avaient accompli la formalité préalable du présent. La cour des directeurs, qui ne pouvait entièrement abolir cette coutume trop enracinée dans les mœurs de l'Orient, crut parer suffisamment aux abus, en attribuant à la Compagnie tous les présents reçus par ses employés au

delà de 4,000 roupies (10,000 francs de notre monnaie). Les présents de 1,000 à 4,000 roupies ne pouvaient être acceptés sans une autorisation du président du conseil. L'effet de cette mesure était, dans le premier cas, d'ôter à l'avidité des employés l'aiguillon de l'intérêt personnel; dans le second cas, de lui faire subir un contrôle.

Le président de la cour des directeurs, M. Sullivan, était l'adversaire de Clive. Peu après l'arrivée de celui-ci en Angleterre, les élections annuelles pour le renouvellement des membres de la cour ayant eu lieu, Clive n'avait rien épargné pour se débarrasser de M. Sullivan. Le droit de voter était attaché à la possession de 300 livres sterling dans les fonds de la Compagnie. En dépensant 100,000 livres sterling (2,500,000 francs), Clive fabriqua et acheta deux cents électeurs qui votèrent contre Sullivan, lequel n'en fut pas moins réélu (1763). A peine rétabli dans ses fonctions, le président voulut rendre à Clive guerre pour guerre, et, armé du dernier règlement de la cour auquel il donnait un effet rétroactif, il attaqua le vainqueur de Plassey sur le jaghire que Mir-Jaffier lui avait conféré. Il ne se bornait pas à l'en vouloir dépouiller pour l'avenir; il prétendait encore le faire condamner à restituer toutes les sommes qu'il avait perçues. Clive était alors une puissance; l'Angleterre, à son retour, l'avait salué avec acclamations. Le pouvoir l'avait fait pair d'Irlande et baron de Plassey. L'opinion publique était avec lui; il était de force à soutenir la lutte. Condamné par la cour des directeurs, qui avait déjà fait saisir dans le Bengale le revenu de son jaghire, il lui intenta un procès en cour de chancellerie. Le temps s'écoulait cependant; de nouvelles élections allaient venir. Sur ces entrefaites, arrive en Angleterre le récit des dernières révolutions du Bengale et de la guerre avec Mir-Caussim. Tous les regards se tournent vers Clive; ces événements lui faisaient beau jeu. Supplié de reprendre en main les affaires de la Compagnie, il s'y refuse longtemps, donnant cependant à entendre que, s'il était assuré du bon vouloir de la cour des directeurs, rien ne l'empêcherait de donner à la Compagnie de nouvelles preuves du zèle dont il était animé pour son service. Sullivan, menacé par cette clause conditionnelle, se mit à protester à son tour de la disposition où il était de prêter à Clive une coopération franche et même amicale. Mais forcé par là de rompre la glace, celui-ci répond catégoriquement que la réconciliation plusieurs fois tentée est devenue impossible, que les vues de Sullivan sont diamétralement opposées aux siennes, et qu'il ne peut rien accepter si la cour conserve son président. Les élections se firent sous le coup de cette déclaration, et Sullivan fut remplacé. Clive, muni, en raison des circonstances, d'un pouvoir illimité, même de celui d'organiser dans l'Inde un gouvernement nouveau, partit le 4 juin 1764. Il arriva à Calcutta le 3 mai de l'année suivante. Les circonstances en vue desquelles on lui avait confié des pouvoirs extraordinaires n'existaient plus; mais bien d'autres difficultés restaient à aplanir. En conséquence, lui et les membres désignés du gouvernement provisoire jugèrent à propos de retenir le pouvoir qu'on lui avait éventuellement déféré. Le mal auquel Clive voulait remédier en taillant dans le vif, et *dût-il y périr*, était cette anarchie profonde, cette corruption organique qui avait vicié tous les ressorts de l'administration, et qui, à force de confusion et de mépris de tout droit, avait fini par se prendre elle-même pour un droit. Il commença par s'attaquer aux deux grandes questions qui dominaient toutes les autres, celle du commerce des employés à l'intérieur et celle des présents. Les moyens termes, adoptés par Vansittart, n'étant aux yeux de Clive qu'un palliatif insuffisant, il fit, malgré l'opposition d'une moitié d'un conseil, passer la motion d'un nouveau serment, par lequel chaque employé devait s'engager à ne recevoir ni présents ni gratifications pour les actes de son

service. L'objection du jaghire fut réveillée dans cette discussion, et, à vrai dire, c'était là le côté faible du réformateur lord Clive. Il s'en tira comme il put, en alléguant l'importance toute particulière des services par lui rendus, et qu'aucun autre que lui n'aurait pu rendre; la spontanéité de Mir-Jaffier dans ce don que Clive n'avait ni imposé comme condition avant les services, ni exigé ou sollicité après; la non-acceptation de tout autre présent pendant les trois années de puissance qui avaient suivi ce don, et qui lui amenaient tant d'occasions de s'enrichir par ce moyen. Il n'eût pas fallu presser beaucoup toutes ces raisons pour les réduire à leur expression véritable, qui était un peu celle-ci : C'est que je m'appelle Lion. Il y eut quelques protestations, même dans le conseil, contre le serment; il y eut même quelques scandales occasionnés par des récriminations qui amenèrent une enquête contre certains membres du gouvernement; mais l'enquête tomba d'elle-même, et tout le monde se soumit.

L'affaire du commerce traîna davantage. Clive avait débuté comme la cour des directeurs, par une suppression totale et immédiate. Mais cette mesure, ajoutée à la précédente, ruinait presque les employés en les réduisant à des appointements insuffisants. C'était les condamner plus que jamais à se rejeter sur les opérations clandestines et les profits illicites, ce qui, indépendamment du désordre qui en fût résulté dans l'administration, eût compromis la dignité de leurs fonctions et celle du nom anglais, déjà compromises d'ailleurs par le dénûment qu'on les eût forcés d'étaler aux yeux des indigènes. Clive trouva un autre système. Tout en maintenant l'interdiction sur tous les objets de commerce, il fit une exception unique en faveur du sel, et, pour régulariser le trafic de cette denrée, il l'érigea en monopole. Ce monopole était exploité par une société représentée par autant d'actions qu'il y avait d'employés civils, militaires ou religieux. Quand la Compagnie, prenant en cela la place du nabab, avait prélevé un droit de 35 pour cent, les bénéfices se répartissaient par portions égales entre toutes les actions, et chaque employé venait, suivant son grade, prendre une ou plusieurs de ces parts, ou une simple fraction de part. Le gouverneur avait, par exemple, cinq actions et cinq parts ; le général trois ; les dix conseillers et les colonels, chacun deux ; les quatorze plus anciens marchands, chacun les trois quarts d'une part, etc. Le fonds social était formé par un apport proportionné pour chaque actionnaire au nombre de parts ou fractions de parts dévolues à son grade ou à sa fonction. Les bénéfices de la première année furent énormes. Clive à lui seul en tira *21,179 livres* sterling (529,475 francs) pour les cinq parts auxquelles il avait droit. Il est vrai que dans cette somme le bénéfice d'une spéculation particulière qu'il avait faite en vendant à la société de grandes quantités de sel qu'il avait amassées, se cumulait avec le bénéfice qu'il prélevait comme actionnaire. Néanmoins l'opération fut assez belle pour que le comité crût devoir élever le droit perçu par la Compagnie de 35 à 50 pour cent. Cette prospérité effraya la cour des directeurs, qui craignit que l'assemblée des propriétaires à Londres n'en profitât pour demander une augmentation de dividendes. Elle renouvela d'une manière plus formelle que jamais ses injonctions pour l'interdiction absolue de tout commerce à ses employés, même réunis en société. Clive, qui avait extirpé les abus, et rétabli l'ordre à l'aide de son monopole, se vit obligé de l'abolir. Mais le monopole régulier se vit aussitôt remplacé par un monopole anarchique et oppressif, que quelques individus reconstituèrent à leur profit par les accaparements.

Clive avait opéré bien d'autres réformes. Il avait à établir le triomphe de l'intérêt général sur l'intérêt personnel. Pour que l'exemple vînt d'en haut, il interdit à tous les gouverneurs le commerce même extérieur. Les

membres du conseil, occupés de leurs affaires, ne se croyaient pas obligés à la résidence. Pour suppléer les absents, on avait été obligé d'augmenter le nombre des conseillers. Clive les astreignit à la résidence; il coupa court par là à un autre abus. Plusieurs de ces messieurs se faisaient nommer chefs de factoreries, et se prévalaient de leur qualité de conseillers pour se faire allouer des émoluments plus forts dans ces fonctions nouvelles. Clive leur interdit tout cumul de ce genre. Il eut aussi à vaincre bien des résistances. La facilité que les employés trouvaient dans ce chaos d'abus pour faire de rapides fortunes, était cause qu'ils ne séjournaient guère dans l'Inde, et que le personnel, incessamment renouvelé, n'était presque en entier composé que de jeunes gens sans instruction et sans expérience. Clive ne voulut pas laisser les grades supérieurs à la merci de ces incapacités, et, au lieu de leur donner de l'avancement, il fit venir de Madras les employés dont il avait besoin. Ce fut le signal d'une coalition qui ourdit contre lui un système fort étendu de petites vengeances, et alla jusqu'à prendre l'engagement de ne plus accepter ses invitations à dîner. Une coalition plus sérieuse fut celle qui se forma dans l'armée. La désorganisation avait pénétré jusque dans son sein avec l'indiscipline, et les officiers en donnaient l'exemple. Nous avons vu déjà le major Carnac forcé de rétrograder pour cette cause, lorsqu'il poursuivait Mir-Caussim sur les frontières du royaume d'Oude. Les choses en vinrent à de plus graves excès. Il était d'usage que la Compagnie allouât aux officiers en campagne une indemnité, nommée batta dans la langue du pays. Mir-Jaffier, après son avénement, avait témoigné sa satisfaction à l'armée, en doublant ce batta. Par la suite, en dépit des réclamations de la cour des directeurs, et comme tous les autres abus que nous avons déjà rencontrés, cette largesse du double batta devint une sorte de droit pour ceux qui en profitaient. Clive, qui visait à mettre l'ordre et l'économie dans les finances, crut que la paix lui offrait une occasion favorable de faire rentrer ce droit onéreux dans ses premières limites. Il ordonna la suppression du double batta. D'un bout de la présidence à l'autre, les officiers des trois brigades composant l'armée anglaise se liguèrent pour repousser cette mesure. Il fut convenu, au milieu du plus grand secret, qu'à un jour désigné ils donneraient tous en masse leur démission, si le double batta n'était rétabli. Un seul refusa d'entrer dans le complot, et ce refus, qui amena une querelle, en causa la découverte. Cet incident fit seulement hâter d'un mois le jour fixé (1er mai 1766). Clive, en annonçant sa résolution de ne pas céder et d'employer toute la sévérité que les lois lui permettaient, fit arrêter et conduire à Calcutta les fauteurs présumés de la sédition; en même temps, il appelait de Madras tous les officiers et cadets qui n'étaient pas rigoureusement nécessaires pour le service. Puis, se transportant lui-même dans les camps et dans les garnisons, il parla aux mutins, réveilla le sentiment de l'honneur dans le cœur de ceux qui n'étaient qu'entraînés. Pour mettre le comble à la crise, une invasion de Mahrattes s'annonçait. Cette circonstance concourut peut-être à en faire rougir plus d'un de sa désertion. Quelques soumissions avaient déja été faites, d'autres suivirent en plus grand nombre; l'ordre se rétablit. L'Inde anglaise avait été à deux doigts de sa perte. Des coupables, les uns furent condamnés à la dégradation, d'autres simplement renvoyés en Angleterre. Un colonel, sir Robert Fletcher, qui n'avait pas déployé assez d'énergie à la tête de sa brigade, fut destitué et renvoyé du service.

Clive ne pouvait faire passer sans contestation même des bienfaits. Avec le legs de Mir-Jaffier (70,000 liv. st.), il avait constitué un fonds dont la rente serait employée en pensions pour les officiers et les sous-officiers infirmes par suite de blessures ou de maladies, ou pour les veuves qu'ils laisseraient

dans le besoin. En vertu du nouveau serment qui n'excluait point l'acceptation des legs, on lui contesta le droit d'employer cet argent comme il l'avait fait. On alla même jusqu'à prétendre que ce n'était point un legs de Mir-Jaffier, mais un don de son fils. Néanmoins, cette largesse de lord Clive fut un des arguments les plus employés auprès des officiers pendant leur révolte pour les ramener dans le devoir.

Après la mort de Mir-Jaffier, la présidence avait hésité dans le choix de son successeur, entre un fils de Miram encore enfant et un frère cadet du même prince. L'enfant mineur présentait cet avantage que la Compagnie exercerait plus facilement le pouvoir sous son nom. Mais le second fils de Mir Jaffier, Najib-al-Doulah, pouvait disposer d'une immense fortune, et les avantages qu'on espérait en tirer, l'emportèrent sur toute autre considération. Les présents n'étaient pas encore alors prohibés. Toutefois on s'arrangea de manière à ne lui laisser d'autre pouvoir que celui de dépenser son argent. On lui enleva complétement le souci de l'entretien et du commandement des troupes, voilà pour son pouvoir militaire. Quant à l'administration civile, on ne lui laissa que le droit de nommer un ministre dont il devait soumettre la nomination à l'agrément du président et du conseil. On abolit en outre l'hérédité dans sa famille; la Compagnie ne pouvant admettre qu'après avoir fait trois nababs, elle n'eût suffisamment manifesté que son élection seule faisait le droit. Ce nabab mourut au mois de mai de l'année suivante (1766). Cet événement et le nouveau droit que la Compagnie avait proclamé mettaient Clive à même de réaliser ses premières idées sur la suppression du nabab et l'établissement de la souveraineté immédiate de la Compagnie dans ses possessions. Mais ses idées s'étaient modifiées, et toute la réalité du pouvoir étant exclusivement concentrée dans les mains de la présidence, il ne crut pas devoir sacrifier à ce qui ne pouvait plus être qu'une satisfaction de vanité, l'avantage qu'il y avait à conserver aux yeux des indigènes l'appareil extérieur d'un gouvernement consacré par le temps et entré dans les mœurs. On élut donc nabab le troisième fils de Mir-Jaffier, le jeune frère de Najib-al-Doulah, Saiff-al-Doulah. Clive l'effraya si bien sur les charges du pouvoir qui lui était confié, sur les sommes dues par lui à la Compagnie, sur le tribut annuel dû à l'empereur, etc., que le jeune prince, pour s'en débarrasser, fut bien heureux d'abandonner tous ses revenus à la Compagnie. De toutes les prérogatives de sa dignité, c'était la seule qu'on lui eût laissée. Il ne lui restait plus rien qu'un vain titre et une pension de 50 lacs de roupies que la Compagnie s'engageait à lui faire pour ses dépenses personnelles. Ce bel arrangement conclu, il s'écriait en sautant de joie : « Dieu soit loué! je vais donc avoir autant de jolies danseuses que j'en voudrai! » Clive avait raison. A quoi bon supprimer le nabab? Ce n'était plus qu'une question d'économie et de temps.

L'empereur et son vizir le nabab d'Oude avaient aussi subi des traités non moins léonins. Si Clive leur laissa quelque chose, ce ne fut que ce qu'il dédaignait de prendre, ou ce dont il eût été embarrassé. On se rappelle que le vizir, après avoir proposé aux Anglais un traité d'alliance qui manqua, en partie parce qu'il voulait bien trahir, mais non livrer son allié Mir-Caussim, en partie parce qu'il ne demandait pas moins, pour prix de sa défection, que la province de Bahar, fut réduit par le major Carnac à implorer la générosité de ses ennemis. Ce fut Clive qui eut à terminer cette affaire. Il rendit au nabab la totalité de ses États, moins les districts d'Allahabad et de Corah déjà cédés à l'empereur. Les Anglais avaient tout avantage à relever le royaume d'Oude pour en faire, à leurs possessions immédiates, une barrière contre les incursions des Mahrattes. Le nabab n'en dut pas moins payer sa restauration d'une somme de 5 lacs de roupies (12,500,000 fr.), pour les frais de la guerre. Quant à

l'empereur Shah-Allam II, son empire, démembré au nord par les Afghans, à l'ouest par les Mahrattes, à l'est par les Anglais, dans le Deccan par les Anglais et les Mahrattes encore, sans compter Haïder, se trouvait réduit à peu près à ces deux villes d'Allahabad et de Corah qu'on voulait bien lui conserver, et à sa suzeraineté douteuse sur le royaume d'Oude. Il marquait l'abandon de cette suzeraineté sur les possessions anglaises en renonçant au tribut de 30 lacs de roupies que les traités précédents lui allouaient pour sa part dans les revenus des provinces de Bengale, Bahar et Orissa. Il renonçait également à une somme de 5 lacs et demi qui lui appartenait pour des jaghires à lui assignés sur les terres de la Compagnie. Il confirmait celle-ci dans la possession de tous les territoires par elle occupés dans toute l'étendue de l'empire mogol, y compris le jaghire de Clive, que le gouverneur ne voulut pas oublier. Il lui conférait la diwanie ou ferme générale des trois provinces citées plus haut; concession que la Compagnie avait plusieurs fois refusée, et qui devenait inutile maintenant que la souveraineté de ces provinces passait tout entière des mains de l'empereur dans les siennes. Mais le traité ne voulait rien omettre de ce qui constatait la dépossession. Enfin, comme après cela il ne restait plus rien à l'empereur, le traité lui garantissait une somme de 26 lacs pour son entretien et celui de sa maison. C'était la moitié moins de danseuses qu'on n'en avait accordé au nabab Saïff-al-Doulah. Mais l'empereur, le dernier héritier de Timour et d'Aureng-Zeb, n'en devint pas moins, comme le nabab, un simple pensionnaire d'une compagnie de marchands anglais.

Tant de travaux et le climat du Bengale avaient ruiné la santé de Clive. Quand il vit surtout la cour des directeurs détruire l'ouvrage qu'il avait si péniblement élevé pour couper dans leur racine les abus nés du commerce des employés dans l'intérieur, il n'aspira plus qu'à retourner en Angleterre. Dès le mois de mai 1766, au plus fort de sa lutte avec les officiers, il écrivait au gouverneur de Madras : « Pensez-vous que l'histoire fournisse un autre exemple d'un homme ayant 40,000 livres sterling de rente, une femme, une famille, un père, une mère, des frères et des sœurs, et abandonnant sa patrie et toutes les jouissances de la vie pour prendre la charge d'un gouvernement aussi corrompu, aussi insensé, aussi dénué que l'est celui-ci de tout principe de raison et d'honneur? » Un exemple que l'histoire ne fournit pas est celui d'un autre homme ayant fondé, en aussi peu de temps et avec aussi peu de ressources, un empire aussi vaste, aussi solide et aussi durable. A la fin de janvier 1667, Clive quitta le Bengale pour n'y plus revenir. Il laissait au conseil de sages instructions pour maintenir l'ordre qu'il avait restauré. En Angleterre, il devait encore rencontrer des luttes.

En 1772, la Compagnie, écrasée par ses dettes et dans l'impossibilité de faire face à ses affaires, fut obligée, après deux emprunts successifs, d'avoir recours au ministère pour un troisième emprunt d'un million de livres sterling. La question arriva devant le parlement, avec un projet de réorganisation civile, politique, judiciaire, présenté par le président de la cour des directeurs. Le parlement, avant de rien résoudre, nomma deux comités, l'un secret, chargé de prendre connaissance des affaires de la Compagnie; l'autre spécial, chargé d'informer sur sa constitution même, sur son assiette dans les pays exploités par elle, en un mot, sur les conditions de son existence. A la session suivante, le rapport était prêt; il fut présenté par le colonel Burgoyne, et l'année 1774 vit s'ouvrir un débat à jamais mémorable dans les annales parlementaires de la Grande-Bretagne. La discussion, tracée d'abord dans un cercle de termes généraux, enveloppait Clive cependant, et le cernait en quelque sorte de manière à montrer que tous les coups allaient être bientôt dirigés sur lui. Plusieurs propositions rédigées dans cet esprit et en forme de principes, furent

votées avec une facilité qui faisait présager que, lorsqu'il n'y aurait plus qu'à voter sur l'application qu'on en voulait faire au lord baron de Plassey, la chambre, fidèle à son premier vote, ne reculerait pas. Burgoyne avait retracé toute l'histoire de ces quinze dernières années, depuis la prise de Chandernagor sur les Français, avec qui l'on venait de traiter, jusqu'au renversement de Mir-Caussim; il avait appuyé sur les circonstances de l'élévation de Mir-Jaffier, sur le faux traité communiqué à Omischund, sur la signature de l'amiral Watson contrefaite, sur les prodigalités par lesquelles Mir-Jaffier avait acheté ou soldé le concours des Anglais, et sur les sommes énormes dont les employés s'étaient fait une curée. Il relevait aussi cette énormité de marchands qui s'érigent en souverains, monstrueux amalgame où l'autorité du souverain ne lui sert qu'à assouvir la rapacité du marchand; il montrait les révolutions se multipliant par leurs mains, les exactions, les rapines, les violences, les trahisons, les cruautés, tous ces excès que Clive avait si souvent signalés en dernier lieu, et si énergiquement combattus. Enfin, s'attaquant à Clive lui-même, il le montrait profitant de ce désordre et s'amassant une fortune de 2,080,000 roupies, seulement en sommes reçues (la fortune de Clive était au moins quatre fois plus considérable, d'après son propre aveu dans le fragment de lettre qu'on a lu plus haut), et il concluait en demandant un grand acte de justice nationale qui imposât une restitution générale de tant de millions indûment perçus, afin que la Compagnie, frustrée par ces concussions, les pût appliquer à payer ses dettes.

Il n'y allait pas moins pour Clive que d'être réduit à l'état où il était lorsqu'il partit comme simple écrivain; aussi ne manqua-t-il pas de dire dans sa réponse, que dans la situation cruelle où on l'amenait, personne ne voudrait l'assurer pour un schelling. A vrai dire, il y avait là peut-être un peu d'hyperbole, car Burgoyne, en poursuivant la restitution, n'avait pas manqué de provoquer en faveur de qui de droit une récompense nationale digne des services rendus et digne de la nation qui les récompensait. Mais il voulait d'abord que justice fût faite, et qu'elle servît de réparation pour le passé et de frein pour l'avenir. Dans ce débat, la position de Clive était réellement faible. L'autorité de son nom, le prestige des grandes choses qu'il avait faites, étaient le seul objet qu'il pût opposer à ces grandes et éternelles considérations de justice, d'humanité, d'honneur national, d'intérêt général, qu'on invoquait contre lui. Bien plus, il avait contre lui ses propres maximes et les règles qu'il avait imposées aux autres. On eût pu le battre avec ses propres armes. Il ne pouvait malheureusement prouver qu'il eût été désintéressé; il chercha du moins à prouver que ses services lui avaient bien mérité sa fortune; argument incontestable, s'il n'eût pris soin de se la faire lui-même. La chambre voulut faire un grand et solennel acte de respect pour ces services, en dérogeant manifestement à ses principes en faveur d'un homme. Elle avait voté en principe dès le début, que 1° toutes les acquisitions faites sous l'influence de la force militaire, ou au moyen de traités avec les princes étrangers, appartenaient de droit à l'État; 2° que l'appropriation d'acquisitions ainsi faites aux émoluments d'employés civils et militaires était illégale; et 3° en fait, que de grandes sommes d'argent, que des propriétés considérables avaient été acquises dans le Bengale, de princes ou de grands personnages de cette contrée, au moyen de fonctions civiles et militaires, et que ces sommes et ces propriétés avaient été acquises par des fonctionnaires publics et appropriées à leur usage particulier. Quand on en vint à voter sur la question personnelle, la première motion présentée contenait des expressions de blâme. Elle dut être remplacée par une autre rédaction, qui se bornait aux simples énonciations des faits. Cette motion ainsi amendée, et portant que le très-honorable Robert lord Clive,

baron du Plassey en Irlande, à l'époque de la déposition de Surajah Doulah et de l'établissement sur le trône de Mir-Jaffin, avait reçu une somme de 2 lacs de roupies comme commandant en chef, une autre somme de 2 lacs 80,000 roupies comme membre du comité de gouvernement, une autre somme de..., etc., en tout 2,080,000 roupies, il y eut pour l'affirmative une majorité de 155 voix contre 95. La seconde motion que lord Clive, en agissant ainsi, avait abusé des pouvoirs qui lui étaient confiés, au mauvais exemple des fonctionnaires publics, fut repoussée sans division. La troisième, que lord Clive avait en même temps rendu à son pays de grands et méritoires services, fut admise à l'unanimité.

Ainsi fut vidé ce grand débat. Clive n'y survécut pas longtemps. L'irritation qui lui en était restée, les fatigues que lui avaient occasionnées les deux années qu'avait duré ce procès, laissèrent leur empreinte sur sa constitution déjà épuisée; elles lui laissèrent une mélancolie sombre, dont rien ne pouvait le divertir. Cette fortune qu'il avait trouvé si cruel qu'on lui arrachât, il se l'arracha en quelque sorte lui-même en se sevrant de toutes les commodités, de toutes les jouissances qu'elle mettait à sa portée. Cette famille qu'il s'étonnait d'avoir quittée pour aller gouverner un pays comme l'Inde, il l'écartait autant que possible pour se renfermer dans une solitude factice où il aimait à n'avoir pour hôte que son chagrin. Il avait rapporté du Bengale une maladie de foie, qui, sans doute, n'était pas étrangère à ces dispositions. Après le procès, le mal s'exaspéra. Le seul remède qu'il voulut employer fut un usage plus immodéré que jamais de l'opium, dont il avait contracté l'habitude dans l'Inde. Il alla cependant aux eaux de Bath et sur le continent, par ordre des médecins. Mais à la session suivante, quelques tentatives faites pour réveiller une querelle solennellement et à tout jamais vidée, trouvèrent en lui une sensibilité qui, ce semble, devait être émoussée contre ces attaques mort-nées. Elles achevèrent de l'aigrir. Il s'en irrita, dit un historien moderne, comme on le fait d'une piqûre, même après une large et profonde blessure. A mesure qu'il approchait de sa fin, il sentait remuer plus douloureusement au fond de son cœur le ressentiment de sa fierté blessée, de sa puissance humiliée, de son honneur réduit à être mis en question et à se défendre. L'orgueil de l'homme qui avait exercé une puissance souveraine, qui avait élevé et renversé des trônes, posait et se redressait toujours avec indignation dans ses rêves, sur la sellette de l'accusé. Il mourut dans sa quarante-neuvième année, le 22 novembre 1775. Par une singularité bizarre, le major général au service de la Compagnie, le lord lieutenant des comtés de Shrop et de Montgomery, le représentant de Shrewsbury, le pair d'Irlande, membre de la société royale, venait d'ajouter à ces titres celui de docteur en droit.

Quant à ses résultats généraux sur les affaires de l'Inde, l'intervention du parlement aboutit à un acte qui fut nommé bill régulateur, et qui changeait la constitution de la Compagnie. Le renouvellement annuel de la cour des directeurs fut remplacé par une disposition qui étendait les pouvoirs des membres composant la cour à une durée de quatre années. Les membres sortants ne pouvaient être réélus qu'après une année d'interruption. Le droit de voter dans les élections reposait sur une propriété de 1,000 livres sterling dans les actions de la Compagnie; le cens était par là plus que doublé. 2,000 livres conféraient deux votes, 6,000 trois votes, 10,000 quatre votes, chiffre maximum du nombre de votes échéant à une même personne. Dans l'Inde, le gouvernement suprême était dévolu à la présidence de Calcutta. Les présidences de Madras et de Bombay étaient placées sous sa dépendance. Le conseil suprême se composait de quatre conseillers nommés pour cinq années, et d'un gouverneur général. Leur nomination appartenait à la cour des directeurs, sous l'approbation de la couronne, et sauf le droit que se ré-

servait le parlement de faire les premières nominations. Il était enjoint à la cour des directeurs de transmettre à l'un des secrétaires d'État et au lord de la trésorerie, dans le délai de quatorze jours, copie de toutes les pièces qu'elle recevrait sur les affaires de l'Inde. Le roi devait nommer une cour de justice composée de trois juges et d'un président, pour les trois provinces de Bengale, Bahar et Orissa. Cette cour était en même temps une cour d'appel pour les jugements rendus par les autres tribunaux. L'interdiction du commerce intérieur était formellement renouvelée pour les particuliers, et le privilége exclusif de ce commerce confirmé à la Compagnie. Usant du droit qu'il s'était réservé, le parlement nommait en même temps gouverneur général Warren Hastings, et conseillers le général Clavering, George Monson, Richard Barwell et Philip Francis.

La plupart de ces dispositions choquèrent vivement et soulevèrent de violentes réprobations. Les propriétaires se plaignaient de se voir évincés pour la plupart par l'élévation du cens, et de voir le pouvoir royal prendre dans la gestion de leur propre fortune la place dont on les dépouillait. Il est vrai que le ministère avait mis d'autres conditions au prêt de 1,400,000 livres sterling qu'il accordait à la Compagnie, ainsi qu'à la remise momentanée des 400,000 livres d'impôt qu'elle payait à l'État sur les revenus des territoires qu'elle possédait. Cette condition était de disposer à l'avenir de toutes les acquisitions territoriales, dont il laissait néanmoins la jouissance à la Compagnie pendant une durée de six ans. Ce n'était rien moins qu'attaquer la Compagnie dans sa souveraineté, et bien des gens confondant ce droit de souveraineté avec ceux de la propriété privée, s'armaient des principes qui règlent celle-ci pour repousser les atteintes qu'on portait à l'autre; mais la raison d'État n'avait que faire ici de ces chicanes de légiste, elle demeura victorieuse.

## CHAPITRE XVI.

### DISSENSIONS INTESTINES DANS LE GOUVERNEMENT DE MADRAS.

La paix faite avec Haïder avait clos une période de vingt-cinq ans de guerre à peu près ininterrompue, aux fureurs de laquelle aucun point de la Péninsule n'avait pu se dérober. Cette guerre avait changé la face entière du pays. Tous les pouvoirs y étaient nouveaux ou placés dans une assiette nouvelle. Chacun sentait le besoin de se reconnaître et de s'établir. Seul entre tous, Mohammed-Ali avait conservé de ces longues habitudes de guerre le besoin de guerroyer encore. Forcé de subir le traité de paix avec Haïder, il ne s'y était résigné qu'en grondant. Mais le rajah de Tanjore lui restait; il avait toujours une querelle prête de ce côté, car le rajah de Tanjore avait toujours la fâcheuse réputation d'être riche. Le prétexte ne manqua pas au nabab pour amener les hostilités; il eut plus de peine à obtenir l'assentiment et le concours de la présidence. Lorsque cet assentiment lui fut acquis, il était, en désespoir de cause, occupé à négocier avec le rajah un traité, dont les avantages étaient du moins plus assurés que ceux qu'il demandait à la fortune des armes. Ce fut à la présidence de le stimuler à son tour; elle avait fait ses préparatifs et ne voulait point les perdre. La guerre se fit comme la paix s'était faite, en dépit du nabab. On prit d'abord Vellum (septembre 1771), puis on mit le siége devant Tanjore. Mais pendant que les Anglais poussaient leurs tranchées, le nabab continuait ses négociations avec le rajah, et quand la brèche fut enfin praticable, il avait signé un traité de paix, par lequel le rajah lui payait fort cher le rachat de sa ville. Les Anglais qui allaient donner l'assaut furent ainsi frustrés du produit du pillage ou de la capitulation, et ils eurent à supporter les frais de la guerre. Toutefois, pour apaiser la présidence, qui menaçait de continuer à elle seule les opérations, et qui retenait toujours Vellum, le rajah dut

lui abandonner quelques morceaux de territoire.

Jusqu'à présent la Compagnie n'avait guère eu de conflits à soutenir qu'avec le nabab. Mais les questions que le danger avait ajournées, tant qu'elle avait eu à conquérir ou à défendre son territoire, venaient se poser d'elles-mêmes maintenant qu'elle n'avait plus qu'à organiser, qu'à définir la position, imprévue peut-être, que les événements lui avaient faite. Une première complication que ces événements avaient fait naître était celle de la qualité de souverain, que la Compagnie des marchands unis s'était acquise presque à son insu dans l'Inde, et de la qualité de sujet qu'elle conservait en Angleterre. Après le traité de 1763 avec la France, le gouvernement de la Grande-Bretagne avait cru devoir envoyer dans l'Inde un commissaire du roi chargé d'en surveiller l'exécution. Cette porte ouverte au pouvoir royal sur les affaires intérieures de la Compagnie, eût pu l'y laisser pénétrer tout entier. La présidence sentit cela, et sir John Lindsay, après de vains efforts pour faire accepter son intervention, fut obligé d'abandonner la partie et de retourner en Angleterre. Sir Robert Harland, par qui on le remplaça, cumulait avec son titre de commissaire du roi celui d'amiral commandant la flotte dans les mers de l'Inde. C'était là une recommandation auprès de la Compagnie, qui, à chaque instant, pouvait avoir besoin de l'assistance de la flotte. Sir Robert Harland, néanmoins, ne fut pas mieux reçu que ne l'avait été sir John Lindsay. La Compagnie acceptait fort bien la médiation du gouvernement britannique lorsqu'elle avait besoin de ses secours en argent et en hommes, mais elle était armée de la jalousie la plus ombrageuse contre toute manifestation d'autorité. Depuis longtemps les nababs affranchis de la suzeraineté impériale étaient de véritables souverains. Mohammed-Ali l'était plus qu'aucun autre aux yeux de la Compagnie, qui avait combattu vingt-cinq ans pour lui conquérir ce titre ; elle l'avait même fait relever, par une faveur toute particulière, de la dépendance où il était du subah du Deccan. Le roi George III eut le malheur de prendre au sérieux cette souveraineté dont la Compagnie s'était montrée le champion infatigable, et de traiter Mohammed-Ali de puissance à puissance. Les commissaires envoyés dans l'Inde lui remirent directement leurs pouvoirs, avec tout le cérémonial usité. Bien plus, le prince chrétien se fit représenter par le prince musulman dans une cérémonie où il conférait à deux de ses sujets dans l'Inde son ordre du Bain. La Compagnie, qui ne pouvait être traitée d'égal à égal par le roi de la Grande-Bretagne, ne se vit pas sans dépit effacée et reléguée sur le second plan par sa créature, par un souverain dont elle n'avait voulu faire que l'homme de paille de sa propre souveraineté. Lorsque Mohammed-Ali poussait à la guerre contre le rajah de Tanjore, il avait en vue non-seulement de s'enrichir des dépouilles du rajah, mais encore de déterminer par là la Compagnie à rechercher l'alliance des Mahrattes, alliance qu'il eût tournée ensuite contre Haïder, déjà en guerre avec ces peuples. Sir Robert Harland, appui déclaré de Mohammed-Ali, poussa vivement à cette alliance, et probablement il n'en fallut pas davantage pour la faire manquer. Ce fut alors que Mohammed-Ali, d'abord si ardent, se montra si refroidi pour la guerre qu'il avait provoquée. Il se souciait peu de diriger sur le royaume de Tanjore une expédition, qui laissait ses États ouverts à une invasion des Mahrattes. Peut-être aussi, dans ce flux et reflux de projets contraires, trouvait-il le plaisir de s'exercer à faire acte de volonté, d'indépendance, tandis que la présidence, dans les résistances symétriques qu'elle opposait à chacune des évolutions de la pensée du nabab, goûtait, en sacrifiant éventuellement ses intérêts à ses prétentions, le plaisir de s'attester à elle-même sa suprématie. De tout ce que put demander sir Robert Harland, rien ne lui fut accordé, pas même la restitution des déserteurs qui avaient passé des troupes du roi

dans celles de la Compagnie. La présidence, tout en protestant de son profond respect pour le roi et pour ses prérogatives constitutionnelles, se refusait à accepter les communications qui lui étaient faites par sir Robert, en sa qualité de commissaire royal. Elle prétendait élever sa propre prérogative au niveau de toute autre, puisqu'elle remontait à une source commune, c'est-à-dire à des actes du parlement sanctionnés par la couronne. Sir Robert trouvait ces procédés inconvenants, arrogants, présomptueux, volontiers même il les eût qualifiés de rébellion. Les débats s'envenimèrent, et bientôt chaque partie s'entêta de sa propre légitimité, au point de nier absolument le caractère de l'autre. La dignité de la présidence et la majesté de la couronne d'Angleterre ne durent pas s'augmenter aux yeux des indigènes quand ceux-ci virent enfin, le 7 octobre 1772, le commissaire royal quitter l'Inde sans prendre congé du président, et le président supprimer le salut du fort et de la ville pour le commissaire royal. Sir Robert Harland était le second plénipotentiaire accrédité directement auprès du nabab par sa Majesté Britannique. Il en fut aussi le dernier. Le roi dut renoncer à montrer aux peuples de l'Inde qu'il y avait en Angleterre un autre souverain que la Compagnie. Peu s'en fallut même que celle-ci n'allât jusqu'à lui contester le droit de nommer les généraux qui remportaient des victoires pour elle. Les formalités qu'elle voulut mettre dans la reconnaissance de sir Eyre Coote, comme major général, blessèrent tellement cet ancien officier, qu'il retourna immédiatement en Angleterre.

Cependant le nabab, qui guerroyait toujours, venait de se lancer dans une expédition nouvelle contre les Marawars (mai 1773). Il s'empara de l'un et de l'autre sans trop de difficulté tant qu'il n'eut affaire qu'aux troupes et aux forteresses; mais quand il voulut prendre possession du pays, c'est-à-dire percevoir l'impôt, il s'y prit de telle manière que la population entière se révolta. Les campagnes soulevées lui firent une guerre de buissons, qui dévorait son armée. Pressé, harcelé par un ennemi pour ainsi dire invisible, et qu'il ne pouvait saisir nulle part, il s'en vengea sur le sol, et se donna le plaisir de dévaster ces plaines qu'il ne pouvait forcer à contribuer. Une expédition d'un si mince profit le ramenait naturellement sur le rajah de Tanjore. La Compagnie, qui sentait qu'elle avait traité ce dernier de façon à s'en faire un ennemi irréconciliable et un allié de tous ses ennemis, Français, Mysoriens ou Mahrattes, crut qu'il était d'une sage politique de ne plus rien ménager et d'en finir d'un seul coup avec lui. Elle entra donc dans les vues de Mohammed-Ali. Toutefois, bien avertie par le tour que Mohammed-Ali lui avait joué dans la *dernière* expédition, elle sut s'en garantir et s'en dédommager tout à la fois, en stipulant comme condition de son concours, que le nabab ferait les frais de celle-ci, et qu'il prendrait à sa charge l'entretien de 10,000 cipayes, au lieu de 7,000 qu'il soldait jusque-là. Menacé par ces préparatifs, le rajah, dans une lettre d'humbles remontrances, en appela à la justice de la présidence, à son humanité en faveur des malheureux que cette guerre allait ruiner et affamer. Mais il eut beau montrer qu'il avait rempli au delà de ses engagements envers le nabab, et qu'il n'avait fourni aucun prétexte à cette agression inique, la dernière heure de son pouvoir avait sonné. Le 16 septembre (1773), après un mois de siége, Tanjore fut pris, le rajah et sa famille faits prisonniers. On profita de cette occasion pour enlever Nagore aux Hollandais. Le nabab prétendait, pour justifier cet acte, qu'ils avaient fourni des secours au rajah de Tanjore; les Anglais alléguaient que Nagore, faisant partie du Carnatique, le rajah, de qui les Hollandais avaient acheté cette ville, n'avait pas le droit d'aliéner une partie du territoire qu'il ne tenait qu'à titre de vassal du nabab. Il est assez curieux que, dans ce partage des griefs à faire valoir, le nabab se soit déchargé sur les Anglais du soin de produire celui-ci; il ne

l'est pas moins que les Anglais aient osé fonder leur droit d'agression sur un grief qui ne les concernait pas, et que le principal intéressé avait la pudeur de ne pas mettre en avant. Les Hollandais, qui avaient reçu Nagore en échange de sommes par eux prêtées au rajah, perdirent ainsi leur argent et leur gage; ils se retirèrent en protestant contre la spoliation dont ils étaient victimes. Le nabab mit garnison dans ses conquêtes.

Ce n'était pas sans raison que Mohammed-Ali, lorsqu'il méditait son avant-dernière attaque sur Tanjore, avait appréhendé une invasion de Mahrattes. Le pouvoir suprême confié chez ces peuples à un rajah était tombé tout entier dans les mains d'un premier ministre ou peschwah, qui ne laissait guère au rajah que l'existence. Avec le temps, cette puissance du peschwah se consolida tellement qu'elle devint héréditaire à côté de celle du rajah, et que la souveraineté passa tout entière dans ses mains. Il avait au-dessous de lui un conseil de huit autres ministres ou brahmes, qui se partageaient le gouvernement sous son autorité. Le dernier de ces peschwahs mourut en 1761. Il laissait deux fils, Madhou-Rao et Narrain-Rao, encore mineurs. Leur oncle Ragonaut-Rao, plus souvent nommé Ragobah, prit le pouvoir pendant la minorité. Il eut beaucoup de peine à le retenir dans les troubles que cette minorité fit naître. Le conseil des brahmes parvint même à le faire jeter en prison; mais le jeune peschwah Madhou-Rao, qui mourut en 1772, le fit élargir avant sa mort et lui donna la tutelle de son frère Narrain-Rao. Les luttes recommencèrent : Ragobah fut encore emprisonné, le jeune peschwah assassiné, et Ragobah, pour la seconde fois tiré de prison, fut fait peschwah en remplacement de son neveu. Son autorité n'en fut pas plus affermie; bientôt même il n'eut de ressource que dans l'appui d'une nombreuse armée. Mais pour en soutenir la dépense il dut se mettre en campagne pour lever des tributs. Ses projets menaçaient d'abord Haïder, qui composa avec lui, puis le nabab d'Arcot : c'est alors que Mohammed-Ali conçut des inquiétudes fondées. Toutefois l'orage fut détourné par une armée que les ministres avaient levée, et qui ne laissa pas à Ragobah le temps d'en finir avec le Carnatique, ni même d'arriver jusque-là. Forcé de retourner sur ses pas, il dissipa assez facilement cette armée ennemie; mais la sienne se laissa dissoudre par les intrigues et l'argent des ministres, et il fut réduit à se réfugier dans le Guzerat.

La présidence de Bombay, tenue fort à l'étroit par les Mahrattes, qui ne lui avaient guère permis de sortir de son île, était jalouse aussi d'étendre son territoire; elle convoitait surtout l'île de Salsette, qui lui est contiguë, et Bassein, qui touche à Salsette sur le continent. La situation difficile du peschwah lui parut une occasion favorable de se faire céder ces deux points. Elle s'y hâta d'autant plus, que les Hollandais, de leur côté, faisaient des préparatifs pour y rentrer à force ouverte. En conséquence, au mois de décembre 1774, ses troupes entrèrent dans l'île de Salsette et emportèrent d'assaut le principal fort. Ragobah n'était pas encore alors en fuite dans le Guzerat, et les Anglais, protestant de l'intention où ils étaient de ne point rester dans Salsette sans sa volonté, se bornaient à lui présenter leur expédition comme une mesure purement défensive. Plus tard, quand l'état de ses affaires parut désespéré, les Anglais lui offrirent leur secours, qu'il fut heureux d'accepter au prix de la cession de Salsette et de Bassein. Il renonçait en même temps au tribut que la présidence payait aux Mahrattes pour les États du nabab de Broach, qu'elle avait récemment dépossédé et remplacé par un autre nabab. Toutes ces concessions montaient à une valeur annuelle de 22 lacs de roupies. Ainsi occupé à une guerre toute personnelle, le peschwah ne pouvait rien entreprendre contre le Carnatique; mais, d'un autre côté, la Compagnie, en épousant sa cause, se trouvait engagée dans une guerre avec les Mahrattes, et cette guerre, bien que

concentrée au nord et sur la côte de Malabar, pouvait devenir menaçante pour le sud et la côte opposée, si les ministres étaient les plus forts.

La politique de la présidence de Bombay devait être plus tard désavouée par la présidence suprême de Madras, où nous allons rencontrer Warren Hastings. Dès avant l'acte du parlement qui le nomma gouverneur général, Warren Hastings avait déjà rempli la dignité de président en remplacement de Cartier (13 avril 1772). Né à Churchill, dans le comté d'Oxford, en 1732, il avait, à l'âge de dix-neuf ans, débuté comme Clive dans les fonctions de simple écrivain au service de la Compagnie. Il se fit remarquer par ses talents dans la secrétairerie de Cohimbazar; plus tard, au milieu des demêlés de Surajah Doulah et de la présidence, employé comme négociateur, il se tira avec habileté des missions qui lui furent confiées. Comme Clive encore, il passa des fonctions civiles aux fonctions militaires, et revint des camps au cabinet. En 1759, il fut nommé résident à Mourshadabad. Durant toutes les périodes de sa vie, il eut à remplir de nombreuses et délicates missions, et prit part à tous les grands événements dont le Bengale fut le théâtre. Ces occupations ne l'empêchèrent pas de se livrer à une étude approfondie de la langue, des mœurs, de la religion et des lois indoues. On a de lui sur ces matières un ouvrage publié en 1767, et qui a contribué puissamment à frayer la route de ces recherches difficiles aux savants qui sont venus après lui. La cour des directeurs, mise à même de l'apprécier pendant un voyage qu'il fit en Europe, le renvoya dans l'Inde avec le titre de membre du conseil du fort Saint-George (Madras). De là il retourna au Bengale comme membre du conseil de Calcutta. Sous la présidence de Vansittart il fut d'abord de la majorité qui résista à l'opposition systématique, et, plus tard, quand cette majorité eut été dissoute, comme nous l'avons vu, il continua à défendre le gouvernement contre le mauvais vouloir de la majorité nouvelle; plusieurs des grandes mesures si justes et si utiles par lesquelles Vansittart essaya vainement de remédier aux abus, eurent pour appui deux voix seulement: la sienne et celle de Warren Hastings. C'est ainsi que se manifesta dès ce moment l'esprit qu'il devait apporter plus tard dans sa propre administration.

On a vu, dans les derniers événements du Bengale, la Compagnie s'emparer décidément de tout le pouvoir, même de la diwanie, qu'elle avait plusieurs fois refusée. Dans le premier moment toutefois, la Compagnie, tout en retenant pour elle le titre de diwan, en délégua les fonctions à deux indigènes, dont l'un, Mahomet Rhiza Khan, eut pour résidence Mourshadabad, et l'autre, Shitabroy, fut établi à Patna. L'administration de ces fonctionnaires ne fut qu'un long désordre. En 1769, Véreltz, qui avait succédé à Clive, crut devoir nommer des inspecteurs du revenu. Répandus dans les provinces, ils étaient chargés de surveiller la perception de l'impôt, et eux-mêmes étaient soumis à la surveillance de deux conseils, qui avaient leur siége dans les capitales assignées pour résidence aux naïbs diwans. Mais cette mesure ne produisit pas tout le bien qu'on en attendait, et la cour des directeurs finit par prendre un parti extrême, en décidant que la Compagnie exercerait par elle-même les fonctions qu'elle avait jusque-là déléguées, c'est-à-dire qu'après avoir pris la diwanie, elle se faisait elle-même diwan. A cet office se trouvait attachée une autre qualité, celle de naïb nazim, qui comprenait, outre le peu de pouvoirs qui avaient été laissés au nabab, des attributions tout à fait domestiques. Parmi ces dernières, il en était que la Compagnie ne pouvait retenir, comme, par exemple, la tutelle du jeune nabab et l'administration des revenus réservés à ses dépenses personnelles. On donna la tutelle à Munny Begum, seconde femme de Mir-Jaffier, et on lui adjoignit pour l'intendance du revenu le fils de Nuncomar, ennemi déclaré

du naïb nazim dépossédé. La Compagnie se trouva ainsi complétement substituée non-seulement à Mahomet Rhiza Khan, mais encore au nabab, et il n'y eut plus d'intermédiaire entre le peuple conquis et le gouvernement de la puissance conquérante.

Cette révolution hardie n'était rien moins qu'un système nouveau d'organisation financière et judiciaire, une administration civile tout entière à fonder. Ce fut Warren Hastings qui accomplit ce grand travail. Le zemindar, ou collecteur du revenu, était en effet aussi le juge criminel et le juge civil du district soumis à sa perception. Toucher aux pouvoirs de l'agent fiscal, c'était atteindre du même coup l'organisation de la justice; et comme il n'était que le délégué du diwan, juge suprême en même temps que fermier général, en supprimant le diwan on laissait le pays sans juges. Dans chacun des nouveaux districts financiers qu'il avait organisés, Warren Hastings institua deux cours : l'une pour le criminel (phousdary-adaulut), l'autre pour le civil (mofussul-diwany-adaulut). Elles jugeaient en premier ressort, et les appels étaient portés devant deux cours centrales siégeant au siége du gouvernement, et partageant aussi leurs attributions entre le civil et le criminel. Les affaires dont l'importance n'excédait pas 6 roupies étaient jugées par le principal fermier du village, qui devenait ainsi une sorte de juge de paix. Suivant les anciens usages, le quart de toute propriété en litige appartenait aux juges. Warren Hastings abolit cet impôt, en même temps que le pouvoir discrétionnaire exercé par le créancier sur le débiteur. Quant à l'organisation de l'impôt, s'il fut facile de la rendre un peu plus distincte de l'administration de la justice, il fut moins aisé de lui trouver tout d'abord une solution satisfaisante. La propriété dans l'Inde était concentrée tout entière dans les mains du chef de l'État. Ce qui est chez nous l'impôt, n'était là que le revenu de la terre, revenu qui appartenait intégralement au prince, lequel ne laissait au ryot ou cultivateur que ce qui lui était nécessaire pour sa subsistance et pour les semailles de l'année suivante. C'est à ces termes bien simples que se réduisait en droit tout le mécanisme de la constitution civile du pays. En fait, l'Inde présente à cet égard un phénomène singulier et probablement unique, qui est la constitution de son village. Le mot municipe, qui implique une idée de franchises, de priviléges locaux, ne saurait aucunement s'appliquer à cette institution. Elle ne résulte pas, en effet, d'un ensemble de droits exclusifs consacrés par la loi écrite; elle est un simple fait né de la nécessité, cimenté par l'habitude, et qui n'a d'autre garantie que l'inexpugnable rempart des mœurs. Le municipe crée un petit État dans l'État, une petite patrie dans la grande. Pour l'Indou, cette dernière n'existe pas; il l'abandonne avec indifférence au premier conquérant venu; il laisse passer au-dessus de sa tête les révolutions politiques qui bouleversent l'histoire de l'empire, dont le sort n'est lié au sien que par un seul fil, l'impôt. Or comme cet impôt se payera toujours, quel que soit le souverain, Patan, Mogol, Anglais, peu importe au ryot de savoir à qui il le paye. Ce qui lui importe bien autrement, ce qui est sa véritable, sa seule patrie, c'est son village qui fournit à tous ses besoins, qui administre tous ses intérêts, qui enveloppe sa vie par tous les points, et demeure seul immuable au milieu des convulsions qui disloquent l'empire ou qui en changent la tête. L'empereur tombe, mais ce n'est pas lui qui a donné au village son *potail* ou maire, administrateur général des intérêts de la communauté; son *tallier* ou juge de paix, qui règle les contestations, punit les délits, protége et escorte les voyageurs d'un village à l'autre; son *totie*, chargé de la garde et de la mesure des moissons; son *gardien des limites*, chargé de témoigner en tout ce qui les concerne; son *commissaire des eaux*, chargé de les distribuer suivant les besoins de l'agriculture; son *brahme*, qui pourvoit aux besoins de

l'âme, au maintien des croyances, aux cérémonies du culte; son *maître d'école*, qui instruit les enfants; son *calender brahme*, qui prédit la pluie ou le beau temps pour les travaux agricoles; son *forgeron*, son *charpentier*, son *potier*, son *porteur d'eau*, son *gardeur de bétail*, son *médecin*, sa *danseuse*, son *musicien* et son *poëte*, car tel est l'appareil de fonctionnaires qui, abstraction faite du fond même de la population, constituent le village indou. Tout cela appartient au village, tout cela y subsiste, quels que soient les événements du dehors, et avec cela il se suffit à lui-même. Oublié par le pouvoir central, si ce n'est pour les levées d'hommes et d'argent, et habitué à ne point sentir son action dans le reste, le ryot ne songe à lui rien demander, et sa vue ne s'étend jamais par delà son village qui a songé à lui tout fournir.

C'est ainsi que par sa force propre cette institution, dont l'origine se perd dans la nuit des temps, s'est maintenue immobile dans le mouvement des révolutions et des siècles, et a traversé des milliers d'années et de transformations politiques, prenant une plus grande énergie de cohésion dans la fragilité même des empires dont elle était la base. Cette cohesion qui a rendu indissoluble l'institution du village indou, est d'autant plus merveilleuse, que l'on n'a pas ici le grand ciment de toutes les sociétés humaines, la propriété. Non-seulement le ryot n'était pas le propriétaire de la terre qu'il cultivait, mais il ne l'était même pas de sa récolte. Après l'empereur, qui en prélevait la part qu'il lui plaisait (ordinairement le quart), et à qui seul, à vrai dire, elle appartenait, venaient d'autres gens, dont la part devait être faite avant celle du cultivateur. C'étaient notamment les fonctionnaires dont on vient de voir la nomenclature. La moisson faite restait sur le champ, d'où l'on ne pouvait l'enlever qu'après le partage. Quand on avait fait la part de l'empereur, on divisait le reste en un certain nombre de tas, qui représentaient chacun une valeur de vingt candacas, ou 330 *sirs*, cette dernière mesure équivalant à une quantité de grains du poids moyen de 3 kilogrammes. Pour les dieux il était prélevé d'abord 25 sirs; pour les brahmes du village (ce qui paraît faire double emploi) et pour l'astrologue, 1 sir chacun; pour les brahmes mendiants, 25 sirs; pour le barbier, le potier, le porteur d'eau et autres hommes de peine que nous avons énumérés, 2 sirs chacun; pour le mesureur, 4 sirs; puis venaient l'aderca ou bedeau, le potail, le comptable, qui prenaient chacun 7, 8 et 10 sirs. Ces quotités demeuraient invariables, quelle que fût la grosseur du tas, pourvu qu'il dépassât 75 sirs; ce qui faisait que certains tas ne rapportaient rien ou ne rapportaient que bien peu de chose au cultivateur. Tous ces prélèvements opérés, on mesurait de nouveau les tas, et alors on prélevait encore sur chaque candaca 1 demi-sir pour les gardes de nuit du village; 2 sirs et demi pour le comptable, et autant pour le potail, qui avaient déjà eu leur part fixe sur le premier prélèvement, et à qui le second lot formait une sorte de casuel; le fond du tas, sur une épaisseur d'un pouce au-dessus de terre, était le casuel du conducteur des eaux. Sur ce qui restait enfin pour le ryot, l'empereur prélevait aussi son casuel, qui était de 50 pour 100, et la dernière moitié formant le produit net n'était pas même tout entière au cultivateur, qui en abandonnait 10 pour 100 au zemindar. Ainsi, quand le malheureux habitant du village avait payé l'impôt ou revenu fixe du propriétaire, qui était l'empereur, et pourvu à la rétribution fixe de tous les fonctionnaires, la part qui lui restait, bien qu'elle ne fût qu'éventuelle suivant que les années étaient plus ou moins abondantes, devait subir encore un prélèvement proportionnel en faveur de plusieurs d'entre eux. Grâce à ce système ingénieux, l'impôt ne le lâchait que lorsqu'il n'avait réellement plus rien à donner. Tels étaient les bienfaits dont l'institution du village assurait la possession au paysan indou; et néanmoins, au milieu des excès ou de l'incurie des

gouvernements orientaux, qui ne sortent de l'indifférence à l'égard de leurs sujets que pour devenir oppressifs, elle a paru par comparaison tellement protectrice à ces hommes doux et malheureux, que non-seulement elle a eu une force invincible pour maintenir immuablement unis dans l'esprit et dans l'histoire des Indous les éléments abstraits dont elle est la combinaison en tant que type idéal de société, mais encore pour unir l'homme d'une manière indissoluble au petit centre dans le sein duquel elle le faisait naître. Le village, indestructible dans l'Inde comme cadre social, ne l'est pas moins comme agrégation d'hommes. Les guerres, les violences de toute sorte ont transporté et dispersé des populations entières qui, aussitôt que les circonstances avaient changé, et quelquefois après plus de vingt ans, venaient se reformer d'elles-mêmes sur ce coin de terre où elles ne possédaient rien que des souvenirs.

Quoique Warren Hastings ne se proposât de modifier que le mode de perception de l'impôt, mode auquel les habitants avaient sans doute peu de raisons de tenir, toucher à une coutume enchâssée dans un pareil ensemble de vieilles coutumes n'en était pas moins une opération fort délicate et qui demandait de la circonspection. Le diwan, qui était le fermier général des terres de l'empire, les répartissait en sous-fermes aux zemindars, qui, eux-mêmes, allaient divisant leur district à d'autres sous-fermiers. Comme tout cela se passait au-dessus de la sphère du ryot, qui demeurait complétement étranger à ces arrangements, c'était là surtout que la réforme était facile à porter. Hastings commença par abolir l'office de naïb diwan; il supprima aussi les fonctions récemment créées des inspecteurs du revenu, dont il fit des collecteurs, en leur adjoignant dans ces fonctions nouvelles un indigène, sous le titre de diwan. Pour laisser le marché ouvert aux seuls indigènes, il interdit à tout banyan ou agent d'un collecteur de prendre à ferme aucune portion de terre. Les terres durent être affermées à longs baux, c'est-à-dire pour cinq ans; ce qui montre clairement que sous le régime mogol le cultivateur avait à engraisser sur chaque récolte une sangsue nouvelle. On supprima, en outre, une foule de petits impôts qui, sous le nom d'aboabs, étaient prélevés à peu près arbitrairement par les zemindars, ou même par leurs délégués. Un comité, nommé comité de circuit, eut mission dans chaque district de procéder à la location des terres. Cette opération se fit aux enchères. Beaucoup de zemindars se trouvèrent ainsi dépossédés des terres dont ils s'étaient fait une sorte de patrimoine, et que l'exiguïté des offres qu'ils avaient faites avait seule fait mettre aux enchères. On crut toutefois devoir les dédommager, et il leur fut alloué une pension.

Ce système ne réussit pas, et deux ans après il fallut le changer (1774). La machine des enchères avait produit dans les prix un surhaussement, qui ruina les adjudicataires écrasés par des engagements onéreux. Sur bien des points on n'avait pas pris une connaissance suffisante du pays. Les collecteurs européens fonctionnaient d'une manière moins satisfaisante encore que n'avaient fait les indigènes. On les rappela. On établit au centre du gouvernement un comité de cinq membres (deux membres du conseil et trois anciens employés), qui eut le contrôle de tout ce qui touchait au revenu. On répartit en six grandes divisions le territoire des trois provinces (Bengale, Bahar, Orissa), et l'on institua dans chaque chef-lieu un comité ou conseil provincial correspondant avec le comité central, et chargé de décider sur toutes les questions relatives au revenu. Pour éclairer ces conseils, on répandit sur le territoire des commissaires qui avaient mission de faire des recherches, et de rassembler tous les renseignements propres à jeter du jour sur la matière. Les comités provinciaux devaient transmettre ces renseignements au conseil supérieur. Comme on le voit, c'était moins là une organisation définitive que la pierre

d'attente d'une organisation nouvelle.

Les premiers travaux de Hastings ne se bornèrent point à ces mesures. Tout en organisant autant qu'il était en lui la justice et les finances de l'Inde, il s'occupait aussi d'améliorer en quelques points ses mœurs. C'est ainsi qu'il s'occupa de l'abolition de l'esclavage et de la suppression de certaines castes vouées par état au vol. Connues dans le Bengale sous le nom de Kallantrous ou Kalla-Bantrous, ces tribus sont répandues dans toute l'Inde. Nous les avons rencontrées au sud dans l'armée de Haider-Ali, dont elles formaient le noyau. Chez les Siks, au nord, elles prennent le nom de Mahar-Khaïs. Partout ces voleurs étaient tolérés, protégés par les princes indigènes, à la condition de payer au collecteur d'impôts une partie de la valeur des objets dérobés. Les villages traitent quelquefois avec eux et se rachètent du *décoit* (c'est le nom qu'on donne à l'industrie que pratiquent les Kallantrous), moyennant une rançon dont le taux ordinaire est d'un quart de roupie et d'une volaille par maison. Malgré cet honneur que leur font les princes et les peuples de les traiter en puissance reconnue, la foi jurée n'est pas tellement obligatoire pour leur conscience de voleurs, qu'ils ne s'exposent quelquefois à compter avec la justice, qui ne les traite que pour ce qu'ils sont et leur fait brutalement couper le nez, le poignet ou les oreilles. C'est avec orgueil qu'après ces sortes de mésaventures ils étalent les cicatrices qu'elles leur ont laissées. Ces voleurs déploient dans leur carrière une adresse inouïe, une grande cruauté et un courage qui résiste à toutes les tortures.

Hastings, dont les prédécesseurs avaient déjà établi une pénalité très-rigoureuse contre les Kallantrous, institua en leur honneur une magistrature et une milice spéciales. L'esclavage, qu'il avait aboli en interdisant pour l'avenir toute vente d'enfant ou d'adulte non déjà esclave, fut maintenu contre les Kallantrous. Tout homme de cette caste arrêté pour un délit déterminé était pendu sur les lieux mêmes; sa famille devenait esclave. La police de Calcutta dut aussi au gouverneur de grandes et indispensables réformes.

Quoique l'administration de Warren Hastings ait été moins guerrière qu'organisatrice, cependant les diversions militaires n'ont point manqué à ses travaux pacifiques. Les Mahrattes, ce vieux peuple indigène, refoulé autrefois dans les montagnes par l'invasion musulmane, ne laissaient point de répit à la caducité de l'empire usurpé de Timour. L'alliance que les Anglais, usurpateurs nouveaux, avaient faite avec le nabab d'Oude, dernier débris de l'empire mogol, les ramenait souvent sur cette frontière. Le besoin d'argent déterminait aussi la présidence à faire pour son compte, ou comme auxiliaire, des expéditions dont elle espérait tirer quelque profit. Il la poussait même à vendre ce qui ne lui appartenait pas, témoin les provinces de Corah et d'Allahabad, qui, garanties par un traité à l'empereur, puis cédées par celui-ci aux Mahrattes, furent aussitôt, sous prétexte qu'il ne les avait cédées que par contrainte, mises par lui sous la protection des Anglais, lesquels, moyennant une stipulation de 50 lacs de roupies, s'engagèrent à les livrer, non aux Mahrattes ni à l'empereur, mais au vizir de l'empereur, au nabab d'Oude.

Une invasion de Rohillas dans les États du vizir vint suspendre l'effet de ce traité. Fyzoulla-Khan, leur chef, battu dans plusieurs rencontres (1773-74) par le vizir et par les Anglais, fut réduit à demander la paix. Vers le même temps, les Anglais étendaient par un traité leur puissance au nord de Calcutta. En 1772, le rajah de la province de Coutch-Bahar, tourmenté par ses voisins du Boutan, et mineur, fit proposer à la présidence de prendre la protection de son État avec la moitié des revenus, à la condition qu'elle le délivrerait des vexations que lui faisaient endurer les Boutanéens. La proposition fut acceptée, et une expédition envoyée dans le Boutan remplit si bien les conditions du traité, que le grand lama, chef religieux et seigneur suze-

rain du Boutan, crut devoir interposer sa médiation en faveur de son vassal. Il s'ensuivit une négociation, qui fit pénétrer pour la premiere fois des Anglais dans le Thibet. Le traité relatif à la guerre fut conclu le 25 avril 1774, mais Warren Hastings voulut mettre à profit cet incident pour nouer avec le Thibet des relations commerciales, et il envoya au teshou-lama (tuteur et représentant du dah-lama encore mineur) une ambassade chargée de présents. Le P. d'Andrada, jésuite portugais, était le seul Européen connu qui eût jusque-là, avec ses compagnons missionnaires, pénétré dans les terres sacrées du lama, en 1625. M. Bogle, l'ambassadeur anglais, eut après ce jésuite l'avantage d'être le premier à explorer ce pays si neuf et si curieux. La mort ne lui a pas laissé le temps de mettre en ordre les notes qu'il en avait rapportées; mais on a extrait de ses papiers des fragments qui ont été publiés d'une manière assez confuse par M. Stewart, dans les *Transactions philosophiques* et dans l'*Annual register* (1778), et par M. Crawfurd dans un *Essai sur l'histoire, la religion, etc., des Hindous.* Une autre relation plus complète et plus intéressante a été publiée dans les *Asiatic Researches*, par M. Turner, qui eut aussi une mission à remplir en 1784.

Tels avaient été les travaux de Warren Hastings comme gouverneur des provinces de Bengale, Bahar et Orissa, lorsqu'il reçut l'acte du parlement qui lui conférait *à novo* ces pouvoirs et les étendait à toutes les possessions anglaises dans l'Inde. Le 21 septembre 1774, le général Clavering, le colonel Monson et M. Francis, que le même acte avait nommés, arrivèrent à Madras, le 14 octobre à Calcutta; le 20, le nouveau gouvernement entrait en fonction. Dans ce court intervalle et dès avant la première séance du conseil, la division s'y était mise. La seconde séance manifesta une hostilité déclarée, et bientôt le conflit s'envenima tellement, que l'un des partis ne s'étudiant qu'à empiéter sur les pouvoirs de l'autre, il y eut dans l'Inde comme deux gouvernements uniquement appliqués à se paralyser ou à s'entre-détruire. Ainsi, tandis que Warren Hastings refusait la communication de sa correspondance diplomatique ou administrative à la majorité opposante qui la réclamait, cette même majorité destituait les fonctionnaires nommés par le gouverneur général, en nommait d'autres, et minutait leurs instructions. Le gouverneur ajournait le conseil, le conseil se déclarait en permanence et retenait toutes les affaires; il décrétait qu'à l'avenir cette correspondance, qu'on lui avait refusée, serait adressée au conseil et non au gouverneur. L'armée était en campagne contre les Rohillas; il votait le rappel immédiat des troupes en quelque état que fussent les opérations de la guerre. Par grand bonheur, au moment où on rédigeait les dépêches qui contenaient cet ordre insensé, Fyzoulla Khan était réduit à traiter, et la nouvelle en arriva avant l'expédition des dépêches. Elles n'en furent pas moins envoyées telles quelles, le conseil tenant plus sans doute a manifester l'esprit dont il était animé qu'à ajuster sa conduite aux circonstances. Non content de violer les traités conclus par Hastings, de bouleverser son administration, le conseil s'oublia jusqu'à vouloir donner le scandale d'une enquête contre le chef du gouvernement. L'animosité en était venue à ce point de ne pouvoir plus supporter le masque du seul intérêt public, et à rejeter le caractère d'opposition politique, pour prendre ouvertement celui d'une haine toute personnelle.

Au commencement de 1775, le nabab d'Oude mourut. Le progrès des armes et de la puissance anglaises, en transportant sur cette frontière toutes les grandes questions qu'avait à résoudre la politique du moment, donnait à ce personnage une haute importance. Son fils lui succéda sous le nom d'Asoff al-Doulah. Le résident anglais auprès de cette cour était alors celui que le conseil avait envoyé en remplacement de M. Middleton, agent

de Warren Hastings. Ce nouveau résident, M. Bristow, conclut avec le jeune nabab un arrangement qui le confirmait dans la possession des provinces de Corah et d'Allahabad, mais qui lui arrachait en échange la cession du territoire de Bénarès, et lui imposait un surcroît considérable de charges pour l'entretien de la 3ᵉ brigade des troupes de la Compagnie. Ainsi on lui vendait son légitime héritage et on lui faisait payer de nouveau ce que son père avait déjà payé. C'était faire un beau rôle à Warren Hastings que de lui donner à défendre à la fois la faiblesse opprimée, la justice outragée et la foi des traités foulée aux pieds. Mais trois autres affaires vinrent rendre aux trois membres opposants leur rôle d'accusateurs. Dans l'une, il s'agissait de malversations et de concussions reprochées au gouverneur par la ranna de Burdwan, veuve du dernier rajah de ce district, et tutrice du jeune rajah son fils. Dans l'autre, une inculpation de même nature était portée contre Warren Hastings, accusé de prélever, sur les 72,000 roupies allouées au phousdar d'Hougley, 36,000 roupies pour lui-même et 4,000 pour son banyan. L'indigène qui portait cette accusation, s'engageait à remplir les mêmes fonctions au prix des 32,000 roupies qui restaient au phousdar actuel, et de soulager ainsi le trésor de la Compagnie de tout ce qui passait dans les mains du gouverneur général. La troisième affaire reposait sur une collusion prétendue entre Hastings et Munny Begum, mère et tutrice du dernier successeur de Mir-Jaffier. Dans les comptes de l'administration de la Begum, une somme de près d'un million de roupies qu'elle avait perçues ne se trouvait portée sur aucun etat de dépense. Sur ce chiffre on accusait M. Hastings et M. Middleton d'avoir reçu chacun 150,000 roupies. Malgré les protestations souvent réitérées de Hastings que jamais il ne permettrait qu'on le fît paraître en accusé devant un conseil qu'il présidait, on appela dans le conseil un indigène qui avait à témoigner sur les faits dénoncés. C'était ce même Nuncomar qui avait été phousdar de Hougley, et dont Warren Hastings s'était servi contre Mahomet Rhiza Khan. Ainsi mis en présence de son accusateur, le gouverneur déclara le conseil dissous, et quitta le fauteuil de la présidence qui était devenu pour lui une sellette d'accusé. M. Barwell, qui jouait auprès de lui le même rôle que lui-même avait joué auprès de Vansittart, le suivit. Ainsi livrée à elle-même, l'opposition, qui s'était déjà aguerrie à cette situation, déclara néanmoins le conseil bien et valablement assemblé, entendit Nuncomar et vota, conformément à ses dépositions, que le gouverneur était convaincu des faits à lui imputés. Malheureusement pour lui, le dénonciateur Nuncomar n'était pas tellement pur que, en fouillant dans les arcanes de cette affaire, on n'en pût exhumer une accusation de faux, qui, jointe à celle de conspiration contre le gouverneur général, le conduisit devant la cour de justice, où, sur le verdict d'un jury anglais, il fut condamné à être pendu. Cette exécution ne rétablit point l'harmonie dans le conseil, mais elle coupa court à la tactique qui, pour perdre le chef du gouvernement, allait évoquer de tous les points du territoire des accusations propres à ruiner la considération et l'autorité du gouverneur général. On essaya pourtant encore de faire passer pour une sorte de trahison une aumône de 100 roupies faite par Hastings à l'envoyé d'un prince ennemi des Anglais et proscrit, qui essayait de faire valoir quelques réclamations auprès du gouvernement. La présence de ce wackel à Calcutta, et le témoignage d'intérêt que lui avait donné Hastings, étaient, au dire du colonel Monson, une preuve de connivence avec un ennemi de la puissance anglaise. Warren Hastings se borna à dire que, devant une pareille accusation, il lui paraîtrait inconvenant de répondre. Ainsi finirent ces incriminations dans lesquelles l'opposition, toujours blâmable, quant à la forme et à la malignité des intentions, n'eut pas toujours absolument tort quant au

fond même des imputations qu'elle soulevait. Car de même que Clive sur la question de son jaghire, Warren Hastings offrait prise sur lui par ses relations avec la Munny Begum, dont il nia d'abord, et dont il avoua ensuite les 150,000 roupies, prétendant alors les avoir reçues comme frais de voyage et non comme présent. Quant à l'affaire des 36,000 roupies du phousdar d'Hougley, elle n'a jamais été complétement éclaircie; mais cette obscurité même demeura un préjugé peu favorable pour le gouverneur général.

En vertu du traité qu'elle avait passé avec Ragobah, le 6 mars 1775, la présidence de Bombay mit en mouvement un corps de 2,500 hommes, qui, sous le commandement du colonel Keating, rejoignit Ragobah auprès de Cambay, d'où l'armée se dirigea vers Pounah. Malgré des trahisons qui ouvrirent à l'ennemi les lignes de l'armée coalisée, la première rencontre fut heureuse, et l'insubordination qui se mit bientôt dans les troupes de Ragobah pour l'arriéré de solde, ne gâta pas tellement ses affaires, qu'il n'attirât dans son alliance plusieurs chefs et rajahs. Ceux-ci, tout en donnant leur adhésion aux cessions qu'il avait faites aux Anglais, apportèrent en outre de l'argent, chose dont on pouvait se passer moins encore. Le repos forcé qu'avait amené la mutinerie des troupes, se trouva ainsi fructueusement employé, et les nouveaux renforts d'hommes et d'argent mirent l'armée en position de reprendre énergiquement l'offensive. Pendant qu'elle attendait la fin de la saison des pluies, des dépêches de Calcutta vinrent enjoindre à la présidence de Bombay de retenir ou de rappeler immédiatement les secours qu'elle mettait à la disposition de Ragobah, la menaçant de révoquer tous les pouvoirs qu'elle exerçait, et de les rappeler entre les mains du gouvernement central, si elle hésitait à obéir. D'autres dépêches envoyées aux ministres mahrattes désavouaient la conduite tenue par le conseil de Bombay, et déclaraient nulles et sans autorité toutes les résolutions qu'il avait prises dans cette affaire. En même temps un plénipotentiaire, qu'on accréditait à Pounah, était chargé de traiter avec les ministres au nom du conseil suprême, et d'obtenir d'eux ce que la présidence de Bombay avait déjà obtenu de ses alliés : l'île de Salsette et Bassein. Mais comme on ne pouvait prévoir de Calcutta où en seraient les affaires de Ragobah, lorsque le plénipotentiaire, M. Upton, arriverait dans la capitale de l'empire mahratte, cet envoyé portait en même temps des lettres de crédit pour le Peschwah, et des instructions analogues à la circonstance, pour le cas où il le trouverait vainqueur et maître de Pounah. C'était un luxe de prudence, car on ne comptait guère à Calcutta sur cette éventualité. Et en effet, quand M. Upton arriva à Pounah, Ragobah était encore sur la Nerbudda. Mais, par cette sage précaution, le conseil suprême se tenait prêt à tout événement, et, dans l'un ou dans l'autre cas, son action se trouvait substituée à celle du conseil de Bombay. Toutefois il était un troisième point qu'on n'avait point prévu. C'était celui où Ragobah, sans être décidément vainqueur, aurait su rendre son parti tellement respectable et mettre si bien les chances de son côté, qu'il y eût peu de profit à se compromettre dans l'alliance de ses ennemis. M. Upton, approvisionné d'instructions pour les autres cas, en manquait pour celui-ci, qui fut précisément celui qui se réalisa. Son rôle à Pounah fut assez embarrassé, et certaines clauses de ses instructions n'étaient pas faites pour le rendre plus facile. Tout en désavouant et en annulant, par le seul fait d'une alliance en sens contraire, le traité conclu entre la présidence de Bombay et Ragobah, le conseil suprême retenait les avantages stipulés par ce traité, c'est-à-dire la cession de Salsette et des autres districts cédés par le nabab de Broach. Ce fut un grand travail pour M. Upton, que d'avoir à faire comprendre aux brahmes ministres, comment le même gouvernement, qui condamnait solennellement la guerre et invalidait tous les actes qui

l'avaient soulevée ou entretenue, pouvait en déclarer les profits bien et dûment acquis pour lui. Dans cette entreprise, assez ingrate en effet, le plénipotentiaire ne réussit qu'à persuader aux ministres que s'il suivait ses instructions en venant arrêter la guerre, il prenait sur lui tout le reste. Il était bien vrai cependant que le contre-sens qui choquait si fortement la logique des Mahrattes, n'avait pas scandalisé au même point la raison des membres du conseil suprême, et qu'il avait même eu la puissance d'y rallier pour la première fois l'unanimité. Toutefois, lorsque l'on apprit à Calcutta le succès des armes et des négociations de Ragobah dès son entrée en campagne, Hastings revint sur son premier avis, ce qui réveilla contre lui les violentes attaques des opposants. Mais ceux-ci devaient eux-mêmes se contredire, et plus d'une fois, dans cette affaire. M. Upton avait trouvé la cause des ministres bien chancelante et leur gouvernement d'une désespérante faiblesse. On lisait dans une de ses lettres : « Si trois ou quatre compagnies d'Européens, un petit détachement d'artillerie et deux ou trois bataillons de cipayes étaient embarqués au Bengale pour Bombay, nous pourrions bientôt dicter nous-mêmes la paix aux conditions qui nous conviendraient. » Ces conditions étaient celles que les Mahrattes s'obstinaient à ne point comprendre. Comme le conseil ne s'obstinait pas moins à les maintenir, il fut bientôt décidé qu'on embrasserait le parti de Ragobah, et que l'on se mettrait aussitôt en mesure de pousser énergiquement la guerre, et d'en finir d'un seul coup. La politique de la présidence de Bombay, si hautement répudiée, triomphait donc avec éclat. Mais ce triomphe ne devait pas non plus être de longue durée. Tout s'arrangea finalement par un traité où Ragobah était décidément sacrifié, son armée licenciée, et où les Mahrattes, moyennant la cession définitive de Salsette et l'abandon du tribut qu'ils prélevaient encore sur Baroach, obtinrent des Anglais la renonciation à leurs prétentions sur Bassein, et à la possession du Guzerat, *s'il était prouvé* que Futty Singh le leur eût cédé sans en avoir le droit. Une pension de trois lacs de roupies et un corps de mille chevaux étaient accordés à Ragobah qui, déclarant ne vouloir en aucun cas se soumettre à ce traité, obtint un asile à Bombay. Mais les ministres réclamèrent si vivement contre cette marque de protection dont il était l'objet, que, dans la crainte de voir recommencer la guerre, le conseil suprême condamna l'offre qui lui avait été faite, et le bannit de toutes les possessions anglaises. Le Peschwah se retira à Surate, suivi seulement de 200 soldats fidèles à sa fortune. Le conseil de Bombay protesta à son tour énergiquement contre ce traité, comme contraire à la réputation, à l'honneur et aux intérêts de la Compagnie. Néanmoins, après de longues hésitations, les signatures furent échangées (1776), ce qui ne mit nullement fin aux vicissitudes de cette affaire. Warren Hastings, dans un mémoire qu'il rédigea pendant sa traversée de retour en 1785, n'en parle que comme « d'une dispute de peu d'importance entre le gouvernement de Bombay et l'administration de Pounah, concernant un petit chef dépendant des Mahrattes, qui s'était attiré le ressentiment de ses supérieurs par des actes répétés d'hostilité. » Cette manière de présenter les choses n'était pas précisément exacte. Ragobah, héritier d'un pouvoir qui ne dépendait pas des Mahrattes, mais auquel les Mahrattes étaient soumis, n'était pas un petit chef en révolte contre ses supérieurs, mais un grand chef luttant, comme Warren Hastings lui-même, contre un conseil hostile.

Au commencement de l'année suivante (1777), et avant qu'aucune des clauses du traité eût été exécutée, l'arrivée à Pounah d'un agent français nommé Saint-Lubin vint causer des ombrages à la présidence de Bombay. Elle usa des plus vives instances auprès de la cour suprême pour l'engager à relever la cause de Ragobah. Les sollicitudes de la présidence de

Bombay n'étaient pas sans fondement. Il était facile de prévoir dès lors une guerre prochaine entre la France et l'Angleterre, et la présence d'un agent français à la cour mahratte devenait inquiétante en pareille conjoncture. L'accueil favorable qu'il avait reçu ramenait naturellement la politique anglaise à se servir contre cette coalition naissante des projets d'un prétendant qu'elle avait sous la main. En même temps une partie des ministres mahrattes rompait avec le reste du conseil, et se déclarait pour Ragobah. La présidence de Bombay se disposa à agir. Quand ces nouvelles arrivèrent à Calcutta, elles y produisirent l'effet ordinaire de manifester la division haineuse et profonde qui séparait les membres du gouvernement. L'opposition déclara illégale, injuste et impolitique la conduite de la présidence de Bombay. Warren Hastings au contraire la déclara autorisée par les circonstances, parfaitement équitable et parfaitement politique. En conséquence, il se disposa à la soutenir. Un petit corps d'armée fut dirigé sur Bombay et placé entièrement sous les ordres de cette présidence. En même temps on cherchait à former une alliance avec le rajah de Bérar. Le parti anglais ou de Ragobah était en ce moment le plus fort à Pounah. Mais bientôt l'intervention d'un autre rajah puissant, Mahdadji Scindiah, rendit la prépondérance au parti français, qui jeta en prison les principaux de ses adversaires (juillet 1778). Les circonstances pressaient. On fit un traité avec Ragobah, on lui avança une somme considérable, et au mois de décembre un corps d'armée de 4,500 hommes se mettait en mouvement. Les Anglais franchirent les crêtes des Ghauts et s'avancèrent sur Pounah au milieu de l'indifférence d'une population qu'ils s'attendaient à voir se soulever en leur faveur. Le 9 janvier, ils n'étaient plus qu'à quelques lieues de la capitale dont une armée, qui jusque-là s'était bornée à les harceler, leur barrait le chemin. Cet obstacle facile à prévoir prit au dépourvu des gens qui avaient trop compté ne rencontrer que des renforts. Le conseil de guerre assemblé se prononça pour la retraite immédiate. Dès le lendemain au point du jour, les Mahrattes, enhardis par ce mouvement, se précipitent sur l'armée anglaise, lui tuent 300 hommes, et lui prennent presque tous ses bagages. Le soir du même jour, le commandant en chef ayant déclaré au conseil qu'il ne croyait plus possible de ramener l'armée jusqu'à Bombay, on fit demander aux Mahrattes à quelles conditions ils voudraient traiter. La première condition qu'ils imposèrent (l'extradition de Ragobah) fut acceptée avec une facilité si grande, qu'elle haussa leurs prétentions. Alors ils demandèrent la révision complète du traité du colonel Upton, et la conclusion d'un traité nouveau sur de tout autres bases. Le conseil n'avait point de pouvoirs pour faire et défaire les traités; mais comme les Mahrattes insistaient, et qu'il fallait ou se soumettre ou périr, car le découragement était tel qu'on avait repoussé un plan de retraite proposé par un brave capitaine qui en assumait la responsabilité, les Mahrattes obtinrent des Anglais l'abandon de toutes les acquisitions de territoires que ceux-ci avaient faites dans cette province depuis 1756, la cession de Broach à Scindiah, et deux otages livrés en même temps que Ragobah, en garantie de l'exécution de cette convention. Les officiers civils ou militaires qui l'avaient conclue en trouvèrent à Bombay le juste salaire. Ils furent destitués.

Cependant le corps auxiliaire envoyé de Calcutta, après avoir perdu beaucoup de temps et changé de chef, arrivait en janvier sur le théâtre de la guerre. Il se mit d'abord à la recherche du corps d'armée principal; mais les avis de sa capitulation ayant été interceptés, le colonel Goddart, qui commandait les troupes de Calcutta, ne voyait que mystères dans les lettres qui lui arrivèrent ensuite et qui supposaient la connaissance du contenu de lettres antérieures. Cependant comme il restait clair pour lui que les paquets qu'il avait reçus portaient in-

jonction de se diriger sur Surate, à tout hasard il prit cette direction, sans trop comprendre à quel plan une telle marche pouvait se rapporter, ni où il trouverait sur la route amis ou ennemis. Il y arriva le 30 février, ayant reçu dans l'intervalle une lettre écrite sous la dictée des Mahrattes par le comité qui avait fait la capitulation, et qui à cette faiblesse ajoutait une lâcheté. Dans cette lettre, en effet, les membres du comité ordonnaient au colonel de retourner à Calcutta. Sans même soupçonner le piége tendu par les Mahrattes, le colonel se borna à répondre qu'il allait à Bombay par ordre du conseil suprême et il continua sa route. A Surate, il trouva des pleins pouvoirs pour traiter avec le gouvernement de Pounah. La capitulation était réprouvée par le conseil suprême comme elle l'avait été par le conseil de Bombay; mais Hastings ne repoussait pas l'idée d'un remaniement des traités antérieurs, et le gouvernement consentait à négocier sur des bases nouvelles, dont la première toutefois serait la rupture de l'alliance des Mahrattes avec les Français. Après de longs et inutiles pourparlers, les Mahrattes répondirent à l'ultimatum de Goddart par un autre ultimatum portant la reddition de Ragobah qui avait trouvé moyen de s'évader, et celle de Salsette, C'était une rupture. Goddart fut contrarié d'abord par les membres du conseil de Bombay jaloux de ce nouveau venu, qui s'emparait tout à coup du premier rôle. Cependant, il vint à bout de ces résistances, et put bientôt se mettre en campagne. Il avait reçu, avec le pouvoir de faire la paix ou la guerre, le grade de général. En peu de jours il eut conquis une partie de Guzerat (janvier 1780), et traité avec le rajah de ce pays, Futty Sing, qui lui fournissait en outre un secours de cavalerie. Avec ce renfort, il se retourna brusquement sur Scindiah et Holkar, deux chefs mahrattes qui marchaient contre lui. Après quelques essais de négociations, où cherchait à triompher la finesse indoue, on en vint aux mains. Surpris la nuit, les Mahrattes furent battus et dispersés. Cependant les renforts et les alliés arrivaient de toutes parts aux Anglais. Le gouverneur général tenait surtout à se lier par un traité avec le rajah de Gohud, province montagneuse qui sépare les États d'Oude de l'empire mahratte. Cette alliance acquise aux Anglais leur était une barrière contre les entreprises du gouvernement de Pounah. Aussitôt qu'ils en eurent connaissance, les Mahrattes fondirent sur les terres du rajah de Gohud, et s'emparèrent de ses forteresses. Un détachement anglais envoyé à son secours en reconquit quelques-unes, et surtout la célèbre forteresse de Goualior, située au haut d'un rocher taillé à pic, et défendue par une garnison de 1,000 hommes. Le vieux général Eyre Coote avait déclaré lui-même que ce serait folie de s'attaquer à cette place. Néanmoins, grâce à l'inébranlable fermeté du capitaine Popham, à la bravoure, à l'agilité et à l'adresse de ses cipayes, cette forteresse imprenable fut prise d'escalade. Cet incroyable coup de main frappa les Mahrattes d'une telle épouvante qu'ils s'empressèrent d'évacuer tout le pays. Les Anglais restèrent ainsi d'un seul coup maîtres de la province, où ils rétablirent leur allié.

## CHAPITRE XVIII.

### ÉVÉNEMENTS DU CARNATIQUE; GUERRE AVEC HAIDER.

L'esprit de dissension qui soufflait à Calcutta et à Pounah atteignit aussi Madras. M. Pigot, nommé comme Clive baron et pair d'Irlande pour les grands services qu'il avait rendus dans cette présidence, venait d'être appelé (1775) par la cour des directeurs aux fonctions de président qu'il avait déjà exercées. L'expédition de Mohammed-Ali contre les Marawars et la conquête de Tanjore n'avaient rencontré à Londres qu'un blâme sévère, et ce fut même là ce qui motiva la destitution du président de Madras, M. Winch. Lord Pigot, nommé pour lui succéder, quitta l'Angleterre avec les instructions les

plus positives pour le rétablissement du rajah de Tanjore. Toutefois des esprits faits comme ceux des ministres mahrattes eussent pu admirer encore ici cette politique qui, tout en improuvant la guerre et en destituant un gouverneur pour l'avoir faite, en profitait pour dépouiller plus sûrement le vaincu qu'elle semblait protéger. En restituant au rajah sa capitale et ses États, la Compagnie lui imposait la condition de recevoir garnison anglaise dans le fort de Tanjore, et d'en prendre à sa charge l'entretien sur des terres assignées à cette fin; de ne faire aucun traité sans l'agrément des Anglais, et de ne fournir à leurs ennemis aucun secours direct ni indirect; de payer au nabab, Mohammed-Ali, le même tribut qu'auparavant, et de lui fournir le contingent de troupes que demanderait la Compagnie. Par ces mesures, qui ne restituaient au rajah que l'ombre du pouvoir, la Compagnie, tout en paraissant venger l'injustice dont il avait été victime, le rangeait sous sa tutelle et retenait en réalité les avantages qu'elle eût pu tirer de la conquête. Les intérêts de Mohammed-Ali ne s'arrangeaient pas aussi bien de cette combinaison. Suivant l'habitude qu'on lui en avait faite, il jeta les hauts cris, pria, supplia, menaça, conjura la Compagnie par son propre intérêt de ne point rétablir sur le trône un ennemi que le nabab eût bien voulu présenter comme encore redoutable. Lord Pigot avait toujours été opposé aux expéditions contre Tanjore; il avait des instructions positives pour la restauration immédiate du rajah. Le nabab ne put obtenir de lui que des ménagements dans l'accomplissement de ses devoirs. Un incident d'intérêt privé, relatif à une créance produite par un sujet anglais contre le nabab, souleva dans le conseil la question de savoir si la moisson, actuellement sur pied dans le Tanjore, et réclamée comme gage par les créanciers, appartiendrait au nabab qu'on dépossédait ou au rajah restauré. Par une première résolution, le conseil déclara que le rajah, étant rétabli dans la plénitude de ses droits et pouvoirs, il n'y avait lieu à admettre des requêtes semblables. Mais peu de jours après, un membre de la majorité revenant sur cette décision fit passer une motion qui annulait la résolution précédente. Lord Pigot s'en tint à son premier avis. Déjà en opposition avec la majorité dont il était venu renverser la politique en rétablissant le rajah de Tanjore, il ne lui fallait qu'un incident de ce genre pour amener une guerre ouverte; elle éclata en effet. Le colonel Stuart, membre de l'opposition et commandant militaire en second, occupait alors à ce titre la place de Velore, considérée comme le point militaire le plus important de la présidence. Il demanda que ce commandement fût tranféré à Tanjore, poste occupé alors par M. Russel, dévoué à lord Pigot. Ce qui n'était qu'une question toute stratégique ou administrative devint, grâce à cette circonstance, une seconde conquête de Tanjore disputée entre la majorité et la minorité. Toutes les discussions incidentes, qui vinrent s'ajouter à ce débat principal, furent comme autant de rencontres où les partis essayaient leurs forces et poussaient les travaux du siége ou de la défense de Tanjore. Écrasé à coups de votes, le président se retranche derrière une résolution extrême en déclarant nul tout acte de la majorité non revêtu de sa sanction. Celle-ci de son côté nie la nécessité du concours du président, et montant résolûment à l'assaut, rédige les instructions du colonel Stuart, et l'ordre au commandant de Tanjore de remettre le commandement à cet officier supérieur. Déjà deux membres avaient signé, lorsque lord Pigot s'avançant arrache des mains d'un troisième les papiers, qu'il met en pièces. Alors il déclare qu'il a une accusation à porter contre deux membres du conseil. Aux termes de la constitution, tout membre accusé perdait le droit de voter sur le sujet de l'accusation. Cette manœuvre habile partageait le conseil en deux parties désormais égales, mais tranchées par la voix prépondérante du président. Aussitôt la suspension des deux mem-

bres est votée par la majorité nouvelle. L'ancienne majorité proteste et envoie une circulaire à tous les officiers civils et militaires. La suspension est votée contre tous les signataires de la protestation. Ceux-ci ripostent en se déclarant investis de tous les pouvoirs du gouvernement, décrètent l'arrestation de lord Pigot, et donnent au colonel Stuart le commandement des forces militaires. La fermeté qui dictait toutes ces mesures, et qui donnait une certaine dignité à l'attitude de l'opposition, se démentit singulièrement dans l'exécution. Le colonel Stuart, chargé d'arrêter lord Pigot, ne sut rien trouver de mieux que de l'aller rejoindre à sa maison de campagne, où il passait la journée, d'y déjeuner, d'y dîner, d'y jouer avec lui, de l'enchanter si bien, que, le soir venu, le président lui offre une place dans sa voiture et le retient encore pour souper à Madras. Des soldats étaient apostés auprès de la ville. Lord Pigot arrêté alla souper en prison et sans son hôte (août 1776).

Le conseil suprême de Calcutta prit parti pour la majorité du conseil de Madras, et même blâma celui de Bombay d'avoir paru incliner un instant vers l'avis contraire. Portée devant la cour des directeurs, cette affaire y partagea les opinions et peut-être même y eût-elle été décidée contre lord Pigot. Mais une assemblée générale des propriétaires, convoquée le 26 mars 1777, se prononça en sa faveur à une très-grande majorité. La cour des directeurs eût donc à ordonner la réintégration du président, la suspension des membres du conseil qui avaient eu recours à la force militaire pour renverser le gouvernement; enfin la cour dut aussi préparer une enquête pour laquelle l'assemblée des propriétaires jugeait à propos de mander immédiatement à Londres le président réintégré et les opposants suspendus. Lord Pigot avait ordre de remettre, en s'embarquant, ses pouvoirs à sir Thomas Rumbold. John Witchill avait la vice-présidence ou seconde place dans le conseil. Il arriva le premier dans l'Inde. Quand il se présenta à Madras, le 31 août 1777, lord Pigot était mort dans sa prison depuis trois mois, ignorant qu'il était déjà vengé.

Vers la même époque, la question de l'assiette du revenu retombait de tout son poids sur Warren Hastings. Le système appliqué depuis cinq ans, bien loin de donner des résultats satisfaisants, avait apporté une confusion plus grande que jamais dans l'administration des finances. La plupart des adjudicataires des terres les avaient prises à un taux qu'ils ne pouvaient soutenir, et menaçaient d'entraîner dans leur ruine le revenu de l'État. Une pareille situation fit beau jeu à l'opposition contre le gouverneur général qu'elle accusait d'avoir voulu tromper la cour des directeurs en la flattant de l'espoir d'un revenu chimérique. Plusieurs systèmes furent proposés pour remédier à l'état des choses, et, après de vains débats, le gouverneur en revint à un projet d'enquête. L'opposition le repoussa comme faisant double emploi avec le comité de circuit qui suffisait pour l'objet de l'enquête. Toutefois, M. Monson étant mort sur ces entrefaites, la majorité se trouva acquise au président à cause de sa voix prépondérante, et l'enquête eut lieu. Elle ne produisit rien, car la question se trouva bientôt tranchée par des dépêches de la cour des directeurs qui ordonnait que les terres fussent louées à l'année, que la préférence fût donnée aux indigènes habitant sur les lieux, et qu'aucun Européen ou banyan d'Européen ne fût admis à soumissionner. L'enquête était blâmée par la cour, qui témoignait sa surprise et son chagrin de voir, qu'après sept années de recherches et d'études sur le revenu, on n'en fût arrivé qu'à avoir besoin de recommencer des recherches nouvelles.

Dégoûté d'un pouvoir si contesté dans le conseil, si contrarié au dehors, Warren Hastings avait prié la cour des directeurs d'accepter sa démission, si elle ne préférait le mettre à même d'exercer les fonctions qu'elle lui avait confiées. Au moment où elle reçut cette communication, la cour, dominée par les ennemis de Hastings et mécon-

tente de la guerre contre les Rohillas, avait elle-même résolu de demander au roi le rappel du gouverneur général. Une assemblée générale des propriétaires était venue arrêter l'effet de cette démarche, et l'affaire en était là depuis quelques mois, lorsque survint l'envoyé du gouverneur. Le message qu'il venait remplir causa une grande surprise, et ce ne fut pas sans avoir bien vérifié dans toute l'étendue de leurs termes les pouvoirs dont il était porteur à cet égard, que la cour finit par se regarder comme régulièrement saisie de la proposition de Hastings. Alors acceptant sa démission, elle lui donna pour successeur dans le conseil M. Wheler, et dans les fonctions de gouverneur général M. Clavering.

Au mois de juin 1777, Warren Hastings, comme il se rendait au conseil, reçut dans le trajet un ordre qui le convoquait pour le même objet et qui était signé : Clavering, gouverneur général. Soit que l'état des affaires lui eût fourni quelque raison sérieuse de revenir sur sa détermination antérieure, soit qu'il fût piqué au vif du triomphe qu'elle avait procuré à son ennemi, et de la façon un peu brusque dont ce triomphe lui était notifié, il ne voulut plus céder le pouvoir. Ce revirement non moins brusque amena un conflit qui faillit devenir une guerre civile. Mais Warren Hastings eut pour lui un arrêt assez singulier de la cour de justice de Calcutta, et probablement une manifestation de l'esprit public suffisante pour arrêter le général Clavering dans la revendication de son droit. Ce dernier mourut, au reste, deux mois après, et Warren Hastings se retrouva une fois encore en possession de la majorité que l'arrivée de M. Wheler lui avait momentanément enlevée.

La mort de lord Pigot avait bien fait rentrer l'harmonie dans le conseil de Madras, mais elle n'amena point l'ordre et l'honnêteté dans le gouvernement. Lord Pigot, cherchant à modeler son administration sur celle du Bengale, avait institué aussi un comité de circuit pour régler l'assiette du revenu. Un des premiers actes de son successeur, sir Thomas Rumbold, fut d'abolir ce comité, et d'en déléguer les fonctions aux zemindars. Il passa avec eux tous les marchés directement et sans le contrôle du conseil, qui approuva tout sur parole. Aussi, dès le sixième mois (août 1778), après son arrivée à Madras, il faisait passer à Londres une somme de 45,000 liv. sterl., et dans les deux années qui suivirent, une autre somme de 119,000 livres. La totalité des émoluments et gratifications qu'il avait pu recevoir légitimement dans cet intervalle ne dépassait pas 20,000 liv. Les profits que le président se procura ainsi pendant deux années représentaient presque exactement la redevance annuelle de 5 lacs de roupies, que la Compagnie avait souscrite au profit du nizam Ali, en échange de la cession des Circars du nord, redevance que l'épuisement des finances avait laissé arriérer pendant ces deux mêmes années. Un frère du nizam, rajah du Circar de Guntour, qui après sa mort devait revenir à la Compagnie, entretenait à sa solde un corps de Français, débris de l'armée de Bussy. Le voisinage de ces troupes inquiétait la présidence, qui finit par obtenir du rajah le renvoi des Français et la cession déguisée, il est vrai, mais immédiate du Circar. Aussitôt elle y envoya un corps d'armée pour en prendre possession. Le nizam qui, comme suzerain du Circar, tant qu'il était à son frère, goûtait peu ce démembrement anticipé de ses États, fut bien plus étonné quand l'envoyé anglais, chargé de lui porter des explications sur cet envahissement, lui demanda en outre de renoncer aux 5 lacs de roupies qu'on lui avait accordés comme compensation d'envahissements antérieurs. Son irritation l'emporta à des menaces de guerre.

Sur ces entrefaites, les premiers bruits de la guerre entre la France et l'Angleterre arrivèrent dans l'Inde. Sans attendre la nouvelle officielle, le gouvernement, pour ne point rester en arrière, résolut d'enlever aussitôt tous les établissements français. Chander-

nagor, Masulipatam, Karical n'eurent pas même le temps de fermer leurs portes. Pondichéry, investi le 8 juillet, fit une défense héroïque, et tint jusqu'à la fin d'octobre, quoique abandonné par la flotte qui, après un combat naval, où elle n'avait point eu le désavantage, quitta la rade et ne reparut plus. Il nous restait encore Mahé, sur la côte de Malabar. Un corps d'expédition y fut envoyé sous les ordres du colonel Brathwait, qui y entra sans coup férir. Comme il quittait Madras, on y avait appris l'échec essuyé par les troupes de Bombay. Aussitôt après la prise de Mahé, il marchait au secours de cette présidence, lorsque la factorerie de Tellichéry lui fit demander protection contre Haïder Ali, dont elle avait encouru le ressentiment en donnant asile à un naïr qu'il voulait punir. Brathwait, bien que non autorisé, marcha sur Tellichéry. Le conseil de Madras l'approuva et envoya un autre corps au secours de Goddart. La Compagnie se trouvait donc engagée dans une guerre où elle allait avoir contre elle les Français, les Mahrattes, nizam Ali et Haïder.

Haïder qui, malgré ses revers, se relevait alors plus puissant que jamais, avait commencé, après la prise de Pondichéry, par envoyer féliciter la présidence de Madras sur cet événement; mais en même temps il s'opposait au projet d'expédition sur Mahé. Cette ville, située sur le territoire d'un petit rajah, son vassal et son tributaire, faisait en quelque sorte partie de ses États. Comme on n'eut égard à ces considérations, il menaça d'envahir le Carnatique, et, pour mieux assurer l'effet de cette menace, se hâta de faire la paix avec Morari Rao, chef mahratte, à qui il disputait quelques districts.

Cette attitude de Haïder fut précisément ce qui fit que les Anglais attachaient une si grande importance à l'occupation immédiate du Circar de Guntour, et ce qui les aiguillonnait à hâter la conclusion de l'arrangement qui le leur livrait à bail. Haïder, pour qui cette occupation était un grief de plus, s'empressa d'envoyer ses propres troupes dans le Circar, et, conjointement avec Nizam Ali, contraignit le rajah Bazalut Djung à rompre l'engagement qu'il venait de conclure avec les Anglais. Celui-ci envoya ordre au détachement qui s'avançait de retourner sur ses pas. Mais la présidence avait trop d'intérêt à la possession du Circar de Guntour, qui unissait ses possessions du Carnatique à ses quatre Circars du nord, pour tenir compte des velléités du rajah. De plus, on venait de passer pour les terres de ce district un marché, où les membres du conseil avaient su, dit-on, stipuler leurs intérêts. Nizam Ali, qui perdait avec ce Circar le seul port (Moutapilly) qu'il eût dans ses États, n'attachait pas un prix moindre à le conserver. Il entra donc assez facilement dans une ligue que Haïder venait de former avec les Mahrattes.

Au mois de juillet 1780, Haïder se mit enfin en campagne à la tête de 100,000 hommes, dont 30,000 de cavalerie et 20,000 réguliers, commandés par des officiers européens, 100 pièces de canon servies en partie par des Européens, en partie par des indigènes que des officiers anglais avaient pris la peine d'instruire pour les engager au service du nabab. Enfin, un petit corps de 400 Français, commandé par M. de Lally, neveu du général, complétait cette armée formidable. Les îles de France et de Bourbon l'avaient approvisionnée d'armes et de munitions en grande quantité. En un clin d'œil le Carnatique fut envahi, dévoré, par cette multitude parfaitement dressée, organisée et disciplinée. La population elle-même, lassée des vexations que lui faisait endurer la domination anglaise, prit parti pour Haïder, bien qu'il répandît la dévastation sur son passage. Au bout de quinze jours de campagne, la cavalerie mysorienne poussait déjà des reconnaissances jusqu'à Saint-Thomas, et jetait l'épouvante dans Madras. Une armée mahratte marchait sur les Circars du nord. Celui de Guntour était envahi comme le Carnatique par la cavalerie de Haïder; une

flotte française, qui avait paru devant Madras, portait des troupes de débarquement qu'elle mettrait à terre à la première occasion ; enfin, un petit nombre de naïrs ou petits princes de la côte du Malabar, s'unissant à Haïder, menaçaient Tellichéry et les autres possessions anglaises de l'ouest. La présidence manquait d'hommes et d'argent. En rassemblant toutes ses troupes, où elle rappelait même les anciens officiers qui avaient quitté le service, elle ne pouvait pas opposer à l'ennemi plus de 5,200 hommes sans cavalerie. De celle du nabab, 10,000 hommes avaient passé antérieurement au service de Haïder, le reste avait refusé de marcher, faute de paye. Le colonel Baillie, qui avait remplacé Goddart, et à qui on avait envoyé un renfort en remplacement de celui du colonel Brathwait, reçut ordre de rejoindre avec toutes ses forces à Conjeveram, lieu du rendez-vous général. Il devait y être le 5 septembre (1780), et le général Hector Munro, qui prenait le commandement, était venu dès la veille l'y attendre. Mais il fut retardé au passage d'une rivière débordée, et Haïder, alors occupé au siége d'Arcot, emmenant ses troupes en toute hâte, vint mettre ce retard à profit. Il s'avança jusqu'à Conjeveram pour masquer l'armée anglaise, et détachant son fils Tippou avec l'élite de son armée, il l'envoya au-devant de Baillie. Celui-ci ne se trouvait plus qu'à quinze milles de Munro. Attaqué vigoureusement par Tippou, il reste maître du champ de bataille, mais au prix de pertes si considérables, qu'il ne peut plus espérer de franchir à force ouverte le court espace qui empêche encore sa jonction. Munro averti détache pendant la nuit une partie de son armée au secours de Baillie. C'était une première faute que de diviser ainsi ses forces, au lieu de les porter en masse sur le point menacé. Cependant, l'habileté du colonel Fletcher, commandant du détachement, trompa, en changeant de chemin, la vigilance de Haïder. Au point du jour, Munro se mit aussi en mouvement, et bientôt entendant la canonnade, il marcha sur le canon. Mais, trompé par ses guides, il perdit du temps. L'erreur reconnue et les guides perfides s'étant évadés, le général ne se laissa plus diriger que par le bruit qui continuait et que l'on entendait toujours, quoique de plus loin. Sir Hector marchait avec confiance, ne doutant pas que les corps réunis de Fletcher et de Baillie n'eussent mis en déroute l'armée de Haïder. Mais bientôt des cipayes blessés, que l'on rencontre sur les chemins, annoncent au contraire que l'armée de Haïder est victorieuse. Quand ces rapports lui ont été plusieurs fois confirmés, Munro ne songe plus qu'à sauver du moins les magasins de l'armée dont toutes les ressources sont concentrées à Conjeveram, et il se retourne sur cette place. Ce fut une autre faute et si grosse que Haïder, lorsqu'il en reçut la nouvelle, se refusait à y croire. En effet, peu s'en était fallu que lui-même, dans l'appréhension où il était de l'arrivée de sir Hector Munro, ne quittât le champ de bataille, et ne songeât à ménager sa retraite. Assuré que l'armée anglaise avait regagné Conjeveram et n'en voulait plus bouger, il ne songea plus qu'à achever une sanglante victoire. A 10 heures du soir, Baillie se remit en mouvement. Six pièces de canon, embusquées par Haïder sur son chemin, portent le ravage dans les rangs. Il continue néanmoins d'avancer et s'empare même de quatre canons. Au point du jour, il apercevait déjà la pagode de Conjeveram. Un nuage de poussière qui s'élève lui fait espérer que sir Hector Munro arrive à son secours. Au contraire, c'était l'armée entière de Haïder qui venait prendre part au combat. Baillie n'en est pas ébranlé. 60 pièces de canon sont mises en batterie sur sa petite troupe et y percent de larges trouées. La cavalerie s'y précipite de tous les côtés ; mais, reçue avec une fermeté inébranlable, elle tourbillonne à l'entour, revient à la charge, et se voit repoussée encore. Dans cette situation redoutable, le colonel ose concevoir le projet de prendre l'offensive, et fait un mou-

vement pour tourner l'artillerie mysorienne. La hardiesse de ce mouvement confond tellement Haïder qu'il ne doute pas que Baillie n'ait reçu la nouvelle de l'arrivée de sir Hector. Haïder revient à ses idées de retraite; mais dans ce moment deux caissons qui font explosion dans les rangs anglais tuent un grand nombre d'hommes, et privent le reste d'une partie de ses munitions. Le courage revient aux ennemis, et le combat se ranime plus acharné que jamais. Alors Baillie se forme en carré et attend l'ennemi à la baïonnette. Treize charges consécutives sont repoussées. Mais les pertes se multipliant toujours, il ne fallait plus songer qu'à assurer du moins le salut du peu de braves qui restaient. Animé à la boucherie, Haïder ne voyait pas les signaux que les Anglais arboraient à la pointe de leurs épées. Ce fut M. de Lally qui arrêta le carnage, annonçant que lui et ses Français jusqu'au dernier étaient, si l'on continuait, prêts à venger un sang aussi indignement répandu. L'armée anglaise laissait 2,000 morts ou blessés sur le champ de bataille. La capitulation sauvait environ 1,250 hommes restés debout. La retraite de sir Hector fut désastreuse. Il y perdit une partie de l'artillerie, ses bagages, les papiers de l'état-major, parmi lesquels se trouvait un plan des Etats de Haïder, avec les réductions que l'on comptait leur faire subir. La chaleur et la fatigue tuèrent à elles seules 200 Écossais dans cette courte retraite de Conjeveram à Madras. Si Haïder s'était présenté devant cette ville, au milieu de la consternation que ce désastre y jeta, il n'y eût trouvé aucune résistance.

La présence d'un danger aussi grave n'avait pas suspendu les hostilités entre les membres du conseil suprême. Loin de là, les querelles, s'il est possible, s'envenimaient encore. Poussé à bout par les personnalités insultantes, Warren Hastings, qui jusque-là avait déployé un sang-froid inépuisable contre les plus violentes injures, crut devoir appeler sir Francis en duel. Celui-ci fut blessé grièvement, et quitta l'Inde aussitôt que l'état de sa blessure lui permit de supporter la mer. Cependant, au mois de septembre (1780), la nouvelle des derniers événements et de la détresse où se trouvait la présidence de Madras arriva à Calcutta. Aussitôt un secours de 15 lacs de roupies et d'un corps considérable de troupes fut voté par le conseil. Sir Eyre Coote, nommé commandant, emmenait avec lui 330 hommes d'infanterie et 200 artilleurs européens, 630 lascars et une cinquantaine de volontaires. Plusieurs bataillons de cipayes, à qui des scrupules religieux ne permettaient pas de s'embarquer, prirent la route de terre. Sir Eyre Coote apportait aussi à Madras la destitution de sir Hector Munro comme gouverneur du fort Saint-George.

Pendant que le gouvernement suprême s'occupait en outre de faire la paix avec les Mahrattes, la présidence de Madras s'efforçait de détacher le nizam de l'alliance mysorienne. Elle lui rendit son Circar de Guntour, et s'excusa beaucoup, tant sur l'arriéré du tribut que sur la pensée qu'elle avait pu manifester de s'en affranchir. Elle protestait au contraire du zèle qu'elle mettrait à le payer aussitôt après la guerre. Le concours du nizam en faveur de Haïder n'avait guère été plus actif, il est vrai, que celui du nabab en faveur de la Compagnie. Celle-ci avait tellement abusé de l'infortuné Mohammed-Ali, elle l'avait tellement pressuré et réduit à rien, qu'elle l'avait mis dans l'impossibilité d'équiper un seul homme. Le colonel Brathwait avait été chargé de lever de la cavalerie dans le Tanjore. Les troupes de toutes les garnisons, à l'exception de trois, avaient été rappelées, de même que celles du Circar de Guntour. Grâce à toutes ces mesures, sir Eyre Coote put entrer en campagne avec une armée d'un peu plus de 7,000 hommes, dont 1,400 Européens, 5,000 cipayes, 800 hommes de cavalerie noire et 60 pièces de canon.

Haïder, après avoir pris sans coup

férir la plupart des forts du Carnatique, était revenu mettre en personne le siége devant Arcot. Après six semaines de tranchée ouverte, il entra d'assaut dans la ville, et le traitement humain qu'il lui fit détermina aussitôt la garnison du fort à se rendre. Le vainqueur, tout en s'occupant activement de relever les fortifications d'Arcot, fit investir en même temps d'autres places. Wandeswah avait une grande importance pour les Anglais, et c'était là tout ce qui pouvait lui en donner pour Haïder. Mais Velore en avait une plus directe pour lui, parce qu'elle commandait les communications avec ses propres États. Ces deux places investies se défendirent avec une grande énergie. Les assiégeants n'en montrèrent pas une moindre dans l'attaque. A Velore surtout, le peu d'épaisseur du sol, qui reposait sur de la roche, ne leur permettait pas d'ouvrir de tranchées. Ils durent y suppléer par des gabions dont ils allaient chercher la terre au loin dans la plaine sur laquelle domine le rocher de Velore. Parfois des masses de roche leur fermaient le passage, et il fallait employer la mine pour les faire sauter. Chaque pas que gagnaient les assiégeants dans leurs ouvrages leur coûtait ainsi des travaux infinis. Néanmoins en trois semaines ils étaient venus à bout d'élever deux batteries, et avaient déjà démoli un des angles du fort, lorsque l'entrée en campagne de l'armée anglaise obligea Haïder à tourner toutes ses forces de ce côté. Sir Eyre Coote longea d'abord les côtes pour observer une flotte française qui voulait tenter un débarquement. Haïder le suivit sans le perdre de vue, et d'assez près quelquefois pour pouvoir s'amuser à canonner en marchant. Dans cette suite de marches et de contre-marches, qui n'amenèrent aucun engagement sérieux, les Anglais s'emparèrent de Caddalore, Haïder d'Ambour, de Thiagar et de presque tout le royaume de Tanjore. Mais enfin, un petit échec essuyé par les premiers dans une tentative sur la pagode de Chillumbrum, détermina le second à engager une action décisive. Le souvenir récent de la bataille de Permibacum enflammait le cœur de ses soldats. Ils se croyaient si bien assurés de la victoire, que lorsque les fourrageurs des deux armées se rencontraient, ceux de Mysore cédaient la place aux Anglais, en leur criant : Avancez, avancez, nous nous garderions bien de faire du mal à des prisonniers de Haïder Ali. Il n'en alla pas toutefois ainsi. L'engagement eut lieu près de Porto-Novo, le 1er juillet (1781), et si le succès n'en fut pas complet pour les Anglais restés maîtres du champ de bataille, ils le durent au manque de cavalerie, qui ne leur permit pas d'achever la déroute d'une armée dix fois plus nombreuse que la leur. Haïder, qui avait sauvé son artillerie et ses bagages, eut bientôt rallié ses troupes, et, étant arrivé trop tard pour secourir Trippasour qu'assiégeait Eyre Coote, il alla se poster sur le glorieux champ de bataille qui avait vu la défaite de Baillie, et de là écrivit au général anglais une lettre de défi. Celui-ci, non moins impatient d'en venir aux mains, s'empressa de répondre à cet appel qui rappelait d'autres temps. La position qu'occupait Haïder, déjà forte par elle-même, avait encore été fortifiée par une ligne de retranchements et d'ouvrages de campagne où il avait logé son artillerie. Tous ces ouvages furent successivement emportés par les Anglais, mais sans autre avantage, de sorte que le lendemain Haïder, qui n'avait rien laissé aux mains des ennemis, et qui emmenait son armée en bon ordre, s'attribua comme eux la victoire. Dans un troisième engagement qui eut lieu peu de temps après (27 septembre), il fut plus manifestement battu et ne réussit qu'à empêcher les Anglais de lui couper sa retraite par la route d'Arcot, où il fit passer toute son artillerie, moins un canon qui fut pris. C'était le premier trophée qu'il laissait aux mains des vainqueurs. La bataille de Sholingur eut un autre résultat plus important, celui d'arracher à Haïder la place de Velore, dont la famine l'eût infailliblement rendu maî-

tre en peu de jours, lorsqu'il s'y serait présenté une seconde fois.

Sir Thomas Rumbold, dont la Compagnie était à juste titre mécontente, venait d'être destitué et remplacé par lord Macartney, qui fut le premier gouverneur choisi hors des rangs des employés de la Compagnie. Son arrivée (juin 1781) donna une nouvelle impulsion aux affaires. Il réalisa facilement un emprunt, s'empara des établissements des Hollandais dont il connaissait, avant son départ d'Europe, la rupture avec l'Angleterre. Il proposa la paix à Haïder, et sur le refus de celui-ci, la négocia avec les Mahrattes, de qui il l'achetait à tout prix, puisqu'il consentait à la restitution de Guzerate, Salsette et Bassein. Il compléta l'asservissement de Mohammed-Ali qu'il rendit, comme on avait fait des nababs du Bengale, simple pensionnaire de la Compagnie. Ce trop fidèle et malheureux allié des Anglais, malgré la précaution qu'il venait de prendre d'assurer ses droits par un traité qu'il proposait au gouvernement suprême, dut subir un autre arrangement qui lui faisait expier l'impuissance d'être utile à laquelle il s'était laissé réduire par les conventions antérieures. La Compagnie s'empara de tous ses revenus, s'engageant seulement à en prélever un sixième affecté aux dépenses personnelles du nabab.

La présidence de Calcutta ne souffrait pas d'une moindre pénurie que les autres. Les efforts qu'elle avait faits pour venir à leur secours avaient épuisé ses propres ressources, et le conseil avait aussi essayé de faire la paix avec les Mahrattes. Bien que les Anglais consentissent à l'abandon d'une grande partie de leurs conquêtes, les Mahrattes ne voulurent point entendre à ces propositions, et la guerre continua. Goddard s'empara de Bassein et du Concan. Le colonel Carnac, pénétrant dans les États de Scindiah, prit Oujein sa capitale, occupa tout le pays, et obligea le rajah à traiter. En même temps, le détachement qui avait pris Mahé et secouru Tellichéry se trouvait assiégé lui-même dans cette dernière place. Mais le capitaine Abington, ayant obtenu un secours de Bombay, sortit de la place, battit les ennemis, et, devenu maître du pays, rétablit dans leur état primitif tous les naïrs que Haïder avait dépossédés ou rendus tributaires. Bientôt, la prise de Calicut qu'il assiégea (février 1782) établit la prépondérance anglaise dans le Malabar, comme les succès de Goddard l'avaient établie dans le Concan.

La guerre qui relevait ainsi la puissance de la Compagnie, ne relevait pas ses finances. Le manque d'argent, qui avait poussé Warren Hastings à offrir la paix aux Mahrattes, le réduisit à des actes moins honorables, bientôt suivis d'actes plus honteux encore, et qui semblent appartenir plutôt à l'industrie d'une bande de brigands qu'à la politique du représentant d'une grande puissance civilisée.

Depuis 1764, le rajah de Bénarès, Bulwant Singh, avait rendu de grands services aux Anglais dans leurs luttes contre le nabab d'Oude, son voisin et son ennemi. En revanche, les Anglais l'avaient protégé contre les entreprises du nabab; ils avaient même repoussé les avantages que celui-ci leur offrait s'ils consentaient à lui laisser prendre deux des forteresses du rajah. La même protection s'étendit sur Cheyte Singh, fils de Bulwant Singh, et lui assura la succession de son père, dont le nabab souhaitait ardemment de le dépouiller. Par un arrangement conclu en 1774, les droits de suzeraineté que le nabab d'Oude possédait sur Bénarès, furent même cédés à la Compagnie. Bénarès est par excellence la ville sacrée de l'Inde, sa capitale religieuse. A ce titre, la conquête musulmane s'était, pour ainsi dire, arrêtée au pied de ses murs. Le fanatisme des enfants du prophète avait craint de heurter le fanatisme des sectateurs de Brahma, et moyennant un léger tribut, le rajah de Bénarès avait joui, sous la domination mogole, d'une sorte d'indépendance, et conservé les prérogatives les plus essentielles de la souveraineté. Les Anglais, quand ils

se furent substitués aux droits du nabab d'Oude, voulurent rétablir cette souveraineté dans tout son lustre. Ils lui rendirent le droit de justice criminelle et celui de battre monnaie, et posèrent en principe la parfaite indépendance du rajah. Les choses allèrent ainsi jusqu'en 1778. Alors, en raison de la guerre qui venait d'éclater entre l'Angleterre et la France, Warren Hastings proposa au conseil d'imposer le rajah de Bénarès pour une somme de 5 lacs de roupies. Après bien des résistances, Cheyte Singh s'exécuta, à la condition qu'une pareille exigence ne se reproduirait plus. Elle se reproduisit cependant dès l'année suivante et encore en 1780; et comme la résistance du rajah allait croissant, il lui en coûta la première fois 2,000, et la seconde fois 10,000 livres sterling de plus, pour les frais de mouvements de troupes que ses résistances avaient occasionnés. Bien plus, en 1781, outre la contribution de 5 lacs qui avait passé en coutume, on voulut qu'il fournît à la Compagnie un corps de 2,000 cavaliers. Il eut l'imprudence de débattre encore, et offrit enfin un millier d'hommes, moitié cavalerie et moitié infanterie. Mais cette fois, Warren Hastings était décidé, comme il l'a écrit lui-même, à tirer parti de ce qu'il appelait les fautes du rajah, pour venir au secours de la Compagnie. « En un mot, ajoute-t-il, j'étais décidé à lui faire acheter chèrement son pardon, ou à tirer de lui du moins une sévère vengeance. » Pour conjurer cette vengeance, le rajah offrit 20 lacs de roupies, on lui en demanda cinquante, et bientôt le gouverneur général, quittant Calcutta pour venir faire valoir en personne les prétentions de la Compagnie, la consternation du rajah n'eut plus de bornes. Il s'avança au-devant de Warren Hastings en suppliant, et poussa l'humilité jusqu'à déposer son turban aux pieds du gouverneur qui, sans se laisser fléchir, continua sa route. En effet, il ne s'agissait pas pour lui d'un acte de justice ou de clémence à accomplir, mais d'un acte de spoliation à consommer. L'humiliation qui désarme une juste colère, ne pouvait qu'irriter davantage le gouverneur général, en rendant plus odieuses les violences non provoquées qu'il venait exercer et qui n'avaient même plus de prétexte. Le gouverneur général avait tellement besoin, non de réparations et de justice, mais de violences, que, arrivé à Bénarès, où il avait devancé le rajah, il refusa, lorsque celui-ci l'eut rejoint, de lui donner audience, et, pour se délivrer de toute sollicitation, le mit aux arrêts dans son palais, lui retira ses gardes et les remplaça par des cipayes. L'emprisonnement est l'humiliation la plus cruelle qui puisse être infligée à un prince indou. Le peuple ressentit celle-ci, et, ne consultant que sa fureur, se précipita vers le palais. Là, sans chefs, sans armes, il attaque les deux compagnies de cipayes qui l'occupaient, et, à coups de couteaux, à coups de bâton, à coups de pierres, en fait un tel massacre, qu'il en resta à peine quelques-uns. Le jeune rajah avait profité de la confusion pour s'échapper, et pour se réfugier dans une forteresse de l'autre côté du Gange. L'insurrection gagnant de proche en proche, tout le pays fut bientôt en armes. En vain, le rajah protestait-il de sa non-participation à ce soulèvement. Warren Hastings, qui avait besoin de griefs, ne voulut pas le recevoir en grâce. Il se mit donc volontairement dans la nécessité de reconquérir par la force des armes un pays qu'un seul mot du rajah eût apaisé si Hastings l'eût voulu. Réduit à se défendre, Cheyte Singh se vit enlever une à une toutes ses forteresses. Maître de l'insurrection, Hastings rentra à Bénarès, où il se hâta de proclamer amnistie pour tout le monde, excepté pour le rajah, qui seul était innocent de ces troubles, et qui seul avait voulu les arrêter. Un de ses neveux fut nommé à sa place. On imposa au nouveau rajah un tribut annuel de 40 lacs de roupies. On lui ôta le droit de battre monnaie ainsi que la justice criminelle et la police de sa capitale.

Cheyte Singh s'était réfugié à Bid-

gagur, dernière forteresse qui lui restât. On l'y vint assiéger. Mais il n'avait pas jugé à propos d'attendre l'ennemi et il s'était enfui chez le rajah du Bundelcund, laissant sa mère dans le fort. Quand celui-ci fut réduit à capituler, la malheureuse ranna chercha à obtenir pour sa personne quelques conditions favorables. Elle voulait qu'on lui permît d'emporter son argent et ses bijoux. Durement refusée par Hastings, elle demanda que du moins, à sa sortie du fort, on lui épargnât, à elle et à ses femmes, l'opprobre d'une visite personnelle. L'officier anglais qui commandait le siége, un peu honteux du rôle que lui imposaient les instructions de Hastings, prit sur lui d'accorder ce point. Mais ces instructions avaient transpiré dans l'armée, et quand la ranna se présenta aux portes, elle, ses femmes, ses enfants furent, en dépit du commandant, outrageusement dépouillés, fouillés et pillés par la soldatesque. Le gouverneur, pour couvrir l'odieux de son refus aux demandes de la ranna, avait eu l'imprudence de le fonder sur ce que les dépouilles de cette princesse devaient être regardées comme la légitime récompense du soldat. La prise de Bidgagur rapporta en tout une somme de 2,327,813 roupies. Le gouverneur général réclama cette somme. Mais instruit par le gouverneur lui-même, le soldat en avait déjà fait sa légitime récompense, et rien ne la lui put arracher même sous forme de prêt. Or, comme c'était bien là tout ce que possédait le rajah, cette expédition, loin de fournir des ressources nouvelles à la présidence, ne fit qu'accroître sa gêne et ses embarras. Voilà quels en furent les résultats, quant à la question urgente, c'est-à-dire la question d'argent. Quant aux résultats politiques, en sacrifiant, pour lui prendre un argent sur lequel elle n'avait aucun droit, un souverain dont elle avait, plus haut que personne, reconnu et proclamé l'indépendance, un allié qui s'était toujours montré fidèle et dévoué, la Compagnie montra que ni les services rendus, ni les droits les plus solennels n'étaient une barrière assurée contre son audace ou son ingratitude, et que les lois divines et humaines étaient un vain abri contre ce monstre insatiable, à qui aucune félonie ne coûtait pour assouvir sa rapacité.

Au reste, on ne tarda pas à voir mieux encore, s'il est possible. Warren Hastings n'avait tiré de son expédition de Bénarès qu'un surcroît de dépenses, ce qui n'était pas fait pour diminuer l'ardeur qu'il mettait à la chasse de l'argent. Or, ce qu'il venait de faire donnait la mesure des résolutions désespérées qu'il avait prises pour s'en procurer, et indiquait assez qu'il s'était promis de ne point rentrer à Calcutta sans y avoir réussi. La mère et la veuve du dernier nabab d'Oude passaient pour être fort riches. Indépendamment de nombreux jaghires destinés à soutenir leurs dépenses personnelles et la dignité de leur rang, Sujah-al-Doulah leur avait laissé, disait-on, une quantité fabuleuse de millions. Leur fils et petit-fils, le nabab régnant, était bien loin de jouir d'une pareille opulence. Écrasé par les obligations que lui avaient imposées ses traités avec les Anglais, il se voyait chaque jour surchargé d'obligations nouvelles ; à peine lui restait-il de quoi vivre ; il avait réduit les dépenses de sa maison et de son sérail au quart de ce qu'elles étaient sous ses prédécesseurs, et néanmoins il se trouvait endetté de 15 lacs de roupies. Il demandait à être soulagé d'une partie des charges que les Anglais faisaient retomber sur lui, et depuis longtemps ses instances étaient vaines. Dans le premier moment de l'insurrection de Bénarès, Warren Hastings avait été obligé de se réfugier à Chunar et d'y attendre des troupes. Le nabab profita de l'occasion pour se rapprocher du gouverneur et lui faire entendre ses doléances. Dans cette conférence, il obtint, chose étonnante vu les circonstances, que toutes les troupes qu'on avait mises à sa solde, à l'exception de la 8ᵉ brigade et d'un régiment de cipayes, reviendraient à la solde de la présidence ; que tous les employés

de la Compagnie résidant dans ses États cesseraient d'être payés par lui; enfin qu'il reprendrait tous les jaghires par lui cédés, à la condition de payer aux titulaires une somme annuelle égale à celle qu'ils en tiraient. Ce traité, qui stipulait une renonciation à des droits acquis, dans le même moment où la Compagnie mettait un pays à feu et à sang pour lui faire subir des exigences qu'elle élevait contre toute espèce de droit, ce traité pourrait paraître incroyable, s'il n'eût contenu une clause secrète qui en donnait l'explication. Par cette clause, le nabab s'engageait à livrer aux Anglais la dépouille de sa mère et de sa grand'mère. Cette impiété n'était point dans le caractère d'Asoff-al-Doulah. Elle lui était violemment arrachée par la main de la nécessité dont Warren Hastings s'était servi contre lui impitoyablement. Aussi quand il en fallut venir à l'exécution de ce pacte infâme et parricide, il montra assez quelle était son aversion pour un crime aussi inique qu'il était lâche. Ceux qui l'avaient conçu et à qui il devait profiter furent condamnés à en assumer tout l'odieux. Bien qu'il donnât pour prétexte à cette mesure un prétendu appui que les princesses avaient prêté à l'insurrection de Bénarès, crime dont on ne trouva point de traces, et qui d'ailleurs n'intéressait que les Anglais, Warren Hastings avait espéré que l'instigation anglaise pourrait rester cachée et que le nabab seul se mettrait en vue. Dans cette intention il avait violé les ordres formels de la cour des directeurs pour attacher aux pas du nabab un résident, que l'opposition avait déjà rappelé une fois comme dévoué au gouverneur, et que la cour des directeurs avait aussi exclu, en confirmant d'une manière expresse le successeur que l'opposition lui avait donné. Malgré toutes les obsessions dont M. Middleton circonvint le nabab irrité, malgré les commencements de demi-mesures qu'il vint à bout de lui arracher, il fallut enfin que la main qui conduisait cette machine se démasquât et parût seule au grand jour. Déjà le résident s'était mis à découvert en entraînant le nabab à Fyzabad, où les princesses avaient leur demeure; mais les victimes ayant refusé de se soumettre, les derniers scrupules furent levés, et l'hypocrisie fit enfin place à la violence. Un détachement anglais se présenta devant Fyzabad avec ordre de l'emporter d'assaut; il y entra sans coup férir. Les palais furent cernés, occupés. On y trouva deux vieillards, eunuques et hommes de confiance des princesses; et pour réduire celles-ci à livrer leurs trésors, on mit les deux vieillards en prison et on leur appliqua la torture. Cet expédient réussit tout d'abord à faire payer l'arriéré de la première année, 1779-80; on prit l'argent et l'on ne rendit pas les eunuques. Sur l'arriéré de 1780-81, la begum mère fut pressée de vouloir bien encore s'exécuter. Elle répondit qu'elle avait livré tout son argent et tout ce qu'elle possédait de plus précieux. Cependant elle offrit encore des joyaux et autres objets de prix. Les Anglais refusèrent dédaigneusement cette bagatelle, et retournant aux eunuques, ils les soumirent au supplice de la faim. Ceux-ci offrirent alors de payer de leurs deniers la somme demandée aux princesses, et donnèrent des billets à un mois de date qui furent acceptés. Les princesses de leur côté livrèrent tout ce qui leur restait en bijoux, en meubles, et même en ustensiles de table. En quelques semaines 12,500,000 francs étaient ainsi entrés dans les coffres de la présidence. Mais le nabab restait encore débiteur d'une somme de 25,000 livres sterling, suivant les eunuques, du double, au dire du résident. Pour solder cette somme, les prisonniers demandèrent leur relâchement, assurant qu'il leur serait impossible de la réaliser si on ne leur laissait la liberté. L'officier chargé de les garder joignit ses instances aux leurs; le résident, déjà tancé par Warren Hastings pour trop de mollesse, fut inflexible; il ordonna même contre eux un redoublement de rigueurs, et poussa la déri-

sion jusqu'à les menacer de les faire amener à Lucknow, où on leur ferait leur procès pour *d'autres crimes*. Ils furent en effet amenés à Lucknow, où l'on recommença contre eux l'épreuve des *châtiments corporels*, c'est-à-dire de la torture. Les femmes de la suite des princesses, qu'on avait jusqu'alors respectées, furent aussi éprouvées par la faim. Il en alla ainsi jusqu'au mois de décembre (l'arrestation des eunuques datait du mois de janvier 1782); alors seulement on mit trêve à des supplices devenus manifestement inutiles; eunuques et princesses furent rendus à la liberté. Hastings voulut que cet ordre émanât de lui en personne. Les ordres de sévir avaient toujours été donnés au nom du nabab. Jamais, chez aucun peuple, bandits de profession ne se sont joués plus impudemment de toute justice, de toute humanité, de toute pudeur. Cet épisode revint d'une manière écrasante dans le procès de Hastings.

Pendant le voyage qu'il fit dans les provinces supérieures, le gouverneur général reçut de Scindiah des propositions qui, grâce aux grandes concessions que firent les Anglais et à l'épuisement des deux partis, aboutirent à une paix générale avec les Mahrattes. Les Anglais abandonnaient toutes leurs conquêtes, le Guzerat, Salsette, Bassein, le territoire de Gohud, Broach; les Mahrattes en échange promettaient de contraindre Haïder à rendre toutes les places qu'il avait prises pendant la dernière guerre, et de ne permettre à aucune nation européenne d'élever ou de conserver des comptoirs sur leurs terres. Toutefois ils mettaient pour condition à leur intervention contre Haïder, que les Anglais ne lui feraient plus la guerre, hors le cas de légitime défense. Ce traité, tout onéreux qu'il fût, permettait du moins aux forces britanniques dans l'Inde de faire tête au nouvel ennemi qui reparaissait dans la lice, je veux dire la France.

Au commencement de l'année 1781, une flotte française sortit du port de Brest sous le commandement du bailli de Suffren. Elle portait dans l'Inde des troupes de débarquement et escortait un convoi. Vers le même temps, l'Angleterre, en guerre aussi avec la Hollande, dirigeait une expédition contre le cap de Bonne-Espérance. Les deux flottes se rencontrèrent aux îles du cap Vert dans la baie de Praya. Attaqués à l'improviste par les Français qu'ils n'attendaient pas, les Anglais, quoique plus forts en nombre, perdirent un de leurs bâtiments. L'avantage néanmoins resta indécis, car les deux flottes étaient tellement maltraitées qu'elles se séparèrent comme d'elles-mêmes, l'une se retirant et l'autre ne pouvant la poursuivre. Quant aux résultats de la bataille, ils furent tout à l'avantage des Français, qui mirent l'escadre anglaise hors d'état de remplir le but principal de son expédition, et sauvèrent le Cap, où ils arrivèrent avant l'ennemi. Lorsque Suffren, dont l'escadre avait fait sa jonction avec celle de l'amiral d'Orves, atteignit la côte de Coromandel, Haïder était redevenu plus menaçant que jamais dans le Carnatique. L'amiral se porta d'abord sur Madras qu'il espérait surprendre; mais il y trouva neuf vaisseaux anglais, et ne voulant pas les attaquer dans cette position, les attira jusqu'auprès de Pondichéry, où il engagea un combat promptement interrompu par le mauvais temps. De là Suffren se rendit à Porto Novo où l'attendaient deux envoyés mysoriens qui traitèrent avec lui au nom de leur maître, et auxquels il remit 2000 hommes qu'il débarqua. Tippou qui, grâce à M. de Lally, venait de remporter sur le colonel Brathwait un avantage considérable et très-disputé, se mit aussitôt à la tête de ce renfort. De son côté, l'amiral Hughes amenant aussi un corps de débarquement, Suffren manœuvra pendant trois jours pour le forcer à accepter la bataille, et l'ayant enfin acculé à la côte, lui livra le combat le plus sanglant et le plus acharné dont fassent mention les fastes maritimes de l'Inde. Chacune des deux flottes en resta si endommagée, que

pendant sept jours elles demeurèrent en vue l'une de l'autre sans pouvoir rien entreprendre. Cependant Tippou se rendait maître de Caddalore, Haïder prenait Carangoly, et battait l'armée anglaise qui voulait lui prendre Arnec où il avait ses approvisionnements et ses trésors. La situation de la présidence devenait critique. Pour comble d'embarras, l'amiral Hughes, qui venait coup sur coup de perdre une grande bataille à Trincomaly et de livrer un autre combat sanglant, déclara qu'il avait résolu de quitter la côte de Coromandel et de gagner le port de Bombay pour y passer le temps de la mousson (octobre 1782). Ni le danger de Madras exposé à manquer de vivres si la flotte française interceptait les convois, ni le danger de Negapatam que Suffren se disposait à assiéger, ne purent fléchir la résolution de sir Hughes. Le lendemain du jour où il avait mis à la voile, une affreuse tempête qui coula toutes les barques ou les brisa sur la côte, détruisit ainsi 30,000 sacs de riz destinés à l'approvisionnement de la ville, et Madras se trouva dans la situation qu'elle avait appréhendée. La famine y exerça bientôt de tels ravages, que les vivants ne pouvaient suffire à enterrer les morts. L'air vicié par les exhalaisons de cette multitude de cadavres s'empesta. Pendant cinq semaines il mourait jusqu'à 250 personnes par jour. Heureusement pour la ville, le bruit de sa détresse ne parvint pas jusqu'à l'ennemi ; plus heureusement encore Haïder Ali mourut d'un cancer dans le dos, à l'âge de quatre-vingts ans.

Pour empêcher l'armée de se débander, les chefs eurent grand soin de cacher cet événement jusqu'à l'arrivée de Tippou, alors retenu dans le Malabar, où il obtenait contre le colonel Humberstone Mackensie des avantages auxquels vint mettre un terme la nouvelle de la mort de son père. Le général sir Eyre Coote, plusieurs fois frappé d'apoplexie, avait alors quitté le Carnatique et laissé le commandement au général Stuart. Celui-ci n'héritait point des pouvoirs extraordinaires qui avaient été confiés à son prédécesseur et qui avaient amené plus d'un conflit entre lui et le conseil de Madras. L'esprit d'empiétement et les jalousies de pouvoir subsistèrent néanmoins au grand détriment de la cause commune. Le conseil aurait voulu profiter du premier moment de trouble causé par la mort du vieil et puissant Haïder. Mais le général Stuart, comme officier du roi, prétendait établir sa parfaite indépendance des ordres de la Compagnie, et se constituait seul juge de ce qu'il avait à faire ; le temps s'écoula ainsi en contestations. L'occasion était cependant favorable pour agir, car les événements du Malabar avaient promptement obligé Tippou à quitter le Carnatique, d'où il était reparti avec tant de précipitation que, ne pouvant assurer suffisamment la place d'Arcot, il en avait fait sauter les fortifications. Le colonel Humberstone contre lequel il retournait, avait vigoureusement profité du répit qui lui était laissé pour relever ses affaires. Ayant reçu du renfort de Bombay, il s'était emparé d'Onore, d'Hussein-gurry-Ghaut, place fort importante dans ces montagnes, et enfin de Bednore, capitale du Canara. On avait trouvé dans cette place un trésor de 81 lacs de pagodes (20,025,000 fr.). Ananpore pris d'assaut avait été abandonné aux soldats, ainsi qu'un sérail contenant 400 femmes qui appartenaient à Tippou. Ses enfants n'avaient pu s'échapper qu'à l'aide de quelques bateliers qui leur firent traverser la rivière et parvinrent à les mettre en sûreté dans la forteresse de Mangalore. Un différend survenu entre l'armée et M. Matthews, qui en avait pris le commandement après avoir amené le renfort de Bombay, suspendit les opérations. L'armée prétendait être payée de son arriéré sur le trésor de 81 lacs de pagodes. Le général Matthews préférait, à ce qu'il paraît, n'en rendre compte qu'à lui-même. Plusieurs officiers supérieurs, dont étaient M. Humberstone et Mac Leod, partirent aussitôt pour Bombay. Matthews fut

destitué, Mac Leod nommé à sa place. Mais comme il s'en revenait par mer avec ses compagnons, ils furent attaqués par cinq vaisseaux mahrattes qui ignoraient encore la paix conclue entre leur pays et les Anglais. Plutôt que d'entrer en explication, Mac Leod préféra se frayer un passage à coups de canon. Dans le combat il fut blessé, le major Shaw tué, et le colonel Humberstone aussi blessé mortellement. Tous les matelots furent tués ou faits prisonniers.

Cependant Tippou reparaissant à l'improviste dans l'ouest, avait repris en passant Bednore, et était venu mettre le siége devant Mangalore (mai 1783). Ce siége, auquel il s'obstina, dura vingt mois, et le sultan y perdit la moitié de son armée, mais il réduisit enfin la garnison anglaise à capituler. Pendant ce temps, les Français et les Anglais se disputaient le Carnatique. Bussy, qui avait reparu sur le théâtre de ses exploits, retrouvait sa vigueur première pour faire essuyer aux Anglais devant Caddalore, où il s'était enfermé, un sanglant échec, qui leur coûtait plus de 900 hommes et 62 officiers. Suffren ne laissait pas de trêve à l'amiral Hughes, et semblait ne vouloir point lui permettre de respirer entre deux combats. Sur ces entrefaites, la nouvelle de la paix conclue en Europe arriva dans l'Inde et amena une suspension d'armes. Bussy consentit même à servir d'intermédiaire auprès de Tippou. Celui-ci n'était pas opposé à une paix qui aurait pour base la restitution des conquêtes réciproques. En attendant, la présidence se mit en mesure d'agir vigoureusement; elle commença par destituer le général Stuart, qui avait contrarié toutes les expéditions, même celles qu'il commandait. Comme il ne voulait point déposer son autorité, on le fit arrêter, et il fut embarqué de vive force pour l'Angleterre. Le colonel Fullarton prit le commandement, dirigea dans le midi une expédition que le cours des négociations venait tantôt presser et tantôt interrompre; il prit cependant Coïmbatour et Palacatchéry. Il marchait sur Seringapatam et s'en serait probablement emparé, lorsque de nouvelles instructions vinrent encore arrêter sa marche, souvent contrariée de cette manière. Enfin Tippou Sahib voulut bien accorder la paix aux Anglais, et elle fut conclue par un traité du 11 mars 1784, sur la base d'une restitution réciproque. Cette paix marque un temps d'arrêt dans l'essor de la suprématie anglaise sur le continent de l'Inde. Pour la première fois les Anglais, après une longue lutte contre un ennemi puissant, consentaient à traiter non en vainqueurs, mais en égaux. Pour eux et dans ce moment c'était une défaite. Aussi le traité fut-il improuvé par Hastings.

## CHAPITRE XIX.

### HASTINGS REMPLACÉ, SON PROCÈS.

Nous avons vu le développement de la puissance anglaise entravé dans sa première période par le manque d'argent. A vrai dire cet embarras ne la quitte jamais. Cependant à mesure que la conquête s'étend et s'affermit, les ressources se multiplient et, dans le Bengale surtout, se tiennent à peu près au niveau des besoins. Cette présidence est même assez riche pour subvenir aux nécessités des deux autres, en s'épuisant elle-même, à la vérité. Mais une fois maîtresse du terrain, la domination sent le besoin de s'y organiser, et des premiers tâtonnements d'une organisation qui s'ébauche, des frottements d'une foule de pouvoirs nouveaux et encore mal définis, jaillit une source d'embarras nouveaux : ce sont les conflits. Les conflits sont le vice capital de la période que nous venons de parcourir. Nous en avons vu entre les membres d'un même conseil, entre les conseils des différentes présidences, entre la Compagnie et les commissaires royaux, entre les officiers civils et les officiers militaires de la Compagnie. Chacun s'étudie à défaire ce que d'autres ont fait, lorsqu'il n'est point parvenu à les empêcher de faire. Plus d'une fois

l'autorité est annulée et prête à s'abîmer complétement dans l'anarchie la plus profonde. Mais ce que l'on n'avait point vu encore, au moins dans l'Inde, c'était le pouvoir judiciaire voulant empiéter sur l'action du gouvernement. Le même acte du parlement qui avait institué à Calcutta un gouverneur général et un chef suprême, avait aussi établi dans cette même ville une cour suprême de justice. Cette cour, qui n'avait à juger que les contestations des particuliers entre eux, fut amenée par la nature même de ces contestations à s'immiscer dans l'organisation administrative qui leur donnait naissance, et à y introduire par cela seul un abus nouveau. C'était déjà un abus énorme que l'application littérale des procédures anglaises à un pays où elles heurtaient toutes les coutumes, souvent même les mœurs et les croyances. Le conseil suprême qui s'était d'abord constitué juge en dernier ressort de toutes les contestations relatives au revenu, fonction qu'il ne trouva jamais le temps de remplir, eut l'imprudence de s'en débarrasser en l'ajoutant aux attributions de la cour de justice. Il n'en fallut pas davantage pour semer la désorganisation dans le pays, et presque pour tarir les sources du revenu. En effet, lorsqu'une affaire relative à cette matière arrivait jusqu'à la cour de justice, le zemindar était mandé à Calcutta, quelque éloignée que fût sa résidence. C'était souvent un voyage de plusieurs centaines de lieues. Pendant son absence, l'impôt ne se percevait pas : source de ruine pour lui et pour l'État. De plus, au terme de ce voyage très-onéreux et quelquefois ruineux, le zemindar était tenu de fournir caution. S'il ne le pouvait dans cette ville où il n'était connu de personne, on le mettait en prison, chose infamante aux yeux des Indous. Alors la dégradation qu'il avait subie, suivant les idées du pays, paralysait dans ses mains les pouvoirs dont il était revêtu, et eût-il gagné son procès, il retournait chez lui inhabile à exercer aucune autorité. Or comme, d'après des traditions séculaires et d'après les lois même établies par les Anglais, la dignité du zemindar était héréditaire, on avait alors un fonctionnaire que l'on ne pouvait remplacer et qui ne pouvait remplir ses fonctions. L'impôt continuait à ne pas rentrer. La juridiction de la cour suprême impliquait en bien d'autres cas contradiction avec le milieu sur lequel elle avait à agir. Hastings finit par essayer d'y remédier en la restreignant et en décidant qu'elle ne s'appliquerait aux indigènes que lorsqu'ils l'auraient voulu expressément. Mais les juges qui étaient nommés par le roi, dont les pouvoirs émanaient directement du roi, regardaient comme inférieurs aux leurs les pouvoirs du gouverneur général qui n'était qu'un officier de la Compagnie. De là un conflit. Les choses s'animèrent à ce point que Hastings fit arrêter par les troupes un détachement de 60 hommes que le shériff avait employés à fouiller la maison d'un rajah mandé par la cour et refusant de comparaître. Pour remplir sa mission à la lettre, comme en Angleterre, ce détachement avait donné le scandale inouï de violer le zenanah ou appartement des femmes. De son côté, la cour fit arrêter l'attorney de la Compagnie et les officiers qui lui avaient prêté main-forte contre le détachement du shériff, et un procès criminel fut commencé. Dans ce conflit contre une autorité qui représentait l'autorité royale, Warren Hastings et ceux qui résistaient comme lui, avaient continuellement suspendue sur la tête une accusation de haute trahison. Il ne fléchit pas néanmoins, et cité devant la cour ainsi que les autres membres du conseil, il signa conjointement avec eux une déclaration portant que les actes au sujet desquels on les poursuivait avaient été accomplis par eux en leur qualité de corps gouvernant, et qu'ils ne reconnaissaient point l'autorité de la cour sur les actes de cette nature. Déjà ils avaient été réduits à évincer les prétentions de la cour qui, sous prétexte d'information, exigeait communication du registre des délibéra-

tions du conseil, et la cour, sur un refus si naturel et si légitime, avait eu l'incroyable témérité de commencer des poursuites. Tout s'arrangea néanmoins moyennant un salaire considérable que Hastings attacha aux fonctions de membre de la cour d'appel du revenu, dont le conseil s'était déchargé sur la cour suprême. Il avait eu le soin de stipuler que le président de la cour suprême ne jouirait de ce nouveau traitement que sous le bon plaisir du gouverneur général; ce qui fit de sir Elijah Impey, naguère si récalcitrant, un homme tout à fait à sa discrétion.

Cet arrangement fut sévèrement blâmé en Angleterre, ainsi que la conduite de Hastings avec Cheyte Singh et avec les begums. La cour des directeurs déclara même sur ce dernier point que les pièces qu'on lui avait envoyées n'établissaient nullement la connivence des begums avec la révolte de Bénarès, et ordonna une enquête. Hastings, qui avait alors la majorité dans le conseil de Calcutta, sut écarter cette injonction par un vote de non lieu. Cependant, écrasé par tant de blâmes non immérités, il entreprit l'œuvre difficile de son apologie dans une lettre qu'il terminait par l'offre de sa démission. Vers le même temps, le renouvellement de la charte de la Compagnie avait amené devant la chambre des communes la discussion des affaires de l'Inde. Là Hastings fut blâmé plus sévèrement encore. Le 30 mai 1783, une motion fut adoptée qui portait que « Warren Hastings, gouverneur général, et William Hornby, président du conseil de Bombay, ayant à plusieurs reprises agi d'une manière répugnante à l'honneur et à la politique de la nation, et par là donné naissance à de grands malheurs dans l'Inde, à d'énormes dépenses pour la Compagnie des Indes, il est du devoir des directeurs de ladite Compagnie de provoquer par tous les moyens légaux à leur disposition, l'éloignement desdits gouverneur général et président de leurs offices respectifs et leur rappel en Angleterre. » En conséquence, la cour des directeurs formula une autre déclaration dont la conclusion était : « La cour pense qu'il est expédient d'éloigner Warren Hastings de la présidence du Bengale. » Mais une assemblée des propriétaires s'étant prononcée contre cette mesure, la cour annula sa résolution. Néanmoins, en raison des dispositions qu'il avait manifestées et de celles que manifestait l'opinion publique, Hastings eût sans doute résigné ses pouvoirs, s'il n'eût eu à cœur de ne point laisser derrière lui les ruines et le désordre qu'il avait semés dans les provinces d'Oude et de Bénarès. C'étaient de terribles accusateurs qu'il était bon de supprimer pendant qu'il le pouvait encore. En conséquence, il se remit en route pour Lucknow. L'aveu des misères qui assaillirent ses yeux dans cette province de Bénarès, autrefois si riche et si florissante sous le gouvernement paternel de son rajah, lui échappe involontairement; l'impôt que lui-même avait établi était trop lourd, et en fuyant leurs terres qui restaient en friche, les populations, si elles emportaient leur misère, échappaient du moins aux vexations qui l'eussent inutilement pressurée. Warren Hastings, au lieu de s'accuser lui-même, ne songea, devant ce spectacle, qu'à accuser les agents de l'*administration* qu'il avait substituée à *celle du* rajah. Par un nouveau traité qu'il fit avec le nabab d'Oude, il consentit à lui retirer le reste de troupes anglaises dont le dernier arrangement avait maintenu l'entretien à sa charge. Il rendit aux deux begums les jaghires qui leur avaient été enlevés et dont la cour des directeurs avait formellement ordonné la restitution. Les deux femmes eurent la bonté de s'en montrer extrêmement reconnaissantes : elles y perdaient pourtant encore les millions d'argent comptant ou d'objets de prix qu'on leur avait extorqués. Pendant ce voyage, Hastings reçut à Lucknow la visite de Mirza Jehander Shah, fils de l'empereur, et lui fit l'accueil le plus honorable. L'empereur venait de perdre son ministre Nudjif Khan, et avec lui les derniers vestiges de son auto-

rité. Le faible Shah 'Allam, disputé comme une proie par des chefs ambitieux qui voulaient abriter leurs usurpations derrière le fantôme impérial, n'était plus dans leurs mains qu'un prisonnier. Son ministre Ghalam Khadur avait voulu le contraindre à la guerre contre Scindiah, qui alors s'était approché de Delhi. L'empereur s'était laissé faire, sa faiblesse ne lui permettant pas de résister; mais une lettre de lui à Scindiah fut interceptée par le ministre. Elle contenait l'expression de ses regrets. Furieux à cette découverte, Ghalam Khadur s'empare de l'empereur, et lui fait crever les yeux. Scindiah, ayant fait poursuivre le ministre, lui fit aussi crever les yeux, couper les mains, les pieds, le nez et les oreilles. Cet incident le rendit à son tour maître de l'empereur, à qui il donna le fort de Delhi pour résidence. Ce que le fils de ce malheureux prince venait demander aux Anglais n'était pas même un appui politique pour le recouvrement de son indépendance, c'était de l'argent, c'était de quoi vivre. L'empereur n'avait touché l'année précédente qu'un lac et demi de roupies (375,000 fr.) pour son entretien et celui de sa maison. Le gouverneur voulut bien lui en assurer quatre pour l'avenir. D'ailleurs, pour conjurer les projets ambitieux que pouvait nourrir Scindiah, le chef puissant des Mahrattes, il conseilla à l'empereur de s'allier avec lui et de s'en faire un appui avant qu'il eût le temps de devenir un ennemi. Mais Scindiah dans le même temps envoya à Hastings un agent confidentiel qui eut avec lui des conférences tellement secrètes, que le secrétaire même du gouverneur n'y fut point admis. Le résultat de ces conférences fut que Hastings, qui avait paru d'abord favorable au maintien des derniers restes de puissance dont jouissait l'empereur, parut encourager Scindiah à s'emparer de sa personne. L'empereur n'avait même plus besoin du conseil que lui avait donné le gouverneur général, pour se livrer au Mahratte, qui bientôt après prit possession d'Agra et de tous les forts de la province. Les Seikhs profitèrent de ce dernier coup porté à une puissance ruinée, pour se ruer sur le pays des Robillas. L'empire mogol était effacé, même de la carte. Toutefois, comme la personne de l'empereur existait encore, Scindiah s'en servit pour exercer en son nom tous ses droits, même contre les Anglais qui lui devaient un arriéré. D'autres manifestations peu amicales, comme, par exemple, l'accueil empressé qu'il affecta de faire à Cheyte Singh, le rajah dépossédé de Bénarès, faillirent mettre du trouble dans ses relations avec le gouvernement de Calcutta. Un peu ravisé, celui-ci empêcha le fils de l'empereur de répondre aux propositions que lui faisait Scindiah pour l'attirer auprès de lui, et le déroba ainsi à la domination que subissait son père.

En quittant Lucknow, Hastings revint à Bénarès et de là à Calcutta. Les fruits de son voyage marquèrent un premier pas de retour sur le système suivi jusqu'alors dans la politique de l'Inde. A force d'affaiblir les chefs des États indigènes pour en faire des instruments dociles, les Anglais en avaient fait des instruments inertes, et qui, bien loin de leur être utiles, retombaient sur eux de tout le poids de la faiblesse qu'ils leur avaient donnée. Les violences auxquelles Hastings avait été réduit pour tirer quelque argent du nabab d'Oude, démontraient assez quels impuissants alliés on s'était faits de ces souverains, dont on n'avait voulu faire d'abord que d'impuissants ennemis. Trop assuré qu'ils ne pouvaient plus nuire, si ce n'est par cette impuissance même, Hastings sentit qu'il fallait leur rendre quelque liberté pour leur permettre de relever leur pouvoir et de rendre du nerf à leur administration. Les violences qu'il' avait exercées ne tenaient point à son caractère, mais à la violence de la situation elle-même. Aussitôt qu'il le put, il s'appliqua à les réparer, et tout ce qu'il fit durant ce voyage porta l'empreinte de cette résolution. Ce voyage accompli, il ne songea plus qu'à son retour en Angleterre. Le 1er février 1785,

M. Macpherson fut reconnu comme son successeur; le conseil décida toutefois que l'installation du nouveau gouverneur n'aurait lieu que le jour où le vaisseau qui emportait Hastings aurait mis à la voile; marque de considération qui était certainement due à ses grands services.

Peu de temps après, M. Macartney, président de Madras, fut aussi rappelé. Avant de retourner en Angleterre, il voulut voir Calcutta, et s'y trouva pris par une maladie qui dura assez pour qu'il eût le temps de recevoir à Calcutta même sa nomination de gouverneur général. L'enquête qui se poursuivait au parlement sur les affaires de l'Inde, avait fait passer sous les yeux des commissaires tous les papiers relatifs à l'administration de M. Macartney, et leur avait inspiré une si haute estime pour les qualités qu'il y avait déployées, que l'un d'eux en avait parlé à M. Pitt comme du seul homme qui convînt à ces hautes fonctions. Sur la recommandation du ministre, la cour des directeurs, qui l'avait sans doute trouvé insuffisant dans ses fonctions de président de Madras, le promut au gouvernement suprême de l'Inde. M. Macartney ne refusa point; mais ce qui venait de se passer lui fit sentir la nécessité de s'entendre avec les gens qui, à si peu d'intervalle, voulaient et ne voulaient pas de lui. Avant de prendre possession du pouvoir, il partit pour Londres. Là il exposa ses vues, ses plans, qui furent approuvés par M. Pitt; il demandait surtout une extension de pouvoirs et une prépondérance plus assurée pour le gouverneur général. On en tomba facilement d'accord avec lui. Mais comme il donnait à entendre au ministre que le lustre d'une haute dignité occupée dans la mère patrie concourrait à assurer cette prépondérance, M. Pitt estimant que la pairie devait être la récompense des services rendus, et non un stimulant pour les services à rendre, trouva cette demande prématurée, et, dégoûté par là de M. Macartney, fit nommer lord Cornwallis.

Le parlement cependant avait consacré plus d'une session à la tâche dans laquelle il s'était engagé, tâche qui devait user plusieurs ministères et plusieurs générations parlementaires, et dont presque aucun de ceux qui l'avaient commencée ne devait sceller de son vote la conclusion. Déjà plusieurs bills avaient été proposés, discutés, acceptés, repoussés; déjà ces formidables questions de l'Inde avaient hâté la chute du ministère chancelant de lord North, renversé tout d'abord le ministère de Fox et acculé celui de Pitt qui lui succédait, à l'alternative d'une dissolution de la chambre des communes ou d'une démission. Quatre ans s'étaient perdus dans ces luttes qui n'avaient amené aucun résultat définitif. Enfin un nouveau parlement fut élu, et le 19 mai 1784 il entra en séance. Après bien des théories mises en avant, on en était revenu à modifier seulement ce qui était. Pitt présenta un nouveau bill, presque en tout point conforme au dernier bill en vigueur. Seulement il ouvrait une porte plus grande à l'action du pouvoir royal par la nomination de six commissaires des affaires de l'Inde, qui approuvaient ou improuvaient toutes les mesures de la cour des directeurs, et par le droit de rappeler le gouverneur général, et même de le nommer, si, dans un délai de deux mois, la cour des directeurs n'avait pourvu au remplacement du gouverneur rappelé. Plus tard, le pouvoir du gouverneur général fut aussi étendu à ce point, qu'on l'autorisa à agir dans certains cas, et sous sa responsabilité, sans l'assistance du conseil. La même latitude était donnée aux gouverneurs des deux présidences inférieures. La première partie du bill avait été votée en 1784, l'autre ne le fut qu'en 1786. Dans l'intervalle, Warren Hastings était arrivé en Angleterre (20 juin 1785). Remercié à son arrivée par la cour des directeurs, il fut, au contraire, salué dans le parlement par une motion hostile de Burke, qui fut, à la session suivante, convertie en un acte d'accusation. Ainsi commença ce grand et à jamais célèbre procès; procès dont les fastes criminels

d'aucune nation ne fourniraient probablement un autre exemple, et pendant lequel l'accusé occupa neuf ans la sellette, vit se renouveler deux législatures, mourir soixante de ses juges (la chambre des lords), et fut, en quelque sorte, absous par les fils de ceux devant qui on l'avait traduit comme coupable. L'arrêt fut rendu au mois d'avril 1795. Peu de jours après, le 9 mai, une assemblée générale des propriétaires décida qu'une indemnité serait offerte par la Compagnie à Hastings, pour les dépenses que ce procès lui avait occasionnées; qu'une indemnité de 5,000 livres lui serait allouée à lui et à ses héritiers, pendant toute la durée du monopole de la Compagnie, à raison des services qu'il avait rendus. Le ministère, tout en approuvant l'esprit qui avait dicté ces mesures, éleva quelques objections sur le droit qu'avait la Compagnie d'engager l'avenir. Après quelques pourparlers, on convint qu'une annuité de 4,000 livres serait allouée à Hastings pendant vingthuit ans et demi, à partir du 23 juin 1785; que la Compagnie lui ferait un prêt de 50,000 livres sans intérêt, et pour dix-huit ans, afin de l'aider à sortir des embarras où l'avaient jeté les dépenses de son procès. Ainsi finit cet épisode de l'histoire des possessions anglaises de l'Inde. Le procès avait duré neuf ans; mais à partir de la session où le débat avait commencé et où la discussion des faits avait amené le rappel de Hastings, il s'en était écoulé quinze. Ainsi, à proprement parler, cet homme dont la rare fermeté avait, au prix de quelques écarts, sauvé la puissance anglaise d'une dissolution imminente et fondé sa stabilité au milieu de l'anarchie, tint pendant quinze ans les deux branches du parlement anglais occupées autour de sa responsabilité politique ou judiciaire. Cela seul indique combien avait été grande l'action de Hastings, et combien son pays avait eu besoin en effet d'un homme de cette force. C'est là ce qui peut, sinon l'absoudre, du moins l'excuser un peu sur les monstrueux abus qu'il en a faits. De cette longue et terrible épreuve d'un procès qui menaçait son honneur, sa fortune, sa liberté et même sa vie, Hastings sortit pour entrer avec calme dans une vie simple et retirée; Burke, son accusateur, qui pendant quinze ans avait monté chaque jour à l'assaut de cette grande renommée, Burke qui n'avait engagé dans cette épreuve que son orgueil, ou si l'on veut son patriotisme de tribun, en sortit presque fou.

L'idée de Hastings absous, triomphant, et de ces quinze années d'un travail obstiné qui tournait à la confusion de son auteur, devint pour lui une obsession cruelle, insupportable. Son cerveau échauffé lui forgeait à côté du triomphe réel un triomphe imaginaire; il voyait Hastings élevé à la pairie, et cette image le poussait aux transports d'une rage inexprimable. La chambre des lords avait dès le commencement témoigné à l'accusé non-seulement une haute impartialité, mais on peut dire un peu de faveur. La chambre des communes, deux fois renouvelée depuis le bill d'accusation, finit elle-même, de guerre lasse, et pour en terminer, par abandonner quelques-uns des chefs dont le bill avait formulé la nomenclature. Au reste, dans le procès, tout le monde eut le temps de changer et de se démentir : M. Pitt, la chambre des communes et l'opinion publique elle-même. Burke seul et la chambre des lords se montrèrent immuables, l'un dans l'animosité d'une conviction passionnée, l'autre dans son froid et imperturbable respect pour les priviléges de la défense.

## CHAPITRE XX.

### NOUVELLE ORGANISATION FINANCIÈRE ET JUDICIAIRE; GUERRE AVEC TIPPOU.

Les premiers soins de Cornwallis, aussitôt qu'il eut pris possession du pouvoir, furent appliqués à la solution de l'éternelle question du revenu et de la justice. Il apportait dans les plans qu'il avait conçus à cet égard une vue nouvelle, mais tout européenne. Nous

avons vu que la propriété était en principe, non moins que le droit de rendre justice, un attribut de la souveraineté dans l'empire mogol; nous avons vu aussi que, de délégation en délégation, l'exercice de ces prérogatives souveraines arrivait entre les mains d'une classe de fonctionnaires nommés zemindars. Ces fonctionnaires, d'abord révocables, avaient fini par se rendre inamovibles et héréditaires, si bien que, moyennant le tribut qu'ils payaient à l'empereur, ils pouvaient passer aux yeux d'un Européen pour les seigneurs véritables d'un territoire dont ils n'étaient d'abord que les administrateurs. Partant de cette idée, lord Cornwallis, dominé par son éducation anglaise, crut trouver dans les zemindars les éléments d'un corps aristocratique, sur lequel s'appuierait la domination britannique. L'empire était démembré, l'empereur n'existait plus, au moins comme puissance. Par ce seul fait, la propriété n'appartenait plus en droit à personne. Lord Cornwallis, revenant sur une idée autrefois émise dans le conseil de Calcutta par M. Francis, fit décider que la propriété du sol serait dévolue en droit à ceux qui l'exerçaient en fait, aux zemindars. Par une conséquence naturelle, on laissa à ceux-ci la faculté de prendre pour leurs terres tous les arrangements qui leur conviendraient avec les ryots ou cultivateurs. Seulement on stipula en faveur de ceux-ci que, une fois leurs arrangements fixés, ils recevraient du zemindar un pottach ou contrat, qui en mentionnerait la teneur, et que ce pottach, auquel il ne pourrait être dérogé, formerait entre les mains du ryot un titre qui le mettrait à l'abri de toute autre réquisition ou vexation de la part du zemindar. La durée de ce système fut d'abord fixée à dix ans. Mais dans l'intérêt de l'agriculture et pour encourager les grands travaux dont elle avait besoin, lord Cornwallis avait hâte de le faire déclarer perpétuel, et malgré quelque opposition dans le conseil, il y réussit, grâce à l'appui de la cour des directeurs qu'il avait su faire entrer dans ses idées. Le sel, objet de tant de règlements contradictoires, avait fini par être mis en régie sous Warren Hastings. Lord Cornwallis conserva ce régime; seulement, au lieu d'établir chaque année un prix uniforme, il le fit vendre, comme l'opium, aux enchères.

Quant à la justice, lord Cornwallis l'enleva définitivement aux zemindars, qui, en dépit de tous les règlements antérieurs, en avaient toujours retenu une partie. Il établit au civil trois degrés de juridiction : les zillahs, ou tribunaux de district; les cours provinciales, tribunaux d'appel, au nombre de sept; et enfin une cour suprême nommée, comme sous Warren Hastings, sudder-dewany-adaulut. *Il y avait même une sorte de juridiction* inférieure pour les affaires dont la valeur litigieuse ne s'élevait pas au delà de 200 roupies, et ne descendait pas au-dessous de 50. Le juge du zillah les renvoyait à son greffier, pour les jugements duquel le zillah devenait tribunal d'appel. Quant aux affaires dont le principal ne dépassait pas 50 roupies, elles étaient jugées par arbitres indigènes, et ressortissaient aussi en appel au zillah. Ce tribunal était composé d'un juge, employé de la Compagnie, de son greffier, et d'assesseurs aussi employés de la Compagnie. On leur adjoignait un indigène, pour les éclairer sur les us et coutumes des localités. Leur compétence ne s'étendait qu'aux indigènes. Les sept cours provinciales étaient composées chacune de trois juges, de deux greffiers et d'assesseurs, tous pris parmi les employés civils de la Compagnie; trois interprètes, un cadi et un pundit (docteur) complétaient le tribunal. Le cadi représentait la tradition musulmane, et le pundit la tradition brahmanique. Enfin, le sudder-dewany-adaulut siégeait au siége du gouvernement, et était composé du gouverneur général assisté d'autant de conseillers qu'il en voulait appeler, du chef des cadis et de deux autres cadis, de dix pundits et d'un greffier. Cette cour était cour d'appel pour les jugements des cours

provinciales, mais seulement dans les procès dont l'importance dépassait 1000 roupies, suivant la première institution, et 50,000, suivant une modification qu'on jugea bientôt nécessaire.

Pour la justice criminelle, lord Cornwallis établit aussi trois degrés : les magistrats, les cours de circuit et le nizamut-adaulut. Les magistrats jugeaient les simples délits. Les cours de circuit se déplaçaient à certaines époques, et allaient juger comme cours d'assises les crimes commis dans l'étendue de leur ressort. Elles étaient au nombre de sept, comme les cours provinciales, et composées des mêmes juges. Les juges des zillahs remplissaient aussi les fonctions de magistrats. Quant au nizamut-adaulut, il fut également pendant quelque temps composé comme le sudder-dewany-adaulut; mais, plus tard, on le composa de trois juges, de trois cadis, y compris le chef, et de deux pundits. La police fut confiée, sous l'autorité des zillahs, à des fonctionnaires nommés daragahs. Il y en avait un par vingt milles carrés.

Tels furent les travaux auxquels lord Cornwallis consacra l'intervalle de paix dont il jouit depuis son arrivée jusqu'en 1790. Mais la guerre sortit presque des mesures que le parlement avait prises pour la prévenir. Par son dernier bill de l'Inde, il avait formellement interdit les alliances offensives et défensives entre les présidences et les chefs du pays. Lié par cette défense, lord Cornwallis se refusa à diverses propositions d'alliance qui lui furent faites contre Tippou, par le nizam ou par les Mahrattes. Néanmoins sentant le besoin d'arrêter les projets que le sultan de Mysore pouvait nourrir contre ces puissances amies des Anglais, il profita de la lettre d'un certain traité pour mettre à leur disposition des troupes que ce traité les autorisait à requérir, avec cette réserve toutefois que lesdites troupes ne seraient point employées contre des alliés de la Compagnie. Or comme Tippou n'était point de ces alliés, ces troupes étaient contre lui une menace. Tippou, qui aimait la guerre, qui avait choisi le tigre pour son emblème, et dont l'axiome favori était qu'il vaut mieux vivre deux jours comme un tigre que deux cents ans comme un mouton, Tippou savait profiter de la paix. Il avait organisé dans ses États un vaste et vigoureux système d'administration, rétabli les manufactures, encouragé l'agriculture et les arts, discipliné toute son armée à l'européenne; il avait étudié la tactique et les fortifications. Ce barbare s'était admirablement civilisé dans tout ce que la civilisation a de savamment barbare, et même aussi un peu dans le reste. En 1787, cherchant à attirer la France dans une alliance contre l'Angleterre, il avait envoyé à Versailles une ambassade qui, après une longue traversée de dix mois, arriva en France juste à point pour disputer l'attention publique à l'assemblée des notables. C'était tout ce qu'une pareille ambassade pouvait obtenir dans un pareil moment. Aussi fut-elle de retour à Seringapatam au mois de mai 1789. Nous touchions déjà, nous, au serment du jeu de paume. Tippou qui se sentait fort, n'en suivit pas moins ses projets. Plutôt excité qu'arrêté par les demi-mesures que les Anglais avaient prises pour l'intimider et le contenir, ce fut sur eux qu'il fit tomber directement ses premières provocations. Fidèle aux injonctions pacifiques qu'il avait reçues du parlement, du ministère et de la cour des directeurs, lord Cornwallis endura patiemment les premières vexations que Tippou fit endurer aux possessions anglaises du Malabar. Mais à la fin, le sultan ayant forcé à main armée une ligne de fortifications qui fermait au nord les États du rajah de Travancore, ami des Anglais, ce fut un cas de guerre, et le parlement lui-même autorisait en pareil cas les alliances. On vit alors les trois grandes puissances de l'Inde, le Nizam, les Mahrattes et les Anglais, liguées contre un empire qui ne faisait que de naître; et trois civilisations représentées par les Mahrattes ou

l'Inde antique, le Nizam ou l'Inde musulmane, les Anglais ou l'Inde chrétienne et européenne, conspirant la ruine de cet État d'un jour qui, plus barbare que l'une, moins barbare que les autres, et participant un peu de toutes, les offusquait également toutes trois. Au mois d'août 1790, le royaume de Mysore était cerné à l'est et au sud par les Anglais, dont les armées occupaient depuis les passes du Carnatique, jusqu'à Coïmbatour, où était le quartier général du commandant en chef Medows; au nord, par le Nizam posté sur la rive gauche de la Kistnah, et par son neveu qui occupait Adony sur la rive droite; au nord-ouest, par les Mahrattes et les Anglais de Bombay, qui avaient passé la Kistnah et gagnaient, le long de la côte, la province de Canara. Ce fut justement dans cette position menaçante en apparence que Tippou démêla de quoi changer en un clin d'œil la face des choses et prendre aussitôt lui-même l'offensive; il avait laissé prendre aux Anglais Coïmbatour, Dindigul, tout le pays au sud du Cavery et du Bowanny. Tout à coup il passe cette rivière, franchit les passes du Gujelhatty et fond sur le colonel Floyd, dont la retraite est si précipitée, qu'il abandonne Sattimungul avec les approvisionnements qui y étaient amassés et trois pièces de canon. Tippou, qui le poursuit sans relâche, trouve bientôt une occasion favorable, et dans un engagement nouveau, tue à l'ennemi plus de 400 hommes et lui prend son bagage. Mais plus prudent qu'il n'eût fallu, et craignant l'arrivée du général Medows qui accourait au secours de Floyd, il ne poussa pas plus loin un avantage qu'il eût pu facilement consommer, en achevant le colonel, dont les troupes n'avaient pas mangé depuis deux jours, et en marchant ensuite au-devant du général, qui se fût trouvé trop faible isolément pour résister. Leur jonction se fit, et ils se retirèrent sur Coïmbatour, où ils se firent rallier par le reste de l'armée anglaise. A la tête de toutes ses forces, le général eût bien voulu réduire le sultan à accepter une bataille. Mais celui-ci, trop heureux d'avoir dès le début de la campagne transporté la guerre hors de ses États, ne voulut pas mettre au hasard cet avantage. Après une suite de mouvements, où les Anglais perdirent complétement sa trace, et où il faillit leur enlever Coïmbatour, il revint prendre auprès de Sattimungul la première position où il les avait déjà battus, et qui assurait ses convois. Pendant ce temps, les Anglais qui n'avaient emporté, et à travers mille peines, que pour quarante jours de vivres, arrivaient à la fin de leurs provisions. Il fallut envoyer un détachement pour les renouveler. Concevant alors un projet hardi, Tippou passe le Cavery sous les yeux du général Medows, et va porter la guerre au cœur même des possessions anglaises. Suivi par leur armée qui n'ose l'attaquer, il se présente successivement devant Tritchinopoly et Thiagar, s'empare de Trinomaly et de Permacoil, menace Madras, et vient enfin s'arrêter auprès de Pondichéry, où il entre en conférence avec le gouverneur français (janvier 1791). De là, il envoya expressément au roi, pour lui demander un renfort de 6000 hommes. Les Anglais avaient reçu d'Europe de nombreux régiments; mais le climat leur était mortel, et Tippou venait de leur apprendre à être battus. Moins heureux dans l'ouest, où il n'était plus en personne, le sultan y perdait toutes ses possessions du Malabar, qui lui étaient enlevées par l'armée de Bombay.

Cette invasion du Carnatique avait, une fois encore, mis à nu toute la misère du vieux nabab. Comme il ne put remplir les engagements qui lui étaient imposés pour le cas de guerre, on lui reprit ses revenus qu'on lui avait rendus, et il redevint un simple pensionnaire de la Compagnie. Malheureusement, on ne donna pas cette mesure comme définitive, mais comme subordonnée seulement à l'état de guerre. Cette perspective engagea la plupart des collecteurs à se ménager la faveur de Mohammed Ali plutôt que

celle de la présidence, et l'impôt tomba tout à coup à rien, de telle sorte que les Anglais se trouvèrent plus appauvris qu'enrichis de la dépouille du nabab.

Les circonstances parurent assez graves à lord Cornwallis, pour qu'il vînt lui-même prendre la direction de la guerre. Le peu de succès du plan de la campagne précédente le détermina à en adopter un autre, et à entrer dans le Mysore par les passes d'Ambour. L'inconvénient de ce plan était la nécessité de faire le siége de Bangalore, l'une des plus fortes places de Tippou. Cependant on vint à bout, avec assez de bonheur, de la ville et du fort. Aussitôt après, lord Cornwallis voulut s'emparer de Seringapatam, capitale des États du sultan. Malgré l'insuffisance des moyens de transport, il se mit en marche. Il avait reçu un renfort de cavalerie du Nizam, renfort dont il ne put tirer aucun bon service, et qui ne servit qu'à dévorer les ressources de l'armée. Tippou avait dévasté les deux routes les plus directes et les plus faciles, il en fallut prendre une troisième, plus longue et plus pénible, où périrent une grande partie des bagages. Lord Cornwallis comptait passer la Cavery à Ariskera, où il avait donné rendez-vous à Abercromby, commandant du corps de Bombay. Mais la rivière étant gonflée et le passage impraticable en cet endroit, le gouverneur général résolut de le tenter à Canianbaddy, à huit milles au-dessus de Seringapatam. Là il trouva l'armée mysoréenne, prête à le lui disputer. Malgré la marche pesante de l'armée anglaise, qui ne traînait plus ses canons qu'à bras d'hommes, et malgré les dispositions habiles qu'avait prises Tippou, l'avantage de cette rencontre resta à lord Cornwallis; toutefois il devait rester inutile, et le passage du Cavery, délivré de tout obstacle, ne fut pas même effectué. La saison des pluies qui s'avançait, ne permettait pas de commencer un siége. Les moyens de transport manquaient absolument, les vivres de l'armée étaient épuisés, le pays ravagé. Au terme de cette course, et presque aux portes de Seringapatam, il fallut détruire les équipages de siége qui avaient menacé cette capitale. Heureux encore si l'on parvenait à sauver l'armée. Contre-ordre fut envoyé à Abercromby, qui fut aussi obligé de détruire son artillerie de siége et une partie de ses bagages. Le 26 juin 1791, l'armée anglaise commença sa retraite, emportant ses blessés sur des brancards, faute de charrettes, et traînant ses canons. C'en était fait d'elle probablement, sans l'arrivée imprévue d'un corps de Mahrattes qui amenaient des vivres, des bœufs de trait et une bonne cavalerie. Ce corps mahratte, commandé par Purseram-Bhao, venait de prendre, après un siége de six mois, la place de Darvar, clef des frontières du Mysore au nord-ouest. A peine réunis à lord Cornwallis, ces alliés menacèrent de l'abandonner, s'il ne leur avançait un subside. Le gouverneur consentit à leur prêter 12 lacs 1/2 de roupies qu'il n'avait pas, mais qu'il se procura, en envoyant à Madras l'ordre de saisir l'argent des vaisseaux qui arrivaient de la Chine, et de le porter immédiatement à la monnaie.

L'armée combinée vint camper sous Bangalore. Là il s'agissait d'assurer régulièrement ses subsistances. Le secours qu'avaient apporté les Mahrattes, en grain et en bétail, tirait à sa fin. Quarante mille bœufs de trait avaient péri dans la dernière expédition; il s'agissait de pourvoir à leur remplacement. Cette tâche n'était pas sans difficultés au milieu d'un pays ennemi. Un capitaine anglais, très au fait des mœurs et de la langue, suggéra au général en chef un expédient assez caractéristique pour mériter d'être rapporté. Parmi les nombreuses tribus ou castes errantes qui parcourent les vastes espaces de la péninsule et du continent indous, il en est une que l'on nomme Lampadys ou Brindjarrys. Ces Lampadys, demi-sauvages, nus, laids, malpropres et horribles à voir, mènent une vie ab-

solument nomade, n'ont point de maisons, et ne possèdent que des bœufs ou des chameaux, à l'aide desquels ils font tout le commerce de grains dans l'Inde. Ils marchent par troupes nombreuses, souvent à la suite des armées, entre lesquelles ils gardent une stricte neutralité. Leurs femmes sont renommées par leur lubricité. Elles se réunissent par bandes pour faire la chasse aux hommes, et malheur à qui ne saurait vaincre le dégoût qu'elles inspirent. A ces coutumes hideuses, ils en joignent d'atroces dans la pratique des sacrifices humains. Ils prennent habituellement pour victime la première personne qu'ils rencontrent, lui creusent une fosse dans laquelle ils l'enterrent jusqu'au cou; cela fait, ils lui placent sur la tête une lampe de pâte de farine, ils l'emplissent d'huile, y allument quatre mèches et se mettent à danser en rond, en chantant autour de la victime jusqu'à ce qu'elle ait expiré.

C'est avec ces honnêtes gens que le capitaine Read mit lord Cornwallis en relation pour l'approvisionnement de l'armée. L'abondance entra bientôt dans le camp. Pour rendre les subsistances plus faciles, les confédérés s'étaient d'ailleurs séparés. Nizam Ali avait rappelé ses 10,000 cavaliers; Purseram Bhao, avec ses Mahrattes et un détachement anglais, avait remonté au nord vers Serah. Quoique le fruit de la bataille de Canianbaddy fût resté en définitive à Tippou, puisque les Anglais avaient battu immédiatement en retraite, et que cette campagne les avait mis à deux doigts de leur perte, cependant son armée n'était pas en meilleur état que la leur, et, cerné sur toutes les frontières, il n'avait pas comme eux la facilité de se ravitailler. Déjà un magnifique convoi d'éléphants était parti de Madras avec toutes sortes d'approvisionnements pour l'armée expéditionnaire; elle fut bientôt en mesure de reprendre l'offensive. Pour mieux s'assurer des communications qui lui étaient si utiles, lord Cornwallis voulut s'emparer d'une passe qui offrait un trajet commode du Carnatique au Mysore. Plusieurs forteresses qui en gardaient les défilés, furent enlevées, grâce à des prodiges d'énergie. La conquête et la prise de possession de cette gorge furent inaugurées par le passage du convoi des 100 éléphants chargés d'argent et de 10,000 bœufs chargés de riz, au-devant desquels on envoya pour leur donner avis de prendre cette voie (10 août 1791). L'armée anglaise, ses derrières ainsi assurés, redescendit alors dans le Mysore, où elle commença une guerre de siéges. Presque toutes les places fortes tombèrent entre ses mains. Dans le nombre, il en était qui passaient à bon droit pour imprenables, et qui ne furent prises, en effet, *que parce* que la témérité de l'attaque pétrifia en quelque sorte la défense. Le courage des troupes, un peu incertain au début de cette guerre, s'était vigoureusement remonté. Les ressources en tout genre abondaient. A la suite d'une attaque lancée par Fox dans le parlement, contre lord Cornwallis, au sujet de cette guerre nouvelle et de l'alliance avec les Mahrattes et le Nizam, la chambre avait au contraire voté l'approbation expresse de tous les actes du gouverneur général; la cour des directeurs lui avait envoyé 500,000 *livres sterling* en espèces, de l'artillerie, des recrues, et voté un supplément de fonds pour l'augmentation des troupes royales au service de la Compagnie (décembre 1790). Avec ces ressources, le courage et la discipline des armées anglaises devaient accomplir et avaient accompli en effet des merveilles. De son côté, Purseram Bhao, à l'aide du capitaine Little, qui avec 700 hommes gagna une bataille contre 10,000 Mysoriens retranchés dans une position redoutable, complétait par les succès qu'il remportait dans le nord, cette belle série de hauts faits et de victoires. Un incident non moins caractéristique que celui que nous venons de rapporter, faillit arrêter en si beau chemin le chef mahratte, ou du moins lui fit changer son plan de campagne.

Il avait coutume de recevoir chaque jour à sa table une cinquantaine de brahmes. L'un d'eux s'éprit d'une jeune femme de la caste des Chummars (savetiers), et parvint à la rendre sensible. Pendant plusieurs mois, ce commerce dura inaperçu. Mais enfin il fut découvert. Cette abomination plongea dans le désespoir Purseram et l'armée mahratte. Personne n'était sûr de n'avoir pas communiqué avec le coupable, ou avec quelqu'un qui avait subi son contact depuis son impureté, et personne par conséquent n'était sûr de n'être pas souillé. Les brahmes erraient dans le camp, poussant des cris, déchirant leurs vêtements en désordre. Purseram Bhao, qui devait rejoindre un autre chef, Hurry-Punt, ne pouvait plus espérer de s'en approcher. Il y avait non loin de là une rivière sainte, la Toumbudra; il y marcha pour accomplir les purifications obligées. Mais dans l'esprit de bien des gens, il était douteux que la Toumbudra fût une rivière assez sainte pour laver une aussi horrible souillure que le mélange de castes. Purseram à tout événement s'approvisionna néanmoins de cette première purification, puis se dirigea sur Kourly, village on ne peut plus sacré, situé au confluent de la Toum et de la Budra. Là il accomplit de nouvelles purifications, et procéda à l'opération sacramentelle et éminemment efficace de la pesée. Il se mit dans le plateau d'une balance, dont l'autre plateau fut chargé d'or et d'argent, jusqu'à concurrence d'un poids égal à celui du Bhao, et cet argent fut distribué aux brahmes. Mais pour ne pas perdre absolument le temps consacré aux purifications, il en profita pour assiéger la forteresse de Houly Honora, qui était dans son voisinage, et de là il alla attendre, devant Simaga qu'il prit aussi, le moment où il devait faire sa jonction avec l'armée de Bombay.

Pendant que son empire lui était ainsi enlevé pièce à pièce, Tippou n'osait se hasarder en pleine campagne, tant ses forces étaient réduites. Deux tentatives qu'il fit, l'une en personne, l'autre par un de ses lieutenants, sur Coïmbatour, furent, avec une expédition du côté de Purseram qu'il ne rencontra pas, les seules marques d'existence qu'il donna. La guerre qu'il avait su rendre si promptement offensive à son début, n'était même plus pour lui énergiquement défensive. Il finit par se concentrer à Seringapatam. Lord Cornwallis qui avait achevé tous ses préparatifs, s'y présenta le 5 février (1792). Il prit aussitôt position. Tippou, dans ce dernier rempart de sa puissance croulante, avait fait d'immenses dispositions de défense. Seringapatam est bâtie sur une île de la haute Cavery. Le sultan l'avait entourée d'une ligne de redoutes, reliées entre elles par un fossé profond et protégées par une citadelle très-forte. En avant de cette ligne, et de l'autre côté de la rivière, il avait établi un autre système de redoutes, couvert sur son front par une haie-rempart de bambous, d'aloès et autres bois épineux, protégé en arrière par la rivière qui empêchait de tourner la position, et appuyé à sa gauche par un marais profond. Chaque redoute (il y en avait six) avait ses fossés, son glacis et ses chemins couverts. La dernière à gauche, celle qui confinait au marais, avait reçu le nom de Lally, nom qui réveillait les souvenirs d'une haine mortelle contre l'Angleterre. Cent pièces d'artillerie garnissaient la première ligne de défense, trois cents la seconde. Tippou avait encore avec lui ce qui restait de son armée, c'est-à-dire environ la moitié : 40 ou 50,000 hommes d'infanterie, et 15,000 de cavalerie. Il avait compté qu'un si formidable appareil de défense retiendrait l'ennemi assez longtemps pour que la saison des pluies vînt toujours à temps le forcer à la retraite. Les vents qui soufflent alors ont une telle violence et une telle malignité dans ces parages, que des écrivains anglais ont comparé leurs ravages à ceux de la peste. Mais cette surabondance de moyens était elle-même une cause de faiblesse, parce qu'elle divisait les forces et

multipliait les points vulnérables. Lord Cornwallis le montra bien, car sans s'arrêter à former un siége régulier qui eût pu en effet justifier les calculs du sultan, dès le lendemain de son arrivée, après la parade du soir, il donna ordre aux troupes de se tenir sous les armes. Il avait résolu de tenter une attaque nocturne, et d'enlever simplement les redoutes par escalade et par surprise. Cet immense train d'artillerie de siége qu'il avait amené ne devait même pas, quant à présent, brûler une gargousse. Ainsi étaient déjouées par une idée que sa simplicité même rendait, à force d'audace, impossible à prévoir, toutes les savantes et laborieuses dispositions que le sultan avait entassées pour sa défense. Le gouverneur général partagea son armée en trois corps, dont lui-même commandait le centre. L'aile droite, qui devait attaquer la fameuse redoute de Lally, marchait sous les ordres du général Medows; l'aile gauche était conduite par le colonel Maxwell. Derrière l'armée, venaient quelques centaines d'artilleurs européens et lascars sans canons, parce que l'artillerie eût entravé la rapidité de l'attaque, mais destinés à faire jouer contre l'ennemi sa propre artillerie à mesure qu'on s'en emparerait. Tout était prévu d'ailleurs pour le cas de réussite, comme pour celui d'échec sur un point ou sur un autre. Tippou ne supposait pas que lord Cornwallis voulût rien commencer avant l'arrivée du corps d'Abercromby. Aussi ne s'attendait-il à rien moins qu'à une attaque. Les Mahrattes eux-mêmes et les autres alliés prirent d'abord les préparatifs du général en chef pour des préparatifs de retraite, et ils témoignaient leur surprise de cette pusillanimité. Ce fut bien pis lorsqu'ils ne purent plus douter qu'il s'agissait sérieusement d'une attaque. Alors, épouvantés, consternés, on les vit faire leurs adieux à leurs amis anglais, qu'ils croyaient marcher à une mort certaine. Leur stupéfaction n'eut plus de bornes, lorsqu'ils virent un aussi grand personnage que le gouverneur général, se mettre lui-même à la tête des combattants, comme un simple soldat.

Entre dix et onze heures, chaque colonne avait atteint son point d'attaque. La lune jetait une clarté magnifique, qui disparut bientôt sous des nuages de fumée. Tippou achevait alors son repas du soir. A la première alarme, il se hâte de monter à cheval. Les Mysoriens, d'abord étonnés, avaient cherché à se rallier; mais la haie-rempart, après une résistance assez vive, était franchie, et les Anglais pénétraient pêle-mêle avec les fuyards dans les lignes ennemies. Sans perdre de temps, la colonne du centre passe la rivière, et son avant-garde se précipite aux portes de la citadelle, dans l'espérance qu'on n'aurait pas eu le temps de les refermer. Mais il était déjà trop tard; Tippou, qui avait à peine eu le temps de la devancer, continuait à donner ses ordres. Bientôt la seconde division arrive à la suite de la première, mais plus lentement dans le gué encombré de fuyards. La troisième division de la colonne du centre suit la seconde; mais son chef ne jugeant pas la position tenable, repasse la rivière et rejoint lord Cornwallis. Ce dernier, resté dans le camp ennemi à la tête d'un corps de réserve, s'était affaibli considérablement en envoyant des renforts sur divers points. Tippou, qui avait rallié une partie de son armée, s'était hâté de saisir cette occasion d'accabler le général en chef. Ce fut alors que la troisième division arriva fort à point pour le délivrer. Les Mysoriens, attaqués à la baïonnette, tinrent bon jusqu'au point du jour; mais alors ils abandonnèrent le terrain. Avant ce moment, d'ailleurs, le bruit du combat avait amené sur ce point le général Medows et le colonel Maxwell, qui avaient enlevé chacun leur redoute aux deux extrémités de la ligne de défense. L'armée victorieuse prit une position très-forte dans le midi de l'île, et se prépara cette fois à un siége en forme contre la citadelle. Peu de jours après, Abercromby arriva avec un renfort de 2000 Euro-

péens, 4000 indigènes et de l'artillerie. Lord Cornwallis s'était présenté le 5 février devant Seringapatam; dans la nuit du 6, il avait enfoncé la première ligne des fortifications de l'ennemi; le 7, il commença ses travaux contre la seconde. A partir de ce jour, Tippou, qui sentait son trône chanceler, ne remit plus le pied dans son palais. Une tente grossière et sans ornement abritait les soucis du sultan. Il songea alors à demander la paix. Dès le 15, ses propositions, d'abord repoussées, commencèrent à être écoutées. Des conférences eurent lieu tous les jours suivants, et le 24 on rédigea une minute de traité, dont les stipulations principales étaient que Tippou abandonnerait aux alliés la moitié de son territoire; qu'il leur payerait pour frais de guerre 3 crores et 30 lacs de roupies; que deux de ses fils seraient livrés en otage aux Anglais, pour la garantie de l'exécution du traité. Ce traité irrita fortement l'armée, qui s'était promis un riche butin de la prise de Seringapatam, et qui d'ailleurs était animée d'une haine toute personnelle contre Tippou. On eut de la peine à arracher les soldats à la tranchée. Cependant, le 26, l'exécution du traité commença par l'envoi des deux plus jeunes fils du sultan au camp des Anglais. C'était bien de la hâte de la part de Tippou, car les préliminaires seulement étaient arrêtés, et d'autres points restaient en litige, qui faillirent tout brouiller. Le sultan avait à cœur de punir un rajah qu'il avait rendu son tributaire, et qui, impatient de secouer le joug, avait profité de l'invasion des Anglais pour s'allier avec eux. Cette même raison faisait que lord Cornwallis mettait du prix à le sauver des vengeances du sultan. Il voulait donc faire comprendre son territoire au nombre de ceux qui étaient abandonnés aux puissances alliées. Mais le traité portait textuellement que la part de chacune des puissances serait formée des provinces adjacentes à leurs territoires respectifs. Or le district de Markuri appartenant au rajah ne confinait aux États d'aucun des alliés. Fondé sur la lettre du traité, Tippou s'obstina à ne s'en point dessaisir. Lord Cornwallis ne s'obstinant pas moins, les choses en vinrent à ce point que les canons furent remis en batterie et les fils du sultan dirigés sur le Carnatique. Mais le lendemain ils furent rappelés. Tippou céda, et les signatures furent apposées sur le traité définitif. Par suite de cet arrangement, les Mahrattes eurent pour limite la rivière Toumbudra. Le Nizam gagna l'espace compris entre le Pennar et la Kistnah. Quant aux Anglais, ils s'arrondirent de trois côtés : à l'est du Mysore, par l'acquisition du territoire de Barahmal et des Lower-Ghauts, qui devinrent une barrière pour le Carnatique ouvert de ce côté; au sud, par un district voisin de Dindigul; à l'ouest, par la principauté héréditaire du sultan sur la côte de Malabar.

Toutes ces affaires terminées, Cornwallis se rendit à Madras, où le retinrent encore quelque temps de nouveaux arrangements à prendre au sujet des éternels embarras financiers du nabab, puis il fit voile pour Calcutta Il aurait eu à cœur d'y surveiller la mise à exécution du système administratif et judiciaire qu'il avait introduit; mais la guerre qui venait d'éclater entre la France et l'Angleterre lui fit juger sa présence nécessaire dans le Carnatique. Lorsqu'il y arriva, Pondichéry qu'il venait prendre était pris, et, le temps de ses fonctions étant expiré, son successeur nommé, il n'aspira plus qu'à retourner en Angleterre. Plus heureux qu'aucun de ses prédécesseurs, il fut loué, récompensé, honoré pour avoir fait exactement l'opposé de ce qu'il avait eu mission de faire. Il était venu pour établir le règne de la paix, et il avait presque toujours été en guerre; il était venu pour abolir le système des alliances offensives et défensives, et il s'était fait des alliés à toute outrance; il était venu pour introduire un régime d'économie dans les finances, et il avait dépensé plus qu'aucune autre administration précédente. Au pre-

mier bruit de ses succès, l'assemblée des propriétaires lui vota des remercîments unanimes; plus tard, le 23 janvier 1793, la cour des directeurs décida qu'une statue lui serait élevée dans la maison de la Compagnie des Indes. Elle lui vota en outre, à lui ou à ses hoirs, pour une durée de vingt années, à prendre du jour de son départ pour l'Inde, une pension de 5000 livres sterling. Cette sorte d'apothéose qui lui était décernée de son vivant, n'empêcha pas quelques voix de lui rappeler qu'il était un simple mortel. Au milieu de ce concert de louanges, un parole s'éleva du sein de l'Inde même, qui opposait à la politique du triomphateur une autre politique. On le blâmait surtout d'avoir traité avec Tippou qu'il tenait à sa merci. Mais Cornwallis, dominé en cela par ses idées européennes d'équilibre et de contre-poids, n'avait jamais songé à abattre le sultan du Mysore. Il le regardait comme nécessaire pour contre-balancer la puissance des Mahrattes ou du Nizam. Il fondait le repos de l'Inde sur l'établissement de trois ou quatre grandes puissances assez fortes pour s'inspirer mutuellement du respect ou de la crainte, et pour ne plus laisser aux Anglais d'autre rôle que celui de suprêmes modérateurs. A cela sir Thomas Munro répondait que le plus sûr moyen de maintenir la paix, était de rendre ses ennemis très-faibles et soi-même très-fort. Il préconisait l'esprit de conquêtes eu égard à certaines circonstances, et traçait sur la carte les frontières que lord Cornwallis eût dû donner aux possessions anglaises. Il montrait ce que l'Angleterre avait à redouter encore des forces de Tippou, qui avait, disait-il, perdu la moitié de ses revenus, mais non la moitié de son pouvoir. Et en effet il faisait voir par combien de points les frontières anglaises demeuraient vulnérables aux coups du sultan, grande tentation pour un homme qui ne demandait qu'à frapper, et comment il eût été aussi facile que prudent d'y remédier. Les vues de sir Thomas Munro s'étaient formées dans l'Inde, et à la seule école de l'expérience. A une politique un peu théoricienne et d'un autre monde, il opposait une politique toute pratique. Les faits, il faut le dire, se chargèrent de lui donner raison.

L'événement ne fut pas non plus favorable aux vues administratives de lord Cornwallis. En voulant créer, par la propriété qu'il conférait aux zemindars, un grand corps aristocratique, riche, puissant, qui envelopperait l'Inde entière et servirait d'intermédiaire entre le gouvernement et la population, il ne réussit qu'à répandre sur la face du pays une nuée de mendiants, et cela par un mécanisme bien simple. Le zemindar, déclaré propriétaire du sol, était seul comptable de l'impôt. Or la rentrée de l'impôt ne pouvant *souffrir de* retard, on donna pour sanction aux droits du gouvernement, la vente des terres des contribuables retardataires, et l'on établit pour ce cas une procédure spéciale et expéditive. D'un autre côté, le zemindar n'avait aussi contre le ryot en retard que la voie de l'expropriation, mais cette fois sous le régime de la loi ordinaire et avec toutes les lenteurs habituelles de la procédure anglaise. Il résulta de là qu'en fort peu de temps ce grand corps de propriétaires que lord Cornwallis avait voulu fonder n'existait plus, et que tous les zemindars expropriés, ruinés, étaient littéralement réduits à la mendicité. En 1796 déjà un dixième de la totalité des terres des trois provinces, Bengale, Bahar, Orissa, avait été mis en vente. L'accumulation des procès de ce genre, combinée avec les lenteurs de la procédure, produisit un autre résultat inattendu; les tribunaux en furent tellement encombrés, que la justice en fut arrêtée. Dans une seule cour, il y eut jusqu'à 30,000 procès en arrière. On calcula qu'au train dont allaient les choses, les plaideurs n'auraient désormais pas moins de cent ans à attendre pour obtenir satisfaction, et encore à supposer que l'arriéré ne se grossît point. Mais, au contraire, il allait grossissant

d'une manière incalculable, car on avait senti que, pour les ryots vexés par les zemindars, ou pour les zemindars créanciers des ryots, une justice aussi lente était un déni de justice, c'est-à-dire une quittance pour les débiteurs, et que c'était en outre un encouragement à la mauvaise foi, et par conséquent aux procès. On établit donc, tantôt en faveur des uns, tantôt en faveur des autres, des règlements qui, sans jamais atteindre le juste équilibre cherché, excitèrent tantôt les uns, tantôt les autres à multiplier les procès. La ruine des zemindars en fut hâtée beaucoup plus que l'expédition des affaires. Alors on exigea de tout plaideur qui introduisait une instance, la consignation d'une somme assez forte. C'était livrer le pauvre au riche, comme une proie à dévorer. Après de vains palliatifs, on en vint à reconnaître que le seul remède était d'augmenter le nombre des juges; mais il eût fallu le faire dans une proportion telle, que l'imagination, et surtout l'économie de la Compagnie s'en effraya. On préféra rendre aux zemindars leur droit antique de se faire justice eux-mêmes, et de vendre sans autre forme de procès, les biens du ryot qui ne payait pas. Ainsi, après avoir enlevé à celui-ci la protection de la justice, on lui enleva celle de la loi, et un régime établi en vue de rendre à tous une justice égale, aboutit en définitive à rendre plus écrasante que jamais l'oppression du faible.

## CHAPITRE XXI.

### RENOUVELLEMENT DE LA CHARTE DE LA COMPAGNIE. REPRISE DE LA GUERRE AVEC LE MYSORE. MORT DE TIPPOU SAHIB. DÉMEMBREMENT DE SON EMPIRE.

Le 21 septembre 1792, sir John Shore avait été nommé successeur de lord Cornwallis. Les questions relatives à l'Inde, toujours pendantes alors devant le parlement par le procès de Hastings, l'étaient aussi par le renouvellement de la charte de la Compagnie. Toutes les grandes villes commerciales de l'Angleterre demandaient à grands cris la liberté du commerce. La Compagnie, de son côté, faisait valoir de puissants arguments en faveur de son monopole. Elle offrait une somme annuelle de 500,000 livres sterling, applicables comme impôt aux dépenses publiques de l'Angleterre. Elle consacrait 500,000 autres livres à l'extinction de sa dette, et portait de 8 à 10 pour cent le dividende de ses actionnaires. Sa pétition fut admise, et le nouveau bill ne fut guère qu'une reproduction du bill de 1784. Entre autres modifications sur des points secondaires, par égard pour les doléances des villes de commerce, on y introduisit l'obligation pour la Compagnie, de leur réserver sur ses vaisseaux un lest de 3000 tonneaux. Fox s'éleva encore contre la prépondérance que les dispositions de ce bill donnaient au ministère dans le gouvernement de l'Inde, où il avait tout pouvoir sans encourir aucune responsabilité. Mais la majorité ne voulut pas ouvrir les yeux sur les dangers que l'orateur lui signalait, et le bill fut adopté.

La ruine des établissements français avait semé dans l'Inde une multitude d'hommes aventureux qui avaient préféré au retour dans leur patrie, les chances de fortune que leur offraient les révolutions dont l'Inde était travaillée. Il y avait de ces Français à la cour de presque tous les princes du pays, chez les Mahrattes, chez le Nizam, enfin chez Tippou Sahib. Partout ils étaient bien reçus et même recherchés, car on les employait à discipliner les troupes et à introduire dans les armées tous les avantages de l'organisation ou de la stratégie européennes. Tippou Sahib surtout, qui, depuis l'humiliation que lui avait infligée le dernier traité, ne cessait de tourner plus que jamais ses yeux vers la France, Tippou Sahib en avait un grand nombre à sa cour, où il les attirait par des faveurs marquées. Un horloger français qui savait à

peine lire et écrire, était devenu son secrétaire et son conseiller. D'anciens officiers de Lally ou de Bussy, d'autres de toutes conditions, se partageaient les bonnes grâces du sultan. Il y en eut bientôt assez pour qu'on vît un bel et bon club de Jacobins s'organiser à Seringapatam. Ce fut un certain Ripaud, ci-devant corsaire, qui présida à cette fondation. L'installation s'en fit avec cérémonie. Le sultan, dès six heures du matin, se rendit sur la place d'armes, où une députation du club le devait complimenter. Les couleurs françaises furent arborées, et au moment où la députation parut, l'artillerie de la ville salua le drapeau tricolore de 2,500 coups de canon; le fort salua aussi de 500 coups. Tippou dit: « J'adresse ce salut au drapeau de votre patrie qui m'est chère. J'en suis l'allié; ce drapeau flottera dans mes États aussi longtemps que ceux de la république ma sœur. » Alors on planta l'arbre de la liberté, coiffé du bonnet phrygien. On brûla au pied de l'arbre les attributs de la royauté. On jura mort aux tyrans, excepté *le citoyen* Tippou Sahib, et après le serment civique, on chanta autour de l'arbre et du drapeau: *Amour sacré de la patrie*. Cette fête, moitié sublime et moitié grotesque, se termina par un bal. Mais ce qui ne fut que grotesque, ce fut un code militaire que le corsaire Ripaud, qui s'était déjà proclamé ambassadeur de la république, prit la peine de rédiger pour les États du citoyen Tippou. Une des dispositions les plus remarquables de ce code était la peine de mort portée contre ceux qui tenteraient de rétablir la royauté. Le vertige n'était pas seulement, on le voit, dans ces têtes françaises qui, à cinq mille lieues de leur patrie, lui rendaient un hommage filial entouré de circonstances si étranges. Tippou, qui laissait s'improviser ainsi autour de lui des ambassadeurs et des législateurs, et traitait sérieusement cette mascarade, se laissait emporter sinon à l'ivresse du patriotisme, du moins aux transports de sa haine pour l'Angleterre. Il y a lieu de croire que le fils de Haïder était réellement sous la fascination de cette haine; car s'il n'eût donné que par politique, et pour se rendre plus redoutable aux Anglais, une telle solennité et une telle importance à de pareilles manifestations ou à de pareils personnages, il n'eût point permis à un Ripaud de compromettre par des impertinences aussi burlesques le succès de cette tactique. Toutefois, ce corsaire lui rendit des services plus réels et plus analogues à son véritable métier. Il conduisit à l'île de France deux envoyés du sultan chargés de s'entendre avec le gouverneur. Peu s'en fallut, il est vrai, qu'il ne les conduisît à Bombay, car trop fidèle à sa vocation de corsaire, il les traita pendant la traversée, de manière à leur faire croire que sur le vaisseau de leur maître ils étaient en pays conquis. Pour donner plus de poids à ses menaces, il leur arracha leurs dépêches, qui eussent pu les compromettre violemment par-devant les Anglais. Mais moyennant la rançon qu'il leur extorqua de cette manière, il les mena fidèlement au terme de leur ambassade. Le gouverneur de l'île de France leur promit tout ce qu'ils voulurent, et leur donna comme à-compte un général, un amiral, huit officiers de marine ou d'artillerie, vingt-six officiers et sous-officiers d'infanterie, et une soixantaine de soldats européens ou mulâtres. Seulement, comme si tout le monde à cette époque eût eu le transport au cerveau, il n'oublia rien pour faire savoir à l'Angleterre et au monde, que le sultan Tippou fraternisait avec la république, et que celle-ci lui envoyait une magnifique armée de soixante hommes, sans doute pour exterminer les tyrans. Le Mysore n'étant pas en guerre alors avec l'Angleterre, le sultan dut être peu charmé de voir que, dans leurs accès de verve patriotique, les hommes d'État de la république divulgassent ainsi les secrets de leurs négociations, et qu'ils fissent tant de frais pour compromettre leurs alliés lors-

qu'ils en faisaient si peu pour les servir.

Au moment où sir John Shore arrivait dans l'Inde, le trône du Bengale devenait vacant par la mort du nabab Mubarek-al-Doulah. Bien que les Anglais eussent aboli l'hérédité dans cette famille, cependant ils donnèrent pour successeur au nabab décédé, l'aîné de ses vingt-cinq enfants, Uzaar-al-Doulah. La dignité qu'ils lui conféraient se trouvait réduite à une telle insignifiance, que cet événement n'exerça aucune influence sur les affaires. De sérieux embarras leur vinrent du côté des Mahrattes. Mahdadji Scindiah, chef de l'un des plus puissants États de cette confédération, vint aussi à mourir. La famille de ce chef appartenait à la caste des Soudras, et à la profession des ryots ou cultivateurs. Son père fut le premier qui porta les armes; il s'y fit distinguer, se poussa à la cour, où il eut pour fonction de porter les pantoufles du peschwah, fonction assez relevée dans les idées orientales. Il lui arriva un jour, pendant une longue audience que donnait le peschwah, de s'endormir à la porte et si profondément, que lorsque le peschwah sortit, Ranadji Scindiah ne se réveilla pas. Ce fut pour lui un coup de fortune, car le peschwah cherchant ses pantoufles, eut la satisfaction de les apercevoir entre les bras de son serviteur, qui, tout en dormant, les tenait religieusement serrées sur sa poitrine. Cette fidélité vigilante encore jusque dans l'assoupissement des sens domptés par le sommeil, émut tellement le peschwah, qu'il ne mit plus de bornes à sa faveur. Ranadji Scindiah devint un chef puissant dans la province de Malwa. Il laissa à son fils Mahdadji Scindiah un héritage grevé de dettes considérables, et qui disparut même complétement dans la dissolution momentanée de l'empire mahratte, après la sanglante bataille de Panipat (1761). Blessé à cette bataille d'un coup de hache qui le rendit infirme pour le reste de ses jours, Mahdadji Scindiah fut laissé parmi les morts, et y fût resté sans doute sans un porteur d'eau qui le ramassa et le transporta dans le Deccan. Infirme et ruiné, Scindiah n'en demeura pas moins un puissant personnage à la cour de Pounah, et bientôt, la mort de Mulhar-Rao-Holkar, fondateur de la dynastie de ce nom, vint faire de lui le plus puissant des chefs mahrattes. Scindiah avait de l'ambition, et il s'empara en réalité de tout le pouvoir du peschwah. Mais il avait le cœur mahratte, et il s'appliqua soigneusement à conserver le prestige qui entourait les vieilles institutions de son pays. Personne ne s'appliqua plus que lui à donner l'exemple du plus profond respect pour le représentant légitime d'une autorité qu'il avait usurpée, ni à maintenir le lien qui faisait l'unité et la force de l'empire. Quoique reconnu prince indépendant par les Anglais, c'était surtout contre eux qu'il se proposait de donner un libre essor à sa fougue ambitieuse. Le bruit courut même un instant, d'une alliance qu'il venait de faire avec Tippou Sahib, pour fondre sur les États du Nizam. Les Anglais se trouvèrent si faibles contre une telle ligue, que pour ne point se compromettre avec elle, ils refusèrent au Nizam toute assistance. On ne sait ce qui en fût advenu, lorsque Scindiah mourut en 1794, sans avoir encore rien tenté. Il ne laissait point d'enfants, mais seulement trois neveux, dont l'un avait un fils que Scindiah avait pris en affection singulière. Ce fut cet enfant âgé de 13 ans qu'il désigna pour son successeur. On le nommait Daoulut-rao-Scindiah. Les veuves de Mahdadji Scindiah voulurent disputer le trône à cet enfant, mais il les vainquit, et l'autorité du nom qu'il portait lui acquit bientôt par lui-même ou par ses ministres une grande prépondérance. Peu après, l'expédition projetée contre le Nizam eut lieu, mais sans l'assistance de Tippou. Nizam Ali vaincu consentit à payer aux Mahrattes trois crores de roupies, et à leur abandonner un territoire d'un revenu de 35 lacs. Sur ces entrefaites, le peschwah mourut (27 octo-

bre 1795). Sa mort amena des divisions dans le pays; mais Badji Rao, son successeur légitime, appuyé par Scindiah, entra dans Pounah à la tête de l'armée de son défenseur, et monta sur le trône.

Une seule famille existait alors, qui pût lutter de puissance avec Daoulut Rao, c'était celle d'Holkar. Mulhar-Rao-Holkar avait une origine à peu près semblable à celle de Mahdadji Scindiah : il était berger. Comme le père de ce dernier, il prit les armes, et comme lui il éleva rapidement sa fortune. Il chassa les Portugais de Bassein et de la côte, ce qui, avec ses autres exploits, lui valut, en 1728, une principauté d'une douzaine de districts sur les bords de la Nerbudda. Il l'arrondit plus tard, et après avoir conquis le Malwah, en y ajoutant la province d'Indore. Cela lui valut de prendre rang au nombre des douze pairs (si l'on peut se servir de ce mot) de l'empire mahratte. Toute sa vie s'écoula dans des expéditions souvent lointaines, et dans des excursions sur les terres mogoles, aux dépens desquelles il agrandit continuellement ses États. Il mourut en 1766, âgé de soixante-seize ans, laissant pour successeur unique, un petit-fils qui donnait des marques de folie, et qui dans un règne très-court trouva le temps de se rendre odieux. Une fièvre cérébrale l'ayant emporté, la descendance de Mulhar-Rao-Holkar était éteinte, et le seul successeur du dernier rajah, d'après les lois mahrattes, se trouvait être sa mère. Le nom de cette femme, Ahalya-Bëï, est un de ceux que les Mahrattes ne prononcent encore qu'avec une sorte de piété. Il a jeté un éclat dont la légende s'est emparée, et cette femme, qui pendant une longue suite d'années a régné sur des peuples guerriers et farouches, par le seul ascendant de la bonté, de la douceur et des vertus les plus touchantes, est restée pour eux l'objet d'un culte pieux comme incarnation de la divinité. Il semble qu'elle ait eu dès l'abord la puissance d'amollir ces cœurs sauvages, au point d'y remplacer par le dévouement le plus sincère, les passions les plus vivaces et les plus traditionnelles chez les Orientaux, je veux dire cet esprit de ruse, de perfidie et d'ingratitude, que l'approche du pouvoir substitue dans leurs âmes à tous les sentiments humains. A peine sur le trône, Ahalya s'adjoignit un certain Tukadji-Holkar pour commander ses armées. Ce nouvel Holkar, qui n'avait rien de commun que le nom avec ceux qui venaient de s'éteindre, eût pu, suivant l'habitude du pays, user de l'autorité que lui donnaient de hautes dignités et le commandement d'une armée, pour réduire sa souveraine à n'être plus que l'instrument de sa propre ambition. Mais au contraire, il l'entoura toujours de la vénération la plus attentive et de la plus religieuse soumission. Ainsi tous les deux donnèrent sur le trône ou au pied du trône, un double exemple que l'Inde n'avait pas vu depuis longtemps : une souveraine appliquée à enrichir ou à soulager plutôt qu'à dépouiller ses sujets; un sujet puissant, appliqué à soutenir plutôt qu'à usurper le pouvoir de sa souveraine. Elle récompensa la fidélité de son ministre en l'adoptant solennellement, ce qui l'autorisa à porter le titre de fils de Mulhar-Rao-Holkar. Ahalya était en telle vénération parmi tous les peuples mahrattes, que Mahdadji Scindia, quoique plus puissant qu'elle, crut qu'il était d'une politique habile d'entretenir avec elle des relations de bon voisinage, et de lui donner des marques de déférence. A la mort de Scindiah, le nom d'Ahalya se trouva être le seul nom puissant parmi les Mahrattes. Elle-même mourut à l'âge de soixante ans, après en avoir régné trente. Tukadji lui succéda. Tels étaient, dans ce coin de l'Inde, les personnages et les États nouveaux qui entraient sur la scène, vers l'époque où sir John Shore exerça les fonctions de gouverneur général. Ils avaient d'ailleurs tous, et surtout Scindiah, des armées disciplinées à l'européenne, et commandées par des officiers français, hommes de mérite, comme MM.

de Boigne, de Lally, neveu du général, Perron, qui finit par se faire un petit État et une armée à lui.

Ces troupes françaises faillirent attirer les Anglais sur le territoire du Nizam, presque aussitôt après l'invasion mahratte. Il avait auprès de lui un officier nommé Raymond, qui lui avait amené un bataillon de 300 hommes. Beaucoup de Français sortis du service de Tippou, après la prise de Seringapatam, étaient venus augmenter ce bataillon. On en forma sur le même modèle vingt-trois autres, formant en tout un effectif d'environ 14,000 hommes. Ces 14,000 hommes ne suffirent point pour arrêter les Mahrattes; mais c'était beaucoup plus qu'il n'en fallait pour éveiller la susceptibilité ombrageuse des Anglais. La présidence de Madras fit sentir au Nizam que c'était là bien du monde, et surtout qu'il lui était peu séant d'avoir à son service les ennemis des Anglais. Elle en vint même à le menacer de la guerre, s'il ne renvoyait Raymond et sa troupe. Peut-être le Nizam eût-il résisté, si par bonheur une révolte de son fils qui éclata en ce moment, ne l'eût mis à la merci des Anglais. Bien loin de leur tenir tête, il implora leur secours, et plus tard, il demanda qu'en remplacement des Français qu'il congédiait, on lui donnât du moins un corps de troupes britanniques. Mais la présidence refusa, par ménagement pour les Mahrattes.

Le personnel de l'Inde tendait alors à se renouveler intégralement. Tous les vieux acteurs dont les noms nous sont devenus familiers, quittaient ce théâtre, où ils avaient joué le rôle de victimes. Fyzoulla Khan, le vieux chef des Rohillas, était mort (1794), et les Anglais avaient profité de cette circonstance pour dépouiller sa postérité, dont ils conférèrent l'héritage au nabab d'Oude. Celui-ci n'eut pas le temps d'en jouir, il mourut aussi, et la vacance du trône légua quelques embarras au gouvernement de Calcutta, qui soutint alternativement deux compétiteurs; mais il s'en tira suivant l'habitude, en profitant sur tous les deux, et après une contestation de plusieurs années, Saadut Ali fut définitivement proclamé (janvier 1798). Un autre événement plus grave fut la mort de Mahomet Ali (13 octobre 1795). Celui-ci laissait derrière lui près de soixante années d'administration et d'intérêts étroitement mêlés aux intérêts anglais; c'est-à-dire soixante années de dettes toujours croissantes, et un pays complétement ruiné; avantage que partageaient d'ailleurs en ce moment tous les pays soumis à la domination anglaise. Le vieux nabab, âgé de soixante-dix-huit ans, avait vu naître cette domination, il en avait en partie fait les frais. Sa mort enlevait à l'Inde le dernier témoin de cette lugubre histoire : histoire déjà finie en quelque sorte, car le fait de la conquête n'était plus en question, non plus que le fait de la dissolution de l'empire mogol. Captif, aveugle, presque mendiant, le dernier de ceux qui avaient pu se croire encore à peu près empereurs, allait aussi bientôt mourir. Une autre Inde, une autre histoire commençaient. Pouvoirs nouveaux, rôles nouveaux, hommes nouveaux, surgissaient ou allaient surgir de toutes parts. Un seul homme, un seul empire, restaient debout de tous ceux que le souffle de Mahomet avait répandus sur la vieille terre de Brahma, et que le travail des siècles y avait enracinés. Cet homme était Tippou, cet empire, le Mysore : homme et empire de la veille, et qui n'avaient point de lendemain; tardif et dernier jet, que la séve mogole déjà tarie faisait soudain apparaître sur quelque racine perdue d'un vieux tronc desséché, pour le voir aussitôt périr comme ces bourgeons qui, trompés par le dernier soleil d'automne, s'essayent à poindre sous la première gelée d'hiver. Au-dessous de l'alluvion musulmane, qui avait nourri la luxuriante végétation d'empires dont la face de l'Inde s'était couverte, la conquête anglaise ayant balayé cette première couche, allait retrouver vivante dans les Mahrattes l'Inde primitive et indoue, l'antique et indomptable génie qui s'est

éveillé sur le berceau du monde, vieil enfant qui a vu tout passer et vieillir sans pouvoir vieillir ni passer lui-même. Mais finissons-en d'abord avec ce qui reste de l'Inde musulmane.

Après l'arrangement des affaires d'Oude et du Rohilcund, sir John Shore se sentit rappelé en Europe par sa santé. On lui donna d'abord pour successeur lord Cornwallis, qui avait été son prédécesseur. Mais celui-ci, après avoir accepté, ayant été nommé vice-roi d'Irlande, on choisit définitivement le comte de Mornington, depuis marquis de Wellesley. Il arriva à Madras en avril 1798, et à Calcutta le 18 mai.

Tippou ne se tenait pas pour battu, et les gouvernants anglais pouvaient regarder la guerre comme imminente. Les circonstances ne leur paraissaient pas favorables. A Pounah, Daoulut-Rao-Scindiah, tout-puissant, était leur ennemi. A Haïderabad, le parti français triomphait plus que jamais, auprès du Nizam irrité de s'être vu abandonné par les Anglais dans sa guerre avec les Mahrattes. A Arcot, le nouveau nabab du Carnatique, Omdut-al-Omrah, ne pouvait pardonner aux Anglais l'intention où ils étaient de reprendre une fois encore l'administration de ses revenus. D'un autre côté, Bonaparte était en Égypte et cherchait à nouer des relations avec Tippou Sahib. Dans un moment si menaçant, et où la prudence eût commandé à la Compagnie de prendre l'initiative, pour attaquer ses ennemis avant qu'une haine commune les eût réunis en faisceau, il fut reconnu qu'elle ne possédait même pas des ressources suffisantes pour une guerre défensive, et qu'elle les pourrait à peine rassembler avant le printemps de l'année suivante (1799). Forcé de renoncer à attaquer immédiatement Tippou, lord Wellesley employa le temps en préparatifs à l'intérieur, et en négociations au dehors. Il commença par sommer le Nizam de congédier les bataillons français qu'il avait alors à son service, sous les ordres de Raymond. Cette troupe était le plus ferme espoir du Nizam dans ses démêlés avec les Mahrattes, mais elle était aussi son plus grand danger dans ses rapports avec les Anglais. Mis en demeure d'opter entre le danger qui lui venait de Pounah et celui qui lui venait de Madras, il licencia les Français, à la condition qu'on les remplacerait par six bataillons anglais, qui resteraient à sa disposition, moyennant un subside annuel de 201,425 roupies. La présidence essaya alors d'arranger la querelle toujours subsistante pour des tributs arriérés entre les Mahrattes et le Nizam. Mais le peschwah, dominé par Scindiah, déclara qu'il ne voulait point accepter la médiation anglaise. D'un autre côté, Tippou éludait toutes les propositions qu'on pouvait *lui faire* pour s'entendre avec lui, et cherchait à gagner du temps, c'est-à-dire des forces. Entourée de voisins si malveillants, la Compagnie était donc acculée à la nécessité de vaincre, pour obtenir une paix solide. Lord Wellesley avait ramassé de l'argent, réuni des troupes; le 3 février (1799) elles entrèrent en campagne. Deux corps d'armée devaient concourir à l'expédition: l'un, de 20,000 hommes, commandé par le général Harris, avait son point de départ à Velore, *dans le* Carnatique; l'autre, venant de Bombay, sous les ordres du général Stuart, se rassemblait à Cananore dans le Malabar. Le point de jonction des deux armées était sous les murs de Seringapatam. C'était, quant au nombre, à l'instruction et à la discipline, la plus belle troupe que les Anglais eussent encore possédée dans l'Inde. Les colonels Read et Browns commandaient dans le midi un petit corps auxiliaire, chargé d'appuyer les opérations de M. Harris, général en chef. Tippou n'essaya pas de résistance vraiment sérieuse en dehors de Seringapatam. Après une seule rencontre avec l'armée du général Stuart, et une autre avec l'armée principale, il vint se renfermer dans sa capitale, où les Anglais arrivèrent le 5 avril. Tippou avait ajouté encore aux fortifications

de cette place. Le 16 avril, les assaillants reconnurent que les approvisionnements tiraient à leur fin, ce qui mettait le général Harris dans l'alternative de battre en retraite, ou d'attendre des convois, ou enfin de vaincre avant d'avoir épuisé ses ressources. Ce dernier parti était, sinon le plus sûr, du moins le plus glorieux. Il en voulut courir le hasard. Tippou, à diverses reprises, voulut essayer de la voie des négociations, comme il avait fait durant toute la guerre. Mais le général était trop pressé pour s'amuser à parlementer, et le siége n'en allait pas moins grand train. Lié d'ailleurs par les instructions qu'il avait reçues, il ne pouvait offrir au sultan que des conditions trop dures pour être acceptées, et chaque progrès de l'armée assaillante les rendait plus dures encore, toujours en vertu des mêmes instructions. Le 8 mai, la brèche était praticable, et l'on se prépara à l'assaut. Tippou, sur le bord de l'abîme dont il pouvait déjà apercevoir le fond, avait perdu non son courage de soldat, mais sa fermeté d'esprit comme chef. Il ne savait plus que se livrer aux femmes, aux flatteurs, aux astrologues. Ses yeux couraient après le bandeau qui devait lui masquer l'imminence de sa chute trop évidente. Quand la dernière heure fut venue, le sang du guerrier se ranima dans ce corps que l'âme du chef avait abandonné. Il fit charger ses espingoles, et se précipita au plus fort du danger. Descendu dans un fossé, il y combattit corps à corps avec une rage telle, qu'une de ses anciennes blessures à la jambe se rouvrit, et que, ne pouvant plus se soutenir, il demanda un cheval. Bientôt les siens ayant péri ou l'ayant abandonné, il songea à rentrer dans la place. Mais entre la première et la seconde enceinte, il reçut une balle dans le côté droit. Un détachement anglais occupait déjà l'issue intérieure du passage, où se ruaient une foule de fuyards. Pris dans cette foule qu'il cherche en vain à percer, et que le feu du dedans refoulait sur le feu du dehors, le sultan reçoit une autre blessure. Son cheval, aussi blessé en même temps, se cabre et le renverse. Tippou, ramassé par quelques serviteurs fidèles, qui le placent sur un palanquin, est renversé une seconde fois par les ondulations de la cohue, et demeure cette fois sous les pieds des vivants et parmi les cadavres des morts. Ce fut là qu'il fut aperçu par des soldats anglais qui survinrent. Tenté par la richesse de son baudrier, l'un d'eux veut s'approprier ce butin. Le sultan, encore à demi vivant, ramasse ses forces et porte au soldat un coup de sabre qui le blesse au genou. Alors le blessé faisant effort pour se soutenir, appuie son mousquet sur la tempe du sultan, lâche la détente et lui fait sauter la cervelle.

Cependant les Anglais avaient pénétré de toutes parts dans la ville, et cherchaient le sultan qu'ils croyaient enfermé dans son palais. Dans cette conviction, peu s'en fallut qu'ils n'y missent le feu pour le forcer à se montrer, car ils redoutaient toujours quelque piége. Enfin, après avoir longtemps parlementé, ils parviennent à s'en faire ouvrir les portes, et le fouillent en tout sens; ils n'y trouvent point celui qu'ils cherchaient, mais seulement deux de ses fils, inquiets eux-mêmes sur le sort de leur père. Nul n'en savait de nouvelles. Enfin, sur une indication donnée par le killidar ou gouverneur du palais, on s'avisa d'aller le chercher au lieu où il avait combattu, et où peut-être il avait péri. Des milliers de morts et de mourants jonchaient cette place, et il était nuit. On fait apporter des torches. Après quelques recherches, on découvre le palanquin de Tippou. Un homme était dessous qui respirait encore. C'était un des officiers attachés au sultan. On l'interroge, il indique l'endroit où il présume que son maître a dû tomber; on y court, et après bien des peines on l'y trouve en effet. Il avait les yeux ouverts, et la fureur du combat avait laissé une telle vie empreinte dans ses traits, que, sous le voile de sang qui les couvrait, il pa-

raissait vivant encore. Pendant quelques instants on y fut trompé. Son corps était percé de quatre grandes blessures. Il portait un amulette attaché au bras. On l'enleva respectueusement, et il fut enterré à côté de son père Haïder Ali, avec tous les honneurs de la guerre.

Ainsi finit Tippou Sahib, dernière colonne marquant les confins de ce vaste horizon historique, dont l'autre extrémité voit se dresser la grande et formidable figure de Timour. Ce fier et vaillant empire mogol, si étincelant d'ardeurs guerrières et d'instincts de force, était venu expirer dans les langueurs, comme ces grands fleuves qui se perdent insensiblement dans les sables. La conquête anglaise ne procéda point comme les autres conquêtes, en abattant violemment et brusquement ; elle ne respirait point l'orgueil du vainqueur, mais l'astuce du marchand. Elle fut sournoise, perfide, elle s'imposa moins qu'elle ne s'insinua. Intrépide dans le combat, on eût dit que sa victoire seule lui faisait peur, et qu'elle n'osait en ramasser le fruit. Ce n'était pas à son ennemi que sa victoire était mortelle, mais à son allié, et il valait mieux être vaincu que secouru par elle. Le vaincu en était quitte pour un tribut, l'allié y perdait sa souveraineté. Toutefois, un peu plus tôt, un peu plus tard, le vaincu devenait à son tour un allié, c'est-à-dire un prince dépouillé : et voici par quel mécanisme : sa défaite l'avait affaibli, les frais de la guerre avaient momentanément épuisé ses ressources. Ses voisins, ou, à défaut de voisins, les Mahrattes profitaient de cette circonstance pour vider avec lui les vieilles querelles dont ils étaient toujours approvisionnés. Alors son impuissance et son désespoir le jetaient dans les bras des Anglais qui, étant ses créanciers par le tribut, s'empressaient d'accourir pour sauver leur gage. La dette du prince secouru s'accroissait d'autant, car l'intérêt commun n'était pas secouru à frais communs. Comme le tribut avait été calculé de manière à ne lui pas laisser de superflu, cette nouvelle dette le rendait insolvable. Bientôt les arriérés s'accumulaient, et, en se capitalisant, augmentaient le déficit. Souvent les voisins n'en étaient que plus acharnés à se jeter sur les dépouilles d'un État qui s'en allait en ruine. Alors ses intérêts étaient tellement mêlés avec les intérêts anglais, qu'ils n'étaient plus siens. La Compagnie qui, dans un premier arrangement, peut-être s'était contentée de lui prendre une portion de territoire, lui disait : Ne craignez rien ; mais comme vous êtes aussi inhabile à vous défendre qu'impuissant à payer vos dettes, renvoyez vos troupes qui ne vous servent de rien, et prenez les miennes ; en revanche, je prendrai, pour assurer leur entretien et ma créance, *l'administration* de vos revenus, sur lesquels je vous assurerai une pension, et je vous maintiendrai nabab contre tous vos ennemis. Obligé d'en passer par toutes les conditions qu'il plaisait à son allié de lui imposer, le malheureux prince se voyait alors, au milieu de ses États, dépouillé de terres, de troupes, d'argent, d'autorité, et n'ayant rien à faire que de rendre des saluts aux hôtes aimables qui, pour prix de quelques avances qu'ils lui avaient faites, voulaient bien prendre *la peine* d'exercer la souveraineté *chez lui*, sous ses yeux, en son nom et à sa place. C'est ainsi que l'Angleterre introduisit dans la sphère politique, le manége de l'usurier qui vient au secours d'un fils de famille. C'est ainsi que l'empire mogol fut conquis, ou plutôt qu'il s'infiltra dans les mains anglaises. C'est ainsi que se perdit le nabab du Carnatique ; ainsi le subahdar du Deccan, ainsi le nabab du Bengale, ainsi le nabab d'Oude, tous, excepté Tippou. Quand des périls plus grands appelaient un plus grand développement d'activité, de vigilance et d'énergie, l'Angleterre leur faisait un lit de repos, en les habituant à compter sur elle. Une fois couchés sur le lit, ils ne se relevaient plus. L'empire mogol commence comme une légende de Titans, et finit comme une chroni-

que d'énervés. C'est qu'en effet l'Angleterre n'attendait pas la fin de leur premier sommeil, pour leur soutirer le sang et leur couper les nerfs. Dans ce grand lit mortuaire de l'empire mogol, le léopard britannique s'était fait vampire. Pâles, épuisés, trahissant par leurs efforts mêmes une incurable défaillance, ceux qui avaient une fois caressé le léopard, étaient mordus par le vampire, et ne pouvaient plus se remettre debout. Timour seul voulut rester et resta debout. Seul il voulut ne s'étendre que sur le lit qu'il s'était fait de ses propres mains. C'était aussi un lit de mort, mais du moins il y tomba entier, et ne se survécut pas à lui-même. Il tomba de toute sa hauteur : l'histoire relève sa statue.

Il est à remarquer au reste que ce qui est vrai ici pour la race mogole, ne l'est point encore pour la race indoue. Chose étonnante, il y avait une vitalité plus grande dans la vieille race vaincue que dans la race plus jeune des conquérants, témoin, non-seulement le peuple mahratte, mais tous ces petits princes que nous avons vus tomber debout, eux aussi, le polygard de Bobilé, le rajah de Tanjore, le rajah de Bénarès, et bien d'autres. Les Anglais ne purent les soumettre, ils furent forcés de les abattre. A leur égard il y eut réellement conquête, en ce sens que, à leur souveraineté abolie de fait et de nom par la force des armes, on en substituait immédiatement une autre. Plus tard, nous verrons les Indous eux-mêmes se laisser aussi énerver. Mais le peschwah finira en somme par être abattu, et Scindiah restera jusqu'à un certain point indépendant.

Tippou laissait des fils; mais on rendit au sang de ce prince l'honneur de le croire incompatible avec le repos de l'Angleterre. Son empire fut démembré. Le partage se fit entre les alliés, d'après un principe de proportion réglée sur la part que chacun avait eue aux frais de la conquête. Les Anglais s'adjugèrent tout ce que Tippou avait sur la côte de Malabar, ainsi que les districts de Coïmbatour et de Daraporam, ce qui unit leurs possessions de la côte orientale de la péninsule à leurs possessions de la côte occidentale. Ils retinrent en outre toutes les places et forteresses dominant les passages des montagnes (les Ghauts), qui séparent le Carnatique du Mysore. Enfin Seringapatam, la capitale, et l'île sur laquelle elle est bâtie, complétèrent cette part du lion. On donna à Nizam Ali les districts riverains de la Kistnah, et sa frontière fut dessinée au sud, par une ligne tirée de Chittle-Droug à Colar, et passant par Serah. Seulement les Anglais retinrent les forteresses, qui eussent fait au Nizam une frontière trop forte. Les Mahrattes n'eurent guère que les deux tiers de cette part, et prirent la leur à l'ouest, en partie sur la province du Canara, en partie sur celles qui lui sont contiguës et qu'elle sépare de la mer. Les Anglais purent se donner un grand air de magnanimité et de justice, en profitant d'un petit coin de terre qui restait, pour y rétablir le descendant des anciens rajahs de Mysore dépossédés par Haïder. Il y eut donc encore un rajah de Mysore. Celui-ci était un enfant en bas âge. On le déclara souverain indépendant; titre un peu somptueux à côté des clauses suivantes qui en étaient les conditions : Toutes les forces employées à la défense de ses États devaient être anglaises; une somme annuelle de 7 lacs de pagodes lui était imposée pour l'entretien de ces troupes; en cas de guerre ou de préparatifs de guerre, les Anglais pouvaient étendre indéfiniment cette somme; si les circonstances l'exigeaient, ils pouvaient non-seulement s'immiscer dans l'administration du rajah, mais encore s'en emparer tout à fait. Telles furent les bases sur lesquelles ils assirent la souveraineté d'un prince indépendant. Quant aux enfants de Tippou Sahib, on les logea dans la forteresse de Velore, où il leur fut alloué pour leur subsistance, une somme convenable et supérieure à celle qu'ils tenaient du sultan leur père. Les grands officiers de ce prince

et les principaux personnages de son empire, furent aussi traités avec générosité. Comme ils acceptèrent, l'âme de Tippou fut réellement extirpée du monde, et scellée dans sa tombe d'un sceau d'argent.

## CHAPITRE XXII.

### TRAITÉ DE BASSEIN. GUERRE AVEC LES MAHRATTES. LES PINDARRYS.

Les Anglais, dans le traité de partage, avaient fait la part du Nizam assez grande et presque égale à la leur. D'après la règle de proportion qu'on avait établie, cette libéralité eût pu paraître surprenante, car Nizam Ali était loin d'avoir contribué autant qu'eux-mêmes à la guerre. Mais, chose plus surprenante encore, pour qui ne connaîtrait pas le mécanisme que nous venons d'expliquer, à peine Nizam Ali eut-il été reconnu souverain de ces terres destinées à l'indemniser, qu'elles passèrent dans les mains des Anglais. Le 12 octobre 1800, un traité fut signé, par lequel le Nizam abandonnait à la Compagnie toutes les acquisitions qu'il avait pu faire aux dépens de Tippou, tant par le dernier traité que par celui de 1792. Les Anglais s'engageaient à augmenter d'un régiment de cavalerie et de deux bataillons de cipayes les troupes qu'ils avaient mises au service du Nizam. Ils se réservaient toutefois la faculté d'employer dans leurs propres guerres la totalité de ces troupes, moins deux bataillons attachés à la personne du Nizam. Celui-ci s'engageait même à fournir de son propre fonds, lorsqu'il en serait requis, 9,000 fantassins et 6,000 cavaliers. Il soumettait d'ailleurs à l'arbitrage des Anglais tous les différends qui pouvaient survenir entre lui et ses voisins. Ainsi, pour quelques centaines d'hommes (1,500 au plus), dont ils fournissaient le secours, les Anglais augmentaient leur territoire de plusieurs provinces, leur revenu de 1,758,000 pagodes, obtenaient le droit de retirer, sans rien restituer, toutes leurs autres troupes quand ils en auraient besoin, et même d'exiger gratuitement 15,000 hommes des propres troupes du subahdar. Il y eut pourtant à Londres des esprits exigeants qui trouvèrent ce traité désavantageux. La raison qu'ils en donnaient était qu'il mettait la Compagnie dans la nécessité de défendre un territoire plus étendu (le sien et celui du Nizam) que celui qu'il lui rapportait; argument qui revient exactement à dire que, en retour des 1,500 hommes qu'on accordait au Nizam pour défendre ses États, on aurait dû le dépouiller de ses États. Lord Wellesley, qui ne manquait ni d'ambition, ni de résolution, ni de génie politique, trouva qu'un prêt de 1,500 hommes était suffisamment payé par l'acquisition d'un revenu perpétuel de près de 20,000,000, et d'un territoire qui reconstituait presque en entier dans les mains de l'Angleterre l'empire de Tippou Sahib. Jamais peut-être, en effet, secours pareil n'avait été payé aussi cher.

Pendant que les armes anglaises obtenaient de si grands triomphes dans le sud de l'Inde, les mouvements des Afghans dans l'ouest venaient attirer de ce côté toute la sollicitude du conseil suprême. Deux fois Shah Zeman s'était avancé contre les Mahrattes, et deux fois la révolte de son frère Mahmoud l'avait forcé à revenir sur ses pas. Dans une circonstance si menaçante pour l'Indoustan tout entier, et pour les Mahrattes en première ligne, lord Wellesley avait fait tous ses efforts pour s'entendre avec Scindiah; mais rien ne put vaincre, même sous le coup d'un danger imminent, la répugnance de celui-ci pour une alliance anglaise. Ce fut alors que le gouverneur général entama avec la Perse ces négociations dont il a été question dans l'introduction de cet ouvrage, et sur lesquelles nous ne reviendrons pas. En même temps le gouverneur général saisit cette occasion d'enlever au nabab d'Oude le peu de pouvoir qui lui avait été laissé. Il lui fit présenter ce qu'il appelait un plan de réforme militaire, qui consistait à congédier toutes les troupes du nabab pour les

remplacer par des troupes anglaises. « La Compagnie, lui écrivit-il, ne saurait, malgré sa bonne volonté, remplir l'engagement pris par elle de défendre les États de Votre Excellence contre tout ennemi, qu'à une seule condition : c'est de maintenir une force assez considérable pour qu'elle puisse suffire à vous protéger efficacement par elle-même, indépendamment de tout renfort que les circonstances pourraient exiger. »

On eut de la peine à convaincre le nabab que la manière la plus efficace de protéger sa souveraineté était de la lui ôter; et, plutôt que d'y consentir, il offrit son abdication. Comme on ne voulait pas même lui laisser le droit de désigner son successeur, il la retira. Mais le gouverneur général attachait une importance singulière à la conclusion de cette affaire. Bientôt le nabab ne fut plus le maître d'abdiquer ou de ne pas abdiquer. Les troupes destinées à occuper *ses États* furent dirigées sur Oude, et lui-même mis en demeure d'assigner les terres destinées à leur entretien, ou de se démettre du pouvoir. Il voulut du moins stipuler des garanties pour ce qu'on ne lui enlevait pas. Lord Wellesley s'impatientait et pourtant voulait éviter toute apparence de violence. Il fit un dernier effort en envoyant à Lucknow un de ses frères, Henri Wellesley, avec un ultimatum portant, comme condition principale, que le nabab eût à céder aux Anglais une portion de ses États pour l'entretien de leurs troupes, avec la souveraineté et l'administration du reste. On ne voit pas trop ce qu'il pouvait sauver après des concessions pareilles. Néanmoins le traité finit par être signé en 1801, et le nabab fut maintenu. On s'occupa immédiatement du licenciement de ses troupes, et on lui accorda en retour le droit de requérir le service des troupes anglaises toutes les fois qu'il en aurait besoin, sans être tenu *à aucun déboursé* pour ce service.

L'administration de lord Wellesley fut vigoureuse, habile et brillante. Elle acheva ce qui avait été ébauché laborieusement par les autres, et marqua, dans l'histoire de la Compagnie, l'apogée de la période conquérante. L'Angleterre, qui pendant longtemps avait reculé devant le système de conquêtes, et n'y était entrée qu'à son corps défendant, et sous l'empire des circonstances, l'Angleterre avait alors conscience de sa force et marchait d'un pas résolu à une destinée qu'elle avait en quelque sorte remplie avant d'avoir osé la rêver : la conquête de l'Inde. D'un autre côté, les peuples s'accoutumèrent à l'idée de cette domination. L'Angleterre envisageait fixement le terme de son ambition, l'Inde voyait clairement toute sa servitude. Le maintien des princes indigènes sur des trônes dont on avait usurpé tous les pouvoirs, ce mensonge politique qui avait servi de masque à la faiblesse convoiteuse des spoliateurs et à l'orgueil humilié des princes dépouillés, ce mensonge ne trompait plus personne. Maintenir si près d'un pouvoir qu'on leur enlevait, des princes qui désormais avaient connaissance des effets de ce pacte et de la nullité absolue où on les voulait réduire, c'était bien moins un artifice de la faiblesse qu'un signe éclatant de force et une apparence de justice. Cela montrait qu'on ne les craignait pas et qu'on savait néanmoins respecter en eux d'anciens droits. Lord Wellesley surtout s'appliqua à bien établir que ces sortes de transactions étaient un acte libre et une pure condescendance de l'Angleterre, que la souveraineté comme la force était tout entière dans ses mains. Il s'attaqua avec une rigueur inexorable aux illusions, aux prétentions, aux espérances que le mensonge des gouvernements mixtes pouvait entretenir encore, et il réduisit impitoyablement ce système au pied de l'exacte vérité. L'heure lui parut venue de proclamer sans déguisement que l'Inde n'était plus ni mogole ni indoue, mais anglaise; et que devant le droit né de la conquête, tout autre droit se trouvait aboli. Les guerres qu'il entreprit furent réellement des guerres de conquêtes, c'est-

à-dire qu'elles eurent pour but avoué de contraindre les puissances indépendantes à adopter ce *credo* politique et à se courber sous le joug. Grande nouveauté, on pourrait presque dire grande révolution, que l'inauguration officielle de la politique d'agrandissement jusque-là constamment réprouvée par toutes les instructions de la cour des directeurs, par tous les actes du parlement qui, la veille encore pour ainsi dire, avait poussé la précaution jusqu'à interdire à lord Cornwalis toute alliance offensive et même défensive, hors le cas de guerre commencée ou de préparatifs flagrants de la part d'un État indigène. Pour lord Wellesley, il ne s'agissait même plus d'alliance avec les princes déjà feudataires de la Compagnie, il s'agissait du gouvernement direct et non contesté de celle-ci, gouvernement qui lui livrait tous les États de l'Inde, moins comme alliés que comme sujets. On ne désarme point un homme dont on veut se faire un allié. Le nabab d'Oude s'y trompa d'abord, peut-être parce que dès le début de cette négociation le gouverneur général avait négligé de changer les vieilles formules de la chancellerie du fort Williams; il disait encore : les États de Votre Excellence; il mettait encore le mot *protection* pour le mot *prise de possession :* mais le commentaire vint bien vite, et le nabab n'eut qu'à se résigner.

Les propositions que le gouverneur général avait faites à Scindiah n'ayant pas été accueillies, lord Wellesley profita habilement des circonstances pour faire pénétrer d'un autre côté l'alliance anglaise dans l'empire mahratte. Il y avait alors guerre entre Daoulut Rao Scindiah et la maison Holkar. Tuckadji, le fils adoptif d'Ahalya Bêi, étant mort, avait laissé quatre fils. De ces quatre fils, deux étaient légitimes, Casi Rao et Mulhar Rao. Les deux autres, Djeswant Rao et Etodji étaient enfants naturels. Casi Rao, l'aîné, avait les droits les plus incontestables à la succession de son père. Mais, quoique jeune, les infirmités du corps et de l'esprit le rendaient incapable, ou du moins suffisaient pour attiser les ambitions rivales. Mulhar Rao ayant pris les armes, entraîna avec lui l'armée; circonstance qui eût amené irrévocablement la chute de Casi Rao, si Daoulut Rao Scindiah n'eût épousé sa cause. L'intervention de ce chef redoutable intimida assez Mulhar Rao pour amener tout d'abord une réconciliation entre les deux frères; elle se fit en grand appareil et sous la foi du serment du Bel-Bundar ou gage du Bel (arbre sacré). Mais dans la nuit même qui en suivit la cérémonie, les troupes de Scindiah attaquèrent le camp de Mulhar Rao, qui fut tué dans le tumulte. Ses troupes furent tellement dispersées qu'il ne resta qu'un petit nombre d'hommes autour de *Casi Rao*. Un des frères naturels de *celui*-ci, Djeswant Rao, échappé de la mêlée, allait devenir un énergique vengeur de la maison de Holkar. Réfugié d'abord chez le rajah de Nagpore, il y fut arrêté, s'évada, fut repris et s'évada encore. Deux hommes formèrent d'abord toute son armée. Bientôt il en eut quatorze, moitié à lui, moitié à un serviteur dévoué. Traqué par Scindiah jusque chez ses amis les plus fidèles, et ne voulant pas les rendre victimes de leur hospitalité, il battit la campagne avec ses quatorze cavaliers, *ramassa* en peu de temps 120 fantassins mal armés, et avec cette bande remporta sur un détachement ennemi un premier avantage, qui lui valut quelques chevaux et une assez forte somme d'argent. La guerre de partisan grossit rapidement ses trésors et son armée. Des alliés lui vinrent, son courage et son étoile lui recrutèrent des partisans jusque dans l'armée de Scindiah, et le mit ainsi promptement en mesure de soutenir la guerre à armes égales. D'ailleurs, pour ôter à sa cause l'odieux que lui eût fait encourir tout projet d'ambition personnelle et d'usurpation, il se hâta de proclamer, à la place de Casi Rao qu'il combattait, un dernier fils de Tuckadji, enfant posthume, âgé de quelques mois à peine, et qui se nommait Kundi Rao. Il fit même graver sur son sceau :

Djeswant Rao, sujet de Kundi Rao. Cette modération acheva de lui rallier l'opinion d'un pays où le nom et les droits de la maison Holkar étaient en grande vénération. La guerre prit alors un aspect menaçant pour Scindiah. Ses villes tombaient au pouvoir de Djeswant Rao, ses troupes étaient battues en rase campagne. Quelques succès, obtenus de temps en temps, le vengeaient à peine de tant d'échecs et ne l'en dédommageaient pas. Lord Wellesley, revenant à la charge, n'en vit pas moins ses propositions éludées. Scindiah cherchait à traiter directement avec Djeswant Rao. Mais les prétentions de celui-ci s'étaient accrues, et des concessions qui eussent prévenu la guerre, si elles avaient été faites à temps, furent péremptoirement repoussées. Une grande bataille gagnée devant Pounah, sur les armées combinées de Scindiah et du peschwah, livra à Djeswant Rao cette capitale. Poursuivi par le vainqueur, qui eût voulu s'emparer de sa personne pour exercer le pouvoir sous son nom, le peschwah se réfugia de forteresse en forteresse jusque dans le Concan. Le gouverneur général, plus obstiné que jamais à la réalisation de ses projets, fit porter à Badji Rao, le peschwah fugitif, des propositions qui se résumaient en ces deux points : restaurer dans sa plénitude l'autorité du peschwah, alors usurpée par un certain Amrit Rao qui était son fils adoptif; conclure un traité d'*alliance défensive et de garantie réciproque*, ce qui signifiait mettre garnison anglaise dans les états mahrattes. Dans sa détresse, le peschwah avait été sur le point de demander un refuge à Bombay, et avait même requis l'assistance d'un vaisseau anglais. Il parvint cependant à éviter cette extrémité et à trouver un autre asile sur son propre territoire. Mais les propositions des Anglais n'en passèrent pas moins avec autant de facilité que s'ils l'avaient tenu en leur puissance, et le 31 décembre 1802 fut signée une convention connue sous le nom de traité de Bassein, dont les principales dispositions étaient que le peschwah admettait à son service des forces anglaises permanentes; que leur entretien serait assuré par une cession de territoire; que le peschwah ne ferait plus la guerre, de son chef, à aucune puissance, mais qu'il soumettrait tous ses différends à l'arbitrage des Anglais, et qu'il n'aurait de relations avec le dehors que par leur intermédiaire; que son autorité dans l'administration intérieure de ses États resterait intacte.

En vertu de ce traité, les troupes anglaises en observation dans le Mysore se hâtèrent d'intervenir. D'autres forces furent également rassemblées à Bombay et à Haïderabad, capitale du Nizam, pour appuyer les opérations du corps d'armée principal. Sir Arthur Wellesley, depuis si célèbre sous le nom de duc de Wellington, et alors major général, n'eut qu'à passer la Toumbudra pour forcer Holkar à la retraite. Amrit Rao, le peschwah usurpateur, était alors à Pounah. Le bruit courut qu'au lieu de défendre cette capitale contre les Anglais, il avait l'intention de la brûler. Soit que ce projet fût réel, soit qu'il n'eût aucun fondement, sir Arthur Wellesley ne lui laissa pas le temps de l'exécuter. Laissant son infanterie en arrière, il partit avec sa seule cavalerie (moins de 4,000 hommes), et, après une marche de trente heures, parut tout à coup devant Pounah. Surpris par cette visite imprévue, Amrit Rao n'eut que le temps de fuir, et le major général entra sans coup férir dans la ville, où le peschwah Badji Rao fut aussitôt rétabli avec la plus grande solennité.

Pour avoir restauré le peschwah soutenu par Scindiah, les Anglais n'étaient pas avec ce dernier en meilleure intelligence : au contraire, le gouverneur général prit aussitôt contre lui des mesures de défiance en lui enjoignant de quitter la position qu'il occupait sur les frontières du Nizam, et de repasser la Nerbudda. Scindiah, de son côté, quoique ami zélé du peschwah, ne voyait pas avec plaisir qu'une restauration pour laquelle il avait

combattu, se fût faite sans lui. Le traité de Bassein, par lequel la protection du peschwah passait de ses mains dans celles des Anglais, l'avait comme effacé de la scène politique; et lord Wellesley le lui faisait nettement sentir en le sommant de repasser la Nerbudda, c'est-à-dire de s'éloigner de Pounah. Le gouverneur général étendait ses vues plus loin : sans vouloir déclarer la guerre à Scindiah, et même en cherchant à traiter avec lui, il laissa au major général Arthur Wellesley, et au général en chef Lake, les pouvoirs les plus étendus et les instructions les plus précises pour obtenir, par toutes sortes de voies, l'expulsion de tous les Français, et l'occupation du Douab, ou terre comprise entre le Gange et la Djamna, depuis leur confluent jusqu'aux montagnes de Kumaoun. Le général Lake devait en outre prendre possession d'Agra et de Delhi, et unir cette conquête au Bundelcund par une chaîne de postes fortifiés. L'expulsion des Français, à laquelle le gouverneur général attachait une importance capitale, était la destruction d'une partie considérable de la puissance militaire de Scindiah; la chaîne des postes entre la Djamna et le Bundelcund était un empiétement sur son territoire ou sur celui de ses alliés; enfin, l'occupation de Delhi était l'absorption, au profit des Anglais, de l'autorité qui restait attachée au seul nom de l'empereur. Il n'était guère possible d'obtenir par les voies diplomatiques des concessions de cette importance. Scindiah, au contraire, rêvait en ce moment, non-seulement la suprématie dans les États mahrattes, mais encore la souveraineté du Deccan ; et, avec l'aide de ses Français, il espérait bien pouvoir chasser de l'Inde les Anglais eux-mêmes. La leçon que venait de lui donner sa guerre contre Holkar ne l'avait point guéri de ces chimères. Bien loin de se prêter aux vues des Anglais, il se mit à traverser par mille obstacles l'exécution du traité de Bassein. La haine du rajah de Bérar secondait en cela les ressentiments de Scindiah, et bientôt il se forma entre eux une alliance à laquelle Holkar lui-même vint s'adjoindre. Au lieu d'évacuer la position qu'il occupait sur les bords de la Nerbudda, Scindiah y reçut bientôt les renforts du rajah de Bérar. Il noua des intrigues avec tous les petits chefs mahrattes pour les engager à entrer dans cette confédération ; il chercha même à débaucher dans le Bundelcund les officiers du peschwah, alors devenu Anglais, et donna l'ordre au général Perron de se tenir prêt à agir. Ce dernier, par les jaghires qu'il avait reçus pour l'entretien de ses troupes françaises ou autres, était comme le souverain d'une partie des rives de la Djamna. Il cherchait, de son côté, à engager dans la cause commune les chefs *rohillas*. Le gouverneur général avait déjà plusieurs fois sommé Scindiah de s'expliquer sur toutes ces menées. Des dépêches de Perron et de Scindiah finirent par être interceptées, et alors le gouverneur général jugea qu'il était temps d'en finir avec les ménagements qu'il avait gardés jusque-là. Une dernière fois, et tout en protestant encore de ses intentions pacifiques, il fit sommer Scindiah et Bhousla, le rajah de Bérar, de rappeler leurs troupes dans leurs États respectifs. Ceux-ci répondirent qu'ils consentaient à abandonner leur camp le jour où les troupes anglaises seraient rentrées elles-mêmes dans les postes de Bombay, de Madras et de Seringapatam. Cette condition rejetée, ils offrirent de commencer leur retraite le jour même où sir Arthur Wellesley commencerait aussi la sienne. Comme leur mauvaise volonté devenait aussi évidente que leur bonne foi était suspecte, le résident anglais auprès de Scindiah fut rappelé (3 août 1803).

Les Anglais entraient en campagne avec une force de 55,000 hommes. Répartie en différents corps, cette armée devait fondre sur les États ennemis de tous les côtés à la fois. Le général Lake entrait par le nord, le major général Wellesley par le midi, les troupes de Bombay se jetaient à l'ouest

sur les possessions de Scindiah dans le Guzerat; enfin, le colonel Harcourt attaquait à l'est le rajah de Bérar en lui enlevant la province de Cottak en Orissa. D'autres petits corps occupaient des points intermédiaires avec charge de les garder ou d'exécuter des opérations de détail. Ainsi, cette armée, embrassant un théâtre plus vaste qu'aucun de celles qui avaient précédé, couvrait la péninsule dans sa plus grande largeur, depuis le golfe d'Oman jusqu'au golfe du Bengale, ce qui faisait de l'est à l'ouest une ligne droite de plus de quatre cents lieues.

Le général Lake occupait Caoupor dans le Douab: le 9 août il se mit en marche. Son armée se montait à environ 10,000 hommes. Le 29 il rencontra Perron qui se préparait à lui disputer les approches de la forteresse d'Allighur. Assez médiocre général, Perron, bien qu'il eût sous ses ordres une force double, fut battu et se retira vers Agra. Les Anglais prirent immédiatement Coël et vinrent mettre le siége devant Allighur. Défendue par des marais et par des rizières alors inondées qui la rendaient presque inabordable, cette place, résidence ordinaire de Perron, était en outre fortifiée avec le plus grand soin; elle n'avait qu'une seule porte protégée par le canon de deux bastions. Perron, en se retirant, y avait laissé le commandement à un autre officier français (le colonel Pedron), avec l'ordre de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. « L'armée de l'empereur ou celle du général Lake, lui écrivait-il, trouvera un tombeau devant Allighur.».... « Faites votre devoir, défendez le fort tant qu'il restera pierre sur pierre. Encore une fois, songez à l'honneur national, des millions d'yeux sont fixés sur vous. » Le colonel Pedron agit en conséquence, et peut-être eût-il sauvé Allighur; mais un officier anglais, au service de Scindiah, ayant quitté la place lorsqu'elle fut investie par ses compatriotes, tourna contre ses frères d'armes de la veille la connaissance des lieux qu'il avait acquise, et la liberté qu'ils lui avaient laissée. Sous sa conduite, les assiégeants, moitié par surprise, moitié par force, entrèrent dans Allighur après un assaut où les assiégés perdirent 2,000 hommes. La prise d'Allighur détermina Perron à traiter. Il fit parvenir au général Lake des propositions où il s'engageait à quitter le service de Scindiah, et demandait en retour l'autorisation de se rendre à Lucknow avec sa famille, ses trésors et les gens qui composaient sa maison, sous escorte de troupes anglaises ou de sa propre garde. Cette proposition inattendue était l'événement le plus heureux que les Anglais pussent espérer au début de la guerre. Aussi le général Lake s'empressa-t-il d'accéder à tout ce que lui demandait le général Perron. Celui-ci se rendit bientôt à Lucknow avec l'escorte qu'il se choisit lui-même: de là, il se retira bientôt après à Chandernagor. Ainsi, ce parti français, sur lequel Scindiah fondait de si vastes espérances, et qui causait à lord Wellesley tant d'ombrage, se trouva tout à coup désorganisé par la défection de son représentant le plus puissant.

Après avoir pourvu à la réparation et à la sûreté d'Allighur, le général Lake se mit en marche sur Delhi. Presque sous les murs de cette capitale, le général Bourquien, successeur de Perron, l'attendait avec une armée forte de seize bataillons d'infanterie régulière et de 6,000 hommes de cavalerie, dans l'intention de lui livrer une bataille décisive. Les Mahrattes, animés à la lutte, étaient décidés à payer chèrement la victoire. Les Anglais firent des efforts inouïs pour enlever leurs positions. Mais le courage éprouvé des troupes, l'habileté du général en chef, la résolution avec laquelle il paya de sa personne, tout vint échouer contre l'inébranlable fermeté de l'ennemi. Déjà celui-ci se croyait vainqueur, et peut-être en effet l'avantage lui fût-il resté, si, en simulant un mouvement de retraite, le général anglais n'eût réussi à l'attirer dans un piége où il fut mis en déroute. Les Mahrattes perdirent dans cette bataille 3,000 hommes tués ou

blessés, 68 pièces de canon et 68 caissons, dont deux chargés d'or et d'argent. Bourquien, abandonné par la plupart de ses troupes, vint, le 14 septembre, se rendre prisonnier avec quatre autres officiers français. Cette journée acheva la ruine du parti français à Delhi. Le vieil empereur Shah Allam s'empressa d'envoyer complimenter les vainqueurs et solliciter la protection de leurs armes. Le peuple fit comme son empereur et tendit avec de grandes démonstrations de joie au joug anglais sa tête fatiguée du joug français et mahratte. Le général Lake fit solennellement son entrée dans la capitale de l'empire mogol. Reçu par l'infortuné Shah Allam dans un palais où les vestiges du faste de ses aïeux ne pouvaient que lui rappeler plus durement sa propre misère, il reçut de cette ombre d'empereur tout ce que celui-ci pouvait donner, des titres et des épithètes pompeuses, telles que : « Glaive de l'État, héros de la terre, seigneur du temps, victorieux dans la guerre. » Shah Allam avait obtenu de Scindiah neuf lacs de roupies pour son entretien annuel. Mais de ces neuf lacs, il touchait à peine 50,000 roupies, et il vivait lui et sa famille dans une véritable misère. Le général Lake se hâta de lui assurer une condition meilleure. Il consacra quelques jours à ces soins et à l'installation d'une garnison anglaise dans Delhi, puis, le 24 septembre, il partit pour aller mettre le siége devant Agra. Il y était à peine arrivé (7 octobre) qu'il reçut la soumission du rajah de Bhurtpour qui, moyennant la reconnaissance de sa souveraineté et l'exemption de tout tribut, fournit aux Anglais un secours de 5,000 cavaliers pour cette campagne, et s'engagea par un traité d'alliance offensive et défensive à leur prêter son concours contre tous leurs ennemis. Déjà la défection de Perron avait entraîné dans le parti des Anglais bon nombre de petits chefs indigènes tyrannisés par les exigences de Scindiah et retenus par la seule terreur de sa puissance. Quelques semaines s'étaient à peine écoulées et les États de ce chef allaient se démembrant avec une rapidité plus merveilleuse encore que les illusions dont il s'était bercé. Agra n'obligea même pas l'armée assiégeante à lui faire les honneurs d'un siége en forme. La garnison en révolte venait d'emprisonner ses officiers européens. Les soldats étaient néanmoins résolus à se défendre. Campés en dehors du fort, sur les glacis, dans la ville et dans la mosquée principale, ils en furent délogés dès le premier engagement (10 octobre). Deux jours après, une partie de la garnison vint se joindre aux Anglais et, le même jour, le reste qui s'était réfugié dans le fort, demanda un armistice pour régler les termes d'une capitulation. Des difficultés qui naquirent au milieu des pourparlers firent recommencer le feu, et alors la résistance devint réellement énergique. Il fallut ouvrir la brèche, et dès le 17 elle était praticable; mais les assiégés n'attendirent pas l'assaut et se rendirent à discrétion. Cette conquête valut aux Anglais, indépendamment d'une grande quantité de munitions, 280,000 livres sterling en espèces et un canon gigantesque connu dans toute l'Inde sous le nom de grand canon d'Agra, pour le rachat duquel les autorités de la ville offrirent 12,000 livres sterling. Le général Lake eût voulu le faire transporter à Calcutta, mais il n'y avait aucun moyen humain de mettre en mouvement une pareille masse, au moins pour un tel voyage. Un autre incident singulier signala cette campagne, et nous le rapporterons comme trait de mœurs. On connaît le respect des Indous pour la vie de toute espèce d'animaux. Le singe surtout joue un rôle important dans la mythologie brahmanique; c'est, par exemple, avec l'aide de Sagriva et d'autres chefs de singes que Hanouman construisit le pont de Rama, entre l'île de Ceylan et le continent. Les singes, à cause de la place honorable qu'ils occupent dans la légende, sont donc honorés d'un culte tout particulier. Dans sa marche de Dehli l'armée anglaise rencontra deux villes très-sain-

tes, Muthra où est né Krishna, et Vindravana où il s'est manifesté pour la première fois sous la forme humaine. Grâce à la dévotion des habitants et des pèlerins, les singes ont pullulé dans le voisinage de ces deux villes, de manière à devenir incommodes et même dangereux. Un Indou supporterait toutes leurs attaques et périrait, s'il le fallait, plutôt que de commettre le sacrilége de se défendre. Mais deux officiers anglais aux prises avec une de ces troupes malfaisantes ne se crurent pas obligés de pousser la patience jusqu'au martyre, et lorsqu'il ne leur resta plus d'autre ressource, l'un d'eux fit feu de son pistolet. Ce fut alors une autre fête. Au lieu d'une nuée de singes, la foule dévote se rua sur eux pour les mettre en pièces, et les serra de si près, qu'il ne leur resta de chance de salut que de se jeter dans la Djamna, où même ils ne se sauvèrent pas; car ni l'un ni l'autre ne put arriver jusqu'à l'autre bord. La populace, qui n'avait pu les massacrer, eut du moins la satisfaction de voir les eaux de la ville sainte faire justice elles-mêmes des coupables.

Un dernier corps d'armée restait encore qui n'avait point combattu et qui venait de se grossir de quelques bataillons échappés à la bataille de Dehli. Le 27 octobre, le général Lake quitta Agra pour aller à sa rencontre. Après quelques jours de marche, il essaya de le surprendre avec sa seule cavalerie, et engagea un peu témérairement une action de nuit qui n'eut point le prompt succès qu'il en avait attendu, et qui fut soutenue avec assez de vigueur pour donner le temps à son infanterie d'arriver. La bataille devint alors générale, et fut disputée par les Mahrattes avec un acharnement et une intelligence où se manifestait avec éclat l'influence des nombreux officiers français qu'ils comptaient encore dans leurs rangs. Mais la vieille expérience des troupes anglaises, l'habileté du chef et sa rare intrépidité devaient l'emporter cette fois encore. Après avoir tenu bon jusqu'au soir, les Mahrattes furent enfin enfoncés et mis en déroute complète. Cette sanglante et brillante bataille de Laswari amena aussitôt la soumission des rajahs de Macherry, de Djeypour, de Joudpour, de la Begum Sumrau, femme d'un Européen qui s'était fait une souveraineté dans ces parages. Les rajahs de Sondipour, de Kotta, etc., imitèrent cet exemple, et bientôt, ayant abattu quelques petites résistances partielles, les Anglais se trouvèrent en possession paisible du Douab et du Bundelcund; ils avaient dissipé ou interné les Français, conquis la personne de l'empereur, établi leur chaîne de postes; les instructions du gouvernement général se trouvaient ainsi complétement remplies dans cette partie de l'Inde.

Sur les autres points, les armes britanniques n'étaient pas moins heureuses. Dès le milieu du mois d'octobre, le colonel Harcourt avait complétement réduit la province de Cottak, où est la fameuse pagode de Jaggernaut, et qui liait les possessions anglaises du Bengale à celles du Deccan. Le major général Arthur Wellesley agissait de son côté dans l'ouest avec cette vigueur et cette fermeté dont il avait déjà donné des exemples. Parti de Pounah le 4 juin, il commença par réduire Ahmednagur et son territoire, passa le Godavery, battit à Assaye avec 4,500 hommes Scindiah qui en commandait 50,000, dont 10,500 disciplinés et conduits par des officiers européens, et obligea Scindiah à lui faire sincèrement ou non des ouvertures de paix. Probablement ces ouvertures n'étaient pas sérieuses même dans la pensée de Scindiah, toutes compromises que fussent ses affaires et celles de son allié le rajah de Bérar, tant par l'issue de la bataille d'Assye, que par les succès du général Lake et par ceux du colonel Harcourt. En ce moment, Scindiah, qui poursuivait encore sur la rive gauche de la Nerbudda et en dehors de ses frontières, la chimère d'une guerre offensive contre le territoire du Nizam, laissait entrer chez lui les Anglais par tous les points, et avait déjà perdu la presque totalité de

ses propres États. Au nord on lui avait enlevé le Douab, le Bundelcund et les districts limitrophes; à l'ouest, les possessions du Guzerat et du Guicowar que le corps d'armée de Bombay venait de conquérir sous les ordres du lieutenant colonel Murray. Le rajah de Bérar n'était pas moins entamé à l'est par le colonel Harcourt. Plusieurs armées étaient détruites ou dissoutes. Toutes les forteresses de premier ordre, telles que Allyghur, Goualior, Baroach, etc., étaient prises. Un matériel immense, des approvisionnements de toute nature et de grandes quantités de numéraire avaient passé dans les mains de l'ennemi. Deux capitales comme Dehli et Agra étaient perdues, ainsi que la personne de l'empereur qui était désormais à la dévotion des Anglais. Le moment semblait donc venu de songer à terminer une guerre que l'on n'avait pu soutenir avec l'aide de toutes ces ressources, et que l'on ne pouvait se flatter de rendre plus heureuse avec toutes ces ressources de moins. Scindiah ne donna cependant aucune suite aux intentions qu'il avait montrées. Sa conduite, au reste, dénonçant sa faiblesse et l'absence de tout dessein réfléchi, parut dénoter en lui un esprit troublé, moins appliqué à suivre les clartés d'une raison ferme qui voit ses ressources, que l'entêtement d'un orgueil qui se roidit. Après avoir rallié conjointement avec le rajah de Bérar les débris de l'armée battue à Assaye, au lieu de rentrer dans ses provinces pour y concentrer sa défense, il s'en éloigna au contraire, et tourna vers le sud, comme s'il eût voulu marcher sur Pounah. Sir Arthur Wellesley l'y suivit d'abord; mais bientôt voyant qu'il avait affaire à un ennemi suffisamment embarrassé dans sa propre impuissance de rien tenter et de rien vouloir, il laissa là Scindiah et tourna vers le nord. Il ne restait plus rien à Scindiah dans le Deccan, sur le territoire qu'il s'obstinait à ne vouloir pas quitter. Assirghur, sa dernière forteresse, venait d'être prise par le colonel Stevenson. Libre de tout soin de ce côté, le major général repassa les Ghauts et la Godavéry, et se disposa à envahir les possessions du rajah de Bérar. Celui-ci, mieux avisé que Scindiah, s'était séparé de son allié et regagnait en ce moment ses frontières; il avait aussi repassé la Godavéry et se trouvait à Patery à deux journées de marche au sud d'Aurengabad où était sir Arthur Wellesley. Le major général vint au-devant du rajah. Scindiah venait alors de se décider à solliciter un armistice et l'avait obtenu. Mais ses troupes n'étaient pas encore rentrées dans les limites que les termes de la convention leur avaient fixées, et une partie de sa cavalerie se trouvait réunie à celle de Bhonsla, lorsque parut le major général. Sir Arthur n'avait point l'intention d'attaquer avant le lendemain. L'heure avancée et la fatigue de ses troupes lui imposaient ce délai. Cependant les escarmouches ayant engagé l'affaire et l'ennemi montrant l'intention d'en venir aux mains, il prit rapidement son parti . forma son armée en une seule colonne protégée en tête et en flanc par sa cavalerie, puis arrivé devant la ligne de bataille de l'ennemi rangé en avant du village d'Argaum, il démasque son infanterie et engage le combat. Les Mahrattes parurent d'abord s'y porter avec vivacité; mais une charge de la cavalerie de Scindiah ayant été repoussée, toute l'armée, abattue par le souvenir d'Assaye, lâche pied en un clin d'œil, et, grâce à un beau clair de lune, les Anglais en purent faire un grand carnage. Cette défaite fut le coup de grâce donné à la confédération. Ni l'un ni l'autre des deux chefs n'avait plus de troupes à mettre en campagne. Cependant, comme les forteresses tenaient encore, le major général se mit en devoir de les réduire. Il venait de prendre d'assaut celle de Gawilgur, lorsqu'il reçut un envoyé de Bhousla résigné à se soumettre. Un traité fut signé, par lequel le rajah de Bérar cédait aux Anglais la province de Cottak et s'engageait à n'employer jamais aucun officier ou fonctionnaire appartenant à une nation en guerre avec les

Anglais, ni même aucun Anglais ou sujet de l'Angleterre, sans l'autorisation du gouvernement. La rivière Wurdah était fixée comme sa limite du côté du subahdar du Deccan ; on lui restituait les forts de Nernallah et de Gawilgur avec leurs territoires respectifs. Scindiah de son côté cédait en toute souveraineté à la Compagnie toutes ses terres et forteresses du Douab et tous les droits qui y pouvaient être attachés ; tout ce qu'il possédait au nord des rajahs de Djeypour, de Djoudpour et de Gohud ; le fort et le territoire de Baroach dans le Guzerat, ainsi que le fort d'Ahmednagur dans le Deccan. Il abandonnait en outre tout ce qu'il possédait avant la guerre au midi des monts Adjunti dans le Deccan et les terres comprises entre cette chaîne et la Godavéry. Il s'engageait à ne prendre à son service aucun Français ni Européen, et renonçait à toute prétention sur le pouvoir de l'empereur, comme à toute intervention dans ses affaires. Les Anglais lui restituaient un certain nombre de forts dans le Deccan ou dans le Guzerat, et la jouissance d'anciens jaghires compris dans les territoires récemment conquis ; ils lui restituaient en outre quelques terres et quatre villages que sa famille possédait depuis longtemps dans les États du peschwah ; enfin ils s'engageaient à faire des pensions, en compensation des jaghires cédés, à tous ceux qui leur seraient désignés par Scindiah, jusqu'à concurrence d'une somme annuelle de soixante-dix lacs de roupies. Ce traité fut signé le 30 décembre 1803. La vigueur et l'habileté de l'administration de lord Wellesley venaient d'obtenir le triomphe le plus grand et le plus décisif qui eût encore signalé les armes et la politique anglaises dans l'Inde. En cinq mois de campagne il avait abattu d'un seul coup une puissance bien plus formidable que ne l'était celle de Haïder ou de Tippou, dont la réduction avait demandé plusieurs années ; il avait complétement et à toujours délivré l'Inde anglaise de l'éternelle appréhension que lui inspirait le parti français qui, des bords de la Cavéry aux bords de la Djamna, l'avait enveloppée comme d'un réseau dont les mailles se renouaient aussitôt que coupées. La population anglaise de Calcutta s'empressa de lui rédiger une adresse de félicitation.

On eut alors tout lieu d'être surpris de voir la guerre renaître des ruines mêmes de ceux qui venaient de la soutenir. Holkar, malgré son adhésion au traité d'alliance offensive et défensive des rajahs de Bérar et de Malwa, s'était abstenu jusque-là de leur apporter son concours. A peine les vit-il abattus qu'il s'empressa de relever leur drapeau déchiré. Fut-il séduit par l'ambition présomptueuse de faire à lui seul ce que n'avaient pu faire deux chefs plus puissants que lui par leur ligue, et même plus puissants chacun isolément par l'étendue de leur territoire? Fut-il effrayé de l'affaiblissement qui résultait pour l'empire mahratte de l'abaissement de ses principaux chefs? Espéra-t-il que les Anglais, épuisés par les efforts qu'ils venaient de faire, lui livreraient une proie plus facile? Chacune de ces considérations entra sans doute pour quelque chose dans l'acte de démence qu'il accomplit en rompant sa neutralité pour entrer dans la lice, lorsqu'il était déjà trop tard pour qu'il y pût sauver personne, ou y recevoir aide de personne. Tout en écrivant des lettres amicales au général Lake, après la bataille de Laswari, il n'en soumettait pas moins les Anglais à des vexations continuelles en faisant des incursions sur des territoires soumis à la protection britannique, mais restés néanmoins, disait-il, tributaires de Scindiah. Lake dut faire contre lui quelques manifestations pour le contraindre à renfermer chez lui ses troupes. Mais les rapports allaient toujours s'aigrissant. Trois officiers anglais qu'il avait à son service et qui, après la déclaration de guerre, demandèrent à se retirer, furent jetés en prison, puis mis à mort, leurs corps abandonnés aux chiens et leurs têtes placées sur des piques. Holkar les accusait d'avoir entretenu

une correspondance secrète avec le général Lake. Lui-même se mit en correspondance avec des chefs seiks ou rohillas, et chercha même à en compromettre d'autres en se faisant adresser en leur nom des lettres amicales qu'il fit intercepter par les Anglais. En même temps il prodiguait à ceux-ci les assurances de sa propre amitié. Mais déjà ils s'étaient mis en mouvement. Le canon allait répondre à cette petite guerre de ruses et de finasseries orientales. Sérieusement menacé, Holkar adressa au général Lake une lettre remarquable par un singulier mélange de soumission et de fanfaronnade. « L'amitié exige, disait-il, que, prenant en considération la longue intimité qui a existé entre moi et les Anglais, vous ayez égard aux représentations de mes wackils (envoyés). En agissant de la sorte, vous ferez quelque chose de profitable et d'avantageux. Sinon, je mets ma fortune et ma patrie sur les selles de mes chevaux, et plaise à Dieu que, de quelque côté que soient tournées les brides de mes braves guerriers, tout le pays dans cette direction tombe en mon pouvoir. » Les wackils avaient mission de poursuivre la reconnaissance du droit qu'avait Holkar de lever le tchout, suivant l'usage de ses ancêtres. Le tchout était une contribution d'un quart de revenu que les Mahrattes avaient la coutume d'imposer aux États qui espéraient se racheter par là de leurs incursions et de leurs pillages. Les wackils demandaient en outre la restitution de certains districts du Douab et de la province de Hurrim qui appartenaient à Holkar, et enfin, la garantie des Anglais pour toutes ses possessions. Toutes ces demandes furent écartées.

Les Pindarrys, nom qui va bientôt jouer un rôle dans cette histoire, sont des bandes indisciplinées et mercenaires qui ont paru pour la première fois dans l'Inde à la suite des armées mahrattes. Leur nom vient, dit-on, d'une sorte de boisson nommée pinda dont ils font un grand usage. Ils n'étaient d'abord qu'un ramassis de gens de toute espèce qui, comme nos routiers du moyen âge, mettaient leur épée aux gages de qui les payait. Un certain Ghazi-oud-din, qui les avait rassemblés et mis au service du peschwah Badji Rao, mourut devant Oujein et transmit ses bandes à son fils aîné, qui se distingua tellement au service de Mulhar Rao Holkar, qu'il en reçut un drapeau doré, marque d'honneur considérable. Celui-ci grossit beaucoup sa troupe, lui donna de l'importance et la transmit aussi à son fils. Les Pindarrys devinrent bientôt si nombreux que les bandes et les chefs indépendants se multiplièrent. Ces gens-là portaient, suivant l'expression de Holkar, leur patrie sur la selle de leurs chevaux. Aussi ne se faisaient-ils pas scrupule de servir dans des armées opposées, et de combattre les uns contre les autres. Au temps de la guerre entre Scindiah et Holkar, chacun des deux chefs avait ses Pindarrys. Tout en les employant, les Mahrattes les méprisaient. Holkar ne leur permettait point de paraître à sa cour ni de s'asseoir en sa présence. Scindiah fut le premier qui les traita avec considération, leur donna des titres et des terres; et Djeswunt Rao Holkar lui en fit des reproches. En campagne, le camp des Pindarrys ne se confondait jamais avec celui des Mahrattes. Ceux-ci les soldaient (environ un quart de roupie par homme et par jour), tant qu'ils les avaient sur leur territoire où, même en cas de guerre, le pillage leur était interdit. Mais au delà des limites du territoire mahratte, la solde était supprimée, et les Pindarrys ne vivaient plus que de pillage. Au reste, les Mahrattes ne se faisaient pas faute de piller ces pillards, et il arrivait fréquemment qu'après une campagne, le camp mahratte tombât sur le camp pindarry et s'arrangeât de ses dépouilles. Holkar en vint même plus tard à les vouloir complétement détruire. Quant à présent, il ne songeait qu'à se servir d'eux.

Pendant que l'on traitait de la paix qui venait de se conclure, un corps de

Pindarrys, au service de Scindiah, s'était avisé de vouloir continuer la guerre pour son propre compte. Au nombre de 10,000 hommes, ils avaient passé la Kistna et s'étaient dirigés sur la Toumbudra, dans l'intention d'intercepter les convois et de piller le pays. Le major général Campbell, qui commandait la réserve, se mit à leur poursuite et n'eut besoin que de les rencontrer pour en avoir raison. Ce jour-là même on signait dans le camp du général Wellesley, à Surdji-Audjengam, le traité de paix avec Scindiah et Bhousla. Le dernier coup de canon de cette guerre qui finissait avait été tiré contre les Pindarrys, ce fut aussi contre eux que fut tiré le premier coup de canon qui inaugurait la guerre nouvelle. Un de leurs chefs, Emir Khan, soudoyé par Holkar, parut dans le nord du Bundelcund, sur la rive gauche de la Betwah, manifestant l'intention d'envahir cette province et insultant des territoires protégés par les Anglais. Le colonel Shepherd, envoyé à sa rencontre, l'atteignit et le chassa devant lui. Le général Lake lui-même fit un mouvement et vint se mettre en observation au fort de Ballahira. Là, il reçut une dernière lettre de Djeswunt Rao, qui décidément jetait le gant avec le faste de paroles qu'on a pu remarquer dans le fragment cité plus haut. « Des provinces de plusieurs centaines de milles carrés seront pillées et ravagées. Le général Lake n'aura plus le temps de respirer. Des calamités innombrables tomberont sur des millions d'êtres humains. Les attaques de mon armée se succéderont comme les vagues de la mer sur le rivage. » Et, en effet, il se jeta tout d'abord sur le rajah de Djeypour. Tous les corps d'armée du gouvernement britannique étaient encore rassemblés : ils reçurent ordre immédiatement de recommencer à agir. Dans le Deccan, dans le Guicowar, dans le Malwa, partout les possessions de Holkar furent en un clin d'œil occupées. Le 28 avril (1804), l'armée expéditionnaire était rassemblée sous les murs de Djeypour. Un simple détachement envoyé à Bampour, seule forteresse que Holkar possédât au nord de la Chumbul, suffit pour la lui enlever et pour le forcer à repasser la rivière. Ce début de la campagne ne fut pourtant pas heureux pour les Anglais. Les chaleurs dévorantes du climat sévissaient contre cette armée avec une fureur inaccoutumée. Les vents d'ouest qui venaient de traverser un désert de sables brûlants semblaient ne répandre que des torrents d'un feu invisible dans l'atmosphère embrasée. Sous ce souffle dévastateur tout languissait, tout périssait consumé. Le pays était ravagé, les cours d'eau mis à sec. Les provinces du Radjpoutana en sont d'ailleurs presque dénuées. Dans la marche de l'armée anglaise, les hommes tombaient à chaque instant comme foudroyés, d'autres chancelaient comme dans l'ivresse, jetaient de l'écume par la bouche et finissaient également par tomber. On eût pu suivre l'armée au sillon de cadavres qu'elle laissait derrière elle ; on vit jusqu'à trois cents hommes expirer en un seul jour. Pour les survivants, le nombre toujours croissant des malades devenait un embarras de plus ; beaucoup étaient atteints de folie, quelques-uns se faisaient sauter la cervelle. Le général, pour alléger sa marche, se vit obligé de séparer son armée en deux corps, il laissa son infanterie à Purson, et continua de s'avancer à la tête de la cavalerie. Le 3 juin, un vent d'ouest qui s'éleva vers le milieu du jour, souffla avec une telle violence qu'il brisait les arbres, tuait les hommes ou les animaux. Des trombes de sable brûlant, soulevées par la rafale, renversaient tout ce qui se trouvait sur leur passage. Les tentes étaient enlevées, les arbres déracinés, le bétail asphyxié. Les Indous qui suivaient l'armée, se couchant par terre, poussaient des cris de désespoir, croyant assister à la ruine du monde. C'était la dernière crise de cette tempête de feu contre laquelle ils se débattaient depuis cinq jours, crise qui allait amener leur salut. En effet, les nuages rouges qui s'étaient amassés vers le soir à l'hori-

zon, finirent par se résoudre en torrents de pluie. Deux jours après, l'armée, un peu rafraîchie, atteignit enfin Agra. A part quelques avantages de peu d'importance remportés sur Holkar, et la prise de deux ou trois forts sous l'un desquels Emir Khan trouva le moyen de surprendre et d'exterminer entièrement deux compagnies de cipayes restées à la garde de la tranchée, cette première campagne n'amena aucun résultat. L'armée anglaise, décimée par le climat, avait besoin de se refaire ; elle fut répartie dans ses cantonnements, qu'elle avait regagnés avant le 15 juin.

Shah Allam profita de ce moment de repos pour conférer au général Lake des dignités réservées aux plus grands personnages de l'empire. Les insignes de ces ordres lui furent portés par un envoyé de l'empereur. Mais, à cause des pluies, la cérémonie d'investiture ne put avoir lieu que le 14 août. Ces ordres étaient le Mahi, le Mouratib et le Naobut. Le Mahi est un poisson d'argent avec une tête de cuivre doré; il est présenté au récipiendaire au bout d'une longue hampe plantée sur le dos d'un éléphant. Le Mouratib est une boule de cuivre doré supportée aussi par une hampe également portée à dos d'éléphant. Le Naobut est un double tambour d'argent qu'on suspend au cou du récipiendaire, lequel, après avoir frappé quelque temps sur les deux tambours, est proclamé sahibin-naobut. Le général Lake se prêta de la meilleure grâce du monde à cette cérémonie qui pouvait n'être que bizarre pour des yeux européens, mais qui, après tout, suivant les idées du pays, l'élevait en dignité au-dessus de tout ce qu'il y avait de plus considérable depuis le cap Comorin jusqu'à l'Himalaya, et depuis l'Indus jusqu'au Brahmapoutra, la seule personne de l'empereur exceptée.

Cependant Holkar, après avoir battu en retraite, était revenu sur ses pas et avait encore passé la Chumbul. Le colonel Monson se mit en mouvement avec l'intention d'aller à sa rencontre; mais l'annonce d'un convoi d'argent qui arrivait le fit tourner d'un autre côté, et ce fut Holkar qui se mit à le suivre. Cette expédition ne fut pas heureuse. Entouré de nuées de cavalerie qui grossissaient chaque jour, noyé dans des chemins effondrés par les pluies, arrêté par les rivières débordées, le colonel n'avançait que fort péniblement. Sa position était devenue si précaire, que Holkar crut pouvoir le sommer de mettre bas les armes et de livrer artillerie et bagages, ne lui promettant la vie sauve qu'à cette condition. Sur le refus du colonel, le Mahratte engagea un combat où il fut repoussé (10 juillet). Mais la position de l'armée n'en était pas moins assez difficile pour obliger son chef à chercher un refuge dans la place de Kottah. Le rajah n'en voulut pas permettre l'entrée aux troupes, ce qui obligea les Anglais à reprendre leur marche à travers un pays tellement impraticable qu'ils durent laisser ensevelis dans les boues, leur artillerie et une partie de leurs bagages. Au passage de la Baunar, ils surent se refaire une artillerie aux dépens de l'ennemi, à qui ils prirent trois canons; mais bientôt après, pour hâter leur retraite, ils durent abandonner le reste de leur bagage. Pour comble de malheur, Holkar parvint à nouer des intelligences avec des sous-officiers indigènes, et la désertion se mit dans l'armée anglaise. Bientôt, pour tenir tête à cette multitude de cavaliers qui l'assaillaient de toutes parts, Monson n'eut plus d'autre ressource que de se former en carré et de marcher ainsi la nuit et le jour. Les Mahrattes, à diverses reprises, fondirent avec fureur sur cette petite troupe qu'ils avaient cru tenir en leur pouvoir, mais ils ne réussirent pas à l'entamer. Le 28 juillet, elle rentra à Biana, et le 31 à Agra.

Ces échecs, essuyés coup sur coup, étaient assez graves pour obliger le général en chef à faire usage de toutes ses forces. Les Anglais avaient bien des injures à venger. Holkar leur faisait non-seulement une guerre heureuse, mais encore une guerre de barbare. Il contraignait ses prisonniers

à prendre du service dans son armée, et, s'ils refusaient, il leur faisait couper le nez et le bras droit, et les renvoyait en cet état; il en arrivait ainsi tous les jours. Cette vue animait à la vengeance l'ardeur des soldats, d'ailleurs enflammés par le courage et la fermeté de leur chef. Celui-ci ayant, malgré les pluies, employé le mois de septembre à concentrer ses troupes, entra en campagne le 1er octobre. Holkar s'était alors avancé jusque sur la Djamna, et même avait lancé sa cavalerie dans le Douab.

Holkar, battu dans une première rencontre, s'avança sur Delhi avec le dessein de s'en emparer. Les fortifications étaient en assez mauvais état; mais la vigueur du colonel Ochterlony, qui y commandait, suppléa à l'insuffisance des moyens de défense, et repoussa tous les assauts des Mahrattes. Holkar alors se jeta dans le Douab pour y porter le ravage. Lake l'y suivit, et laissa l'infanterie et de l'artillerie au major général Fraser, pour contenir l'infanterie de l'ennemi. Deux grandes victoires signalèrent bientôt le retour de la fortune au camp des Anglais. La première fut remportée à Dîg, par le major général Fraser, qui y périt après avoir tué 2,000 hommes à l'ennemi; l'autre par le général en chef contre Holkar en personne, qui se laissa surprendre au milieu de la nuit par un ennemi qu'il croyait à 36 milles de lui. Partie en effet d'un point éloigné de cette distance, l'armée anglaise arriva, combattit, poursuivit les Mahrattes, et ne s'arrêta qu'après avoir fait sans repos 70 milles (23 lieues et demie). Cette bataille de Furukhabad anéantit la cavalerie de Holkar, comme celle de Dîg avait rompu son infanterie. Les débris de celle-ci avaient cherché un refuge à l'abri des murailles de Dîg, place qui appartenait au rajah de Bhurtpour. Ce rajah avait passé de l'alliance des Anglais à celle de Holkar. C'était un chef Djât, tribu pillarde qui avait fini par s'établir entre l'Indus et la Djamna, à l'ouest de Delhi, où, avec le temps, elle s'était enrichie et affermie jusqu'à pouvoir former un corps de nation. Un moment, en 1756, ils furent maîtres d'Agra, dont ils firent leur capitale; ils en furent chassés par le vizir Nudjif Khan. Dans les dernières convulsions de l'empire, ils firent ce qu'ils venaient de faire avec les Anglais et Holkar, servant tantôt un parti, tantôt l'autre, et tâchant de profiter sur tous. Le rajah de Bhurtpour, alors allié de Holkar, portait un nom qui a été illustré depuis par un de ses voisins, le roi de Lahore : il se nommait Randjit Singh. La ruine de Holkar, qui n'était plus désormais que son protégé, avait fait de lui le prince le plus puissant de cette partie de l'Inde et le chef de cette guerre. Il avait beaucoup à se louer des Anglais qui, avant sa défection, avaient accru son territoire et reconnu son indépendance, en l'affranchissant même de tout tribut. Tous les avantages qu'il devait au général Lake, il allait bientôt les tourner contre son bienfaiteur. Il combattait à Dîg dans les rangs des Mahrattes, et, après la bataille, son artillerie tira sur les Anglais qui poursuivaient les vaincus. Malgré ces actes d'hostilité ouverte, le général Lake voulut prendre, pour l'attaquer, les ordres du général en chef, et néanmoins se mit immédiatement en marche pour Dîg. Là, il prit position, en attendant sa réserve et son artillerie, qu'il avait laissées à Agra. Le 13 décembre, il fut en mesure de commencer le siége et ouvrit la tranchée dans la nuit. Dès le lendemain matin, deux batteries étaient déjà construites, d'autres furent élevées les jours suivants, et le 23 décembre, la brèche étant jugée praticable, on résolut de livrer l'assaut, et la place fut emportée. Le général se porta aussitôt sur Bhurtpour. Cette place était forte et défendue par une nombreuse garnison. La tranchée fut ouverte le 4 janvier 1805, la brèche jugée praticable le 9 au soir; pour ne pas laisser à l'ennemi le temps de construire des traverses, le général Lake voulut monter à l'assaut dès la nuit même. Malgré l'énergie de l'attaque, ce premier assaut fut repoussé

avec perte pour les assaillants de 456 hommes, perte qui fut plus que compensée par un renfort de 600 hommes qui arriva peu de jours après, et par la défection d'un vassal du rajah, qui vint joindre ses forces à celles des Anglais. Une autre brèche fut ouverte dans un lieu plus favorable. Cette brèche, reconnue en détail par trois indigènes qui se firent passer pour transfuges, le général fit les préparatifs d'un second assaut. Le fossé inondé n'étant pas guéable, et les ponts préparés ne pouvant pas servir, les soldats se jetant à l'eau gagnèrent à la nage le pied du rempart. La fermeté de l'ennemi rendit cette ardeur plus funeste qu'utile; 573 hommes et 20 officiers périrent dans cette nouvelle action, qui n'eut pas un meilleur résultat que la première. Émir Khan, que le rajah avait appelé à son secours, rôdait avec Holkar autour du camp anglais, qu'il n'osa pas attaquer ce jour-là. Mais ayant appris l'arrivée d'un convoi qu'on attendait, il se prépara à l'enlever. Les Anglais, de leur côté, envoyèrent à la rencontre du convoi un détachement de 1,400 hommes. Enveloppée dès le point du jour, cette petite troupe ne pouvait guère suffire à couvrir un convoi de plusieurs milliers de bœufs. Elle se retrancha dans un village fortifié, et là tint contre l'ennemi avec avantage. Déjà elle le forçait à la retraite, lorsqu'on vit à l'horizon un nuage de poussière. A la vue de ce secours qui leur arrive, les soldats brûlent de se distinguer sous les yeux de leur général en chef, franchissent leurs retranchements et se précipitent sur l'artillerie ennemie, qu'ils enlèvent à la baïonnette. Elle était prise lorsque arriva, non pas le général Lake, mais un corps de cavalerie qu'il envoyait, et qui fondant à l'improviste sur l'ennemi, en fit un grand carnage. Émir Khan y perdit ses bagages, son palanquin, une collection d'armes magnifiques, et ne se sauva qu'à la faveur d'un déguisement. Peu de jours après, il essaya, avec le rajah de Bhurtpour et Mahdadji Scindiah, une autre tentative sur un autre convoi; mais le général Lake survint en personne, à la tête de sa cavalerie et de deux régiments d'infanterie, avec lesquels les assaillants n'osèrent pas s'engager sérieusement. Ces échecs répétés mirent la division entre les confédérés, qui se séparèrent. Émir Khan crut pouvoir tenter pour son propre compte une expédition dans le Rohilcund, espérant que le siége de Bhurtpour tiendrait le général Lake trop occupé pour qu'il pût diviser son attention et ses troupes. Mais le major général Smith n'en fut pas moins détaché à sa poursuite avec six régiments, moitié infanterie, moitié cavalerie, et de l'artillerie à cheval. Cette petite armée franchit successivement la Djamna et le Gange, rencontra le Pindarry à Afzulghur et le culbuta. Cette dernière défaite rebuta la plupart des petits chefs qu'il avait entraînés avec lui. Il se trouva bientôt presque seul, en butte à la haine des populations qu'il avait soulevées contre lui par ses cruautés, traqué par les Anglais, et repoussé par toutes les villes qui lui fermaient leurs portes. Ne voulant plus perdre son temps à poursuivre un homme réduit, quant à présent, à l'impuissance de nuire, le major général se hâta de regagner Bhurtpour, où ses troupes étaient plus nécessaires.

Pendant son absence, deux autres assauts avaient été repoussés. L'armée assiégeante avait pourtant reçu de Bombay de nouveaux renforts assez considérables. Le dernier de ces assauts avait coûté aux Anglais 997 hommes. Les assiégés mettaient dans leur défense une constance et un acharnement aussi grands que ceux que l'ennemi apportait à l'attaque. Aucun autre siége contre les nations indigènes n'en avait fourni un pareil exemple. L'armée anglaise était fatiguée plutôt que rebutée; mais son artillerie était hors de service, ses approvisionnements épuisés. Tout son matériel était à renouveler. Le général Lake, tout en pourvoyant par de promptes mesures à cette nécessité, convertit le siége en blocus. Le rajah cependant comprenait que le jour viendrait où ses moyens de résistance se trouve-

raient aussi épuisés. Son territoire était ruiné, inculte, et les sources de ses revenus taries. Ce qu'il savait du caractère anglais, de celui de leur chef, des ressources qu'il avait à sa disposition, tout lui annonçait assez que cette lutte ne pouvait finir que par son anéantissement. Il profita de la circonstance de l'élévation de lord Lake à la pairie pour lui envoyer ses félicitations et entamer des négociations pacifiques. Pendant que ces négociations se suivaient, Holkar ayant reparu, le général en chef s'avança contre lui, le battit en deux rencontres, et, la seconde fois, d'une manière si décisive, que le Mahratte désormais sans forteresses, sans artillerie, sans armée, n'eut plus un lieu où reposer sa tête. Sa patrie, ses États étaient alors littéralement sur la selle de son cheval. Le rajah n'en fut que plus hâté d'amener la conclusion de la paix. Le 8 mars, il envoya un de ses fils en otage, et s'empressa de signer un traité dont les dispositions principales étaient que la forteresse de Dîg resterait aux Anglais; que le rajah payerait pour les frais de la guerre vingt lacs de roupies; qu'il n'entretiendrait aucune correspondance avec les ennemis de la Compagnie, et ne prendrait à son service aucun Européen; qu'il laisserait en otage un de ses fils qui résiderait à côté du commandant anglais à Dehli ou à Agra. Toutes choses ainsi réglées, le siége fut levé après une durée de trois mois et vingt jours. Les Anglais y avaient perdu 3,100 hommes, et 103 officiers tant tués que blessés.

## CHAPITRE XXIII.

### REMPLACEMENT DE LORD WELLESLEY PAR LORD CORNWALLIS. CHANGEMENT DE SYSTÈME. MORT DE LORD CORNWALLIS. TRAITÉS AVEC SCINDIAH ET HOLKAR.

Dès 1803 des raisons de santé avaient déterminé lord Wellesley à solliciter son rappel. Il ne voulait toutefois abandonner le pouvoir que lorsqu'il aurait vaincu les difficultés dans lesquelles le gouvernement se trouvait engagé, et qu'il se serait mis en état de léguer à son successeur un empire pacifié et prospère. La durée de la guerre et les énormes dépenses qui en étaient la suite avaient fini par exciter contre lui quelques mécontentements. On attribuait à son ambition ce qui n'était que le simple résultat des circonstances et de la nécessité. Au mois de mars 1805, il crut pouvoir renouveler ses instances; elles se virent agréées cette fois, et le successeur qu'on lui donna fut celui qui avait été son prédécesseur, le vieux lord Cornwallis, accablé par les ans, par les infirmités, et trop affaibli lui-même pour faire jouer d'une main ferme les ressorts de la vaste machine qu'il avait à faire mouvoir. Il arriva à Calcutta le 30 juillet 1805.

Malgré le traité de Bhurtpour, l'Inde n'était pas précisément pacifiée lorsqu'il en reprit le gouvernement. Pendant le siége qui venait de finir, Scindiah avait entretenu une correspondance avec le rajah Randjit Singh. Des lettres interceptées avaient révélé le projet d'une ligue qu'il cherchait à former entre tous les princes du Radjpoutana et des provinces limitrophes, pour l'expulsion des Anglais. D'autres marques de mauvais vouloir, comme la détention du résident anglais, ou le pillage de quelques villes alliées, avaient obligé le général Lake à le surveiller de près, et même à faire contre lui quelques démonstrations. Il avait été jusqu'à accueillir dans son camp et à promener hors de son territoire Émir Khan et Holkar toujours en état de guerre avec les Anglais. Il s'en justifiait en disant que c'était grâce à son intervention qu'ils s'étaient abstenus d'actes hostiles; mais ses actes à lui-même étaient bien loin d'annoncer des intentions pacifiques. Ses mécontentements étaient surtout entretenus par le désir ardent qu'il avait de rentrer en possession de Goualior et de Gohud, dont son dernier traité l'avait dépouillé. Il ne cessait de renouveler les réclamations auprès du gouverneur général à ce sujet, et peut-être supposait-il

qu'il était bon de lui donner à entendre que le suppliant pouvait devenir encore un ennemi redoutable.

Holkar, de son côté, menait une vie errante, cherchant partout des alliés et n'en trouvant pas, ramassant quelques aventuriers avec lesquels il s'enfuit du côté des Seiks, dont l'empire commençait alors à se cimenter sous l'autorité ferme et déjà prépondérante du Maha-rajah Randjit Singh. Randjit Singh, à la nouvelle de l'arrivée de Djeswant Rao dans ses États, s'était hâté d'abandonner une expédition qu'il faisait entre le Tchénab et l'Indus contre Ahmed Khan, chef puissant dans ces contrées. Il fit à Djeswant Rao et à son compagnon d'infortune Émir Khan un accueil amical; mais embarrassé dans les nombreuses guerres que lui mettaient sur les bras les difficultés d'un royaume naissant, il ne jugea pas à propos de se compromettre avec l'armée anglaise qui suivait les fugitifs; il fit à lord Lake un accueil non moins aimable qu'au Mahratte et au Pindarry.

Le 9 décembre, l'armée anglaise campa sur le bord de la Beyah, l'ancien Hyphasis, et le 24 du même mois, Holkar à bout de ressources signa le traité de paix. Par ce traité il renonçait à tous ses droits sur ce qu'il avait pu posséder au nord de la Chumbul; à toutes les prétentions qu'il avait pu élever soit à Pounah, soit dans le Bundelcund; à toutes les terres possédées ou seulement protégées par les Anglais; enfin, par une clause qui est comme le cachet de tous les traités conclus à cette époque, tant avaient été grandes les appréhensions causées par les aventuriers français, il s'engageait à ne prendre à son service aucun Européen. Les Anglais lui restituaient tous les forts et territoires qu'ils lui avaient pris au nord ou au midi de la Tapti, depuis la Godavéry jusqu'à la Chumbul; et peu après on lui rendit même les portions de terre qu'on s'était d'abord réservées au nord de cette rivière. Le gouvernement s'engageait en outre à n'intervenir en aucune manière dans les affaires intérieures de Holkar. Ce dernier donnait depuis quelque temps des signes de folie; il s'empressa néanmoins de signer ce traité beaucoup plus avantageux qu'il n'eût pu raisonnablement l'espérer; circonstance qui nous ramène au récit d'évenements sur lesquels nous avons anticipé pour en finir avec cette guerre de Holkar.

Nommé sous l'empire des circonstances que nous avons fait connaître, lord Cornwallis avait apporté dans l'Inde une politique réactionnaire. Outre-passant l'esprit pacifique qui avait présidé à la rédaction de ses instructions, il ne se bornait pas à vouloir la paix, il voulait la rupture de toutes les alliances dans lesquelles lord Wellesley avait engagé le gouvernement. C'était exhumer les préceptes d'un autre temps, préceptes contre lesquels sa propre conduite avait protesté durant sa première administration. Ces alliances étaient nombreuses, car lord Wellesley avait autant que possible attaché au service de la cause anglaise les feudataires de Holkar ou de Scindiah. Les revers de ces chefs avaient fini par amener presque tous ceux qui d'abord s'étaient attachés à leur fortune. Après le siége de Bhurtpour, lorsque Scindiah parut vouloir relever la tête, le général Lake, indépendamment des 30,000 hommes de son armée, avait derrière lui pour contenir ce chef mutin, 300,000 hommes de ces troupes alliées. Lord Cornwallis disait que ces troupes seraient certainement moins formidables au gouvernement britannique en rase campagne, que nourries ainsi à ses dépens; et en effet pendant quelque temps la dépense s'était élevée à 580,000 roupies par mois; après une réduction opérée par lord Wellesley lui-même, elle montait encore à 390,000 roupies. Lord Lake fit en vain tous ses efforts pour défendre les droits qu'avaient à la protection britannique certains alliés fidèles de qui l'on avait tiré les plus signalés services, et que l'abandon, où on les voulait laisser malgré la foi des traités, allait mettre à la merci des vengeances de Holkar ou

de Scindiah. Le nouveau gouverneur général voulait à tout prix des économies et la paix. Pour en venir là plus promptement, il compromettait sans scrupule la foi britannique et détruisait impitoyablement d'un trait de plume ce qui avait coûté tant de sang à l'armée, tant et de si longs efforts à l'habile diplomatie de son prédécesseur. Lord Lake ne fut pas contrecarré en ce point seulement par la politique de lord Cornwallis. Voyant les dispositions pacifiques du gouverneur général, le général en chef avait songé à aplanir par un traité définitif, mais en profitant de tous ses avantages, les difficultés qui subsistaient encore entre la Compagnie et Scindiah. Ce dernier, dans un revirement d'humeur, venait de congédier son ministre, Sudji-Rao-Ghantka, grand partisan de l'alliance avec Holkar, auprès de qui il alla aussitôt chercher un refuge. Lord Lake avait dans son camp un ennemi de ce ministre, Monshi-Kavil-Neyne, qui lui-même s'était vu antérieurement contraint de chercher un refuge auprès des Anglais. Le général vit tout le parti que, dans la disposition nouvelle où paraissait être Scindiah, on pouvait tirer d'un hôte qui avait été banni pour avoir manifesté trop tôt des dispositions pareilles. Des parents que Kavil-Neyne avait auprès de Scindiah insinuèrent au rajah que cet ami des Anglais lui pourrait être un intermédiaire fort utile auprès d'eux. Scindiah entra aussitôt dans cette vue, et Kavil-Neyne reçut des instructions en conséquence. Tout marchait suivant les prévisions du général; mais aux premières ouvertures de Scindiah, il fit répondre qu'il n'écouterait rien, que le résident anglais n'eût été mis en liberté. Jusqu'alors Scindiah avait éludé toutes les sommations ou dédaigné toutes les menaces qu'on lui avait faites à ce sujet. Cette fois il s'empressa de remplir la condition qui lui était imposée. L'avantage était pris dès le début par le négociateur anglais. Quel ne fut pas son désappointement lorsqu'il reçut une lettre de lord Cornwallis à Scindiah, dans laquelle le gouverneur général sollicitait la mise en liberté du résident, et laissait entrevoir qu'à ce prix on rendrait volontiers au rajah Goualior et Gohud! Le résident étant déjà relâché, la lettre au fond n'avait plus d'objet. Cependant comme elle trahissait avec trop de nudité l'esprit de sacrifice qui présidait aux conseils de Calcutta, et le peu d'accord des diverses autorités anglaises entre elles, le général prit sur lui de la retenir jusqu'à meilleur avis de lord Cornwallis mieux informé du point où en était la négociation. Ce dernier avait senti le besoin d'être plus près des lieux où se traitaient les affaires. Il s'avançait vers les provinces supérieures de l'Indoustan lorsqu'il fut arrêté auprès de Bénarès par une sorte de paralysie qui, chaque matin et pendant une partie de la journée, lui faisait perdre toute sensibilité. L'activité de son esprit s'efforçait de survivre à cet épuisement du corps. Il se faisait rendre compte des affaires, et dictait encore des instructions et des réponses; mais après un mois et quelques jours de langueur, il mourut, le 5 octobre (1805), au lieu où il s'était arrêté, à Ghazipore. C'est là aussi qu'il fut enterré suivant ses volontés. Il avait dit : « Où l'arbre tombera qu'il y demeure. »

Son remplaçant provisoire, sir George Barlow, abondait dans la même politique; il la réduisait à deux mots, qui étaient l'abandon de toutes les alliances et de toutes les prétentions sur les territoires à l'ouest de la Djamna. En conséquence, malgré toutes les représentations que put faire lord Lake à ce sujet, le 23 novembre un traité définitif fut conclu qui portait : 1° l'abandon par les Anglais de Goualior et de la province de Gohud; 2° la fixation des limites de Scindiah à la rivière Chambul; 3° la renonciation de Scindiah à tous les jaghires, pensions et propriétés particulières qui lui avaient été reconnus par le traité précédent; 4° l'engagement pris par les Anglais de lui payer une pension annuelle de 4 lacs de roupies, plus deux

jaghires assignés l'un à sa femme, l'autre à sa fille, jusqu'à concurrence d'une valeur de trois lacs de roupies; 5° l'engagement pris par le gouvernement britannique de ne faire aucun traité avec les rajahs de Djeypour, de Djoudpour, de Kottah, et autres tributaires de Scindiah, comme aussi de ne point intervenir au sujet des conquêtes faites par Scindiah sur la maison de Holkar entre les rivières Tapti et Chambul; 6° l'engagement pris par Scindiah de ne plus jamais appeler aux affaires son ministre disgracié Surdji-Rao-Ghantka, ennemi des Anglais. La même clause fut aussi insérée dans le traité conclu avec Holkar, mais elle fut bientôt annulée dans l'un et dans l'autre. Il semble que, indépendamment de la clause d'alliance offensive et défensive dont on affranchissait Scindiah, assez d'avantages lui étaient faits dans le traité que nous venons d'analyser. Néanmoins sir George Barlow craignant qu'il n'y parût encore trop de vestiges de l'empire que les Anglais avaient exercé dans ces provinces, y fit insérer plus tard une modification dans laquelle il était formellement stipulé que les Anglais entendaient renoncer à toute protection sur les États situés au nord de la Chambul, États dont la rédaction primitive n'avait pas assez explicitement fait mention. Sir George Barlow était le Godeheu de son pays et de son temps; mais, heureusement pour l'Angleterre trop bien affermie dans sa conquête déjà ancienne, un traité Godeheu ne pouvait plus entraîner pour elle les conséquences qu'il avait eues pour nous quarante ans auparavant. Si dans le maniement des grandes affaires il est un supplice douloureux pour les hommes supérieurs comme lord Wellesley, ce n'est pas de se voir jugés par l'ignorance, entravés par les rivalités, traversés par l'envie, vilipendés par la calomnie; c'est sans doute de reconnaître à la fin d'une vie laborieuse que, à l'aide des deux plus grandes forces qui soient dans ce monde, le génie et le temps, ils n'ont pu rien construire de si stable que ne détruise facilement une seule minute aidée des bonnes intentions d'un petit homme médiocre et borné. Lord Wellesley put trouver cette vérité au fond de la coupe d'amertume où avait bu notre Dupleix.

On doit dire au reste, à la décharge de sir George Barlow, qu'il ne faisait que se conformer aux instructions formelles que le gouvernement de Calcutta recevait de la cour des directeurs, et que d'ailleurs il ne s'épargna pas le petit déboire de mettre sa conduite en contradiction avec ses principes. On est confondu de voir l'obstination avec laquelle la cour des directeurs revient périodiquement à ce système cent fois condamné et ruiné par les événements; à ce système qui eût tué la Compagnie, comme le prouvait assez l'exemple de la compagnie française; à ce système enfin contre lequel la force des choses avait déjà tant de fois prévalu et devait prévaloir encore. Bien que cette politique fût solennellement adoptée, proclamée et mise en circulation dans toutes les branches du gouvernement, à mesure que les cas particuliers se présentèrent avec leurs difficultés, ce fut à qui l'abandonnerait, cour des directeurs et gouverneur général, tout en protestant toujours par de belles réserves en faveur du principe. Dans son zèle réactionnaire, la cour des directeurs allait jusqu'à recommander vivement l'annulation du traité de Bassein. Sir George Barlow avait fulminé assez haut contre les traités qui avaient établi l'intervention et la protection anglaise à Pounah et à Haïderabad, il dut être assez confus lorsque, mis en demeure d'en venir aux faits, il se vit obligé de se faire, contre les directeurs, l'avocat du traité de Bassein. Les affaires qui surgirent à Haïderabad ne lui épargnèrent pas non plus le petit désagrément de se donner un démenti. Le Nizam s'était débarrassé d'un ministre créature des Anglais, puis l'avait repris, puis cherchait à s'en débarrasser encore. C'était une belle occasion pour sir George d'inaugurer sur ce point le règne de la po-

litique d'isolement et de non intervention. Allant au-devant de ses vœux, le subahdar du Deccan semblait rompre de lui-même les liens par lesquels le gouverneur général pouvait se croire enchaîné à son égard. Sir George ne parut pas éprouver un plaisir marqué de cet événement qui réalisait son utopie sans que lui-même eût la peine d'y mettre la main. Bien loin de là, il s'appliqua à ressaisir ces droits onéreux contre lesquels il s'était si énergiquement prononcé. Dans une lettre assez embarrassée qu'il écrivit à la cour des directeurs, il s'en justifiait en ces termes : « Dans cette *conjoncture extraordinaire* il n'est besoin d'aucun argument pour démontrer *le danger* de laisser dans un état de solidité apparente, mais de décadence réelle, notre alliance avec l'État de Haïderabad. » La politique de lord Wellesley ne pouvait être plus péremptoirement justifiée. Il n'était besoin d'aucun argument pour démontrer le danger qu'il y avait, non-seulement à Haïderabad, mais partout, à déserter la politique qui depuis lord Clive jusqu'au dernier de ses successeurs, avait fait dans l'Inde la force et la grandeur de l'Angleterre. Lord Wellesley dut être heureux de trouver cette déclaration dans la bouche de son contradicteur. La cour des directeurs, de son côté, lorsqu'elle eut à exprimer son avis sur les derniers traités de Scindiah et de Holkar, blâma l'abandon que l'on avait fait du rajah de Djeypour, allié fidèle et très-compromis au service de la cause anglaise. Elle trouvait qu'au moins aurait-on dû arranger les difficultés alors existantes entre lui et Scindiah. Elle blâma aussi la suppression de la clause qui interdisait à Scindiah comme à Holkar de reprendre à leur service Surdji Rao Ghautka. Le bureau du contrôle partageait l'avis de la cour des directeurs. Ainsi, tout en maintenant les principes, chacun les désertait à qui mieux mieux dans l'application, sans doute à cause de la *conjoncture extraordinaire*. Sir William Bentinck, à Madras, avait tranché la difficulté en supprimant décidément le gouvernement du nabab, et il s'efforçait de trouver un système d'administration directe praticable et avantageux.

Lord Minto, successeur nommé de lord Wellesley, arriva à Calcutta le 21 janvier 1807. Il venait dans l'Inde imbu des idées de lord Cornwallis et de sir George Barlow ; mais doué d'un esprit plus jeune que celui du premier, plus étendu que celui du second, sa grande intelligence savait faire une juste part aux leçons de l'expérience. Il put voir dès le premier abord les fruits qu'avait produits depuis lord Cornwallis l'entêtement d'une soumission aveugle et littérale à des principes absolus. Exclu de tous les traités, Emir Khan, qui avait vu signer le dernier (celui de Holkar) sous ses yeux, en sa présence, s'était retiré humilié et en murmurant : « Après tout, une mouche peut bien tourmenter un éléphant. » La désorganisation complète où la guerre et les traités qui l'avaient suivie avaient jeté tous les États du Radjpoutana, lui fournit bientôt le moyen de tenir les promesses renfermées dans cette parole. Ces bandes d'alliés que le gouvernement britannique avait licenciées couvraient le pays de hordes pillardes. Holkar, devenu fou, n'avait plus d'autorité, son armée s'était licenciée d'elle-même et pillait. Scindiah épuisé ne payait la sienne qu'à l'aide du pillage. Le métier d'Emir Khan était devenu celui de tout le monde. L'occasion lui était belle pour reprendre le rang qui lui appartenait en pareille compagnie. Des démêlés survenus entre les rajahs de Djeypour et de Djoudpour, au sujet d'un mariage qu'ils se disputaient, vinrent bientôt le mettre à même d'accroître encore sa puissance. Engagé alternativement au service de l'un et de l'autre, il s'amusait parfois à les piller également tous les deux. Il finit cependant par s'attacher à la cause du rajah de Djeypour à qui, durant les désordres, on avait suscité un compétiteur, et les succès qu'il obtint ayant enflé son ambition, il se donna bientôt comme le

restaurateur de la puissance musulmane. Une si vaste prétention de la part d'un tel personnage n'avait au fond rien de bien inquiétant. Cependant, comme il menaçait d'attaquer le rajah de Bérar et de se rapprocher du Nizam qui en ce moment était mécontent, lord Minto jugea à propos d'enfreindre cette fois encore le principe de non intervention, et d'étendre sur le rajah menacé une protection qu'il ne lui devait pas. Une alliance fut donc conclue, sans condition de la part des Anglais, qui consentirent même à rester chargés, au moins en partie, de la dépense du corps auxiliaire. Une facilité de ce genre n'avait pas encore eu d'exemple, même de la part des plus zélés partisans du système d'alliances. Emir Khan n'osa pas se mesurer avec les forces anglaises, et retourna chercher fortune ailleurs. Les rajahs de Djeypour et de Djoudpour ne régnaient plus que sur un pays dépeuplé, désolé, d'abord par les pillages, puis par la guerre qu'ils venaient de se faire. Leur impuissance était devenue un obstacle à cette guerre, leur orgueil un obstacle à la paix. Ce fut Emir Khan qui trouva l'arrangement propre à aplanir toutes les difficultés. Ce moyen ingénieux était la mort de la femme qui causait leur querelle. Cette Hélène, fille du rajah d'Odeypour, dont la dynastie prétend remonter au célèbre Porus, était l'une des beautés les plus célèbres de l'Inde. Pris entre deux rivaux également redoutables, dont l'un n'eût jamais souffert qu'elle tombât en la possession de l'autre, le malheureux père ne pouvait se résoudre ni à la donner ni à la garder, car le célibat d'une fille est une ignominie dans l'Inde pour toute la famille. Malgré les insinuations qui lui étaient faites par un de ses conseillers intimes qui suivait en cela les suggestions d'Emir Khan, il ne pouvait non plus se résoudre au dernier parti qui lui restait : la mort de sa fille. Une sœur de la belle Kishen-Kower prit sur elle ce triste courage. Elle se présenta à sa sœur une coupe empoisonnée à la main. La belle Radjpoute, digne sang des héros antiques, jetant sur ce breuvage fatal le dernier de ses regards, prit la coupe d'une main assurée et la vida jusqu'au fond. Comme ce triste sacrifice venait de s'accomplir, arrive un vieux chef, serviteur dévoué du rajah. Il franchit sans plus de cérémonie toutes les portes du palais, et pénétrant jusqu'à la personne du rajah gémissant au milieu de ses familiers sur le coup qui venait de l'accabler : La princesse est-elle morte ou vivante? s'écrie-t-il. Adjeit Singh, le conseiller sinistre, a l'audace de lui répondre. Alors déposant son sabre et son bouclier aux pieds du rajah, le vieux Sugwan Singh dit : « Pendant plus de trente générations, mes ancêtres ont servi loyalement les vôtres. Il ne m'est pas permis d'exprimer ce que je sens, je le sais ; mais je dois pourtant ajouter ceci : c'est que ces armes ne seront jamais employées à votre service. » Puis, apostrophant Adjeit Singh : « Quant à toi, misérable, qui as jeté cette ignominie sur le nom du rajah, que la malédiction d'un père retombe sur toi ! puisses-tu mourir sans enfants. » Peu de mois après, le fils d'Adjeit Singh mourut en effet. On attribua cette mort aux malédictions du vieux Sugwan Singh. Nous avons voulu ajouter cet épisode touchant et caractéristique à l'esquisse des désordres dans lesquels étaient plongées des populations qu'une politique déplorable avait livrées aux bandits. Lord Minto en prenant parti pour le rajah de Bérar, montra suffisamment qu'il sentait qu'on avait été trop loin. Mais lié par ses instructions et par ses premières manières de voir, il n'osa pas aller dans cette voie jusqu'au bout. Après avoir donné ordre au colonel Close de poursuivre la destruction ou la dispersion complète des troupes d'Emir Khan, il revint sur cette détermination. Des instructions nouvelles recommandèrent au colonel Close de s'en tenir à l'expulsion d'Emir Khan du territoire de Bérar, lui laissant d'ailleurs la faculté de reprendre le premier plan s'il le jugeait convenable. Le colonel avait déjà franchi

les frontières de Bérar, pénétré dans le Malwa et mis le siége devant Seronge, capitale d'Emir Khan, lorsqu'il reçut ces dépêches. Il ne voulut pas assumer la responsabilité dont le gouverneur général se déchargeait sur lui, il se hâta de lever le siége et de rentrer dans les limites du territoire qu'il devait se borner à couvrir. Emir Khan échappa donc à la ruine qui le menaçait, et cette demi-intervention n'eut que l'effet local et momentané de protéger le rajah de Bérar.

A Pounah, bien que les excès en tout genre fussent moindres, la confusion n'était pas moins grande. Le traité de Bassein en entamant l'autorité séculaire du peschwah, avait ouvert une brèche qui livrait passage à tous les assauts, depuis que se retirait la puissance britannique qui d'abord s'était interposée. Les jaghirdars du midi (propriétaires de jaghires ou grands feudataires de l'empire mahratte) en profitèrent pour achever de démanteler la vieille suzeraineté du peschwah, et même pour agrandir leurs territoires à ses dépens. Là, encore, lord Minto fut obligé d'intervenir. Dépassant cette fois les projets de son subordonné, le résident britannique, qui voulait s'en tenir à des moyens termes, il exhuma formellement la lettre du traité de Bassein et les droits que ce texte attribuait au peschwah sur la protection des forces britanniques. Mandés à Pinderpore, les jaghirdars, rassemblés en présence du peschwah et du résident, furent sommés de restituer les terres qu'ils possédaient sans sunnud, ou titre authentique, et menacés de l'intervention des troupes s'ils ne s'exécutaient. Ils eurent de la peine à s'y résoudre, mais enfin ils s'exécutèrent. En cette occasion, lord Wellesley tout entier se retrouva dans lord Minto.

Haïderabad, où déjà sir George Barlow s'était vu obligé de trahir son principe de non intervention, Haïderabad aurait eu grand besoin aussi du lord Minto de Pounah. La bonne volonté timide de sir George Barlow n'avait pris que des mesures incomplètes et tenté que des efforts inefficaces. La désorganisation était partout, même dans le cerveau du Nizam, qu'on disait atteint de dérangement. Quelques favoris, quelques banquiers profitaient seuls de la dissolution de tous les liens de l'État; tout le reste sombrait dans l'anarchie et dans la misère la plus complète. Lord Minto vit la nécessité de remédier à cet état de choses, et il essaya de le faire; il l'essaya assez pour enfreindre encore ses instructions, mais pas assez, malheureusement, pour rendre cette infraction profitable.

Il sut vaincre tous ces scrupules contre les Seiks. Les Seiks sont une secte religieuse et schismatique, aujourd'hui devenue un peuple dans ce vaste triangle que dessinent, au nord-ouest de l'Indoustan, le cours de l'Indus, celui du Sattledge et l'Hymalaya. Les cinq fleuves (Indus, Djalem, Tchénab, Ravi, Sattledge) qui arrosent cette région, lui ont fait donner le nom de Pendjâb. Dans la première moitié du siècle dernier, au milieu des convulsions et des désordres qui signalaient la décadence de l'empire mogol, les zémindars Djâts du Pendjâb (les Djâts ou Djauts sont les peuples qui habitent au nord-ouest de Dehli) résolurent de se soustraire aux vexations tyranniques et par trop excessives qui depuis longtemps pesaient sur eux. Pour s'unir par un lien plus étroit, ils proclamèrent la foi et les doctrines de Govind Sick, dernier gourou (ou apôtre, guide spirituel) des Seiks, et prirent le pahul de l'initiation. Le pahul est l'eau dans laquelle le néophyte et l'initiateur se sont lavé les pieds. Ils y jettent du sucre et l'agitent avec un couteau en chantant cinq quatrains. Dans chaque intervalle d'un quatrain à l'autre, on chasse la respiration et l'on boit le pahul en criant : Wah! Wah! Govind Seik! ap hi gouro tchela (Wah! Wah! Govind Seik! il est son maître et son élève à lui-même). Après avoir accompli cette cérémonie, les nouveaux initiés laissèrent pousser leurs cheveux et leur barbe; ils annoncèrent que le soc serait changé contre l'épée des vengeurs, et que les préceptes

de Gourou Govind prévaudraient sur les doctrines des Védas et des Shasters (commentaires des Védas). Ils se divisèrent par bandes de quinze ou vingt hommes, appelés dharvi ou hommes de grand chemin, et commencèrent à accomplir les destinées contenues dans ce nom, en détroussant les passants et en rançonnant les villes et les villages. C'est toujours par là que l'on commence dans l'Inde. A ce métier, ils gagnèrent d'abord des armes, puis des chevaux, puis de nombreuses recrues, et firent si bien qu'ils finirent par attirer l'attention des vice-rois ou subahdars. Mais alors ils avaient déjà des armées à mettre en campagne. Plusieurs fois écrasés par les armées de l'empire, ils furent dispersés, persécutés et obligés, pour se soustraire aux poursuites, de couper leurs cheveux. La peine de mort était portée contre quiconque proclamerait le nom de Govind Seik, et la tête de ses disciples mise à prix. Ces rigueurs ne les empêchèrent pas de se relever à diverses reprises, et toujours plus puissants, grâce à la faiblesse croissante du gouvernement mogol. Les invasions des Afghans, sous l'abdali Ahmed Shah, amenèrent dans le Pendjâb une série de révolutions très-favorables à l'accroissement des Seiks. En 1757, ils s'unirent à Adina Beg Khan, gouverneur du Djalander Douab (entre la Beyah et le Sattledge), qui, fortifié encore de l'alliance des Mahrattes, reprit Lahore et le Pendjâb sur le jeune Timour, fils de l'abdali. Ce fut pour venger cet outrage que celui-ci reparut une fois encore dans l'Indoustan, et gagna sur les Mahrattes la sanglante bataille de Panipat (1761). Malgré cette imposante victoire, les Seiks osèrent, l'année suivante, tenir tête aux lieutenants d'Ahmed Shah, dans la province de Lahore, et forcèrent le redoutable abdali à venir les châtier en personne. Ils se relevèrent aussitôt après son départ; il revint encore; mais une partie de son armée l'ayant abandonné, il fut obligé de laisser définitivement aux Seiks le Pendjâb, qu'il ne pouvait plus leur disputer sans renoncer aux soins que réclamait l'agitation de ses propres États. Pour régler le partage de leur conquête, les Seiks se répartirent en associations nommées Misals; il y eut douze misals principaux, entre lesquels le territoire fut d'abord partagé. Puis chaque misaldar régla avec ses subordonnés le partage des terres du misal. Le serdari, ou part du chef, étant désigné, on partageait le reste en pattis, ou parts de chefs du second ordre, qui allaient elles-mêmes se subdivisant pour les chefs inférieurs. Chaque pattidar, quel que fût son rang dans la hiérarchie, possédait son fief au même titre et avec un droit aussi absolu que le serdar dans le misal, ou le misaldar dans l'association générale. On construisit ainsi une espèce de système à la fois féodal et fédéral, qui ne devait pas durer longtemps. A la tête d'un de ces misals se trouvait un serdar nommé Tcharat Singh, dont le grand-père, Djât de la tribu de Sansi, possédait sur son patrimoine deux charrues et un puits, et dont le petit-fils devait être le souverain le plus puissant, après les Anglais, et le plus indépendant de l'Inde. Au temps de lord Minto, Randjit Singh, petit-fils de Tcharat Singh, avait déjà recueilli et accru l'héritage de son père, Maha Singh, chef du soukartchakia misal. Profitant des divisions continuelles que le régime adopté par les Seiks entretenait parmi eux, il s'était appliqué à établir sa prééminence sur chacun des autres misals, en attendant qu'il anéantît leur indépendance. Quand sir George Barlow rappela l'influence anglaise en deçà de la Djamna, Randjit Singh trouva l'occasion fort belle pour faire passer à la sienne le Sattledge, et pour l'établir sur le terrain que sir George Barlow abandonnait. Il voulut contraindre tous les petits princes échelonnés entre le Sattledge et Dehli à accepter sa médiation, c'est-à-dire sa suzeraineté. Il en avait déjà réduit plusieurs par les armes, lorsque les autres, alarmés de ses progrès, résolurent d'envoyer trois d'entre eux à Delhi (mars 1808), pour invoquer la protection du gouverne-

ment britannique. Les ambassadeurs reçurent du résident quelques paroles rassurantes; mais, rappelés bientôt par Randjit Singh qui, dans la crainte d'une intervention anglaise, leur témoignait le désir de s'entendre directement avec eux et s'engageait à leur donner satisfaction, ils allèrent le trouver à Amritsar. Cependant l'éveil avait été donné au gouvernement anglais. Une ambassade que Napoléon venait d'envoyer en Perse, excitait de vives inquiétudes, et dans la prévision d'une invasion possible par l'ouest, la prudence la plus vulgaire ordonnait d'attacher à la cause anglaise tous les petits Etats limitrophes, et d'arrêter en de justes limites le développement de ceux qui pouvaient devenir ennemis. Lord Minto fit donc pour les princes Djâts ce qu'il n'avait pas voulu faire pour les princes Radjpouts. Malgré les pressantes sollicitations de ceux-ci, il fit partir pour le Pendjâb sir Charles Metcalf. Randjit Singh fixa Kasour pour le lieu des conférences que le négociateur anglais voulait avoir avec lui. Sir Charles exposa l'objet de sa mission, qui était de retenir le rajah dans les limites du Pendjâb; mais à peine les pourparlers étaient-ils commencés, que Randjit Singh, levant brusquement son camp de Kasour, laissa là l'ambassadeur, franchit le Sattledje, et se mit à tomber plus rudement que jamais sur les princes que l'ambassade avait pour objet de protéger. Sir Charles Metcalf le suivit d'abord en faisant des remontrances et des protestations; voyant qu'il n'en tenait compte, l'agent anglais s'arrêta sur les bords du fleuve, pour attendre de nouvelles instructions. Quand Randjit Singh eut dépossédé deux ou trois princes, imposé le tribut à d'autres, il revint à Amritsar reprendre ses conférences avec sir Metcalfe. Lord Minto avait pris un parti décisif. Sans exercer aucune répétition sur les territoires déjà conquis par Randjit Singh, sauf toutefois ceux que lui avait valu sa dernière campagne, il déclarait que tous les États à l'est du Sattledje étaient désormais sous la protection britannique. A l'appui de cette déclaration, le colonel Ochterlony s'avança à la tête d'une armée, chassant devant lui les troupes seikes, et vint prendre position à Loudiana, sur les bords du Sattledge. Randjit Singh prétendit en vain que les limites des possessions anglaises étaient la Djamna et non le Sattledge; que sa qualité de souverain de Lahore lui donnait un droit de suzeraineté sur toutes les tribus seikes répandues, non-seulement à l'ouest, mais encore à l'est de ce dernier fleuve. Comme les Anglais, s'il résistait trop ouvertement, auraient pu offrir leur appui aux autres chefs seiks, qu'il ne contenait qu'avec peine, il se résigna. Un traité, qui fut signé à Amritsar, le 25 avril 1809, stipulait une paix et une amitié éternelles entre les Anglais et l'État de Lahore. Les Anglais renonçaient à toute influence sur le pays et les sujets du rajah, au nord du Sattledge. Le rajah renonçait à entretenir, dans les villes qu'il possédait sur la rive opposée, plus de troupes qu'il n'en fallait pour maintenir la police, il s'interdisait toute attaque sur les possessions de ses voisins. Ce traité a été religieusement observé jusqu'à la fin. Randjit Singh a vécu jusqu'au dernier jour avec les Anglais dans des rapports de bienveillance réciproque qui n'ont jamais été altérés. Voilà comment, avec un plan politique arrêté d'avance, lord Minto a dû, sur toutes les questions, prendre des résolutions plus ou moins opposées à ce plan, et n'a pu le réaliser intégralement nulle part. Il fit en cela ce qu'avait fait lord Cornwallis lui-même durant sa première administration, au temps de la guerre avec le Mysore. Si quelque chose pouvait manquer à la gloire de Clive, de Warren Hastings, de Wellesley, trinité de grands hommes, qui sont comme le trépied sur lequel demeure, historiquement assise, la puissance britannique dans l'Inde, ce serait de voir des hommes supérieurs aussi, comme lord Cornwallis, comme lord Minto, se cramponner vainement, lorsqu'ils veulent déserter la tradition de ces grandes intelligences, à des

principes dont l'impuissance les rejette violemment dans la voie qu'ils s'efforcent d'abandonner.

Au reste, les mesures que prit lord Minto à l'égard de la Perse ne se bornèrent pas à ce traité conclu avec Randjit Singh. Il voulut aussi combattre et renverser, s'il le pouvait, à la cour du shah, l'influence des Français et du génie de Napoléon. Le colonel sir John Malcolm, homme éminent à tous égards, fut choisi comme ambassadeur. Il ne put réussir à se faire admettre auprès du shah, qui ne daignait traiter avec lui qu'à distance et par l'intermédiaire de son fils, vice-roi de Shiraz, ce qui le força à revenir à Calcutta sans avoir rien fait. Lord Minto envoya un autre ambassadeur, sir Hartsford, et, pour le faire écouter, prépara une expédition contre quelque point du golfe Persique. Mais sir Hartsford ayant pu arriver sans entrave jusqu'à Téhéran où il trouva l'influence française en discrédit, l'expédition fut contremandée, et il conclut facilement avec le shah un traité par lequel celui-ci s'engageait à aider les Anglais contre toute tentative d'invasion. D'un autre côté, les Anglais souscrivaient un subside de 200,000 livres sterling par an au profit du shah, tant qu'il serait en guerre avec la Russie. Lord Minto voulut également s'assurer les Afghans, et commença à nouer des relations avec eux par une ambassade qu'il envoya à Caboul. Ainsi, l'influence anglaise qu'il avait voulu d'abord circonscrire en deçà de la Djamna, il la portait maintenant au delà de l'Indus, et bien plus loin encore, à Téhéran, entre le golfe Persique et la mer Caspienne, presque aux bouches du Wolga ! Aujourd'hui encore elle est là et n'en est que là, arrêtée sur le pas que lui a fait faire lord Minto, et qui l'a portée en effet sur la dernière limite qu'elle puisse atteindre en revenant de Calcutta vers l'occident. C'est vers l'orient maintenant que nous allons la voir s'avancer, toujours par l'entremise de lord Minto.

## CHAPITRE XXIV

### PRISE ET ÉVACUATION DE L'ILE DE MACAO. EXPÉDITIONS DE JAVA ET DE SUMATRA.

L'opium et le thé étaient déjà à cette époque l'objet d'un commerce fort considérable entre la Compagnie et la Chine. A vrai dire, le commerce de l'opium était la principale ressource de la Compagnie, et ce qui l'empêchait de succomber sous les charges énormes de la conquête. La Chine était donc en résumé la mamelle nourricière de l'empire britannique naissant. Nous avons déjà vu lord Cornwallis, toutes les ressources de l'Inde épuisées, se faire une ressource dernière de l'argent que portaient les vaisseaux de la Chine. Lord Wellesley eut aussi occasion d'imiter cet exemple. L'importance de ce commerce et la difficulté habituelle des relations avec les États du céleste empereur fit penser à lord Minto qu'il y aurait un grand avantage pour les Anglais à posséder sur les lieux une place de sûreté. En conséquence il fit partir en 1809 une expédition, sous les ordres de l'amiral Drury, pour prendre possession de l'île de Macao, à l'entrée de la rivière de Canton. L'amiral n'eut aucune peine à faire cette conquête ; mais les Chinois rompirent aussitôt tout commerce avec les Anglais et déclarèrent qu'ils ne renoueraient pas avant que tout appareil guerrier eût disparu de leurs côtes. Les Anglais s'éloignèrent donc de leur conquête ; mais la confiance ébranlée des Chinois fut longtemps à renaître. Comme on le voit, partout où s'avance aujourd'hui la politique anglaise, à Téhéran, à Caboul, en Chine, elle ne fait que suivre la piste de lord Minto. Cet homme d'État qu'une politique de rétrécissement avait choisi pour son représentant et envoyé dans l'Inde pour y sonner la retraite, y a au contraire projeté le rayonnement de la puissance britannique par delà toutes les limites qu'elle eût jusque-là convoitées, et fixé quarante ans d'avance, avec une rare

précision, les points les plus reculés qu'elle dût atteindre. Les dernières expéditions de Caboul et de la Chine, qui ont à peine aujourd'hui deux ans de date, n'ont fait que reprendre la question au point où l'avait posée lord Minto. Tant les clartés de son intelligence débordaient le programme qu'il avait cru pouvoir accepter d'abord et dans lequel on l'avait enfermé.

C'était une singularité réservée à la destinée de cet homme illustre de trouver son action trop à l'étroit dans les limites de cette Inde qu'il avait mission de trouver déjà trop grande. Les Français, par l'adjonction de la Hollande à l'empire, se trouvaient alors maîtres des possessions hollandaises dans les archipels de la Chine et des Indes. Ils en tiraient peu de parti, ils y étaient peu redoutables et l'on pouvait sans inconvénient, au moins tant que durerait la guerre européenne, les y laisser végéter en paix. Lord Minto qui, en passant sous le vent des îles de France et de Bourbon, dans son trajet de Londres à Calcutta, avait déjà pris possession de ces îles au nom de la Grande-Bretagne, résolut de ne pas tolérer plus longtemps les Français à Java; il fit les préparatifs de l'expédition, et le 4 août 1811, une flotte anglaise portant des troupes de débarquement mouilla dans la baie de Batavia. Le gouverneur général qui avait conçu cette expédition y prenait part comme simple volontaire. Les forces anglaises montaient à 11,960 hommes, dont près de la moitié étaient Européens, toutes vieilles troupes d'ailleurs et d'une valeur éprouvée, l'élite des hommes qu'avaient formés les dernières guerres de l'Indoustan et du Deccan. Il n'en était pas de même des troupes françaises, toutes de nouvelles recrues, non dressées, encore moins aguerries, et surtout non faites à ce climat sous lequel, en certaines saisons, de dix amis rassemblés à la même table, l'un peut être sûr d'être enterré dans la semaine par les neuf autres. Le général en chef était M. Janssens, Belge d'origine, homme de courage et de quelque habileté, mais qui n'avait aucune de ces grandes qualités qui enfantent les grands succès. Son plan de défense, assez bien conçu, était d'abandonner Batavia, ville très-malsaine, et de se retrancher non loin de là, à Welterwreden, point remarquable par sa salubrité. Pour ôter aux Anglais les ressources et les renseignements que leur pourrait fournir la possession de la capitale, il la fit évacuer par la population, rompit les ponts et les aqueducs qui y amenaient l'eau potable, et enleva ou détruisit les approvisionnements. Son tort fut de s'en tenir à ces moyens de défense et de ne chercher à contrarier ni le débarquement, ni la marche des Anglais sur Batavia. Les magistrats et quelques centaines de Malais étaient restés dans la ville. Ceux-ci commençaient déjà à piller lorsque les Anglais se présentèrent aux faubourgs. Les magistrats allant au-devant du colonel Gillepsie qui commandait en chef, mirent la ville sous sa protection. Le 8, les couleurs anglaises furent arborées sur les édifices publics. Dans la nuit qui suivit, le général Janssens voulut réparer par une autre faute la faute qu'il avait faite de laisser les Anglais débarquer et arriver sans obstacle jusqu'à Batavia; il tenta un coup de main sur la ville. L'ennemi qui s'y attendait était sous les armes, et quoique les hommes, à défaut d'eau, eussent trouvé dans les maisons beaucoup de liqueurs, l'attaque fut repoussée sans la perte d'un seul homme pour les Anglais. Deux jours après, le colonel Gillepsie ayant reçu toute son artillerie, prit l'offensive et marcha sur Welterwreden. Les Français l'avaient abandonné et avaient pris position sur la route de Cornelis. Cette position était très-forte; mais Janssens la laissa tourner, et fut mis en déroute avant même que le gros de l'armée anglaise fût arrivé sur le champ de bataille. Cette bataille peu disputée leur livra 800 canons enfermés dans l'arsenal de Welterwreden et d'immenses approvisionnements de toute nature. La perte des Français sur le champ de bataille fut

de 500 hommes et de 4 pièces d'artillerie; les Anglais n'eurent que 17 hommes tués et 72 blessés. Janssens se retira à Cornelis. La mortalité régnait déjà dans ses troupes. Cependant par son énergie il réussissait a relever les courages et à inspirer la confiance du succès. Cornelis était un camp retranché formidablement fortifié et couvert à l'est et à l'ouest par deux rivières. L'armée anglaise avait suivi de près les vaincus. Elle fit venir sa réserve et son artillerie de siége, et commença à ouvrir ses tranchées au bruit des fusillades et des cris de *vive l'empereur!* par lesquels les Français célébraient dans ce coin du monde et à 5000 lieues de distance la fête de leur souverain. Les batteries des assiégeants étaient construites et leurs canons montés dans la nuit du 23; ils tentèrent ce jour-là sur la place un coup de main qui ne réussit pas. Dès le lendemain leur feu commença. La canonnade dura toute la journée et fit de grands ravages dans l'une et dans l'autre armée; mais les Français souffraient plus encore du climat que du feu de l'ennemi. Le général anglais, bien qu'il commandât à des troupes mieux acclimatées par leur habitude de la température et des pays malsains de l'Inde, redoutait cependant pour elles les fatigues d'un long siége et craignait de leur imposer des travaux au-dessus de leur force. Il revenait toujours à l'idée d'en finir par un coup de main heureux. Une seule difficulté l'arrêtait. Les mesures prises par le général Janssens pour cacher à l'ennemi le secret de ses forces et de ses ressources, avaient été si efficaces, que le général Gillepsie ignorait absolument quels étaient la garnison et les approvisionnements du fort; il ne savait même que d'une manière imparfaite quels étaient la disposition des ouvrages et leur système de correspondance. Un déserteur d'origine hollandaise vint lui donner à cet égard les éclaircissements qu'il désirait et la tentative fut résolue. Le 26 août, à minuit, le général Gillepsie se mit lui-même à la tête du détachement aventureux qui allait exécuter l'entreprise. Le déserteur hollandais lui servait de guide. Il fit un long détour dans un pays fort difficile, où les embarras de la marche eurent bientôt séparé la tête et la queue de la colonne. La première était déjà arrivée à un carrefour où se croisaient plusieurs chemins, lorsque le guide déclara ne plus savoir par où tourner. Après quelques minutes de conseil, un officier qui avait fait précédemment une reconnaissance de ce côté, crut reconnaître le chemin qu'il fallait prendre. Le guide à quelques pas de là se reconnut aussi, et en effet on se trouva bientôt au pied des retranchements français. Alors on s'aperçut que la moitié de l'armée était restée en arrière, il fallait la rejoindre. On retourne sur ses pas; mais quand les deux fractions du détachement se rencontrèrent, le jour approchait. Incertain de ce qu'il avait à faire, Gillepsie calcule les inconvénients de la retraite et les dangers d'une attaque qui ne sera plus une surprise. Mais d'autres attaques sur d'autres points devaient venir en aide à celle-ci; elles échoueront si l'attaque principale n'a point lieu. Cette considération jointe au caractère résolu du chef le décide promptement; déjà, aux lueurs du crépuscule on apercevait les sentinelles françaises. Un qui vive! se fait entendre; il n'y avait plus un moment à perdre; on s'élance. Un avant-poste placé au pied de la principale redoute est enlevé; en un instant toute la ligne des fortifications s'allume et foudroie. Les boulets passent au-dessus de la tête des Anglais qui, chargeant à la baïonnette, montent à l'escalade et s'emparent des canons avant qu'on ait eu le temps de les recharger. Une première redoute était prise et elle livrait le passage de la Slokau. Après avoir assuré la défense du pont, Gillepsie s'élance sur une autre redoute intérieure et s'en empare encore, non sans quelques pertes. Le colonel Gibbs de son côté en enlève une troisième; mais là deux officiers français s'étaient juré de ne pas tomber vivants aux mains de l'ennemi. Un

magasin à poudre où ils mettent le feu fait explosion et emporte avec la redoute les assiégeants et les assiégés. Gibbs, qui déjà loin de là avait été renversé de cheval par la commotion, continue par la droite, Gillepsie par la gauche. Bientôt toutes les batteries françaises sont emportées ; une quatrième redoute tombe dans les mains des Anglais ; et enfin le petit fort de Cornelis se rend presque sans résistance. Le camp retranché avait perdu tous ses retranchements. Tous les corps détachés avaient fait leur jonction. Janssens ordonna la retraite ; elle se fit sans ordre ; et Gillepsie avec la cavalerie poursuivit les vaincus jusqu'à moitié chemin de Buitenzorg et leur fit 6,000 prisonniers, dont 2 généraux, 5 colonels, 4 majors, 21 chefs de bataillon, 60 capitaines, 124 lieutenants, et enfin deux aides de camp du général Janssens. Par cette capture l'armée française se trouvait réduite à 2,000 hommes, sur lesquels bon nombre de fuyards s'étaient jetés dans les jungles et avaient disparu. L'armée anglaise était de 9,500 hommes. Buitenzorg eût pu être une position formidable, et Janssens avait songé à la faire fortifier ; on y travaillait encore lorsque les Anglais y arrivèrent (28 août). Malheureusement les ouvrages étaient trop peu avancés, et d'ailleurs il n'y avait personne pour les défendre. De son armée, le général Janssens n'avait pu rassembler que quelques cavaliers avec lesquels il se retirait vers l'est. Lord Minto qui, à deux reprises et à des époques différentes, lui avait déjà offert la paix, lui fit encore parvenir ses propositions. Le général répondit qu'il se flattait de conserver encore assez de ressources pour fatiguer la fortune ennemie. En même temps il envoyait par les frégates *la Nymphe* et *la Méduse* un de ses aides de camp en France, pour y porter les nouvelles des derniers événements et l'assurance de la résolution où il était de ne point abandonner l'île tant qu'il y pourrait tenir. Il espérait tirer parti des indigènes pour faire aux Anglais une guerre de détail qui les épuiserait et finirait peut-être par les rebuter. Effectivement, la prise du fort de Cheribou et celle du général Jummel, entraînant bientôt la reddition du peu de cavalerie que Janssens avait avec lui, le général, resté seul avec son état-major, en fut réduit à chercher des partisans parmi les indigènes. Dans cette extrémité, il repoussa une fois encore des propositions de paix qui lui furent adressées par le général sir Samuel Auchmuty conjointement avec l'amiral. Sir Samuel lui écrivait : « Assez, Monsieur, a été fait pour la gloire ; songez maintenant aux intérêts qui se trouvent sous votre protection. En vous soumettant à une destinée devenue inévitable, arrêtez la main des misérables en ce moment peut-être baignés dans le sang des colons... Mais si, le sang doit être versé sans nécessité, si les indigènes sont laissés libres de piller et de massacrer les Européens de Java, nous vous en rendrons responsables, vous et vos adhérents actuels. C'est notre ferme volonté de prévenir ces horreurs ; votre persévérance dans une cause sans espoir ne doit pas rendre nos efforts inutiles. » Le général répondit : « Les fidèles vassaux du gouvernement ont la même cause à défendre que moi-même ; je leur dois la même protection qu'aux sujets directs de Sa Majesté l'empereur et roi. Je ne suis point insensible aux maux endurés par les habitants de la colonie, mais il n'est pas en mon pouvoir de les soulager. J'ai une trop haute opinion de Votre Excellence pour n'être pas assuré qu'en même temps qu'elle combat ceux qui ont les armes à la main, elle saura protéger les paisibles colons et les indigènes qui se trouvent dans les lieux occupés par les troupes de Sa Majesté Britannique, et prévenir les horreurs qui ne sont pas les résultats nécessaires de la guerre. »

Quelques jours après, le général se trouvait à la tête de 1,500 hommes qui lui avaient été en partie fournis par un prince indigène nommé Prang-Wedom, ayant rang de colonel dans l'armée française. Avec cette force, il

vint prendre une position formidable par elle-même près de Samarang, dans la chaîne des montagnes qui partage en deux l'île de Java, de l'est à l'ouest. Ces 1,500 hommes n'étaient guère que de la cavalerie. Malgré cette circonstance, les officiers anglais jugèrent la position inattaquable de front et résolurent de la tourner. A peine furent-ils maîtres de quelques hauteurs voisines, où ils établirent leur artillerie, que l'armée javanaise de Janssens les voyant se précipiter dans la vallée qui la séparait d'eux, se sentit ébranlée par tant d'audace. Après une courte canonnade elle lâcha pied sans laisser à l'ennemi le temps de remonter la hauteur qu'elle occupait : Javanais et Malais s'enfuirent sans même emmener leurs canons. Encore une fois resté seul, le général Janssens se réfugia dans le fort de Salatiga, mais là, voyant qu'il ne pouvait tenir et que c'était poursuivre une chimère que de compter sur des soldats comme les indigènes, il fit demander à sir Samuel Auchmuty un armistice pour régler les conditions d'une capitulation. Irrité sans doute des refus qu'il avait essuyés précédemment, sir Samuel ne voulut accorder aucun délai, sauf 24 heures, et aucunes conditions que celles qu'il dicta lui-même. Ces conditions étaient que le traité comprendrait Java et ses dépendances; que tous les militaires seraient prisonniers de guerre; que le gouvernement anglais demeurerait libre d'agir comme il l'entendrait sur tous les points; que toutefois il garantissait la dette publique et le papier-monnaie liquidé. Janssens eût voulu faire des objections, il sollicita une entrevue avec sir Samuel. Celui-ci mettant dans ses procédés une rigueur peu excusable entre gens de guerre, la refusa avec dureté et insista pour une acceptation immédiate et catégorique. Il se mit même en mouvement sur Salatiga. Janssens n'avait plus qu'à se soumettre. Il écrivit à sir Samuel une lettre où l'on remarque ces passages : « Dans une situation semblable, je ne pouvais prétendre à dicter les articles d'une capitulation. Aussi une chose m'a affecté, je l'avoue, c'est le refus de Votre Excellence d'avoir avec moi un entretien. Cela ne l'eût engagée à rien. La prolongation ou la suspension de l'armistice m'était tout à fait indifférente. N'ayant plus un seul soldat, il n'y avait plus pour moi possibilité de résistance. Je suis convaincu que si Votre Excellence m'eût accordé cet entretien, elle eût consenti, sans abandonner aucun des avantages que son gouvernement venait de gagner, à m'accorder une capitulation dont les termes eussent été moins durs et moins humiliants pour moi. » Il terminait en recommandant au général anglais « d'adoucir, autant qu'il croirait pouvoir le faire, la condition des officiers qui avaient eu le malheur de servir sous ses ordres. » *La plainte* de l'orgueil blessé dans un cœur plein d'honneur et de courage s'exhale ici avec une dignité qui la rend en quelque sorte plus touchante. Il fut envoyé immédiatement en Angleterre, et les Anglais ayant conquis Java sur les Français, n'eurent plus qu'à le conquérir sur les indigènes. Un certain sultan de Djocjocarta avec qui les Anglais daignaient vouloir traiter, les força tout à coup à lui faire la guerre. La haine qu'il nourrissait contre les Européens étouffant les rivalités, il s'allia avec son ennemi et voisin le sultan de Soulou. Déjà ses propres troupes avaient été écrasées dans une première rencontre, après quoi Gillepsie était parti pour Sumatra où l'avaient appelé des événements qui seront exposés tout à l'heure. Lorsqu'il revint, les alliés avaient mis sur pied des forces considérables. Après quelques essais de conciliation qui ne firent que rendre l'ennemi plus arrogant, le général jugea qu'il fallait agir avec résolution, et vint se poster devant Djocjocarta. La garnison était de 6 à 7,000 hommes, mais des bandes fort nombreuses et qu'on porte à 100,000 hommes, erraient dans les environs, prêtes à tomber sur les Anglais à la première occasion. Les Anglais s'étaient logés dans un fort bâti

par les Hollandais auprès de Djocjocarta. Le sultan, qui avait escarmouché la veille avec eux, leur fit sommation de se rendre à discrétion, et tenta même pendant la nuit quelques sorties qui furent repoussées. La faiblesse des assiégeants qui ne leur permettait pas de faire un siége régulier, leur interdisait aussi toute retraite. Il fallait vaincre là ou périr, et l'agitation répandue dans toute l'île mettait le sort de la récente conquête à la merci de l'événement qui allait se passer. La prise par escalade fut résolue. Le détachement commandé pour cette opération arriva au pied des murailles et y planta ses échelles sans avoir été aperçu, et malgré le feu engagé presque aussitôt, mais trop tard, par les assiégés, les Anglais restèrent maîtres du rempart, d'où l'ennemi s'enfuit presque sans résistance pour se réfugier dans une mosquée. Là il tint environ trois heures, mais le sultan se vit enfin réduit à se livrer aux Anglais. Ceux-ci avaient combattu un contre dix-sept, aussi, comprenant la nécessité de l'ordre et de la discipline, pas un soldat ne s'était écarté pour le pillage, et dans cette ville prise d'assaut, le sérail même du sultan fut respecté. La prise de Djocjocarta (juin 1812) donna à réfléchir à l'empereur de Soulou, qui se hâta d'accepter la paix aux conditions qu'on lui offrait. Les autres princes imitèrent cet exemple, et un chef de bandes qui parcourait l'île se laissa prendre, ce qui acheva de rendre paisible le règne des Anglais dans Java.

A Sumatra régnait un sultan dont le fils aîné, Pangarang-Battou, se plaisait à toute espèce d'excès, et faisait rudement sentir aux habitants de Palimbang qu'ils étaient les sujets de son père. Une nuit, il lui arriva de vouloir faire violence à la femme d'un marchand indigène, dans l'intérieur même de la factorerie hollandaise. Attirée par les cris de cette femme et de son mari, une patrouille hollandaise donna la chasse à Son Altesse et la serra de si près qu'il ne lui resta d'autre ressource que de se jeter à l'eau. Le prince, humilié de cette aventure, jura de se débarrasser des Hollandais. Deux jours après, comme leur chef était mandé auprès du sultan, des Malais s'introduisirent dans la factorerie, enlevèrent tout ce qu'ils y trouvèrent, hommes et femmes, et les mirent dans des pirogues où ils les poignardèrent. Les Anglais eussent pu très-bien ne prendre aucune part à cette querelle où ils n'étaient point intéressés. Cependant lord Minto, mis en goût de conquête, sans doute par ses premiers succès dans Java, résolut de venger les Européens si indignement massacrés. Vers le 15 avril suivant, la flotte anglaise jetait l'ancre devant Palimbang. Le sultan, qui avait l'intention de se défendre vigoureusement, entama d'abord un simulacre de négociations, et essaya d'attirer les Anglais dans des embûches. Gillepsie, avant de répondre aux tendresses du sultan, demanda des otages, et tout en échangeant des messages avec l'ennemi rusé, força le passage de la rivière Soudang et prit possession du fort qui commandait ce passage et qu'on hésitait trop à lui livrer. Cette vigueur d'action déconcerta un peu les combinaisons astucieuses du sultan. Mille indices dénotaient aux Anglais les piéges où on les voulait prendre, et les avertissaient de ne point s'endormir sur des négociations perfides. La confusion que la brusque occupation du fort de Borang avait jetée dans Palimbang, faisait en outre circuler mille bruits alarmants de massacres et de pillages préparés dans la capitale. Pour couper court à ces anxiétés, Gillepsie se fait mettre à terre avec un détachement de grenadiers et quelques officiers, et marche droit à Palimbang. Un coup de canon qu'on entend bientôt après, vient jeter l'alarme dans la flotte sur le sort du général. Un second détachement est expédié à sa recherche. Entouré de bandes armées qui lui adressaient des menaces, mais que son courage et sa fermeté savaient contenir, le général continuait sa marche sur Palimbang. Les lueurs d'un orage équatorial éclai-

raient sa marche. Les lueurs de l'incendie s'y ajoutèrent quand il fut entré dans la ville. Arrivé au palais, il trouva les cours et les chambres remplies de sang, parsemées de cadavres. L'incendie dévorait les maisons voisines et menaçait de se communiquer au palais. Pourtant les Anglais ne pouvaient plus le quitter sous peine de périr assassinés par cette foule dont les fureurs et les flots allaient grossissant sans cesse. Ils en fermèrent toutes les issues, excepté une seule, et ils y étaient ainsi barricadés lorsque vers minuit ils entendirent des cris qui leur annonçaient l'arrivée du détachement qu'on avait envoyé après eux. Ce détachement se composait de soixante hommes du 89e régiment. Gillepsie n'en avait amené que douze ou quinze avec lui. C'est avec cette douzaine d'hommes que dans la confusion générale il avait pris possession d'un palais, ou plutôt d'une citadelle garnie de cent dix pièces de canon. Il eut recours aux plus promptes mesures pour rétablir l'ordre, et grâce aux souvenirs laissés par la conduite de Pangarang Battou et par l'administration de son père, les habitants ne cachèrent même pas la joie qu'ils éprouvaient de se voir soumis à ce régime nouveau. Le 28 avril, après avoir arboré les couleurs britanniques sur le palais, le général Gillepsie songea à rétablir un gouvernement dans le pays. Un frère du sultan, Pangarang Adipati, avait blâmé le massacre des Hollandais; le général jeta les yeux sur lui pour remplir le trône vacant. L'esprit de ruse inhérent au naturel des peuples orientaux, et la méfiance si nécessaire aux Européens dans les premiers rapports qu'ils ont avec ces peuples, entravèrent pendant quelques jours la solution de cette affaire. Cependant le 14 mai, le nouveau sultan fut installé en grande pompe par Gillepsie au nom de Sa Majesté Britannique et de l'honorable Compagnie des Indes, et deux jours après la flotte mit à la voile pour Java.

L'année 1813 vit encore un renouvellement de la charte de la Compagnie. Les grandes questions du monopole ou de la liberté du commerce, agitées de nouveau avec passion, obligèrent la Compagnie à défendre son privilége qui allait s'ébranlant de plus en plus. Elle fit entendre en sa faveur des témoins, parmi lesquels figura en première ligne Warren Hastings. L'entrée de ce vieillard illustre dans l'enceinte où, pendant tant d'années, il avait vu le glaive des lois suspendu sur son honneur et sur sa liberté, y excita une sensation profonde de curiosité, d'admiration et de respect. Toute l'assemblée se leva d'un mouvement unanime. Les haines étaient effacées, les accusateurs avaient disparu. Une génération avait déjà passé sur l'œuvre de Warren Hastings. A cette distance, les détails, guenille souvent souillée, adhérente à toute œuvre humaine, se perdaient dans l'ampleur du résultat qui seul apparaissait avec grandeur et majesté. La génération qui saluait Warren Hastings était aussi juste que celle qui l'avait accusé. Le nouveau bill passa, au mois de juillet, dans l'une et dans l'autre chambre. Il n'était qu'une reproduction peu altérée du bill précédent. Le monopole de la Compagnie était maintenu, et la liberté du commerce admise en même temps jusqu'à un certain point par une disposition qui autorisait les vaisseaux d'un certain tonnage à trafiquer dans l'Inde, moyennant une licence de la Compagnie. Contre le refus de celle-ci, il y avait appel au bureau du contrôle. Toutes les autres modifications tendaient à étendre la compétence ou les pouvoirs de ce bureau, c'est-à-dire, du pouvoir royal dont le bureau était une émanation. Quelques mesures étaient prises aussi en faveur de la religion, et un siége épiscopal créé.

Le successeur de lord Minto avait été nommé au mois de novembre 1812; il arriva dans l'Inde l'année suivante; et, le 4 octobre 1813, lord Minto lui remit les pouvoirs. Ce successeur était le marquis d'Hastings. Lord Minto, de retour en Angleterre, y mourut presque aussitôt.

## CHAPITRE XXV.

### GUERRE CONTRE LES GOURKHAS. EXPÉDITION DE CEYLAN.

Lord Minto, qui avait fini par tourner à la politique guerrière, avait légué au marquis d'Hastings une guerre imminente avec les Gourkhas. Les Gourkhas sont une tribu belliqueuse et indoue qui habitait, au nord de l'Indoustan, dans le Népaul, un petit territoire montagneux. Ils adoptèrent de bonne heure la tactique européenne; et, grâce à cet avantage, vers 1760, un de leurs chefs commença à fonder, aux dépens de ses voisins, un royaume assez étendu. Les progrès en furent rapides. En moins de cinquante ans, les Gourkhas, gagnant de proche en proche, avaient étendu leur empire sur toute la lisière de l'Indoustan, depuis le Boutan, à l'est, jusqu'au Sattledge, à l'ouest. Au pied de leurs montagnes règne une longue forêt d'où se tire presque tout le bois qui s'emploie dans la construction des bâtiments destinés à la navigation du Gange. Cette forêt abonde en éléphants plus petits que les autres races de l'Inde, mais dont l'ivoire est plus recherché. Entre la forêt et le territoire anglais, s'étend une vallée très-riche dont les pâturages sont, aux mois d'avril et de mai, le refuge des troupeaux que la sécheresse chasse des parties méridionales de l'Indoustan. Le tribut que rapporte ce droit de pacage est la source principale du revenu des petits rajahs de cette contrée. Il est aussi une source de conflits nombreux et d'éternelles contestations. L'esprit d'envahissement qui a fait des Gourkhas un peuple puissant, se tourne en esprit d'usurpation dans les rapports de voisinage qui unissent ou plutôt divisent les chefs, et l'usurpation amène la guerre. Dans l'intervalle de 1760 à 1810, les Anglais s'étaient mis plus d'une fois en relation avec les Gourkhas, soit pour des échanges, soit pour interposer leur médiation, soit enfin pour exercer des revendications. Des zemindars du territoire anglais avaient eu fréquemment à se plaindre de l'esprit dont nous venons de parler. Toutefois, tant que les entreprises des Gourkhas, vexatoires seulement pour les zemindars, n'entamaient pas la souveraineté ou le revenu de la Compagnie, celle-ci, suffisamment embarrassée d'autres affaires, laissait crier ses agents, ou se bornait à faire quelques représentations. Quelquefois les Gourkhas envahissaient le territoire d'un rajah tributaire des Anglais, et se faisaient tolérer dans cette usurpation en continuant à payer son tribut. Cette substitution de personnes admise, ils en profitaient pour élever, comme ayants droit du rajah dépossédé, des prétentions plus ou moins fondées. Un certain territoire de Boutwul avait été acquis, après la mort de son rajah, par les Anglais, qui en avaient dédommagé la famille du défunt, moyennant la cession d'un autre district. Peu après, en 1804, les Gourkhas ayant conquis le district de Palpa, revendiquèrent celui de Boutwul, comme dépendance de leur conquête, et commencèrent par y envoyer leurs collecteurs. Aux réclamations de sir George Barlow, les Gourkhas répondirent en offrant de posséder Boutwul comme tributaires des Anglais, et de régler ce tribut sur le taux qui avait été fixé primitivement avec leur zémindar. Le gouvernement, qui tenait non-seulement au tribut, mais à la possession directe, repoussa cette proposition. Lord Minto survenant, laissa là cette affaire pendant plusieurs années. Mais, au temps où la crainte des projets de Napoléon lui faisait envoyer une ambassade en Perse, une autre à Caboul, une armée chez les Seiks, il voulut aussi régler ses démêlés avec les Gourkhas, et accrédita auprès d'eux un commissaire chargé de procéder à une exacte délimitation de frontières. Les Gourkhas s'étudièrent à faire traîner les négociations en longueur, et, chemin faisant, ils occupaient des villages, levaient les impôts, et mettaient à la raison les rajahs récalcitrants. Ils finirent par forcer le gouverneur

général à leur donner un ultimatum très-net et assez menaçant (juin 1813). Leur réponse, qui se fit attendre six ou sept mois, fut reçue par le marquis d'Hastings. Celui-ci répliqua par une injonction formelle d'évacuer les territoires en litige. Les chefs gourkhas, convoqués par le souverain à Katmendou, tinrent conseil; et le système de la résistance aux prétentions britanniques ayant prévalu, à l'expiration du délai que le gouverneur général avait fixé, trois compagnies anglaises entrèrent sur les terres contestées, et y établirent les agents de l'administration. Les Gourkhas n'y mirent d'abord aucun obstacle, mais lorsque les trois compagnies se retiraient, il les attaquèrent, et la guerre commença. Les opérations toutefois furent ajournées à la saison suivante, à cause des pluies qui commençaient, et aussi pour laisser aux sujets anglais, engagés d'affaires avec les Gourkhas, le temps de sauvegarder leurs intérêts. Le gouverneur général s'était de sa personne rapproché du théâtre des opérations futures pour pousser plus activement les préparatifs, et assurer par lui-même l'exécution des mesures de précaution qu'il croyait devoir prendre contre les Pindarrys, que cette guerre pouvait ramener sur les Anglais ou sur leurs alliés. Enfin, tout étant prêt, le 1er novembre 1814, il lança, à Lucknow, sa déclaration de guerre jusque-là suspendue.

Le théâtre de la guerre présentait un front de deux cents lieues de long, que le gouverneur général résolut d'attaquer sur toute la ligne en même temps. Il divisa son armée en cinq corps. Celui de gauche, commandé par Ochterlony, qui, depuis les affaires avec Lahore, en 1808, occupait Loudhiana sur le Sattledge, avait ordre de couvrir les contrées montagneuses sur la rive gauche de ce fleuve. Gillepsie, qui venait ensuite, avait son point de départ à Mirat, dans le Douab, d'où il devait envahir les vallées comprises entre le Gange et la Djamna, pour appuyer ensuite, en divisant ses forces, à gauche, vers Ochterlony, à droite, sur Sirinagar. Le corps rassemblé à Bénarès, sous le major général John Wood, avait son champ d'opérations dans les territoires contestés, Boutwul et Palpa. Le corps principal, commandé par le major général Marley, devait se porter sur Katmandou, capitale du Népaul. Le dernier corps, à l'est, était commandé par le major Lutter, chargé de protéger la frontière. Ces forces réunies formaient un total de 24,000 hommes environ, dont 6,000 à Ochterlony, 4,000 à Gillepsie, 4,000 à Wood, 8,000 à Marley, et 2,000 à Lutter. Des renforts arrivèrent d'ailleurs à diverses reprises sur les points où ils étaient devenus nécessaires. Cette guerre de montagnes, où les généraux anglais et gourkhas luttèrent de talent et d'intrépidité, ne présente qu'une suite de petits détails d'un haut intérêt militaire, mais purement militaire; ils n'appartiennent qu'à des ouvrages spéciaux. Le résultat qui seul est de notre ressort, fut, en général, peu favorable aux Anglais. Dans les montagnes du Maloun, Umur-Singh sut se maintenir contre Ochterlony, malgré les forces supérieures et les prodiges d'habileté de celui-ci. Gillepsie, après des débuts vigoureux suivant son habitude, paya de sa vie un assaut téméraire qu'il voulut livrer à la forteresse de Napali, où commandait Bahadur-Singh. Le colonel Marley, puis le major général Martindall, qui lui succédèrent, ne furent pas plus heureux, à la mort près, et cette campagne finit pour le corps d'armée par une retraite assez désastreuse. Le major général Wood perdit l'offensive dès son début, et, malgré les renforts qui lui furent envoyés, n'osa pas la reprendre. Le général Marley, après quelques escarmouches où les Gourkhas eurent l'avantage, se sentit tellement intimidé, qu'il n'osa plus faire un pas en avant au delà de cette plaine pacagère qui formait la bande frontière du territoire gourkha. Bien plus, il perdit la tête au point de s'évader un jour, et d'abandonner son armée sans avoir prévenu personne, ni remis le commandement en aucune

main. L'armée anglaise était battue sur toute la ligne.

Pour la seconde campagne, qui commença en février 1815, le marquis de Hastings se fortifia de quelques alliances et de levées faites parmi les Robillas, population éminemment guerrière. Le colonel Gardner, qui les commanda, battit les Gourkhas dans le Kumaoun, les chassa de la province et en obtint la cession par une capitulation qu'il leur arracha dans Almora, la capitale. Le major général Martindall donnait toujours des signes de faiblesse; 200 Spartiates gourkhas, qui gardaient un autre passage des Thermopyles, tinrent bon contre 2,000 hommes de son corps d'armée, et les culbutèrent. Mais Ochterlony avait repris ses opérations dans les monts Maloun. Il prit une à une toutes les forteresses ennemies, dispersa les armées, et finit par réduire son brave adversaire, Umur Singh, à capituler (15 mai 1815). Ces victoires ajoutèrent à l'empire britannique le vaste espace compris entre la Gogra et le Sattledge. Des négociations de paix qui avaient été plusieurs fois entamées, furent reprises cette fois par les Gourkhas. Le gouverneur général leur fit savoir ses conditions, qui étaient la cession de toute la contrée montagneuse conquise pendant la guerre; la cession de la plaine de Turaï dans toute sa longueur et jusqu'à la forêt; la remise des prises faites par les Gourkhas sur le territoire d'un allié des Anglais, le rajah de Sikim; l'admission à Katmandou d'un agent anglais avec son escorte et tout ce que comporte un établissement de ce genre; enfin, l'engagement de ne prendre aucun Européen au service du Népaul sans l'autorisation du gouvernement anglais.

Il y eut quelques difficultés, surtout sur la clause relative à la plaine de Turaï. Plusieurs chefs gourkhas y possédaient des jaghires. Le gouverneur général offrit de les indemniser par une pension équivalente. Mais les jaghirdars objectèrent que c'était la plaine elle-même qui était nécessaire à leur subsistance, leurs districts montagneux ne produisant rien. Le marquis de Hastings consentit à abandonner la plaine, et, sous cette nouvelle forme, le traité fut accepté. Mais avant que les ratifications eussent été échangées, le parti de la guerre reprit le dessus à Katmandou. Umur Singh surtout, l'adversaire vaincu mais non dompté d'Ochterlony, était arrivé soufflant le feu de la guerre et de la vengeance. Il disait que c'était folie de se fier à un traité conclu après une défaite; il évoquait en exemple les souvenirs de Tippou Sahib, du rajah de Bhurtpour, et effrayait les Ghourkas sur les effets de l'ambition anglaise. La guerre fut rallumée.

L'armée anglaise, au nombre de 20,000 hommes, était mise sous les ordres d'Ohcterlony; il divisa ses forces en quatre brigades, et ouvrit la campagne en personne, le 10 février 1816. Deux batailles successives qu'il gagna à Hurihurpour et à Sikurkutri réduisirent les Gourkhas à offrir leur acceptation du dernier traité. Mais Ochterlony leur répondit qu'ils devaient s'attendre désormais à des conditions plus rigoureuses, et continua de marcher. Enfin, devant Muckwanpour, le wackil gourkha présenta au général un exemplaire signé du nouveau traité, qui ne modifiait le premier que par quelques augmentations de territoire et quelques stipulations, tant en faveur du nabab d'Oude que du rajah de Sikim, auxquels on faisait des avantages sur la plaine de Turaï. Par cet événement, les Gourkhas se trouvèrent anéantis comme grand peuple, et ramenés à l'état de tribu, d'où ils étaient partis un demi-siècle auparavant. Durant ce demi-siècle, ils avaient osé déclarer la guerre à l'empereur de la Chine, et l'avaient battu d'abord. Plus tard, l'empereur fit proposer aux Anglais d'attaquer les Gourkhas d'un côté, tandis qu'il envahirait de l'autre; proposition qui fut repoussée. Durant cette dernière guerre, les Gourkhas invoquèrent le secours de l'empereur, qui se regardait comme leur suzerain, et celui du Teshou Lama, leur chef religieux; mais rien

ne les put sauver de leur destinée. Les Chinois se prêtèrent à intervenir, mais avec leur lenteur ordinaire, et la paix était conclue lorsque l'on reçut d'eux une première demande d'explications qui précédait la mise en mouvement de leurs troupes. Le gouverneur général envoya à Pékin le récit de ce qui venait de se passer, et le céleste empereur se déclara satisfait. Les Gourkhas, d'un autre côté, n'étaient pas bien assurés que l'armée chinoise une fois en mouvement ne fît tomber sur eux l'humeur guerrière dont elle se serait approvisionnée contre les Anglais. Ils firent demander au gouverneur général s'ils pouvaient compter sur son appui, et s'apprêtèrent à bien recevoir les Chinois. Le marquis de Hastings intervint en effet, mais pour calmer ces peuples impétueux, et tout se borna à une entrevue grotesque entre le wackil gourkha et le général chinois.

Toutes ces guerres n'allaient pas sans grandes dépenses, et les finances de la Compagnie se trouvaient dans l'état le plus désastreux où elles eussent jamais été; le pays était épuisé; d'autres circonstances encore s'opposaient à ce qu'on pût émettre un emprunt. Délivré de tous les soins du gouvernement, le dernier nabab d'Oude, Salut-uli-Khan, frère d'Azoff al Doulah, avait concentré tous ses soins dans celui d'amasser de l'argent. Les désordres de son administration, désordres dont il savait ne pas souffrir, avaient engagé plusieurs fois les Anglais à lui proposer un plan de réforme qu'il avait toujours repoussé. Sa mort laissa à son fils, Guzi-ud-din-Haïdur, le trône et d'immenses trésors. Pour prix de l'appui que lui prêtèrent les Anglais, celui-ci consentit à laisser passer le plan de réforme, et, pour se concilier plus étroitement la faveur du gouverneur général, il n'hésita pas à lui accorder un prêt d'un crore de roupies (25,000,000 de francs), au modique intérêt de 6 pour cent. L'emploi peu judicieux que l'on fit de cette somme, fit qu'au milieu de la guerre contre les Gourkhas l'argent fut sur le point de manquer. On eut recours une seconde fois au nabab vizir qui, avec un peu moins d'empressement, avança un autre crore de roupies.

Cet argent ne fut pas inutile pour une expédition à Ceylan, où de vieilles injures à venger et d'autres intérêts plus récents appelaient les armes des Anglais. C'est ici le lieu de revenir sur des faits antérieurs dont nous avons ajourné le récit pour ne point rompre le lien des événements. Ceylan, comme presque tous les premiers points occupés par les Européens dans l'Inde, avait appartenu d'abord aux Portugais, puis aux Hollandais. En 1782, les Anglais y prirent Trinquemale, et recherchèrent aussitôt l'alliance de l'empereur. La dynastie de cet empereur est malabare. Les femmes de ce dernier pays avaient seules le privilége de donner des héritiers au trône impérial. L'ordre de succession n'était cependant point réglé d'avance par les lois ou par un usage fixe. L'empereur commandait à une confédération de seize chefs qui, à sa mort, désignaient son successeur. L'ambassade envoyée par les Anglais à ce personnage pour rechercher son amitié, ne produisit que de vaines paroles; mais, en 1796, les nouveaux venus profitèrent de la défaveur où étaient les Hollandais pour s'emparer de leurs possessions. Deux ans après, l'empereur mourut. Un fils qu'il avait eu d'une femme ceylanaise, et qui, par conséquent, n'avait aucun droit au trône, y fut placé cependant par les intrigues d'un ministre. La femme et les enfants légitimes de l'empereur, ainsi que toute sa famille, furent jetés en prison, d'où parvint à s'échapper un frère de la reine, nommé Moutto-Saoni. La possession de presque toutes les côtes faisait alors des Anglais, dans Ceylan, une puissance assez considérable pour que leur alliance fût sollicitée à la fois par Moutto-Saoni et par le ministre Palamé-Talevi. Mais cette possession récente ne paraissant pas encore assez bien assise à M. North, cet agent ministériel (Ceylan avait été déclaré possession du roi de la Grande-Bretagne, et non

de la Compagnie) refusa de la compromettre dans ces démêlés. Sans perdre courage, Palamé-Talevi se tourna vers M. Boyd, secrétaire du gouvernement, et fit si bien par ses confidences sur l'état intérieur de Ceylan et sur ses projets à lui-même, que le gouverneur M. North finit par se laisser convaincre que les Anglais pouvaient avoir intérêt à s'en enquérir de plus près. En conséquence, au mois de mars 1800, le général Macdowal fut envoyé comme ambassadeur à la cour de Candy. Cette ambassade excita des défiances et des mécontentements réciproques, plutôt qu'elle ne créa des rapports d'amitié. Entre autres propositions que M. Macdowal avait à faire, était celle d'une route militaire que les Anglais demandaient à percer à travers Ceylan, pour relier entre eux les postes échelonnés sur les côtes. Cette proposition fut rejetée bien loin. Déjà même, dans le trajet, l'adigar qui, de la part de l'empereur, était allé recevoir l'ambassadeur sur les frontières de Candy, avait trouvé fort mauvais que M. Macdowal voulût faire réparer par les troupes qu'il avait amenées certaines parties du chemin tout à fait impraticables. Les choses en restèrent là pendant deux ans encore. Mais, dans l'intervalle, les projets de Palamé-Talevi avaient grandi, ou, du moins, ses moyens d'exécution lui paraissaient s'être accrus. Il songeait à se placer lui-même sur le trône et à expulser les Anglais. Un système de vexations et d'insultes fut organisé contre eux. Toute satisfaction leur fut refusée; et, comme la cour de Candy faisait des préparatifs de guerre, le gouverneur jugea l'heure venue de mettre son armée en campagne. Elle partit de Colombo le 31 janvier 1803, sous le commandement du général Macdowal. Une autre colonne partit de Trinquemale, sur la côte opposée, le 4 février. Ces forces réunies montaient à près de 4,000 hommes. Elles se rejoignirent à peu de distance de Candy, dont les approches ne leur avaient guère été disputées que par le mauvais état des chemins. La capitale elle-même ne leur opposa aucune résistance. Les Anglais la trouvèrent complétement évacuée, et l'eussent même trouvée détruite, s'ils ne fussent arrivés à temps pour éteindre le feu qu'on avait mis en divers endroits. Ils commencèrent par installer sur le trône Moutto-Saoni, qui les avait suivis, espérant que son élévation créerait un parti en leur faveur. Mais il ne leur vint personne, Moutto-Saoni ayant été dégradé par un châtiment public que lui avait infligé le dernier empereur.

Le projet des Ceylanais était de vaincre leurs ennemis par la ruse plutôt que par les armes. Ils comptaient d'ailleurs beaucoup sur l'insalubrité du climat; et, au lieu de combattre, ils négocièrent. Seulement ils s'appliquèrent à intercepter tous les convois, de manière à ce que les Anglais bloqués dans Candy eussent à lutter à la fois contre le climat et contre la famine. L'adigar avait en outre promis dix roupies par tête d'Anglais, cinq par tête de cipaye, ce qui était ajouter l'assassinat aux deux autres fléaux. Le premier ministre avait commencé ses négociations par offrir au général Macdowall de lui livrer la personne de l'empereur. Un détachement sortit de Candy à cet effet; mais, au lieu d'un prisonnier, il trouva une embuscade, et fut rudement ramené dans la ville. Cependant les calculs de Palamé-Talevi avaient été très-justes, et Macdowal, étroitement enfermé dans Candy par des forces très-supérieures, commençait à y sentir sa position tout à fait compromise. Le système de temporisations et de négociations l'avait amené à une situation extrêmement critique, dont le résultat était, pour comble de maux, de le rendre facile à l'ouverture de toute négociation nouvelle, seule voie de salut qui lui restât. Palamé-Talevi changea donc de batteries; il fit proposer au général la déposition du souverain actuel, et sa propre élévation sur le trône, moyennant une pension qui serait faite à Moutto-Saoni, dont les Anglais abandonneraient les prétentions. Macdowall s'embarqua dans cette intrigue,

et avec une telle confiance, qu'il se hâta, sur la foi de l'union établie entre lui et le ministre, d'abandonner la ville, où il ne laissa qu'une garnison d'un millier d'hommes. On le laissa tranquillement s'éloigner, mais, deux jours après, les Ceylanais se rapprochèrent de la ville et, sous prétexte de conférences, essayèrent d'enlever le gouverneur. Ce projet ayant manqué, ils se mirent à débaucher les cipayes et les Malais, qui en effet désertèrent par bandes. Le reste de l'armée peuplait les hôpitaux. Les rivières débordées mettaient obstacle à l'envoi d'aucun secours. Toutes ces circonstances enhardirent Palamé-Talevi à tenter, pour en finir, une action de vive force. Attaqués dans le palais où ils étaient établis, les Anglais repoussèrent le premier assaut (24 juin), mais, trop prompt à desespérer du succès d'une plus longue résistance, le major Davis, qui voyait son effectif réduit d'un millier d'hommes à environ 400, demanda à capituler. Il obtint pour lui, pour ses troupes et pour le prince Moutto-Saoni, la faculté de se retirer à Trinquemale; le ministre s'engageait à prendre soin des malades et des blessés qu'on laissait à l'hôpital. Davis se mit en marche le même jour, emmenant avec lui 14 officiers et 20 soldats anglais, 250 Malais, 140 canonniers lascars, Moutto-Saoni et sa suite. Le lendemain matin, comme il était arrêté sur les bords de la Mahavilla-Ganga, rivière débordée, il lui arriva un messager de l'empereur qui le somma, avec menaces, de livrer le prince Moutto-Saoni. Le major repoussa vivement cette exigence. Un second messager lui vint assurer que les intentions de l'empereur, loin d'être malveillantes pour le prince, étaient au contraire de le replacer dans le rang qui lui appartenait à côté du trône. Davis n'en persista pas moins dans son refus. Un troisième messager survient alors, annonçant que l'empereur lui-même, à la tête de toutes ses forces, va venir barrer la retraite aux Anglais s'il n'est obéi sur-le-champ. Dans cette perplexité, le major, après avoir tenu un conseil, croit devoir payer de la perte d'un homme le salut de son armée. Moutto-Saoni, amené aux pieds de l'empereur, y est exécuté sur place. Le chef anglais pouvait se croire quitte, après le sacrifice de son allié et de l'honneur britannique. Mais le lendemain (26 juin), nouveau message et sommation de mettre bas les armes, sous peine de mort, avec la vie sauve au contraire si l'on obéit sans résistance. Les événements, les maladies, l'abandon où ils étaient, avaient tellement abattu les courages, que les Anglais n'essayèrent pas de mourir du moins en se défendant; ils rendirent leurs armes et se laissèrent ramener prisonniers à Candy. Aucun d'eux n'y arriva, sauf le major Davis et le capitaine Brunsley, qu'on garda comme otages, et quelques soldats malais qui consentirent à passer dans l'armée ceylanaise. Tous les autres furent égorgés à petit bruit, deux à deux, tout le long de la route. Les malades de l'hôpital, au nombre de 120, subirent le même sort. Un seul en échappa par miracle, et nous le retrouverons plus tard.

Après ces hauts faits, l'empereur se sentit le cœur assez enflé pour oser prendre l'offensive et préparer l'expulsion des Anglais. Malheureusement un échec qu'il essuya tout d'abord contre un petit fort qu'il voulait prendre avant d'attaquer Colombo, abattit ce grand courage, et la guerre finit là, ou du moins se réduisit à des rencontres de patrouilles. En 1804, il reprit encore de vastes projets qui échouèrent, pour être remis à flot et pour échouer encore en 1805. La mort vint alors couper court à des projets nouveaux. Son successeur songea plutôt à s'affermir qu'à continuer cette guerre, et de leur côté les Anglais ne furent point fâchés de profiter du répit qu'il leur laissait. Ce répit dura environ huit ans.

Le successeur du meurtrier de l'armée de Davis s'était fait une réputation de cruauté, même à Ceylan. En 1814, il cita devant lui son ministre, Eheilspoula, pour se faire rendre compte de certains actes qui lui déplai-

saient. L'adigar n'eut garde de comparaître, et au contraire il invoqua l'appui des Anglais contre son souverain, leur offrant, pour prix de ce service, la province de Saffragam qu'il avait entraînée dans sa révolte. Le gouverneur, M. Bowring, déclina, quant à présent, cette offre. L'empereur, suivant l'usage de Ceylan, tenait en otage la famille de son ministre, cinq enfants et leur mère. Le plus jeune de ces enfants, encore à la mamelle, eut la tête coupée, et la mère fut contrainte à la piler elle-même dans un mortier. Ce coup frappa si violemment le malheureux Eheilapoula, que son courage et son intelligence en furent troublés; il ne sut opposer qu'une faible résistance aux armées de l'empereur, et n'eut plus de refuge que sur le territoire anglais. Le général Bowring avait d'abord hésité à le recevoir; bientôt pourtant il lui promit des secours. Dans la première entrevue qui lui fut accordée, l'adigar, à la vue du général, éclata en larmes et en sanglots; il sollicita de lui la permission de l'appeler son père. Cependant l'empereur usait de représailles sur les sujets britanniques. Il en fit arrêter dix, qui par malheur se trouvaient dans ses États, leur fit couper les bras, le nez et les oreilles, et les renvoya ainsi mutilés. Sept moururent, trois arrivèrent à Colombo dans cet état. La guerre fut résolue. Le général eut le soin de lancer d'abord une proclamation pour déclarer qu'il ne faisait point la guerre aux peuples de Ceylan, mais seulement au tyran féroce qui violait si indignement toutes les lois divines et humaines. A peine l'armée anglaise était-elle en mouvement, qu'on vit arriver le premier ministre qui passait à l'ennemi avec la grande bannière de l'empire, des éléphants, les papiers de son administration, etc., exemple aussitôt suivi par les chefs de la province. Pendant ce temps, l'empereur s'amusait à faire empaler les messagers qui lui apportaient de mauvaises nouvelles. Quand il sut les Anglais aux portes de sa capitale, il s'enfuit, et l'armée y entra sans coup férir. Alors se présenta au quartier général un homme dans le costume du pays, mais de figure européenne. C'était ce caporal Thomas Toën, qui avait échappé au massacre des malades, en 1803. Les assassins, à ce qu'il raconta, après lui avoir arraché l'appareil de ses blessures, l'avaient laissé pour mort d'un coup de crosse de fusil dont ils l'avaient étourdi. En revenant à lui, il s'était traîné au bord d'un réservoir d'eau. Là, des soldats l'ayant découvert l'avaient pendu à un arbre; la corde s'était cassée. D'autres soldats survenant l'avaient pendu encore, mais à une corde qui ne valait pas mieux que la première. Pendant dix jours, caché dans une hutte abandonnée, il vécut de l'herbe qui croissait dans les fentes et de l'eau qui suintait des toits ou des murailles. Le besoin l'ayant un jour chassé au dehors pour ramasser quelques racines, il rencontra un vieux Ceylanais qui lui offrit un plat de riz. Le bruit de cette aventure étant venu jusqu'à l'empereur, la superstition, à défaut d'humanité, l'intéressa au sort de cet homme tant de fois et si miraculeusement sauvé. Il donna ordre qu'on en prît le plus grand soin et toutefois le garda si sévèrement qu'une femme, pour avoir essayé de faire passer une lettre de Toën au major Davis, fut mise à mort. Quelques lambeaux d'une Bible anglaise, trouvés par hasard, furent l'unique distraction de ce malheureux depuis le mois de juin 1803 jusqu'à peu près à pareille époque de 1814.

L'empereur, abandonné de tous ses partisans, errait seul avec deux de ses femmes dans les environs de sa capitale. Il y fut découvert dans une maison, ramené les pieds chargés de fers, les mains garrottées derrière le dos, au milieu des injures et des coups de la populace; peut-être eût-elle fini par le mettre en pièces, mais un détachement anglais rencontra le cortége et s'empara de l'empereur, qui fut aussitôt envoyé à Colombo. Là, on le traita avec plus d'humanité qu'il n'en méritait et qu'il n'en attendait. Mais le trône fut déclaré vacant, les droits

de la dynastie malabare abolis, et, du consentement des chefs, avec qui on en passa le traité, la domination du roi d'Angleterre proclamée sur toute l'île.

## CHAPITRE XXVI.

### REPRISE DU SYSTÈME D'ALLIANCES PAR LORD HASTINGS. GUERRES CONTRE LES PINDARRYS ET LES MAHRATTES.

Nous avons parlé des précautions que lord Hastings crut devoir prendre au commencement de la guerre des Gourkhas contre les Pindarrys ou autres ennemis qui pouvaient lui venir de l'ouest. De graves événements en effet se préparaient de ce côté. Grâce à l'abandon formel que les Anglais avaient fait de toute prétention à intervenir dans les affaires des princes du Malwa et du Radjpoutana, Emir Khan, Scindiah, Holkar s'étaient puissamment relevés. Nous ne ferons point entrer nos lecteurs dans le dédale d'intrigues qui les faisaient tantôt s'unir, tantôt s'entre-choquer. La maison de Holkar, un instant compromise par la démence de son chef, avait été soutenue par une femme, Toulsah Bêi. Enlevée par Holkar à son mari qui avait été d'abord jeté en prison, puis envoyé dans le Deccan avec quelques cadeaux, cette femme avait de la beauté, de l'ambition, de l'intelligence et de la cruauté. Fille d'un brahme de la secte de Mann-Bhao, elle avait reçu plus d'instruction que n'en reçoivent ordinairement les filles de l'Inde. Après une révolte contre Holkar, dont la démence était devenue furieuse, elle prit la régence de l'État. La mort de Holkar (1811), qui avait fini par usurper la place de Casi Bao, et par le mettre à mort, ayant fait monter sur le musnud un enfant en bas âge que Djeswunt Rao avait eu d'une femme de caste inférieure, Toulsah Bêi conserva la régence et affermit son pouvoir. Elle joua un grand rôle dans le conflit d'événements qui agitèrent alors toute cette partie de l'Inde. Au milieu des trahisons à l'intérieur, des guerres au dedans, des ravages des Pindarrys, elle dépensa en petits moyens, en petites perfidies, en petites cruautés, en petites guerres, toutes plus ou moins nécessaires pour accroître ou seulement pour maintenir sa puissance, une force immense, une résolution inflexible et un remarquable courage. La maison de Holkar, qu'elle avait prise toute ruinée et réduite à rien, se refit entre ses mains et reprit une partie de son lustre. Scindiah, de son côté, avait employé les loisirs que lui laissait son traité avec les Anglais à réduire tous les petits chefs sur lesquels sa maison pouvait exercer quelques prétentions. Il eut quelques démêlés avec le gouvernement britannique au sujet du rajah de Bhopal qui s'était mis sous la protection de ce puissant voisin. Il en resta dans le cœur de Scindiah des ferments de mécontentement qui, joints à d'autres causes, l'engagèrent bientôt dans des entreprises où il ne pouvait que perdre ce qu'il venait de reconquérir avec tant d'efforts. Mais, de toutes ces puissances, les Pindarrys surtout s'étaient formidablement accrus ; en 1808, on en portait déjà le nombre à 60,000. Ils étaient le brandon de toutes les discordes, les boute-feux de toutes les entreprises, surtout contre le gouvernement anglais.

D'un autre côté, le peschwah, en travail comme les autres d'une restauration de son pouvoir, supportait douloureusement les étreintes du traité de Bassein. Les difficultés surgissaient à chaque instant dans ses rapports avec les Anglais. Il y eut surtout une affaire grave à propos d'un compte qu'il voulait forcer le rajah de Gucowar à régler. Comme le compte était écrasant, et que la liquidation eût emporté le Gucowar tout entier, les Anglais interposèrent leur médiation pour empêcher les hostilités imminentes. Un ambassadeur de Gucowar, venu à Pounah sous leur garantie, fut assassiné par suite d'un complot entre le peschwah et son ministre. Le résident anglais demanda au peschwah la puni-

tion de ce ministre, ou du moins son arrestation jusqu'à ce qu'il eût démontré son innocence. Comme le peschwah éludait et cherchait à gagner du temps, le langage du résident devint bientôt plus ferme et ses exigences plus grandes. Le ministre coupable ne devait plus seulement être arrêté et détenu par le peschwah, mais remis entre les mains des Anglais. Le résident avait sous la main de quoi se faire obéir; Badji Rao, qui avait épuisé toutes les échappatoires, finit par se soumettre. Le ministre Trimburkji fut arrêté et remis aux Anglais, qui l'emmenèrent sous bonne escorte. Le peschwah, tout en gardant les apparences, ne songea plus qu'à renouer une ligue mahratte contre l'empire anglais.

Vers le même temps, Ragodgi Bhousla étant mort, laissa le trône à son fils. L'état d'imbécillité de ce nouveau rajah nécessitait une régence, pour laquelle se présentaient deux compétiteurs, Bulka Behi, veuve de Ragodgi, et Apa Sahib, son neveu. Les deux partis recherchèrent également l'appui des Anglais, mais Apa Sahib offrit au résident de conclure le traité d'alliance autrefois repoussé par Ragodgi, et d'admettre à sa solde un corps auxiliaire anglais. Le traité fut conclu à ces conditions. L'État de Nagpour entrait dans la ligue formée entre le gouvernement britannique et le Nizam pour la défense du Deccan; il s'engageait à recevoir une force auxiliaire britannique et à tenir un contingent toujours prêt pour agir en coopération avec cette force; celle-ci était fixée à quatre bataillons d'infanterie, un régiment de cavalerie et de l'artillerie (peu après on l'augmenta de deux bataillons, et le contingent du rajah fut porté à 5,000 hommes, dont 2,000 d'infanterie). Le rajah s'engageait à supporter une partie de la dépense, imputable sur son propre revenu et non sur une cession de territoire; il s'engageait en outre à accepter l'arbitrage des Anglais dans toutes les contestations, et à ne jamais négocier que de concert avec eux. Le corps auxiliaire devait entrer immédiatement en campagne. Ce traité donnait une grande force aux Anglais dans la guerre qu'ils voulaient faire. Aussi, à peine fut-il signé, que la campagne commença.

A force de croître en nombre, les Pindarrys avaient fini par se ranger sous plusieurs chefs, dont quelques-uns même étaient parvenus à se faire de petits États et à devenir des façons de princes. Emir Khan surtout, dans le rôle de souverain, avait presque réussi à oublier et à faire oublier le bandit. Dans cette dernière levée de boucliers des Pindarrys, il eut l'art de ne se point trop compromettre et d'assurer les Anglais de sa neutralité par un traité, ce qui le mit pour la première fois sur le pied de prince reconnu et indépendant. Les autres chefs principaux qui allaient soutenir le poids de la guerre que lord Hastings préparait contre ces bandes, étaient au nombre de trois: Chittou, Kurrim Khan et Wâsil Mahomet. Le gouverneur général se proposait très-sérieusement l'extermination totale des Pindarrys; mais, à vrai dire, ce projet n'était qu'une partie d'un plus vaste plan que la prochaine campagne avait pour but de réaliser. Ce plan n'était rien moins qu'un remaniement du système politique de l'Inde et la reconstitution de l'empire britannique sur une assiette nouvelle. Lord Hastings voulait faire entrer tous les États et tous les princes de l'Inde dans un système de confédération générale, dont le gouvernement anglais aurait été le protecteur et le suprême médiateur. Les relations de ces États entre eux une fois fixées, toute guerre leur eût été interdite, et les possessions, les droits de chacun reconnus, déterminés, lui devenaient ainsi assurés à tout jamais sous la garantie de la puissance anglaise. Le retour des désordres qui venaient de les mettre tous à deux doigts d'une ruine complète, était rendu impossible; la puissance précaire qui, dans tous les temps, était l'état normal de ces princes toujours à la merci d'un voisin insatiable, d'un sujet ambitieux ou de quelque aventurier heureux, faisait

place à un état stable et inébranlablement fondé. Au moment où la rupture des alliances et la retraite des armées anglaises de l'autre côté de la Djamna avaient laissé tous les princes du Radjpoutana livrés à eux-mêmes, ou plutôt à leurs ennemis, ces malheureux, dans leur détresse, avaient poussé lord Minto à l'exécution d'un plan semblable. Ils lui disaient que l'empire anglais ayant absorbé tous les droits de l'empire mogol, en avait aussi assumé tous les devoirs; qu'il devait la même protection aux opprimés, à ceux qui lui apportaient leurs services en échange de la garantie qu'ils lui demandaient. Mais cette idée d'accepter l'héritage de l'empire mogol effrayait encore des gens qui avaient pourtant l'héritage presque entier dans leurs mains. La cour des directeurs n'eût pas manqué de répudier une ambition si démesurée. Lord Hastings le savait, et néanmoins, plus entreprenant que lord Minto, il put, sous sa responsabilité, aller résolûment où les circonstances le poussaient. Par l'entremise de différents négociateurs, il se mit aussitôt en communication avec Holkar, Scindiah, Émir Khan, les rajahs de Djeypour, Odeypour, Djoudpour, Nagpour, et autres de moindre importance, et vint lui-même présider sur les lieux tant aux négociations qu'aux opérations militaires contre les Pindarrys. Il partit de Calcutta le 8 juillet 1817 et remonta le Gange.

Le théâtre de la guerre devait être enveloppé au nord et à l'est par l'armée de l'Indoustan, au sud et à l'ouest par les armées du Deccan. L'armée de l'Indoustan fut partagée en quatre divisions. La première division, ou celle du centre, rassemblée sur la Djamna, entre Kâlpi et Etaweh, se composait de quatre brigades, dont une de cavalerie, sous le commandement du major général Brown. La division de droite, à Agra, commandée par le major général Donkins, n'avait qu'une brigade d'infanterie et une de cavalerie. La division de gauche, à Kalinger, dans le Bundelcund, se composait de trois brigades, dont une de cavalerie. La réserve, ou quatrième division, sous les ordres du major général Ochterlony, était composée de la même manière. Deux autres corps d'observation, sous les ordres du major général Hardyman et du brigadier général Tom, prolongeaient vers l'est cette ligne militaire jusqu'à l'extrémité méridionale du Bahar. L'armée du Deccan formait six divisions, et avait pour général en chef sir Thomas Hislop. La première division, ou division d'avant-garde, était forte de trois brigades d'infanterie, d'une brigade de cavalerie, d'une brigade d'artillerie légère, commandées par sir Thomas. La division de Haïderabad comptait quatre brigades d'infanterie et une de cavalerie sous les ordres du brigadier général Doweton; la troisième division, deux régiments d'infanterie indigène, un régiment de cavalerie légère, une brigade d'artillerie légère, sous les ordres du brigadier général sir John Malcolm; la quatrième division, à Pounah, trois brigades d'infanterie, trois brigades d'artillerie légère, une brigade de cavalerie, sous les ordres du brigadier général Smith; la cinquième division, à Nagpour, trois brigades d'infanterie, plus quelques détachements d'infanterie indigène et de cavalerie. La division de réserve, commandée par le brigadier général Munro, se composait d'une brigade d'infanterie, d'une brigade de cavalerie et d'un détachement d'artillerie de Madras. Un autre corps s'organisait dans le Guzerate pour agir de ce côté. Tel était l'ensemble des forces qui allaient non-seulement anéantir les Pindarrys, mais encore abolir le gouvernement du peschwah, et substituer à son pouvoir, dans l'empire mahratte, la suprématie britannique.

Grâce aux intrigues de Badji Rao, les négociations entamées par lord Hastings avaient en effet assez peu réussi, excepté auprès du rajah de Bhopal et d'Émir Khan. Scindiah ne montrait qu'un bon vouloir douteux. La cour de Holkar était divisée en deux factions, dont l'une voulait l'alliance, l'autre la guerre avec les An-

glais. Le peschwah, tout en gardant des apparences amicales dans ses relations officielles avec les Anglais, était l'âme de toutes ces résistances et de toutes ces menées hostiles. Apa Sahib, surtout, malgré les services qu'il avait reçus des Anglais, et le traité que lui-même avait sollicité, tendait visiblement à se compromettre. Les événements vinrent bientôt lui en fournir l'occasion. Le Guzerate et l'Indoustan voyaient se former une coalition souterraine contre les Anglais. Le résident, M. Elphinstone, parvenait de temps en temps à en saisir quelque trace, mais il la perdait aussitôt. On en était à ces agitations sourdes, lorsque le 2 septembre 1816 Trimbukji, bien qu'étroitement gardé, s'évada. Malgré les actives recherches auxquelles on se livra aussitôt, on fut plusieurs mois sans en avoir de nouvelles. Dans l'intervalle, le lieutenant-colonel Walker, chef du corps auxiliaire que le dernier traité avec Apa Sahib avait introduit dans le Bérar, avait tenté quelques opérations sur la Nerbudda (octobre 1816), contre les Pindarrys qui, malgré quelques échecs, n'en étaient devenus que plus audacieux, et le rajah de Nagpour ayant été étranglé dans son lit (1er février 1817), Apa Sahib changea son titre de régent contre celui de rajah du Bérar, sous le nom de Moudadji Bhousla. Vers la même époque, le résident apprit que des troubles se manifestaient du côté de Punderpour et Mohadeo, au sud-est de Pounah. Le peschwah, sur la dénonciation que lui en fit M. Elphinstone, montra le plus grand empressement à envoyer des troupes pour les réprimer. On sut bientôt que Trimbukji errait dans le pays insurgé. Le résident soupçonnait, sans en rien laisser voir d'abord, que le peschwah était en communication avec le fugitif. Badji Rao ne cessait de protester de sa fidélité, et offrait libéralement ses troupes pour tous les services qu'on en voudrait exiger. Ces démonstrations touchaient peu le résident qui, pour avoir la mesure de la bonne foi du peschwah, finit par lui en demander des preuves plus convaincantes. Depuis quelque temps, le peschwah faisait de grands préparatifs que ne justifiaient plus ses démêlés avec le Guicowar, sur lequel, par condescendance pour les Anglais, il venait d'abandonner ses prétentions. Le résident lui demanda : l'arrestation de tous les parents et adhérents connus de Trimbukji ; la discontinuation des enrôlements pour l'armée ; le licenciement des nouvelles levées ; l'interruption des approvisionnements et des réparations qu'il faisait dans ses forteresses. Le peschwah fit immédiatement arrêter les personnes désignées, et s'engagea sans plus de difficulté sur les autres exigences du résident. Cependant les rassemblements de troupes se continuaient toujours autour de Pounah ; les achats d'attelages et autres préparatifs de guerre allaient leur train ; les trésors du peschwah étaient envoyés en lieu de sûreté. Le résident lui fit encore une sommation de remplir les conditions qu'il avait acceptées et de désarmer sur-le-champ, lui déclarant en outre que sa sortie de Pounah serait considérée comme une déclaration de guerre. Cette sommation fut appuyée d'un mouvement des troupes anglaises. Un rapport sur les événements, envoyé au gouverneur général, tenait suspendues sur la tête de Badji Rao des conditions plus dures que celles qui lui avaient été imposées. Il se sentit hésiter, et chercha à gagner du temps en pourparlers ; mais M. Elphinstone, qui avait déféré l'affaire à l'autorité supérieure, refusait désormais de s'y engager plus loin, avant d'avoir reçu des instructions nouvelles. En attendant, il continuait à concentrer des troupes. Si le peschwah attendait, pour prendre un parti décisif, quelque succès remporté par les insurgés, il dut ajourner ses espérances. Le colonel Smith venait d'en disperser une partie, et le capitaine Davies en ayant rencontré 2,000 dans le Kandéish, où ils s'efforçaient de pénétrer, les avait hachés et mis en déroute complète. Cependant une autre insurrection, dans la pro-

vince de Kottak, interceptant les communications entre Calcutta et Pounah, M. Elphinstone prit sur lui d'agir provisoirement d'après les pouvoirs dont il était déjà investi. Il remit au peschwah un ultimatum exigeant : 1° la promesse, sous serment, de livrer Trimbukji dans un délai donné; 2° la reddition des forteresses de Pourundur, de Singhur et de Raïghur. C'est dans cette dernière que le peschwah avait envoyé ses trésors. Un délai de vingt-quatre heures seulement lui était donné pour faire connaître sa réponse. La peur s'emparant du peschwah, il livra ses forteresses, dont les Anglais prirent immédiatement possession. Toutefois M. Elphinstone fit entendre à Badji Rao qu'il ne devait pas espérer que le gouverneur général le tînt quitte à ce prix, et qu'on en restât désormais avec lui aux termes du traité de Bassein.

En effet, les instructions qui arrivèrent aussitôt après (10 mai), portaient sur trois hypothèses. Dans la première, si le peschwah avait livré Trimbukji ou fait sincèrement tous ses efforts pour s'en emparer, les relations devaient être rétablies avec lui dans les termes où les avait mises le dernier traité de 1815, après la première arrestation de Trimbukji. Si le peschwah n'avait rien fait pour remplir ses promesses et l'attente de ses alliés, on devait, avant tout arrangement, exiger des otages pour garantie de la réalisation de ces promesses, et exiger pour l'avenir d'autres garanties qui étaient : 1° la cession d'un territoire comprenant le fort d'Ahmednaggur jusqu'à concurrence d'un revenu de 20 lacs de roupies pour l'entretien d'un corps de 5,000 chevaux et de 3,000 fantassins; 2° la cession de toutes les prétentions du peschwah sur le Guzerate, le Bundelcund ou autres parties de l'Indoustan ; en un mot, l'abdication de toute suprématie sur l'empire mahratte ; enfin, le renouvellement de la ferme d'Ahmenabad au Guicowar, renouvellement qui était l'origine des différends du peschwah avec ce pays. Quant à la troisième hypothèse, qui était celle du refus positif d'agir contre Trimbukji, ou seulement de l'emploi de nouveaux moyens évasifs, elle emportait l'arrestation immédiate de la personne du peschwah, et l'autorisation d'établir dans ses États un gouvernement provisoire.

Le peschwah s'était mis dans le cas de la seconde hypothèse. Il prit aussitôt des mesures pour pouvoir invoquer le bénéfice de la première. Il promit une somme de deux lacs de roupies et un village du revenu de mille roupies à qui lui livrerait Trimbukji. Il envoya de nombreuses copies de cette proclamation à M. Elphinstone, pour qu'il les répandît lui-même. Le résident fut inflexible; il enchérit même sur les rigueurs du gouverneur général, en portant à trente-cinq lacs annuels de roupies la valeur du territoire exigé par lord Hastings, à cause de certaines dépenses oubliées par celui-ci. Le 7 juin était le dernier terme accordé pour l'arrestation de Trimbukji. Ce délai étant expiré, le peschwah fut définitivement sommé de signer le traité, seule voie de salut qui lui restât, et il le signa en effet le 18.

Ce traité de Pounah, qui avait pour objet de garrotter le peschwah *et de* paralyser son mauvais vouloir, fut blâmé par quelques-uns, comme insuffisant. Les censeurs auraient voulu que le peschwah fût dépouillé de tous ses pouvoirs. Toutefois, l'événement démontra que la modération dans laquelle le gouvernement avait cru plus sage de se tenir, avait encore dépassé le but, et que ce traité, blâmé comme trop doux, était assez rigoureux pour pousser le peschwah à des entreprises désespérées. Scindiah signa aussi, le 6 novembre suivant, un traité qui mettait au service des Anglais sa coopération contre les Pindarrys. Le secours du gouvernement britannique lui était assuré contre ses propres troupes si elles résistaient à ses ordres. Mais, en revanche, on lui demandait l'occupation des forts d'Assirghur et de Hindia pendant la durée de la campagne, des fonds pour l'entretien de 5,000

chevaux pendant trois ans, l'annulation du traité précédent en divers points, mais surtout en tant qu'il garantissait l'indépendance de Scindiah dans le Malwa, le Miwar et le Marwar, enfin, sa résidence à Goualior ou en tout autre lieu qui lui serait indiqué. Pris en faute dans les diverses correspondances qu'il entretenait avec le peschwah ou les Ghourkas, cerné par les troupes anglaises qui se concentraient de toutes parts, comme on l'a vu, le rajah ne pouvait que se résigner. Il signa, mais évita autant qu'il put de remplir les conditions qu'on lui imposait.

Un allié plus fidèle fut Émir Khan. Le traité qu'on lui proposait avait pour lui cet avantage très-séduisant, qu'il le mettait sur le pied de prince reconnu, lui garantissait tous les territoires qu'il avait acquis, légitimement ou non, dans les États de Holkar. Mais ce malheureux prince payait son titre par des concessions bien dures. On exigeait qu'il congédiât ses Afghans, qu'il livrât toute son artillerie moyennant un prix convenu, qu'il fournît son contingent contre les Pindarrys; enfin, qu'il livrât son fils comme otage. De pareilles conditions lui donnaient à réfléchir. Mais l'armée anglaise était aux portes. Il signa donc, le 9 novembre, et, chose plus surprenante, signa de bonne foi. D'autres princes de moindre importance, jusque-là feudataires de Scindiah ou du peschwah, en firent autant, et se rangèrent ainsi sous la protection anglaise. Mais alors les événements venaient de changer de face, et l'hostilité déclarée du peschwah avait fait diversion aux opérations déjà commencées contre les Pindarrys.

Sous prétexte d'un grand zèle pour la cause de ses alliés les Anglais, Badji-Rao avait fait de nombreuses levées de troupes, et se trouvait à la tête de 35,000 hommes, dont 10,000 d'infanterie. Le 5 novembre, un grand tumulte éclata à Pounah. Aux questions du résident, qui fit interroger les ministres sur les causes de ce tapage, il fut répondu que l'unique cause était le mouvement des troupes destinées à accompagner le peschwah dans un pèlerinage pieux qu'il voulait faire dès le jour même. Mais quelques heures après, un envoyé du peschwah vint sommer le résident d'éloigner les troupes européennes, et de réduire la brigade indigène, à laquelle il assignait aussi un cantonnement déterminé. Il n'y avait alors de troupes anglaises dans Pounah que la garde du résident. L'armée était en position à trois milles de la ville, sur les bords de la rivière Moutta, dont elle gardait le pont pour maintenir ses communications avec Bombay. M. Elphinstone repoussa les propositions du peschwah, mais, n'ayant pas de quoi répondre à ses menaces, il se hâta d'abandonner la résidence et de se réfugier sous la protection de l'armée. Comme il venait de quitter son palais, la soldatesque l'envahit, le dévasta et y mit le feu. Le masque était tombé. Dès le matin, l'armée mahratte s'était postée en face de l'armée anglaise, et à deux milles environ de distance. Badji Rao l'eut bientôt rejointe en personne, et se plaça sur une éminence, pour être témoin de l'action qui allait s'engager. L'issue n'en fut pas heureuse pour lui. Après une bataille vivement disputée, il laissa 500 hommes sur le terrain, et fut ramené dans les positions que ses troupes avaient occupées le matin. Les Anglais n'étaient pas assez forts pour prendre plus énergiquement l'offensive. Mais une division de renfort leur arrivait des bords de la Godavery. Le 12, ils envoyèrent à sa rencontre, et la jonction s'étant complétement effectuée le 14, on fit les préparatifs d'une attaque décisive. Le peschwah parut aussi en vouloir courir le hasard. Pendant deux jours, les armées escarmouchèrent autour des points qu'elles voulaient occuper, et même il y en eut un que les Mahrattes disputèrent vivement. Mais leurs efforts échouèrent, et ce fut là sans doute ce qui détourna le peschwah de plus rien tenter sur ce terrain. Le 17 il se mit en retraite avec une partie de son armée sur Pourundar, le reste se dirigea sur Sunghur.

Les premières opérations contre les Pindarrys avaient été heureuses. Les durrahs (bandes) de Khurrim Khan et

de Wâsil Mahomet étaient en pleine déroute, et les habiles dispositions du gouverneur général en devaient amener l'extermination complète; mais un terrible fléau vint sévir contre son armée. Le choléra-morbus, qui avait commencé, l'année précédente (1817), dans le Delta du Gange, le long voyage qu'il est venu terminer quinze ans plus tard sur les derniers confins de l'Europe, en était alors aux rives de la Djamna et de la Tchambul. Le corps d'armée commandé par lord Hastings en personne eut surtout à souffrir des ravages de ce fléau. Engagé dans les fonds malsains du Bundelcund, il jonchait de ses morts les chemins qu'il parcourait. Ce qui survivait était paralysé par la terreur. Le gouverneur général se vit réduit à chercher ailleurs un air plus salubre, et ouvrit ainsi une trouée dans le cercle que les Anglais avaient tracé autour de leurs ennemis. Scindiah profita de cette retraite pour renouer avec les Pindarrys; il leur offrit un refuge à Gonalior, dont le chemin leur était libre désormais, et s'engagea à les y rejoindre. Battus alors dans le sud du Malwa, ils acceptèrent le refuge qui leur était offert, et leur mouvement ramena en grande hâte l'armée anglaise sur ses positions offensives. Malgré le triste état où elle se trouvait, elle vint à bout de leur fermer tous les chemins. Quelques petites rencontres où ils obtinrent des avantages insignifiants ne les pouvaient sauver d'une ruine imminente; mais la faiblesse de l'armée anglaise et la pesanteur de sa marche, embarrassée d'artillerie, contre un ennemi que sa rapidité dérobait aux coups les plus assurés, reculaient toujours le moment décisif. Les Pindarrys couraient du nord au sud, de l'est à l'ouest, et partout, bien qu'inattendus, ils trouvaient bonne garde et les Anglais en mesure de les recevoir, sans être pour cela en mesure de les achever. Serrées de si près, ces bandes allaient cependant se désorganisant petit à petit, elles perdaient leurs bagages, leurs chevaux. Dans une surprise, Kurrim Khan faillit être enlevé. De sa personne il s'échappa; mais ses femmes et leur suite restèrent au pouvoir des Anglais.

Sur ces entrefaites, Holkar se décida à son tour à faire sa levée de boucliers. Une intrigue de palais, conduite par les gens qui voulaient la guerre, renversa le ministre Tantia-Jog et attenta à la personne même de la régente, Toulsah-Béi. Cette femme ambitieuse, et qui avait déployé de l'énergie dans le cours de sa fortune, se sentit faiblir au moment des revers. Jetée en prison, elle s'y répandit en larmes et s'abaissa aux supplications. Mais ni cette humiliation, ni sa beauté ne purent toucher le cœur de ses ennemis, qui lui firent couper la tête et jetèrent son corps dans la Siprah. Le parti de la guerre triomphant, ne songea plus qu'à suivre ses projets contre les Anglais. L'armée mahratte rencontra, le 21 décembre, le corps de sir John Malcolm, sur les bords de la Siprah, et fut complétement défaite dans une position redoutable. Le jeune Mulhar Rao, âgé de douze ans, y combattit de ses propres mains avec acharnement. Dans la bataille, il se comporta comme un homme; au moment de la défaite il pleura comme un enfant. Cette seule défaite avait en effet détruit ses forces, et les dispositions pacifiques avaient repris le dessus dans le durbar ou conseil. Le traité qu'on lui imposa mettait ses États sous la protection britannique; le rajah reconnaissait la souveraineté d'Emir Khan sur toutes les portions du territoire de Holkar qui avaient été attribuées à ce chef par les Anglais; il cédait en outre à ceux-ci les territoires de Puchpuhar, Dig, Gungrar et Ahour, ainsi que tout ce que Holkar possédait au nord des montagnes de Miwar; il stipulait en faveur du gouvernement anglais sa renonciation à tous les tributs qu'il prélevait sur les Radjpouts; enfin, il s'obligeait à fournir aux vainqueurs un corps auxiliaire de 3,000 hommes. Ce traité fut signé au milieu du mois de janvier suivant (1818), et les Pindarrys n'eurent pas le temps de mettre à profit la diversion tentée par Holkar.

Une autre diversion tentée par le

rajah de Nagpour, Apa-Sahib, aussitôt après la nouvelle de la rupture du peschwah, n'avait pas été plus heureuse. Une première leçon reçue par le rajah sous les murs de sa capitale l'avait réduit à demander la paix. Mais, avant d'entrer en pourparler, le résident anglais, qui avait remporté cet avantage avec le peu de troupes qu'il avait sous la main, voulait appuyer ses négociations de forces plus imposantes. Le général Doweton, appelé par lui, étant arrivé avec sa brigade, le résident signifia alors ses conditions, qui étaient que le rajah livrerait son artillerie, licencierait ses Arabes ainsi que toutes ses troupes mercenaires, et qu'il se constituerait prisonnier jusqu'à l'accomplissement des clauses de cette capitulation. Le rajah n'eût pas demandé mieux, mais ses troupes s'y opposèrent; si bien qu'il ne put leur échapper qu'en venant se livrer aux Anglais. Ses troupes persistant dans leur révolte, il en fallut venir au moyen de la force. Une seconde bataille, livrée sous les murs de Nagpour, eut pour résultat la défaite des insurgés, qui y perdirent 41 éléphants et 64 pièces de canon. Leur résolution n'en fut pas tellement ébranlée, que 5,000 Arabes ou Indous, enfermés dans Nagpour, ne se déterminassent à s'y défendre, malgré les ordres positifs de licenciement donnés par le rajah. Le siége, commencé aussitôt, n'eut pas d'abord de résultats, faute de grosse artillerie; mais comme le général Doweton avait pris le parti de suspendre ses opérations jusqu'à ce qu'elle lui fût arrivée, les assiégés, comprenant que leur position n'était pas tenable, offrirent de se retirer avec leurs familles et tout ce qui leur appartenait, même leurs armes. Cette proposition ayant été acceptée, ils évacuèrent la citadelle de Nagpour, le 30 décembre. Le résident profita de ces événements pour soumettre le rajah à des dispositions qui mettaient son gouvernement et ses États complétement à la merci des Anglais, auxquels il abandonnait en outre un territoire du revenu de vingt-quatre lacs de roupies. Ainsi se trouvait étouffée, dès le premier pas, une coalition qui eût pu leur devenir formidable, si le peschwah, Holkar et Apa Sahib avaient mieux concerté leurs entreprises. De tant d'ennemis conjurés, il ne restait, en moins de six semaines, que les Pindarrys, qui étaient cernés, et le peschwah, qui fuyait toujours.

Ce n'est pas que la soumission d'Apa-Sahib fût bien sincère, et il allait bientôt en donner des preuves. Le succès de sa dernière révolte n'avait pourtant rien de bien encourageant. Non-seulement elle lui avait été funeste à lui-même, mais elle n'avait fait en faveur de ses alliés qu'une diversion tout à fait impuissante. Le 12 janvier, les restes des durrahs de Kurrim Khan et de Wasil Mahomet avaient été exterminés par le colonel Adams, sur les bords de la Tchambul. Plusieurs chefs étaient restés morts sur le terrain. Les autres, à bout de ressources, étaient venus d'eux-mêmes se remettre aux mains des Anglais, sous la seule promesse de la vie sauve, et à condition de n'être envoyés ni en Europe, ni à Calcutta. Kurrim-Khan, après avoir erré quelque temps parmi les jungles, sentant l'impossibilité d'une résistance plus longue, vint aussi, le 15 février, se rendre à sir John Malcolm, et obtint du gouvernement anglais un territoire du revenu de 1,000 roupies par mois. Wasil Mahomet, pris et livré par Scindiah, se refusait néanmoins encore à toute proposition d'arrangement. Mais découvert dans des préparatifs d'évasion, il s'empoisonna. Chettou, errant dans le Malwa, s'était laissé surprendre et disperser, le 22 janvier, aux environs de Kurnod. Réduit aussi à demander la paix, par l'entremise du nabab de Bhopâl, et ne voyant pas agréer assez vite les conditions qu'il proposait, il disparut tout à coup, et gagna la province de Kandeish, où il ramassa quelques débris de l'armée du peschwah; il se maintint ainsi, pendant la saison des pluies, dans les montagnes de Mohadeo. A la reprise de la campagne, il se trouva sans ressources et sans refuge que les jungles du voisinage. Il

s'y enfonça et y fut dévoré par les tigres. Son cheval, rencontré par quelques soldats anglais, les mit sur la voie; ils pénétrèrent dans le jungle où ils trouvèrent quelques ossements, puis des lambeaux de vêtements ensanglantés, puis enfin la tête encore très-reconnaissable de Chettou. Ainsi finit le dernier des Pindarrys.

Cette défaite des Pindarrys et les derniers événements de Nagpour avaient tellement établi la prédominance anglaise, que le gouverneur général avait cru pouvoir dissoudre immédiatement l'armée du Deccan. Le peschwah lui-même n'était plus un sujet d'inquiétudes. Après ses premiers échecs sous les murs de Pounah, bien qu'il lui restât encore environ 30,000 hommes, il avait commencé cette guerre fuyante qui consistait bien plus à éviter l'ennemi qu'à le combattre. Avec toute son armée, il n'avait pu venir à bout d'un faible détachement anglais qu'il avait surpris, ou plutôt par lequel il s'était laissé surprendre à Korcigaum. Suivi de près, et pour ainsi dire toujours à vue, par le général Smith, par le brigadier général Prietzler, il avait l'art de se dérober à tout engagement, même de cavalerie, et quelques volées d'artillerie pouvaient à peine l'atteindre de temps en temps. Il mettait un art infini à leur faire perdre sa piste, divisant son armée, qui se reformait plus loin, pour se disséminer encore par divers chemins et maintenir ainsi toujours l'ennemi dans une ignorance complète de celui qu'avait pris le peschwah. Durant les diverses insurrections d'Apa-Sahib, il avait essayé de se rapprocher de Nagpour, et avait échoué dans toutes ses tentatives. Déjà, en ce moment, son pouvoir était déclaré aboli par les Anglais. A Sittarah, l'ancienne capitale des Mahrattes, ils avaient retrouvé le dernier descendant de Sivadji, le dernier rajah de cette dynastie dont les peschwahs ou ministres avaient usurpé les pouvoirs, et ils l'avaient rétabli dans la plénitude de sa puissance, sous la protection anglaise. Badji-Rao voyait de tous côtés ses alliés vaincus, ses villes prises, ses plans déjoués, ses ressources épuisées; enfin toute espérance de traiter honorablement avec les Anglais venait de lui être enlevée par l'abolition de sa dignité. Dans de telles circonstances, Apa-Sahib, qui venait d'éprouver sa propre impuissance, ne craignit pas de renouer ses intrigues avec le peschwah. Un de ses agents, observé de près par le résident britannique, M. Jenkins, fut trouvé nanti d'une lettre écrite par le prince lui-même. Les circonstances étaient graves. Le bruit courait alors qu'un des lieutenants du peschwah était en marche sur Nagpour, et que Badji-Rao le suivait à peu de distance. M. Jenkins crut devoir employer des mesures énergiques; il somma le rajah de venir s'établir à la résidence jusqu'à *l'éclair*cissement de ces difficultés nouvelles, et, sur son refus, il le fit arrêter (15 mars). L'emprisonnement, nous l'avons dit, est une peine dégradante pour des Indous. Badji-Rao marchait en effet sur Nagpour lorsqu'il apprit l'arrestation d'Apa-Sahib; mais toutes les mesures étaient prises pour le bien recevoir. Trois corps d'armée l'enveloppaient sans qu'il le sût. Il fuyait devant celui du colonel Scott, lorsqu'il s'aperçut qu'il allait donner en plein sur celui du général Doweton. Il change aussitôt de direction; mais, au village de Souni, non loin de la Wurda, son avant-garde se heurta contre celle du colonel Adams, qui marchait sur Chanda, ville importante dont il fallait s'emparer. La bataille était devenue inévitable. Le colonel Adams ne prend que le temps de laisser arriver sa cavalerie, fond sur les Mahrattes, les culbute dans une première, puis dans une seconde vallée où le gros de leur armée tentait de se reformer, leur prend leur artillerie, trois éléphants, deux cents chameaux, et leur tue un millier d'hommes, sans autre perte, pour les Anglais, que dix blessés. Cette défaite était le coup de grâce donné au peschwah. Ses lieutenants eux-mêmes renoncèrent à suivre sa fortune; trois d'entre eux seulement lui demeurèrent fidèles, et parmi eux ce Trimbukji, si

compromis à l'origine de cette guerre. En peu de jours, son armée se trouva réduite à 8 ou 10,000 hommes. Il voulut recommencer ce système de marches et de contre-marches, qui lui donnait du moins l'air de tenir la campagne, et qui, s'il ne rétablissait pas ses affaires, maintenait son drapeau debout. Mais le peu de places qui lui étaient restées tombaient chaque jour au pouvoir de l'ennemi. Le général Prietzler prenait Wusota; le lieutenant-colonel Mac Dowell s'emparait des forts de Bajdeho, Unkyl, Dhourup et Trimbuk, dont la possession rendait les Anglais maîtres de la vallée de la Godavery, et fermait au peschwah la route du Kandeish, province qui, d'ailleurs, tombait, comme tout le reste, sous le joug des vainqueurs. Après le siége de Wusota, le général Prietzler était venu attaquer Solapour (9 mai), où se trouvait la principale infanterie du peschwah, avait battu un corps mahratte qui venait au secours de la place, et forcé celle-ci à capituler. Dans le même temps, le colonel Adams emportait Chanda d'assaut (19 mai). Tant de revers réduisaient le peschwah à la dernière extrémité; il ne conservait plus qu'un espoir, celui de gagner les États de Daoulut Rao Scindiah, et d'obtenir, par la médiation de ce prince, un arrangement avec les Anglais. Toutefois, et sans plus attendre, il s'adressa d'abord directement aux résidents de Nagpour et de Pounah. Sa marche sur le Malwa fut arrêtée par les troupes de sir John Malcolm qui avait mis en état de défense toute la ligne de la Nerbudda, depuis Hindia jusqu'à Muheswur; il se retourna au sud-est, vers Bourhampour, où la route lui fut encore fermée; de quelque côté qu'il se jetât, il se trouvait cerné comme à Souni. Toujours actif et toujours intrépide, il essayait néanmoins de recruter ses partisans et de nouer de nouvelles intrigues. Mais la nécessité l'enserrait chaque jour de plus près, et, vers le milieu du mois de mai, il fut réduit à solliciter de sir John Malcolm une entrevue. Cette conférence, d'abord repoussée par le général anglais, eut lieu cependant à Kharie, le 1[er] juin. L'accord ne put se faire dès la première entrevue. Le général avait signifié que la base de tout arrangement serait la déchéance du peschwah, sa translation hors du Deccan et la tradition de Trimbukji. Malgré ces préliminaires, le peschwah affecta de renchérir presque sur le cérémonial qu'il pouvait déployer aux plus heureux jours de sa puissance. Assis sous un dais, entouré de sa cour, pendant un quart d'heure il n'adressa la parole à sir John Malcolm qu'en la faisant passer par la bouche d'un tiers. Mais bientôt il le fit entrer sous une tente, et là il laissa éclater toute l'humilité de sa situation. Il évoqua dans le cœur du général d'anciens souvenirs d'amitié, débattit les clauses de l'arrangement qui lui était imposé, et finit par demander une seconde conférence pour le lendemain. Peut-être à cause de ces souvenirs invoqués par le peschwah, sir John ne voulut pas renouveler cette épreuve pénible. Le lendemain, il se borna à lui faire remettre une copie de l'ultimatum qu'il lui avait fait connaître. Les clauses principales étaient celles-ci : 1° Badji-Rao renonçait pour lui-même et pour les siens à tout droit, titre ou prétention sur le gouvernement de Pounah. 2° Il se rendrait immédiatement avec sa famille et une suite peu nombreuse, au camp du brigadier général Malcolm, d'où il serait dirigé, avec les honneurs dus à son rang, sur Bénarès ou toute autre résidence qu'il plairait au gouverneur général de lui assigner. 3° Dans l'intérêt urgent de la pacification du Deccan, et vu l'époque avancée de la saison, Badji-Rao se mettrait en route pour l'Indostan sans un jour de délai; toute facilité serait donnée aux membres de sa famille pour le rejoindre aussitôt que possible, avec toutes les commodités qui pourraient leur rendre le voyage agréable. 4° Badji-Rao, après la conclusion de cet arrangement, recevrait, pour lui et les siens, une pension qui serait réglée par le gouverneur général, mais dont sir John Malcolm prenait sur lui de garantir le

minimum à la somme annuelle de huit lacs de roupies. D'autres stipulations de faveur concernaient les adhérents du peschwah, les brahmes entretenus par sa famille, etc.; enfin, la dernière clause portait que si, même après l'acceptation de ces propositions, le peschwah ne s'était pas rendu au camp anglais dans les vingt-quatre heures, les hostilités recommenceraient immédiatement, et il n'y aurait plus lieu à aucune négociation ultérieure.

Ce ne fut pas sans hésitation que le peschwah accepta! Mais les préparatifs militaires de sir John annonçant la ferme résolution où il était de maintenir ses conditions dans toute leur rigueur, le vaincu s'exécuta et vint, avec toutes ses troupes, montant alors à 7,000 hommes, dont 1,200 Arabes, asseoir son camp à côté de celui des Anglais. Le général anglais voulut bien tolérer cette escorte plus forte que ne le portait le traité. Au reste, le peschwah lui-même, malgré son goût pour le faste dans ce moment de complète décadence, ne triomphait probablement pas trop de voir une si grosse compagnie attachée à ses pas. Cette suite si nombreuse n'était en effet pour lui qu'une escorte de créanciers armés, et dont l'unique gage était la personne du peschwah; aussi n'étaient-ils pas d'humeur à s'en dessaisir. Sir John Malcolm avait autorisé Badji-Rao à marcher séparément à la tête de cette troupe. Les 1,200 Arabes en profitèrent pour réclamer impérieusement l'arriéré de leur solde. Leur exemple entraîna facilement cette foule d'aventuriers mahrattes, pindarrys, afghans, dont le peschwah avait recruté son armée, et bientôt elle se trouva presque tout entière en révolte. A cette nouvelle, sir John Malcolm fait rétrograder un corps d'armée anglais qui marchait en avant de l'armée mahratte. Toutefois, il voulait plutôt le montrer que le faire agir, car, plutôt que de rendre le peschwah aux Anglais par la force, les révoltés l'eussent massacré. Un de leurs chefs se trouvait heureusement animé d'intentions pacifiques. Pendant que les plus échauffés escarmouchaient contre les Anglais, qui ne ripostaient pas, sir John obtenait, par l'influence de ce chef, qu'ils cessassent leur feu, et, sur sa parole qu'ils ne seraient point attaqués après avoir relâché le peschwah, ils consentirent à le remettre entre ses mains. A partir de ce moment, Badji-Rao ne marcha plus que sous escorte anglaise; il fut dirigé d'abord sur la Nerbudda, puis de là sur Bithour, lieu qui lui était assigné comme résidence. Un officier anglais resta attaché à sa personne, pour surveiller sa conduite; mais aucune autre restriction que celles-là ne fut mise à sa liberté. Trimbukji, qui avait essayé de faire admettre sa capitulation en même temps que celle du peschwah, avait vu ses conditions repoussées, et s'était remis à battre les buissons; il fut pris et enfermé dans une forteresse. Seul, Apa-Sahib restait insoumis. Après la dissolution de l'armée de Badji-Rao, il en ramassa quelques débris, et se réfugia dans les montagnes de Mohadeo. De là, il appela à lui les Arabes de la province de Kandeish. Un corps de ces derniers ayant enveloppé et massacré un détachement anglais qui marchait à leur rencontre, ce premier succès enfla les courages, et en amena d'autres du même genre. Apa-Sahib n'en était que plus animé à renouer des intrigues de tous côtés. Il réussit peu dans les terres de la domination de Scindiah, où plusieurs de ses agents se laissèrent découvrir; mais dans ses anciens États à lui-même, il vint à bout de soulever une partie de la province de Bérar, à l'est de Nagpour. Cette insurrection, assez formidable dès l'abord, ne put se soutenir que jusqu'au mois d'octobre. Alors, Apa-Sahib se vit encore une fois réduit à chercher un asile dans les montagnes de Mohadeo. Traqué dans ces montagnes par trois corps d'armée, qui lui en eussent fermé toutes les issues, il trouva un dernier refuge dans la forteresse d'Assirghur, appartenant à Scindiah. Le gouverneur de cette forteresse ne fit pas difficulté de la lui ouvrir, mais, par un singulier scrupule, il ne la voulut ouvrir qu'à lui. Les

compagnons du rajah fugitif restaient dehors. Il n'en demeurait pas moins coupable de trahison envers les Anglais et de révolte apparente contre son maître. Mais il avait de celui-ci des ordres secrets, comme la suite le fit voir. Après l'avoir inutilement sommé de leur ouvrir la place et de livrer son hôte, les Anglais se virent dans l'obligation de l'assiéger en règle. Scindiah n'eut pas l'air d'hésiter à fournir son contingent d'hommes et de munitions pour ce siége, dirigé contre une place et un gouverneur à lui; il ne craignit même pas de compromettre son autorité en envoyant à diverses reprises à son gouverneur les ordres les plus formels pour l'admission des Anglais dans la place, ordres qu'il savait fort bien ne devoir pas être exécutés. Le siége, commencé au mois de mars (1819), se termina, le 7 du mois suivant, par une capitulation. La garnison arabe d'Assirghur sortit de la place et vint déposer ses armes au milieu de la division anglaise, formée en carré. Dans sa première entrevue avec sir John Malcolm, le killedar, ou gouverneur, exprima naïvement la crainte où il était que Scindiah ne fût pas content de la défense qu'il avait faite. « Mais, lui dit-on, n'aviez-vous pas ordre, au contraire, de livrer immédiatement la place? — Cela peut se faire ainsi chez les Européens, répondit-il, mais chez les Mahrattes, on n'abandonne pas de semblables forts sur de simples ordres. » Comme on le pressait d'expliquer ces paroles singulières, il finit par avouer que ses instructions lui prescrivaient de ne livrer Assirghur que sur des ordres revêtus d'un certain signe particulier. Telle était la guerre de finesses à laquelle les Anglais étaient en butte de la part de leurs ennemis les plus soumis, devenus extérieurement leurs alliés les plus fidèles. Apa-Sahib ne fut point trouvé dans la place. Pendant plusieurs mois, on le chercha activement sans pouvoir se procurer de ses nouvelles. On apprit enfin qu'il s'était enfui dans les États de Randjit-Singh, auprès de qui il avait trouvé un asile et même une petite pension, pour vivre caché et sans bruit. Tel fut le dernier épisode de cette guerre, à peu près ininterrompue, que les Anglais avaient soutenue pendant environ quatre-vingts ans, et qui leur laissait pour résultat la conquête intégrale de l'Inde.

Les Arabes que nous avons plusieurs fois rencontrés dans cette dernière guerre provenaient d'une colonie qui s'était formée dans la province de Kandeish, où ils s'étaient rendus odieux aux indigènes. Après la prise du peschwah, le gouvernement anglais résolut de les expulser complétement. Mais, avant d'en venir aux armes, M. Elphinston leur fit signifier les volontés de son gouvernement, en leur offrant le passage gratuit jusqu'en Arabie, sur les vaisseaux anglais, et le payement des arrérages qu'ils pouvaient avoir à réclamer sur les souverains de l'Inde. Au lieu d'accepter ces offres, les Arabes concentrèrent leurs forces à Maligaun, où le colonel Mac Dowell eut ordre de les assiéger. L'attaque et la défense furent également énergiques. Mais une bombe ayant fait sauter le magasin à poudre des assiégés, le manque de munitions les contraignit à capituler, ou plutôt à se rendre à discrétion, sous la seule réserve de la vie sauve. Probablement on ne se hâta pas de les embarquer pour leur pays d'origine, puisque nous les avons retrouvés, peu de temps après cette capitulation, au service d'Apa-Sahib.

Cette guerre terminée, le gouverneur général ne songea plus qu'à organiser d'une manière définitive et régulière les rapports du gouvernement britannique avec tous les petits États qu'il venait de soumettre à la protection et à la suprématie de ce gouvernement. Il eut le rare bonheur, peu donné à ses devanciers, de pouvoir réaliser jusqu'au bout les plans qu'il avait conçus, et de transmettre à ses successeurs une œuvre achevée. Des traités réglèrent toutes les difficultés qui pouvaient diviser les petits États entre eux, ou avec la puissance protectrice. La haute prépondérance

de celle-ci fut inscrite dans un droit public tout nouveau, et l'Inde entière, de mogole qu'elle était encore, au moins nominalement, devint, de nom comme de fait, anglaise. Il y avait pourtant encore un homme qu'on nommait l'empereur. Les Anglais ne prirent pas la peine de lui signifier sa déchéance, mais pour la lui faire mieux comprendre, ils permirent au nabab-vizir de prendre le nom de roi d'Oude. C'était rompre le dernier lien, effacer le dernier vestige de la hiérarchie impériale.

Les soins de lord Hastings se portèrent aussi sur l'administration extérieure; il organisa la police, mal faite par les indigènes, en créant un corps de fonctionnaires salariés; il institua des tribunaux civils et criminels pour rendre la justice plus prompte et plus assurée. Il pourvut aussi aux finances, qu'il avait grevées d'un surcroît de dette, montant à 5 crores de roupies (25 millions de francs). Mais comme il avait augmenté le revenu d'une somme à peu près égale, la paix, qui devait ajouter encore à cette augmentation, amènerait des compensations plus que suffisantes. Bien loin d'entrer dans le système d'économie tant de fois ramené par la cour des directeurs, lord Hastings s'appliqua à leur faire comprendre que tous les avantages que l'Angleterre pouvait tirer de sa conquête ayant pour unique fondement l'ascendant irrésistible de sa force, diminuer cette force était ruiner par la base tous ces avantages. Tout cela réglé, établi, organisé, le vainqueur des Gourkhas et des Mahrattes, le conquérant d'un tiers du continent indou, songea à retourner dans sa patrie et à y venir recueillir les récompenses que lui avait déjà décernées la reconnaissance de ceux dont il avait si bien servi les intérêts. Aussitôt après la pacification de l'empire mahratte, la cour des directeurs avait voté une somme de 60.000 livres sterling destinée à lui acheter une dotation en Angleterre ou en Écosse. Lord Hastings quitta l'Inde en 1823.

## CHAPITRE XXVII.

### GUERRE DES BIRMANS.

Le successeur nommé de lord Hastings fut d'abord M. Canning. Il avait fait tous ses préparatifs de départ, et s'était même rendu à Liverpool, lorsque les événements politiques l'ayant appelé à la tête du ministère qui se formait alors en Angleterre, il résigna ses fonctions de gouverneur général. Il fut remplacé par lord Amherst. Ce dernier arriva dans l'Inde au mois d'août 1824. De graves événements accomplis sous le gouvernement de son prédécesseur intérimaire, M. Adams, lui avaient légué une guerre à soutenir contre un peuple qui ne s'était point encore présenté dans la lice, bien que limitrophe des possessions anglaises.

L'empire birman, tel qu'il se composait en 1823, était un empire tout nouveau et exactement contemporain de l'empire anglais dans l'Inde. Le fondateur du premier, Alomprah, était un roi d'Ava, qui s'arrondit aux dépens de ses voisins. Il conquit le Pégu, l'année même où Clive gagnait la bataille de Plassey. Ses successeurs firent comme les successeurs de Clive, et les provinces de Merguy, de Tavoy, de Tennasserim, vinrent, l'une après l'autre, s'ajouter aux conquêtes qu'il avait laissées. En 1823, l'empire birman s'étendait, au nord, jusqu'au Thibet, au sud, jusqu'à Malacca; il était borné à l'est par la Chine et Siam, à l'ouest par les possessions anglaises et le golfe de Bengale. Une grande partie de ce territoire se composait de royaumes autrefois indépendants, récemment soumis. Le reste des pays conquis l'avait été surtout sur le royaume de Siam, en butte aux entreprises continuelles de ses belliqueux voisins, les Birmans. C'est ainsi que la principauté d'Ava, simple province du royaume de Pégu, devint elle-même, en fort peu de temps, la tête d'un vaste empire auquel elle donna son nom.

Ces deux empires naissants, celui des Anglais et celui d'Ava, ne pou-

vaient guère se trouver côte à côte et si rapprochés, sans avoir à se reconnaître mutuellement de plus près encore. Les premières relations, quoique pacifiques, eurent cependant tout ce qu'il fallait pour faire pressentir à deux peuples si entreprenants les incommodités d'un si grand voisinage et les événements qui en pourraient sortir. Une violation du territoire anglais commise par un gouverneur birman, qui, à la tête de 4 à 5,000 hommes, poursuivait trois chefs révoltés, fut le premier acte international qui mit en contact les gouvernements des deux pays (1794). Sommé d'évacuer le territoire qu'il avait violé, le général birman obéit sans difficulté, et alla lui-même porter au général anglais des explications et des excuses. Cette affaire en resta là quant au fond, mais elle attira l'attention du gouvernement anglais sur la cour d'Ava, à laquelle il n'avait pas encore eu le temps de songer jusqu'alors, et lui fit sentir la nécessité de porter ses investigations de ce côté. Les sujets anglais avaient d'ailleurs des intérêts de commerce assez considérables dans le port de Rangoun, et la sollicitude du gouvernement se trouvait naturellement appelée à intervenir, pour fixer d'une manière régulière les rapports des deux peuples. Une ambassade fut en conséquence envoyée à Ava, d'où elle rapporta un traité de commerce, une carte fort exacte du cours de l'Irrawaddy, et de nombreuses observations de géographie, d'histoire naturelle, etc. A la suite du traité, un résident anglais fut accrédité à Rangoun. Il eut lieu d'y constater plus d'une fois le mauvais vouloir de la cour d'Ava à l'égard du traité qu'elle avait signé. Au bout de dix ans seulement, le gouvernement de Calcutta crut devoir envoyer un nouvel ambassadeur. Celui-ci n'eut qu'à se louer de l'accueil qui lui fut fait. Mais la même mission lui ayant été confiée quelques années après, on ne lui permit pas d'aller au delà de Rangoun. Peu à peu la cour d'Ava en venait à des actes d'hostilité presque déclarée. Au moment où le marquis d'Hastings commençait sa guerre contre les Gourkhas, quel ne fut pas son étonnement de recevoir du maywoun d'Arracan une lettre où celui-ci réclamait pour les Birmans la possession légitime du Bengale! Les rapides succès par lesquels les Anglais vengèrent l'honneur de leurs armes, d'abord entamé, comme nous l'avons vu, eurent bientôt fait justice de cette prétention, qui ne reparut plus. Toutefois, l'esprit agressif des Birmans n'en continua pas moins à se manifester en toute rencontre. Enfin, en 1823, une attaque à main armée eut lieu contre la petite île de Sapouri, située à l'embouchure de la Teknaf, dans la province de Chittagong. Quelques cipayes qui l'occupaient en furent chassés, et les Birmans en prirent possession. D'autres bandes, sorties des royaumes d'Assam et de Munipour, firent irruption sur le territoire anglais, enlevèrent des chasseurs d'éléphants et ravagèrent quelques villages. La province de Silhet vit aussi se former des partis qui eurent le malheur de remporter de petits avantages contre les détachements anglais envoyés à leur poursuite. Tant d'insultes lassèrent enfin la longanimité du gouverneur général, et il résolut de reporter la guerre à sa source. Un corps de 6,000 hommes, tiré des présidences de Calcutta et de Madras, fut formé en deux divisions, sous le commandement en chef de sir Archibald Campbell. La flotte qui les portait arriva, le 10 mai, dans la rivière de Rangoun, avec mission de s'emparer de cette ville importante. La garnison se défendit à peine, et les Anglais y entrèrent presque sans coup férir; mais ils la trouvèrent complétement déserte. Les marchands européens établis à Rangoun avaient eux-mêmes été enlevés. L'armée anglaise se trouva ainsi perdue dans une grande ville qui ne lui pouvait être d'aucune ressource, et réduite aux vivres qu'elle avait apportés. Tout le pays avoisinant était désert comme la ville, et l'ennemi n'y avait rien laissé dont les envahisseurs pussent tirer quelque utilité. Les An-

glais se hâtèrent d'engager, par des proclamations, les habitants à revenir, en les assurant que leur vie et leurs propriétés seraient efficacement protégées. Ces proclamations ne purent même pas se répandre. Le général birman faisait impitoyablement mettre à mort tout homme suspect d'être entré en relation avec les Anglais. Ceux-ci, en poussant des reconnaissances dans les campagnes, les trouvaient parsemées de cadavres destinés à servir d'exemple et à contenir la population par la terreur. La tactique des Birmans paraissait être, en ce moment, de faire, en quelque sorte, le vide autour de leur ennemi, et de le forcer ainsi à périr étouffé. L'armée anglaise ne pouvait d'ailleurs s'avancer dans le pays à plus d'une ou deux journées de Rangoun, faute de moyens de transport. Cette ville de 50,000 âmes, métropole d'un grand commerce, ne leur offrait pas un seul animal de trait, pas un seul petit bateau; ils se contentèrent donc provisoirement de se fortifier dans leur position. Non loin de Rangoun, et sur une hauteur qui domine toutes les collines avoisinantes, est une pagode connue dans toute l'Inde sous le nom de Shoe-Dagon-Prah, ou dragon d'or. Elle est bâtie en pierres, avantage rare dans ce pays, où toutes les constructions sont en bois de bambou, et où même les ouvrages de guerre ne consistent guère qu'en retranchements de terre élevés à la hâte. Les Anglais avaient dans cette pagode un excellent poste militaire tout formé, et ils l'occupèrent. En même temps l'ennemi se fortifiait dans un village nommé Kemundine, situé au-dessus de Rangoun; quelques bateaux de la flotte, envoyés en reconnaissance de ce côté, y furent accueillis par une fusillade.

Le lendemain, un détachement de grenadiers eut ordre d'en déloger l'ennemi, et l'en débusqua en effet. Dans l'un des deux petits forts dont ce détachement eut à s'emparer, on trouva le corps d'une jeune et belle femme qui avait eu les deux cuisses fracassées par une balle, et qui respirait encore; c'était la femme du gouverneur. Les femmes, dans ce pays, sont aptes à exercer des commandements militaires, et elles remplacent assez fréquemment leurs maris absents ou empêchés. Les grenadiers anglais eussent voulu emporter celle-ci, mais le temps leur manqua. D'autres escarmouches de même importance eurent lieu encore, et occupèrent les Anglais sans plus de résultats, jusqu'au moment où la saison des pluies arriva. Ils se trouvèrent alors dans la position la plus critique. L'inondation vint resserrer le blocus que l'ennemi avait formé autour d'eux, et les réduire plus que jamais aux vivres salés qui composaient presque uniquement leur nourriture. La résistance toute passive des Birmans avait d'ailleurs quelque chose de plus inquiétant et de plus formidable que les dangers des champs de bataille. Ils se bornaient à se montrer de temps en temps par détachements aux approches de la ville. On envoyait à leur rencontre, et il s'ensuivait des engagements sans conséquence, car l'échec du jour ne les empêchait pas de reparaître le lendemain. Ils s'avisèrent d'un stratagème qui eût pu, d'un seul coup, *leur faire raison* des Anglais. De *Kemundine*, où ils étaient revenus, ils lançaient dans la rivière des brûlots construits de manière à pouvoir embrasser les vaisseaux qu'ils rencontreraient, et à ne s'en point séparer jusqu'à ce qu'ils fussent dévorés par la flamme. Chaque jour ils abandonnaient au courant un certain nombre de ces brûlots, et il fallut tout le courage, toute l'adresse et l'infatigable vigilance des matelots pour préserver la flotte de ce danger; encore n'y eussent-ils peut-être pas réussi, si un coude que faisait la rivière un peu au-dessus de la station, n'eût arrêté au passage le plus grand nombre de ces brûlots. L'ennemi, en outre, multipliait ses retranchements autour des Anglais, et les poussait presque jusque sous les murs de la ville. Ces sortes d'ouvrages jouent un très-grand rôle dans la manière de combattre du peuple birman, et, à vrai

dire, les armées de cette nation ne combattent jamais que derrière des revêtements palissadés qu'ils élèvent avec une rapidité qui semble en avoir fait pour eux une arme portative. Pendant qu'ils disputent une palissade à l'ennemi, une autre s'élève comme par enchantement derrière la première. En marche, ils ne couchent et ne campent qu'à l'abri d'une palissade qu'ils construisent aussitôt qu'ils s'arrêtent. Ils n'ont point de tentes, mais seulement des trous qu'ils creusent et dont ils rejettent la terre de manière à en former un parapet. Deux hommes, l'un armé d'une pioche, l'autre d'une pelle, sont attachés à chacun de ces trous, qui se rejoignent tous de manière à former une tranchée; si le besoin l'exige, on enfonce ensuite dans la terre des pieux étroitement serrés qui complètent ce système de défense. D'autres pieux, suspendus horizontalement à des cordes légères, sont fréquemment préparés pour écraser l'ennemi dans le cas où il en viendrait à l'assaut. La campagne, jusqu'à plusieurs milles au delà de Rangoun, était comme sillonnée de ces sortes d'ouvrages birmans. Sir Archibald Campbell crut l'heure venue de frapper un grand coup, et de chasser les Birmans de Kemundine. Le 8 juin, il divisa ses troupes en trois corps de 800 hommes chacun, forma une flottille qu'il chargea de grosse artillerie pour ouvrir la brèche dans la palissade de Kemundine, et se mit en marche. Une fausse direction, prise par deux des trois colonnes d'attaque, fit manquer l'opération pour ce jour-là. Le lendemain on vit arriver une sorte de parlementaire qu'on affecta de traiter avec distinction; mais, comme il ne produisait aucun titre de créance, sa visite n'amena qu'un échange de politesses. Le 10, les troupes étaient sur pied à deux heures du matin; les palissades que l'on rencontra furent emportées; mais, lorsqu'on fut arrivé devant Kemundine, on découvrit, à côté de l'ouvrage principal, d'autres retranchements trop étendus pour que l'armée anglaise, à raison de son petit nombre, pût les investir. La nuit approchait d'ailleurs, et, malgré la pluie qui tombait à torrents, les Anglais en profitèrent pour construire des batteries de brèche. Le lendemain on reconnut que l'élasticité du bambou, dont étaient faites les palissades, rendait ces batteries inutiles. Le boulet, en traversant la palissade, courbait le bambou, qui reprenait aussitôt sa place; on résolut de donner immédiatement l'assaut que l'ennemi n'attendit pas; en arrivant au pied de la palissade, on trouva qu'il l'avait évacuée. Un autre poste, nommé Cheduba, fit une plus grande résistance. Les Birmans y avaient enfermé leurs femmes et leurs enfants comme dans un lieu de sûreté, et ils firent une défense énergique. Les Anglais, néanmoins, entrèrent d'assaut dans la redoute dont le commandant s'était fait tuer sur la brèche. Sa femmes et ses enfants faits prisonniers furent envoyés à Calcutta. Sir Archibald, victorieux, établit cette fois un poste à Kemundine.

Cependant le Wonghi Birman ne se tenait pas pour battu, et il voulait avoir sa revanche. Le 1er juillet, du haut de la grande pagode, on vit plusieurs corps ennemis débusquer d'un jungle et se diriger vers Rangoun, en suivant une direction à peu près parallèle à la ligne des ouvrages anglais. Les tirailleurs dont on les enveloppa ne les empêchèrent point de chercher à percer la ligne anglaise, et ils vinrent en effet à bout de gagner une éminence où le feu de l'artillerie put seul les arrêter. Un régiment d'infanterie, venant appuyer le feu du canon, les en culbuta, et les obligea à battre précipitamment en retraite. L'aile droite et le centre des Birmans, qui avaient besoin de la réussite de cette attaque pour agir à leur tour, furent entraînés dans la déroute. Ces échecs répétés déterminèrent la cour d'Ava à remplacer son général, qui eut pour successeur Soumba Wonghi. Ce dernier, s'il ne fit pas la guerre avec plus de succès, eut du moins le bonheur de se faire tuer dans une redoute. Cette mort, et l'état de la saison, qui ren-

dait momentanément toute guerre impossible, amenèrent un répit dont les Anglais profitèrent pour faire une diversion sur les provinces maritimes au sud de Rangoun. La flotte mit à la voile pour Tavoy, qui se rendit, et de là pour Mergui, qui fut pris d'assaut. Toute la province de Tenasserim fit sa soumission.

Pendant qu'il ordonnait cette conquête dans l'espérance de déterminer la cour d'Ava à demander la paix, sir Archibald Campbell mettait à profit le découragement répandu dans l'armée birmane pour attirer à Rangoun les habitants fugitifs. Il y réussit avec peine; mais les bons traitements faits aux premiers qui se laissèrent séduire, en gagnèrent d'autres. La plupart des environs de Rangoun avaient été soumis aux plus cruelles violences de la part des Wonghis, qui en avaient chassé ou mis en réquisition les habitants. Une bonne partie des habitants de la ville y étaient répandus sous la surveillance de troupes destinées à leur garde. Sir Archibald, dans l'espérance de les délivrer, envoyait des détachements dans les campagnes. Les chefs birmans avaient soin de les dérober à toutes les recherches des Anglais, et l'on n'en put ramener qu'un très-petit nombre.

Cependant le découragement l'emportait dans l'armée birmane sur la terreur des peines sévères qui l'avait jusque-là contenue, et la désertion en éclaircissait rapidement les rangs. Le roi d'Ava sentit le besoin d'agir vivement sur l'esprit des peuples, et, pour relever les courages abattus, il mit à la tête de l'armée deux princes du sang royal, ses propres frères. Ils vinrent escortés de nombreux magiciens ou astrologues dont les décisions font loi dans toutes les entreprises des Birmans, et inspirent une confiance aveugle. Ils se firent suivre en outre d'un corps de 5 ou 6,000 hommes, appelés les *Invulnérables du roi*. Dans ce corps d'élite, on compte une autre élite de 300 hommes qui portent par excellence le nom d'*Invulnérables du roi*. « Ces derniers, dit un historien moderne, sont distingués par des cheveux coupés très-court, par la manière particulière dont ils sont tatoués. Sur les bras, les cuisses, la poitrine, ils portent des figures d'éléphants, de tigres, et d'autres animaux féroces indélébilement tracés sur la peau. Dans leur enfance, on leur enfonce dans la chair, sur la poitrine, dans les bras, en haut des cuisses, de petites lames d'argent, d'or, quelquefois des pierres précieuses sur lesquelles certaines paroles ont été prononcées. Quand la peau s'est refermée, que la plaie s'est cicatrisée, le charme est censé avoir opéré; ils sont dès lors considérés parmi leurs concitoyens comme invulnérables : eux-mêmes partagent cette conviction, ou du moins semblent le montrer par la témérité avec laquelle ils s'exposent aux dangers les plus imminents. Dans toutes les palissades, dans tous les postes, il s'en trouvait toujours un ou deux. Leur devoir était d'exécuter au-devant de l'ennemi une sorte de danse guerrière en avant des leurs et en défi de l'ennemi. Par là ils inspiraient du courage et de l'enthousiasme à leurs camarades. »

Les deux princes établirent leur quartier général, l'un à Pégu, l'autre à Donoubieu, sur la rivière de Rangoun, à 60 milles au-dessus de la ville. Ils firent de nouvelles levées, et employèrent également, pour ramener les déserteurs, la menace des châtiments et l'appât des récompenses. Un assez long temps s'écoula avant qu'ils jugeassent à propos d'ouvrir sérieusement la campagne contre les Anglais : les astrologues avaient reculé le moment favorable. Provisoirement ils se bornèrent à occuper certains postes d'où ils gênaient beaucoup les Anglais dont ils avaient enlevé tous les bateaux, et à qui ils interdisaient la pêche; gêne très-grande dans ce moment surtout où les nombreux malades dont le climat et la saison encombraient chaque jour les hôpitaux, avaient besoin de vivres frais. De cette situation il résulta quelques engagements où les Anglais eurent l'avantage. Enfin, pour la nuit du 30 au

31 août, les astrologues ayant trouvé une conjonction propice, l'attaque générale fut décidée. Rien n'avait été épargné, pas même le temps, pour donner aux troupes l'assurance du succès. Les invulnérables avaient solennellement juré devant le front de l'armée qu'ils reconquerraient la grande pagode. Ils ne réussirent qu'à se faire écraser sur ses escaliers. Accueillis par un feu de mitraille à bout portant et par la fusillade de toute la division anglaise, qui s'était repliée dans la pagode, les assaillants virent leurs rangs tellement ravagés, qu'un petit nombre d'hommes à peine parvint à regagner les jungles du voisinage. C'en était fait de l'armée des princes et du prestige de leur nom, et de la tournure offensive qu'ils avaient essayé de donner à cette guerre; eux aussi se virent immédiatement remplacés. Le choix du roi alla chercher à l'autre extrémité de l'empire un général renommé qui venait d'obtenir, sur la frontière du Bengale, quelques succès de détail contre des cantonnements anglais; il se nommait Maha Bandoulach. Son courage et son habileté avaient réussi à répandre une certaine terreur dans la province de Chittagong, où il guerroyait alors, et cette terreur, se propageant à travers les campagnes, avait même gagné Calcutta. Un matin, le corps anglais qui lui tenait tête fut bien étonné de voir son camp évacué, et de ne pouvoir saisir nulle part un seul vestige de sa marche. Il avait, avec toute son armée qu'il emmenait à Rangoun, disparu pendant la nuit sans laisser derrière lui un blessé, un traînard, aucun indice de la direction qu'il avait prise. Dans cette saison de pluies et d'inondations, à travers les marais ou jungles malsains de la province d'Arracan, il sut faire faire plus de 200 milles à son armée, au milieu d'obstacles qui eussent dévoré en quelques jours l'armée européenne la mieux aguerrie et la plus acclimatée. Donoubieu avait été donné pour rendez-vous général aux nombreux renforts que Bandoulach appelait de tous côtés sur Rangoun. Un train d'artillerie considérable avait été embarqué sur l'Irrawaddy. Tout annonçait une reprise d'armes formidable.

Les Anglais, de leur côté, faisaient de nombreux préparatifs; mais une fièvre épidémique énervait en ce moment leur armée. Cette fièvre, rarement mortelle, plongeait pendant plusieurs mois ceux qu'elle avait atteints dans un état de faiblesse qui les rendait tout à fait impropres au service. Après avoir essayé de tous les moyens, et même d'hôpitaux flottants, pour obtenir le rétablissement des malades, on résolut, sur l'avis des médecins, de les envoyer à Mergui, récente conquête de leurs armes, et là, en effet, ils reprirent leurs forces avec assez de rapidité. Tout en se livrant à ces soins et à ceux de la défense de Rangoun, sir Archibald essayait de se créer des ressources en rapport avec celles que déployaient contre lui ses adversaires. Il visa surtout à former une alliance avec les Siamois, les éternels ennemis des Birmans. Le roi de Siam ouvrit complaisamment l'oreille aux propositions qui lui furent faites; mais, tant que la victoire ne serait pas décidée, sa tactique était de ne se compromettre avec aucun des deux partis, espérant que plus tard il saurait se faire payer par le vainqueur les belles promesses qu'il lui aurait faites. Quoi qu'il en soit, ces négociations aboutirent à une expédition que sir Archibald envoya du côté des frontières de Siam, à Martaban, pour se mettre en communication avec un corps de troupes que le roi de Siam rassemblait aussi de ce côté, ou peut-être pour le contenir. Martaban est situé au fond du golfe de ce nom, et non loin de Rangoun. La flotte expéditionnaire mit à la voile le 13 octobre; elle portait deux régiments. Le gouverneur, homme énergique, ayant refusé, sous le feu des vaisseaux, de rendre la place, l'assaut fut livré et réussit. Après avoir mis garnison dans Martaban, les Anglais firent voile au sud et allèrent soumettre de la même manière Yeh, située entre Martaban et Tavoy. Pendant que

ces expéditions arrachaient aux influences malsaines du pays de Rangoun une partie des troupes anglaises, et leur assuraient d'autres avantages, les maladies sévissaient plus cruellement que jamais contre les troupes restées sous les ordres de sir Archibald Campbell. La fin des pluies, saison toujours pernicieuse, avait laissé le pays couvert d'eaux stagnantes, dont les exhalaisons empoisonnaient l'atmosphère. La mortalité avait commencé dans le camp au mois de septembre; elle fut bien plus considérable encore durant le mois d'octobre. Sir Archibald profita du repos que lui laissaient les préparatifs des Birmans et l'inondation des campagnes, pour solliciter des secours propres à combler les nombreuses éclaircies dont les rangs offraient le triste spectacle. Les présidences de Madras et de Calcutta appliquèrent toutes leurs ressources à l'organisation des renforts dont il avait besoin. Grâce à ces efforts, les troupes sous ses ordres se recrutèrent bientôt de 500matelots, de deux régiments d'infanterie anglaise, de plusieurs bataillons indigènes, d'un régiment de cavalerie, de chevaux d'artillerie, etc. De son côté, l'armée d'Ava, rassemblée à Donoubieu, formait, vers la fin de septembre, un effectif de 60,000 hommes, assez mal armés il est vrai, bien que la pique et le poignard, seules armes offensives de la plupart d'entre eux, soient dans leurs mains des instruments qu'ils savent rendre redoutables dans les engagements corps à corps. Ils avaient en outre une bonne artillerie portée à dos d'éléphants, et plusieurs milliers de pionniers pour creuser derrière les combattants ces trous qui deviennent aussitôt pour ceux-ci un logis et un rempart.

A la fin de novembre, les deux armées se trouvèrent en présence. Tout était prêt de part et d'autre. Les Anglais occupaient, de Kemundine à Prizendoun, un front très-étendu, dessinant un triangle, dont la grande pagode était le sommet. Ils l'avaient fortifié de distance en distance, et les 500 matelots arrivés de la province de Chittagong avaient été employés à construire de nombreux bateaux; on en avait formé une flottille destinée à protéger le point important de Kemundine. Bandoulach, de son côté, avait fait toutes ses dispositions d'attaque. Le 1er décembre, avant le lever du jour, il engagea, justement sur ce point, l'action qui, dans l'après-midi, s'étendit jusqu'à la grande pagode, séparée de Kemundine par une forêt que ses troupes occupaient. Ce fut le commencement d'une suite de combats qu'on pourrait appeler une seule bataille, et qui dura huit jours, tant étaient grands l'acharnement du général birman et la constance qu'il savait inspirer à ses troupes, chaque jour battues, chaque jour délogées non-seulement de leurs palissades improvisées, mais de quelqu'une de leurs positions les plus importantes et les mieux fortifiées. Ils y perdirent successivement leur artillerie, leurs magasins, une partie de leurs drapeaux, et des ombrelles dorées qui sont l'insigne du commandement pour les chefs. Il s'ensuivit une grande désertion qui repeupla en partie *la ville de* Rangoun. Bandoulach ne commença sa retraite, le 8 décembre, qu'après avoir tout perdu; mais ayant rencontré en route un renfort qui lui arrivait, il revint sur ses pas, plus animé que jamais, pour réparer, avec 25,000 hommes, l'échec qu'il venait d'essuyer à la tête de 60,000. Habile à se faire une ressource même de ses pertes, il sut mettre à profit la désertion de ses soldats pour susciter aux Anglais un ennemi intérieur jusque dans Rangoun, où les déserteurs avaient trouvé asile. Il y noua des intelligences au moyen desquelles il tint suspendu sur la tête des vainqueurs un danger d'autant plus formidable qu'on n'en connaissait point la mesure et qu'on ne savait par où le conjurer. Quelques-uns des plus fidèles et des plus dévoués serviteurs de Bandoulach s'étaient mêlés aux déserteurs et introduits dans la ville. L'espionnage, le meurtre, l'incendie étaient les hôtes que les An-

glais avaient accueillis dans leur sein. Dans la nuit du 12 au 13 décembre, le feu éclata sur plusieurs points. La ville étant toute bâtie en bois, quelques minutes pouvaient suffire pour y propager partout l'incendie et pour détruire en un clin d'œil tous les approvisionnements et toutes les munitions de l'armée. Il était probable en outre que Bandoulach allait profiter du désordre pour fondre sur la place, tandis que les troupes anglaises seraient occupées à éteindre l'incendie et à préserver leurs magasins. Toutefois cette appréhension ne fut point justifiée, et pendant qu'une partie des soldats gardait les remparts, le reste parvint à arracher aux flammes à peu près une moitié de la ville. Aussitôt qu'il fut délivré des soins de cet événement, sir Archibald voyant l'inaction de l'ennemi, résolut de prendre lui-même l'offensive. Le 15, deux colonnes se mirent en mouvement pour prendre l'ennemi de front et à revers, dans une position que Bandoulach avait déclarée imprenable. Ses soldats eux-mêmes en étaient tellement convaincus, qu'ils laissèrent, sans faire feu, les Anglais s'avancer jusqu'au pied de la palissade. Mais s'ils étaient fondés à regarder comme une folie la témérité d'une pareille attaque, celle que leur présomption leur fit commettre était plus grande encore. Pour avoir trop tardé à ouvrir leur feu, ils donnèrent aux assaillants le temps de se mettre à couvert, en sautant dans le fossé, d'où ils fondirent immédiatement à la baïonnette sur les Birmans déconcertés. En un moment, ils les eurent culbutés et chassés des remparts. La cavalerie acheva de mettre les fuyards en déroute. Bandoulach se retira sur Donoubieu.

Rangoun se trouvait définitivement délivré. L'ascendant des armes anglaises était établi d'une manière irrésistible dans l'esprit des habitants. Beaucoup de ces malheureux qui, depuis plusieurs mois, n'avaient pour demeure que les bois et les revers des tranchées qu'on les condamnait à creuser, secouèrent enfin le joug de la terreur qui les avait assujettis à cette vie misérable, et rentrèrent dans la ville, maigres, hâves, épuisés : on les aida à reconstruire leurs maisons; on éleva un bazar; les denrées que le pays produisait en abondance y affluèrent bientôt. Sir Archibald reçut de nouveaux renforts, et il ne songea plus qu'à poursuivre ses avantages en pénétrant dans l'intérieur du pays. Deux autres armées entamaient l'empire birman à l'ouest et au nord par les provinces d'Arracan et de Sylhet. Sir Archibald n'en tenta pas moins une dernière démarche auprès du roi de Siam pour le déterminer à joindre ses forces à celles des Anglais. Il en reçut une réponse non moins remplie de protestations amicales que d'ambiguïté sur le fond même de la question. Convaincu que c'était là un allié dont il ne fallait rien attendre, il se décida à passer outre. Le 13 février, l'armée de terre, escortée de la flotte qui suivait tous ses mouvements, se mit en marche le long de la rivière Lain, qu'elle devait suivre jusqu'à l'Irrawaddy, qu'elle côtoierait aussi jusqu'à Donoubieu. Lorsqu'elle arriva devant cette place, le 7 mars, par la rive gauche du fleuve, elle entendit une vive canonnade : c'était le brigadier général Cotton qui y était arrivé trois jours auparavant par la rive droite, et, sans attendre le corps d'armée principal, avait sommé et attaqué la place. Ne doutant pas du succès, sir Archibald poursuivit sa route. Mais Bandoulach, entouré de 15,000 hommes et de 150 canons, avait fait une résistance digne de sa renommée, digne de la confiance qu'on avait placée en lui. Après s'être emparé de quelques ouvrages et de deux enceintes palissadées, le brigadier général Cotton fut repoussé devant la troisième. Le général en chef en reçut la nouvelle le 11 et rétrograda aussitôt. Les bateaux manquaient en ce moment pour passer la rivière; le zèle des soldats y suppléa. Le 25, l'armée tout entière se trouva concentrée au pied des murs de Donoubieu; la flotte la rejoignit le lendemain. La place se trouva ainsi investie par terre et par eau; les

batteries de brèche furent construites, et le feu commença. Bandoulach avait réparé et étendu les fortifications de Donoubieu ; il était résolu à en faire le tombeau de l'armée anglaise, ou à s'ensevelir sous leurs ruines. Il ne négligeait rien pour faire entendre à ses soldats que cette résolution était inébranlable dans son âme et pour la faire entrer dans les leurs. Tout homme qui montrait de la faiblesse était immédiatement puni de mort, et Bandoulach ne dédaigna pas d'abattre de ses propres mains les têtes de deux fuyards. Tout annonçait donc une résistance furieuse et désespérée, lorsque, le 2 avril, deux matelots lascars, échappés du fort où ils étaient prisonniers de guerre, vinrent annoncer au général anglais que Bandoulach était tué, et que la garnison de Donoubieu se débandait malgré les efforts de ses chefs. L'armée assiégeante entra, en effet, sans coup férir dans la place, où elle trouva intacts les magasins et l'artillerie, que personne n'avait pris le temps de mettre hors de service. L'empereur, en recevant la nouvelle de ces événements, donna à la mémoire de Bandoulach les marques de la plus profonde affliction ; il s'enferma pendant plusieurs jours sans vouloir admettre auprès de sa personne même ses plus familiers serviteurs.

Sir Archibald, sans perdre de temps, continua sa marche sur Prome, où les Birmans semblaient vouloir jouer encore une fois les destinées de leur empire. L'armée arriva le 24 en face de cette ville, où l'ennemi avait accumulé en peu de temps les plus formidables moyens de défense. Mais le découragement était dans tous les cœurs, et tous ces retranchements, dont étaient hérissés les abords de la place et les hauteurs voisines, furent évacués, ainsi que la ville elle-même, sitôt que l'ennemi parut. Les Anglais, en y entrant, n'eurent à lutter que contre l'incendie que les Birmans, en fuyant, avaient laissé derrière eux. L'empereur, après ce nouveau revers, ne se montra que plus inflexible dans ses projets de résistance ; mais les moyens mêmes qu'il employait pour mettre à contribution toutes les forces de ses peuples ne servaient qu'à pousser ceux-ci à s'y soustraire. Tous les villages étaient déserts ; les habitants erraient dans les bois, d'où sortirent bientôt des bandes dévastatrices qui parcouraient les campagnes pour y vivre de brigandages. Les Anglais, établis à Prome, qu'ils avaient rebâti, organisèrent des colonnes mobiles pour arrêter ce désordre. Espérant que de cette ville il pourrait dicter la paix sans que l'empereur l'obligeât à pousser jusqu'au cœur de l'empire les malheurs et les humiliations de cette guerre, sir Archibald y avait organisé un dépôt formé de magasins considérables, construit une nombreuse flotte de bateaux propres à remonter les torrents de l'Irrawaddy ; dispositions offensives qui assureraient le succès de la guerre si elles ne parvenaient pas à inspirer le désir de la paix. Il avait même établi dans le pays, et à l'aide des naturels, une administration nouvelle en remplacement de celle que son arrivée avait mise en fuite.

L'empereur, bien loin d'être découragé, daignait à peine répondre aux propositions que lui faisait parvenir son ennemi victorieux. Par son ordre et par celui de son lottou, ou conseil, de nouvelles levées s'effectuaient dans tout l'empire. D'immenses quantités d'armes et de poudre se fabriquaient chaque jour dans ses arsenaux. Des peuples nouveaux, les Shaans, étaient appelés à fournir leur contingent pour cette guerre qui semblait vouloir se rallumer plus sanglante que jamais. Des magiciennes, ajoutant les tributs de leur art à tant de moyens naturels, distribuaient aux guerriers des eaux enchantées qui devaient les rendre invulnérables et faire tomber à leurs pieds les balles et les boulets qu'ils en auraient pu arroser. En quelques mois on eut ainsi organisé, armé, équipé une armée de 66,666 hommes, nombre cabalistique sur les vertus duquel on fondait les plus inébranlables espérances. Le repos forcé de la saison

des pluies était venu en aide à ces préparatifs qu'on faisait de part et d'autres. Malgré la confiance qu'inspiraient à la cour d'Ava de si magnifiques résultats, l'esprit de ruse familière aux peuples orientaux ne lui permit pas d'en appeler tout de suite, et franchement, aux armes. En réponse aux dernières ouvertures de sir Archibald, on envoya à Prome une ambassade chargée de régler les préliminaires de la paix. Sans doute on ne voulait qu'avoir la mesure des prétentions des Anglais, ou celle des forces et de l'assurance qui leur restaient en présence des nouveaux obstacles qu'ils allaient avoir à vaincre. Les ambassadeurs apportaient l'assurance des dispositions pacifiques de leur souverain, demandaient une trêve de quarante jours et l'envoi de deux officiers anglais dans le camp birman. Ces deux officiers partirent avec eux le 8 septembre, et arrêtèrent avec le ki-wonghi, ou chef des ministres, une convention préliminaire portant une suspension d'armes jusqu'au 17 octobre, et réglant tout le dispositif d'une conférence pour le 2 octobre entre le premier ministre dûment autorisé et les autorités anglaises également munies des pouvoirs nécessaires. Le village de Neougbenzeick à 25 milles au-dessus de Prome, sur la rive gauche de l'Irrawaddy, était le lieu désigné pour la conférence. Les plénipotentiaires s'y rencontrèrent en effet au jour fixé, et se prodiguèrent mutuellement les démonstrations amicales. Lorsqu'on en vint à parler d'affaires, sir Archibald exposa les conditions qu'il mettait à la paix, et qui étaient : la cession aux Anglais des provinces d'Arracan, Merguy et Tavoy; la reconnaissance d'Assam et Munipour comme États indépendants sous la protection anglaise; le payement aux Anglais de deux crores de roupies (50 millions de francs) pour les frais de la guerre. De pareilles exigences rendirent stupéfaits les ambassadeurs birmans. Il n'en était pas une contre laquelle ils n'eussent d'excellentes objections; contre la dernière surtout, ils alléguaient une raison péremptoire, l'impossibilité. En somme, ils se déclaraient sans pouvoirs pour traiter à de semblables conditions, et demandaient un nouveau délai, jusqu'au 3 novembre, pour en référer à leur cour. Ce délai, qui, vu l'inondation encore subsistante, ne coûtait rien à sir Archibald, leur fut accordé.

Les troupes se renfermèrent donc en deçà des lignes que les termes de l'armistice leur interdisaient de franchir. Mais les bandes qui infestaient le pays ne tardèrent pas à grossir et à violer audacieusement le territoire anglais. Malgré les plaintes de sir Archibald et les promesses du ki-wonghi de veiller à réprimer ces désordres, les insultes continuèrent, et il ne fut bientôt plus possible de douter que ces bandes avaient leur point d'appui dans l'armée birmane elle-même. Sur les nouvelles réclamations du général anglais, le ki-wonghi répliqua par des récriminations. Après des reproches adressés à sir Archibald sur l'exagération de ses demandes et sur le peu de bonne foi que les Anglais apportaient dans la négociation d'une paix qu'ils mettaient à de pareilles conditions, il concluait par ces mots : « Si vous désirez sincèrement la paix et le rétablissement de l'amitié entre vous et l'empire birman, videz vos mains de ce que vous nous avez pris; alors, si vous le désirez, nous demeurerons sur un pied amical avec vous. Nous enverrons une demande au roi pour le relâchement de vos prisonniers, puis nous nous hâterons de vous les renvoyer. Mais, l'armistice expiré, si vous montrez quelque velléité de renouveler vos demandes d'argent pour le payement de vos dépenses pendant la guerre, ou bien pour obtenir de nous un territoire quelconque, alors regardez notre amitié comme finie. Telle est la coutume des Birmans. »

Une telle déclaration était la guerre. L'infatigable activité de la cour d'Ava venait de refaire encore l'armée birmane, qui montait à 80,000 hommes, partagés en trois divisions, dont la plus forte, celle du centre, était commandée par le ki-wonghi en personne.

La gauche était sous les ordres d'un vieux général éprouvé, Maha-Nemiow, qu'on envoyait exprès d'Ava pour diriger les opérations de cette campagne. Les Anglais, obligés de laisser une garnison dans Prome, n'avaient guère que 5,000 hommes à opposer à cette multitude. Les deux armées se rencontrèrent le 10 novembre, et cette première rencontre valut aux Birmans un petit avantage qui inspira aux Anglais plus de circonspection, sans relâcher en rien celle du vieux Maha-Nemiow. Aucun des stratagèmes de sir Archibald ne put déterminer l'ennemi à sortir de sa prudente réserve, pour engager une action générale. Sir Archibald finit par se résoudre à prendre lui-même l'offensive, et combina son plan de manière à pouvoir attaquer l'une après l'autre chacune des trois divisions ennemies. Ce plan réussit. La gauche des Birmans, commandée par Maha-Nemiow, fut la première enfoncée, malgré une résistance furieuse (1er décembre). Le lendemain, la droite fut attaquée, dans une position formidable par elle-même, et protégée en outre par une série de palissades élevées de mille en mille, et qu'il fallut toutes enlever avant d'arriver à l'attaque principale. Ce fut l'ouvrage d'une heure. Les Birmans, culbutés, mitraillés, taillés en pièces, laissèrent sur la place 40 ou 50 pièces de canon et tout le matériel de leur armée, dont la flotte anglaise s'empara. Il ne restait plus à vaincre que l'aile gauche, sur l'autre rive de la rivière Nawine. Le général en chef confia au brigadier général Cotton le soin d'en finir. Celui-ci, traversant la rivière, le 5 décembre, n'eut pour ainsi dire qu'à se montrer pour avoir raison de ces troupes découragées par les revers des deux jours précédents.

Le 9, l'armée se mit en marche sur Ava. Les Birmans avaient encore leur réserve, forte de 10,000 hommes, qui était restée intacte sous les ordres du prince Memiabou, alors en position à Melloune, et les débris des armées vaincues les jours précédents, débris qu'on essayait de rassembler à Meaday, dont on voulait faire un dernier boulevard pour l'empire. Les Anglais mirent plus d'un mois pour atteindre ce point. Les mauvais chemins, les jungles épais, les marais impraticables, le choléra qui décimait leurs rangs, mirent leur courage à de grandes épreuves. Ils arrivèrent le 17 janvier (1825) à Meaday, et le trouvèrent évacué par les hommes valides, mais encombré de morts et de mourants. Le choléra faisait plus de ravages encore dans l'armée birmane que dans l'armée anglaise. En outre, de nombreux gibets garnis de leurs cadavres à demi dévorés par des vautours, attestaient par quel moyen de discipline les généraux d'Ava essayaient de contenir leur armée.

Le 21, sir Archibald reprit sa marche vers Melloune. La route devenait de plus en plus mauvaise et déserte. Les Birmans avaient dépeuplé et détruit tous les villages. Les cadavres dont ils jonchaient leurs traces attestaient seuls la présence récente d'êtres vivants dans cette morne solitude, qui eût eu bientôt dévoré l'armée anglaise, si celle-ci n'eût côtoyé le fleuve par où la flottille pourvoyait à sa subsistance. Arrivés en vue de Melloune, les Anglais reçurent un parlementaire chargé de nouvelles ouvertures de paix. De nouvelles négociations s'engagèrent, où sir Archibald reproduisit les conditions qu'il avait déjà faites, et où les Birmans renouvelèrent leurs objections. Néanmoins, après bien des discussions et quelques coups de canon, le traité fut signé. Un délai de quinze jours était accordé aux plénipotentiaires pour obtenir la ratification de l'empereur et pour remplir les préliminaires, qui consistaient dans la reddition des prisonniers et le payement du premier terme de la somme imposée. Indépendamment de l'ardeur que les Birmans mettaient à élever des fortifications, malgré la suspension d'armes, sir Archibald eut lieu de se convaincre que le traité dont ils l'avaient leurré n'était qu'une ruse pour gagner du temps; le délai allait expirer et la ratification n'arrivait pas. Les

négociateurs voulaient imposer d'autres conditions et obtenir une prolongation de l'armistice. Tout leur fut refusé, et, au terme fixé, l'armée anglaise prit les armes, débarqua son artillerie de siége, construisit ses batteries, et, dès le lendemain matin, commença à foudroyer Melloune. Un incident qui eût dû faire échouer l'attaque, fut, au contraire, ce qui en hâta le succès. Une colonne d'assaut, qui était transportée en bateau sur le point où elle devait agir, se vit entraînée par le courant sous le feu de la place, avant qu'aucun des corps destinés à appuyer cette opération fût arrivé à son poste. Ainsi perdue, ou jugée telle par le reste de l'armée, demeurée spectatrice sur l'autre rive, cette poignée d'hommes aborda résolûment les retranchements et entra dans la palissade, où une armée de 15,000 hommes s'enfuit devant elle. On trouva dans Melloune l'original du traité qui avait dû être envoyé à la ratification de l'empereur, et une cassette contenant 30 ou 40,000 roupies, qui appartenait au prince Memiabou. Sir Archibald se donna le plaisir de lui renvoyer, avec quelques compliments ironiques, l'exemplaire officiel du traité. Le prince lui répondit d'une manière non moins ironique, que de l'argent avait été aussi laissé avec le traité, et que l'empressement de sir Archibald à restituer l'un était un sûr garant de l'empressement qu'il mettrait à restituer l'autre.

L'irrésolution commençait à entrer dans le cœur de l'empereur d'Ava, et à ballotter ses conseils. Les Anglais marchaient sur sa capitale; les circonstances devenaient pressantes et menaçantes. Les leçons du passé devaient l'avoir désabusé du prestige de sa puissance militaire; mais son orgueil se relevait avec rage sous l'humiliation de ses armes abattues. Tantôt il essayait de fléchir sir Archibald qui avançait toujours, en lui envoyant comme négociateur un prisonnier anglais, le docteur Price; tantôt il se rejetait entre les bras de ceux qu'entraînait le vertige de la guerre, et ne prenait conseil que du fanatisme aventureux qui leur tenait lieu de raison. Un des dignitaires de sa cour, Tajeah Soudjin, s'offrit à chasser avec 30,000 hommes les rebelles étrangers. L'empereur le prit au mot, lui donna des hommes et de l'argent, ainsi que le titre de Naiwoun-Barein, ou roi de l'enfer. Le roi de l'enfer vint se faire briser à Pagabammieu, et dès lors sir Archibald eut, pour ainsi dire, un pied dans la capitale. Le roi de l'enfer l'y précéda, pour offrir encore à l'empereur son épée et ses services; mais l'empereur, confus d'avoir déjà une fois compté sur ce présomptueux, fit un signe, et le malheureux fut entraîné sous les pieds des éléphants, qui l'écrasèrent.

En même temps on renvoyait au camp des Anglais le docteur Price, porteur de propositions que le général refusa péremptoirement, et auxquelles il substitua son ultimatum. C'était le payement immédiatement de 35 lacs de roupies, la remise du traité ratifié, et celle des prisonniers. A l'expiration du délai de cinq jours, le docteur Price revint avec l'argent exigé et deux plénipotentiaires birmans pour régler les termes du traité. Après trois jours de débats, le traité fut enfin signé. « Et maintenant que nous sommes en paix avec les Anglais, dit un négociateur en déposant le calam (plume de roseau en usage dans tout l'Orient), si les Chinois osent nous insulter, qu'ils prennent garde à eux ! » Mot charmant de naïveté, surtout dans la bouche d'un diplomate. Des politesses furent échangées ensuite entre l'empereur et les chefs anglais. Deux officiers vinrent à Ava, où ils eurent l'honneur d'être admis à la cour en réception solennelle; des présents furent échangés. L'armée, qui avait compté sur le butin d'Ava comme dédommagement de ses souffrances, murmurait de cette solution pacifique. Le 5 mars, elle commença son mouvement de retraite. Une partie fut embarquée sur les transports qui venaient d'arriver par l'Irrawaddy; le reste fut mis en marche sur Prome. Cette campagne, qui avait d'abord soulevé des mécontentements contre

lord Amherst, finit, grâce à son heureuse issue, par lui réconcilier les esprits. On trouva cependant que les avantages obtenus par les Anglais n'étaient pas en rapport avec les efforts qu'ils leur avaient coûté. A défaut d'argent qu'on ne pouvait plus tirer d'un État épuisé, quelques-uns eussent voulu qu'on exigeât du moins des cessions de territoire. Mais le temps des agrandissements territoriaux était passé. L'Inde entière était conquise. Poursuivre au delà de ses frontières le système d'envahissement que les circonstances y avaient rendu nécessaire, c'était se lancer sans but, sans profit et contre toute raison, dans une carrière sans limites. Les provinces maritimes de Tennasserim, de Merguy, de Tavoy, abondantes en bois de construction, et utiles, du moins, par ce côté, n'étaient-elles pas une conquête suffisante? Tant d'agrandissement n'était-il pas désormais une cause d'affaiblissement dans des pays lointains aussi difficiles à garder qu'à mettre en valeur? La politique d'extension était devenue un anachronisme, un contre-sens, comme la politique de restriction en avait été un au temps de sir George Barlow et de lord Cornwallis. Lord Amherst eut la sagesse d'être l'homme de son temps.

## CHAPITRE XXVIII.

EXPÉDITION DE BHURTPOUR. LORD WILLIAM BENTINCK. PHASE NOUVELLE DE LA DOMINATION ANGLAISE DANS L'INDE. COUP D'ŒIL SUR L'ÉTAT ACTUEL DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS.

Nous avons vu le siége soutenu, en 1805, contre lord Lake par le rajah de Bhurtpour. Ce rajah, Randjit Singh, dut enfin se soumettre à un traité qui mettait ses États sous la protection britannique. A sa mort, il laissa quatre fils, dont l'aîné ne régna qu'un instant, et mourut sans postérité. Le second, Bulder Singh, monta sur le trône, qu'il occupa jusqu'en 1824. Avant de mourir, et pour mieux assurer sa succession à son fils Bulwant Singh, il requit pour lui, du gouvernement anglais, le khilaut d'investiture. C'était placer plus étroitement encore sous la garantie de la puissance britannique les droits du futur rajah. Le khilaut fut accordé, et le jeune prince en fut revêtu, avec toutes les cérémonies d'usage, par sir David Ochterlony (août 1824). Bulder Singh survécut peu aux pompes de cette fête; et l'événement montra bientôt qu'il n'avait été trop loin ni dans les appréhensions qu'il avait conçues, ni dans les précautions qu'il avait prises. Au commencement de 1825, un certain Dourjun Saul excita contre le jeune rajah, contre sa mère et contre son oncle, une révolte dans laquelle ce dernier périt. Dourjun Saul tenait par le sang à la famille régnante. L'intervention anglaise contre cette usurpation fut d'abord toute diplomatique, ou, du moins, on s'en tint, quant aux actes d'hostilité, à de simples démonstrations. Mais, vers la fin de l'année, le gouvernement jugea qu'il était temps d'employer les moyens de rigueur, et le siége de Bhurtpour fut résolu. En conséquence, la place fut investie, par lord Combermere, dès les premiers jours de décembre. L'artillerie de siége était arrivée le 14, et le feu des batteries commença le 23. Il fut soutenu, pendant près d'un mois, par les assiégés avec une grande vigueur. Enfin, le 18 janvier, deux brèches étaient praticables, et l'assaut fut résolu des deux côtés à la fois. Malgré l'explosion d'une mine que les Anglais avaient construite, et qui porta le ravage jusque dans leurs rangs, les deux opérations réussirent, toute la garnison fut prise, ainsi que Dourjun Saul, sa femme et ses enfants. Cette victoire avait une importance plus grande encore que celle du rétablissement de Bulwant Singh. Au temps de lord Lake, les armes anglaises avaient échoué une fois devant les murailles de Bhurtpour; et elles y eussent échoué peut-être la seconde fois, si le manque de munitions n'avait réduit les assiégés à capituler. En résultat, Bhurtpour, jusqu'en

1825, pouvait passer, aux yeux des indigènes, pour une place imprenable et pour un dernier rempart ouvert aux révoltes de la nationalité humiliée partout ailleurs. C'était un prestige à lui ôter. Il ne fallait pas qu'il restât, dans l'Inde, une forteresse dont la réputation intacte fût comme un défi éternel porté aux armes de l'Angleterre. Les murs de Bhurtpour expièrent l'orgueil de leurs premiers triomphes, ils furent complétement rasés. Les habitants purent voir gisant par terre un bastion qu'ils avaient surnommé le bastion de la Victoire, et qu'ils se vantaient d'avoir élevé avec les os, la chair et le sang des Anglais que lord Lake avait perdus au pied de ses murs. Lord Combermere procéda, aussitôt après la prise de la ville, à la réinstallation du rajah, auquel il laissa une garnison anglaise, composée de deux régiments.

Telles furent les guerres soutenues par lord Amherst, et les dernières guerres que les Anglais dussent soutenir, jusqu'à nos jours, dans l'Inde proprement dite, ou dans le voisinage immédiat de leurs possessions. Lord Amherst signala encore son administration par un acte plus important en apparence qu'en réalité, acte accompli depuis longtemps déjà dans les faits, la déchéance de l'empereur mogol, et la dévolution absolue de ses droits de souveraineté à la Compagnie. L'empereur et les siens eurent la faiblesse de s'en montrer aussi affectés que si on lui avait enlevé réellement quelque chose. Lui ôter un vain titre, ce n'était pourtant que le soulager du poids d'une humiliation pompeuse et d'un contraste écrasant pour son orgueil. Après avoir proclamé, à Dehli, la souveraineté indépendante de la Compagnie, lord Amherst revint à Calcutta, où il s'embarqua, à la fin de mars (1828), pour l'Angleterre. Lord Bentinck, son successeur nommé, était déjà en mer pour l'Inde. Ils se rencontrèrent au Cap, où le nouveau gouverneur général s'empressa d'invoquer les lumières de son prédécesseur.

Avec l'administration de lord William Bentinck, commence une ère nouvelle dans l'histoire de l'Inde anglaise. Pour ce qui regarde la conquête, tout est accompli, tout est consommé, tout est même proclamé. L'Inde est Anglaise de fait et de nom. Le canon joyeux qui, du haut des remparts de Dehli, a annoncé cette nouvelle à l'empire, a écrit pour longtemps la dernière page de l'histoire de l'Inde qui dût être écrite avec le canon. La guerre a jusqu'ici pesé de tout le poids de ses nécessités sur le système politique, sur les vues administratives, sur tous les établissements, sur tous les essais de la puissance conquérante. Les meilleures intentions, les conceptions les plus habiles ont dû s'ajourner ou se mutiler pour faire place aux mesures d'urgence que réclamait impérieusement l'état de guerre. Rien n'a été ordonné avec ensemble, avec suite et persistance que ce qui avait été préparé en vue de la guerre, ou amené par la guerre. Ce fait immense, et qui a absorbé jusqu'à présent toutes les ressources, tout le temps, toutes les idées, tous les dévouements, disparaît subitement de l'histoire de l'Inde, et laisse en présence d'un État nouveau la conquête désormais assurée. Un autre génie va présider aux destinées de l'empire. Cette supériorité de la civilisation européenne, qui a été si bien établie par la gloire des armes, va-t-elle éclater avec une puissance aussi incontestable dans l'art de gouverner que dans l'art de conquérir? Telle est la question qui survit à toutes les questions déjà vidées, et qui reste la seule pendante au moment où lord William Bentinck est élevé au pouvoir.

L'histoire, sous lord William, devint tout administrative. Sauf quelques troubles aussitôt étouffés à Nagpour et dans le Mysore, rien ne vient distraire le gouverneur général des soins de ce genre. L'empire anglais n'a en quelque sorte pas de voisins. Les flots de la mer ou les cimes du Thibet le séparent de toutes les grandes puissances du globe. Il n'a, à ses portes, que des peuplades déjà vaincues

ou trop faibles pour lui porter ombrage. Il n'y a donc plus de politique. Assurer la justice, organiser et percevoir les impôts, favoriser par de sages établissements la création et la circulation des richesses, tels sont les points sur lesquels se concentrent tous les efforts du nouveau gouverneur général.

Cette transition d'une ère guerrière et conquérante à une ère pacifique et organisatrice amenait naturellement de grandes réformes. Pour s'éclairer sur les besoins du pays, lord William commença par établir la liberté de la presse. Il institua des comités de finances, chargés de recueillir tous les renseignements relatifs à l'administration civile ou militaire. L'armée s'émut fortement de ces préparatifs de réformes, et s'empara avec vivacité de l'arme nouvelle que les idées libérales du gouverneur général venaient de mettre entre ses mains. La presse défendit l'épée. La fermeté de lord William n'en fut pas ébranlée. Pour étendre les réformes à tout ce qui en avait besoin, il parcourut, en 1829, le vaste empire qui lui était confié; affermit, par des dispositions nouvelles, le système que lord Hastings avait établi dans les récentes conquêtes du pays des Mahrattes, et en confia la surveillance aux soins d'un résident qu'il institua dans la province de Malwa. Il perfectionna le système de police déjà organisé pour l'extermination de ce genre de vol qui est connu dans l'Inde sous le nom de décoit: il essaya même, chose extrêmement délicate et non encore tentée, de toucher aux mœurs et aux croyances religieuses, en poursuivant l'abolition de ces sacrifices humains qui s'accomplissaient encore sur les bûchers des sattis. Satti, on le sait, est le nom que l'on donne, dans l'Inde, au sacrifice même, et à la veuve qui s'y est soumise. Les vieilles superstitions protestèrent d'abord, mais la raison et l'humanité l'emportèrent. Il n'y avait pas un demi-siecle qu'un bataillon de cipayes s'était révolté à Madras, parce qu'on avait voulu changer sa coiffure. Ce rapprochement seul indique quel péril il y avait dans les innovations qui touchaient à des coutumes enracinées par le temps, sanctionnées par des croyances; et quel progrès avait fait l'ascendant de la puissance anglaise dans l'esprit des peuples.

Une nouveauté moins hardie, mais qui aura des résultats bien plus marquants dans l'histoire, fut l'introduction de la navigation à vapeur dans les communications de la colonie avec la métropole. On ne saurait prévoir ce qui adviendra, même pour les nations d'Occident, de cette innovation qui a substitué la vapeur à la voile, et la route d'Égypte à celle du Cap. L'Europe a déjà ressenti, en 1840, un de ces ébranlements précurseurs qui lui laissent entrevoir ce que cette simple question peut receler de bouleversements pour l'avenir. Lord William n'eut pas, il est vrai, la gloire de concevoir cette idée qui avait été préparée dès 1821, et réalisée dans un premier essai en 1825. Le vaisseau *l'Entreprise,* parti de Falmouth le 16 août de cette année, et suivant l'ancienne voie du cap de Bonne-Espérance, était arrivé dans le Bengale le 7 décembre. Ce succès était suffisant pour exciter l'enthousiasme et exalter les espérances, mais non pour résoudre le problème d'une communication régulière et permanente par une voie maritime si longue et si dispendieuse, eu égard aux exigences particulières de la navigation à vapeur. Les autres voies de l'Euphrate ou de la mer Rouge, si elles offraient une solution bien plus facile pour les difficultés nées de ces exigences, soulevaient en même temps des problèmes d'un autre ordre et bien plus épineux. Toutefois, l'objet du moment étant d'obtenir le moyen d'aller le plus vite possible avec le moins de frais possible, toutes les études se portèrent de ce côté. On sait les travaux que les Anglais ont exécutés sur le cours de l'Euphrate, et le projet toujours suivi par eux de l'établissement d'un chemin de fer à travers l'isthme de Suez; projet ardu,

et non pas pour les ingénieurs seulement. Ce qui leur suffisait à l'époque où nous sommes arrivés, c'était de réaliser une très-grande économie de temps sans de trop grandes incommodités. Le passage par la mer Rouge fut tenté pour la première fois en 1830. Le navire *Hugh Lindsay*, parti de Bombay le 20 mars, arriva à Suez le 22 avril. Aujourd'hui le même espace de temps suffit aux journaux qui suivent le même trajet pour arriver jusqu'à Paris. Mais l'inexpérience et les imperfections d'un service nouvellement organisé avaient retardé la marche du *Hugh Lindsay*. Il recommença le même voyage au mois de décembre suivant, et l'accomplit en vingt-deux jours. L'expérience fut depuis plusieurs fois répétée, et donna à peu près les mêmes résultats. Ces résultats étaient assez satisfaisants pour déterminer l'organisation régulière de cette communication nouvelle qui venait de s'ouvrir entre la métropole et sa colonie. La question fut portée devant le parlement en 1834. La chambre des communes, frappée des avantages obtenus, vota l'établissement d'un service permanent, et toutes les dépenses qui devaient l'assurer. Cette grande mesure, à laquelle lord William Bentinck a contribué de tout son zèle et de tous ses efforts, inaugure glorieusement l'ère nouvelle à laquelle préside le nom de ce gouverneur général, et sera une époque mémorable dans l'histoire de la Compagnie. Les réformes administratives, judiciaires, militaires, de police, de finances, etc., absorbèrent toute son administration, à laquelle le délabrement de sa santé vint mettre un terme. La cour des directeurs lui témoigna, dans une déclaration solennelle, ses regrets et sa gratitude. Les négociants de Londres et diverses corporations lui votèrent aussi une adresse de remercîment, et une statue à élever sur l'une des places publiques de Calcutta.

L'ère des transformations était arrivée pour la Compagnie. Son privilége expirait avec l'année 1833. Au mois de février 1830, lord Ellenborough proposa la formation d'un comité chargé d'examiner l'état des affaires de l'Inde, et fit en outre une motion tendante à décider si l'Inde devait être gouvernée avec ou sans l'assistance de la Compagnie ; s'il était à propos que cette assistance s'exerçât sous la forme précédemment adoptée ou sous une forme nouvelle. Cette question, on le voit, avait marché depuis le temps où Burke et Fox s'effrayaient des empiétements du pouvoir royal sur la Compagnie; depuis le temps où celle-ci osait élever, dans l'Inde, des conflits d'autorité, de souveraineté contre la couronne représentée par des commissaires, et paralyser dans leurs mains l'intervention royale. La mort du roi George IV, en entraînant la dissolution du parlement, vint interrompre les premiers travaux commencés en vertu de la motion de lord Ellenborough. Mais, au mois d'octobre de la même année 1830, lord Wellington, à la tête du ministère, reprit la question et se mit en communication avec la cour des directeurs, pour traiter avec eux des arrangements à prendre avec la Compagnie. L'un des contre-coups de la révolution de juillet fut de renverser le ministère Wellington. Il légua à lord Grey l'accomplissement de cette œuvre ébauchée, et que devait interrompre encore une fois une dissolution du nouveau parlement. Les pourparlers avec la cour des directeurs reprirent leur cours. Ils aboutirent à un arrangement par lequel la Compagnie consentait à transférer à la couronne ses propriétés territoriales et ses priviléges commerciaux moyennant un ensemble de mesures destinées à indemniser les propriétaires, et à sauvegarder tous les intérêts existants, tous les droits acquis. Ces mesures consistaient surtout dans un remboursement par annuités, et dans la création d'un capital qui, placé dans les fonds publics d'Angleterre, serait, au bout d'un certain temps, réparti entre les propriétaires. Le ministère portait à 630,000 livres sterling le montant de l'annuité, et à 1,200,000 livres le capital du fonds

commun. La Compagnie demandait que l'annuité fût concédée pour une durée de quarante ans au moins; que le chiffre du fonds commun fût calculé de manière à ce que, à l'expiration de ces quarante ans, il pût suffire au rachat des annuités; que, dans le cas où le revenu de l'Inde ne serait pas suffisant pour payer les annuités aux termes fixés, le déficit fût comblé par des sommes prises sur le fonds commun, quitte à les remplacer plus tard par les fonds venant de l'Inde; la cour des directeurs demandait en outre que la Compagnie continuât d'administrer l'Inde pendant une période de temps qui serait fixée d'avance, et ne pourrait être moindre de vingt années; et que ses priviléges, à l'égard du bureau du contrôle ou du ministère, lui fussent confirmés pendant cette période. Elle se réservait aussi le droit de présenter au bureau du contrôle un plan propre à assurer l'exécution de ses obligations commerciales, et le sort de ceux de ses employés dont la situation serait atteinte par les dispositions nouvelles.

Ces arrangements, soumis à l'assemblée des propriétaires, y furent adoptés par une majorité de 477 voix contre 52. Le ministère consentit à élever à 2,000,000 le montant du fonds commun; à faire du payement de l'annuité une créance privilégiée, et à proroger pour vingt ans le gouvernement de l'Inde dans les mains de la Compagnie. Le parlement sanctionna toutes ces mesures par un bill présenté le 28 juin 1833, et dont voici quelques-unes des principales dispositions :

« Les territoires possédés dans l'Inde par l'Angleterre demeurent sous le gouvernement de la Compagnie jusqu'au 30 avril 1854. Les propriétés de la Compagnie sont acquises à la couronne pour l'acquittement des dépenses de l'Inde. Les priviléges, droits, pouvoirs, immunités de la Compagnie continueront d'avoir force jusqu'à la même époque.... Les dettes de la Compagnie seront liquidées, à une époque déterminée, sur les bénéfices et les revenus territoriaux de l'Inde. Un dividende de 10 1/2 pour 100 est accordé aux propriétaires du capital de la Compagnie, mais rachetable par le parlement dans certaines proportions fixées d'avance. La Compagnie est autorisée à demander ce remboursement dans le cas où le gouvernement de l'Inde lui serait enlevé. Un fonds social de 2,000,000 de livres sterling est formé pour le remboursement de l'annuité accordée aux propriétaires du capital social de la Compagnie; jusque-là, l'intérêt de ce fonds commun s'ajoutera au capital. En cas de non payement de l'annuité ou d'une partie de l'annuité par le gouvernement, la cour des directeurs est autorisée à prendre sur le fonds commun la somme nécessaire pour compléter ce payement. Le dividende sera payé sur les revenus de l'Inde, de préférence à toute autre dépense. »

Puis venaient d'autres dispositions qui renouvelaient le bureau du contrôle et réglaient ses attributions, ainsi que celles du gouverneur général et du conseil suprême. Une nouvelle présidence était établie à Agra, et la subordination des présidences de province, par rapport au gouvernement central de Calcutta, établie *d'une manière* plus étroite. L'abolition graduelle de l'esclavage était prescrite; des évêchés créés à Calcutta, Madras et Bombay; les emplois dans l'Inde réservés aux élèves du collége de Haileybury; enfin l'île Sainte-Hélène, jusque-là appartenant à la Compagnie, était transférée à la couronne.

Ce bill fut voté, le 26 juillet 1833, par la chambre des communes; le 16 août suivant, par la chambre des lords, et sanctionné, le 28, par la couronne. Sa mise en vigueur devait dater du 30 avril 1834. Il consacrait, après un délai de vingt ans, l'abolition de la Compagnie des Indes, et un régime transitoire jusqu'à l'expiration de ce délai.

Les événements remarquables arrivés depuis ont été retracés par les deux écrivains dont nous sommes le continuateur. L'un, M. de Jancigny, l'a fait dans l'introduction de cette his-

toire de l'Inde; l'autre, M. Raymond, l'a fait dans l'histoire de l'Afghanistan, qui appartient à cette collection. Nous renvoyons surtout à cet ouvrage pour les derniers événements qui ont appelé les Anglais dans le Caboul. L'expédition de Chine sera racontée par M. Pauthier dans l'ouvrage consacré à la Chine. Ainsi donc, notre tâche est terminée en ce qui concerne l'histoire de l'Inde anglaise. Il nous reste à dire deux mots sur l'état actuel des établissements français dans l'Inde.

Nous avons vu à quel point alors inouï de prospérité Dupleix avait porté la puissance française dans le Deccan. Les Anglais, pour arriver au point où ils en sont aujourd'hui, n'ont eu qu'à adopter la politique et à suivre les errements de ce grand homme. Aussitôt après lui, la décadence fut prompte et bientôt la ruine complète. Le traité Godeheu nous réduisit à quelques comptoirs sans commerce; la prise de Pondichéry, sous Lally-Tolendal, nous réduisit à rien. La France fut complétement chassée de l'Inde. La paix de 1763 nous rendit Pondichéry avec un territoire réduit, Mahé, Karikal, Chandernagor, et nos autres comptoirs dont nous ne reprîmes toutefois possession qu'en 1765. La Compagnie française, depuis 1725, ne s'était soutenue qu'aux dépens du roi et de l'État, à qui elle avait soutiré la somme énorme de 376,000,000. Elle se trouvait abolie de fait par la perte de ses établissements. Comme elle avait assez prouvé son impuissance à en tirer parti, on l'abolit formellement après la restitution, en 1769. Tout Français eut le droit de naviguer et de trafiquer librement au delà du cap de Bonne-Espérance. Cette liberté du commerce, qui avait un peu relevé Pondichéry, ne devait pas nous profiter longtemps. Prise de nouveau en septembre 1778, cette ville nous fut encore rendue en 1783, pour être reprise en août 1793; restituée, en 1802, par la paix d'Amiens; et, enfin, prise une dernière fois en septembre 1803, et rendue définitivement en vertu des traités de 1814 et 1815. Ces traités placent en quelque sorte nos établissements sous la protection britannique. Par l'article 12 du traité de Paris, du 30 mai 1814, la France s'engage « *à ne faire aucun ouvrage de fortification dans les établissements qui lui doivent être restitués, et qui sont situés dans les limites de la souveraineté britannique sur le continent des Indes; et à ne mettre dans ces établissements que le nombre de troupes nécessaire pour le maintien de la police.* » En réciprocité, l'Angleterre s'engage, par le même article, « *à faire jouir les sujets de S. M. T. C., relativement au commerce et à la sûreté de leurs personnes et propriétés, dans les limites de la souveraineté britannique sur le continent des Indes, des mêmes facilités, priviléges et protection qui sont à présent ou seront accordés aux nations les plus favorisées.* » Par la convention du 7 mars 1815, l'Angleterre s'engage, en cas de rupture : « 1° *A ne point considérer ni traiter comme prisonniers de guerre les personnes qui feront partie de l'administration civile des établissements français dans l'Inde, non plus que les officiers, sous-officiers et soldats qui, aux termes du traité conclu à Paris le 30 mai 1814, seront nécessaires pour maintenir la police dans lesdits établissements, et à leur accorder un délai de trois mois pour arranger leurs affaires personnelles, comme aussi à leur fournir les facilités nécessaires et les moyens de transport pour retourner en France avec leurs familles et leurs propriétés particulières; 2° à accorder aux sujets de S. M. T. C., dans l'Inde, la permission d'y continuer leur résidence et leur commerce aussi longtemps qu'ils s'y conduiront paisiblement et qu'ils ne feront rien contre les lois et les règlements du gouvernement.* »

Ainsi, même en cas de guerre entre les deux nations, on ne daigne pas nous traiter là-bas tout à fait en ennemis. On se contente de nous mettre officiellement hors de chez nous, et d'autoriser les particuliers qui le mériteront par leur bonne conduite de

continuer leur résidence et leur commerce. Voilà à quelles conditions un peu dédaigneuses on nous a permis de posséder aujourd'hui Pondichéry, Karikal, Yanaon, une *loge* à Masulipatam; Mahé, sur la côte de Malabar; Chandernagor au Bengale, et six *loges* encore dans les lieux suivants : Calicut, Cossimbazar, Jougdia, Dacca, Balassore et Patna. Une *loge* est une maison où la France a le droit d'établir un comptoir et de faire flotter son pavillon. La loge de Mazulipatam, ville autrefois française, et chef-lieu d'une opulente province française, serait aujourd'hui complétement déserte, n'était deux Indous subalternes qui y sont placés par le chef du comptoir d'Yanaon, pour fermer la porte et garder le pavillon. La loge de Calicut est dans un état non moins florissant, et a pour hôte unique un concierge ou gardien. Celles de Balassore, de Dacca, de Cossimbazar, de Patna, de Jougdia, toutes cinq dans le Bengale, jouissent chacune d'un petit territoire qui leur est annexé, et qui leur vaut de magnifiques prérogatives de souveraineté, de juridiction civile et criminelle sur quelques dizaines d'Indiens, dont ces territoires sont peuplés. Un agent français, qui avait été établi dans la factorerie de Surate en 1819, y est mort en 1823, et n'a point été remplacé. Néanmoins l'établissement continue de subsister, du moins pour le gardien et le pion ou domestique du gardien, qui sont chargés d'y représenter notre puissance et notre commerce absents.

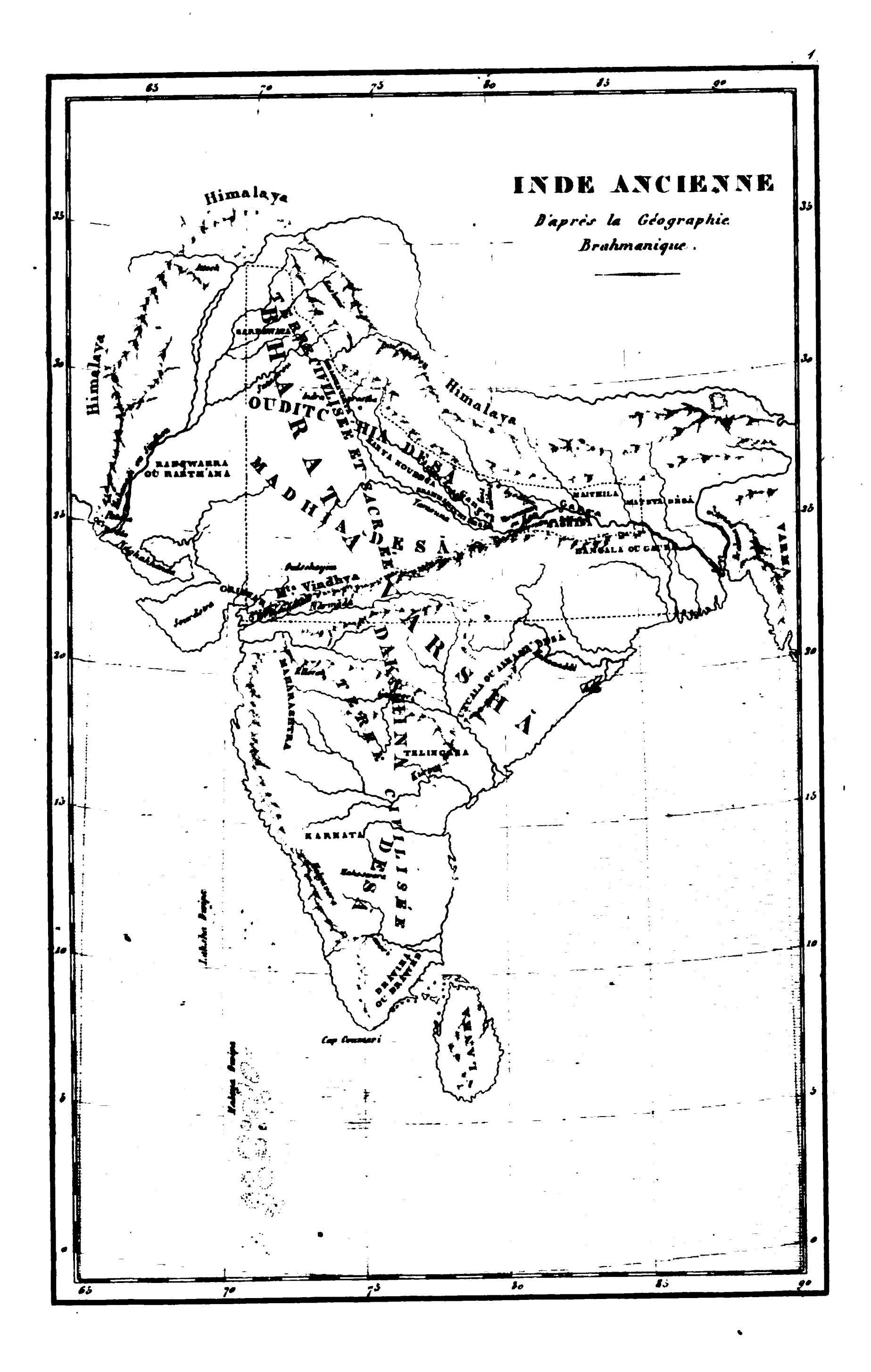
La population totale de nos établissements dans l'Inde est, d'après les derniers relevés, de 167,736 individus, sur lesquels 980 blancs seulement, 165,241 noirs indiens, et 1,515 mixtes. Pondichéry et ses aldées ou villages y figurent pour 53,659; Chandernagor pour 31,235; Karikal, 44,191; Mahé pour 3,355, Yanaon, 7,339. Dans ces totaux, il faut comprendre non-seulement la population des villes, mais encore celle de leurs dépendances; en ajoutant à ces chiffres 15,737 âmes pour la population de Villanour, et 12,220 pour la population de Bahour, qui sont dans le ressort de Pondichéry, on a un total égal de 167,736 pour la population entière de nos établissements, moins, sans doute, les justiciables des *loges* de Balassore, Dacca et Cossimbazar, et les pions qui gardent *les loges de* Mazulipatam, Calicut et Surate.

FIN.

# TABLE DES CHAPITRES.

(*) Par erreur ce chapitre porte le n° XVIII dans le cours de l'ouvrage, et l'erreur se continue pour les suivants jusqu'au dernier. Nous rétablissons ici la série naturelle des nombres ordinaux.

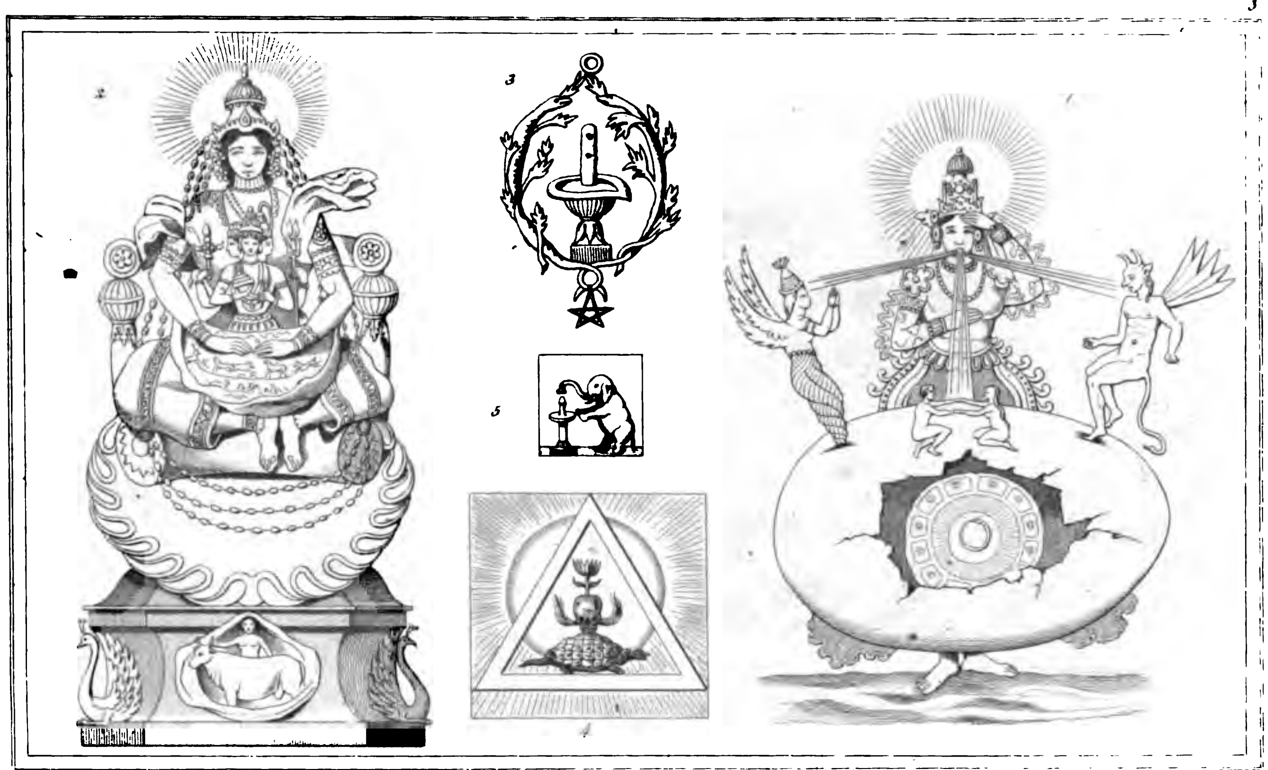
# PLACEMENT DES GRAVURES.


INDE ANCIENNE
D'après la Géographie Brahmanique.
Himalaya
BHARATA VARSHA
OUDITCHIA DESA
MADHIA DESA
DAKCHINA DESA
Mts Vindhya
Nermâdâ
MAHARASHTRA
TELINGANA
KARNATA
MAITHILA
BANGALA OU GAUR
LANKA
Cap Coumari
VARMA
DRAVIRA OU DRAVIDA

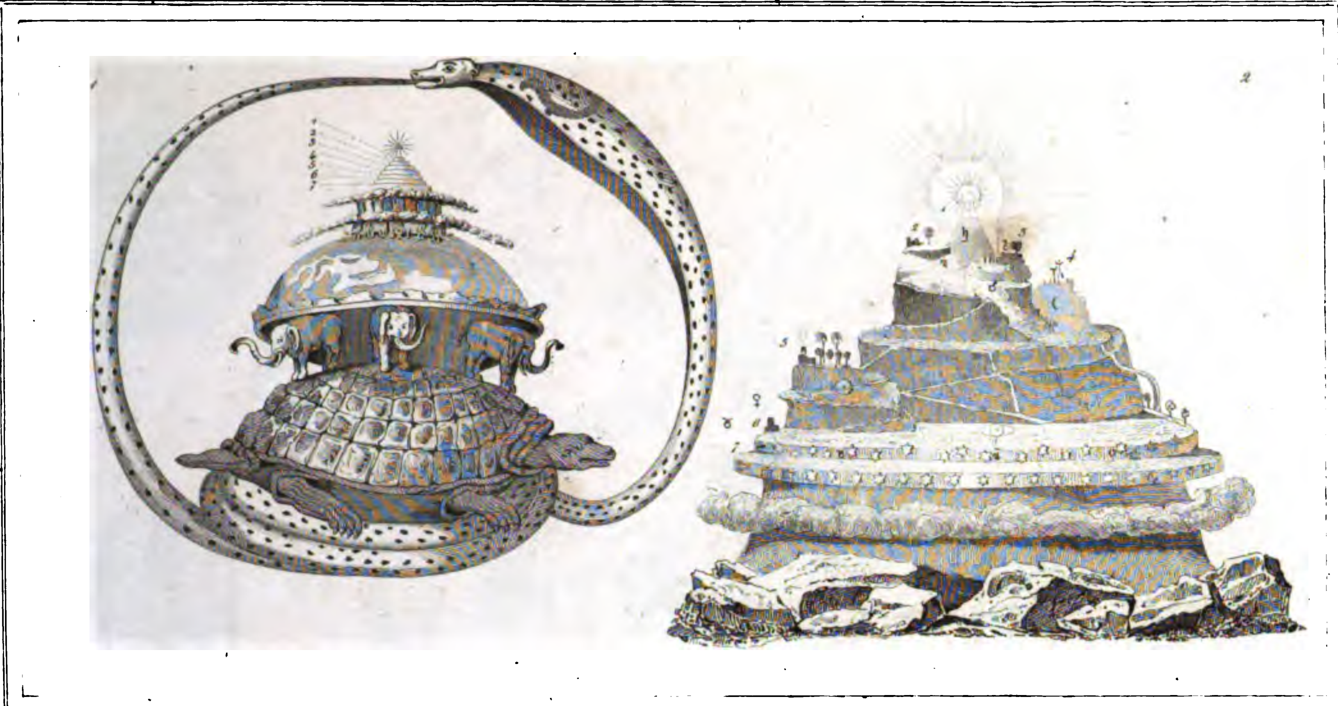



Lemaitre direxit

1. Brahm 2. Brahm-maia. 3. Brahm-sakti 4. Om (ou AUM)




1. Pradjapati. Type symbolique de la création Brahmanique. 2. Prakriti. Type de la triple faculté divine. Créat. Conserv. Destruct.
3. Image symbolique du Trimourti. 4. Autre Emblême du Trimourti. 5. Symbole de la Sagesse adorant la toute puissance créatrice.

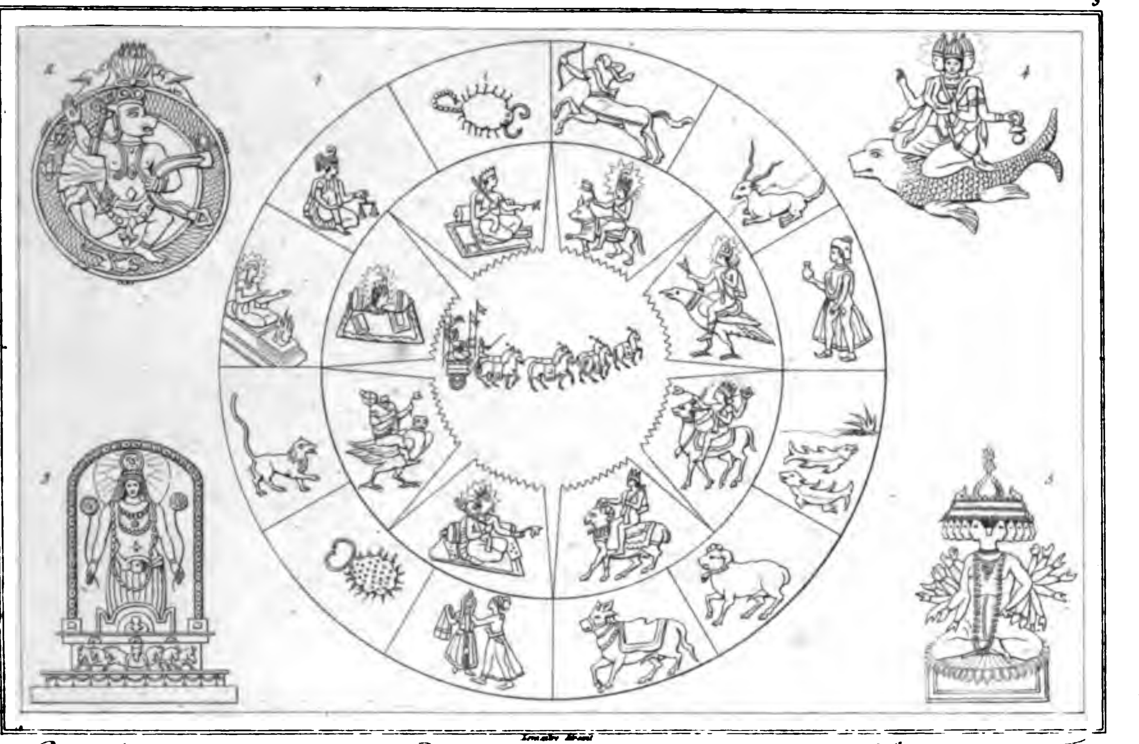



*La Tortue supportant les mondes.*

*Les sept Régions du monde supérieur.*

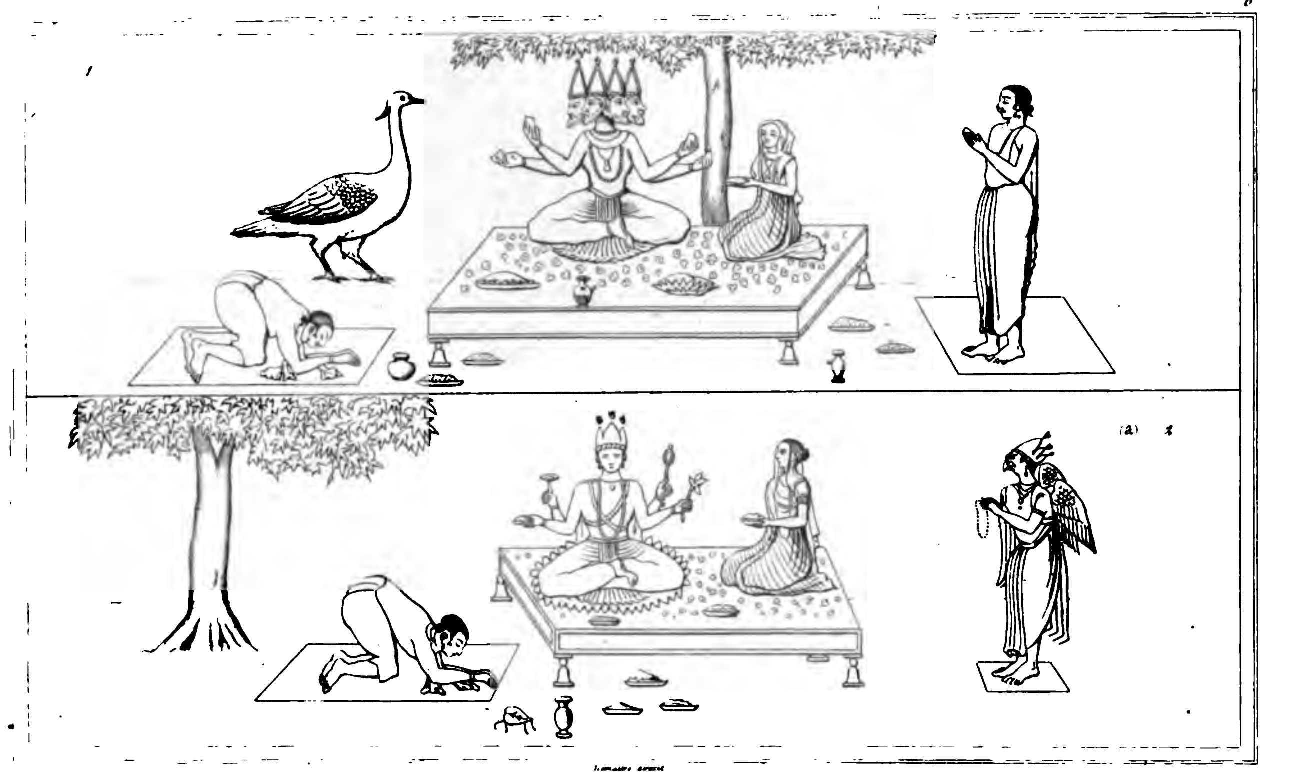
## INDE.

5

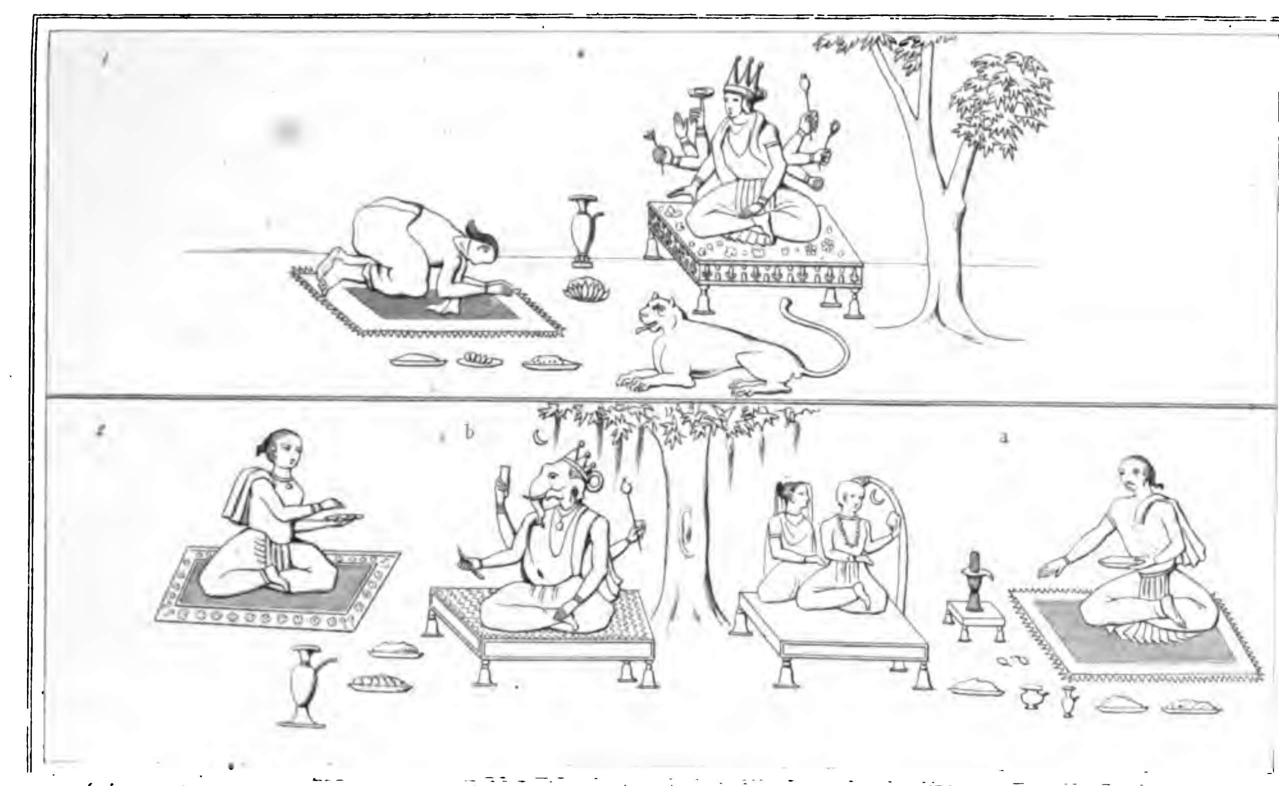


Lemaître direxit

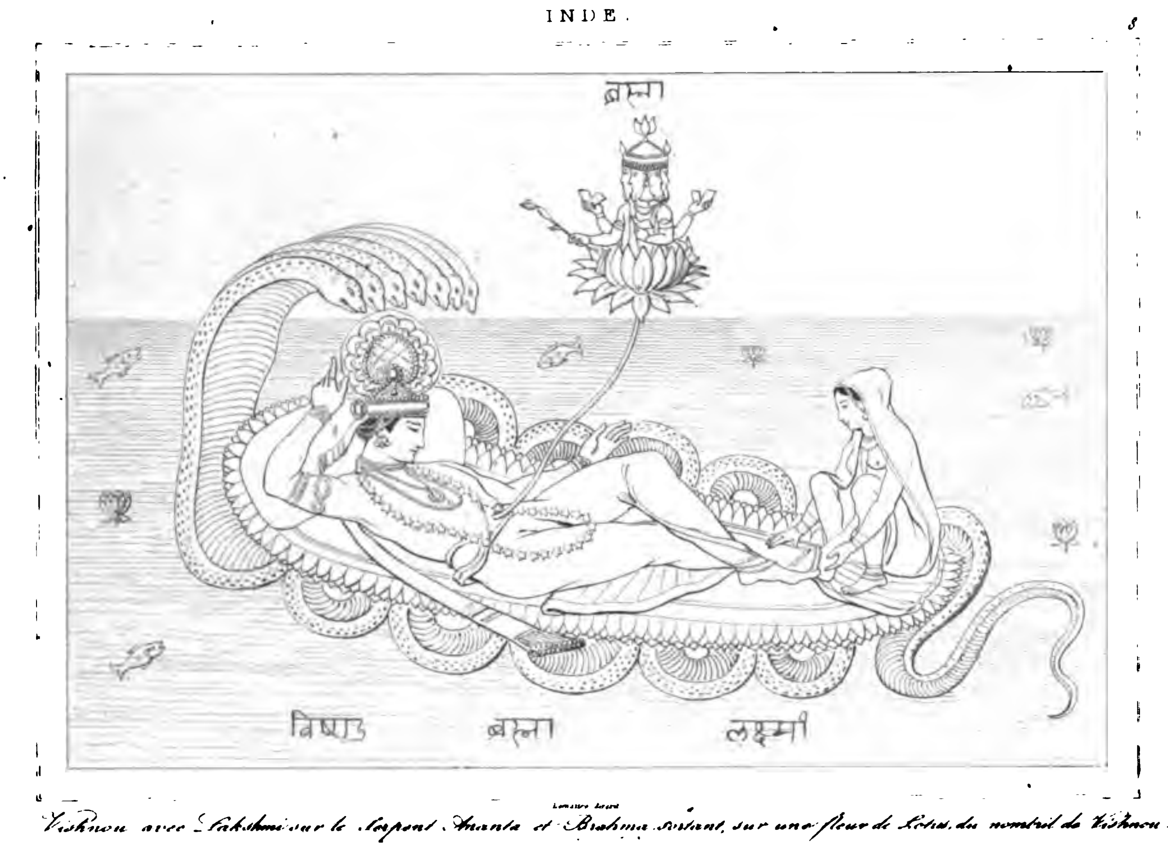
1 Râsi-Tchakra. (Zodiaque et Système Solaire) 2. Roudra. (Hanouman considéré comme une Incarnation de Siwa) 3. Sourya. (le Soleil) 4. Trivéni (Union des trois Rivières sacrées, Ganga, Yamouna, Saraswati) 5. Râvana Roi de Lanka.




1. Brahma et Saraswati. 2. Vishnou et Lakshmi ; (a) Garouda.




1. Siva ou Mahadéva, Mahadéo (N.° 1). 2. a. Mahadéva et Parvati avec le Lingam, attribut principal ou type du Dieu considéré comme Créateur. b. Ganesa fils de Mahadéva.




*Vishnou avec Lakshmi sur le Serpent Ananta et Brahma sortant, sur une fleur de Lotus, du nombril de Vishnou.*



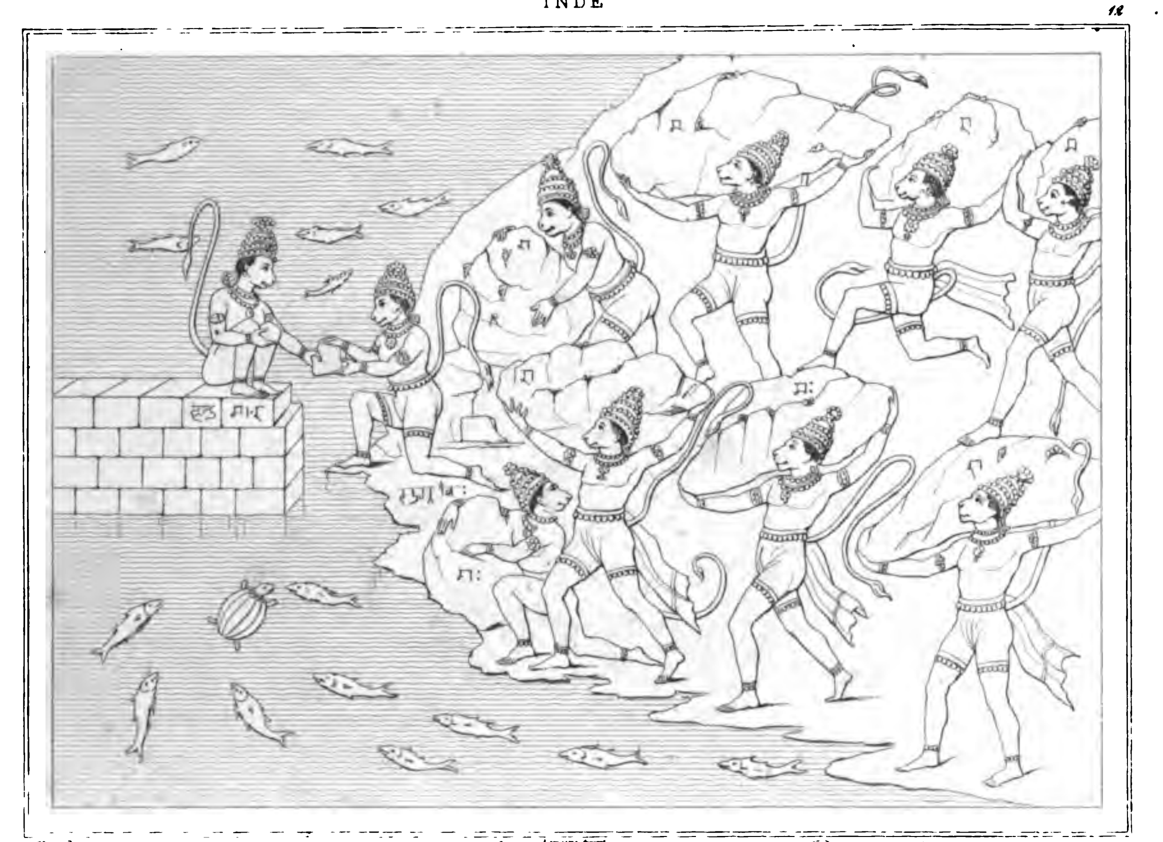

1. Siva. (Mahadéva.) 2. Vishnou. 3. Krishna.
(8ème Avatara ou incarnation de Vishnou.)




*Mahâdêva et Parvâti*



*Vira Bhadrâ, un Avatarâ ou Incarnation de Siva.*



*Hanouman, aidé de Sugriva et autres chefs des Singes, construisant le Pont de Rama* (entre le continent & Ceylan)

राम

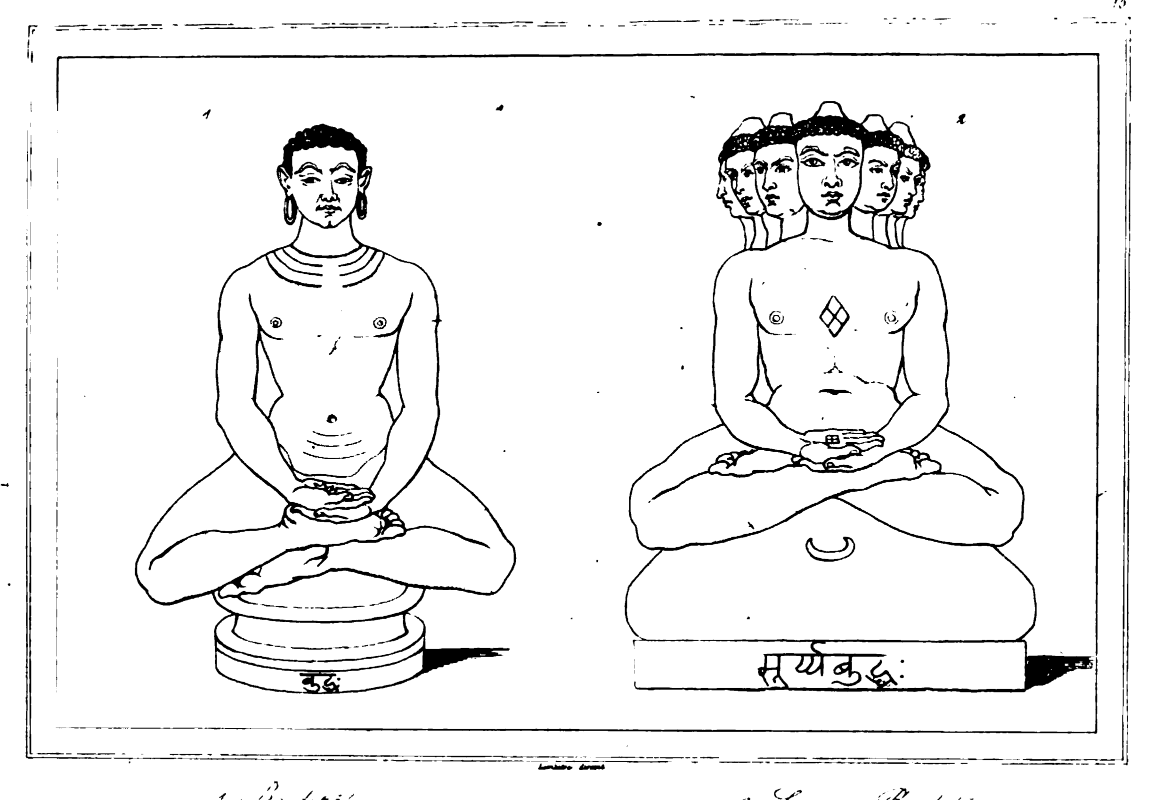
सीता

हनुमान्

*Hanouman*

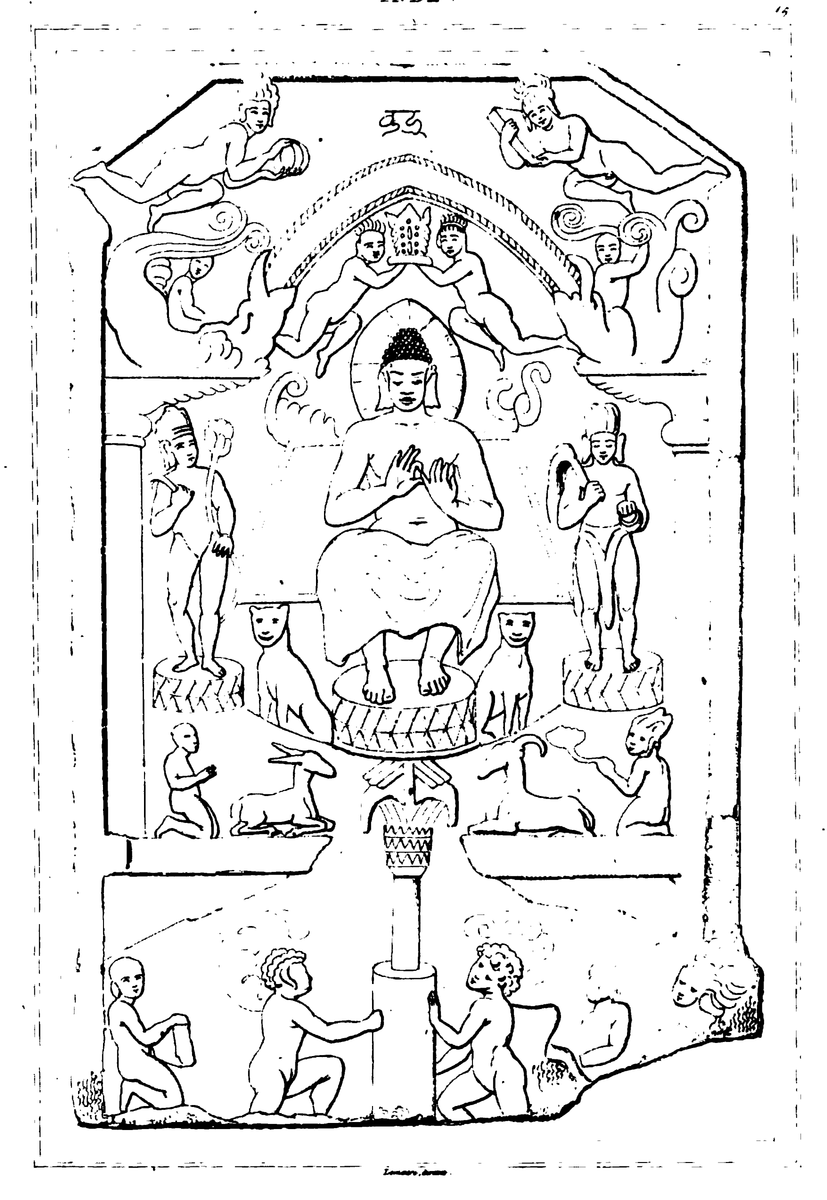


Krishna (8ème Avatara ou Incarnation de Vichnou), porté par les Gôpîs (Gopîs) (Nymphes laitières)




1. Boudaha

2. Sourya Boudaha



*Bouddha.*




Lemaître direxit

1. Vichnou se révélant à Viswamitra comme Rama-Avatar ou incarnation future dans le personnage de Rama. 2. Hanoumân et Garouda combattant. (ou luttant)


1
2
3
4
5
6
7

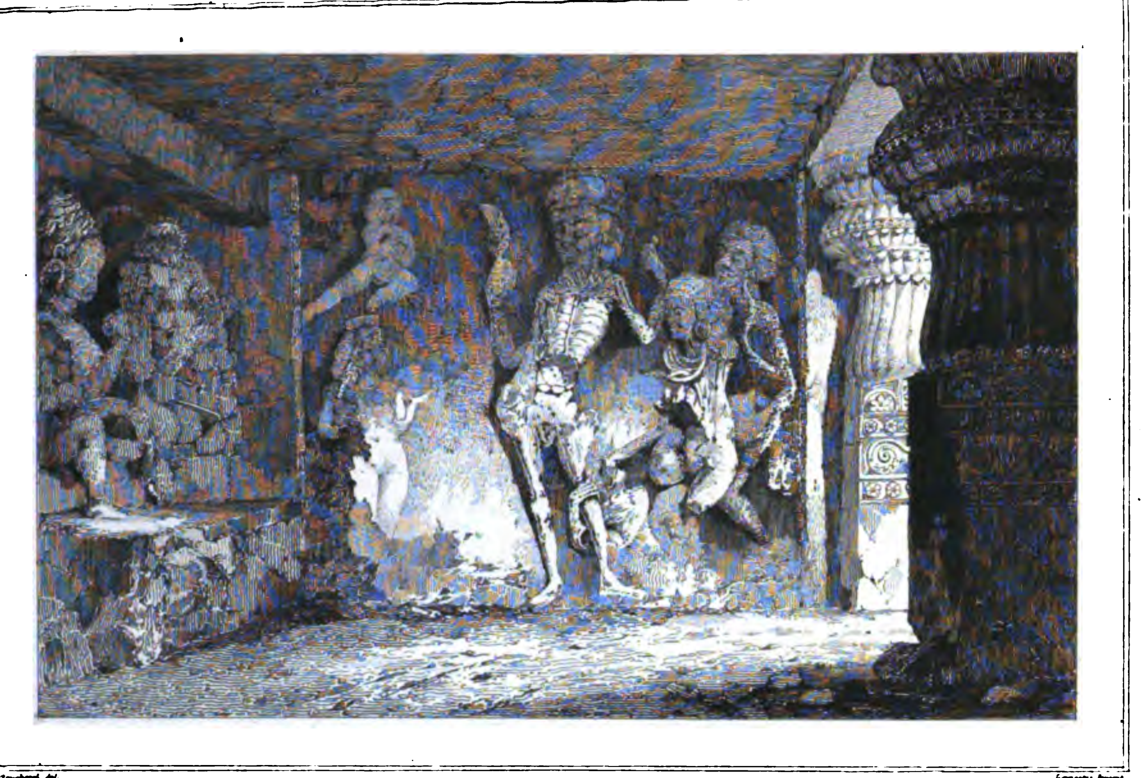


*Le Kêlaça à Ellora.*



Lemaître direxit

Rameswar à Ellora, 2.



Sculptures (Groupe de Squelettes) à Ellora



Lemaitre direxit

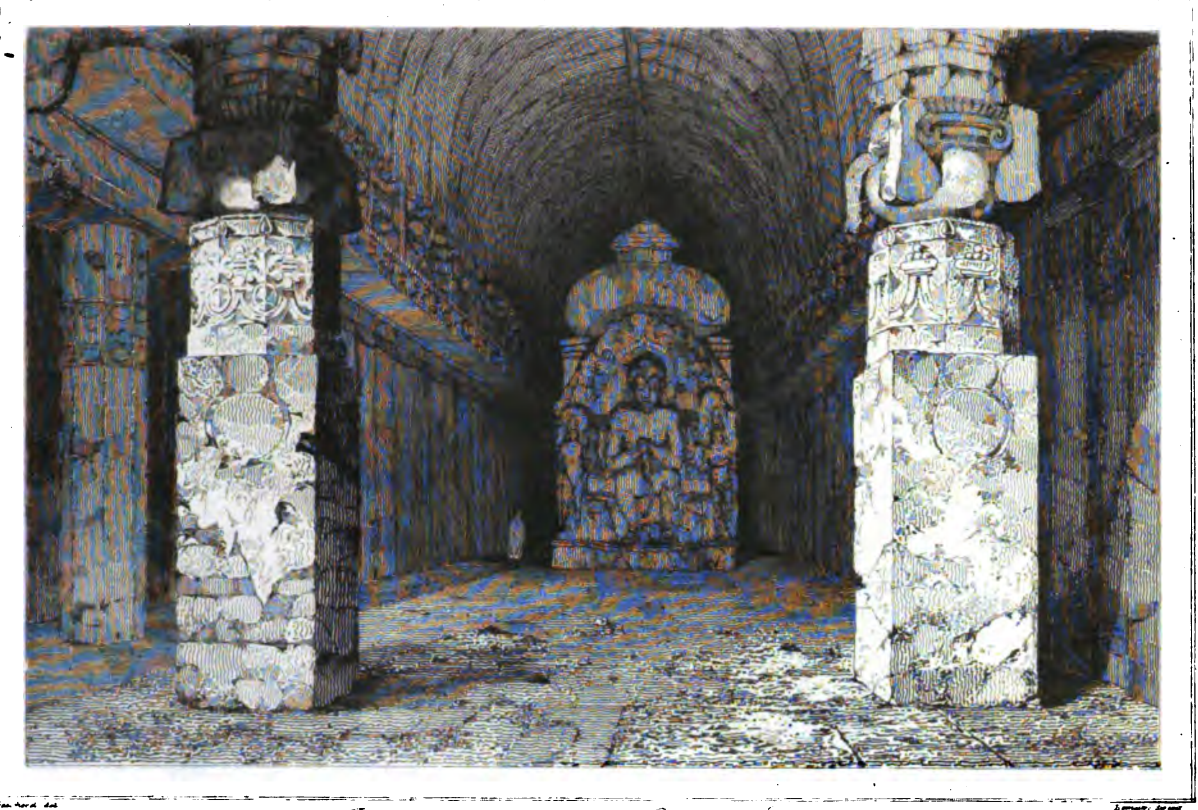
Sculptures à Ellora.





Lemaitre, direxit.

*Façade du Bisma-Kurm, à Ellora.*



Intérieur du Bisma-Kurm, à Ellora.

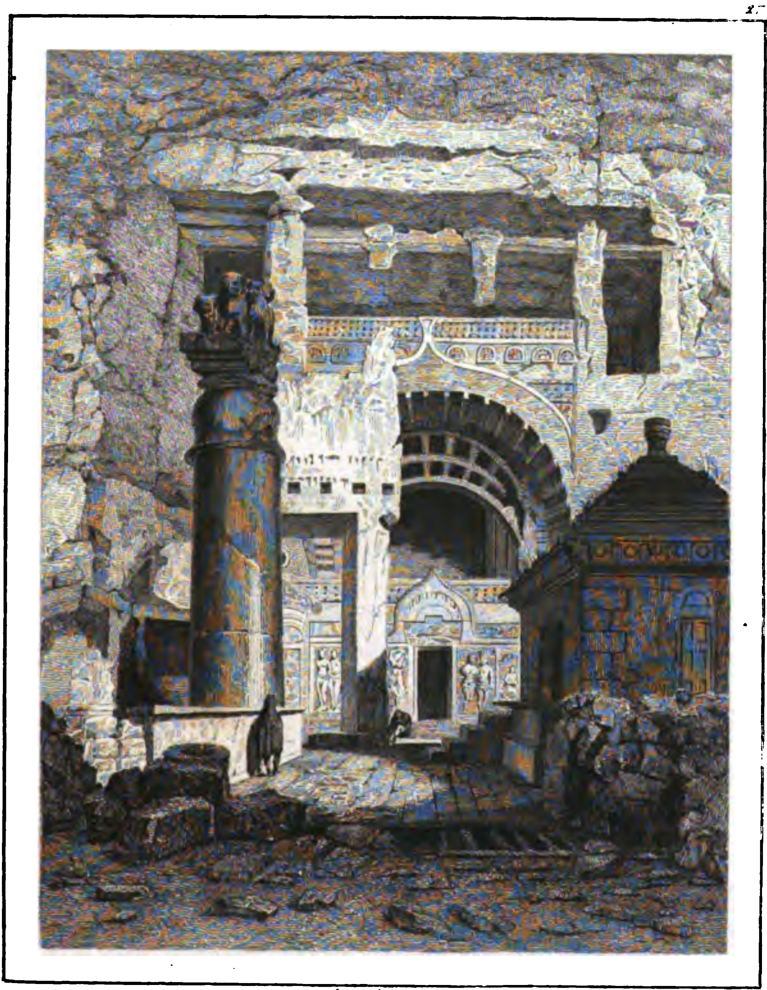


*Tête à trois visages, à Eléphanta.*



Lemaitre direxit

*Entrée principale du Temple de Salcette.*



Lemaître direxit

*Caveaux de Karli.*



Lemaitre direxit

*Restes d'un ancien Temple à Barolli.*

Bouchard del. | Lemaître direxit

Temple de Gunga (Bheou)



Gaucherel del.    Lemaitre direxit

Temples de Mynâl dans le Mewar



Vaucher del. — Lemaitre direxit

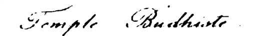
Temples de Chandravati.



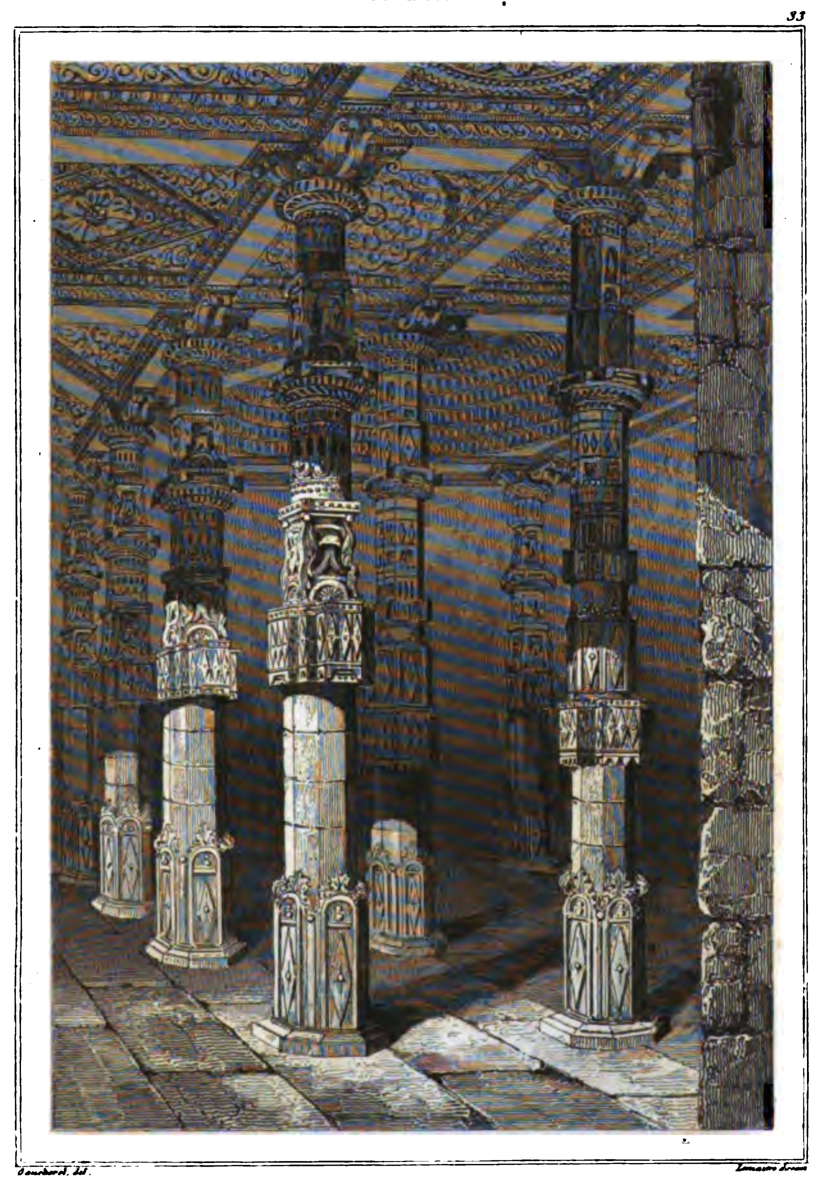
Gaucherel del. Lemaitre direxit

*Temples de Chandravati.*

Gaucherel del. Lemaitre direxit




Temple Budhiste

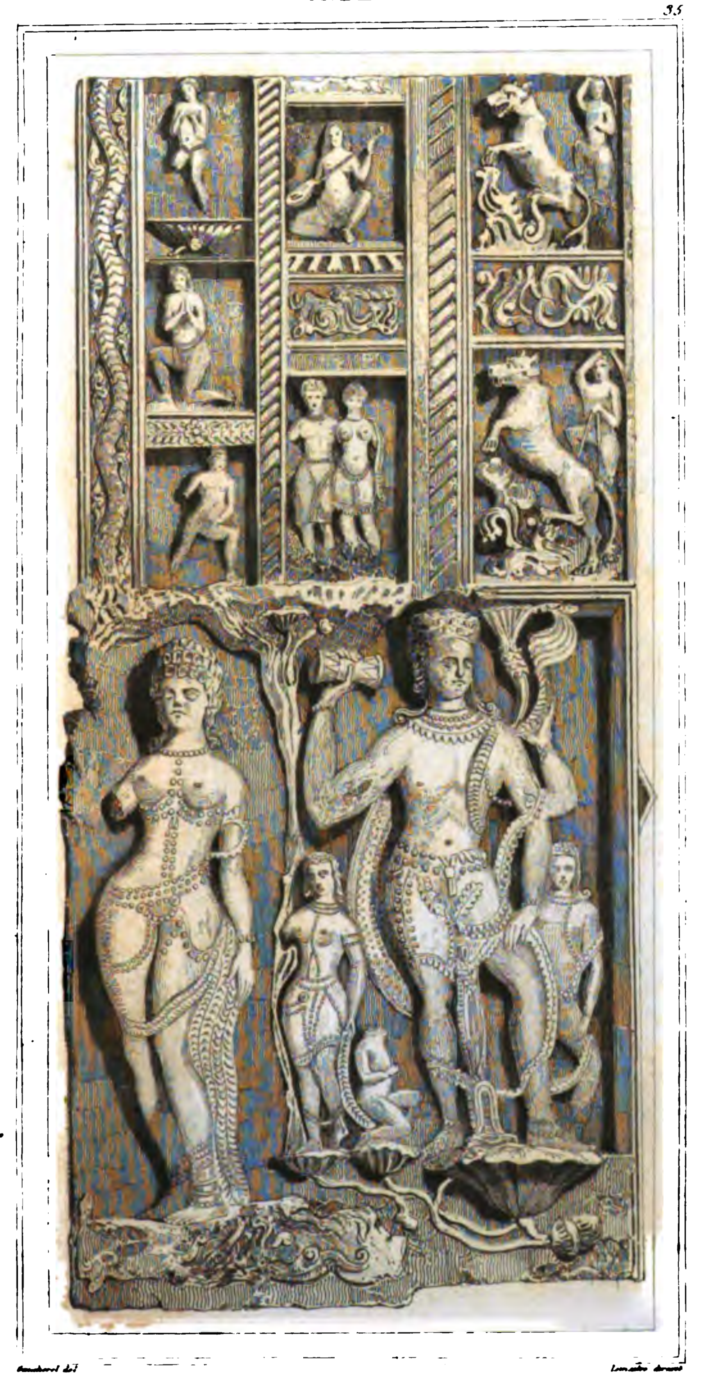


Gaucherel, del. Lemaitre direxit.

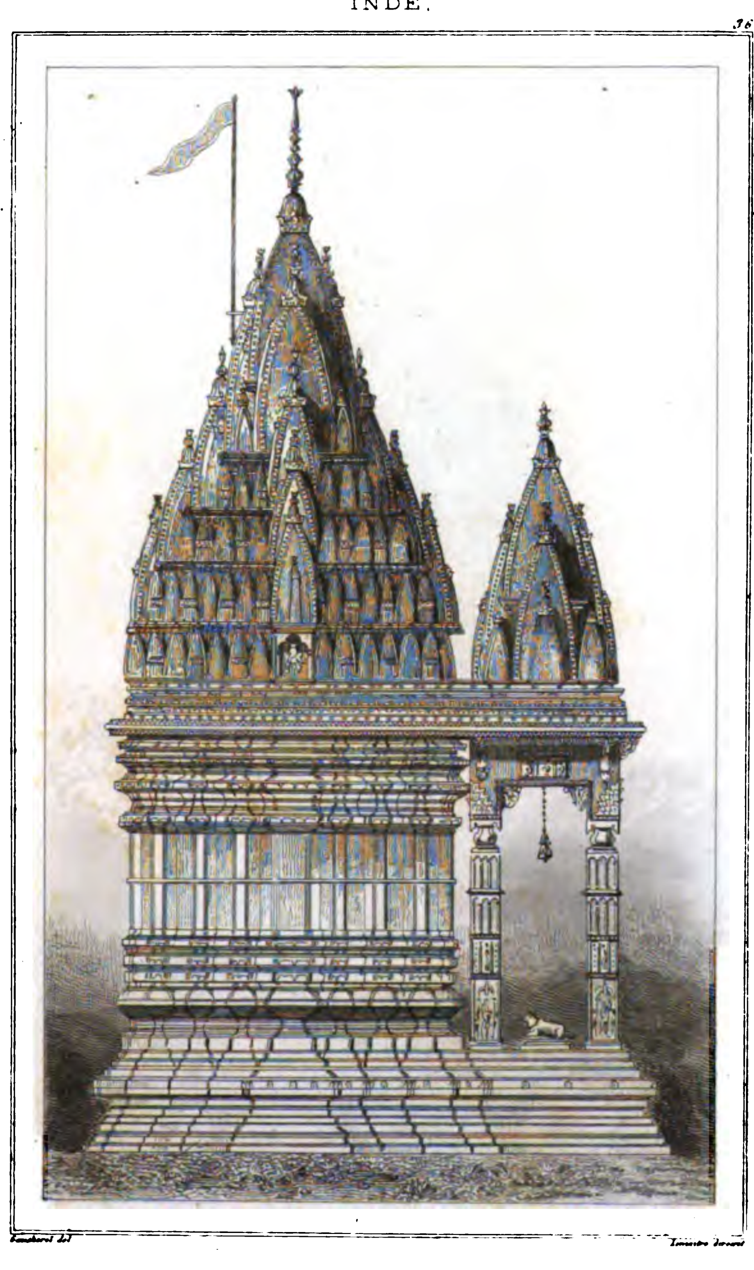
Ancien Temple Jain à Ajmer.



*Temple Jain dans la Forteresse de Kömulmair.*



Fragment des ruines de Barolli.

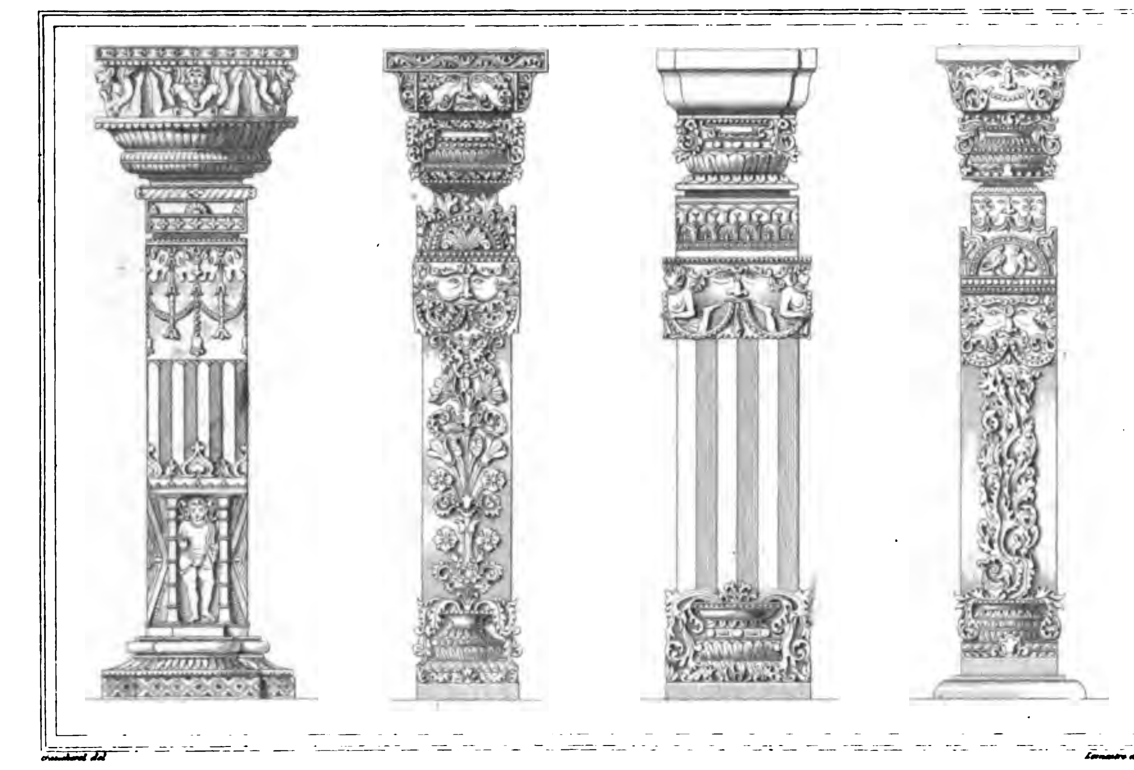


*Temple Hindoo*



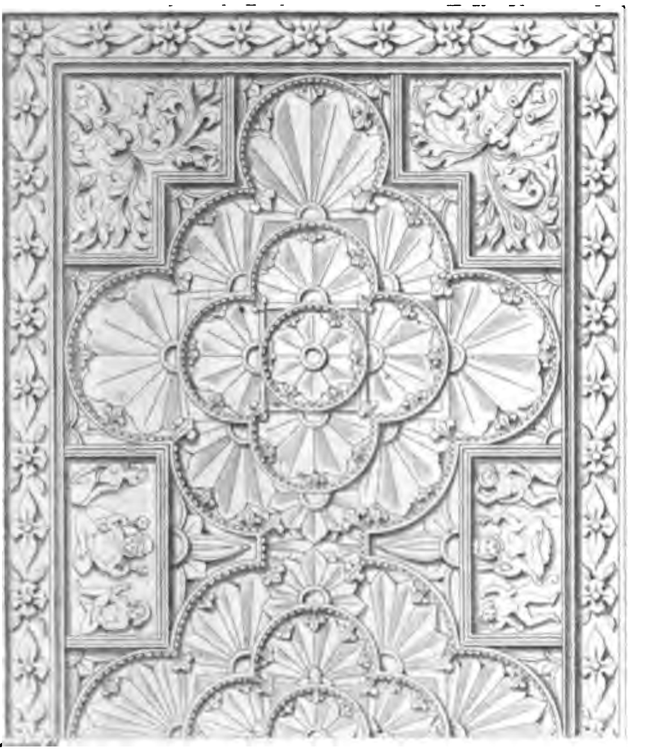
Gaucherel del. Lemaitre direxit

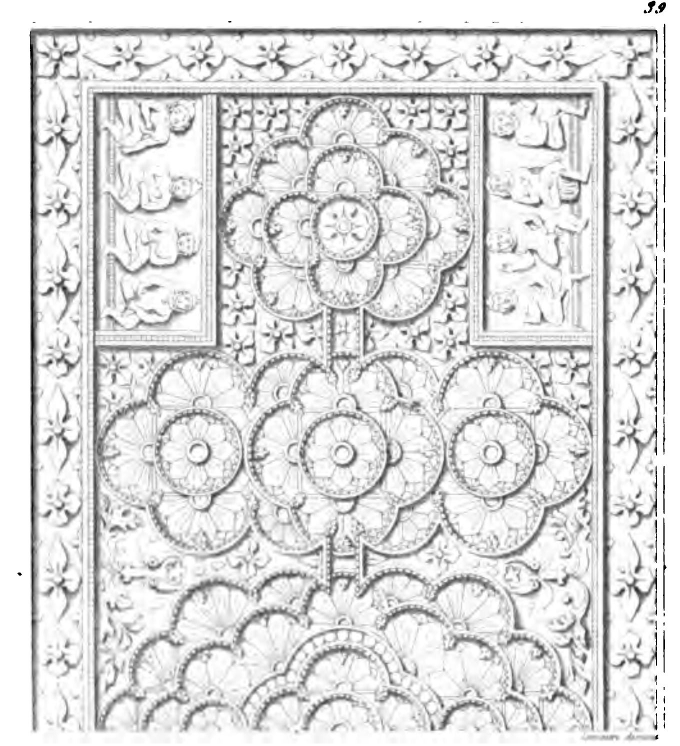
Niche sculptée au Temple de Barolli.



Lemaitre direxit

*Colonnes à Chandravati.*





Plafonds sculptés à Chandravati



Colonne de la Victoire à Chitore.



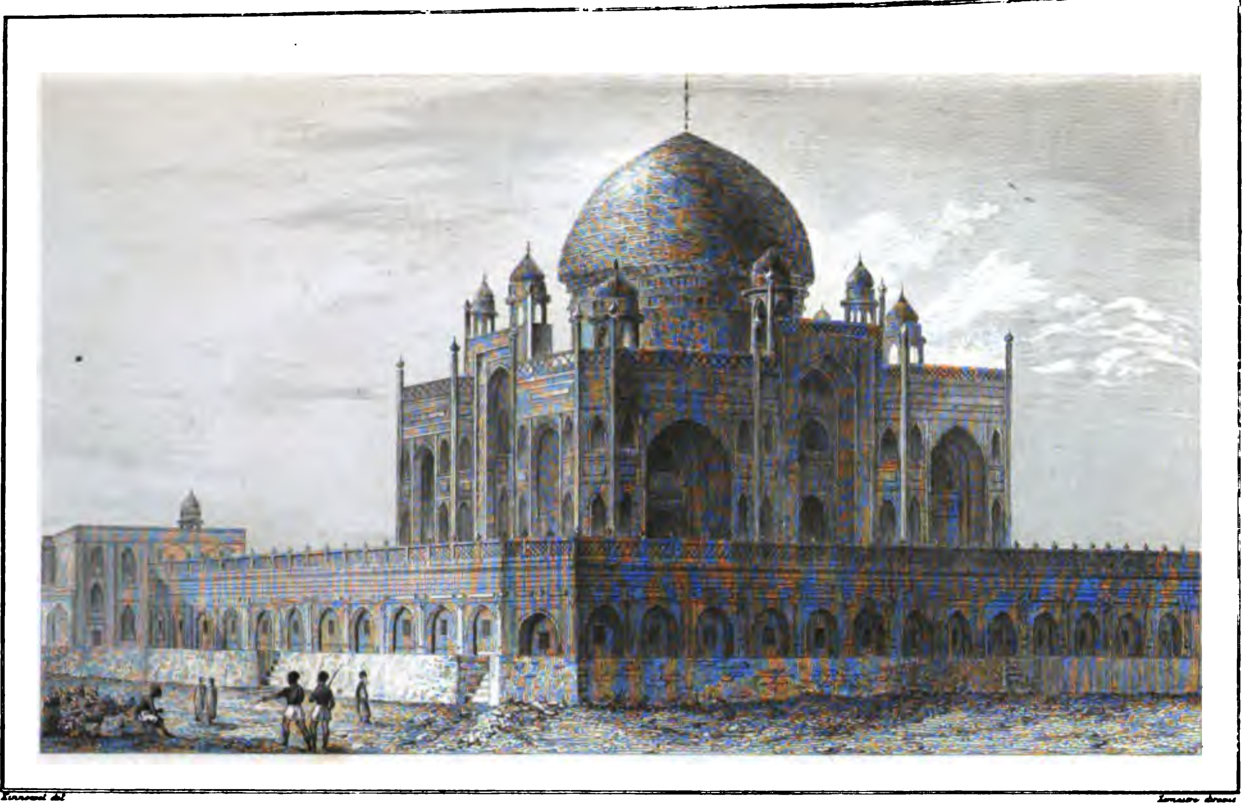


Bekermadjit



Vernier del. Tomasoni direxit

*Timour.*



*Tombeau de l'Empereur Houmayoun près de Dehly.*



Lemaitre direxit

Mausolée de Sheer-Shâ



Vernier. del. Lemaitre. direxit.

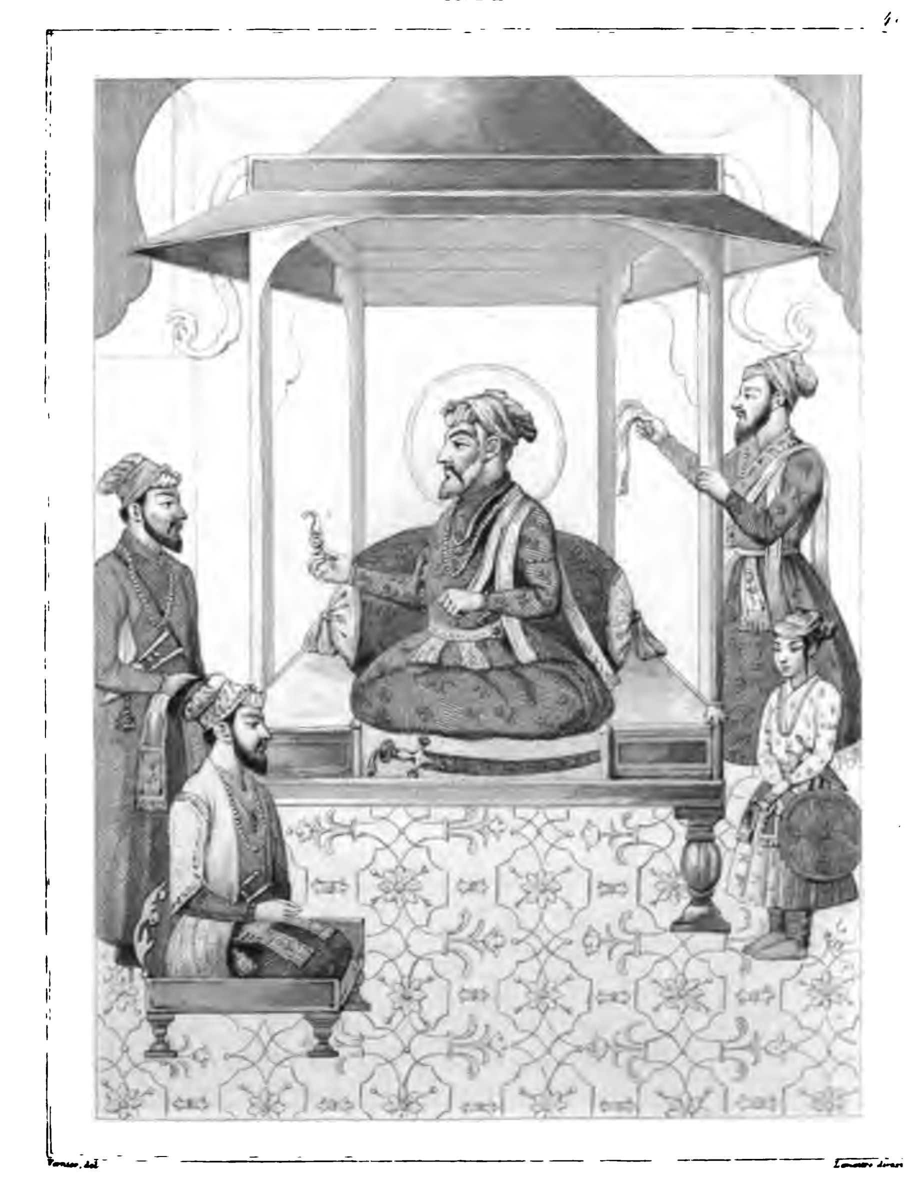
Akbar.



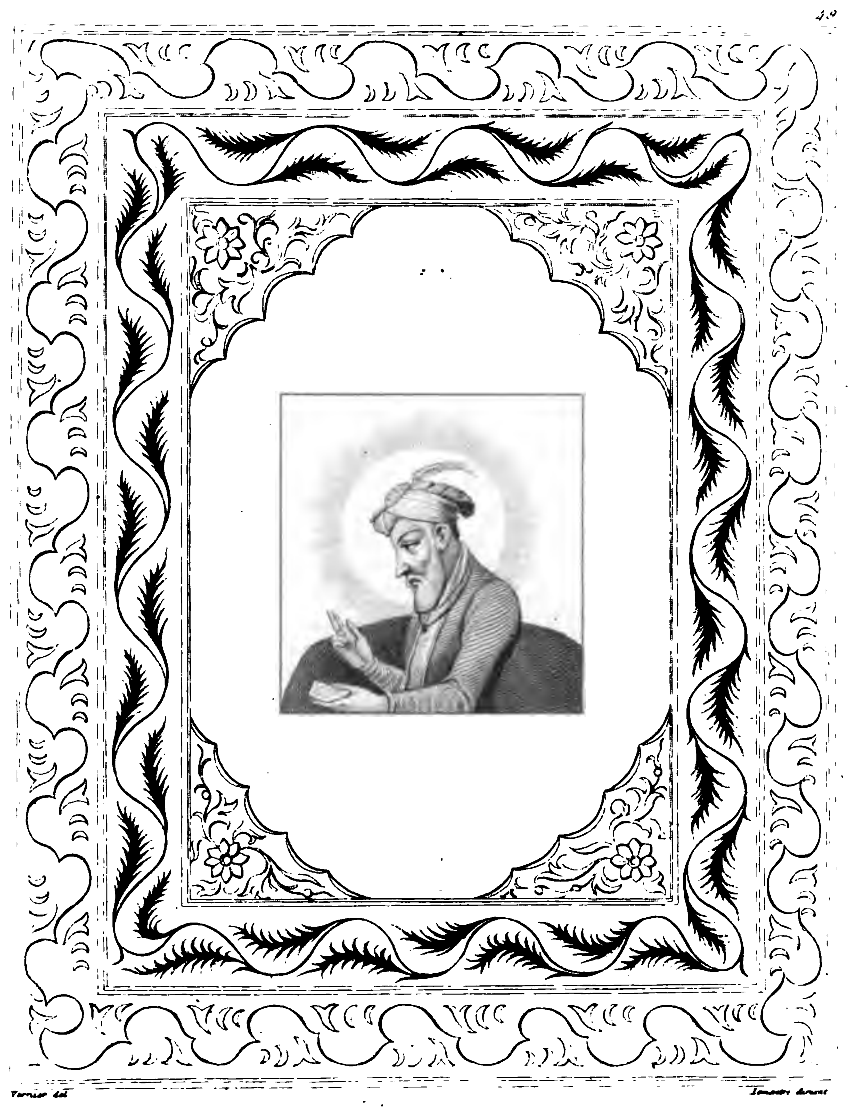
Shâ-Djâhan.



Daria Shekoh

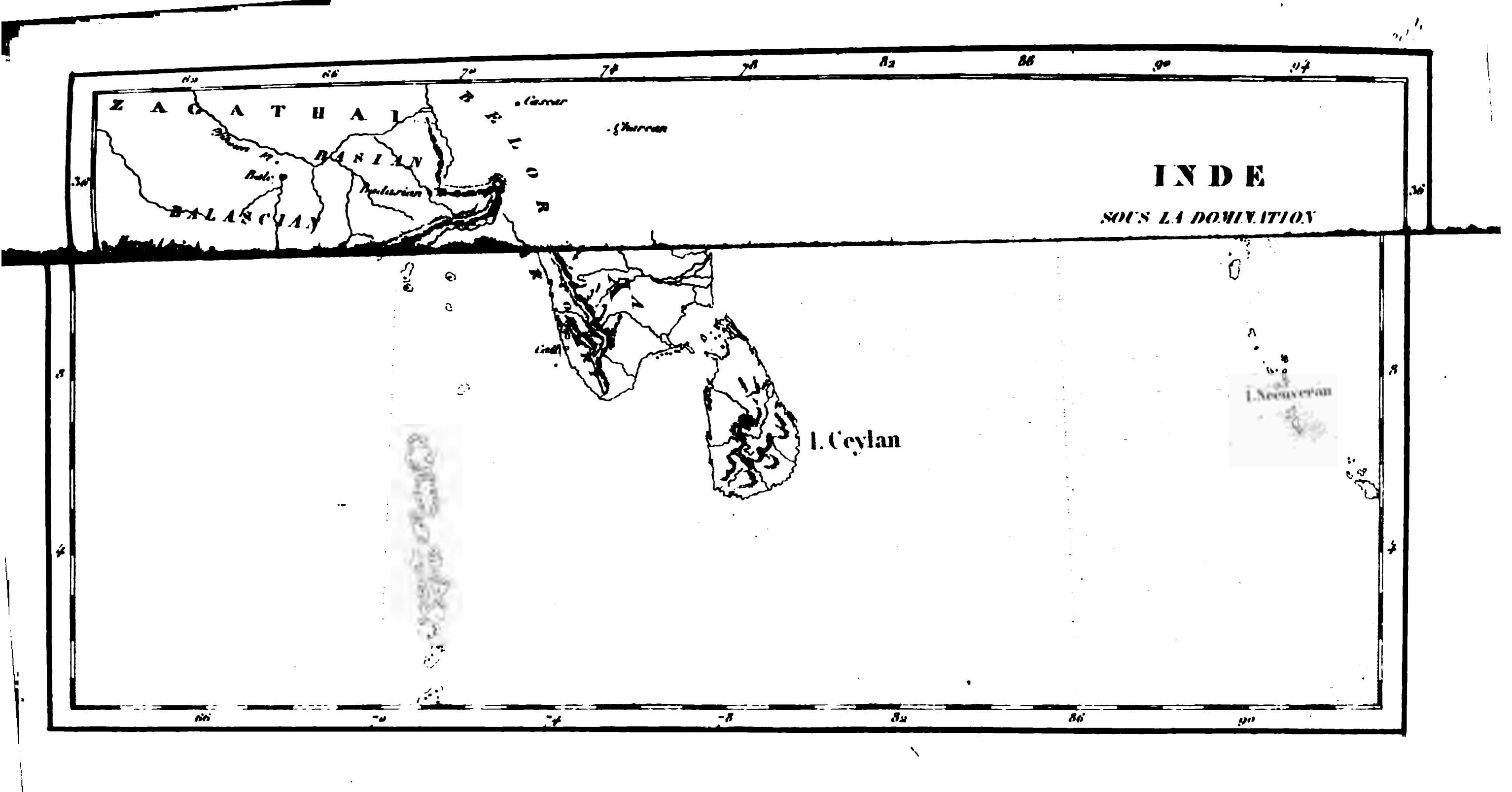


Shâ-Djèhan accordant un siège à Dara Shekoh.



Vernier del. Lemaitre direxit

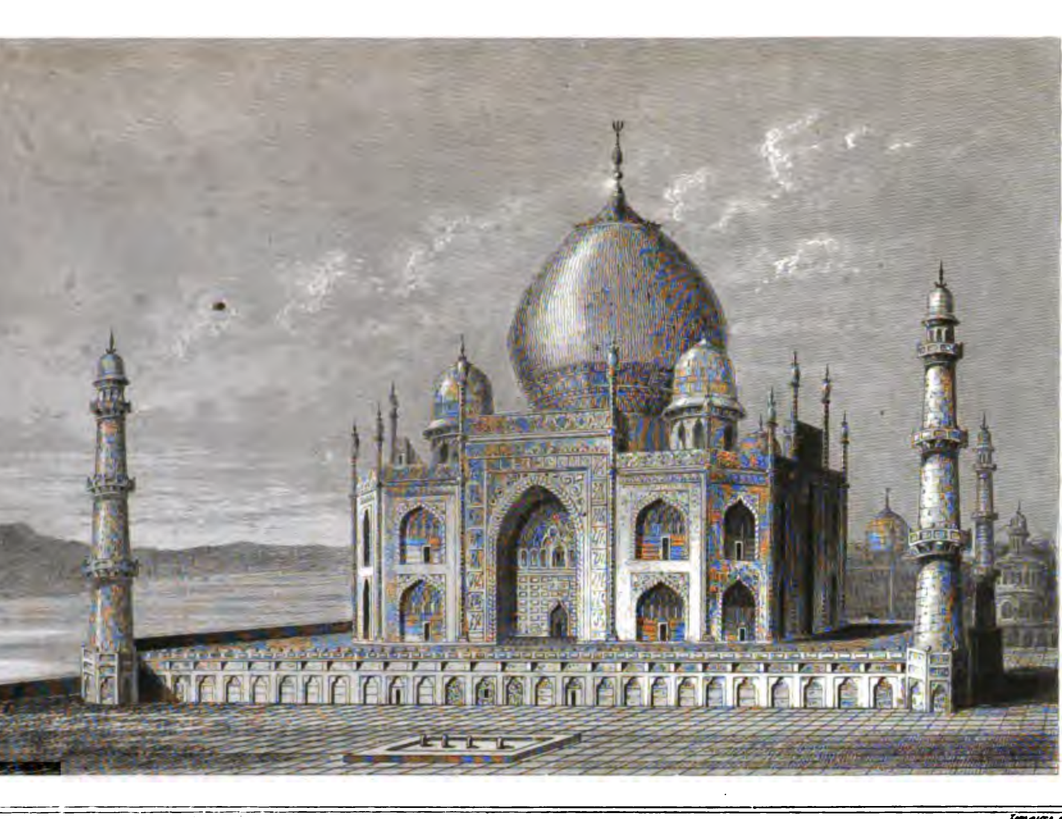
*Aurengzeb*


INDE
SOUS LA DOMINATION
ZAGATHAI
BELOR
BASIAN
BALASCIAN
Cascar
Ceylan
I. Ceylan
I. Necuveran



Vernier del. Lemaitre direxit

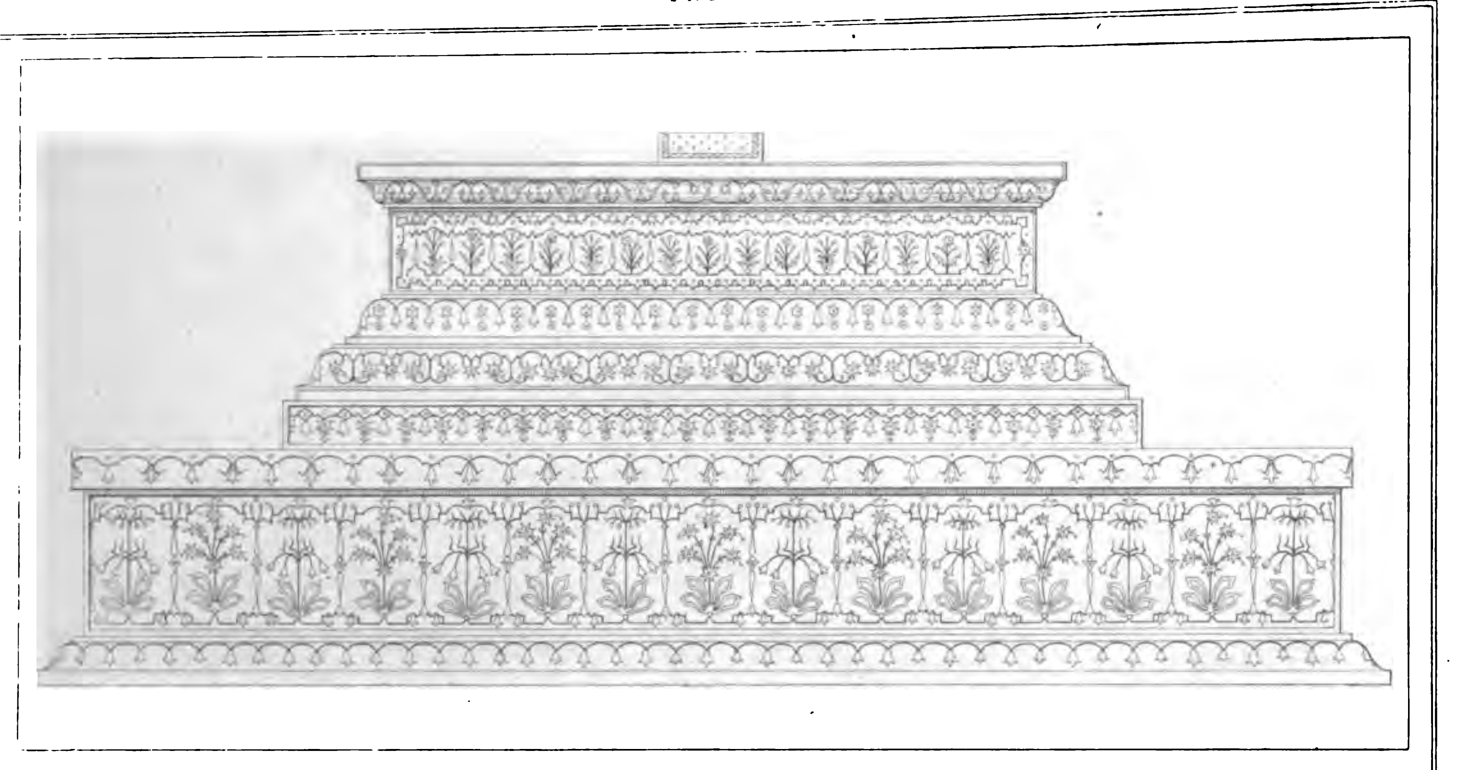
Mirza Mollah.



Gaucherel del.

Lemaitre direxit

Le Tadj

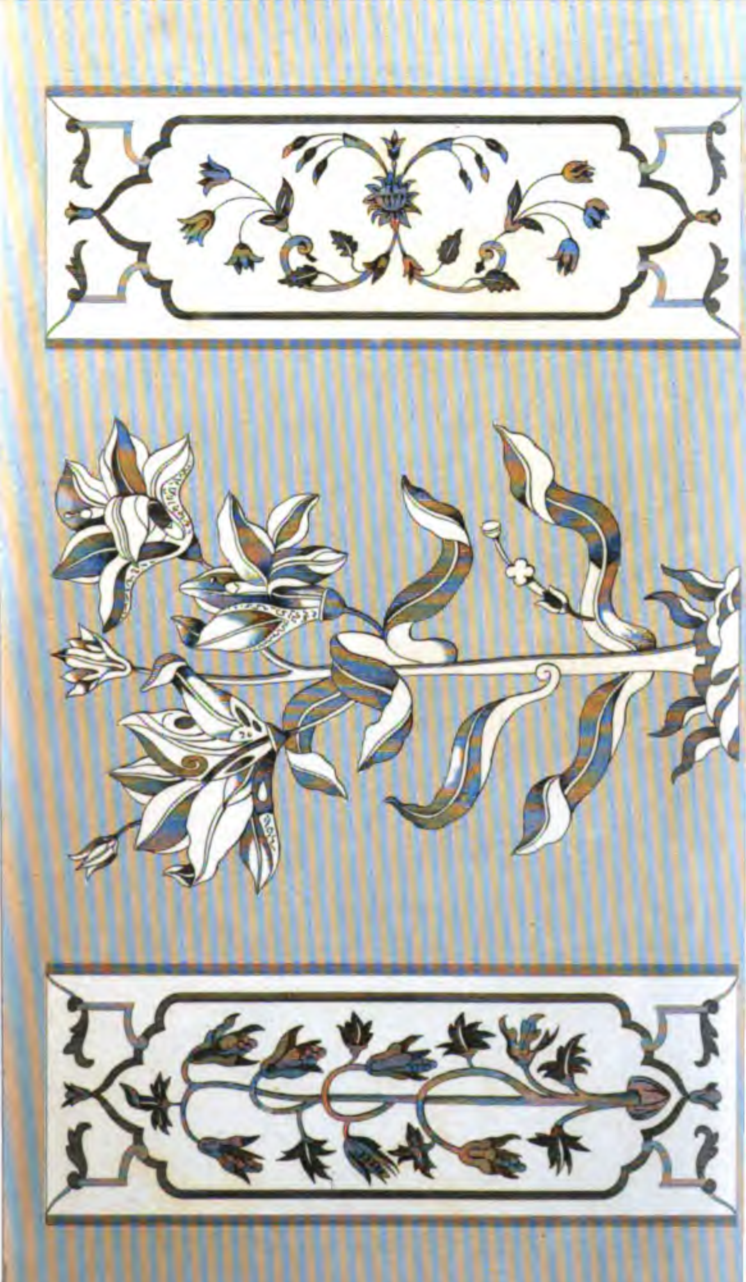


Fauchery del.    Lemaitre direxit

Tombe de l'Empereur Shâ-Djâham, dans le Tadj.



Détails d'ornements du Tâdj





Lemaitre direxit

*Tombeau du Grand Visir Etmad-oud-doulâ, près de Moutaz-Zamane sur la rive gauche du Djumma.*

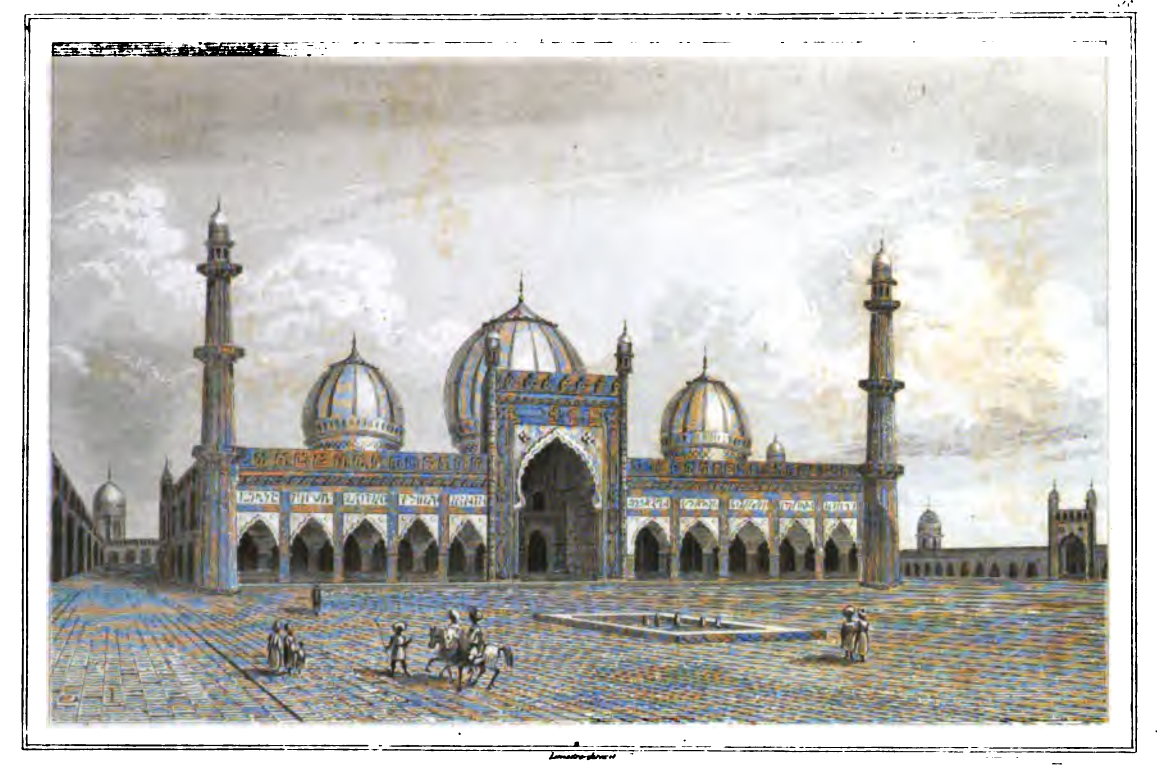


Lemaitre direxit

*Sévadji*

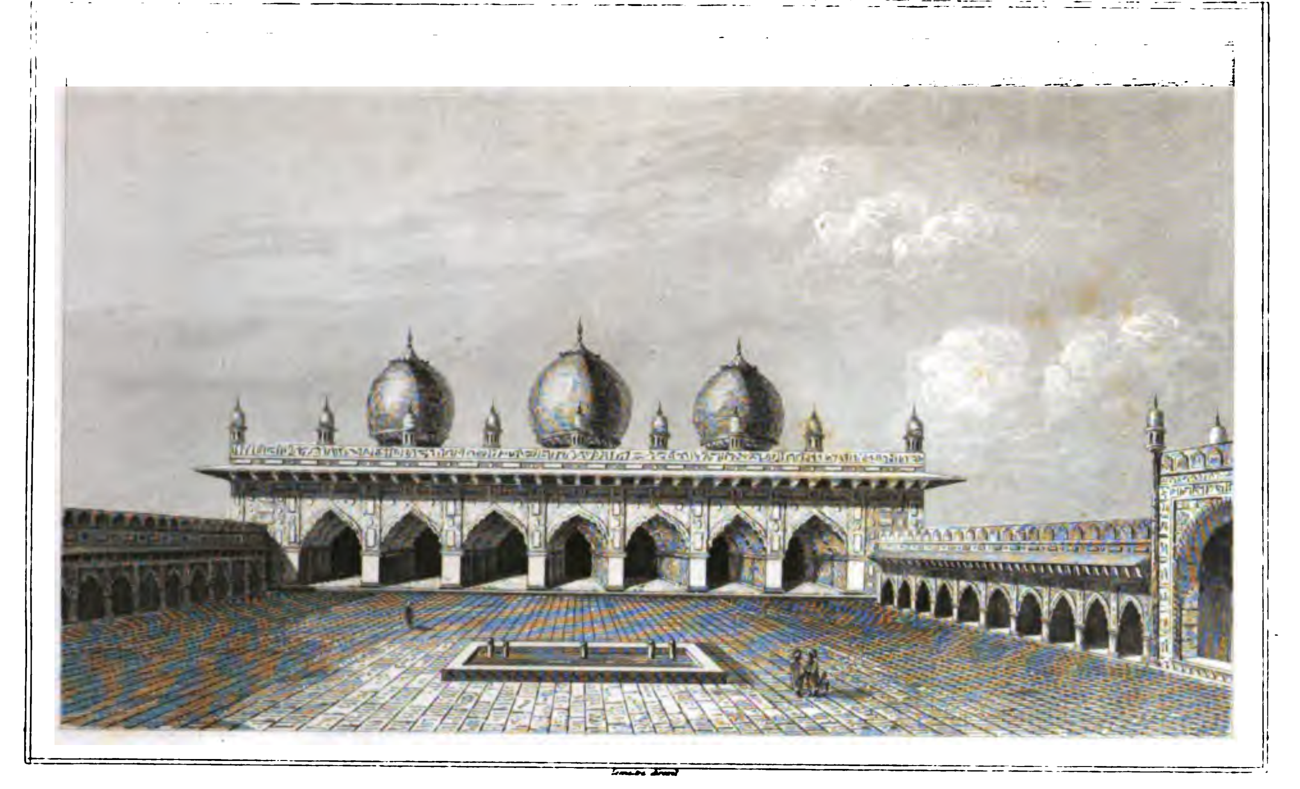


*Tombeau d'Aurengzeb.*



Lemaître direxit

*Jumma Musdjid, ou grande Mosquée, à Delhy*



*Motu musdjid, la Mosquée Perle, dans le fort d'Agra.*



Lemaitre direxit

*Tombeau d'Ibrahim Padshah, à Bejapore.*

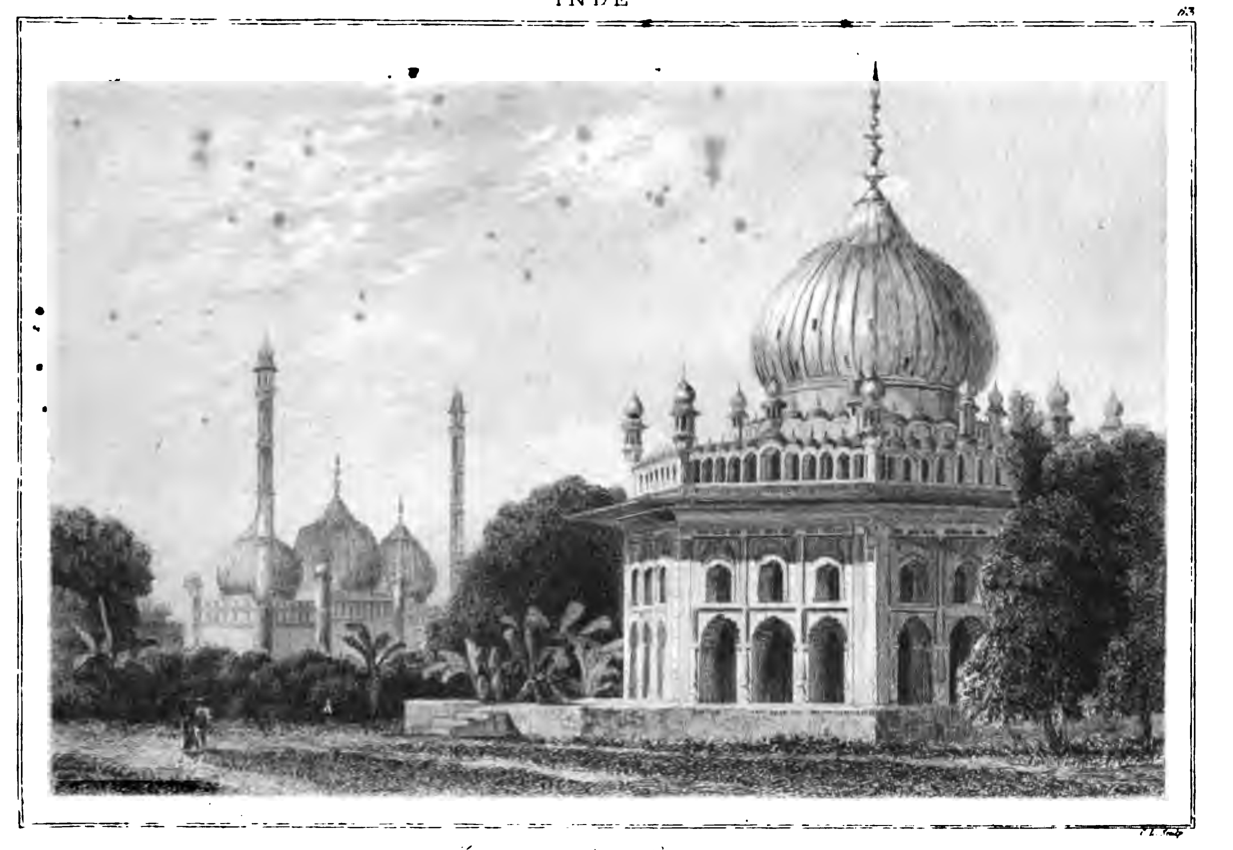


Lemaître direxit.

Calcutta.

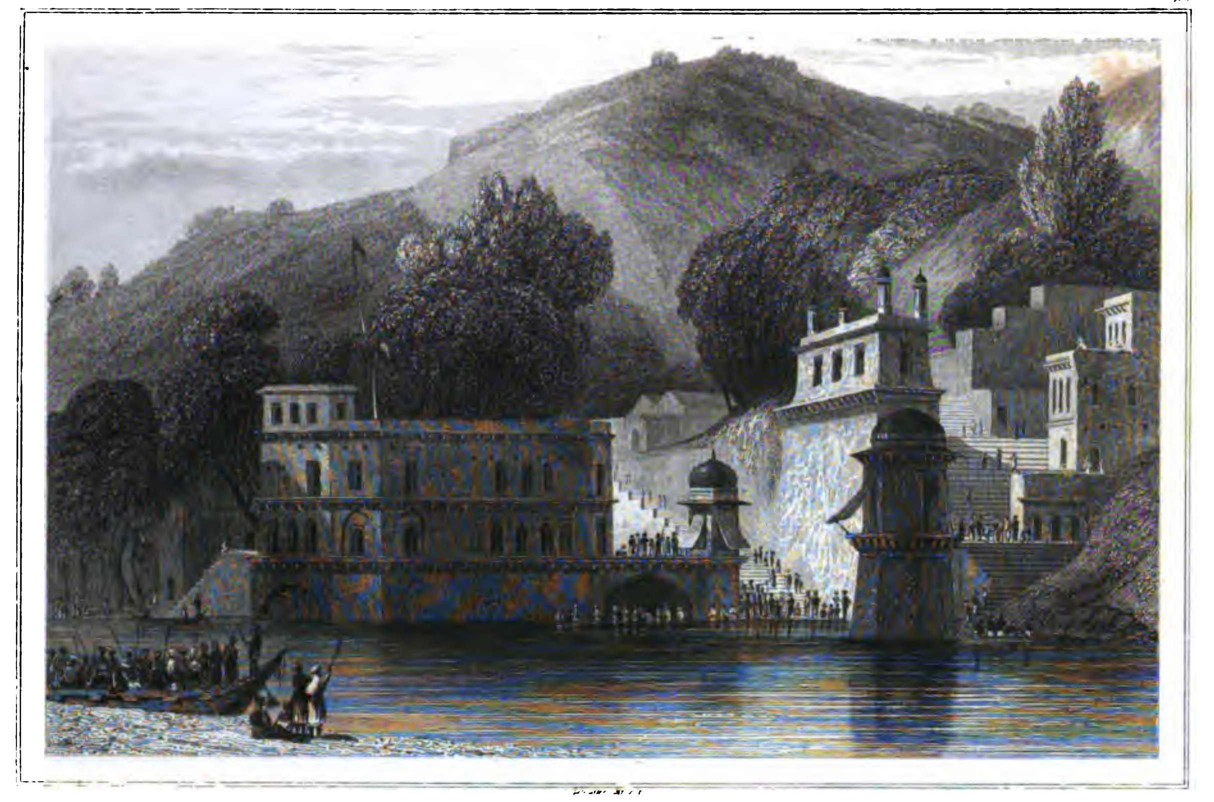


Manikarnika Ghât à Bénarès.

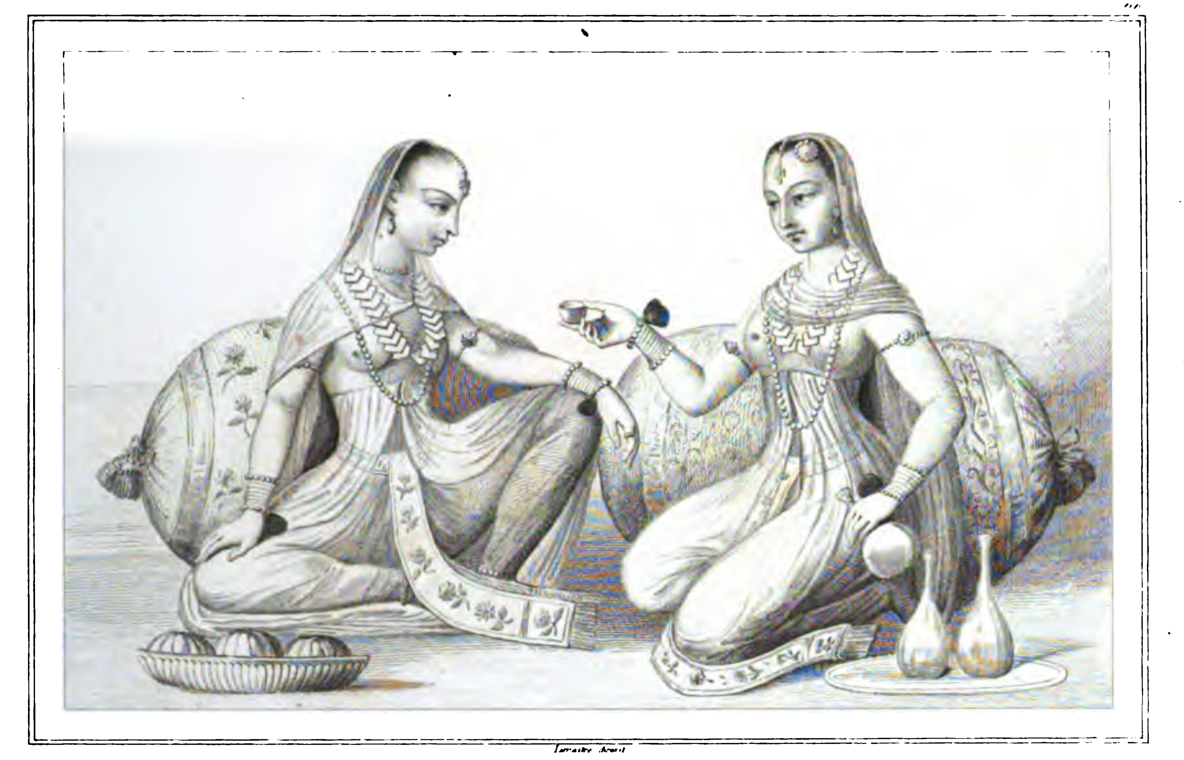




*Palais à Bijapour.*



Ghât de Hardwar



Lemaitre direxit

*Femmes de l'Hindoustan, d'après Manucci.*



Lemaître direxit

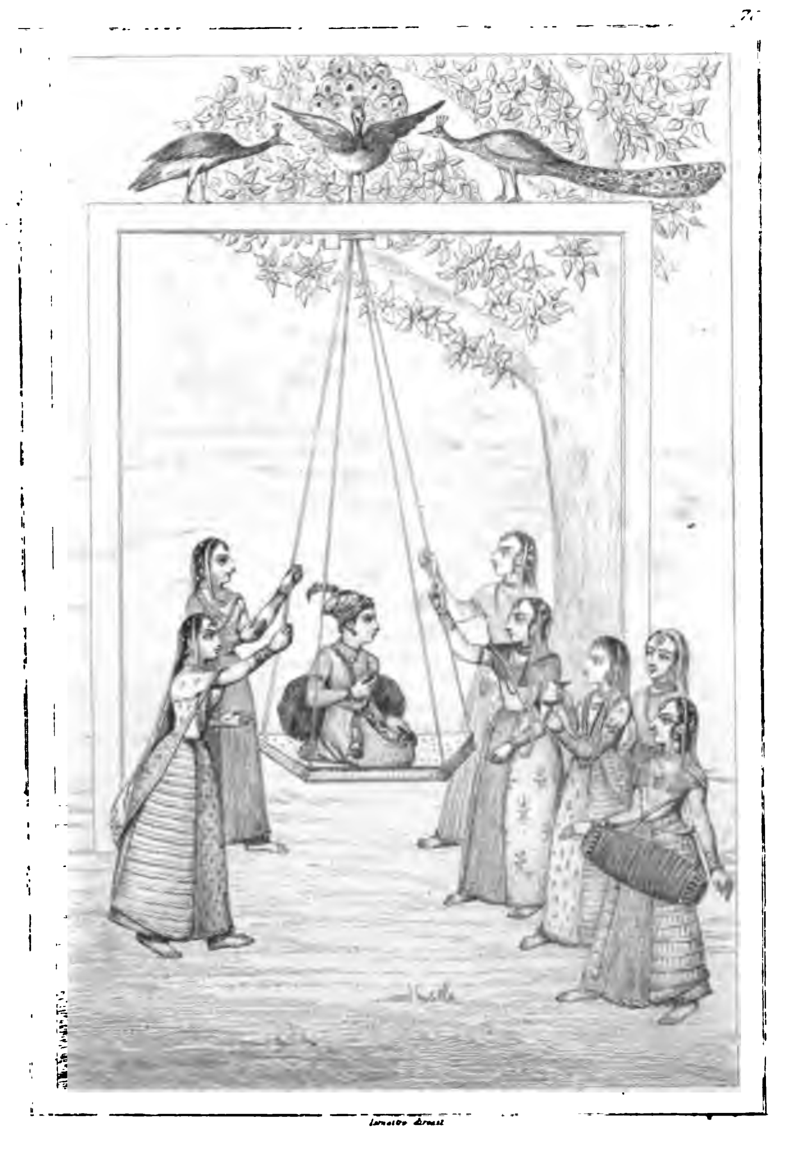
*Femmes du Dekan.* (d'après Manucci. M.S.B.R.ale)



*Femmes offrant à boire au Raja.* (M. S. B. Rahs.)



Harem.



Lemaître direxit

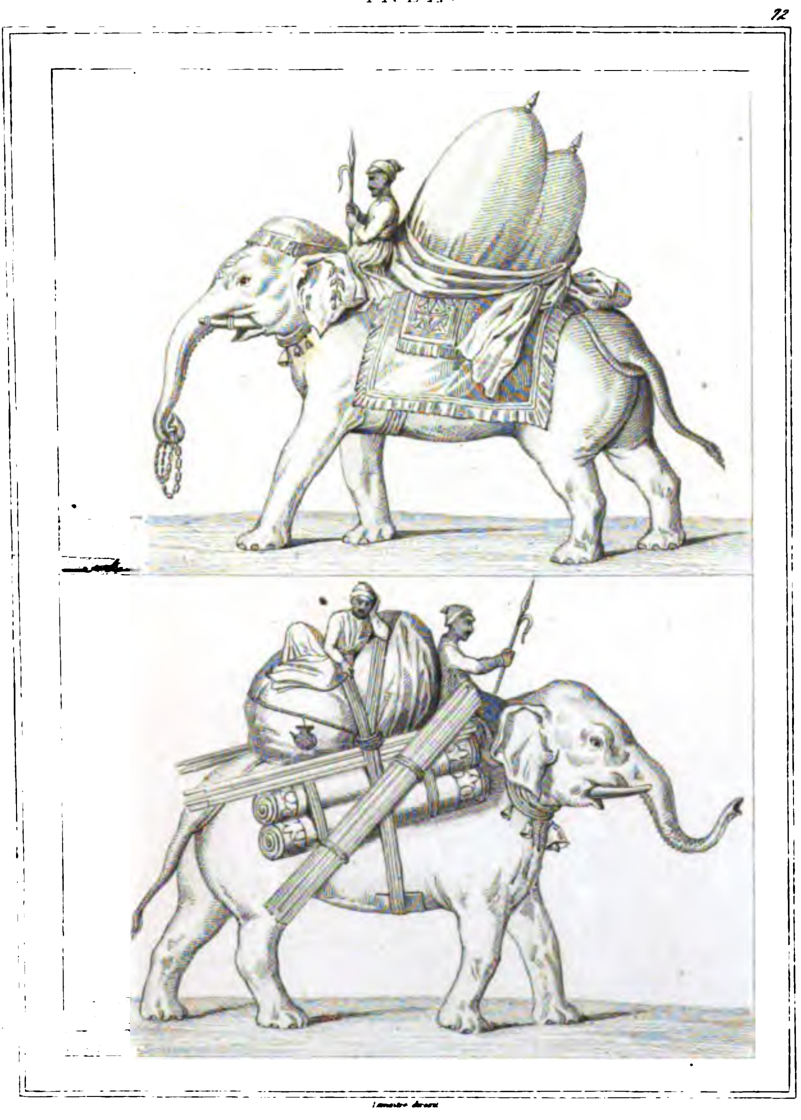
*Balançoire* (M. S. B. p.le





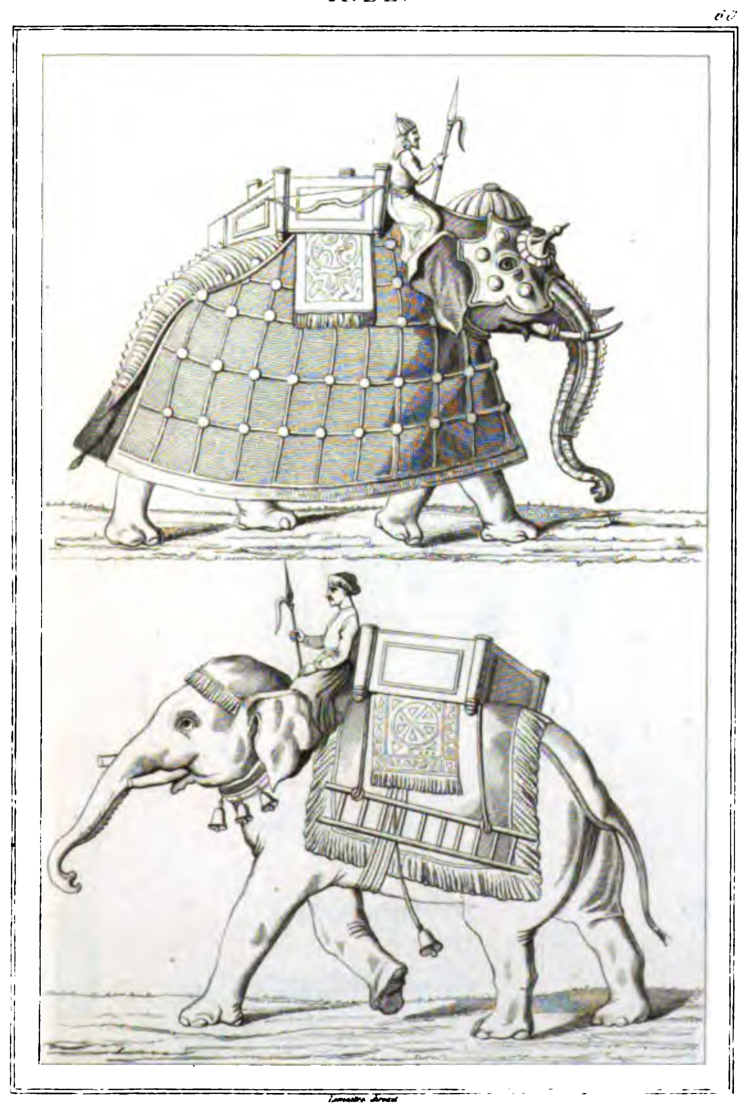
Lemaître direxit

Concert devant une Princesse (M.S.B. Rale)



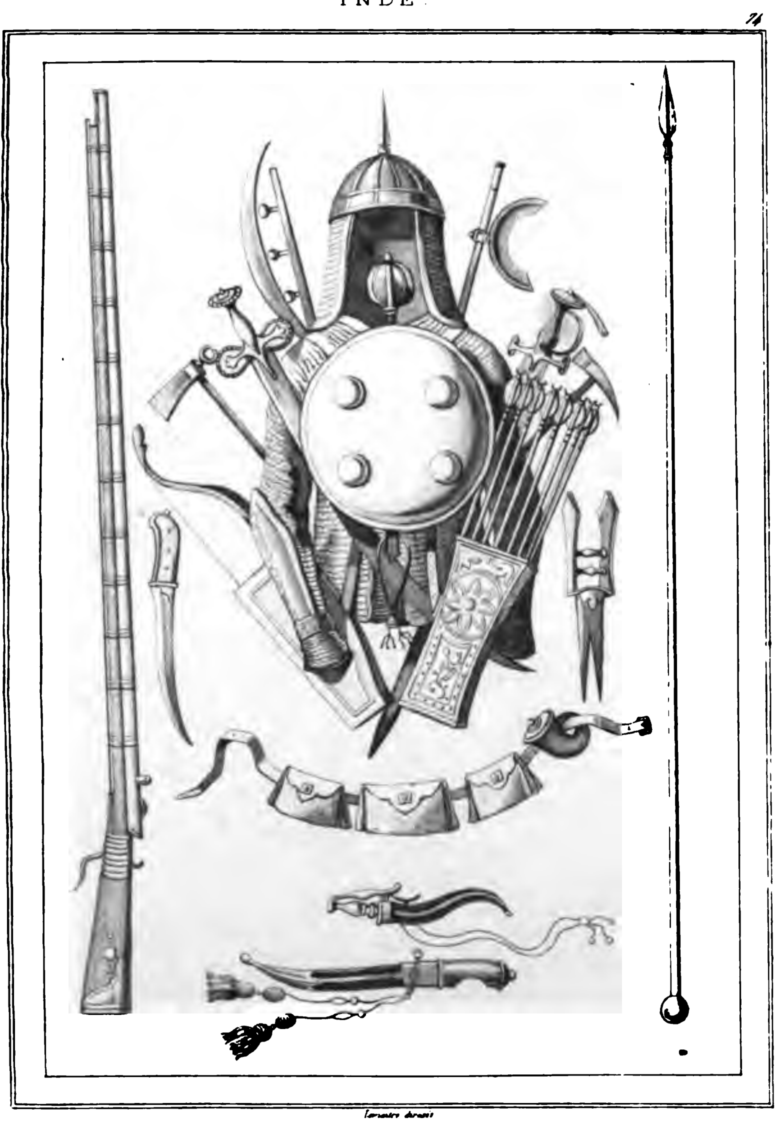
Lemaitre direxit.

*Éléphants (M. S. B. R.)ale*



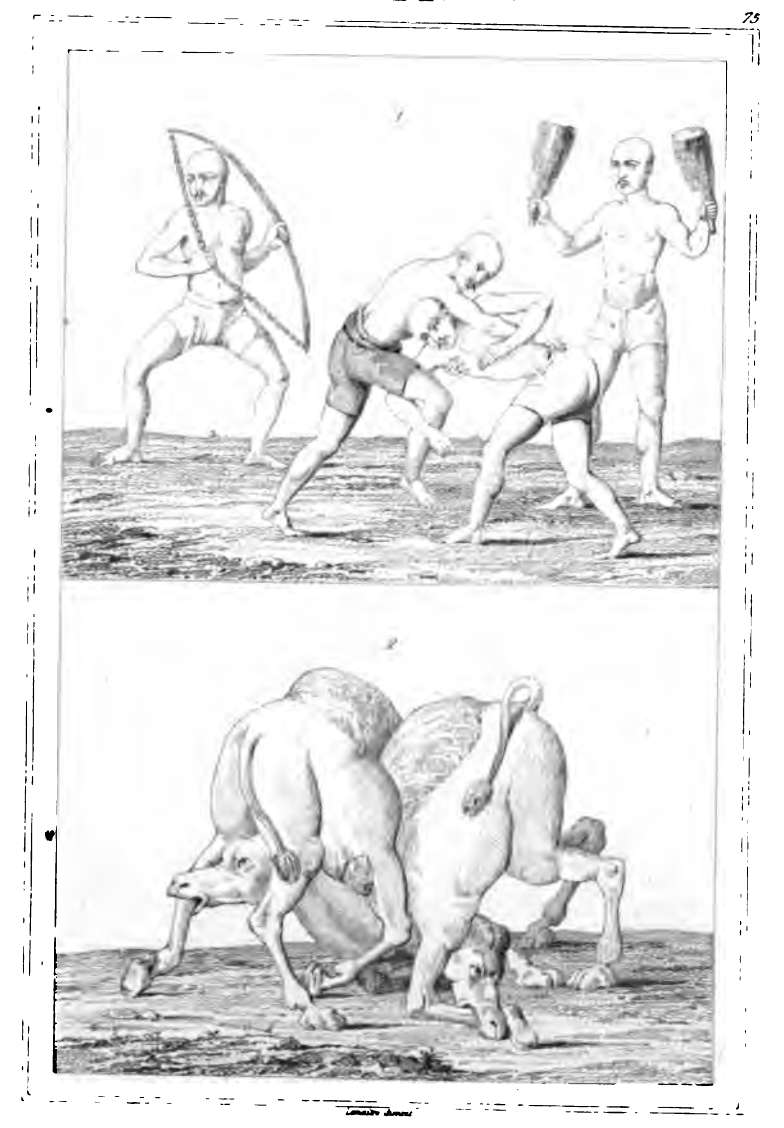
Lemaitre direxit

Éléphants.



Lemaitre direxit

Armes. (M.S. B. R.ale)



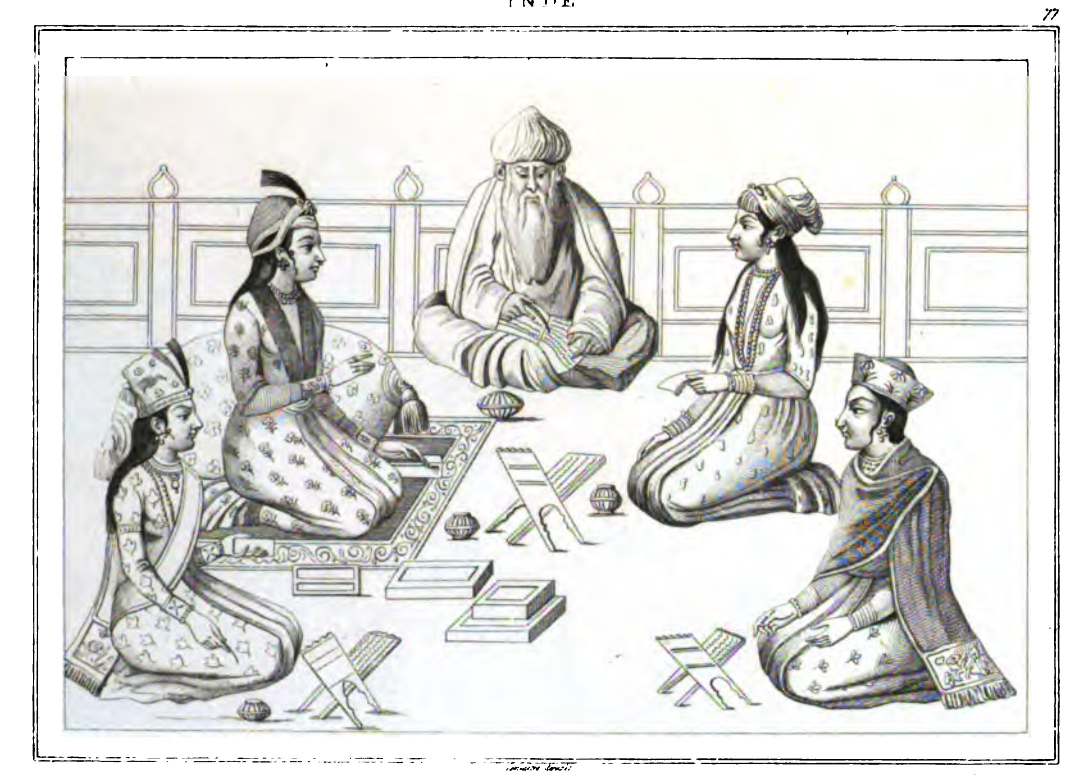
1. Gymnastique, 2. Dromadaires.

d'après un Manuscrit de la B. R.ale

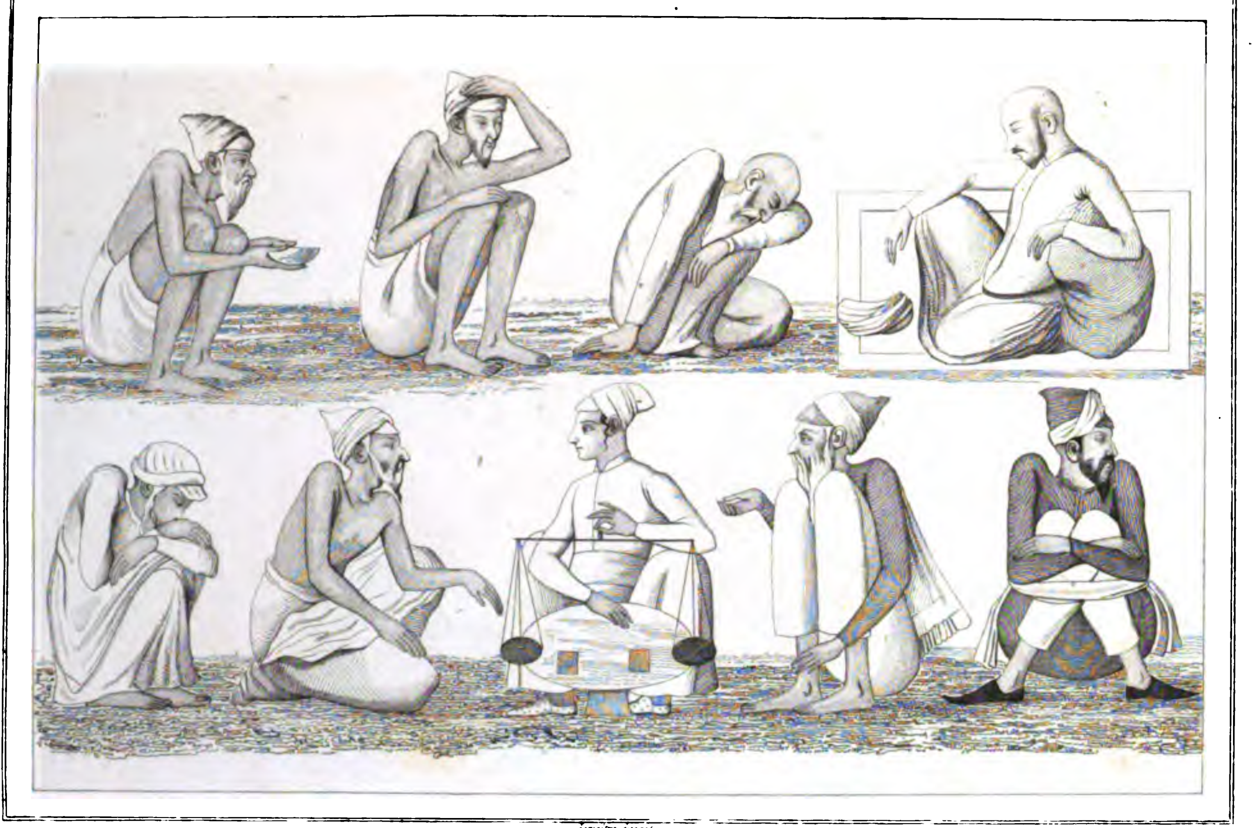


Lemaître direxit

*Un Pundit expliquant les Saintes Écritures.*



Instruction religieuse. Manuscrit B. Rale



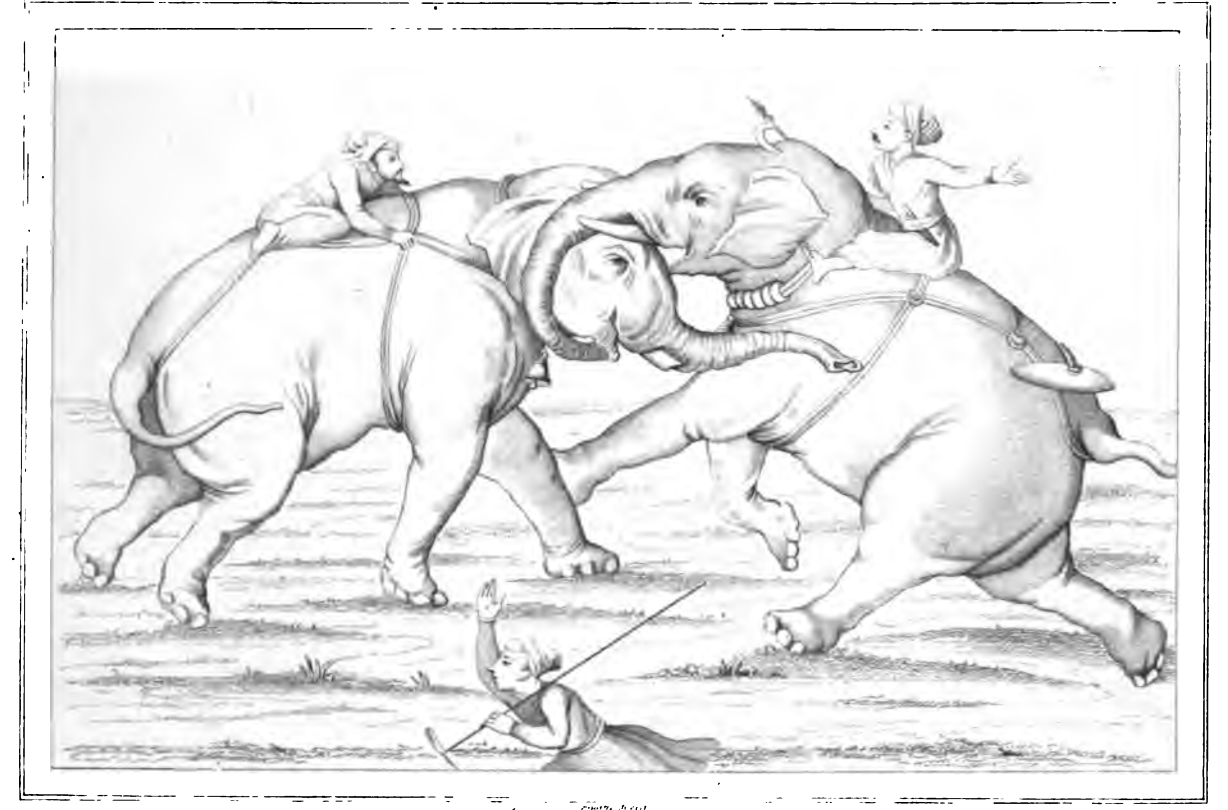
Divers voyageurs qui se reposent. Manuscrit de la B. R.ale



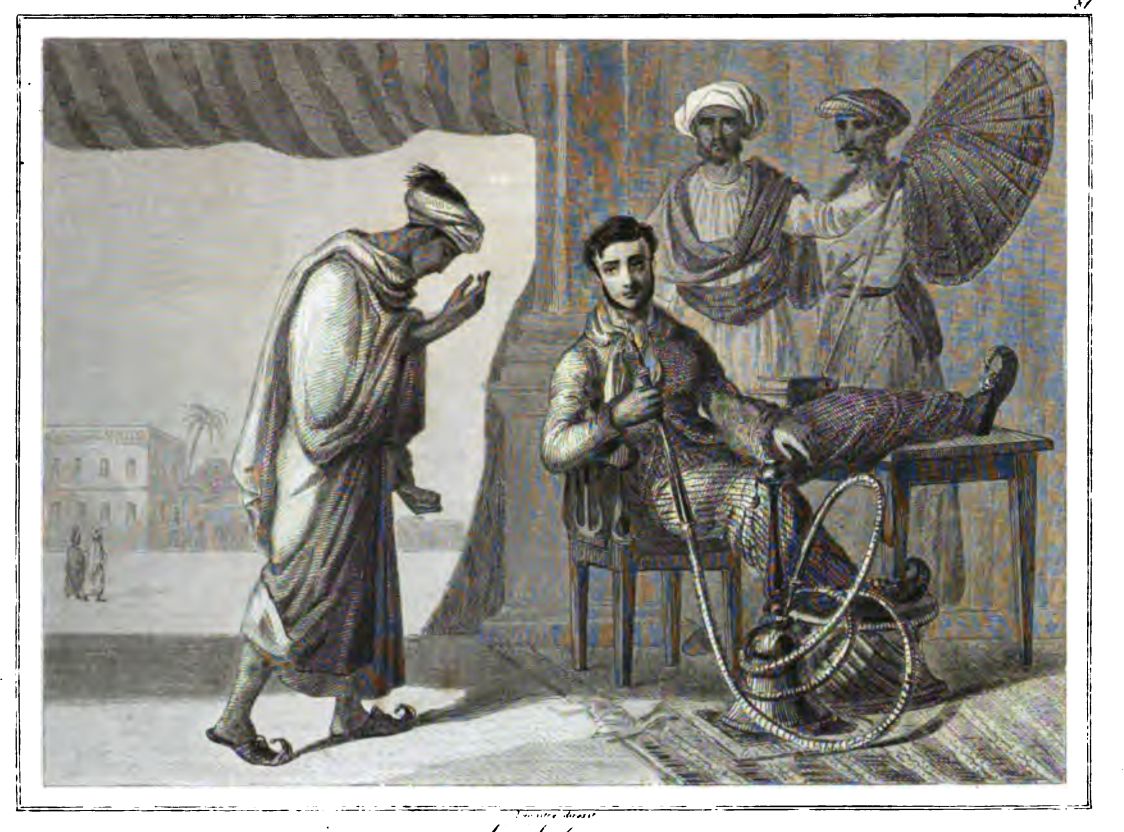
Inde

*Café et voyageurs qui se reposent.* Manuscrit de la B. R.ale

Lemaitre direxit



Combat d'Éléphants, Manuscrit de la B. R.le



[illegible]

_1. Nabaun

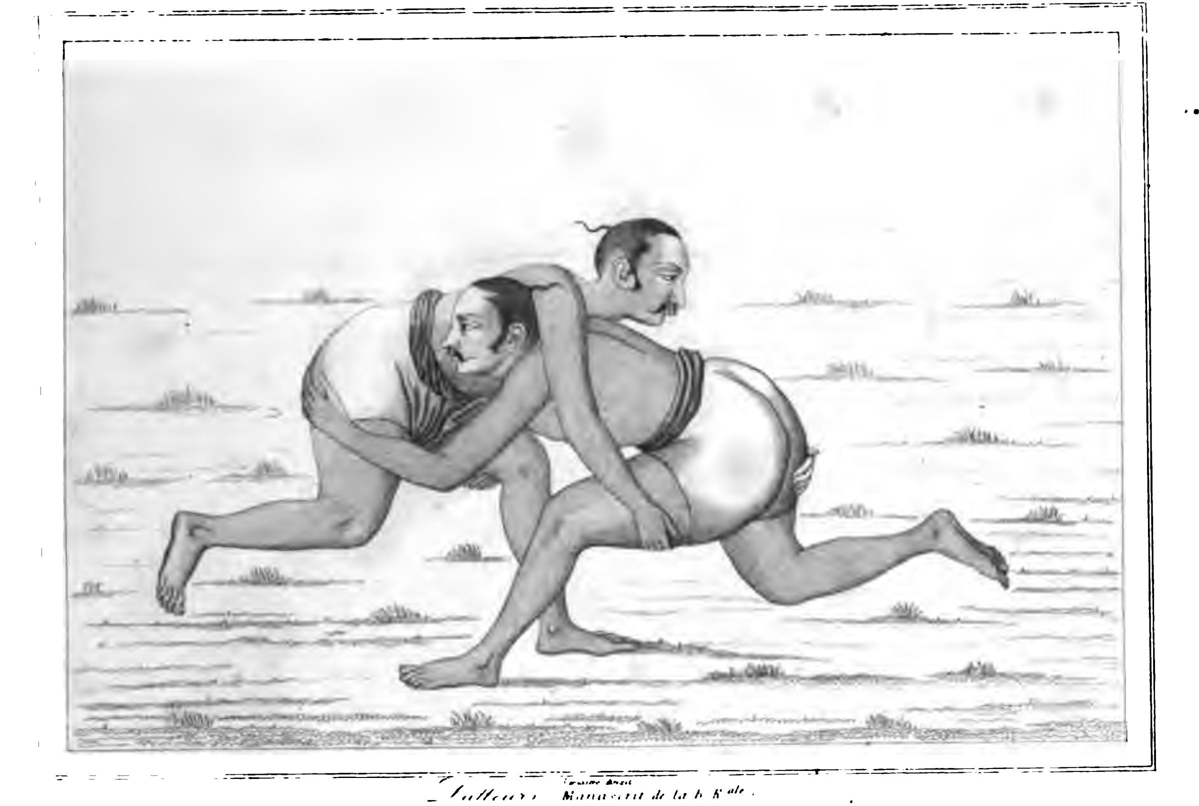


Lemaître direxit

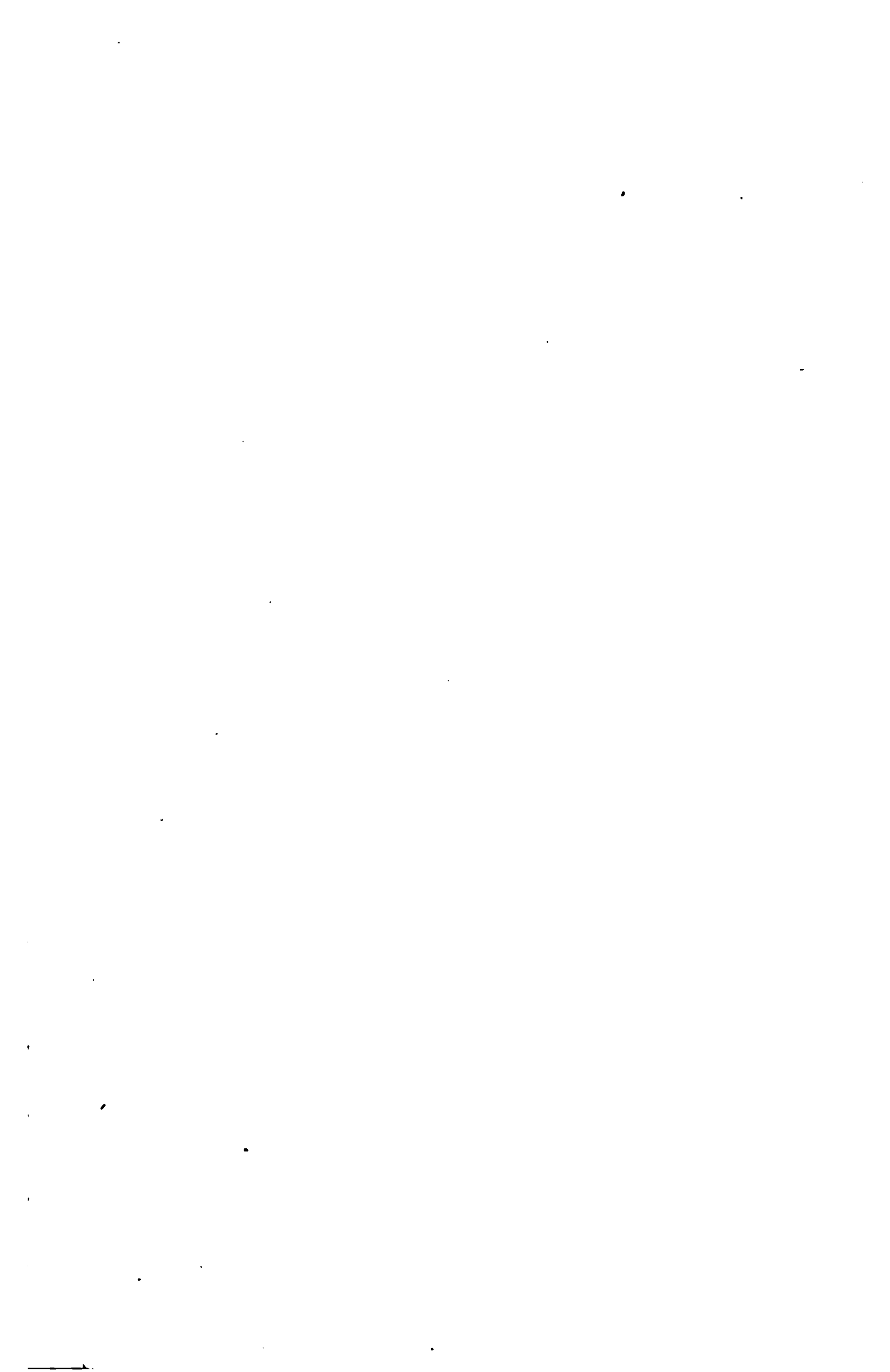
Femmes de différentes conditions



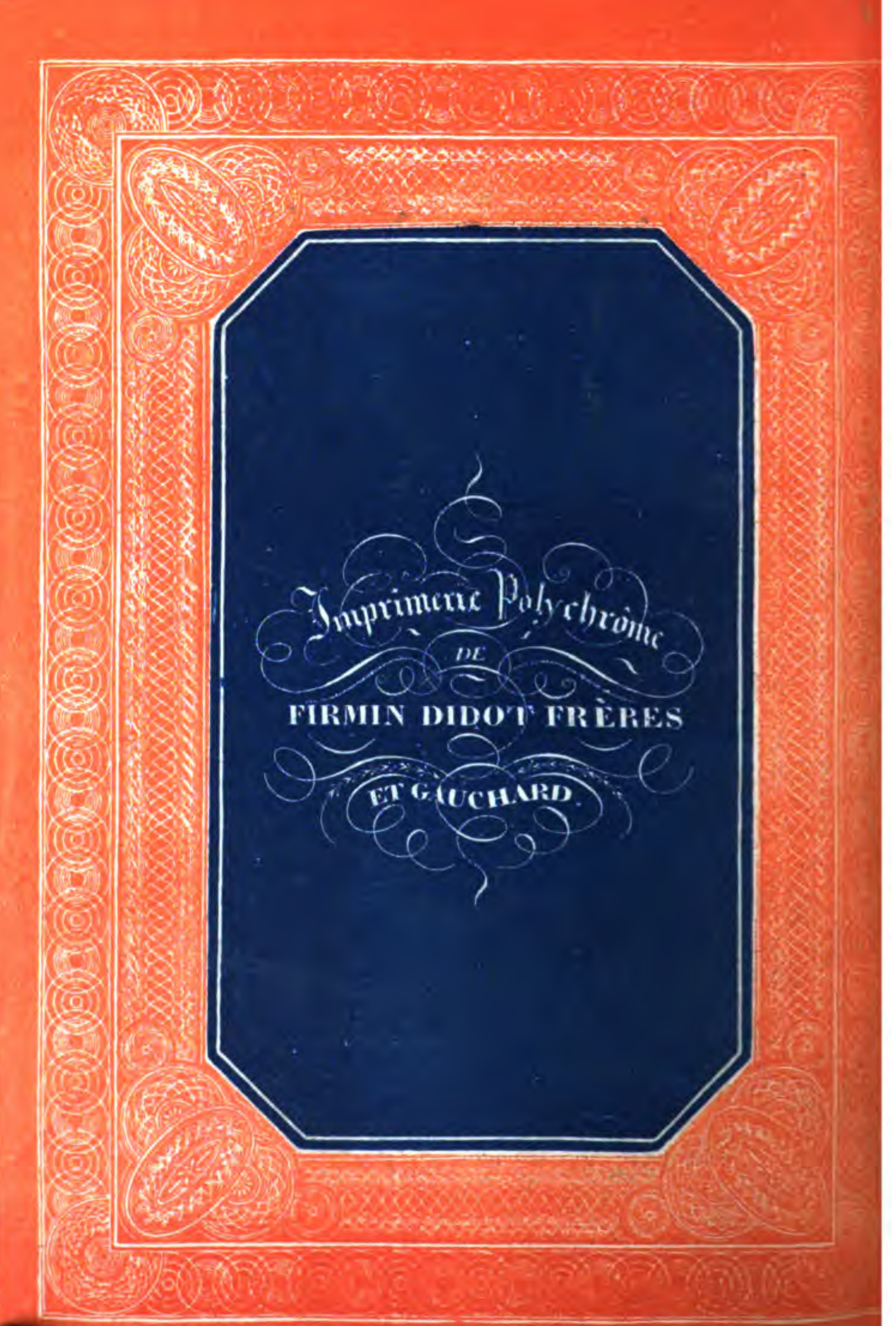
L'Arbre Banian



Lutteurs. Manuscrit de la B. R.ale



IMPRIMERIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT, RUE JACOB, N° 24.


Imprimerie Polychrôme
DE
FIRMIN DIDOT FRÈRES
ET GAUCHARD.



